DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Mise en ligne le 26 décembre 2023

Numéro	Objet	Votes
D_2023_7_01	Approbation du PCAET	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_02	Validation du cahier de recommandations architecturales (toitures et façades)	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_03	Aeropolis : création de l'association Aéropolis	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_04	Aeropolis Technocentre : programme immobilier (fablab et bâtiments modulaires)	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_05	Territoire d'industrie Acte 2 Contrat d'industrie 2023/2027	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_06	Territoire d'industrie Convention financière CHEMPARC	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_07	Aeropolis : cession de parcelle - SCP Cavalier Jove	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_08	Aeropolis : cession de parcelle - Ramboer Charpente	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_09	ZA Igon : cession de parcelle - SARL Larrousse	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_10	ZA Igon : cession de parcelle - Béarn Médicale	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_11	ZA Igon : cession de parcelle - Gitem Lafond	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_12	PAE Monplaisir : cession de parcelle - plomberie BALAS	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_13	PAE Monplaisir : cession de parcelle - Paysagiste concept Nature	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_14	Acquisition de bâtiment - Hourat	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_15	Subvention ADIL 64	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_16	Subvention Habitat commune d'Asson	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_17	Subvention Habitat commune de Baudreix	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_18	Subvention Habitat commune de Lestelle-Bétharram	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_19	Tarifs 2024 : Eau potable	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_20	Tarifs 2024 : Assainissement collectif	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_21	Tarifs 2024 : Modification des tarifs de contrôle de vente en assainissement	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_22	Convention de partenariat ECOCENE - défi famille sobriété aux usages de l'eau potable	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_23	Décisions modificatives - Ajustement des crédits relatifs aux charges de personnel	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_24	Actualisation du règlement du portage de repas	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_25	Contrat Responsabilité Élargie des Producteurs ameublement : période 2024 – 2029	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_26	Renouvellement des contrats de reprise des matériaux	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_27	Schéma Cyclable – Acquisition foncière sur Assat	Adopté à l'unanimité

D_2023_7_28	Sollicitation subvention Agence Eau Adour Garonne : Travaux de sécurisation de la production source « La Mouscle »	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_29	Acquisition foncière de la parcelle B n°346 de la commune de Labatmale	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_30	Rapport sur le prix et la qualité de service du SMNEP – Année 2022	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_31	Reprise des réseaux du lotissement « Les lanots » à Bénéjacq	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_32	Tableau des effectifs : Suppression /création emploi service Déchets	Adopté à l'unanimité
D_2023_7_33	Accroissement temporaire d'activités : Nayeo	

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ARRET DU PROJET DE PLAN CLIMAT-AIR-ENERGIE TERRITORIAL

Délibération n° D_2023_7_01

(Rapporteur : Jean-Pierre FAUX)

La loi n°2015-992 relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 a mis en place un outil structurant pour les collectivités en matière de planification énergétique et de développement durable : le Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET). L'élaboration de ce document est obligatoire pour les EPCI à fiscalité propre regroupant plus de 20 000 habitants.

En 2017, la Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN) a prescrit l'élaboration de son PCAET. Le cabinet Altéréa a été missionné pour accompagner la collectivité dans la définition de cette nouvelle politique dans le cadre d'un groupement de commandes mis en place par TE64 (Territoire d'Energie des Pyrénées-Atlantiques).

Le travail mené de 2018 à 2022 a permis de réunir dans des ateliers de travail, des conférences, ainsi qu'une réunion publique, un grand nombre de personnes représentant le territoire pour une large concertation.

Le projet de PCAET comportant un diagnostic, une stratégie climat-air-énergie à 2050, un programme d'actions pour la période 2023-2029, ainsi qu'une évaluation environnementale, a été arrêté par délibération du conseil communautaire du 5 décembre 2022.

Le dossier de ce projet a été transmis pour avis aux personnes publiques et saisine à l'Autorité environnementale conformément aux articles R229-54, R122-17 et R122-21 du code de l'environnement. Le Préfet de région de Nouvelle-Aquitaine et l'Inspection Générale de l'Environnement et du Développement Durable (IGEDD) ont émis un avis par courrier, en date respectivement du 16 mars 2023 et du 21 avril 2023. En l'absence de réponse des autres personnes consultées, leur avis est réputé favorable.

Conformément à l'article L123-19 du code de l'environnement, une consultation du public par voie électronique a été organisée pour recueillir les avis sur le projet de PCAET du 14 septembre 2023 au 18 octobre 2023 inclus (avis publié le 29 août 2023). Le projet a fait l'objet d'un avis unique transmis par mail le 16 octobre 2023.

Le dossier a ainsi fait l'objet de 8 remarques de l'Etat, 18 de l'Autorité environnementale et 19 de la population.

Après examen de l'ensemble des remarques émises par un groupe de travail d'élus réuni le 30 août 2023, ainsi que les Commissions Aménagement de l'Espace - PCAET des 13 septembre 2023 et 8 novembre 2023, il est proposé de modifier le projet de PCAET tel que présenté dans le mémoire en réponse aux avis annexé.

Les documents suivants du projet de PCAET seraient ainsi modifiés ou complétés :

- pièce 1 - Rapport Diagnostic
- pièce 2 - Rapport Stratégique
- pièce 3 - Rapport Plan d'Actions
- pièce 4 - Rapport Evaluation Environnementale et Stratégique PCAET

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 229-26 et R. 229-51 à R. 229-56 ;
Vu la délibération n° 2017-5-12 du 30 octobre 2017 prescrivant l'élaboration du PCAET du Pays de Nay ;
Considérant les éléments présentés ;
Vu la délibération n°2022_8_01 du 5 décembre 2022 arrêtant le projet de PCAET du Pays de Nay ;

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Après avis favorable des Commissions Aménagement de l'Espace - PCAET des 13 septembre et 8 novembre 2023,
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

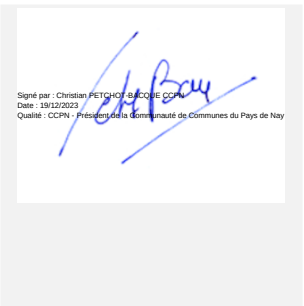
Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

APPROUVE **le Plan Climat Air Énergie du Pays de Nay tel qu'annexé.**

AUTORISE **le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE NAY

PAE Monplaisir 64800 Benejacq

PLAN CLIMAT AIR
ÉNERGIE TERRITORIAL

V2 - Date de diffusion 24/11/2022

Rapport de Diagnostic du PCAET de la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE NAY

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

MAITRISE D'OUVRAGE :

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE NAY
PAE Monplaisir
64800 Benejacq

Agnès VIGNAU
Responsable du Service Urbanisme
T 05 59 61 11 82
@ a.vignau@paysdenay.fr

MAITRISE D'ŒUVRE :

ALTEREA AGENCE PARIS
23 avenue d'Italie
75013 Paris
T 01 46 28 31 89

Pierre-Louis GARCIA LE FLOCH
Coordinateur de projets
T 07 57 09 55 57
@ plgarcia@alterea.fr

SUIVI DU DOCUMENT :

Indice	Date	Modifications	Rédaction	Vérification	Validation
1	25/06/2019	Création du rapport	Olivier CATOËNS	Kaouthar ZITOUNI	Agnès VIGNAU
2	31/07/2019	Modifications apportées pour faire suite au retour client	Olivier CATOËNS	Kaouthar ZITOUNI	Agnès VIGNAU
3	16/12/2019	Modifications apportées pour faire suite au retour client	Olivier CATOËNS	Kaouthar ZITOUNI	Agnès VIGNAU
4	29/11/2022	Mise à jour des données issues de l'observatoire régionale	Maxime DERRIEN	Pierre-Louis GARCIA LE FLOCH	Agnès VIGNAU
5	04/12/2023	Mise à jour suite à la concertation réglementaire	Maxime DERRIEN	Pierre-Louis GARCIA LE FLOCH	Agnès VIGNAU

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

SOMMAIRE

1 INTRODUCTION 5

1. LES ENJEUX CLIMAT-ENERGIE 5
1.1 LES ENGAGEMENTS NATIONAUX POUR LE CLIMAT 5
1.2 PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NAY 7
1.3 COMPETENCES 10
1.4 LES ACTIONS EN FAVEUR DE LA TRANSITION ENERGETIQUE DE LA CCPN 12

2 METHODOLOGIE DE L'ETUDE 14

3 CONSOMMATIONS ENERGETIQUES ET EMISSIONS DE GES 17

3.1 LE BILAN GLOBAL SUR LE TERRITOIRE DE LA CCPN 17
3.2 LE TRANSPORT ROUTIER 21
3.3 FOCUS SUR LE SECTEUR RESIDENTIEL 23
3.4 FOCUS SUR LE SECTEUR INDUSTRIE (HORS ENERGIE) 27
3.5 FOCUS SUR LE SECTEUR TERTIAIRE 29
3.6 LE TRANSPORT NON ROUTIER 31
3.7 FOCUS SUR LE SECTEUR AGRICULTURE 33
3.8 FOCUS SUR LE SECTEUR INDUSTRIE BRANCHE ENERGIE 35
3.9 FOCUS SUR LE SECTEUR DECHETS 35
3.10 FOCUS SUR DEUX SECTEURS NON REGLEMENTAIRES 37

4 POTENTIEL DE REDUCTION DES CONSOMMATIONS D'ENERGIE ET DES EMISSIONS DE GES 40

4.1 OBJECTIFS 40
4.2 POTENTIEL DE REDUCTIONS 41

5 LES ENERGIES RENOUVELABLES SUR LE TERRITOIRE 46

5.1 ÉNERGIE SOLAIRE 46
5.2 BIOMASSE 47
5.3 GEOTHERMIE 49
5.4 L'HYDROELECTRICITE 50
5.5 METHANISATION 51
2. EOLIEN 52
5.6 CHALEUR FATALE 53
5.7 AUTRES 54

6 BILAN DES CONSOMMATIONS ET DE PRODUCTION D'ENERGIE 56

6.1 BILAN DES CONSOMMATIONS ET DE LA PRODUCTION D'ENERGIE 56
6.2 LA FACTURE ENERGETIQUE 57

7 PRESENTATION DES RESEAUX DE DISTRIBUTION ET DE TRANSPORT ET OPTIONS DE DEVELOPPEMENT 59

7.1 RESEAU ELECTRIQUE 59
7.2 RESEAU DE GAZ 62

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

7.3 RESEAU DE CHALEUR 65

8 LA QUALITE DE L'AIR SUR LE TERRITOIRE 68

8.1 LES PRINCIPAUX POLLUANTS ATMOSPHERIQUES 68
8.2 LES EMISSIONS TERRITORIALES DE POLLUANTS ATMOSPHERIQUES ET POTENTIEL DE REDUCTION 70
8.3 COMPARATIF A L'ECHELLE DE LA REGION ET AU DEPARTEMENT 72
8.4 EXPOSITION DE LA POPULATION ET ACTIONS DE PREVENTION 72

9 ESTIMATION DE LA SEQUESTRATION NETTE DE CO_2 74

9.1 L'ETAT DE LA SEQUESTRATION CARBONE SUR LE TERRITOIRE 74
9.2 LES LEVIERS D'ACTION : SEQUESTRATION CARBONE 80

10 ANALYSE DE LA VULNERABILITE DU TERRITOIRE FACE AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE 82

10.1 LES PROJECTIONS CLIMATIQUES POUR LA FRANCE 83
10.2 LES PROJECTIONS CLIMATIQUES POUR LA REGION 85
10.3 LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES ET LEURS IMPACTS SUR LE TERRITOIRE 88
10.4 SYNTHESE PAR DOMAINES DE LA VULNERABILITE DU TERRITOIRE 113

11 SYNTHESE DU DIAGNOSTIC ET IDENTIFICATION DES ENJEUX DU PCAET POUR LE TERRITOIRE 120

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

1 INTRODUCTION

1. Les enjeux climat-énergie

L'augmentation des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), liée majoritairement aux activités humaines telles que la consommation d'énergies fossiles, la déforestation, l'utilisation d'engrais azotés, l'élevage, le traitement des déchets, certains procédés industriels, a comme conséquence un accroissement de la température, en entrainant des bouleversements climatiques.

Pour le groupe d'experts intergouvernementaux sur le climat (GIEC), la hausse des températures pourrait être de l'ordre de +1,9 °C à +6,4 °C de 1990 à 2100. Ces modifications climatiques ont des effets directs et indirects qui se traduisent à moyen et long terme : des phénomènes climatiques aggravés (inondations, sécheresses, canicules…) ; des crises aux ressources alimentaires (des effets négatifs sur le rendement des cultures) ; la diminution de la ressource d'eau ; des déplacements de la population, des effets sur la santé de l'Homme (maladies, mortalité due aux pics de chaleur…) et des impacts sur le fonctionnement des écosystèmes.

Selon le GIEC, afin de ne plus enrichir l'atmosphère en GES, une division par deux des émissions mondiales de GES est nécessaire. Ainsi, **pour contenir la hausse moyenne des températures au-dessous de 2°C, une réduction de 70% des émissions mondiales de GES est nécessaire à l'horizon 2050 par rapport à leur niveau de 2010**. La maîtrise du rejet de GES est un véritable enjeu écologique, mais aussi politique et économique pour les années à venir.

A ces enjeux climatiques vient s'ajouter l'épuisement des ressources énergétiques, dû à la conjugaison de la croissance démographique et de l'augmentation de nos consommations énergétiques individuelles. Cela entraîne une pression sur les ressources énergétiques fossiles, dont les coûts augmentent.

1.1 Les engagements nationaux pour le climat

La France est partie prenante des différents engagements internationaux et européens ayant un impact sur les questions du climat, de l'énergie et de la qualité de l'air. Les objectifs internationaux et nationaux sont indispensables pour cadrer l'action des États en matière de lutte contre le changement climatique. La Conférence des Parties de Paris (COP21) a représenté une opportunité pour les pays de dynamiser leurs politiques énergétiques et climatiques afin de limiter l'augmentation de la température moyenne à 2°C en 2050 par rapport à 1990.

La LTECV, Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte, fixe des objectifs ambitieux pour :

- Réduire de 40% les émissions de GES en 2030 par rapport à 1990 ;
- Augmenter de 30% la part des énergies renouvelables (EnR) dans la consommation énergétique final en 2030 ;
- Et diminuer de 50% la part du nucléaire dans la production d'électricité à l'horizon 2025.

Ces engagements se sont traduits par un certain nombre d'obligations pour les territoires français au travers des outils de pilotage au niveau national tels que la **Stratégie Nationale Bas Carbone – SNBC**, qui décline les mesures et les leviers pour réussir la mise en œuvre de cette nouvelle économie verte et la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE), qui exprime les orientations et priorités d'action des pouvoirs publics pour la gestion de l'ensemble des formes d'énergie sur le territoire national. La SNBC donne les orientations stratégiques pour mettre en œuvre, dans tous les secteurs d'activité, la transition vers une économie bas-carbone et durable. Elle fixe notamment l'objectif de réduire de **75% les émissions de GES en France à l'horizon 2050 par rapport à 1990**, soit -73% par rapport à 2013.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Au niveau local, la LTECV renforce **le rôle des collectivités comme des acteurs incontournables de la transition énergétique** via les plans régionaux d'efficacité énergétique et les **Plans Climat Air Energie Territoriaux (PCAET)**. L'article 188 de la LTECV confie l'élaboration et la mise en œuvre des PCAET aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de plus de 20.000 habitants, avec un objectif de couvrir tout le territoire français. En effet, **les territoires sont le lieu de la mise en cohérence fonctionnelle et opérationnelle des ambitions portées par la LTECV**.

L'article 59 de la Loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République étend cette obligation aux établissements publics territoriaux et à la commune de Paris**. Les PCAET des établissements publics territoriaux doivent être compatibles avec le plan climat-air-énergie territorial de la métropole**. Les PCAET doivent également s'articuler avec les outils de planification et les documents d'urbanisme réglementaires (SNBC, SRCAE, SRADDET, PPA, SCoT, PLU, PLUi, PLH…), permettant ainsi d'intégrer les dispositions relatives à l'urbanisme (mobilités, consommation d'espace, respect de l'armature urbaine, …), aux objectifs de maitrise de l'énergie et de production d'énergie renouvelable :

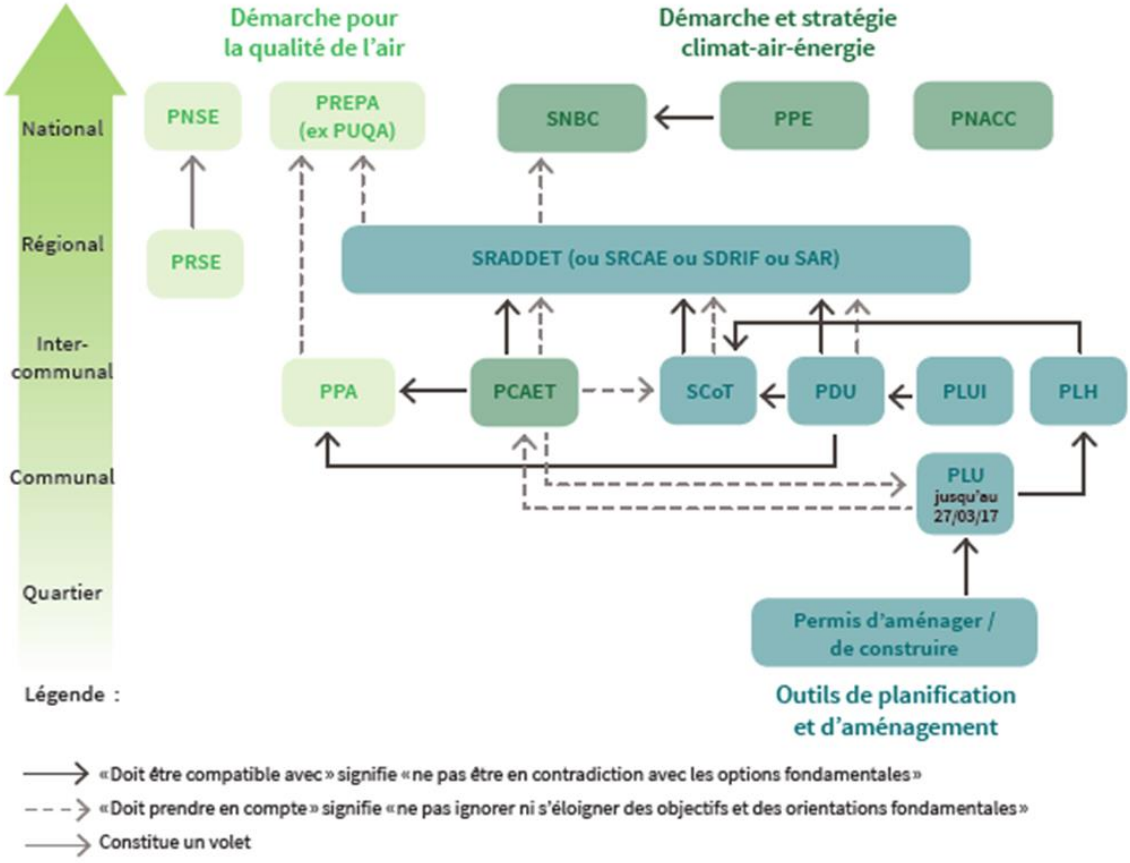


Figure 1 : Articulation du PCAET avec les autres plans stratégiques (Source : ADEME)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

1.2 Présentation de la Communauté de Communes du Pays de Nay

La Communauté de Communes du Pays de Nay (CCPN) a été créée le 1er janvier 2000. Son territoire compte aujourd'hui 29 communes. 27 d'entre elles sont situées à l'est du département des Pyrénées-Atlantiques (64) en région Nouvelle Aquitaine, à la frontière avec les Hautes-Pyrénées (65) : Angaïs, Arros-de-Nay, Arthez-d'Asson, Assat, Asson, Baliros, Baudreix, Bénéjacq, Beuste, Boeil-Bezing, Bordères, Bordes, Bourdettes, Bruges-Capbis-Mifaget, Coarraze, Haut-de-Bosdarros, Igon, Labatmale, Lagos, Lestelle-Bétharram, Mirepeix, Montaut, Narcastet, Nay, Pardies-Piétat, Saint-Abit, Saint-Vincent.

Les deux communes d'Arbéost et Ferrières dépendent des Hautes-Pyrénées, dans la haute vallée de l'Ouzom en région Occitanie et prolongent le territoire depuis janvier 2014.



Figure 2 : carte des 29 communes de la CC du Pays de Nay (Source : SCoT du Pays de Nay, 2019)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

La CCPN a donc la particularité, depuis le 1er janvier 2014, d'être à cheval sur les grandes régions Nouvelle-Aquitaine (27 communes) et Occitanie (2 communes).

Le territoire comptait, en 2014, 28 063 habitants sur une superficie de 324 km². **Nay en est la commune centre** et se trouve dans une relative proximité par rapport aux 3 pôles de développement locaux que sont Pau, Tarbes et Lourdes. Ce positionnement constitue une opportunité pour le développement du territoire, qui relaie ainsi un certain dynamisme.

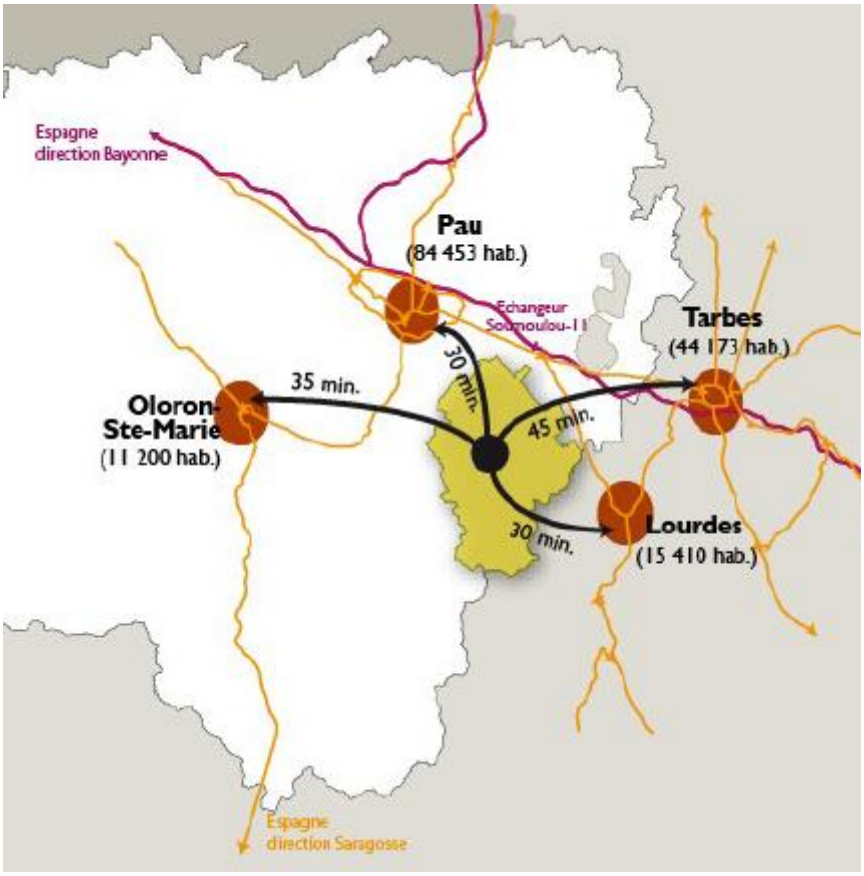


Figure 3 : la Communauté de communes du Pays de Nay, un territoire d'interfaces [sans Arbéost et Ferrières] (Source : CAUE 64)

La densité de population de la CCPN est assez faible : en 2015, l'INSEE évaluait cette densité à 87,9hab/km². À titre comparatif, la densité du département des Pyrénées-Atlantiques est de 87,6hab/km² : la densité du territoire est donc identique à celle du département. Cependant, au sein du territoire, des disparités existent :

- Le secteur de la plaine comprend 13 communes, pour une superficie de 81,5 km² et une population de 12 173 habitants en 2015. Il représente 25% de la superficie du territoire de la CCPN et 41% de sa population, avec une densité moyenne de 146 habitants au km² ;
- Le secteur du pôle urbain de la CCPN comprend 6 communes, pour une superficie de 48km² et une population de 10 669 habitants en 2015. Il représente 15% de la superficie du territoire et 36% de sa population, avec une densité moyenne de 221 habitants au km² ;
- Le secteur des coteaux et de la montagne comprend 10 communes, pour une superficie de 195km² et une population de 6 893 habitants en 2015. Il représente 60% de la superficie du territoire du Pays de Nay et 23% de sa population, avec une densité moyenne de 35 habitants au km².

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

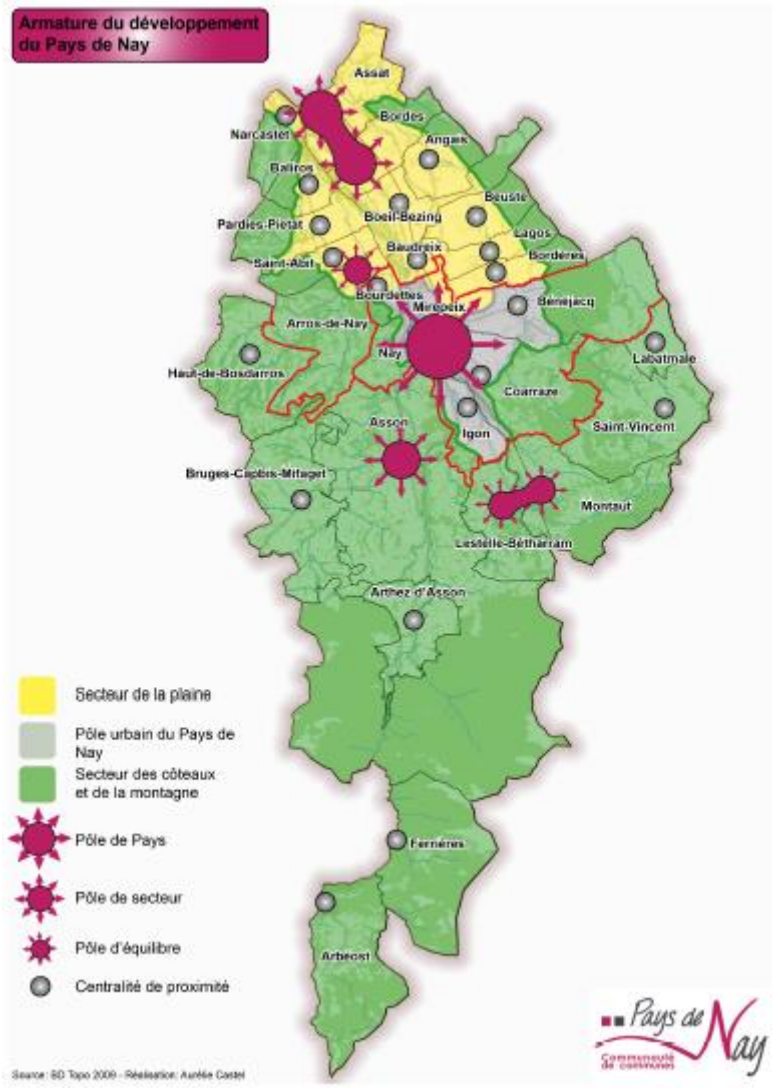


Figure 4 : armature du développement du territoire de la CCPN (Source : SCoT de la CCPN, 2019)

D'un point de vue transport, le réseau autoroutier ne dessert pas directement le Pays de Nay. L'autoroute A64, reliant Bayonne à Toulouse (et à Bordeaux depuis le raccordement à l'autoroute A65), est un axe majeur de développement pour le grand Sud-Ouest. Les échangeurs les plus proches se situent à environ 25 minutes du territoire. Cette situation est une contrainte et plusieurs projets d'amélioration de la desserte du secteur est et sud-est de l'agglomération paloise sont à l'étude, avec notamment le projet de création d'un nouvel échangeur à Morlaàs (objectif de mise-en-service en 2022-2023).

Par ailleurs, le territoire est positionné sur le réseau grandes lignes de la SNCF, avec la desserte de la Gare Coarraze-Nay par la ligne Toulouse-Bayonne, et sur le réseau TER par la même gare Coarraze-Nay et les haltes d'Assat et de Montaut-Bétharram.

En 2015, le territoire de la CCPN comptait, 13041 actifs, 2300 établissements actifs et 9700 emplois[1]. Géographiquement, ces emplois sont essentiellement concentrés sur deux pôles portés par cinq communes : Bordes/Assat et Nay-Coarraze-Bénéjacq.

Le secteur dominant sur le territoire est l'industrie (38%), la présence sur le territoire de l'usine Safran constituant l'un des plus gros employeurs de la Région (2500 salariés).

[1] Source : INSEE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

LE TERRITOIRE DE LA CCPN EN CHIFFRES



28 063 habitants



2 300 entreprises



324 km²

- **38% des salariés** du territoire → **Entreprises industrielles**
- **635** exploitations agricoles sur le territoire
- 1 pôle urbain → Nay
- **10** communes peu urbanisées

1.3 Compétences

Les compétences de la CCPN sont les suivantes :

- **Aménagement de l'espace**
  - Elaboration, approbation, suivi et révision du Schéma de Cohérence Territoriale
  - Création de réserves foncières pour préserver et permettre le développement de la communauté de communes dans le cadre de ses compétences
  - Réalisation des opérations foncières, d'aménagement urbain et de développement liées à la desserte ferroviaire du territoire, en lien avec les communes, dans le cadre notamment des dispositifs d'intervention de la Région
  - Etudes relatives aux transports et aux mobilités.
- **Actions de développement économique**
  - Favoriser l'accueil et l'environnement des entreprises
  - Gestion du PAE[2] Monplaisir
  - Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique et aéroportuaire
  - Création et gestion de bâtiments relais sur les zones communautaires
  - Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire. Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes :
    - Définition d'un schéma d'organisation commerciale
    - Mise en place d'un programme partenarial d'aides aux professionnels du territoire
  - Promotion du tourisme : création et gestion de l'Office de Tourisme Communautaire ayant pour objet l'organisation locale du tourisme, l'animation de la vie touristique locale, la promotion de l'offre touristique locale et la coordination des acteurs locaux, création et gestion d'itinéraires et de sentiers de randonnées, participation à la réalisation et au développement de l'itinéraire de la véloroute
  - Adhésion au Syndicat Mixte de l'Aéroport Pau Pyrénées.
- **Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage**
- **Déchets**
  - Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés
  - Création et gestion de déchetteries.

[2] PAE : Programme d'Aménagement d'Ensemble

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

- **Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations**
- **Protection et mise en valeur de l'environnement et énergie**
    - Elaboration d'un plan climat air-énergie territorial
    - Actions d'animation de développement forestier.
- **Politique du logement social d'intérêt communautaire, action en faveur du logement des personnes défavorisées et cadre de vie**

Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes :

- Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)
- Etude sur l'habitat adapté et la sédentarisation des gens du voyage
- Appui aux projets d'habitat d'intérêt communautaire du territoire, dans le cadre d'un règlement communautaire d'intervention
- Elaboration d'une Charte architecturale et paysagère et d'un Plan Paysages pour le territoire.

- **Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire d'intérêt communautaire**

Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes :

- Création et gestion d'une piscine communautaire couverte
- Etudes pour la création d'équipements culturels communautaires.

- **Action sociale d'intérêt communautaire**

Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes :

- Petite enfance : création et gestion de structures multi accueil de la petite enfance, gestion du Relais d'Assistantes Maternelles et de la ludothèque, gestion d'un lieu d'accueil enfants-parents (LAEP)
- Actions en faveur des jeunes et de l'emploi : convention avec Pôle Emploi visant la mise en place d'un service de proximité, facilitant les demandes d'emploi et un meilleur suivi des demandeurs, soutien à l'antenne de la Mission Locale pour les Jeunes Pau-Pyrénées dans le cadre d'une convention portant sur l'accueil, l'information et l'orientation des jeunes de 16 à 25 ans du territoire
- Portage de repas à domicile en liaison froide
- Gestion d'un service de transport à la demande, dans le cadre de la délégation de compétence du Conseil départemental
- Adhésion à l'association « PAIS[3] Pays de Nay »
- Etude sur le logement et les services en faveur des personnes âgées
- Création et gestion d'un espace de vie sociale.

- **Assainissement collectif et non collectif**
- **Eau et gestion des eaux pluviales**
- **Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire**
- **Réflexion et participation à un Pays**
- **Culture**
    - Mise en réseau de la lecture publique : coordination du réseau, appui personnalisé et assistance aux équipes en place (personnels communal et bénévole), développement et mutualisation des collections par une politique d'acquisition communautaire, informatisation des bibliothèques et organisation de la circulation des collections et des documents sur l'ensemble des communes de la communauté, mise en place d'une politique d'animation culturelle autour du livre et du développement du multimédia
    - Mise en place et soutien d'actions de valorisation et de restauration du patrimoine historique et industriel du Pays de Nay
    - Adhésion au schéma départemental de l'éducation musicale et soutien à l'association d'enseignement musical à vocation intercommunale
    - Soutien aux actions de développement des arts plastiques et contemporains.

[3] PAIS : Plateforme Alternative d'Innovation en Santé

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

- **Jeunesse**
  - Coordination des actions inscrites dans les contrats signés par les communes en matière d'enfance jeunesse, notamment pour la mise en réseau des ALSH gérés par les communes
  - Renforcement et développement de l'information et de la communication en faveur des jeunes
  - Renforcement et développement de l'offre de services et d'activités en faveur des jeunes
  - Développement et mise en réseau de lieux d'accueil et d'animation pour les jeunes sur le territoire.
- **Octroi d'aides financières aux associations**, dans le cadre du règlement communautaire d'attribution, pour des actions qui participent au développement économique, touristique et au dynamisme culturel du territoire, à la protection de l'environnement et favorisent la qualité de vie et du lien social ainsi que la création d'activités au bénéfice des habitants des communes membres
- **Mise en place et développement d'une politique locale en matière de technologie de l'information et de la communication et de SIG[4], aménagement numérique du territoire**
- **Instruction des autorisations d'urbanisme** pour le compte des communes, dans le cadre d'un service commun
- **Création et gestion de sites à gravats**
- **Gestion des eaux pluviales**
- **Possibilité d'assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée** pour les communes membres de l'EPCI

Il convient d'ailleurs de relever que, tant par ses compétences que par son champ d'action et ses projets, la Communauté de communes du Pays de Nay peut se mobiliser sur de nombreuses thématiques des PCAET.

1.4 Les actions en faveur de la transition énergétique de la CCPN

Si la démarche d'élaboration du PCAET de la Communauté de Communes du Pays de Nay intervient dans un contexte réglementaire, la collectivité n'en est pas moins un territoire d'ores et déjà engagé dans sa transition énergétique. Elle porte ainsi déjà divers projets dans le domaine de l'environnement :

- La CCPN a réhabilité en 2014 le Centre d'Enfouissement Technique de Bénéjacq. Elle est également maître d'ouvrage délégué des opérations de réhabilitation des décharges communales dont les décharges de Bordes et de Coarraze. Les études ont été finalisées en 2016. Les travaux de Coarraze sont d'ailleurs terminés ;
- La CCPN a également mis en place la redevance spéciale auprès des professionnels. Les études ont été menées en 2015-2016 pour une application au 1er janvier 2017 ;
- L'extension et la rénovation de la déchetterie de Coarraze a été réalisée en 2019. La déchetterie d'Assat, site intégré au 1er janvier 2017, sera également rénovée en 2020 ;
- En collaboration avec le Syndicat de traitement des Déchets, Valor Béarn, la CCPN s'apprête à implanter sur son territoire une plate-forme privée de broyage de déchets verts (filière de compostage à la ferme) située aux portes du territoire à Meillon ;
- La mise en place d'un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) est en cours ;
- Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, le SEAPaN[5] a réalisé un schéma directeur de gestion des eaux pluviales dont les orientations, validées en 2017, sont intégrées au SCoT. Il est également prévu d'élaborer des schémas directeurs d'eau potable et d'assainissement.

[4] SIG : Systèmes d'Informations Géographiques
[5] SEAPaN : Service d'Eau et d'Assainissement du Pays de Nay

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Enfin, le territoire et la collectivité sont concernés par des actions privées ou publiques sur les thématiques suivantes :

- Logement : appui aux projets d'habitat d'intérêt communautaire, OPAH (terminée), espace info énergie (depuis le 18/10/2018) ;
- Mobilité : bus à la demande, projet de schéma cyclable, aires de co-voiturage, aménagements urbains lié à la desserte ferroviaire du territoire, plan de déplacement d'entreprise à l'étude sur le site Safran à Bordes (ce dernier est en cours pour un objectif de fin au 1er semestre 2020) ;
- Flotte de véhicules : évolution du parc communautaire à l'étude et achat d'un véhicule de service électrique ;
- Efficacité énergétique ou thermique dans le tertiaire : site industriel de Safran équipé d'une chaufferie bois ;
- Eclairage public : rénovation en cours d'étude sur quelques communes ;
- Energies renouvelables : quelques bâtiments communautaires équipés de panneaux photovoltaïques ou de solaire thermiques, projet de centrale photovoltaïque sur l'ancien CET de Bénéjacq en cours, projets de centrale hydroélectrique, de réseau(x) de chaleur, de méthanisation (filière déchets verts / filière agricole), de développement d'une filière chauffage bois ;
- Circuits courts : valorisation du bois local en circuits courts, cinq AMAP[6] sur le territoire, un magasin collectif de vente de produits agricoles locaux vient de s'implanter ;
- Economie circulaire : étude en cours sur le réemploi de déchets divers.

Plus localement, la commune d'Assat, située en plaine, présente une activité importante de maraîchage du fait de la qualité de ses terres et de la proximité de Pau. Face à la pression foncière liée à l'urbanisation, la commune réfléchit à la mise en place d'une Zone Agricole Protégée (ZAP) afin de préserver une partie de la ceinture maraichère de son territoire. La commune, accompagnée par la CCPN, souhaiterait aussi mettre en place un périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN). Ce dispositif consiste à mettre en place un périmètre et développer un programme d'actions en vue de pérenniser l'activité agricole.

Le futur PCAET doit être compatible avec les documents d'urbanismes existants, et constitue une opportunité pour le territoire de la CCPN. En effet, il va permettre de :

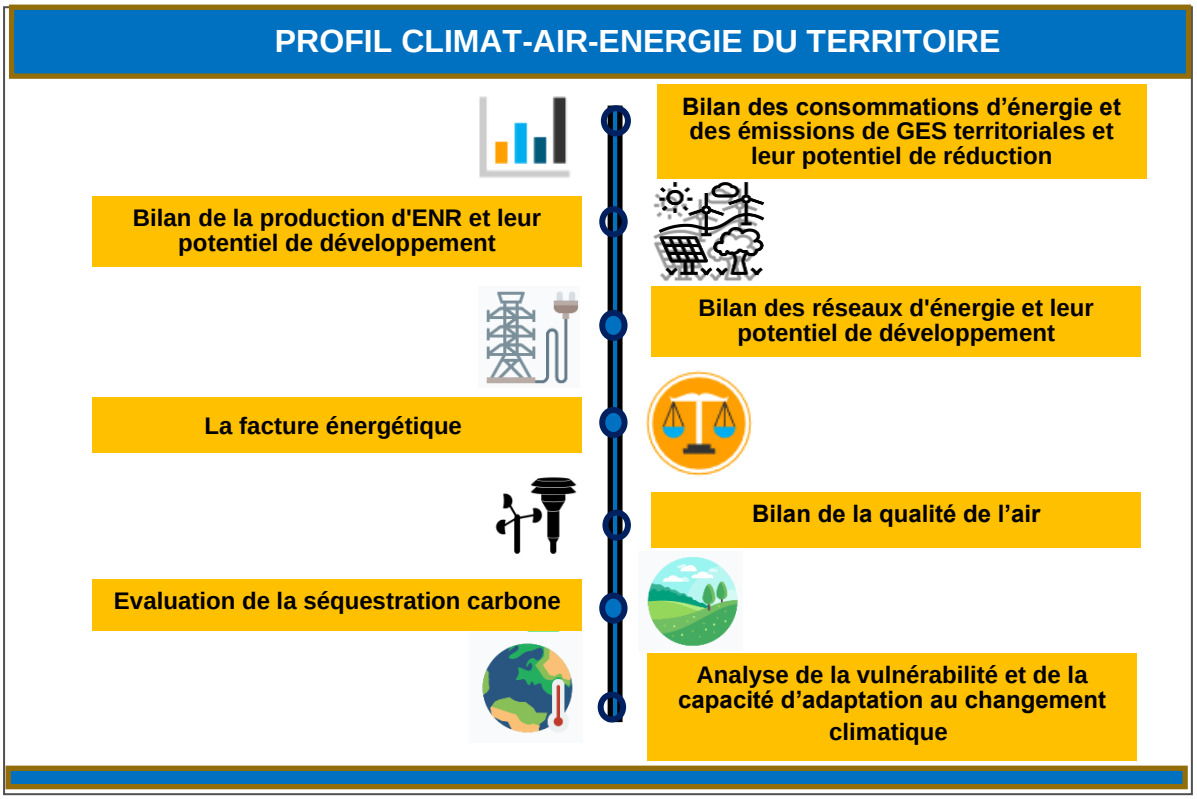
- **Mobiliser les acteurs économiques au cœur de la transition énergétique ;**
- **Renforcer les actions déjà mises en place en faveur du développement durable ;**
- **Elargir l'action vers une stratégie de développement durable en cohérence avec les enjeux stratégiques du territoire (consommations d'énergie, dépendance énergétique, mobilité durable, adaptation au changement climatique) ;**
- **Définir des actions concrètes et coordonnées en faveur de la transition énergétique.**

[6] AMAP : Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

2 METHODOLOGIE DE L'ETUDE

La présente analyse a été élaborée en cherchant à croiser des éléments tant quantitatifs que qualitatifs. Notre travail a consisté à dresser un état des lieux du territoire dans les domaines suivants :



L'analyse des **émissions de GES et des consommations d'énergie du territoire**, ainsi que la **présentation de l'état actuel de la production des énergies renouvelables** sont réalisées à partir des données énergétiques disponibles sur PROSPER, excepté pour les secteurs déchets et industrie branche énergie (non fournies par les Observatoires régionaux) dont les données proviennent de WattStrat. L'outil PROSPER met à disposition les données des Observatoires Régionaux, que sont l'AREC Nouvelle-Aquitaine et l'AREC Occitanie ainsi qu'Atmo Nouvelle-Aquitaine et Atmo Occitanie pour le territoire de la CCPN.

Les consommations des différents secteurs présentées dans le rapport sont données en GWh d'énergie finale, celle-ci est à différencier de l'énergie primaire :

- **Energie Primaire (EP) :** On utilise le terme d'énergie primaire pour parler de l'ensemble des énergies disponibles dans la nature avant toute transformation. Si elle n'est pas utilisable directement, elle doit être transformée en une source d'énergie secondaire pour être mise en œuvre. Dans l'industrie de l'énergie, on distingue la production d'énergie primaire, de son stockage et son transport sous la forme d'énergie secondaire, et de la consommation d'énergie finale. La quantité d'énergie primaire est toujours supérieure à l'énergie finale disponible ;
- **Energie Finale (EF) :** On utilise le terme d'énergie finale pour parler de l'ensemble des énergies se situant en fin de chaîne de transformation de l'énergie. Il s'agit de l'énergie utilisée concrètement par l'utilisateur final, telle que mesurée par les compteurs du fournisseur d'énergie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Energie	Unité d'origine	Facteur de conversion en kWh_{EP}
Electricité	1 kWh	2,58
Gaz naturel / fioul	1 kWh_{PCS}[7]	1
Bois	1 kWh	0,6

Concernant le secteur déchets, les tonnages ont été transmis par l'EPCI et Valor Béarn.

Pour élaborer le bilan des émissions de GES du territoire, la méthode Bilan Carbone® Territoire a été utilisée pour le secteur « déchets » et « intrants » : les déchets correspondent aux déchets produits par les habitants sur le territoire, et les intrants aux repas consommés sur le territoire ainsi que les matières premières pour les autres biens achetés, estimés en fonction des quantités de déchets jetées. Les matériaux pris en compte sont le verre, les cartons, les plastiques et les emballages journaux et magazines.

Concernant les autres secteurs, PROSPER fournit les émissions de GES énergétiques et non énergétiques. Les émissions de GES énergétiques correspondent aux émissions liées à l'usage de l'énergie, tandis que les GES non énergétiques correspondent aux autres émissions, comme celles liées à l'utilisation de systèmes réfrigérants ou d'aérosols.

L'année de référence des données utilisées dans le cadre de cette étude est **2014.** Pour réaliser le Bilan Carbone® Territoire de la collectivité tout comme le bilan des consommations énergétiques, **huit postes d'émissions de GES** ont été considérés, conformément à l'arrêté du 4 août 2016 relatif au PCAET :

- La **production d'énergie** sur le territoire ;
- Les **procédés industriels** qui produisent leur propre énergie et/ou consomment de l'énergie ;
- Le **tertiaire,** qui prend en compte l'ensemble des consommations énergétiques par source d'énergie (électricité, gaz, chauffage urbain, etc.) liées aux installations tertiaires situées sur le territoire ;
- Le **résidentiel**, prenant en compte l'ensemble des consommations d'énergie pour le chauffage (gaz, fioul, réseau de chaleur, électricité), l'eau chaude sanitaire et l'électricité spécifique ;
- L'**agriculture**, avec les émissions de GES liées à la consommation d'énergie et les émissions non énergétiques liées à l'élevage et aux cultures ;
- Les déplacements routiers et non routiers, eux-mêmes subdivisés entre **activité de fret** pour le transport de marchandises et **déplacements de personnes** sur le territoire en voiture ou en transports en commun ;
- Les **déchets** produits sur le territoire par ses habitants et les activités tertiaires ou industrielles.

Les **intrants**, notamment les repas consommés par la population du territoire, ont également été pris en compte dans cette étude.

L'étude des **réseaux de distribution d'énergie** (électricité, gaz, réseaux de chaleur) sont issues du Schéma Régional de Raccordement au réseau des Énergies Renouvelables (S3REnR) ainsi que des informations issues des gestionnaires de réseaux.

La **facture énergétique** est calculée à partir de l'outil développé par ALTEREA qui permet d'identifier les dépenses d'énergie liées à la consommation et à la production d'énergie locale (électricité et chaleur renouvelable, principalement) sur le territoire.

L'**analyse de la qualité de l'air** est réalisée à partir des données disponibles dans l'outil PROSPER. Ces données d'Atmo Nouvelle-Aquitaine et d'Atmo Occitanie, et l'année de référence est 2014.

L'**estimation territoriale de la séquestration carbone** est effectuée via l'outil ALDO développé par l'ADEME.

[7] PCS : Pouvoir Calorifique Supérieur

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

L'évaluation de la vulnérabilité au changement climatique est réalisée par le bais des études réalisées par Météo France, l'analyse des documents de gestion des risques existants, des entretiens avec les services de la collectivité ainsi que via le DDRM des Pyrénées-Atlantiques et des Hautes-Pyrénées.

Sur la base des résultats des études et en prenant en compte les démarches stratégiques réalisées (bâtiment, mobilité, énergies renouvelables) par la CCPN, il a été identifié les principaux leviers d'action du territoire. Cette étude servira dans la démarche de concertation avec les acteurs et dans l'élaboration de la stratégie du PCAET et de son plan d'action.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

3 CONSOMMATIONS ENERGETIQUES ET EMISSIONS DE GES

À l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine, les Pyrénées-Atlantiques étaient en 2016, le 2e consommateur d'énergie (9,9%) derrière le département de la Gironde (24%). Leur consommation d'énergie finale atteignait 17 181 GWh.

Dans le département, le parc résidentiel constitue le premier secteur le plus consommateur d'énergie (33%), suivi des transports (routiers et non routiers) (30%) et de l'industrie (19%). À l'échelle régionale, l'ordre est quelque peu différent : les transports sont le premier secteur le plus consommateur (35%), suivi du résidentiel (29%) et l'industrie (20%).

3.1 Le bilan global sur le territoire de la CCPN

3.1.1 Diagnostic initial (2014)

Les consommations énergétiques globales relevées pour 2014 sont de l'ordre de 652 GWh, soit environ 23,2 MWh par an et par habitant, un niveau de consommation inférieur aux moyennes régionales (29,2MWh/hab[8]) et nationales (32 MWh/habitant/an).

Le total des émissions de GES globales (énergétiques et non énergétiques) est estimé à 192 552 tCO_2e en 2014, soit 6,9 tCO_2e par an et par habitant, soit un niveau supérieur à celui de la moyenne nationale (en France la moyenne par habitant est de 6,6 tCO_2e/habitant/an[9].). L'objectif à l'horizon 2050 est de réduire les émissions de GES de 75%, soit atteindre 1,7 tCO_2e/habitant/an. À une échelle départementale cette fois, la moyenne est évaluée par l'AREC Nouvelle-Aquitaine à 7,4 tCO_2e par habitant en 2016[10].

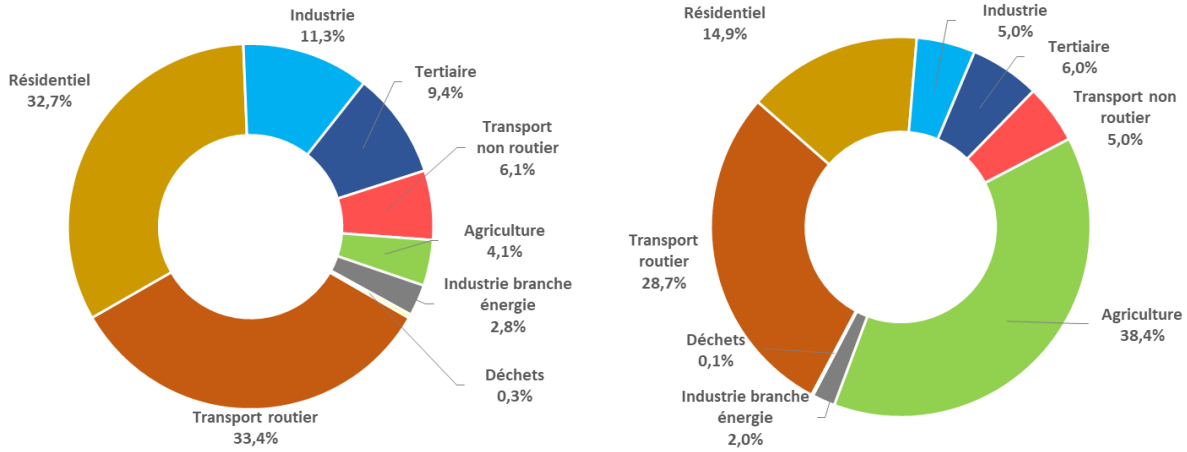


Figure 5 : Consommations d'énergie et émissions de GES par secteur (Source : PROSPER, ALTEREA)

Comme présenté dans le tableau qui suit, les trois secteurs les plus consommateurs d'énergie sont le Transport Routier (33,4%), le Résidentiel (32,7%) et l'Industrie (11,3%) ; ils représentent à eux seuls plus de 75% de la consommation globale. Ils représentent près de la moitié (48,6%) des émissions de gaz à effet de serre (GES). Ce différentiel s'explique par le poids très important de l'Agriculture dans les émissions de GES : elle représente plus de 38% des émissions de la CCPN.

[8] Source : AREC Nouvelle-Aquitaine
[9] Chiffres clés du climat – France, Europe et Monde -2019
[10] Voir à cet effet : https://www.arec-nouvelleaquitaine.com/c__2___Energie_et_gaz_a_effet_de_serre.html

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

SECTEUR	CONSOMMATIONS			ÉMISSIONS DE GES		
	GWh_{EF}	%	Classement	tCO_2e	%	Classement
Transport routier	217,4	33,4%	**1**	55187,4	28,7%	**2**
Résidentiel	212,9	32,7%	**2**	28715,0	14,9%	**3**
Industrie	73,4	11,3%	**3**	9629,3	5,0%	6
Tertiaire	61,3	9,4%	4	11471,9	6,0%	4
Transport non routier	40,0	6,1%	5	9657,7	5,02%	5
Agriculture	26,4	4,1%	6	73893,1	38,4%	**1**
Industrie branche énergie	18,1	2,8%	7	3758,3	2,0%	7
Déchets	2,1	0,3%	8	239,1	0,1%	8
TOTAL	**651,7**	**100%**	**-**	**192 551,7**	**100%**	

Tableau 1 : Consommations d'énergie et émissions de GES par secteur (Source : PROSPER, ALTEREA)

A titre de comparaison, ce niveau d'émission équivaut à :

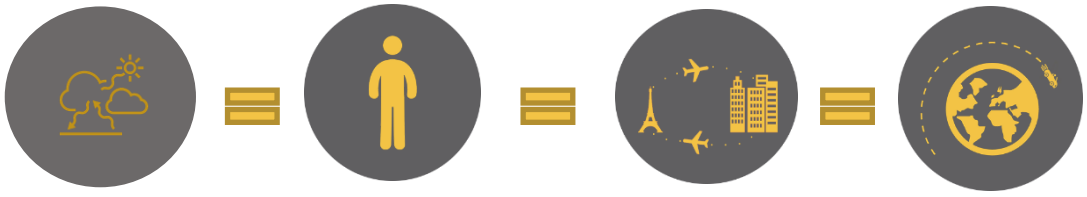


Figure 6 : Ratios de comparaison du bilan des émissions de GES territoriales (Source : ALTEREA)

De manière générale, tous secteurs confondus, les produits pétroliers et le charbon sont la principale énergie consommée, représentant près de la moitié de la consommation de la CCPN. Le gaz, y compris le GNV, arrive en troisième position (16%), après l'électricité (27%) et les produits pétroliers (47%). La répartition des consommations par source d'énergie et les émissions qui y sont liées sont présentées dans le graphique qui suit :

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

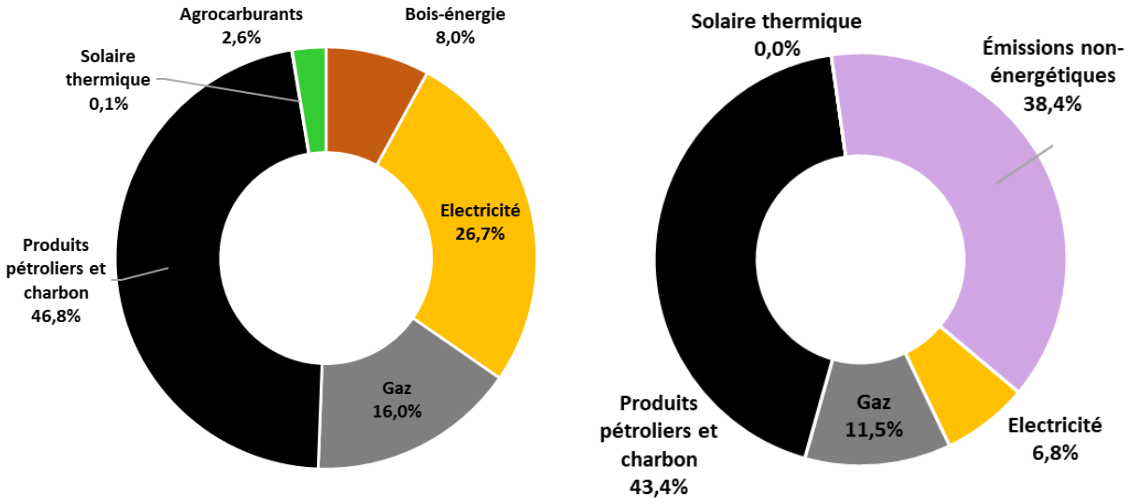


Figure 7 : Répartition des consommations et émissions de GES du territoire de la CCPN (Source : PROSPER, Wattstrat, ALTEREA)

Remarque : PROSPER ne permet pas de faire la distinction entre la quantité de charbon et de pétrole utilisée, toutefois, le charbon ne doit représenter qu'une très faible part de l'énergie utilisée sur le territoire. Ce constat sera le même tout au long du rapport.

Les trois premiers postes d'émissions de GES du territoire sont le secteur de l'agriculture (38,4 %), le transport routier (28,7 %) et le résidentiel (14,9%). Pour rappel, le transport routier engendre 33,4% des consommations énergétiques, ce qui en fait le poste le plus énergivore.

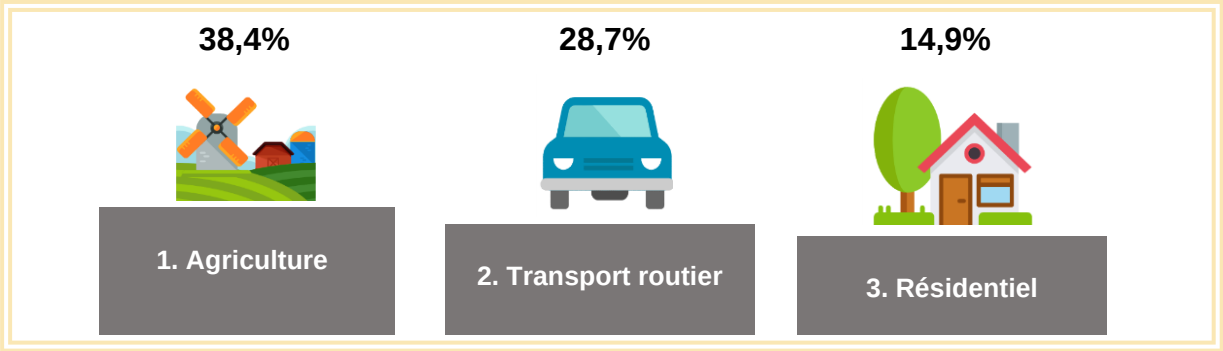


Figure 8 : Les trois secteurs les plus émetteurs de GES sur le territoire de la CCPN

3.1.2 Diagnostic actualisé (2019)

Les besoins énergétiques du territoire s'élèvent en 2019 à 584,9 GWh ce qui représente 20,3 MWh par habitant et par an, soit un niveau de consommation inférieur aux moyennes régionales (28 MWh/hab/an) et nationales (23 MWh/hab/an).

Les secteurs les plus fortement consommateurs d'énergie sont le résidentiel (39,8%), le transport routier (33,3%) et l'industrie (14,8%).

Le mix énergétique territorial est dominé par les sources fossiles (58%) telles que les produits pétroliers et charbon (37%) et le gaz (21%), suivi par l'électricité avec 24% du total des consommations d'énergie finale puis les énergies renouvelables (17%).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

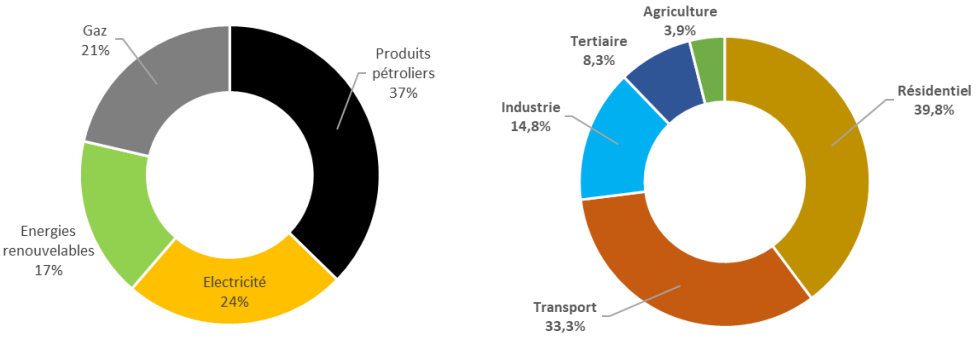


Figure 9 : Consommations d'énergie par source d'énergie et par secteur du territoire de la CCPN (Source : ALTEREA)

N.B : La méthode de calcul des émissions en 2014 diffère de celle présentée ci-dessous basée sur les données de l'Arec. Les comparaisons interannuelles sont donc à manipuler avec précaution car les données ne peuvent pas être comparées en l'état.

Les émissions de gaz à effet de serre du territoire de la Communauté de Communes du pays de Nay se sont élevées à 188 420 tonnes équivalent CO_2, soit 6,5 tCO_2e par an et par habitant, soit un niveau équivalent à celui de la moyenne nationale (en France la moyenne par habitant est de 6,3 tCO_2e/habitant/an[11].) mais inférieur à la moyenne régionale (8,0 tCO2e par an et par habitant). Il ressort de l'analyse que le secteur agriculture concentre 40,1% des émissions de GES alors qu'il ne représente que 4,1% des consommations énergétiques. Cette surreprésentation est liée à des émissions « non énergétiques » dont l'origine n'est pas une consommation d'énergie mais des processus chimiques naturels (il peut s'agir d'un processus naturel de fermentation, des émissions liées à la digestion des animaux, etc.). Le second secteur le plus important est le transport routier, le troisième étant le secteur résidentiel.

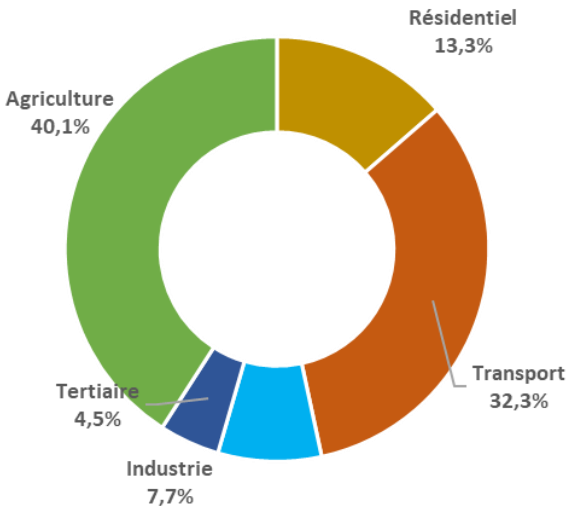


Figure 10 : Emissions de GES de la CCPN en 2019

(Source : ALTEREA)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

3.2 Le transport routier

Avec **217,4 GWh/an**, le secteur des transports routiers représentait en 2014 plus de **33%** des **consommations** énergétiques de la CCPN, ce qui en fait le **premier secteur** en termes de consommation d'énergie. Cette consommation revient à environ 7,7 MWh par an et par habitant.

Le **mix énergétique du secteur du transport routier est dominé par les énergies fossiles,** puisqu'elles représentent **92,6%** de la consommation énergétique du secteur, auxquels s'ajoutent 7,4% des consommations liées aux agro-carburants.

Les émissions de GES liées au secteur transport routier s'élèvent à **55 187 tCO_2e** pour l'année 2014, ce qui correspond à **28,7% des émissions** globales. Elles constituent ainsi le deuxième poste d'émissions de GES.

Les **émissions énergétiques** représentent **98,6%** des émissions de GES du secteur transport routier, soit **54 405 tCO_2e**. Ainsi, les émissions non énergétiques sont responsables de 1,4% des émissions, et plus précisément 782 tCO_2e issues du transport de personnes. Il s'agit majoritairement d'émissions d'hydrofluorocarbures (HFC) liées aux systèmes de climatisation des véhicules.

Les graphiques ci-dessous représentent la répartition des consommations et émissions de GES par source d'énergie.

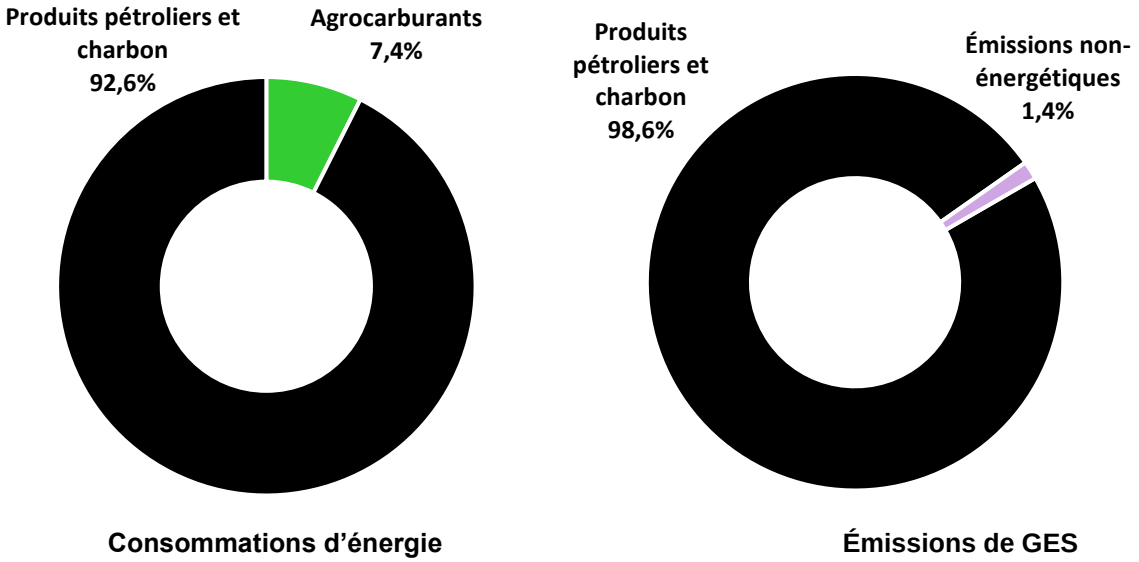


Figure 11 : Répartition des consommations et émissions de GES du secteur transport routier pour la CCPN (Source : PROSPER, ALTEREA)

Le tableau ci-dessous indique les consommations et émissions de GES par énergie :

Sources	Consommations (GWh_{EF})	Emissions de GES tCO_2e
Biocarburants	16,1	0
Produits pétroliers	201,4	54405
Emissions non énergétiques	-	782

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Total	**217,5**	**55187**

Tableau 2 : Consommations et émissions de GES du secteur transport routier (Source : PROSPER, ALTEREA)

La majorité des consommations et émissions sont liées à la mobilité locale, c'est-à-dire les déplacements intra-territoriaux, plus précisément à hauteur de 53% des consommations et 53% des émissions de GES énergétiques. Environ 67% des consommations sont engendrées par des véhicules particuliers (conducteur et passager).

Le Fret et la mobilité longue distance représentent respectivement 31% et 16% des consommations et 31% et 16% des émissions de GES.

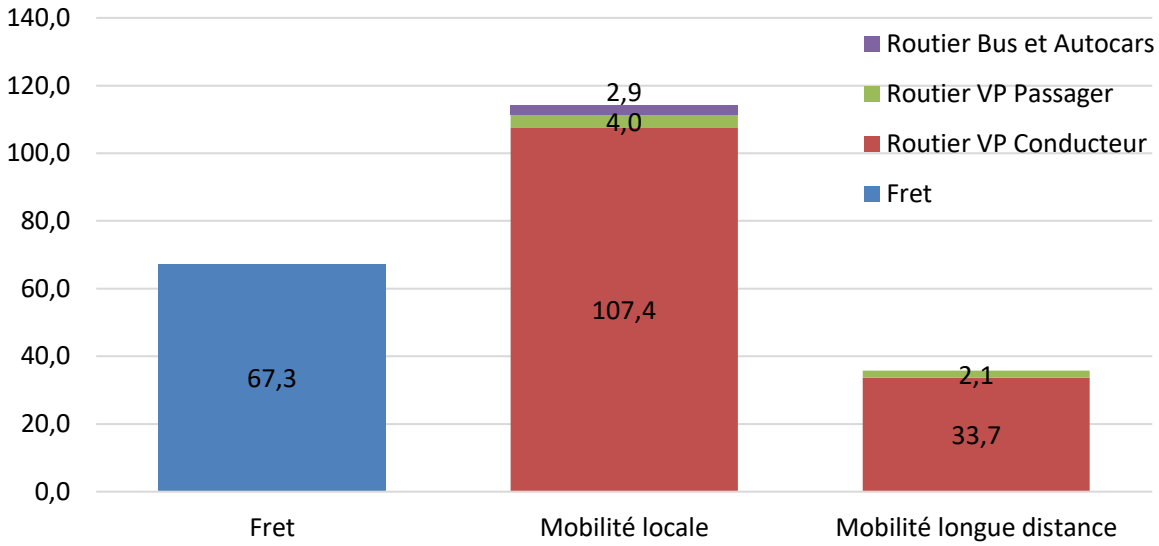


Figure 12 : Répartition des consommations du secteur transport routier en GWh (Source : PROSPER, ALTEREA)

Les **véhicules particuliers** engendrent plus de **67%** des **émissions de GES** énergétiques. Les véhicules destinés au **transport de marchandises** sont responsables d'environ **31% des émissions de GES et 31% des consommations**, le reste étant associé aux consommations énergétiques des transports en communs.

Dans le cadre de la mobilité locale, les consommations liées aux distances situées entre 10 et 50 km représentent 80% des consommations de cette catégorie. Les déplacements d'une distance supérieure à 50 km engendrent 2% des consommations, et 18% des consommations sont issues des déplacements inférieurs à 10 km. Des alternatives aux véhicules thermiques permettent de réduire la part des consommations liées aux déplacements locaux de moins de 10km.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

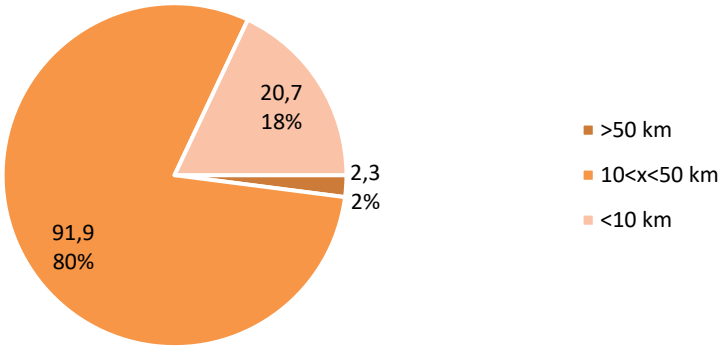


Figure 13 : Répartition des consommations liées à la mobilité quotidienne des transports routiers en GWh (Source : PROSPER, ALTEREA)

Concernant les déplacements routiers issus du fret, 53,4% des consommations sont issues des transports nationaux, et 30,2% des transports locaux. Les consommations liées aux transports internationaux de marchandises représentent 16,4% des consommations.

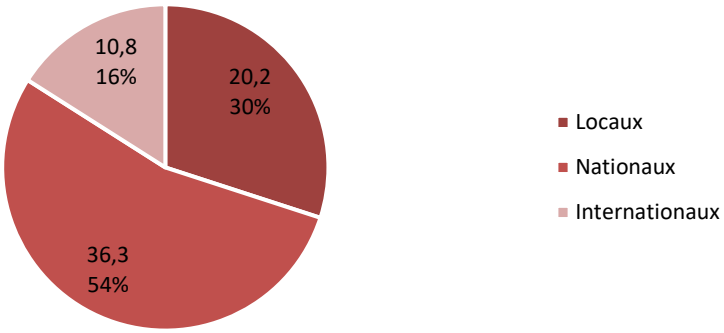


Figure 14 : Répartition des consommations liées au fret routier en GWh (Source : PROSPER, ALTEREA)

3.3 Focus sur le secteur résidentiel



Les consommations énergétiques finales du parc résidentiel de la CCPN sont évaluées à environ 213 GWh, ce qui en fait le **deuxième secteur le plus consommateur** (32,7% des consommations). Rapportée à la démographie locale, cette consommation revient à environ 7,6 MWh par an et par habitant, et à 16 MWh par an et par logement.

Les émissions de GES s'élèvent à **28 715 tCO_2e** pour l'année 2014, ce qui correspond à 14,9% des émissions globales. Elles constituent ainsi le troisième poste d'émissions de GES. Les émissions non énergétiques représentent environ 3,8% des émissions totales de GES du secteur, et peuvent être engendrées par les matériaux de construction (émanations des différents produits par exemple) ou la climatisation.

Les graphiques ci-dessous représentent les consommations énergétiques et émissions de GES du secteur résidentiel.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

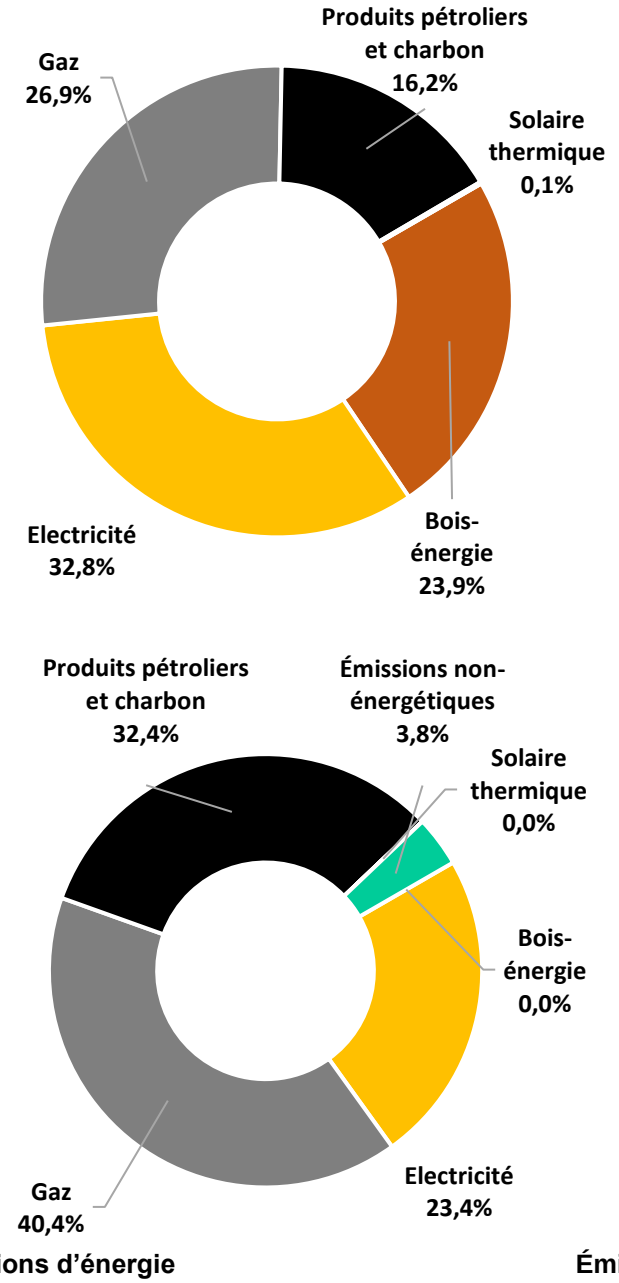


Figure 15 : Répartition des consommations et émissions de GES énergétiques du secteur résidentiel pour la CCPN (Source : PROSPER, ALTEREA)

Le tableau ci-dessous indique les consommations et émissions de GES par énergie :

Sources	Consommations (GWh_{EF})	Emissions de GES tCO_2e
Bois-énergie	50,9	0
Electricité	69,9	6721,3
Gaz	57,4	11597,6
Produits pétroliers	34,5	9312,9
Solaire thermique	0,3	0,3
Emissions non énergétiques	-	1082,8
Total	**212,9**	**28715,0**

Tableau 3 : Consommations et émissions de GES du secteur résidentiel

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

(Source : PROSPER, ALTEREA)

Ce sont les **énergies fossiles qui sont les plus émettrices de GES dans le secteur résidentiel**. En effet, le **gaz, les produits pétroliers et charbon** représentent ainsi **73% des émissions énergétiques du secteur résidentiel** pour 43% des consommations énergétiques. Ainsi, le choix de l'énergie de chauffage a un impact important sur les émissions de GES.

A l'inverse **l'électricité représente 23% des émissions de GES** du secteur pour **33% des consommations énergétiques** en énergie finale. Cela est dû au fait que le mix énergétique français lié à la production d'électricité, est majoritairement d'origine nucléaire et peu émettrice de CO_2.

Malgré son faible impact en termes d'émissions de GES, l'utilisation de l'électricité pour le chauffage des bâtiments ne présente pas que des avantages. En effet, le confort thermique est souvent moins bon pour un logement chauffé à l'électricité que pour un logement chauffé au gaz, grâce au réseau de chaleur ou au bois. De plus, la production d'électricité, qui provient majoritairement du nucléaire en France, génère des déchets radioactifs. Enfin, lors des pics de consommation, notamment les soirées hivernales, la production d'électricité peut alors provenir des centrales charbon ce qui génère donc des émissions de GES plus conséquentes.

Le bois-énergie représente 24% des consommations et des émissions de GES considérées nulles par PROSPER. En effet, cette source d'énergie présente l'avantage d'être très peu émettrice de GES.

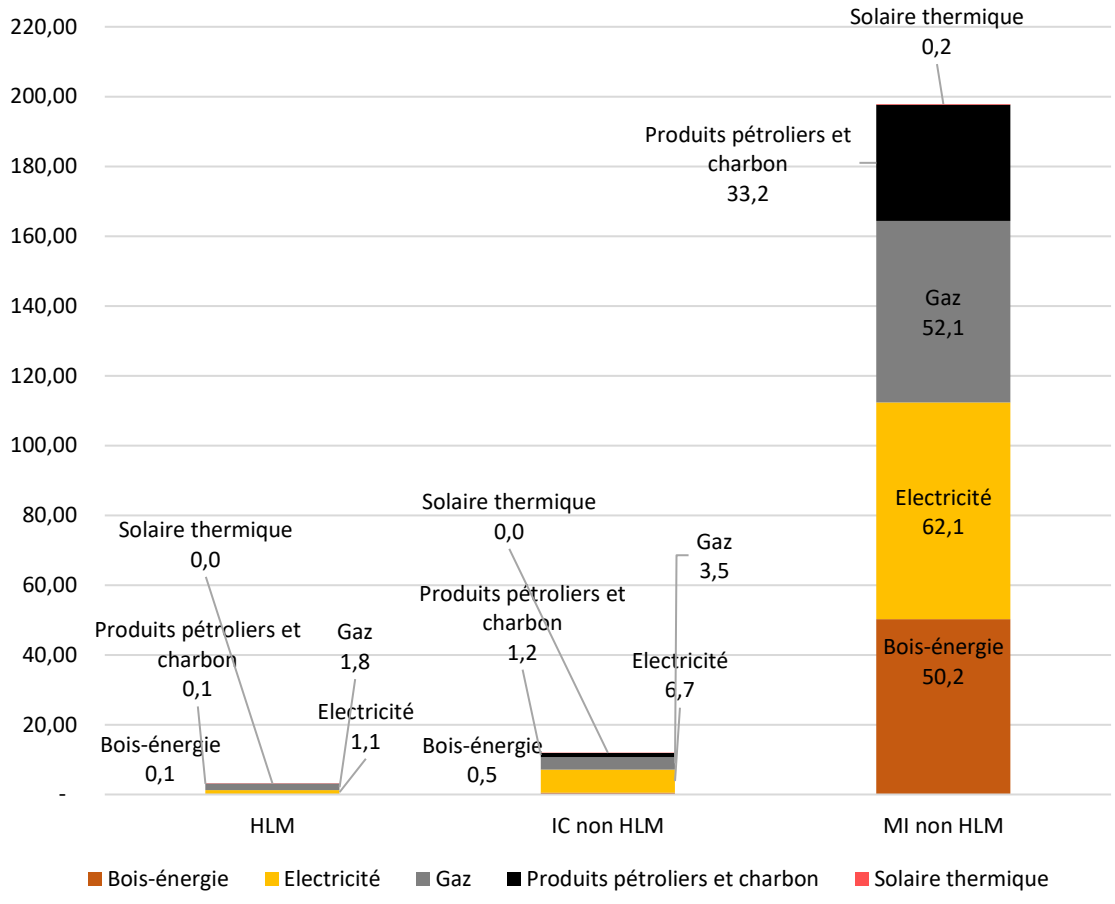


Figure 16 : Répartition des consommations d'énergie par énergie et par typologie de logement en GWh (Source : PROSPER, ALTEREA)

Les maisons individuelles (MI) non HLM représentent 93% des consommations du secteur et 92% des émissions de GES énergétiques, ce qui est cohérent avec le parc de logements du territoire, qui est composé à 86,3% de logements individuels. Les autres logements représentent par conséquent environ

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

8% des émissions de GES. Ces derniers consomment majoritairement de l'électricité (52%) et du gaz (9%), puis des produits pétroliers et du charbon (9%). Le bois représente 25% des consommations des maisons individuelles, et le gaz 26%. Le solaire thermique est présent uniquement sur cette typologie de logement (et sporadiquement dans les immeubles collectifs non HLM), et représente moins de 1% des consommations.

Les immeubles collectifs non HLM représentent 6% des consommations et 7% des émissions de GES, et consomment majoritairement de l'électricité (56% des consommations de cette catégorie). Le gaz représente 30% des consommations des immeubles collectifs non HLM.

Les autres logements de typologie HLM engendrent moins de 2% des consommations et des émissions de GES du secteur résidentiel, et consomment à 56% du gaz.

De manière générale, les logements collectifs sont plus compacts que les logements individuels, du fait de surfaces de parois déperditives (rapportées à la surface habitable) inférieures par rapport aux logements individuels. Les déperditions y sont en conséquence moins importantes. Par ailleurs, les surfaces des maisons individuelles sont généralement supérieures à celles des appartements, contribuant aussi à augmenter la consommation moyenne d'un logement individuel.
Il faut par ailleurs rappeler que, d'après les chiffres du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, un logement consommait en moyenne 365 kWh/m²/an en 1973[12]. En 2009 en revanche, un logement neuf offrait une performance comprise entre 80 et 100 kWh/m²/an. La réglementation thermique 2012 a depuis abaissé cette performance à 50 kWh/m²/an pour les logements neufs. Le poids du parc ancien compte donc de manière très importante dans la consommation globale du secteur résidentiel.

Sur la CCPN, le parc de logement est relativement jeune, avec plus de 32% des logements construits après 1990[13] (en France, cette valeur est de 26%). Les logements construits entre 1946 et 1990 représentent en revanche plus de 41,6% du parc.

Le graphique qui suit permet d'identifier les énergies utilisées par usage en GWh. 67% des consommations sont destinées au chauffage des logements, et 23% aux autres usages (cuisson, fonctionnement des appareils, etc). L'Eau Chaude Sanitaire, ECS, engendre 10% des consommations du secteur.

[12] Source : http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/lessentiel/ar/326/1097/consommation-energetique-batiments-construction.html
[13] Sur le parc recensé en 2015

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

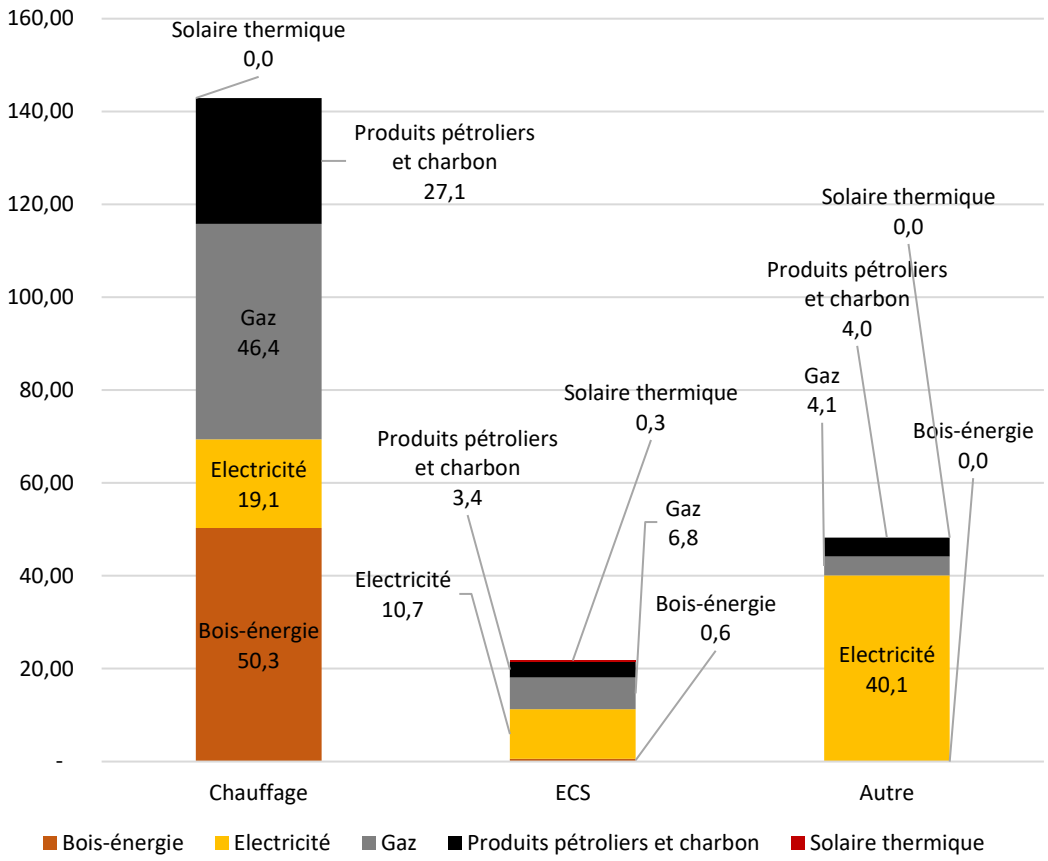


Figure 17 : Répartition des consommations du secteur résidentiel par source et par usage en GWh (Source : PROSPER, ALTEREA)

Les énergies fossiles assurent 51% des consommations liées au chauffage des logements, dont 19% sont issus des produits pétroliers et 32% du gaz. Le bois-énergie représente 35% des consommations de chauffage, et l'électricité 13%.

L'eau chaude sanitaire et les autres usages des logements utilisent principalement l'énergie électrique, avec respectivement 49% et 83% d'électricité, et dans un second temps les produits pétroliers et le charbon ainsi que le gaz.

3.4 Focus sur le secteur industrie (hors énergie)



Le secteur de l'Industrie (hors énergie) représente 11,3% des consommations énergétiques totales de la CCPN, soit 73,4 GWh/an. Cela représente 2,6 MWh par habitant, et 7,9 MWh par emploi local (tous secteurs confondus).

Les émissions de GES de ce secteur s'élèvent à **9 629 tCO_2e** pour l'année 2014, ce qui correspond à 5% des émissions globales. Elles constituent ainsi le sixième poste d'émissions de GES.

Les **émissions énergétiques** représentent **83%** des émissions de GES du secteur industrie hors branche énergie, soit **7 946 tCO_2e**. Ainsi, les émissions non énergétiques sont responsables de 17% des émissions, et plus précisément de 1 628,6 tCO_2e. Il s'agit majoritairement d'émissions d'hydrofluorocarbures (HFC) liées principalement aux systèmes de réfrigération des industries et aux agents de propulsion des aérosols.

Les graphiques ci-dessous représentent les consommations énergétiques et émissions de GES énergétiques du secteur industrie (hors énergie).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

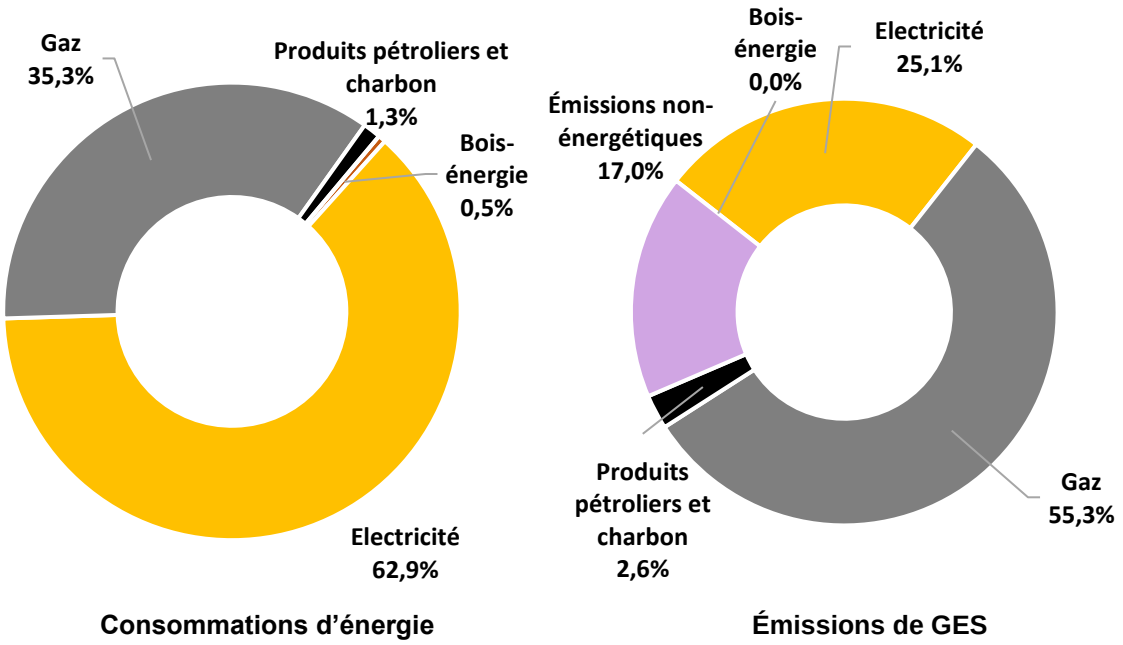


Figure 18 : Répartition des consommations et émissions de GES du secteur industrie (hors énergie) pour la CCPN (Source : PROSPER, ALTEREA)

Le tableau ci-dessous indique les consommations et émissions de GES par énergie :

Sources	Consommations (GWh_{EF})	Emissions de GES tCO_2e
Bois-énergie	0,4	0,0
Electricité	46,2	2400,1
Gaz	26,0	5295,5
Produits pétroliers	0,9	250,4
Emissions non énergétiques	-	1628,6
Total	73,4	9574,7

Tableau 4 : Consommations et émissions de GES du secteur industrie (hors énergie) (Source : PROSPER, ALTEREA)

L'industrie représente le **premier secteur d'activité en nombre d'emplois sur le territoire**, devant le commerce, les transports et les services divers et l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale. Il comptabilisait ainsi 4 320 emplois en 2015. L'industrie, est donc un secteur très développé sur le territoire, puisqu'il représente près d'un emploi sur deux. L'activité est cependant inégalement répartie sur le territoire puisque 2 766 de ces emplois sont situés dans la seule ville de Bordes (où se trouve l'usine Safran).

Les émissions de GES du secteur sont engendrées à **58%** par des **sources d'énergies fossiles**, telles que le gaz, les produits pétroliers et le charbon, avec respectivement 55%, et 3% des émissions. L'**électricité** qui est responsable de 25% des émissions de GES **représente 63% des consommations d'énergie.**

Le bois-énergie représente moins de 1% des consommations. Ainsi, cette source d'énergie engendre de très faibles émissions de GES.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

3.5 Focus sur le secteur tertiaire

Les consommations dans le secteur tertiaire s'élèvent à 61,3 GWh. Ces consommations représentent **9,4%** des consommations énergétiques totales de la CCPN. Cela représente une consommation moyenne de 2,2 MWh par an et par habitant, et 6,6 MWh par an et emploi local (tous secteurs d'activités confondus).

Les émissions de GES du secteur s'élèvent à **11 472 tCO_2e** pour l'année 2014, ce qui correspond à 6% des émissions globales. Elles constituent ainsi le quatrième poste d'émissions de GES.

Les **émissions énergétiques** représentent 83**%** des émissions de GES du secteur tertiaire, soit **9 558 tCO_2e**. Ainsi, les émissions non énergétiques sont responsables de 17% des émissions, et plus précisément 1 914 tCO_2e. Il s'agit majoritairement d'émissions d'hydrofluorocarbures (HFC) majoritairement engendrées par les matériaux de construction et les systèmes de climatisation.

Les graphiques ci-dessous représentent les consommations énergétiques et émissions de GES du secteur tertiaire.

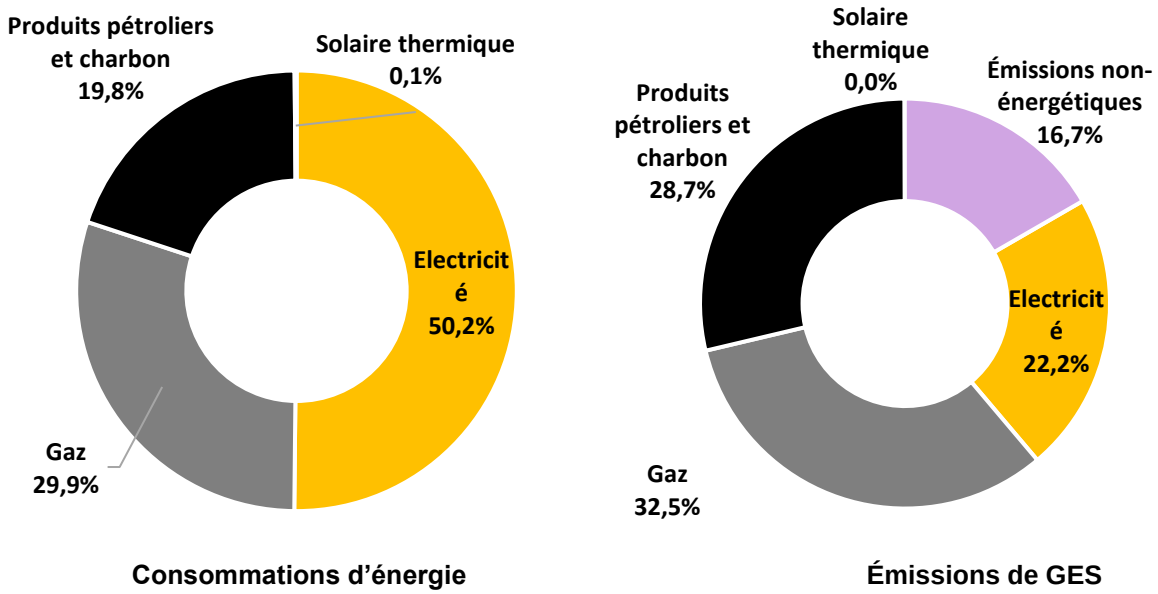


Figure 19 : Répartition des consommations et émissions de GES du secteur tertiaire pour la CCPN (Source : PROSPER, ALTEREA)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Le tableau ci-dessous indique les consommations et émissions de GES par énergie :

Sources	Consommations (GWh_{EF})	Emissions de GES tCO_2e
Electricité	30,8	2542,2
Gaz	18,3	3725,8
Produits pétroliers	12,1	3289,6
Emissions non énergétiques	-	0,1
Total	**61,3**	**11471,9**

Tableau 5 : Consommations et émissions de GES du secteur tertiaire (Source : PROSPER, ALTEREA)

Les émissions de GES du secteur sont engendrées à **83%** par des **sources d'énergies fossiles**, telles que le gaz, les produits pétroliers et le charbon, avec respectivement 32,5%, et 28,7% des émissions et 29,9% et 19,8% des consommations énergétiques.

L'**électricité** qui est responsable de 22,2% des émissions de GES **représente 50,2% des consommations d'énergie.**

Ces consommations et émissions concernent le tertiaire public (les bâtiments d'action sociale, d'administration, d'enseignement, et d'autres bâtiments tels que les hôpitaux publics) et le tertiaire privé et public non local.

Le graphique ci-dessous permet de visualiser les consommations en GWh pour ces catégories de bâtiments, et par source d'énergie.

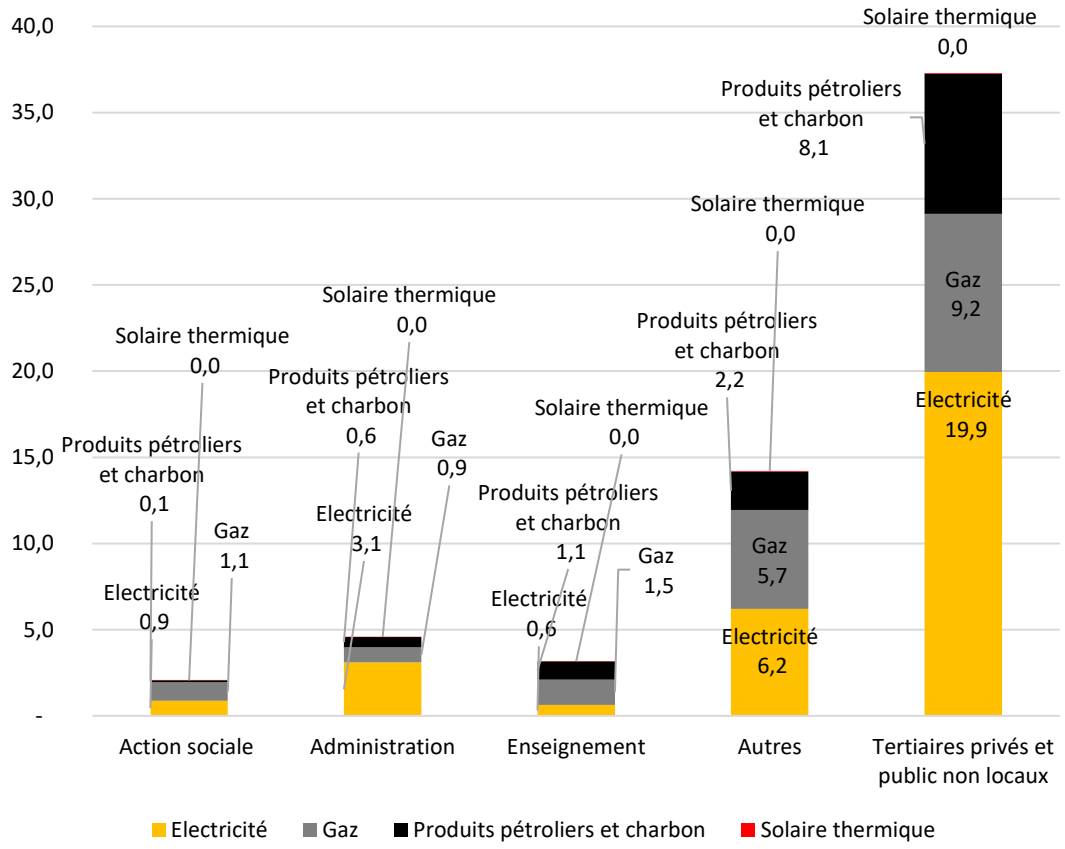


Figure 20 : Répartition des consommations d'énergie par énergie et par typologie de bâtiments tertiaires en GWh (Source : PROSPER, ALTEREA)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Les bâtiments du tertiaire public (action sociale, administration, autres *[bâtiments du tertiaire public]* et enseignement) consomment 39,2% des consommations du secteur et représentent 40,3% des émissions de GES énergétiques, et majoritairement de l'électricité (10,8 GWh) et du gaz (9,2 GWh). La répartition des émissions des bâtiments du tertiaire public se fait de la façon qui suit : autres bâtiments, 23,9%, administration, 6,8%, enseignement, 6,5% et action sociale, 3,1%.

Les **bâtiments tertiaires privés et publics non locaux** sont responsables de **60,8%** des **consommations** et de **59,7%** des **émissions de GES énergétiques**. Ces bâtiments consomment majoritairement de l'électricité (19,9 GWh) à hauteur de 53%.

Remarque : Concernant le secteur tertiaire, PROSPER distingue les bâtiments publics (bâtiments publics des communes, de la collectivité, les administrations et les bâtiments publics d'un point de vue départemental, comme les collèges) des bâtiments tertiaires publics et tertiaires privés non locaux (exemple les lycées et les prisons). Pour les cas particuliers (hôpitaux, université), la répartition va dépendre de la déclaration du bâtiment auprès du département. Ainsi, cette répartition est incertaine, il est donc nécessaire d'être vigilant sur les actions relatives à ce secteur, lors de la distinction des deux secteurs.

3.6 Le transport non routier



Avec 40 GWh utilisés en 2014, les transports non routiers représentent 6,1% des consommations énergétiques de la CCPN. Ces transports non routiers[14] peuvent correspondre aux modes ferrés, à l'aérien ou au transport maritime. Ces consommations sont induites par les exportations et importations sur le territoire (denrées alimentaires, matériaux, etc.).

Les émissions de GES liées au secteur transport non routier s'élèvent à **9 658 tCO_2e** pour l'année 2014, ce qui correspond à 5% des émissions globales. Elles constituent ainsi le cinquième poste d'émissions de GES.

Les graphiques ci-dessous représentent les consommations énergétiques et émissions de GES du secteur transport non routier.

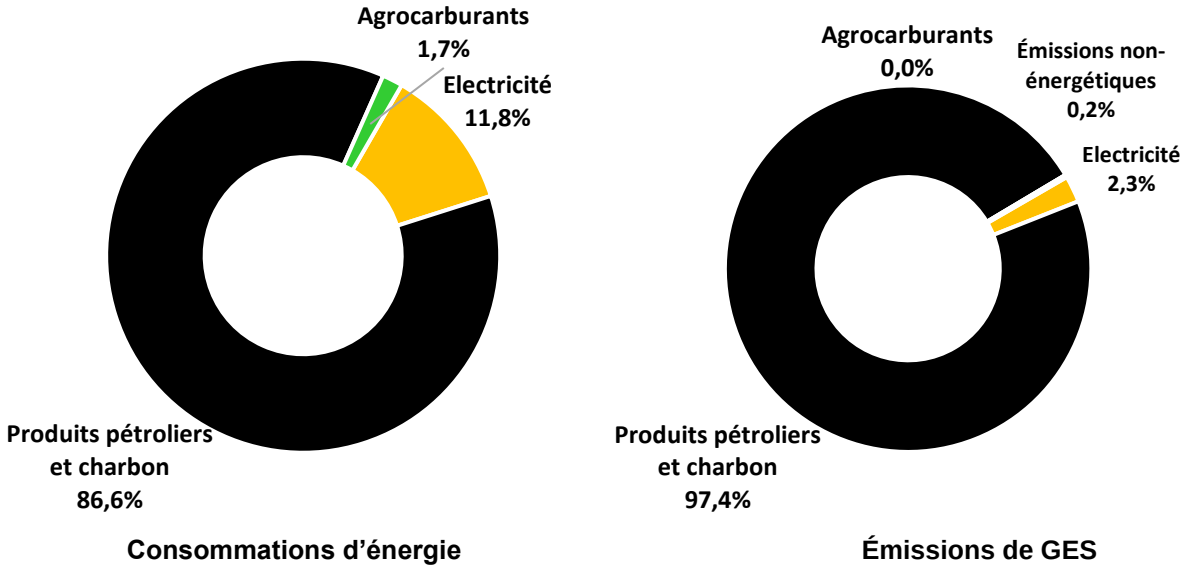


Figure 21 : Répartition des consommations et émissions de GES du secteur transport non routier pour la CCPN (Source : PROSPER, ALTEREA)

[14] Prosper comptabilise 50% des transports selon une approche "cadastre" (déplacements réalisés sur le périmètre de l'EPCI) et 50% "responsabilité" (déplacements à destination ou en provenance du territoire). Ces derniers peuvent inclure des transports fluviaux, aériens ou maritimes.

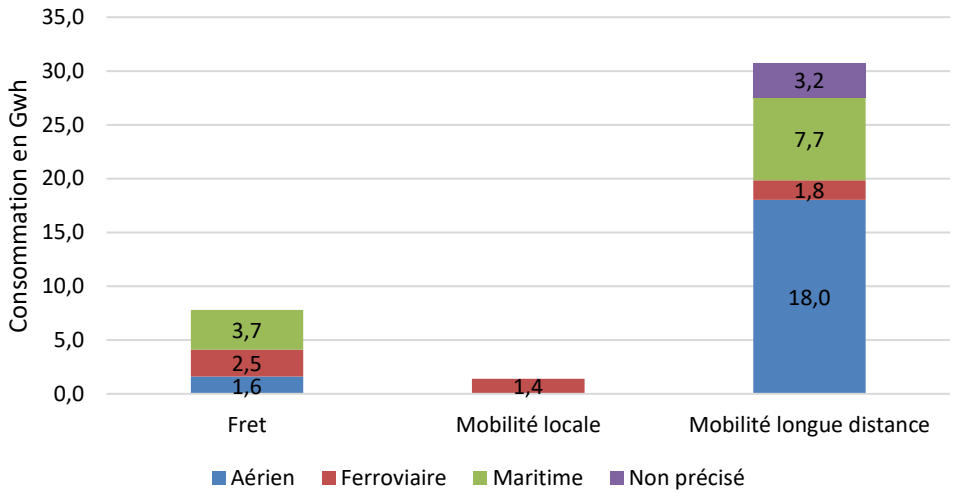
Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Le tableau ci-dessous indique les consommations et émissions de GES par énergie :

Sources	Consommations (GWh_{EF})	Emissions de GES tCO_2e
Electricité	4,7	225,6
Produits pétroliers et charbon	34,6	9410,8
Biocarburants	0,7	0,0
Émissions non-énergétiques	-	21,3
Total	**40,0**	**9657,7**

Tableau 6 : Consommations et émissions de GES du secteur transport non routier (Source : PROSPER, ALTEREA)

Le **mix énergétique du secteur du transport non routier est dominé par les énergies fossiles,** puisqu'elles représentent **87%** de la consommation énergétique du secteur, auxquels s'ajoutent 12% des consommations électriques et moins de 2% liées aux biocarburants.



**Non précisé dans PROSPER*

Figure 22 : Répartition des consommations énergétiques du secteur transport non routier en GWh (Source : PROSPER, ALTEREA)

Environ **23%** des émissions du secteur transport non routier sont engendrées par le **fret**, qui représente également 19% des consommations du secteur. Le transport de personnes engendre 77% des émissions et 81% des consommations.

51% des émissions globales du secteur transport non routier sont issues du transport aérien et 29% proviennent du transport maritime.

Dans le cadre de la mobilité locale, les consommations liées aux distances situées entre 10 et 50 km représentent 86% des consommations de cette catégorie.

Les déplacements d'une distance inférieures à 10 km engendrent 12% des consommations, le reste provenant des distances supérieures à 50 km. Ainsi, ce sont les déplacements d'une distance comprise entre 10 et 50 km qui engendrent le plus de consommations. Le graphique ci-dessous illustre cette répartition.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

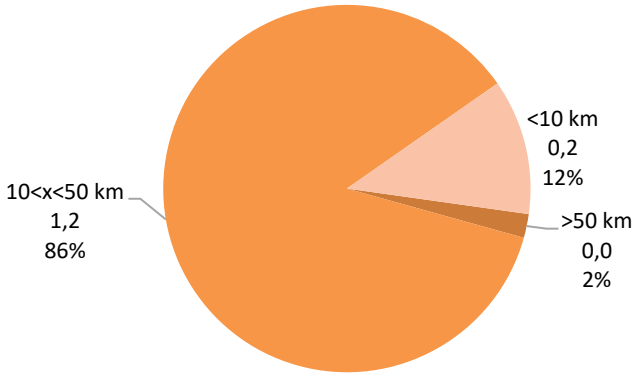


Figure 23 : Répartition des consommations liées à la mobilité quotidienne locale des transports non routiers en GWh (Source : PROSPER, ALTEREA)

Concernant les déplacements non routiers issus du fret, 15% des consommations sont issues des transports nationaux, et 84% des transports internationaux, le pourcentage restant (1%) étant alloué au transport local.

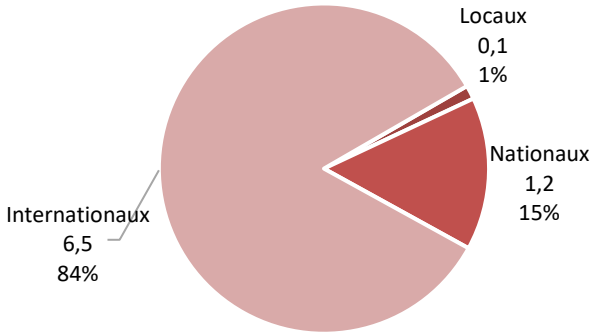


Figure 24 : Répartition des consommations liées au fret non routier en GWh (Source : PROSPER, réalisation ALTEREA)

➔ **Confondus, les secteurs du transport routier et non routier représentent ainsi plus de 39% des consommations énergétiques du territoire (soit 257 GWh/an) et plus d'un quart des émissions de GES.**

3.7 Focus sur le secteur agriculture



Les consommations en provenance du secteur de l'agriculture sont évaluées à **26,4 GWh par an,** soit environ 4% de la consommation énergétique globale, ce qui le place au cinquième rang local. L'agriculture représente environ 0,9 MWh par an et par habitant de la CCPN.

Les émissions de GES liées au secteur agriculture s'élèvent à **73 893 tCO_2e** pour l'année 2014, ce qui correspond à 38,4% des émissions globales. Elles constituent ainsi **le premier poste d'émissions de GES**. Pour rappel, l'agriculture occupe plus de 50% des surfaces du territoire.

Cet écart entre consommation et émissions provient des émissions dites « non énergétiques. » Une partie des émissions de GES est en effet liée à des procédés naturels et chimiques qui produisent des GES, comme la fermentation, la digestion des animaux, etc.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Les **émissions énergétiques** représentent **8,3%** des émissions de GES du secteur agriculture, soit **6 140 tCO_2e**. Environ 89% de ces émissions sont engendrées par les produits pétroliers, 7% par le gaz et 4% par l'électricité.

Ainsi, les **émissions non énergétiques** sont responsables de **91,7%** des émissions, et plus précisément **67 751 tCO_2e**.

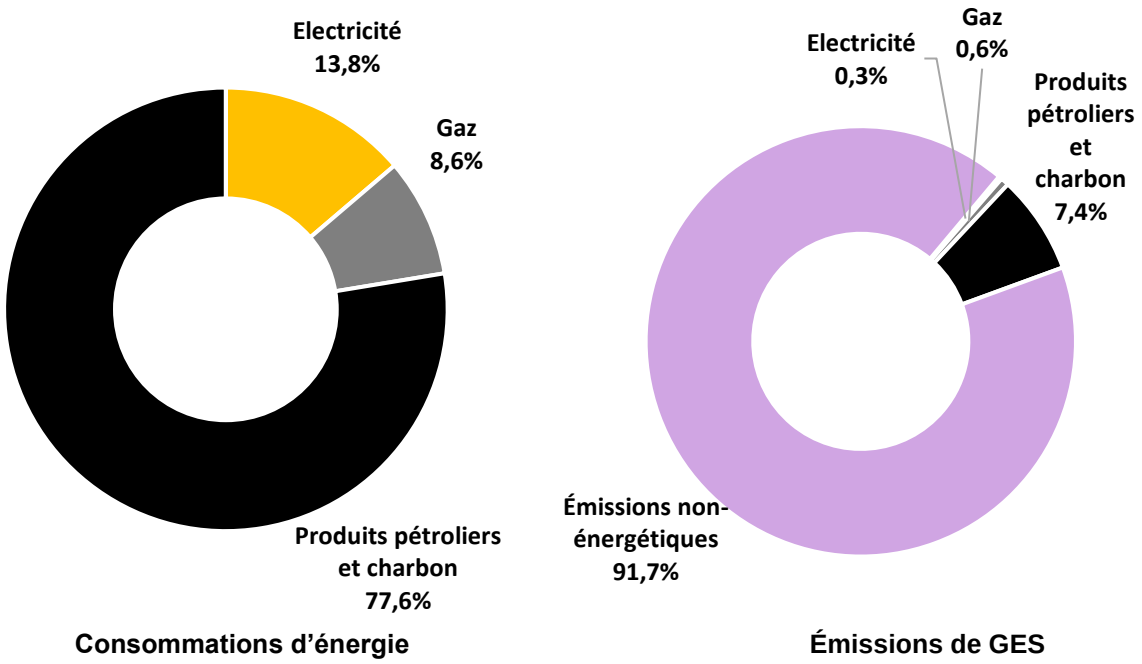


Figure 25 Répartition des consommations et émissions de GES du secteur agriculture pour la CCPN (Source : PROSPER, ALTEREA)

Le tableau ci-dessous indique les consommations et émissions de GES par énergie :

Sources	Consommations (GWh_{EF})	Emissions de GES tCO_2e
Electricité	3,6	186,3
Gaz	2,3	458,7
Produits pétroliers	20,5	5494,8
Emissions non énergétiques	-	67753,3
Total	**26,4**	**73899,1**

Tableau 7 : Consommations et émissions de GES du secteur agriculture (Source : PROSPER, ALTEREA)

La très large majorité de ces consommations passe par les produits pétroliers, qui couvrent près de 77,6% des besoins énergétiques du secteur. L'électricité représente environ 13,8% des consommations du secteur et le gaz 8,6%. Les produits pétroliers représentent 7,4% des émissions de GES, le gaz 0,6% et l'électricité 0,3%.

Le graphique ci-dessous présente la répartition des émissions de GES non énergétiques, par source d'émissions. Les émissions de GES énergétiques ne sont pas analysées, puisqu'elles sont minoritaires.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

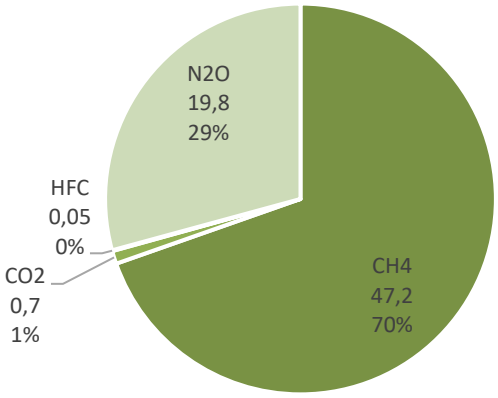


Figure 26 : Répartition des émissions de GES non énergétiques en tCO_2e en 2014 (Source : PROSPER, ALTEREA)

Le **méthane** (CH_4) est responsable de **70% des émissions de GES non énergétiques**. Ces émissions sont principalement issues de la fermentation entérique des bovins (principale source) ainsi que des effluents d'élevage (déjections animales).

Le territoire du Pays de Nay compte plus de 600 exploitations agricoles en son sein dont 72% sont orientées dans la polyculture et le polyélevage. L'élevage tient par conséquent une place prépondérante dans le paysage agricole du Pays de Nay. En effet, le cheptel compte plus de 22 000 têtes dont 15 960 têtes de bovins[15].

Le **protoxyde d'azote** (NO_2) engendre **29%** des émissions de GES non énergétiques. Il est principalement issu des épandages azotés minéraux et organiques.

Le territoire est dominé par trois catégories de cultures : il s'agit des prairies (48,3%), des maïs grains et ensilage (39%) et des estives et landes (7,7%). [16]

3.8 Focus sur le secteur industrie branche énergie



Les filières industrielles de production d'énergie consomment **18,1 GWh** d'énergie, soit **2,8%** des consommations du territoire. Il s'agit en grande majorité de consommations d'électricité, associées aux pertes des réseaux de transport et distribution.

Les émissions de GES associées à ces consommations d'électricité sont de **3 758 tCO_2e, soit moins de 2% des émissions du territoire.**

3.9 Focus sur le secteur déchets



Les consommations dans le secteur des déchets sont de l'ordre de **2,1 GWh**. Elles représentent **0,3%** des consommations énergétiques totales du territoire. Ces consommations, relativement faibles, sont très nettement couvertes par l'électricité, laquelle assure 58% des besoins. Le graphique ci-dessous permet de visualiser la répartition des consommations par type d'énergie.

Les émissions de GES liées aux consommations d'énergie générées par le traitement des déchets ainsi qu'aux tonnages de ces derniers, s'élèvent à **239 tCO_2e** sur le territoire en 2014. Il s'agit du huitième poste d'émissions de GES du territoire de la CCPN avec **0,1%** des émissions de GES.

[15] Source SCoT de la CCPN, 2019
16 Source : RPG (recensement parcellaire graphique) 2017

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

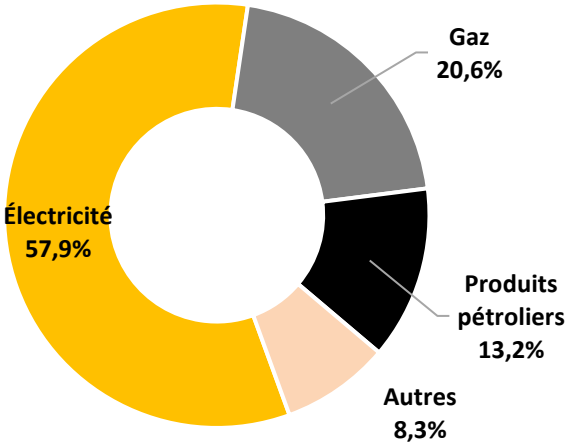


Figure 27 : Types d'énergies consommées par le secteur de la Gestion et du Traitement des Déchets en GWh (Source : Wattstrat, ALTEREA)

Le graphique ci-dessous représente les tonnages des déchets par catégorie pour le territoire.

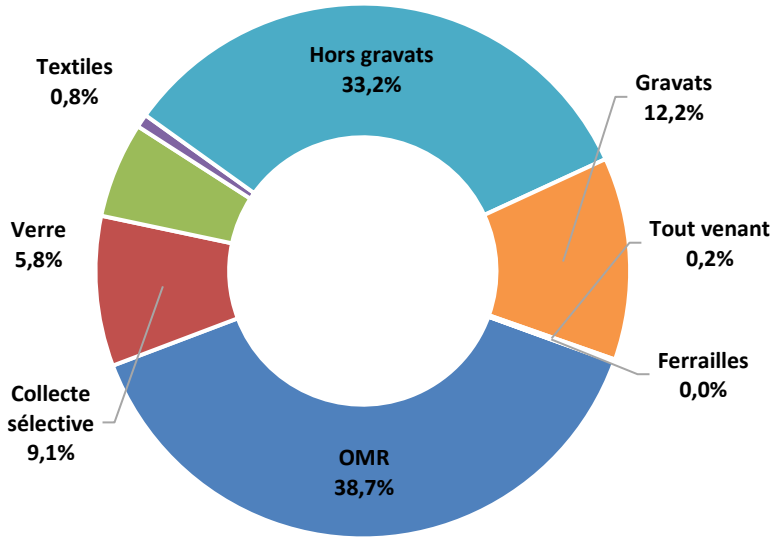


Figure 28 : Tonnage des déchets sur le territoire par catégorie pour l'année 2015 (Source : SCoT CCPN, ALTEREA)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Le tableau ci-dessous indique les tonnages et les modes de traitement par catégorie de déchets.

Catégories	Tonnage (Tonnes)	Mode de traitement
OMR[17]	5716	Incinération
Collecte sélective	1341	Recyclage
Verre	854	Recyclage
Textiles	119	10 % Relais 30% Pays en voie de développement 60% Chiffons, valorisation matière première et isolant
Hors gravats (déchets verts, cartons, bois, plâtre)	4909	Valorisation matière ou compostage (déchets verts)
Gravats	1810	Réutilisation
Tout venant	23	Tri et valorisation énergétique
Ferrailles	4	Tri et recyclage
Total	**14 776**	**-**

Tableau 8 : Tonnage des déchets et modes de traitement associées (Source : Valor Béarn, ALTEREA)

La majorité des émissions de GES de ce secteur est liée aux déchets incinérés et enfouis. Les modes de traitement tels que le recyclage, la valorisation matière et l'élimination dans les filières appropriées permettent de réduire les émissions de GES.

Malgré les consommations et émissions de GES en proportion relativement faibles, la gestion des déchets représente un poste important pour la collectivité, de par son poids financier et la logistique qu'il nécessite.

Par ailleurs, **les actions mises en œuvre visant la réduction des déchets ont des impacts indirects sur l'ensemble des autres secteurs** :

- Une production moindre de déchets peut permettre d'optimiser les circuits de collecte et donc de diminuer les émissions liées au transport ;
- Le moindre gaspillage alimentaire permet de limiter tout au long de la chaine de production (monde agricole, grande distribution, secteur résidentiel) les consommations énergétiques et les émissions de GES associées (cultures, transports, transformation, conservation, etc.) ;
- Le développement des solutions de réutilisation et de recyclage permet de limiter l'impact d'intrants « neufs » liés à l'extraction de matériaux, à leur acheminement, à leur conditionnement, etc.

En conséquence, le secteur des déchets contribue de façon plus importante aux consommations énergétiques et aux émissions globales, mais de manière indirecte.

3.10 Focus sur deux secteurs non réglementaires

Afin d'aller au-delà des huit secteurs réglementaires, deux secteurs supplémentaires ont été étudiés, les biens de consommation (qui intègrent notamment les repas) et l'éclairage public. Le premier a été pris en compte pour le poids de ses émissions (2e rang lorsqu'il est intégré parmi les émissions des secteurs réglementaires de la CCPN). En effet, l'Ademe a montré dans une étude[18] que l'alimentation des Français représente un quart de leurs émissions. Il permet d'intégrer dans le PCAET le sujet des circuits-cours, de l'alimentation responsable, des émissions de GES liées à la consommation de viande et de produits laitiers, des déchets, etc.

[17] OMR : Ordures Ménagères Résiduelles correspondant à la part des déchets qui restent après les collectes sélectives
[18] « L'empreinte énergétique et carbone de l'alimentation en France de la production à la consommation », janvier 2019 – page 24/25 notamment.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Ainsi, ce secteur permet d'avoir un aperçu du mode de consommation du territoire étudié et d'intégrer, dans le PCAET, le sujet des circuits-courts, de l'alimentation responsable, des émissions de GES liées à la consommation de viande et de produits laitiers, des déchets, etc. En effet, en agissant sur les modes de consommations d'un territoire, comme la valorisation des produits locaux par exemple, le secteur des déchets va être influencé (réduction des emballages donc des tonnages de déchets), mais également le secteur des transports (la valorisation des circuits-courts va engendrer une réduction des produits importés et des distances parcourues). La valorisation des circuits-courts peut influencer l'emploi local, et par conséquent les secteurs du résidentiel et de l'industrie.

Le second secteur, celui de l'éclairage public, a également été pris en compte cette fois parce que l'EPCI pouvait directement jouer dessus (exemplarité de la collectivité).

3.10.1 Focus sur le secteur des biens de consommation



L'estimation des biens consommés sur le territoire de la CCPN a été réalisée à partir de deux catégories d'intrants :

Les consommations d'aliments estimées à partir du nombre de repas consommés sur le territoire. Le nombre de repas consommés sur le territoire a été calculé en fonction du nombre d'habitants, du nombre d'emplois sur le territoire, le nombre d'actifs avec emploi et le nombre d'actifs sans emploi parmi la population. Ainsi, le nombre de repas consommés chaque année sur le territoire est estimé à **26 937 060** repas.

Les **consommations de matières premières pour les autres biens achetés, estimées en fonction des quantités de déchets jetées**. Ici, ce sont les émissions liées à la fabrication des biens utilisés sur le territoire puis jetés, qui sont estimées : à chaque tonne de déchet plastique, verre, carton, etc. est associée une certaine quantité de GES émis au cours du processus de fabrication de cette tonne à l'origine.

Les données d'entrée sont issues du poste « Déchets », il s'agit des tonnages de verre et de multi-matériaux (emballages, journaux et magazines) qui sont respectivement de 854 tonnes et 1341 tonnes.

Les émissions de GES de ce poste représentent **24,9%** des émissions totales du territoire, avec **63 870 tCO_2e**. Il s'agit du **second poste** le plus émetteur du territoire.

Les **repas** consommés par les habitants du territoire engendrent 95,8% des émissions liées aux intrants. En effet, les intrants liés aux déchets sont responsables de 4,2% des émissions du poste intrants. Les multi matériaux (emballages, journaux et magazines) représentent 2,2% des émissions, et le verre 2%.

Le graphique ci-dessous représente les émissions de GES du secteur intrants.

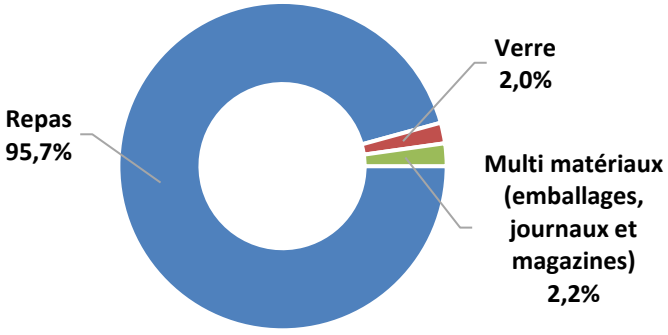
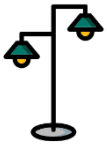


Figure 29 : Répartition des émissions de GES du poste intrants en tCO_2e (Source : PROSPER, Valor Béarn, réalisation ALTEREA)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

3.10.2 Focus sur l'éclairage public



Les consommations énergétiques liées à l'éclairage public s'élèvent à 3,1 GWh d'électricité, soit 0,5% des consommations totales du territoire de la CCPN. Cela représente une consommation moyenne de 0,1 MWh par an et par habitant.

Les émissions de GES associées à ces consommations énergétiques s'élèvent à **28 tCO_2**, soit moins de 0,01% des émissions totales du territoire de la CCPN. Il s'agit par conséquent du dernier poste d'émissions de GES.

En intégrant ces deux secteurs non réglementaires que sont les biens de consommation et l'éclairage public, les émissions de GES énergétiques et non énergétiques sont cette-fois estimées à 256 450 $teqCO_2$ en 2014 (contre 192 552 $teqCO_2$ pour les 8 seuls secteurs réglementaires), soit 9,1 $teqCO_2$ par an et par habitant. Cela représente une augmentation de 33% de l'empreinte carbone initiale et met en avant le poids des biens de consommation dans les émissions de GES. À l'échelle nationale, lorsque les émissions associées aux importations sont prises en compte, l'empreinte carbone s'alourdit elle aussi en passant de 6,6 $teqCO_2$ par an et par habitant (hors émissions associées aux importations) à 11 $teqCO_2$ par an et par habitant.

En 2014, la consommation énergétique du territoire de la CCPN représentait 652 GWh, le transport routier et le résidentiel constituant les deux secteurs les plus énergivores. Ensemble, ils représentaient les 2/3 des consommations. Cela représente ainsi une consommation énergétique de 23,2 MWh par an et par habitant, un niveau de consommation inférieur aux moyennes régionales (29,2 MWh/hab[19]) et nationales (32 MWh/habitant/an).

Les émissions de GES représentaient la même année 192 552 tCO_2e, soit 6,9 tCO_2e par an et par habitant, et mettent en avant la ruralité du territoire puisque l'agriculture (1er rang) et le transport routier (2e rang) génèrent 2/3 de celles-ci, l'élevage et la voiture étant particulièrement émetteurs.

[19] Source : AREC Nouvelle-Aquitaine

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

4 POTENTIEL DE REDUCTION DES CONSOMMATIONS D'ENERGIE ET DES EMISSIONS DE GES

4.1 Objectifs

A travers le paquet législatif « Fit for 55 », l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre est relevé à au moins -55% en 2030 par rapport à 1990 (en remplacement du précédent objectif européen qui prévoyait une baisse de 40 % d'ici 2030). De plus, la France s'est parallèlement engagée à atteindre le facteur 6 à horizon 2050 avec un objectif intermédiaire de réduction de 40% des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030.

A l'échelle nationale, le facteur 6 prend pour référence l'année 1990. Cependant cet objectif est défini au niveau national, pour lequel les émissions en 1990 sont connues, ce qui n'est pas le cas à l'échelle des collectivités. L'enjeu ici est de visualiser l'effort à faire pour atteindre un objectif très ambitieux, en gardant à l'esprit qu'il s'agit d'ordres de grandeur. A titre informatif, les émissions de gaz à effet de serre nationales entre 1990 et 2018 ont baissé d'environ 18,5% (voir graphique suivant). Concrètement, cela signifie que l'effort « restant » à produire pour tenir l'objectif du facteur 6 en 2050 (c'est-à-dire atteindre des émissions résiduelles de gaz à effet de serre de l'ordre de 80 MtCO2e à l'horizon 2050) est une baisse d'environ 82% des émissions par rapport à 2014.

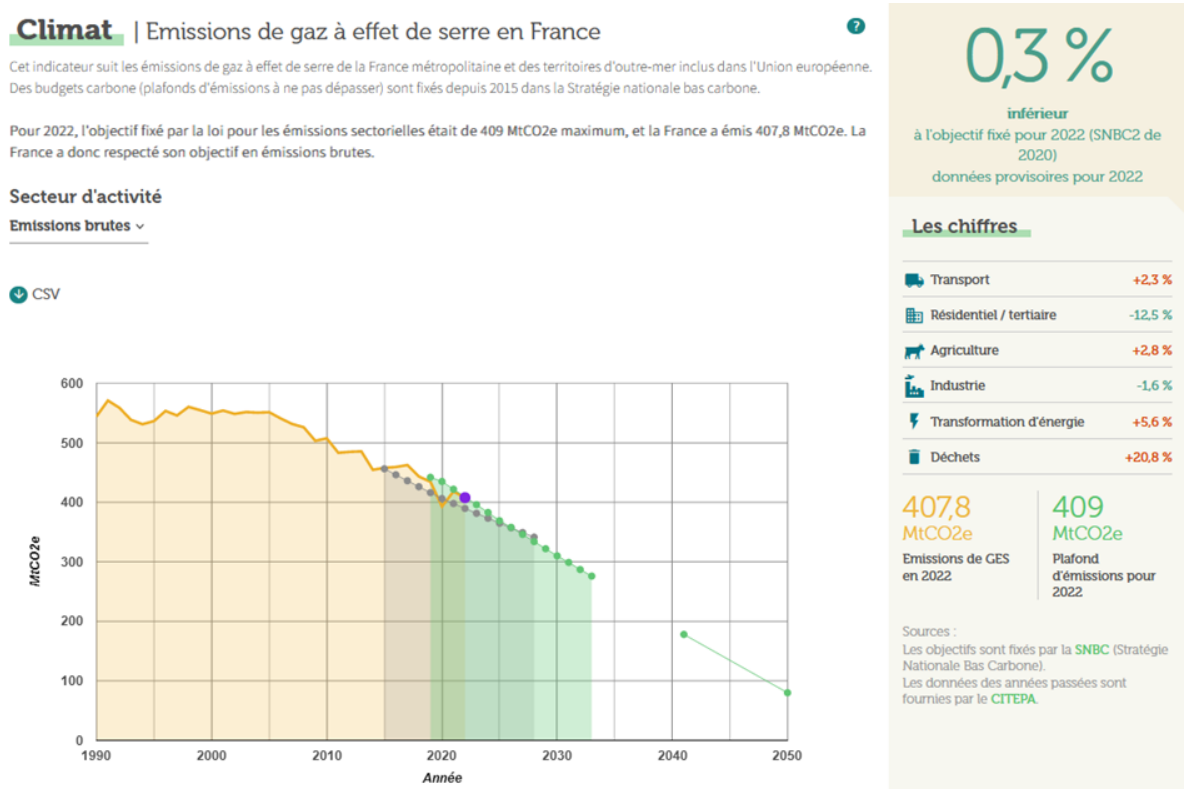


Figure 30 : Evolution et objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle nationale entre 1990 et 2050, Source : Observatoire Energie-Climat

D'un point de vue énergétique, l'objectif à l'horizon 2050 est de réduire les consommations de 50%, soit atteindre 11,6 MWh/an/hab.

L'atteinte de ces objectifs européens et nationaux passe par une déclinaison des politiques de lutte contre le changement climatique au niveau de la collectivité. C'est pourquoi les actions de la collectivité pour inciter les acteurs du territoire à la réduction des émissions sont nécessaires.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Une réduction de 850% des émissions à l'horizon 2050 nécessite une réduction d'environ **163 670 tCO_2e** soit **4 546 tCO_2e/an.**

Les leviers d'action principaux doivent être identifiés afin de réduire les émissions de GES pour atteindre ces objectifs. Dans le cadre du PCAET, les leviers d'action principaux seront à cet égard identifiés afin de réduire les émissions de GES pour atteindre ces objectifs. Les objectifs sectoriels définis dans la stratégie bas carbone, les orientations nationales et régionales seront également prises en compte afin de concourir à leurs atteintes.

En tant que coordinateur de la transition énergétique et climatique sur son territoire, la Communauté de Communes du Pays de Nay devra également favoriser la mobilisation des acteurs du territoire (entreprises, citoyens, élus, associations, chambres consulaires, etc.) autour de la construction de son Plan Climat Air Energie Territorial afin de définir les actions territoriales d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.

En effet, la mise en œuvre des actions ne relèvera pas seulement des compétences de la CCPN, mais également de la volonté de l'ensemble des acteurs à s'engager pour atteindre les objectifs définis pour le territoire.

4.2 Potentiel de réductions

4.2.1 Secteur Transports



Le secteur des transports (routier et non routier) est pour sa part à l'origine d'environ 39,5% des consommations énergétiques et 33,7% des émissions de GES. Les produits pétroliers (le diesel et l'essence) sont responsables de plus de 98% de ces émissions. La combustion de ces carburants est en effet fortement émettrice : pour parcourir 100km, le recours à un véhicule essence ou diesel émet 3 fois plus de GES qu'un véhicule alimenté en biocarburant, et plus de 25 fois qu'un véhicule à motorisation électrique.

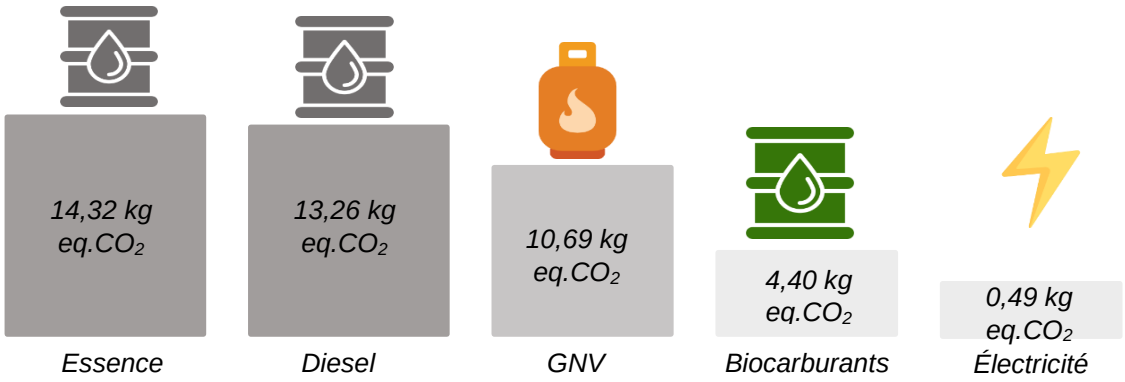


Figure 31 : Émissions de GES pour 100 km parcourus, selon le type de motorisation et de carburant. (Source : ADEME, réalisation ALTEREA)

En 2016, 12 bornes de recharges pour véhicules électriques portées par le SDEPA étaient répertoriées sur le territoire de la CCPN, tel que le montre la carte qui suit.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

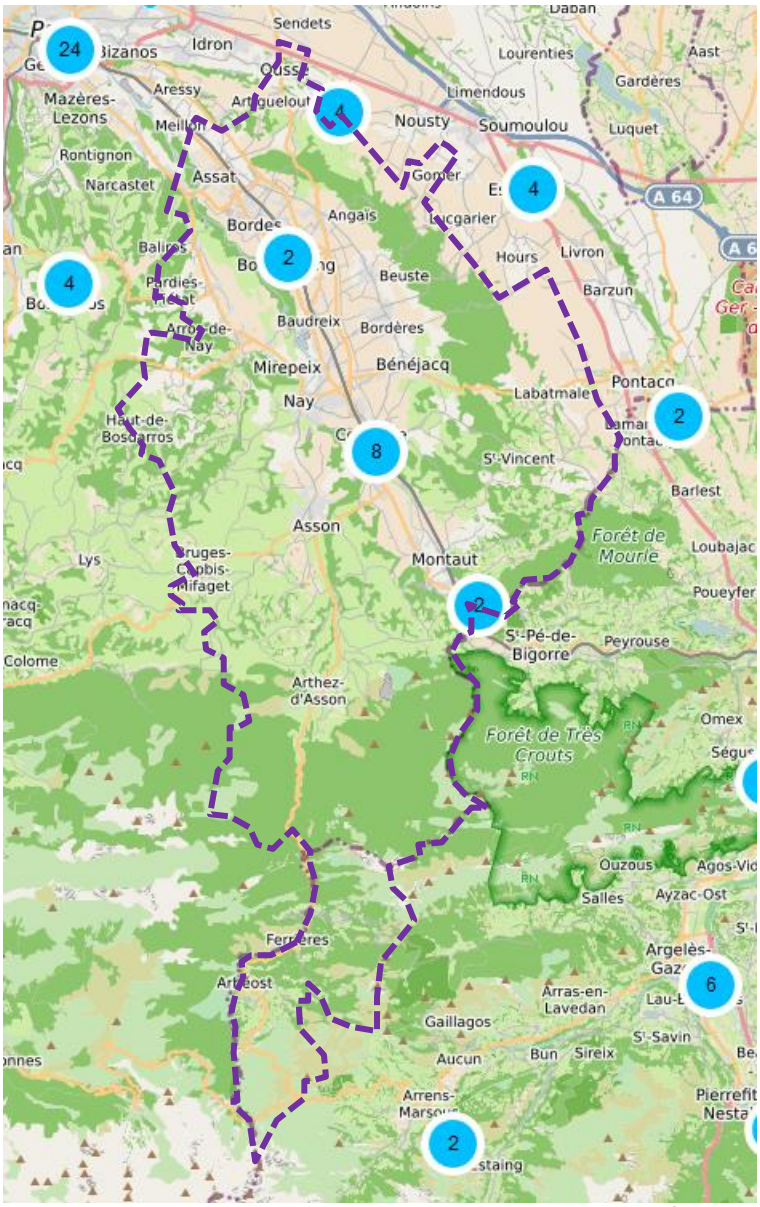


Figure 32 : Carte des Bornes de Recharge pour Véhicules Électriques (Source : data.gouv.fr, 2016)

Le soutien à ces motorisations, ou à la production de biocarburants (à la condition que celle-ci ne se fasse pas au détriment des cultures existantes ou des milieux naturels, mais par exemple grâce à des cultures intermédiaires) peut ainsi être une solution envisagée pour réduire les émissions globales du secteur des transports. Ce soutien peut notamment être réalisé au travers du renouvellement des flottes de véhicules de la collectivité ou des services contractualisés (DSP), en favorisant les véhicules GNV (et d'autant plus lorsqu'ils sont alimentés par du bioGNV issu du biométhane) ou électriques.

Par ailleurs, le déploiement de lieux de travail décentralisés (*coworking*, télétravail, tiers-lieux) peut aussi permettre de réduire le nombre de déplacements effectués par les habitants.

Enfin, le report modal d'une partie du trafic automobile sur le vélo, la marche à pied et les transports en commun, notamment pour les trajets urbains, peut être amplifié au travers de la réalisation d'aménagements et de campagnes de sensibilisation ou l'augmentation des cadencements, pour le ferroviaire notamment.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Le territoire a d'ores et déjà mis en place des actions, tels que le développement d'aires de covoiturage (une aire réalisée à Boeil-Bezing) ou d'aménagements liés à la desserte ferroviaire (à Coarraze et Montaut avec projet de création d'une halte à Bordes) et le transport à la demande. Des études sont également en cours pour mettre en place un schéma de mobilité cyclable et développer la marche utilitaire. Les entreprises s'emparent elles aussi du sujet en améliorant l'offre de transport domicile-travail, la mise en place de navettes ou encore l'installation de vestiaires pour favoriser la pratique des modes actifs (vélo, marche, etc.).

4.2.2 Secteur Résidentiel



Le secteur résidentiel, à l'origine de 32,7% des consommations énergétiques et 14,9% des émissions de GES, apparait comme un secteur stratégique à mobiliser dans le cadre du PCAET, afin d'atteindre les objectifs nationaux et régionaux en termes de développement durable.

Le parc de logements est relativement jeune, puisque 32% ont été construits après 1990. Toutefois, il est important de noter que 41,4% des logements ont été construits avant 1970, soit avant la première réglementation thermique, en date de 1974. Le parc ancien, pourrait utilement être rénové afin de réduire les consommations moyennes du secteur résidentiel. Chaque logement du territoire consomme ainsi en moyenne plus de 16 MWh par an, contre seulement 4 MWh pour un logement de 80m² répondant à la réglementation thermique de 2012 (50 kWh par an et par m²). La rénovation massive des logements permettrait ainsi, à long terme, de diminuer efficacement la consommation d'énergie du secteur. La rénovation énergétique des logements, visant la réduction des déperditions, est à réaliser en amont du renouvellement des systèmes et/ou changement d'énergie.

Par ailleurs, le gaz naturel et les produits pétroliers et charbon représentaient en 2014 près de 43,2% de l'approvisionnement énergétique du secteur (respectivement 27% et 16%) ; or leur combustion est nettement plus émettrice de GES que d'autres énergies comme l'électricité ou le bois-énergie.

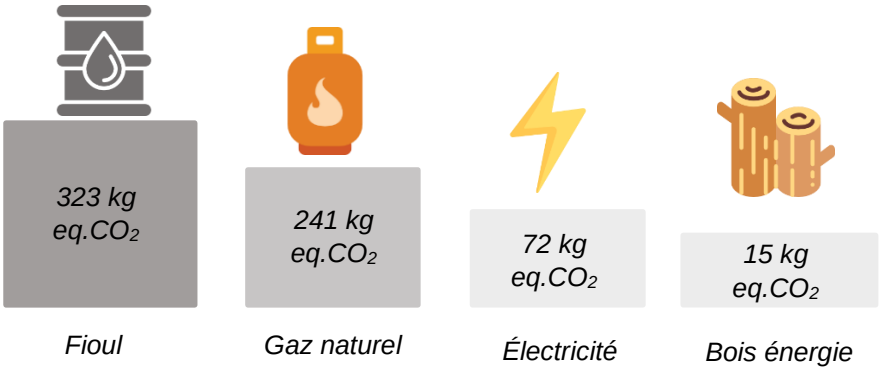


Figure 33 : Émissions de GES pour 1 MWh d'énergie consommée, selon le type d'énergie (Source : ADEME, réalisation ALTEREA)

L'accompagnement au changement d'énergie de chauffage des ménages permettrait à cet égard de considérablement diminuer les émissions de GES du secteur : le remplacement des installations au fioul par des systèmes fonctionnant au bois-énergie permettrait de diviser par deux les émissions globales du parc résidentiel.

La Communauté de Communes propose des conseils et informations aux administrés et des aides à la rénovation énergétique des logements (dispositifs PIG Bien chez Soi avec le Département 64 et OPAH Nay Centre-Bourg avec abondement de la CCPN). Ainsi, des actions sont déjà mises en place à l'échelle du territoire.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

4.2.3 Secteur Industrie (hors énergie)



Représentant près de 11,3% des consommations énergétiques et 5% des émissions de GES, le secteur de l'Industrie fait figure de levier d'action complémentaire. De par des procédés de production plus lourds et des activités fortement consommatrices d'espace, le secteur de l'Industrie représente un défi en termes de réductions des émissions de GES. Toutefois, plusieurs pistes peuvent être étudiées, au premier rang desquelles, l'analyse de la qualité énergétique des bâtiments et leur réhabilitation au besoin.

Les grandes surfaces que représentent ces entreprises peuvent par ailleurs être propices au déploiement d'installations de production d'énergie et la chaleur fatale émise dans nombre de procédés industriels pourrait être utilement récupérée, limitant par là-même les besoins de refroidissement. Ces sources d'énergie et de chaleur permettraient ainsi de favoriser l'autoconsommation et l'autonomie des sites, et donc d'abaisser la consommation globale d'énergie (ainsi que les pertes en ligne et les émissions liées au transport de ces énergies).

4.2.4 Secteur Tertiaire



Le secteur tertiaire représente près de 9,4% des besoins énergétiques du territoire et 6% des émissions de GES. Un travail similaire sur la performance du bâti permettrait de diminuer la consommation d'énergie de cette filière en plein développement.

Par ailleurs, la sensibilisation aux écogestes et le développement des technologies intelligentes permettrait de limiter la consommation d'électricité spécifique (mise en place d'horloges ou de détecteurs de présence pour que l'éclairage s'éteigne automatiquement, de thermostats dans les bureaux pour limiter les températures et éviter les excès de chauffage ou de climatisation, etc.). D'après les chiffres présentés par le Syndicat de l'Éclairage, 90% de l'énergie utilisée pour l'éclairage en France est consommée le jour, et 80% des installations dans le secteur tertiaire sont considérées comme énergivores.[20]

Jouer sur la source d'énergie constitue encore une fois un levier d'action. À titre d'exemple, le site industriel de Safran s'est équipé d'une chaufferie bois.

4.2.5 Secteur de l'Agriculture



A l'origine de 4,1% des consommations énergétiques locales, le secteur de l'Agriculture représente 38,4% des émissions de GES. Il est à cet égard un secteur qui présente une clé pour la diminution des émissions territoriales de GES. En effet, le territoire étant majoritairement rural, le secteur agricole est relativement bien développé. A ce jour, environ 13 820 ha sont cultivés sur le territoire, et majoritairement des prairies (48,3%), et des maïs grains et ensilage (39%).

Ainsi, l'évolution des modes de chauffage (serres et bâtiments d'élevage entre autres) et des motorisations (engins agricoles notamment), dans le but de réduire les émissions globales de GES du secteur, peut induire une réduction des consommations et émissions de GES.

De nombreuses actions permettent également de réduire les émissions de GES non énergétiques telles qu'une meilleure conduite du troupeau (réduction de l'âge au 1er vêlage par exemple), un travail sur l'alimentation animale (favoriser l'autonomie alimentaire pour limiter les intrants et importations, optimiser les apports protéiques pour réduire les rejets azotés, etc.), une meilleure gestion des effluents d'élevage (lors des étapes de stockage et d'épandage notamment pour limiter les émissions de GES) ou encore une fertilisation raisonnée des cultures.

[20] Syndicat de l'Éclairage, sur des données issues des brochures de l'ADEME. URL : http://www.syndicat-eclairage.com/presentation/les-chiffres-clefs/

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Ces actions présentent également un intérêt économique puisque la réduction des achats d'intrants (engrais, aliments, etc.) va de pair avec une réduction des coûts de production.

En 2014, 11 exploitations possédaient au moins une production certifiée en Agriculture Biologique.[21] Or, leurs pratiques visent à limiter l'impact de l'agriculture sur l'environnement. Celles-ci sont de plus en plus nombreuses. Notons également le plan de soutien aux éleveurs des coteaux du Béarn et des Barthes porté par la Chambre d'agriculture 64, qui vise à diminuer de moitié l'utilisation de produits phytosanitaires en 5 ans.

Par ailleurs, le maintien des prairies permanentes et une gestion durable des cultures peuvent augmenter la capacité de stockage de carbone du territoire. Ces pratiques peuvent ainsi permettre de compenser de manière plus importante les émissions globales.

4.2.6 Secteur des déchets



Avec 0,3% des consommations énergétiques et moins de 0,1% des émissions de GES, le secteur des Déchets représente un potentiel de réduction moindre dans la stratégie globale à adopter. L'extension progressive des consignes de tri comme la sensibilisation à la réduction des déchets à la source peuvent toutefois contribuer à l'effort général de réduction des émissions de GES.

La CCPN s'est d'ailleurs engagée auprès du syndicat mixte Valor Béarn dans des actions de sensibilisation au tri des déchets, à la réduction du gaspillage alimentaire ainsi qu'au compostage (participation à l'achat de composteurs, ateliers « zéro déchets », etc.) auprès de publics variés (scolaires, seniors, …).

Du fait des engagements européens et nationaux, le territoire de la CCPN se doit de réduire ses émissions de GES de 75% d'ici 2050 et, dans le même temps, diviser par deux ses consommations d'énergie. La stratégie élaborée à la suite du diagnostic permettra de décliner ces objectifs à l'échelle du territoire et ce, secteur par secteur.

Bien que l'objectif soit de taille, le territoire montre qu'il agit dès à présent en ce sens et que les pistes d'actions sont nombreuses et ce, dans chacun des secteurs étudiés. Pour s'en donner les moyens, cela demandera toutefois d'impliquer l'ensemble des acteurs du territoires : grand public, collectivités, entreprises, etc.

21 Source : Portrait de territoire, 2014, Chambre d'Agriculture Pyrénées-Atlantiques, hors communes d'Arbéost, Ferrières et Labatmale.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

5 LES ENERGIES RENOUVELABLES SUR LE TERRITOIRE

L'**arrêté du 4 août 2016** définit que le diagnostic PCAET comprend un état de la production des énergies renouvelables sur le territoire, détaillant les filières en énergie renouvelable et une estimation du potentiel de développement de celles-ci ainsi que du potentiel disponible d'énergie de récupération et du potentiel de stockage énergétique.

Selon le SCoT du Pays de Nay, la production d'énergie renouvelable du territoire représente 94,8 GWh, il contribue ainsi à 0,66% de l'énergie renouvelable produite en Aquitaine. En Nouvelle-Aquitaine, selon l'AREC, la production atteignait 40 619 GWh en 2016. La production en EnR de la CCPN représente ainsi 0,2% de la production régionale.

Toutefois, le diagnostic se basera sur les **données 2012 issues de l'outil PROSPER** qui donnent un niveau de production inférieur à celui identifié dans le SCoT de la CCPN.

Le SRCAE Aquitaine auquel est soumis la CCPN, s'est fixé les objectifs de développement des EnR suivants :

- Production d'EnR (2020) : 19 473 GWh ;
- Production de chaleur d'origine renouvelable (2020) : 14 320 GWh ;
- Production d'électricité d'origine renouvelable (2020) : 5 153 GWh ;
- Production de biocarburants (2020) : 2 608 GWh.

La Région Occitanie s'est par ailleurs engagée à devenir un territoire à énergie positive à l'horizon 2050 suite à une décision prise le 28 novembre 2016. Ce scénario constitue le volet énergie du futur SRADDET.

N.B. : La Chambre d'agriculture accompagne les agriculteurs du territoire, acteurs privilégiés dans le développement des EnR, pour développer les projets photovoltaïques, bois-énergie et méthanisation. Ces projets présentent en effet de nombreux intérêts à l'échelle de l'exploitation, d'ordre économique notamment.

Actualisation des données (2019) :
La production d'énergies renouvelables actuelle est de 143,1 GWh, soit 24% de la consommation énergétique actuelle du territoire. Cette production énergétique renouvelable est dominée par le bois domestique avec 52% puis l'hydroélectricité, la plus développée localement avec 34%, devant les PAC (10%), le solaire (3%).
Plusieurs projets viennent de démarrer, notamment une centrale photovoltaïque sur un ancien centre d'enfouissement technique à Bénéjacq et des unités de méthanisation afin de valoriser les gisements du territoire (filière agricole) à Asson et Pardies-Piétat.
Pour rappel, le diagnostic a établi un potentiel de développement des ENR à horizon 2030 de 74,5 GWh. Le potentiel n'a pas été réactualisé mais doit être revu conséquemment à la hausse, en sachant qu'une production supplémentaire de biométhane a vu le jour en 2022 avec une production de l'odre de 20 à 25 GWh sur le premier semestre.

5.1 Énergie solaire

5.1.1 Définition

L'énergie solaire renouvelable comprend deux branches à part entière : le photovoltaïque, producteur d'électricité, et le solaire thermique, producteur de chaleur.

La technologie photovoltaïque se présente sous la forme de cellules assemblées sous la forme de « panneau solaire », pouvant être disposé sur des toitures ou au sol. Plusieurs technologies existent,

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

avec des rendements propres. Afin d'optimiser leur potentiel, il est nécessaire de les installer selon l'exposition maximale possible.

Les installations solaires thermiques fonctionnent, elles, avec un circuit fermé de liquide caloporteur (qui transporte la chaleur), exposé au rayonnement solaire. Le circuit est relié à un chauffe-eau ou à un ballon d'eau afin de transmettre la chaleur à l'eau. Il peut également alimenter les systèmes de chauffage, si ceux-ci fonctionnent à l'eau chaude. Plusieurs systèmes et matériaux existent également pour ce type d'installations.

5.1.2 Etat des lieux et potentiel de développement

L'énergie solaire thermique est peu développée sur le Pays de Nay, sa production est de 300 MWh. D'après la DREAL Aquitaine, le territoire ne comptait en 2010 que 7 installations solaire thermique intégrées d'une surface moyenne de 12 m² (Arros-de-Nay, Bordères, Bourdettes, Bruges-Capbis-Mifaget, Coarraze, Mirepeix, Montaut) mais aucune installation solaire thermique de taille importante.

Le solaire photovoltaïque est lui aussi sous-développé, sa production est de 2 200 MWh.

Cependant, des projets d'installations solaire sont à l'étude afin de développer cette filière :

- Une centrale photovoltaïque est en projet sur un ancien centre d'enfouissement technique à Bénéjacq (2,27 MWc) ;
- Des ombrières photovoltaïques sont à l'étude sur le parking d'Aéropolis Safran à Bordes ;
- Des bâtiments communautaires ont depuis été équipés de panneaux solaire (photovoltaïques et thermiques).

Dans son SRCAE, l'Aquitaine se fixe les objectifs de production d'énergie solaire suivants :

- Solaire thermique : production de 594 GWh en 2020.
- Solaire photovoltaïque (relié au réseau) : production de 1000 GWh en 2020.

Enfin, dans son programme REPOS, l'Occitanie vise une évolution du solaire photovoltaïque de 1 276 MW en 2015 à 6 930 MW en 2030 et 15 070 MW en 2050.

Le gisement solaire des Pyrénées Atlantiques est estimé à 253 MWc, soit environ 320 GWh en 2016.[22] Le département présente ainsi un potentiel de développement de l'énergie solaire photovoltaïque important.

La CCPN a mené un travail de recherche auprès des communes sur les projets solaires remarquables menés depuis 2015 sur le territoire. Il résulte de cette recherche une douzaine de projets (toitures de bâtiments agricoles et de bâtiments communautaires, installations au sol) en cours d'instruction, autorisés et/ou réalisés pour une production proche de 4 GWh, soit une multiplication par deux de la production relevée dans PROSPER entre 2012 et aujourd'hui.

5.2 Biomasse

5.2.1 Définition

La biomasse est définie comme la fraction biodégradable des produits, déchets et résidus provenant de l'agriculture, y compris les substances végétales et animales issues de la terre et de la mer, de la sylviculture et des industries connexes, ainsi que la fraction biodégradable des déchets industriels et ménagers. Cette biomasse est par la suite valorisée énergétiquement par combustion.

[22] Source : Potentiel PV Aquitaine 2016, hypothèse 1 kWc = 1 316 kWh

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

On distingue généralement la biomasse combustible issue des cultures agricoles (production d'agro-pellets) et les combustibles issus du bois (production de bois-bûche, de plaquettes forestières, de granulés bois ou de plaquettes de scieries).

Pour utiliser l'énergie de la combustion du bois, ou bois énergie, il existe plusieurs types de bois. Le combustible le plus utilisé par les particuliers est dans la plupart des cas le bois bûche. Le bois déchiqueté issu des résidus de bois très secs (7 à 10 % d'humidité), est doté d'un pouvoir calorifique supérieur au bois bûche. Enfin, le granulé est fabriqué uniquement à partir de résidus de scieries permettant de valoriser les sous-produits de l'industrie du bois, de cette manière aucun arbre supplémentaire n'est coupé pour produire ce bois.

5.2.2 Etat des lieux et potentiel de développement

Le territoire est recouvert par des forêts sur 37% de sa superficie. Or, grâce à la valorisation du bois local, le bois-énergie résidentiel se positionne comme la principale source de chaleur d'origine renouvelable. Ainsi, la biomasse permet la production de 9 GWh de chaleur renouvelable, soit 20% de la production d'énergie renouvelable du territoire.

Continuer à développer la filière bois-énergie permettrait d'augmenter encore la part de cette source d'énergie dans le mix énergétique. Toutefois, au regard des enjeux de qualité de l'air, le développement de cette ressource via des chaufferies centralisées de taille importante est à privilégier (exemple d'une chaufferie bois pour le chauffage des serres d'un maraîcher à Boeil-Bezing). À une échelle plus grande, différentes études sont également menées pour la faisabilité de réseaux de chaleur alimentés en partie par du bois local raccordés à la piscine Nayéo (aujourd'hui alimentée par du gaz), la cité scolaire ou encore un EHPAD.

Remarque : selon le SCoT de la CCPN, l'usine Safran de Bordes est par exemple alimentée par une chaudière à bois d'une puissance de 3 MW. Elle a produit environ 9,3 GWh de chaleur en 2014.

Dans son scénario Grenelle +, la SRCAE Aquitaine s'est fixé les objectifs suivants à 2020 :
- **Chaleur** :
  - Biomasse dans l'industrie : production de 7159 GWh (6814 GWh en 2010)
  - Bois de chauffage des ménages : production de 5392 GWh (4806 GWh en 2010)
  - Chaufferie bois tertiaire : production de 263 GWh (92 GWh en 2010)
- **Électricité** :
  - Biomasse : production de 1147 GWh (427 GWh en 2010)

Les forêts représentent 37% de la surface de la CCPN. Ces boisements sont essentiellement constitués d'essences de feuillus, mais aussi de conifères et de forêts en mélange et de quelques peupleraies. La répartition de ces ensembles forestiers se fait de la manière suivante :
- 11574 hectares de forêts de feuillus
- 219 hectares de conifères
- 235 hectares de forêts mixtes
- 32 hectares de peupleraies

Ainsi, ALDO évalue une récolte théorique à vocation énergétique de 4897 m^3 de bois de feuillus et de 30 m^3 de bois de conifères chaque année, en l'état actuel de l'occupation des sols. Les espaces protégés (Natura 2000, ZNIEFF), du fait de leur intérêt écologique, ne sont pas pris en compte dans l'exploitation du bois énergie. Le bois issu des haies bocagères n'est toutefois pas évalué et demanderait des données plus fines à l'échelle du territoire.

Conversion (source : ADEME, 2009[23]) :
- 1 tep (tonne équivalent pétrole) = 11,63 MWh.
- 1 tMS (tonne de matière sèche anhydre) = 0,43 tep

[23] « Biomasse forestière, populicole et bocagère disponible pour l'énergie à l'horizon 2020 » (2009)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

- Forêts : moyenne pondérée = 0,519 tMS/m3
- Feuillus de forêts = 0,546 tMS/m3 (Carbofor, 2005)
- Résineux de forêts = 0,438 tMS/m3 (Carbofor, 2005)
- Peuplier = 0,35 tMS/m3 (Löwe, 2000)
- Ressources ligneuses bocagères = 0,50 tMS/m3 (Bouvier, 2008)
- Moyenne pondérée de toutes les ressources ligneuses = 0,517 tMS/m3
- Pailles de céréales : 0,35 tep/tonne
- Pailles d'oléagineux : 0,34 tep/tonne

En appliquant les facteurs de conversion précédents, cela représente un gisement de 13 370 MWh/an pour le bois de feuillus et 66 MWh/an pour le bois de résineux, soit un total de **13 436 MWh/an**.

5.3 Géothermie

5.3.1 Définition

La géothermie permet de récupérer la chaleur produite par la Terre, en plaçant une large surface de capteur dans le sol. En première approche, on considère que plus le forage est profond, plus la température du sol est élevée, et ainsi plus la quantité de chaleur récupérable est importante. Les capteurs peuvent donc être verticaux, afin d'aller au contact des zones les plus chaudes ; ou être horizontaux : dans ce cas, la circulation du fluide entrant est plus longue, permettant un échauffement plus important malgré une température du sol plus faible.

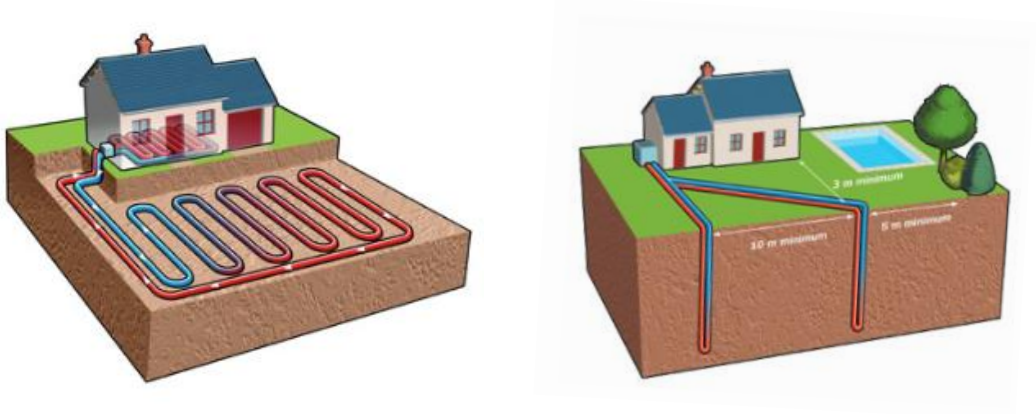


Figure 34 : Schéma de principe de capteurs géothermiques horizontaux ou verticaux (Source : BRGM)

On distingue trois types de géothermie :

- Géothermie très basse énergie : la géothermie très basse énergie exploite des réservoirs situés à moins de 100 mètres et dont les eaux ont une température inférieure à 30°C. il est donc indispensable de la coupler avec des pompes à chaleur pour augmenter sa température et permettre son utilisation ;
- Géothermie basse énergie : la géothermie basse énergie s'appuie, sur des aquifères à des températures comprises entre 30° et 90°C. On l'exploite notamment dans des réseaux de chaleur pour le chauffage urbain ou dans le cadre de procédés industriels ;
- Géothermie moyenne et haute énergie : la géothermie moyenne énergie et haute énergie (jusqu'à 250 °C) est utilisée pour produire de l'électricité, au moyen de turbines.

5.3.2 Etat des lieux et potentiel de développement

La géothermie est quasi-inexistante sur le territoire. En effet le territoire est localisé dans une zone où les caractéristiques du meilleur aquifère en très basse et basse énergie n'est pas connu (d'après le site géothermie perspective du BRGM). Le développement de cette énergie ne peut être étudié qu'au cas par cas, selon l'opportunité du sous-sol.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Le SRCAE Aquitaine s'est fixé comme objectif d'atteindre une production de 400 GWh en 2020.

5.4 L'hydroélectricité

5.4.1 Définition

L'hydroélectricité, ou énergie hydroélectrique exploite l'énergie potentielle des flux d'eau (fleuves, rivières, chutes d'eau, courants marins, etc.). L'énergie cinétique du courant d'eau est transformée en énergie mécanique par une turbine, puis en énergie électrique par un alternateur.

Le potentiel hydroélectrique français est valorisé par quatre grandes technologies : les centrales au fil de l'eau, les centrales de lac et d'éclusée et les stations de transfert d'énergie par pompage (STEP).

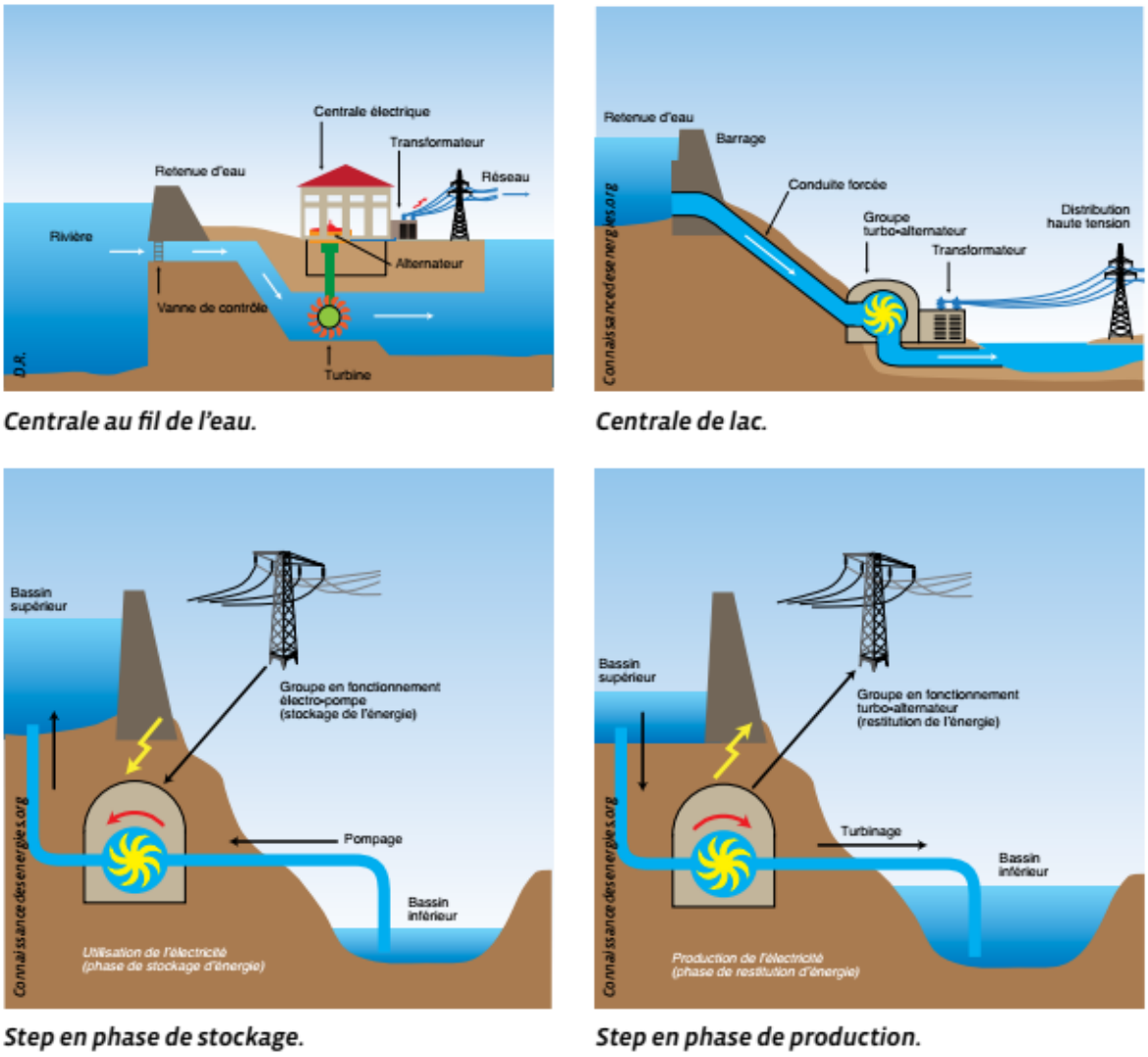


Figure 35 : Schémas des différentes technologies d'ouvrages hydroélectriques (Source : Observ'Er 2018)

5.4.2 Etat des lieux et potentiel de développement

Le territoire, du fait des nombreux cours d'eau, est doté d'une dizaine de centrales hydroélectriques. La production d'électricité permise représente 34,2 GWh (75% de la production énergétique renouvelable totale), l'hydroélectricité se place comme première source d'énergie renouvelable du territoire. Plusieurs

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

centrales hydroélectriques sont d'ailleurs en cours d'étude sur les communes de Baudreix, Beuste, Narcastet ou encore Ferrières.

Il est important de rappeler que le changement climatique impacte de manière significative la ressource en eau disponible et que le potentiel évalué lors du diagnostic doit être manié avec précaution car probablement surévalué par rapport à la réalité.

Remarque : 113 moulins (pour la plupart démolis ou en ruine) ont été recensés par la CCPN sur les cours d'eau du territoire. Ils témoignent du potentiel d'exploitation possible du réseau hydrographique.

Le SRCAE Aquitaine envisage une production hydraulique de 1965 GWh en 2020 tandis que l'Occitanie prévoit une évolution de la production hydraulique de 10 200 GWh en 2015 à 10 960 GWh en 2050 (sans construction de nouveaux barrages en altitude).

5.5 Méthanisation

5.5.1 Définition

La méthanisation est une digestion, ou fermentation méthanique, qui transforme la matière organique en compost, méthane et gaz carbonique par un écosystème microbien complexe fonctionnant en absence d'oxygène (anaérobie). La méthanisation permet d'éliminer la pollution organique tout en consommant peu d'énergie, en produisant peu de boues et en générant une énergie renouvelable : le biogaz. Celui-ci est composé généralement de méthane (60 à 80%) et de dioxyde de carbone (20 à 40%).

5.5.2 Etat des lieux et potentiel de développement

Il n'existe aucune unité de méthanisation à ce jour sur le territoire de la CCPN malgré un gisement considérable au vu de la ruralité du territoire. À titre d'information, l'AREC dénombrait 4 unités de méthanisation à l'échelle du département, dont deux agricoles, et 10 unités en construction/développement/étude. Des projets sont toutefois à l'étude afin de valoriser les gisements du territoire (filière agricole et filière déchets verts) comme à Asson et Pardies-Piétat.

Le SRCAE Aquitaine intègre le développement de la méthanisation dans ses objectifs et ce de la façon suivante : production de 480 GWh (chaleur) et 105 GWh (électricité) en 2020.

Le scénario REPOS de la Région Occitanie souhaite le développement du biogaz par méthanisation à hauteur de 4 000 GWh d'ici 2050 (20% en biogaz à la ferme avec utilisation locale en cogénération et 80% par des unités de méthanisation produisant du biométhane pouvant être injecté sur le réseau).

L'ADEME a mené une étude pour évaluer le gisement mobilisable pour la méthanisation à l'échelle de toutes les communes françaises. Les ressources prises en compte sont :

- Les ressources agricoles : effluents d'élevage, résidus de cultures, cultures intermédiaires à multi-services environnementaux ;
- Les résidus des industries agro-alimentaires (IAA) ;
- Les biodéchets : ménages, commerces, boue d'épuration, déchets verts… ;
- L'herbe issue de la tonte des bords de route.

Le graphique ci-dessous reprend, par catégorie de substrat, le potentiel énergétique méthanisable à l'échelle de la CCPN :

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

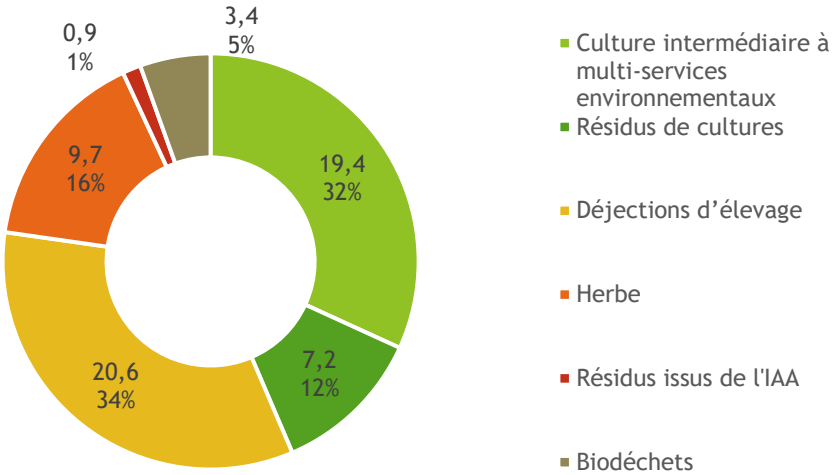


Figure 36 : Potentiel énergétique de méthanisation par type de substrat en GWh (Source : ADEME 2018)

Les substrats méthanisables à l'échelle du territoire présentent ainsi un potentiel énergétique de **61,1 GWh**, les substrats issus du secteur agricole étant les plus importants (78%).
Complément : Il est à noter une production estimée en 2022 entre 20 et 25 GWh.

Remarque : la méthanisation fait souvent débat du fait de la concurrence qu'elle peut avoir avec les surfaces dédiées à l'alimentation humaine et animale et la préservation de la biodiversité, la ressource en eau et l'épuisement des sols. Dans le cas présent de cette étude, seul le potentiel issu des CIMSE[24] a été considéré. En effet, ces cultures sont implantées entre deux cultures principales et n'entrent ainsi pas en compétition avec les cultures alimentaires. En outre, au-delà de leur intérêt dans le cas présent énergétique, elles présentent de nombreux bienfaits (piège à nitrate, engrais vert, etc.).

5.6 Eolien

5.6.1 Définition

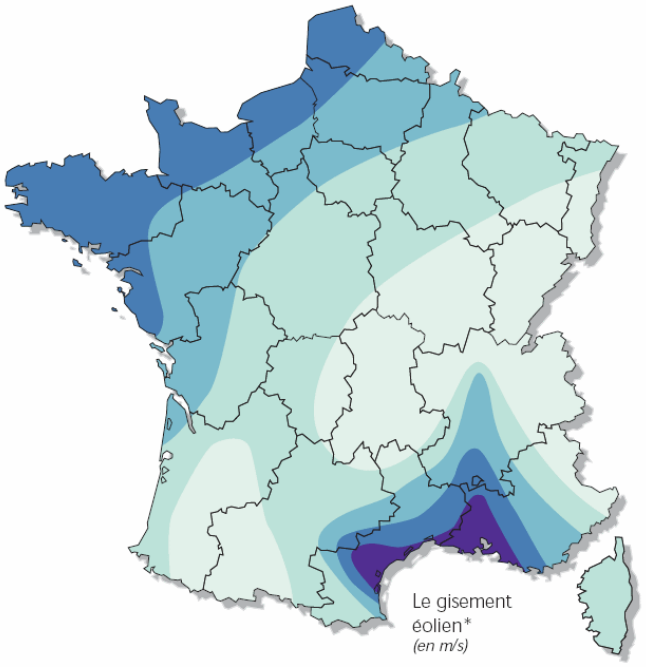
L'énergie éolienne correspond à l'énergie produite à partir de la force du vent sur les pales d'une éolienne. Le vent souffle, et les forces qui s'appliquent sur les pales des hélices induisent la mise en rotation du rotor. L'énergie électrique ainsi produite peut être distribuée sur le réseau électrique grâce à un transformateur.

5.6.2 Etat des lieux et potentiel de développement

Le département des Pyrénées Atlantiques ne présente pas de parc éolien. Cela rejoint le constat de la carte qui suit, les vents sont inférieurs à 5m/s à 50m au-dessus du sol. Or, la vitesse optimale du vent pour une éolienne est de 12m/s. Ainsi, le potentiel est considéré nul.

[24] CIMSE : Culture intermédiaire à multi-services environnementaux

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE



Bocage dense, bois, banlieue	Rase campagne, obstacles épars	Prairies plates, quelques buissons	Lacs, mer	Crêtes**, collines	
<3,5	<4,5	<5,0	<5,5	<7,0	Zone 1
3,5 - 4,5	4,5 - 5,5	5,0 - 6,0	5,5 - 7,0	7,0 - 8,5	Zone 2
4,5 - 5,0	5,5 - 6,5	6,0 - 7,0	7,0 - 8,0	8,5 - 10,0	Zone 3
5,0 - 6,0	6,5 - 7,5	7,0 - 8,5	8,0 - 9,0	10,0 - 11,5	Zone 4
>6,0	>7,5	>8,5	>9,0	>11,5	Zone 5

* Vitesse du vent à 50 mètres au-dessus du sol en fonction de la topographie
** Les zones montagneuses nécessitent une étude de gisement spécifique

Figure 37 : Carte du potentiel éolien en France (Source : quelleenergie.fr)

Par ailleurs, le département des Pyrénées Atlantiques est interdit de projet éolien, la zone étant utilisée pour des entraînements militaires, notamment pour l'aviation.

5.7 Chaleur fatale

5.7.1 Définition

Lors du fonctionnement d'un procédé de production ou de transformation, une énergie thermique peut être produite, cette énergie est appelée « chaleur fatale ». Une partie de la chaleur est inévitablement rejetée. Cette chaleur, au lieu d'être perdue, peut être récupérée et valorisée.

La récupération de la chaleur fatale conduit à deux axes de valorisation thermique complémentaires :

- Une valorisation en interne, pour répondre à des besoins de chaleur propres à l'entreprise ;
- Une valorisation en externe, pour répondre à des besoins de chaleur d'autres entreprises, ou plus largement, d'un territoire, via un réseau de chaleur.

Il est également possible, dans certaines conditions, de produire de l'électricité à partir de la chaleur récupérée.

5.7.2 Etat des lieux et potentiel de développement

- Réseaux d'assainissement

Les eaux usées circulant dans les égouts sont à une température de 10 à 18 °C en fonction du point du réseau et de la saison. Les eaux usées peuvent ainsi représenter un gisement thermique important, et peuvent être valorisées. Pour pouvoir utiliser cette chaleur, on associe cette récupération d'énergie à

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

une pompe à chaleur, pour élever la température au niveau souhaité, selon l'objectif (chauffage, ECS…).

Le territoire ne dispose pas d'installations de ce type connues.

- Data centers

Les Data Centers sont des sites physiques qui hébergent les systèmes nécessaires au fonctionnement d'applications informatiques. Ils permettent de stocker et de traiter des données et sont constitués de composants informatiques (comme les serveurs et les éléments de stockage) et d'éléments non informatiques (comme les systèmes de refroidissement aussi appelés groupes froid). Abritant ainsi une forte densité d'équipements informatiques, leur demande est constituée à la fois d'électricité, mais surtout d'évacuation de la chaleur.

Le territoire ne dispose pas d'installations de ce type connues.

5.8 Autres

5.8.1 Etat des lieux et potentiel de développement

- Valorisation énergétique des déchets

Le SRCAE de la région Aquitaine envisage une valorisation énergétique des déchets pour la production de 33 GWh (chaleur) et de 117 GWh (électricité) d'ici 2020.

Le SRCAE Midi-Pyrénées vise quant à lui une production électrique comprise entre 254 et 262 MWh/an d'ici 2020, 29,7 à 33 ktep de chaleur et 8,1 ktep de gaz.

En 2016, les 78 121 tonnes d'ordures ménagères et assimilées incinérées à l'usine d'incinération de la commune de Lescar (Nord-Ouest de Pau) avaient permis la production de 30 719 MWh (dont 22 387 MWh vendus à EDF, le reste ayant été utilisé en autoconsommation) soit une production énergétique de 2 250 MWh pour les OM issues de la CCPN.

- Valorisation des déchets végétaux et compostage

En 2009 et 2015, 1 500 composteurs ont été distribués sur l'ensemble du territoire. Les particuliers valorisent ainsi leurs biodéchets en compost pour une utilisation dans leurs jardins, jardinières, etc. Les autres déchets végétaux (tontes, feuilles, …) amenés en déchetterie par les habitants ou dépôts sauvages récupérés par les services de la CCPN, sont broyés sur le site de l'Écopôle de Meillon puis envoyés en filière de compostage à la ferme.

En collaboration avec le Syndicat de traitement des Déchets, Valor Béarn, la CCPN souhaite implanter sur son territoire une plate-forme de broyage de déchets verts (filière de compostage à la ferme). Les études de co-compostage de boues de station d'épuration et de tontes sont en cours.

Les énergies renouvelables représentaient en 2012 une production de 45,7 GWh sur le territoire de la CCPN. Les productions sont inégalement réparties d'une filière à l'autre, l'hydroélectricité représentant 75% de la production globale. Il reste au territoire une large marge de progression qui est encore à préciser, mais les études menées sur certaines des filières (méthanisation et biomasse) montrent que le gisement pourrait être facilement doublé.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ÉNERGIE	PRODUCTION (EN GWH)	POTENTIELS DE DEVELOPPEMENT THEORIQUES
Solaire (Photovoltaïque et thermique)	2,5	Indéterminé
Biomasse	9,0	13,4 GWh
Géothermie	Indéterminée	Indéterminé
Hydroélectricité	34,2	Indéterminé
Méthanisation	Indéterminée	61,1 GWh
Chaleur fatale	Indéterminé	Indéterminé
TOTAL	**45,7 GWh**	**74,5 GWh**

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

6 BILAN DES CONSOMMATIONS ET DE PRODUCTION D'ENERGIE

6.1 Bilan des consommations et de la production d'énergie

Le territoire est très dépendant des énergies importées (et donc des réseaux régionaux voire nationaux) pour son approvisionnement : en 2014, **7% de l'énergie consommée était produite localement** (une majorité provenant des installations hydroélectriques). Le schéma qui suit met en avant cet écart.

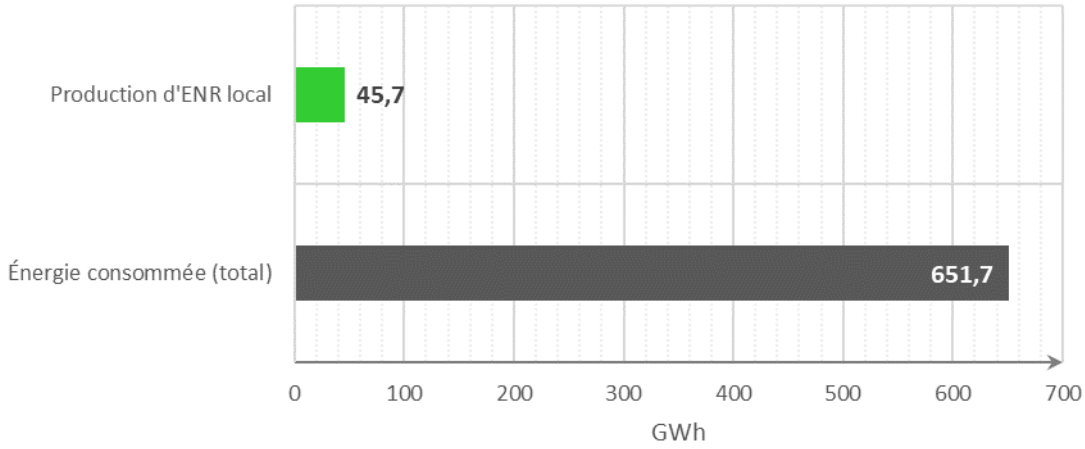


Figure 38 : Bilan de la consommation énergétique et de la production locale (Source : ALTEREA)

La figure qui suit détaille la répartition de la production d'EnR par filière sur le territoire.

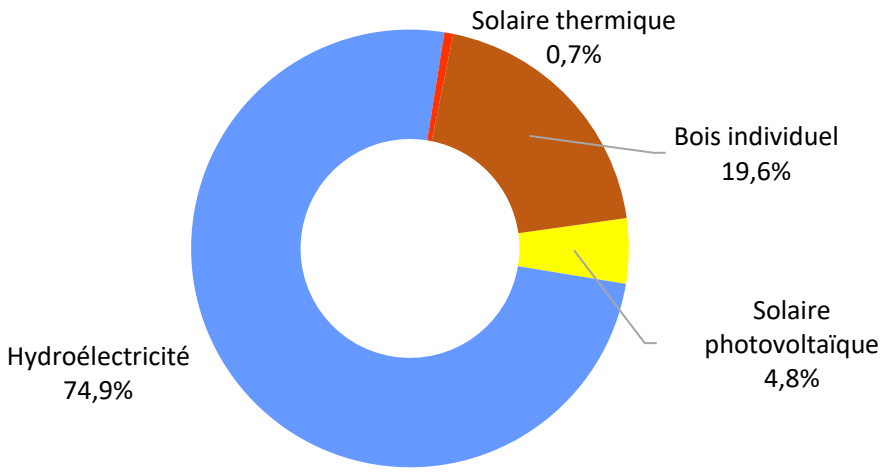


Figure 39 : Production locale d'EnR par type (Source : ALTEREA, PROSPER, WattStrat)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Le potentiel de développement des énergies renouvelables, relativement conséquent, pourrait toutefois permettre de diminuer le recours aux sources d'énergies importées.

ÉNERGIE	PRODUCTION (EN GWH)	POTENTIELS DE DEVELOPPEMENT THEORIQUES
Solaire (Photovoltaïque et thermique)	2,5	Indéterminé
Biomasse	9,0	13,4 GWh
Géothermie	Indéterminée	Indéterminé
Hydroélectricité	34,2	Indéterminé
Méthanisation	Indéterminée	61,1 GWh
Chaleur fatale	Indéterminé	Indéterminé
TOTAL	**45,7 GWh**	**74,5 GWh**

Tableau 9 : Production et potentiel de développement des ENR sur le territoire (Source : PROSPER, AREC Occitanie, 2012)

6.2 La facture énergétique

L'outil développé par ALTEREA permet de calculer les dépenses d'énergie associées à la consommation énergétique (par source d'énergie et par secteur) et de comptabiliser le flux économique associé à la production locale d'énergie (électricité et chaleur renouvelable, principalement). La facture énergétique constitue un outil clé de réflexion permettant d'évaluer les flux financiers liés à la consommation d'énergie, principalement importée sur un territoire, et à la production d'énergie renouvelable (solaire, géothermie, bois-énergie, etc.) locale. Cette double comptabilisation nous permet de faire une « balance économique énergétique » qui a comme objectif d'estimer la facture énergétique nette du territoire.

La facture énergétique nette du territoire est la différence entre sa consommation d'énergie et sa production propre en énergies renouvelables et est symbolisée ci-dessous. Elle **s'élève à 90,5 millions d'euros par an**. Rapportée au nombre d'habitants, la facture énergétique nette de la CCPN est de 3 225 €/habitant/an. La production locale d'énergie renouvelable permet d'éviter une dépense de **1,12 millions d'euros** par an en énergie importée soit environ 40 €/habitant/an.

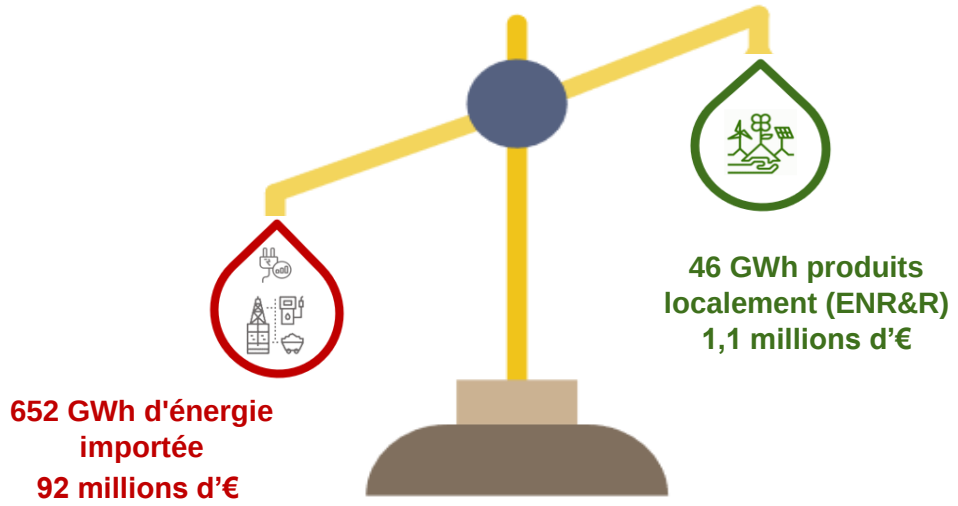
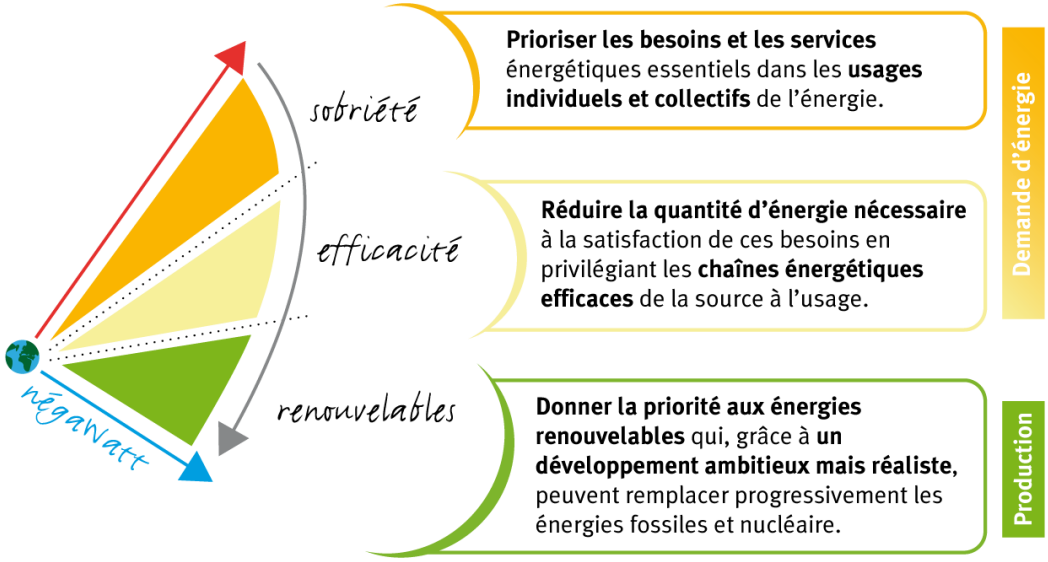


Figure 40 : Balance énergétique locale en 2014 (Source : ALTEREA)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Seuls 7% de l'énergie consommée sur le territoire est produite localement. Les 93% d'énergies importées représentent donc pour le territoire d'importantes dépenses et émissions de GES, liées à l'utilisation d'énergies fossiles. À l'image du scénario négawatt, la réduction des consommations énergétiques d'une part, et le développement des différentes filières d'énergies renouvelables d'autre part permettrait de renforcer l'autonomie énergétique du territoire, créer des emplois non délocalisables et diminuer les émissions de GES tout en répondant aux objectifs nationaux.



Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

7 PRESENTATION DES RESEAUX DE DISTRIBUTION ET DE TRANSPORT ET OPTIONS DE DEVELOPPEMENT

L'**arrêté du 4 août 2016** défini que le diagnostic PCAET comprend la présentation des réseaux de distribution et de transport d'électricité, de gaz et de chaleur, des enjeux de la distribution d'énergie sur les territoires qu'ils desservent et une analyse des options de développement de ces réseaux.

7.1 Réseau électrique

7.1.1 Etat du réseau

Le territoire est doté d'un réseau de distribution électrique par la ligne Haute Tension assez développé. Ainsi, les quatre lignent relient respectivement :

- Bastillac (Tarbes) à Jurançon (Pau) [150 kV]
- Sarsan (Lourdes) à Jurançon [63 kV]
- Lau-Balagnas (65) à Jurançon [150 kV]
- Os-Marsillon (64) à Pragnères (65) [225 kV]

Les deux premières traversent le territoire dans sa partie nord et les deux autres en son centre.

Trois postes électriques RTE sont situés sur le territoire : le premier, d'une puissance de 63 kV est situé dans la commune de Bordes, le second à Coarraze (puissance 63 kV) et le troisième à Nay (puissance 63 kV). D'autres peuvent servir au territoire puisqu'ils sont présents à proximité immédiate comme à Pau. Le réseau et les postes électriques figurent sur la carte ci-après.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

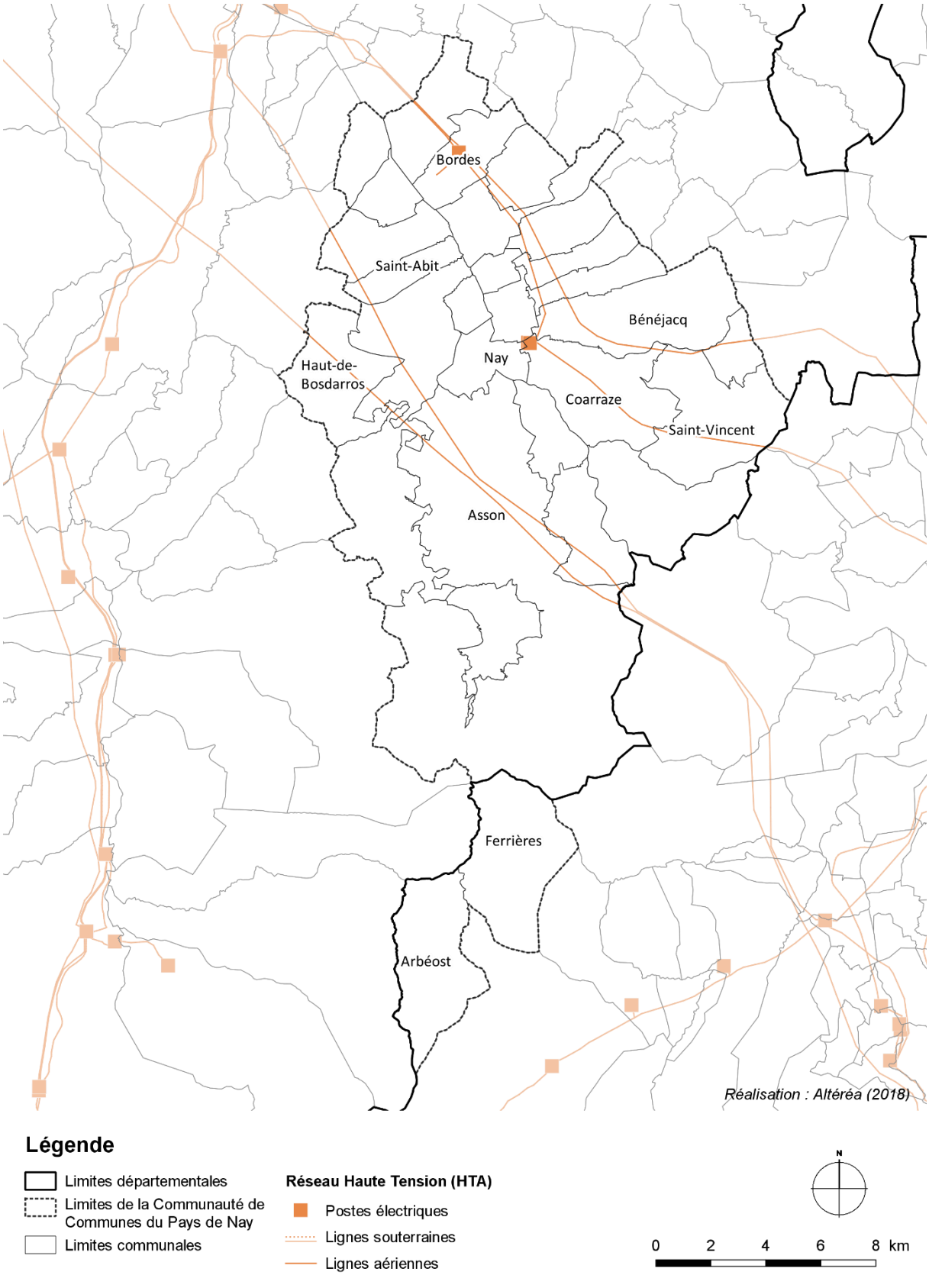


Figure 41 : Présentation des réseaux électriques Haute-Tension sur le territoire (Source : RTE, data.gouv.fr, ALTEREA)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Le réseau Basse Tension, géré par Enedis assure l'alimentation de près de 15 135 points individuels (dont 13 122 classés comme « Résidentiels »)[25]. Ensemble, ils ont consommé l'équivalent de 118,9 GWh en 2017 sur l'ensemble du territoire de CCPN.

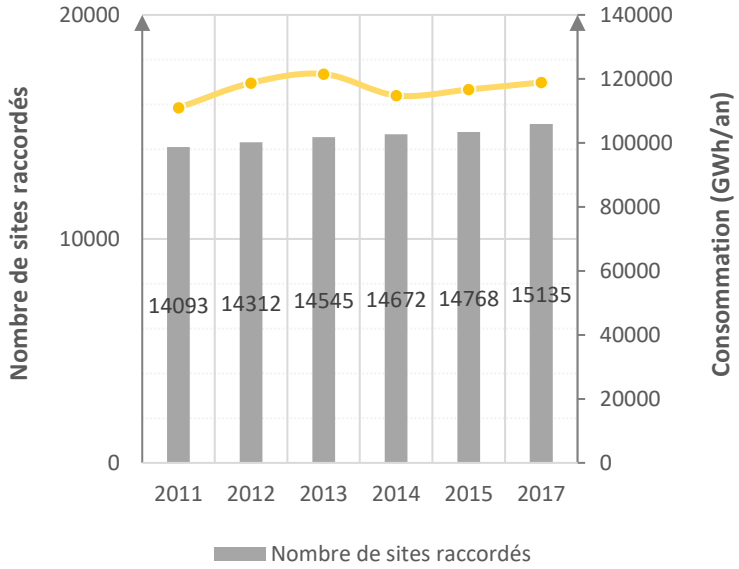


Figure 42 : Nombre de sites desservis et consommations globales sur le réseau ENEDIS sur le territoire (Source : ENEDIS, ALTEREA)

Plusieurs enjeux liés aux réseaux électriques sur le territoire peuvent être mis en avant :

- Une forte dépendance énergétique du territoire avec près de 80% de l'électricité importée ;
- De nouveaux usages de l'électricité pour la mobilité, le refroidissement, le développement du numérique, etc. ;
- L'intégration des énergies renouvelables et de récupération.

7.1.2 Potentiel de développement

Pour les réseaux électriques, RTE affiche sur son site les potentiels de raccordement définis comme la puissance supplémentaire maximale acceptable par le réseau sans nécessité de développement d'ouvrages, mais étant entendu que des effacements de production peuvent s'avérer nécessaires dans certaines circonstances.

D'après, le schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR), les postes RTE sur le territoire (Coarraze) et à proximité présentent des potentiels de raccordement assez limités, excepté à l'est du territoire :

Commune	Puissance EnR déjà raccordée (MW)	Projets EnR en attente de raccordement (MW)	Capacité d'accueil réservée aux EnR non affectée à ce jour (S3REnR) (MW)
Coarraze	14,5	0,9	0
Pau-Est	3,0	0,2	0
Bizanos	4,1	0,2	0
Bastillac	5,2	0,9	0,1
Sarsan	9,4	0,1	3,0
Lau Balagnas	2,4	0	5,0

Tableau 10 : Potentiel de raccordement sur les postes électriques du territoire et à proximité (Source : RTE, Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Énergies Renouvelables)

[25] Données 2017

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Remarque : Le site capareseau ne donne pas d'informations sur le poste électrique de Bordes.

Il convient de souligner ici le **risque d'inadaptation du réseau électrique en cas de fort développement des énergies renouvelables** : comme présenté dans la partie « *Potentiel de développement des énergies renouvelables* » précédente, les sources de production sont nombreuses. Les sites de raccordement sont cependant limités à ce jour (et pour certains, éloignés des sites potentiels de production). **Des renforcements du réseau local pourraient donc s'avérer nécessaires pour soutenir le développement de nouveaux sites de production d'ENR**.

7.2 Réseau de gaz

7.2.1 Etat du réseau

Comme sur l'ensemble du quart Sud-Ouest de la France, c'est Teréga qui assure la desserte du territoire en gaz. Les canalisations de gaz sont concentrées dans la partie nord du territoire de la CCPN tel que le montre la carte qui suit :

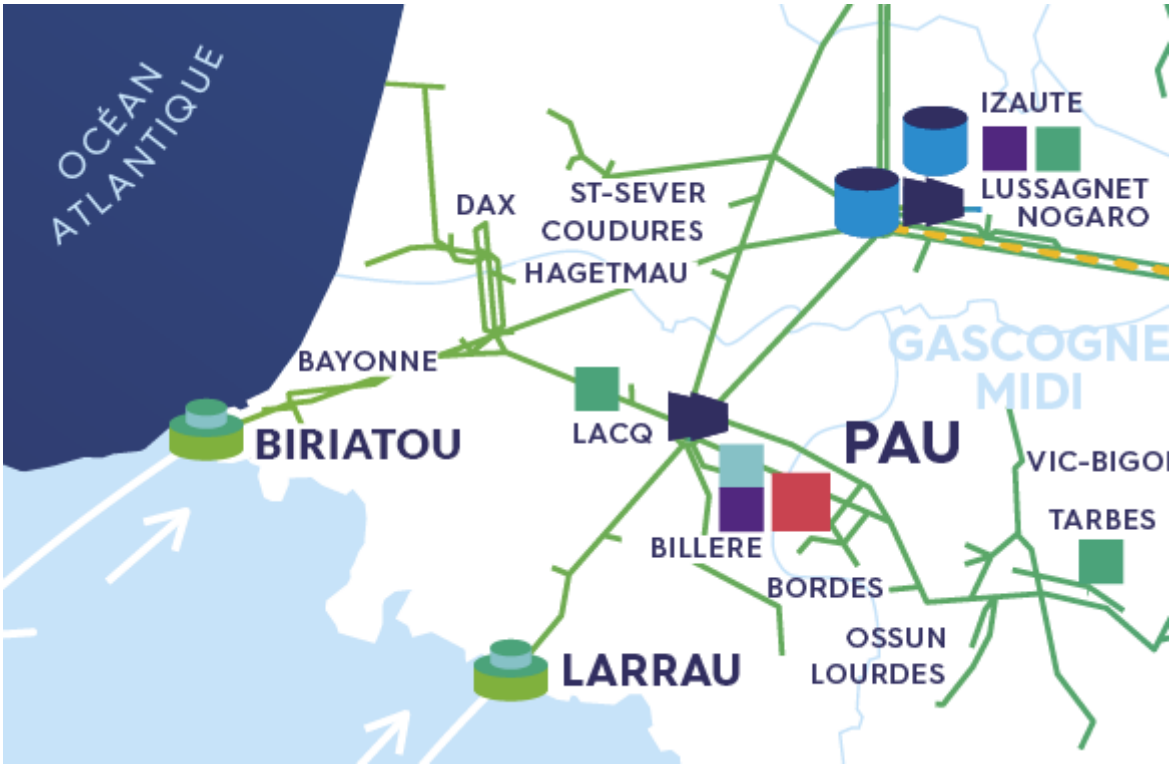


Figure 43 : carte du réseau de transport de gaz aux abords du territoire (Source : Teréga)

GRDF assure de son côté la desserte aux usagers (4701 clients) répartis sur 22 communes du territoire. Celles-ci se concentrent dans le nord du territoire comme le montre la carte qui suit. En tout, ce sont 212 km de canalisation de gaz qui s'articulent sur le territoire de la CCPN. L'ensemble des sites raccordés ont consommé 94 GWh en 2017.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

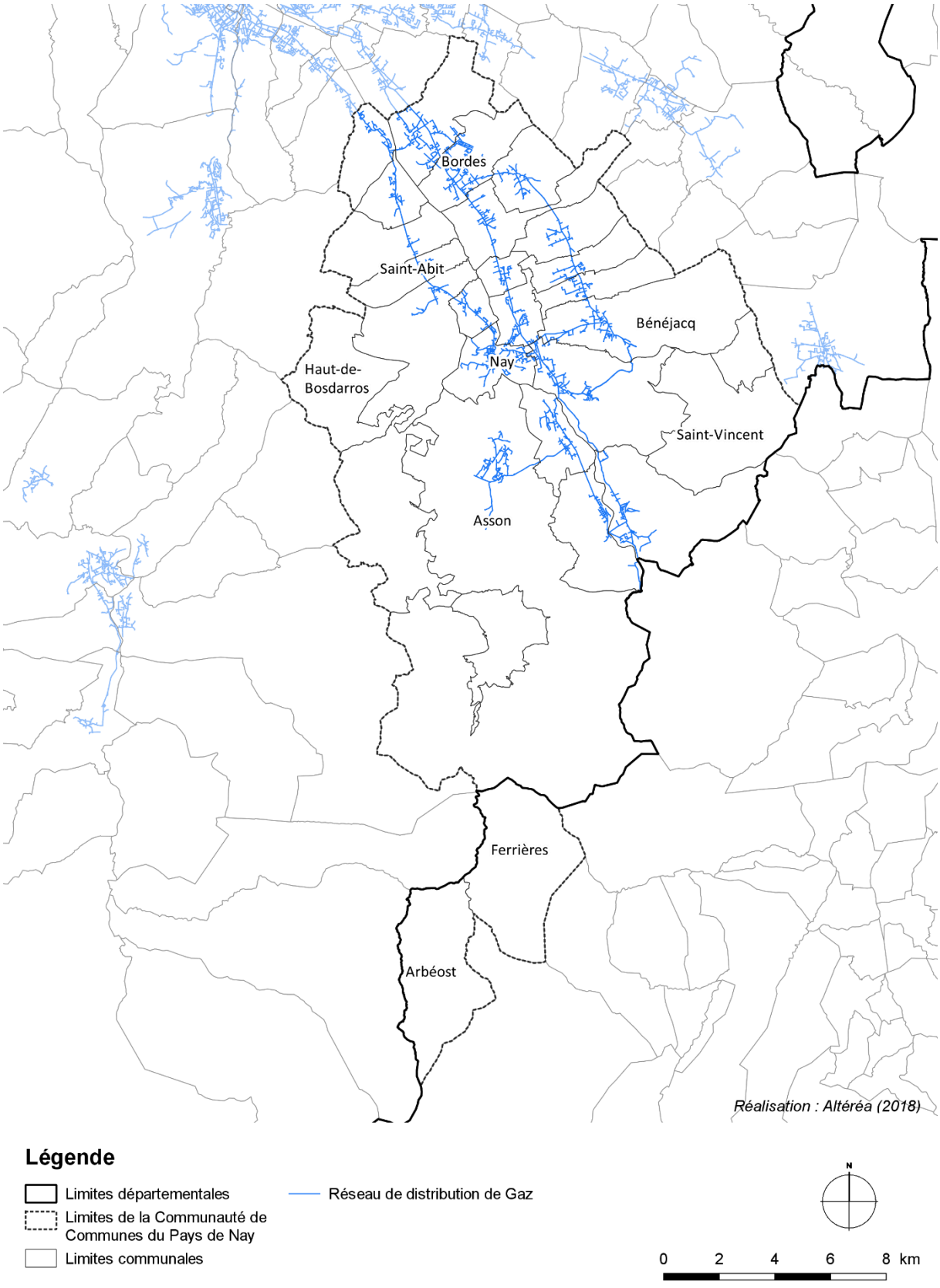


Figure 44 : Présentation du réseau de transport (bleu) de gaz naturel sur le territoire (Source : GRDF)

Plusieurs enjeux liés à l'approvisionnement en Gaz sont à distinguer sur le territoire :

- Un potentiel de production local via la méthanisation à valoriser ;
- La limitation du recours aux ressources importées ;
- L'essor de la mobilité gaz.

7.2.2 Potentiel de développement

Les différentes orientations fixées à l'échelle nationale visent un verdissement du réseau de gaz naturel afin de limiter le recours aux énergies fossiles et de développer l'autosuffisance énergétique. En effet, le scénario énergie-climat de l'ADEME à 2030-2050 prévoit différents scénarios d'évolution de la part renouvelable du réseau gazier (25 à 40% d'EnR dans le réseau gaz à 2050), notamment grâce à la gazéification de la biomasse, et à l'injection du biogaz issu de la méthanisation des bio-déchets ainsi que de l'hydrogène résultant de la transformation de la surproduction d'électricité renouvelable.

Localement, GRT Gaz fait état d'une capacité d'injection de biogaz équivalente à 20% des besoins de la CCPN d'ici 2021. Les sources potentielles de production sont multiples : valorisation des boues de stations d'épurations, des produits agricoles, etc.

La figure qui suit est issue d'une étude menée par le cabinet d'études AEC sur le potentiel de développement du biogaz par méthanisation sur le Département en 2016. À cet effet, AEC avait réalisé une cartographie des potentiels sur les anciens périmètres des EPCI, en se basant sur une étude de APESA/SOLAGRO/région Aquitaine. Cette carte permet d'avoir une première idée sur les potentiels d'injection de gaz.

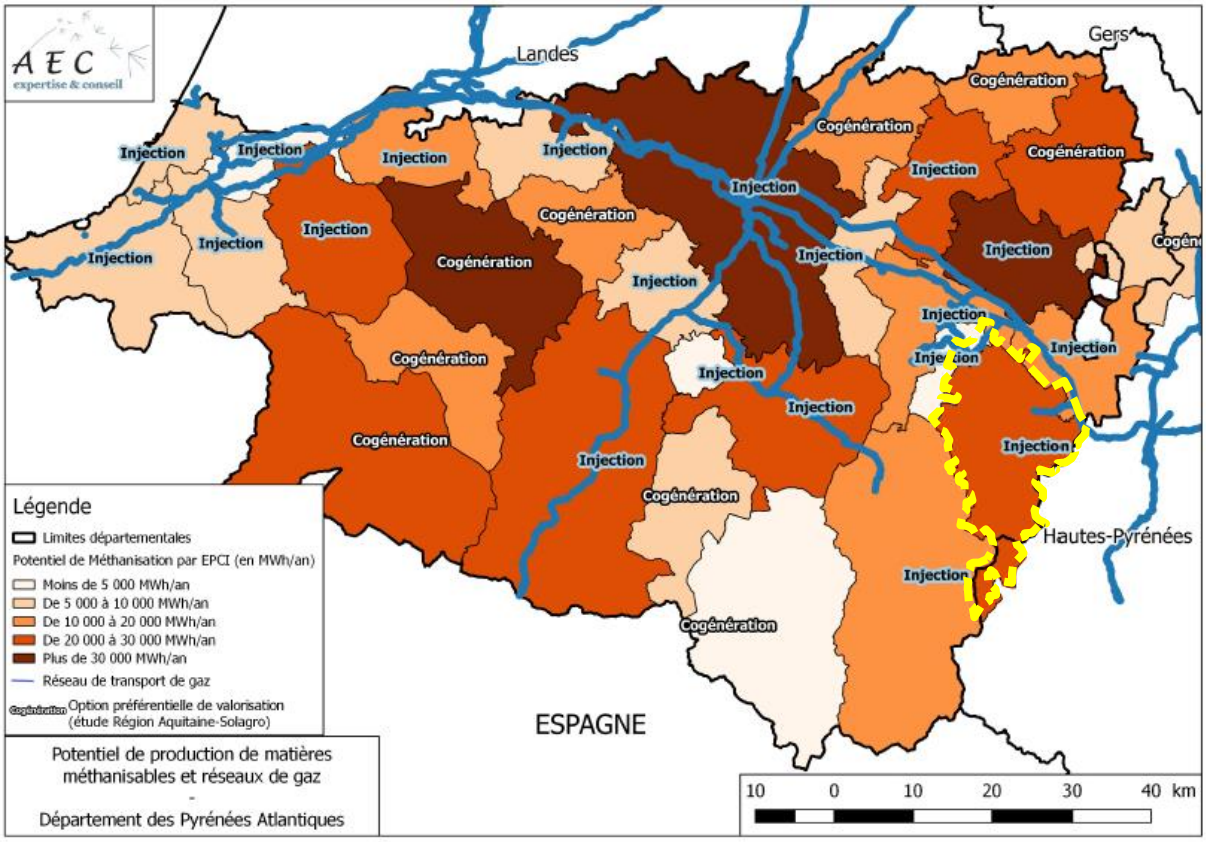


Figure 45 : Potentiel de développement du biogaz par méthanisation et potentiel d'injection de gaz (Source : AEC, 2016)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

7.3 Réseau de chaleur

7.3.1 Etat des réseaux

Il n'existe à ce jour pas de réseau de chaleur sur le territoire de la CCPN.

7.3.2 Potentiel de développement

Comme cela a été abordé précédemment, deux projets de Réseaux de Chaleur Urbains, RCU, sont à l'étude sur la commune de Nay afin d'alimenter, d'un côté, la cité scolaire et la piscine Nayéo et, par ailleurs, le projet de centre culturel et un EHPAD.

Le développement du chauffage urbain constitue d'ailleurs un des objectifs du SRCAE, car il permettrait de valoriser à grande échelle les énergies renouvelables (bois) sur les territoires. En outre, l'objectif de la Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV) d'août 2015, concernant les réseaux de chaleur, est de multiplier par cinq la quantité de chaleur et de froid renouvelables et de récupération livrée par les réseaux de chaleur et de froid à l'horizon 2030.

Sur le plan environnemental, les réseaux de chaleur alimentés majoritairement par des énergies renouvelables permettent d'atteindre des niveaux d'émissions de CO_2 très faibles (50 à 100 gCO_2/kWh pour un réseau biomasse) comparativement à des réseaux alimentés par des énergies fossiles (supérieure à 200 gCO_2/kWh) (ADEME). Pour la géothermie, les rejets en CO_2 sont 10 fois moins élevés que ceux d'une centrale au gaz naturel, par exemple.

Sur le plan économique, les réseaux alimentés par des énergies renouvelables offrent un service de livraison de chaleur compétitif et surtout stable sur le long terme.

Ainsi, ce genre d'opérations pourrait être reproduit en plusieurs points du territoire, représentant des solutions ponctuelles pour limiter les consommations de produits importés et en particulier les produits pétroliers. La carte ci-dessous présente le potentiel de développement des réseaux de chaleur sur le territoire de la CCPN. Elle a été obtenue par comparaison entre les consommations d'énergies déterminées dans le cadre de l'étude menée par l'observatoire des réseaux de chaleur d'une part et les livraisons actuelles de chaleur par les réseaux existants d'autre part.

Cette carte démontre que le territoire de la CCPN possède un fort potentiel de développement pour alimenter certains quartiers. Les communes de Nay, Bénéjacq et Baudreix sont notamment concernées par des potentiels énergétiques variant entre 2 000 et 6 000 MWh/an. Il reste, cependant, nécessaire de réaliser des études de faisabilités technique et économique afin d'évaluer la possibilité réelle d'étendre ces réseaux.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

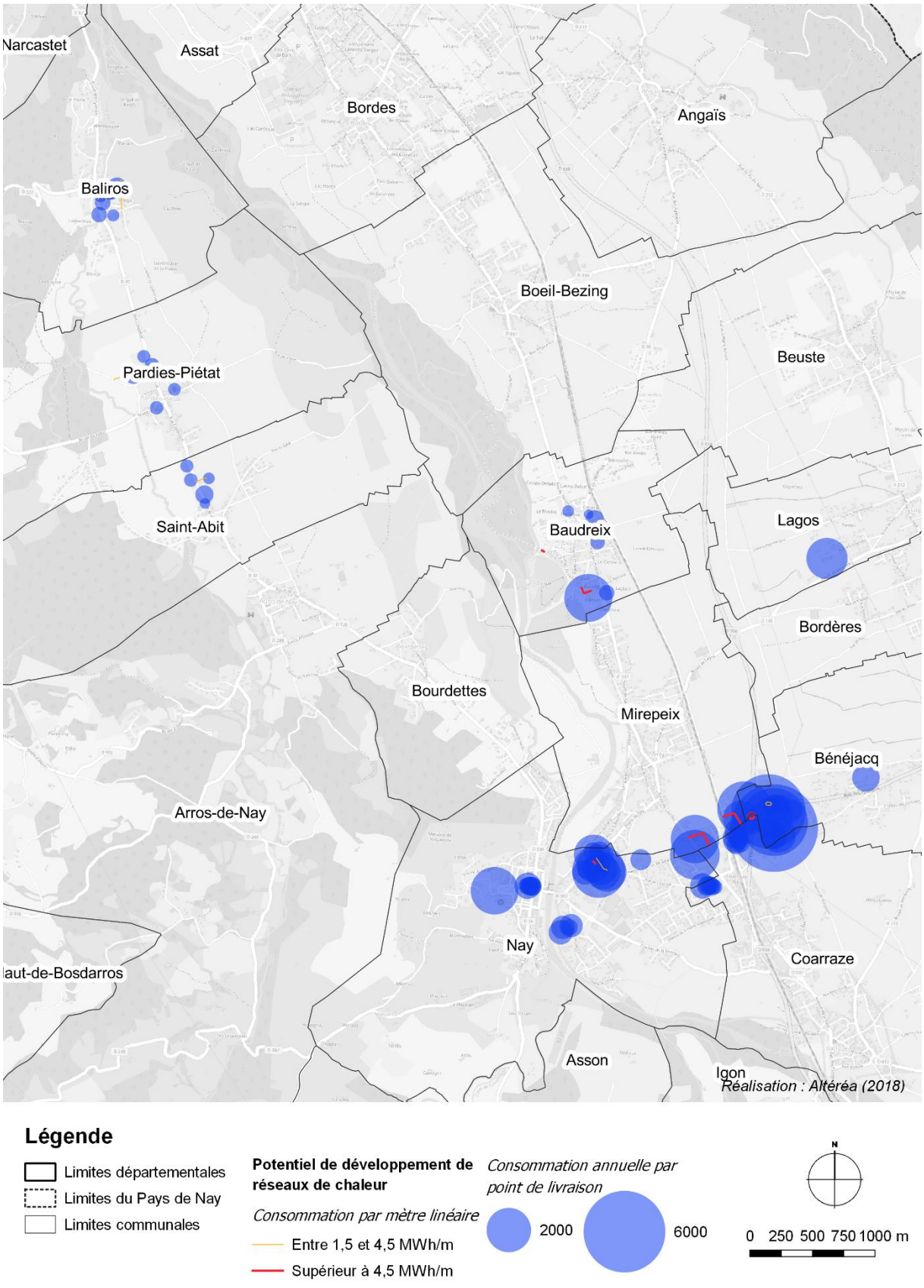


Figure 46 : Cartographie du potentiel de développement des réseaux de chaleur sur la CCPN (Source : Observatoire des réseaux de chaleur, Alterea)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Comme le montre la carte qui suite, un autre réseau de chaleur semble éventuellement possible mais cette-fois sur un périmètre très restreint, au niveau du camping de la commune de Lestelle-Bétharram :

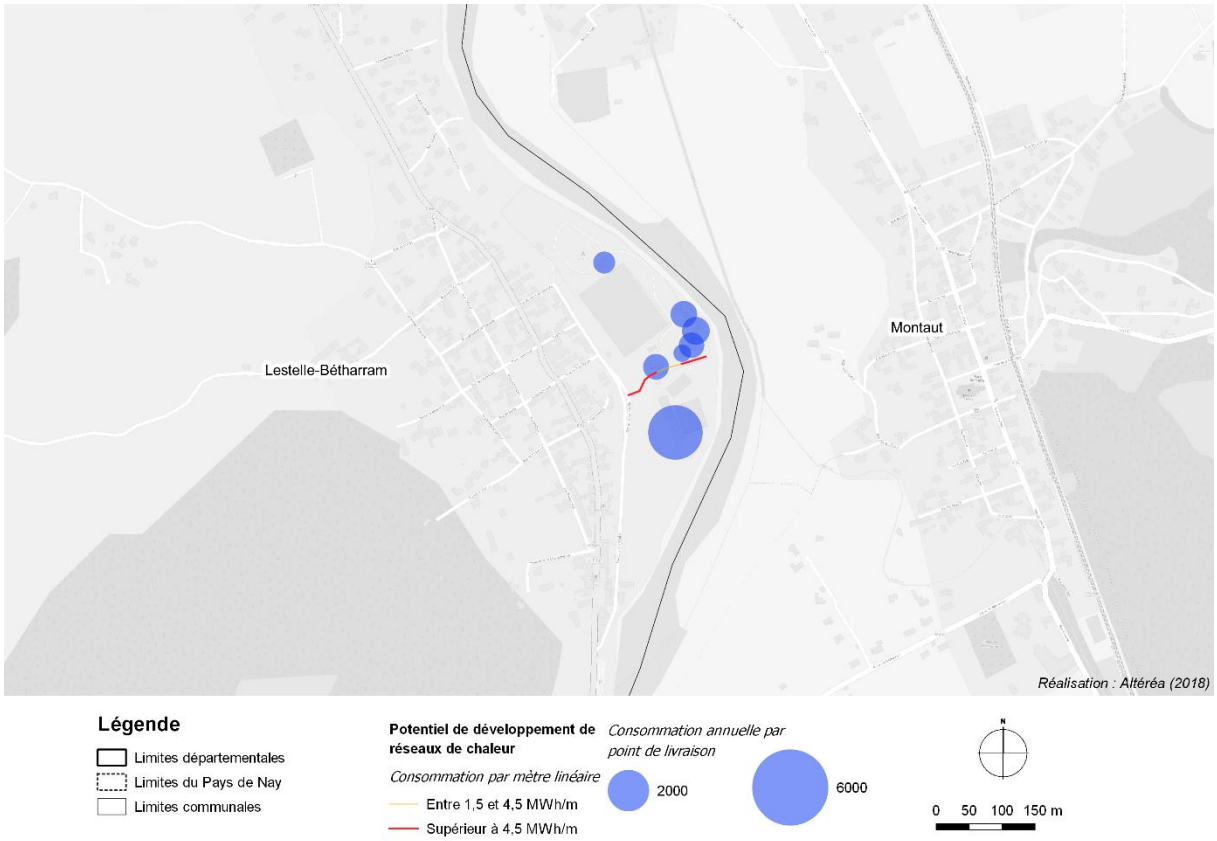


Figure 47 : Cartographie du potentiel de développement d'un réseau de chaleur à Lestelle-Bétharram (Source : Observatoire des réseaux de chaleur, Alterea)

Le développement des énergies renouvelables (électricité, chaleur, gaz) est inhérent à celui des réseaux. Le territoire de la CCPN est doté d'un premier niveau de maillage pour la desserte en électricité et en gaz mais ce dernier est inégalement réparti (réseau de gaz et réseau électrique haute-tension localisé dans la partie Nord) et les capacités d'injection sont parfois limitées. Concernant les réseaux de chaleur, ils sont encore au stade de l'étude sur le territoire.

Il conviendra d'intégrer cette problématique dans l'élaboration de la stratégie et du plan d'actions et veiller à la concertation avec les acteurs du domaine pour mener à bien les projets.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

8 LA QUALITE DE L'AIR SUR LE TERRITOIRE

La Loi de Transition Energétique du 17 août 2015 a introduit la qualité de l'air dans le plan climat. Ainsi, le plan d'actions doit inclure la lutte contre la pollution atmosphérique et suivre les objectifs fixés par le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) le cas échéant. La Région Nouvelle-Aquitaine est concernée par quatre PPA, dont celui de Pau, cependant, aucune commune de la CCPN n'est comprise dans le périmètre de ce plan.

On appelle pollution atmosphérique la présence dans l'air ambiant de substances émises par les activités humaines (par exemple le trafic routier) ou issues de phénomènes naturels (par exemple les éruptions volcaniques) pouvant avoir des effets sur la santé humaine ou, plus généralement, sur l'environnement.

Il existe deux types de polluants atmosphériques :

- Les polluants primaires, directement issus des sources de pollution ;
- Les polluants secondaires, issus de la transformation chimique des polluants primaires dans l'air.

Les effets des polluants sur la santé humaine sont variables en fonction :

- De leur taille : plus leur diamètre est faible plus ils pénètrent dans l'appareil respiratoire ;
- De leur composition chimique ;
- De la dose inhalée ;
- De l'exposition spatiale et temporelle ;
- De l'âge, de l'état de santé, du sexe et des habitudes des individus.

On distingue les effets immédiats (manifestations cliniques, fonctionnelles ou biologiques), et les effets à long terme (surmortalité, baisse de l'espérance de vie).

Selon une étude de Santé Publique France, 48 000 décès prématurés par an en France sont imputables à l'exposition des populations aux particules fines et aux dépassements des valeurs limites. La qualité de l'air, qui constitue donc une problématique majeure en termes de santé publique, est particulièrement impactée par les émissions de gaz et de poussières liées aux transports.

Les polluants atmosphériques ont également des effets néfastes sur l'environnement : environnement bâti (salissures par les particules), écosystèmes et cultures (acidification de l'air, contamination des sols).

8.1 Les principaux polluants atmosphériques

Les particules ou poussières en suspension (PM) sont issues des combustions liées aux activités industrielles ou domestiques, aux transports et aussi à l'agriculture. On les classe en fonction de leur taille : $PM_{2,5}$, de diamètre inférieur à 2,5µm et PM_{10}, de diamètre inférieur à 10 µm.

Par ailleurs, le chauffage au bois domestique entraine des émissions significatives de particules PM_{10}. Au niveau national, le chauffage au bois serait en particulier responsable de 31% de l'ensemble des émissions de particules PM_{10} (dont le diamètre est inférieur à 10 micromètres)[26] et de 45% de celles de particules PM2,5 dont il est souvent question lors des épisodes de pollution.

[26] https://www.connaissancedesenergies.org/le-chauffage-au-bois-n-a-aucun-impact-sur-la-pollution-de-l-air-140310#notes

Ces émissions d'éléments polluants proviennent très majoritairement de vieux appareils domestiques à foyer ouvert comme la cheminée traditionnelle. Selon l'ADEME, le parc domestique d'appareils de chauffage au bois en France serait constitué pour moitié d'équipements « non performants » (foyers ouverts datant d'avant 2002). De nombreux équipements performants sont toutefois développés aujourd'hui avec des exigences renforcées en matière de rendement énergétique et d'émissions de polluants (label Flamme Verte en place depuis 2000).

Les particules fines provoquent des irritations et altération de la fonction respiratoire chez les personnes sensibles et suscitent la formation de salissure des bâtiments et des monuments par dépôt. Elles peuvent également avoir une odeur désagréable.

Le dioxyde de souffre (SO_2) est pour sa part issu de la combustion des combustibles fossiles contenant du souffre (fioul, charbon, gazole, etc.). Il s'agit d'un gaz irritant, qui peut entrainer chez l'Homme l'inflammation de l'appareil respiratoire. Par ailleurs, sa réaction avec l'eau produit de l'acide sulfurique (H_2SO_4), principal composant des pluies acides impactant les cultures, les sols et le patrimoine.

Les oxydes d'azote (NOx) prennent diverses formes, dont la plus connue est le monoxyde d'azote (NO), rejeté par les pots d'échappements des voitures et se transformant en dioxyde d'azote (NO_2) par oxydation dans l'air. Le NO_2 peut également provenir des combustions d'énergies fossiles (chauffage, moteurs thermiques, centrales électriques, etc.). Le NO n'est pas toxique pour l'homme au contraire du NO_2 qui peut entrainer une altération de la fonction respiratoire et une hyper activité bronchique. Chez les enfants et les asthmatiques, il augmente la sensibilité des bronches aux infections microbiennes.
Les NOx interviennent également dans la formation d'ozone troposphérique et contribuent au phénomène des pluies acides qui attaquent les végétaux et les bâtiments.

L'ozone (O_3) est un polluant secondaire qui est produit dans l'atmosphère sous l'effet du rayonnement solaire à partir de polluants primaires (NOx, CO et COV). À l'instar des particules fines, il provoque des irritations et altération de la fonction respiratoire chez les personnes sensibles. Il peut brûler les végétaux les plus sensibles et peut être responsable de phénomènes de corrosion accélérée de polymères.

Les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et composés organiques volatils (COV) sont issus de combustions incomplètes, de l'utilisation de solvants, de dégraissants et de produits de remplissages de réservoirs automobiles, de citernes, etc. S'ils ne sont pas tous nocifs pour la Santé, certains COV ont des effets directs sur le corps humain, comme le tétrahydrofurane qui s'attaque au foie et aux nerfs ou le trichloroéthylène qui nuit au cœur et est cancérigène. De même, ils peuvent avoir un impact sur la faune et accélérer la dégradation des bâtiments (pollution des façades).

Le monoxyde de carbone (CO) est pour sa part le résultat de combustions incomplètes dues à des installations mal réglées ou de gaz d'échappement des véhicules. Le CO se fixe sur l'hémoglobine pour former une molécule stable, la carboxyhémoglobine. L'hémoglobine s'associe préférentiellement avec le CO plutôt qu'avec l'oxygène, et cette fixation est irréversible. Pour une concentration de 800 ppm de CO dans l'air, 50% de l'hémoglobine se bloque sous forme de carboxyhémoglobine. Il en résulte une diminution de l'oxygénation cellulaire, nocive en particulier pour le système nerveux central. Le CO est responsable de 300 à 400 décès par an en France, en milieux clos, et de plus de 5000 hospitalisations.

L'ammoniac (NH_3) est surtout lié aux activités agricoles : volatilisation au cours d'épandages et stockage des effluents d'élevage. Irritant et provoquant une odeur piquante, il peut en cas d'exposition importante provoquer des brûlures sur les yeux et les poumons. Le NH_3 contribue largement à l'acidification de l'environnement (eaux, sols) et impacte les écosystèmes et le patrimoine ; il est notablement connu pour son rôle dans la propagation des « algues vertes » sur les côtes françaises. L'apport de NH_3 atmosphérique est également lié au phénomène d'eutrophisation des eaux.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Les métaux lourds peuvent concerner différents éléments chimiques : le plomb (Pb), le mercure (Hg), l'arsenic (As), le cadmium (Cd), le nickel (Ni) ou encore le cuivre (Cu). De multiples sources en sont à l'origine, souvent à l'occasion de frottements (transport sur rail, industrie, etc.). Ils représentent un danger sur le long terme en s'accumulant dans les os et dans les organes au fil du temps. À forte concentration, ils peuvent provoquer de graves nuisances sur la santé, comme des maladies neurodégénératives ou des insuffisances rénales. Les métaux lourds sont par ailleurs susceptibles d'être absorbés par les végétaux et de contaminer par là-même les différentes chaînes de consommation (les animaux se nourrissant de ces plantes vont à leur tour accumuler les métaux lourds dans leur organisme).

8.2 Les émissions territoriales de polluants atmosphériques et potentiel de réduction

Les émissions de polluants atmosphériques sur le territoire ont été transmis par ATMO Nouvelle-Aquitaine et ATMO Occitanie et intégrées dans l'outil PROSPER. Le tableau suivant présente les mesures de polluants du territoire de la CCPN en 2014.

	Tonnes/an					
Secteurs d'activités	**COVNM[27]**	**NH_3**	**NOX**	**PM_{10}**	**$PM_{2.5}$**	**SO_2**
Agriculture	373,0	707,4	77,2	27,2	9,8	0,8
Résidentiel	174,5		28,6	59,8	58,6	4,6
Production d'énergie	4,3		2,2	0,3	0,2	0,7
Transport non précisé	45,5	1,4	128,1	12,1	9,3	0,2
Industrie (hors énergie)	40,2	0,2	25,0	49,8	18,4	10,7
Tertiaire	1,4		10,0	1,5	1,3	4,5
Total	**638,8**	**708,9**	**271,1**	**150,8**	**97,6**	**21,5**

Tableau 11 : Emissions de polluants atmosphériques par secteur
(Source : ATMO Nouvelle Aquitaine, ATMO Occitanie – données 2014)

Le graphique suivant présente la répartition des émissions de polluants par secteur d'activité pour le territoire de la CCPN.

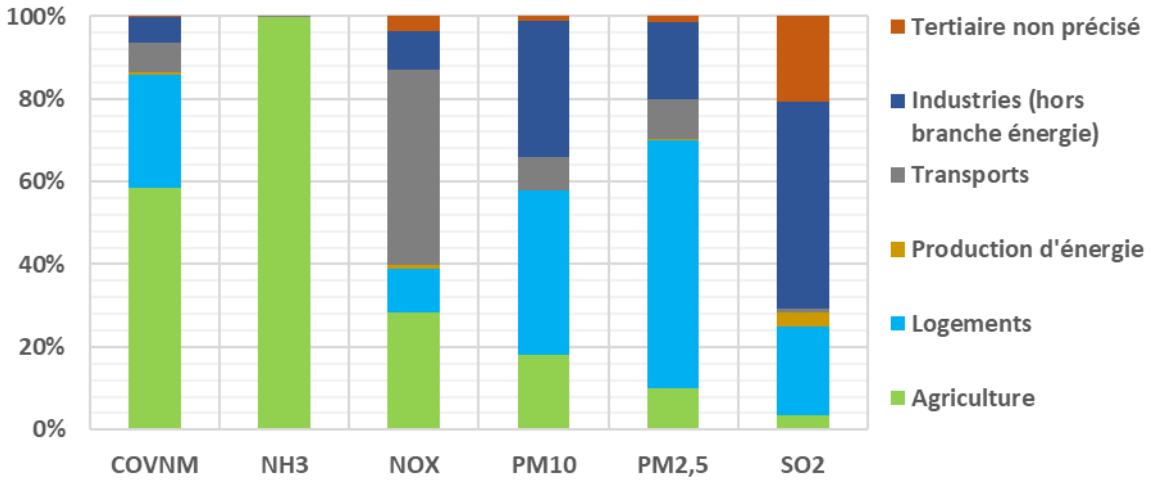


Figure 48 : Répartition des émissions de polluants par secteur
(Source : ATMO Nouvelle-Aquitaine et Occitanie- données 2014)

[27] COVNM : Composés Organiques Volatiles Non Méthaniques

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

A l'échelle du territoire de la CCPN, l'agriculture constitue le secteur responsable de la plus grande part de polluants (63%), du fait du poids important de ce secteur dans l'économie locale. La filière représente ainsi 99,8% des émissions de nitrate (NH_3), 28,5% des émissions de NOx et 58,4% des émissions de COVNM.

Le secteur du transport (17% des émissions de polluants) pèse également lourdement sur plusieurs types d'émissions, et notamment sur l'oxyde d'azote et les particules fines. Ce secteur émet ainsi 47,3% des NOx du territoire, 8% des PM_{10}, et 9,5% des $PM_{2,5}$.

La réduction des émissions de polluants atmosphériques passe, en partie, par les changements de pratiques liées au secteur **transport**. En moyenne au niveau national, le trafic routier engendre 63% des émissions d'oxydes d'azote, dont 94% proviennent des véhicules diesel. De plus, le trafic routier engendre plus de 24% des émissions directes des particules dont 96% des émissions à l'échappement proviennent des véhicules diesel. [28]

Ainsi, il est recommandé d'éviter les déplacements en voiture, de privilégier le covoiturage, les transports en commun et les mobilités douces et enfin de respecter les restrictions. A l'échelle nationale, la voiture représente 65% des déplacements en ville, tandis que la marche représente 23% et les transports collectifs 7%. [29]La réduction des véhicules motorisés va par conséquent engendrer une réduction des émissions d'oxydes d'azote et de particules.

Concernant le secteur du **bâtiment** (résidentiel et tertiaire), les polluants atmosphériques détériorent les matériaux des façades, essentiellement composés de pierres, de ciment et de verre. Les polluants provoquent majoritairement des salissures et des actions corrosives.

Le secteur résidentiel émet, au niveau national, environ 46% des émissions des COVNM, 31% de PM_{10} et 49% de $PM_{2,5}$ (sur le territoire, ces valeurs sont respectivement de 27, 40 et 60%).

Ainsi, il est recommandé d'éviter l'utilisation d'appareils de chauffage domestiques polluants. Dans le cas d'un chauffage au bois, un insert avec label Flamme verte 5 étoiles permet de réduire de 30% les émissions de particules PM_{10}, par rapport à un foyer ouvert. De plus, un foyer ouvert consomme 7 fois plus de bois qu'un foyer performant.

L'**industrie** est responsable en moyenne de 80% des émissions de dioxyde de soufre et de 41% des COVNM en France. Ces polluants sont respectivement issus de la combustion des combustibles fossiles contenant du souffre (fioul, charbon, gazole, etc.) et des activités minières, du raffinage du pétrole, de l'industrie chimique, de l'application de peintures et vernis et de l'imprimerie.

En termes d'émissions de particules, brûler 50kg de **déchets** végétaux à l'air libre équivaut à 6 000 km parcourus en voiture diesel récente et 3 semaines de chauffage pour un pavillon muni d'une chaudière bois performante.

Ainsi, la réduction des quantités de déchets produits, la valorisation des déchets et un traitement adapté permettront de réduire les émissions de polluants engendrés par la collecte, le traitement et l'élimination de ces derniers.

A l'échelle du territoire, tous secteurs confondus, il existe de nombreuses actions pouvant engendrer une réduction des émissions de polluants atmosphériques. Lors de l'élaboration de la stratégie, la quantification de cette réduction des polluants atmosphériques sera affinée.

[28] Source : Qualité de l'air, Ministère de la transition écologique et solidaire, AirParif 2012

[29] Source : SOES

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

8.3 Comparatif à l'échelle de la région et au département

À l'échelle de la région Nouvelle Aquitaine et du département des Pyrénées Atlantiques, c'est l'oxyde d'azote qui est majoritaire dans les émissions de polluants. Le tableau ci-dessous indique les valeurs régionales et départementales pour l'année 2014 ainsi que la contribution du territoire de la CCPN dans ces émissions. Pour rappel, la CCPN représente 4% de la superficie du département et de la population du département.

	Tonnes/an					
Périmètre	NOx	PM10	PM2.5	COVNM	SO2	NH3
Région Nouvelle-Aquitaine	93 631,31	29 334,34	20 353,76	NC	9 951,42	NC
Département des Pyrénées Atlantiques	7 690,62	2 560,58	1 783,38	NC	1 780,64	NC
CCPN	271,1	150,8	97,6	638,8	21,5	708,9
Part du territoire dans les émissions régionales	0,3%	0,5%	0,5%	-	0,2%	-
Part du territoire dans les émissions départementales	3,5%	5,9%	5,5%	-	1,2%	-

**NC= non communiqué*

Tableau 12 : Comparaison des émissions territoriales avec les émissions régionales et départementales pour l'année 2014 (Source : ATMO Nouvelle-Aquitaine)

8.4 Exposition de la population et actions de prévention

Les cartes présentées ci-après indiquent les concentrations moyennes annuelles des polluants atmosphériques dans la région Nouvelle-Aquitaine.

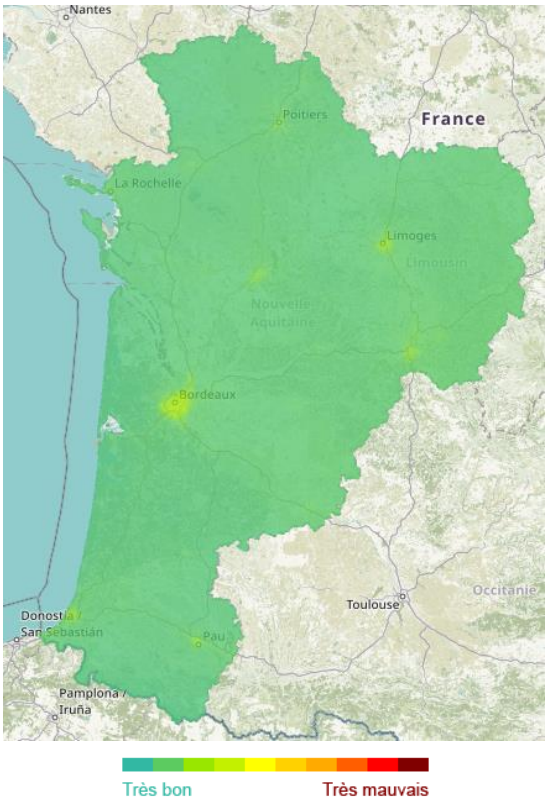


Figure 49 : Concentration moyenne annuelle en NO_2 en région Nouvelle-Aquitaine en 2017 (Source : ATMO Nouvelle-Aquitaine)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Concernant la concentration de dioxyde d'azote (NO_2), la valeur limite annuelle est fixée à 40 µg/m³. La carte ci-dessus, qui représente la concentration annuelle moyenne en NO_2, indique que la région Nouvelle-Aquitaine n'a pas connu de dépassement annuel de la valeur seuil pour ce polluant.

La carte ci-dessous représente les concentrations annuelles moyennes en particules PM_{10} dans la région :

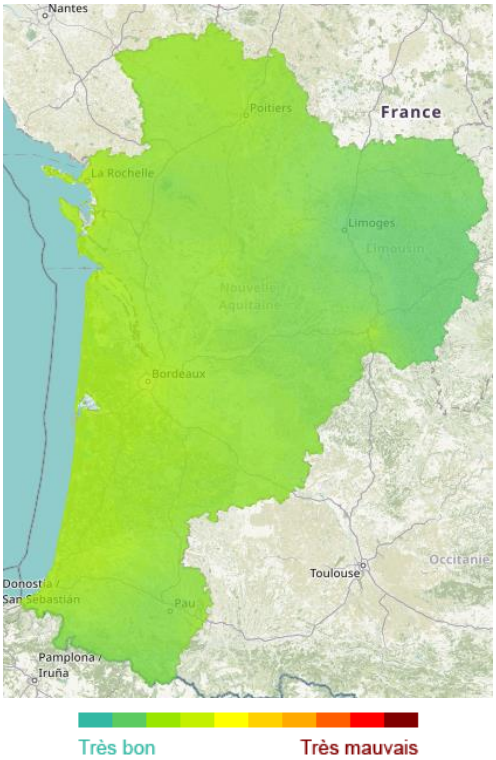


Figure 50 : Concentration moyenne annuelle en PM_{10} en région Nouvelle-Aquitaine (Source : ATMO Nouvelle-Aquitaine)

De manière générale, la concentration moyenne annuelle en particules ne dépasse pas la valeur seuil (fixée à 40 µg/m³), sur l'ensemble de la région.

D'après ATMO Nouvelle-Aquitaine, le département des Pyrénées-Atlantiques a connu 6 alertes de pollution en 2017, au niveau « Informations de recommandations ». Cinq de ces vigilances pollution concernent les SO_2, et une les PM_{10}.

La CCPN mène actuellement des actions pour réduire l'usage de la voiture sur le territoire via l'étude par exemple d'un schéma de mobilité cyclable ou encore la réflexion mutualisée sur la marche utilitaire avec l'agence d'urbanisme AUDAP. Ces actions, ainsi que la mise en œuvre des engagements pris dans le contrat d'axe ferroviaire du Béarn, contribueront à réduire les émissions de polluants atmosphériques et améliorer la qualité de l'air sur le territoire.

De manière générale, les actions contribuant à réduire les émissions de GES contribuent à l'amélioration de la qualité de l'air.

Malgré quelques alertes de pollution (SO_2 et PM_{10}), la qualité de l'air sur le territoire est évaluée comme bonne par Atmo Nouvelle-Aquitaine. Le sujet est encore peu connu du grand public et des actions de sensibilisation seront à mener. Même si certains polluants nécessitent des actions à part entière, dans bien des cas, les actions menées en faveur de la réduction des consommations et des émissions de GES contribuent à la réduction des polluants atmosphériques.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

9 ESTIMATION DE LA SEQUESTRATION NETTE DE CO_2

La **séquestration naturelle du CO_2** est l'ensemble des mécanismes naturels qui conduisent à la fixation du CO_2 de l'atmosphère ou de l'eau dans les écosystèmes (sols et forêts) et dans les produits issus du bois. La séquestration peut être positive (puits de carbones) ou bien négative (émetteurs de CO_2), et constitue un service écosystémique de régulation.

Le **stock de carbone** d'un territoire correspond à la quantité totale de carbone, présente dans les puits (forêts, terres agricoles, etc.) ainsi que les émissions liées aux sols artificialisés.

Le **flux de carbone** met en évidence la quantité de carbone stockée dans les puits et les émissions associées à une modification de l'affectation des sols : pratiques agricoles et forestières, artificialisation des sols.

Pour aider les territoires à intégrer la séquestration carbone dans leur diagnostic, l'ADEME a développé un tableur Excel « ALDO » qui propose, à l'échelle des EPCI des valeurs par défaut pour l'état des stocks de carbone organique des sols et la dynamique actuelle de stockage ou de déstockage lié au changement d'affectation des sols.

Les données d'occupation des sols sont en date de 2012.

9.1 L'Etat de la séquestration carbone sur le territoire

Dans le cadre de cette étude, ont été estimées :

- L'**état des stocks de carbone** du territoire, est la quantité de carbone présente dans les sols, dans la biomasse ainsi que dans des produits bois. Cette quantité dépend par conséquent de l'aménagement du territoire (occupation des sols) ;
- La **dynamique actuelle de stockage ou de déstockage** liée au changement d'affectation des sols entre 2006 et 2012 ;
- Les **potentiels de séquestration de CO_2** par l'utilisation de la biomasse à usages autres qu'alimentaires. Ces potentiels ont été estimés à partir des données fournies par ALDO et des facteurs de séquestration de l'ADEME.

9.1.1 L'état du territoire de la CC Pays de Nay

Le territoire de la CCPN est marqué par la dominance des espaces agricoles et naturels. En effet, en 2012[30], 36,8% des 327 km² du territoire étaient recouverts par des forêts (12 060 ha), 28,9% par des cultures agricoles (9 465 ha) et 28,2% par des prairies permanentes (9222 ha) dont 367 ha de haies associées à ces espaces agricoles. Les zones artificialisées occupent quant à elles 6,1% du territoire, soit 1 982 ha. Enfin, les zones humides sont minoritaires sur le territoire.

La carte en page suivante présente la répartition des surfaces à l'échelle du territoire de la CCPN en 2012 et met en avant la prédominance des espaces boisés et agricoles sur l'ensemble du territoire, les ensembles forestiers étant concentrés dans la partie sud et les espaces agricoles et artificialisés dans la partie nord.

Remarque : l'étude d'occupation des sols CLC n'est pas faite à l'échelle de la parcelle, mais sur une maille plus importante, ne permettant ainsi pas d'obtenir une donnée précise. Il s'agit d'une estimation et c'est pour cette raison que des différences sont observées entre les données CLC et les données du SCoT par exemple. Lors de la réalisation du SCoT, des photographies aériennes ont permis d'obtenir une donnée très précise sur l'occupation des sols.

[30] Données CORINE Land Cover 2012 et 2006.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

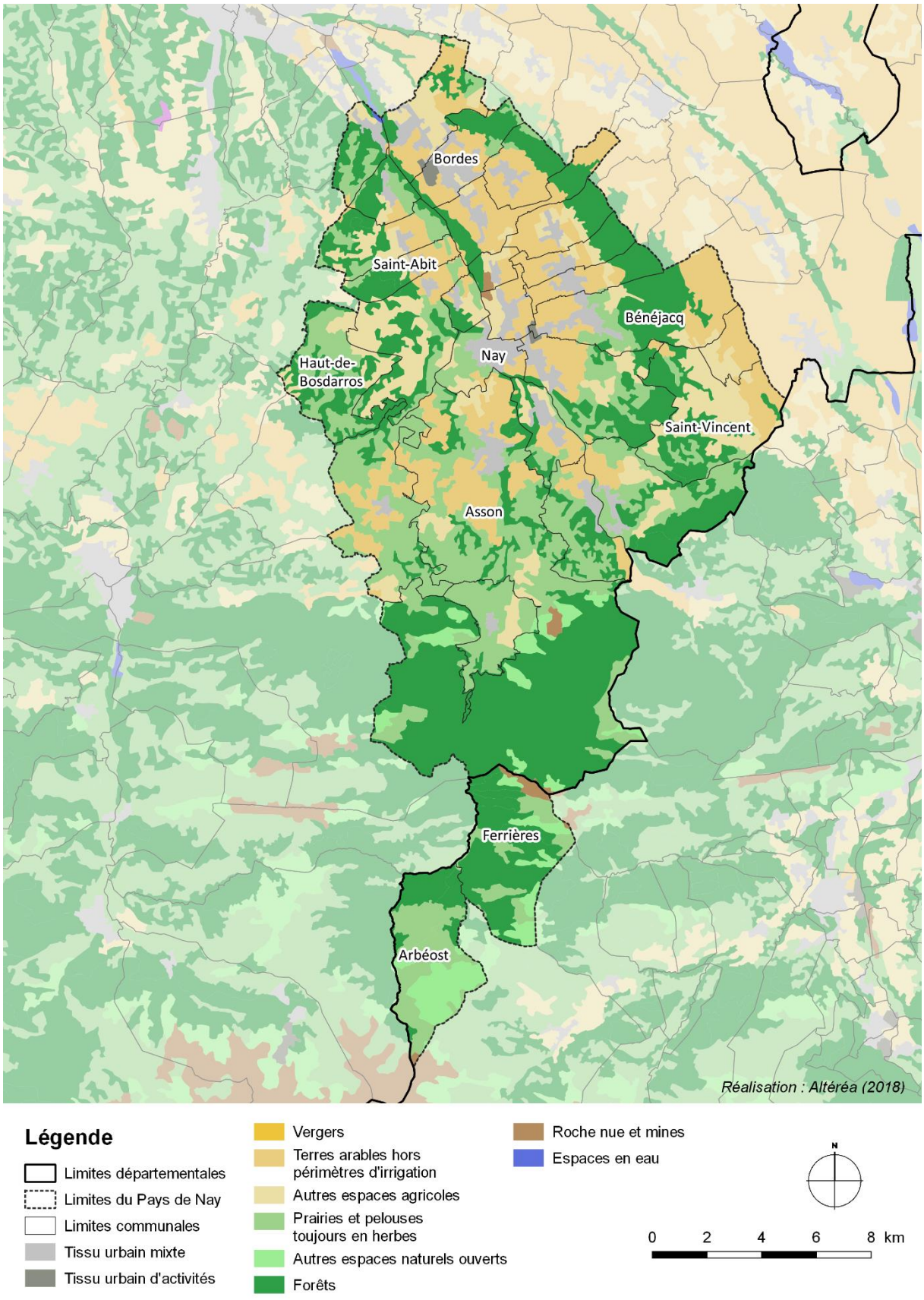


Figure 51 : Occupation des sols à l'échelle du territoire de la CCPN (2012) (Source : Données CORINE Land Cover, Alterea)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

9.1.2 Le bilan de la séquestration carbone

Le tableau suivant récapitule les résultats de **l'évaluation de la quantité de CO_2 sur le territoire de la CCPN, ainsi que les flux de carbone** :

	Surface (ha)	Facteur d'émission / séquestration (tCO_2e/ha)	Quantité de carbone (tCO_2e)	Flux de carbone (tCO_2e/an)
Forêt	12060	555,6	7 015 798	-68 975
Prairies permanentes	8855	381,4	2 400 125	0
Cultures annuelles et prairies temporaires	9465	185	1 751 039	0
Cultures pérennes (vergers, vignes)	0	388,7	-	0
Sols artificialisés imperméabilisés	1586	110	174 413	895
Sols artificialisés végétalisés	396	321,3	116 587	-292
Milieux humides	7	458,3	3 403	0
Haies	367	312,7	114 787	-
Produits bois	-	-	197 409	-708
TOTAL	**-**	**-**	**11 773 561**	

**Pour les flux, les valeurs négatives indiquent un stockage de CO_2, et les valeurs positives des émissions de CO_2*

Tableau 13 : Estimation de la quantité de carbone et du flux de carbone à l'échelle du territoire en 2012 – CCPN (Source : ALDO)

La quantité de carbone présente sur le territoire de la CCPN s'élève 11 773 561 tCO_2e en 2012. Elle est repartie comme suit :

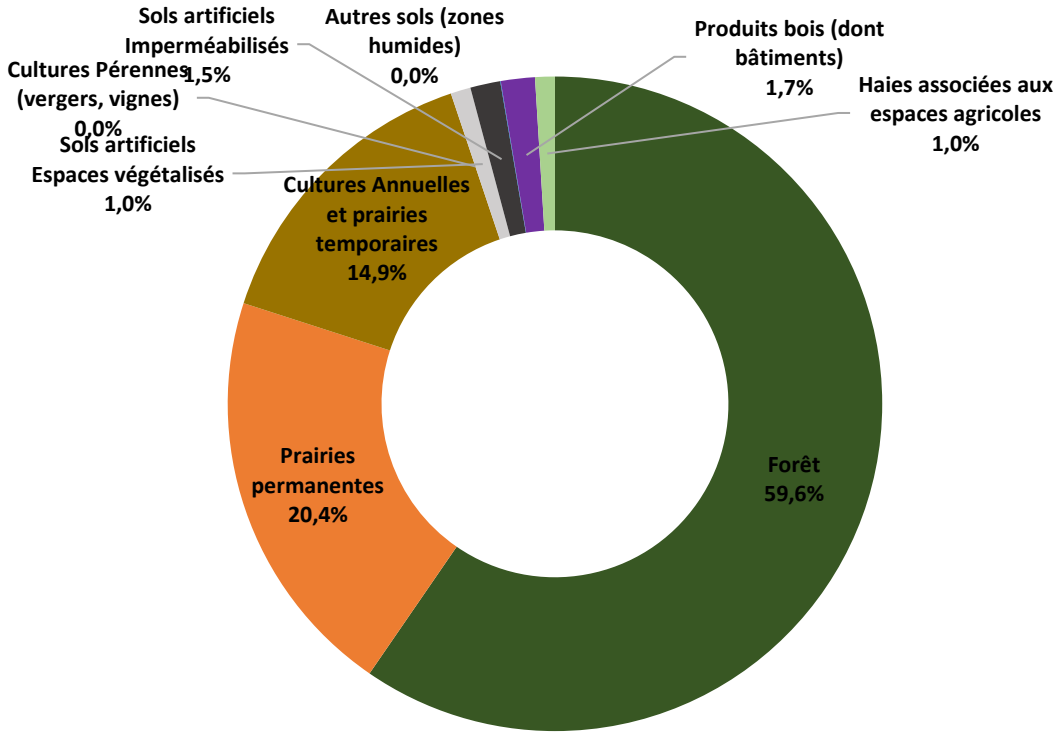


Figure 52 : Stocks de carbone sur le territoire de la CCPN en 2012

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

37% de la **surface** totale du territoire est boisée. Parmi ces forêts, les feuillus hors peupleraies représentent 96% des peuplements forestiers. Les autres ensembles forestiers se répartissent de la sorte : 1,9% de forêts mixtes, 1,8% de conifères et 0,3% de peupleraies. La quantité de carbone associée à la couverture boisée représente **60%** de la quantité totale de **carbone** présent sur le territoire en 2012.

Les **cultures agricoles** (cultures annuelles, prairies temporaires, vignes), qui représentent **29%** de la **surface** du territoire, permettent de stocker **15%** de la quantité **de carbone** présente sur le territoire.

Les **prairies permanentes** représentent pour leur part **27% de la surface du territoire**. Celles-ci **stockent 20% de la quantité totale de carbone** présente sur le territoire en 2012.

Le restant, c'est-à-dire les **sols artificialisés**, les **zones humides** et les **haies**, stockent 3,5% du carbone sur le territoire pour 7% de la surface. Enfin, les produits bois contribuent également au stockage carbone sur le territoire et ce à hauteur de 1,7% de la quantité de carbone.

Les changements d'usage du sol et des pratiques agricoles influent sur l'évolution du stock de CO_2 des sols. Il peut en résulter soit une émission de carbone, soit une captation de celui-ci. Par exemple, la conversion des cultures en prairies permanentes ou en forêts favorise le stockage. Au contraire, la mise en culture des prairies ou des forêts entraîne une diminution du stock de carbone. Ces dynamiques de carbone sont nommées les flux de carbone.

La transformation des sols en surfaces artificialisées signifie également un déstockage de carbone.

Entre 2006 et 2012, le territoire de la CCPN a connu des modifications d'affectations des sols, sur 80,4 ha de son territoire : 64,2 ha de cultures agricoles ont été artificialisées en sols artificiels imperméabilisés et 16,2 ha de cultures agricoles ont été artificialisées en sols artificialisés arbustifs.

Remarques : les flux associés aux cultures et aux prairies sont nuls, dans le cas où il n'y a pas eu de changement d'affectation de ces sols.

En effet, les pratiques liées à l'usage des sols agricoles et des prairies (moissons, labour, etc), prélèvent une quantité substantielle de végétaux, et réduit par conséquent la quantité de matières organiques dans les sols. Ces dernières permettant de fixer le carbone dans les sols, les flux annuels sont actuellement considérés comme étant nuls.

De même, les conditions pédoclimatiques et la localisation géographique du territoire d'étude sont des paramètres à prendre en compte dans la définition de la quantité de carbone stockée ou déstockée.

Des recherches sont en cours afin de déterminer, à l'échelle nationale ainsi qu'à l'échelle des EPCI, des facteurs de conversion des flux de carbone dans les sols. [31]

Concernant l'enfrichement des espaces ouverts, phénomène se produisant sur le territoire de la CCPN du fait de la diminution du pastoralisme, il semblerait que cela renforce le niveau de séquestration aux dépens d'autres facteurs (risque incendie accru, baisse de la biodiversité, etc.).

Le graphique suivant montre les flux de carbone annuels du territoire à partir des changements d'affectation des sols entre 2006 et 2012.

[31] Source : ADEME, Carbone organique des sols

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

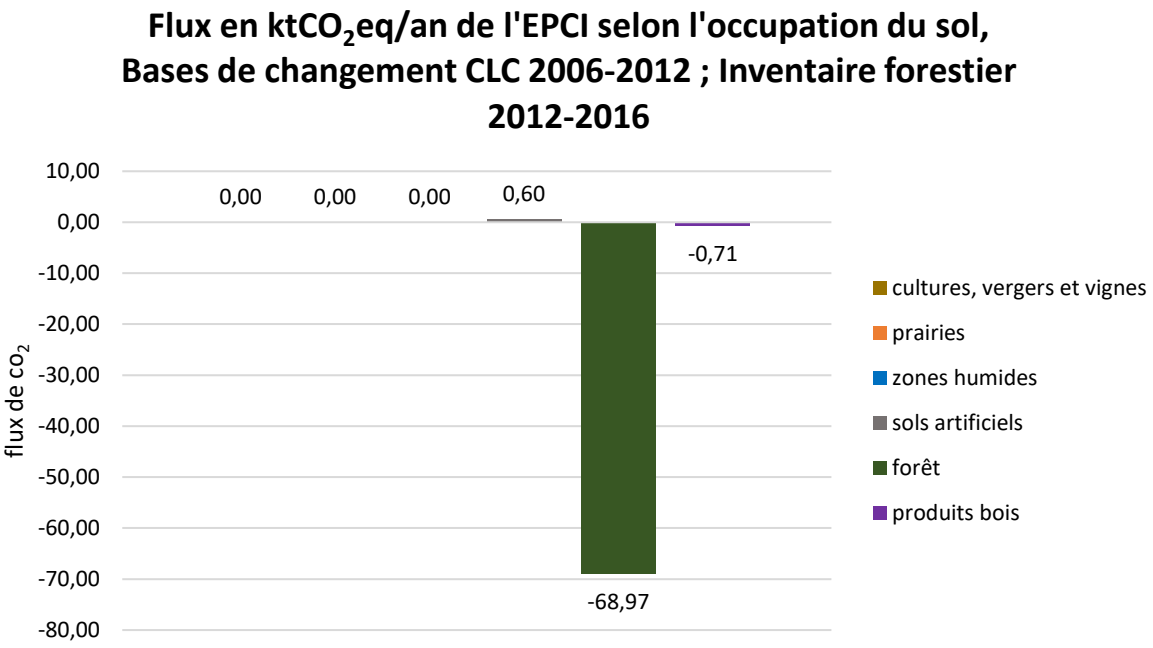


Figure 53 : Flux de carbone annuel sur le territoire de la CCPN (Source : ALDO, Alterea)

Les **flux de carbone** du territoire représentent **36%** des émissions de gaz à effet de serre liées aux activités anthropiques.

Il est important de favoriser le stockage carbone sur le territoire et de limiter les émissions de GES de ce dernier.

Le bilan global du territoire en termes de quantité de carbone est indiqué dans le graphique ci-dessous.

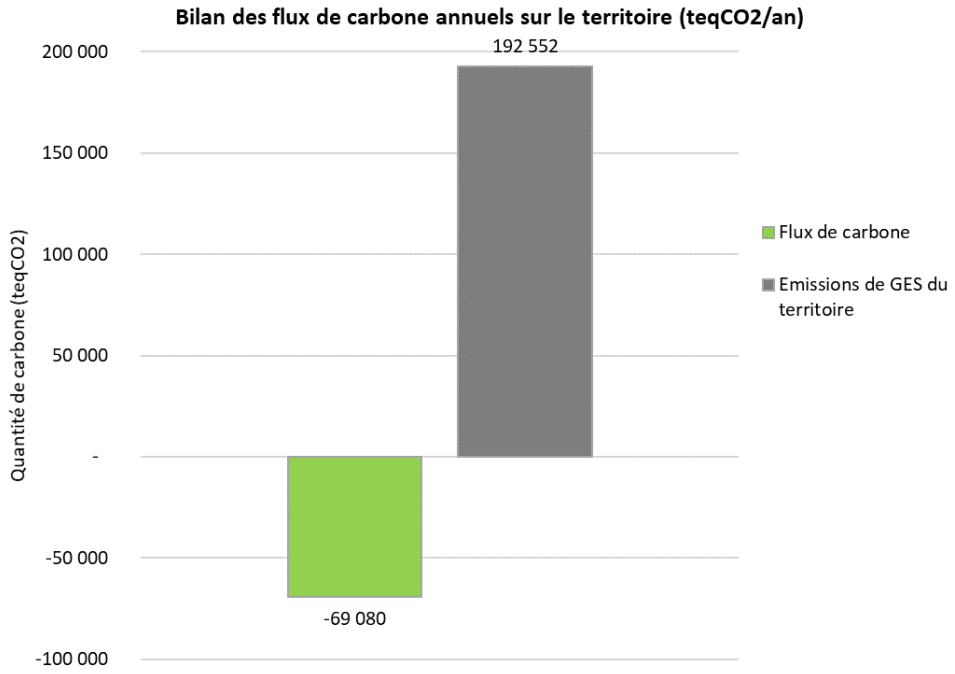


Figure 54 : Bilan des flux annuels de carbone sur le territoire de la CCPN (Source : ALDO, Alterea)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

9.1.3 Le potentiel de séquestration carbone par l'utilisation de la biomasse à usages autres qu'alimentaires

Le potentiel de séquestration carbone est estimé selon la quantité des produits bois mobilisables existants sur le territoire. Concernant, ceux-ci, on distingue :

- **Bois d'œuvre (BO)** : ensemble de la biomasse comprise dans la bille de pied et les surbilles de tige, jusqu'à la découpe commerciale bois d'œuvre, et dont la qualité permet effectivement un usage bois d'œuvre. Autre appellation pour ce compartiment : bois de diamètre fin bout supérieur à 7 cm et potentiellement valorisable en bois d'œuvre. ;
- **Bois Industrie BI et Bois Energie BE** : bois de diamètre fin, bout supérieur à 7 cm et valorisable sous des formes industrielles (panneaux, papier, piquets) et énergétique (bûches, plaquettes, granulés) ;
- **Menu bois** : bois de diamètre fin, bout inférieur à 7 cm potentiellement valorisable en énergie (paquettes, granulés).

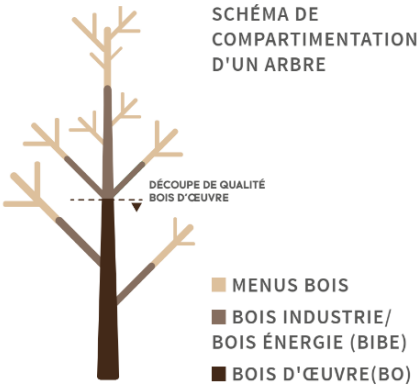


Figure 55 : Schéma de compartimentation d'un arbre (Source : ADEME Le bois énergie : ressources actuelles et perspectives)

La récolte théorique à usage non alimentaire du territoire en 2012, identifié d'après l'outil ALDO, est indiquée dans le tableau ci-dessous. Dans le cadre de cette étude, il a été considéré que la quantité du bois mobilisable reste identique dans les années futures.

Le potentiel biomasse à usage non alimentaire est ainsi estimé à 7 737 m³/an. Ceci représente 4766 tCO_2e évitées.

Typologie	Récolte théorique actuelle (m^3/an)	Facteur d'émission (tCO_2e/m^3)	Emissions évitées (tCO_2e)
Bois d'œuvre (sciages)	1322	1,1	1454
Bois d'industrie (panneaux, papiers)	1488	1,1	1637
Bois énergie	4927	0,34	1675
TOTAL	**7737**	-	**4766**

Tableau 14 : Récolte de biomasse à usage non alimentaire sur le territoire (Source : ALDO, CLC)

Le potentiel de séquestration présenté est théorique, et doit par conséquent être utilisé avec précaution. En effet, la quantité de bois mobilisable considérée ne prend pas en compte l'évolution de la récolte localement et le taux de régénération.

La mise en place d'une gestion durable, contrairement à une utilisation intensive des produits bois aura un impact sur le potentiel de séquestration carbone par la biomasse à usages autres qu'alimentaires. Le potentiel identifié dans ce chapitre suit l'hypothèse que le territoire pratique une gestion durable, qui permet de garantir la pérennité de cette ressource.

Les produits bois favorisent le stockage (effet de substitution de matériau, c'est-à-dire la substitution de matériaux de type béton par du bois). L'utilisation accrue des produits bois (en allongeant leur durée de vie) permettra d'accroître ce stock de carbone. Par ailleurs, l'utilisation de produits bois évite d'avoir recours à d'autres matériaux énergivores comme le PVC, l'aluminium, le béton ou l'acier et permet ainsi d'éviter des émissions de CO_2.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

A titre d'exemple, 1m³ de béton destiné à la construction de murs émet environ 607 kg de CO_2 pour l'ensemble de la durée de vie du matériau, estimé à 100 ans. A usage et durée de vie identiques, 1m³ de bois émet environ 60,9 kg de CO_2, soit 10 fois moins de CO_2 que le béton.[32]
L'effet de substitution de matériau permet, en moyenne, d'éviter 1,1 tCO_2 par m³ de bois contenu dans les produits finis. (ADEME).

L'utilisation de bois pour produire de l'énergie (effet de substitution énergétique) permet d'éviter des émissions issues de la combustion d'énergies fossiles : 1m³ de bois utilisé pour la production de chaleur dans l'industrie et le secteur collectif en substitution d'énergies fossiles permet d'éviter environ 0,5 tCO_2 (ADEME).

9.2 Les leviers d'action : séquestration carbone

Les sols et les forêts représentent des sources de stockage de carbone deux à trois fois supérieures à ceux de l'atmosphère, d'où l'intérêt d'optimiser leur capacité de captage et de s'en servir comme des alliés pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les principaux enjeux pour préserver cette séquestration à l'échelle du territoire sont les suivants :

- Principalement réduire voire supprimer la croissance des terres artificialisées (étalement urbain, infrastructures et équipements, …) ;
- Développer le linéaire de végétation : haies, agroforesteries ;
- Maintenir ou augmenter la surface forestière ;
- Adapter les pratiques agricoles : moins de défrichage, couplage des productions en polyculture, …) ;
- Réaliser un état des lieux de l'existant afin de définir une charte forestière pour la gestion durable des sols. Ceci permettra également l'identification du bois réellement mobilisable existant sur le territoire ;
- Mobiliser l'ensemble des acteurs dans les démarches liées à la séquestration carbone (ONF, associations environnementales, etc.) ;
- Définir un plan d'approvisionnement territorial. ;
- Être vigilant sur les prélèvements. Pour développer la capacité de stockage, plusieurs pistes d'actions existent :
    - Introduire des dispositions dans les différents documents d'urbanisme (PLUi, SCoT, PLU) (ex : préserver les espaces naturels par la réduction de la consommation foncière liée à l'habitat et la priorisation de la reconversion des friches pour optimiser le foncier à usage d'activité) ;
    - Limiter l'artificialisation des terres (étalement urbain, infrastructures et équipements…) Favoriser l'utilisation des produits bois dans les futurs aménagements car ceux-ci prolongent le stockage du carbone et permettent d'éviter des émissions de GES.

En 2017, les acteurs de filière bois, l'Association des Régions de France, et l'ADEME se sont engagés pour promouvoir l'utilisation du bois dans la construction grâce à l'Alliance Nationale Bois Construction Rénovation. Cette initiative contribue aux engagements pris par la France en matière de lutte contre le changement climatique lors de la COP21. La filière Forêt-Bois permet de compenser environ 20% des émissions françaises de CO_2. Ces compensations sont la conséquence d'une part, de stockages de carbone en forêt et dans les produits bois, d'autre part, de la substitution de bois aux énergies fossiles et aux matériaux plus énergivores.[33]

[32] Source : Base Inies, Fiches de Déclaration Environnementale en Sanitaire (Voiles en Béton armé, et Mur ossature bois avec montant d'une largeur de 145 mm et un entraxe de 60 cm non isolé, fabriqué en France)

[33] Alliance Nationale Bois Construction Rénovation : stratégie bas carbone et développement de la Filière Bois Construction & Rénovation pour la transition énergétique et pour la croissance verte

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

En 2012, la quantité de carbone présente sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Nay était estimée à 11 774 ktCO2e.

Les flux du territoire, liés en majeure partie aux espaces forestiers qui continuent de stocker du carbone, du fait de la croissance de la biomasse, induisent une séquestration de carbone d'environ 69 ktCO_2e. Ces derniers représentent 36% des émissions de GES du territoire, issues des activités anthropiques.

Il est important de veiller à augmenter la capacité du territoire à séquestrer du carbone et parallèlement à réduire les émissions de GES, dans le but d'améliorer le cadre de vie des habitants et la qualité de l'air du territoire.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

10 ANALYSE DE LA VULNERABILITE DU TERRITOIRE FACE AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Selon les experts, « le réchauffement du système climatique est sans équivoque et, depuis les années 1950, beaucoup de changements observés sont sans précédent depuis des décennies, voire des millénaires. L'atmosphère et l'océan se sont réchauffés, la couverture de neige et de glace a diminué, le niveau des mers s'est élevé et les concentrations des gaz à effet de serre ont augmenté. »[34]

Le concept d'adaptation est défini par le troisième rapport d'évaluation du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) comme « l'ajustement des systèmes naturels ou humains en réponse à des stimuli climatiques ou à leurs effets, afin d'atténuer les effets néfastes ou d'exploiter des opportunités bénéfiques. »

Quelles que soient les actions développées pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre, le changement climatique aura des effets sur les territoires. Des actions complémentaires en faveur de l'adaptation au changement climatique tant préventives (isolation contre la chaleur, robustesse des constructions, révision des systèmes agricoles...) que curatives (lutte contre les incendies, les inondations, gestion des perturbations des transports, interruptions de centrales…) devront être définies.

La vulnérabilité au changement climatique résulte de 3 composantes :

- **L'exposition** du territoire aux effets du changement climatique : nature, ampleur et rythme d'évolution des paramètres climatiques (températures, précipitations, etc.).
- **La sensibilité** du territoire à ces effets, qui dépend de la géographie physique (relief, végétation, etc.) et humaine (démographie, activités économiques, etc.) du territoire.
- **La capacité d'adaptation** du territoire : actions déjà mises en œuvre susceptibles de réduire la sensibilité du territoire.

Exemple : Pour deux territoires limitrophes exposés aux mêmes aléas climatiques, leur vulnérabilité diffèrera selon l'occupation des sols, la qualité du bâti, les activités économiques locales, la part d'habitants âgés, etc., et selon les actions déjà en place pour pallier ces aléas (alerte canicule, actions de prévention, …) c'est-à-dire selon leur sensibilité respective.

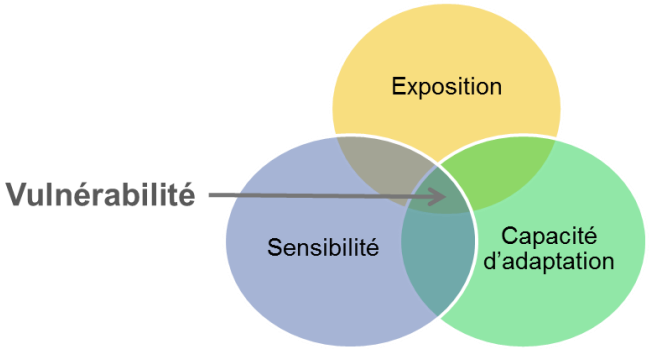


Figure 56 : Schéma des composantes de la vulnérabilité (Source : ALTEREA)

L'adaptation au changement climatique vise quatre finalités afin de réduire la vulnérabilité du territoire :

- Protéger les personnes et les biens en agissant pour la sécurité et la santé publique
- Tenir compte des aspects sociaux et éviter les inégalités devant les risques
- Limiter les coûts et tirer parti des avantages
- Préserver le patrimoine naturel.

[34] Extrait du Résumé à l'intention des décideurs du volume 1 du 5e rapport d'évaluation du GIEC - 2013.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Or, les actions en matière de lutte contre le changement climatique nécessitent une approche selon deux axes visant, d'une part, à réduire les émissions de gaz à effet de serre (atténuation du changement climatique), et d'autre part, à réduire la vulnérabilité des systèmes naturels et humains aux impacts induits par ce changement (anticipation et adaptation).

10.1 Les projections climatiques pour la France

Le volume 4 du rapport "Le climat de la France au 21e siècle" intitulé « Scénarios régionalisés édition 2014 » présente les scénarios de changement climatique en France jusqu'en 2100[35]. Ainsi, les résultats marquants sont les suivants :

A l'horizon 2021-2050 :

- Une hausse des températures moyennes entre 0.6 et 1.3 °C toutes saisons confondues (principalement dans le Sud-Est en été)
- Une élévation du nombre de jours de vagues de chaleur en été, entre 0 et 5 jours sur l'ensemble du territoire (particulièrement dans les régions du quart Sud-Est : 5 à 10 jours)
- Une diminution du nombre de jours froids en hiver entre 1 et 4 jours en moyenne (principalement dans les régions du quart Nord-Est : jusqu'à 6 jours)
- Une légère hausse des précipitations moyennes, en été comme en hiver, comprise entre 0 et 0.42 mm/jour en moyenne sur la France.

En outre-mer, les températures pourraient augmenter fortement (jusqu'à 3,5 °C), contrairement aux précipitations qui vont diminuer, en particulier pendant la saison sèche.

Les scénarios RCP

RCP (« Representative Concentration Pathways » ou « Profils représentatifs d'évolution de concentration »).

Pour analyser le futur du changement climatique, les experts du GIEC ont défini a priori quatre trajectoires d'émissions et de concentrations de GES, d'ozone et d'aérosols, ainsi que d'occupation des sols baptisés RCP (« Representative Concentration Pathways » ou « Profils représentatifs d'évolution de concentration »).[36]

Ainsi, le 5ème rapport du GIEC présente de nouveaux scénarios définis jusqu'à 2300 : RCP2.6, RCP4.5, RCP6.0 et RCP8.5.

Le profil RCP8.5 est le plus extrême (pessimiste), mais c'est un scénario probable car il correspond à la prolongation des émissions actuelles.

Le profil RCP2.6 intègre les effets de politiques de réduction des émissions susceptibles de limiter le réchauffement planétaire à 2 °C. Il correspond à des comportements vertueux, très sobres en émission de gaz à effet de serre.

L'augmentation de la température moyenne globale de surface en mer et sur terre, à la fin du 21ème siècle et par rapport à la période préindustrielle, est considérée comme devant probablement dépasser 1,5 °C dans l'ensemble des scénarios, à l'exception du scénario RCP2.6.

[35] Rapport – Volume 4 : Scénarios régionalisés : édition 2014 pour la métropole et les régions d'outre-mer- Jouzel en 2014
[36] Cinquième Rapport d'Évaluation (AR5) du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

A l'horizon 2071-2100 :

- Une forte hausse des températures moyennes. Pour le scénario RCP2.6, elle est de 0,9 °C [0,4 °C/1,4 °C] en hiver, et de 1,3 °C en été. Pour le scénario RCP8.5, elle est comprise entre 3,4 °C et 3,6 °C en hiver, et entre 2,6 °C et 5,3 °C en été (particulièrement marquée sur le Sud-Est, et pourrait largement dépasser les 5 °C en été par rapport à la moyenne de référence).
- Une forte augmentation du nombre de jours de vagues de chaleur en été, qui pourrait dépasser les 20 jours pour le scénario RCP8.5.
- La diminution des extrêmes froids se poursuit en fin de siècle. Elle est comprise entre 6 et 10 jours de moins que la référence dans le Nord-Est de la France. Cette diminution devrait être plus limitée sur l'extrême Sud du pays.
- Une hausse des précipitations hivernales, de 0,1 à 0,85 mm/jour selon les modèles et les scénarios (équivalent à un excédent de 9 à 76 mm en moyenne hivernale).
- Un renforcement du taux de précipitations extrêmes sur une large part du territoire, dépassant 5 % dans certaines régions avec le scénario RCP8.5, mais avec une forte variabilité des zones concernées selon le modèle.
- Une augmentation des épisodes de sécheresse dans une large partie Sud du pays.

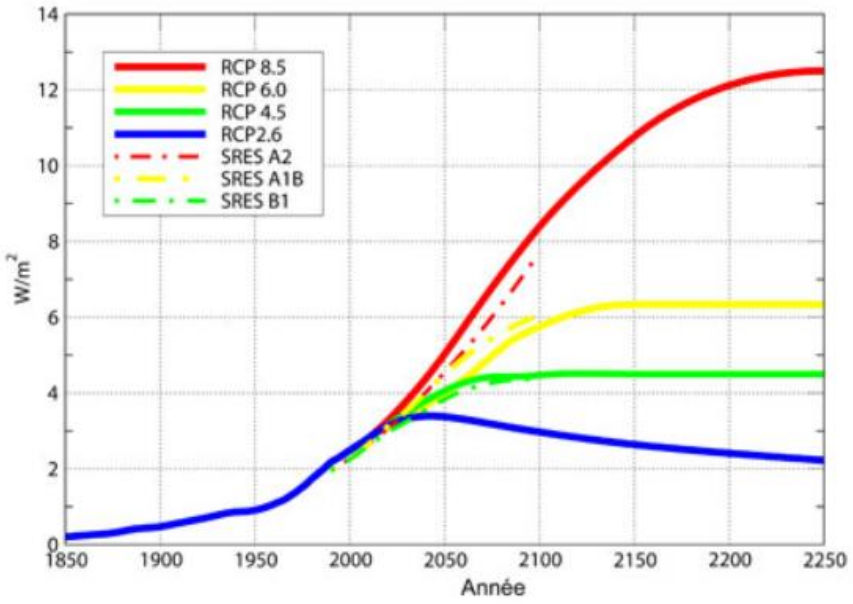


Figure 57 : Évolution du bilan radiatif de la terre en W/m² sur la période 1850-2250 selon les différents scénarios RCP (Source : Météo-France)

En outre-mer, une augmentation de la température à l'horizon 2100 de l'ordre de 0,7 °C pour le scénario RCP2.6 et de 3 à 3,5 °C pour le scénario RCP8.5, ainsi qu'une diminution des précipitations moyennes, en particulier pour la saison sèche.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

10.2 Les projections climatiques pour la région

Sur la région Nouvelle-Aquitaine, une évolution du climat a été constatée :

- Hausse des températures moyennes sur la région Nouvelle-Aquitaine de 0,2°C à 0,3°C par décennie sur la période 1959-2009,
- Accentuation du réchauffement depuis les années 1980,
- Réchauffement plus marqué au printemps et en été,
- Peu ou pas d'évolution des précipitations en moyenne annuelle,
- Des sécheresses en progression.

Selon le scénario sans politique climatique, le réchauffement pourrait atteindre 4°C à l'horizon 2071-2100 par rapport à la période 1976-2005.

Le graphique suivant représente la température moyenne annuelle mesurées à la station de Mont-de-Marsan entre 1959 et 2015.

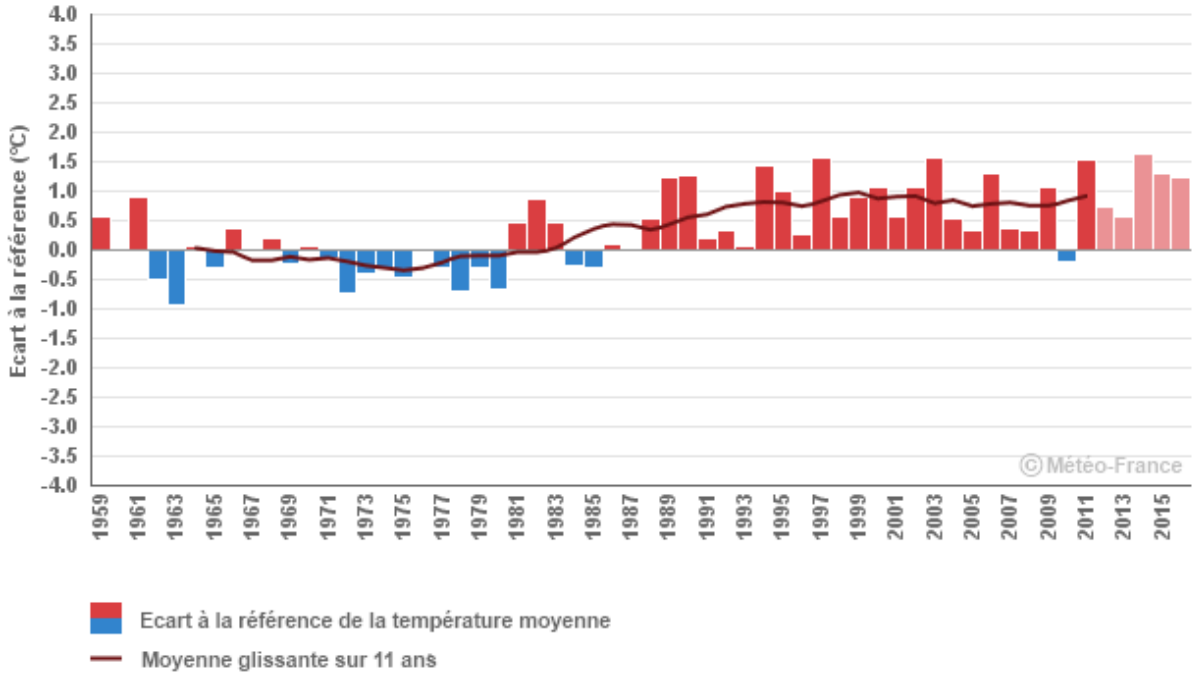


Figure 58 : Température moyenne annuelle mesurée à la station Mont-de-Marsan (Source : Météo France)

L'évolution des températures annuelles de la région montre un net réchauffement sur les cinquante dernières années. Sur la période 1959 – 2009, la tendance observée des températures annuelles est comprise entre +0,2°C et +0,3°C par décennie.

Le réchauffement à long-terme est modulé par des variations d'une année à l'autre. Les trois années les plus froides depuis 1959 sont antérieures aux années 1980 (1963, 1972 et 1980), et les plus chaudes ont été observées très récemment en 2003, 2011, et 2014.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Le graphique suivant présente la température moyenne annuelle en Nouvelle-Aquitaine entre les années 1970 et 2100.

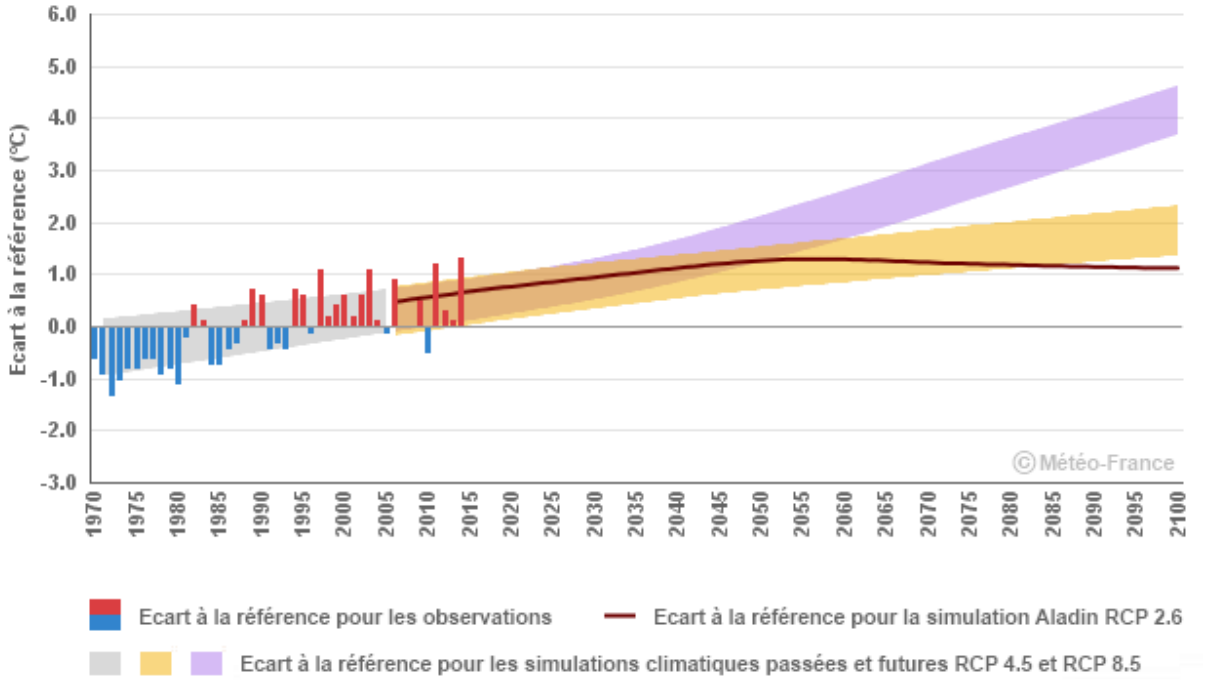


Figure 59 : Température moyenne annuelle en Nouvelle-Aquitaine - Simulations selon trois scénarios d'évolution (Source : Météo France)

Les projections climatiques montrent une poursuite du réchauffement annuel jusqu'aux années 2050, quel que soit le scénario.

En cohérence avec cette augmentation des températures, le nombre de journées chaudes (températures maximales supérieures ou égales à 25°C) augmente et le nombre de jours de gelées diminue.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Le graphique suivant présente le nombre de journées chaudes annuelles en Nouvelle-Aquitaine.

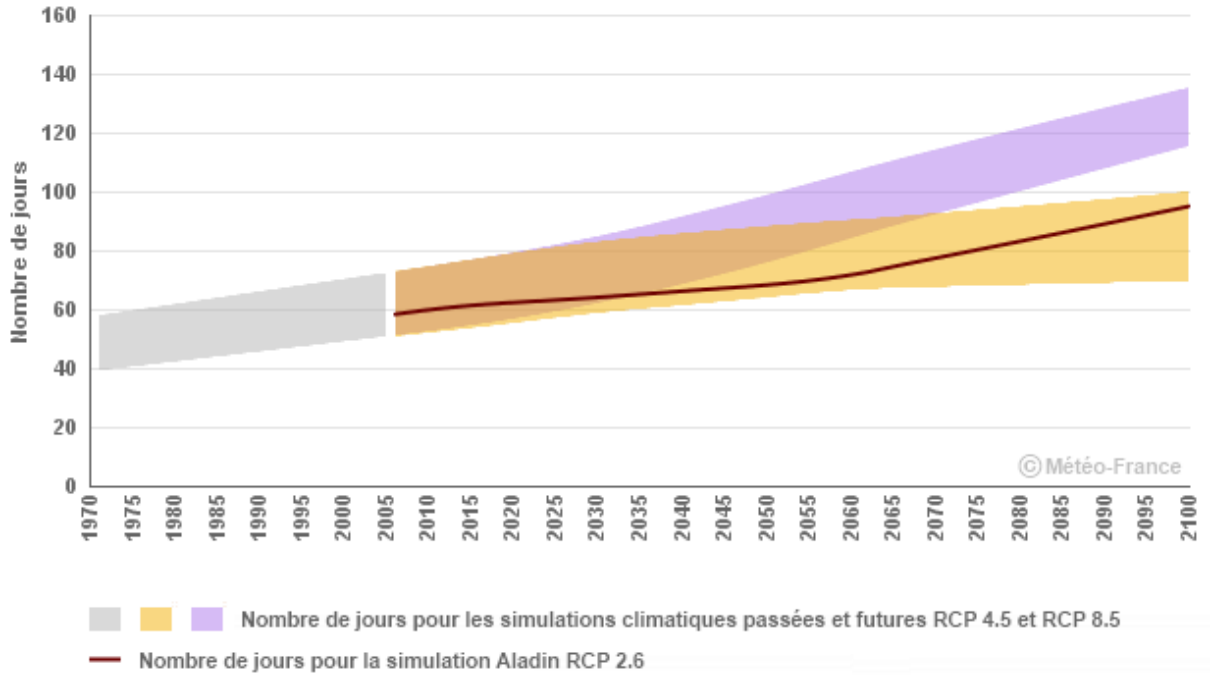


Figure 60 : Nombre de jours chauds annuels en Nouvelle-Aquitaine Simulations selon trois scénarios d'évolution (Source : Météo France)

En ce qui concerne les précipitations, le signal du changement climatique est moins manifeste, en raison de la forte variabilité d'une année sur l'autre. Sur la période 1976-2005, en région Nouvelle-Aquitaine, les tendances annuelles et saisonnières sont très peu marquées.

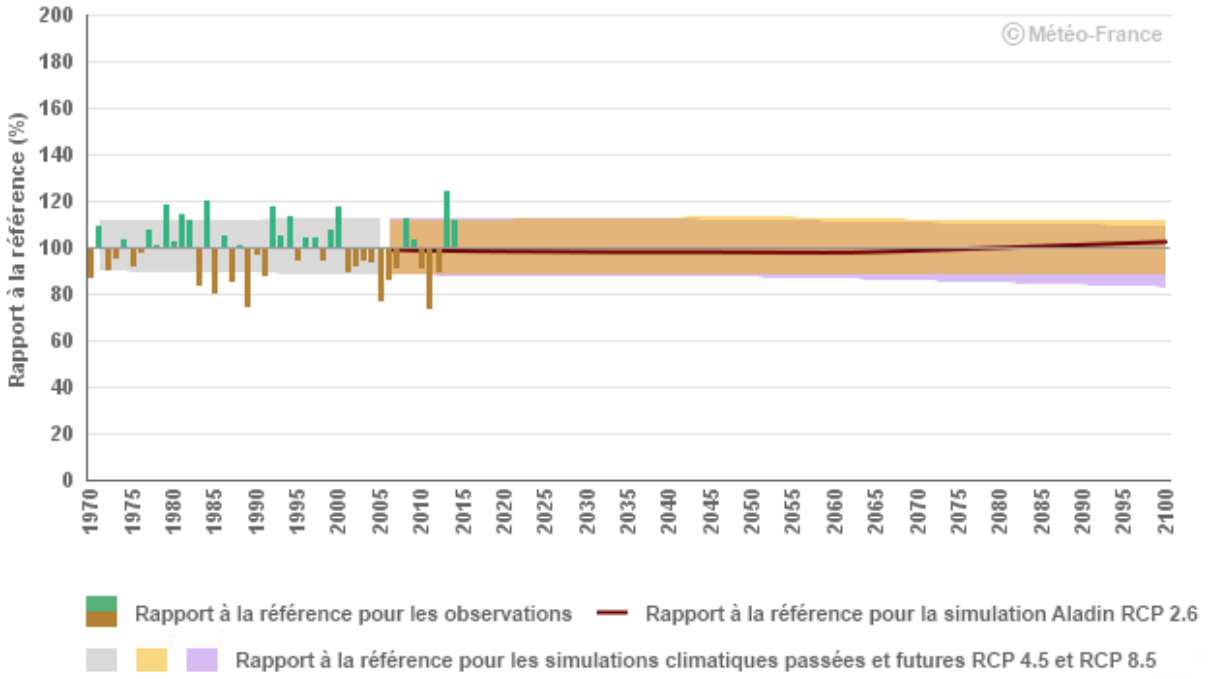


Figure 61 : Cumul annuel de précipitation en Nouvelle-Aquitaine – Simulations selon trois scénarios d'évolution (Source : Météo France)

Les changements d'humidité des sols sont marqués. Par conséquent, il y aura une évolution de la fréquence et de l'intensité des sécheresses.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

La comparaison du cycle annuel d'humidité du sol sur l'Aquitaine entre la période de référence climatique 1961-1990 et les horizons temporels proches (2021-2050) ou lointains (2071-2100) sur le XXIe siècle (selon un scénario SRES[37] A2) montre un assèchement important en toute saison.

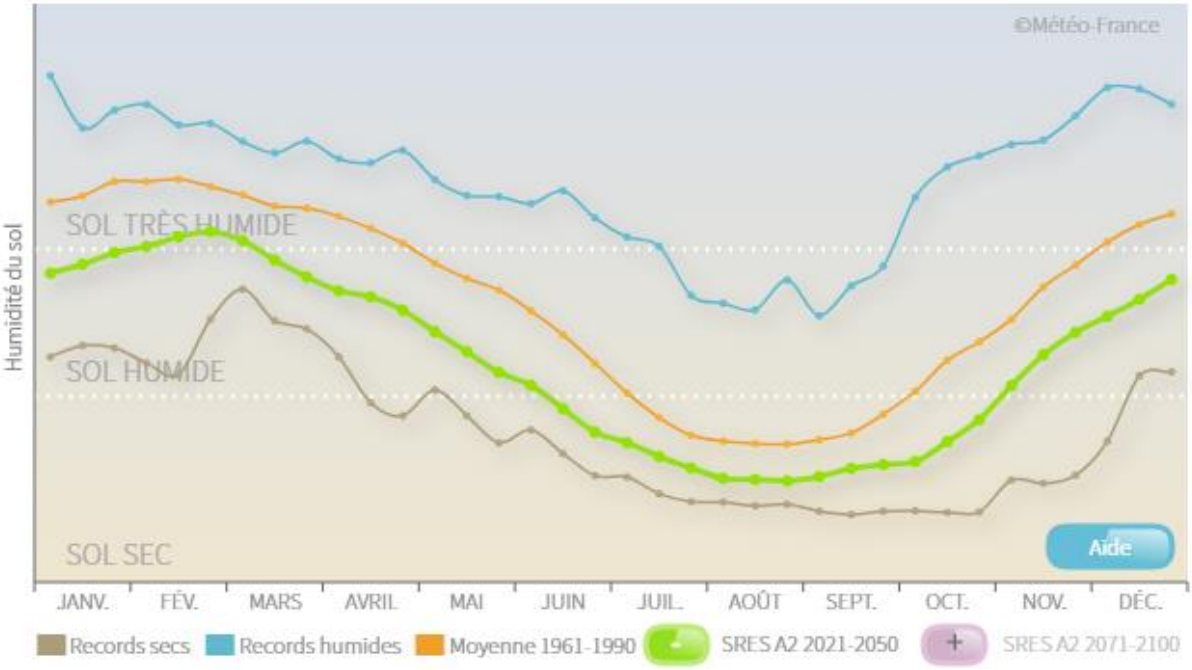


Figure 62 : Humidité du sol en Nouvelle-Aquitaine - Simulations selon deux horizons temporels (Source : Météo France)

10.3 Les risques naturels et technologiques et leurs impacts sur le territoire

Le changement climatique est aujourd'hui une réalité au niveau international comme à celui des territoires locaux. S'adapter au changement climatique nécessite de disposer au préalable d'une analyse de l'impact qu'aura le changement climatique sur le territoire.

10.3.1 Risques naturels

Les paragraphes qui suivent sont destinés à l'analyse de l'exposition (les aléas climatiques qui ont été subis par le territoire) et de la sensibilité (les impacts que ces aléas ont eu sur le territoire) aux évènements climatiques passés, puis des pistes potentielles d'adaptation. Pour rappel, un certain nombre de risques sont directement liés aux conditions climatiques, tels que les tempêtes, les inondations ou encore les canicules.

- Le climat de la CCPN est de type océanique, et plus précisément Océanique aquitain. Les précipitations sont réparties sur l'ensemble de l'année, à l'exception des mois d'été où les périodes de sécheresse sont fréquentes. Les hivers sont doux avec environ 6,4°C à Pau, et les étés sont chauds et orageux. Les précipitations seront en moyenne similaires, avec une forte variabilité d'une année sur l'autre.

- Le territoire est localisé à proximité du massif des Pyrénées, et est par conséquent concerné par les « effets de bouchon », c'est-à-dire lorsque les perturbations restent bloquées contre le massif Pyrénéen. Toutefois, la vallée de Pau bénéficie d'un microclimat, marqué par un ensoleillement important, d'une forte pluviométrie ainsi que très peu de gelées hivernales.

[37] SRES : Special Report on Emissions Scenarios

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

- Par le passé, le territoire du Pays de Nay a été confronté à des aléas climatiques, notamment les inondations, liées à la configuration géographique du territoire : ainsi, la crue du Gave de Pau intervenue entre le 17 et le 20 juin 2013 avait impliqué la redéfinition de l'aléa centennal d'inondation pour 4 communes (Coarraze, Igon, Mirepeix et Nay) et l'étude du fonctionnement du Gave sur la base de ces nouveaux éléments. Des pluies hivernales avaient également provoqué des inondations les 24 et 25 janvier 2014. En effet, 96 mm de pluie sont tombés à Arbéost soit l'équivalent de 5 semaines de pluie en 24 heures de temps. De même, de fortes précipitations ont entrainé des inondations en janvier 2009 provoquant des coulées de boues et des chocs mécaniques liés à l'action des vagues. 29 communes avaient alors été déclarées en état de catastrophe naturelle.

Plus récemment, le 4 juillet 2018[38], un épisode orageux avait traversé la Nouvelle-Aquitaine et touché plusieurs communes de grêlons. La grêle avait alors impacté les voitures, les toitures des bâtiments mais aussi la végétation (et donc les récoltes). Un épisode de grêle similaire s'était également produit l'été 2017.

La répartition des arrêtés de catastrophes naturelles présents sur le territoire s'organise comme suit :

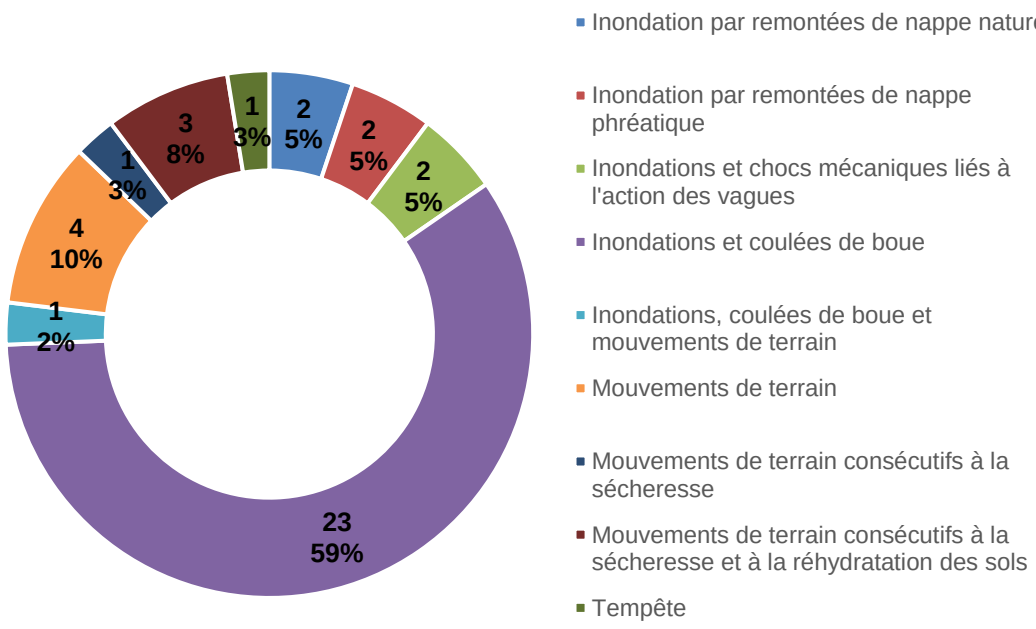


Figure 63 : Répartition des arrêtés de catastrophes naturelles par catégorie de 1982 à 2018 sur le territoire du Pays de Nay (Source : Géorisque)

Si certains risques sont pris en compte localement et bénéficient de Plans de Préventions, certains restent par leur ampleur ou leur intensité ponctuelle des aléas importants qui affectent profondément le territoire.

[38] Source : France Bleu Béarn

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Le tableau ci-dessous présente l'exposition des communes de la CCPN aux risques d'inondation, aux cavités souterraines ainsi qu'aux risques technologiques et industriels, au transport de matière dangereuses et aux barrages.

Clés de lecture :

- CL = crue lente – CR = crue rapide – CT = crue torrentielle
- En cas de présence de cavités souterraines, leur nombre est précisé

	Inondations	Cavités souterraines	Transports de marchandises dangereuses	Mouvements de terrain	Feux de forêt
Angaïs	CR				
Arbéost	CT			X	X
Arros-de-Nay	CR				
Arthez-d'Asson	CR				X
Assat	CR		X		
Asson	CR	4			X
Baliros	CR				
Baudreix	CR				
Bénéjacq	CR		X		
Beuste	CR				
Boeil-Bezing	CR				
Bordères	CR	1			
Bordes	CR		X		
Bourdettes	CR				
Bruges-Capbis-Mifaget	CT				X
Coarraze	CR		X		
Ferrières	CT			X	X
Haut-de-Bosdarros				X	
Igon	CR		X		
Labatmale			X		
Lagos	CR				
Lestelle-Bétharram	CR				X
Mirepeix	CR				
Montaut	CR	1			X
Narcastet	CR	1	X		
Nay	CR			X	
Pardies-Piétat	CR				
Saint-Abit	CR				
Saint-Vincent	CL		X		

Tableau 15 : exposition des communes de la CCPN aux principaux risques majeurs (Source : DDRM des Pyrénées-Atlantiques et Préfecture des Hautes-Pyrénées)

Afin d'informer la population sur les risques existants et les moyens de s'en protéger, certaines communes peuvent réaliser un DICRIM (Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs). À ce jour, 16 communes en disposent, essentiellement celles concernées par la présence du Gave de Pau.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

10.3.1.1 Les inondations

La CCPN, du fait de sa situation géographique vis-à-vis du Gave de Pau, du Lagoin et des Pyrénées, est très exposée aux **risques d'inondation.** En effet, les fortes pluies océaniques se bloquant sur les Pyrénées et les gros orages du printemps sont à l'origine des principales inondations. Elles peuvent se produire tout l'année mais la période la plus propice reste celle de novembre à juin. Trois types de risques sont identifiés :

- **Les inondations de plaine** se produisent lorsque la rivière sort de son lit lentement. Elle peut alors inonder la plaine pendant une période relativement longue. Les plus importantes ont lieu pendant la saison froide après de fortes pluies durables et continues.
- **Les inondations rapides** interviennent lorsque des précipitations intenses tombent sur de fortes pentes, les eaux ruissellent alors et se concentrent rapidement dans le cours d'eau, d'où des crues brutales et parfois violentes. Les vitesses du courant et les hauteurs d'eau peuvent être importantes.
- **Les crues torrentielles** sont des crues dévastatrices provoquées par des précipitations extrêmes s'abattant sur des bassins versants fortement pentus (vitesse d'écoulement>3m/s) et générant des coulées de boues et du transport solide.

De manière générale, les crues représentent un risque pour la population qui peut se faire emporter ou se noyer, mais elles ont également des impacts sur le parc bâti, l'économie et les réseaux (électricité, transports, eau, etc.). Elles peuvent enfin avoir des conséquences environnementales du fait des dégâts liés à l'érosion et aux dépôts de divers matériaux. Une pollution peut également intervenir dans le cas où une zone industrielle se trouve dans la zone inondable.

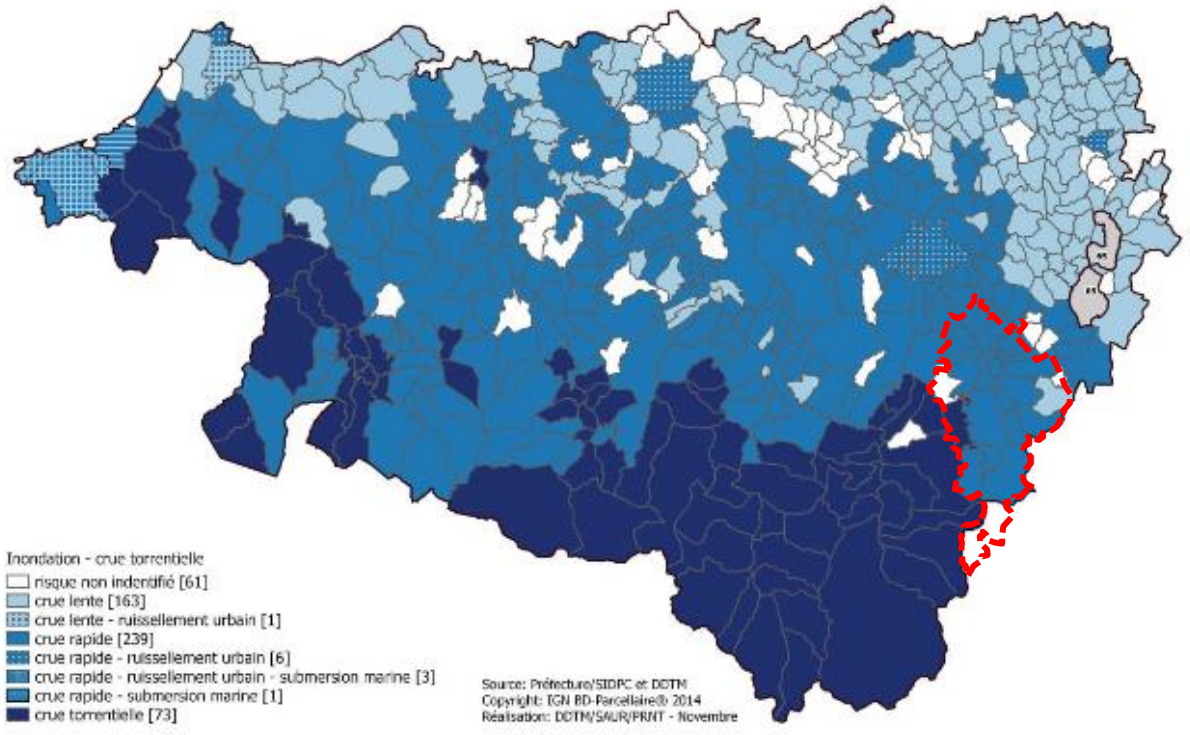


Figure 64 : cartographie des communes concernées par les risques de crues (sans Arbéost et Ferrières) (Source : DDRM Pyrénées-Atlantiques)

La majeure partie des communes du territoire sont concernées par le risque des crues, qu'elles soient lentes, rapides (majorité des communes du territoire) ou torrentielles. En effet, plus de 75% des arrêtés de catastrophes naturelles enregistrés depuis 1982 concernent un épisode incluant une inondation, parfois couplé à une coulée de boue ou à un mouvement de terrain (62% des arrêtés).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Arbéost et Ferrières n'apparaissent pas sur la carte ci-dessus puisqu'elles dépendent des Hautes-Pyrénées. Elles sont pour leur part soumises au risque d'inondations torrentielles.

Face aux risques liés à leur situation géographique vis-à-vis du Gave de Pau et du Lagoin, 15 communes du nord du territoire disposent d'un PPRI (Plan de Prévention des Risques Inondation) approuvé (Angaïs, Arros-de-Nay, Assat, Baliros, Baudreix, Boeil-Bezing, Bordères, Bordes, Bourdettes, Lagos, Mirepeix, Narcastet, Nay, Pardies-Piétat et Saint-Abit) et une commune d'un PPRI prescrit (Beuste).

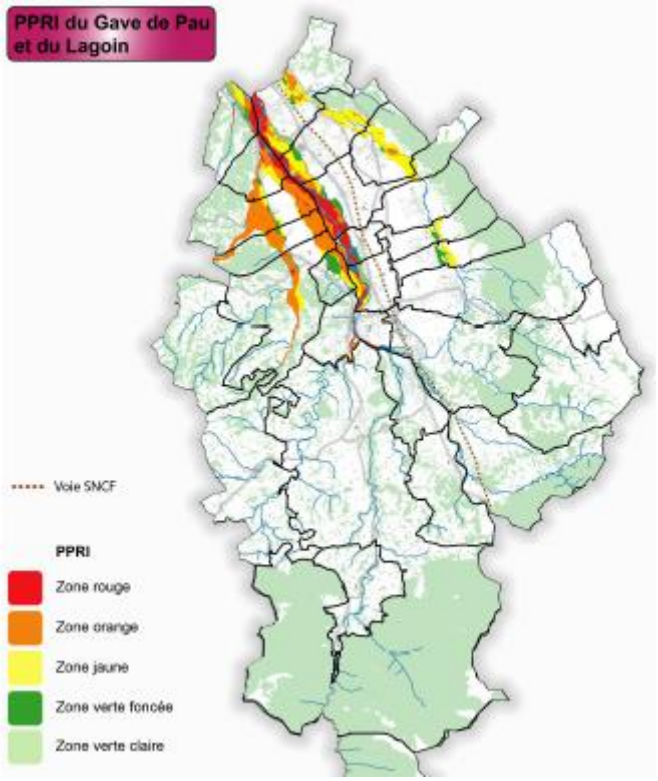


Figure 65 : cartographie des PPRI du Gave de Pau et du Lagoin au nord de la CCPN (Source : SCoT de la CCPN, 2019)

En effet, des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde sont inscrites dans le règlement du PPRI. Certaines sont obligatoires tandis que d'autres constituent des recommandations. Elles ont pour objectif :

- Diminuer les risques encourus par la population en facilitant l'organisation des secours
- Limiter les conséquences inondation par la maîtrise de l'occupation des sols. Il s'agit de cesser de construire dans les zones à risque et de diminuer la vulnérabilité des biens et activités déjà implantés
- Préserver les champs d'inondation et la capacité d'écoulement des cours d'eau afin de ne pas augmenter les risques dans ou hors du périmètre du PPRI. Ceci se traduit par des interdictions de construire, y compris dans les zones à faibles risque.

La crue du 18 juin 2013 a d'ailleurs conduit l'État à réévaluer l'étendue de la zone inondable potentielle pour une crue centennale sur 4 communes : Nay et Mirepeix, couvertes par un PPRI (prévision de révision par l'Etat) ainsi que Coarraze et Igon couverts uniquement par l'atlas cartographique des zones inondables (des PPRI sont à élaborer mais non prescrits).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

La carte qui suit représente l'Atlas des Zones Inondables (AZI) qui concerne toutes les communes, même celles qui ne possèdent pas de PPRi. Elle représente les phénomènes observés pour une crue décennale et pour une crue centennale.

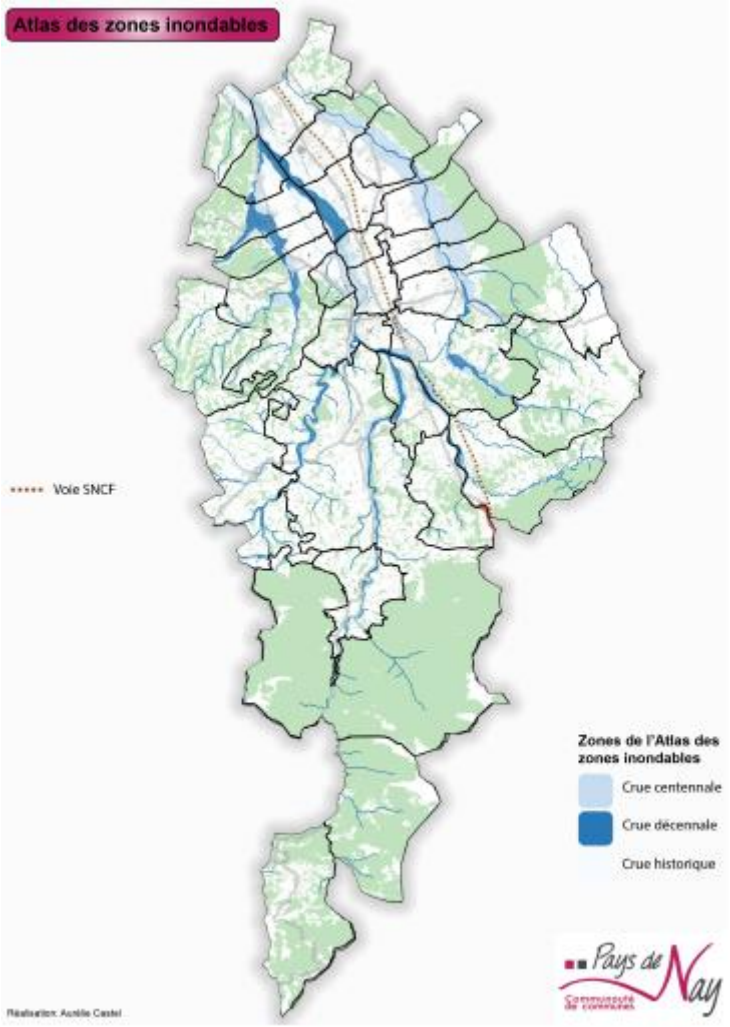


Figure 66 : Atlas des zones inondables de la CCPN (Source : SCoT de la CCPN, 2019)

Les Atlas des Zones Inondables sont des documents de connaissance des phénomènes d'inondations susceptibles de se produire par débordement de cours d'eau. Cette cartographie ne prétend pas représenter de manière exhaustive les plus hautes eaux connues sur tous les cours d'eau, les inondations du passé n'étant pas toutes connues ni parfaitement délimitées dans leur extension maximale.

Les AZI n'ont pas de valeur réglementaire et ne peuvent donc en aucun cas être opposables aux tiers comme documents juridiques. Seuls les Plans de Prévention du Risque Inondation disposent de ce caractère réglementaire.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Enfin, un Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) 2016-2021 a été approuvé sur le bassin Adour-Garonne sous l'autorité du Préfet coordonnateur de bassin le 1er décembre 2015. Ce PGRI fixe pour la période 2016-2021 six objectifs stratégiques et 49 dispositions associées, permettant de réduire les conséquences dommageables des inondations pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique sur le bassin et ses 18 territoires identifiés à risques importants.

Le PGRI comporte six objectifs stratégiques :

- Développer les gouvernances, à l'échelle territoriale adaptée, structurées, pérennes et aptes à porter des stratégies locales et programmes d'actions
- Améliorer la connaissance et la culture du risque inondation en mobilisant tous les acteurs concernés
- Améliorer la préparation et la gestion de crise et raccourcir le délai de retour à la normale des territoires sinistrés
- Aménager durablement les territoires, par une meilleure prise en compte des risques d'inondation, dans le but de réduire leur vulnérabilité
- Gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion des crues pour ralentir les écoulements
- Améliorer la gestion des ouvrages de protection.

Sur le territoire de la CCPN, les communes concernées sont Angaïs, Arros-de-Nay, Arthez-d'Asson, Assat, Asson, Baliros, Baudreix, Bénéjacq, Beuste, Boeil-Bezing, Bordères, Bordes, Bourdettes, Coarraze, Igon, Labatmale, Lagos, Lestelle-Bétharram, Mirepeix, Montaut, Narcastet, Nay, Pardies-Piétat, Saint-Abit et Saint-Vincent.

La CCPN a mis en place en 2018 un Schéma Directeur des Eaux Pluviales qui a ensuite été décliné en un zonage des eaux pluviales au sein de chaque commune (article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales). Ce document répond à la nécessité de bonne gestion des eaux pluviales afin, d'une part, de prévenir des dommages générés par les débordements et le ruissellement des eaux pluviales et, d'autre part, de limiter les pollutions apportées par ces eaux pluviales dans le milieu naturel récepteur.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

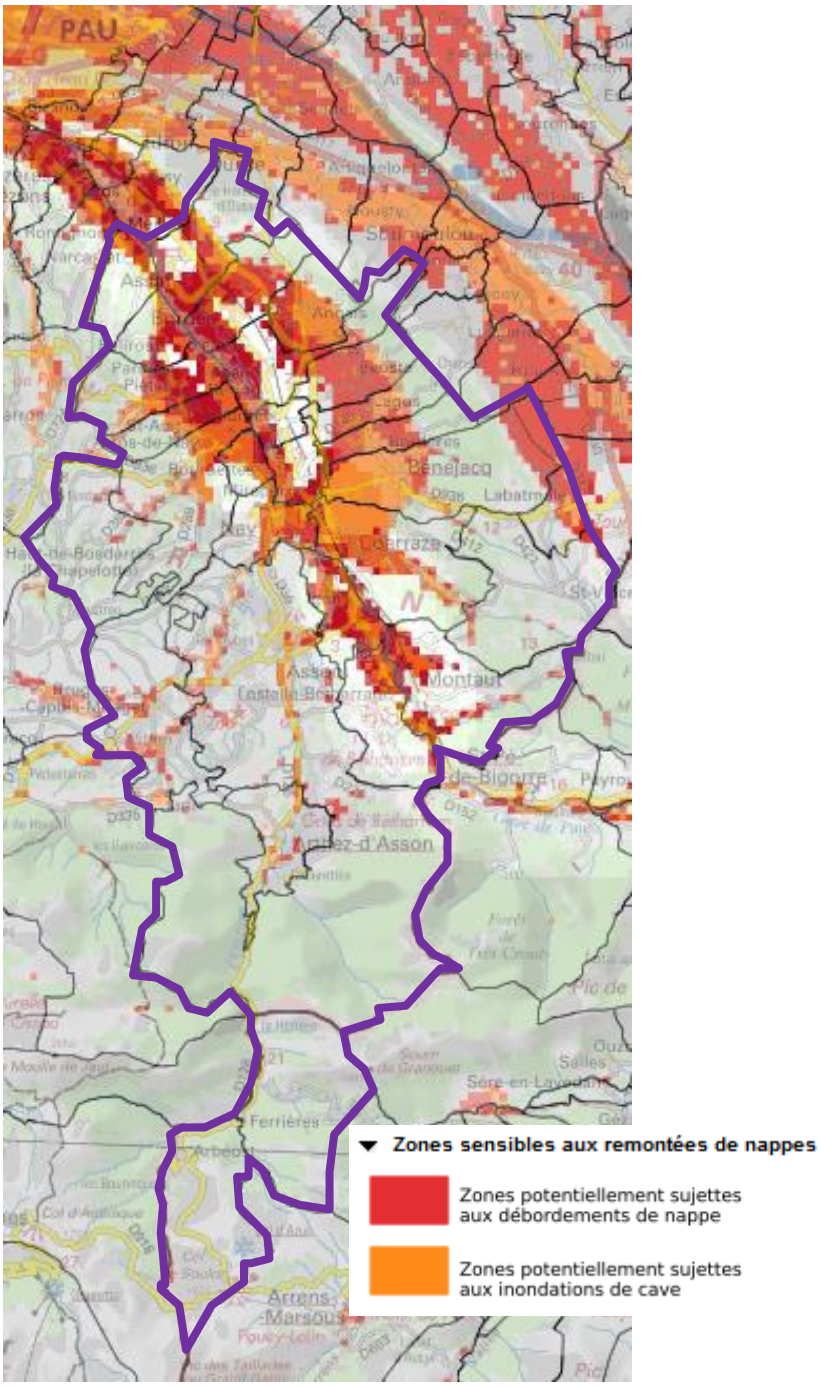


Figure 67 : cartographie des zones sensibles aux remontées de nappes (Source : georisques.gouv.fr)

Un autre type d'inondation a été relevé sur le territoire, c'est celui d'inondation par remontée de nappe. Il se produit lorsque le sol est saturé. L'inondation peut être causée par reprise des écoulements dans les vallées habituellement sèches, par augmentation du débit des sources d'eau et du niveau d'eau des zones humides. Ces phénomènes se produisent plus particulièrement dans les fonds de vallées sèches et sur les anciens réseaux hydrographiques.

La carte ci-dessus reprend les zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe. Elle met en avant une certaine concentration de ces zones sensibles dans la partie nord du territoire.

Les tendances pour l'avenir en matière de fréquence et d'intensité des inondations sont étroitement liées aux changements de régime des précipitations et des débits de rivières.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

10.3.1.2 Les mouvements de terrain

Le phénomène de mouvement de terrain est lié à un déplacement du sol ou du sous-sol, influencé par la nature du sol et la disposition des couches géologiques. Le département des Pyrénées-Atlantiques peut être concerné par plusieurs types de mouvements de terrain :

- Le retrait gonflement des argiles
- Les glissements de terrain
- Les affaissements/effondrements de terrain liés à l'évolution des cavités souterraines
- Les écroulements et chutes de blocs
- Les coulées boueuses et torrentielles
- L'érosion littoral

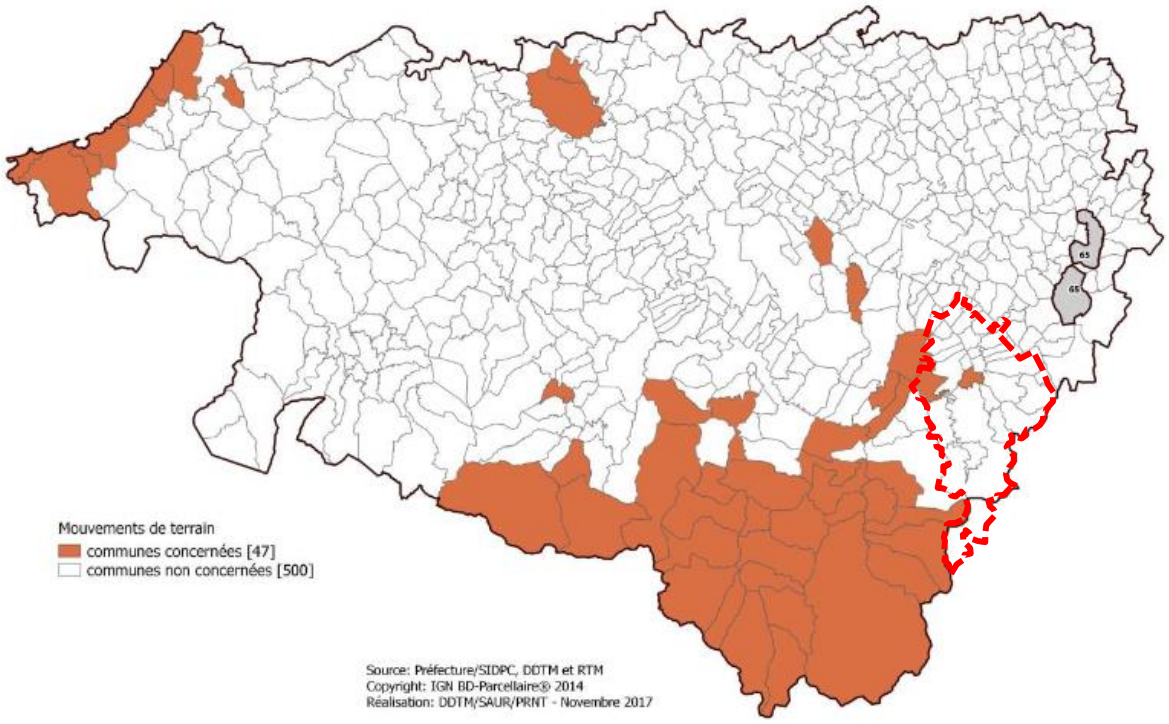


Figure 68 : cartographie des communes concernées par les mouvements de terrain dans les Pyrénées-Atlantiques (sans Arbéost et Ferrières) (Source : DDRM, 2018)

Sur le territoire étudié, seules quatre communes sont concernées par le risque de mouvement de terrain (dont les deux communes d'Arbéost et Ferrières qui n'apparaissent pas sur la carte). Cependant, huit arrêtés d'état de catastrophes naturelles ont été déclarés entre 1982 et 2018.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

➔ Le retrait gonflement des argiles

Le phénomène de retrait-gonflement des argiles est à l'origine d'une variation de la consistance des sols argileux en fonction de leur teneur en eau. Ce phénomène peut entrainer des dégâts, affectant principalement les constructions d'habitation individuelles. En effet, de longues périodes de sécheresse peuvent provoquer un tassement du sol et par la suite une fissuration de la terre, disloquant les fondations des habitations, des ponts, des installations industrielles et d'autres structures.

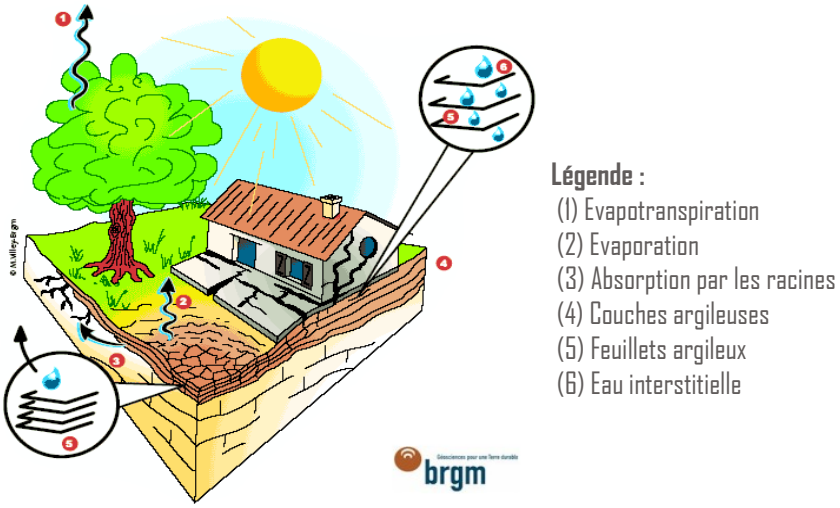


Figure 69 : Schéma du phénomène de retrait-gonflement des argiles (Source BRGM)

Comme évoqué précédemment, l'augmentation de la température entrainera un **accroissement des épisodes de sécheresse**, affectant ainsi les débits d'eau et les nappes. Le manque d'eau est la principale cause de la sécheresse. Lorsque l'hiver et/ou le printemps n'ont pas été suffisamment pluvieux, les réserves d'eau ne sont pas assez remplies. Le manque d'eau accompagné de températures élevées va alors accentuer le phénomène de sécheresse en provoquant une évapotranspiration plus importante (transpiration des plantes) et donc un impact sur le développement de la végétation. Celle-ci aura plusieurs effets nuisibles pour l'homme ainsi que la nature.

Selon Météo France « *l'humidité moyenne du sol en fin de siècle pourrait correspondre aux situations sèches extrêmes d'aujourd'hui* ». La sécheresse touchera également les cours d'eau avec une baisse des débits de l'ordre de 10% à 30% de moyenne annuelle à l'horizon 2070-2100. Les eaux souterraines seraient également touchées avec une baisse de la recharge des nappes estimée à environ 30% de la recharge annuelle à la fin du XXIe siècle.

L'augmentation de ces épisodes de sécheresse et l'amplification des pluies fortes se traduira par des conséquences sur les **phénomènes de retrait-gonflement des argiles**. Celui-ci peut engendrer des dégâts considérables sur le parc bâti des communes du territoire en présence de terrains sujets à ce phénomène.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

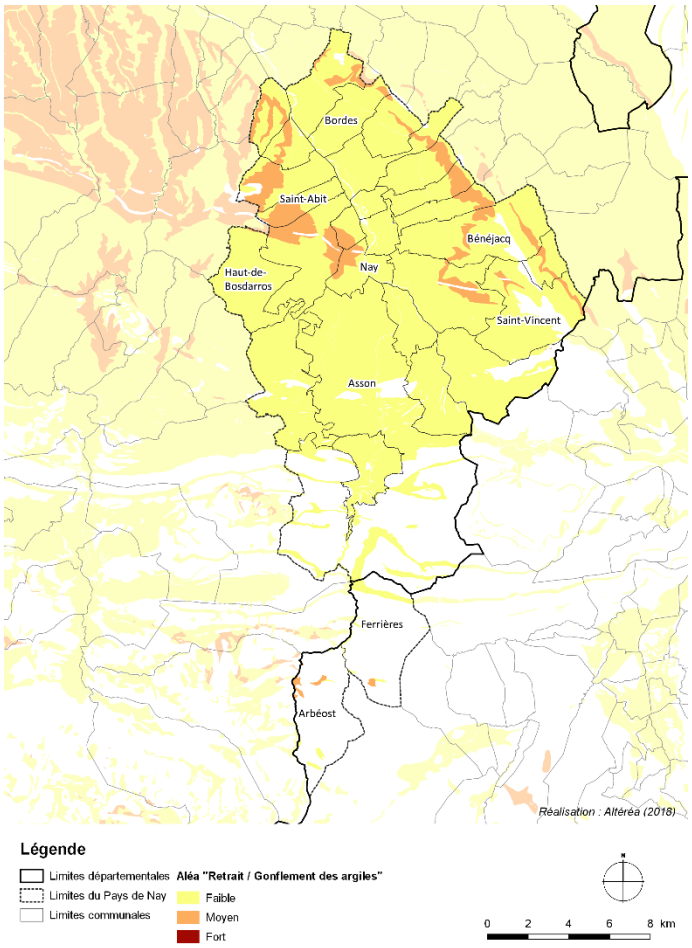


Figure 70 : Cartographie du risque de retrait gonflement des argiles sur le territoire de la CCPN (Source : data.gouv, Alterea)

Les aléas sur le territoire sont majoritairement faibles, mais certaines zones, localisées au nord du territoire, présentent un aléa moyen.

➔ Les effondrements de cavités souterraines

Les cavités peuvent être d'origine naturelle ou anthropique. On distingue différents phénomènes associés à la présence de cavités :

- Les affaissements : il s'agit d'une déformation progressive du sol, pouvant générer des désordres sur les constructions
- Les effondrements ou fontis : ils peuvent être localisés ou bien généralisés. Il s'agit d'un abaissement violent et spontané de la surface. Cela peut générer des dégâts importants sur les constructions et un risque élevé de victimes physiques, du fait de la rapidité et de l'importance du phénomène.

Le territoire dénombre sept cavités souterraines disséminées sur les communes d'Asson, Bordères, Montaut et Narcastet et répertoriées par le BRGM. Les communes d'Arbéost et Ferrières, non présentes sur la carte des Pyrénées-Atlantiques (cf. carte ci-dessous) ne dénombrent pas de cavités souterraines.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

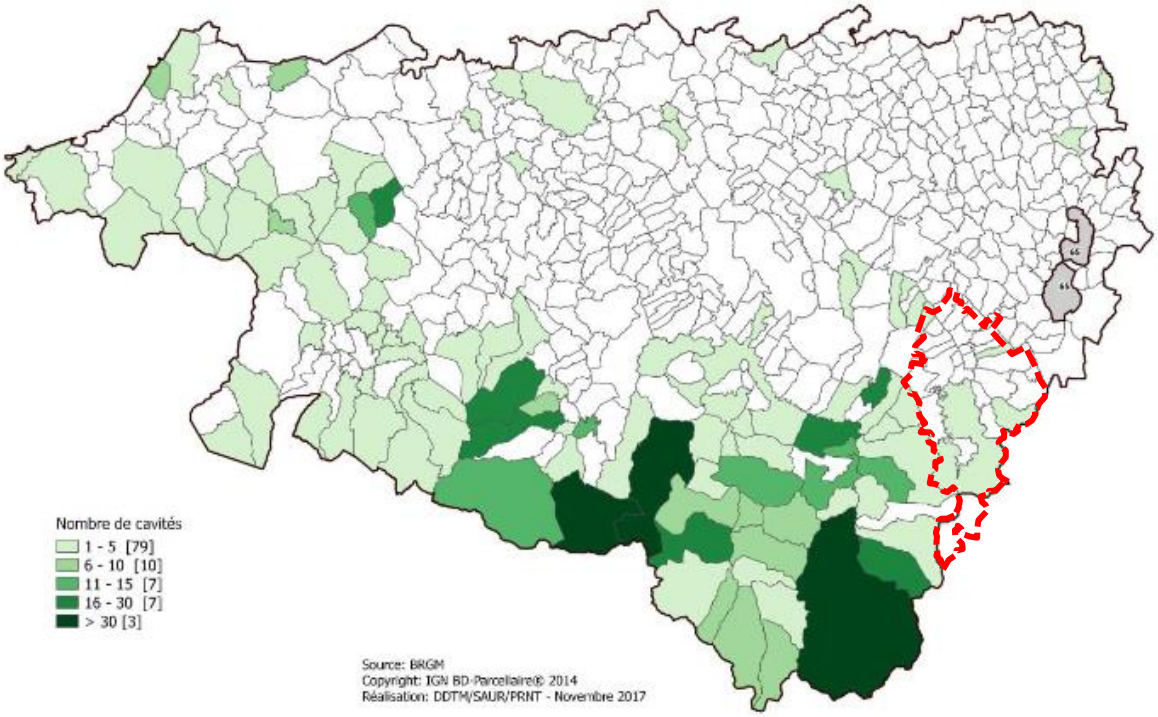


Figure 71 : cartographie de la synthèse du recensement des cavités souterraines (sans Arbéost et Ferrières) (Source DDRM, 2018)

10.3.1.3 Le risque sismique

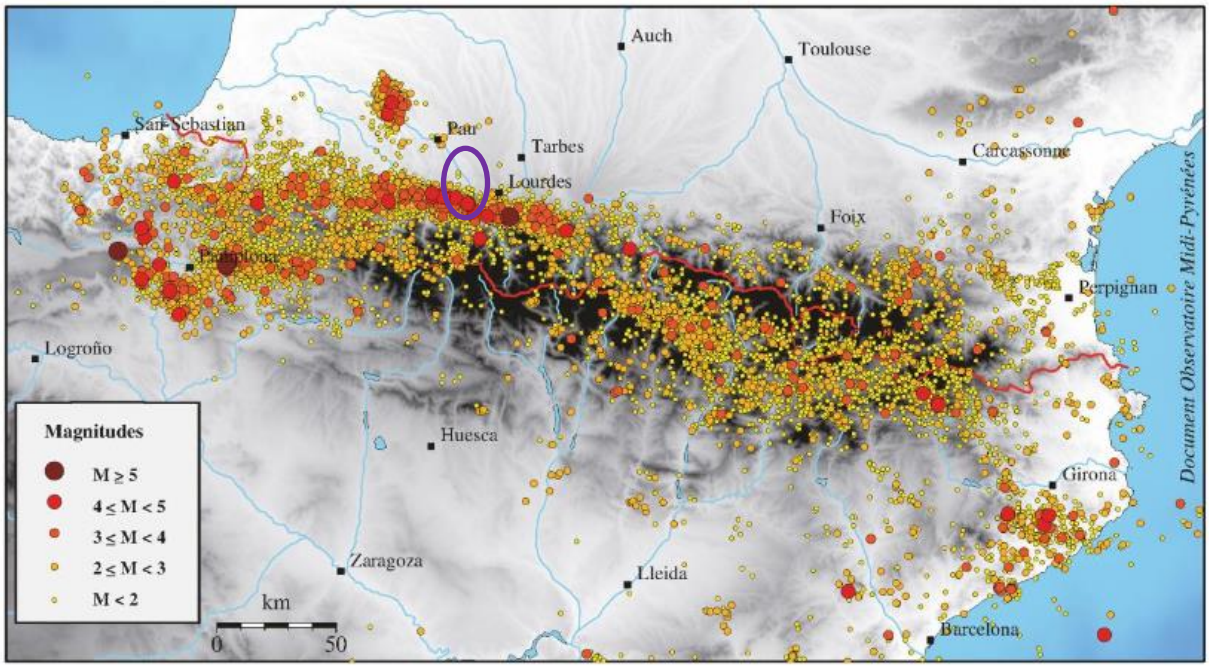


Figure 72 : Sismicité récente des Pyrénées (Source : catalogue OIMP 1997-2013)

La carte ci-dessus met en avant les nombreux épisodes sismiques qui ont eu lieu dans les Pyrénées, région régulièrement sujette aux séismes. La magnitude de ces épisodes varie entre 2 et 5. Un des derniers en date est celui du 31 décembre 2012, un séisme de magnitude 4,8 avait été enregistré entre Nay et Coarraze. Les dégâts s'étaient alors limités à quelques fissures sur des bâtiments.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

L'analyse de la sismicité historique (à partir des témoignages et archives depuis 1 000 ans), de la sismicité instrumentale (mesurée par des appareils) et l'identification des failles actives, permettent de définir l'aléa sismique d'une commune, c'est-à-dire l'ampleur des mouvements sismiques attendus sur une période de temps donnée (aléa probabiliste). Un zonage sismique de la France selon cinq zones a ainsi été élaboré. Ce classement est réalisé à l'échelle de la commune :

- Zone 1 : sismicité très faible
- Zone 2 : sismicité faible
- Zone 3 : sismicité modérée
- Zone 4 : sismicité moyenne
- Zone 5 : sismicité forte

Ci-dessous, la carte des aléas sismiques du massif pyrénéen évalue le territoire de la CCPN dans une zone de sismicité moyenne (zone 4). Les communes d'Arbéost et Ferrières, non présentes sur cette carte des Pyrénées-Atlantiques, sont elles aussi classées en zone 4.

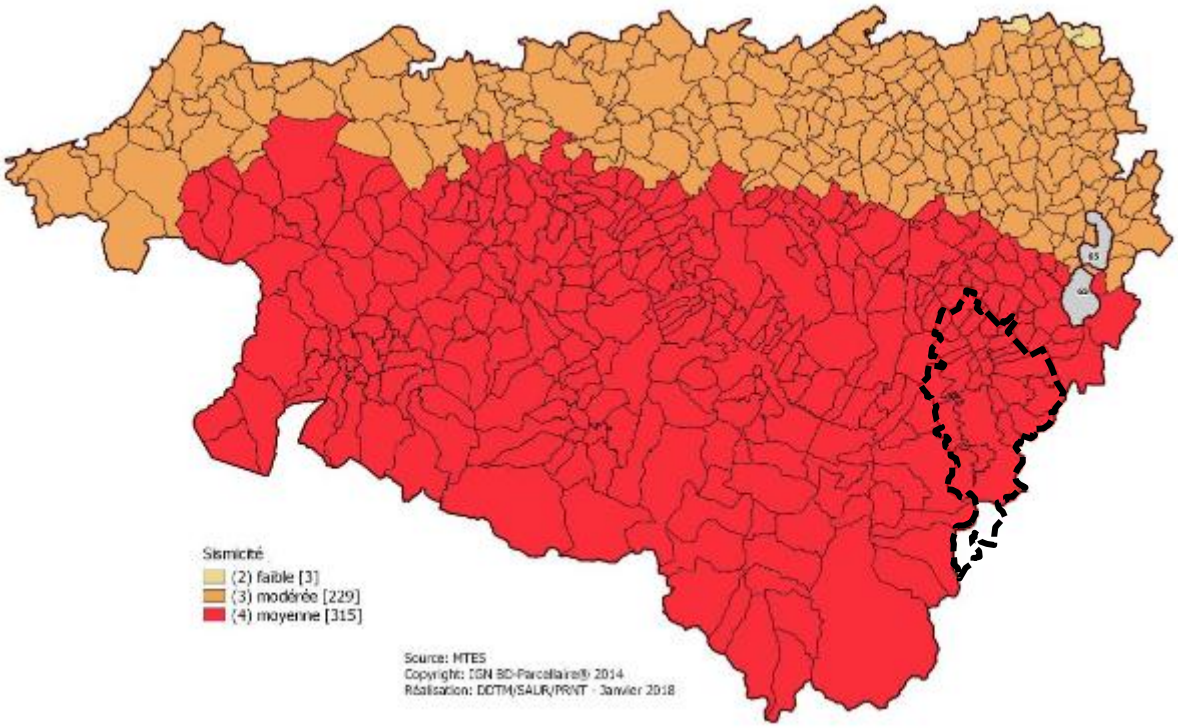


Figure 73 : Aléa sismique du massif pyrénéen (sans Arbéost et Ferrières) (Source : DDRM Pyrénées-Atlantiques)

10.3.1.4 Les tempêtes

D'après le Dossier départemental des Risques Majeurs (DDRM) des Pyrénées-Atlantiques, une tempête correspond à l'évolution d'une perturbation atmosphérique, ou dépression, le long de laquelle s'affrontent deux masses d'air aux caractéristiques distinctes. On parle de tempête lorsque les vents dépassent 89km/h (les plus fortes tempêtes peuvent dépasser les 150 km/h en plaine et sur le littoral, voire 200 km/h sur les sommets montagneux. Une tornade est un phénomène météorologique extrême qui apparait lorsque l'air est instable, quand survient un conflit entre un air doux de surface et un air froid en altitude. Il s'agit d'évènements assez brefs et très localisés.

Les tempêtes touchant la France se forment sur l'océan Atlantique au cours des mois d'automne et d'hiver, tandis que les tornades se produisent au cours de la période estivale. Chaque année, ce sont en moyenne 15 tempêtes qui affectent les côtes.

Le territoire d'étude n'est qu'exceptionnellement touché par ces tempêtes (1982 notamment).

10.3.1.5 Les canicules

L'augmentation de la température sur le territoire de la CCPN est également un impact du changement climatique. En effet, sur la période 1959 – 2009, la tendance observée des températures annuelles est comprise entre +0,2°C et +0,3°C par décennie. Avec l'augmentation des températures, conséquence du changement climatique, les vagues de chaleur seront à la hausse. Ces vagues de chaleur font partie des extrêmes climatiques les plus préoccupants au regard de la vulnérabilité de nos sociétés.

Sur la base du recensement des vagues de chaleur apparues en France depuis 1947, il apparaît clairement que la fréquence et l'intensité de ces évènements ont augmenté au cours des trente dernières années. Les épisodes entre 1982 et 2016 ont été sensiblement plus nombreux que ceux de la période 1947-1980, de durée équivalente[39].

Par ailleurs, les épisodes de canicules seront plus fréquents et plus intenses. En France, la canicule d'août 2003 a été l'événement le plus connu depuis 1947. D'autres épisodes ont également été particulièrement marquants : les canicules de juillet 2006, juillet 2015 et juin 2017.

Le territoire étant majoritairement agricole, il dispose de peu de surfaces imperméabilisées, permettant de réduire les effets de la hausse des températures liés aux îlots de chaleur urbains.

10.3.1.6 Risque de feux de forêt

Un feu de forêt concerne une surface boisée minimale d'un hectare d'un seul tenant, et détruit à minima des étages arbustifs et/ou arborés. On distingue trois types de feux :

- Les feux de sol, qui se propagent lentement,
- Les feux de surface, qui brûlent les strates basses de la végétation et se développent rapidement,
- Les feux de cimes, qui brûlent la partie supérieure des arbres. La vitesse de propagation étant très élevée, ils sont difficiles à contrôler.

- Echelle nationale :

Le risque incendie est de plus en plus présent, avec en 2022 une surface totale de 66 000 hectares touchée par les feux de forêt. Il s'agit d'une situation inédite, avec des phénomènes d'ampleur auquel tout le pays doit faire face.

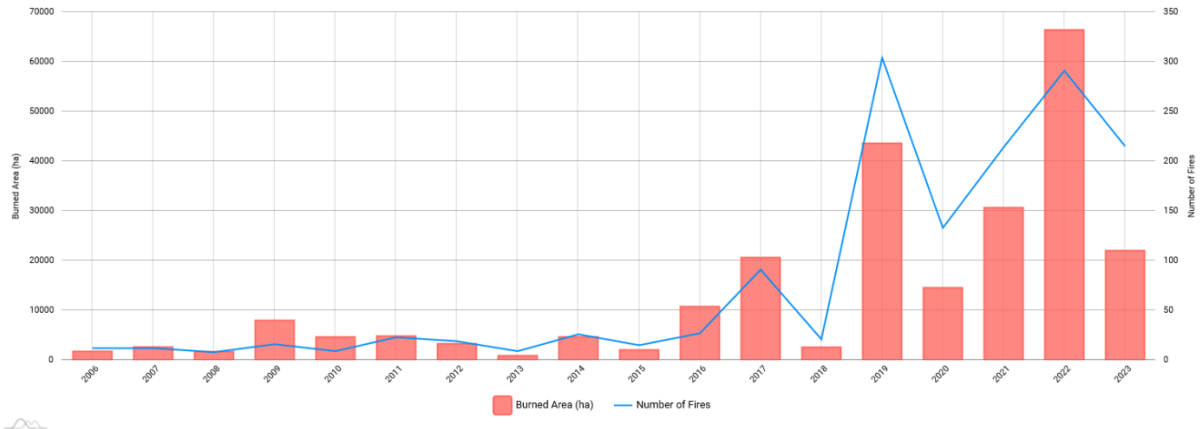


Figure 74 : Représentation des surfaces incendiées par les feux de forêt en 2022 (Source : Système européen d'information sur les feux de forêts (Effis))

Ce graphique ci-après représente la surface forestière brûlée sur le territoire hexagonal au 5 novembre 2022. Cette superficie est de 66 360 hectares en 2022 contre 9 714 en moyenne (établie sur la période de 2006 à 2021), soit un coefficient multiplicateur de 6,8.

[39] Source : Météo France : Changement climatique et vagues de chaleur

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

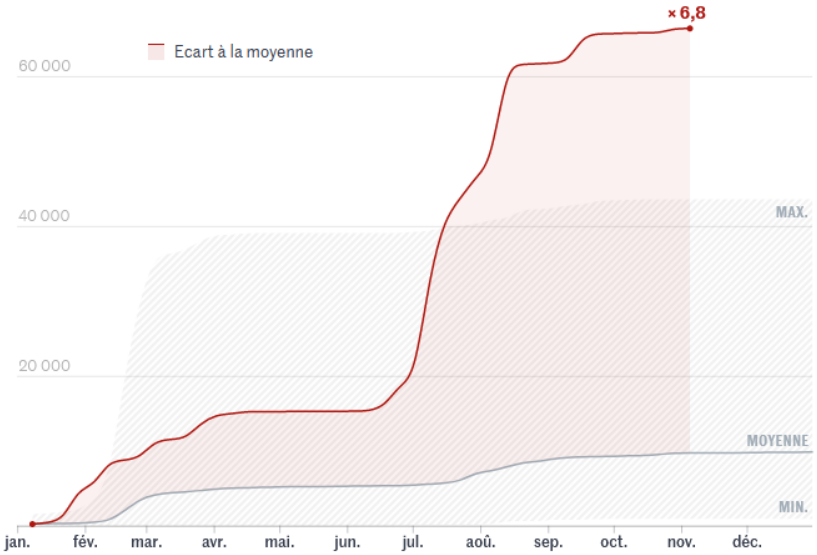


Figure 75 : Comparaison des surfaces brûlées en 2022 en France par rapport à la moyenne 2006-2021
(Source : Système européen d'information sur les feux de forêts (Effis))

En 2022, environ 13 000 hectares ont été incendiés dans le département des Pyrénées Atlantiques.

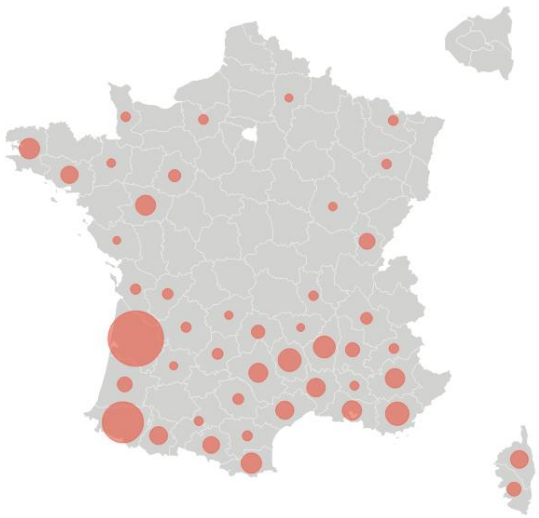


Figure 76 : Cartographie des surfaces incendiées par les feux de forêt en 2022
(Source : Système européen d'information sur les feux de forêts (Effis))

- Echelle régionale :

Le territoire de la CCPN est concerné par ce risque pour toute sa moitié sud (Arbéost et Ferrières comprises bien qu'absentes sur la carte ci-dessous). Malgré son climat plutôt arrosé en période estivale, le risque de feux de forêt pourrait malgré cela se renforcer avec l'accroissement de l'intensité et de la durée des épisodes de sécheresse, ainsi que la fragilisation des écosystèmes forestiers. La proximité de ces espaces forestiers avec des zones urbaines renforcerait la vulnérabilité localement.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

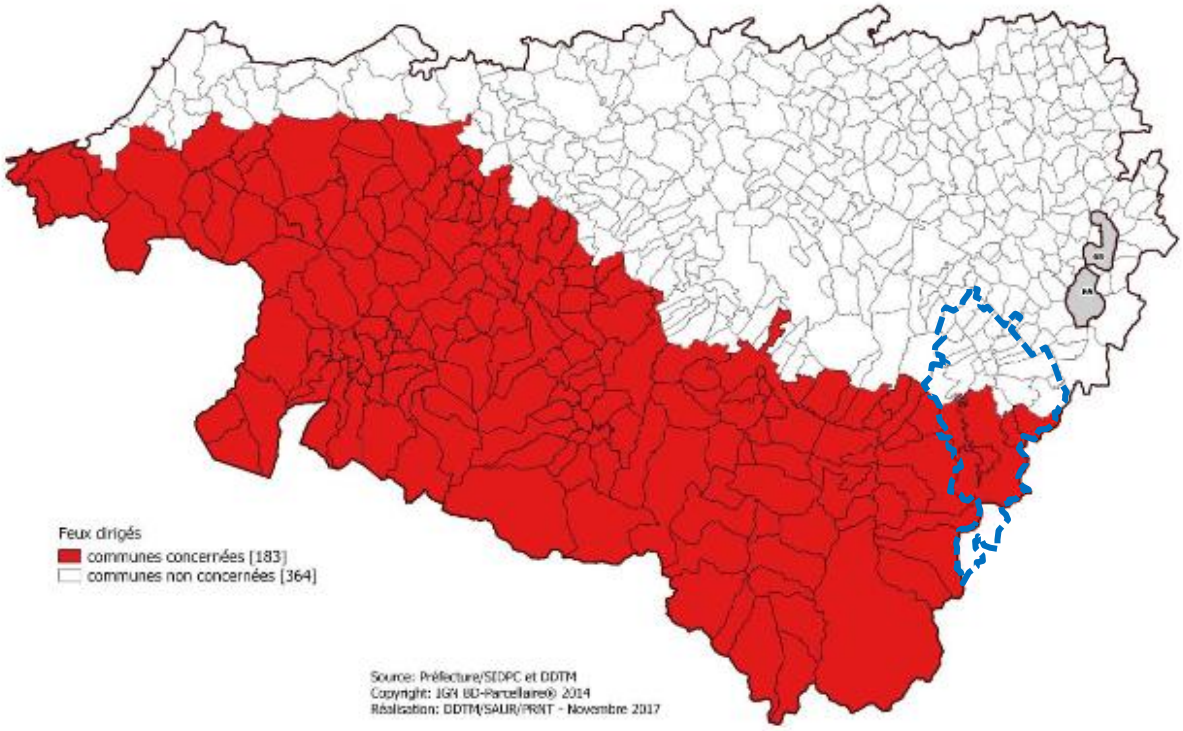


Figure 77 : Cartographie des communes concernées par le risque de feux de forêt (sans Arbéost et Ferrières) (Source : DDRM Pyrénées-Atlantiques)

Les feux de forêts observés dans un secteur large autour du Pays de Nay se situent principalement en haute montage. Quelques incendies sont apparus en basse altitude à proximité d'espaces boisés.

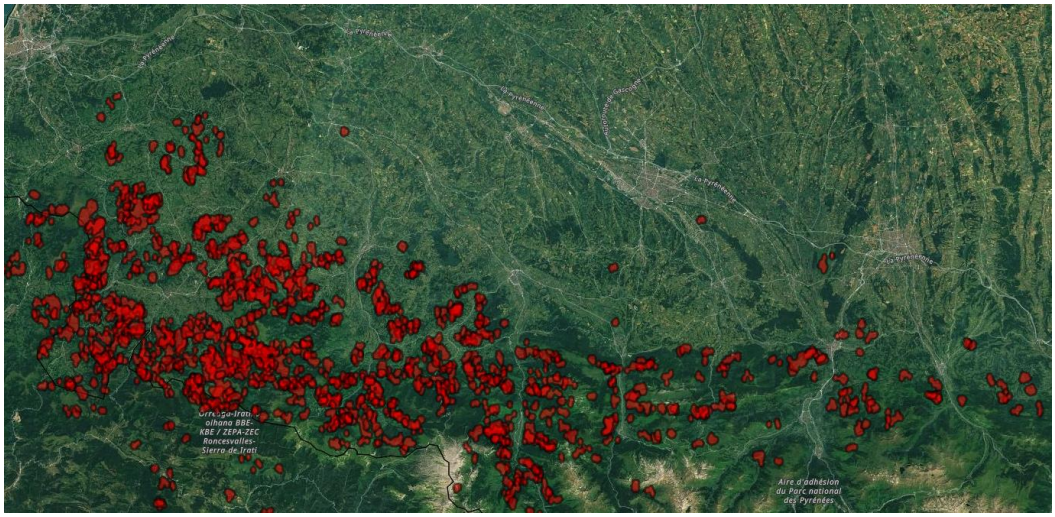


Figure 78 : Représentation des surfaces incendiées par les feux de forêt entre 2018 et 2023 (Source : Système européen d'information sur les feux de forêts (Effis))

Il est à noter que le décret n° 2023-706 du 1er août 2023 relatif aux obligations de débroussaillement participe à limiter les risques de propagation d'incendie dans des zones exposées. Ainsi le territoire de la Communauté de Communes de Nay est concerné par cette obligation dans certaines zones géographiques précises.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

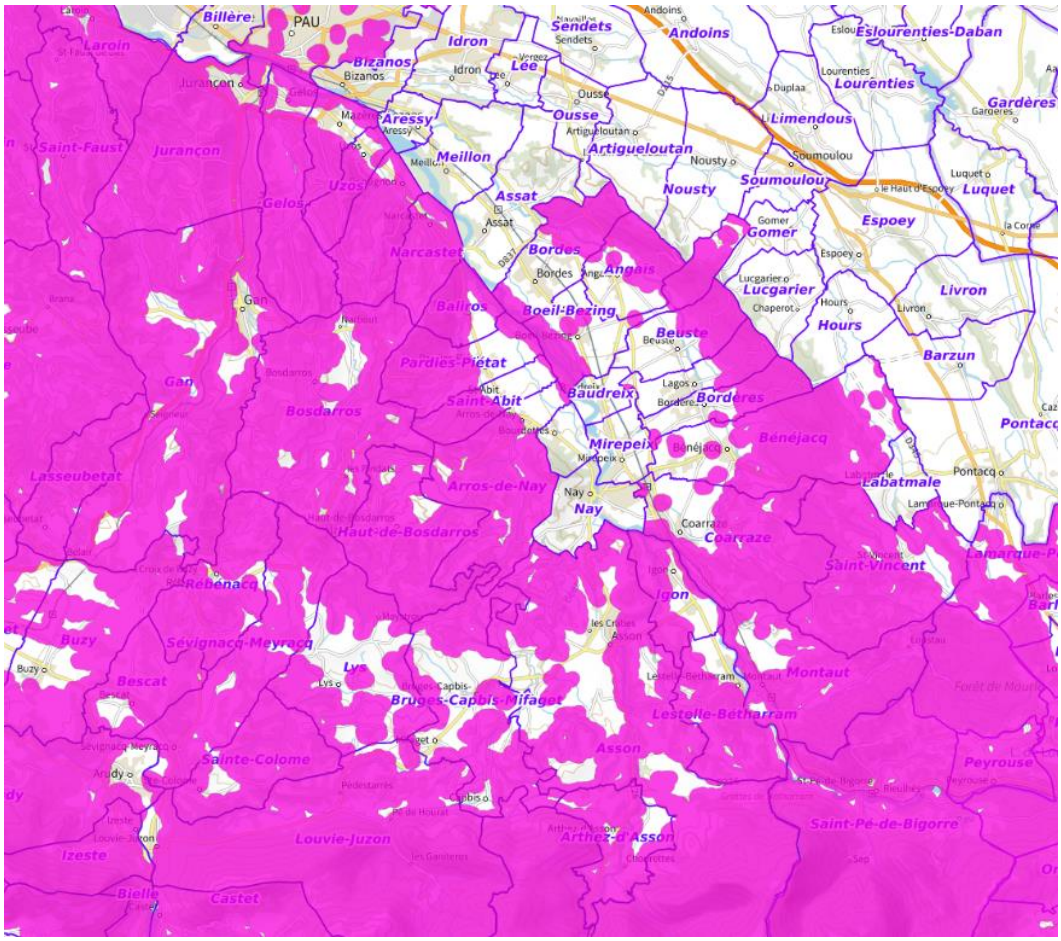


Figure 79 : Représentation des zones soumises à obligation de débroussaillement (rose) (Source : Institut national de l'information géographique et forestière (IGN))

10.3.1.7 Les avalanches

Selon le DDRM des Pyrénées-Atlantiques, une avalanche correspond à un déplacement rapide d'une masse de neige sur une pente, provoqué par une rupture du manteau neigeux. Cette masse varie de quelques dizaines à plusieurs centaines de milliers de mètres cubes, pour des vitesses comprises entre 10 et 400 km/h, selon la nature de la neige et les conditions d'écoulement. Les pentes favorables au départ des avalanches sont comprises entre 30 et 55°.

Une avalanche peut se produire spontanément ou être provoquée par un agent extérieur. Trois facteurs sont principalement en cause :

- la surcharge du manteau neigeux, d'origine naturelle (importantes chutes de neige, pluie, accumulation par le vent) ou accidentelle (passage d'un skieur ou d'un animal)
- la température : après des chutes de neige et si une période de froid prolongée se présente, le manteau neigeux ne peut se stabiliser. Au contraire, lorsqu'il existe des alternances chaud-froid (la journée et la nuit), le manteau se consolide. En revanche, au printemps, la forte chaleur de mi-journée favorise le déclenchement d'avalanches, car la neige devient lourde et humide
- le vent engendre une instabilité du manteau neigeux par la création de plaques et corniches.

Selon l'IRSTEA[40], *les données climatiques permettent de dessiner une tendance avec le réchauffement climatique d'avoir moins de neige et dès lors une diminution de l'activité avalancheuse, surtout à basse et moyenne altitudes*. Cependant, une étude de l'Université de Genève, menée dans l'Himalaya, a montré une hausse du nombre et de la puissance des avalanches. Cet accroissement serait lié à plus de « neige mouillée » du fait de l'augmentation des températures.

[40] IRSTEA : Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Le risque ne concerne que la partie montagneuse du territoire (Arbéost et Ferrières) mais il est encore difficile, à ce jour, d'évaluer comment évoluera ce risque à l'échelle du territoire de la CCPN.

10.3.2 Risques anthropiques

Le risque technologique est lié à l'activité anthropique : la manipulation, le transport ou le stockage de substances dangereuses pour la santé et l'environnement. Ces risques peuvent avoir des conséquences immédiates pour les personnes, les biens ou l'environnement. De nombreuses réglementations existent afin de limiter ces risques. Ces risques peuvent se manifester, entre autres, par un incendie lors de l'inflammation d'un produit ou par la libération d'un gaz toxique ou de produits dangereux.

10.3.2.1 Le transport de matières dangereuses (TMD)

Ce risque peut conduire à un accident lors du transport, par voie routière, ferroviaire, voie d'eau ou canalisation, et peut entrainer des conséquences graves pour l'environnement ou la santé humaine. Le transport de produits toxiques, explosifs, corrosifs ou radioactifs est fréquent. Les conséquences d'un accident lors du transport de matières dangereuses sont l'explosion, l'incendie ou bien un dégagement de nuage toxique.

D'après le DDRM des Pyrénées-Atlantiques, une partie des communes CCPN sont concernées par le risque lié aux transports de matières dangereuses. Assat, Bénéjacq, Bordes, Coarraze, Igon, Labatmale, Narcastet et Saint-Vincent sont en effet concernées par le risque TMD lié au transport de gaz naturel. Les communes d'Arbéost et Ferrières ne sont quant à elles pas soumises au risque TMD.

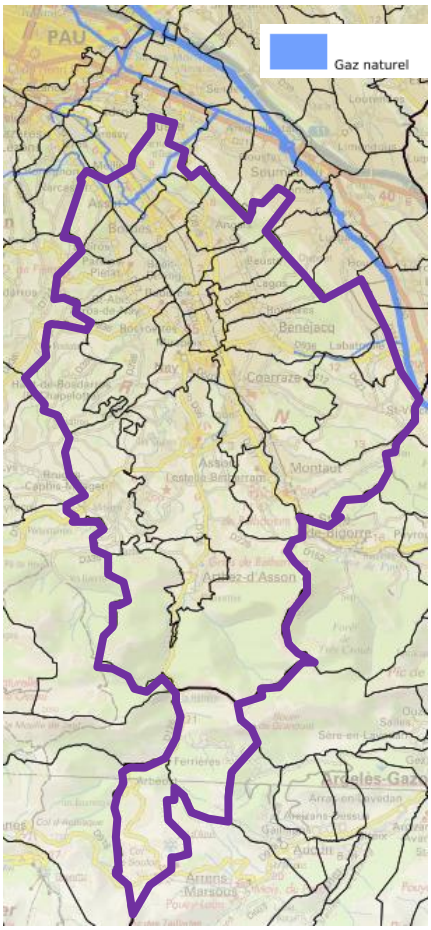


Figure 80 : cartographie des communes concernées par le transport de gaz naturel, 2018 (Source : georisques.gouv.fr)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

10.3.2.2 Sites et sols pollués

Définition : Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement.

La base BASIAS[41] recense 168 anciens sites industriels et activités de service. Toutes les communes sont concernées sauf Bourdettes et Haut-de-Bosdarros. A titre d'exemple, les anciennes stations-services sont largement représentées parmi ces sites, qui s'avèrent être hétéroclites et très ponctuels dans l'espace.

Globalement, toutes les anciennes activités économiques y sont dénombrées, car il ne s'agit pas véritablement de pollutions avérées, mais plutôt d'un recensement documentaire d'installations ayant existées. Le nombre de sites est peu élevé par rapport à d'autres territoires, qui subissent plus fortement les conséquences de l'activité industrielle.

La CCPN possède trois sites avec sols pollués répertoriés dans la base BASOL[42], dont deux situés à Bordes et un à Bénéjacq :

- Une ancienne décharge ayant été en activité de 1950 à 1998, située dans le quartier du Saligua de Bordes en bordure du Gave de Pau sur une superficie de 3,5 ha. Cette décharge recevait des ordures ménagères brutes jusqu'en 1980, puis seulement les déchets encombrants, déchets verts et boues de stations d'épuration. Cette activité a engendré la pollution des nappes en sous-sol. Actuellement, il n'existe pas de restrictions d'usage ou de mesures d'urbanisme en lien avec ce site. Ce site est en cours de réhabilitation ;
- Le site de SAFRAN, couvrant une superficie de 15ha. L'usine a induit la pollution du sol et de la nappe alluviale par les hydrocarbures et des solvants chlorés au droit du site et potentiellement à l'aval. Depuis 2008, une surveillance semestrielle des eaux souterraines par au moins 4 piézomètres a été mise en place. Actuellement, il n'existe aucune restriction d'usage ou de mesures d'urbanisme ;
- L'ancien centre d'enfouissement technique de Bénéjacq, d'une superficie de 5 hectares que la CCPN a réhabilité en 2015.

Les Secteurs d'Information sur les Sols « SIS » prévus par l'article L125-6 du code de l'environnement et introduits dans le cadre de la loi Alur doivent être établis dans chaque département. Le décret 2015-2353 du 26 octobre 2015 définit leur procédure d'élaboration ainsi que leur intégration dans les documents d'urbanisme. Dans le cadre de la procédure d'élaboration, le préfet de Région consultera les collectivités durant six mois puis arrêtera les SIS (article R125-44 du Code de l'Environnement). Une consultation du public est également prévue au titre de l'article L120-1 du Code de l'Environnement.

L'arrêté de création des SIS sera notifié aux maires et aux présidents d'EPCI. Les SIS seront ensuite affichés pendant un mois au siège de la mairie et au siège de chaque EPCI compétent. Ils seront annexés au PLU (article R125-46 du Code de l'Urbanisme) et intégrés via SIG dans les certificats d'urbanisme (article R-410-15-II du Code de l'Urbanisme).

Dans le cadre de l'élaboration des SIS, une étude visant à justifier que l'usage envisagé est compatible avec l'état des milieux deviendra prochainement une obligation réglementaire. Pour les projets de construction prévus dans un SIS, cela implique la réalisation d'une étude de sol et l'obtention d'une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, à l'appui d'une demande de permis de construire ou d'aménager. L'attestation est établie sur le projet de construction au stade de sa conception. Un seul SIS est répertorié sur le territoire, localisé sur la commune d'Asson (ex-établissement Calonge).

[41] BASIAS : Base des Anciens Sites industriels et Activités de Service
[42] Base des sites pollués ou potentiellement pollués qui appellent une action de l'administration

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

L'industrie ne constitue pas pour le territoire un enjeu important au regard de la pollution des sols. Cependant, l'activité industrielle mérite d'être surveillée de près vis-à-vis de la pollution et des risques technologiques qu'elle engendre.

10.3.2.3 Exploitations industrielles ou agricoles

Les principales manifestations du risque industriel sont :

- L'incendie par inflammation d'un produit au contact d'un autre, d'une flamme ou d'un point chaud, avec risque de brûlures et d'asphyxie ;
- L'explosion par mélange entre certains produits, libération brutale de gaz avec risque de traumatismes directs ou par onde de choc ;
- La dispersion dans l'air, l'eau ou le sol de produits dangereux avec toxicité par inhalation, ingestion ou contact.

Est considérée comme une **Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE)** toute installation exploitée ou détenue par une personne physique ou morale, publique ou privée, qui peut présenter des dangers ou des inconvénients pour[43] :

- La commodité du voisinage ;
- La santé, la sécurité, la salubrité publiques ;
- L'agriculture ;
- La protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;
- L'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- La conservation des sites, des monuments ou du patrimoine archéologique.

Il existe trois types d'ICPE en fonction du niveau de pollution ou de nuisance :

- Déclaration (activité moins polluante et moins dangereuse)
- Enregistrement (prévenir des risques connus)
- Autorisation (activité avec risques et pollutions importants).

24 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sont recensées sur le territoire d'études[44]. Parmi celles-ci, 10 sont soumises à autorisation et 10 à enregistrement. Les quatre ICPE restantes sont en cessation d'activité. La plupart de ces installations sont des exploitations agricoles exerçant une activité d'élevage.

En voici une liste non-exhaustive :

- Baudreix : 1 installation classée liée à l'exploitation de granulats (Lafarge Granulats Sud) ;
- Coarraze : 1 installation classée liée à l'activité d'élevage ;
- Lagos : 1 installation classée liée à l'activité d'élevage ;
- Haut-de-Bosdarros : 1 installation classée liée à l'activité d'élevage ;
- Bénéjacq : 1 installation liée à la préparation ou conservation de produits d'origine animale (Laguilhon) ;
- Bordes : 3 installations classées dont une liée au travail des métaux (Casse-Auto), etc., 1 liée au stockage de produits inflammables, etc. (EOLYO) et 1 liée à l'emploi ou stockage de produits très toxiques, etc. (SAFRAN) ;
- Asson : 4 installations classées dont une liée à l'exploitation de granulats (Daniel J&G), une liée à la présentation au public d'espèces non domestiques (Zoo d'Asson) et 2 liées à l'activité d'élevage ;
- Nay : 1 installation classée liée au travail des métaux, etc. (CANCE).

Le classement en ICPE de ces entreprises les contraint à produire un certain nombre de documents, transmis en préfecture et rendus publics par la suite, sur les activités exercées et les volumes traités, l'approvisionnement et la gestion des effluents, émanations et déchets solides, les procédures en cas d'incident, etc.

[43] Source : Service-public.fr : fiche ICPE

[44] Source : http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

En 1976, un accident industriel a eu lieu dans la commune italienne de **Seveso**. Un réacteur préparant du trichlorophénol (désinfectant à usage médical) s'est emballé, provoquant l'émission d'un nuage de produits toxiques.

Cet accident a donné son nom à la directive européenne du 24 juin 1982, qui demande aux Etats et aux entreprises d'identifier les risques associés à certaines activités industrielles dangereuses, et de prendre des mesures pour y faire face. La directive Seveso a été modifiée à diverses reprises. Il s'agit actuellement de la « directive Seveso 3 » 2012/18/UE qui concerne la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

En plus des ICPE, le département compte 16 établissements SEVESO seuil haut, mais aucun sur le territoire d'étude.

10.3.3 Disponibilité et qualité de la ressource en eau

Le territoire de la CCPN dispose d'une ressource en eau abondante. Cependant, elle est essentielle pour le bon fonctionnement du territoire (approvisionnement en eau potable, maintien de la biodiversité, ressource pour les espaces agricoles) et est, elle aussi, fortement impactée par le changement climatique et par les différents risques présents sur le territoire. Les sécheresses et les inondations ont de forts impacts sur sa disponibilité et sur sa qualité ; les épisodes de fortes chaleurs engendrent des prélèvements plus importants ; les prévisions du changement climatiques font état d'une augmentation de la sécheresse des sols, etc.

Pour faire face à ces différentes situations et afin d'assurer la qualité de la ressource, le cadre législatif a créé les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE), à l'échelle des grands bassins hydrographiques ; et les Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) à l'échelle des bassins versants. Le SDAGE permet de fixer les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée des ressources en eau, dans le respect des principes de la loi sur l'eau de 1992.

La CCPN appartient au territoire de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, dont le premier SDAGE a été adopté en 1996 et un deuxième en 2009 pour la période 2010-2015. Un nouveau SDAGE a été lancé pour la période 2016-2021 en 2015.

Le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 concerne cinq régions hydrographiques : la Charente, la Dordogne, la Garonne, l'Adour et les fleuves côtiers. Il s'agit d'un territoire de 116 000 km², qui représente 20% du territoire national. Il concerne trois régions administratives, 26 départements et comprends 6 917 communes dont deux métropoles régionales : Toulouse et Bordeaux.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

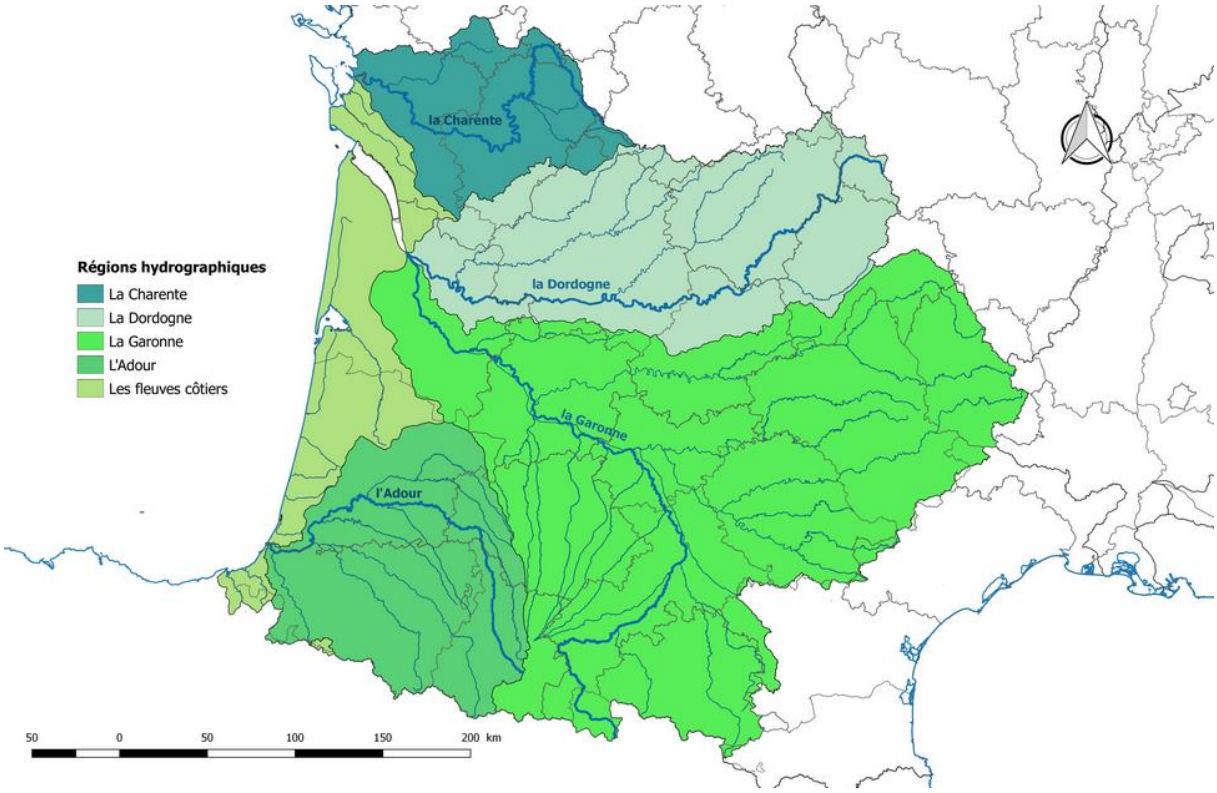


Figure 81 : Périmètre du SDAGE Adour-Garonne et découpage des bassins versants (Source : QGIS)

Les orientations du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 sont les suivantes :

- Créer les conditions favorables à une bonne gouvernance
- Réduire l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques
- Gérer durablement les eaux souterraines, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides
- Assurer une eau de qualité pour des activités et usages respectueux des milieux aquatiques
- Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique
- Privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire

Le territoire ne dépend en revanche d'aucun SAGE.

10.3.4 Liens entre risques, changement climatique et santé humaine

La croissance des canicules, des journées de fortes chaleurs ou l'augmentation des événements climatiques comme les inondations, peuvent entrainer des conséquences sanitaires significatives :

- Sensibilité des populations fragiles aux fortes chaleurs (canicules) ;
- Blessures directes et décès : noyades en cas d'inondations, brûlures ou affections respiratoires en cas de feux de forêt, etc. ;
- Destructions de logements ;
- Contamination de l'eau ;
- Dommages aux infrastructures sanitaires et aux voies de communication pouvant entrainer la difficulté d'accès des services de secours aux lieux du sinistre ou à certaines populations isolées ;
- Effets psychologiques, troubles somatiques, anxiété, dépressions à plus long terme : ces effets sont les plus difficiles à cerner.

10.3.4.1 Des réductions des rendements agricoles :

Le changement climatique influe sur les déterminants sociaux et environnementaux de la santé : air pur, eau potable, nourriture en quantité suffisante, sécurité du logement.

Les forêts et l'agriculture sont des champs économiques essentiels pour la France et plus largement pour l'Europe. Il est observé que les changements climatiques modifient les conditions environnementales des exploitations. Les modifications climatiques affectent ainsi les conditions optimales de production, que ce soit pour les céréales, les herbages, les cépages ou les forêts. Les études montrent que le rendement des cultures augmenterait dans les régions froides, où les basses températures limitent actuellement leur croissance. Cependant, dans les régions chaudes, le stress thermique, auquel seront soumises les cultures et les ressources en eau, entraînerait une baisse des rendements. Le bétail ne serait pas en reste. Les filières d'élevage, particulièrement les ruminants, sont effectivement sensibles au changement climatique. Les bovins, par exemple, répondent aux températures élevées en diminuant leur alimentation ce qui limite la production laitière, induit un déficit énergétique et réduit la fertilité et leur longévité. L'augmentation des températures entrainerait également le développement des maladies.

A l'échelle de l'Union européenne, la France est la première puissance productrice de produits agricoles, elle est notamment la première productrice européenne de céréales et de betteraves sucrières et seconde productrice de bovins et de volailles.

Le changement climatique affecterait donc les quatre composants de la sécurité alimentaire (disponibilité alimentaire, l'accès à l'alimentation, l'utilisation de la nourriture et la stabilité des systèmes de production alimentaire[45]).

Pour y répondre, la France s'est engagée lors de la COP 21 avec le programme international 4 pour 1 000[46], qui vise à montrer que l'agriculture, et en particulier les sols agricoles, peuvent jouer un rôle crucial pour la sécurité alimentaire et le changement climatique. L'initiative "4 pour 1000" vise à allonger le contenu en matière organique des sols et la séquestration de carbone, via l'implémentation de pratiques agricoles adaptées aux conditions locales (environnementales, sociales, économiques). Un taux de croissance de 4 pour 1 000 de stocks de carbone du sol dans les premiers 30 à 40 cm du sol réduirait de manière significative dans l'atmosphère la concentration de CO_2 lié aux activités humaines. A titre d'exemple : l'agroécologie, l'agroforesterie, l'agriculture de conservation ou la gestion des paysages.

10.3.4.2 Surmortalité des personnes sensibles aux fortes chaleurs :

L'augmentation du nombre de jours de fortes chaleurs, pouvant aller jusqu'à plus de 120 jours par an, présente un risque de surmortalité pour les personnes sensibles, principalement les personnes âgées et les jeunes enfants.

Les épisodes caniculaires pourraient atteindre plus fréquemment des degrés d'intensité similaires à la canicule connue en août 2003. Cette canicule avait entraîné une surmortalité de 15 000 personnes en France, en touchant plus fortement les personnes de plus de 55 ans, et plus particulièrement les personnes de plus de 75 ans.

Accompagner les acteurs du territoire (communes, bailleurs, propriétaires) dans la prévention et l'information, et l'amélioration de l'isolation des logements pour le confort d'été permettrait de limiter la vulnérabilité face à l'augmentation des épisodes de fortes chaleurs.

10.3.4.3 Pollens et changement climatique :

Le changement climatique et l'augmentation des températures moyennes peut entraîner un changement d'aires de répartition de certaines espèces végétales, et ainsi favoriser l'implantation d'espèces allergisantes en milieu urbain. De plus, la période de pollinisation de certaines espèces allergisantes peut être augmentée. Cela aura donc un effet sur les populations allergiques.

[45] Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

[46] Programme international 4 pour 1000 **«** https://www.4p1000.org/fr »

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

L'allergie est un problème de santé publique qui touche une partie importante de la population. En France 10 à 20% de la population est allergique au pollen. Les allergies respiratoires sont au premier rang des maladies chroniques de l'enfant. En 2014, 851 décès causés par l'asthme ont été enregistrés par l'agence nationale Santé Publique France.

Le changement climatique a donc un impact dans l'augmentation de la pollution urbaine à cause de chaleurs plus importantes, la fréquence accrue et précoce de la dispersion de pollens par les plantes causant asthmes et allergies, la prolifération de vecteurs de maladies, comme l'apparition en France du moustique-tigre porteur de maladies tropicales tels que la dengue et le chikungunya.

Limiter les espèces allergisantes dans les espaces urbains et sensibiliser la population aux espèces pouvant être plantées sur le territoire permettrait de limiter la vulnérabilité face à l'accroissement des espèces allergisantes et d'améliorer la qualité de vie des habitants.

Enfin, des effets plus éloignés peuvent se produire : des vagues de migration, une baisse des activités économiques générant chômage et pauvreté.

10.3.4.4 La capacité d'adaptation du territoire

La prise en compte des différents risques est encore faible sur le territoire : l'élaboration des Plans de Préventions des Risques sont consécutifs à des prescriptions étatiques, et dans le cas des PPRI, consécutifs à des épisodes particulièrement violents. Il en résulte un certain manque d'homogénéisation des normes et de suivi du risque. Il en va de même pour la gestion du risque de canicule et de sécheresse, voué à s'accroître au fil du temps.

Quelques actions[47] sont toutefois menées afin de limiter les impacts d'évènements climatiques futurs. À titre d'exemple, deux bassins écrêteurs de crues ont été construits dans les zones les plus sensibles du territoire pour pallier les erreurs d'urbanisme faites dans le passé (à Arros-de-Nay sur le Luz de Cazalis et à Narcastet sur le Las Bareille). Trois autres écrêteurs de crues sont également en projet, sur le Luz, le Trouilhet à Bénéjacq et le Tutet à Bourdettes.

Par ailleurs, une autre difficulté qui pourrait devenir récurrente est celle de la gestion de l'eau. Les débits moyens des cours d'eau sont amenés avec le changement climatique à baisser, diminuant la ressource disponible. Des mesures de restriction de l'usage de l'eau ont été prises plusieurs années comme en 2015 et 2016.

Dans le cadre de l'étude prospective Adour 2050, une étude d'ampleur a été menée par l'institution Adour, en partenariat avec les acteurs du territoire. Elle s'intitule « Comment répondre au changement climatique dans le bassin de l'Adour et les côtiers basques ? ». L'étude vise à évaluer l'évolution du territoire de l'Adour et des côtiers basques à l'horizon 2050 sur la gestion et les usages de l'eau pour ensuite dégager les actions d'adaptation les plus pertinentes. En 2050, les modèles convergent vers :

- Une augmentation de la température moyenne annuelle de l'air de 2°C minimum ;
- Une augmentation des situations extrêmes telles que des sécheresses, des inondations ;
- Une baisse moyenne annuelle des débits naturels des cours d'eau entre –20% et -40%, et -50% en période d'étiage ;
- Une diminution de la durée d'enneigement sur les massifs ;
- Une augmentation de l'évapotranspiration ;
- Une augmentation de la sécheresse des sols ;
- Recharge des nappes à la baisse ;
- Augmentation significative de la température des eaux de surface ;
- Elévation du niveau de l'océan, de l'ordre de 21 cm.

[47] Source : Entretien avec la Direction de l'Aménagement, de l'Habitat et du Développement Durable

Ces impacts sont déjà présents sur le territoire, et vont accentuer la forte tension sur les ressources en période d'étiage. En effet, le déséquilibre hydrologique entre besoins et ressources est actuellement estimé à 200 - 250 millions de m3, et pourrait atteindre 1 à 1,2 millions de m3 en 2050.

Parmi les six scénarios alternatifs proposés, deux d'entre eux, considérés comme plus souhaitables pour l'évolution du territoire ont été sélectionnés : « Prise en compte pro-active des enjeux par la puissance publique » et « L'environnement au cœur du développement économique ». De manière non-exhaustive, voici quelques actions issues de ces deux scénarios qui montrent les actions possibles du territoire pour s'adapter au changement climatique :

- Mise en place de corridors bleus et verts et de mesures favorables à l'infiltration ;
- Réduction des fuites dans les réseaux et équipements hydro-économes ;
- Augmentation des surfaces forestières d'agrément et de protection (en plaine).

L'ensemble de ces actions contribueront à limiter l'accentuation du déficit en eau, à restaurer la qualité des masses d'eau, à atténuer le risque inondation et à rendre les villes plus résilientes.

10.3.5 Synthèse de l'exposition aux risques et au changement climatique

De manière générale, si de nombreux risques naturels ou technologiques sont recensés sur le territoire, leurs impacts restent limités. Le risque le plus prégnant est, de loin, celui lié aux inondations, que ce soit par leur ampleur ou par leur occurrence. Les évolutions climatiques à l'œuvre sont toutefois susceptibles de multiplier les épisodes caniculaires et les sécheresses. Ces changements risquent également d'augmenter la pression sur la ressource en eau (besoins accrus) et sur l'équipement des bâtiments (climatisation, etc.).

De manière générale, les évolutions climatiques auraient tendance à augmenter la vulnérabilité du territoire, et en particulier par les biais suivants :

- **Accentuation du phénomène de retrait/gonflement des argiles** par l'amplification des épisodes de sécheresses, entrainant des dégâts matériels plus importants.
- Une forte **hausse du nombre d'épisodes caniculaires** qui peut entrainer une surmortalité de la population sensible aux fortes chaleurs.
- Une **augmentation de la fréquence des épisodes de sécheresse** générant une baisse de la disponibilité des ressources en eau.
- **L'élévation du risque d'incendie** sur les espaces forestiers en période estivale.
- Une **dégradation de la qualité de l'air**, lors des vagues de chaleur très fortes : les températures au-delà de 30°C sont notamment favorables à la formation d'ozone au sol et d'autres polluants atmosphériques.
- La **quantité et la qualité de la ressource en eau pourraient être dégradées** de par l'augmentation de la pression anthropique et d'une raréfaction estivale de la ressource disponible.

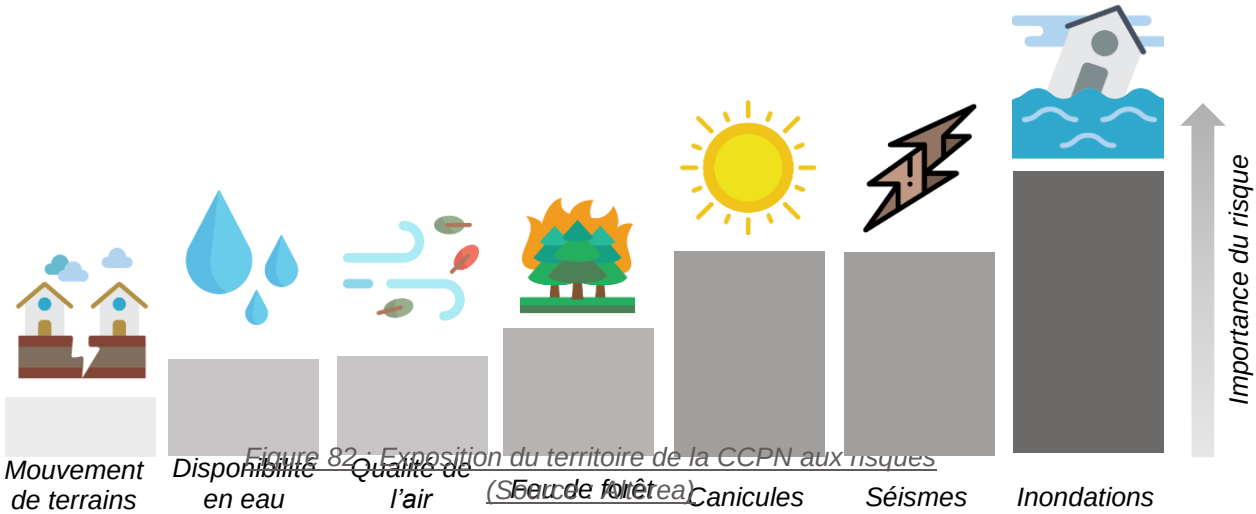


Figure 82 : Exposition du territoire de la CCPN aux risques (Source : Altea)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Afin d'assurer la résilience du territoire de la CCPN au changement climatique, il faudra notamment que les infrastructures d'approvisionnement et de transport soient résistantes aux phénomènes climatiques. **Afin de garantir la continuité des services essentiels et des services publics, les transports de personnes et de marchandises, les infrastructures de transport et de distribution de l'énergie, les captages stratégiques en eau potable, la gestion des stations d'épuration ainsi que celle des déchets devront intégrer les risques d'évènements météorologiques extrêmes.**

La protection des écosystèmes locaux (forêts, bocage, zones humides, etc.) est aussi une composante essentielle au maintien de la qualité de vie et à la résilience du territoire. Ceux-ci fournissent de nombreux services environnementaux tels que la régulation du climat local, la fourniture d'eau, de matériaux, le stockage du carbone, l'amélioration de la qualité de l'air, la pollinisation, la biodiversité, la production de biomasse etc. Le maintien de leur fonctionnement est essentiel à la capacité d'adaptation du territoire.

L'adaptation du territoire au changement climatique est un enjeu transversal qui touche à l'ensemble des politiques d'aménagement et de gestion du territoire : mobilités, logement, énergies, cycle de l'eau, agriculture, etc.

10.4 Synthèse par domaines de la vulnérabilité du territoire

Ces différents éléments peuvent être synthétisés au travers d'un tableau et d'une note, évaluant ainsi la vulnérabilité globale du territoire. Celle-ci se calcule à partir des trois indicateurs clés que sont l'exposition, la sensibilité et la capacité d'adaptation.
Concernant l'exposition future du territoire aux différents risques et effets du changement climatique, la note est définie comme suit :

Note	Exposition future
1	Exposition rare et/ou de faible ampleur
2	Exposition ponctuelle et/ou d'ampleur moyenne
3	Exposition régulière et/ou de grande ampleur

Concernant la sensibilité future du territoire aux différents risques et effets du changement climatique, la note est définie comme suit :

Note	Sensibilité future
1	Sensibilité réduite et/ou faible
2	Sensibilité moyenne et/ou stable
3	Sensibilité élevée et/ou en augmentation

Elle est aussi déclinée en fonction de différents « domaines » liés à la gestion et à l'aménagement du territoire : agriculture, foresterie et écosystèmes ; ressources en eau ; santé ; industrie, établissements humains et société.

Concernant la capacité d'adaptation du territoire aux différents risques et effets du changement climatique, la note est également déclinée sur les mêmes domaines, et est définie comme suit :

Note	Capacité d'adaptation
1	Forte capacité d'adaptation
2	Capacité d'adaptation limitée
3	Capacité d'adaptation faible ou inexistante

La notation globale de la vulnérabilité est calculée comme suit :

Vulnérabilité = Exposition future x Sensibilité x Capacité d'adaptation

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Cette note globale peut être catégorisée comme suit :

Notation de la vulnérabilité	
1 à 3	Faible
4 à 8	Moyenne
9 à 12	Forte
Plus de 12	Très forte

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

	Exposition	Domaines	Sensibilité	Capacité d'adaptation	Remarques	Note vulnérabilité
Risque inondation	3	Agriculture, foresterie et écosystèmes	3	2	La sensibilité des milieux agricoles au risque inondation est assez forte du fait du maillage important du réseau hydrographique et notamment du Gave de Pau et du Lagoin. Toutefois, les agriculteurs sont sensibles à ce risque et des actions commencent à être mises en place pour lutter contre ces inondations comme l'agroforesterie, des pratiques de conservation des sols ou encore l'implantation de haies brise-crue.	**18**
		Ressources en eau	2	2	Les inondations peuvent entrainer des perturbations de la distribution en eau potable et de sa qualité ; un approvisionnement extérieur temporaire est alors à prévoir.	**12**
		Santé	3	2	Le risque inondation peut avoir des impacts sur la santé humaine du fait de la rapidité et de la force des crues. Ses impacts sur la ressource en eau, les équipements et les infrastructures peuvent également avoir des effets indirects non négligeables.	**18**
		Industrie, établissements humains et société	3	2	Les inondations peuvent endommager de manière plus ou moins fortes les infrastructures de communications, les équipements, les bâtiments d'habitations comme d'activités. Les épisodes les plus importants pèsent lourdement sur l'économie locale (temps de productivité diminué, coût de réparation ou de remplacement, etc.). Des digues ont été construites ou sont en projet pour contenir ces inondations et de la cartographie a été réalisée pour mieux maîtriser ce risque.	**18**
		Réseaux d'énergie	2	2	Les réseaux d'énergie peuvent être impactés par les inondations et coulées de boues. Ainsi, ces phénomènes peuvent créer des coupures d'électricité. Ce risque est limité quand les réseaux sont enterrés.	**12**

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

	Exposition	Domaines	Sensibilité	Capacité d'adaptation	Remarques	Note vulnérabilité
Risque sismique	3	Agriculture, foresterie et écosystèmes	2	3	Un séisme peut se traduire en surface par des modifications généralement modérées de l'environnement mais qui peuvent dans les cas extrêmes occasionner un changement de paysage (effondrement de parties de terrain, affaissement…).	**18**
		Ressources en eau	2	3	Les séismes n'ont pas d'impacts directs sur la disponibilité ou la qualité de la ressource en eau mais peuvent avoir des effets sur les infrastructures et, indirectement, sur la ressource en eau. 82% de la ressource d'AEP de la CCPN provenant de sources de montage, le territoire présente une certaine sensibilité à ce risque.	**18**
		Santé	1	3	Ce phénomène n'a pas d'impacts directs sur la Santé ; les dommages qu'il peut causer sur les équipements ou infrastructures peuvent toutefois porter atteinte à l'offre de soins et à la prise en charge des personnes.	**9**
		Industrie, établissements humains et société	3	3	Un séisme et ses éventuels phénomènes annexes peuvent engendrer la destruction, la détérioration ou l'endommagement des habitations, des usines, des ouvrages (ponts, routes, voies ferrées, etc.), ainsi que la rupture des conduites de gaz qui peut provoquer des incendies ou des explosions.	**27**
		Réseaux d'énergie	1	3	Les séismes peuvent induire des dégâts sur les réseaux d'énergie, qu'ils soient aériens ou souterrains.	**9**

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

	Exposition	Domaines	Sensibilité	Capacité d'adaptation	Remarques	Note vulnérabilité
Risque canicule et phénomène d'augmentation des températures	3	Agriculture, foresterie et écosystèmes	2	1	Les écosystèmes et les cultures locales sont sensibles à l'augmentation des températures ; des espèces courantes aujourd'hui pourraient se révéler inadaptées à cette hausse tandis que de nouvelles maladies pourraient apparaître. Le territoire a toutefois l'opportunité de valoriser le gradient de température lié aux différences d'altitudes (ex. : déplacement des troupeaux de la plaine vers la vallée où les températures sont mois élevées). Les pratiques agricoles devront donc s'adapter à ces changements et il faudra en revanche remplacer les terrains qui ne pourront plus être exploités par une nouvelle activité.	**6**
		Ressources en eau	2	2	S'il n'y a pas d'impacts directs de la température sur la disponibilité en eau, la pression sur la ressource en eau est accrue en cas de canicule ou de fortes chaleurs.	**12**
		Santé	3	2	Les populations les plus fragiles (enfants, personnes âgées, femmes enceintes) sont très sensibles aux épisodes caniculaires ; l'augmentation des températures peut par ailleurs favoriser l'arrivée de maladies jusqu'à présent inconnues sur le territoire (la baisse du nombre de jours de gel favorisant la résistance des virus et des insectes porteurs).	**18**
		Industrie, établissements humains et société	2	2	L'exposition a une température plus élevée peut représenter une contrainte supplémentaire (conditions de travail, matériaux ou ressources sensibles à la chaleur, etc.) pour les procédés économiques.	**12**
		Réseaux d'énergie	2	3	L'augmentation des températures peut induire une augmentation des besoins en refroidissement des bâtiments, et ainsi affecter les réseaux.	**18**

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

	Exposition	Domaines	Sensibilité	Capacité d'adaptation	Remarques	Note vulnérabilité
Risque de sécheresse	3	Agriculture, foresterie et écosystèmes	3	2	Une bonne partie de la plaine de Nay et des plateaux sont certes actuellement irrigués et ceinturés de canaux, mais les évolutions climatiques tendent à accroître le déficit des bilans hydriques et hydrologiques. Or, le manque d'eau représente une difficulté majeure pour l'agriculture, de nombreuses cultures ne pouvant soutenir une absence d'arrosage longue. Les écosystèmes humides (vallées, valons, zones humides) sont aussi très sensibles aux sécheresses. La préservation du bocage et des zones humides permet de ralentir la progression des sécheresses, elle ne saurait toutefois suffire à en supprimer les effets. Les modes d'exploitations actuels manquent de structure permettant de pallier un manque prolongé d'eau.	**18**
		Ressources en eau	3	2	Les épisodes de sécheresses ont un impact fort sur la ressource en eau : la ressource se raréfie, alors que les besoins augmentent de manière importante (eau potable, prélèvements agricoles, etc.). Des dérogations ponctuelles peuvent être accordées dans le cas de sécheresses prolongées ; des arrêtés supplémentaires peuvent limiter les usages domestiques de l'eau. Il n'y a toutefois pas aujourd'hui de structures suffisantes pour anticiper les manques d'eau.	**18**
		Santé	1	2	Le risque de sécheresses n'a pas d'impacts directs sur la santé humaine, mais peut indirectement occasionner des manques (ressources en eau, denrées agricoles) ayant des impacts sanitaires.	**6**
		Industrie, établissements humains et société	2	2	La raréfaction de la ressource en eau, même temporaire, peut avoir des impacts importants sur certains procédés industriels fortement consommateurs (cas de l'usine Safran). La limitation des effets dépend donc directement de la gestion de la ressource en eau et de la capacité d'adaptation associée.	**12**
		Réseaux d'énergie	1	3	Les réseaux d'énergie ne sont pas directement soumis à ce risque.	**9**

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

	Exposition	Domaines	Sensibilité	Capacité d'adaptation	Remarques	Note vulnérabilité
Risque feu de forêt	2	Agriculture, foresterie et écosystèmes	2	3	Selon l'intensité de l'incendie, les milieux forestiers peuvent être très fortement marqués par les incendies, avec des conséquences importantes sur les écosystèmes locaux aujourd'hui peu exposés à ce risque. Le recul du pastoralisme, malgré certaines tentatives de son maintien sur le territoire, entraîne la fermeture et l'enfrichement de certains espaces naturels augmentant le risque incendie dans ces zones.	**12**
		Ressources en eau	2	3	La lutte contre les feux de forêt peut avoir de manière ponctuelle un impact sur la disponibilité en eau. Par ailleurs, le déboisement résultant des feux de forêt peut entrainer une difficulté d'infiltration des eaux pluviales.	**12**
		Santé	1	2	À l'exception d'une éventuelle exposition aux fumées, les feux de forêts n'ont pas d'impacts sur la santé humaine.	**4**
		Industrie, établissements humains et société	2	3	Les établissements situés à proximité des milieux forestiers peuvent être exposés au risque incendie. Les filières exploitant la ressource en bois locale peuvent également subir des dommages économiques suite à la destruction partielle des massifs boisés.	**12**
		Réseaux d'énergie	2	3	Les réseaux aériens peuvent être touchés en cas de feu de forêt.	**12**

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

11 SYNTHESE DU DIAGNOSTIC ET IDENTIFICATION DES ENJEUX DU PCAET POUR LE TERRITOIRE

Au-delà des objectifs nationaux et régionaux qui doivent trouver une traduction locale, plusieurs enjeux énergétiques ou environnementaux ressortent à la lecture croisée des données du Diagnostic PCAET et de l'État Initial de l'Environnement. Ceux-ci peuvent être listés (de manière non-exhaustive) comme suit :

Adaptation au changement climatique

- Face aux effets du changement climatique (sécheresse), anticiper l'augmentation des besoins en eau potable et la baisse des débits des cours d'eau ;
- Poursuivre les efforts d'adaptation du territoire à la hausse des températures (santé des habitants, cultures adaptées, etc.) ;
- Réduire le risque de ruissellement et d'inondation par la réduction de l'imperméabilisation des sols et par des aménagements dédiés.

Consommation et production d'énergie

- Améliorer la performance énergétique des bâtiments, pour réduire les consommations énergétiques des bâtiments, (le résidentiel et le tertiaire représentant plus de 42% des consommations totales d'énergie du territoire) ;
- Améliorer la sobriété énergétique du territoire, en limitant le recours aux énergies fossiles émettrices de GES et en augmentant la production locale et renouvelable d'énergie plus propres (potentiel de 75 GWh) ;
- Face à l'épuisement des énergies fossiles et à l'augmentation des prix, anticiper les nouveaux usages de l'électricité (développement de la mobilité électrique, besoins en refroidissement croissant, transition numérique, etc.).

Qualité de l'Air et Pollutions

- Limiter les émissions de polluants par l'ensemble des filières, notamment par le changement de certaines pratiques agricoles (le secteur génère 63% des polluants du territoire) ;
- Améliorer l'efficacité énergétique des équipements et remplacer les modes de chauffage les plus émetteurs (bois-énergie notamment) pour réduire les émissions de polluants et de GES ;
- Lutter contre la pollution atmosphérique liée aux transports qui génèrent 10% des polluants atmosphériques du territoire (transport routier plus spécifiquement).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Espaces agricoles

- Limiter l'usage des intrants (produits phytosanitaires, engrais) pour, entre autres, préserver la qualité des eaux qui présentent un état de conservation moyen ;
- Poursuivre le développement des énergies renouvelables sur le territoire (potentiel de biomasse, méthanisation, photovoltaïque, etc.) par le secteur agricole ;
- Limiter la réduction et le mitage des terres agricoles par l'étalement urbain (25ha sont urbanisés chaque année) ;
- Préserver (et restaurer lorsque cela est nécessaire) le maillage bocager existant qui constitue un réseau majeur de continuités écologiques et un moyen de lutte contre les inondations ;
- Étant le premier impacté, continuer à accompagner le monde agricole sur les impacts du changement climatique et anticiper son adaptation (choix variétaux, optimisation de l'irrigation, autonomie fourragère, etc.) ;
- Valoriser la production locale auprès des habitants et des professionnels (circuits-courts) ;
- Promouvoir une alimentation plus respectueuse de l'environnement (eau, air, sol, biodiversité, etc.).

Activités industrielles et tertiaires

- Réduire les consommations des bâtiments et des procédés industriels et développer les projets d'énergies renouvelables (solaire photovoltaïque en toiture par exemple), ces deux secteurs totalisent 21% des consommations énergétiques du territoire ;
- Réhabiliter les friches urbaines pour limiter l'étalement urbain.

Mobilités et infrastructures de transport

- Poursuivre le développement des modes alternatifs à la voiture individuelle (covoiturage, transports en commun, etc.) et plus particulièrement les modes actifs (vélo, marche à pied, etc.) ;
- Diminuer la part des véhicules thermiques majoritaires sur le territoire au profit des nouvelles motorisations (hybrides, bioGNV, électriques) ;
- Favoriser le développement du télétravail, du coworking, des tiers-lieux pour limiter les déplacements et les impacts qui y sont liés ;
- Limiter les nuisances sonores liées à la mobilité (transport routier plus particulièrement).

Biodiversité

- Renforcer la trame verte et bleue, en l'intégrant dans les politiques d'aménagement afin, notamment, de diminuer les obstacles aux circulations (création de passages à faune, etc.) ;
- Préserver la biodiversité et les milieux les plus sensibles et protégés (zones humides, 10 ZNIEFF, 5 sites Natura 2000, etc.) ;
- Maîtriser la régression du bocage et des haies face à l'étalement urbain, l'agrandissement des parcelles, etc. ;
- Face à l'étalement urbain, préserver les espaces naturels et forestiers du territoire.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Services publics et parapublics

- Accompagner les citoyens dans leurs démarches d'économies d'énergies, de rénovation, de réduction de consommation d'eau, etc, en sollicitant les acteurs du territoire (Espace Info Énergie, ANAH, etc.) ;
- Favoriser, au travers de la commande publique, le développement ou le recours aux énergies renouvelables, aux véhicules à faible émissions (évolution du parc communautaire à l'étude), etc ;
- Poursuivre la dynamique de réduction des déchets à la source pour les particuliers et les entreprises (sensibilisation, gestion de proximité (compostage), tri des déchets, recyclage, stop pub…).

Patrimoine

- Concilier enjeux patrimoniaux et politique de développement durable (production d'ENR, rénovations thermiques, etc.) ;
- Permettre l'aménagement des bâtiments patrimoniaux dans la recherche des économies d'énergie mais dans le respect de leur valeur historique ou culturelle ;
- Préserver le cadre de vie de qualité.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE NAY

PAE Monplaisir 64800 Benejacq

PLAN CLIMAT AIR
ÉNERGIE TERRITORIAL

V3 - Date de diffusion 04/12/2023

Rapport de stratégie du PCAET de la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE NAY

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

MAITRISE D'OUVRAGE :

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE NAY
PAE Monplaisir
64800 Benejacq

Agnès VIGNAU
Responsable du Service Urbanisme
T 05 59 61 11 82
@ a.vignau@paysdenay.fr

ASSISTANCE À MAITRISE D'OUVRAGE :

ALTEREA SIEGE ET AGENCE OUEST
26 bd Vincent Gâche
44275 Nantes Cedex 2
T 02 40 74 24 81

Pierre-Louis GARCIA LE FLOCH
Coordinateur d'Études
T 07 57 09 55 57
@ plgarcia@alterea.fr

SUIVI DU DOCUMENT :

Indice	Date	Modifications	Rédaction	Vérification	Validation
1	04/05/2022	*1ère version du rapport*	Maxime DERRIEN, Quentin CESSOU	Pierre-Louis GARCIA	Agnès VIGNAU
2	24/11/2022	*Reprises après relecture CCPN*	Maxime DERRIEN	Pierre-Louis GARCIA-LE FLOCH	Agnès VIGNAU
3	04/12/2023	*Reprises après concertation réglementaire*	Maxime DERRIEN	Pierre-Louis GARCIA-LE FLOCH	Agnès VIGNAU

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

TABLE DES MATIERES

1 PREAMBULE 4

2 RAPPEL DES CONSTATS 6

2.1 PRESENTATION DU TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NAY 6
2.2 PROFIL « CLIMAT-AIR-ENERGIE » DU TERRITOIRE 9
2.2.1 CONSOMMATIONS ENERGETIQUES 9
2.2.2 EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE 10
2.2.3 PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES 12
2.2.4 QUALITE DE L'AIR 13
2.3 LA VULNERABILITE DU TERRITOIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE 14
2.4 LES GRANDS ENJEUX DU TERRITOIRE 14

3 LA STRATEGIE « CLIMAT AIR ENERGIE » DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NAY 17

3.1 LES PRINCIPAUX OBJECTIFS DU TERRITOIRE 19
3.2 VERS LA NEUTRALITE CARBONE SUR LE TERRITOIRE : STRATEGIE DE COMPENSATION DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE 20
3.3 LE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES 22
3.4 DES EMISSIONS DE POLLUANTS A LA BAISSE 26
3.5 UN PLAN D'ADAPTATION FACE A LA VULNERABILITE CLIMATIQUE 30
3.6 LES OBJECTIFS SECTORIELS 32
3.6.1 AGRICULTURE 32
3.6.2 TRANSPORT ROUTIER 32
3.6.3 TRANSPORT NON ROUTIER 33
3.6.4 RESIDENTIEL 33
3.6.5 TERTIAIRE 34
3.6.6 INDUSTRIE (HORS BRANCHE ENERGIE) 35
3.6.7 DECHETS 36

4 STRUCTURATION DU PLAN D'ACTION DU PCAET DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NAY 37

5 ANNEXES 38

5.1 TABLEAU DE COMPARAISON DU PCAET AVEC LES DOCUMENTS NATIONAUX 38
5.2 TABLEAU DE COMPARAISON DU PCAET AVEC LES DOCUMENTS REGIONAUX 40
5.2.1 REGION NOUVELLE-AQUITAINE 40
5.2.2 REGION OCCITANIE 42

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

1 PREAMBULE

Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) est défini à l'article L. 229-26 du Code de l'Environnement et précisé à l'article R. 229-51. Le Plan Climat Air Energie Territorial doit être élaboré par tout établissement public de coopération intercommunale (EPCI) de plus de 20000 habitants.

Ce document-cadre de la politique énergétique et climatique de la collectivité est un projet territorial de développement durable dont la finalité est la lutte contre le changement climatique et l'adaptation du territoire. Il doit être révisé tous les 6 ans.

À la suite de l'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 et au décret n°2016-1110 du 11 août 2016, le PCAET est soumis à **évaluation environnementale des projets, plans et programmes**. Cette évaluation environnementale est une démarche continue et itérative tout au long du projet de PCAET. Elle consiste, à partir d'un état initial de l'environnement et des enjeux territoriaux identifiés, en une analyse des effets sur l'environnement du projet de PCAET avec pour objectif de prévenir les conséquences dommageables sur l'environnement.

Le décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au plan climat-air-énergie territorial définit les éléments constituant ce document opérationnel. Le Plan Climat de la Communauté de Communes du Pays de Nay, outil opérationnel de coordination de la transition énergétique sur le territoire, doit comprendre un diagnostic territorial, une stratégie fixant la trajectoire air-climat-énergie du territoire, portant sur les domaines suivants :

- Réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) ;
- Renforcement du stockage de carbone sur le territoire, notamment dans la végétation, les sols et les bâtiments ;
- Maîtrise de la consommation d'énergie finale ;
- Production et consommation des énergies renouvelables, valorisation des potentiels d'énergies de récupération et de stockage ;
- Livraison d'énergie renouvelable et de récupération par les réseaux de chaleur ;
- Productions biosourcées à usages autres qu'alimentaires ;
- Réduction des émissions de polluants atmosphériques et de leur concentration ;
- Evolution coordonnée des réseaux énergétiques ;
- Adaptation au changement climatique.

Le PCAET doit également comprendre un programme d'actions permettant, dans les domaines de compétence de la Communautés de Communes, de contribuer aux objectifs fixés par le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité du Territoire (SRADDET). Le SRADDET de la région Nouvelle-Aquitaine a été approuvé en mars 2020 et celui de la région Occitanie a été adopté le 30 juin 20022. Ces documents fixent des objectifs ambitieux en matière d'autonomie énergétique, de réduction de la vulnérabilité et de baisse des émissions de GES.

L'atteinte des objectifs passera par une mobilisation forte de tous les acteurs : villes, autorités locales, entreprises et citoyens. Ceux-ci sont invités à accroître leurs efforts et à soutenir les actions visant à réduire les émissions, ainsi qu'à renforcer la résilience et à réduire la vulnérabilité aux conséquences du changement climatique.

Ce plan d'actions porte sur les secteurs d'activité définis par l'arrêté du 4 août 2016 relatif au plan climat-air-énergie territorial à savoir : résidentiel, tertiaire, transport routier, autres transports, agriculture, déchets, industrie hors branche énergie, branche énergie (hors production d'électricité, de chaleur et de froid pour les émissions de gaz à effet de serre, dont les émissions correspondantes sont comptabilisées au stade de la consommation).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Il définit des actions à mettre en œuvre par la collectivité et l'ensemble des acteurs socio-économiques, y compris les actions de communication, de sensibilisation et d'animation en direction des différents publics et acteurs concernés. Il précise les moyens à mettre en œuvre, les publics concernés, les partenariats souhaités et les résultats attendus pour les principales actions envisagées.

Enfin, conformément aux directives nationales, le PCAET décline la méthode « Éviter – Réduire – Compenser », dite ERC. Par Éviter on entend l'absence totale d'impact direct ou indirect du projet sur toutes les composantes d'un milieu. En termes d'action, il s'agit donc de ne pas effectuer une action qui aurait un impact sur le milieu (sobriété). Le volet Réduire cherche à limiter les impacts dans l'espace et le temps sur le milieu étudié. En termes d'action, il s'agit notamment d'efficacité (avoir un process plus performant réduit l'impact de l'activité sur le milieu). Le volet Compenser, quant à lui, vise à contrebalancer les impacts qui n'ont pas pu être évité dans les deux phases précédentes par le biais de mesures ciblées, le plus souvent dans autre milieu.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

2 RAPPEL DES CONSTATS

2.1 Présentation du territoire de la Communauté de Communes du Pays de Nay

La Communauté de Communes du Pays de Nay (CCPN) a été créée le 1er janvier 2000. Son territoire compte aujourd'hui 29 communes. 27 d'entre elles sont situées à l'est du département des Pyrénées-Atlantiques (64) en région Nouvelle Aquitaine, à la frontière avec les Hautes-Pyrénées (65) : Angaïs, Arros-de-Nay, Arthez-d'Asson, Assat, Asson, Baliros, Baudreix, Bénéjacq, Beuste, Boeil-Bezing, Bordères, Bordes, Bourdettes, Bruges-Capbis-Mifaget, Coarraze, Haut-de-Bosdarros, Igon, Labatmale, Lagos, Lestelle-Bétharram, Mirepeix, Montaut, Narcastet, Nay, Pardies-Piétat, Saint-Abit, Saint-Vincent.
Les deux communes d'Arbéost et Ferrières dépendent des Hautes-Pyrénées, dans la haute vallée de l'Ouzom en région Occitanie et prolongent le territoire depuis janvier 2014.

La CCPN a donc la particularité, depuis le 1er janvier 2014, d'être à cheval sur les grandes régions Nouvelle-Aquitaine (27 communes) et Occitanie (2 communes).



Figure 1 : carte des 29 communes de la CC du Pays de Nay
(Source : SCoT du Pays de Nay, 2019)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

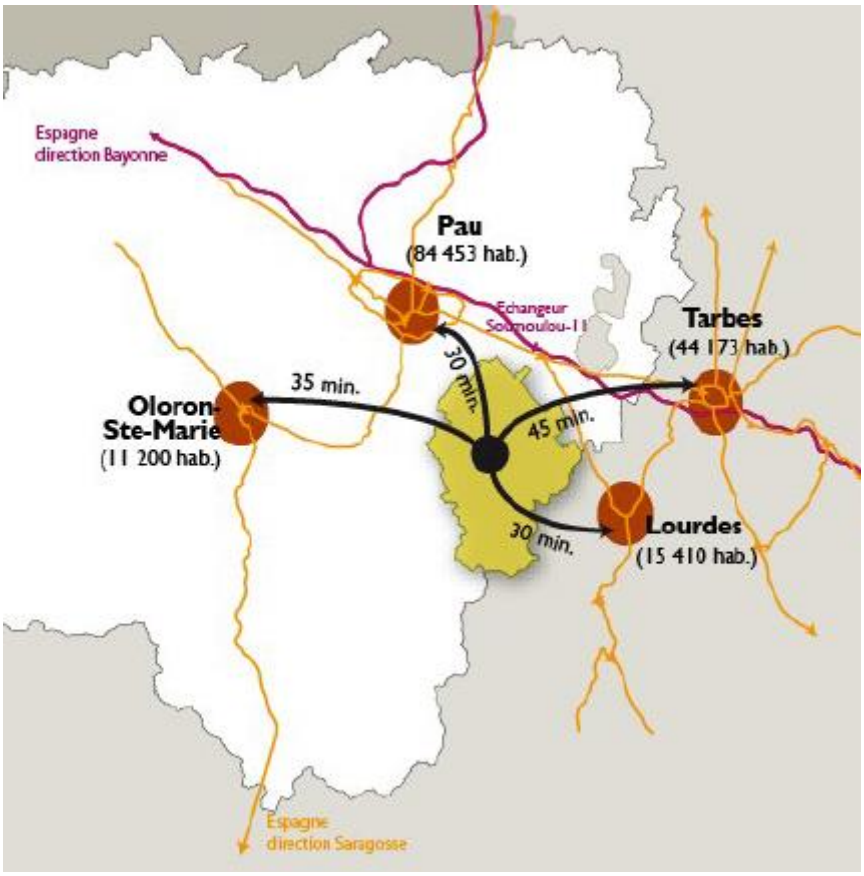


Figure 2 : la Communauté de communes du Pays de Nay, un territoire d'interfaces [sans Arbéost et Ferrières]
(Source : CAUE 64)

La Communauté de Communes du Pays de Nay compte 28 063 habitants pour une superficie de 324 km^2. Ainsi, la densité de population de la CCPN est assez faible : en 2015, l'INSEE évaluait cette densité à 87,9hab/km^2. À titre comparatif, la densité du département des Pyrénées-Atlantiques est de 87,6hab/km^2 : la densité du territoire est donc identique à celle du département.
Cependant, au sein du territoire, des disparités existent :

- Le secteur de la plaine comprend 13 communes, pour une superficie de 81,5 km^2 et une population de 12 173 habitants en 2015. Il représente 25% de la superficie du territoire de la
- CCPN et 41% de sa population, avec une densité moyenne de 146 habitants au km^2 ;
- Le secteur du pôle urbain de la CCPN comprend 6 communes, pour une superficie de 48km^2 et une population de 10 669 habitants en 2015. Il représente 15% de la superficie du territoire et 36% de sa population, avec une densité moyenne de 221 habitants au km^2 ;
- Le secteur des coteaux et de la montagne comprend 10 communes, pour une superficie de 195km^2 et une population de 6 893 habitants en 2015. Il représente 60% de la superficie du territoire du Pays de Nay et 23% de sa population, avec une densité moyenne de 35 habitants au km^2.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

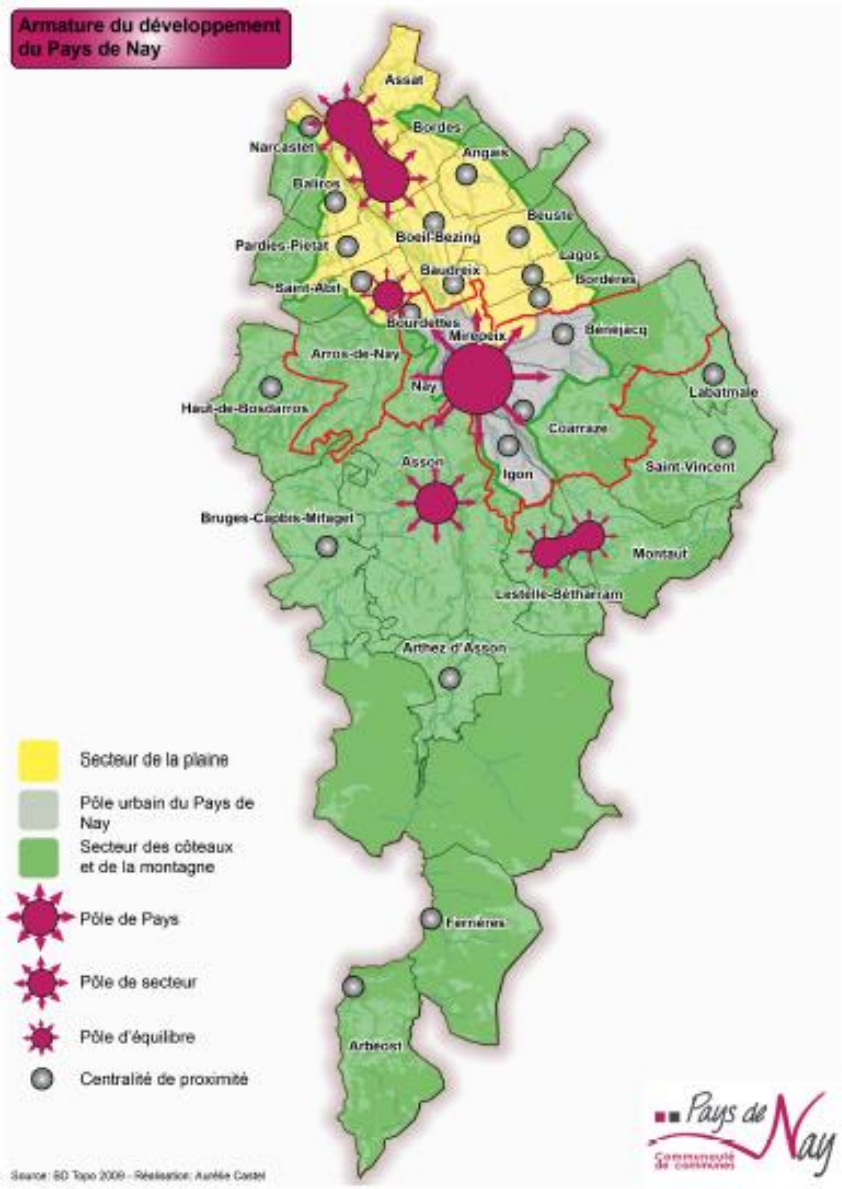


Figure 3 : Armature du développement du territoire de la CCPN

(Source : SCoT de la CCPN, 2019)

D'un point de vue transport, le réseau autoroutier ne dessert pas directement le Pays de Nay. L'autoroute A64, reliant Bayonne à Toulouse (et à Bordeaux depuis le raccordement à l'autoroute A65), est un axe majeur de développement pour le grand Sud-Ouest. Les échangeurs les plus proches se situent à environ 25 minutes du territoire. Cette situation est une contrainte et plusieurs projets d'amélioration de la desserte du secteur est et sud-est de l'agglomération paloise sont à l'étude, avec notamment le projet de création d'un nouvel échangeur à Morlaàs (objectif de mise-en-service en 2022- 2023).
Par ailleurs, le territoire est positionné sur le réseau grandes lignes de la SNCF, avec la desserte de la Gare Coarraze-Nay par la ligne Toulouse-Bayonne, et sur le réseau TER par la même gare Coarraze- Nay et les haltes d'Assat et de Montaut-Bétharram.
En 2015, le territoire de la CCPN comptait, 13041 actifs, 2300 établissements actifs (dont 635 exploitations agricoles) et 9700 emplois.
Géographiquement, ces emplois sont essentiellement concentrés sur deux pôles portés par cinq communes : Bordes/Assat et Nay-Coarraze-Bénéjacq.
Le secteur dominant sur le territoire est l'industrie (38%), la présence sur le territoire de l'usine Safran constituant l'un des plus gros employeurs de la Région (2500 salariés).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Si la démarche d'élaboration du PCAET de la Communauté de Communes du Pays de Nay intervient dans un contexte réglementaire, la collectivité n'en est pas moins un territoire d'ores et déjà engagé dans sa transition énergétique. Elle porte ainsi déjà divers projets dans le domaine de l'environnement :

- La CCPN a réhabilité en 2014 le Centre d'Enfouissement Technique de Bénéjacq. Elle a également été maître d'ouvrage délégué des opérations de réhabilitation des décharges communales de Bordes et de Coarraze ;
- La CCPN a également mis en place la redevance spéciale auprès des professionnels. Les études ont été menées en 2015-2016 pour une application au 1er janvier 2017 ;
- L'extension et la rénovation de la déchetterie de Coarraze a été réalisée en 2019. La déchetterie d'Assat, site intégré au 1er janvier 2017, sera également rénovée prochainement ;
- En collaboration avec le Syndicat de traitement des Déchets, Valor Béarn, la CCPN s'apprête à implanter sur son territoire une plate-forme privée de broyage de déchets verts (filière de compostage à la ferme) située aux portes du territoire à Meillon ;
- Le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) a été approuvé en 2022 ;
- Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, le SEAPaN[1] a réalisé un schéma directeur de gestion des eaux pluviales dont les orientations, validées en 2017, sont intégrées au SCoT. Il est également prévu de réaliser des schémas directeurs d'eau potable et d'assainissement.

2.2 Profil « Climat-Air-Energie » du territoire

2.2.1 Consommations énergétiques

2.2.1.1 Diagnostic initial (2014) :

Les besoins énergétiques du territoire s'élèvent en 2014 à 651,7 GWh ce qui représente 23,2 MWh par habitant et par an, soit un niveau de consommation inférieur aux moyennes régionales (29 MWh/hab/an[2]) et nationales (32 MWh/hab/an).

Les secteurs les plus fortement consommateurs d'énergie sont le résidentiel (32,7%), le transport routier (33,4%) et l'industrie (11,3%).

Le mix énergétique territorial est dominé par les sources fossiles (62,8%) telles que les produits pétroliers et charbon (46,8%) et le gaz (16%), suivi par l'électricité avec 26,7% du total des consommations d'énergie finale puis le bois (8%).

[1] SEAPaN : Service d'Eau et d'Assainissement du Pays de Nay

[2] Source : AREC Nouvelle-Aquitaine

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

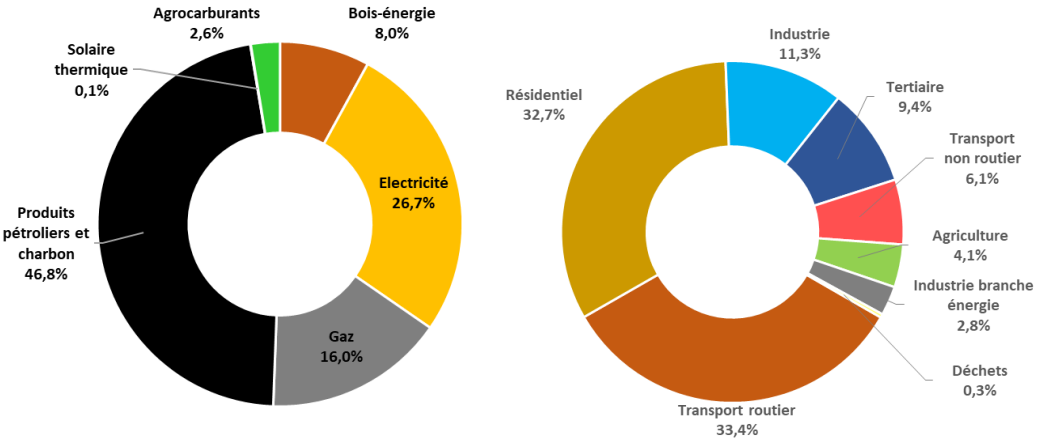


Figure 4: Consommations d'énergie par source d'énergie et par secteur du territoire de la CCPN
(Source : PROSPER, Wattstrat, ALTEREA)

2.2.1.2 Diagnostic actualisé (2019)

Les besoins énergétiques du territoire s'élèvent en 2019 à 584,9 GWh ce qui représente 20,3 MWh par habitant et par an, soit un niveau de consommation inférieur aux moyennes régionales (28 MWh/hab/an[3]) et nationales (23 MWh/hab/an).

Les secteurs les plus fortement consommateurs d'énergie sont le résidentiel (39,8%), le transport routier (33,3%) et l'industrie (14,8%).

Le mix énergétique territorial est dominé par les sources fossiles (58%) telles que les produits pétroliers et charbon (37%) et le gaz (21%), suivi par l'électricité avec 24% du total des consommations d'énergie finale puis les énergies renouvelables (17%).

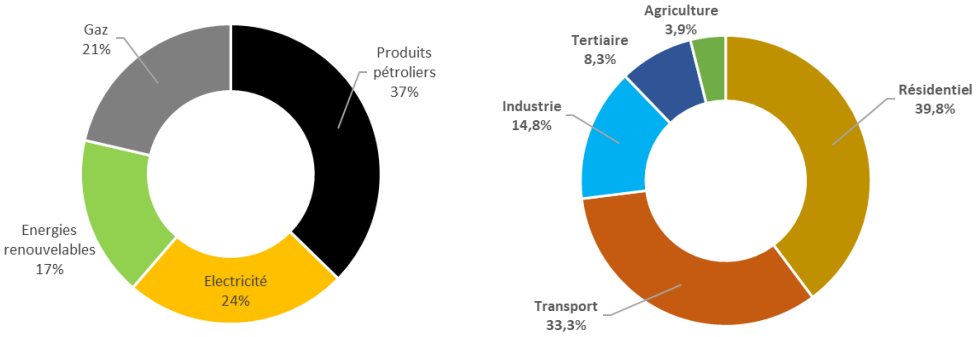


Figure 5 : Consommations d'énergie par source d'énergie et par secteur du territoire de la CCPN
(Source : ALTEREA)

2.2.2 Emissions de gaz à effet de serre

2.2.2.1 Diagnostic initial (2014)

Les émissions de gaz à effet de serre du territoire de la Communauté de Communes du pays de Nay se sont élevées à 192 552 tonnes équivalent CO_2, soit 6,9 tCO_2e par an et par habitant, soit un niveau supérieur à celui de la moyenne nationale (en France la moyenne par habitant

[3] Source : AREC Nouvelle-Aquitaine

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

est de 6,6 tCO_2e/habitant/an[4].) Il ressort de l'analyse que le secteur agriculture concentre 38,4% des émissions de GES alors qu'il ne représente que 3,9% des consommations énergétiques. Cette surreprésentation est liée à des émissions « non énergétiques » dont l'origine n'est pas une consommation d'énergie mais des processus chimiques naturels (il peut s'agir d'un processus naturel de fermentation, des émissions liées à la digestion des animaux, etc.). Le second secteur le plus important est le transport routier, le troisième étant le secteur résidentiel.

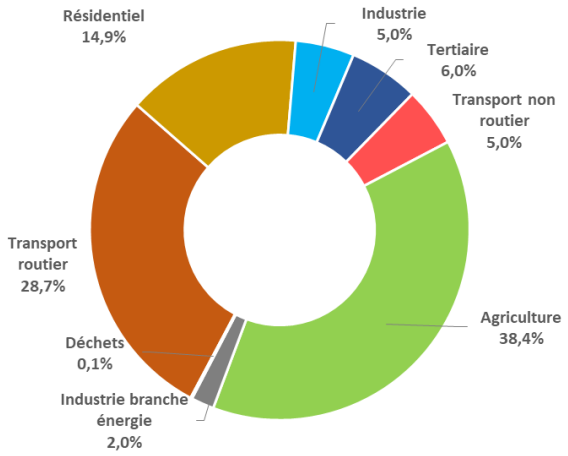


Figure 6 : Emissions de GES de la CCPN en 2014

(Source : PROSPER, Wattstrat, ALTEREA)

2.2.2.2 Diagnostic actualisé (2019)

N.B : La méthode de calcul des émissions en 2014 diffère de celle présentée ci-dessous basée sur les données de l'Arec. Les comparaisons interannuelles sont donc à manipuler avec précaution car les données ne peuvent pas être comparées en l'état.

Les émissions de gaz à effet de serre du territoire de la Communauté de Communes du pays de Nay se sont élevées à 188 420 tonnes équivalent CO_2, soit 6,5 tCO_2e par an et par habitant, soit un niveau équivalent à celui de la moyenne nationale (en France la moyenne par habitant est de 6,3 tCO_2e/habitant/an[5].) mais inférieur à la moyenne régionale (8,0 tCO2e par an et par habitant). Il ressort de l'analyse que le secteur agriculture concentre 40,1% des émissions de GES alors qu'il ne représente que 4,1% des consommations énergétiques. Cette surreprésentation est liée à des émissions « non énergétiques » dont l'origine n'est pas une consommation d'énergie mais des processus chimiques naturels (il peut s'agir d'un processus naturel de fermentation, des émissions liées à la digestion des animaux, etc.). Le second secteur le plus important est le transport routier, le troisième étant le secteur résidentiel.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

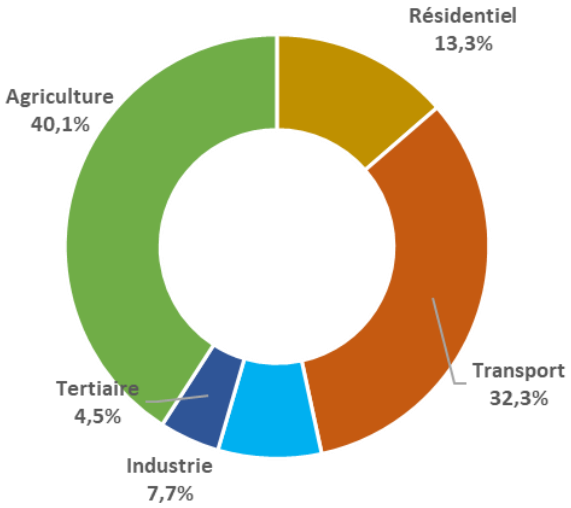


Figure 7 : Emissions de GES de la CCPN en 2019

(Source : ALTEREA)

2.2.3 Production d'énergies renouvelables

2.2.3.1 Diagnostic initial (2014)

La production d'énergies renouvelables actuelle est de 45,7 GWh, soit 7% de la consommation énergétique actuelle du territoire. Cette production énergétique renouvelable est dominée par l'hydroélectricité, la plus développée localement avec 34,2 GWh en 2012, devant le bois (9 GWh), le solaire (2,5 GWh).

Pour rappel, le diagnostic a établi un potentiel de développement des ENR à horizon 2030 de 74,5 GWh. Cela permettrait de couvrir 18,4% de la consommation d'énergie actuelle de la Communauté de Communes, soit une augmentation de plus de dix point de la couverture énergétique. En particulier, le potentiel de production de biogaz par méthanisation qui est de 61,1 GWh, soit 82% du potentiel de développement, et la filière biomasse dont la production pourrait plus que doubler. Par ailleurs, la capacité de raccordement des réseaux de transports de l'énergie est importante en gaz et moyenne en électricité (voir partie 7 du diagnostic).

2.2.3.2 Diagnostic actualisé (2019)

La production d'énergies renouvelables actuelle est de 143,1 GWh, soit 24% de la consommation énergétique actuelle du territoire. Cette production énergétique renouvelable est dominée par le bois domestique avec 52% puis l'hydroélectricité, la plus développée localement avec 34%, devant les PAC (10%), le solaire (3%).

Plusieurs projets viennent de démarrer, notamment une centrale photovoltaïque sur un ancien centre d'enfouissement technique à Bénéjacq et des unités de méthanisation afin de valoriser les gisements du territoire (filière agricole) à Asson et Pardies-Piétat.

Pour rappel, le diagnostic a établi un potentiel de développement des ENR à horizon 2030 de 74,5 GWh. Le potentiel n'a pas été réactualisé mais doit être revu conséquemment à la hausse, en sachant qu'une production supplémentaire de biométhane a vu le jour en 2022 avec une production de l'odre de 20 à 25 GWh sur le premier semestre.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

2.2.4 Qualité de l'air

Les émissions de polluants atmosphériques sur le territoire ont été transmis par ATMO Nouvelle-Aquitaine et ATMO Occitanie et intégrées dans l'outil PROSPER.

A l'échelle du territoire de la CCPN, l'agriculture constitue le secteur responsable de la plus grande part de polluants (63%), du fait du poids important de ce secteur dans l'économie locale. Le graphique ci-après représente la répartition des émissions de polluants atmosphériques sur le territoire, par source de polluant et par secteur.

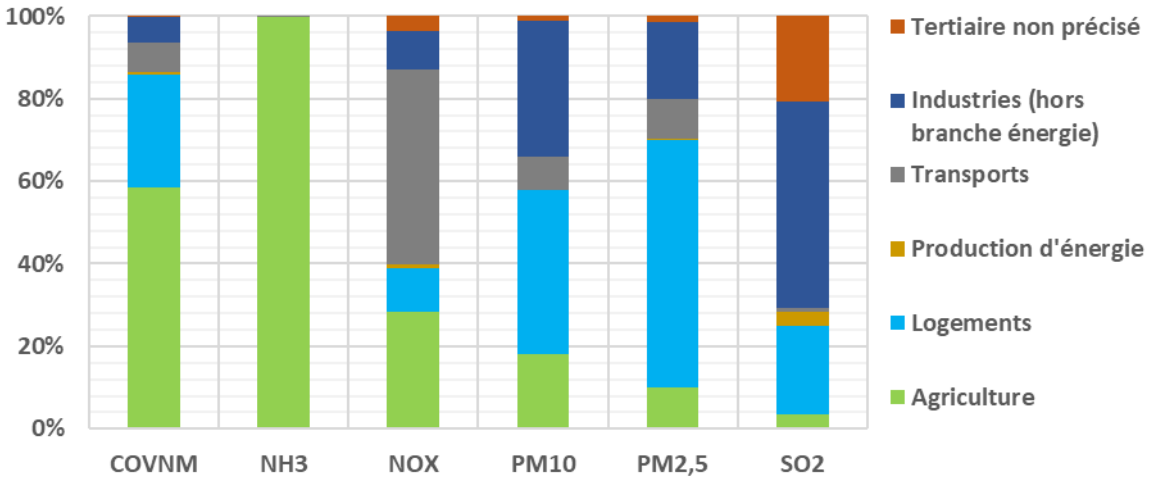


Figure 8 : Répartition des émissions de polluants par secteur sur le territoire de le CCPN
(Source : ATMO Nouvelle-Aquitaine et Occitanie- données 2014)

La filière agricole est ainsi le secteur le plus émetteur de composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) et d'ammoniac (NH_3) avec respectivement 58,4% et 99,8% des émissions. Il est le second plus émetteur en oxydes d'azote (NO_x) avec 28,5% des émissions.

Le secteur du transport (17% des émissions de polluants) pèse également lourdement sur plusieurs types d'émissions, et notamment sur l'oxyde d'azote et les particules fines. Ce secteur émet ainsi 47,3% des NO_x du territoire, 8% des PM_{10}, et 9,5% des $PM_{2,5}$.

Le secteur logement pèse également lourdement sur plusieurs types d'émissions : il est le premier émetteur en $PM_{2,5}$ (60%) et PM_{10} (40%). Il est le second plus émetteur en COVNM avec 27% des émissions. Ces émissions domestiques sont souvent liées à des installations de chauffage vétustes, ne répondant pas aux normes actuelles.

L'industrie (hors branche énergie) joue pour sa part un rôle important dans les émissions de dioxyde de soufre et de PM_{10}. C'est le premier émetteur de SO_2 et le deuxième de PM_{10} avec respectivement 50% et 32 % des émissions.

D'après ATMO Nouvelle-Aquitaine, le département des Pyrénées-Atlantiques a connu 6 alertes de pollution en 2017, au niveau « Informations de recommandations ». Cinq de ces vigilances pollution concernent les SO2, et une les PM10.

Malgré quelques alertes de pollution (SO2 et PM10), la qualité de l'air sur le territoire est évaluée comme bonne par ATMO Nouvelle-Aquitaine. Le sujet est encore peu connu du grand public et des actions de sensibilisation seront à mener. Même si certains polluants nécessitent des actions à part entière, dans bien des cas, les actions menées en faveur de la réduction des consommations et des émissions de GES contribuent à la réduction des polluants atmosphériques.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

2.3 La vulnérabilité du territoire face au changement climatique

Le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Nay est actuellement concerné par différents risques. Le risque le plus prégnant est, de loin, celui lié aux inondations, que ce soit par leur ampleur ou par leur occurrence. Les évolutions climatiques à l'œuvre sont toutefois susceptibles de multiplier les épisodes caniculaires et les sécheresses. Ces changements risquent également d'augmenter la pression sur la ressource en eau (besoins accrus) et sur l'équipement des bâtiments (climatisation, etc.).

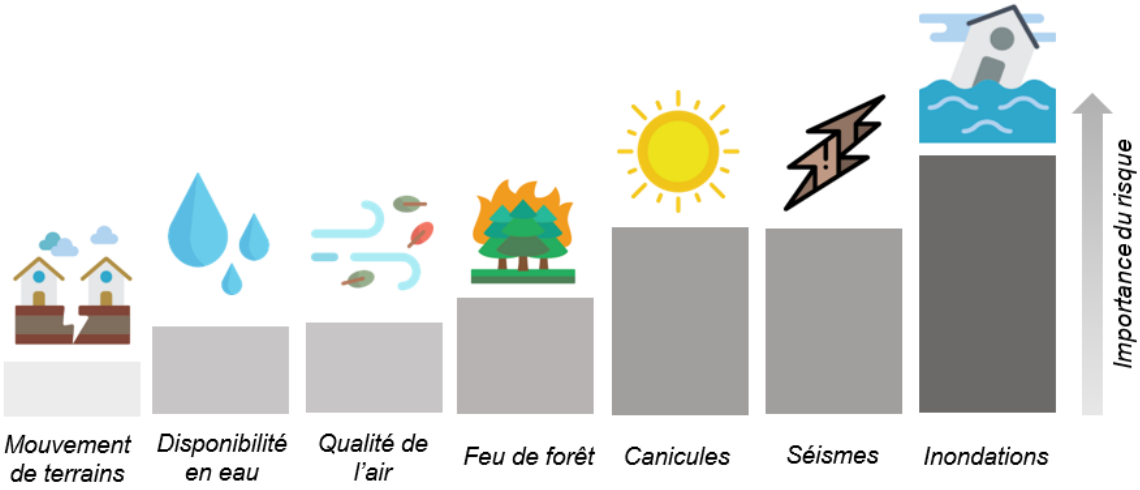


Figure 9 : Exposition du territoire de la CCPN aux risques (Source : Alterea)

De manière générale, les évolutions climatiques auraient tendance à augmenter la vulnérabilité du territoire, et en particulier par les biais suivants :

- **Accentuation du phénomène de retrait/gonflement des argiles** par l'amplification des épisodes de sécheresses, entrainant des dégâts matériels plus importants.
- Une forte **hausse du nombre d'épisodes caniculaires** qui peut entrainer une surmortalité de la population sensible aux fortes chaleurs.
- Une **augmentation de la fréquence des épisodes de sécheresse** générant une baisse de la disponibilité des ressources en eau.
- **L'élévation du risque d'incendie** sur les espaces forestiers en période estivale.
- Une **dégradation de la qualité de l'air**, lors des vagues de chaleur très fortes : les températures au-delà de 30°C sont notamment favorables à la formation d'ozone au sol et d'autres polluants atmosphériques.
- La **quantité et la qualité de la ressource en eau pourraient être dégradées** du fait de l'augmentation de la pression anthropique et d'une raréfaction estivale de la ressource disponible

La santé publique sera au cœur des problématiques liées à l'augmentation des températures (et des périodes caniculaires). Les populations les plus vulnérables, telles que les personnes âgées, les enfants et les femmes enceintes devront être protégées de ces effets. Plusieurs de ces évènements peuvent aussi être couplés de risques sanitaires accrus (dégradation de la qualité de l'eau, de l'air, etc.).

2.4 Les grands enjeux du territoire

Lors du processus de construction du Plan Climat Air Energie Territorial, la collectivité a établi plusieurs **grands enjeux pour son territoire**. En particulier :

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

- **Améliorer la performance énergétique des bâtiments,** pour réduire les consommations énergétiques des bâtiments, (le résidentiel et le tertiaire représentant plus de 42% des consommations totales d'énergie du territoire) **;**
- **Améliorer la sobriété énergétique du territoire,** en limitant le recours aux énergies fossiles émettrices de GES et en augmentant la production locale et renouvelable d'énergie plus propres (potentiel de 75 GWh) ;
- Améliorer l'efficacité énergétique des équipements et **remplacer les modes de chauffage les plus émetteurs** (bois-énergie notamment) pour réduire les émissions de polluants et de GES ;
- **Anticiper l'augmentation des besoins en eau potable et la baisse des débits des cours d'eau,** face aux effets du changement climatique (sécheresse) ;
- **Limiter l'usage des intrants agricoles** (produits phytosanitaires, engrais) pour, entre autres, préserver la qualité des eaux qui présentent un état de conservation moyen
- **Poursuivre la dynamique de réduction des déchets à la source pour les particuliers et les entreprises** (sensibilisation, gestion de proximité (compostage), tri des déchets, recyclage, stop pub…) ;
- **Renforcer la trame verte et bleue**, en l'intégrant dans les politiques d'aménagement afin, notamment, de diminuer les obstacles aux circulations (création de passages à faune, etc.) ;
- Face à l'étalement urbain, **préserver les espaces naturels et forestiers** du territoire (Réhabiliter les friches urbaines) ;
- **Poursuivre le développement des modes alternatifs à la voiture individuelle** (covoiturage, transports en commun, etc.) et plus particulièrement les modes actifs (vélo, marche à pied, etc.).

Ces enjeux peuvent être mis en perspective avec les **objectifs nationaux** (SNBC) :

- **- 83% d'émissions de GES en 2050** par rapport à 1990, et atteinte de la « neutralité carbone » ;
- **- 50% de consommation d'énergie finale en 2050** par rapport à 2012 ;
- **- 30% de consommation d'énergies fossiles en 2030** par rapport à 2012 ;
- **33% de couverture par les ENR** de la consommation énergétique final en 2030.

Ces enjeux dialoguent également avec les **objectifs régionaux** (SRADDET Nouvelle-Aquitaine et Occitanie) :

<u>Région Nouvelle-Aquitaine :</u>

- **- 75% d'émissions de GES en 2050** par rapport à 2010
- **- 50% de consommation d'énergie finale en 2050** par rapport à 2010
- **Atteindre une couverture de production d'ENR sur le territoire en 2030 de 45% et de 100% en 2050**

<u>Région Occitanie :</u>

- **- 76% d'émissions de GES en 2050** par rapport à 2015
- **- 39% de consommation d'énergie finale en 2050** par rapport à 2015
- **Multiplier par 4 la production d'électricité renouvelable et par 5 de thermique renouvelable** sur le territoire entre 2015 et 2050

Le PCAET de la Communauté de Communes du Pays de Nay doit donc permettre d'aboutir à un territoire adapté au changement climatique dont les besoins

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

énergétiques sont réduits et majoritairement couverts par les énergies renouvelables et de récupération produites localement. Il y parviendra en prenant en considération l'ensemble des secteurs et en ciblant ses actions sur les usages les plus consommateurs et/ou les plus émetteurs. Afin d'assurer la bonne application de ces actions, le PCAET devra, autant que possible, être travaillé avec les acteurs du territoire.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

3 LA STRATEGIE « CLIMAT AIR ENERGIE » DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NAY

La prise de conscience des enjeux environnementaux, énergétiques et sociétaux, l'évolution des modes de consommation, le développement des énergies vertes, constituent un véritable défi, mais aussi une opportunité pour le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Nay.

Afin d'assurer la bonne mise en œuvre de la transition sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Nay, au travers de son PCAET, a cherché à définir une stratégie territoriale basée sur l'identification de priorités et d'objectifs adaptés au territoire intercommunal. Cette volonté est passée par la définition d'objectifs quantifiés pour chaque secteur réglementaire, permettant de répondre aux engagements nationaux et régionaux en matière de réduction des émissions de GES, de réduction de la consommation d'énergie, d'amélioration de la qualité de l'air, de développement des énergies renouvelables locales et d'adaptation aux effets du changement climatique.

La construction de la Stratégie s'est faite au travers de différentes démarches qui ont nourri la réflexion globale, permettant d'aboutir au scénario retenu par la collectivité :

- **L'élaboration de 2 scénarios prospectifs de travail**, projetant des évolutions possibles des trajectoires de la consommation d'énergie et des émissions de GES à horizon 2050. Le premier scénario a poursuivi les tendances actuelles (simulation « au fil de l'eau »), tandis que le deuxième a actionné autant de leviers que possible sur le volet « atténuation du changement climatique » indépendamment de leur faisabilité.
- **L'analyse des incidences environnementales de ces deux scénarios**, dans le cadre de l'Evaluation Environnementale Stratégique. Celle-ci a permis de mettre en évidence les impacts environnementaux (dans son acception la plus large) positifs ou négatifs ainsi que des points de vigilance liés à la mise en œuvre des scénarios et donc d'orienter la stratégie vers une voie la plus vertueuse possible.
- **Un atelier de définition des objectifs stratégiques,** portant sur différentes thématiques du PCAET (Résidentiel et Tertiaire, Agriculture, Déplacements et ENR, etc.). Ils ont permis de lister les divers leviers disponibles et de mettre au débat la possibilité de les appliquer sur le territoire, selon les moyens nécessaires et ceux disponibles, l'acceptabilité, etc.



Figure 10 : Exemple de support de l'atelier (Source : Alterea)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

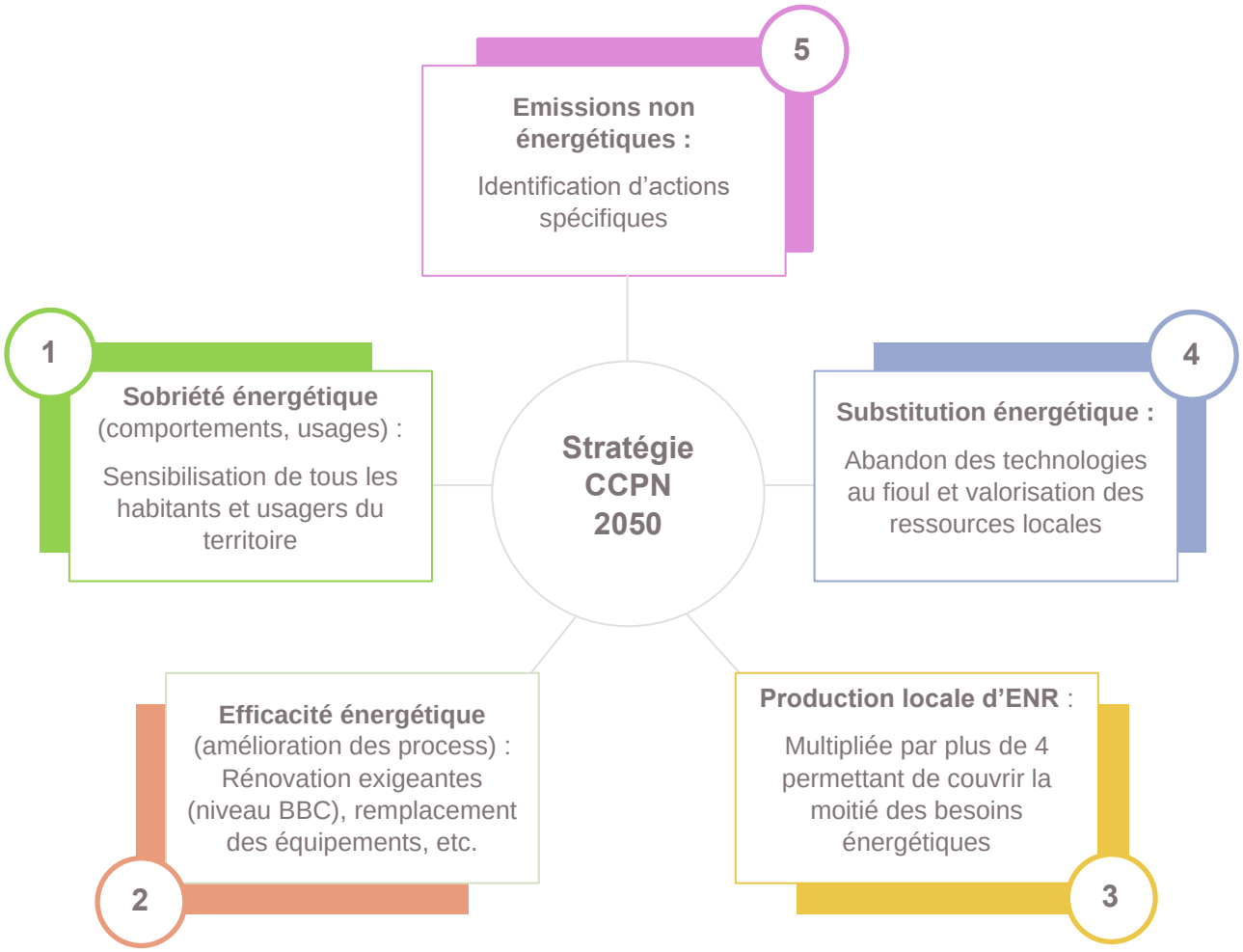
L'ensemble de ces démarches, des réunions associées et des itérations réalisées sont détaillées et explicitées au sein du rapport de l'Evaluation Environnementale Stratégique (parties « Analyse des incidences environnementales du PCAET » et « Justifications des choix du projet »).

In fine, la stratégie repose sur une démarche transversale déclinant les leviers de la sobriété et de l'efficacité énergétique, ainsi qu'un développement volontaire et conséquent du potentiel des énergies renouvelables et de récupérations locales (ENR&R).

La stratégie retenue cherche à réunir à la fois les objectifs de l'atténuation et de l'adaptation : les solutions retenues pour l'atteinte d'un de ces deux objectifs ne doivent pas nuire à l'atteinte de l'autre.

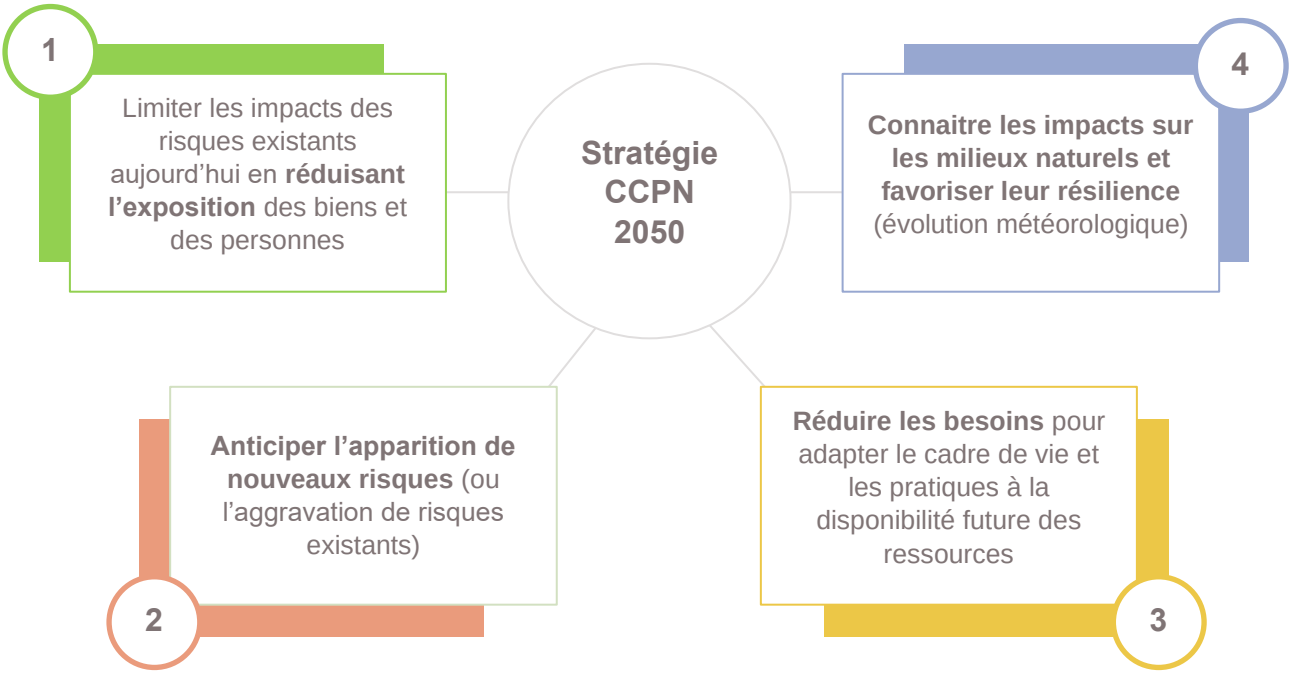
La démarche d'un PCAET vise à adapter les territoires au changement climatique, en réduisant les besoins énergétiques et en développant les énergies renouvelables et de récupération, pour partie produites localement.

La définition de la stratégie repose sur une démarche de sobriété, d'efficacité énergétique et de développement volontaire du potentiel des énergies renouvelables et de récupérations locales (ENR&R) du territoire de la CCPN. Le schéma ci-dessous présente la démarche utilisée pour la définition du profil climatique et énergétique à l'horizon 2050 du territoire



De plus, la stratégie doit également anticiper le changement climatique et améliorer la résilience du territoire. Le schéma suivant indique la démarche pour définir la stratégie d'adaptation du territoire à horizon 2050.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE



3.1 Les principaux objectifs du territoire

La Communauté de Communes du Pays de Nay souhaite au travers de son PCAET limiter sa dépendance énergétique, réduire sa facture énergétique, diminuer sa contribution au changement climatique et anticiper les évolutions climatiques à l'œuvre en favorisant l'adaptation du territoire.

L'analyse des émissions de GES et des consommations d'énergie du territoire est réalisée à partir des données énergétiques disponibles sur ENER'GES pour l'année 2014 et est retravaillée avec des outils internes à ALTEREA. A partir de ces données, une scénarisation a été réalisée avec la collectivité afin de définir les principales actions à mettre en place pour atteindre les objectifs supérieurs auxquels le PCAET de la Communauté de Communes du Pays de Nay est soumis.

Si des objectifs sont plutôt « qualitatifs » et transversaux, d'autres objectifs chiffrés ont également été définis :

- Une **réduction de 43,2% des consommations énergétiques finales entre 2023 et 2050** (pour une consommation globale de 358,6 GWh en 2050).
- Une **réduction de 57,5% des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) entre 2023 et 2050** (pour des émissions globales de l'ordre de 80 305 teqCO_2 en 2050)
- Une **augmentation** importante **de la production locale d'ENR&R**, afin que celle-ci soit **au-moins équivalente à 52,5 % de la consommation d'énergie finale à l'horizon 2050** (production globale de 188,4 GWh en 2050)**.**

Ces objectifs ont été définis à partir des différents degrés de mobilisation des leviers d'actions, pour chaque thématique sectorielle du PCAET. En conséquence, il s'agit d'un objectif global, qui varie selon chaque secteur. L'ensemble de ces leviers et objectifs sont présentés dans la partie 3.6.

A noter que les consommations énergétiques et émissions de 2023 sont supposées égales à celles de 2014. Les échéances présentées ci-après sont 2023, 2029, 2030 et 2050.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Ces dates correspondent au début du PCAET, à sa révision au bout de 6 ans comme l'exige la règlementation, ainsi que deux dates clés des lois énergétiques et climatiques françaises. En annexes, des tableaux avec des échéances intermédiaires sont disponibles

3.2 Vers la neutralité carbone sur le territoire : stratégie de compensation des émissions de gaz à effet de serre

Une **mise à jour des données d'émissions de GES** a été réalisé en amont de la phase de stratégie à partir de l'outil Propser. La valeur présentée dans le diagnostic est de 192 552 tonnes équivalent de CO2 tandis que la valeur retenue pour la stratégie est de 189 000 tonnes équivalent de CO2.

Les efforts de réduction des émissions de GES sont différents selon les secteurs. En effet, certaines actions ayant un impact fort sur les émissions de GES peuvent être plus facilement mises en place (par exemple en matière d'évolution des comportements ou de gestion du bâti public), tandis que d'autres actions nécessiteront une inscription plus longue dans le temps.

Les objectifs définis sont les suivants :

	2023	2029	2030	2050
Emissions de GES	189 000 $teqCO_2$	164 846 $teqCO_2$	160 820 $teqCO_2$	80 305 $teqCO_2$
Evolution par rapport à 2023	-	-12,8%	-14,9%	-57,5%

Les secteurs Résidentiel et Tertiaire sont ceux pour lesquels la baisse est la plus forte (respectivement -77% et -81%). Cela résulte d'une forte ambition sur la rénovation énergétique, notamment dans le secteur tertiaire, et une forte substitution des énergies fossiles au profit des énergies décarbonées. Le secteur de l'Agriculture est celui pour lequel la baisse est la plus faible (-42,8%). Le monde agricole, dont une grande partie des émissions sont non énergétiques, est plutôt limité dans les possibilités d'actions permettant de réduire les émissions de GES. Celles-ci passeraient notamment par un ralentissement de l'activité et/ou un changement des modes de production, ce qui nécessiterait une évolution importante des équilibres alimentaires régionaux et nationaux. La transition envisagée doit, autant que possible, accompagner les professionnels, les consommateurs, les territoires dans l'évolution de leurs habitudes alimentaires et pratiques d'achats, afin d'assurer l'équilibre entre productions et consommations.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

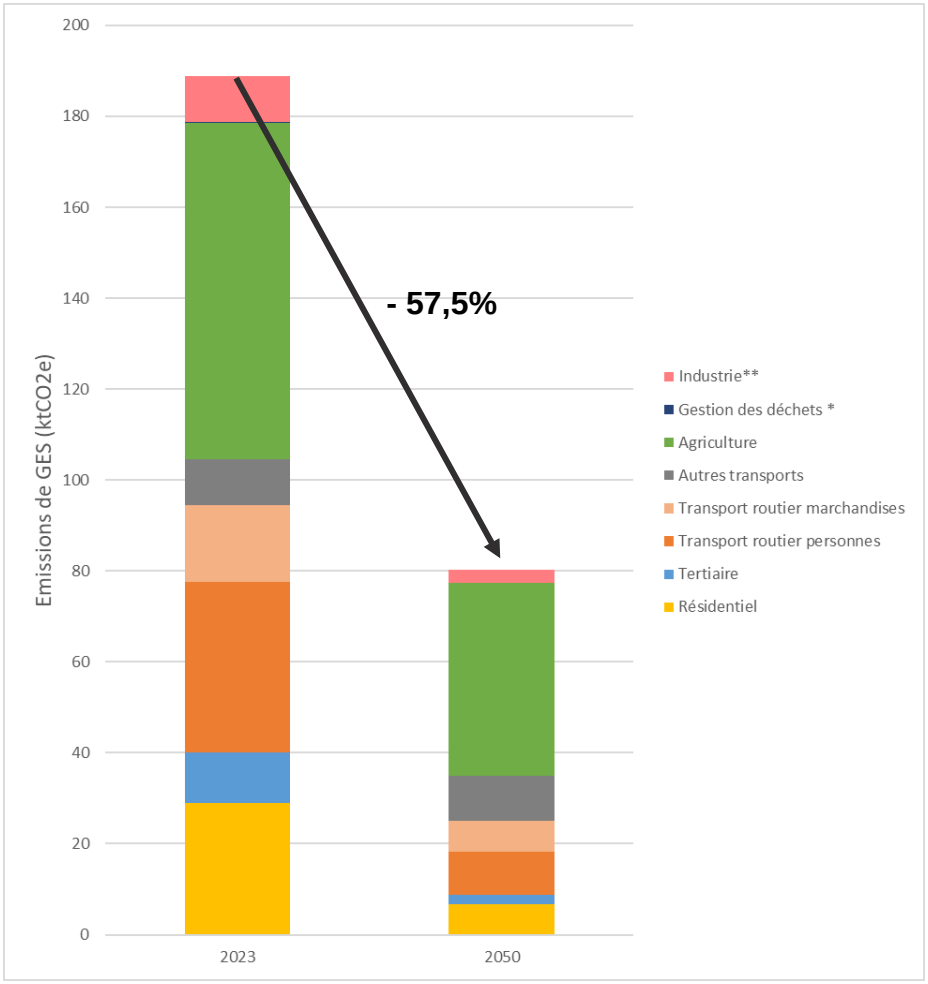


Figure 11 : Evolution de CO_2e des émissions de GES entre 2023 et 2050

Le graphique précédent permet d'observer la baisse prévue des émissions de GES entre 2023 et 2050. Tous les secteurs sont concernés, avec une part importante de l'effort pour le secteur du transport routier de personnes. Les émissions de GES devraient ainsi décroître de 57,5% entre 2023 et 2050.

La Communauté de Communes du Pays de Nay souhaite accroître sa capacité de séquestration du carbone atmosphérique (+24,1%), afin de s'aligner sur une perspective de neutralité carbone à long terme. Pour rappel, le diagnostic du PCAET faisait état en 2012 d'une capacité de séquestration carbone équivalente à 69 080 teqCO_2 par an, soit environ 35,9% des émissions de GES estimées par rapport aux émissions de 2023. Cette capacité de séquestration est principalement liée à la couverture boisée du territoire.

Via sa stratégie, la Communauté de Communes du Pays de Nay défini un objectif de renforcement de la capacité de stockage du carbone par :

- L'accroissement du couvert boisé (via essentiellement la replantation de haies et la redynamisation des domaines forestiers) ;
- Développer des zones en libre évolution : Une réflexion est en cours sur la faisabilité de laisser en libre évolution des terrains liés aux zones humides du gave de Pau ou sur le site de l'ancienne station d'épuration communautaire à Assat ;
- Le développement de l'agroforesterie par le biais de conversion d'espaces agricoles en agroforesterie ;
- La désimperméabilisation ponctuelle en milieu urbain.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

La mise en place de cette stratégie doit permettre d'aboutir aux objectifs suivants :

	2023	2029	2030	2050
Emissions de GES	189 000 $teqCO_2$	164 846 $teqCO_2$	160 820 $teqCO_2$	80 305 $teqCO_2$
Evolution par rapport à 2023	-	-12,8%	-14,9%	-57,5%
Capacité de séquestration annuelle du carbone	69 974 $teqCO_2$	73 721 $teqCO_2$	74 346 $teqCO_2$	86 836 $teqCO_2$
Rapport entre la capacité de séquestration et les émissions de GES	-	44,7%	46,2%	108,1%

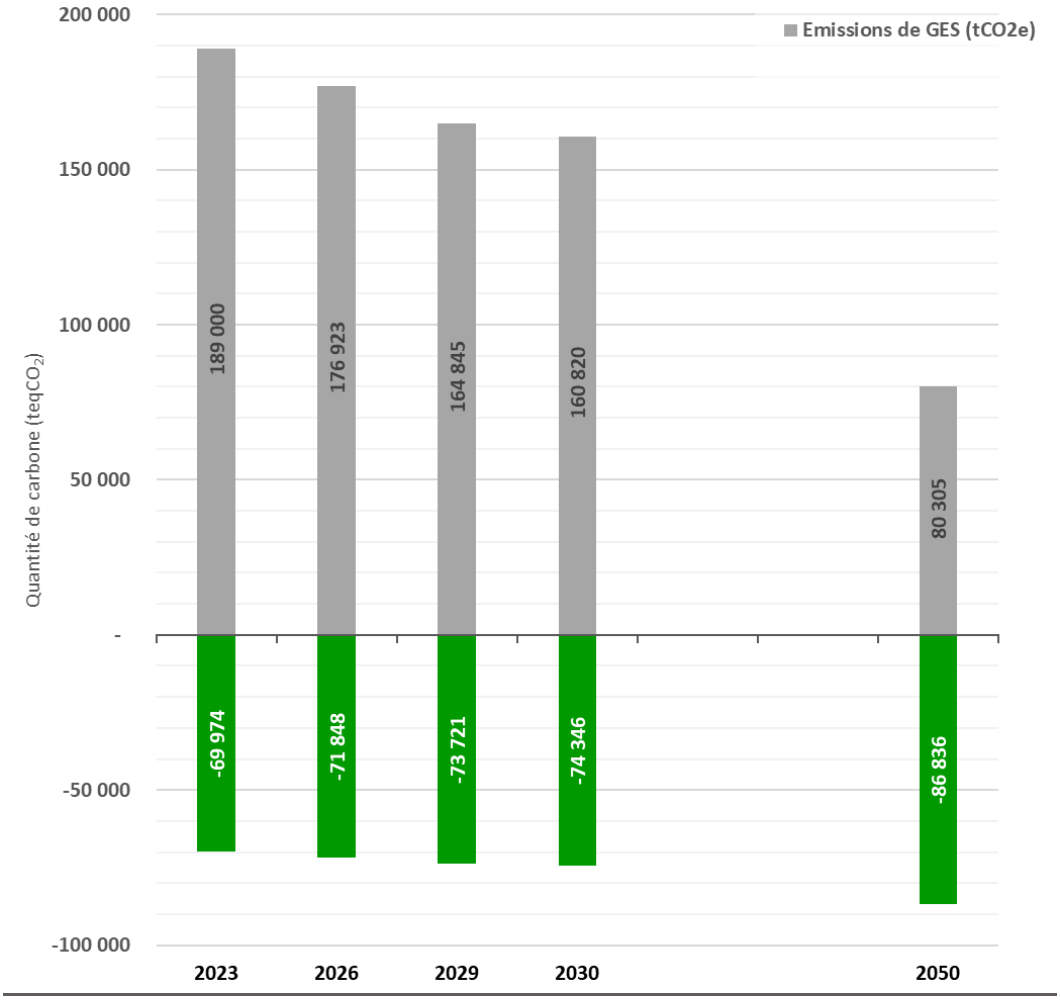


Figure 12 : Evolution de la capacité de séquestration carbone et les émissions de gaz à effet de serre

3.3 Le développement des énergies renouvelables

En matière de transition énergétique, l'information et la formation des citoyens d'une part, l'efficacité énergétique des différents secteurs d'activité d'autre part, sont primordiales. Ceci suppose des efforts de plus en plus importants auprès des acteurs, pour agir sur les transformations individuelles, collectives et organisationnelles pour réduire fortement les consommations d'énergies du territoire.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Cette transition passe à la fois par la réduction de la consommation et par une intégration des ENR&R dans les consommations. Ces dernières, issues pour partie d'une production locale (toitures des particuliers, méthanisation sur les exploitations agricoles, bois local, etc.) et pour le reste importé du réseau national, ont pour objectifs de diminuer les émissions de GES concernant l'énergie consommée.

La réduction de la consommation passera notamment par :

- La **sobriété énergétique** : la réduction grâce à la modification des habitudes en matière de consommation des acteurs du territoire ;
- La **rénovation thermique** : la réduction grâce à la rénovation des bâtiments, l'amélioration des procédés industriels, etc.

Un objectif complémentaire est la **substitution** prioritaire des équipements fioul : mise en place de nouveaux équipements plus performants et fonctionnant à l'aide d'énergies « propres » dans le but de sortir complètement de l'utilisation du fioul d'ici 2030 dans le secteur résidentiel (soit 55% des consommations de fioul initiales). Pour les autres secteurs, la substitution totale devrait intervenir entre 2040 et 2050, avec plus de la moitié de la substitution effectuée dès 2030.

Une **mise à jour des données de consommation énergétique** a été réalisé en amont de la phase de stratégie à partir de l'outil Propser. La valeur présentée dans le diagnostic est de 651,7 GWh CO2 tandis que la valeur retenue pour la stratégie est de 631 GWh équivalent de CO2.

Cela permet de fixer les objectifs suivants en matière de consommation d'énergie :

	2023	2029	2030	2050
Consommation finale	631,0 GWh	570,5 GWh	560,4 GWh	358,6 GWh
Evolution par rapport à 2023	-	-12,8%	-14,9%	-42,3%

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

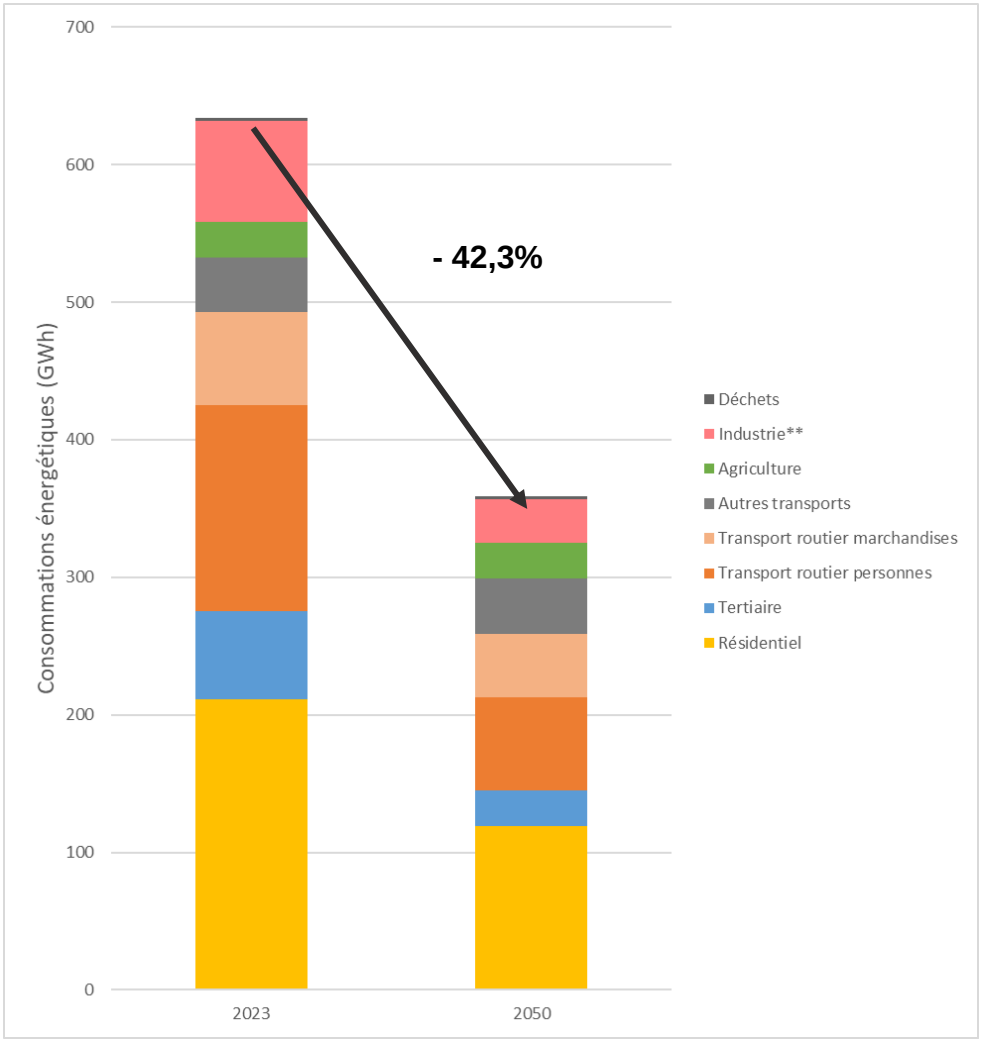


Figure 13 : Evolution de la consommation d'énergie finale entre 2023 et 2050

Pour la collectivité, s'engager vers la transition énergétique implique également de revoir en profondeur son système de production énergétique et de limiter au maximum l'emprise des énergies fossiles au profit d'énergies renouvelables et de récupération.

Cela permettra d'une part au territoire de gagner en indépendance énergétique et d'autre part de limiter les émissions de GES liées aux consommations d'énergie résiduelles. En effet, la troisième révolution énergétique s'appuie sur la production décentralisée d'énergie et sur des projets de territoire liant une production et ses usages.

En effet, la stratégie propose de se tourner vers une production locale d'ENR&R qui permettrait entre autres de créer de l'emploi autour de ce secteur de manière locale et non délocalisable.

	2023	2029	2030	2050
Consommation finale	631,0 GWh	570,5 GWh	560,4 GWh	358,6 GWh
Evolution par rapport à 2023	-	-12,8%	-14,9%	-42,3%
Production d'ENR&R locales	45,7 GWh	77,4 GWh	82,7 GWh	188,4 GWh
Rapport entre production locale ENR&R et consommation d'énergie	7,2%	13,6%	14,8%	52,5%

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

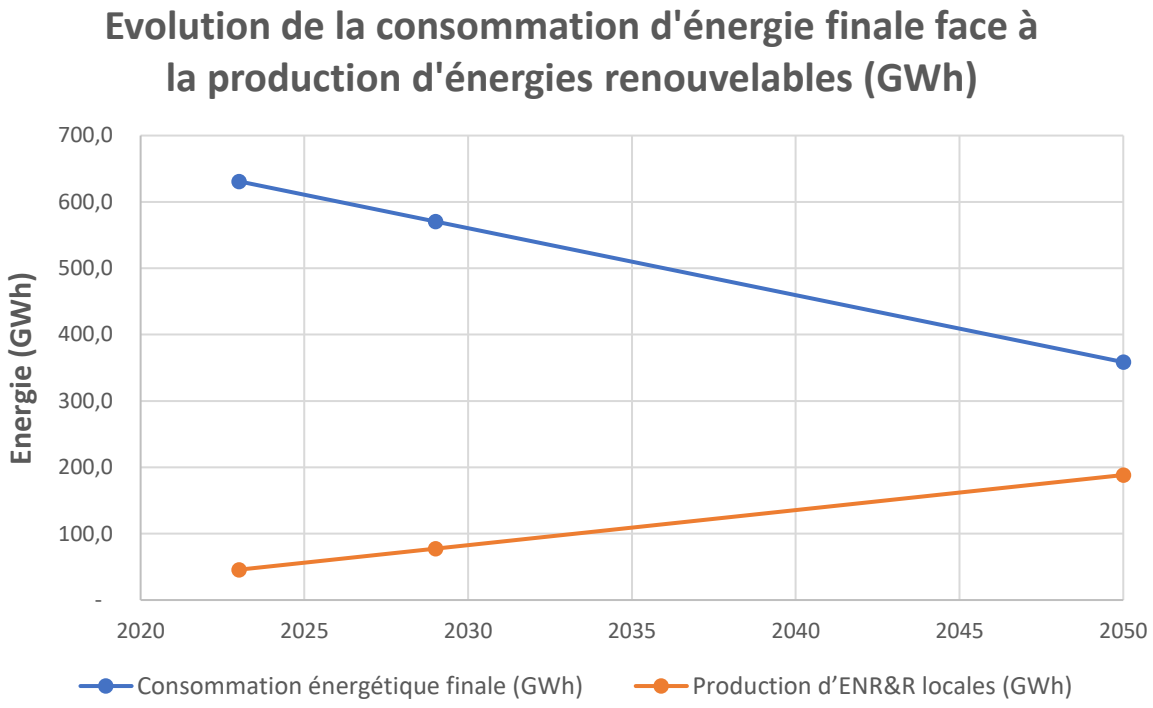


Figure 14 : Evolution de la consommation d'énergie finale et de la production d'énergies renouvelables locales entre 2023 et 2050

Cette ambition repose sur plusieurs aspects dont :

- **Développement fort des filières de production locales** : méthanisation, solaire (photovoltaïque et thermique), bois-énergie, etc.
- **Forte réduction de la consommation d'énergie fossile** : accompagnement des ménages et des entreprises pour le changement des équipements de chauffage et de production d'ECS (Eau Chaude Sanitaire) vers des énergies plus propres (bois énergie, solaire, etc.)

Ces leviers concernent l'ensemble des secteurs et sont détaillés dans le Plan d'Actions, lequel identifie des valeurs chiffrées pour chacun d'eux. Avec l'émergence de la production d'ENR&R locale, le profil énergétique du territoire se trouve profondément modifié.

Il est ainsi projeté une production par filière en 2050 de :

- **Solaire :** 1/3 des toitures équipées, généralisation des ombrières solaires pour les parkings : **68,5 GWh**
- **Méthanisation :** 50% du potentiel lié aux effluents d'élevage, 100% du potentiel « autre » (boues d'épuration, résidus de culture, etc.) exploités : **50,8 GWh**
- **Bois :** 100% du potentiel exploité : **13,4 GWh**
- **Chaleur fatale :** hypothèse d'un développement limité : **10 GWh**
- **Hydroélectricité :** expérimentations possibles (pas d'objectif de production chiffré associé)

Tout en sachant que la production en 2019 est de :

- **Bois : 75 GWh**
- **Hydroélectricité :** 48,9 GWh
- **Solaire : 4,9 GWh** (électrique), **0,6 GWh** (thermique)
- **Méthanisation : 0 GWh** (entre 20 et 25 GWh dès 2022)
- **Chaleur fatale : 0 GWh**

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Note : Le total projeté à horizon 2050 s'appuie d'une part sur la production d'énergie renouvelable de 2023, à laquelle est ajoutée la production supplémentaire développée sur la période 2023-2050.

Il convient toutefois de préciser que certaines énergies peuvent être produites localement bien qu'elles seront vraisemblablement injectées sur les réseaux nationaux (biogaz, électricité éolienne) et, inversement, certaines énergies déjà consommées localement ne proviennent pas nécessairement d'une production locale.

Par ailleurs, un delta réside dans la consommation issue des réseaux d'énergies nationaux. Ceux-ci prévoient une évolution de la part d'énergie renouvelable (33% en 2030) dans le mix énergétique français ; cette consommation d'EnR « indirecte » n'est pas inclue dans le calcul réalisé.

3.4 Des émissions de polluants à la baisse

Les actions du PCAET permettront à la collectivité de réduire les émissions de polluants atmosphériques. La Communauté de Communes s'aligne sur l'objectif de respect de la réglementation européenne en matière de polluants.

La lutte contre la pollution de l'air est un enjeu fort pour les habitants et les acteurs du territoire. Elle s'appuie en premier lieu sur une évolution très forte des pratiques de déplacements (réduction des déplacements motorisés et des distances parcourues, mais aussi changement de motorisation, notamment en faveur de l'électrique, non émetteur de polluants lors de l'usage).

Plusieurs pistes d'actions envisagées concourent à l'objectif de réduire les émissions de polluants atmosphériques. Le secteur des transports routiers, premier émetteur de NOx (47,3% des émissions) sera la cible prioritaire d'action de réduction de ces dernières. Par exemple, le remplacement projeté de déplacements effectués avec des véhicules essence par des véhicules électriques ou des mobilités actives permet de supprimer les émissions de NOx. En effet, les mobilités actives ne sont émettrices d'aucun polluant atmosphérique lors de leur usage et l'électricité n'émet que 0,03tNOx/GWh (lié à la production de l'électricité et non lors de l'usage). De même, les effets sur les émissions de particules fines (PM_{10} et $PM_{2.5}$) sont assez importants.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

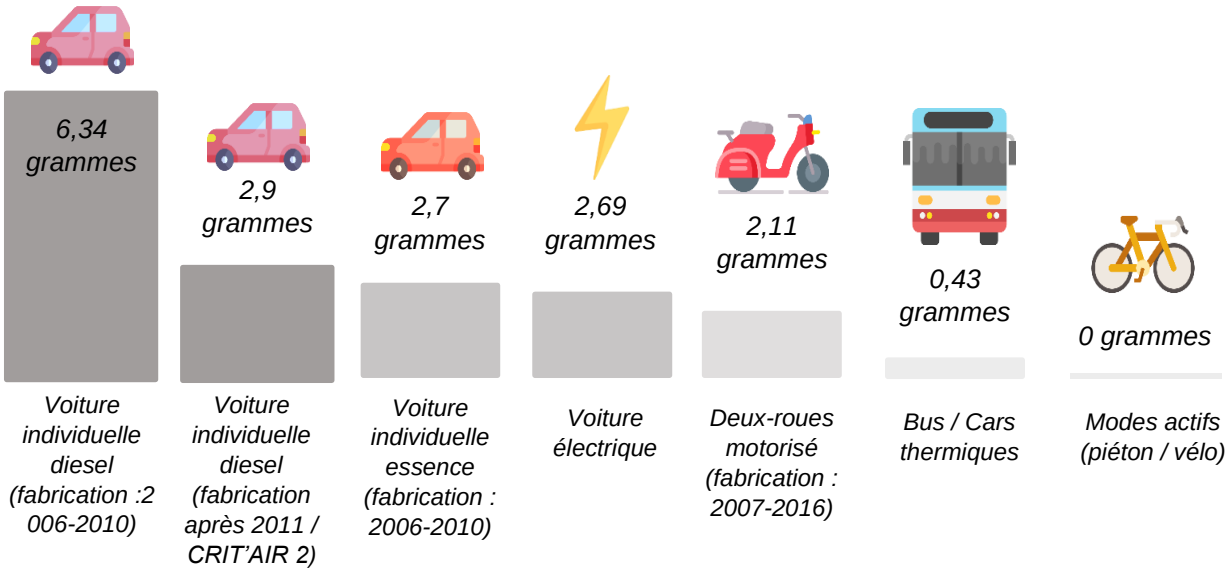


Figure 15 : Émissions de PM_{10} pour 100 km parcourus, selon le mode de déplacement utilisé et la date de fabrication.
(Source : CITEPA, AirParif, ALTEREA)

Par ailleurs, la réduction de l'utilisation d'engrais minéraux lié au secteur agriculture, deuxième secteur émetteur de NOx avec 28,5%, devra être importante. Enfin la substitution des chauffages au fioul fortement émetteurs de polluants, devrait permettre de réduire la pollution globale de l'air sur le territoire.

Plusieurs actions dont le but premier est la baisse de la consommation énergétique ou des émissions de GES auront donc également des effets subsidiaires sur la qualité de l'air.

Enfin, le développement du couvert végétal du territoire permettra de limiter les effets de la pollution (pouvoir « filtrant » de certains types de végétaux).

En dépit de ces impacts positifs, il est difficile d'estimer des niveaux d'émissions de polluants à l'horizon 2050. En effet, la qualité de l'air dépend des émissions, mais il n'y a pas de lien simple et direct entre les deux. La qualité de l'air résulte d'un équilibre complexe entre la quantité de polluants rejetée dans l'air et toute une série de phénomènes auxquels ces polluants vont être soumis une fois dans l'atmosphère sous l'action de la météorologie : transport, dispersion sous l'action du vent et de la pluie, dépôt ou réactions chimiques des polluants entre eux ou sous l'action des rayons du soleil.

Ainsi à partir d'émissions de polluants équivalentes en lieu et en intensité, les niveaux de polluants dans l'environnement peuvent varier d'un facteur cinq suivant les conditions météorologiques plus ou moins favorables à la dispersion, ou au contraire à la concentration de ces polluants. La connaissance de ces émissions est donc primordiale pour la surveillance de la qualité de l'air. [6]

À l'échelle nationale, la comptabilisation des effets des actions de la transition énergétique en matière d'émissions de polluants souffre en particulier du manque d'une base de données officielle recensant les facteurs d'émissions par type de véhicule et de motorisation selon chaque polluant pour pouvoir calculer rigoureusement les baisses d'émissions de polluants attendus par le biais de la stratégie définie.

[6] Source : AirParif : https://www.airparif.asso.fr/pollution/emissions-ou-concentrations

On peut toutefois supposer que la baisse par la réduction des consommations (sobriété) engendre linéairement une baisse de polluants (tout autre changement exclu par ailleurs). On peut ainsi par exemple estimer que la baisse de 10% de consommation d'énergie par la sobriété du secteur résidentiel entraîne une telle baisse dans les polluants du secteur. Il en va de même avec le report modal vers les modes actifs ou la réduction des distances parcourues qui permettent au secteur du transport routier d'afficher une baisse de 36% des besoins énergétiques. C'est ce qui est traduit dans les graphiques ci-dessous.

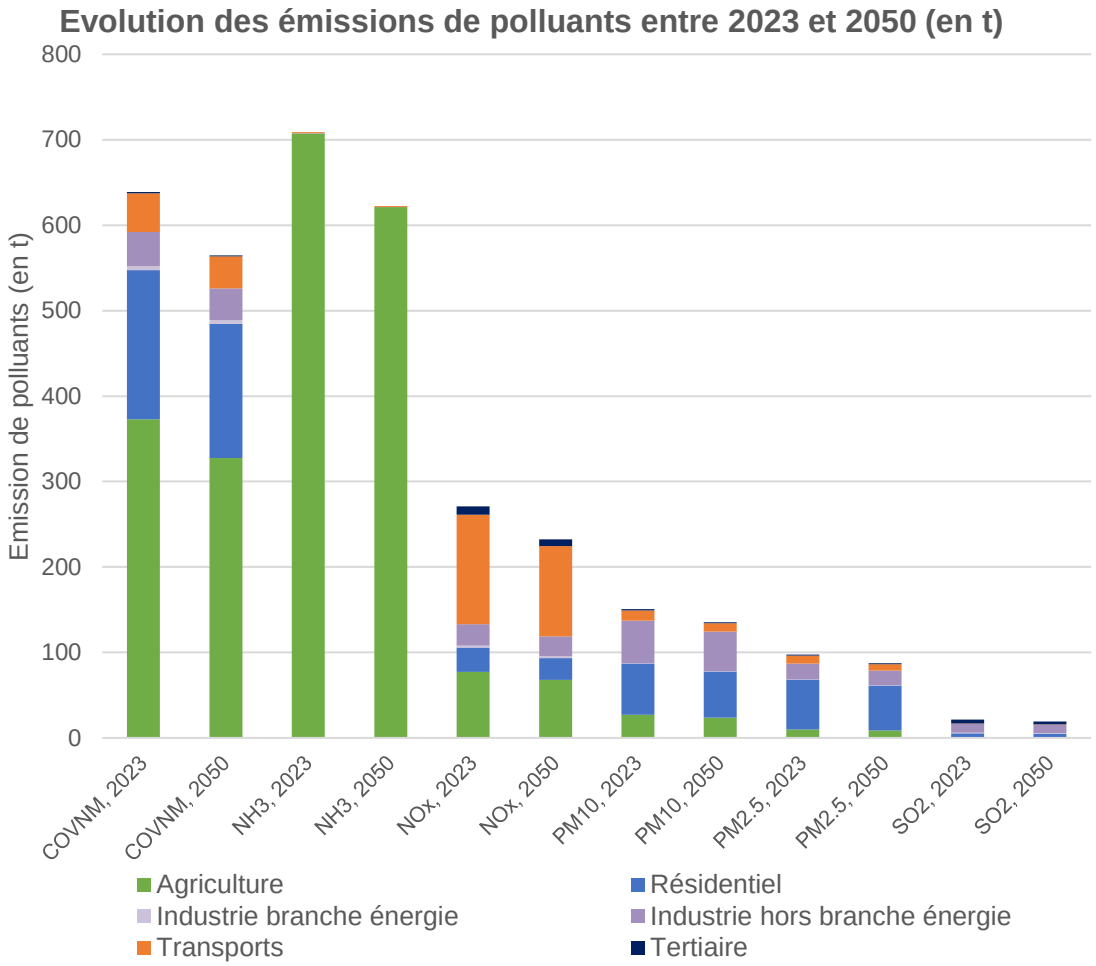


Figure 16 : Evolution globale des émissions de polluants par secteur entre 2023 et 2050, basée sur la baisse préconisée pour la sobriété énergétique.

(Source : ALTEREA)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

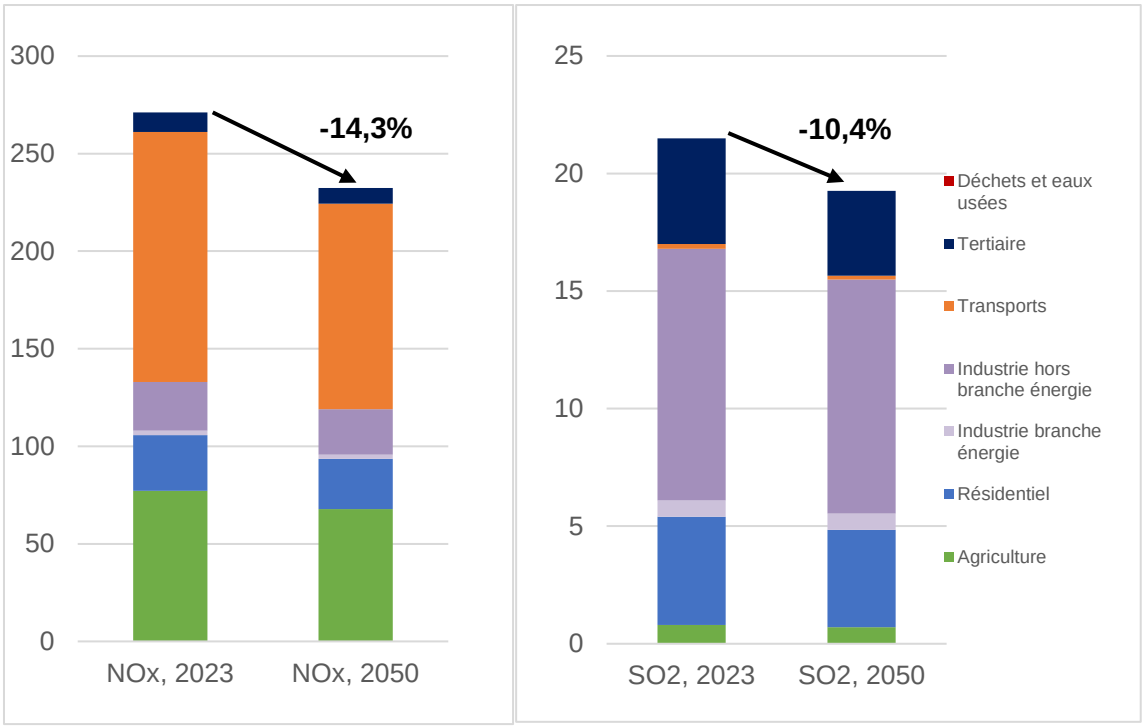


Figure 17 : Evolution des émissions de Nox et SO2 (en t) par secteur entre 2023 et 2050, basée sur la baisse préconisée pour la sobriété énergétique.

(Source : ALTEREA)

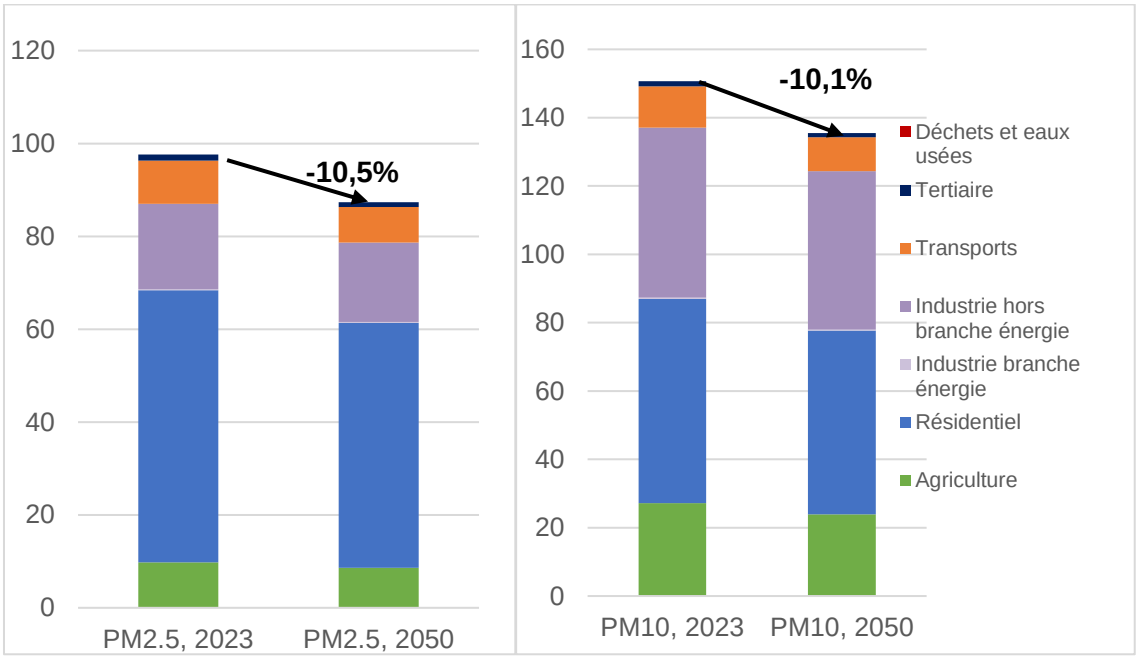


Figure 18 : Evolution des émissions de PM2.5 et PM20 (en t) par secteur entre 2023 et 2050, basée sur la baisse préconisée pour la sobriété énergétique.

(Source : ALTEREA)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

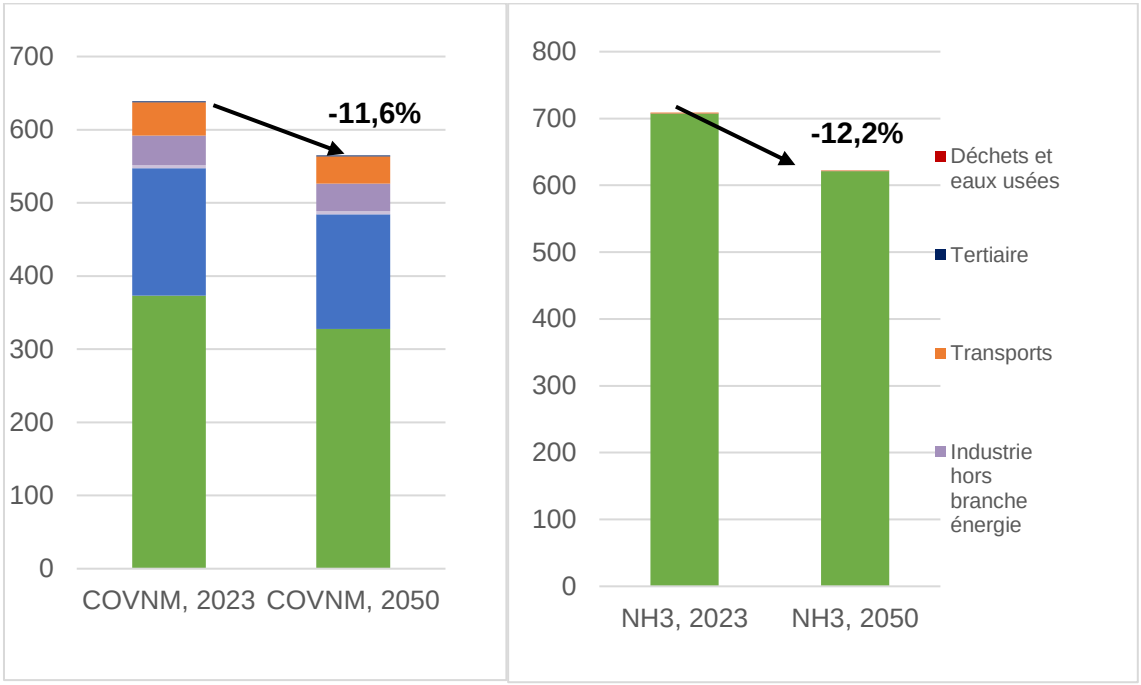


Figure 19 : Evolution des émissions de COVNM et NH3 (en t) par secteur entre 2023 et 2050, basée sur la baisse préconisée pour la sobriété énergétique.

(Source : ALTEREA)

3.5 Un plan d'adaptation face à la vulnérabilité climatique

Les mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre, dites d'atténuation, produiront leurs résultats à l'échéance de plusieurs décennies. En effet, le système climatique est soumis à une certaine forme d'inertie, qui a pour conséquence de décaler dans le temps les effets du changement climatique. En conséquence, les évolutions du climat projetées pourront être réduites à long terme, mais demeurent valables à court et moyen termes. L'ensemble des territoires doivent anticiper cette évolution, et favoriser l'adaptation de leurs milieux.

L'adaptation est définie dans le troisième rapport d'évaluation du GIEC comme « *l'ajustement des systèmes naturels ou humains en réponse à des stimuli climatiques ou à leurs effets, afin d'atténuer les effets néfastes ou d'exploiter des opportunités bénéfiques* ». Elle vise ainsi à limiter les impacts du changement climatique, les dommages associés sur les activités socio-économiques et sur la nature.

La politique d'adaptation fait partie de la méthode ERC-A du PCAET, visant à Éviter, Réduire, Compenser et Adapter les milieux aux changements futurs. L'adaptation au changement climatique est donc **un complément à la politique d'atténuation** d'une collectivité. Elle doit être fondée sur une politique stratégique claire **d'anticipation** des impacts du changement climatique et des dommages potentiels à venir et non par des réponses immédiates et non réfléchies pour résoudre ces difficultés. Cette « mal-adaptation » peut entrainer des conflits avec les mesures d'atténuation :

- Le recours massif à la climatisation lors des périodes caniculaires, augmente ainsi les consommations énergétiques et les émissions de GES ;

- L'utilisation des matériaux très carbonés (acier, béton, ciment, etc.) pour adapter des bâtiments aux effets du changement climatique favorise le développement d'industries fortement émettrices de GES ;
- Etc.

Les actions à mettre en place doivent mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire : les villes, la société civile, les associations, les entreprises, les usagers et les acteurs privés. Tous devront être impliqués pour agir en vue d'atteindre un objectif partagé : celui d'un territoire capable de s'adapter au changement climatique. La Communauté de Communes s'est donc saisie de cet enjeu, et plusieurs orientations sont envisagées dans sa stratégie :

- **L'Information et la Prévention :** Le développement des Plans de Prévention, l'amélioration de l'information et de la communication en liens avec les risques naturels et les épisodes de « crise ».
- **L'Aménagement des bâtiments** : L'intégration aux constructions et aux rénovations de la notion de confort d'été et des normes de résistance aux risques naturels (argile, sismicité, etc.).
- Le développement de **boucles énergétiques locales et de l'autoconsommation** permettant de réduire la dépendance énergétique mais aussi la facture énergétique et la précarité énergétique.
- La recherche du « **zéro artificialisation nette** » d'ici 2050, afin notamment de préserver les milieux capables de stocker le carbone atmosphériques ou contribuant à la réduction des risques.
- **L'Intégration des espaces naturels et l'adaptation de l'agriculture** : Le développement de la végétalisation pour limiter le développement des effets d'îlots de chaleur urbain et développer la séquestration carbone en développant notamment l'agroforesterie (3% des espaces agricoles convertis en 2050, soit 550 ha). L'évolution des cultures et pratiques agricoles, adaptées à la hausse des températures et à l'intensification des épisodes météorologiques (sécheresses, pluies intenses, hausse de la température).
- **La Préservation des ressources en eau** : Accompagner l'évolution des modes de consommation de l'eau et l'amélioration de la gestion de la ressource.

Si certaines orientations et actions concourent donc à la fois aux objectifs d'atténuation et d'adaptation, une partie est également spécifiquement dédiée à la thématique de la vulnérabilité et de l'adaptation au changement climatique. Peuvent en particulier être citées les actions sur la sensibilisation du monde agricole aux questions environnementales, la préservation de la ressource en eau ou encore la qualité de l'air.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

3.6 Les objectifs sectoriels

3.6.1 Agriculture

Accompagner les agriculteurs du territoire à contribuer aux objectifs de réduction des consommations d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre et polluants est un axe important du PCAET de la Communauté de Communes.

Pour cela, la Communauté de Communes du Pays de Nay souhaite travailler sur plusieurs leviers :

- **Adaptation** : conversion de 50% des surfaces agricoles au label Haute Valeur Environnemental (HVE) et 50% en Agriculture Biologique (AB).
- **Sobriété :** Développement de cultures limitant les importations et renforçant l'autonomie alimentaire (protéines végétales) grâce aux labels HVE et AB.
- **Substitution** : Substitution de 80% des engrais minéraux grâce à 50% des déjections méthanisées et remplacement de 80% des énergies fossiles.

Les résultats globaux en matière de GES sont les suivants :

	Emissions de GES en 2023		2023-2029	**Emissions de GES en 2029**	2023-2030	**Emissions de GES en 2030**	2023-2050	**Emissions de GES en 2050**
Agriculture	***74 000 tCO_2e***	Substitution des engrais minéraux	-2,2%	***64 594 tCO_2e*** *(-9,5%) **	-2,5%	***63 026 tCO_2e*** *(-11,1%) **	-9,8%	***42 328 tCO_2e*** *(-42,8%) **
		Substitution des énergies fossiles	-1,4%		-1,6%		-6,3%	
		Gestion des effluents	-0,5%		-0,6%		-2,2%	
		Conversion des surfaces agricoles	-5,4%		-6,3%		-24,5%	

**par rapport à 2023 (le chiffre « total » peut différer de la somme des actions du fait des arrondis)*

3.6.2 Transport routier

Accompagner les habitants du territoire vers une mobilité plus respectueuse de l'environnement est un axe majeur du PCAET de la Communauté de Communes.

Pour ce faire, la Communauté de Communes du Pays de Nay souhaite travailler prioritairement sur la façon dont se déplacent les citoyens du territoire. Plusieurs leviers sont activés pour réduire les consommations d'énergies et les émissions de GES du secteur des transports routiers, et limiter sa vulnérabilité :

- **Sobriété :** Baisse des distances parcourues (-20% en 2050) en favorisant le développement du télétravail, de la visioconférence, des tiers lieux, et en contribuant à rapprocher lieu d'habitation et lieu d'exercice de l'activité professionnelle. Augmentation de la part modale des modes de transports non motorisés comme le vélo ou la marche (en 2050, report 20% des trajets initiaux en voiture vers les modes actifs).
- **Efficacité** : Amélioration du rendement énergétique des modes motorisés en développant le covoiturage (20% des conducteurs deviennent passagers en 2050) et l'utilisation des transports en commun (report de 20% des trajets initiaux en voiture vers les transports en communs en 2050).
- **Substitution** : Soutien à la transition vers des véhicules non thermiques lors de leur renouvellement (publics et privés) avec le passage à 100% de véhicules alternatifs

pour les transports en communs et DSP et 80% de véhicules électriques, hybrides et GNV ou BioGNV en 2050 pour les véhicules particuliers.

Ces mesures devraient permettre à la Communauté de Communes de viser les objectifs suivants concernant la réduction des **consommations d'énergie** :

	Energie consommée en 2023		2023-2029	**Energie consommée en 2029**	2023-2030	**Energie consommée en 2030**	2023-2050	**Energie consommée en 2050**
Transports (voyageur + +fret)	***217,5 GWh***	Sobriété	-3,9%	**190 GWh** (-9,7%)	-4,6%	**186 GWh** (-11,3%)	-17,7%	**123 GWh** (-43,5%)
		Efficacité	-5,7%		-6,7%		-25,8%	

**comparé à 2023 (le chiffre « total » peut différer de la somme des actions du fait des arrondis)*

La combinaison des actions de réduction de consommation ainsi que de réduction des **émissions de GES** (via la substitution) devraient permettre d'atteindre les objectifs suivants :

	Emissions de GES en 2023		2023-2029	**Emissions de GES en 2029**	2023-2030	**Emissions de GES en 2030**	2023-2050	**Emissions de GES en 2050**
Transports (voyageur +fret)	***54 500 tCO₂e***	Sobriété	-3,9%	**50 890 tCO2e** (-15,6%)	-4,6%	**50 289 tCO2e** (-18,2%)	-17,7%	**16 243 tCO2e** (-70,2%)
		Efficacité	-5,7%		-6,7%		-25,8%	
		Substitution	-5,9%		-6,9%		-26,7%	

**Par rapport à 2023 (le chiffre « total » peut différer de la somme des actions du fait des arrondis)*

3.6.3 Transport non routier

Le secteur du transport non routier consommait 40 GWh et leurs émissions s'élevaient à 9 658 tCO_2e en 2023. Ainsi, au contraire du transport routier, les consommations et émissions de ce secteur étant moindre, aucune action n'est prévue sur le transport non routier par la Communauté de Communes du Pays de Nay.

3.6.4 Résidentiel

La Communauté de Communes du Pays de Nay souhaite activer plusieurs leviers d'actions complémentaires pour permettre au secteur résidentiel de réduire sa consommation d'énergie et ses émissions de GES. Cela passe par :

- **Sobriété :** Diffusion et mise en pratique des principes de la sobriété énergétique par 100 % ménages habitant le territoire en 2050 (écogestes, mise en place de petits équipements, etc.).
- **Efficacité** : Rénovation de 100% des logements en 2050 dont 60% à un niveau de performance BBC et de 40% à un niveau « modeste ».
- **Substitution** : Remplacement de 100% des équipements de chauffage fonctionnant au fioul et 100% au gaz en biogaz en 2050.
- **Adaptation** : Intégration aux constructions et aux rénovations de la notion de confort d'été et des normes de résistance aux risques naturels (argile, sismicité, etc.). Développement de boucles énergétiques locales et de l'autoconsommation. Recherche du « zéro artificialisation nette » d'ici 2050.

De cette façon, la Communauté de Communes vise une réduction de la **consommation annuelle d'énergie** des bâtiments résidentiels, par rapport à 2023 :

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

	Energie consommée en 2023		2023-2029	Energie consommée en 2029	2023-2030	Energie consommée en 2030	2023-2050	Energie consommée en 2050
Résidentiel	***211 GWh***	Sobriété	-2,2%	**185 GWh** (-9,7%)	-2,6%	**180 GWh** (-11,3%)	-10,0%	**119 GWh** (-43,6%)
		Efficacité	-7,5%		-8,7%		-33,6%	

**par rapport à 2023 (le chiffre « total » peut différer de la somme des actions du fait des arrondis)*

Les objectifs de **réduction des émissions GES** associés à toutes les orientations précitées sont les suivants :

	Emissions de GES en 2023		2023-2029	Emissions de GES en 2029	2023-2030	Emissions de GES en 2030	2023-2050	Emissions de GES en 2050
Résidentiel	***29 000 tCO_2e***	Sobriété	-2,2%	***27 515 tCO_2e*** *(-17,91%) **	-2,6%	***27 267 tCO_2e*** *(-20,0%) **	-10,0%	***6 684 tCO_2e*** *(-77,0%) **
		Efficacité	-7,9%		-9,2%		-35,4%	
		Substitution	-7,0%		-8,2%		-31,6%	

**par rapport à 2023 (le chiffre « total » peut différer de la somme des actions du fait des arrondis)*

3.6.5 Tertiaire

La Communauté de Communes du Pays de Nay souhaite activer plusieurs leviers d'actions complémentaires pour permettre au secteur tertiaire de réduire sa consommation d'énergie et ses émissions de GES. Cela passe par :

- **Sobriété :** Diffusion et mise en pratique des principes de la sobriété énergétique par 100 % des usagers et employés en 2050 (écogestes, mise en place de petits équipements, etc.).
- **Efficacité** : Rénovation de 100% du parc bâti dont 80% du parc public et 60% du parc privé à un niveau de performance BBC et de respectivement 20% et 40% à un niveau intermédiaire.
- **Substitution** : Remplacement de 100% des équipements de chauffage fonctionnant au fioul et 100% au gaz en biogaz en 2050.
- **Adaptation** : Intégration aux constructions et aux rénovations de la notion de confort d'été et des normes de résistance aux risques naturels (argile, sismicité, etc.). Développement de boucles énergétiques locales et de l'autoconsommation. Recherche du « zéro artificialisation nette » d'ici 2050.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

De cette façon, la Communauté de Communes vise une réduction de la **consommation annuelle d'énergie** des bâtiments tertiaires :

	Energie consommée en 2023		2023-2029	Energie consommée en 2029	2023-2030	Energie consommée en 2030	2023-2050	Energie consommée en 2050
Tertiaire	***64 GWh***	Sobriété	-2,2%	**56 GWh** (-9,7%)	-2,6%	**55 GWh** (-11,3%)	-10,0%	**36 GWh** (-43,6%)
		Efficacité	-7,5%		-8,7%		-33,6%	

**par rapport à 2023 (le chiffre « total » peut différer de la somme des actions du fait des arrondis)*

Cette baisse de la consommation énergétique réduira de facto les **émissions** de gaz à effet de serre de la manière suivante :

	Emissions de GES en 2023		2023-2029	Emissions de GES en 2029	2023-2030	Emissions de GES en 2030	2023-2050	Emissions de GES en 2050
Tertiaire	***11 000 tCO_2e***	Sobriété	-4,4%	***10 534 tCO_2e*** *(-18,0%) **	-5,2%	***10 457 tCO_2e*** *(-21,0%) **	-20,0%	***2 095 tCO_2e*** *(-81,0%) **
		Efficacité	-8,8%		-10,2%		-39,5%	
		Substitution	-4,8%		-5,6%		-21,5%	

**par rapport à 2023 (le chiffre « total » peut différer de la somme des actions du fait des arrondis)*

3.6.6 Industrie (hors branche énergie)

En ce qui concerne la consommation d'énergie et les émissions de GES du secteur de l'industrie (sans la branche énergie), la Communauté de Communes du Pays de Nay souhaite activer plusieurs leviers d'actions complémentaires. Cela passe par :

- **Sobriété :** Diffusion et mise en pratique des principes de la sobriété énergétique par 100 % des employeurs et employés en 2050 (écogestes, mise en place de petits équipements, etc.).
- **Efficacité** : Amélioration de l'efficacité énergétique par une modification des process permettant à production équivalente, 50% de consommation d'énergie en moins.
- **Substitution** : Remplacement de 100% des équipements de chauffage fonctionnant au fioul et 100% au gaz en biogaz en 2050.

Les résultats escomptés sont les suivants :

	Energie consommée en 2023		2023-2029	Energie consommée en 2029	2023-2030	Energie consommée en 2030	2023-2050	Energie consommée en 2050
Industrie	***73 GWh***	Sobriété	-1,6%	**66 GWh** (-11,8%)	-1,8%	**65 GWh** (-17,7%)	-7,0%	**31 GWh** (-57%)
		Efficacité	-11,1%		-13,0%		-50,0%	

**par rapport 2023 (le chiffre « total » peut différer de la somme des actions du fait des arrondis)*

Les différentes actions mises en place par la Communauté de Communes permettent également la **réduction des émissions** de GES par rapport à 2023 :

Emissions de GES en 2023		2023-2029	Emissions de GES en 2029	2023-2030	Emissions de GES en 2030	2023-2050	Emissions de GES en 2050

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Industrie	***10 000 tCO₂e***	Sobriété	-1,6%	**9 364 tCO2e** (-15,9%) *	-1,8%	**9 259 tCO2e** (-18,5%) *	-7,0%	**2 860 tCO2e** (-71,4%) *
		Efficacité	-11,1%		-13,0%		-50,0%	
		Substitution	-3,2%		-3,7%		-14,4%	

**par rapport à 2023 (le chiffre « total » peut différer de la somme des actions du fait des arrondis)*

3.6.7 Déchets

Le secteur des déchets présente des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre faibles. En effet, il s'agit d'un secteur minoritaire par rapport aux autres secteurs. Ainsi, les actions engagées ne se concentrent pas sur les consommations d'énergie qui ne devraient pas évoluer. Cependant, la Communauté de Communes du Pays de Nay souhaite activer plusieurs leviers d'actions complémentaires pour permettre au secteur des déchets de réduire ses émissions de GES. Cela passe par :

- **Sobriété :** Réduire le volume d'encombrants grâce à l'ouverture de ressourcerie, réduction du tonnage de 19% en 2050.
- **Efficacité** : Améliorer l'application des consignes de tri, développer des modes de valorisation locaux des biodéchets et poursuivre la valorisation et réutilisation des déchets de chantiers.
- **Substitution** : Substitution de 100% des consommations de fioul en 2050.
- **Adaptation** : Poursuite des études pour la valorisation d'anciens sites d'enfouissement.

Ainsi, non seulement les émissions liées directement au tonnage de déchet vont diminuer mais également toutes celles relatives à leur collecte et leur traitement. Cette baisse des **émissions** de gaz à effet de serre se ventile de la manière suivante :

	Emissions de GES en 2023		2023-2029	**Emissions de GES en 2029**	2023-2030	**Emissions de GES en 2030**	2023-2050	**Emissions de GES en 2050**
Déchets	***239 tCO₂e***	Sobriété	-4,3%	**218 tCO2e** (-13,4%) *	-5,0%	**214 tCO2e** (-15,6%) *	-19,3%	**95 tCO2e** (-60,3%) *
		Substitution	-9,1%		-10,6%		-41,0%	

**par rapport à 2023 (le chiffre « total » peut différer de la somme des actions du fait des arrondis)*

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

4 STRUCTURATION DU PLAN D'ACTION DU PCAET DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NAY

Le scénario de la stratégie du PCAET de la Communauté de Communes du Pays de Nay repose donc sur de nombreux travaux et échanges avec les services de la collectivité, les partenaires institutionnels, économiques et associatifs et plus largement l'ensemble des acteurs du territoire. Il a également cherché à inclure, autant que possible, la logique de l'évaluation environnementale afin de limiter ses impacts négatifs sur l'environnement et de consolider les impacts positifs attendus.

Le plan d'actions présente des éléments forts relatifs à la séquestration carbone et à l'adaptation face au changement climatique.

Ce scénario doit permettre la structuration du plan d'actions, au travers de 4 axes :

- **Axe 1 : Inscrire nos collectivités locales dans une démarche d'exemplarité dans nos pratiques quotidiennes et l'orientation de nos compétences**
- **Axe 2 : Adapter nos comportements afin de préserver nos ressources**
- **Axe 3 : Faire de notre transition un atout pour notre économie locale**
- **Axe 4 : Anticiper les effets du changement climatique et rendre notre territoire plus fort**

En tout 23 actions sont programmées sur les 6 années de mise en œuvre du PCAET. Elles sont présentées de manière succinctes ci-après ; un rapport dédié présente de manière exhaustive l'ensemble des actions et de leurs moyens associés.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

5 ANNEXES

5.1 Tableau de comparaison du PCAET avec les documents nationaux

Thématiques	Document de référence	Cadre et objectifs nationaux	Déclinaison dans le PCAET
Séquestration carbone	Code de l'Environnement	Renforcement de la capacité de stockage du carbone (végétation, sols et bâtiments)	Renforcement de la capacité de stockage de carbone par la création ou le renforcement de linéaire de haies bocagères et des espaces végétalisés au sein des espaces urbanisés.
Qualité de l'air	Code de l'Environnement	Réduction des émissions de polluants atmosphériques et de leur concentration (pour chaque secteur d'activités)	Réduction des émissions de polluants par le changement de motorisation des transports routiers, la substitution du fioul et le changement de pratiques agricoles notamment.
Émissions de gaz à effet de serre	LTECV / LEC	Réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % entre 1990 et 2030, atteindre la neutralité carbone et diviser par 6 les émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050	Réduction de 57,5% des émissions de GES entre 2021 et 2050.
Consommations d'énergie	LTECV / LEC	Réduire la consommation énergétique finale de 50% en 2050 par rapport à la référence 2012, en visant un objectif intermédiaire de 20% en 2030 Réduire la consommation énergétique primaire des énergies fossiles de 30% en 2030 par rapport à la référence 2012, en modulant cet objectif par énergie fossile en fonction du facteur d'émissions de gaz à effet de serre de chacune	Réduction de la consommation énergétique finale (tous secteurs confondus) de 43,2% entre 2021 et 2050. Réduction importante du fioul et du gaz au sein des secteurs relatifs aux bâtiments et substitution forte des véhicules fonctionnant aux produits pétroliers.
Energies renouvelables	LTECV / LEC	Augmenter la part des énergies renouvelables à 23% de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 33% de cette consommation en 2030	52,5% de couverture par les énergies renouvelables de la consommation énergétique totale en 2050
Transport	SNBC	Diminuer de 28% les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030 par rapport à 2015 et atteindre une « décarbonation complète de l'énergie consommée » d'ici 2050	Réduction de 74,6% des émissions de gaz à effet de serre du secteur transport routier - transport de personnes - entre 2021 et 2050. Réduction de 60,4% des émissions de gaz à effet de serre du secteur transport routier - transport de marchandises - entre 2021 et 2050. Substitution de 80% des véhicules personnels thermiques et de 100% des véhicules pour les transports en commun et DSP à l'horizon 2050.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Thématiques	Document de référence	Cadre et objectifs nationaux	Déclinaison dans le PCAET
Bâtiment	SNBC	Diminuer de 49% les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030 par rapport à 2015 et atteindre une « décarbonation complète de l'énergie consommée » d'ici 2050	Réduction de 77,0% des émissions de gaz à effet de serre du secteur résidentiel entre 2021 et 2050. Réduction de 81,0% des émissions de gaz à effet de serre du secteur tertiaire entre 2021 et 2050. Substitution de 100% du fioul et de 100% du gaz fossile pour le secteur résidentiel et de 100% du fioul et de 100% du gaz fossile pour le secteur tertiaire à l'horizon 2050.
Industrie	SNBC	Diminuer de 35% les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030 par rapport à 2015 et de 81% d'ici 2050	Réduction de 71,4% des émissions de gaz à effet de serre du secteur industrie (hors branche énergie) entre 2021 et 2050. Substitution de 100% du fioul et de 100% du gaz fossile à l'horizon 2050.
Agriculture	SNBC	Diminuer de 46% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 et atteindre la « décarbonation complète de l'énergie consommée » d'ici 2050	Réduction de 42,8% des émissions de gaz à effet de serre du secteur agriculture entre 2021 et 2050. Substitution de 80% des énergies fossiles consommées par les engins agricoles et les bâtiments.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

5.2 Tableau de comparaison du PCAET avec les documents régionaux

5.2.1 Région Nouvelle-Aquitaine

Thématiques	Document de référence	Cadre et objectifs régionaux	Déclinaison dans le PCAET
Émissions de gaz à effet de serre	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Réduction de 75% des émissions de gaz à effet de serre entre 2010 et 2050	Réduction de 57,5% des émissions de GES entre 2021 et 2050.
Consommations d'énergie	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Réduction de 50% des consommations d'énergie finale entre 2010 et 2050	Réduction de la consommation énergétique finale (tous secteurs confondus) de 43,2% entre 2021 et 2050.
Energies renouvelables	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Multiplication par 4 de la production d'énergies renouvelables sur le territoire entre 2015 et 2050	Augmentation très importante de la production d'énergies renouvelables (de 45,7 GWh à 188,4 GWh en 2050) pour atteindre une couverture par les énergies renouvelables locales de 52,5% de la consommation énergétique totale en 2050
Transport	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Réduction des émissions de gaz à effet de serre des transports de 45% en 2030 et 94% en 2050 (par rapport à 2010) Réduction des consommations d'énergie de 34% en 2030 et 61% en 2050 (par rapport à 2010)	Réduction de 55,0% des consommations énergétiques et de 74,6% des émissions de gaz à effet de serre du secteur transport routier - transport de personnes - entre 2021 et 2050. Réduction de 31,2% des consommations énergétiques et de 60,4% des émissions de gaz à effet de serre du secteur transport routier - transport de marchandises - entre 2021 et 2050.
Bâtiment	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur résidentiel et tertiaire de 67% en 2030 et 90% en 2050 (par rapport à 2010)	Réduction de 43,6% des consommations énergétiques et de 77,0% des émissions de gaz à effet de serre du secteur résidentiel entre 2021 et 2050.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Thématiques	Document de référence	Cadre et objectifs régionaux	Déclinaison dans le PCAET
		Réduction des consommations d'énergie du secteur résidentiel et tertiaire de 36% en 2030 et 54% en 2050 (par rapport à 2010)	Réduction de 59,1% des consommations énergétiques et de 60,4% des émissions de gaz à effet de serre du secteur tertiaire entre 2021 et 2050.
Agriculture, Forêt et pêche	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole de 24% en 2030 et 37% en 2050 (par rapport à 2010) Réduction des consommations d'énergie du secteur agricole de 26% en 2030 et 33% en 2050 (par rapport à 2010)	Réduction de 42,8% des émissions de gaz à effet de serre du secteur agriculture entre 2021 et 2050. Substitution de 80% des énergies fossiles consommées par les engins agricoles et les bâtiments.
Industrie	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur de l'industrie de 44 % en 2030 et 71 % en 2050 (par rapport 2010) Réduction des consommations d'énergie du secteur de l'industrie de 11 % en 2030 et 31% en 2050 (par rapport à 2010)	Réduction de 57,0% des consommations énergétiques et de 71,4% des émissions de gaz à effet de serre du secteur industrie (hors branche énergie) entre 2021 et 2050.
Déchet	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Réduire les déchets d'activités économiques de 1,2 million de tonnes à horizon 2031 Réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur des déchets de 52 % en 2030 et 83% en 2050 (par rapport à 2010)	Secteur minoritaire par rapport aux autres, et territoire très engagé dans ce domaine. Ainsi, la poursuite et l'amélioration de la politique globale concernant la gestion des déchets sera mise en place par la Communauté de Communes. Celle-ci devrait notamment permettre de poursuivre la réduction engagée des tonnages de déchets collectés par an. Ainsi, non seulement les émissions liées directement au tonnage de déchet vont diminuer mais également toutes celles relatives à leur collecte et leur traitement.
Environnement	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Réduction de 50% le rythme de la consommation foncière sur le territoire régional à l'horizon 2030	Priorisation de l'enveloppe urbaine des bourgs avant de penser à leur extension, en fonction des capacités réelles de densification des communes. Préservation des espaces naturels (massifs forestiers, zones humides, etc.). Développement de la végétalisation urbaine et de la trame verte et bleue dans les centre-bourgs pour le bien-être des habitants.
Qualité de l'air	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Réduction des émissions de SO_2 de 77% ; de NO_x de 69% ; de COVNM de 52% ; de NH_3 de 13% et de particules fines de 57% d'ici 2030 par rapport à 2005	Réduction importante de l'ensemble des polluants atmosphériques grâce à la réduction des consommations pour chaque secteur.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

5.2.2 Région Occitanie

Thématiques	Document de référence	Cadre et objectifs régionaux	Déclinaison dans le PCAET
Émissions de gaz à effet de serre	SRADDET Occitanie	Réduction de 76% des émissions de gaz à effet de serre entre 2015 et 2050	Réduction de 57,5% des émissions de GES entre 2021 et 2050.
Consommations d'énergie	SRADDET Occitanie	Réduction de 39% des consommations d'énergie finale entre 2015 et 2050	Réduction de la consommation énergétique finale (tous secteurs confondus) de 43,2% entre 2021 et 2050.
Energies renouvelables	SRADDET Occitanie	Multiplication par 4 de la production d'électricité renouvelable et par 3 de la production thermique sur le territoire entre 2015 et 2050	Augmentation très importante de la production d'énergies renouvelables (de 45,7 GWh à 188,4 GWh en 2050) pour atteindre une couverture par les énergies renouvelables locales de 52,5% de la consommation énergétique totale en 2050
Transport	SRADDET Occitanie	Objectif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre sectoriel pas encore inclus dans la version juin 2022 du SRADDET Réduction des consommations d'énergie de 32% en 2031 et 64% en 2050 (par rapport à 2015)	Réduction de 55,0% des consommations énergétiques et de 74,6% des émissions de gaz à effet de serre du secteur transport routier - transport de personnes - entre 2021 et 2050. Réduction de 31,2% des consommations énergétiques et de 60,4% des émissions de gaz à effet de serre du secteur transport routier - transport de marchandises - entre 2021 et 2050.
Bâtiment	SRADDET Occitanie	Objectif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre sectoriel pas encore inclus dans la version juin 2022 du SRADDET Réduction des consommations d'énergie du secteur résidentiel de 8% en 2031 et 24% en 2050 (par rapport à 2015) Réduction des consommations d'énergie du secteur tertiaire de 16% en 2031 et 31% en 2050 (par rapport à 2015)	Réduction de 43,6% des consommations énergétiques et de 77,0% des émissions de gaz à effet de serre du secteur résidentiel entre 2021 et 2050. Réduction de 59,1% des consommations énergétiques et de 60,4% des émissions de gaz à effet de serre du secteur tertiaire entre 2021 et 2050.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Thématiques	Document de référence	Cadre et objectifs régionaux	Déclinaison dans le PCAET
Agriculture, Forêt et pêche	SRADDET Occitanie	Objectif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre sectoriel pas encore inclus dans la version juin 2022 du SRADDET	Réduction de 42,8% des émissions de gaz à effet de serre du secteur agriculture entre 2021 et 2050. Substitution de 80% des énergies fossiles consommées par les engins agricoles et les bâtiments.
		Réduction des consommations d'énergie du secteur agricole de 44% en 2031 et 44% en 2050 (par rapport à 2015)	
Industrie	SRADDET Occitanie	Objectif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre sectoriel pas encore inclus dans la version juin 2022 du SRADDET	Réduction de 57,0% des consommations énergétiques et de 71,4% des émissions de gaz à effet de serre du secteur industrie (hors branche énergie) entre 2021 et 2050.
		Réduction des consommations d'énergie du secteur de l'industrie de 27 % en 2030 et 4% en 2050 (par rapport à 2015)	
Déchet	SRADDET Occitanie	Objectif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre sectoriel pas encore inclus dans la version juin 2022 du SRADDET	Secteur minoritaire par rapport aux autres, et territoire très engagé dans ce domaine. Ainsi, la poursuite et l'amélioration de la politique globale concernant la gestion des déchets sera mise en place par la Communauté de Communes. Celle-ci devrait notamment permettre de poursuivre la réduction engagée des tonnages de déchets collectés par an. Ainsi, non seulement les émissions liées directement au tonnage de déchet vont diminuer mais également toutes celles relatives à leur collecte et leur traitement.
		Réduire de 31% la quantité de déchets ménagers et assimilés résiduels à traiter entre 2015 et 2031	
Environnement	SRADDET Occitanie	Être compatible avec l'objectif de réussir le Zéro Artificialisation Nette à l'horizon 2040	Priorisation de l'enveloppe urbaine des bourgs avant de penser à leur extension, en fonction des capacités réelles de densification des communes. Préservation des espaces naturels (massifs forestiers, zones humides, etc.). Développement de la végétalisation urbaine et de la trame verte et bleue dans les centre-bourgs pour le bien-être des habitants.
Qualité de l'air	SRADDET Occitanie	Réduction des émissions de SO_2 de 36% ; de NO_x de 50% ; de COVNM de 11% ; de NH_3 de 16% et de particules fines de 35% d'ici 2030 par rapport à 2014	Réduction importante de l'ensemble des polluants atmosphériques grâce à la réduction des consommations pour chaque secteur.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Communauté de Communes du Pays de Nay

PAE MONPLAISIR, 64800 BENEJACQ

PLAN CLIMAT AIR
ÉNERGIE TERRITORIAL

V6 - Date de diffusion 04/12/2023

Plan d'actions du PCAET de la Communauté de Communes du Pays de Nay

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

MAITRISE D'OUVRAGE :

Communauté de communes du Pays de Nay
PAE Monplaisir
64800 BENEJACQ

Agnès VIGNAU
Responsable du Service Urbanisme
T 05 59 61 11 82
@ a.vignau@paysdenay.fr

ASSISTANCE À MAITRISE D'OUVRAGE :

ALTEREA SIEGE ET AGENCE OUEST
26 bd Vincent Gâche
44275 NANTES CEDEX 2
T 02 40 74 24 81

Pierre-Louis GARCIA
Coordinateur d'Études
T 07 57 09 55 57
@ plgarcia@alterea.fr

SUIVI DU DOCUMENT :

Indice	Date	Modifications	Rédaction	Vérification	Validation
1	12/04/2022	*Première version du plan d'actions*	Quentin CESSOU	Maxime DERRIEN	Agnès VIGNAU
2	12/05/2022	*Deuxième version du plan d'actions*	Quentin CESSOU	Maxime DERRIEN	Agnès VIGNAU
3	27/07/2022	*Troisième version du plan d'actions*	Quentin CESSOU	Maxime DERRIEN	Agnès VIGNAU
4	23/11/2022	*Quatrième version du plan d'actions*	Maxime DERRIEN	Maxime DERRIEN	Agnès VIGNAU
5	26/10/2023	*Modifications liées aux avis des PPA*	Maxime DERRIEN	Maxime DERRIEN	Agnès VIGNAU
6	04/12/2023	*Modifications liées aux avis du public*	Maxime DERRIEN	Maxime DERRIEN	Agnès VIGNAU

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

SOMMAIRE

1 PREAMBULE 5

1.1 LE ROLE DE COORDINATEUR DE LA TRANSITION ENERGETIQUE 5
1.2 LES OBJECTIFS DU PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL 5
1.3 LE PRINCIPE « EVITER / REDUIRE / COMPENSER » POUR PRIORISER LE VOLET ATTENUATION 6
1.4 UN VOLET ADAPTATION EN ANTICIPATION 6

AXE 1 – INSCRIRE NOS COLLECTIVITES LOCALES DANS UNE DEMARCHE D'EXEMPLARITE DANS NOS PRATIQUES QUOTIDIENNES ET L'ORIENTATION DE NOS COMPETENCES 7

ACTION 1.1 : PILOTER UNE POLITIQUE PUBLIQUE DE TRANSITION 8
ACTION 1.2 : VERS UN FONCTIONNEMENT COMMUNAUTAIRE PLUS SOBRE EN DEPLACEMENTS 11
ACTION 1.3 : REDUIRE L'EMPREINTE ECOLOGIQUE DANS LES BATIMENTS ET LES ESPACES PUBLICS 13
ACTION 1.4 : POURSUIVRE LA MISE EN ŒUVRE DE PRATIQUES DURABLES AU SEIN DE L'ENSEMBLE DES SERVICES DE LA COLLECTIVITE 16
ACTION 1.5 : ANTICIPER L'EVOLUTION DE LA RESSOURCE EN EAU POTABLE EN QUANTITE ET EN QUALITE 19

AXE 2 – ADAPTER NOS COMPORTEMENTS AFIN DE PRESERVER NOS RESSOURCES 22

ACTION 2.1 : RAPPROCHER LES HABITANTS DE L'EMPLOI ET DES SERVICES 23
ACTION 2.2 : AUGMENTER LA FREQUENTATION DES TRANSPORTS EN COMMUN 26
ACTION 2.3 : REDUIRE LA PART DE L'AUTOSOLISME EN DEVELOPPANT LES MOBILITES DOUCES 29
ACTION 2.4 : AMENAGER LES CONDITIONS D'UNE MOBILITE PARTAGEE 32
ACTION 2.5 : REDUIRE LA CONSOMMATION ENERGETIQUE DANS LES BATIMENTS 35
ACTION 2.6 : ACCOMPAGNER LES CITOYENS ET LES ACTEURS ECONOMIQUES DU TERRITOIRE DANS UNE DEMARCHE DE REDUCTION DES DECHETS 38
ACTION 2.7 : ANTICIPER L'EVOLUTION DE LA RESSOURCE EN EAU EN QUANTITE ET EN QUALITE EN AGISSANT SUR LES USAGES POUR REDUIRE LE BESOIN 42
ACTION 2.8 : SENSIBILISER LES CITOYENS ET LES ACTEURS ECONOMIQUES POUR DES COMPORTEMENTS PLUS SOBRES 45

AXE 3 – FAIRE DE NOTRE TRANSITION UN ATOUT POUR NOTRE ECONOMIE LOCALE 48

ACTION 3.1 : RELOCALISER L'OFFRE COMMERCIALE 49
ACTION 3.2 : RESTRUCTURER LA ZONE DE CHALANDISE ALIMENTAIRE 51
ACTION 3.3 : PRATIQUER UN TOURISME DURABLE 54
ACTION 3.4 : PRESERVER LES SOLS ET LES MILIEUX FAVORABLES AU BON DEROULEMENT DU CYCLE DE L'EAU 57

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 3.5 : L'AGRICULTURE ET LA FORET COMME SUPPORTS DE LA PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES (ENR) 60
ACTION 3.6 : CONTRIBUER A LA PERENNISATION DE L'AGRICULTURE EN STRUCTURANT L'EVOLUTION DES PRATIQUES ET EN VALORISANT LES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX RENDUS 64
ACTION 3.7 : FAVORISER LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION D'UNE OFFRE ENERGETIQUE LOCALE, RENOUVELABLE ET VARIEE 67

AXE 4 – ANTICIPER LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RENDRE NOTRE TERRITOIRE PLUS FORT 70

ACTION 4.1 : AMELIORER LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES, LA PRESERVATION ET LA REACTION DU TERRITOIRE FACE AU RISQUE INONDATION 71
ACTION 4.2 : LE PATRIMOINE NATUREL : UN SOCLE POUR ANTICIPER LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE 74
ACTION 4.3 : AUGMENTER LE POTENTIEL DE SEQUESTRATION CARBONE EN FAVORISANT L'USAGE DES MATERIAUX BIOSOURCES DANS LA CONSTRUCTION 78

ANNEXES 81

ANNEXE A L'ACTION 1.1 SUR LA REALISATION D'UN « PORTER A CONNAISSANCE » POUR MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME COMMUNAUX AVEC LE PCAET 81

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

1 PREAMBULE

Le plan d'actions du PCAET de la Communauté de Communes du Pays de Nay a été construit afin de disposer d'un cadre fort qui permettrait de coordonner la démarche de transition énergétique et climatique du territoire. Ainsi, en capitalisant sur l'ensemble des actions déjà portées par les communes et par l'intercommunalité, ce premier PCAET vise à engager une montée en compétence globale du territoire.

1.1 Le rôle de coordinateur de la transition énergétique

« *Les **Établissements Publics de Coopération Intercommunale** et la métropole de Lyon, lorsqu'ils ont adopté le plan climat-air-énergie territorial mentionné à l'article L.229-26 du code de l'environnement, sont les **coordinateurs de la transition énergétique**. Ils animent et coordonnent, sur leur territoire, des actions dans le domaine de l'énergie en cohérence avec les objectifs du plan climat-air-énergie territorial et avec le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, ou le schéma régional en tenant lieu, en s'adaptant aux caractéristiques de leur territoire.* »

Article L2224-34 du Code Général des Collectivités Territoriales

La Communauté de Communes a la charge d'un projet qui dépasse ses seules compétences et fonctionnements internes. Par conséquent, l'enjeu majeur de ce premier plan d'actions est d'arriver à mobiliser et impliquer tous les acteurs du territoire (entreprises, autres collectivités, services de l'Etat, milieu associatif, usagers, habitants, etc.) dans le Plan Climat Air Energie Territorial en construction. À cette fin, plusieurs actions du PCAET sont pilotées par d'autres acteurs, et plusieurs partenaires sont identifiés pour chaque action.

1.2 Les objectifs du Plan Climat Air Energie Territorial

La **Loi sur la transition énergétique pour la croissance verte** (LTECV) de 2015 fixe dans son article 188 deux objectifs stratégiques majeurs au PCAET : l'**atténuation** et l'**adaptation au changement climatique**. Le premier porte sur la réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre et de polluants. Le second porte sur la capacité du territoire à anticiper et répondre aux changements climatiques qui peuvent affecter sa population, ses activités et ses biens. Par ailleurs, le PCAET doit permettre de contribuer aux objectifs nationaux et, par là même, aux objectifs énergétiques et climatiques internationaux.

Ainsi, les objectifs du Plan Climat Air Énergie Territorial portent sur l'amélioration de l'efficacité énergétique, le développement de manière coordonnée des réseaux d'énergie, l'augmentation de la production d'énergie renouvelable et de récupération, le développement du stockage d'énergie et l'optimisation de la distribution d'énergie, l'émergence de territoires à énergie positive, la favorisation de la biodiversité pour adapter le territoire, la limitation des émissions de gaz à effet de serre et enfin l'anticipation des impacts du changement climatique via l'adaptation.

L'ensemble de ces objectifs sont incorporés dans les axes de la stratégie territoriale, développée par les élus locaux en concertation avec les acteurs du territoire. Ces objectifs sont ensuite déclinés opérationnellement au travers du plan d'actions défini sur 6 ans.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

1.3 Le Principe « Eviter / Réduire / Compenser » pour prioriser le volet Atténuation

Le programme d'actions du Plan Climat Air Energie Territorial décline le principe « Eviter / Réduire / Compenser » en priorisant la sobriété dans la définition des besoins (Eviter), puis l'efficacité et la performance énergétique (Réduire), avant d'interroger le développement des Énergies Renouvelables et de Récupération (ENR&R) pour couvrir les besoins énergétiques qui ne peuvent être diminués par les deux premières étapes (Compenser).

1.4 Un volet Adaptation en anticipation

Le volet « Adaptation au changement climatique » du PCAET est volontairement très présent, au travers d'un axe « Adapter » distinct. Le territoire n'appartient pas aux espaces métropolitains les plus impactés par le changement climatique observable aujourd'hui. C'est pourquoi il est essentiel de se projeter en anticipation afin de consolider la résilience du territoire.

Étant entendu que l'atténuation et l'adaptation ne sont pas sans liens, plusieurs actions visant l'atténuation contribuent également à la diffusion des principes d'adaptation, et inversement. À titre d'exemple, les actions encadrant ou soutenant la rénovation énergétique des bâtiments, ciblant donc prioritairement l'axe atténuation, incluent également une réflexion sur la gestion du risque ou l'adaptation du confort du bâtiment aux projections climatiques.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

AXE 1 – Inscrire nos collectivités locales dans une démarche d'exemplarité dans nos pratiques quotidiennes et l'orientation de nos compétences

La Communauté de communes du Pays de Nay souhaite se saisir du plan climat air énergie territorial comme un outil pour entraîner l'ensemble du territoire et des acteurs locaux dans la transition. Etant donné son rôle de chef de file, la collectivité veut également se montrer exemplaire. Elle entend ainsi développer dans cette partie cinq actions majeures comme la rénovation énergétique de son patrimoine immobilier, la formation des élus aux enjeux de transitions, ou encore la mise en œuvre d'une « trajectoire zéro déchets » inclue dans le programme local de prévention des déchets.

- Action 1.1 : Piloter une politique publique de transition
- Action 1.2 : Vers un fonctionnement communautaire plus sobre en déplacements
- Action 1.3 : Réduire l'empreinte écologique dans les bâtiments et les espaces publics
- Action 1.4 : Poursuivre la mise en œuvre de pratiques durables au sein de l'ensemble des services de la collectivité
- Action 1.5 : Anticiper l'évolution de la ressource en eau potable en quantité et en qualité

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 1.1 : PILOTER UNE POLITIQUE PUBLIQUE DE TRANSITION

Contexte et références

La Communauté de Communes se veut être un modèle et un précurseur de la transition écologique et énergétique du territoire, pour cela il s'agit d'être porteur de démarches innovantes, respectueuses de l'environnement, sobres, d'une nouvelle économie durable, circulaire et inclusive. Pour cela plusieurs axes d'amélioration concernant la mobilité, et la consommation des bâtiments sont identifiés.

L'objectif pour la CCPN est de se positionner comme un exemple et un moteur de la transition vers de nouveaux comportements, de nouveaux modes et vie et de consommation pour impulser les changements innovants auprès des entreprises et des citoyens du territoires.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 2.3 – 43, 44	Lien avec d'autres documents	-	Lien avec d'autres actions du PCAET	1.2, 1.3

Descriptif

Gouvernance de la Transition Climatique et Energétique du territoire :

L'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du PCAET sont portés par la commission Aménagement de l'Espace – PCAET qui traite par ailleurs les sujets du foncier, des paysages, de la biodiversité, et de l'urbanisme.

Les thèmes de l'Habitat, de la Mobilité, de l'Eau et des Déchets relèvent de commissions dédiées.

Les réflexions et travaux divers sont préparés au sein de groupes de travail existants (groupes PCAET, plateforme de rénovation énergétique, énergie…) ou à créer (agriculture, forêt…). Ces groupes intègrent au besoin des membres de plusieurs commissions pour assurer la transversalité des sujets, voire la société civile selon les besoins.

La cohérence des actions entre l'échelon communal et intercommunal est assurée de façon formelle par la représentation des communes au sein des différentes instances de la Communauté de communes. En parallèle, s'est mis en place un groupe de travail d'élus communaux, créé par et pour les communes, qui échangent de manière informelle expérimentations et actions diverses en visant une mutualisation des outils et la valorisation des retours d'expérience.

L'organisation de COPIL réguliers sur l'éco-exemplarité interne, intégrant l'organe Exécutif et l'ensemble des chefs de service, permettra de piloter une évolution des fonctionnements et comportements, homogène et partagée au sein de la collectivité.

En matière de **ressources internes**, le pilotage du PCAET et sa mise en œuvre vont s'appuyer sur :

- **Moyens humains** :
  - L'ensemble des services de la collectivité, dans leur champs d'attribution et de compétence respectifs, participent à la mise en œuvre du plan d'actions ;
  - Le PCAET est placé sous la direction de la responsable du service Urbanisme – Aménagement de l'espace qui participe à l'élaboration de la stratégie au côté des élus. Un chargé de mission Transition Climatique sera recruté pour mettre en œuvre le PCAET, dont accompagner la CCPN et les communes pour réduire les consommations d'énergie dans leurs infrastructures, développer les énergies renouvelables, construire et appliquer la future stratégie Patrimoine naturel, suivre la politique communautaire de rénovation de l'Habitat, [les politiques Mobilités et alimentaires de la collectivité].
- **Gestion des ressources humaines** : l'ensemble des agents de la CCPN et des élus vont devoir être accompagnés pour porter de façon pérenne l'exemplarité de la collectivité auprès de la population et acteurs du territoire. Cela passe par :
  - la **sensibilisation des élus et de leurs personnels communaux aux écogestes** ;

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

- la **poursuite de la formation des agents communautaires aux écogestes,** la mise en place de **relais au sein des différents sites et bâtiments**, et l'organisation d'animations régulières de sensibilisation : séminaires, défis internes déclinables par thématiques (mobilité, « 0 déchets », énergie…) ;
- la **sensibilisation des nouveaux agents dès leur arrivée** avec différentes pistes évoquées : respect des gestes éco-responsables intégré à la fiche de poste, définition d'objectifs de développement durable en entretien annuel, fourniture de kit écoresponsable (bouteille isotherme réutilisable, tote bag…)

- **Communication** :
  - La collectivité redéfinit sa **stratégie de communication globale** (bulletin intercommunal, site internet, réseaux sociaux, charte graphique…). Elle y intègre d'ores et déjà la nécessité de rendre visibles les enjeux de la transition climatique, d'informer la population des actions et démarches en lien avec le PCAET, de donner à voir ses propres mutations à valeur d'exemple, ainsi que les initiatives portées par le territoire.
  - L'**appui de cette stratégie sur l'ensemble des services de développement et à la population** de la Communauté de communes permettra de démultiplier les actions de sensibilisation thématiques auprès d'un large public à travers les domaines d'intervention de la collectivité : petite enfance, adolescents, espace de vie social, action culturelle…
  - Dans la continuité de la charte architecturale et paysagère, de celle sur les devantures et enseignes ou des guides créés par le service Déchets, la collectivité pourra créer des **cahiers de recommandations sur les actions à mener pour les porteurs de projet** sur la rénovation énergétique, l'économie de la ressource en eau, de l'énergie, le recyclage ou le réemploi…

Budget et **financement de la transition** **:**

- La mise en œuvre du PCAET implique de consacrer une part du budget communautaire au climat et à l'écologie. La collectivité devra engager la réflexion pour définir **l'outil budgétaire adapté au pilotage politique de ses actions « Climat »** et à l'arbitrage en faveur des plus vertueux.

- Par le volet financier, la collectivité peut encourager les initiatives et le déploiement d'actions portées par les acteurs du territoire : **budgets participatifs, financement participatifs…**

Documents de planification stratégiques :

- Outre le PCAET, le Pays de Nay est couvert par un **Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT),** document de planification de l'aménagement du territoire voté en 2019 pour une quinzaine d'année. Ce schéma constitue un cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'habitat, de déplacements, de développement commercial, d'organisation de l'espace, de biodiversité et de paysages… Ce document défini des orientations de développement durable qui trouvent leur traduction directe et opérationnelle dans le PCAET. La planification territoriale devra évoluer pour intégrer les principes de la loi Climat et Résilience et de « **l'Urbanisme frugal** », avec notamment pour objectif le Zéro Artificialisation Nette (ZAN) à l'horizon 2050.

Vigilances environnementales
-

Objectifs chiffrés		
Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à la baisse des consommations énergétiques et des émissions de GES globales de respectivement 11,9% et 19,4% par rapport à 2014	-

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

2030	Contribution à la baisse des consommations énergétiques et des émissions de GES globales de respectivement 13,4% et 21,8% par rapport à 2014	-
2050	Contribution à la baisse des consommations énergétiques et des émissions de GES globales de respectivement 43,2% et 70,2% par rapport à 2014	-

Objectifs qualitatifs

Montrer l'exemple auprès des habitants et des acteurs du territoire

Pilotage

Cible principale	Services communautaires, communes
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay
Partenaires	Communes
Moyens humains	services Supports de la CCPN (Direction, RH, finances…) chargé de mission Transition Climatique ambassadeur Sobriété ou recours à des partenaires appui Communication CCPN
Moyens techniques	outils d'analyse financière outils de communication : site internet, bulletin intercommunal, réseaux sociaux…
Budget	Animations RH : 5 000 € Prestation communication : à chiffrer
Financement mobilisable	• Fonds FEDER, FREDON, FARDA ; • Appel à candidature TEPOS • *« Accompagnement à l'amorçage d'une feuille de route relative à la transition écologique - SGREEN »* par la Banque des territoires ;

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET

Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
x	x			x		

Indicateurs de suivi

Nombre de personnes touchées par les campagnes de sensibilisation "Climat Air Energie"	Volume consommables en fournitures administratives (k€)	Budget dédié aux actions de communication et sensibilisation (k€)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 1.2 : VERS UN FONCTIONNEMENT COMMUNAUTAIRE PLUS SOBRE EN DEPLACEMENTS

Contexte et références

La Communauté de Communes se veut être un modèle et un précurseur de la transition écologique et énergétique du territoire, pour cela elle cherche à adopter un fonctionnement en adéquation avec les objectifs du PCAET et aux exigences demandées aux acteurs du territoire.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 2.3 – 43, 44, 45	Lien avec d'autres documents	-	Lien avec d'autres actions du PCAET	Actions 2.2, 2.3

Descriptif

Eviter la consommation de kilomètres et de carburant au sein de la collectivité

- Mise en place du **télétravail** au sein de la CCPN (voir *Action 2.1 : Rapprocher les habitants de l'emploi et des services*)
- **Utilisation de la visio-conférence** lorsque cela est possible
- Former les agents/élus à l'**écoconduite**

Inciter aux pratiques alternatives à la voiture individuelle

- **Encourager la pratique du vélo** dès lors que le territoire disposera d'un réseau cyclable sécurisé (le déploiement du schéma cyclable est initié) :
    - En mettant en place les équipements nécessaires à la pratique : garages à vélo protégés et sécurisés, points de recharges électriques sur les sites communaux et communautaires, acquisition à titre expérimental de 3 Vélos à Assistance Electrique (VAE) ;
    - Sensibilisation des agents et les élus à l'utilisation des modes doux : challenge de la mobilité de la collectivité, sorties sur le terrain pour sensibiliser au partage de l'espace avec les autres usagers de la route ;
    - Evaluer la possibilité de compensations financières pour les agents se déplaçant à vélo ou utilisant un abonnement aux transports en commun, d'aides à l'achat d'accessoires vélo (mise en sécurité / vêtements de pluie) …
    - Pour plus d'informations sur le calendrier et les moyens employés, cf. Action 2.3 « Réduire la part de l'autosolisme en développant les mobilités douces »
- **Encourager la pratique du covoiturage** : organiser en interne le covoiturage des agents/élus lors des réunions ou de déplacements extérieurs significatifs

Soutenir le développement d'énergies de la mobilité durables

- Définir une **stratégie de sortie des énergies fossiles** de la flotte de véhicules communautaires : véhicules électriques, bioGNV… Les équipements de recharge seront déployés en conséquence.
- Inciter à l'**évolution des véhicules des prestataires** lors du renouvellement des marchés publics : collectes diverses des déchets, portage des repas, transport à la demande…

Vigilances environnementales

-

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Objectifs chiffrés		
Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à la baisse des consommations énergétiques et des émissions de GES globales de respectivement 11,9% et 19,4% par rapport à 2014	-
2030	Contribution à la baisse des consommations énergétiques et des émissions de GES globales de respectivement 13,4% et 21,8% par rapport à 2014	-
2050	Contribution à la baisse des consommations énergétiques et des émissions de GES globales de respectivement 43,2% et 70,2% par rapport à 2014	-

Objectifs qualitatifs
Montrer l'exemple auprès des habitants et des acteurs du territoire en matière de mobilité

Pilotage	
Cible principale	Agents de la CCPN, élus
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay
Partenaires	Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, Départements 64 et 65
Moyens humains	services Supports de la CCPN (RH, Moyens Généraux…) chargé de mission Transition Climatique chargé de mobilité cyclable
Moyens techniques	Dispositifs de visioconférence dans les salles de réunion, caméras sur ordinateurs personnels
Budget	Formations diverses : vélo, écoconduite : 5000 € Reste à chiffrer
Financement mobilisable	MOBIL PRO de l'ADEME

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET						
Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
x	x	x	x			

Indicateurs de suivi	
Distance parcourue par les véhicules de la flotte (km)	Part des véhicules à motorisation alternative au sein de la flotte (%)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 1.3 : REDUIRE L'EMPREINTE ECOLOGIQUE DANS LES BATIMENTS ET LES ESPACES PUBLICS

Contexte et références

Le secteur tertiaire a des émissions de GES égales à 9,4% du total des émissions de la CCPN, pour une part de la consommation énergétique de 6%. Agir sur le patrimoine bâti public permettra de réduire de manière importante ces consommations d'énergie et émissions de gaz à effet de serre et ainsi de contribuer à l'atténuation des effets du changement climatique et de mettre en avant l'exemplarité de la collectivité.

En outre, les collectivités publiques dépensent entre 2 et 4% de leur budget de fonctionnement en dépenses énergétiques. Ce chiffre est en hausse et essentiellement dû au bâti. Selon le réseau AMORCE, cette consommation représente environ 2% de l'énergie finale consommée en France et contribue à émettre 12% des émissions nationales de gaz à effet de serre. Ainsi, la réduction de ces consommations est un réel enjeu financier pour les collectivités et un moyen d'action en faveur de la transition énergétique.

Plusieurs bâtiments communautaires ou communaux sont dotés de panneaux photovoltaïques ou de chauffage solaire sur toiture. La CCPN, ainsi que nombre de ses communes, adhère au Conseil en Energie Partagé de TE64 avec pour volonté politique d'engager une rénovation thermique et énergétique de son patrimoine.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 2.3 - 49	Lien avec d'autres documents	-	Lien avec d'autres actions du PCAET	Action 2.5

Descriptif

Réduire la facture énergétique de la collectivité :

- **Engager des rénovations exemplaires des bâtiments publics :** lancer un audit énergétique sur les bâtiments communautaires, en ciblant en priorité les bâtiments les plus énergivores, ceux soumis au décret Tertiaire et les crèches pour ce qui concerne la CCPN. Cet audit va permettre l'élaboration d'un diagnostic énergétique du patrimoine de la collectivité, ainsi que l'échange de conseils pour améliorer les performances énergétiques des bâtiments et réduire les consommations.
- **Mettre en place un dispositif de suivi des consommations et programmer un entretien plus régulier** et approfondi des bâtiments, dont notamment : passage systématique aux lampes à LED, mise en place d'interrupteurs temporisés à l'intérieur et à l'extérieur, extinction des enseignes lumineuses la nuit…
- **Prise en compte du confort d'été** au fur et mesure de la rénovation de bâtiments : isolation, aménagement de brise-soleil, installation de stores… mais aussi dans les abords des constructions : espaces végétalisés et arborés pour créer des ilots de fraicheur.
- Formation d'une **personne référente sur l'utilisation du chauffage/climatisation** (programmation hiver/été, climatisation, chauffage, extinction en weekend, …) pour l'ensemble de la collectivité
- Diffusion des bonnes **pratiques économes de flux au quotidien** : extinction des lumières, des appareils électroniques tels que les ordinateurs, fermeture des volets en hiver et en été, réglage pondéré des thermostats d'ambiance, remplacement systématique des lampes par des LED… Ces comportements réflexes seront entretenus par la formation aux éco-gestes (voir
- *Action 1.1 : Piloter une politique publique de transition*).
- **Mieux gérer l'éclairage des espaces publics communautaires** : la CCPN participe à l'opération pilote portée par le PM Pays de Béarn la « Nuit sous un autre jour » pour faire évoluer la gestion de l'éclairage nocturne sur le périmètre de ses zones d'activités. L'opportunité de mettre en place un « plan lumière » sur toute la collectivité pourra être évoquée.
- **Identifier le potentiel de développement d'énergie renouvelable** en lien avec le patrimoine de la Communauté de communes : photovoltaïque, énergie thermique solaire ou issue de la biomasse… L'évolution du dispositif de **chauffage de la piscine Nayéo** est en particulier évoquée dans le cadre de

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

l'étude pour l'implantation d'un **réseau de chaleur sur le secteur de la Monjoie à Nay**. La possibilité d'installations à énergie renouvelable thermique sera évaluée pour les futurs projets (aménagements de zone, bâtiments communaux et intercommunaux…). La collectivité adhère au **contrat de développement territorial ADEME/TE64** pour développer et porter les petits projets publics et privés (professionnels) au Fond Chaleur de l'ADEME (animateur de la COFOR à disposition des communes).

Adapter les choix de construction ou d'aménagement aux enjeux de la transition :

- **Désimperméabiliser les stationnements** à venir ou ceux qui seront rénovés, notamment dans les zones d'activités.
- **Favoriser l'utilisation du bois et des matériaux biosourcés dans le bâti public** (voir *Action 4.3 : Augmenter le potentiel de séquestration carbone en favorisant l'usage des matériaux biosourcés dans la construction*).

Vigilances environnementales
Vigilances quant à la dégradation de la qualité paysagère ou patrimoniale ; la production de déchets supplémentaires ; l'artificialisation d'espaces pour la réalisation d'installations EnR, la dégradation des milieux naturels et des continuités écologiques.

Objectifs chiffrés

Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur tertiaire : -9,0% de consommation énergétique et -16,6% de GES	
2030	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur tertiaire : -13,5% de consommation énergétique et -25,1% de GES	
2050	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur tertiaire : -43,6% de consommation énergétique et -81,0% de GES	Remplacement de 100% des équipements de chauffage fonctionnant au fioul et 100% au gaz en biogaz en 2050

Objectifs qualitatifs
Montrer l'exemple auprès des habitants et des acteurs du territoire en matière de consommation énergétique des bâtiments

Pilotage

Cible principale	Agents et équipements communautaires
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay
Partenaires	Communes, CEP / TE 64, sociétés du bâtiment, PM Pays de Béarn, COFOR, ADEME, APGL64
Moyens humains	Services Supports de la CCPN : Moyens Généraux, Marchés publics Chargé de mission Transition climatique Appui technique Territoire d'Energie 64/COFOR
Moyens techniques	Dispositif de suivi des consommations en énergie, en eau… par bâtiment
Budget	Nayéo, évolution de la chaufferie : *en cours de chiffrage* Rénovation de l'éclairage public des zones d'activités : *étude en cours*
Financement mobilisable	Dispositif des *Certificats d'Economies d'Energie, programme ACTEE* *Fond Chaleur de l'ADEME dans le cadre du Contrat de Développement Territorial Béarn*

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

	« Accélérer la rénovation énergétique des bâtiments publics » par l'ADEME, MTE et Banque des territoires ; *« Soutenir les projets Petites villes de demain »* par la Banque des territoires ;

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET						
Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
x	x	x				

Indicateurs de suivi	
Consommations d'énergies des bâtiments publics (MWh)	Part des surfaces de parking désimperméabilisés (%)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 1.4 : POURSUIVRE LA MISE EN ŒUVRE DE PRATIQUES DURABLES AU SEIN DE L'ENSEMBLE DES SERVICES DE LA COLLECTIVITE

Contexte et références

Le secteur tertiaire a des émissions de GES égales à 9,4% du total des émissions de la CCPN, pour une part de la consommation énergétique de 6%. Ces émissions sont en partie liées aux besoins en chauffage des entreprises mais aussi à leurs consommations électriques.

Le numérique est en grande partie responsable de ces dernières et représente selon l'ARCEP 2,5% de l'empreinte carbone nationale. La CCPN cherche ainsi à sensibiliser des usagers du territoire sur la consommation énergétique et en particulier celle du numérique.

La collectivité travaille régulièrement avec son encadrement sur des thématiques liées à la transition climatique (exemple : séminaire Cadres sur le « tout numérique »). Elle a organisé sur la période 2020-2021 la formation aux écogestes de la quasi-totalité de ses agents.

De premières actions visibles et à valeur d'exemplarité ont été lancées : fabrication locale du chlore à Nayéo, remplacement de produits industriels par l'usage de nettoyeurs vapeur dans les crèches, rationalisation des impressions, composteur à déchets sur plusieurs sites, machine à café à grains et sans verres au siège, arrêt de l'emballage plastique pour les documents distribués à la population … Ces pratiques demandent à être reproduites sur chaque site et consolidées dans le temps.

Référence SRADDET :		Lien avec d'autres documents		Lien avec d'autres actions du PCAET	

Descriptif

- **Réduire les déchets ménagers de la collectivité**, en déclinaison du PLPDMA (voir *Action 2.6 : Accompagner les citoyens et les acteurs économiques du territoire dans une démarche de réduction des déchets*) : réaliser un diagnostic des déchets par site et avoir des temps d'échanges réguliers entre services, généraliser l'installation de poubelles de tri adaptée à la nature des locaux et leur évacuation, sensibiliser au gaspillage alimentaire, faire participer la collectivité à des événements incitant au tri/réemploi/recyclage : « la semaine du réemploi », le « défi 0 déchets », …
- Intégrer la **sobriété dans les pratiques numériques** : si la collectivité privilégie aujourd'hui la dématérialisation des documents officiels (courriers, convocations, parapheurs électroniques…) ou du bulletin intercommunal, il s'agit toutefois de ne pas s'inscrire dans un fonctionnement gourmand en énergie et en ressources naturelles. La collectivité souhaite donc élaborer une stratégie numérique responsable pour tous les agents/élus avec, potentiellement : la généralisation du séminaire sur le « tout numérique » à tous les agents de la collectivité, l'identification d'un référent « bonnes pratiques numériques » pour la collectivité …
- **Minimiser l'impact environnemental des achats** : la collectivité se structure pour, d'une part, rationaliser les commandes en fonction des besoins de chaque service et, d'autre part, intégrer et généraliser de nouvelles clauses dans les marchés passés avec les fournisseurs. On pourra citer en exemple les critères suivants potentiels : réemploi ou recyclage (déblais de chantier, consommables en fin de vie, téléphones reconditionnés), rationalisation de l'emballage des repas du service de portage, l'utilisation de mobilier de seconde main avec l'arrivée d'une ressourcerie …
  Dans les communes, on peut citer la mise en place de cahiers des charges à destination des instituteurs, orientés vers des catalogues vertueux pour les achats de rentrée.
- **Favoriser une alimentation locale et de saison** : la CCPN fournit des repas portés à domicile ou au sein des crèches, et peut être amenée à mettre en place de la restauration lors d'organisation d'événements. Lors des renouvellements de contrats ou la passation de marchés publics, des clauses seront insérées pour favoriser les cycles-courts, avec des produits régionaux et de saison. Une réflexion est engagée, en

partenariat avec le pôle métropolitain Pays de Béarn, pour structurer la filière alimentaire locale, dont la réponse aux besoins des collectivités locales.

- Un **entretien des espaces verts rationnalisé et économe** :
  - Coordonner la gestion des espaces verts au sein d'un même service pour mutualiser moyens, pratiques et expérimentations.
  - Déployer les bonnes pratiques sur l'ensemble des sites : plantation d'essences peu exigeantes en eau et en entretien, gestion différenciée, mulching, etc.
  - S'équiper pour le broyage des végétaux : le broyat pourra être réutilisé pour les composteurs, notamment les équipements collectifs installés par la CCPN dans les quartiers denses ou en pied d'immeuble.

Vigilances environnementales
-

Objectifs chiffrés		
Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à la baisse des consommations énergétiques et des émissions de GES globales de respectivement 11,9% et 19,4% par rapport à 2014	Au moins un critère environnemental par marché public
2030	Contribution à la baisse des consommations énergétiques et des émissions de GES globales de respectivement 13,4% et 21,8% par rapport à 2014	
2050	Contribution à la baisse des consommations énergétiques et des émissions de GES globales de respectivement 43,2% et 70,2% par rapport à 2014	100% des usagers du territoire sensibilisés

Objectifs qualitatifs
Montrer l'exemple auprès des habitants et des acteurs du territoire en matière d'achats, de déchets, d'alimentation et d'utilisation du numérique

Pilotage	
Cible principale	Agents communautaires, élus
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay
Partenaires	PM Pays de Béarn (alimentation)
Moyens humains	Services Supports de la CCPN : Marchés publics, Moyens généraux, Informatique Chargé de mission Transition climatique Ambassadeur Déchets Ambassadeur Sobriété en interne ou partenaire
Moyens techniques	Matériel adapté pour l'évolution des pratiques : poubelles, matériel d'entretien des espaces verts, etc.
Budget	_
Financement mobilisable	_

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET						
Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
x	x					

Indicateurs de suivi	
Poids des déchets ménagers de la collectivité (tonnes)	Part des produits issus de circuits courts ou locaux dans la restauration collective (%)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 1.5 : ANTICIPER L'EVOLUTION DE LA RESSOURCE EN EAU POTABLE EN QUANTITE ET EN QUALITE

Contexte et références

Le Plan Climat Air Energie Territorial est la ligne directrice du territoire en matière d'adaptation au changement climatique, où le sujet de la ressource en eau est un enjeu important au vu des évolutions climatiques attendues. Si d'autres politiques et documents agissent également sur cette thématique, cette action a pour objectif d'encourager la prise en compte du changement climatique dans les réflexions sur la ressource en eau, en particulier dans les usages qui en sont fait et sur le besoin de préserver la qualité et la quantité de la ressource en eau.

En termes de gestion, la collectivité a déjà mis en place de nombreuses actions : abaissement de la pression pour éviter le gaspillage de l'eau (fuites) ; changement de la totalité des compteurs lors des interventions chez les particuliers ; mise en place de la télégestion/de réservoirs ; augmentation du prix de l'eau sur le territoire ; mise en place d'un SIG (système d'information géographique) pour surveiller les puisards et mieux les entretenir. Au niveau des ouvrages, la collectivité a déjà modernisé les stations d'épuration : elles sont toutes conformes. Certaines stations d'épuration (STEP) sont interconnectées entre-elles pour faire face aux effets néfastes d'éventuelles inondations.

En termes d'exemplarité, la collectivité a sensibilisé les élus communautaires à l'importance de mettre aux normes les STEP en leur faisant visiter un ouvrage ancien, et un moderne ; elle sensibilise également les élus communaux à avoir un diamètre de conduite particulier pour la défense à incendie et à faire des réserves d'eau. Dans sa gestion quotidienne, la collectivité poursuit les actions de sécurisation pour l'alimentation et la production en eau potable, ainsi que l'amélioration du taux de conformité sur l'assainissement non collectif et collectif.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 2.2 - 38	Lien avec d'autres documents	-	Lien avec d'autres actions du PCAET	Action 2.7

Descriptif

Gouvernance **:**

- **Prévoir un dispositif d'évaluation régulier de la politique de l'eau** (ex : conférence de l'eau, réunion élus…) qui sera en lien avec les actions du plan climat et l'évaluation de ce plan.
- **Mise en place d'un groupe de travail d'élus pour étudier la faisabilité d'une mise en place d'un tarif progressif de l'eau**
- Développer une **ingénierie interne et de l'animation entre les différents services CCPN** pour permettre de la transversalité (regard d'expert).
- **S'inscrire dans les réflexions de l'étude d'opportunité pour un outil de gestion intégrée du bassin du gave de Pau** menées par le Pays de Lourdes et des Vallées des Gaves (PLVG), le Syndicat mixte du bassin du gave de Pau (SMBGP) et l'Institution Adour, sous l'impulsion de l'agence de l'eau Adour Garonne.

Coopération avec les communes et autres territoires **:**

- Déployer les **actions de sensibilisation à la sobriété** définies pour le Grand Public (voir *Action 2.7 : Anticiper l'évolution de la ressource en eau en quantité et en qualité en agissant sur les usages pour réduire le besoin*) **auprès des élus communaux, ainsi qu'auprès des agents de la CCPN et des communes**.
- **Promouvoir les initiatives communales de récupération de l'eau de pluie** dans des cuves mobiles pour l'arrosage des espaces verts. Prioriser la récupération de l'eau sur les bâtiments communaux avec grande toiture (ex : salle des fêtes, gymnase, …).
- **Encourager** les collectivités à stocker les eaux de ruissellement dans la nappe par infiltration directe (via le réaménagement des espaces publics, des fossés, des haies, …).
- A l'avenir, la collectivité souhaiterait également **réfléchir à des interconnections entre les systèmes d'eau potable du territoire et ceux des territoires voisins** pour pouvoir sécuriser son approvisionnement.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Adaptation au changement climatique :

- La collectivité souhaite engager la réflexion sur le traitement tertiaire des eaux usées, plus efficace et moins onéreux sur le long terme, ainsi que sur le potentiel énergétique des boues de station d'épuration.
  Pour aller plus loin dans le domaine de la gestion, la collectivité souhaite répondre à un appel à projet concernant la réutilisation des eaux usées : de nombreuses réflexions et nouvelles actions pourraient y être associées comme l'hydrocurage des réseaux ou l'arrosage communal, la réutilisation des eaux épurées en agriculture…

Vigilances environnementales
-

Objectifs chiffrés		
Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Pas d'objectif chiffré pour cette action	2024 : Travail d'un bureau d'études pour définir tous les profils de consommation et travailler sur les différents scénarios Novembre 2024 : Validation politique 2025 : Mise en œuvre de la tarification progressive
2030	Pas d'objectif chiffré pour cette action	-
2050	Pas d'objectif chiffré pour cette action	-

Objectifs qualitatifs
Montrer l'exemple auprès des habitants et des acteurs du territoire en matière de gestion de l'eau potable

Pilotage	
Cible principale	Tous les usagers du territoire
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay
Partenaires	Communes, Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, AEAG
Moyens humains	Direction service de l'eau ambassadeur de l'Eau ou recours à des prestataires externes
Moyens techniques	_
Budget	_
Financement mobilisable	Appel à projets *« EC'EAU (économie circulaire de l'Eau) »* par les Régions Nouvelle-Aquitaine / Occitanie / AEAG *« Aménager l'espace pour réduire les pollutions agricoles »* et *« Accompagner les économies d'eau et la gestion des prélèvements en agriculture »* par l'Agence de l'Eau de l'Adour-Garonne (financement entre 30 et 50%) ;

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET						
Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
				x		

Indicateurs de suivi
Qualité de l'eau potable distribuée

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

AXE 2 – Adapter nos comportements afin de préserver nos ressources

Le Plan Climat Air Energie Territorial, dans le cadre du principe « Eviter - Réduire- Compenser » vise tout autant l'efficacité que la sobriété énergétique. Alors que la première renvoie à une notion de performance et donc de technique ; la seconde renvoie aux actions basées sur les évolutions de comportement ou les façons de procéder au sein des activités du territoire permettant de limiter les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre.

Ce second axe porte des actions d'amélioration sur ces deux aspects, complémentaires, permettant d'engager le territoire vers une meilleure maitrise de ses besoins énergétiques et une optimisation des usages qui y sont liés.

- Action 2.1 : Rapprocher les habitants de l'emploi et des services
- Action 2.2 : Augmenter la fréquentation des transports en commun
- Action 2.3 : Réduire la part de l'autosolisme en développant les mobilités douces
- Action 2.4 : Aménager les conditions d'une mobilité partagée
- Action 2.5 : Réduire la consommation énergétique dans les bâtiments
- Action 2.6 : Accompagner les citoyens et les acteurs économiques du territoire dans une démarche de réduction des déchets
- Action 2.7 : Anticiper l'évolution de la ressource en eau en quantité et en qualité en agissant sur les usages pour réduire le besoin
- Action 2.8 : Sensibiliser les citoyens et les acteurs économiques pour des comportements plus sobres

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 2.1 : RAPPROCHER LES HABITANTS DE L'EMPLOI ET DES SERVICES

Contexte et références

Un des premiers leviers pour agir sur la réduction des distances parcourues en voiture individuelle, est d'éviter les déplacements qui peuvent l'être, et notamment de réduire les distances parcourues par les habitants du territoire pour l'accès à l'emploi et aux services.

Concernant les déplacements professionnels, la crise sanitaire du COVID19 a permis de faire évoluer les mentalités et préjugés sur le **télétravail** en prouvant qu'en organisant et cadrant bien cette pratique, elle est une alternative possible. De plus en plus d'entreprises l'introduisent dans leur modèle de gestion du personnel. La CCPN s'inscrit dans cette démarche. L'aménagement numérique du territoire avec la fibre optique est en cours de finalisation, ce qui permettra d'améliorer la performance du réseau et lèvera ce frein technologique.

Le télétravail se pratique à domicile ou dans des **tiers-lieux**, locaux et ensemble de services à disposition des habitants qui le souhaitent. Des projets, plus ou moins avancés, sont prévus dans des communes du territoire.

Le SCoT du Pays de Nay prévoit le maintien et le développement de l'offre d'équipements et services de santé, sociaux et d'éducation, une réponse au déficit d'équipements culturels et le maintien des services publics en milieu rural.

Le **maintien ou la création de ces services** contribue à réduire les déplacements vers les grosses agglomérations de Pau, Tarbes ou Lourdes. Ainsi, sur le Pays de Nay, les habitants bénéficient d'une Maison France Services labellisée, d'une antenne de la Trésorerie, d'un réseau de praticiens médicaux et paramédicaux…, ainsi que d'un dispositif de soutien de ces activités afin de leur conserver leur attractivité en zone rurale (plateforme alternative d'innovation santé PAÏS pour optimiser la gestion des périodes de gardes). Un centre culturel est en construction.

Le déploiement national du recours aux **services dématérialisés** contribue à cette réduction des flux.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 3.4 - 80	Lien avec d'autres documents	-	Lien avec d'autres actions du PCAET	Action 2.3

Descriptif

- **Créer les conditions favorables pour inciter à la pratique du télétravail :**
  - Terminer l'aménagement numérique du territoire ;
  - La CCPN, une collectivité qui montre l'exemple. La collectivité a engagé la réflexion pour mettre en œuvre cette pratique au sein de ses services, sur la base du volontariat ;
  - Créer des espaces de travail partagés **:** plusieurs projets sont évoqués à ce jour sur le territoire : Nay (centre culturel, Gibert), Lestelle-Bétharram, Bordes, Aéropolis (tiers-lieu industriel - Technocentre, voir *Action 2.8 : Sensibiliser les citoyens et les acteurs économiques pour des comportements plus sobres*)…

- **Maintenir les services locaux sur le territoire :** sur le Pays de Nay, les habitants bénéficient d'une Maison France Services labellisée, d'une antenne du Trésor Public, de bureaux et points de contact La Poste, d'un réseau de praticiens médicaux et paramédicaux…, ainsi que d'un dispositif de soutien de ces activités afin de leur conserver leur attractivité en zone rurale (plateforme alternative d'innovation santé PAÏS pour optimiser la gestion des périodes de gardes). Un centre culturel est en construction.

- **Encourager le recours aux services dématérialisés :** bien que le numérique nous accompagne au quotidien, les citoyens ne sont pas encore tous égaux sur ce sujet. Ainsi, il est important de faciliter l'accès à un ordinateur pour ceux qui n'ont pas les moyens, ou la nécessité, d'avoir un poste dans leur habitation mais également de former les publics en difficulté vis-à-vis de l'informatique.
  - Réduire la fracture numérique en facilitant l'accès à un ordinateur : maison France Services, Espace de Vie Sociale à Nay...
  - Formations pour des publics en difficultés animées par la Fibre 64 dans le cadre du projet « Réseau d'Inclusion Numérique » à l'Espace de Vie Sociale de la CCPN, ainsi que dans les communes qui en font la demande.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Vigilances environnementales
Vigilances quant à la dégradation de la qualité paysagère ou patrimoniale ; la production de déchets supplémentaires ; l'artificialisation d'espaces pour la réalisation d'infrastructures, la dégradation des milieux naturels et des continuités écologiques.

Objectifs chiffrés		
Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -9% de consommation d'énergie et -9% de GES	Aménagement numérique du territoire réalisé
2030	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -13,5% de consommation d'énergie et -21,8% de GES	
2050	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -43,5% de consommation d'énergie et -70,2% de GES	Baisse des distances parcourues (-20% en 2050) en favorisant le développement du télétravail

Objectifs qualitatifs
Repenser l'aménagement du territoire pour réduire les distances parcourues entre le lieu de domicile et le lieu de travail des habitants

Pilotage	
Cible principale	Citoyens, élus, acteurs professionnels…
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay
Partenaires	Communes, Départements 64 et 65, la Fibre64, entreprises, chambres de commerce et de l'industrie, chambre de métiers et de l'artisanat, Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie
Moyens humains	Service Développement Economique
Moyens techniques	CCPN, télétravail : équipement informatique des télétravailleurs
Budget	Mise en place du télétravail CCPN : 5 k€ Création d'un Technocentre CCPN : 4,5 M€
Financement mobilisable	Technocentre *: « Soutien aux projets innovants » de Région NA / Aide à l'Immobilier du Département 64 / DETR* *« Aider citoyens et collaborateurs à chiffrer les avantages du télétravail en termes d'émissions CO2 et de temps gagné »* par Datagir (ADEME) ; *« Soutenir les projets Petites villes de demain »* par la Banque des territoires ;

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET						
Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
	x		x			

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Indicateurs de suivi	
Nombre d'agents territoriaux en télétravail	Nombre de tiers-lieux créés

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 2.2 : AUGMENTER LA FREQUENTATION DES TRANSPORTS EN COMMUN

Contexte et références

Le territoire du Pays de Nay présente la particularité, contrairement à la majorité des territoires ruraux proches de pôles urbains, de connaître des migrations pendulaires importantes à la fois en sorties et en entrées. Cela s'explique par la proximité de l'agglomération paloise et par la présence sur le territoire de l'usine Safran, qui est l'un des plus gros employeurs de la région. La voie rapide connaît un trafic très important, avec une fréquentation de 11 000 à 16 000 véhicules par jour entre Nay et Pau.

L'autorité organisatrice de la mobilité (AOM) locale pour le Pays de Nay est la Région Nouvelle-Aquitaine. C'est dans ce cadre que le territoire bénéficie d'un service de transport scolaire, d'une desserte ferroviaire régionale, de lignes de bus interurbaines et d'un service de transport à la demande en place depuis 2013 (compétence déléguée à la CCPN). Il appartient à l'AOM de mettre en place les services relatifs aux mobilités qui vont concourir à réduire la place de la voiture individuelle.

Le Pays de Nay s'est saisi de la question des transports en commun à travers sa compétence aménagement pour, dans le cadre du contrat d'axe ferroviaire signé en 2013 avec la Région, rénover la gare de Coarraze et la halte de Montaut.

Le SCoT affiche une volonté marquée de mettre en œuvre l'intermodalité entre les différents modes de transport et les modes actifs du déplacement.

Lors de l'installation du mandat communautaire 2020-2026 de la CCPN une vice-présidence et une commission dédiées aux Mobilités ont spécifiquement été créées, actant ainsi la volonté de la collectivité d'investir le sujet, notamment pour amplifier l'usage des transports en commun.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 1.4 - 22	Lien avec d'autres documents	-	Lien avec d'autres actions du PCAET	-

Descriptif

- **Poursuivre le service de transport à la demande** (TAD). La CCPN a mis en place en 2013, en partenariat avec la Région Nouvelle Aquitaine, un service de transport à la demande dénommé « Le Petit Bus » sur les 29 communes de la Communauté. Sa fréquentation connait une dynamique de croissance (2 bus de 9 places, 34 000 km en charge et 7 400 trajets en 2019). Il s'agit ici de continuer à en assurer sa promotion auprès des publics visés que sont nos jeunes et nos personnes âgées. La Communauté fera appel à ses outils de communication habituels (flyers, site internet, bulletin intercommunal, présence d'informations dans les principaux sites de la CCPN, dans les communes et auprès des organismes médico-sociaux du territoire, lors de manifestations…)
- **Améliorer l'offre de cadencement des cars en interurbain, étudier l'opportunité d'étendre le TAD hors territoire :** le barreau Pau-Nay est un tronçon majeur dans les déplacements en transports en commun à l'échelle Béarn. 2 lignes de cars interurbaines irriguent le territoire : n°804- Bruges-Pau et n°805- Lourdes-Pau. Ces trajets, qui présentent un bon niveau d'attractivité, pourraient voir leurs performances s'accroitre avec un meilleur cadencement. Les discussions doivent être engagées avec, potentiellement autour de la table : les régions Nouvelle-Aquitaine (AOM local) et Occitanie, le syndicat mixte Nouvelle-Aquitaine Mobilités, le pôle métropolitain du Pays de Béarn, le syndicat mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités, les autres EPCI du Béarn, dans un cadre opérationnel qui reste à définir (contrat opérationnel de mobilité, commission locale de mobilité…).
- **Créer une halte ferroviaire à Bordes :** En 2013, un contrat d'axe ferroviaire du Béarn est signé avec la Région. Si 2 opérations ont été réalisées à ce jour (rénovation de la gare de Coarraze-Nay et de la halte de Montaut-Bétharram), 2 autres chantiers sont en attente : la création de la halte de Bordes et l'augmentation des cadencements, notamment aux heures de pointe. La halte de Bordes permettrait de desservir le parc

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

d'activités Aéropolis, dont le site SAFRAN (2 400 salariés), et la ZAE Clément Ader. Les études de faisabilité doivent être lancées.

- **Améliorer les cadencements ferroviaires :** la Région Nouvelle-Aquitaine et la SNCF travaillent sur l'amélioration des cadencements sur la ligne Pau-Tarbes. La halte d'Assat devrait bénéficier d'autant d'arrêts de la ligne régionale que la gare de Coarraze.
- **Développer l'intermodalité sur des lieux stratégiques :** le Contrat d'axe ferroviaire Béarn prévoit la réalisation de Pôles d'échanges multimodaux à la gare de Coarraze pour permettre aux voyageurs en train de pouvoir compléter leur parcours. Le site met aujourd'hui en relation le ferroviaire, les cars de l'interurbain et le Transport à la demande. Le déploiement du schéma de mobilité cyclable et la mise en liaison piétonne de la plateforme ferroviaire avec le projet d'aire de covoiturage sur le secteur Monplaisir, à l'est de la gare de Coarraze, devraient compléter l'offre.
  Des solutions de mobilité intégrée et de tarification multimodale seront à étudier, probablement à une échelle dépassant le périmètre du Pays de Nay.
- **Plan de mobilité entreprises SAFIR** : Safran Helicopter Engines et son CE ont souhaité améliorer l'offre de transport alternatif à l'autosolisme pour les trajets domicile - site de Bordes des personnels. Une nouvelle solution de transports flexible, dynamique et multimodale à destination des personnels autorisés a été déployée (réseau de cars de type lignes Fixes et Transport à la demande, Mobilités Alternatives, application numérique intégrée). Dans un premier temps, le service est gratuitement mis à disposition des autres sociétés du parc d'activités économique communautaire Aéropolis pour améliorer les synergies inter-entreprises et décloisonner les structures. Il sera étudié un principe de participation et de cogestion de l'activité (création d'une entité de gestion des moyens mutualisés de la zone Aéropolis).

Vigilances environnementales

Vigilances quant à la dégradation de la qualité paysagère ou patrimoniale ; la production de déchets supplémentaires ; l'artificialisation d'espaces pour la réalisation d'infrastructures, la dégradation des milieux naturels et des continuités écologiques.

Objectifs chiffrés

Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -9% de consommation d'énergie et -9% de GES	Report modal de 4 % des trajets initiaux en voitures vers les transports en commun
2030	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -13,5% de consommation d'énergie et -21,79% de GES	Réalisation de la halte ferroviaire de Bordes Report modal de 5 % des trajets initiaux en voitures vers les transports en commun
2050	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -43,5% de consommation d'énergie et -70,2% de GES	Report modal de 20 % des trajets initiaux en voitures vers les transports en commun

Objectifs qualitatifs

Réduire la part de la voiture individuelle dans les déplacements et favoriser l'intermodalité
Réduire les émissions de polluants atmosphériques

Pilotage

Cible principale	Citoyens, salariés des pôles d'emploi du territoire, élus, …
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay, SNCF, Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, SAFRAN

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Partenaires	Communes, régions Nouvelle-Aquitaine (AOM local) et Occitanie, le syndicat mixte Nouvelle-Aquitaine Mobilités, le pôle métropolitain du Pays de Béarn, le syndicat mixte Pau Béarn Mobilités, les autres EPCI du Béarn, SNCF, Banque des territoires
Moyens humains	Direction service Aménagement de l'espace Chargé de mission Transition Climatique Service Vie associative - service aux personnes
Moyens techniques	Renouvellement de la flotte de minibus du TAD à prévoir
Budget	- TAD : 190 k€ dont 100 k€ à la charge de la CCPN (RNA : 80 k€, usagers : 12 k€). Renouvellement des 2 bus à prévoir : environ 80 k€ - Participation à la halte ferroviaire de Bordes : études avant-projet : 427 k€, travaux : 4 000 k€ - Etude liaison piétonne vers plateforme SNCF de Coarraze-Nay : 15 k€ - Budget Safir : aménagements infrastructures : 200 k€ / fonctionnement annuel Services transport : 1 450 k€ + ouverture à l'ensemble des salariés Aéropolis : + 20 k€ /an (moyens + billettique)
Financement mobilisable	*« Financer le développement du réseau ferroviaire local »* par la Banque des territoires ; Ministère de la Transition Ecologique (MTE)

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET

Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
x	x		x			

Indicateurs de suivi

Nombre d'utilisateurs des lignes ferroviaires	Nombre d'utilisateurs des lignes de car	Trajets annuels TAD

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 2.3 : REDUIRE LA PART DE L'AUTOSOLISME EN DEVELOPPANT LES MOBILITES DOUCES

Contexte et références

Les circulations douces permettent de répondre aux nécessités de déplacements personnels, professionnels et scolaires. Le PCAET a pour objectif de développer la pratique du vélo et de la marche à pied dans les déplacements du quotidien, en particulier sur les petits trajets.

La communauté de communes du Pays de Nay s'est engagée dès 2011 dans le déploiement d'infrastructures cyclables (vélo-route nationale 81 en partenariat avec le conseil départemental des Pyrénées Atlantiques, circuits VTC et VTT du Plan local de randonnées construits à partir et autour de la vélo-route). Des circuits de découverte de l'offre touristique locale à vélo sont disponibles auprès de l'office de tourisme. Un schéma directeur cyclable pour les **déplacements du quotidien** est également en cours d'élaboration. Il doit aujourd'hui entrer en phase opérationnelle.

La vélo-route 81 qui traverse le territoire rejoint désormais les Hautes-Pyrénées et laisse entrevoir des perspectives de séjours en itinérance. Certains points sont encore à optimiser pour garantir des déplacements sécurisés.

De même, la pratique cyclo-touristique observée localement offre des circuits sur route entre le Pays de Nay et la Vallée d'Ossau. Également, le col du Soulor à l'extrémité sud du Pays de Nay, se trouve sur la Route des cols, itinéraire cyclosportif internationalement connu par l'intermédiaire du Tour de France.

Enfin, l'office de tourisme communautaire communique depuis quelques années sur le concept de **destination pour des « vacances en mode zéro voiture ».** Il s'engage désormais dans un partenariat avec l'Agence de Développement touristique des Pyrénées-Atlantiques pour accompagner la labellisation et la qualification des prestations touristiques par le biais de la marque nationale Accueil Vélo.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 3.3 - 75	Lien avec d'autres documents	Plan Avenir Montagne	Lien avec d'autres actions du PCAET	Actions 1.2, 2.1, 3.3

Descriptif

- **Terminer l'aménagement de la véloroute V81 :** un tronçon manque pour assurer la continuité de la traversée du Pays de Nay par cet itinéraire. L'aménagement du linéaire en 2015 avait été interrompu en rive gauche du Gave de Pau entre le pont d'Assat et Baliros en raison d'incertitudes d'inondation des tracés envisagés. Le dossier peut aujourd'hui est relancé.
- **Déployer le Schéma Cyclable du Pays de Nay** : un réseau maillant le territoire et permettant l'accès à vélo aux commerces et services du territoire, pour éviter les déplacements courts en véhicule personnel. Le déploiement du Schéma a été initié. Le réseau est d'abord déployé sur la zone géographique du territoire favorisant l'utilisation spontanée du vélo pour les déplacements du quotidien (proche et plat). Il sera dans un second temps étendu à une zone géographique moins spontanée pour les usagers (piémont), mais ramenant vers les axes principaux et les services et polarités sur le territoire. Il prend en compte les projets communaux pour assurer une continuité dans la traversée des bourgs. La mise en œuvre du schéma équipera le territoire d'environ 50 kilomètres de cheminements cyclables sécurisés, en plus du tracé de la véloroute et de ceux réalisés par les communes.
  Les aménagements incluent le déploiement d'équipements connexes : éco-compteurs, stationnements sécurisés adaptés aux usages, stations de réparation, bornes de recharge électrique, aménagements végétaux (mesures compensatoires).
- **Aménager une mobilité douce sécurisée à l'intérieur des villages** : simultanément au déploiement d'un réseau structurant cyclable à l'échelle du Pays de Nay, les communes aménagent leurs propres espaces publics pour encourager la réappropriation des centres de villages par les habitants et leur revitalisation.
- **Structurer l'offre cyclo-touristique par une mise en relation avec les territoires voisins** dans un projet collaboratif d'interconnexion, notamment avec la CC Vallée d'Ossau : sécurisation d'une liaison cyclo-

touristique sur route entre Lestelle-Bétharram / Igon et la Vallée d'Ossau (plusieurs cols mythiques du Tour de France tels que l'Aubisque et le Soulor), ainsi qu'une liaison depuis la V81 jusqu'à la route des cols au Soulor, via Asson et la vallée de l'Ouzom.

Dès lors que le territoire sera équipé d'infrastructures cyclables sécurisées, différentes actions incitatives à la pratique du vélo pourront être envisagées, en lien avec l'AOM et le Département :

- Communication sur les avantages des mobilités douces (prix bas, amélioration de la santé)
- (Ré)apprendre à faire du vélo : formations à la pratique, ateliers de réparation de vélo
- Animations de type « journée sans voiture »
- Etudier l'intérêt de mise en place d'incitations financières à l'achat d'un vélo à assistance électrique (VAE)
- Mise à disposition des vélos en libre-service
- Adaptation des transports en commun (cars / trains) pour qu'ils puissent accueillir des vélos (exemple existant : portes-vélos sur les bus SAFIR)
- Plan de Déplacements Etablissements Scolaires
- Plan de déplacement entreprises, dont administrations

- **Plan de mobilité entreprises SAFIR** : Safran Helicopter Engines et son CE ont souhaité améliorer l'offre de transport alternatif à l'autosolisme pour les trajets domicile - site de Bordes des personnels. L'entreprise propose aux salariés d'emprunter sans contrepartie financière un Vélo à Assistance Electrique à partir de l'application SAFIR. Les employés ont par ailleurs accès à des achats groupés de VAE. Les infrastructures du site ont été aménagées en conséquence : bornes de réparation Vélo, emplacements dédiés Vélos à Assistance Electrique, vestiaires etc.
- **Multiplier les expérimentations de type Vélobus et Carapatte dans les communes :** apprentissage dès le plus jeune âge, sur les trajets domicile-école. Un référent prend en charge les enfants à vélo ou à pied. C'est aussi un enjeu de santé publique, avec une pratique physique quotidienne et la lutte contre la sédentarité.
- **Améliorer le partage des axes de déplacements** avec les engins agricoles (cf travail réalisé lors de la Conférence Agricole de mars 2022).

Vigilances environnementales

Vigilances quant à la dégradation de la qualité paysagère ou patrimoniale ; la production de déchets supplémentaires ; l'artificialisation d'espaces pour la réalisation d'infrastructures, la dégradation des milieux naturels et des continuités écologiques.

Objectifs chiffrés

Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -9% de consommation d'énergie et -9% de GES	Réalisation de l'ensemble des infrastructures cyclables envisagées Report de 4% des trajets initiaux en voiture vers les modes actifs
2030	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -13,5% de consommation d'énergie et -21,8% de GES	Report de 5% des trajets initiaux en voiture vers les modes actifs
2050	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -43,5% de consommation d'énergie et -70,2% de GES	Report de 20% des trajets initiaux en voiture vers les modes actifs

Objectifs qualitatifs

Réduire la part de la voiture individuelle dans les déplacements et favoriser les modes actifs
Réduire les émissions de polluants atmosphériques

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Pilotage	
Cible principale	Tous les usagers du territoire, touristes
Pilote / maître d'ouvrage	Départements 64 et 65, Communauté de Communes du Pays de Nay, communes
Partenaires	Communes, CC Vallée d'Ossau, Département, Région, APGL… Associations d'usagers vélos, clubs cyclistes et cyclo-touristiques
Moyens humains	Chargé de mission Mobilité cyclable Office de tourisme
Moyens techniques	véhicule
Budget	- Tronçons V81 Narcastet-Baliros, et tronçon Igon-Asson pour liaison route des Cols : en cours de chiffrage par le Département - Schéma cyclable du Pays de Nay : environ 5 700 k€ hors aménagement du pont d'Assat, traversée de la RD938 à hauteur de Beuste et Lagos, et tronçon Igon-Asson - Etude pour la sécurisation D35 pour relier la vallée d'Ossau : à chiffrer - Equipements cyclables annexes : à chiffrer
Financement mobilisable	**En fonctionnement :** *AMI « Territoire de mobilités durables »* par France Mobilités – ADEME ; *AMI « A VELO 2 »* par France Mobilités – ADEME. Sur la période 2021-2024, le programme AVELO 2 a comme objectif d'accompagner les territoires dans la définition, l'expérimentation et l'animation de leurs politiques cyclables pour développer l'usage du vélo comme mode de déplacement au quotidien. **En investissement :** *Fonds de mobilité active relatif aux aménagements* Cyclables (Etat). Cet appel à projets national porté par le Ministère de transition écologique vise à soutenir financièrement les maîtres d'ouvrage dans la réalisation d'itinéraires cyclables sécurisés et la résorption de discontinuités d'itinéraires sur leurs territoires AAP départemental « Politique cyclable des territoires » Cet appel à projets vient en complément de la dotation de soutien à l'investissement Local (DSIL). En effet, celle-ci peut notamment financer des aménagements cyclables non éligibles à l'appel à projets ou les cofinancer lorsqu'ils sont particulièrement structurants.

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET						
Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
x	x		x			

Indicateurs de suivi			
Nombre de communes ayant adopté le Carapatte et le Vélobus	Nombre de passages vélo sur points stratégiques (écocompteurs)	Nombre d'établissements touristiques labellisés Accueil Vélo	Linéaire de cheminements cyclables sécurisés

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 2.4 : AMENAGER LES CONDITIONS D'UNE MOBILITE PARTAGEE

Contexte et références

Pour rappel, le transport routier est le premier poste de consommations énergétiques (33,2% des consommations) et le second poste d'émission de GES (28,7% des émissions de GES), cela en fait un des enjeux majeurs et un axe prioritaire de notre PCAET. Une des pistes pour réduire les distances parcourues sur le territoire est d'organiser une mobilité partagée qui permettra de réduire autant que faire se peut les déplacements individuels véhiculés.

Les flux de déplacements en Pays de Nay sont principalement organisés vers Pau, via Bordes, avec une distance qui rend pertinent le covoiturage (Nay - Pau 20 km). Les flux convergent vers le fond de vallée et s'y concentrent. Le covoiturage apparait comme une solution complémentaire là où il n'y a pas de transports en commun ou en renfort de services.

Il appartient à l'autorité organisatrice de la mobilité (Région Nouvelle-Aquitaine) de mettre en place les services relatifs aux mobilités partagées. Toutefois, le Pays de Nay peut concourir au développement de ces mobilités en aménageant le territoire et en donnant de la visibilité aux pratiques de covoiturage ou d'auto-stop. À ce titre, on peut rappeler que le SCoT du Pays de Nay prévoit de déployer des aires de covoiturages sur les principaux nœuds routiers ainsi qu'aménager des espaces réservés à la pratique du covoiturage au sein des centres-bourgs et des zones commerciales périphériques.

A ce jour, une seule aire de covoiturage est présente sur le territoire (Boeil-Bezing, 10 places) et qui est peu utilisée. On relève quelques sites de pratique spontanés et informels. L'armature territoriale présente des sites à enjeux, notamment au croisement des principaux axes, particulièrement dans les polarités, sur le trajet des principaux itinéraires « domicile - travail », ou dans les villages les plus éloignés.

Référence SRADDET :	Objectifs stratégiques 2.3 - 45 et 3.3 - 75	Lien avec d'autres documents	-	Lien avec d'autres actions du PCAET	Action 2.1

Descriptif

- **Aménager le territoire pour inciter à la pratique du covoiturage :** la CCPN réalise une étude stratégique pour définir un schéma de covoiturage sur le Pays de Nay. 2 premiers secteurs d'implantation sont d'ores et déjà pressentis qui correspondent aux principaux nœuds routiers du territoire, secteur Monplaisir à l'est de la gare de Coarraze et secteur Bordes/Assat le long de la RD938. Des sites complémentaires, notamment ceux faisant l'objet d'un usage informel, pourraient être qualifiés à moindre frais et mis en visibilité par un jalonnement adapté.
- **Mettre en place des outils pour faciliter la formation des équipages et encourager la pratique** : des solutions « classiques » existent, essentiellement entre usagers (Blablacar, Mobicoop…), ou plus complexes car soutenues par les entreprises et les collectivités. L'intérêt de ces solutions est de créer une communauté locale pour « concentrer les forces », de disposer d'un appui au développement et à la promotion du covoiturage (conseils), ainsi que d'un suivi des usages. Elles ouvrent à la possibilité de contribuer financièrement aux frais des usagers. Une discussion sera engagée avec l'AOM locale (région Nouvelle Aquitaine) pour définir les solutions et la stratégie de communication pour le Pays de Nay. La région bénéficiera du Système d'Information Multimodal MODALIS, mis en place par le Syndicat Nouvelle-Aquitaine Mobilités.
- **Plan de mobilité entreprises :**
    - **SAFIR** : Safran Helicopter Engines et son CE améliorent l'offre de transport alternatif à l'autosolisme pour les trajets domicile - site de Bordes des personnels. Les infrastructures du site ont été aménagées en conséquence. Ainsi, près de 30 places sont réservées au co-voiturage par marquage au sol aux abords des entrées du site ;

- **Ventana Nexteam**: cette entreprise a adhéré à une solution numérique de covoiturage pour ses collaborateurs afin d'encourager le partage de véhicule.

Lorsque aménagements et outils seront en place, d'autres approches pourront être évoquées telles que des approches collaboratives à l'échelle des Zones d'Activités Économiques (ZAE) ou du tissu associatif : l'idée est de dépasser le cadre de l'entreprise ou de sa structure et organiser un covoiturage entre toutes les structures présente sur les Zones d'activités économiques (ZAE) afin de maximiser les chances de trouver des covoitureurs.

Dans sa démarche d'exemplarité, la CCPN encourage la pratique du covoiturage entre les élus communautaires lors des réunions au siège du Pays de Nay.

Vigilances environnementales

Vigilances quant à la dégradation de la qualité paysagère ou patrimoniale ; la production de déchets supplémentaires ; l'artificialisation d'espaces pour la réalisation d'infrastructures, la dégradation des milieux naturels et des continuités écologiques.

Objectifs chiffrés

Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -9% de consommation d'énergie et -9% de GES	1 aire de covoiturage aménagée Mise en place d'une solution de mise en relation
2030	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -13,5% de consommation d'énergie et -21,8% de GES	1 autre aire de covoiturage aménagée et un réseau de sites jalonné
2050	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -43,5% de consommation d'énergie et -70,2% de GES	50% des conducteurs deviennent des passagers

Objectifs qualitatifs

Réduire la part de la voiture individuelle dans les déplacements par le covoiturage
Réduire les émissions de polluants atmosphériques

Pilotage

Cible principale	Citoyens
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay, communes, Départements 64 et 65
Partenaires	Communes, Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie (AOM), Départements 64 et 65, Syndicat Mixte Nouvelle-Aquitaine Mobilités
Moyens humains	chargé de mission Transition Climatique
Moyens techniques	AUDAP, signalétique Foncier pour la création d'aires de covoiturage Déploiement d'un outil de mise en relation sur l'application Modalis
Budget	1 aire de co-voiturage : étude : 20 k€, travaux : 250 k€ Solution de mise en relation / communication : à chiffrer
Financement mobilisable	- TENMOD (projet avec autre EPCI pour être éligible) - CPER - FEADER - « Déployer des lignes de covoiturage - Programme LiCov » par Total ; - « Dispositif de certificats d'économies d'énergie (CEE). Tous Covoitureurs ! » par Eni Gas & Power France

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET						
Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
x	x		x			

Indicateurs de suivi		
Nombre d'aires de covoiturage sur le territoire	Registre de preuve de covoiturage	Occupation des principales aires de co-voiturage : comptages des véhicules stationnés en journée

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 2.5 : REDUIRE LA CONSOMMATION ENERGETIQUE DANS LES BATIMENTS

Contexte et références

Le secteur résidentiel est le troisième poste d'émissions de GES avec 14,9% du total des émissions de la CCPN, pour une part de la consommation énergétique de 32,7% (2ème poste pour la consommation énergétique). Le tertiaire représente 9,4% des consommations et 6% des émissions de GES. Cela s'explique, entre autres, par la typologie du parc de logements et de locaux tertiaires : nombreuses maisons individuelles, et parcs relativement anciens.

En 2021, la France est passée d'une réglementation thermique à une réglementation environnementale, la RE2020, plus ambitieuse et exigeante pour la filière construction. Elle s'inscrit dans une action continue et progressive en faveur de bâtiments moins énergivores.

La CCPN s'est engagée dès 2018 dans la réduction de la dépense énergétique dans les logements avec un Espace Info Energie, dispositif financé par l'ADEME, pour délivrer aux particuliers un conseil gratuit, neutre et indépendant sur la rénovation des logements. Les dispositifs nationaux ont évolué : en 2022, la CCPN a rejoint le **Service de la Performance Energétique de l'Habitat (SPEH) Montagne Béarnaise**, guichet local du réseau régional des Plateformes de la rénovation énergétique France Rénov' en Nouvelle-Aquitaine (Région Nouvelle-Aquitaine cheffe de file en partenariat avec Etat/ADEME/ANAH). Ce service est mutualisé avec les Communautés de communes de la Vallée d'Ossau et du Haut-Béarn.

Par ailleurs, en partenariat avec l'Agence nationale de l'Habitat (ANAH), le Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques a mis en place une série de mesures destinées à permettre de mieux accompagner des personnes dans l'amélioration de leur logement, le « Programme d'intérêt général **(PIG) Bien Chez soi** ». L'un des volets de ce programme d'actions et d'aides porte sur l'amélioration énergétique du logement.

Afin de répondre aux objectifs en termes de réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre, la Communauté de communes du Pays de Nay souhaite se saisir de l'enjeu important lié à la massification de la rénovation énergétique des bâtiments.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 2.3 - 49	Lien avec d'autres documents	SRADDET, PREE	Lien avec d'autres actions du PCAET	Actions 1.3, 4.3

Descriptif

- **Massifier la rénovation énergétique et améliorer l'adaptation des bâtiments au changement climatique :**
  - **Service de la Performance Energétique de l'Habitat (SPEH) Montagne Béarnaise** : ce service s'inscrit dans le programme régional pour l'efficacité énergétique (PREE) porté par la Région Nouvelle-Aquitaine avec un co-financement SARE/Région Nouvelle-Aquitaine. Le SARE, Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique, est un programme de l'Etat financé dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE). Il s'appuie sur le dispositif national France Rénov'.
    Ce service gratuit, basé à Arudy et avec des permanences à Nay, constitue un guichet unique d'information, de conseil et d'accompagnement sur la rénovation énergétique de l'habitat. Il accompagne les ménages dans leur parcours de rénovation en mobilisant l'ensemble des acteurs publics et privés pour favoriser la rénovation énergétique embarquée.
  - Programme d'intérêt général **(PIG) Bien Chez soi** (2021-2026) : ce programme relève de la politique Habitat du Département des Pyrénées Atlantiques pour financer, en partenariat avec l'Agence nationale de l'Habitat (ANAH), les projets de rénovation des logements des propriétaires occupants modestes et très modestes et des propriétaires bailleurs. Il englobe un volet sur la précarité énergétique.
    Le **règlement Habitat de la Communauté de communes du Pays de Nay accompagne ce dispositif de subventions complémentaires** (de 5 à 10% selon pour les propriétaires occupants ou bailleurs). La

Communauté de communes engage une réflexion sur les conditions de son implication dans ce dispositif, notamment pour favoriser les projets économes en énergie et intégrant des critères de développement durable.

- **Sensibilisation du public** : outre l'accompagnement aux travaux, il convient de sensibiliser l'ensemble de la population sur l'enjeu d'adaptation des bâtiments et des usages au changement climatique et de faire évoluer les habitudes de consommations énergétiques au quotidien, que ce soit à domicile ou sur le lieu de travail. Pour cela, la Communauté de communes réfléchit à la mise en place d'un dispositif d'animation Sobriété / sensibilisation aux écogestes qui reste à construire : interventions auprès des scolaires, des familles et des entreprises, défis…, voir *Action 2.8 : Sensibiliser les citoyens et les acteurs économiques* . Ces interventions pourront se baser sur les animations **gratuites** proposées par TE64 au travers d'une exposition « le parcours de l'énergie », destinée aux élèves des écoles primaires et/ou collèges. Les thèmes abordés sont les ressources fossiles et renouvelables, leur transformation et acheminement, leurs usages au quotidien (écogestes à l'école et à la maison). Remise du guide « Ma planète en tête ». Au-delà de l'exposition traditionnelle, une deuxième séance est proposée aux élèves avec le « Jeu de l'Energie » afin de faire un point sur leurs connaissances en la matière.

- **Bâtiments publics** : les collectivités, dans une démarche de mise en conformité avec le décret Tertiaire ou par logique économique, s'engagent progressivement dans la rénovation de leurs locaux.

- **Bâtiments industriels** : les établissements privés engagent aussi des plans de rénovation de leur bâti et accompagnent leurs salariés dans l'évolution de leurs pratiques afin de réduire l'empreinte énergétique liée à leurs locaux. On citera notamment l'entreprise Safran à Bordes qui a mis en place un plan Bas Carbone 2020-2025.

- **Formation des artisans** : la massification des travaux de rénovation énergétique constitue une opportunité pour le tissu des artisans locaux du bâtiment. Le SPEH Montagne Béarnaise mène une action de communication, sensibilisation et animation auprès des professionnels de la rénovation, notamment pour adapter l'offre privée et favoriser la rénovation énergétique embarquée et l'adaptation des bâtiments au changement climatique. Il incite ainsi à la formation et à la certification Reconnu Garant de l'Environnement (RGE) pour mobiliser les professionnels sur une montée en compétence, et développer une offre adaptée et de qualité.
  Des actions sont par ailleurs menées auprès des établissements scolaires du secteur pour encourager les jeunes à se tourner vers les métiers de la rénovation et pallier le manque de main d'œuvre.

Vigilances environnementales

Vigilances quant à la dégradation de la qualité paysagère ou patrimoniale ; la production de déchets supplémentaires ; l'artificialisation d'espaces pour la réalisation d'infrastructures, la dégradation des milieux naturels et des continuités écologiques.

Objectifs chiffrés

Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur résidentiel : -9,0 % de consommation énergétique et -15,9 % de GES	Rénovation de 22 % des logements en 2050 dont 60 % à un niveau de performance BBC et de 40 % à un niveau « modeste » Adaptation climatique et résilience des logements
2030	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur résidentiel : -13,5 % de consommation énergétique et -23,9 % de GES	Rénovation de 26 % des logements en 2050 dont 60 % à un niveau de performance BBC et de 40 % à un niveau « modeste » Adaptation climatique et résilience des logements
2050	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur résidentiel : -43,6 % de consommation énergétique et -77 % de GES	Rénovation de 100 % des logements en 2050 dont 60 % à un niveau de performance BBC et de 40 % à un niveau « modeste » Adaptation climatique et résilience des logements

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Objectifs qualitatifs
Réduire la dépendance aux énergies fossiles pour le secteur résidentiel Améliorer les logements et le cadre de vie Lutter contre la précarité énergétique Améliorer l'adaptation des logements au changement climatique

Pilotage	
Cible principale	Tous les administrés du territoire, professionnels du bâtiment
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay, CD 64 et 65
Partenaires	Communes, Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, ADEME, ANAH, Etat, CCVO, CCHB, Conseil en Energie Partagé / TE64, APGL, sociétés du bâtiment, Enedis, CAPEB, FF Bâtiment 64, SOliHA
Moyens humains	Chargé de mission Transition climatique SPEH Montagne Béarnaise : 3 ETP mutualisés avec CCVO et CCHB PIG « Bien chez soi 3 » : Mission Habitat du CD64 SOliHA, AMO pour l'application du règlement communautaire et l'accompagnement de la rénovation des logements communaux
Moyens techniques	Permanence sur rdv du SPEH Montagne Béarnaise : Maison France Services de Nay
Budget	SPEH Montagne Béarnaise (budget 2022) : 122,35 k€ dont reste à charge prévisionnel pour la CCPN : 14 k€ PIG « Bien chez soi 3 », budget CCPN 2022 : 150 k€
Financement mobilisable	AMI Déploiement des plateformes de la rénovation énergétique FRANCE RENOV' de la Région Nouvelle Aquitaine PIG « Bien chez soi 3 » du CD64 *« Lutter contre l'habitat indigne et dégradé »* par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) (35 % des dépenses HT de la phase opérationnelle dans la limite annuelle de 87 500 €) ; *« Financement d'une AMO pour des rénovations énergétiques globales avec Contrat de performance énergétique (CPE) »* par l'ADEME ; *« Soutenir les projets Petites villes de demain »* par la Banque des territoires ;

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET					
Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
x	x	x			x	

Indicateurs de suivi	
Nombre d'habitations rénovées	Nombre d'établissements publics rénovés

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 2.6 : ACCOMPAGNER LES CITOYENS ET LES ACTEURS ECONOMIQUES DU TERRITOIRE DANS UNE DEMARCHE DE REDUCTION DES DECHETS

Contexte et références

Les secteurs de l'industrie hors énergie et des déchets ont respectivement des émissions de GES égales à 5% et 0,1% du total des émissions de la Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN) pour des parts de la consommation énergétique de 11,3% et 0,3%.

La mise en œuvre d'un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) est obligatoire pour chaque établissement public de coopération intercommunale (EPCI) en charge de la collecte des déchets. Ce programme doit préciser les objectifs de réduction des quantités de déchets ménagers assimilés (DMA) ainsi que les actions correspondantes pour les atteindre. Il s'agit d'un outil de pilotage de la stratégie de prévention. Il est établi pour 6 ans et fait l'objet d'un suivi annuel. Les DMA comprennent les ordures ménagères résiduelles, la collecte sélective, le verre et les déchets issus des déchetteries.

Par délibération du 14/03/2022, la CCPN a engagé son Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) pour la période 2021-2026. Ce programme a pour objectif de réduire de 12% les DMA collectés d'ici 2026, soit de passer de 614 kg/hab/an à 541 kg/hab/an collectés.

Les actions prévues portent sur 5 axes et 13 fiches actions :

- Axe n°1 : Prévenir la production des déchets organiques
- Axe n°2 : Lutter contre le gaspillage alimentaire
- Axe n°3 : Consommation responsable
- Axe n°4 : Allonger la durée de vie des produits
- Axe n°5 : Réduire les déchets ménagers assimilés des acteurs économiques

On relève déjà sur le territoire des exemples de commerçants ou d'entreprises qui valorisent leurs déchets en les revendant. L'exemplarité des collectivités (communes et CCPN) sera également un thème transversal du PLPDMA.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 2.4	Lien avec d'autres documents	Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) feuille de route Néo Terra de la région Nouvelle-Aquitaine	Lien avec d'autres actions du PCAET	Action 2.1

Descriptif

- **Prévenir la production des déchets organiques (axe 1 PLPDMA)** : À eux seuls, les déchets verts collectés en déchetterie et la fraction fermentescible des Ordures Ménagères résiduelles (OMr) représentent à l'échelle de la CCPN 32% des Déchets Ménagers Assimilés (DMA) pour un gisement de 5 655 t/an soit 198 kg/hab/an en 2019. Pour favoriser le retour au sol de la matière organique, le Pays de Nay a orienté son choix vers une gestion de proximité des biodéchets, en favorisant l'équipement en composteur des foyers individuels. Si pour l'habitat pavillonnaire le compostage individuel apporte une solution de proximité, pour l'habitat collectif et en milieu fortement urbanisé, il se heurte à plusieurs freins : opérationnels, sanitaires et sociaux.
  - Développer le compostage individuel chez les particuliers pour les déchets verts et les biodéchets **:** équipement de 30% des foyers individuels en composteur à l'horizon 2026, soit la remise moyenne annuelle de 300 composteurs, avec une formation préalable de sensibilisation au « jardin zéro déchet » ;
  - Développer le compostage autonome en établissement ;
  - Développer le compostage partagé en pied d'immeubles ou en quartier ;

- Promouvoir de nouvelles pratiques en matière de jardinage et d'entretien des espaces verts des collectivités territoriales : gestion différenciée des espaces verts, aires de stockage communales pour favoriser le don de broyats de déchets verts aux particuliers.

- **Lutter contre le gaspillage alimentaire (axe 2 PLPDMA) :** le gaspillage alimentaire au niveau des ménages représente le plus important gisement potentiel avec plus de 855 t/an (dont 200 t de produits encore emballés) à l'échelle de la CCPN. Ce gaspillage alimentaire auprès des ménages a des enjeux économiques (en moyenne 100€ perdu/habitant/an), des enjeux sociaux (la part dans le budget est d'autant plus grande que les revenus du foyer sont modestes) et environnementaux (impacts liés à la production, la transformation, la distribution et le traitement de toutes ces marchandises qui vont finir à la poubelle). Le gaspillage alimentaire auprès des ménages apparaît comme le levier principal des collectivités pour atteindre les objectifs de -50% de gaspillage alimentaire d'ici 2025 et de -14kg/hab/an d'ici 2025. Pour renforcer la lutte contre le gaspillage alimentaire auprès des ménages, la CCPN souhaite aider les consommateurs et le futur consommateur que sont les enfants en leur fournissant des premières informations qui leur permettront d'engager une réflexion sur leur comportement d'achats et de consommation (gestion des restes, conservation des aliments et préparation des repas) ainsi que développer une prise de conscience des quantités jetées.
  - Renforcer la lutte contre le gaspillage auprès des ménages : communication, animations scolaires, ateliers zéro déchets à destination du grand public…
  - Renforcer la lutte contre le gaspillage dans la restauration collective : action menée en parallèle avec l'axe 1 sur le compostage
  - Communiquer sur l'usage du *gourmet bag* : rappel de l'obligation de sa mise en place auprès des restaurateurs du territoire

- **Consommation responsable (axe 3 PLPDMA) :** la consommation responsable doit conduire l'acheteur (acteur économique ou citoyen) à effectuer son choix en prenant en compte les impacts environnementaux, sociaux et économiques les plus positifs possibles sur toute la durée du cycle de vie. Pour favoriser une consommation responsable des ménages, la CCPN souhaite aider les consommateurs en leur fournissant des premières informations qui leur permettront d'engager une réflexion sur leur comportement d'achats et de consommation, ainsi que développer une prise de conscience des quantités jetées :
  - ~~-~~ Renforcer le dispositif Stop Pub ou Oui pub
  - Sensibiliser aux bonnes pratiques en matière de consommation responsable : animations scolaires, ateliers grand public, annuaire électronique « zéro déchet », etc.

- **Allonger la durée de vie des produits (axe 4 PLPDMA) :** le modèle de production et de consommation linéaire (extraire, produire, consommer, jeter) est à l'origine de forts impacts environnementaux (utilisation de ressources, émissions de GES, pollutions et production de déchets plus ou moins dangereux). L'allongement de la durée de vie des produits s'inscrit comme l'une des pistes visant à réduire leur impact environnemental. Pour développer le réemploi sur son territoire, la CCPN veut profiter du réaménagement de déchetteries pour mettre en place un espace de collecte « réemploi ». La collecte « préservante » est un modèle de collecte qui permet d'augmenter le potentiel de réemploi et de réutilisation des biens collectés. Il s'agit de permettre aux consommateurs de se défaire des objets dont ils n'ont plus besoin sans porter atteinte à l'état du produit via des dispositifs de stockage ou de collecte adaptés. Cela contribue à favoriser le travail des acteurs du réemploi/réutilisation, et à créer des emplois et filières locaux.
  - Développer la filière réemploi sur le territoire : diagnostic territorial du potentiel de réemploi, étudier la possibilité d'équiper le territoire d'une recyclerie, créer des zones de réemploi sur les trois déchetteries du territoire ;
  - Renforcer la filière de récupération des textiles sur le territoire en augmentant le nombre de bornes de collecte du Relais 64 de 25 à 40.

  En marge du PLPDMA, la CCPN pourrait réétudier le potentiel de réemploi de la laine locale dans le cadre d'une expérimentation menée sur le massif Pyrénéen.

- **Réduire les déchets ménagers assimilés des acteurs économiques (axe 5 PLPDMA) : su**r le territoire de la CCPN, une quantité non négligeable de déchets assimilés sont collectés avec les déchets des ménages. Certains professionnels soumis au paiement ou non de la redevance spéciale vont devoir s'engager dans une démarche de prévention des déchets. Les déchets des marchés sont également concernés par cette problématique. Les communes et l'intercommunalité seront également sensibilisés à la thématique de la prévention.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

- Réorganiser la gestion des déchets des marchés : diagnostic, faisabilité technique et règlementaire, action concertée avec les communes et les commerçants concernés
- Accompagner la démarche de prévention des déchets des entreprises et des communes/intercommunalité : sensibilisation des élus et des services communaux et intercommunaux, diagnostic, contrôles et accompagnement des professionnels assujettis ou pas à la redevance spéciale.
- Collecte des déchets agricoles et pneus en lien avec la Chambre d'Agriculture 64

- La réflexion pourra ultérieurement être approfondie sur le devenir des biodéchets non compostables, notamment pour les restaurants.

Vigilances environnementales
-

Objectifs chiffrés		
Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur déchets : - 13 % de GES	Réduction du tonnage des déchets collectés de 4 %
2030	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur déchets : - 16 % de GES	Réduction du tonnage des déchets collectés de 5 %
2050	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur déchets : - 60 % de GES	Réduction du tonnage des déchets collectés de 19 %

Objectifs qualitatifs
Contribution à la baisse de la pollution diffuse (diminution des dépôts sauvages, de l'utilisation des objets jetables, etc.)

Pilotage	
Cible principale	Citoyens, entreprises et commerces, scolaires, établissements divers, collectivités
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay
Partenaires	ValorBéarn, Communes (élus et services techniques), ADEME, Régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie, CCI, CMA, établissements scolaires (écoles, collèges, lycées), Espace de Vie Sociale et service de Développement Economique de la CCPN, associations, Départements 64 et 65, Relais 64, commerçants et leurs groupements, Landes ressourcerie, bailleurs sociaux, maisons de retraite…
Moyens humains	Service déchets (3 agents mobilisables en fonction des projets) Intervenants extérieurs : animateurs jardinage Zéro déchet, gaspillage alimentaire Bénévoles référents composteurs (compostage partagé et autonome)
Moyens techniques	Supports de communication - contenants spécifiques déchets (composteurs, bornes relais vêtements) - Zones de réemploi dans les déchetteries.
Budget	Fonctionnement : 30 k€ annuel
Financement mobilisable	Appels à projets ADEME et/ou Régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET					
	Gaz à Effet de Serre				

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Consommation d'énergie	Emissions	Séquestration	Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
				x		

Indicateurs de suivi
Les indicateurs sont décrits par le PLPDMA

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 2.7 : ANTICIPER L'EVOLUTION DE LA RESSOURCE EN EAU EN QUANTITE ET EN QUALITE EN AGISSANT SUR LES USAGES POUR REDUIRE LE BESOIN

Contexte et références

Le Plan Climat Air Energie Territorial est la ligne directrice du territoire en matière d'adaptation au changement climatique, où le sujet de la ressource en eau est un enjeu important au vu des évolutions climatiques attendues. Si d'autres politiques et documents agissent également sur cette thématique, cette action a pour objectif d'encourager la prise en compte du changement climatique dans les réflexions sur la ressource en eau, en particulier dans les usages qui en sont fait et sur le besoin de préserver la qualité et la quantité de la ressource en eau.

Des actions de sensibilisation sont déjà menées sur le territoire, notamment via le service gestion-relation clientèle de l'unité d'eau potable de la CCPN qui incite les usagers à vérifier leur compteur lorsque des consommations apparaissent anormales, pour repérer plus rapidement d'éventuelles fuites et éviter ainsi le gaspillage de l'eau.

De même, la collectivité est en relation avec certains professionnels du territoire qui ont fait réaliser des études sur l'utilisation de l'eau dans leur processus de production. Ces études sont une première étape de diagnostic pouvant mener à la réalisation d'actions d'optimisation et de prise en compte d'enjeux relatifs aux effets du changement climatique et aux conséquences sur les usages professionnels de l'eau.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 2.2 - 38	Lien avec d'autres documents	-	Lien avec d'autres actions du PCAET	1.5

Descriptif

Agir sur les comportements des citoyens : favoriser la prise de conscience des enjeux liés à l'eau dans un contexte de changement climatique :

- Engager des **actions de sensibilisation** auprès :
  - des enfants : interventions dans les écoles et organisation de visites (par ex. visites de station d'épuration, dans le cadre des programmes scolaires…)
  - des jeunes, dans le cadre des activités de la Maison de l'Ado et de l'Adobus de la CCPN
  - de l'ensemble des habitants avec l'Espace de vie sociale de la CCPN ou des événements Grand public
  - Les thèmes à aborder :
    - Un usage de l'eau plus écologique : jardins-piscines, gestion/stockage/réutilisation de l'eau pluviale, lavage de voiture, eaux stagnantes …)
    - Entre eau et santé, des enjeux liés
    - Mise en place de doubles circuits, réutilisation de l'eau résiduelle au sein des habitations…
- Proposer aux **Conseils Municipaux des Jeunes existants de se saisir de la question de l'eau** : soutien aux propositions d'actions, mise en réseau de ces conseils…
- Réaliser une **campagne de communication sur les aspects réglementaires liés à l'eau** (déclaration de puit, …), en collaboration avec les mairies du territoire
- Au sein des communes, **encourager à la vigilance sur la maîtrise des flux** lors de la location des salles communales aux habitants et aux associations
- Accompagner les **projets de logement conséquents** (immeubles collectifs) pour une maîtrise des flux optimisés (porté par SOliHA et l'AEAG)

- **Rechercher les fuites** afin de les résorber

Agir sur les usages professionnels : responsabiliser les entreprises sur la question de l'eau (prélèvements, rejets, réutilisation, adaptation au changement climatique…)

- Créer une **instance de dialogue régulière entre entreprises** pour favoriser le partage des bonnes pratiques et/ou de moyens, à l'instar des rencontres réalisées dans le cadre de l'élaboration du SCoT et du PCAET
- Utiliser un **diagnostic** pour identifier les principaux consommateurs d'eau et producteurs d'eau usée sur le territoire, et poursuivre le **déploiement de relevés trimestriels** pour accompagner la gestion des consommations d'eau dans les entreprises
- **Promouvoir la réutilisation de l'eau dans les entreprises** (pistes des appels à projet, de la valorisation financière des efforts réalisés à explorer). Les acteurs du BTP peuvent être particulièrement concernés (besoins en eau, gestion des rejets).
- **Mettre en valeur les bonnes pratiques** des entreprises en lien avec leur gestion l'eau (expl : recyclage de 80% des eaux de process par le groupe Daniel)
- Mettre en place des animations, par exemple des défis aux entreprises sur l'évolution des consommations, sur la désimperméabilisation/végétalisation (parkings, toitures/murs, …)
- **Encourager les techniques agricoles vertueuses** par rapport à l'usage de l'eau (arrosage au goute à goute, non labour, paillage, modification des cultures…) :
    - en renforçant les actions incitatives aux nouvelles pratiques, par exemple en favorisant les visites, échanges et retours d'expériences pour accompagner et sensibiliser les agriculteurs et éleveurs
    - se questionner sur le stockage de l'eau pour l'irrigation, sur les moyens, l'emplacement...
- Elaborer un **cahier de recommandations techniques** (vademecum) **ou charte** à destination des particuliers, des entreprises et des aménageurs sur les bons équipements et les bonnes pratiques liées à l'eau : faible artificialisation des milieux, construction prenant en compte l'enjeu d'infiltration, séparation des réseaux internes, stockage et réutilisation, écogestes… En assurer la diffusion en amont des projets de nouvelle construction / rénovation. La piste d'un **label de qualité** dans une optique « gagnant-gagnant » pour les entreprises pourra être explorée pour valoriser financièrement les efforts réalisés
- Explorer l'**incitation à la maîtrise des flux par le levier de la tarification de l'eau** (tarification environnementale : prix progressif en fonction de la consommation). Le système de tarification de l'eau est à réinterroger dans son ensemble pour compenser le traitement d'eau non facturé (eaux issues de puits ou eaux pluviales).

Créer un poste d'ambassadeur de l'eau ou recours à des prestataires externes.

Vigilances environnementales
-

Objectifs chiffrés		
Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Pas d'objectif chiffré pour cette action	A compléter
2030	Pas d'objectif chiffré pour cette action	A compléter

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

2050	Pas d'objectif chiffré pour cette action	A compléter

Objectifs qualitatifs

Encourager les comportements sobre en consommation d'eau pour économiser la ressource
Assurer l'accès à l'eau sur l'ensemble du territoire
Récupérer l'eau de pluie

Pilotage

Cible principale	Tous les usagers et entreprises du territoire
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay
Partenaires	Communes, Agence de l'Eau, chambre d'agriculture, Agro Réseau 64, SOliHA
Moyens humains	ambassadeur de l'Eau ou prestataires externes
Moyens techniques	1 véhicule, prestations de transport pour encourager la participation des écoles
Budget	25 k€ pour l'organisation des visites sur site (bus, supports…)
Financement mobilisable	*AAP « Educ'EAU » de l'AEAG, à valider* *« Aménager l'espace pour réduire les pollutions agricoles »* et *« Accompagner les économies d'eau et la gestion des prélèvements en agriculture »* par l'Agence de l'Eau de l'Adour-Garonne (financement entre 30 et 50%) ;

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET

Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
				x		

Indicateurs de suivi

Nombre de ménages réutilisant l'eau pluviale	Nombre de visites d'installations organisées	Volume d'AEP distribué

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 2.8 : SENSIBILISER LES CITOYENS ET LES ACTEURS ECONOMIQUES POUR DES COMPORTEMENTS PLUS SOBRES

Contexte et références

Cette action aborde les thématiques de la sobriété et de l'adaptabilité au changement climatique à travers un large éventail de thématiques évoquées dans le PCAET : biodiversité, paysages, mobilités, usages numériques, énergie, écoconstruction…

Face à la hauteur de la marche que représente la lutte contre le réchauffement climatique, l'amélioration de la qualité de l'air, ou la transition énergétique, c'est l'ensemble des acteurs du Pays de Nay qui doit agir de concert. Beaucoup de citoyens s'engagent au quotidien à travers des initiatives individuelles anonymes, dans le tissu associatif, l'engagement dans les conseils municipaux ou communautaires… L'enjeu est de mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire autour des enjeux climat-air-énergie et de leur apporter l'information nécessaire afin de leur donner les moyens d'agir.

Par ses compétences, la CCPN peut intervenir auprès du grand public à différents âges : petite enfance, adolescents, familles et seniors. Les interventions au sein des établissements scolaires permettent d'approcher un public sensible, facilement et durablement mobilisable. Il s'agit ici de coordonner des animations au sein des structures et services communautaires, ainsi qu'avec les communes et les acteurs économiques.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 2.3 – 43, 44	Lien avec d'autres documents	-	Lien avec d'autres actions du PCAET	1.1, 2.7

Descriptif

- **S'appuyer sur le potentiel d'animations thématiques au sein des structures et services communautaires** :
  - Espace de Vie sociale : ce lieu de rencontres et d'échanges ouvert à tous propose et développe des activités et des projets à finalité sociale, éducative ou de loisirs. Les actions encadrées par des professionnels et des bénévoles évoluent en fonction des besoins, des demandes et des projets des habitants. La transition climatique et ses enjeux y sont particulièrement traités : animations thématiques, pauses-café ou soirées-débats, visites ou marches collectives thématiques, défis, ateliers d'échanges et partages d'expériences (« 0 déchets », jardinage, fabrication de produits ménagers, réparation de vélos, formations écogestes…), dans le cadre de la semaine Bleue, des Journées des Familles, du Contrat Local de Santé…
  - Maison de l'Ado et AdoBus : supports de sensibilisation des jeunes du Pays de Nay, à travers leurs activités de loisirs et de vacances, et les actions de prévention menées dans les écoles du territoire.
  - Réseau de lecture publique : le réseau des 8 bibliothèques présentes sur le territoire, la ludothèque et l'équipement en construction (centre culturel) constituent un support complémentaire d'animations et d'expositions itinérantes autour des thèmes de la transition climatique.
- **Construire une offre pédagogique avec et pour les écoles et établissements scolaires** : les programmes scolaires incluent l'éducation au développement durable, en faisant de l'établissement scolaire un lieu d'apprentissage global. A l'instar des actions menées par l'ambassadeur Déchets de la CCPN ou dans le cadre du Plan de Paysages, un programme de sensibilisation est à construire avec les établissements volontaires. La CCPN peut amener une aide matérielle et mettre en place des partenariats pour l'organisation de visites d'équipements communautaires ou la mise en place de kits pédagogiques. Les modalités d'intervention sont aussi à définir (appel à projets, budget participatif… ?).
  Le projet de renaturation libre des élèves du lycée Paul Rey de Nay constitue une première thématique de collaboration possible.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

- **Recruter un ambassadeur de l'Eau ou mettre en place des prestations externes** permettant de mettre en place une animation territoriale spécifique à cette thématique (voir *Action 2.7 : Anticiper l'évolution de la ressource en eau en quantité et en qualité en agissant sur les usages pour réduire le besoin*).

- **Recruter un ambassadeur Sobriété ou mettre en place des prestations externes** permettant de mettre en place des actions de médiation sur les sujets liés à la transition (actions complémentaires aux Déchets et à l'Eau).

- **Ambassadeurs de la transition écologique en commune :** la formation d'ambassadeurs bénévoles biodiversité-écologie est évoquée par des communes. Ces personnes, rompues aux écogestes, pourraient être des relais auprès des citoyens. Ils auraient pour mission de coordonner les démarches, d'initier des idées, etc.

- **Inciter les entreprises à réaliser des diagnostics avec les CCI, CMA et Chambre d'Agriculture sur les thèmes de l'environnement, d'énergie, d'écoconception et de RSE :** les entreprises doivent être soutenues dans leur volonté de modification de leurs pratiques. Les chambres consulaires peuvent, si tel est le souhait de l'entreprise, réaliser des diagnostics sur différentes thématiques afin de savoir où l'entreprise en est vis-à-vis de la transition écologique et ainsi rectifier, si nécessaire, la trajectoire souhaitée.

- **Technocentre à Aéropolis : animation RD et décarbonation** dans le cadre de l'Association Syndicale Libre (ASL) : le Pays de Nay et ses partenaires souhaitent créer un Technocentre, lieu d'impulsion, de mutualisation de moyens techniques et d'initiative des projets d'innovation et de R&D. La CCPN souhaite engager la création d'une offre de services d'animation à travers la mise en place d'un programme qui favorisera les rencontres, les échanges et le travail partenarial. Dans ce cadre, plusieurs missions sont déjà envisagées comme un démonstrateur des énergies renouvelables, l'accompagnement des entreprises dans les déclarations d'émission de CO2 dans leur process industriel, l'organisation de salons thématiques ou la création d'un poste d'animateur R&D et décarbonation. Cet animateur aura notamment pour missions d'aider les PME dans leur transition écologique, de communiquer sur l'importance et l'urgence de se mettre en action et sur l'intérêt compétitif, de faciliter la mise en place des déclarations CO2 selon les réglementations, et de faire émerger et favoriser les actions en faveur de la réduction des émissions, par la sobriété (isolation, réduction des gaspillages), la technologie (nouvelles énergies, carburants alternatifs, …) et les usages. La CCPN souhaite inscrire le site d'Aéropolis dans une démarche Bas Carbone globale, en partenariat avec la CCI et dans un écosystème local associant les entreprises SAFRAN, Hourat, SCOP Adara et Flex Key.

- **Structurer l'offre d'animations** sur la sobriété et l'adaptation au changement climatique : la CCPN prévoit de recruter un chargé de mission Transition Climatique pour mettre en œuvre le plan d'actions du PCAET. Il aura notamment pour tâche de concevoir et coordonner le programme de sensibilisation des scolaires et autres publics avec l'ensemble des ambassadeurs, services communautaires et acteurs du territoire.

- **Coordonner l'action publique :** différentes actions émergent à l'initiative des communes, de l'intercommunalité ou d'organisme supra-communautaires, voire de collectifs de citoyens qui sont prêts à s'engager et réduire leur impact sur leur cadre de vie. A leur niveau, la CCPN et ses communes disposent aujourd'hui de 2 espaces d'information, de partage et de mutualisation sur les animations, outils ou personnes ressource à travers : la Commission CCPN Aménagement de l'Espace – PCAET qui formalise un temps de partage entre communes, et le groupe de travail mis en place par et pour les élus communaux sur les aspects opérationnels et de mutualisation des actions environnementales menées à leur échelle.

Vigilances environnementales

-

Objectifs chiffrés

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à la baisse des consommations énergétiques et des émissions de GES globales de respectivement 11,9% et 19,4% par rapport à 2014	A compléter
2030	Contribution à la baisse des consommations énergétiques et des émissions de GES globales de respectivement 13,4% et 21,8% par rapport à 2014	A compléter
2050	Contribution à la baisse des consommations énergétiques et des émissions de GES globales de respectivement 43,2% et 70,2% par rapport à 2014	A compléter

Objectifs qualitatifs

Engager le maximum de moyens pour sensibiliser le territoire aux enjeux climat-air-énergie

Pilotage

Cible principale	Tous les usagers du territoire
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay
Partenaires	Communes, associations environnementales, Fresque du climat, CCI
Moyens humains	Chargé de mission Transition Climatique Animation du Technocentre pour le secteur industriel Agents CCPN des différents services supports (Espace de Vie Sociale, service Jeunesse, Action culturelle), ambassadeurs des Déchets, prestataires externes, bénévoles
Moyens techniques	1 véhicule, prestations de transport pour encourager la participation des écoles
Budget	Médiations auprès de publics variés (scolaires, usagers, EVS, etc.) : 15 000€/an Animation grand public type « Défi famille » / « Baisse ta cons'eau » : 15 000€/an
Financement mobilisable	*AAP ADEME « Favoriser le développement de Zones Industrielles Bas Carbone (ZIBaC) »* *« Sensibiliser les citoyens sur leur empreinte climat »* par l'ADEME

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET

Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
x				x		

Indicateurs de suivi

Nombre de campagnes de sensibilisation effectuées

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

AXE 3 – Faire de notre transition un atout pour notre économie locale

L'approche territoriale du PCAET doit permettre de s'adresser à l'ensemble des acteurs locaux, dans l'ensemble de leurs diversités et de leurs usages spécifiques. La réussite de la transition énergétique et écologique doit ainsi pouvoir s'appuyer sur les ressources économiques du territoire, mais aussi permettre leur valorisation et leur résilience face aux projections climatiques.

Le PCAET, à travers ce troisième axe, souhaite précisément renforcer l'économie locale en transition, afin de valoriser sa durabilité et son attache locale. La CCPN vise ainsi le soutien et l'accompagnement de l'ensemble des filières majeures de son économie, avec un soutien aux entreprises du secondaire et du tertiaire notamment dans les économies d'énergies, un accompagnement vers un tourisme durable, ou encore un renforcement des capacités de résilience du secteur agricole (énergies, pratiques agricoles et séquestration carbone).

- Action 3.1 : Relocaliser l'offre commerciale
- Action 3.2 : Restructurer la zone de chalandise alimentaire
- Action 3.3 : Pratiquer un tourisme durable
- Action 3.4 : Préserver les sols et les milieux favorables au bon déroulement du cycle de l'eau
- Action 3.5 : L'agriculture et la forêt comme supports de la production d'énergies renouvelables (EnR)
- Action 3.6 : Contribuer à la pérennisation de l'agriculture en structurant l'évolution des pratiques et en valorisant les services environnementaux rendus
- Action 3.7 : Favoriser la production et la consommation d'une offre énergétique locale, renouvelable et variée

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 3.1 : RELOCALISER L'OFFRE COMMERCIALE

Contexte et références

Dans le cadre de la réflexion pour l'élaboration du SCoT du Pays de Nay, le territoire s'est penché sur la question de la revitalisation commerciale des centres-bourgs. Avec la fermeture des commerces de villages, ou leur manque d'attractivité, se sont installées des habitudes de consommation dans les zones périphériques situées le long de la RD938, avec un usage quasi-généralisé de l'automobile. Il s'agit ici de travailler sur la proximité lieux de vie / lieux de consommation pour favoriser des déplacements à pied ou à vélo.

Si sur une majorité de sujets le Pays de Nay est bien achalandé, il souffre d'un déficit d'offre en matière d'équipement de la personne et de la maison, ou d'articles de sports, ce qui génère une évasion commerciale et des déplacements, notamment vers l'agglomération paloise.

Par ailleurs, il semble nécessaire de prendre en compte les nouvelles pratiques d'achats en ligne qui émergent depuis quelques années, et ainsi d'adapter les infrastructures logistiques du territoire pour optimiser la livraison de colis.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 2.3 - 54	Lien avec d'autres documents	PAT	Lien avec d'autres actions du PCAET	3.2

Descriptif

- **Revitaliser les commerces de centre-bourgs :** en 2013, le territoire était lauréat d'un AMI pour la revitalisation du centre-bourg de Nay, expérimentation qui a ensuite évolué en convention d'opération de revitalisation de territoire (ORT) avec la loi ELAN, puis la commune de Nay a été retenue dans le dispositif « Petite Ville de Demain ». Le pôle centre du territoire est ainsi engagé dans un programme d'actions sur l'habitat, la dynamique commerciale et touristique, la qualité des espaces publics et les circulations douces, ainsi que l'intégration des énergies renouvelables dans les projets à venir.
  D'autres polarités sont en train de réinvestir leur patrimoine bâti pour relocaliser et faire émerger des petits commerces de proximité qui apportent une dynamique au centre des villages et répondent aux besoins du quotidien des habitants (multiple rural, coiffeur, pharmacie, boulangerie, bars-restaurants, hôtellerie…) comme Montaut, Lestelle-Bétharram, Arros-de-Nay, Narcastet, Arthez d'Asson, Arbéost, Ferrière…
- **Adapter les infrastructures logistiques aux nouvelles pratiques d'achats numériques :** une infrastructure de logistique (entrepôt de La Poste) devrait prochainement s'implanter sur le Pays de Nay, **secteur central de Monplaisir,** contribuant ainsi à optimiser les distances parcourues pour les livraisons **de colis** sur notre territoire.

Vigilances environnementales

Vigilances quant à la dégradation de la qualité paysagère ou patrimoniale ; la production de déchets supplémentaires ; l'artificialisation d'espaces pour la réalisation d'infrastructures, la dégradation des milieux naturels et des continuités écologiques.

Objectifs chiffrés

Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -9% de consommation d'énergie et -9% de GES	A compléter
2030	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -13,5% de consommation d'énergie et -21,8% de GES	A compléter
2050	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -43,5% de consommation d'énergie et -70,2% de GES	A compléter

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Objectifs qualitatifs
Contribution à la réduction des polluants atmosphériques Réduction du nombre de véhicules : légers et poids-lourds

Pilotage	
Cible principale	Citoyens, acteurs de la logistique …
Pilote / maître d'ouvrage	Communes, Communauté de Communes du Pays de Nay
Partenaires	Communes, Département, Région, Etat, Banque des territoires, Chambre de Commerce et de l'Industrie, commerçants de proximité
Moyens humains	1 chargé de mission Petite Ville de Demain à Nay Direction du service Développement Economique Ingénierie Commerce
Moyens techniques	_
Budget	Evolution OCMR terminée sur Nay en cours d'évolution vers un programme d'aide à chiffrer
Financement mobilisable	- Région NA, action 3.2 : Soutenir les actions de redynamisation des centres-bourgs et des centres-villes du Contrat de Développement et de Transitions Montagne Béarnaise 2023-2025 - Boîtes à outils PVD et ORT - « Soutenir les projets Petites villes de demain » par la Banque des territoires - Dispositif d'Action Collective de Proximité régional *à l'étude* - « Promouvoir le développement économique du centre-ville en développant le commerce local » par la Banque des territoires - « Intégrer le numérique dans le quotidien des artisans, commerçants et indépendants » par la CMI et CMA

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET

Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
x	x					

Indicateurs de suivi
Taux de vacance commerciale dans les centres-bourgs

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 3.2 : RESTRUCTURER LA ZONE DE CHALANDISE ALIMENTAIRE

Contexte et références					
Les pratiques alimentaires des Français évoluent, notamment sur les notions d'agriculture biologique ou de circuits-court. Le pays de Nay se caractérise par la variété de ses productions agricoles entre les grandes cultures, l'élevage et le maraîchage. Le SCoT du Pays de Nay a mis en avant la nécessité de conserver l'accès à une ressource alimentaire stratégique pour les années futures à la fois au travers des filières longues et courtes. En matière de débouchés, outre le marché historique bi-hebdomadaire de Nay, plusieurs marchés ont émergé récemment et commencent à trouver leur public : Assat, Bordes, Coarraze, ainsi qu'à Bruges, Igon et Lestelle-Bétharram (l'été)… 5 AMAP sont répertoriés et on relève la présence de magasins de producteurs et de produits locaux. Il s'agit ici de travailler sur une multitude de trajectoires possibles de la « fourche à la fourchette » afin de réduire les déplacements des marchandises et des consommateurs.					
Référence SRADDET :	Objectif stratégique 1.1 - 3	Lien avec d'autres documents	PAT	Lien avec d'autres actions du PCAET	3.1

Descriptif

- **Créer un registre des agriculteurs du territoire en circuits courts :** un registre permettrait de recenser les agriculteurs pratiquant le circuit-court afin de créer une base de données permettant de rendre plus simple la mise en place de projets, mais aussi de promouvoir et de diriger les clients potentiels vers les agriculteurs ayant adoptés cette démarche.
- **Lancer un plan de communication sur l'alimentation locale et de saison :** action d'éducation des citoyens, dont les scolaires pour promouvoir l'alimentation de saison et générer la modification des habitudes alimentaires. Cette action est complémentaire de la précédente, le registre permettant de faire le lien avec la saisonnalité des productions agricoles locales. L'espace de vie sociale de la CCPN est un partenaire identifié pour cette action : à travers ses animations et son jardin potager, il contribue à sensibiliser les habitants, dont le public des crèches du Pays de Nay.
- **Favoriser l'accès à un potager :** notre territoire est à dominante rurale et sur un modèle pavillonnaire où la plupart des habitations possèdent un jardin qui peut accueillir un potager. Toutefois, certains habitats ne le permettent pas : appartements dans le centres-bourgs, organisation dans les parcelles incompatible avec un potager... On relève par ailleurs l'appétence d'un public en recherche de conseils pratiques, de lien social autour de cette thématique… A travers cette action, il s'agit de :
  - déployer au sein des communes une offre de terrains pouvant accueillir la culture de potagers d'initiative citoyenne. Cette offre est à relier avec les enjeux paysagers mis en exergue dans la charte architecturale et paysagère du Pays de Nay, ainsi que dans le SCoT (traitement des lisières paysagères constituant des espaces de transition entre les franges urbaines et les espaces agricoles) ;
  - mettre en place d'animations sur la culture d'un potager, autour du jardin partagé de l'espace de vie sociale de la CCPN
- **Étendre l'offre des marchés locaux après 18 heures :** l'organisation de marchés après 18 heures faciliterait l'accès aux salariés aux produits en circuits-courts et/ou bio.
- **Participer à la construction du PAAT Béarn dans le cadre de la démarche partenariale portée par le Pôle métropolitain du Pays de Béarn :** Le Projet alimentaire et agricole territorial se saisit des questions de la préservation du foncier agricole, de l'installation des agriculteurs, des produits locaux (transformation, logistique et distribution), de l'accessibilité à une alimentation saine et durable pour tous, et de la valorisation du terroir, patrimoine culinaire, culturel et touristique du Béarn. Des actions structurantes sont en discussion :

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

cuisine centrale, atelier de transformation, légumerie, plateforme logistique de produits locaux, couveuse agricole…

- **Limiter les consommations de carburants des engins agricoles**

Vigilances environnementales
Vigilances quant à la dégradation de la qualité paysagère ou patrimoniale ; la production de déchets supplémentaires ; l'artificialisation d'espaces pour la réalisation d'infrastructures, la dégradation des milieux naturels et des continuités écologiques.

Objectifs chiffrés		
Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -9% de consommation d'énergie et -9% de GES	
2030	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -13,5% de consommation d'énergie et -21,79% de GES	
2050	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -43,5% de consommation d'énergie et -70,2% de GES	

Objectifs qualitatifs

Pilotage	
Cible principale	Citoyens, élus, agriculteurs …
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay
Partenaires	Communes, Pôle métropolitain Pays de Béarn, Chambre d'agriculture, Chambre de Commerce et d'Industrie, Département, Région, Collectif fermier 64, …
Moyens humains	Direction du service de Développement économique du Pays de Nay Espace de Vie Sociale pour la médiation auprès du public / agent Contrat Local de Santé Ingénierie du PM du Pays de Béarn Animation au sein des communes qui créent des jardins partagés
Moyens techniques	Acquisition de foncier pour les jardins partagés
Budget	Non connu à ce jour
Financement mobilisable	Non connu à ce jour

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET						
Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

	x		x			

Indicateurs de suivi			
Nombre de marchés locaux après 18 heures	Mise en place de la plateforme de distribution de colis alimentaire	Nombre de jardins partagés dans les communes	Nombre d'agriculteurs sur le registre circuits-courts

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 3.3 : PRATIQUER UN TOURISME DURABLE

Contexte et références

Le tourisme génère 11% des émissions de GES de la France dont 77% sont liées au transport (sources : ADEME, Carbone 4).

Le Pays de Nay est situé à la confluence d'itinéraires non motorisés (vélo, pédestre, nautique, équestre), avec des axes équipés pour une grande variété d'activités : route des Cols, vélo route 81, voie du Piémont de Compostelle (GR78), chemin Henri IV, gave de Pau… Ce réseau structurant irrigue un ensemble d'itinéraires avec notamment un Plan Local de Randonnées du Pays de Nay qui propose plus de 300 km balisés de randonnées, pédestres, VTT, VTC, … et reliés entre eux (et avec les territoires voisins), offrant ainsi un large éventail de possibilités de randonnées non motorisées.

Le territoire poursuit le travail d'évolution de son offre touristique sur un mode « vacances zéro voiture », offre touristique accessible sans voiture, et propose des activités de pleine nature.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 1.1 - 10	Lien avec d'autres documents	-	Lien avec d'autres actions du PCAET	2.2, 2.3, 1.5

Descriptif

- **Prendre en compte les enjeux de la Trame Verte et Bleue** dans les projets touristiques de pleine nature avec préservation, mise en valeur des enjeux biodiversité, et ajustement du plan local de randonnée (PLR) au regard des enjeux identifiés dans l'inventaire réalisé en 2021.

- **Restauration du site du Col du Soulor** : La CCPN est engagée dans une démarche inter-vallées avec la Communauté de communes Pyrénées Vallées des Gaves pour la valorisation raisonnée de ce site. Ce projet s'appuie sur les richesses naturelles, paysagères et culturelles du site. Ainsi cet espace pastoral vivant devient la confluence de nombreux récits et légendes pyrénéennes : l'épique des cyclistes et de la route napoléonienne, le savoir-faire pastoral du fromage local, la migration des rapaces, l'histoire géologique des montagnes…
  « Du col-stationnement … au col-paysage » : le projet comprend un volet paysager de réaménagement des espaces publics, avec notamment la désimperméabilisation des zones de stationnement.

- **Itinérance eaux-vives** : le Pays de Nay est engagé dans une stratégie commune de développement des activités d'eaux vives avec le Pays de Lourdes et des Vallées des Gaves. Ce projet vise à créer, à terme, une itinérance nautique sur le gave de Pau, de Pierrefitte dans les Hautes-Pyrénées à Orthez dans les Pyrénées-Atlantiques. La démarche est menée en étroite collaboration avec l'Institution Adour afin de lier continuité de parcours navigable et continuité écologique (voir *Action 4.2 : Le patrimoine naturel : un socle pour anticiper les effets du changement climatique*). Une réflexion transversale (Tourisme et GEMAPI) au niveau de la CCPN est en cours (2022), associant également les différents acteurs et usagers du cours d'eau visant à établir une gouvernance partagée et harmonisée de la rivière

- **Itinérance cyclable en appui sur la V81** : l'itinérance touristique va bénéficier des aménagements structurants à venir sur le territoire, à savoir la finalisation du tracé de la vélo route V81 entre le pont d'Assat et Baliros par le Département, et le déploiement du Schéma Cyclable du Pays de Nay par la Communauté de communes. La sécurisation d'une liaison sur route entre Lestelle-Bétharram / Igon et la Vallée d'Ossau (plusieurs cols mythiques du Tour de France tels que l'Aubisque et le Soulor), ainsi qu'une liaison depuis la V81 jusqu'à la route des cols au Soulor, via Asson et la vallée de l'Ouzom vont démultiplier l'offre cyclo-touristique du Pays de Nay. Le Pays de Nay s'inscrit, ici aussi, dans une démarche collaborative d'interconnexion avec les territoires et vallées voisins.

- **Montée en compétence de l'animation et diversification de l'accueil touristiques :** déploiement d'une démarche de sensibilisation et de mobilisation autour du développement durable
    - En interne, au sein du service
        - en termes de fonctionnement courant
            - incitation au co-voiturage et aux visio-conférences
            - déplacements courts à vélo (flotte VAE pour la CCPN ?)
            - mise en place de mesures d'économies de l'énergie (climatisation réversible) et du papier (impression projets en N/B, utilisation verso feuilles imprimées en bouillon)
        - en termes d'accueil et d'information :
            - réduction progressive des éditions papier et évolution vers des supports numériques
            - opération de sensibilisation des visiteurs aux milieux naturels et aux contraintes d'usages et de cohabitation
        - en termes de communication : déploiement de labels et qualifications Nature pour le territoire, dont label Base VTT, dans le cadre d'un schéma local de Sports Nature
        - en termes d'équipements structurants : vélo route, schéma cyclable, PLR et liaisons douces autres territoires, parcours nautique non motorisé sur le gave de Pau.
    - Animation du réseau des prestataires locaux autour :
        - du développement d'offres « zéro voiture », conformément au positionnement marketing adopté par l'office de tourisme depuis quelques années (entrée pédestre, cyclo, équestre, nautique, intégrant la dimension patrimoine bâti, naturel)
        - de labellisations Nature, par exemple Accueil Vélo
        - d'une incitation au « zéro papier » en mettant en place un accompagnement pour une plus large utilisation du numérique, et s'assurant de la réelle diminution de l'utilisation du papier
        - De même, les hébergements touristiques sont encouragés à la rénovation, en particulier sur l'aspect énergétique, par des actions de communication sur l'existence du service de la rénovation énergétique Montagne Béarnaise (voir *Action 2.5 : Réduire la consommation énergétique dans les bâtiments*). Un chapitre relatif à la rénovation énergétique pourra être intégré dans le guide du porteur de projet (meublés et chambres d'hôtes) de l'office de tourisme.

- **Réflexion autour de la mise en place de services Mobilités** / maison du tourisme et de la mobilité

Vigilances environnementales

Vigilances quant à la dégradation de la qualité paysagère ou patrimoniale ; la production de déchets supplémentaires ; l'artificialisation d'espaces pour la réalisation d'infrastructures, la dégradation des milieux naturels et des continuités écologiques. Vigilance sur le « tout numérique » potentiellement consommateur d'énergie.

Objectifs chiffrés

Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à la baisse des consommations énergétiques et des émissions de GES globales de respectivement 11,9% et 19,4% par rapport à 2014	Hausse de la part du tourisme « responsable »
2030	Contribution à la baisse des consommations énergétiques et des émissions de GES globales de respectivement 13,4% et 21,8% par rapport à 2014	Hausse de la part du tourisme « responsable »
2050	Contribution à la baisse des consommations énergétiques et des émissions de GES globales de respectivement 43,2% et 70,2% par rapport à 2014	Hausse de la part du tourisme « responsable »

Objectifs qualitatifs

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Préserver la biodiversité, économiser la ressource en eau

Pilotage	
Cible principale	Tous les usagers et visiteurs du territoire
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay, CC Pyrénées Vallées des Gaves, Département
Partenaires	Communes, associations, agriculteurs, guides touristiques et entreprises du secteur tourisme, CC de la Vallée d'Ossau, PETR Pays de Lourdes et des Vallées des Gaves
Moyens humains	Chargé de mission Mobilité cyclable (voir *Action 2.3 : Réduire la part de l'autosolisme en développant les mobilités douces*) Direction service Tourisme
Moyens techniques	_
Budget	Volet paysager du Soulor (désimperméabilisation des stationnements) : 1 900 k€ Projet Eaux vives : 130 k€ (hors aménagement du Pont des Grottes)
Financement mobilisable	*« Moderniser les offices de tourisme - Nouvelle organisation touristique des territoires (NOTT) »* par le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET						
Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
x		x	x			

Indicateurs de suivi	
Nombre d'hébergements touristiques rénovés	Nombre d'établissements labellisés

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 3.4 : PRESERVER LES SOLS ET LES MILIEUX FAVORABLES AU BON DEROULEMENT DU CYCLE DE L'EAU

Contexte et références

L'eau est un bien précieux dont la préservation devient une priorité absolue. Les gestionnaires publics doivent faire face à un défi majeur : la capacité à s'adapter à l'excès comme à la pénurie à venir pour cette ressource.

Une gestion du cycle de l'eau au plus proche de l'échelle de la collectivité permet une adaptation au changement climatique beaucoup plus efficace. Pour cela, elle devra obligatoirement respecter plusieurs principes essentiels :

- ✓ Une Gestion Intégrée des Eaux Pluviales (dans le cadre public mais aussi dans le privé) ;
- ✓ Une renaturation et une préservation des zones de stockage naturelles : zones humides, forets alluviales…
- ✓ Une modération des prélèvements d'eau du milieu naturel ;
- ✓ Une connaissance précise du milieu.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 2.2 - 38	Lien avec d'autres documents	-	Lien avec d'autres actions du PCAET	1.5, 3.6

Descriptif

- **Engager une réflexion pour étudier les effets du changement climatique sur la ressource en eau du territoire et la diversification des ressources en eau de la collectivité** pour faire face aux effets du changement climatique et pouvoir sécuriser l'approvisionnement en eau du territoire.
  Une étude prospective sur la ressource - volet Eau potable - devrait prochainement être engagée par le pôle métropolitain du Pays de Béarn. La CC pourra également s'appuyer sur les travaux menés par l'INRAE.
- Appliquer et actualiser régulièrement les **documents de programmation liés à l'eau** pour une adéquation entre le développement urbain des communes avec les équipements d'approvisionnement et de traitement communautaires (Schémas directeurs d'eau potable (AEP), d'assainissement, de gestion des eaux pluviales), suivre le bon fonctionnement des différents systèmes
- **Favoriser la retenue de l'eau dans les couches supérieures des sols agricoles** grâce à la plantation de haies et bosquet, et à une couverture permanente des sols (principe de l'ACS, agriculture de conservation des sols, voir *Action 3.6 : Contribuer à la pérennisation de l'agriculture en structurant l'évolution des pratiques et en valorisant les services environnementaux rendus*).
- **Favoriser l'infiltration des eaux pluviales** dans les nappes et limiter le ruissellement vers le milieu récepteur superficiel, par la mise en œuvre de travaux structurants dans les communes, l'instruction des autorisations d'urbanisme, en application du schéma directeur de gestion des eaux pluviales.
- **Mieux adapter le type de cultures et les essences pour privilégier les espèces moins consommatrices d'eau**, aussi bien dans les activités agricole et forestière, que pour la « nature en ville ».
- **Inventorier les zones humides** (ZH) du territoire et les enjeux associés (voir *Action 4.2 : Le patrimoine naturel : un socle pour anticiper les effets du changement climatique*), et son programme d'actions. ;
- **Maîtriser le foncier des terrains** à proximité des sources, cours d'eau, zones humides
- **Préserver les champs captants d'eau potable** : projet de reconquête de la Saligue de Baudreix - Mirepeix en renaturation (voir *Action 4.2 : Le patrimoine naturel : un socle pour anticiper les effets du changement climatique*)
- **Mettre en œuvre des actions qualifiées de « Solutions Fondées sur la Nature »** pour adapter le territoire à la diminution de la ressource naturelle en eau :

- Végétalisation par des haies, bosquets, ripisylves, en zone agricole et en abords des cours d'eau ou des canaux pour l'irrigation (voir *Action 4.2 : Le patrimoine naturel : un socle pour anticiper les effets du changement climatique*)
- revégétalisation et désimperméabilisation des espaces artificialisés : création de noues, murs/toitures végétalisées, espaces publics/sportifs pouvant servir de zones d'infiltration, désimperméabilisation de parkings / places / cours d'école / zones d'activité du territoire …
- instauration d'une bande inconstructible autour du lit des cours d'eau
- règles dans les documents d'urbanisme limitant l'imperméabilisation des sols
- Etablir un suivi des installations (rétention, fossé, …) et un entretien régulier

- **Préserver une ceinture verte à partir du réseau d'irrigation** en réponse à la pression urbaine
- **Participer à l'étude à venir sur les boues de station d'épuration,** étude menée par le Département, sur le potentiel de ces matières et des déchets verts (compostage, méthanisation…)

Vigilances environnementales
-

Objectifs chiffrés		
Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Pas d'objectif chiffré pour cette action	A compléter
2030	Pas d'objectif chiffré pour cette action	A compléter
2050	Pas d'objectif chiffré pour cette action	A compléter

Objectifs qualitatifs
Adaptation au changement climatique et préservation de la biodiversité

Pilotage	
Cible principale	Tous les usagers du territoire, agriculteurs
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay, Départements 64 et 65
Partenaires	Communes, Agence de l'Eau Adour Garonne (AEAG), SM Bassin du Gave de Pau, Institution Adour, Conservatoire d'Espaces Naturels de Nouvelle-Aquitaine, SAFER, SM Nord-Est de Pau, Départements 64 et 65, pôle métropolitain Pays de Béarn, associations et syndicats d'irrigation, Chambre d'Agriculture 64 et 65, Agro réseau, bio réseau.
Moyens humains	Direction Service de l'Eau Technicien GEMAPI Charge de mission Transition Climatique
Moyens techniques	_
Budget	Fonctionnement : 35 k€

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Financement mobilisable	*« Aménager l'espace pour réduire les pollutions agricoles »* et *« Accompagner les économies d'eau et la gestion des prélèvements en agriculture »* par l'Agence de l'Eau de l'Adour-Garonne (financement entre 30 et 50%) ;

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET

Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
				x		

Indicateurs de suivi

Surfaces replantées ou renaturées	Nombre d'ouvrages d'infiltration créés	Surfaces actives déconnectées du réseau collectif pour infiltration

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 3.5 : L'AGRICULTURE ET LA FORET COMME SUPPORTS DE LA PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES (ENR)

Contexte et références

Le secteur agricole est le premier poste d'émissions de GES avec 38,4% du total des émissions de la CCPN, pour une part de la consommation énergétique de 4,1%. Cet écart entre consommation et émissions provient des émissions dites « non énergétiques. » Une partie des émissions de GES est en effet liée à des procédés naturels et chimiques qui produisent des GES, comme la fermentation, la digestion des animaux, etc.

Le Pays de Nay se caractérise par une diversité de terroirs que la Chambre d'Agriculture découpe en deux grands ensembles :

- La plaine de Nay et les plateaux aux terres fertiles qui assurent de très bons rendements (grands champs ouverts, pour la plupart irrigués, largement destinés à la maïsiculture ;
- Le piémont et les coteaux avec des exploitations orientées en polyculture et élevage de bovins et ovins laits.

La filière élevage connait aujourd'hui un ralentissement de sa dynamique. Toutefois, le monde agricole, en valorisant notamment ses effluents d'élevage en énergie renouvelable, dispose d'un potentiel de création d'activité nouvelle, source de revenus et d'emplois non délocalisables pour le territoire. Il est à noter que les digestats issus du procédé de méthanisation sont de bonne qualité agronomique, car riches en azote, et contribuent à l'atteinte des objectifs de substitution des engrais minéraux visés par le PCAET. 2 projets de méthanisation privés viennent ainsi de voir le jour sur le Pays de Nay (Méthagest à Pardies-Piétat et Asson Bioénergie à Asson).

Le Plan d'Action Territorial (PAT) du Gave de Pau encourage diverses évolutions des pratiques agricoles, dont la culture du miscanthus. Ce végétal qui se cultive sans intrants a pour avantages de limiter le ruissellement et l'érosion des sols, de séquestrer du carbone et d'être valorisable dans des chaufferies biomasse ou en paillage dans les collectivités proches (filière ultra-locale).

De plus, le territoire du Pays de Nay est couvert à près de 50% par des boisements. La forêt, au-delà des activités récréatives et support de biodiversité, peut permettre d'apporter un poids supplémentaire à l'économie locale à travers la structuration d'une filière bois – énergie et d'œuvre.

Concernant la filière de l'agrivoltaïsme, l'ensemble des acteurs du territoire souhaite que les terres agricoles de la plaine de Nay et des coteaux continuent à assurer leur fonction productive alimentaire, tel que défini par la CCPN dans son SCoT, le Département des Pyrénées Atlantiques et la Région Nouvelle-Aquitaine.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 2.3 - 46	Lien avec d'autres documents	-	Lien avec d'autres actions du PCAET	Action 2.1

Descriptif

- **Accompagner le développement de la méthanisation agricole en travaillant sur les débouchés de la filière :** 2 unités de méthanisation, liées à des initiatives privées d'agriculteurs, viennent de voir le jour sur le territoire. La collectivité et ses partenaires se proposent d'accompagner l'émergence de nouvelles unités ou l'extension des existantes en soutenant les débouchés de cette filière. Il s'agit ici de développer l'usage du gaz à haute valeur environnementale sur un secteur où cette énergie répond aujourd'hui concrètement à une demande, à savoir la mobilité des véhicules lourds (bioGNV pour camions, cars et bus) :
  - Etudier l'opportunité de créer une station de distribution de bioGNV (étude d'évaluation des besoins en cours, en partenariat avec la Région, l'AFTRAL et GRDF) ;

- Le cas échéant, impliquer la CCPN dans le soutien de la future station bioGNV à travers ses compétences (inclure le bioGNV dans le panel des solutions de mobilité des véhicules communautaires, inclure l'option bioGNV dans les divers contrats et marchés publics…) ;

- **Soutenir les projets de prototype de micro-méthanisation** (expl. Mécaméto).

- **Accompagner le développement de la production d'EnR thermique.** L'agriculture et la forêt peuvent contribuer à alimenter une filière énergétique locale et renouvelable tout en conservant une fonction productive alimentaire et/ou en préservant la ressource en eau. Dans le potentiel de biomasse à débouché énergétique sur le Pays de Nay, on peut notamment citer le bois (bûches, plaquettes…), le miscanthus, la luzerne, les déjections animales, les CIVE, les produits déclassés des industries agro-alimentaires (méthanisation). Il s'agit ici de développer ces filières d'exploitation, de la production aux débouchés, en commençant par ces derniers :

  - **Promotion des EnR thermiques auprès des collectivités :** la CCPN adhère au **Contrat de Développement Territorial des énergies renouvelables thermiques en Béarn** mis en place par TE64 avec l'ADEME. A travers une animation portée par la COFOR, ce contrat permet d'accompagner les collectivités depuis des études de préfiguration jusqu'à la mise en œuvre du projet sur divers dispositifs thermiques, dont ceux de la filière Biomasse. Outre le solaire thermique et la géothermie, il est attendu de ce dispositif une multiplication des dispositifs des chaufferies, voire réseaux de chaleur, au sein des collectivités publiques ou des professionnels consommateurs de chaleur. L'option des chaudières poly-combustibles sera étudiée avec les communes afin de pouvoir initier une filière Miscanthus.
    A ce jour, quelques projets sont pré-identifiés pour faire appel à des EnR thermiques : réseau de chaleur en rive droite de Nay avec chaudière biomasse (desserte potentielle de la cité scolaire, chauffage de la piscine communautaire Nayéo, centre gérontologique), ainsi que 2 chaufferies biomasses pour des bâtiments publics de la commune de Coarraze.

  - **Créer et structurer une filière bois – énergie :** une réflexion est en cours à l'échelle du Pays de Béarn pour créer un **Plan d'Approvisionnement Territorial en bois d'œuvre et à vocation énergétique** (voir *Action 4.3 : Augmenter le potentiel de séquestration carbone en favorisant l'usage des matériaux biosourcés dans la construction*). A partir de cette vision globale, pourra être construite une stratégie pour approvisionner les différentes filières en cours d'émergence, dont la filière biomasse.

  - En parallèle, il sera mis en place un **groupe de travail "agriculture -forêt",** composé d'élus et techniciens de la CCPN, pour élaborer et mettre en œuvre le programme d'actions, recevoir les porteurs de projets, proposer des aides et appuis aux porteurs de projets, identifier les besoins futurs. Les premières actions structurantes pour valoriser le potentiel de notre forêt pourraient porter sur :

    - Rencontrer les scieurs du territoire pour monter un projet de valorisation du bois local ;
    - Travailler sur les biens forestiers vacants et sans maître, en lien avec le CRPF et les communes forestières.
    - Sensibiliser et animer les propriétaires forestiers privés à la gestion forestière en général et à la gestion de leur forêt en particulier afin qu'ils soient en mesure de mettre leurs parcelles en gestion par des coupes d'éclaircies et des coupes de renouvellement de leur forêt. Cette action permettra d'alimenter notamment les unités biomasse locale.

- **La stratégie Patrimoine Naturel** à construire, si elle intègre la reconstitution d'un maillage bocager et le développement de l'agroforesterie, pourra contribuer à alimenter la filière bois.

- **Permettre l'agrivoltaïsme uniquement lorsqu'il apporte un service bénéfique à la production agricole en place** (cf la notion de « nécessité » détaillée dans la motion votée par la Chambre Régionale d'Agriculture et la CA 64)

La communauté de communes mettra en place un **groupe de travail spécifique d'élus** pour évaluer les conditions d'accompagnement technique ou financier des projets EnR à venir sur le territoire et sensibiliser la profession agricole sur les potentialités du sujet : animation de type conférences, visites... L'opportunité de créer un service « énergie nouvelles » au sein de la CCPN sera évaluée.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Vigilances environnementales
Vigilances quant à la dégradation de la qualité paysagère ou patrimoniale ; la concurrence entre production alimentaire et développement ENR ; l'artificialisation d'espaces pour la réalisation d'infrastructures ; la dégradation des milieux naturels et des continuités écologiques ; au recyclage des équipements électriques et électroniques ; la dégradation de la qualité de l'eau.

Objectifs chiffrés

Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Couverture de la consommation énergétique par des ENR 13,1 %	11 % du potentiel lié aux effluents d'élevage, 22 % du potentiel « autre » (boues d'épuration, résidus de culture, etc.) exploités
2030	Couverture de la consommation énergétique par des ENR 16,5 %	13 % du potentiel lié aux effluents d'élevage, 26 % du potentiel « autre » (boues d'épuration, résidus de culture, etc.) exploités
2050	Couverture de la consommation énergétique par des ENR 52,5 %	50 % du potentiel lié aux effluents d'élevage, 100 % du potentiel « autre » (boues d'épuration, résidus de culture, etc.) exploités

Objectifs qualitatifs

Développer une stratégie de mobilisation des ressources en énergie renouvelables au bénéfice du territoire
Réduire la dépendance du territoire aux énergies fossiles et privilégier l'approvisionnement local auprès des acteurs économiques du territoire dans une optique de résilience

Pilotage

Cible principale	Agriculteurs, collectivités publiques
Pilote / maître d'ouvrage	Communes, Communauté de Communes du Pays de Nay, TE64, Pôle Métropolitain du Pays de Béarn
Partenaires	Chambres d'Agriculture, COFOR, ONF, CRPF, FiBois, Départements, Région Nouvelle-Aquitaine, TE64, distributeurs d'énergie (GRDF…), AFTRAL, acteurs économiques du territoire, ADEME, SAFER
Moyens humains	Direction service de Développement économique Charge de mission Transition climatique
Moyens techniques	_
Budget	Chaufferie et réseau de chaleur Nay : études en cours Remplacement de la chaudière Nayéo : à chiffrer, études en cours
Financement mobilisable	Fond Chaleur ADEME, CEE Études préalables à la construction d'une installation de méthanisation par l'ADEME ; AMI production de gaz « verts » et biocarburants par le Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine ; « Soutenir les projets Petites villes de demain » par la Banque des territoires

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
x	x					x

Indicateurs de suivi		
Quantité d'énergie produite par les méthaniseurs du territoire (GWh)	Nombre de chaudières polycombustibles	Nombre de stations de distribution de biométhane

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 3.6 : CONTRIBUER A LA PERENNISATION DE L'AGRICULTURE EN STRUCTURANT L'EVOLUTION DES PRATIQUES ET EN VALORISANT LES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX RENDUS

Contexte et références

Le secteur agricole est le premier poste d'émissions de GES avec 38,4% du total des émissions de la CCPN, pour une part de la consommation énergétique de 4,1%. Cet écart entre consommation et émissions provient des émissions dites « non énergétiques. » Une partie des émissions de GES est en effet liée à des procédés naturels et chimiques qui produisent des GES, comme la fermentation, la digestion des animaux, etc. Les terres agricoles stockent naturellement du carbone, mais certaines pratiques agricoles peuvent permettent d'accentuer cette capacité et sont ainsi à développer.

Les évolutions climatiques à venir et la prise de conscience des consommateurs sur l'importance d'une alimentation locale et de qualité vont mener à une évolution des pratiques agricoles. Dans ce contexte, il semble important d'apporter du crédit aux agriculteurs ayant entamé ce virage, de valoriser leur production à l'échelle globale de l'exploitation, d'encourager les demandes de labellisation mettant en valeur les pratiques vertueuses, et de donner de la valeur aux émissions de GES qui ont été économisées.

Très longtemps considérés comme ambivalent, agriculture et activité forestière semblent pouvoir s'accorder à travers la pratique de l'agroforesterie, une piste à étudier et à développer sur notre territoire.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 2.3 - 54	Lien avec d'autres documents	-	Lien avec d'autres actions du PCAET	3.1, 3.2, 3.5

Descriptif

- **Accompagner l'Agriculture de Conservation des Sols basée sur les principes suivants :**
    - Couverture permanente du sol (maintien de l'humidité superficielle, réduction du lessivage des sols lors de fortes intempéries, enrichissement du sol lorsqu'un engrais vert est planté, etc.) ;
    - Récupération des déjections animales et des digestats de méthanisation, avec un intérêt particulier pour leur teneur en phosphore, pour épandage en substitution aux engrais minéraux.
    - Semis sans travail du sol (semis direct sous couvert végétal), permettant aussi de réduire la consommation de carburant des engins agricoles ;
    - Diversité des cultures (rotation des cultures sur une même parcelle, cultures multiples).

- **Accompagner le développement de l'agroforesterie :** réflexion à mener sur des mesures d'incitation et d'accompagnement matériel de cette pratique. La collectivité peut faire appel à différents outils :
    - Lancement d'appels à projet pour la plantation de haies, auprès des agriculteurs, associations, communes, entreprises de l'agroalimentaire, etc. Le programme « plantons des haies en Nouvelle Aquitaine finance à hauteur de 100% la plantation de haies par les agriculteurs et à 60% pour les autres organismes. Le projet sera lié à l'*Action 4.2 : Le patrimoine naturel : un socle pour anticiper les effets du changement climatique*.
    - Investissement dans du matériel collectif d'entretien des haies (faucheuse, débrousailleuse, tronçonneuse, etc.), par exemple pour celles destinées au bois-énergie.
    - Déploiement d'une filière pépiniériste spécialisée dans les essences locales pour accompagner les ambitions du territoire (en moyenne 5 kilomètres par an).
    - Accompagnement financier des initiatives : appel à projets, budget participatif...

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

- Sensibilisation des habitants sur les essences de haies « variétés anciennes et locales » à planter et qui sont adaptées aux évolutions du climat. La charte architecturale et paysagère du Pays de Nay comprend des outils tels que le cahier de recommandations sur les haies champêtres qui pourrait être valorisé.

- **Créer un groupe de travail afin d'étudier la possibilité de mettre en place des dispositifs techniques et d'accompagnement financier pour encourager la reconstitution de trames végétales (haies, bosquets…) :**
  - S'appuyer sur le déploiement du schéma cyclable du Pays de Nay pour renaturer le long des futures voies communautaires
  - Répondre à l'appel à projet « Plantons des haies en Nouvelle-Aquitaine ! »

- **Cibler les labels pertinents en fonction des pratiques et des milieux environnants :**
  - label Haute Valeur Environnementale (HVE) ou Agriculture Biologique (AB)
  - améliorer ses pratiques sans pour autant être labélisé (pour des raisons économiques) et communiquer sur celles-ci
  - labels bas carbone : s'inscrire dans les démarches menées par la profession agricole pour valoriser les services environnementaux rendus par les exploitations. En forêt, le label bas-carbone permet à des propriétaires forestiers de pouvoir financer des travaux d'éclaircies, de boisements de terres agricoles et de renouvellement de parcelles boisées dépérissantes grâce à du mécénat d'entreprises.

- **Assurer l'accès à l'eau des terres irriguées** : propriétaires et communes doivent être sensibilisés sur les règles de gestion, les réglementations… Les terres irrigables doivent être préservées de la construction dans les documents d'urbanisme.

- Créer un **groupe de travail et un observatoire « Agriculture – Forêt »** : reprises des exploitations agricoles, suivi du foncier, soutien à la filière bois locale, au développement de l'agroforesterie, réflexion sur les démarches de rémunération pour services environnementaux… Le groupe de travail assurera la mise en œuvre du programme d'actions du PCAET sur l'ensemble des sujets liés à l'agriculture et la forêt et identifiera les besoins futurs.

- Mettre en place un **plan de communication autour de l'agriculture et de l'alimentation** : visites d'exploitations, rencontres et débats (méthanisation, installations, circuits courts …). Il conviendra aussi de créer une synergie pour impulser des projets collectifs (liens agriculteurs et industriels, haies, miscanthus sur zones de captage en lien avec les besoins énergétiques des communes …).

Vigilances environnementales

-

Objectifs chiffrés

Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur agriculture : -8,9 % de GES	Conversion de 100% des surfaces agricoles au label Haute Valeur Environnemental (HVE) dont 80% en Agriculture Biologique (AB)
2030	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur agriculture : -13,3 % de GES	Conversion de 100% des surfaces agricoles au label Haute Valeur Environnemental (HVE) dont 80% en Agriculture Biologique (AB)
2050	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur agriculture : -42,8 % de GES	Conversion de 100% des surfaces agricoles au label Haute Valeur Environnemental (HVE) dont 80% en Agriculture Biologique (AB)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Objectifs qualitatifs
Anticipation des effets du changement climatique Réduire les émissions de GES liés aux produits azotés Préserver les corridors biologiques

Pilotage	
Cible principale	Agriculteurs
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay
Partenaires	Communes, Agro réseau 64, Chambre d'Agriculture, COFOR, ONF, CRPF, FiBois, Départements, Région Nouvelle-Aquitaine, lycées agricoles, coopératives agro-industrielles
Moyens humains	Chargé de mission Transition climatique Direction service de Développement économique sur le volet alimentaire
Moyens techniques	_
Budget	*A évaluer*
Financement mobilisable	Agence de l'Eau de l'Adour-Garonne (« Accompagner les économies d'eau et la gestion des prélèvements en agriculture », financement entre 30 et 50%) PCAE par la Commission Européenne, aides aux investissements agricoles par la Région Nouvelle Aquitaine *« Soutenir les projets Petites villes de demain »* par la Banque des territoires ;

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET						
Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
x	x	x	x	x		

Indicateurs de suivi		
Linéaire de haies plantées	Surface cultivée en couvert permanent	Nombre d'agriculteurs possédant un label (AB, HVE)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 3.7 : FAVORISER LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION D'UNE OFFRE ENERGETIQUE LOCALE, RENOUVELABLE ET VARIEE

Contexte et références

Le diagnostic du PCAET de la Communauté de Communes du Pays de Nay a mis en évidence la part des énergies renouvelables locales dans la consommation globale du territoire (7% en 2014, 23% en 2019) dont près de 75% issus de l'hydroélectricité. De nombreuses ressources sont mobilisables sur le territoire : solaire photovoltaïque et thermique, biomasse, méthanisation…

Les dispositifs nationaux et l'arrivée de la RE2020 génèrent une augmentation du nombre de toitures d'habitations avec des équipements solaires de production d'énergie électrique, ou thermique. Les enjeux économiques de la filière photovoltaïque peuvent créer une pression sur le foncier, notamment agricole, qu'il convient de croiser avec les enjeux de préservation des terres productives et de paysage. Le SCoT approuvé en 2019 donne un cadrage pour un développement des panneaux solaires thermiques et photovoltaïques : « *sur le bâti et, le cas échéant, sur tout terrain artificialisé, en ombrière sur des terrains non bâtis mais artificialisés (comme les parcs de stationnement automobile), en réinvestissement des sites désormais inexploités mais anciennement artificialisés et impropres à l'activité agricole (friches urbaines, anciens sites d'exploitation industrielle, anciennes décharges publiques, délaissés d'emprises inutilisables…). En dehors de ces cas, tout projet développé sur un espace agricole, forestier ou naturel non bâti est à proscrire.* »

L'*Action 3.5 : L'agriculture et la forêt comme supports de la production d'énergies renouvelables (EnR)* traite spécifiquement des potentialités du secteur agricole et de la filière Bois qui ne seront pas reprises ici.

Le territoire est favorable au développement d'une offre énergétique renouvelable, locale et surtout variée.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 2.3 - 51	Lien avec d'autres documents	-	Lien avec d'autres actions du PCAET	3.5

Descriptif

- **Développer le photovoltaïque en privilégiant les toitures des bâtiments existants et des sites dégradés** et anthropisés :
    - Si la construction de bâtiments prétexte à photovoltaïque doit continuer à être exclue, l'équipement des bâtiments industriels, artisanaux et agricoles existants est encouragé. Une étude détaillée d'estimation du gisement pourra être envisagée. Le développement de boucles locales de production / autoconsommation à l'échelle des zones d'activités économiques (ZAE) communautaires est à explorer.
    - L'ancien Centre d'Enfouissement Technique des déchets de Bénéjacq a été mis à disposition par la CCPN pour l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol qui produit 1,9 MWc pour 2,4 GWh/an depuis 2022. L'exploitation d'autres sites désormais inexploités est à l'étude, ainsi que le déploiement d'ombrières sur des stationnements existants (dans l'enceinte de la ZAE Aéropolis, à Labatmale…).

- **Soutenir le déploiement d'une filière photovoltaïque locale** : pour la rénovation de son école, la commune de Lagos a mis en œuvre un dispositif de panneaux photovoltaïques organiques, développés localement. Le territoire s'inscrit dans le développement de cette démarche innovante, dans un partenariat qui reste à construire.

- **Continuer à exploiter le potentiel hydroélectrique du territoire** : le gave de Pau et l'Ouzoum accueillent une douzaine d'ouvrages hydroélectriques pour une production moyenne supérieure à 40 GWh annuels. Cette

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

filière semble aujourd'hui avoir atteint les limites de sa capacité de développement compte-tenu des enjeux de biodiversité (axes de poissons migrateurs notamment). Le territoire encourage toutefois :

- une exploitation performante des prises d'eau existantes ;
- l'expérimentation de technologies respectueuses des enjeux environnementaux sur de nouveaux sites naturels ou artificiels (faisabilité d'installation de turbines dans des réseaux d'eau potable à approfondir).

- **Suivre les expérimentations sur l'hydrogène** (ou autres filières énergétiques à venir) : le Pays de Nay prête attention au projet « Pyrénées Hydrogène » du dispositif Territoire d'Industrie Lacq-Pau-Tarbes qui vise au développement de l'hydrogène vert.

En parallèle à la production d'EnR, et outre les mesures visées par l'*Action 3.5 : L'agriculture et la forêt comme supports de la production d'énergies renouvelables (EnR)*, **le territoire encourage la consommation d'une énergie décarbonée,** notamment pour la mobilité. La CCPN participe à la réflexion pour l'élaboration du SDIRVE avec TE64 pour développer le nombre de bornes de recharge électriques (IRVE) sur le territoire. L'objectif est d'encourager les personnes voulant changer de voiture et qui peuvent être freinés par l'autonomie des véhicules électriques.

Vigilances environnementales
Vigilances quant à la dégradation de la qualité paysagère ou patrimoniale ; la production de déchets supplémentaires ; l'artificialisation d'espaces pour la réalisation d'infrastructures, la dégradation des milieux naturels et des continuités écologiques, au recyclage des équipements électriques et électroniques

Objectifs chiffrés		
Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Couverture de la consommation énergétique par des ENR 13,1 %	7 % des toitures équipées en panneaux photovoltaïques
2030	Couverture de la consommation énergétique par des ENR 16,5 %	9 % des toitures équipées en panneaux photovoltaïques
2050	Couverture de la consommation énergétique par des ENR 52,5 %	1/3 des toitures équipées en panneaux photovoltaïques

Objectifs qualitatifs
Développer une stratégie de mobilisation des ressources en énergie renouvelables au bénéfice du territoire, permettant d'engager durablement des partenariats publics-privés pour maximiser les financements Réduire la dépendance du territoire aux énergies fossiles

Pilotage	
Cible principale	Acteurs économiques du photovoltaïque, usagers du territoire
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay
Partenaires	Communes, TE64 / ENR64, Université de Pau et des Pays de l'Adour, PM du Pays de Béarn
Moyens humains	Chargé de mission Transition climatique
Moyens techniques	_
Budget	étude détaillée d'estimation du gisement de toitures pour l'implantation d'équipements photovoltaïques : budget à définir
Financement mobilisable	Prime ADVENIR de l'Etat : finance jusqu'à 50% des installations d'IRVE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

	« Investissement dans les projets citoyens d'énergie renouvelable (ENRCIT) » par la Banque des territoires ; *« Soutenir les projets Petites villes de demain »* par la Banque des territoires ;

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET					
Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
	x			x		x

Indicateurs de suivi		
Production d'énergie renouvelable par filière de l'EPCI (Territory)	Nombre de centrales photovoltaïques	Nombre de bornes de recharge de véhicules électriques

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

AXE 4 – Anticiper les effets du changement climatique et rendre notre territoire plus fort

L'atténuation et l'adaptation au changement climatique sont deux facettes intégrées au sein du PCAET. Si l'atténuation s'attache à réduire les causes du changement climatique, l'adaptation vise quant à elle à en limiter ses effets au travers d'une stratégie et d'actions dédiées permettant de réduire la vulnérabilité du territoire et d'accroître la robustesse des systèmes socioéconomiques et naturels face aux perturbations d'origine climatique.

Les actions d'adaptation visent deux objectifs principaux : la réduction directe de la vulnérabilité par la diminution de l'exposition et de la sensibilité aux aléas climatiques, ainsi que le renforcement des capacités d'adaptation du territoire (bien et personnes), par exemple via la mise en place d'un dispositif de rafraîchissement urbain à faible impact environnemental. L'adaptation concerne par ailleurs à la fois les risques connus, mais aussi les risques projetés et les évolutions climatiques prévisibles.

La CCPN déploie une politique mixte ambitieuse via le PCAET, intégrant à la fois l'atténuation et l'adaptation au changement climatique du territoire. Les épisodes météorologiques extrêmes comme les vagues de chaleur ou les fortes pluies concernent toute la France, aussi elle souhaite faire de son PCAET un atout dans la résilience du territoire aux futurs changements climatiques.

- Action 4.1 : Améliorer la gestion des milieux aquatiques, la préservation et la réaction du territoire face au risque inondation
- Action 4.2 : Le patrimoine naturel : un socle pour anticiper les effets du changement climatique
- Action 4.3 : Augmenter le potentiel de séquestration carbone en favorisant l'usage des matériaux biosourcés dans la construction

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 4.1 : AMELIORER LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES, LA PRESERVATION ET LA REACTION DU TERRITOIRE FACE AU RISQUE INONDATION

Contexte et références

La loi MAPTAM n° 2014-58 du 27 janvier 2014 a créé une nouvelle compétence : la **Ge**stion des **M**ilieux **A**quatiques et Prévention contre les Inondations (GéMAPI). Elle est attribuée au 1er janvier 2017 à tous les EPCI, dont la CCPN. Cette compétence a été par la suite transférée au Syndicat Mixte du Bassin du Gave de Pau (SMBGP) le 1er janvier 2018.

Elle se construit autour de 4 missions (items 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du code de l'environnement) :

1 : Aménagement du bassin hydrographique ;
2 : Entretien des cours d'eau ;
5 : Prévention contre les Inondations ;
8 : Protection et restauration des systèmes aquatiques.

Pour pouvoir intervenir sur le domaine privé (concerne tous les cours d'eau de la CCPN, excepté le Gave de Pau) pour des actions ciblées, le SMBGP doit déposer une **Déclaration d'Intérêt Général** (DIG) qui sera être validée par les services de l'état. Pour cela, un Plan Pluriannuel de Gestion (PPG) par bassin hydrographique doit obligatoirement être élaboré sur une période 10 ans.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 2.1 - 37	Lien avec d'autres documents	SDAGE Adour-Garonne PGRI Gave de Pau SLGRi GP	Lien avec d'autres actions du PCAET	-

Descriptif

- **Finaliser la mise en place de plans pluriannuels de gestion (PPG)** sur les cours d'eau du territoire **:** finalisation de la procédure pour les bassins versants des Luz/Gest et du Lagoin, en cours pour l'Ouzoum/Beez. Ces documents visent à restaurer le libre écoulement des cours d'eau, améliorer la qualité des milieux, gérer les embâcles, déployer la végétalisation des berges et gérer les atterrissements lorsque cela est nécessaire.
- **Instaurer des règles dans les documents d'urbanisme limitant l'imperméabilisation des sols** : un des phénomènes aggravants d'une inondation est l'imperméabilisation des sols. En effet, si on retire à la terre sont pouvoir absorbant, alors l'eau ruisselle augmentant le débit et causant des dégâts plus conséquents et exposant les citoyens notamment en milieu urbain à des risques plus importants. Il est donc nécessaire, pour prévenir ces effets, d'instaurer des règles permettant de limiter ce phénomène.
- **Mettre en œuvre des actions qualifiées de « Solutions Fondées sur la Nature »** pour adapter le territoire à l'évolution des phénomènes d'inondation avec le changement climatique :
    - Végétalisation par des haies, bosquets, ripisylves, en zone agricole et en abords des cours d'eau ou des canaux pour l'irrigation (voir *Action 4.2 : Le patrimoine naturel : un socle pour anticiper les effets du changement climatique*)
    - Revégétalisation et désimperméabilisation des espaces artificialisés : création de noues, murs/toitures végétalisées, espaces publics/sportifs pouvant servir de zones d'infiltration, désimperméabilisation de parkings / places / cours d'école / zones d'activité du territoire …
    - Instauration d'une bande inconstructible autour du lit des cours d'eau
    - Etablir un suivi des installations (rétention, fossé, …) et un entretien régulier
- **Pallier le lessivage des sols agricoles** lors de fortes intempéries grâce à la plantation de haies et à une couverture permanente des sols (racines drainant l'eau dans le sol).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

- **Engager les études pour construire des ouvrages de protection contre les inondations sur les secteurs qui le justifient** (digues, bassin écrêteurs…), et prendre en compte les contraintes et conséquences sur les parcelles impactées (préjudices financiers intégrés dans le cadre de conventions…) : 3 bassins écrêteurs existants / 1 à construire (Luz), 1 digue existante / 2 à venir (Nay et Bordes).
- **Plans communaux de sauvegarde (PCS)** : ces documents visent à organiser la gestion des situations de crise impactant la population selon leur nature, leur ampleur et leur évolution. Ils préparent et assurent la réponse opérationnelle au profit de la protection et de la sauvegarde de la population. Un programme d'études préalables est en cours de déploiement, mené par le SM du Bassin du Gave de Pau, dans le cadre du Plan d'Actions de de Prévention contre les Inondations (PAPI), pour accompagner les communes sur la mise en place de ces plans.
- **Plan intercommunal de sauvegarde (PICS)** : un plan intercommunal de sauvegarde doit désormais être adopté dans tous les EPCI dont au moins une commune membre est soumise à l'obligation d'élaborer un plan communal de sauvegarde. Ce document organise la réponse opérationnelle à l'échelon intercommunal face aux situations de crise, au profit des communes impactées. Il organise la coordination et la solidarité intercommunale. Il devra être mis en œuvre à la suite de l'entrée en vigueur des PCS

Vigilances environnementales
-

Objectifs chiffrés		
Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Pas d'objectif chiffré pour cette action	A compléter
2030	Pas d'objectif chiffré pour cette action	A compléter
2050	Pas d'objectif chiffré pour cette action	A compléter

Objectifs qualitatifs
Limiter les impacts du changement climatique

Pilotage	
Cible principale	Tous les usagers du territoire
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay, SM Bassin du Gave de Pau
Partenaires	Communes, AE Adour - Garonne, Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, Etat
Moyens humains	technicien GEMAPI
Moyens techniques	Acquisition du foncier
Budget	Ouvrages de protection : investissement de 5 200 k€ dont 60% de reste à charge + fonctionnement annuel 50 k€
Financement mobilisable	*« Accompagner les projets de gestion de la ressource eau »* par la Banque des territoires ;

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

	« Aménager l'espace pour réduire les pollutions agricoles », « Accompagner les économies d'eau et la gestion des prélèvements en agriculture » et « Gestion des Milieux aquatiques » par l'Agence de l'Eau de l'Adour-Garonne (financement entre 30 et 50%) ; Taxe GEMAPI, CLECT. Subvention AEAG, Régions Fond Barnier

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET

Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
				x		

Indicateurs de suivi

Nombre d'ouvrages de protections construits	PPG validés	Surfaces et linéaires replantés dans le cadre des PPG	PCS validés PCIS

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 4.2 : LE PATRIMOINE NATUREL : UN SOCLE POUR ANTICIPER LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Contexte et références

Plusieurs menaces pèsent sur les milieux et la biodiversité : l'étalement urbain, l'imperméabilisation des sols, la disparition des zones humides, etc. De la préservation du patrimoine naturel du territoire dépend largement sa capacité de résilience et d'adaptation aux dérèglements climatiques à venir. A cet égard, les compétences en matière d'aménagement et d'urbanisme revêtent un caractère stratégique pour prendre en compte les risques existants, lutter contre les îlots de chaleur et aménager le territoire avec de nouvelles formes urbaines et architecturales laissant plus de place au végétal et à la nature.

Le SCoT du Pays de Nay, approuvé en 2019, a pour grande orientation de mettre l'environnement au cœur du projet du territoire, avec des prescriptions liées aux réservoirs de biodiversité et aux continuités écologiques, et à la restauration de la nature en ville.

Les ateliers pour la construction du programme d'actions du PCAET réalisés sur le thème de l'eau, de l'agriculture, de l'adaptation au changement climatique ou de la séquestration carbone ont identifié le patrimoine naturel comme un levier récurrent pour atteindre les objectifs du plan climat.

En 2021, La Communauté de Communes du Pays de Nay a conduit le diagnostic Trame Verte et Bleue (TVB) de son territoire. Les élus du territoire souhaitent maintenant engager l'élaboration d'une Stratégie Biodiversité afin d'initier des actions opérationnelles pour gérer et protéger ces milieux (pelouses, zones humides, …), et faire du patrimoine naturel un socle des politiques de développement et d'aménagement du territoire.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 2.1 – 37 et 2.5 – 61/62	Lien avec d'autres documents	Trame Verte et Bleue Trame Noire	Lien avec d'autres actions du PCAET	Action 1.4

Descriptif

- **Elaborer une stratégie et un programme d'actions Patrimoine Naturel**, dans le prolongement de l'inventaire de la Trame Verte et Bleue (TVB). La réflexion intègrera la question paysagère et patrimoniale de la restauration de la « nature en ville » tel que préconisé par le SCoT ;
- **Lancer l'inventaire des zones humides** : dans la continuité de l'inventaire de la Trame Verte et Bleue du territoire, la CCPN poursuit les investigations pour améliorer la connaissance de son patrimoine naturel par un atlas des zones humides et des zones de gestion des crues. A partir de cet inventaire les secteurs à enjeux pourront être pris en compte dans les politiques d'urbanisme, dont les documents d'urbanisme communaux. Ces éléments contribueront à nourrir la stratégie Patrimoine Naturel à venir de la collectivité.
- **Travailler sur la Trame Noire** avec 2 zones d'activités économiques communautaires et 5 communes pilotes sur le Pays de Nay pour engager des actions d'adaptation de l'éclairage public et accompagner la diffusion de solutions innovantes sur l'ensemble des communes de la collectivité (projet La Nuit Sous Un Autre Jour du pôle métropolitain Pays de Béarn) ;
- D'autres actions pourront être évoquées dans le cadre de ces réflexions :
  - Reconstitution d'un maillage bocager, en priorité sur la zone de plaine ;
  - Développement de l'agroforesterie ;
  - Ajustement du PLR (Plan Locaux de Randonnées) en fonction des résultats de l'expertise TVB ;
  - Prise en compte des résultats des Trames vertes et Bleue dans l'élaboration des documents de planification (PLU), insertion de règles de végétalisation lors de toute nouvelle construction ;

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

- Elaboration d'un cahier de recommandations complémentaire à la charte architecturale et paysagère du Pays de Nay pour encourager la végétalisation des espaces et des constructions privés ;
- Expérimentation d'un site de renaturation libre en collaboration avec les établissements scolaires locaux (sollicitation du lycée Paul Rey de Nay notamment), projet en maturation… Le déploiement de ce projet à plus grande échelle pourrait s'appuyer sur les outils d'identification des biens sans maître de la COFOR.

Les communes du territoire s'engagent en parallèle dans diverses actions :

- Constitution d'un **groupe de travail d'élus communaux Environnement,** à leur initiative : espace de partage des idées, expériences et outils, pour une meilleure efficacité et cohérence des politiques environnementales communales ;
- **Désimperméabilisation d'espaces publics et plantation d'arbres** (stationnements, cours d'école…)**, création de jardins participatifs, réalisation d'atlas de biodiversité communaux** (2 communes sont volontaires à ce jour pour répondre aux AAP OFB), **permis de jardiner sur l'espace public, plans de gestion des espaces verts** (plantation de prairies fleuries, acculturation des services sur les essences végétales à utiliser, formation à l'entretien des parkings perméables etc.).

La CCPN engage avec la Communauté de communes Pyrénées Vallées des Gaves la restauration du site du **Col du Soulor**. Le volet paysager de ce projet comprend un réaménagement des espaces publics avec notamment la désimperméabilisation des zones de stationnement (voir Action *3.3 : Pratiquer un tourisme durable*).

La commune de Nay a été retenue et labellisée dans le cadre du programme « **Territoires Engagés pour la Nature** » animé par l'Agence Régionale de la Biodiversité Nouvelle Aquitaine (ARB) et qui vise à faire émerger, reconnaître et valoriser des plans d'actions en faveur de la biodiversité. Le projet de la commune de Nay se scinde en 4 actions :

- Diffusion et application du permis de jardiner sur la voie publique par des appels à projets (objectif : réception de 10 demandes de permis par an) ;
- Journées citoyennes : nettoyage des berges du gave et de la ville, puis ateliers de construction (nichoirs, hôtel à insectes, tunnels à hérissons, …), de découvertes de la faune et de la flore locale, de sciences participatives ;
- Gestion différenciée des espaces verts avec formation et sensibilisation des agents communaux ;
- Diminution de la pollution lumineuse, dans le cadre de l'étude « La Nuit sous un autre jour ».

Dans un objectif de préservation du champ captant de Baudreix, le Syndicat Mixte du Nord-Est de Pau conduit un projet d'accompagnement pour la **reconquête de la saligue du Gave de Pau** et la création d'un espace de sensibilisation à la biodiversité. Sur un secteur d'études d'environ70ha (dont les plans d'eau), le projet prévoit des replantations avec un verger citoyen, de la renaturation libre, des plantations forestières variées et des expérimentations d'îlots type Miyawaki.

Le gave de Pau, constitue un des derniers territoires en France et en Europe sur lequel il s'avère possible de restaurer durablement une population de saumon atlantique. L'institution Adour se saisit de la question des obstacles à la migration des poissons que constituent ses seuils. Elle engage leur réhabilitation en vue de restaurer la **continuité écologique du gave de Pau**, dans une démarche couplée avec le projet de valorisation des Eaux Vives porté par la CCPN. 5 seuils sont concernés sur le territoire du Pays de Nay (Asson, Assat, Mirepeix, Nay et Baudreix). En parallèle, les autres seuils devront être mis en conformité par les exploitants hydrauliques privés (Montaut, Igon, etc.).

Des acteurs économiques du territoire sont engagés dans des démarches de responsabilité sociétale des entreprises et soutiennent des actions de replantations, de vergers notamment (figuiers).

Vigilances environnementales

-

Objectifs chiffrés

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Permettre la séquestration de 44,1% des émissions de GES grâce à la végétalisation	Restauration des continuités écologiques par l'Institution Adour Elaboration de la stratégie Patrimoine Naturel Inventaire pédologique des zones humides
2030	Permettre la séquestration de 48,4% des émissions de GES grâce à la végétalisation	A compléter
2050	Permettre la séquestration de 108,1% des émissions de GES grâce à la végétalisation	A compléter

Objectifs qualitatifs

Limiter les impacts du changement climatique
Préserver la biodiversité
Réduire les consommations énergétiques liées à l'éclairage public

Pilotage

Cible principale	Tous les usagers du territoire, communes, agriculteurs, acteurs du tourisme
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay, communes (trame Noire)
Partenaires	Communes, Conservatoire d'Espaces Naturels de Nouvelle-Aquitaine, CAUE, AEAG, Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, Chambre d'Agriculture du 64 et 65, syndicat mixte du Bassin du Gave de Pau, Institution Adour, Agence de l'Eau, pôle métropolitain du Pays de Béarn, ONF, COFOR, CRPF, Fibois, Départements 64 et 65, Agence Régionale de la Biodiversité Nouvelle-Aquitaine, OFB, DREAL, SAFER
Moyens humains	Direction service Urbanisme-Aménagement de l'espace chargé de mission Transition climatique technicien GEMAPI
Moyens techniques	Accompagnement par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Nouvelle-Aquitaine et le CAUE Bureau d'études pour l'inventaire pédologique des zones humides
Budget	2022 - 2023 : Elaboration de la stratégie Patrimoine Naturel : 34 150 € 2022 – 2024 : Inventaire pédologique des zones humides : 200 k€, dont 20% de reste à charge pour la CCPN 2021-2023 : restauration des continuités écologiques par l'Institution Adour : 3 925 k€ HT sur le Pays de Nay, dont 3 390 k€ HT, pour la restauration de la continuité écologique et 535 k€ HT pour la réparation des seuils
Financement mobilisable	Elaboration stratégie Patrimoine Naturel : 70% Région Nouvelle-Aquitaine, 10% FEADER Inventaire pédologique des zones humides : 80% AE Adour Garonne FREDON, FARDA, Ministère de l'agriculture et de l'alimentation (« Développer les jardins partagés et collectifs »), Banque des territoires (« Accompagnement à l'amorçage d'une feuille de route relative à la transition écologique - SGREEN »)

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET

Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
	x	x	x	x		

Indicateurs de suivi

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Linéaires de haies crées / surfaces dédiées à de la renaturation libre / surfaces replantées	Nombre de seuils réhabilités pour la continuité écologique sur le gave de Pau et ses affluents	Surfaces désimperméabilisées

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 4.3 : AUGMENTER LE POTENTIEL DE SEQUESTRATION CARBONE EN FAVORISANT L'USAGE DES MATERIAUX BIOSOURCES DANS LA CONSTRUCTION

Contexte et références

L'inventaire de la Trame Verte et Bleue réalisé en 2020 par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Nouvelle-Aquitaine a mis en avant que près de 50% du territoire du Pays de Nay sont couverts par des boisements. Outre environ 6 000 ha de forêt communale relevant du régime forestier, ces boisements se caractérisent par un morcellement de la forêt privée (sur la partie plaines-coteaux) et de forts contrastes topographiques (montagne-plaines-coteaux).

Une étude récente de la DDTM 64 (2020) fait état d'une croissance nette de la forêt importante. La ressource disponible peut, de prime abord, constituer une opportunité, mais il reste à affiner ses utilisations et sa mobilisation potentielles, notamment dans le secteur privé. En parallèle, la filière économique connait une diminution du nombre d'entreprises de travaux forestiers et beaucoup de scieries ont fermé leurs portes (seuls 2 établissements perdurent sur le Pays de Nay).

Si les débouchés économiques ne sont pas circonscrits au seul « bois énergie », les autres secteurs ne sont pas très dynamiques. Par exemple, le bois d'œuvre local n'est quasiment pas, ou peu valorisé. Le secteur souffre d'un manque de main d'œuvre qualifiée, et de peu de dispositifs d'aide ou de soutien à l'installation.

Or le bois est un matériau renouvelable qui séquestre et stocke durablement le carbone. Il se substitue à d'autres matériaux (ciment, béton, acier, etc.) au processus de fabrication et de mise en œuvre fortement émetteur de CO2.

L'élu peut avoir un effet de levier sur la filière forêt-bois locale. Il s'agit donc ici, d'une part, de mesurer le potentiel économique réel de la filière et ainsi connaitre les possibilités de consommation locales et, d'autre part, d'intégrer le bois local dans la création et la réhabilitation de constructions publiques.

Par ailleurs, le déploiement de ces nouvelles techniques et la montée en compétence d'artisans locaux devrait permettre un usage élargi de matériaux biosourcés tels que la laine de bois, le chanvre, la paille… pour la construction et l'isolation des bâtiments. Ces matériaux présentent souvent des caractéristiques thermiques et hygrométriques particulièrement performantes et améliorant le confort d'été et d'hiver des logements.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 2.3 - 55	Lien avec d'autres documents	-	Lien avec d'autres actions du PCAET	2.5

Descriptif

- Amélioration de la connaissance de la ressource : le **Plan d'Approvisionnement Territorial Bois.** Le Pôle Métropolitain du Pays de Béarn porte pour ses membres l'élaboration de cet outil d'aide à la décision pour les élus et acteurs de la filière. Il s'agit ici de :
  - Améliorer la connaissance de la ressource forestière locale et de sa consommation, au niveau du territoire et de ses massifs ;
  - Déterminer le potentiel de développement et de mobilisation du bois énergie et du bois d'œuvre dans un horizon proche ;
  - Fournir des éléments de diagnostic sur le bilan carbone des espaces forestiers du territoire ;
  - Evaluer les moyens et les infrastructures nécessaires pour améliorer la mobilisation du bois et optimiser la filière (desserte, plateforme de stockage…) ;
  - Etablir un plan d'actions avec une vision d'ensemble et une approche territoriale.

- **Exploitation des forêts communales** : les forêts communales relevant du régime forestier font l'objet de plans de gestion proposant une programmation de coupes sur 15-20 ans soumises à validation des communes propriétaires. Une estimation du bois d'œuvre disponible issu de ces forêts est donc possible à l'échelle de la

CCPN. Des contraintes à la mobilisation de ces bois sont toutefois présentes (faible nombre d'entreprises d'exploitation forestière, problème d'accès à certaines parcelles). Ces contraintes pourront être abordées par le **Plan d'Approvisionnement Territorial Bois.**

- **Exploitation des forêts privées** : La propriété forestière privée du territoire est morcelée. C'est un frein à la gestion forestière qu'il faut s'efforcer de lever par le regroupement des propriétaires forestiers privés pour que les surfaces boisées puissent être gérées durablement. Depuis 2013, le CRPF a initié sur le Pays de Nay une action de sensibilisation et d'animation de la propriété privée. Cette action a notamment permis la création d'un groupement de propriétaires, l'ASL forestière du Pays de Nay, action de regroupement pour la mise en gestion des parcelles boisées et la structuration de chantiers collectifs d'amélioration du capital boisé, dans le cadre d'une gestion durable des espaces forestiers. Cette action est à renforcer. Pour cela, une action de sensibilisation, d'animation et de vulgarisation à la sylviculture est nécessaire ainsi qu'un appui pour les propriétaires au regroupement de chantiers (proposition de diagnostics forestiers, réunions publiques de sensibilisation, regroupement des propriétaires pour des chantiers d'exploitation forestière). Une action de mise en marché et d'exploitation des coupes de bois peut être couplée avec la forêt communale pour des exploitations forêt privée/forêt publique. Le CRPF propose aussi aux propriétaires privés des formations à la gestion forestière par le biais du FOGEFOR. Une telle action pourrait aussi être mise en place sur le territoire du Pays de Nay en lien avec d'autres acteurs (COFOR, ONF).

- **Sensibilisation et accompagnement des collectivités à l'utilisation du bois dans les projets de construction et réhabilitation** : L'Union Régionale des Communes Forestières (URCOFOR) et l'interprofession du Bois, fortes de l'expérience du programme national « 100 constructions publiques en bois local », proposent d'accompagner les maîtres d'ouvrages publics pour intégrer du bois local dans leurs projets : sensibilisation des élus, accompagnement des collectivités dans leur projets de construction, réhabilitation et rénovation, dans l'application du Code des Marchés publics, aide à la décision et valorisation des projets. L'intégration du bois local dans les projets pourra être facilitée par la récente mise en place de la marque de certification « Bois des Pyrénées » ;

  La communauté de communes sollicite l'accompagnement de l'UR-COFOR pour **étudier les possibilités de recourir au bois local dans ses projets prochains de constructions et d'équipements** (rénovation/extension du chalet du Soulor, équipements cyclables…).

- **Information des particuliers sur l'écoconstruction**, en amont de l'élaboration de leur projet. Différents outils et partenariats sont d'ores et déjà en place :

  - **Charte architecturale et paysagère** du Pays de Nay qui comprend des recommandations sur l'usage des matériaux traditionnels ;
  - **CAUE 64** (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement) : cette structure propose aux particuliers un service gratuit d'assistance et de conseil afin d'assurer, le plus en amont possible, la qualité architecturale des constructions ;
  - **Service de la Performance Energétique de l'Habitat (SPEH) Montagne Béarnaise** : ce service public local du dispositif **France Rénov'** accompagne gratuitement les ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation thermique. Leur conseil technique permet de mettre en avant les isolants biosourcés tels que, par exemple, la laine de bois (de meilleure inertie thermique que la laine de verre), améliorant ainsi le confort d'été et d'hiver (voir *Action 2.5 : Réduire la consommation énergétique dans les bâtiments*). Les actions de sensibilisation et animation auprès des professionnels du bâtiment permet de promouvoir l'utilisation des matériaux biosourcés et leur montée en compétence sur ces techniques.

Vigilances environnementales

Vigilances quant à la dégradation de la qualité paysagère ou patrimoniale ; la production de déchets supplémentaires ; l'artificialisation d'espaces pour la réalisation d'infrastructures, la dégradation des milieux naturels et des continuités écologiques.

Objectifs chiffrés

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Pas d'objectif chiffré pour cette action	A compléter
2030	Pas d'objectif chiffré pour cette action	A compléter
2050	Pas d'objectif chiffré pour cette action	A compléter

Objectifs qualitatifs

Diminuer la dépendance aux énergies fossiles par l'utilisation de matériaux carbonés
Inscrire le patrimoine dans son environnement
Travailler en lien avec les acteurs régionaux de la filière

Pilotage

Cible principale	Communes, Communauté de communes, habitants, professionnels de l'exploitation forestière et de la construction, propriétaires forestiers
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay, Pôle métropolitain Pays de Béarn, SPEH Montagne Béarnaise
Partenaires	Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, Départements 64 et 65, Communes, ONF, COFOR, CRPF, Fibois, Chambre d'Agriculture, CAUE
Moyens humains	chargé de mission Transition climatique SPEH Montagne Béarnaise Service Commande publique Accompagnement COFOR dans le cadre du programme « 100 constructions publiques en bois local » (financé par France bois forêt et la Région Nouvelle-Aquitaine en 2022)
Moyens techniques	
Budget	PAT : à chiffrer Sensibilisation des collectivités à l'utilisation du bois : adhésion à l'URCOFOR, 500€ Information des particuliers sur l'écoconstruction, adhésion CAUE : 1300 €
Financement mobilisable	Programme SARE de la Région Nouvelle-Aquitaine pour le SPEH Montagne Béarnaise

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET

Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
	x	x	x	x		

Indicateurs de suivi

Part des matériaux biosourcés utilisés pour la construction (%)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Annexes

ANNEXE A L'ACTION 1.1 SUR LA REALISATION D'UN « PORTER A CONNAISSANCE » POUR MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME COMMUNAUX AVEC LE PCAET

Contexte et références

Outre par le PCAET, le Pays de Nay est couvert par un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), document de planification de l'aménagement du territoire voté en 2019 pour une quinzaine d'année. Ce schéma constitue un cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'habitat, de déplacements, de développement commercial, d'organisation de l'espace, de biodiversité et de paysages, etc. Ce document défini des orientations de développement durable qui trouvent leur traduction directe et opérationnelle dans le PCAET. Les documents d'urbanisme communaux (plan local d'urbanisme, carte communale) doivent être compatibles avec le PCAET. La planification territoriale devra évoluer pour intégrer les principes de la loi Climat et Résilience et de « l'Urbanisme frugal », avec notamment pour objectif le Zéro Artificialisation Nette (ZAN) à l'horizon 2050.

La présente fiche a pour vocation de porter à connaissance des communes les recommandations portées par le PCAET et qu'il serait souhaitable de transcrire dans les documents d'urbanisme communaux à travers les outils qui leur sont propres : emplacements réservés, orientations d'aménagement et de programmation, zonage d'urbanisme et dispositions réglementaires, espaces boisés classés à préserver ou à créer, éléments paysagers / sites et secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme, protection d'éléments boisés après inventaire paysager et enquête publique (communes en Règlement National d'Urbanisme ou carte communale), etc.

Descriptif

- **Mobilité**
  - Sobriété dans les déplacements : les communes sont invitées à structurer leur développement urbain au plus proche des centres-bourgs. L'objectif recherché est de rapprocher les habitants des services, commerces de proximité, équipements publics, ainsi que des infrastructures de mobilité alternative à la voiture (haltes/gare ferroviaires, arrêts de cars interurbains ou du transport à la demande, pistes cyclables, aires de covoiturage, etc.). L'émergence de commerces ou services de proximité dans les extérieurs des villages, souvent dépendants à l'automobile, est à éviter. Il est recommandé de réglementer le seuil maximum de stationnement par logement/construction et de le hiérarchiser selon la hiérarchie urbaine (centre-bourgs / villages / hameaux / etc.).
  - Alternatives à la voiture individuelle : La reconstitution d'un réseau de cheminements doux de qualité, à même d'encourager ces pratiques est à rechercher dans la requalification de la trame bâtie existante et l'articulation avec les projets futurs.
- **Rationalisation de la production de chaleur :** la distance entre gros consommateurs est souvent un frein à la création d'un équipement commun de production de chaleur. Intégrée en amont de la réflexion d'urbanisme, l'implantation de zones d'habitations, d'activités, etc. à proximité d'infrastructures existantes ou à venir peut favoriser la mutualisation de la production de la chaleur, y compris dans les villages de petite taille. Il est recommandé par ailleurs d'étudier les opportunités de création de réseaux collectifs, et d'identifier les sites potentiels d'accueil des centrales productrices d'énergies (chaufferies).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

- **Empreinte écologiques des bâtiments et adaptation des espaces publics :** pour le bâti en général, et celui des équipements publics en particulier, le document d'urbanisme devra permettre leur évolution pour faciliter leur rénovation énergétique et l'amélioration de leur confort l'été. Les PLU pourront imposer dans les futurs espaces partagés, publics ou dans le cadre de lotissements, le maintien d'espaces perméables, végétalisés et/ou arborés, de clôtures végétales pour limiter la concentration de la chaleur et mieux gérer les circulations d'air dans l'espace routier des lotissements, le recours à des systèmes d'éclairage public respectueux de la trame noire (corridor écologique propice à la vie nocturne), etc. Ils pourront également proposés des systèmes de bonifications (par exemple dérogations aux règles de hauteurs ou de constructibilité) pour des bâtiments atteignant des performances très élevées.
- **Alimentation locale :** préserver de l'urbanisation les terres contribuant à la souverainement alimentaire du territoire telles que celles à forte valeur agronomique pour y maintenir ou y développer des cultures vivrières (plaine maraîchère), les prairies supports de l'élevage, l'espace autour des bâtiments abritant des animaux, etc.
  Les documents d'urbanisme pourront réserver des espaces pour l'émergence de jardins d'initiative citoyenne.
- **Accès à la ressource en eau :** préserver de l'urbanisation les zones humides, sources et captages d'eau potable. Utiliser les outils de la planification pour préserver ou reconstituer les haies champêtres qui contribuent à la rétention de l'eau dans les sols. Préserver de l'urbanisation la ceinture verte autour des villages et son accès à des équipements d'irrigation.
- **Biodiversité :** les documents de planification disposent d'outils pour protéger de la pression foncière des espaces permettant l'adaptation du territoire au changement climatique tels que les haies, les bosquets, les zones humides, les îlots de nature en ville, les toitures végétalisées, etc. Ces éléments agiront durablement sur le cadre de vie, le bien-être et la santé des habitants du Pays de Nay à travers la biodiversité, les paysages et l'apport de fraicheur. Une attention particulière à la perméabilité à la petite faune des clotures pourra être apportée.
  Les outils à mettre en œuvre dans les documents de planification pourront être complétés après l'élaboration du schéma Patrimoine Naturel.
  Les communes sont d'ores et déjà invitées à sortir du potentiel urbanisable toute zone aujourd'hui réputée humide dans l'attente de l'inventaire en cours par la CCPN.
- **Production d'énergie renouvelable :** en cohérence avec le SCoT et les zones validées par les Comités Régionaux de l'Energie, intégrer les zones d'accélération des énergies renouvelables proposées dans le cadre de la loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, dite loi « APER » : zones sectorisées, adaptation des règles d'urbanisme, prise en compte des déplacements induits, etc. Il conviendra de tenir compte des enjeux de préservation du patrimoine paysager, agricole et naturels tels qu'identifiés par le SCoT du Pays de Nay.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NAY

PAE Monplaisir – 64800 Benejacq

PLAN CLIMAT AIR
ENERGIE TERRITORIAL

Date de diffusion : 02/12/2022

Plan d'actions Air du PCAET de la Communauté de Communes du Pays de Nay

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

MAITRISE D'OUVRAGE :

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NAY
PAE MONPLAISIR
64800 BENEJACQ

Agnès VIGNAU
Responsable du Service Urbanisme
T 05 59 61 11 82
@ a.vignau@paysdenay.fr

ASSISTANCE À MAITRISE D'OUVRAGE :

ALTEREA
26, Boulevard Vincent Gâche
CS 17502
44275 NANTES CEDEX 2
T 02 40 74 24 81

Pierre-Louis GARCIA
LE FLOCH
Coordinateur d'études
Conseiller Territoire Engagé
Climat Air Energie
T 07 57 09 55 57
@ plgarcia@alterea.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

SOMMAIRE

1 PREAMBULE 4

2 LA QUALITE DE L'AIR SUR LE TERRITOIRE DE PAYS DE NAY 5

3 LA STRATEGIE « AIR » DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NAY 7

4 LE PLAN D'ACTIONS SUR LA QUALITE DE L'AIR 10

4.1 ACTION 4.1 RENFORCER LES LIAISONS ENTRE COMMUNES EN PROPOSANT UNE OFFRE ALTERNATIVE AUX TRANSPORTS CARBONES **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

4.2 ACTION 4.2 DEVELOPPER L'USAGE DES MODES ACTIFS **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

4.3 ACTION 4.3 RENFORCER L'USAGE DES TRANSPORTS EN COMMUN **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

4.4 ACTION 4.4 ACCOMPAGNER LE DEPLOIEMENT DES MOTORISATIONS PROPRES **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

1 PREAMBULE

L'article 85 de la Loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) a renforcé le volet « air » des PCAET en y introduisant un Plan d'action de réduction des émissions de polluants atmosphériques, contenant des obligations de moyens et de résultats. Ces éléments sont codifiés au 3° du II de l'article L. 229-26 du code de l'environnement.

Dans ce cadre, ATMO Nouvelle-Aquitaine a réalisé un guide[1] relatif à la réalisation du plan de réduction des émissions de polluants atmosphériques du PCAET.

Des objectifs de réduction des émissions de polluants atmosphériques sont définis à l'échelle nationale par le Plan national de Réduction des Polluants Atmosphériques (PREPA). Ces objectifs, fixés aux horizons 2020 et 2030 (par rapport à 2005) par type de polluant atmosphérique, sont les suivants :

Polluants	2020	2030
SO_2	- 55%	- 77%
NOx	- 50%	- 69%
COVNM	- 43%	- 52%
NH_3	- 4%	- 13%
$PM_{2,5}$	- 27%	- 57%

Tableau 1 : Objectifs de réduction des émissions de polluants atmosphériques fixés pour la France (Source : PREPA)

La loi Climat et Résilience, publiée au JO le 24 août 2021, vient par ailleurs renforcer les ZFE-m en prévoyant leur mise en place dans les agglomérations de plus de 150 000 habitants d'ici fin 2024. D'après l'arrêté du 22 décembre 2021 établissant les listes d'agglomérations de plus de 100 000, 150 000 et 250 000 habitants, le territoire du Pays de Nay n'est donc pas concerné par cette obligation.

Dans le cadre de son Plan Climat, la Communauté de Communes a toutefois pris soin d'intégrer ce volet « air » durant toutes les phases d'élaboration :

- Lors de la phase Diagnostic, avec l'étude précise des émissions de polluants par typologie. Une comparaison avec les émissions régionales a été réalisée et les cartographies permettant de localiser les concentrations de polluants sur le territoire ont été intégrées lorsqu'elles étaient disponibles ;
- Lors de la phase Stratégie, avec la prise en considération des émissions de polluants dans le choix des orientations et la simulation pour les polluants réglementaires d'une trajectoire « minimale » en matière de réduction des émissions (les données disponibles ne permettant pas de simuler l'impact de toutes les orientations définies en matière de polluants, seule une partie des orientations ont pu être intégrées à ce calcul) ;
- Dans le cadre de l'évaluation environnementale, avec une analyse spécifique des incidences probables de la mise en œuvre de la Stratégie puis du Plan d'Actions en matière de qualité de l'air et la formulation de recommandations associées, dont plusieurs ont été reprises dans la version actuelle du Plan Climat.

A la lueur de ces éléments, il était donc naturel pour la collectivité de continuer à intégrer pleinement le sujet de la qualité de l'air dans son Plan d'Actions.

[1] *Etudier, anticiper, agir pour la qualité de l'air*, octobre 2022

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

2 LA QUALITE DE L'AIR SUR LE TERRITOIRE DE PAYS DE NAY

Les émissions de polluants atmosphériques sur le territoire ont été transmis par ATMO Nouvelle-Aquitaine et ATMO Occitanie et intégrées dans l'outil PROSPER.

A l'échelle du territoire de la CCPN, l'agriculture constitue le secteur responsable de la plus grande part de polluants (63%), du fait du poids important de ce secteur dans l'économie locale. Le graphique ci-après représente la répartition des émissions de polluants atmosphériques sur le territoire, par source de polluant et par secteur.

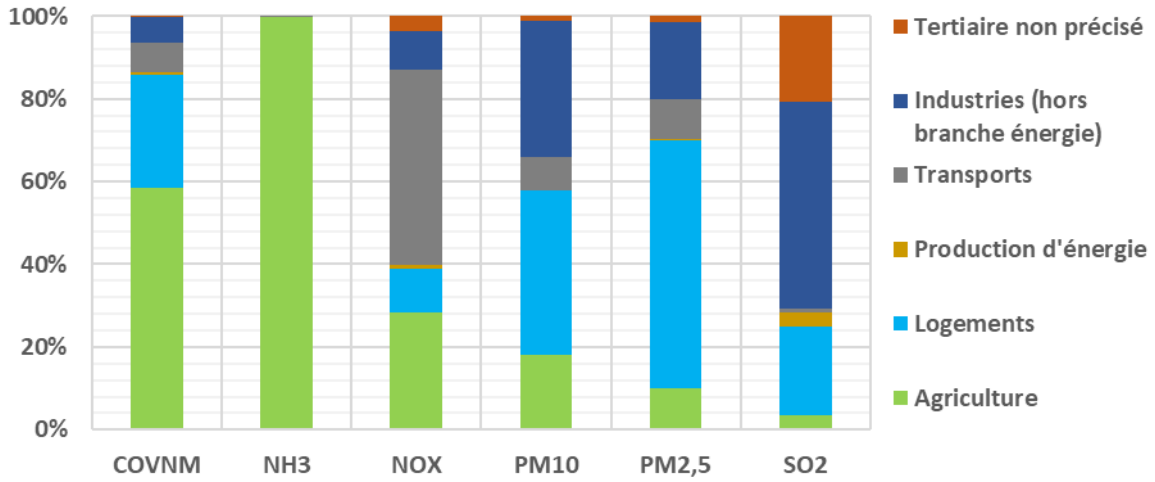


Figure 1 : Répartition des émissions de polluants par secteur
(Source : ATMO Nouvelle-Aquitaine et Occitanie données 2014, réalisation ALTEREA)

La filière agricole est ainsi le secteur le plus émetteur de composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) et d'ammoniac (NH_3) avec respectivement 58,4% et 99,8% des émissions. Il est le second plus émetteur en oxydes d'azote (NO_x) avec 28,5% des émissions.

Le secteur du transport (17% des émissions de polluants) pèse également lourdement sur plusieurs types d'émissions, et notamment sur l'oxyde d'azote et les particules fines. Ce secteur émet ainsi 47,3% des NO_x du territoire, 8% des PM_{10}, et 9,5% des $PM_{2,5}$.

Le secteur logement pèse également lourdement sur plusieurs types d'émissions : il est le premier émetteur en $PM_{2,5}$ (60%) et PM_{10} (40%). Il est le second plus émetteur en COVNM avec 27% des émissions. Ces émissions domestiques sont souvent liées à des installations de chauffage vétustes, ne répondant pas aux normes actuelles.

L'industrie (hors branche énergie) joue pour sa part un rôle important dans les émissions de dioxyde de soufre et de PM_{10}. C'est le premier émetteur de SO_2 et le deuxième de PM_{10} avec respectivement 50% et 32 % des émissions.

D'après ATMO Nouvelle-Aquitaine, le département des Pyrénées-Atlantiques a connu 6 alertes de pollution en 2017, au niveau « Informations de recommandations ». Cinq de ces vigilances pollution concernent les SO2, et une les PM10.

Malgré quelques alertes de pollution (SO2 et PM10), la qualité de l'air sur le territoire est évaluée comme bonne par ATMO Nouvelle-Aquitaine. Le sujet est encore peu connu du grand public et des actions de sensibilisation seront à mener. Même si certains polluants nécessitent des actions à part entière, dans bien des cas, les actions menées en faveur de la réduction des consommations et des émissions de GES contribuent à la réduction des polluants atmosphériques.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

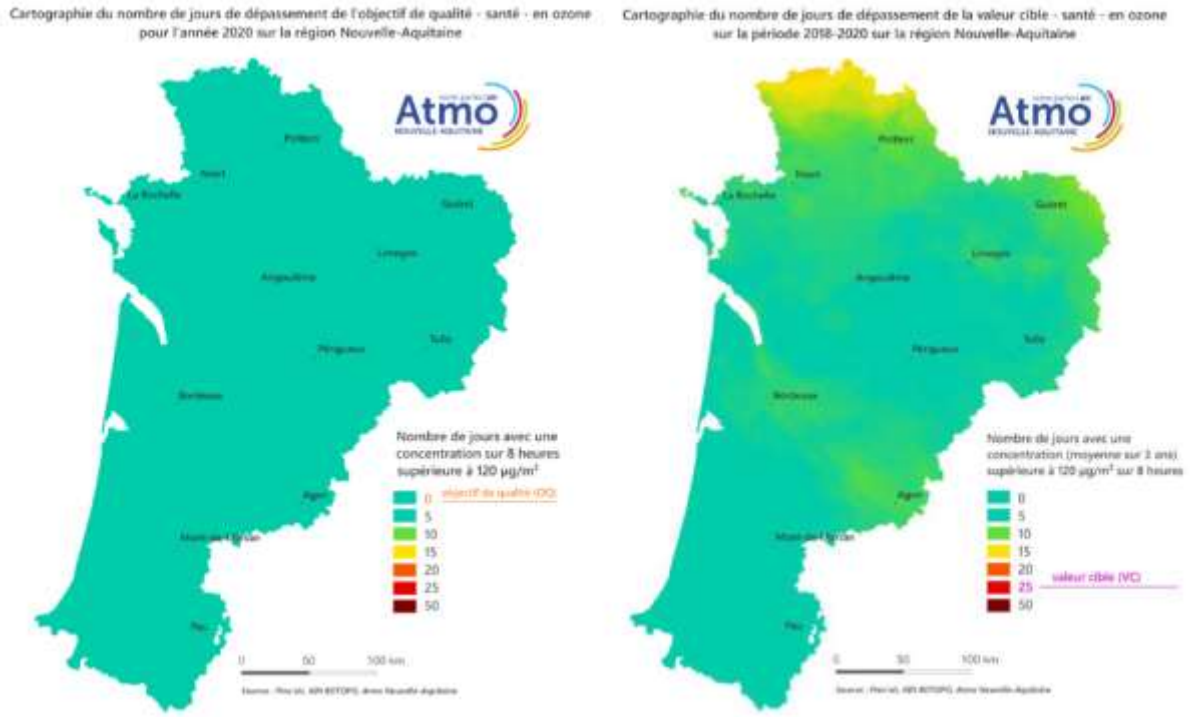


Figure 2 : Cartographies du nombre de jours de dépassement de l'objectif qualité-santé – en ozone pour l'année 2020 (à gauche) et du nombre de jours de dépassement de la valeur cible - santé - en ozone sur la période 2018-2020 (à droite) sur la région Nouvelle-Aquitaine
Source : ATMO Nouvelle-Aquitaine

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

3 LA STRATEGIE « AIR » DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NAY

Les actions du PCAET permettront à la collectivité de réduire les émissions de polluants atmosphériques. La Communauté de Communes s'aligne sur l'objectif de respect de la réglementation européenne en matière de polluants.

La lutte contre la pollution de l'air est un enjeu fort pour les habitants et les acteurs du territoire. Elle s'appuie en premier lieu sur une évolution très forte des pratiques de déplacements (réduction des déplacements motorisés et des distances parcourues, mais aussi changement de motorisation, notamment en faveur de l'électrique, non émettrice de polluants).

Plusieurs pistes d'actions envisagées concourent à l'objectif de réduire les émissions de polluants atmosphériques. Le secteur des transports routiers, premier émetteur de NOx (47,3% des émissions) sera la cible prioritaire d'action de réduction de ces dernières. Par exemple, le remplacement projeté de déplacements effectués avec des véhicules essence par des véhicules électriques ou des mobilités actives permet de supprimer les émissions de NOx. En effet, les mobilités actives ne sont émettrices d'aucun polluant atmosphérique lors de leur usage et l'électricité n'émet que 0,03tNOx/GWh (lié à la production de l'électricité et non lors de l'usage). De même, les effets sur les émissions de particules fines (PM_{10} et $PM_{2.5}$) sont assez importants.

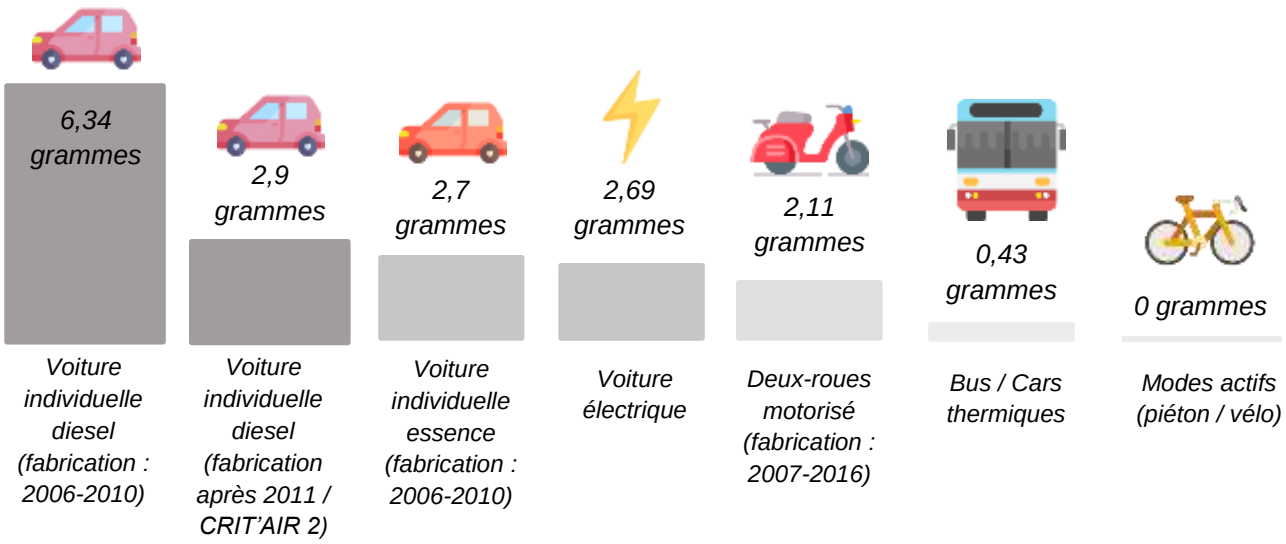


Figure 3 : Émissions de PM_{10} pour 100 km parcourus, selon le mode de déplacement utilisé et la date de fabrication (Source : CITEPA, AirParif, ALTEREA)

Par ailleurs, la réduction de l'utilisation d'engrais minéraux lié au secteur agriculture, deuxième secteur émetteur de NOx avec 28,5%, devra être importante. Enfin la substitution des chauffages au fioul fortement émetteurs de polluants, devrait permettre de réduire la pollution globale de l'air sur le territoire.

Plusieurs actions dont le but premier est la baisse de la consommation énergétique ou des émissions de GES auront donc également des effets subsidiaires sur la qualité de l'air.

Enfin, le développement du couvert végétal du territoire permettra de limiter les effets de la pollution (pouvoir « filtrant » de certains types de végétaux).

En dépit de ces impacts positifs, il est difficile d'estimer des niveaux d'émissions de polluants à l'horizon 2050. En effet, la qualité de l'air dépend des émissions, mais il n'y a pas de lien simple et direct entre les deux. La qualité de l'air résulte d'un équilibre complexe entre la quantité de polluants rejetée dans l'air et toute une série de phénomènes auxquels ces polluants vont être soumis une fois dans l'atmosphère sous

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

l'action de la météorologie : transport, dispersion sous l'action du vent et de la pluie, dépôt ou réactions chimiques des polluants entre eux ou sous l'action des rayons du soleil.

Ainsi à partir d'émissions de polluants équivalentes en lieu et en intensité, les niveaux de polluants dans l'environnement peuvent varier d'un facteur cinq suivant les conditions météorologiques plus ou moins favorables à la dispersion, ou au contraire à la concentration de ces polluants. La connaissance de ces émissions est donc primordiale pour la surveillance de la qualité de l'air. [2]

À l'échelle nationale, la comptabilisation des effets des actions de la transition énergétique en matière d'émissions de polluants souffre en particulier du manque d'une base de données officielle recensant les facteurs d'émissions par type de véhicule et de motorisation selon chaque polluant pour pouvoir calculer rigoureusement les baisses d'émissions de polluants attendus par le biais de la stratégie définie.

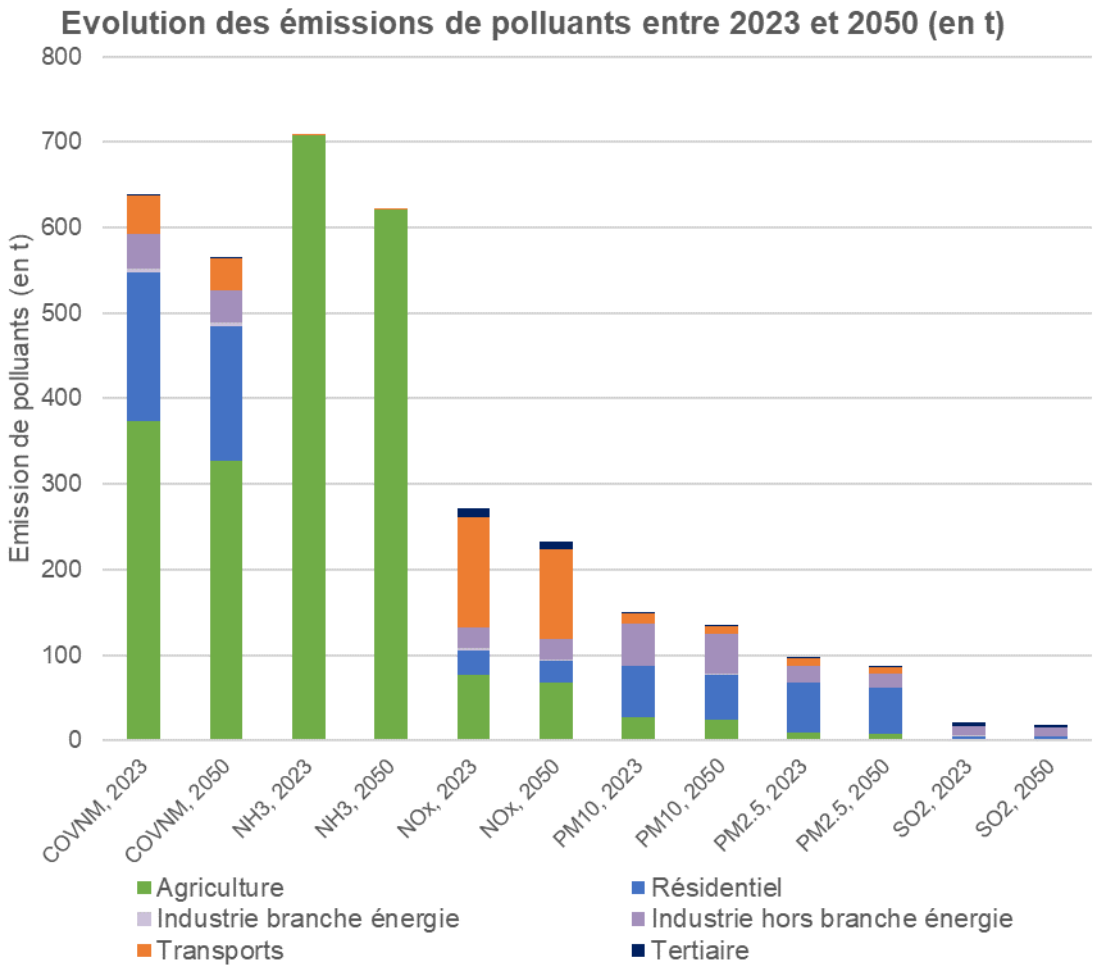


Figure 4 : Evolution des émissions de polluants par secteur entre 2023 et 2050, basée sur la baisse préconisée pour la sobriété énergétique
(Source : ALTEREA)

[2] Source : AirParif : https://www.airparif.asso.fr/pollution/emissions-ou-concentrations

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

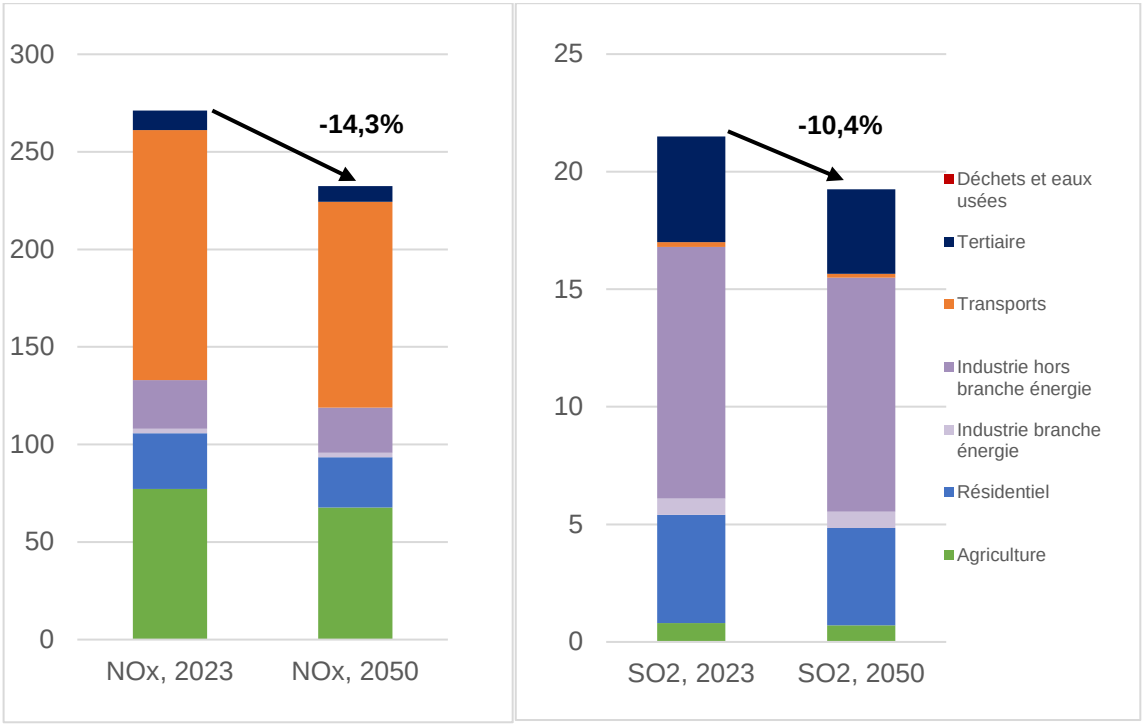


Figure 5 : Evolution des émissions de Nox et SO2 (en t) par secteur entre 2023 et 2050, basée sur la baisse préconisée pour la sobriété énergétique.

(Source : ALTEREA)

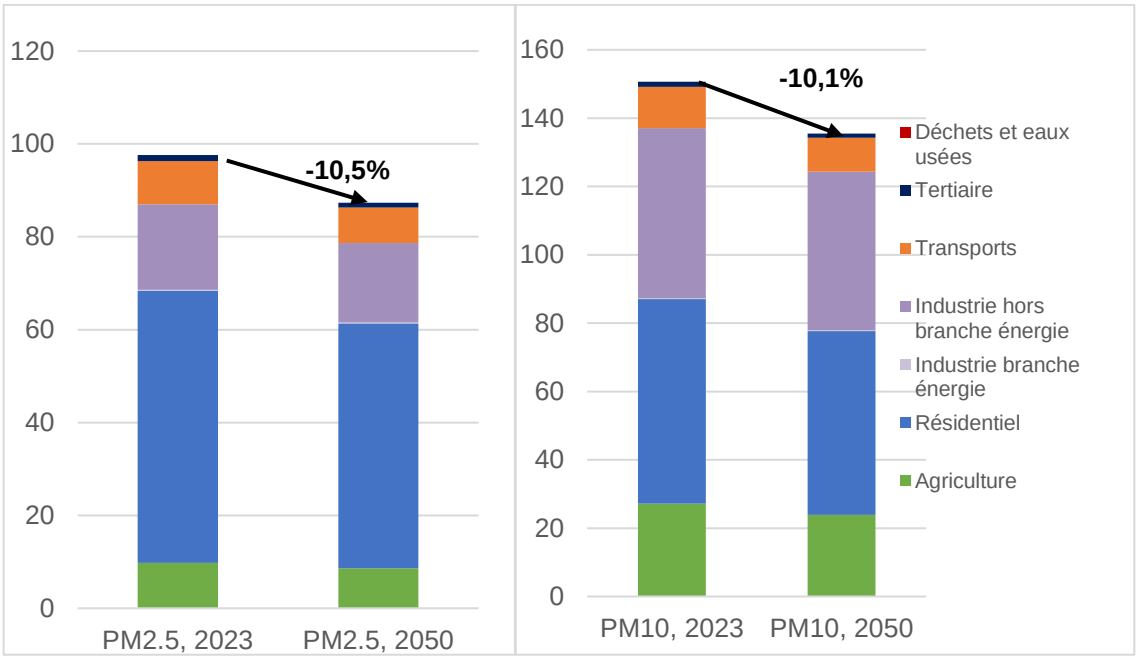


Figure 6 : Evolution des émissions de PM2.5 et PM20 (en t) par secteur entre 2023 et 2050, basée sur la baisse préconisée pour la sobriété énergétique.

(Source : ALTEREA)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

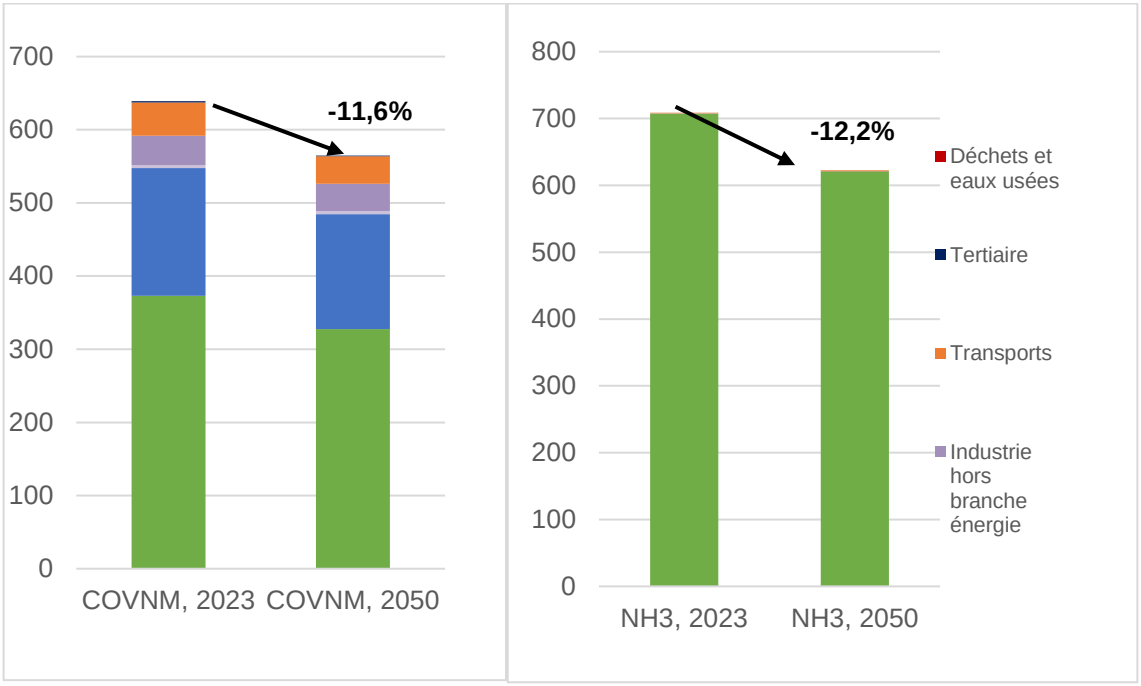


Figure 7 : Evolution des émissions de COVNM et NH3 (en t) par secteur entre 2023 et 2050, basée sur la baisse préconisée pour la sobriété énergétique.

(Source : ALTEREA)

4 LE PLAN D'ACTIONS SUR LA QUALITE DE L'AIR

Dans un soucis de lisibilité et de transversalité, le programme d'actions du PCAET intègre l'ensemble des actions, y compris les actions rejoignant le plan d'actions sur la qualité de l'air. Sur chaque fiche, est ainsi explicité dans la rubrique « Lien de l'action avec les thématiques du PCAET » une case « Qualité de l'Air » permettant d'identifier facilement les actions concernées.

Les actions avec un impact fort attendu sur la qualité de l'air qui contribuent donc de manière explicite au Plan d'Actions Air de la CCPN sont les suivantes :

- Action 2.1 : Rapprocher les habitants de l'emploi et des services
- Action 2.2 : Augmenter la fréquentation des transports en commun
- Action 2.3 : Réduire la part de l'autosolisme en développant les mobilités douces
- Action 2.4 : Aménager les conditions d'une mobilité partagée
- Action 3.3 : Pratiquer un tourisme durable

Seules ces actions sont retranscrites ci-après ; il convient cependant de souligner que la grande majorité des autres actions contribue également à la réduction des émissions de polluants, même si leur impact est moindre ou plus localisé.

Les moyens précisés sur les fiches actions sont ceux « validés » ou « acquis » à la date de l'arrêt du Plan Climat de la Communauté de Communes ; ils pourront être revus à la hausse selon les opportunités et les arbitrages techniques et financiers qui seront réalisés au cours de la mise en œuvre de chacune des actions.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 2.1 : RAPPROCHER LES HABITANTS DE L'EMPLOI ET DES SERVICES

Contexte et références

Un des premiers leviers pour agir sur la réduction des distances parcourues en voiture individuelle, est d'éviter les déplacements qui peuvent l'être, et notamment de réduire les distances parcourues par les habitants du territoire pour l'accès à l'emploi et aux services.

Concernant les déplacements professionnels, la crise sanitaire du COVID19 a permis de faire évoluer les mentalités et préjugés sur le **télétravail** en prouvant qu'en organisant et cadrant bien cette pratique, elle est une alternative possible. De plus en plus d'entreprises l'introduisent dans leur modèle de gestion du personnel. La CCPN s'inscrit dans cette démarche. L'aménagement numérique du territoire avec la fibre optique est en cours de finalisation, ce qui permettra d'améliorer la performance du réseau et lèvera ce frein technologique.

Le télétravail se pratique à domicile ou dans des **tiers-lieux**, locaux et ensemble de services à disposition des habitants qui le souhaitent. Des projets, plus ou moins avancés, sont prévus dans des communes du territoire.

Le SCoT du Pays de Nay prévoit le maintien et le développement de l'offre d'équipements et services de santé, sociaux et d'éducation, une réponse au déficit d'équipements culturels et le maintien des services publics en milieu rural.

Le **maintien ou la création de ces services** contribue à réduire les déplacements vers les grosses agglomérations de Pau, Tarbes ou Lourdes. Ainsi, sur le Pays de Nay, les habitants bénéficient d'une Maison France Services labellisée, d'une antenne de la Trésorerie, d'un réseau de praticiens médicaux et paramédicaux…, ainsi que d'un dispositif de soutien de ces activités afin de leur conserver leur attractivité en zone rurale (plateforme alternative d'innovation santé PAÏS pour optimiser la gestion des périodes de gardes). Un centre culturel est en construction.

Le déploiement national du recours aux **services dématérialisés** contribue à cette réduction des flux.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 3.4 - 80	Lien avec d'autres documents	-	Lien avec d'autres actions du PCAET	Action 2.3

Descriptif

- **Créer les conditions favorables pour inciter à la pratique du télétravail :**
  - Terminer l'aménagement numérique du territoire ;
  - La CCPN, une collectivité qui montre l'exemple. La collectivité a engagé la réflexion pour mettre en œuvre cette pratique au sein de ses services, sur la base du volontariat ;
  - Créer des espaces de travail partagés **:** plusieurs projets sont évoqués à ce jour sur le territoire : Nay (centre culturel, Gibert), Lestelle-Bétharram, Bordes, Aéropolis (tiers-lieu industriel - Technocentre, voir ***Erreur ! Source du renvoi introuvable.***)…

- **Maintenir les services locaux sur le territoire :** sur le Pays de Nay, les habitants bénéficient d'une Maison France Services labellisée, d'une antenne du Trésor Public, de bureaux et points de contact La Poste, d'un réseau de praticiens médicaux et paramédicaux…, ainsi que d'un dispositif de soutien de ces activités afin de leur conserver leur attractivité en zone rurale (plateforme alternative d'innovation santé PAÏS pour optimiser la gestion des périodes de gardes). Un centre culturel est en construction.

- **Encourager le recours aux services dématérialisés :** bien que le numérique nous accompagne au quotidien, les citoyens ne sont pas encore tous égaux sur ce sujet. Ainsi, il est important de faciliter l'accès à un ordinateur pour ceux qui n'ont pas les moyens, ou la nécessité, d'avoir un poste dans leur habitation mais également de former les publics en difficulté vis-à-vis de l'informatique.
  - Réduire la fracture numérique en facilitant l'accès à un ordinateur : maison France Services, Espace de Vie Sociale à Nay...
  - Formations pour des publics en difficultés animées par la Fibre 64 dans le cadre du projet « Réseau d'Inclusion Numérique » à l'Espace de Vie Sociale de la CCPN, ainsi que dans les communes qui en font la demande.

Vigilances environnementales

Vigilances quant à la dégradation de la qualité paysagère ou patrimoniale ; la production de déchets supplémentaires ; l'artificialisation d'espaces pour la réalisation d'infrastructures, la dégradation des milieux naturels et des continuités écologiques.

Objectifs chiffrés

Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -9% de consommation d'énergie et -9% de GES	Aménagement numérique du territoire réalisé
2030	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -13,5% de consommation d'énergie et -21,8% de GES	
2050	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -43,5% de consommation d'énergie et -70,2% de GES	Baisse des distances parcourues (-20% en 2050) en favorisant le développement du télétravail

Objectifs qualitatifs

Repenser l'aménagement du territoire pour réduire les distances parcourues entre le lieu de domicile et le lieu de travail des habitants

Pilotage

Cible principale	Citoyens, élus, acteurs professionnels…
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay
Partenaires	Communes, Départements 64 et 65, la Fibre64, entreprises, chambres de commerce et de l'industrie, chambre de métiers et de l'artisanat, Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie
Moyens humains	Service Développement Economique
Moyens techniques	CCPN, télétravail : équipement informatique des télétravailleurs
Budget	Mise en place du télétravail CCPN : 5 k€ Création d'un Technocentre CCPN : 4,5 M€
Financement mobilisable	Technocentre *: « Soutien aux projets innovants » de Région NA / Aide à l'Immobilier du Département 64 / DETR* *« Aider citoyens et collaborateurs à chiffrer les avantages du télétravail en termes d'émissions CO2 et de temps gagné »* par Datagir (ADEME) ; *« Soutenir les projets Petites villes de demain »* par la Banque des territoires ;

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET

Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
	x		x			

Indicateurs de suivi

Nombre d'agents territoriaux en télétravail	Nombre d'entreprises proposant le télétravail	Nombre de tiers-lieux créés

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 2.2 : AUGMENTER LA FREQUENTATION DES TRANSPORTS EN COMMUN

Contexte et références

Le territoire du Pays de Nay présente la particularité, contrairement à la majorité des territoires ruraux proches de pôles urbains, de connaître des migrations pendulaires importantes à la fois en sorties et en entrées. Cela s'explique par la proximité de l'agglomération paloise et par la présence sur le territoire de l'usine Safran, qui est l'un des plus gros employeurs de la région. La voie rapide connaît un trafic très important, avec une fréquentation de 11 000 à 16 000 véhicules par jour entre Nay et Pau.

L'autorité organisatrice de la mobilité (AOM) locale pour le Pays de Nay est la Région Nouvelle-Aquitaine. C'est dans ce cadre que le territoire bénéficie d'un service de transport scolaire, d'une desserte ferroviaire régionale, de lignes de bus interurbaines et d'un service de transport à la demande en place depuis 2013 (compétence déléguée à la CCPN). Il appartient à l'AOM de mettre en place les services relatifs aux mobilités qui vont concourir à réduire la place de la voiture individuelle.

Le Pays de Nay s'est saisi de la question des transports en commun à travers sa compétence aménagement pour, dans le cadre du contrat d'axe ferroviaire signé en 2013 avec la Région, rénover la gare de Coarraze et la halte de Montaut.

Le SCoT affiche une volonté marquée de mettre en œuvre l'intermodalité entre les différents modes de transport et les modes actifs du déplacement.

Lors de l'installation du mandat communautaire 2020-2026 de la CCPN une vice-présidence et une commission dédiées aux Mobilités ont spécifiquement été créées, actant ainsi la volonté de la collectivité d'investir le sujet, notamment pour amplifier l'usage des transports en commun.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 1.4 - 22	Lien avec d'autres documents	-	Lien avec d'autres actions du PCAET	-

Descriptif

- **Poursuivre le service de transport à la demande** (TAD). La CCPN a mis en place en 2013, en partenariat avec la Région Nouvelle Aquitaine, un service de transport à la demande dénommé « Le Petit Bus » sur les 29 communes de la Communauté. Sa fréquentation connait une dynamique de croissance (2 bus de 9 places, 34 000 km en charge et 7 400 trajets en 2019). Il s'agit ici de continuer à en assurer sa promotion auprès des publics visés que sont nos jeunes et nos personnes âgées. La Communauté fera appel à ses outils de communication habituels (flyers, site internet, bulletin intercommunal, présence d'informations dans les principaux sites de la CCPN, dans les communes et auprès des organismes médico-sociaux du territoire, lors de manifestations…)
- **Améliorer l'offre de cadencement des cars en interurbain, étudier l'opportunité d'étendre le TAD hors territoire :** le barreau Pau-Nay est un tronçon majeur dans les déplacements en transports en commun à l'échelle Béarn. 2 lignes de cars interurbaines irriguent le territoire : n°804- Bruges-Pau et n°805- Lourdes-Pau. Ces trajets, qui présentent un bon niveau d'attractivité, pourraient voir leurs performances s'accroitre avec un meilleur cadencement. Les discussions doivent être engagées avec, potentiellement autour de la table : les régions Nouvelle-Aquitaine (AOM local) et Occitanie, le syndicat mixte Nouvelle-Aquitaine Mobilités, le pôle métropolitain du Pays de Béarn, le syndicat mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités, les autres EPCI du Béarn, dans un cadre opérationnel qui reste à définir (contrat opérationnel de mobilité, commission locale de mobilité…).
- **Créer une halte ferroviaire à Bordes :** En 2013, un contrat d'axe ferroviaire du Béarn est signé avec la Région. Si 2 opérations ont été réalisées à ce jour (rénovation de la gare de Coarraze-Nay et de la halte de Montaut-Bétharram), 2 autres chantiers sont en attente : la création de la halte de Bordes et l'augmentation des cadencements, notamment aux heures de pointe. La halte de Bordes permettrait de desservir le parc

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

d'activités Aéropolis, dont le site SAFRAN (2 400 salariés), et la ZAE Clément Ader. Les études de faisabilité doivent être lancées.

- **Améliorer les cadencements ferroviaires :** la Région Nouvelle-Aquitaine et la SNCF travaillent sur l'amélioration des cadencements sur la ligne Pau-Tarbes. La halte d'Assat devrait bénéficier d'autant d'arrêts de la ligne régionale que la gare de Coarraze.
- **Développer l'intermodalité sur des lieux stratégiques :** le Contrat d'axe ferroviaire Béarn prévoit la réalisation de Pôles d'échanges multimodaux à la gare de Coarraze pour permettre aux voyageurs en train de pouvoir compléter leur parcours. Le site met aujourd'hui en relation le ferroviaire, les cars de l'interurbain et le Transport à la demande. Le déploiement du schéma de mobilité cyclable et la mise en liaison piétonne de la plateforme ferroviaire avec le projet d'aire de covoiturage sur le secteur Monplaisir, à l'est de la gare de Coarraze, devraient compléter l'offre.
  Des solutions de mobilité intégrée et de tarification multimodale seront à étudier, probablement à une échelle dépassant le périmètre du Pays de Nay.
- **Plan de mobilité entreprises SAFIR** : Safran Helicopter Engines et son CE ont souhaité améliorer l'offre de transport alternatif à l'autosolisme pour les trajets domicile - site de Bordes des personnels. Une nouvelle solution de transports flexible, dynamique et multimodale à destination des personnels autorisés a été déployée (réseau de cars de type lignes Fixes et Transport à la demande, Mobilités Alternatives, application numérique intégrée). Dans un premier temps, le service est gratuitement mis à disposition des autres sociétés du parc d'activités économique communautaire Aéropolis pour améliorer les synergies inter-entreprises et décloisonner les structures. Il sera étudié un principe de participation et de cogestion de l'activité (création d'une entité de gestion des moyens mutualisés de la zone Aéropolis).

Vigilances environnementales

Vigilances quant à la dégradation de la qualité paysagère ou patrimoniale ; la production de déchets supplémentaires ; l'artificialisation d'espaces pour la réalisation d'infrastructures, la dégradation des milieux naturels et des continuités écologiques.

Objectifs chiffrés

Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -9% de consommation d'énergie et -9% de GES	Report modal de 4 % des trajets initiaux en voitures vers les transports en commun
2030	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -13,5% de consommation d'énergie et -21,79% de GES	Réalisation de la halte ferroviaire de Bordes Report modal de 5 % des trajets initiaux en voitures vers les transports en commun
2050	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -43,5% de consommation d'énergie et -70,2% de GES	Report modal de 20 % des trajets initiaux en voitures vers les transports en commun

Objectifs qualitatifs

Réduire la part de la voiture individuelle dans les déplacements et favoriser l'intermodalité
Réduire les émissions de polluants atmosphériques

Pilotage

Cible principale	Citoyens, salariés des pôles d'emploi du territoire, élus, …
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay, SNCF, Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, SAFRAN

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Partenaires	Communes, régions Nouvelle-Aquitaine (AOM local) et Occitanie, le syndicat mixte Nouvelle-Aquitaine Mobilités, le pôle métropolitain du Pays de Béarn, le syndicat mixte Pau Béarn Mobilités, les autres EPCI du Béarn, SNCF, Banque des territoires
Moyens humains	Direction service Aménagement de l'espace Chargé de mission Transition Climatique Service Vie associative - service aux personnes
Moyens techniques	Renouvellement de la flotte de minibus du TAD à prévoir
Budget	- TAD : 190 k€ dont 100 k€ à la charge de la CCPN (RNA : 80 k€, usagers : 12 k€). Renouvellement des 2 bus à prévoir : environ 80 k€ - Participation à la halte ferroviaire de Bordes : études avant-projet : 427 k€, travaux : 4 000 k€ - Etude liaison piétonne vers plateforme SNCF de Coarraze-Nay : 15 k€ - Budget Safir : aménagements infrastructures : 200 k€ / fonctionnement annuel Services transport : 1 450 k€ + ouverture à l'ensemble des salariés Aéropolis : + 20 k€ /an (moyens + billettique)
Financement mobilisable	*« Financer le développement du réseau ferroviaire local »* par la Banque des territoires ; Ministère de la Transition Ecologique (MTE)

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET

Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
x	x		x			

Indicateurs de suivi

Nombre d'utilisateurs des lignes ferroviaires	Nombre d'utilisateurs des lignes de car	Trajets annuels TAD

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 2.3 : REDUIRE LA PART DE L'AUTOSOLISME EN DEVELOPPANT LES MOBILITES DOUCES

Contexte et références

Les circulations douces permettent de répondre aux nécessités de déplacements personnels, professionnels et scolaires. Le PCAET a pour objectif de développer la pratique du vélo et de la marche à pied dans les déplacements du quotidien, en particulier sur les petits trajets.

La communauté de communes du Pays de Nay s'est engagée dès 2011 dans le déploiement d'infrastructures cyclables (vélo-route nationale 81 en partenariat avec le conseil départemental des Pyrénées Atlantiques, circuits VTC et VTT du Plan local de randonnées construits à partir et autour de la vélo-route). Des circuits de découverte de l'offre touristique locale à vélo sont disponibles auprès de l'office de tourisme. Un schéma directeur cyclable pour les **déplacements du quotidien** est également en cours d'élaboration. Il doit aujourd'hui entrer en phase opérationnelle.

La vélo-route 81 qui traverse le territoire rejoint désormais les Hautes-Pyrénées et laisse entrevoir des perspectives de séjours en itinérance. Certains points sont encore à optimiser pour garantir des déplacements sécurisés.

De même, la pratique cyclo-touristique observée localement offre des circuits sur route entre le Pays de Nay et la Vallée d'Ossau. Également, le col du Soulor à l'extrémité sud du Pays de Nay, se trouve sur la Route des cols, itinéraire cyclosportif internationalement connu par l'intermédiaire du Tour de France.

Enfin, l'office de tourisme communautaire communique depuis quelques années sur le concept de **destination pour des « vacances en mode zéro voiture ».** Il s'engage désormais dans un partenariat avec l'Agence de Développement touristique des Pyrénées-Atlantiques pour accompagner la labellisation et la qualification des prestations touristiques par le biais de la marque nationale Accueil Vélo.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 3.3 - 75	Lien avec d'autres documents	Plan Avenir Montagne	Lien avec d'autres actions du PCAET	Actions 2.1, 3.3

Descriptif

- **Terminer l'aménagement de la véloroute V81 :** un tronçon manque pour assurer la continuité de la traversée du Pays de Nay par cet itinéraire. L'aménagement du linéaire en 2015 avait été interrompu en rive gauche du Gave de Pau entre le pont d'Assat et Baliros en raison d'incertitudes d'inondation des tracés envisagés. Le dossier peut aujourd'hui est relancé.
- **Déployer le Schéma Cyclable du Pays de Nay** : un réseau maillant le territoire et permettant l'accès à vélo aux commerces et services du territoire, pour éviter les déplacements courts en véhicule personnel. Le réseau sera d'abord déployé sur la zone géographique du territoire favorisant l'utilisation spontanée du vélo pour les déplacements du quotidien (proche et plat). Il sera dans un second temps étendu à une zone géographique moins spontanée pour les usagers (piémont), mais ramenant vers les axes principaux et les services et polarités sur le territoire. Il prend en compte les projets communaux pour assurer une continuité dans la traversée des bourgs. La mise en œuvre du schéma équipera le territoire d'environ 50 kilomètres de cheminements cyclables sécurisés, en plus du tracé de la véloroute et de ceux réalisés par les communes.
  Les aménagements incluent le déploiement d'équipements connexes : éco-compteurs, stationnements sécurisés adaptés aux usages, stations de réparation, bornes de recharge électrique, aménagements végétaux (mesures compensatoires).
- **Aménager une mobilité douce sécurisée à l'intérieur des villages** : simultanément au déploiement d'un réseau structurant cyclable à l'échelle du Pays de Nay, les communes aménagent leurs propres espaces publics pour encourager la réappropriation des centres de villages par les habitants et leur revitalisation.
- **Structurer l'offre cyclo-touristique par une mise en relation avec les territoires voisins** dans un projet collaboratif d'interconnexion, notamment avec la CC Vallée d'Ossau : sécurisation d'une liaison cyclo-touristique sur route entre Lestelle-Bétharram / Igon et la Vallée d'Ossau (plusieurs cols mythiques du Tour de

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

France tels que l'Aubisque et le Soulor), ainsi qu'une liaison depuis la V81 jusqu'à la route des cols au Soulor, via Asson et la vallée de l'Ouzom.

Dès lors que le territoire sera équipé d'infrastructures cyclables sécurisées, différentes actions incitatives à la pratique du vélo pourront être envisagées, en lien avec l'AOM et le Département :

- Communication sur les avantages des mobilités douces (prix bas, amélioration de la santé)
- (Ré)apprendre à faire du vélo : formations à la pratique, ateliers de réparation de vélo
- Animations de type « journée sans voiture »
- Etudier l'intérêt de mise en place d'incitations financières à l'achat d'un vélo à assistance électrique (VAE)
- Mise à disposition des vélos en libre-service
- Adaptation des transports en commun (cars / trains) pour qu'ils puissent accueillir des vélos (exemple existant : portes-vélos sur les bus SAFIR)
- Plan de Déplacements Etablissements Scolaires
- Plan de déplacement entreprises, dont administrations

- **Plan de mobilité entreprises SAFIR** : Safran Helicopter Engines et son CE ont souhaité améliorer l'offre de transport alternatif à l'autosolisme pour les trajets domicile - site de Bordes des personnels. L'entreprise propose aux salariés d'emprunter sans contrepartie financière un Vélo à Assistance Electrique à partir de l'application SAFIR. Les employés ont par ailleurs accès à des achats groupés de VAE. Les infrastructures du site ont été aménagées en conséquence : bornes de réparation Vélo, emplacements dédiés Vélos à Assistance Electrique, vestiaires etc.

- **Multiplier les expérimentations de type Vélobus et Carapatte dans les communes :** apprentissage dès le plus jeune âge, sur les trajets domicile-école. Un référent prend en charge les enfants à vélo ou à pied. C'est aussi un enjeu de santé publique, avec une pratique physique quotidienne et la lutte contre la sédentarité.

- **Améliorer le partage des axes de déplacements** avec les engins agricoles (cf travail réalisé lors de la Conférence Agricole de mars 2022).

Vigilances environnementales

Vigilances quant à la dégradation de la qualité paysagère ou patrimoniale ; la production de déchets supplémentaires ; l'artificialisation d'espaces pour la réalisation d'infrastructures, la dégradation des milieux naturels et des continuités écologiques.

Objectifs chiffrés

Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -9% de consommation d'énergie et -9% de GES	Réalisation de l'ensemble des infrastructures cyclables envisagées Report de 4% des trajets initiaux en voiture vers les modes actifs
2030	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -13,5% de consommation d'énergie et -21,8% de GES	Report de 5% des trajets initiaux en voiture vers les modes actifs
2050	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -43,5% de consommation d'énergie et -70,2% de GES	Report de 20% des trajets initiaux en voiture vers les modes actifs

Objectifs qualitatifs

Réduire la part de la voiture individuelle dans les déplacements et favoriser les modes actifs
Réduire les émissions de polluants atmosphériques

Pilotage

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Cible principale	Tous les usagers du territoire, touristes
Pilote / maître d'ouvrage	Départements 64 et 65, Communauté de Communes du Pays de Nay, communes
Partenaires	Communes, CC Vallée d'Ossau, Département, Région, APGL… Associations d'usagers vélos, clubs cyclistes et cyclo-touristiques
Moyens humains	Chargé de mission Mobilité cyclable Office de tourisme
Moyens techniques	véhicule
Budget	- Tronçons V81 Narcastet-Baliros, et tronçon Igon-Asson pour liaison route des Cols : en cours de chiffrage par le Département - Schéma cyclable du Pays de Nay : environ 5 700 k€ hors aménagement du pont d'Assat, traversée de la RD938 à hauteur de Beuste et Lagos, et tronçon Igon-Asson - Etude pour la sécurisation D35 pour relier la vallée d'Ossau : à chiffrer - Equipements cyclables annexes : à chiffrer
Financement mobilisable	**En fonctionnement :** *AMI « Territoire de mobilités durables »* par France Mobilités – ADEME ; *AMI « A VELO 2 »* par France Mobilités – ADEME. Sur la période 2021-2024, le programme AVELO 2 a comme objectif d'accompagner les territoires dans la définition, l'expérimentation et l'animation de leurs politiques cyclables pour développer l'usage du vélo comme mode de déplacement au quotidien. **En investissement :** *Fonds de mobilité active relatif aux aménagements* Cyclables (Etat). Cet appel à projets national porté par le Ministère de transition écologique vise à soutenir financièrement les maîtres d'ouvrage dans la réalisation d'itinéraires cyclables sécurisés et la résorption de discontinuités d'itinéraires sur leurs territoires AAP départemental « Politique cyclable des territoires » Cet appel à projets vient en complément de la dotation de soutien à l'investissement Local (DSIL). En effet, celle-ci peut notamment financer des aménagements cyclables non éligibles à l'appel à projets ou les cofinancer lorsqu'ils sont particulièrement structurants.

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET

Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
x	x		x			

Indicateurs de suivi

Nombre de communes ayant adopté le Carapatte et le Vélobus	Nombre de passages vélo sur points stratégiques (écocompteurs)	Nombre d'établissements touristiques labellisés Accueil Vélo	Linéaire de cheminements cyclables sécurisés

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 2.4 : AMENAGER LES CONDITIONS D'UNE MOBILITE PARTAGEE

Contexte et références

Pour rappel, le transport routier est le premier poste de consommations énergétiques (33,2% des consommations) et le second poste d'émission de GES (28,7% des émissions de GES), cela en fait un des enjeux majeurs et un axe prioritaire de notre PCAET. Une des pistes pour réduire les distances parcourues sur le territoire est d'organiser une mobilité partagée qui permettra de réduire autant que faire se peut les déplacements individuels véhiculés.

Les flux de déplacements en Pays de Nay sont principalement organisés vers Pau, via Bordes, avec une distance qui rend pertinent le covoiturage (Nay - Pau 20 km). Les flux convergent vers le fond de vallée et s'y concentrent. Le covoiturage apparait comme une solution complémentaire là où il n'y a pas de transports en commun ou en renfort de services.

Il appartient à l'autorité organisatrice de la mobilité (Région Nouvelle-Aquitaine) de mettre en place les services relatifs aux mobilités partagées. Toutefois, le Pays de Nay peut concourir au développement de ces mobilités en aménageant le territoire et en donnant de la visibilité aux pratiques de covoiturage ou d'auto-stop. À ce titre, on peut rappeler que le SCoT du Pays de Nay prévoit de déployer des aires de covoiturages sur les principaux nœuds routiers ainsi qu'aménager des espaces réservés à la pratique du covoiturage au sein des centres-bourgs et des zones commerciales périphériques.

A ce jour, une seule aire de covoiturage est présente sur le territoire (Boeil-Bezing, 10 places) et qui est peu utilisée. On relève quelques sites de pratique spontanés et informels. L'armature territoriale présente des sites à enjeux, notamment au croisement des principaux axes, particulièrement dans les polarités, sur le trajet des principaux itinéraires « domicile - travail », ou dans les villages les plus éloignés.

Référence SRADDET :	Objectifs stratégiques 2.3 - 45 et 3.3 - 75	Lien avec d'autres documents	-	Lien avec d'autres actions du PCAET	Action 2.1

Descriptif

- **Aménager le territoire pour inciter à la pratique du covoiturage :** la CCPN réalise une étude stratégique pour définir un schéma de covoiturage sur le Pays de Nay. 2 premiers secteurs d'implantation sont d'ores et déjà pressentis qui correspondent aux principaux nœuds routiers du territoire, secteur Monplaisir à l'est de la gare de Coarraze et secteur Bordes/Assat le long de la RD938. Des sites complémentaires, notamment ceux faisant l'objet d'un usage informel, pourraient être qualifiés à moindre frais et mis en visibilité par un jalonnement adapté.
- **Mettre en place des outils pour faciliter la formation des équipages et encourager la pratique** : des solutions « classiques » existent, essentiellement entre usagers (Blablacar, Mobicoop…), ou plus complexes car soutenues par les entreprises et les collectivités. L'intérêt de ces solutions est de créer une communauté locale pour « concentrer les forces », de disposer d'un appui au développement et à la promotion du covoiturage (conseils), ainsi que d'un suivi des usages. Elles ouvrent à la possibilité de contribuer financièrement aux frais des usagers. Une discussion sera engagée avec l'AOM locale (région Nouvelle Aquitaine) pour définir les solutions et la stratégie de communication pour le Pays de Nay.
- **Plan de mobilité entreprises :**
  - **SAFIR** : Safran Helicopter Engines et son CE améliorent l'offre de transport alternatif à l'autosolisme pour les trajets domicile - site de Bordes des personnels. Les infrastructures du site ont été aménagées en conséquence. Ainsi, près de 30 places sont réservées au co-voiturage par marquage au sol aux abords des entrées du site ;
  - **Ventana Nexteam**: cette entreprise a adhéré à une solution numérique de covoiturage pour ses collaborateurs afin d'encourager le partage de véhicule.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Lorsque aménagements et outils seront en place, d'autres approches pourront être évoquées telles que des approches collaboratives à l'échelle des Zones d'Activités Économiques (ZAE) ou du tissu associatif : l'idée est de dépasser le cadre de l'entreprise ou de sa structure et organiser un covoiturage entre toutes les structures présente sur les Zones d'activités économiques (ZAE) afin de maximiser les chances de trouver des covoitureurs.

Dans sa démarche d'exemplarité, la CCPN encourage la pratique du covoiturage entre les élus communautaires lors des réunions au siège du Pays de Nay.

Vigilances environnementales

Vigilances quant à la dégradation de la qualité paysagère ou patrimoniale ; la production de déchets supplémentaires ; l'artificialisation d'espaces pour la réalisation d'infrastructures, la dégradation des milieux naturels et des continuités écologiques.

Objectifs chiffrés

Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -9% de consommation d'énergie et -9% de GES	1 aire de covoiturage aménagée Mise en place d'une solution de mise en relation
2030	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -13,5% de consommation d'énergie et -21,8% de GES	1 autre aire de covoiturage aménagée et un réseau de sites jalonné
2050	Contribution à l'atteinte des objectifs du secteur des Transports routiers : -43,5% de consommation d'énergie et -70,2% de GES	50% des conducteurs deviennent des passagers

Objectifs qualitatifs

Réduire la part de la voiture individuelle dans les déplacements par le covoiturage
Réduire les émissions de polluants atmosphériques

Pilotage

Cible principale	Citoyens
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay, communes, Départements 64 et 65
Partenaires	Communes, Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, Départements 64 et 65
Moyens humains	chargé de mission Transition Climatique
Moyens techniques	AUDAP, signalétique Foncier pour la création d'aires de covoiturage
Budget	1 aire de co-voiturage : étude : 20 k€, travaux : 250 k€ Solution de mise en relation : à chiffrer
Financement mobilisable	- TENMOD (projet avec autre EPCI pour être éligible) - CPER - FEADER - « Déployer des lignes de covoiturage - Programme LiCov » par Total ; - « Dispositif de certificats d'économies d'énergie (CEE). Tous Covoitureurs ! » par Eni Gas & Power France

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET

Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
x	x		x			

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Indicateurs de suivi		
Nombre d'aires de covoiturage sur le territoire	Registre de preuve de covoiturage	Occupation des principales aires de co-voiturage : comptages des véhicules stationnés en journée

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

ACTION 3.3 : PRATIQUER UN TOURISME DURABLE

Contexte et références

Le tourisme génère 11% des émissions de GES de la France dont 77% sont liées au transport (sources : ADEME, Carbone 4).

Le Pays de Nay est situé à la confluence d'itinéraires non motorisés (vélo, pédestre, nautique, équestre), avec des axes équipés pour une grande variété d'activités : route des Cols, vélo route 81, voie du Piémont de Compostelle (GR78), chemin Henri IV, gave de Pau… Ce réseau structurant irrigue un ensemble d'itinéraires avec notamment un Plan Local de Randonnées du Pays de Nay qui propose plus de 300 km balisés de randonnées, pédestres, VTT, VTC, … et reliés entre eux (et avec les territoires voisins), offrant ainsi un large éventail de possibilités de randonnées non motorisées.

Le territoire poursuit le développement de son activité touristique sur un mode « vacances zéro voiture », offre touristique accessible sans voiture, et développe les activités de pleine nature.

Référence SRADDET :	Objectif stratégique 1.1 - 10	Lien avec d'autres documents	-	Lien avec d'autres actions du PCAET	2.2, 2.3, 1.5

Descriptif

- **Prendre en compte les enjeux de la Trame Verte et Bleue** dans les projets touristiques de pleine nature avec préservation, mise en valeur des enjeux biodiversité, et ajustement du plan local de randonnée (PLR) au regard des enjeux identifiés dans l'inventaire réalisé en 2021.

- **Restauration du site du Col du Soulor** : La CCPN est engagée dans une démarche inter-vallées avec la Communauté de communes Pyrénées Vallées des Gaves pour la valorisation raisonnée de ce site. Ce projet s'appuie sur les richesses naturelles, paysagères et culturelles du site. Ainsi cet espace pastoral vivant devient la confluence de nombreux récits et légendes pyrénéennes : l'épique des cyclistes et de la route napoléonienne, le savoir-faire pastoral du fromage local, la migration des rapaces, l'histoire géologique des montagnes…
  « Du col-stationnement … au col-paysage » : le projet comprend un volet paysager de réaménagement des espaces publics, avec notamment la désimperméabilisation des zones de stationnement.

- **Itinérance eaux-vives** : le Pays de Nay est engagé dans une stratégie commune de développement des activités d'eaux vives avec le Pays de Lourdes et des Vallées des Gaves. Ce projet vise à créer, à terme, une itinérance nautique sur le gave de Pau, de Pierrefitte dans les Hautes-Pyrénées à Orthez dans les Pyrénées-Atlantiques. La démarche est menée en étroite collaboration avec l'Institution Adour afin de lier continuité de parcours navigable et continuité écologique (voir *Action 4.2 : Le patrimoine naturel : un socle pour anticiper les effets du changement climatique*). Une réflexion transversale (Tourisme et GEMAPI) au niveau de la CCPN est en cours (2022), associant également les différents acteurs et usagers du cours d'eau visant à établir une gouvernance partagée et harmonisée de la rivière

- **Itinérance cyclable en appui sur la V81** : l'itinérance touristique va bénéficier des aménagements structurants à venir sur le territoire, à savoir la finalisation du tracé de la vélo route V81 entre le pont d'Assat et Baliros par le Département, et le déploiement du Schéma Cyclable du Pays de Nay par la Communauté de communes. La sécurisation d'une liaison sur route entre Lestelle-Bétharram / Igon et la Vallée d'Ossau (plusieurs cols mythiques du Tour de France tels que l'Aubisque et le Soulor), ainsi qu'une liaison depuis la V81 jusqu'à la route des cols au Soulor, via Asson et la vallée de l'Ouzom vont démultiplier l'offre cyclo-touristique du Pays de Nay. Le Pays de Nay s'inscrit, ici aussi, dans une démarche collaborative d'interconnexion avec les territoires et vallées voisins.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

- **Montée en compétence de l'animation et diversification de l'accueil touristiques :** déploiement d'une démarche de sensibilisation et de mobilisation autour du développement durable
    - En interne, au sein du service
        - en termes de fonctionnement courant
            - incitation au co-voiturage et aux visio-conférences
            - déplacements courts à vélo (flotte VAE pour la CCPN ?)
            - mise en place de mesures d'économies de l'énergie (climatisation réversible) et du papier (impression projets en N/B, utilisation verso feuilles imprimées en bouillon)
        - en termes d'accueil et d'information :
            - réduction progressive des éditions papier et évolution vers des supports numériques
            - opération de sensibilisation des visiteurs aux milieux naturels et aux contraintes d'usages et de cohabitation
        - en termes de communication : déploiement de labels et qualifications Nature pour le territoire, dont label Base VTT, dans le cadre d'un schéma local de Sports Nature
        - en termes d'équipements structurants : vélo route, schéma cyclable, PLR et liaisons douces autres territoires, parcours nautique non motorisé sur le gave de Pau.
    - Animation du réseau des prestataires locaux autour :
        - du développement d'offres « zéro voiture », conformément au positionnement marketing adopté par l'office de tourisme depuis quelques années (entrée pédestre, cyclo, équestre, nautique, intégrant la dimension patrimoine bâti, naturel)
        - de labellisations Nature, par exemple Accueil Vélo
        - d'une incitation au « zéro papier » en mettant en place un accompagnement pour une plus large utilisation du numérique
        - De même, les hébergements touristiques sont encouragés à la rénovation, en particulier sur l'aspect énergétique, par des actions de communication sur l'existence du service de la rénovation énergétique Montagne Béarnaise (voir *Action 2.5 : Réduire la consommation énergétique dans les bâtiments)*). Un chapitre relatif à la rénovation énergétique pourra être intégré dans le guide du porteur de projet (meublés et chambres d'hôtes) de l'office de tourisme.

- **Réflexion autour de la mise en place de services Mobilités** / maison du tourisme et de la mobilité

Vigilances environnementales

Vigilances quant à la dégradation de la qualité paysagère ou patrimoniale ; la production de déchets supplémentaires ; l'artificialisation d'espaces pour la réalisation d'infrastructures, la dégradation des milieux naturels et des continuités écologiques.

Objectifs chiffrés

Echéances	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
2029	Contribution à la baisse des consommations énergétiques et des émissions de GES globales de respectivement 11,9% et 19,4% par rapport à 2014	A compléter
2030	Contribution à la baisse des consommations énergétiques et des émissions de GES globales de respectivement 13,4% et 21,8% par rapport à 2014	A compléter
2050	Contribution à la baisse des consommations énergétiques et des émissions de GES globales de respectivement 43,2% et 70,2% par rapport à 2014	A compléter

Objectifs qualitatifs

Préserver la biodiversité, économiser la ressource en eau

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Pilotage	
Cible principale	Tous les usagers et visiteurs du territoire
Pilote / maître d'ouvrage	Communauté de Communes du Pays de Nay, CC Pyrénées Vallées des Gaves, Département
Partenaires	Communes, associations, agriculteurs, guides touristiques et entreprises du secteur tourisme, CC de la Vallée d'Ossau, PETR Pays de Lourdes et des Vallées des Gaves
Moyens humains	Chargé de mission Mobilité cyclable (voir *Action 2.3 : Réduire la part de l'autosolisme en développant les mobilités douces*) Direction service Tourisme
Moyens techniques	_
Budget	Volet paysager du Soulor (désimperméabilisation des stationnements) : 1 900 k€ Projet Eaux vives : 130 k€ (hors aménagement du Pont des Grottes)
Financement mobilisable	*« Moderniser les offices de tourisme - Nouvelle organisation touristique des territoires (NOTT) »* par le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine

Lien de l'action avec les thématiques du PCAET						
Consommation d'énergie	Gaz à Effet de Serre		Qualité de l'Air	Adaptation et réduction de la vulnérabilité	Lutte contre la précarité énergétique	Production d'énergie renouvelable
	Emissions	Séquestration				
x		x	x			

Indicateurs de suivi	
Nombre d'hébergements touristiques rénovés	Nombre d'établissements labellisés

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE NAY

PAE Monplaisir 64800 Benejacq

PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL

V6 - Date de diffusion 04/12/2023

Evaluation Environnementale Stratégique du PCAET de la Communauté de Communes du Pays de Nay

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

MAITRISE D'OUVRAGE :

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE NAY
PAE Monplaisir
64800 Benejacq

Agnès VIGNAU
Responsable du Service Urbanisme
T 05 59 61 11 82
@ a.vignau@paysdenay.fr

MAITRISE D'ŒUVRE :

ALTEREA AGENCE NANTES
26 boulevard Vincent Gâche
44275 Nantes Cedex 2
T 02 40 74 24 81

Pierre-Louis GARCIA LE FLOCH
Coordinateur d'études
T 07 57 09 55 57
@ pgarcia@alterea.fr

SUIVI DU DOCUMENT :

Indice	Date	Modifications	Rédaction	Vérification	Validation
1	24/01/2019		Olivier Cattoën	Kaouthar Zitouni	Agnès Vignau
2	30/07/2019	Modifications apportées pour faire suite au retour client	Olivier Cattoën	Kaouthar Zitouni	Agnès Vignau
3	16/12/2019	Modifications apportées pour faire suite au retour client	Olivier Cattoën	Kaouthar Zitouni	Agnès Vignau
4	09/08/2021	Modifications apportées pour faire suite aux ateliers stratégies	Maxime Derrien	Pierre-Louis Garcia	Agnès Vignau
5	24/11/2022	Corrections finales	Maxime Derrien	Pierre-Louis Garcia	Agnès Vignau
6	04/12/2023	Modifications suites à la concertation réglementaire	Maxime Derrien	Pierre-Louis Garcia	Agnès Vignau

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

TABLE DES MATIERES

1 CONTEXTE REGLEMENTAIRE 5

1.1 TEXTES REGLEMENTAIRES 5
1.2 LES OBJECTIFS DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE 5
1.3 ARTICULATION ENTRE L'EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000 ET L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATEGIQUE 5
1.3.1 QU'EST-CE QUE LE RESEAU NATURA 2000 ? 5
1.3.2 ARTICULATION ENTRE L'EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000 ET L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATEGIQUE 6

2 METHODOLOGIE 8

2.1 ARTICULATION AVEC LE PCAET 8
2.2 LE CONTENU DE L'ETUDE 9

3 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 11

3.1 PRESENTATION DU TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NAY 11
3.2 MILIEU PHYSIQUE 16
3.2.1 GEOGRAPHIE ET OCCUPATION DES SOLS 16
3.2.2 RELIEF ET TOPOGRAPHIE 17
3.2.3 GEOLOGIE 18
3.2.4 EAU 21
3.2.5 CLIMAT 26
3.2.6 AIR 29
3.2.7 PRODUCTION D'ENERGIES A PARTIR DU MILIEU PHYSIQUE ET POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT 33
3.2.8 EFFET DE SERRE 38
3.2.9 RISQUES MAJEURS 40
3.3 MILIEU NATUREL 44
3.3.1 LA BIODIVERSITE : UN FORT ENJEU 44
3.3.2 LES MILIEUX NATURELS SENSIBLES ET PROTEGES 49
3.4 MILIEU HUMAIN 58
3.4.1 DEMOGRAPHIE 58
3.4.2 PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE 60
3.4.3 POPULATION ACTIVE 61
3.4.4 LE PARC DE LOGEMENTS 62
3.4.5 ENERGIE 63
3.4.6 PRODUCTION D'ENERGIES A PARTIR DU MILIEU HUMAIN ET POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT 64
3.4.7 LES VOIES DE COMMUNICATION ET RESEAUX 66
3.4.8 LES RISQUES TECHNOLOGIQUES 69
3.4.9 BRUIT 72
3.4.10 DECHETS 75
3.4.11 PATRIMOINE ET PAYSAGE 77
3.5 ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX 80

4 ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES 83

4.1 L'ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS CADRES NATIONAUX 83
4.1.1 RAPPEL DU CADRE NATIONAL 83
4.1.2 DECLINAISON DANS LE PCAET 84
4.2 L'ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS CADRES REGIONAUX 85
4.2.1 RAPPEL DU CADRE REGIONAL 85
4.2.2 DECLINAISON DANS LE PCAET 86
4.3 L'ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS CADRES LOCAUX 87
4.4 LES DOCUMENTS DE RANG INFERIEUR QUI DOIVENT PRENDRE EN COMPTE LE PCAET 88

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

4.5 LES AUTRES DOCUMENTS DE PLANIFICATION ET LEURS LIENS AVEC LE PCAET 88
4.5.1 ENVIRONNEMENT / BIODIVERSITE 88
4.5.2 SANTE 88

5 EVALUATION DES EFFETS DU PCAET SUR L'ENVIRONNEMENT 90

5.1 ANALYSE DES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES DE LA STRATEGIE 90
5.1.1 PRESENTATION DES DEUX SCENARIOS 90
5.1.2 METHODOLOGIE DE L'ANALYSE DES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES 95
5.1.3 TABLEAU D'ANALYSE 95
5.1.4 ANALYSE DES INCIDENCES DES SCENARIOS ET RECOMMANDATIONS 101
5.2 ANALYSE DES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES DU PLAN D'ACTIONS 106
5.2.1 METHODOLOGIE 106
5.2.2 TABLEAUX D'ANALYSE 106
5.2.3 SYNTHESE PAR THEMATIQUES DU PCAET 117
5.2.4 SYNTHESE GLOBALE DU PLAN D'ACTIONS DU PCAET 118
5.3 IMPACTS SUR LES ESPACES NATURA 2000 118

6 MESURES POUR EVITER, REDUIRE ET/OU COMPENSER LES IMPACTS NEGATIFS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCAET 120

6.1 PRINCIPE DE DEFINITION DES MESURES 120
6.2 IMPACTS IDENTIFIES ET MESURES ASSOCIEES 120
6.2.1 DEGRADATION DE LA QUALITE PAYSAGERE OU PATRIMONIALE 120
6.2.2 DEGRADATION DE LA QUALITE DE L'AIR PAR LE DEVELOPPEMENT DU BOIS-ENERGIE 120
6.2.3 PRODUCTION DE DECHETS SUPPLEMENTAIRES 121
6.2.4 DEGRADATION DE LA QUALITE DE L'AIR PAR LE DEVELOPPEMENT DE LA METHANISATION 122
6.2.5 DEGRADATION DE LA QUALITE DE L'AIR PAR L'IMPLANTATION DE VEGETATION EN VILLE 122
6.2.6 ARTIFICIALISATION D'ESPACES POUR LA REALISATION D'INSTALLATIONS D'ENR ET/OU INFRASTRUCTURES 123
6.2.7 CONCURRENCE ENTRE PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES 123
6.2.8 CREATION DE NOUVELLES ZONES SOUMISES A DES RISQUES TECHNOLOGIQUES 124
6.2.9 RECYCLAGE DES EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES 124
6.2.10 DEGRADATION DES MILIEUX NATURELS ET DES CONTINUITES ECOLOGIQUES 124
6.2.11 DEGRADATION DE LA QUALITE DE L'EAU 125

7 INDICATEURS DE SUIVI 126

8 JUSTIFICATION DES RAISONS DU CHOIX DU PCAET (AU REGARD DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SANITAIRES) 129

8.1 CONCERTATION 129
8.1.1 DEFINITIONS DE SCENARIOS 129
8.1.2 ATELIERS « STRATEGIE » 130
8.1.3 ATELIERS « PLAN D'ACTIONS » 130
8.2 COMITE TECHNIQUE (COTECH) ET COMITE DE PILOTAGE (COPIL) 131
8.2.1 LES MODALITES 131
8.2.2 REMARQUES ET APPORTS DES COTECH ET COPIL A LA CONSTRUCTION DU PCAET 131

9 SYNTHESE 132

10 ANNEXES 133

10.1 TABLEAU DE COMPARAISON DU PCAET AVEC LES DOCUMENTS NATIONAUX 133
10.2 TABLEAU DE COMPARAISON DU PCAET AVEC LES DOCUMENTS REGIONAUX 135
10.2.1 REGION NOUVELLE-AQUITAINE 135
10.2.2 REGION OCCITANIE 137

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

1 CONTEXTE REGLEMENTAIRE

1.1 Textes réglementaires

Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) est défini à l'article L. 229-26 du Code de l'Environnement et précisé à l'article R. 229-51.

Ce document-cadre de la politique énergétique et climatique de la collectivité est un projet territorial de développement durable dont la finalité est la lutte contre le changement climatique et l'adaptation du territoire. Il doit être révisé tous les 6 ans.

Le Plan Climat Air Energie Territorial doit être élaboré au niveau intercommunal. Ainsi, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants existants au 1er janvier 2017, doivent élaborer leur PCAET avant le 31 décembre 2018.

Suite à l'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 et au décret n°2016-1110 du 11 août 2016, le PCAET est soumis à **évaluation environnementale des projets, plans et programmes**. Cette évaluation environnementale est une démarche continue et itérative tout au long du projet de PCAET. Elle consiste, à partir d'un état initial de l'environnement et des enjeux territoriaux identifiés, en une analyse des effets sur l'environnement du projet de PCAET avec pour objectif de prévenir les conséquences dommageables sur l'environnement.

1.2 Les objectifs de l'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale est un outil d'aide à la décision et de prise en compte de l'environnement qui répond à un triple objectif :

- **Aider à la définition du PCAET en prenant en compte l'ensemble des champs de l'environnement** : l'évaluation environnementale est une démarche globale qui aborde l'environnement comme un système. Il s'agit de prendre en compte de façon proportionnée aux enjeux territoriaux l'ensemble des thématiques environnementales ainsi que les interactions entre ces thématiques ;
- **Éclairer l'autorité administrative qui approuve le plan/schéma/programme (autorité décisionnaire)** : la démarche d'évaluation environnementale permet de rendre compte des différentes alternatives envisagées et des choix opérés pour répondre aux objectifs du plan/schéma/programme. Elle permet ainsi d'aider les autorités dans leurs décisions et elle les renseigne sur les mesures destinées à éviter, réduire et compenser les impacts du plan/schéma/programme sur l'environnement ;
- **Assurer la bonne information du public avant et après l'adoption du plan et faciliter sa participation au processus décisionnel** : il s'agit de garantir la transparence sur la définition des enjeux en matière d'environnement et de l'objet du plan/schéma/programme, et d'exposer les choix qui ont été opérés pour concilier les impératifs économiques, sociaux et environnementaux.

1.3 Articulation entre l'évaluation des incidences Natura 2000 et l'évaluation environnementale stratégique

1.3.1 Qu'est-ce que le réseau Natura 2000 ?

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des habitats naturels, des espèces sauvages, animales et/ou végétales, et de leurs habitats.

Les sites Natura 2000 sont désignés au titre de deux directives :

- **La directive "Oiseaux"** (directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009) qui prévoit la désignation des Zones de Protection Spéciales (ZPS) visant la conservation d'espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I et des espèces migratrices non visées à l'annexe I dont la venue est régulière, ainsi que des habitats nécessaires à leur survie (lieu de reproduction, d'hivernage, de mue, zones de relais des oiseaux migrateurs) ;
- **La directive "Habitats"** (directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992) qui prévoit la désignation des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) visant la conservation des types d'habitats naturels et des espèces animales et végétales figurant respectivement aux annexes I et II. Avant de devenir ZSC par arrêté ministériel, celles-ci ont le statut de proposition de site d'importance communautaire (pSIC) puis de sites d'importance communautaire (SIC). Pour l'évaluation environnementale des documents de planification, les sites de la directive « habitats » sont pris en considération quel que soit leur stade de désignation.

La France a une obligation de résultat vis-à-vis de la Commission européenne pour mettre en place ce réseau et le maintenir ou le rétablir dans un état de conservation favorable. Les moyens déployés par la France pour atteindre cet objectif sont basés sur l'articulation de deux dispositifs :

- **Les sites Natura 2000 doivent faire l'objet d'un document d'objectifs (DOCOB) généralement** établi sous la responsabilité d'un comité de pilotage (COPIL) et approuvé par l'autorité administrative. Le DOCOB est à la fois un document de diagnostic (appréciation de l'état de conservation et cartographie des habitats naturels et des habitats d'espèce) et un document d'orientation pour la gestion des sites Natura 2000. Il fixe les moyens de mises en œuvre pour le maintien et le rétablissement des habitats naturels et des espèces ayant justifié la désignation du site, les orientations de gestion, les mesures prévues à l'article L. 414-1 du Code de l'Environnement, les modalités de leur mise en œuvre et les dispositions financières d'accompagnement ;
- Le régime d'évaluation d'incidences Natura est un outil de prévention des atteintes aux sites Natura 2000.

En effet, « **l'autorité chargée d'autoriser, d'approuver ou de recevoir la déclaration s'oppose à tout document de planification […], si [l'évaluation des incidences] se révèle insuffisante ou s'il en résulte que leur réalisation porterait atteinte aux objectifs de conservation d'un site Natura 2000.** » (Extrait du VI de l'article L. 414-4 du Code de l'Environnement).

Si l'évaluation des incidences Natura 2000 conclut à une atteinte aux objectifs de conservation d'un site Natura 2000, en l'absence de solutions alternatives, l'autorité compétente ne peut donner son accord que pour des raisons impératives d'intérêt public majeur. Dans ce cas, des mesures compensatoires à la charge de l'autorité qui a approuvé le document doivent être prises pour maintenir la cohérence globale du réseau Natura 2000. La Commission Européenne doit en être informée. (VII de l'article L. 414-4 du Code de l'Environnement).

Des conditions et procédures particulières sont prévues si le projet ou le plan en cause concerne un site abritant des habitats ou des espèces dites prioritaires. **La réalisation de plans portant atteinte à un habitat ou espèce prioritaire ne pourrait être justifiée que si les raisons impératives d'intérêt public majeur invoquées concernent la santé de l'homme, la sécurité publique ou des « conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement »** ou si, avant d'autoriser le document de planification en cause, la Commission émet un avis sur l'initiative envisagée. (VIII de l'article L. 414-4-du Code de l'Environnement).

1.3.2 Articulation entre l'évaluation des incidences Natura 2000 et l'évaluation environnementale stratégique

Les démarches d'évaluation des incidences Natura 2000 (EIN2000) et d'évaluation environnementale stratégique (EES) sont très similaires et visent à éviter, réduire et seulement, en dernier recours, compenser les atteintes sur les milieux.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Elles sont basées, toutes deux, sur une définition des enjeux en amont afin d'éclairer au mieux l'élaboration du PCAET et sur un degré d'analyse proportionné à l'enjeu et aux risques d'incidences. Cela se traduit au niveau de l'évaluation des incidences Natura 2000 par une première évaluation préliminaire systématique avant de réaliser, si nécessaire, une évaluation approfondie.

Néanmoins, l'évaluation des incidences Natura 2000 est « ciblée » :

- Géographiquement car circonscrite au réseau des sites Natura 2000 (l'EIN2000 apprécie les impacts sur les sites, leurs interrelations et sur leurs relations avec les espaces naturels proches) et n'embrasse pas l'ensemble du périmètre d'étude comme l'EES ;
- Par thématique car limitée aux espèces et/ou habitats ayant justifié la désignation du ou des sites contrairement à l'EES qui traite de l'ensemble des dimensions de l'environnement (milieu physique, naturel et humain et interrelation entre ces facteurs).

Ainsi, la démarche d'évaluation des incidences Natura 2000 peut aisément être intégrée au sein de la démarche d'évaluation environnementale et correspond à un zoom spécifique au vu des enjeux majeurs liés au maintien du réseau. Elle participe à l'ensemble des analyses nécessaires pour qualifier plus largement les impacts sur les milieux naturels mais ne saurait résumer à elle seule l'ensemble de celles-ci (ensemble des espèces, des habitats, continuités écologiques, diversité biologique...).

La cohérence de ces réflexions réside dans l'intégration des objectifs de conservation du réseau Natura 2000 à toutes les étapes de la démarche d'évaluation environnementale avec la prise en compte :

- Au niveau de l'état initial : des enjeux Natura 2000 correspondant à une sensibilité bien spécifique et localisée en matière de biodiversité ;
- Au niveau de l'examen des différentes options lors de l'élaboration des objectifs/orientations du PCAET et de la justification des choix : des objectifs de conservation des sites et du fonctionnement du réseau Natura 2000 ;
- Au niveau de la qualification des incidences du PCAET : des conclusions de l'évaluation des incidences sur les sites Natura 2000 ;
- Au niveau des mesures pour éviter, réduire et en dernier recours compenser les impacts sur l'environnement : des mesures prévues dans le cadre de l'évaluation des incidences Natura 2000 ;
- Au niveau du suivi : d'indicateurs en lien avec les objectifs de conservation des sites Natura 2000.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

2 METHODOLOGIE

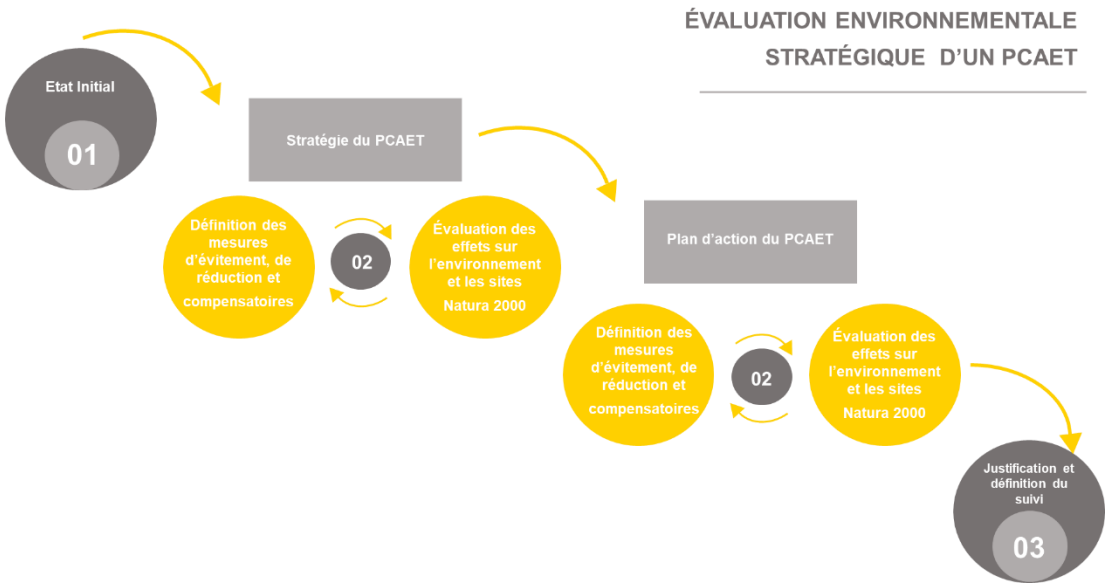
2.1 Articulation avec le PCAET

Une évaluation environnementale de qualité est réalisée selon un processus itératif. L'étude est proportionnelle aux enjeux du territoire et du PCAET. La démarche d'étude est objective et transparente.

La démarche générale est la suivante :

- Etudier et intégrer la connaissance des enjeux environnementaux ;
- Contribuer par un processus d'élaboration à optimiser le PCAET afin de limiter ou réduire ses effets probables sur l'environnement ;
- Définir la stratégie et les actions du PCAET, leurs incidences sur l'environnement et les sites Natura 2000 et les mesures d'évitement et de réduction des impacts ;
- Redéfinir les actions au regard des impacts résiduels non évitables et non réductibles ;
- Redéfinir leurs incidences sur l'environnement et les sites Natura 2000 et les mesures d'évitement et de réduction des impacts selon des critères environnementaux, techniques, économiques et sociaux ;
- Justifier le choix des actions retenues ;
- Rédiger l'évaluation environnementale soumise ensuite à l'autorité environnementale dans le cadre de l'instruction du dossier.

Le maître d'ouvrage doit privilégier les mesures de suppression (ou évitement), puis celles de réduction et en dernier recours proposer des mesures de compensation (mesures ERC).



L'analyse de l'État Initial de l'Environnement (EIE) constitue le document de référence pour caractériser l'environnement et apprécier les conséquences du projet. Elle vise à identifier et hiérarchiser les enjeux environnementaux de l'aire d'étude. L'analyse de l'état initial n'est pas un simple inventaire de données mais une analyse éclairée d'un territoire.

L'analyse des effets du PCAET (aux stades de la stratégie et du plan d'actions) sur l'environnement, consiste à prévoir et déterminer l'importance des différents effets (positifs, négatifs ou neutres) en distinguant : les effets dans le temps (court terme, moyen terme, long terme), les effets directs ou indirects, les effets temporaires ou permanents, ainsi que les effets cumulés.

- **Mesures de réduction, compensatoires**

Certains effets sont réductibles, c'est-à-dire que des dispositions ou mesures appropriées les limiteront dans le temps ou dans l'espace. D'autres ne peuvent être réduits et des mesures compensatoires sont à prévoir.

- **Effets induits ou indirects**

Les effets induits sont ceux qui ne sont pas liés directement au projet mais en découlent : il s'agit par exemple de l'augmentation de la fréquentation du site par le public qui engendre un dérangement de la faune ou un piétinement accru des milieux naturels remarquables alentours, et ce même si la conception du projet les a préservés.

- **Effets positifs**

Les actions sont à l'origine d'effets positifs sur la pollution globale (émissions de gaz à effet de serre évitées, déchets radioactifs évités), ou encore sur le développement local.

- **Appréciation de l'importance des effets et définition des impacts**

Pour chacun des effets envisagés, une appréciation de leur importance est nécessaire. Elle repose sur le croisement des effets positifs ou négatifs liés à l'action envisagée avec la sensibilité du domaine étudié.

Les mesures proposées doivent être réalistes car elles représentent un engagement de la part de la collectivité. Adaptées aux impacts attendus et proportionnelles aux enjeux identifiés, elles s'appuient sur des expériences réussies. Elles sont présentées dans un tableau de suivi.

Le suivi consiste en l'ensemble des moyens d'analyse et des mesures nécessaires au contrôle de la mise en œuvre de l'action. Le suivi permet de vérifier le respect des engagements pris dans le domaine de l'environnement, par une confrontation d'un bilan aux engagements initiaux.

2.2 Le contenu de l'étude

L'analyse de l'état initial constitue le document de référence pour caractériser l'environnement et apprécier les conséquences du projet. Elle vise à identifier et hiérarchiser les enjeux environnementaux de l'aire d'étude. L'analyse de l'état initial n'est pas un simple inventaire de données mais une analyse éclairée d'un territoire.

L'analyse des effets du PCAET (aux stades de la stratégie et du plan d'actions) sur l'environnement, consiste à prévoir et déterminer l'importance des différents effets (positifs, négatifs ou neutres) en distinguant : les effets dans le temps (court terme, moyen terme, long terme), les effets directs ou indirects, les effets temporaires ou permanents, ainsi que les effets cumulés.

- **Mesures de réduction, compensatoires**

Certains effets sont réductibles, c'est-à-dire que des dispositions appropriées ou mesures les limiteront dans le temps ou dans l'espace. D'autres ne peuvent être réduits et des mesures compensatoires sont à prévoir.

- **Effets induits ou indirects**

Les effets induits sont ceux qui ne sont pas liés directement au projet mais en découlent : il s'agit par exemple de l'augmentation de la fréquentation du site par le public qui engendre un dérangement de la faune ou un piétinement accru des milieux naturels remarquables alentours, et ce même si la conception du projet les a préservés.

- **Effets positifs**

Les actions sont à l'origine d'effets positifs sur la pollution globale (émissions de gaz à effet de serre évitées, déchets radioactifs évités), ou encore sur le développement local.

- **Appréciation de l'importance des effets et définition des impacts**

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Pour chacun des effets envisagés, une appréciation de leur importance est nécessaire. Elle repose sur le croisement des effets positifs ou négatifs liés à l'action envisagée avec la sensibilité du domaine étudié.

Les mesures proposées doivent être réalistes car elles représentent un engagement de la part de la collectivité. Adaptées aux impacts attendus et proportionnelles aux enjeux identifiés, elles s'appuient sur des expériences réussies. Elles sont présentées dans un tableau de suivi.

Le suivi consiste en l'ensemble des moyens d'analyse et des mesures nécessaires au contrôle de la mise en œuvre de l'action. Le suivi permet de vérifier le respect des engagements pris dans le domaine de l'environnement, par une confrontation d'un bilan aux engagements initiaux.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

3 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

3.1 Présentation du territoire de la Communauté de communes du Pays de Nay

La Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN) a été créée le 1er janvier 2000. Son territoire compte aujourd'hui 29 communes. 27 d'entre elles sont situées à l'est du département des Pyrénées-Atlantiques (64) en région Nouvelle Aquitaine, à la frontière avec les Hautes-Pyrénées (65) : Angaïs, Arros-de-Nay, Arthez-d'Asson, Assat, Asson, Baliros, Baudreix, Bénéjacq, Beuste, Boeil-Bezing, Bordères, Bordes, Bourdettes, Bruges-Capbis-Mifaget, Coarraze, Haut-de-Bosdarros, Igon, Labatmale, Lagos, Lestelle-Bétharram, Mirepeix, Montaut, Narcastet, Nay, Pardies-Piétat, Saint-Abit, Saint-Vincent.

Les deux communes d'Arbéost et Ferrières dépendent des Hautes-Pyrénées, dans la haute vallée de l'Ouzom en région Occitanie et prolongent le territoire depuis janvier 2014.

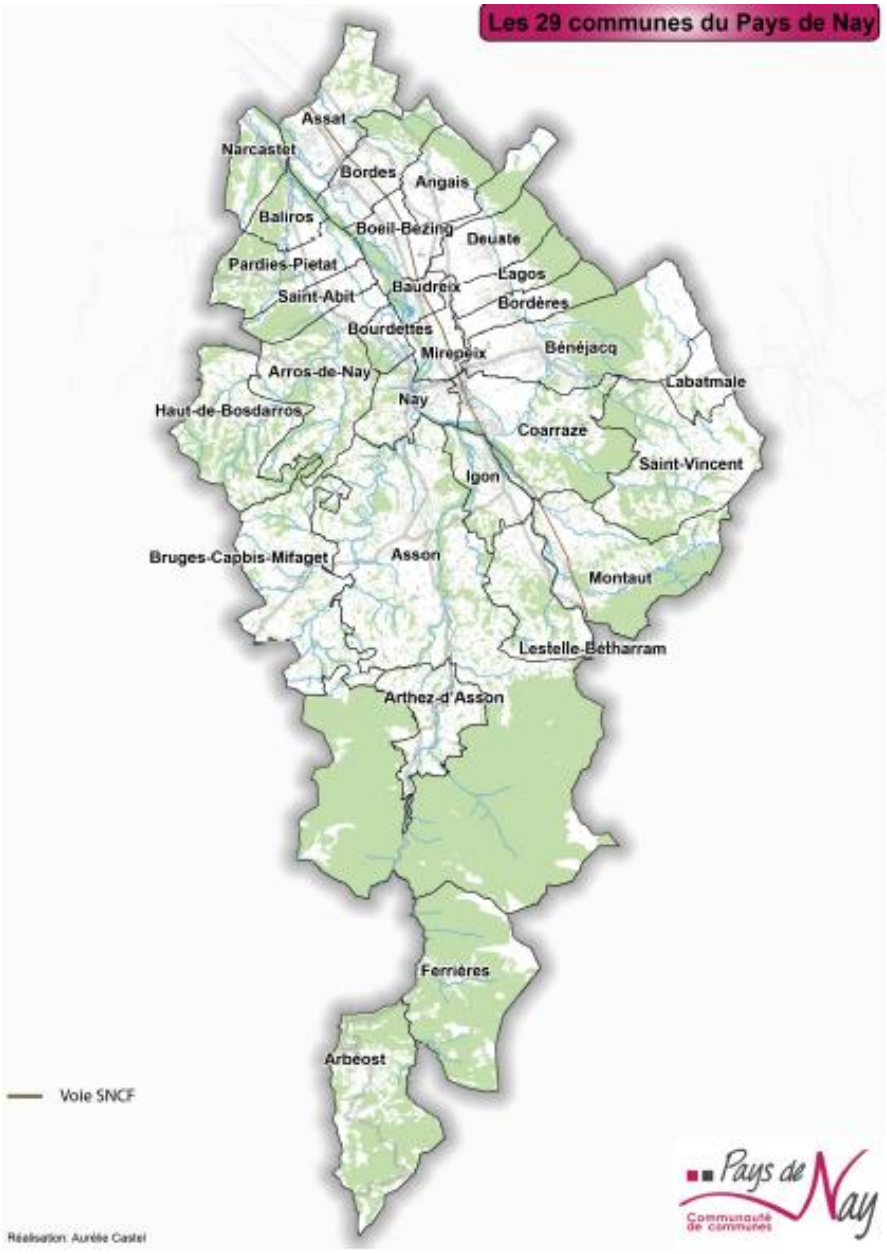


Figure 1 : carte des 29 communes de la CC du Pays de Nay (Source : SCoT du Pays de Nay, 2019)

La CCPN a donc la particularité, depuis le 1er janvier 2014, d'être à cheval sur les grandes régions Nouvelle-Aquitaine (27 communes) et Occitanie (2 communes).

Le territoire comptait, en 2014, 28 063 habitants sur une superficie de 324 km². **Nay en est la commune centre** et se trouve dans une relative proximité par rapport aux 3 pôles de développement locaux que sont Pau, Tarbes et Lourdes. Ce positionnement constitue une opportunité pour le développement du territoire, qui relaie ainsi un certain dynamisme.

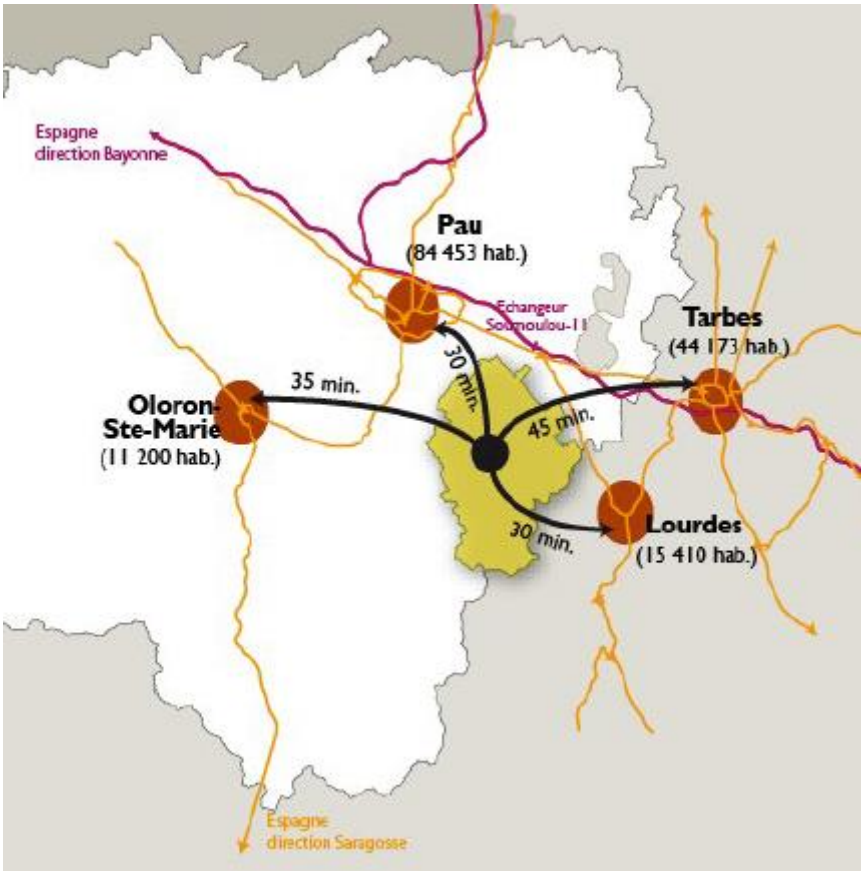


Figure 2 : la Communauté de communes du Pays de Nay, un territoire d'interfaces (Source : CAUE 64)

Les compétences de la CCPN sont les suivantes :

- Aménagement de l'espace :
  - Elaboration, approbation, suivi et révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) ;
  - Création de réserves foncières pour préserver et permettre le développement de la communauté de communes dans le cadre de ses compétences ;
  - Réalisation des opérations foncières, d'aménagement urbain et de développement liées à la desserte ferroviaire du territoire, en lien avec les communes, dans le cadre notamment des dispositifs d'intervention de la Région ;
  - Etudes relatives aux transports et aux mobilités ;
- Actions de développement économique :
  - Favoriser l'accueil et l'environnement des entreprises ;
  - Gestion du PAE[1] Monplaisir ;

[1] PAE : Programme d'Aménagement d'Ensemble

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique et aéroportuaire ;
- Création et gestion de bâtiments relais sur les zones communautaires ;
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire. Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes : définition d'un schéma d'organisation commerciale / mise en place d'un programme partenarial d'aides aux professionnels du territoire ;
- Promotion du tourisme : création et gestion de l'Office de Tourisme Communautaire ayant pour objet l'organisation locale du tourisme, l'animation de la vie touristique locale, la promotion de l'offre touristique locale et la coordination des acteurs locaux, création et gestion d'itinéraires et de sentiers de randonnées, participation à la réalisation et au développement de l'itinéraire de la véloroute ;
- Adhésion au Syndicat Mixte de l'Aéroport Pau Pyrénées ;

- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- Déchets :
  - Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés ;
  - Création et gestion de déchetteries ;
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations ;
- Protection et mise en valeur de l'environnement et énergie :
  - Elaboration d'un plan climat air-énergie territorial ;
  - Actions d'animation de développement forestier ;
- Politique du logement social d'intérêt communautaire, action en faveur du logement des personnes défavorisées et cadre de vie. Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes :
  - Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) ;
  - Etude sur l'habitat adapté et la sédentarisation des gens du voyage ;
  - Appui aux projets d'habitat d'intérêt communautaire du territoire, dans le cadre d'un règlement communautaire d'intervention ;
  - Elaboration d'une Charte architecturale et paysagère et d'un Plan Paysages pour le territoire ;
- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire d'intérêt communautaire. Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes :
  - Création et gestion d'une piscine communautaire couverte ;
  - Etudes pour la création d'équipements culturels communautaires ;
- Action sociale d'intérêt communautaire. Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes :
  - Petite enfance : création et gestion de structures multi accueil de la petite enfance, gestion du Relais d'Assistantes Maternelles et de la ludothèque, gestion d'un lieu d'accueil enfants-parents (LAEP) ;
  - Actions en faveur des jeunes et de l'emploi : convention avec Pôle Emploi visant la mise en place d'un service de proximité, facilitant les demandes d'emploi et un meilleur suivi des demandeurs, soutien à l'antenne de la Mission Locale pour les Jeunes Pau-Pyrénées dans le cadre d'une convention portant sur l'accueil, l'information et l'orientation des jeunes de 16 à 25 ans du territoire ;
  - Portage de repas à domicile en liaison froide ;
  - Gestion d'un service de transport à la demande, dans le cadre de la délégation de compétence du Conseil départemental ;
  - Adhésion à l'association « PAIS[2] Pays de Nay » ;

[2] PAIS : Plateforme Alternative d'Innovation en Santé

- Etude sur le logement et les services en faveur des personnes âgées ;
- Création et gestion d'un espace de vie sociale ;

- Assainissement collectif et non collectif ;
- Eau ;
- Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire ;
- Réflexion et participation à un Pays ;
- Culture :
  - Mise en réseau de la lecture publique : coordination du réseau, appui personnalisé et assistance aux équipes en place (personnels communal et bénévole), développement et mutualisation des collections par une politique d'acquisition communautaire, informatisation des bibliothèques et organisation de la circulation des collections et des documents sur l'ensemble des communes de la communauté, mise en place d'une politique d'animation culturelle autour du livre et du développement du multimédia ;
  - Mise en place et soutien d'actions de valorisation et de restauration du patrimoine historique et industriel du Pays de Nay ;
  - Adhésion au schéma départemental de l'éducation musicale et soutien à l'association d'enseignement musical à vocation intercommunale ;
  - Soutien aux actions de développement des arts plastiques et contemporains ;
- Jeunesse :
  - Coordination des actions inscrites dans les contrats signés par les communes en matière d'enfance jeunesse, notamment pour la mise en réseau des ALSH gérés par les communes ;
  - Renforcement et développement de l'information et de la communication en faveur des jeunes ;
  - Renforcement et développement de l'offre de services et d'activités en faveur des jeunes ;
  - Développement et mise en réseau de lieux d'accueil et d'animation pour les jeunes sur le territoire ;
- Octroi d'aides financières aux associations, dans le cadre du règlement communautaire d'attribution, pour des actions qui participent au développement économique, touristique et au dynamisme culturel du territoire, à la protection de l'environnement et favorisent la qualité de vie et du lien social ainsi que la création d'activités au bénéfice des habitants des communes membres ;
- Mise en place et développement d'une politique locale en matière de technologie de l'information et de la communication et de SIG[3], aménagement numérique du territoire ;
- Instruction des autorisations d'urbanisme pour le compte des communes, dans le cadre d'un service commun ;
- Création et gestion de sites à gravats ;
- Gestion des eaux pluviales ;
- Possibilité d'assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée pour les communes membres de l'EPCI.

Il convient d'ailleurs de relever que, tant par ses compétences que par son champ d'action et ses projets, la Communauté de communes du Pays de Nay peut se mobiliser sur de nombreuses thématiques des PCAET.

Par ailleurs, la CCPN porte divers projets dans le domaine de l'environnement :

- La CCPN a réhabilité en 2014 le Centre d'Enfouissement Technique de Bénéjacq. Elle est également maître d'ouvrage délégué des opérations de réhabilitation des décharges

[3] SIG : Systèmes d'Informations Géographiques

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

communales dont les décharges de Bordes et de Coarraze. Les études ont été finalisées en 2016. Les travaux de Coarraze sont d'ailleurs terminés ;

- La CCPN a également mis en place la redevance spéciale auprès des professionnels. Les études ont été menées en 2015-2016 pour une application au 1er janvier 2017 ;
- L'extension et la rénovation de la déchetterie de Coarraze a été réalisée en 2019. La déchetterie d'Assat, site intégré au 1er janvier 2017, sera également rénovée en 2020 ;
- En collaboration avec le Syndicat de traitement des Déchets, Valor Béarn, la CCPN s'apprête à implanter sur son territoire une plate-forme privée de broyage de déchets verts (filière de compostage à la ferme) située aux portes du territoire à Meillon ;
- La mise en place d'un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) est en cours ;
- Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, le SEAPaN[4] a réalisé un schéma directeur de gestion des eaux pluviales dont les orientations, validées en 2017, sont intégrées au SCoT. Il est également prévu d'élaborer des schémas directeurs d'eau potable et d'assainissement.

Enfin, le territoire et la collectivité sont concernés par des actions privées ou publiques sur les thématiques suivantes :

- Logement : appui aux projets d'habitat d'intérêt communautaire, OPAH (terminée), espace info énergie (depuis le 18/10/2018) ;
- Mobilité : bus à la demande, projet de schéma cyclable, aires de co-voiturage, aménagements urbains lié à la desserte ferroviaire du territoire, plan de déplacement d'entreprise à l'étude sur le site Safran à Bordes (ce dernier est en cours pour un objectif de fin au 1er semestre 2020) ;
- Flotte de véhicules : évolution du parc communautaire à l'étude et achat d'un véhicule de service électrique ;
- Efficacité énergétique ou thermique dans le tertiaire : site industriel de Safran équipé d'une chaufferie bois ;
- Eclairage public : rénovation en cours d'étude sur quelques communes ;
- Energies renouvelables : quelques bâtiments communautaires équipés de panneaux photovoltaïques ou de solaire thermiques, projet de centrale photovoltaïque sur l'ancien CET de Bénéjacq en cours, projets de centrale hydroélectrique, de réseau(x) de chaleur, de méthanisation (filière déchets verts / filière agricole), de développement d'une filière chauffage bois ;
- Circuits courts : valorisation du bois local en circuits courts, cinq AMAP[5] sur le territoire, un magasin collectif de vente de produits agricoles locaux vient de s'implanter ;
- Economie circulaire : étude en cours sur le réemploi de déchets divers.

Plus localement, la commune d'Assat, située en plaine, présente une activité importante de maraîchage du fait de la qualité de ses terres et de la proximité de Pau. Face à la pression foncière liée à l'urbanisation, la commune réfléchit à la mise en place d'une Zone Agricole Protégée (ZAP) afin de préserver une partie de la ceinture maraichère de son territoire. La commune, accompagnée par la CCPN, souhaiterait aussi mettre en place un périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN). Ce dispositif consiste à mettre en place un périmètre et développer un programme d'actions en vue de pérenniser l'activité agricole.

.

[4] SEAPaN : Service d'Eau et d'Assainissement du Pays de Nay

[5] AMAP : Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

3.2 Milieu physique

3.2.1 Géographie et occupation des sols

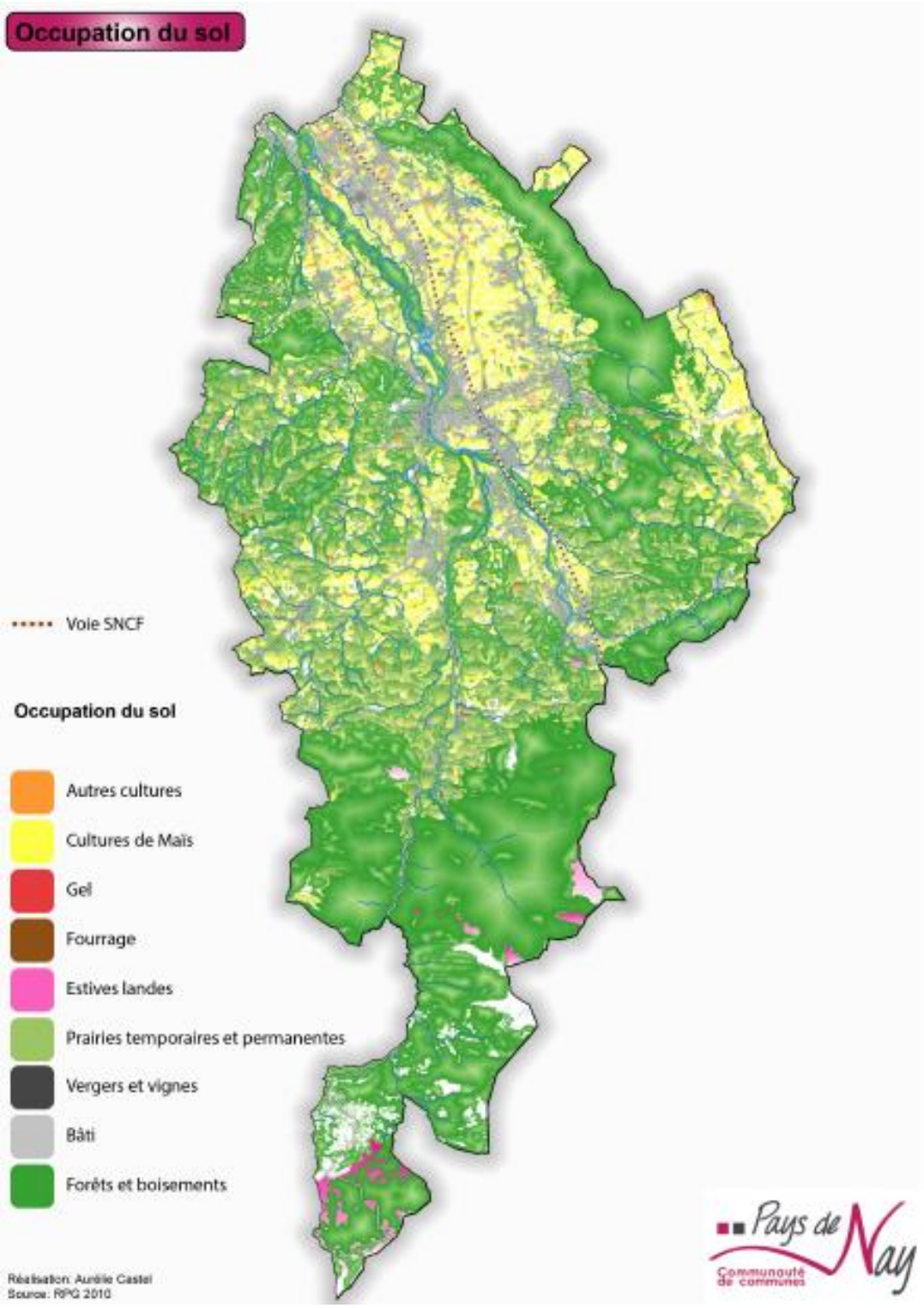


Figure 3 : : Occupation du sol sur le territoire de la CCPN (Source : Corine Land Cover)

L'agriculture est une composante majeure du territoire de la CCPN. Comme le montre la carte ci-dessus, plus de la moitié (56 %) de la surface du territoire est occupée par des terres agricoles. Il

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

s'agit pour 29% de ces surfaces de terres de culture et pour 27 % de prairies et landes (dont 891 ha en estives ou landes, principalement localisées sur les communes de montagne : Asson, Arbéost et Ferrières).

Les forêts couvrent 37% du territoire du Pays de Nay. Elles sont principalement localisées sur les montagnes au sud, le plateau et les versants des coteaux, là où les terres présentent des qualités agronomiques moindres.

3.2.2 Relief et topographie

La carte ci-dessous présente le relief ainsi que l'hydrographie du territoire. Elle est à mettre en lien avec la carte précédente, relative à l'occupation des sols.

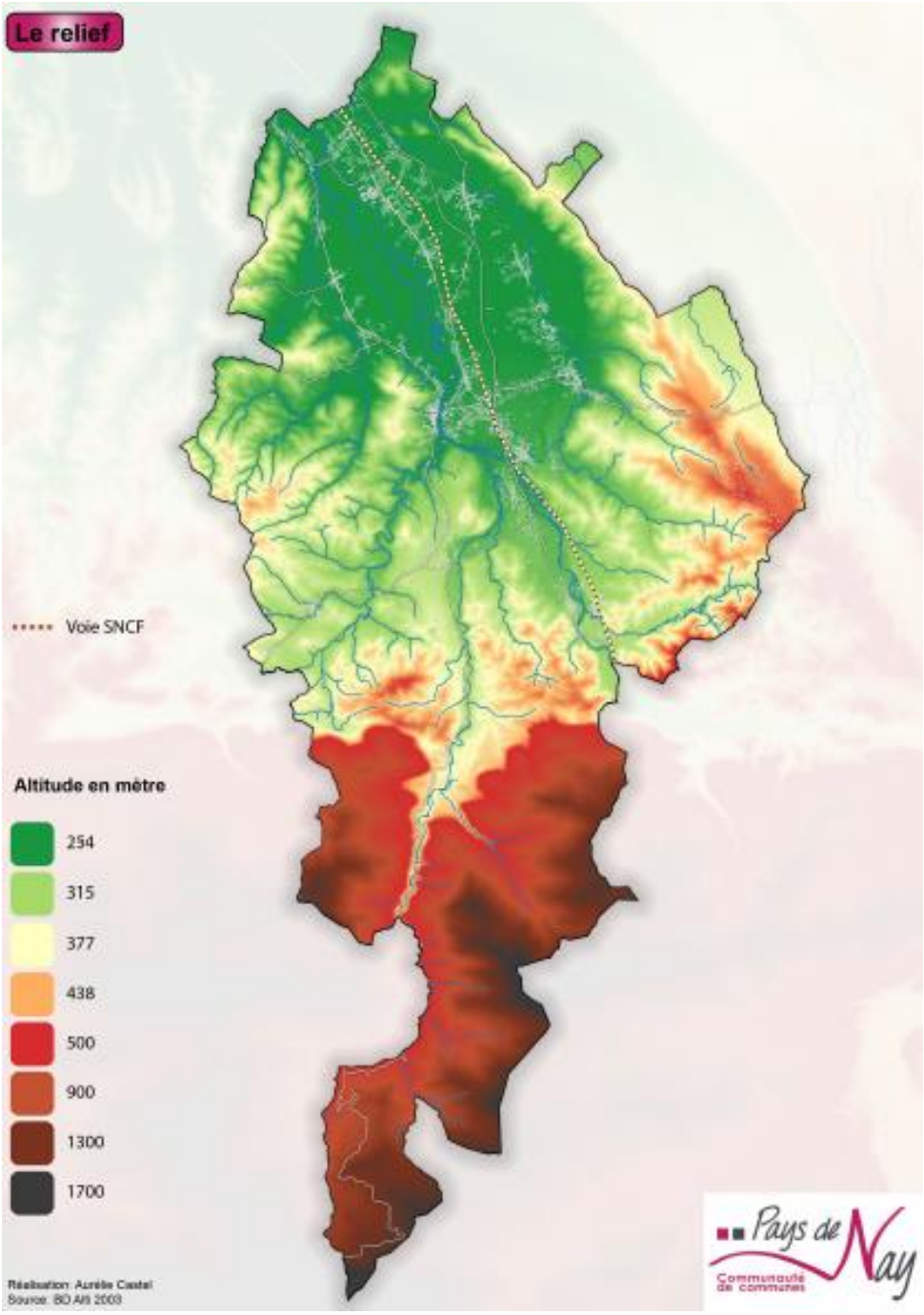


Figure 4 : carte du relief et hydrographie du territoire de la CCPN (Source : SCoT du Pays de Nay, 2019)

Le territoire est marqué par l'étagement du relief depuis la plaine de Nay qui se referme sur la partie plus encaissée de la vallée du Gave de Pau, jusqu'aux sommets, au sud du territoire.

Au nord, le territoire est caractérisé par la vallée du Gave de Pau, là où historiquement ont été implantés la majeure partie de l'urbanisation ainsi que les principaux axes de communication. Les terres arables céréalières occupent la plaine et maintiennent, avec l'élevage et la polyculture des coteaux, une agriculture essentielle à l'identité et à l'économie du territoire. Les coteaux laissent place à de vastes boisements qui prennent une importance particulière pour le caractère naturel du Pays de Nay : forêts d'Asson et d'Arthez-d'Asson, vastes forêts de feuillus aux avant-postes de la montagne.

Au sud, le territoire est ainsi beaucoup plus montagneux, guidé par la vallée encaissée et boisée de l'Ouzom et culminant à 2480 mètres à Arbéost, à proximité du Pic de Gabizos (2639 mètres) et à 1848 mètres sur la commune de Ferrières, dont la limite est le Pic de l'Estibet (1851 mètres) et le Soum du Granquet (1861 mètres). Les sports d'hiver peuvent se pratiquer sur la station de ski de fond du Val d'Azun.

Le relief se traduit en conséquence par des servitudes particulières aux quatre communes du sud (Asson, Arthez-d'Asson, Arbéost et Ferrières) qui sont soumises à la loi Montagne. Cette loi d'aménagement et d'urbanisme reconnaît la spécificité des espaces montagneux, de leur aménagement et la nécessité de leur protection. Elle définit la montagne comme une zone présentant des handicaps, freinant ainsi l'exercice de certaines activités économiques, en raison notamment de l'altitude, des conditions climatiques et des fortes pentes.

3.2.3 Géologie

Le territoire présente des couches géologiques orientées nord-ouest/sud-est au nord du territoire. La présence du Gave de Pau, marquée par les couches de sable, décrit d'ailleurs cette orientation. Les couches argileuses sont aujourd'hui occupées principalement par la culture du maïs. Au centre, le schiste prédomine au pied des Pyrénées. Enfin, dans la partie Sud du territoire, le sol est marqué par une alternance de couches de schiste, de calcaire, de roches sédimentaires et doléritique.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

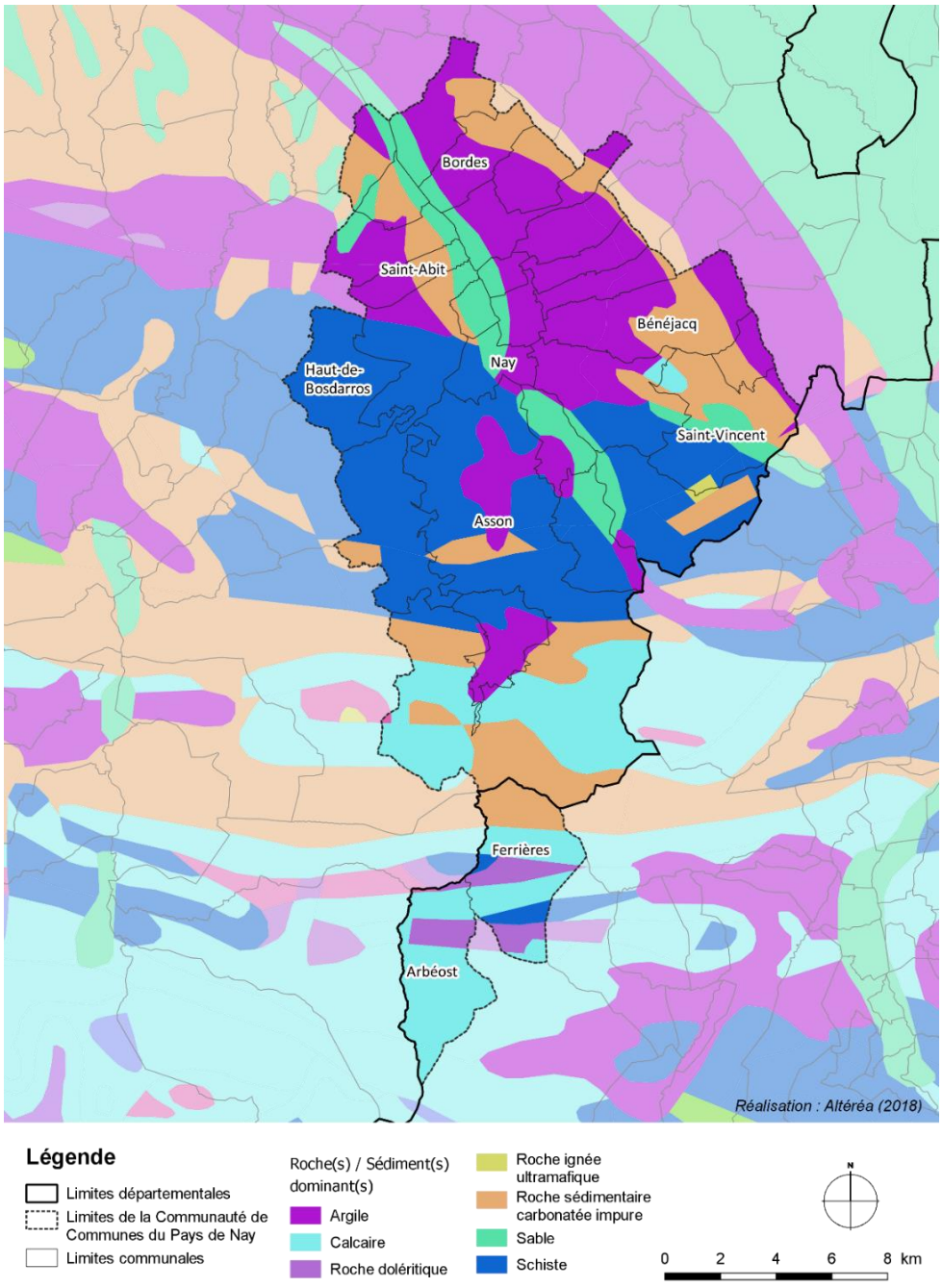


Figure 5 : Carte géologique du territoire de la CCPN (Source : BRGM, réalisation ALTEREA)

Le territoire du Pays de Nay offre un réseau hydrographique très dense, organisé de part et d'autre du Gave de Pau qui traverse le territoire dans une direction sud-est – nord-ouest. Les principaux cours d'eau sont le Lagoin (qui évolue en rive droite et parallèlement au Gave de Pau), le Luz, le Béez et l'Ouzom, tous deux affluents rive gauche du Gave de Pau. Le fonctionnement hydraulique se caractérise par une importance des crues en plaine.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

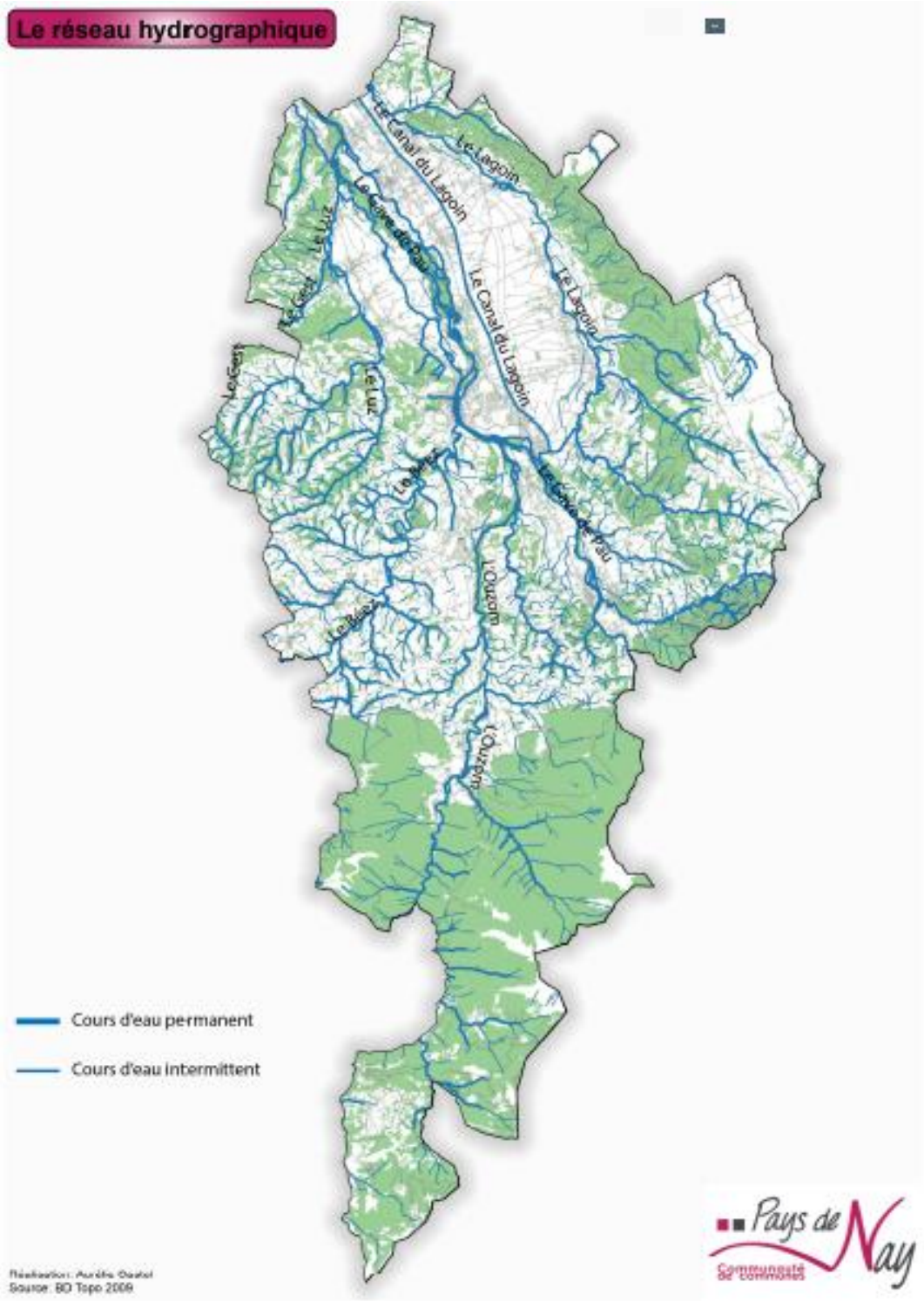


Figure 6 : réseau hydrographique de la CCPN (Source : SCoT de la CCPN, 2019)

Le territoire s'inscrit dans le bassin versant de l'Adour qui dispose d'une ressource en eaux souterraines importante, diversifiée et qui joue un rôle notable dans l'accès à l'eau.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

3.2.4 Eau

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a mis en place une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau, de manière à satisfaire simultanément l'ensemble des usages de l'eau, à préserver et restaurer les écosystèmes aquatiques et à les protéger contre toute pollution.

Plusieurs outils de planification ont été créés dont, et surtout, le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)**. Le SDAGE met en œuvre la politique européenne de l'eau instituée par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) du 23 octobre 2000. Il constitue ainsi le cadre de référence de la gestion de l'eau. Grâce à cet outil, chaque grand bassin hydrographique peut désormais mieux organiser et mieux prévoir ses orientations fondamentales.

Le **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)** quant à lui fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau au niveau local.

Le contrat de milieu est un programme d'actions volontaires concerté sur 5 ans avec engagement financier contractuel. Comme le SAGE, il constitue un outil pour la mise en œuvre des SDAGE.

Le territoire de la CCPN est concerné par le **SDAGE Adour-Garonne 2016-2021**. Il s'agit d'un territoire de 116 000 km², qui représente 20% du territoire national et regroupe cinq régions hydrographiques : la Charente, la Dordogne, la Garonne, l'Adour et les fleuves côtiers. Il concerne trois régions administratives, 26 départements et comprends 6 917 communes dont deux métropoles régionales : Toulouse et Bordeaux.

Sa révision a été approuvée le 1er décembre 2015. Actuellement en vigueur, il fixe comme objectif pour la période 2016-2021 que, sur 105 masses d'eau souterraines, 69% soient en bon état chimique d'ici la fin de cette période.

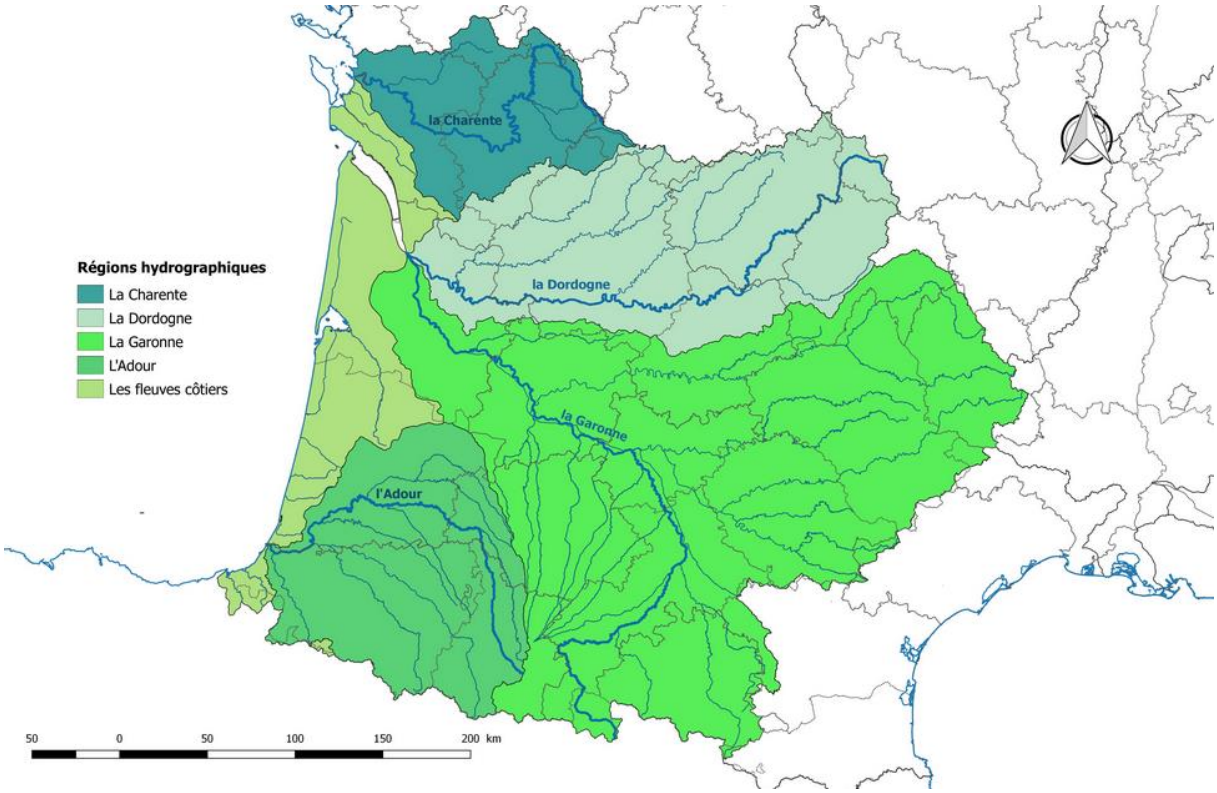


Figure 7 : Périmètre du SDAGE Adour-Garonne et découpage des bassins versants (Source : QGIS, réalisation ALTEREA)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Les orientations du SDAGE sont les suivantes :

- Créer les conditions favorables à une bonne gouvernance ;
- Réduire l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques ;
- Gérer durablement les eaux souterraines, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides ;
- Assurer une eau de qualité pour des activités et usages respectueux des milieux aquatiques ;
- Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique ;
- Privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire.

Il fixe également par masse d'eau des objectifs quantitatifs et qualitatifs pour l'atteinte du bon état des eaux. Le SDAGE fixe ainsi un objectif de bon état chimique et écologique pour le Gave de Pau (des grottes de Bétharram au confluent du Beez) et l'Ouzom. Pour le Beez, l'objectif de bon état écologique est reporté à 2021. Enfin, le SDAGE identifie 2 cours d'eau classés comme axe migrateur, gage d'une bonne qualité des eaux : le Gave de Pau et le Lagoin.

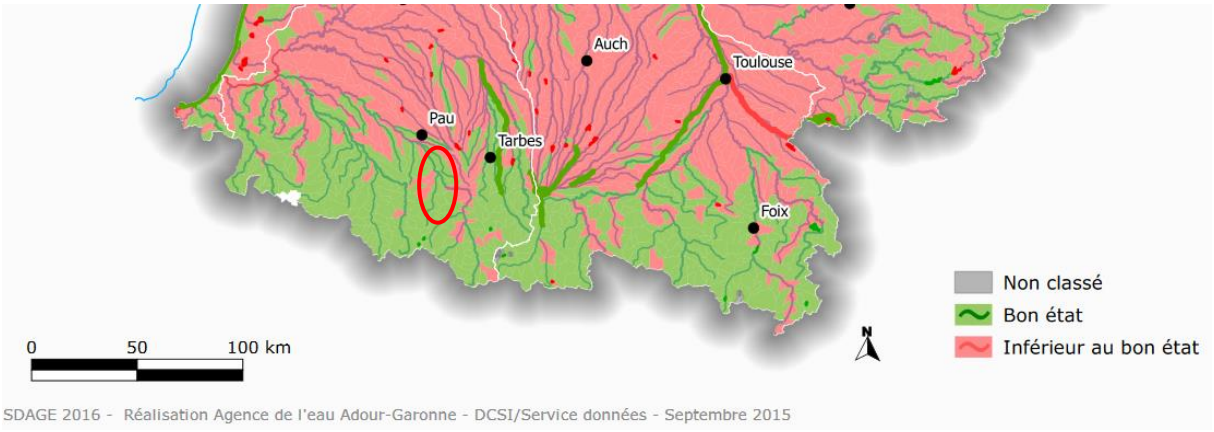


Figure 8 : état écologique des masses d'eau en 2013 en Nouvelle-Aquitaine (Source : SDAGE 2016-2021)

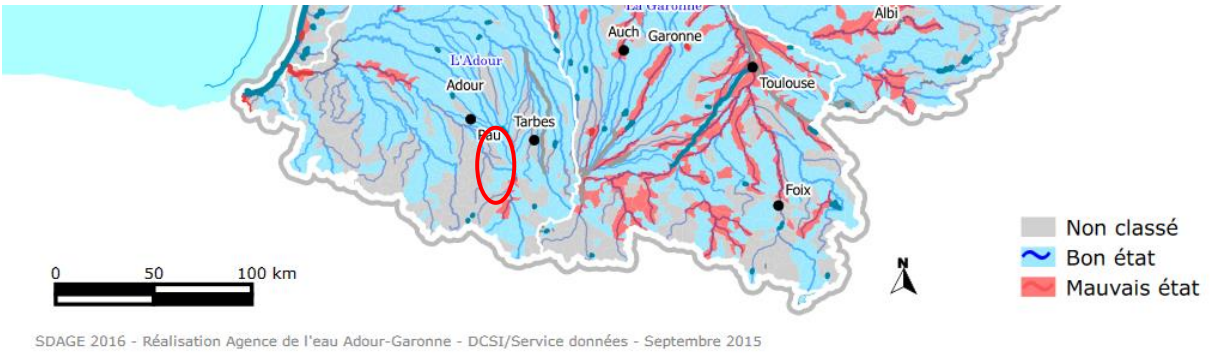


Figure 9 : état chimique des masses d'eau superficielles (Source : AEAG, 2015)

Aucun SAGE ni Plan de Gestion des Étiages (PGE) n'existe à ce jour sur le territoire. Le territoire sera toutefois concerné par le futur SAGE des Gaves, identifié comme prioritaire dans le SDAGE Adour-Garonne. De même, en aval, le SAGE Gave de Pau aval est en projet.

Le Lagoin est un enjeu important compte tenu du fait qu'il soit classé cours d'eau prioritaire au sein de la DCE (Directive Cadre sur l'eau).

Par ailleurs, au regard des caractéristiques du milieu (nappe alluviale peu profonde, sol filtrant, zone de grandes cultures), le territoire est vulnérable à la pollution diffuse par les nitrates et les produits phytosanitaires, d'origine agricole et non agricole.

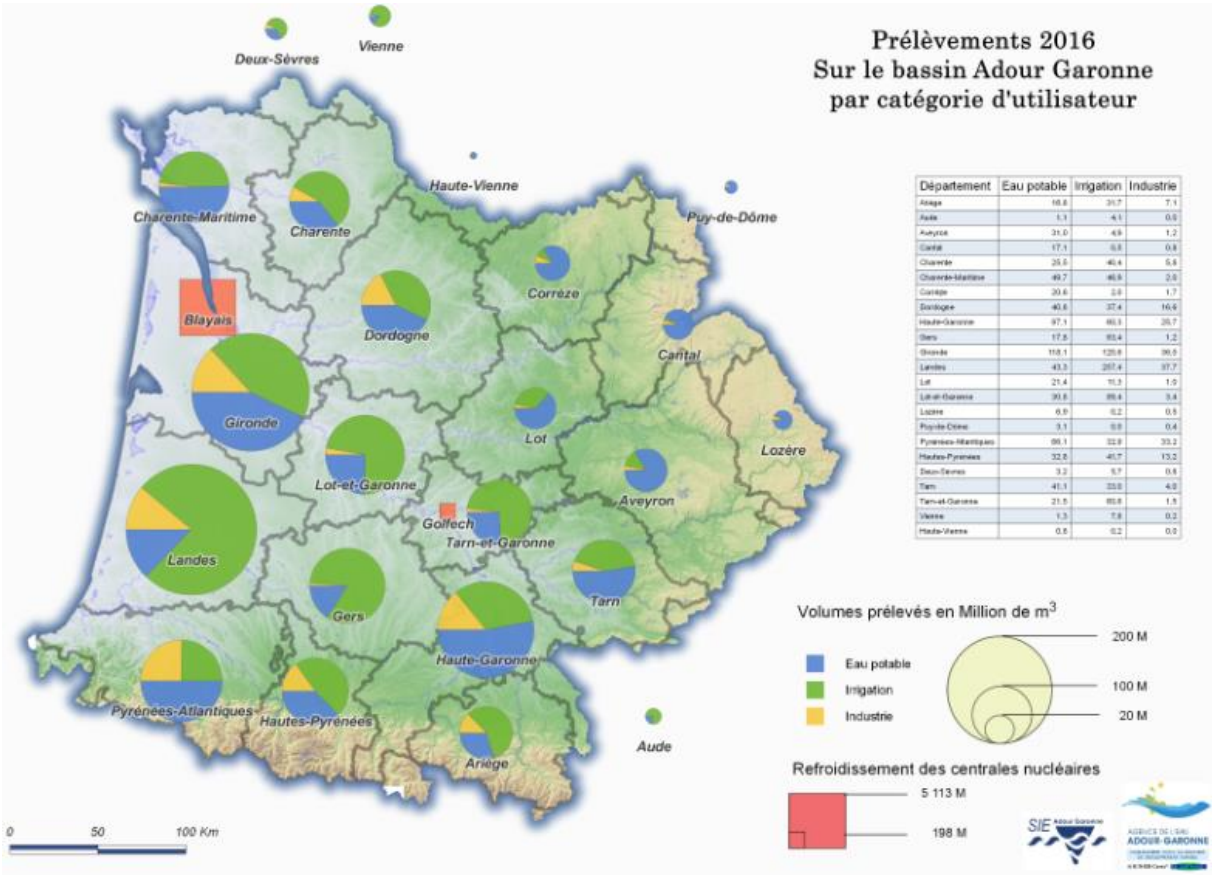
Le territoire étant majoritairement agricole, il existe des risques de dégradation de la qualité des eaux, les problématiques de qualité des eaux étant essentiellement causées par les nitrates, le phosphore et les produits phytosanitaires. Face à cela, les pratiques agricoles doivent respecter certaines mesures réglementaires :

- Les zones vulnérables : 23 des 29 communes du territoire sont concernées par les zones vulnérables. Ces zones sont « désignées comme vulnérables à la pollution diffuse par les nitrates d'origine agricole compte tenu notamment des caractéristiques des terres et des eaux ainsi que de l'ensemble des données disponibles sur la teneur en nitrate des eaux et de leur zone d'alimentation ». Ces zones impliquent certaines mesures telles que la couverture hivernale des sols, la couverture végétale le long des cours d'eau, un plafonnement des fertilisants azotés ou encore une surveillance des flux azotés ;
- La protection du captage de Bordes : travail mené sur la réduction des pollutions diffuses ;
- Le plan Ecophyto dont l'objectif est de réduire l'utilisation des produits phytosanitaires de 50% en dix ans ;
- Les Certiphyto pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires et améliorer les pratiques ;
- La PAC 2015-2020.

Face à ces mesures réglementaires, des programmes d'accompagnement des agriculteurs ont été mis en place pour maintenir la productivité des exploitations tout en veillant à l'amélioration de la qualité des eaux, comme les Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC). Elles ont pour objectif d'aider les agriculteurs à s'engager dans des systèmes de production plus économes en engrais minéral et en produits phytosanitaires.

Aussi, les collectivités se sont emparées de la problématique et ont lancé le Plan d'Action Territorial (PAT) du Gave de Pau dans le but de mieux comprendre les mécanismes de transfert et d'accompagner les utilisateurs de produits phytosanitaires et d'engrais dans un changement de pratique pertinent. Le premier PAT qui s'est déroulé de 2008 à 2012 a donné suite à un second PAT sur la période 2014-2018. Des actions ont donc été menées sur trois volets :

- L'amélioration des connaissances ;
- Le volet agricole ;
- Le volet non agricole.



Département	Eau potable	Irrigation	Industrie
Ariège	16.8	31.7	7.1
Aude	5.1	4.1	0.5
Aveyron	31.0	4.9	1.2
Cantal	17.1	0.5	0.8
Charente	25.5	40.4	5.4
Charente-Maritime	49.7	46.9	2.0
Corrèze	20.6	2.0	1.7
Dordogne	40.6	37.4	16.6
Haute-Garonne	97.1	66.1	25.7
Gers	17.5	83.4	1.2
Gironde	118.1	120.8	36.5
Landes	43.3	257.4	37.7
Lot	21.4	11.3	1.0
Lot-et-Garonne	30.8	89.4	3.4
Lozère	6.0	0.2	0.5
Puy-de-Dôme	3.1	0.0	0.4
Pyrénées-Atlantiques	66.1	32.0	33.2
Hautes-Pyrénées	32.8	46.7	13.2
Deux-Sèvres	3.2	5.7	0.6
Tarn	41.1	33.0	4.0
Tarn-et-Garonne	21.5	60.8	1.5
Vienne	1.3	7.8	0.2
Haute-Vienne	0.6	0.2	0.0

Figure 10 : Volumes d'eau prélevés par catégorie d'utilisateur et par département sur le bassin Adour-Garonne, année 2014
(Source : Agence de l'eau)

Le schéma ci-dessus nous montre que, dans le département, les prélèvements d'eau sont avant tout liés à l'alimentation en eau potable (1er poste à hauteur de 50%). L'industrie et l'agriculture représentent un quart chacun des prélèvements en eau.

Sur le territoire de la CCPN, l'eau est utilisée pour l'alimentation en eau potable, l'irrigation, l'industrie et la production d'électricité : centrales hydroélectriques sur les communes de Montaut, Mirepeix, Nay, Arthez-d'Asson, Coarraze et Lestelle-Bétharram.

	Volumes prélevés (m^3)	Volumes prélevés (%)
Irrigation	607 722	6%
Eau potable	8 692 470	82%
Usage industriel	1 321 437	12%
Total	10 621 629	100%

Tableau 1 : volumes prélevés par usage sur le territoire de la CCPN
(Source : Agence de l'Eau Adour-Garonne, 2010)

En termes quantitatifs, la ressource en eau est essentiellement utilisée pour l'eau potable (8,7 millions de m^3 ont été prélevés en 2010 pour l'eau potable) ; les prélèvements agricoles sont quant à eux mineurs et sont moins importants que les prélèvements à usage industriel. En effet, l'activité de Safran génère une part prépondérante de ces prélèvements industriels.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

D'un point de vue « approvisionnement », 69 % des volumes prélevés proviennent des eaux de surfaces et 31% des nappes phréatiques (5%) et captives (26%). Les eaux de surface sont donc la ressource la plus sollicitée sur le territoire :

- L'activité agricole utilise essentiellement les prélèvements en eaux de surface pour l'irrigation. Il existe une seule retenue sur le territoire, située à Mirepeix et utilisée pour l'irrigation ;
- La ressource en eau potable est davantage diversifiée, puisque prélevée pour 50 % dans les eaux de source (les Aygues) et 50 % en nappe alluviale du Gave de Pau (grâce à 3 puits situés à Baudreix et gérés par le SMNEP, Syndicat Mixte du Nord-Est de Pau) ;
- Les prélèvements pour les usages industriels sollicitent également de façon majoritaire les eaux de surface.

Il existe donc un réel enjeu de maintien de l'état qualitatif et quantitatif de la ressource en eaux de surface sur le territoire.

Eau potable : sur le territoire du SCoT, l'alimentation en eau potable est sûre et peu vulnérable aux pollutions diffuses et accidentelles, en raison de :

- La diversité des prélèvements utilisés (source, prises d'eau, forages) ;
- La réalisation des prélèvements dans des nappes distinctes ;
- La mise en place de mesures et outils de protection et de gestion.

Cependant, des points de vigilance sont à noter :

- De par leur nature karstique, les sources des Aygues sont particulièrement vulnérables à d'éventuelles sources de pollution ponctuelles ou diffuses. Cependant, cette vulnérabilité intrinsèque aux aquifères karstiques doit toutefois être pondérée par le peu de risques de contamination existant sur les bassins versants ;
- La nappe alluviale d'accompagnement du Gave de Pau, utilisée pour les forages de Bordes reste vulnérable aux nitrates. Une hausse de la teneur en nitrates et proche de la norme de qualité a en effet été constatée sur l'un des forages ;
- Enfin, l'aquifère dont dépend la source Loustau présente une porosité de fissures, créant une vulnérabilité de la ressource.

Depuis 2003, on constate des consommations en légère baisse ; cette baisse est liée à une évolution probable du comportement des abonnés. L'impact des puits particuliers est également à ne pas occulter : la présence de la nappe phréatique en plaine à faible profondeur incite beaucoup de particuliers à réaliser leur propre forage. Si cela limite la sollicitation du réseau d'eau potable, la présence de puits, dont le nombre n'est pas connu, implique d'autres risques et incidences, sur l'aspect qualitatif comme quantitatif de la ressource.

En 2017, la consommation moyenne est sensiblement semblable à la moyenne nationale, 101m^3/an/abonné contre 120 m^3/an/abonné en 2011.

La consommation pour l'usage domestique est faible ramenée au nombre d'abonnés, elle ne représente que 75 m^3/an/abonné.

Par contre, si les gros et très gros consommateurs (activité agricole, industrie et tourisme sur le territoire) ne représentent qu'un tiers des consommateurs, ils sollicitent plus de 50% des volumes consommés en eau potable.

Assainissement : le territoire présente une bonne couverture des zones urbanisées par le réseau d'assainissement collectif. Cependant, le bâti épars, largement visible dans la partie coteaux et zone de montagne du territoire intercommunal, est assaini grâce à des dispositifs d'assainissement autonome. Or, selon les schémas directeurs d'assainissement en vigueur, les sols présentent une aptitude à l'assainissement autonome hétérogène selon les secteurs. Aussi, une étude de sol spécifique à la parcelle est obligatoire lors de l'instruction d'une autorisation (cela permet de sécuriser la possibilité d'implanter ou non un assainissement non collectif).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

L'objectif de la CCPN est d'atteindre, d'ici 2026, 10 000 abonnés en collectif et 2 500 abonnés en non collectif grâce à la création de réseau d'assainissement collectif sur les communes d'Assat, Bordères et Lagos.

La multiplication du mitage constitue donc une menace potentielle pour la préservation de la qualité des eaux superficielles.

Gestion des eaux pluviales : la CCPN a approuvé en juillet 2018 un schéma directeur « Eaux pluviales » (SDEP) sur son territoire. L'objectif était notamment de pouvoir **continuer à construire et urbaniser le territoire en maîtrisant la situation au niveau du ruissellement hydraulique, et de réduire les risques d'inondation par ruissellement**. Ce document permet ainsi :

- D'élaborer un programme d'investissements chiffré correspondant aux aménagements à réaliser pour assurer un certain niveau de protection contre les inondations ;
- De choisir et d'orienter les projets d'aménagement vers des solutions alternatives, intégrées et dites « douces » de gestion des eaux pluviales chaque fois que cela est possible ;
- De définir des prescriptions réglementaires détaillées au zonage et qui devront s'appliquer au niveau des PLU : niveaux de seuils habitables, emplacements réservés, servitudes, etc. ;
- De définir les conditions du transfert de la compétence "eaux pluviales" à la Communauté de Communes.

Actualisation des données (2023)
SDAGE 2022-2027 Adour-Garonne
- Objectifs : atteindre 70% de cours d'eau en bon état d'ici 2027, soit une augmentation de 20% par rapport à l'état des lieux 2019
- Classement des cours d'eau
- Perspectives d'évolution de la ressource en eau : généraliser l'utilisation rationnelle et économe de l'eau, générer la mobilisation des retenues d'eau existantes pour soutenir les débits des cours d'eau, mettre en œuvre des projets de territoire de gestion de l'eau (PTGE) pour mener les actions nécessaires à la gestion équilibrée de la ressource

3.2.5 Climat

3.2.5.1 Les précipitations

La moyenne annuelle des précipitations est de 1047 millimètres. La moyenne mensuelle est comprise entre 56 et 112 millimètres. Le nombre moyen de jours de pluie (jour où les précipitations sont supérieures ou égales à 2,5 millimètres) est de 120.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

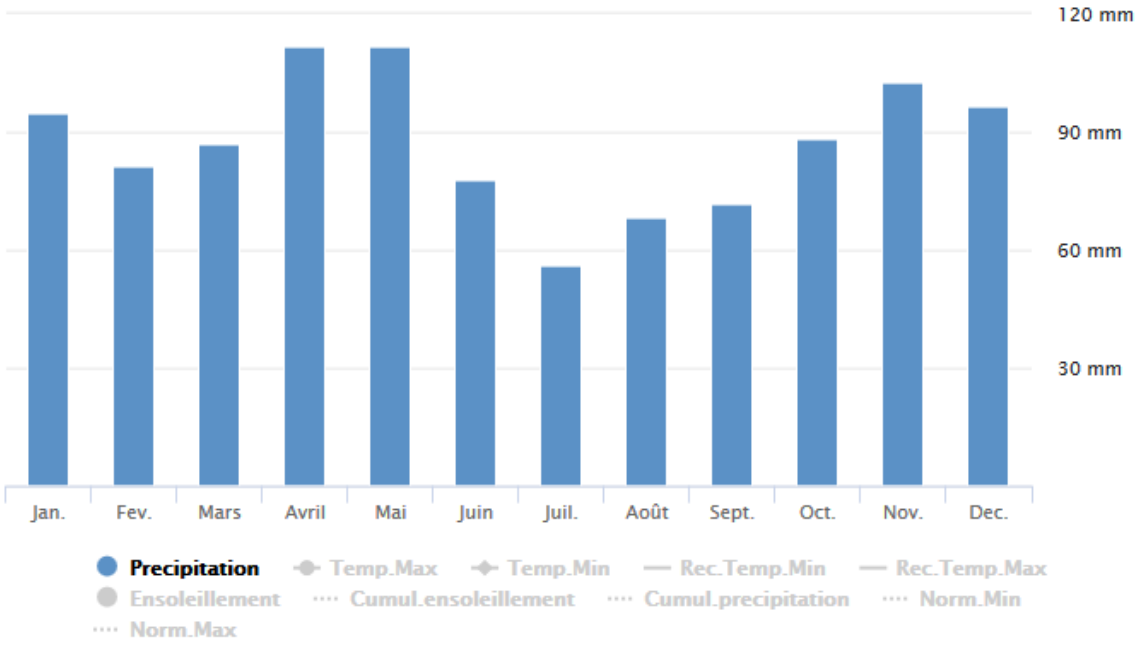


Figure 11 : Représentation de la moyenne mensuelle des précipitations de 1981 à 2010, station de Tarbes
(Source : Météo France)

Les données sont collectées par Météo-France à la station de Tarbes. La température minimale moyenne[6] est de 7,6°C, tandis que la moyenne maximale moyenne[7] est de 17,6°C. Les mois de juillet et d'août sont les plus chauds alors que le mois de décembre est le plus froid.

Sur les trente dernières années, le 8 janvier 1985 a été la journée la plus froide avec une température minimale de -17,9° C. À l'opposé, la journée la plus chaude des trente dernières années remonte au 13 août 2003 où la température maximale a atteint 39 °C.

[6] Températures relevées le matin

[7] Températures relevées l'après-midi

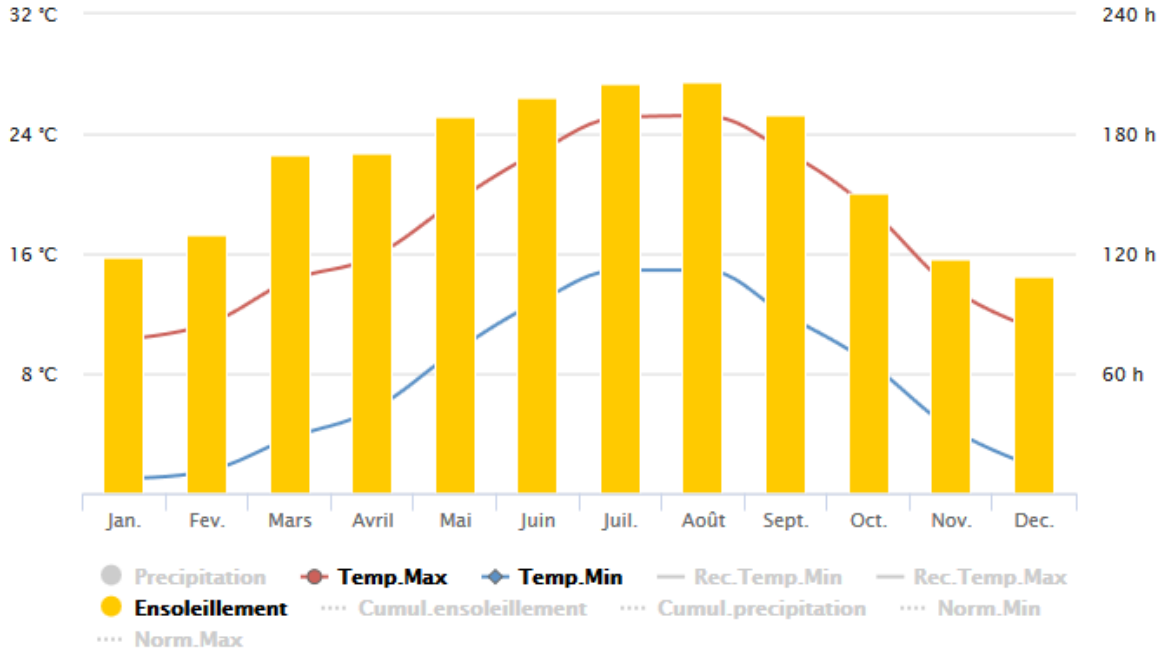


Figure 12 : Représentation des moyennes mensuelles de températures de 1981 à 2010, station de Tarbes
(Source : Météo France)

3.2.5.2 Les vents

De manière générale, le vent est particulièrement faible en Béarn. La Rose des Vents permet de montrer combien d'heures par an le vent souffle dans la direction indiquée. Elle distingue une dominante des vents orientés ouest-est.

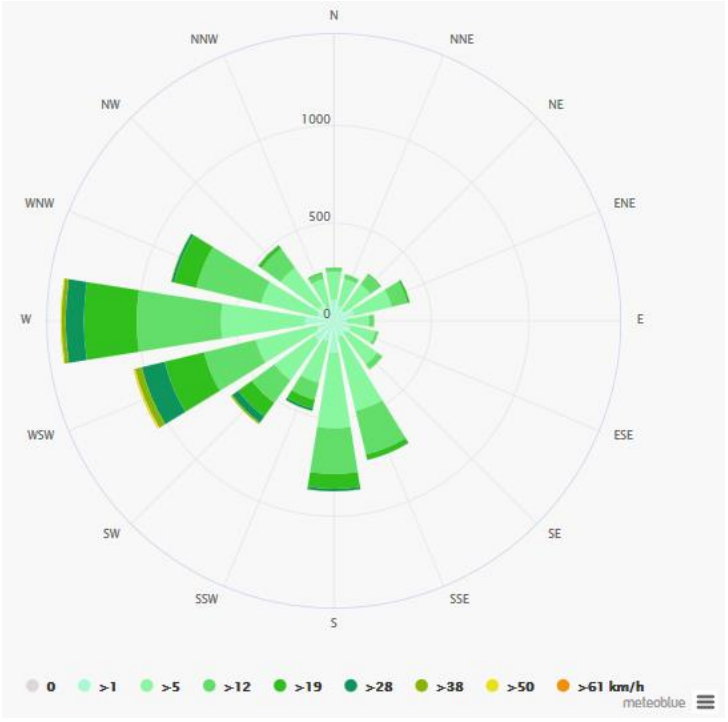


Figure 13 : Rose des vents de Nay, résolution spatiale d'environ 30 km, période 1985-2015
(Source : www.meteoblue.com)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

3.2.6 Air

La Loi de Transition Energétique du 17 août 2015 a introduit la qualité de l'air dans le plan climat. Ainsi, le plan d'actions doit inclure la lutte contre la pollution atmosphérique si le territoire est concerné par un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA). Localement, un PPA est présent sur une zone géographique incluant Pau et 21 communes voisines, cependant, aucune commune de la CCPN n'est comprise dans le périmètre de ce plan.

3.2.6.1 Définitions

On appelle pollution atmosphérique la présence dans l'air ambiant de substances émises par les activités humaines (par exemple le trafic routier) ou issues de phénomènes naturels (par exemple les éruptions volcaniques) pouvant avoir des effets sur la santé humaine ou, plus généralement, sur l'environnement.

Il existe deux types de polluants atmosphériques :

- Les polluants primaires, directement issus des sources de pollution ;
- Les polluants secondaires, issus de la transformation chimique des polluants primaires dans l'air.

Les effets des polluants sur la santé humaine sont variables en fonction :

- De leur taille : plus leur diamètre est faible plus ils pénètrent dans l'appareil respiratoire ;
- De leur composition chimique ;
- De la dose inhalée ;
- De l'exposition spatiale et temporelle ;
- De l'âge, de l'état de santé, du sexe et des habitudes des individus.

On distingue les effets immédiats (manifestations cliniques, fonctionnelles ou biologiques), et les effets à long terme (surmortalité, baisse de l'espérance de vie).

Selon une étude de Santé Publique France, 48 000 décès prématurés par an en France sont imputables à l'exposition des populations aux particules fines et aux dépassements des valeurs limites. La qualité de l'air, qui constitue donc une problématique majeure en termes de santé publique, est particulièrement impactée par les émissions de gaz et de poussières liées aux transports.

Les polluants atmosphériques ont également des effets néfastes sur l'environnement : environnement bâti (salissures par les particules), écosystèmes et cultures (acidification de l'air, contamination des sols).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

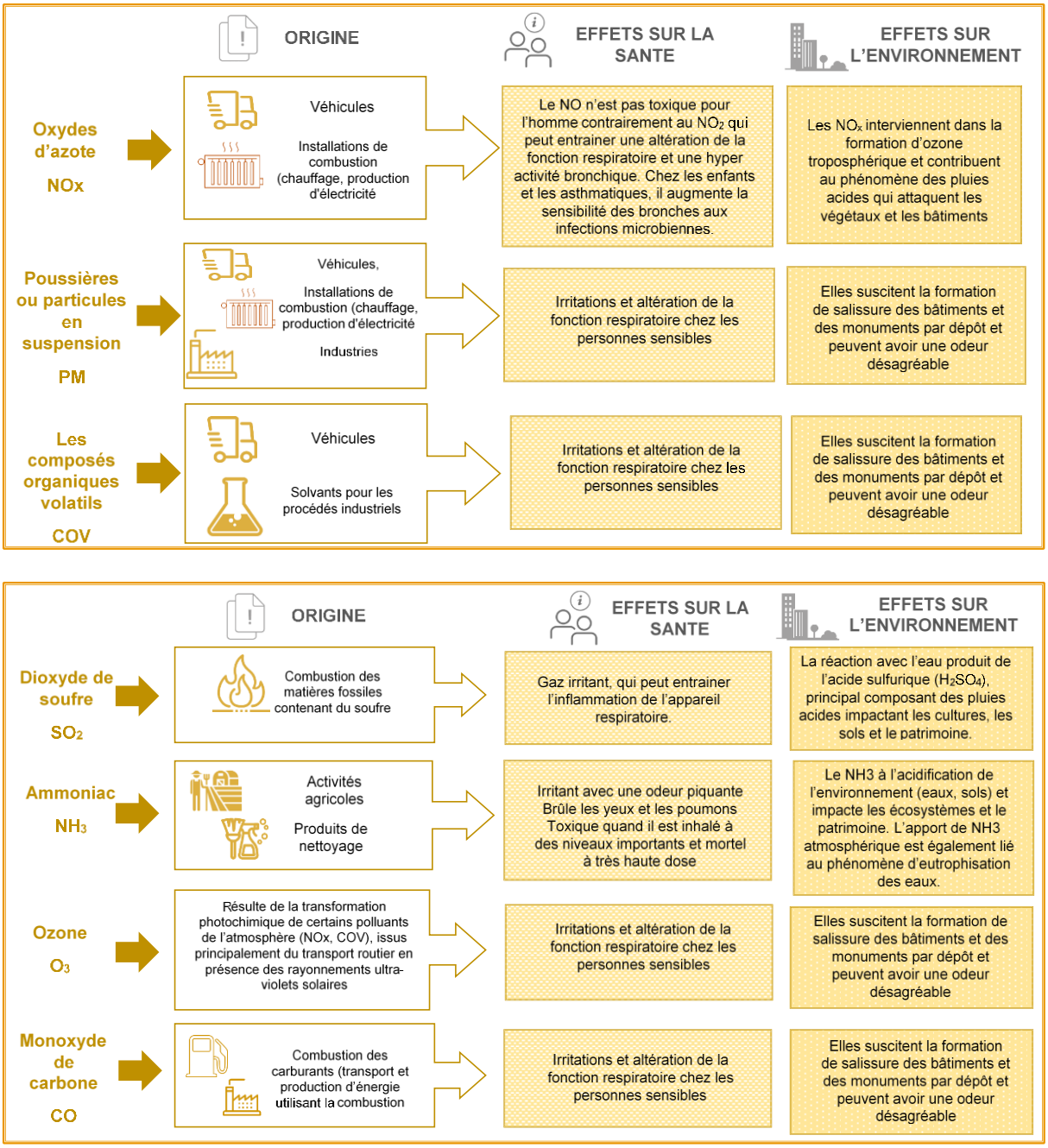


Figure 14 : conséquences des différents polluants pour la santé
(Source : ADEME, OMS[8], Agence Européenne pour l'Environnement, Airparif)

3.2.6.2 Les émissions de polluants sur le territoire de la CCPN

Localement, ce sont les associations ATMO Nouvelle-Aquitaine et ATMO Occitanie qui surveillent la qualité de l'air. À l'échelle de l'ex-région Aquitaine, deux groupes de polluants se distinguent :

- Les polluants et gaz à effet de serre dont l'origine est principalement agricole ou naturelle tels que l'Ammoniaque (NH_3), les Composé Organique Volatil Non Méthanique (COVNM), le Méthane (CH_4) ou le Protoxyde d'azote (N_2O) ;

[8] OMS : Organisation Mondiale pour la Santé

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

- Les polluants et gaz à effet de serre anthropiques, comme les Oxydes d'azote NOx, le monoxyde de carbone (CO), le benzène, le dioxyde d'azote (CO_2) ou encore les poussières dont les émissions proviennent essentiellement de la combustion de carburants fossiles du secteur résidentiel/tertiaire et routier ;
- Enfin le dioxyde de soude (SO_2) est un peu à part car il s'agit d'un polluant lié aux activités industrielles fortes de l'agglomération paloise et des Pyrénées-Atlantiques.

Dans ce contexte, les émissions dans les Pyrénées-Atlantiques sont marquées par des rejets plus importants de dioxyde de soude que dans les autres départements voisins. Les industriels du domaine de l'énergie en sont la principale raison (bassin industriel de Lacq notamment). L'agriculture représente un secteur prépondérant pour plusieurs polluants atmosphériques, notamment le méthane (CH_4) issu de l'élevage.

Au global, comme dans la plupart des départements français, le CO_2 reste le gaz le plus émis en 2010 (6 097 922 grammes/habitant, avec une prépondérance des transports dans ces émissions), suivi des COVNM (70 561 g/hab. en majorité d'origine biotique) et du CH_4 (50 188 g/hab. imputables essentiellement à l'agriculture).

Il n'existe pas de station de mesure de la qualité de l'air sur le Pays de Nay, mais trois stations permanentes sont disposées sur l'agglomération paloise, soit dans une relative proximité. Il s'agit de deux stations urbaines de fond et d'une station de proximité automobile. Les polluants mesurés sont : l'ozone (O_3), le dioxyde d'azote (NOx), les particules en suspension (PM10 et PM2,5), le dioxyde de soufre (SO_2), le monoxyde de carbone (CO) et le Benzo(a)pyrène.

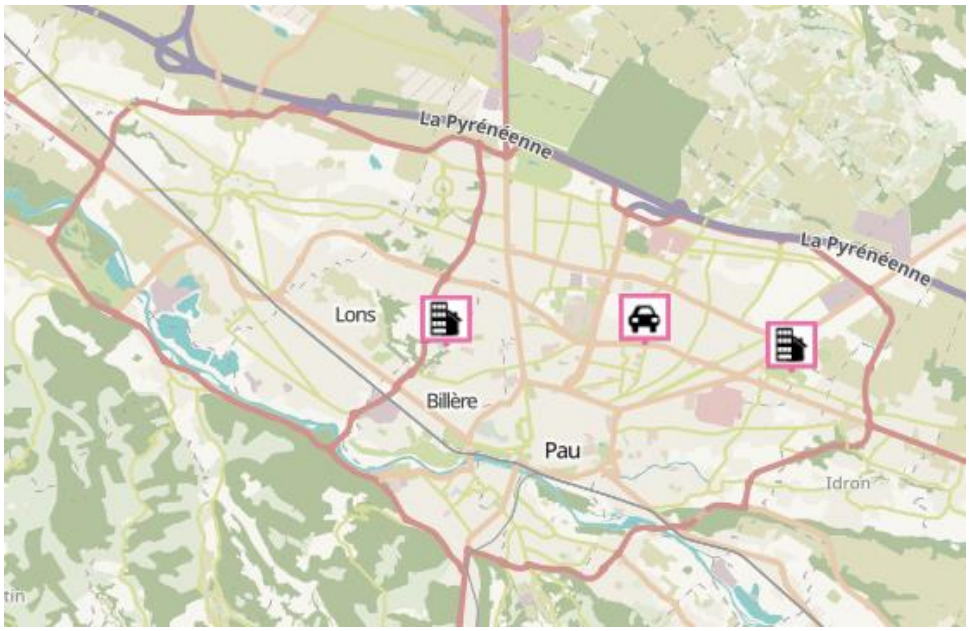


Figure 15 : Carte de situation des stations de mesure de la qualité de l'air (Source : Atmo Nouvelle-Aquitaine)

Comme le montre le bilan 2011 de l'indice de la qualité de l'Air, appelé ATMO, la qualité de l'air sur l'agglomération paloise est globalement bonne. En effet, les indices ont été « très bons à bons » 71 % de l'année, « moyens » 23 % du temps et « médiocres » durant 24 jours. En 2011, aucune alerte de dépassement des seuils réglementaires n'a été déclenchée.

Dans 82% des cas, l'ozone (O_3) est le principal polluant responsable de la dégradation des indices : il résulte de la transformation photochimique de certains polluants primaires dans l'atmosphère (en particulier, NOx et COV) sous l'effet des rayonnements ultra-violets. Il s'agit donc d'une pollution essentiellement estivale, qu'il convient la plupart du temps de mettre en regard de l'activité touristique et de l'augmentation estivale des flux de transport. Les concentrations d'ozone sont en légère baisse depuis 2002 (-2%).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Les particules en suspension PM10 sont le second responsable de l'altération de la qualité de l'air sur l'agglomération paloise. Elles sont générées par les activités anthropiques telles que les industries, le chauffage domestique ou encore le trafic automobile. Cette dernière source prévaut pour le territoire, puisque les concentrations sont élevées sur la station de proximité automobile. Les concentrations, en hausse entre 2010 et 2011, ont néanmoins diminué depuis 2002 (-16 % depuis 2002 pour les concentrations de fond, -10 % pour les concentrations de proximité automobile).

Le dioxyde d'azote est le dernier polluant significatif responsable de la détermination de l'indice ATMO. Il est principalement émis par les véhicules et les installations de combustion. Les concentrations sont également en baisse (-4 % depuis 2002 pour les concentrations de fond, -3 % depuis 2002 pour les concentrations de proximité automobile).

Le Pays de Nay s'inscrit dans ce contexte palois de bonne qualité globale de l'air, avec une tendance à la diminution de l'ensemble des polluants responsables de la dégradation de l'indice ATMO. Vraisemblablement, la situation locale peut même être considérée comme étant légèrement meilleure, étant donné le nombre d'habitants du territoire et l'importance des flux de transport bien moindre, au regard de l'agglomération de Pau desservie par l'autoroute et la voie ferré. C'est probablement particulièrement vrai pour ce qui est de l'ozone.

De même, étant donné le contexte davantage rural, voire montagneux sur la partie sud du territoire, il semble raisonnable de penser que la CCPN se rapproche d'un contexte départemental, où l'agriculture et les espaces naturels participent aux émissions de polluants atmosphériques (pollens, particules fines, pesticides, etc.).

Le graphique suivant présente la répartition des émissions de polluants par secteur d'activité pour le territoire de la CCPN.

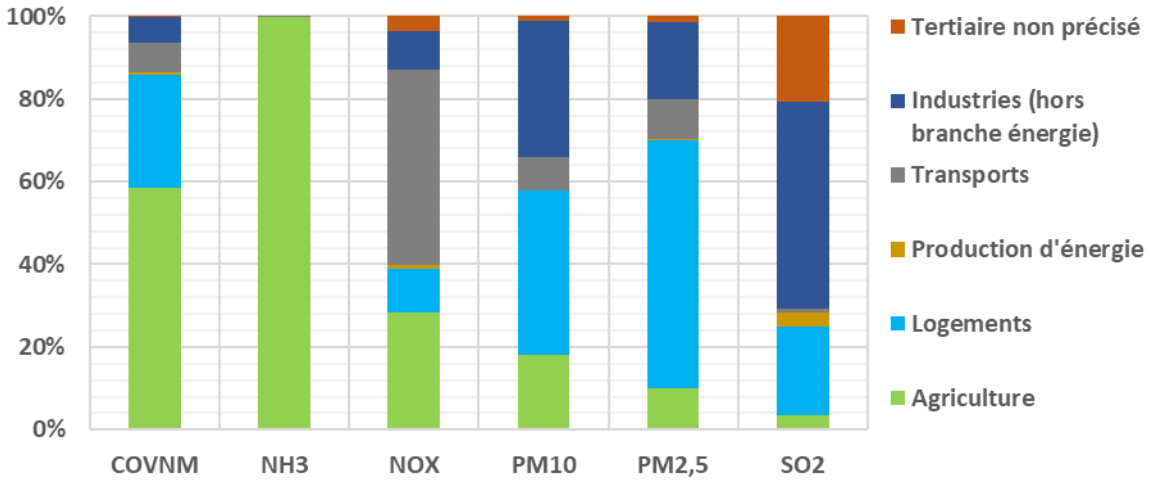


Figure 16 : Répartition des émissions de polluants par secteur (Source : ATMO Nouvelle-Aquitaine et Occitanie- données 2014)

A l'échelle du territoire de la CCPN, l'agriculture constitue le secteur responsable de la plus grande part de polluants (63%), du fait du poids important de ce secteur dans l'économie locale. La filière représente ainsi 99,8% des émissions de nitrate (NH_3), 28,5% des émissions de NOx et 58,4% des émissions de COVNM.

Le secteur du transport (17% des émissions de polluants) pèse également lourdement sur plusieurs types d'émissions, et notamment sur l'oxyde d'azote et les particules fines. Ce secteur émet ainsi 47,3% des NOx du territoire, 8% des PM_{10}, et 9,5% des $PM_{2,5}$.

Concernant le secteur du **bâtiment** (résidentiel et tertiaire), les polluants atmosphériques détériorent les matériaux des façades, essentiellement composés de pierres, de ciment et de verre. Les polluants provoquent majoritairement des salissures et des actions corrosives. Le secteur résidentiel émet, au niveau national, environ 46% des émissions des COVNM, 31% de PM_{10} et 49% de $PM_{2,5}$ (sur le territoire, ces valeurs sont respectivement de 27,40% et 60%).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

3.2.7 Production d'énergies à partir du milieu physique et potentiel de développement

3.2.7.1 Énergie solaire

3.2.7.1.1 Définition

L'énergie solaire renouvelable comprend deux branches à part entière : le photovoltaïque, producteur d'électricité, et le solaire thermique, producteur de chaleur.

La technologie photovoltaïque se présente sous la forme de cellules assemblées sous la forme de « panneau solaire », pouvant être disposé sur des toitures ou au sol. Plusieurs technologies existent, avec des rendements propres. Afin d'optimiser leur potentiel, il est nécessaire de les installer selon l'exposition maximale possible.

Les installations solaires thermiques fonctionnent, elles, avec un circuit fermé de liquide caloporteur (qui transporte la chaleur), exposé au rayonnement solaire. Le circuit est relié à un chauffe-eau ou à un ballon d'eau afin de transmettre la chaleur à l'eau. Il peut également alimenter les systèmes de chauffage, si ceux-ci fonctionnent à l'eau chaude. Plusieurs systèmes et matériaux existent également pour ce type d'installations.

3.2.7.1.2 Etat des lieux et potentiel de développement

L'énergie solaire thermique est peu développée sur le Pays de Nay, sa production est de 300 MWh. D'après la DREAL Aquitaine, le territoire ne comptait en 2010 que 7 installations solaire thermique intégrées d'une surface moyenne de 12 m² (Arros-de-Nay, Bordères, Bourdettes, Bruges-Capbis-Mifaget, Coarraze, Mirepeix, Montaut) mais aucune installation solaire thermique de taille importante.

Le solaire photovoltaïque est lui aussi sous-développé, sa production est de 2 200 MWh.

Cependant, des projets d'installations solaire sont à l'étude afin de développer cette filière :

- Une centrale photovoltaïque vient d'émerger sur un ancien centre d'enfouissement technique à Bénéjacq (1,9 MWc) ;
- Des ombrières photovoltaïques sont à l'étude sur le parking d'Aéropolis Safran à Bordes ;
- Des bâtiments communautaires ont depuis été équipés de panneaux solaire (photovoltaïques et thermiques).

Dans son SRADDET, la Région Occitanie se fixe les objectifs de production d'énergie solaire suivants : 7000 MWh en 2030, 15000 MWh en 2050

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Le gisement solaire des Pyrénées Atlantiques est estimé à 253 MWc, soit environ 320 GWh en 2016.[9]

Le département présente ainsi un potentiel de développement de l'énergie solaire photovoltaïque important.

La CCPN a mené un travail de recherche auprès des communes sur les projets solaires remarquables menés depuis 2015 sur le territoire. Il résulte de cette recherche une douzaine de projets (toitures de bâtiments agricoles et de bâtiments communautaires, installations au sol) en cours d'instruction, autorisés et/ou réalisés pour une production proche de 4 GWh, soit une multiplication par deux de la production relevée dans PROSPER entre 2012 et aujourd'hui.

3.2.7.2 Biomasse

3.2.7.2.1 Définition

La biomasse est définie comme la fraction biodégradable des produits, déchets et résidus provenant de l'agriculture, y compris les substances végétales et animales issues de la terre et de la mer, de la sylviculture et des industries connexes, ainsi que la fraction biodégradable des déchets industriels et ménagers. Cette biomasse est par la suite valorisée énergétiquement par combustion.

On distingue généralement la biomasse combustible issue des cultures agricoles (production d'agro-pellets) et les combustibles issus du bois (production de bois-bûche, de plaquettes forestières, de granulés bois ou de plaquettes de scieries).

Pour utiliser l'énergie de la combustion du bois, ou bois énergie, il existe plusieurs types de bois. Le combustible le plus utilisé par les particuliers est dans la plupart des cas le bois bûche. Le bois déchiqueté issu des résidus de bois très secs (7 à 10 % d'humidité), est doté d'un pouvoir calorifique supérieur au bois bûche. Enfin, le granulé est fabriqué uniquement à partir de résidus de scieries permettant de valoriser les sous-produits de l'industrie du bois, de cette manière aucun arbre supplémentaire n'est coupé pour produire ce bois.

3.2.7.2.2 Etat des lieux et potentiel de développement

Le territoire est recouvert par des forêts sur 44% de sa superficie. Or, grâce à la valorisation du bois local, le bois-énergie résidentiel se positionne comme la principale source de chaleur d'origine renouvelable. Ainsi, la biomasse permet la production de 9 GWh de chaleur renouvelable, soit 20% de la production d'énergie renouvelable du territoire.

Continuer à développer la filière bois-énergie permettrait d'augmenter encore la part de cette source d'énergie dans le mix énergétique. Toutefois, au regard des enjeux de qualité de l'air, le développement de cette ressource via des chaufferies centralisées de taille importante est à privilégier (exemple d'une chaufferie bois pour le chauffage des serres d'un maraîcher à Boeil-Bezing). À une échelle plus grande, différentes études sont également menées pour la faisabilité de réseaux de chaleur alimentés en partie par du bois local raccordés à la piscine Nayéo (aujourd'hui alimentée par du gaz), la cité scolaire ou encore un EHPAD.

Remarque : selon le SCoT de la CCPN, l'usine Safran de Bordes est par exemple alimentée par une chaudière à bois d'une puissance de 3 MW. Elle a produit environ 9,3 GWh de chaleur en 2014.

Dans son SRADDET, la Région Occitanie prévoit par la mise en place du Schéma Régional Biomasse une contribution de la biomasse énergie (incluant la méthanisation) à hauteur de 20 % du mix énergétique en 2050.
Dans son Schéma Régional Biomasse, la Région Occitanie estime le potentiel de production de supplémentaire d'ici à 2027 de 3,425 TWh d'énergie primaire, à partir de 10,9 millions de mètre cube de bois énergie seulement.

[9] Source : Potentiel PV Aquitaine 2016, hypothèse 1 kWc = 1 316 kWh

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Les forêts représentent 37% de la surface de la CCPN. Ces boisements sont essentiellement constitués d'essences de feuillus, mais aussi de conifères et de forêts en mélange et de quelques peupleraies. La répartition de ces ensembles forestiers se fait de la manière suivante :

- 11574 hectares de forêts de feuillus ;
- 219 hectares de conifères ;
- 235 hectares de forêts mixtes ;
- 32 hectares de peupleraies.

Ainsi, ALDO évalue une récolte théorique de 4897 m^3 de bois de feuillus et de 30 m^3 de bois de conifères chaque année, en l'état actuel de l'occupation des sols. Les espaces protégés (Natura 2000, ZNIEFF), du fait de leur intérêt écologique, ne sont pas pris en compte dans l'exploitation du bois énergie. Le bois issu des haies bocagères n'est toutefois pas évalué et demanderait des données plus fines à l'échelle du territoire.

Conversion (source : ADEME, 2009[10]) :

- 1 tep (tonne équivalent pétrole) = 11,63 MWh.
- 1 tMS (tonne de matière sèche anhydre) = 0,43 tep
- Forêts : moyenne pondérée = 0,519 tMS/m3
- Feuillus de forêts = 0,546 tMS/m3 (Carbofor, 2005)
- Résineux de forêts = 0,438 tMS/m3 (Carbofor, 2005)
- Peuplier = 0,35 tMS/m3 (Löwe, 2000)
- Ressources ligneuses bocagères = 0,50 tMS/m3 (Bouvier, 2008)
- Moyenne pondérée de toutes les ressources ligneuses = 0,517 tMS/m3
- Pailles de céréales : 0,35 tep/tonne
- Pailles d'oléagineux : 0,34 tep/tonne

En appliquant les facteurs de conversion précédents, cela représente un gisement de 13 370 MWh/an pour le bois de feuillus et 66 MWh/an pour le bois de résineux, soit un total de **13 436 MWh/an**.

Le Schéma Régional Biomasse (SRB), est un outil de planification à l'échelle régionale, qui fixe les actions relatives aux filières de la production et valorisation de la biomasse.

Le Plan Régional Forêt et Bois (PRFB) est un outil stratégique qui établit la feuille de route de la politique forestière de la région et s'inscrit dans le cadre du programme national de la foret et du bois (PNFB).

3.2.7.3 Géothermie

3.2.7.3.1 Définition

La géothermie permet de récupérer la chaleur produite par la Terre, en plaçant une large surface de capteur dans le sol. En première approche, on considère que plus le forage est profond, plus la température du sol est élevée, et ainsi plus la quantité de chaleur récupérable est importante. Les capteurs peuvent donc être verticaux, afin d'aller au contact des zones les plus chaudes ; ou être horizontaux : dans ce cas, la circulation du fluide entrant est plus longue, permettant un échauffement plus important malgré une température du sol plus faible.

[10] « Biomasse forestière, populicole et bocagère disponible pour l'énergie à l'horizon 2020 » (2009)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

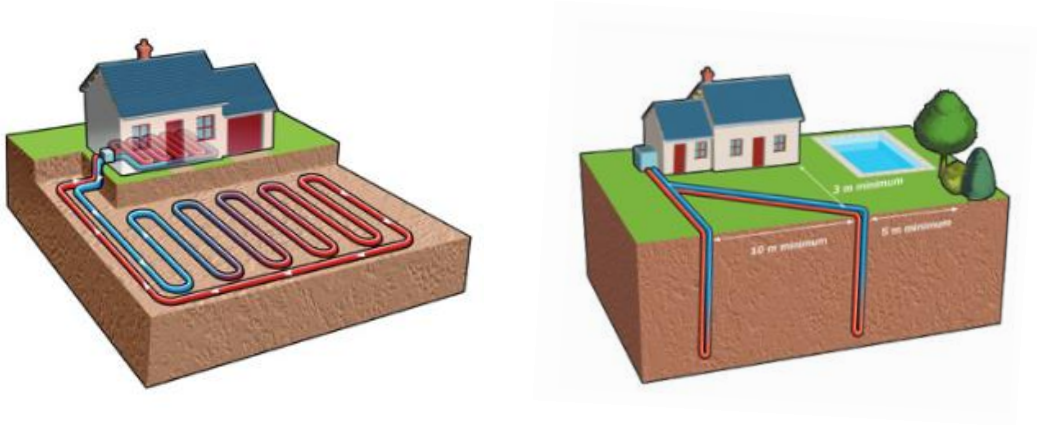


Figure 17 : Schéma de principe de capteurs géothermiques horizontaux ou verticaux (Source : BRGM)

On distingue trois types de géothermie :

- Géothermie très basse énergie : la géothermie très basse énergie exploite des réservoirs situés à moins de 100 mètres et dont les eaux ont une température inférieure à 30°C. il est donc indispensable de la coupler avec des pompes à chaleur pour augmenter sa température et permettre son utilisation ;
- Géothermie basse énergie : la géothermie basse énergie s'appuie, sur des aquifères à des températures comprises entre 30° et 90°C. On l'exploite notamment dans des réseaux de chaleur pour le chauffage urbain ou dans le cadre de procédés industriels ;
- Géothermie moyenne et haute énergie : la géothermie moyenne énergie et haute énergie (jusqu'à 250 °C) est utilisée pour produire de l'électricité, au moyen de turbines.

3.2.7.3.2 Etat des lieux et potentiel de développement

La géothermie est quasi-inexistante sur le territoire. En effet le territoire est localisé dans une zone où les caractéristiques du meilleur aquifère en très basse et basse énergie n'est pas connu (d'après le site géothermie perspective du BRGM). Le développement de cette énergie ne peut être étudié qu'au cas par cas, selon l'opportunité du sous-sol.

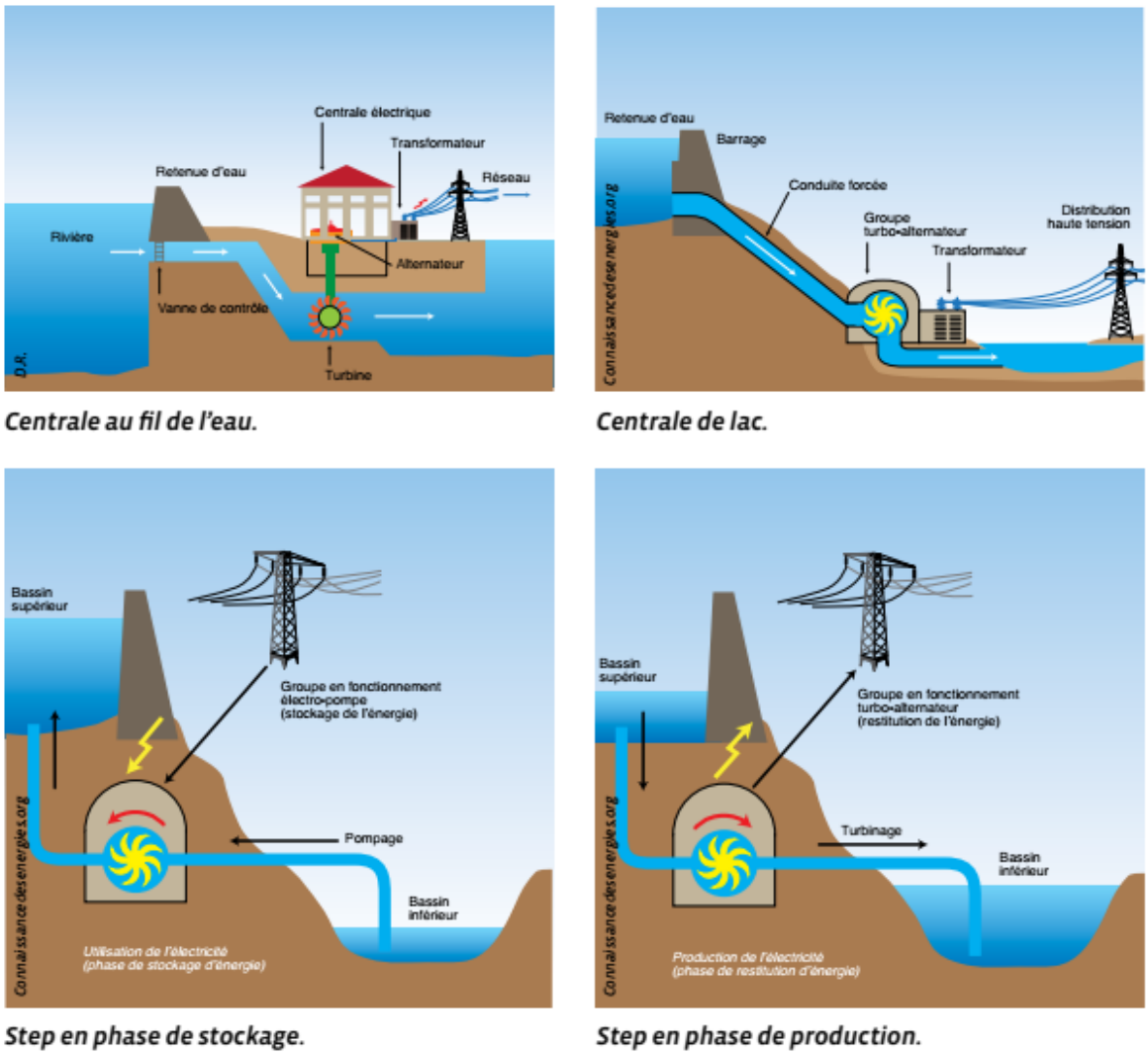
Le SRADDET Occitanie envisage une production thermique renouvelable issue de la géothermie profonde de 0,3 TWh en 2031 puis 0,7 TWh en 2050.

3.2.7.4 L'hydroélectricité

3.2.7.4.1 Définition

L'hydroélectricité, ou énergie hydroélectrique exploite l'énergie potentielle des flux d'eau (fleuves, rivières, chutes d'eau, courants marins, etc.). L'énergie cinétique du courant d'eau est transformée en énergie mécanique par une turbine, puis en énergie électrique par un alternateur.

Le potentiel hydroélectrique français est valorisé par quatre grandes technologies : les centrales au fil de l'eau, les centrales de lac et d'éclusée et les stations de transfert d'énergie par pompage (STEP).



Centrale au fil de l'eau. *Centrale de lac.*

Step en phase de stockage. *Step en phase de production.*

Figure 18 : Schémas des différentes technologies d'ouvrages hydroélectriques (Source : Observ'Er 2018)

3.2.7.4.2 Etat des lieux et potentiel de développement

Le territoire, du fait des nombreux cours d'eau, est doté d'une dizaine de centrales hydroélectriques. La production d'électricité permise représente 34,2 GWh (75% de la production énergétique renouvelable totale), l'hydroélectricité se place comme première source d'énergie renouvelable du territoire. Plusieurs centrales hydroélectriques sont d'ailleurs en cours d'étude sur les communes de Baudreix, Beuste, Narcastet ou encore Ferrières.

Remarque : 113 moulins (pour la plupart démolis ou en ruine) ont été recensés par la CCPN sur les cours d'eau du territoire. Ils témoignent du potentiel d'exploitation possible du réseau hydrographique.

Le SRADDET Occitanie envisage une production hydraulique de 8,6 TWh en 2026 sans évolution jusque 2050.

3.2.7.5 Eolien

3.2.7.5.1 Définition

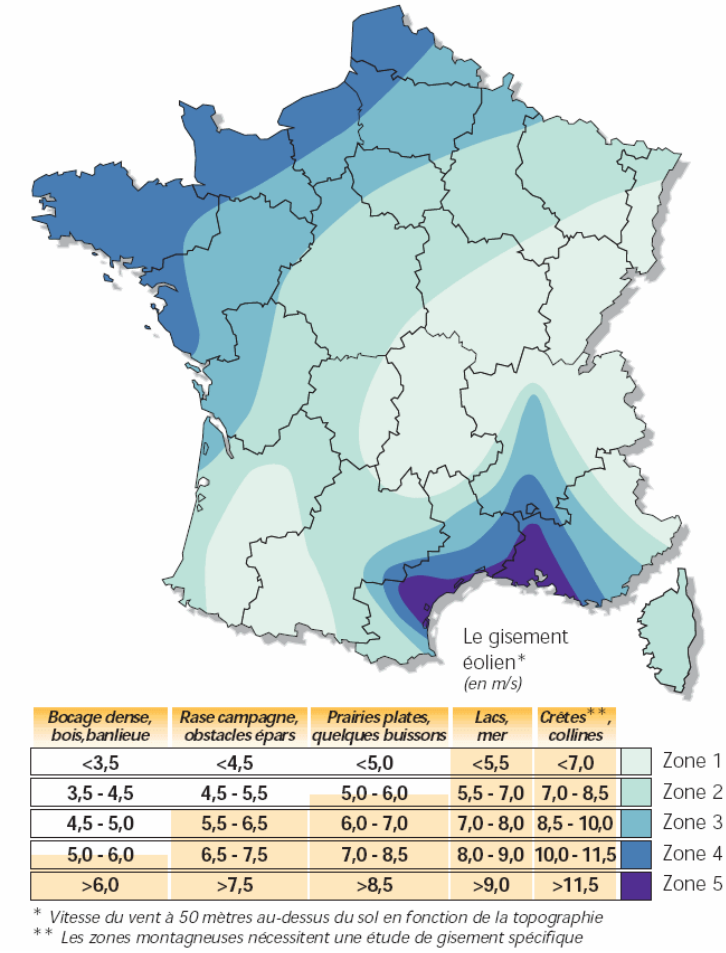
L'énergie éolienne correspond à l'énergie produite à partir de la force du vent sur les pales d'une éolienne. Le vent souffle, et les forces qui s'appliquent sur les pales des hélices induisent la mise en

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

rotation du rotor. L'énergie électrique ainsi produite peut être distribuée sur le réseau électrique grâce à un transformateur.

3.2.7.5.2 Etat des lieux et potentiel de développement

Le département des Pyrénées Atlantiques ne présente pas de parc éolien. Cela rejoint le constat de la carte qui suit, les vents sont inférieurs à 5m/s à 50m au-dessus du sol. Or, la vitesse optimale du vent pour une éolienne est de 12m/s. Ainsi, le potentiel est considéré nul.



Bocage dense, bois, banlieue	Rase campagne, obstacles épars	Prairies plates, quelques buissons	Lacs, mer	Crêtes**, collines	
<3,5	<4,5	<5,0	<5,5	<7,0	Zone 1
3,5 - 4,5	4,5 - 5,5	5,0 - 6,0	5,5 - 7,0	7,0 - 8,5	Zone 2
4,5 - 5,0	5,5 - 6,5	6,0 - 7,0	7,0 - 8,0	8,5 - 10,0	Zone 3
5,0 - 6,0	6,5 - 7,5	7,0 - 8,5	8,0 - 9,0	10,0 - 11,5	Zone 4
>6,0	>7,5	>8,5	>9,0	>11,5	Zone 5

* Vitesse du vent à 50 mètres au-dessus du sol en fonction de la topographie
** Les zones montagneuses nécessitent une étude de gisement spécifique

Figure 19 : Carte du potentiel éolien en France (Source : quelleenergie.fr)

Par ailleurs, le département des Pyrénées Atlantiques est interdit de projet éolien, la zone étant utilisée pour des entraînements militaires, notamment pour l'aviation.

3.2.8 Effet de serre

L'effet de serre est un phénomène naturel qui permet le maintien de la vie sur Terre. En effet, celui-ci permet de retenir le rayonnement infrarouge émis par la Terre grâce aux gaz présents dans l'atmosphère. Sans lui, la température moyenne à la surface du globe serait de -18°C au lieu de +15°C actuellement.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

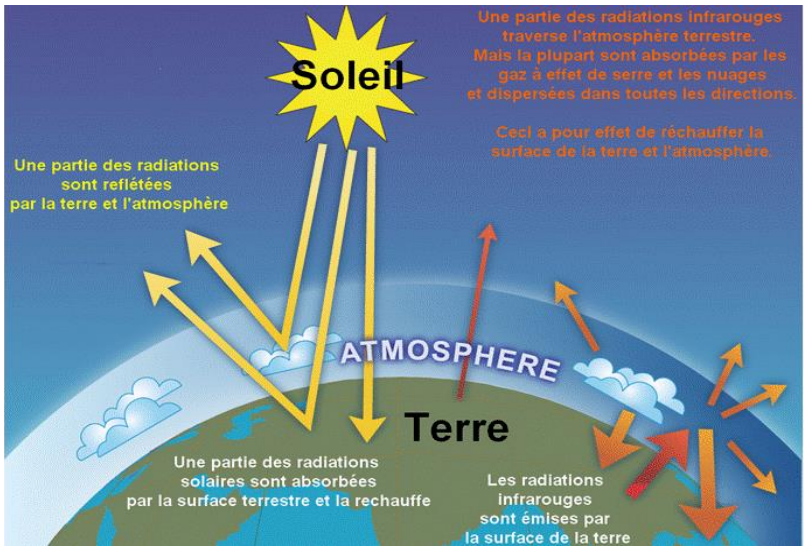


Figure 20 : Vue schématique de l'effet de serre

Mais l'augmentation des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) liée majoritairement aux activités humaines déséquilibre ce phénomène naturel.

Les scientifiques s'accordent aujourd'hui pour affirmer la prépondérance du rôle des activités humaines dans le changement climatique et pour voir dans l'effet de serre le principal mécanisme conduisant au réchauffement de la planète et entraînant des bouleversements climatiques.

Aujourd'hui, l'ensemble de la communauté scientifique internationale reconnaît le changement climatique. Ainsi entre 1880 et 2012, la température moyenne à la surface de la Terre a augmenté de 0,85°C (de 0,65 à 1,06 °C)[11]. Dans son 5e rapport publié en novembre 2014, le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), projette une augmentation des températures moyennes à la surface de la planète de 4,8°C à l'horizon 2100 dans le scénario le plus pessimiste, c'est-à-dire si l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre se poursuit au rythme actuel (entre 0,3°C et 3,1°C pour les autres scénarios).

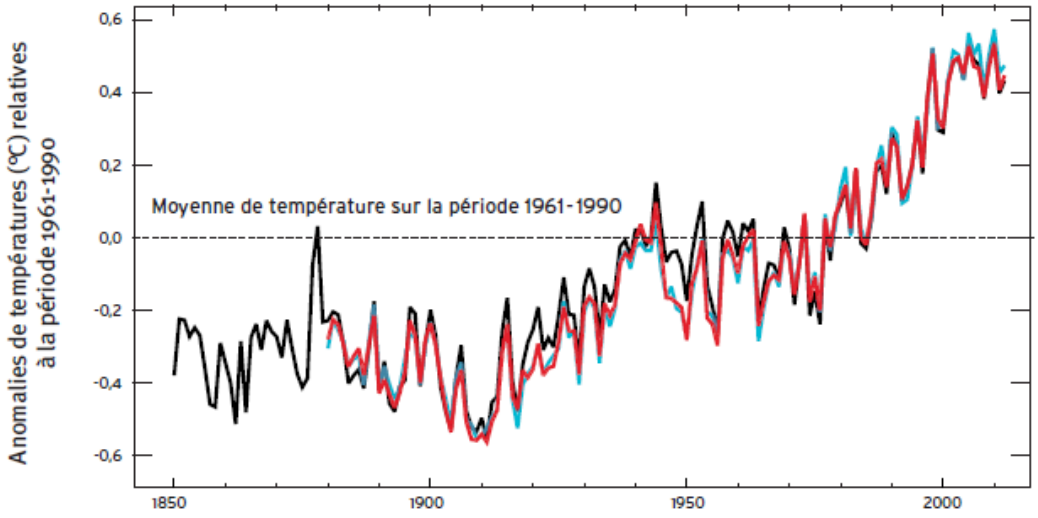


Figure 21 : Anomalies observées de températures moyennes en surface, combinant les terres émergées et les océans, de 1850 à 2012
(Source : Réseau Action Climat,2013)

[11] Météo France : http://www.meteofrance.fr/climat-passe-et-futur/changement-climatique/projections-climatiques/les-travaux-du-giec-constats-et-projections

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

L'ensemble des experts s'accordent sur le fait que les évolutions climatiques vont se poursuivre d'ici les prochaines années et qu'elles auront des conséquences à l'échelle des territoires : élévation d'un mètre du niveau de la mer, multiplication des phénomènes climatiques extrêmes, sécheresses et migrations climatiques, augmentation des risques sanitaires, etc.

3.2.9 Risques majeurs

La notion de risque naturel recouvre l'ensemble des menaces que certains phénomènes et aléas naturels font peser sur des populations, des ouvrages et des équipements. Plus ou moins violents, ces évènements naturels sont toujours susceptibles d'être dangereux aux plans humain, économique et environnemental. La prévention des risques naturels consiste à s'adapter à ces phénomènes pour réduire, autant que possible leurs conséquences prévisibles et les dommages potentiels.

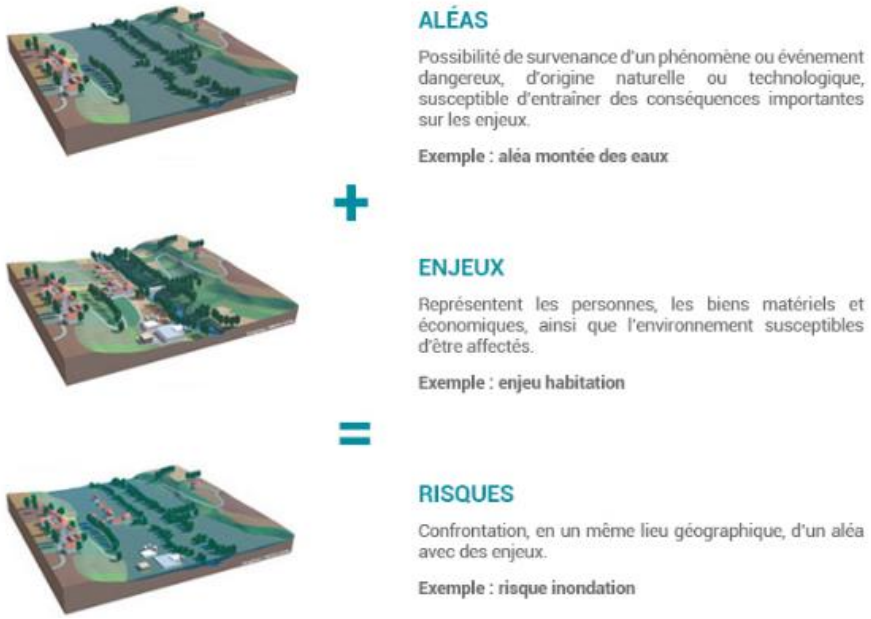


Figure 22 : qu'est-ce qu'un risque naturel ? (Source : http://www.saintmartindheres.fr/smh_sitep/wp-content/uploads/Cadre_de_vie/Environnement/Risques_majeurs/Schema-risques-majeurs.jpg)

Concernant le territoire de la CCPN, les risques identifiés sont les retrait-gonflement des argiles, les inondations, les mouvements de terrain, les effondrements de cavités souterraines, les séismes, les avalanches et les feux de forêt.

➔ Le risque de retrait-gonflement des argiles est lié aux variations périodiques en eau du terrain. Le territoire de la CCPN présente un aléa allant de nul à moyen avec une prédominance d'aléa faible.

➔ L'ensemble du territoire d'étude est soumis au risque inondation, en raison du maillage important du réseau hydrographique. Il est principalement dû au phénomène de crues, sur les principaux cours d'eau qui traversent le territoire de la CCPN : le Gave de Pau, le Lagoin, le Luz, le Béez, l'Ouzom.

Les Plans de Prévention du Risque Inondation (PPRI) sont des documents destinés à évaluer les zones pouvant subir des inondations et proposant des remèdes techniques, juridiques et humains pour y faire face. Trois cours d'eau et leurs vallées respectives sont couverts par des PPRI communaux caractérisant le risque inondation par crue (le risque ruissellement n'est pas caractérisé) : le Gave de Pau, le Lagoin et le Luz.

Ainsi, les communes suivantes disposent, chacune, d'un PPRI (cf. carte qui suit) : Angais, Arros de Nay, Assat, Baliros, Baudreix, Boeil-Bezing, Bordes, Bordères, Bourdettes, Lagos, Mirepeix, Narcastet, Nay, Pardies-Piétat et Saint-Abit. Ces différents PPRI ont été approuvés entre 2001 et

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

2005, celui de Bordes ayant été révisé en 2005 pour y intégrer l'extension de l'usine Safran à Bordes. Beuste disposait d'un PPRI qui a été annulé, les éléments de connaissance du risque devant toutefois être pris en compte.

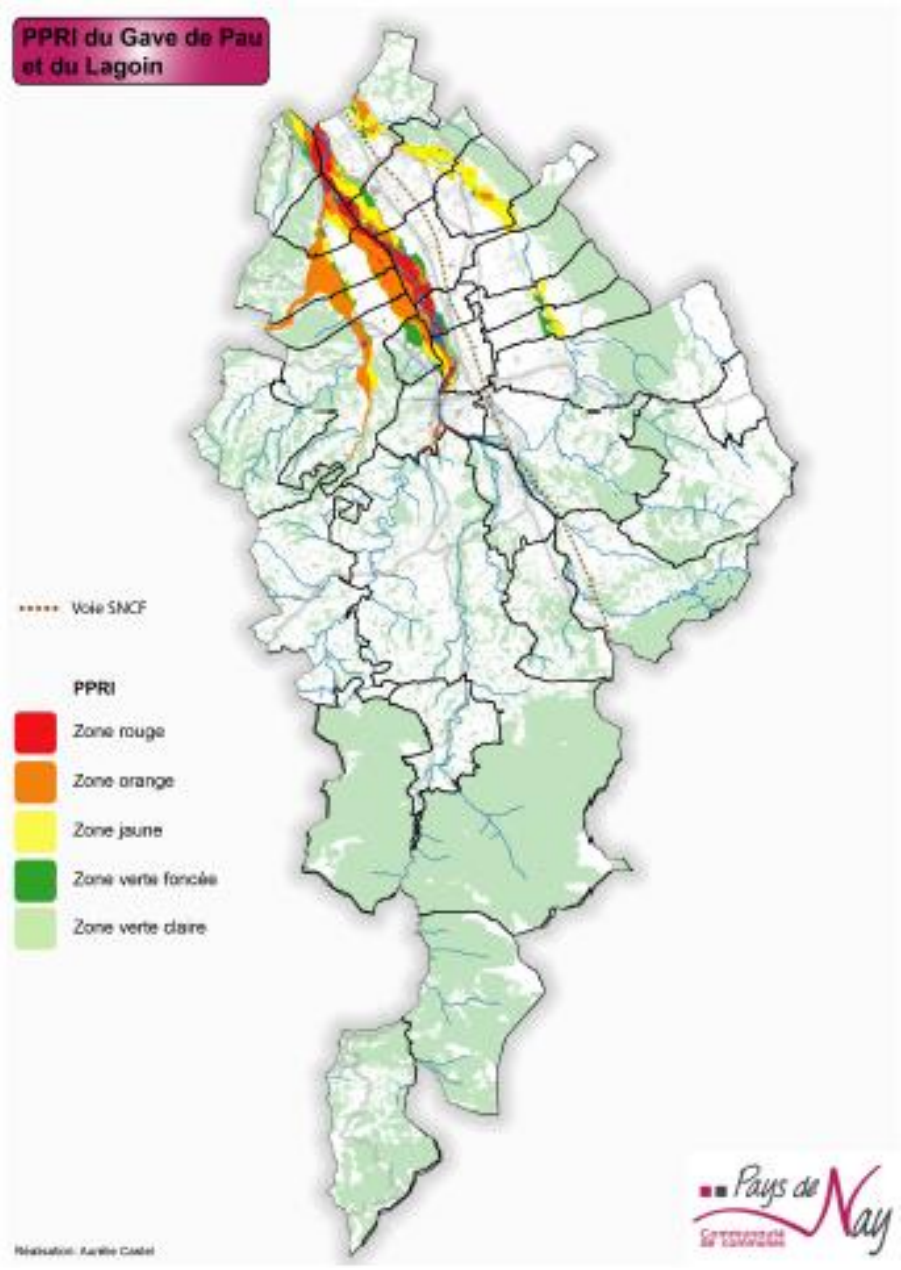


Figure 23 : Cartographie des Plans de Prévention des Risques Inondation du Gave de Pau et du Lagoin
(Source : SCoT de la CCPN, 2019)

La carte qui suit représente l'Atlas des Zones Inondables (AZI) pour les communes qui ne possèdent pas de PPRI. Elle représente les phénomènes observés pour une crue décennale et pour une crue centennale.

Les Atlas des Zones Inondables sont des documents de connaissance des phénomènes d'inondations susceptibles de se produire par débordement de cours d'eau. Cette cartographie ne prétend pas représenter de manière exhaustive les plus hautes eaux connues sur tous les cours d'eau, les inondations du passé n'étant pas toutes connues ni parfaitement délimitées dans leur extension maximale.

Les AZI n'ont pas de valeur réglementaire et ne peuvent donc en aucun cas être opposables aux tiers comme documents juridiques. Seuls les PPRI disposent de ce caractère réglementaire.

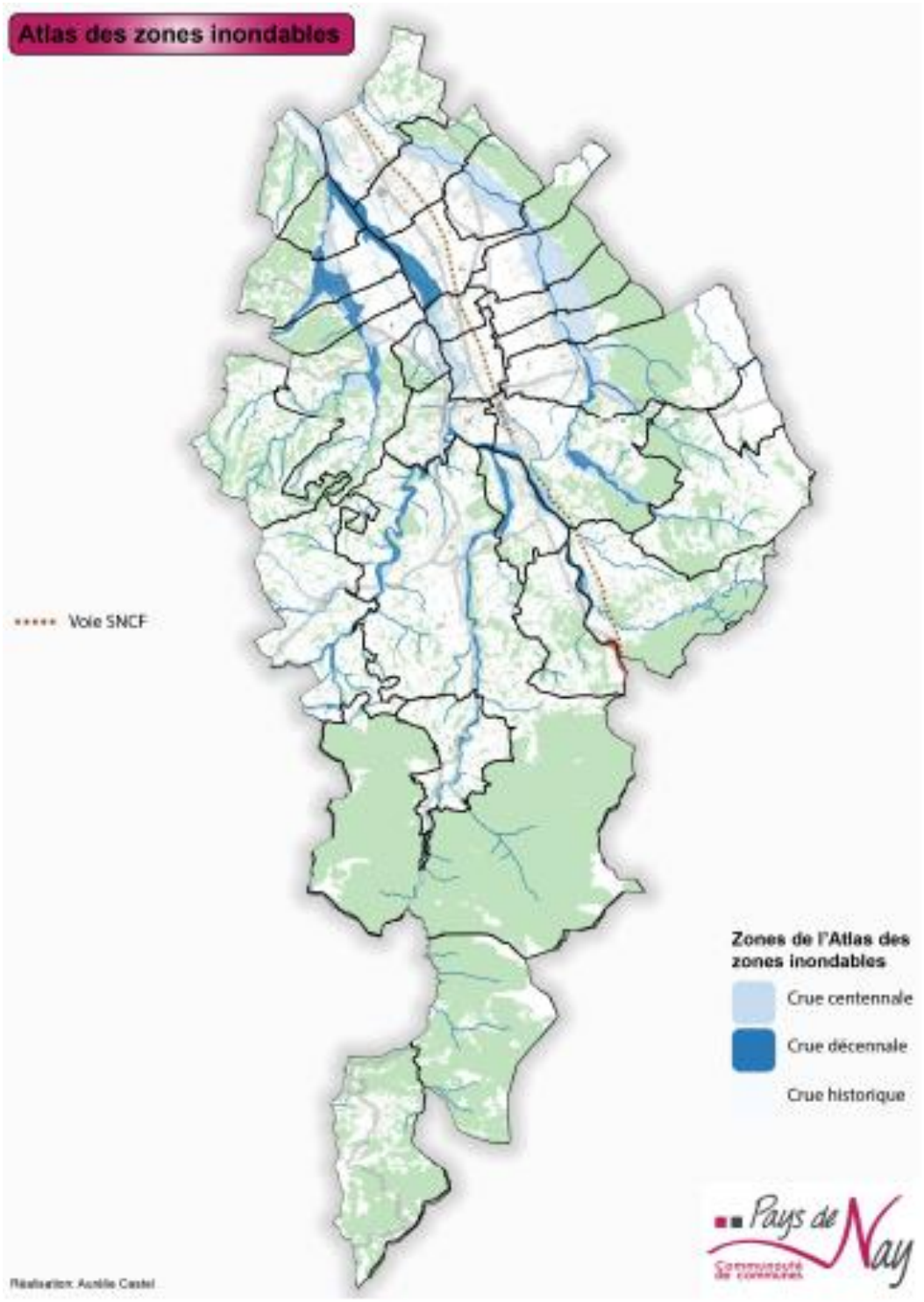


Figure 24 : Atlas des zones inondables de la CCPN (Source : SCoT de la CCPN, 2019)

La connaissance de l'aléa inondation a été affinée par l'État à la suite de la crue du 18 et 19 juin 2013 sur les communes de Bourdettes, Coarraze, Igon et Nay. La carte ci-dessous présente cet aléa :

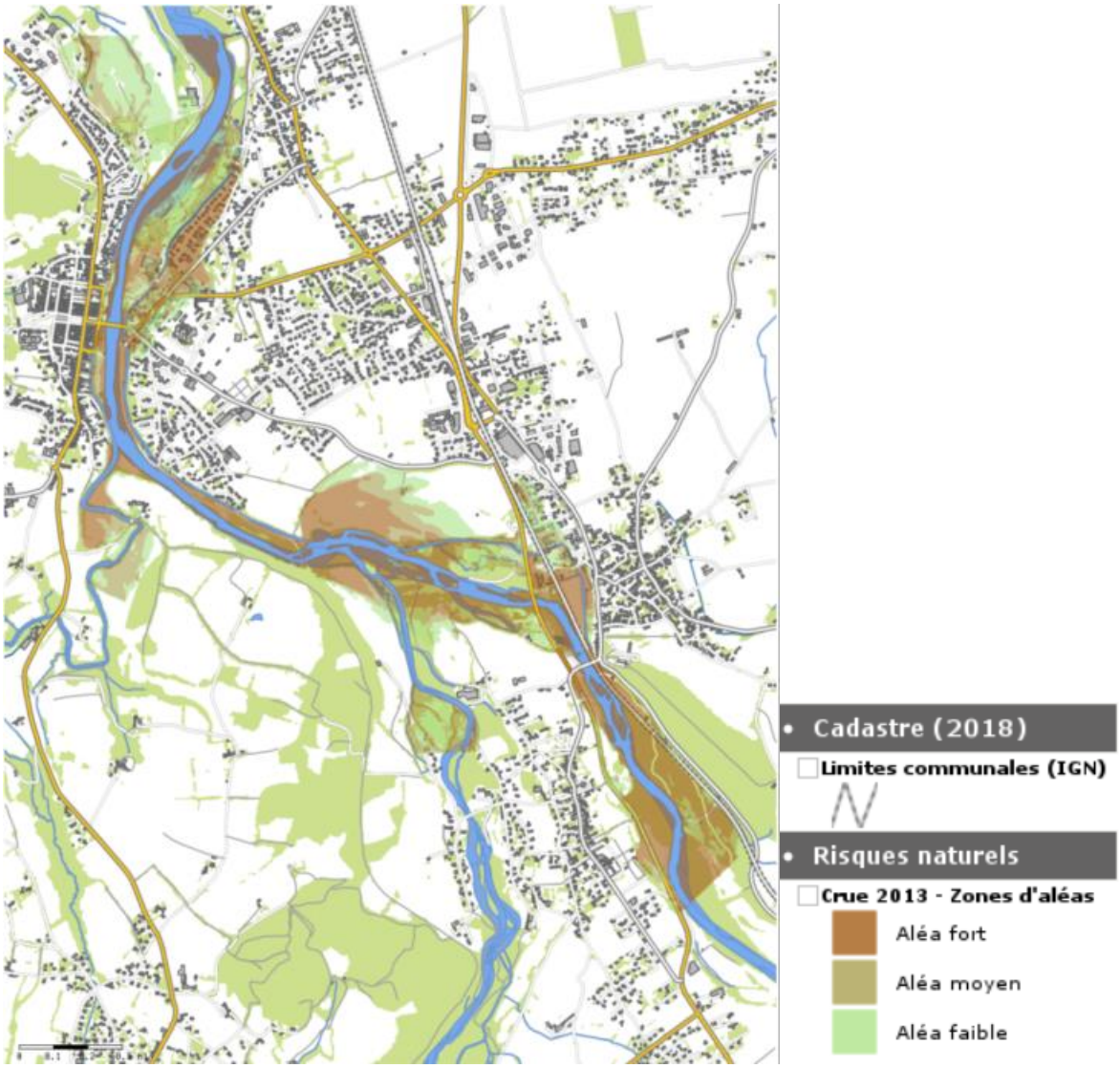


Figure 25: Zone d'aléa modélisée suite à la crue de juin 2013 (Source : CCPN, 2019)

➔ Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol, d'origine naturelle ou anthropique. Les volumes en jeux sont compris entre quelques m3 et quelques millions de m3. Les déplacements peuvent être lents (quelques millimètres par an) ou très rapides (quelques centaines de mètres par jour). Sur le territoire de la CCPN, les communes concernées par ce risque sont Haut-de-Bosdarros, Nay, Arbéost et Ferrières.

➔ Le département des Pyrénées-Atlantiques est potentiellement concerné par le risque provoqué par la présence de cavités souterraines d'origine naturelle ou humaine. Ce risque est cependant limité et très localisé puisque ces cavités sont pour la plupart individuelles et de faibles dimensions. L'inventaire des cavités a été finalisé par le BRGM fin 2010. Les communes concernées sont disponibles sur le site Internet du BRGM.

Sur le territoire, sept cavités souterraines sont recensées par le BRGM. En réalité, il faut en signaler plus d'une centaine sur le territoire de la CCPN mais non répertoriées par la base de données du BRGM.

➔ Un séisme, ou tremblement de terre, se traduit en surface par des vibrations du sol. Il est provoqué par une rupture de roches en profondeur suite à l'accumulation de contraintes et d'une grande énergie qui se libère. Les séismes naturels sont d'origine tectonique ou volcanique. L'article R.563-4 du Code de l'Environnement divise le territoire national en cinq zones de sismicité croissante :

- Zone de sismicité 1 (très faible) ;
- Zone de sismicité 2 (faible) ;
- Zone de sismicité 3 (modérée) ;
- Zone de sismicité 4 (moyenne) ;
- Zone de sismicité 5 (forte).

La CCPN est comprise en zone d'aléa sismique moyenne (niveau 4). Ce risque implique donc certaines obligations en termes de constructibilité.

➔ Une avalanche correspond à un déplacement rapide d'une masse de neige sur une pente, provoqué par une rupture du manteaux neigeux. Cette masse varie de quelques dizaines à plusieurs centaines de milliers de mètres cubes, pour des vitesses comprises entre 10 et 400 km/h, selon la nature de la neige et les conditions d'écoulement. Les pentes favorables au départ des avalanches sont comprises entre 30 et 55°. Deux communes sont concernées par le risque avalanche dans la partie la plus montagneuse au sud du territoire : Arbéost et Ferrières.

➔ On parle d'incendie de forêt lorsque le feu concerne une surface minimale d'1 ha d'un seul tenant, et qu'une partie au moins des étages arbustifs et/ou arborés est détruite. La dénomination vaut aussi pour les incendies des formations sub-forestières de plus petite taille (maquis, garrigues et landes). Généralement, la période de l'année la plus propice aux feux de forêt est l'été car aux effets conjugués de la sécheresse et d'une faible teneur en eau des végétaux, s'ajoute une forte fréquentation de ces espaces. Un feu de forêt peut être d'origine naturelle (foudre) ou humaine.

Le territoire de la CCPN est concerné par ce risque pour toute sa moitié sud. Le risque pris en compte ici est celui déterminé par les services de l'Etat dans le cadre du Porter à Connaissance. Les coteaux situés au nord-est et au nord-ouest du territoire ne sont pas couverts par ce risque.

3.3 Milieu naturel

3.3.1 La Biodiversité : un fort enjeu

La biodiversité, évaluée par le nombre d'espèces vivantes dans un territoire donné, dépend directement de la position géographique (latitude, longitude) de ce territoire à l'échelle de la planète et de ses caractéristiques physiques (relief, conditions climatiques, nature des sols).

De manière générale les activités humaines sont en interaction permanente avec la biodiversité : celle-ci procure en effet des ressources (bois, alimentation, etc.) et des services (enrichissement des sols, filtration des eaux, etc.). Les activités humaines exercent des pressions qui expliquent en grande partie la perte de biodiversité accélérée qui est constatée depuis les années 1950. A titre d'exemple, dans le département, ce sont près de 18 000 ha de terres qui ont été perdus pour l'agriculture par la pression foncière entre 2014 et 2016.

Sur le territoire du Pays de Nay, les principales pressions sont dues à l'urbanisation qui artificialise des sols et fractionne des milieux naturels, à l'agriculture intensive qui s'est développée avec la suppression des haies et des bocages. Traditionnellement, dans les Pyrénées, il n'existe pas forcément de dichotomie entre agriculture et biodiversité, en particulier pour ce qui est du pastoralisme, qui se pratique de longue date dans le Massif. En effet, selon la Stratégie pyrénéenne de valorisation de la biodiversité approuvée le 11 janvier 2012 :

- « Les milieux montagnards offrent une grande valeur patrimoniale, tout d'abord en raison de la présence d'espèces ou sous-espèces endémiques consécutive à leur isolement géographique. (…) La richesse de ces milieux repose également sur leur diversité, en raison des conditions écologiques variées et de la gestion mise en place par l'homme »
- « Le nombre d'espèces est ainsi généralement plus important en « milieu ouvert ». La pression pastorale induit l'ouverture des milieux et ainsi la présence d'habitats abritant des espèces floristiques et faunistiques spécifiques, qui ne pourraient se maintenir « naturellement » sans cette intervention humaine. Aujourd'hui, le pastoralisme permet de maintenir des

conditions favorables et bénéfiques pour la biodiversité pyrénéenne en termes d'ouverture de milieu ».

Cela explique l'existence de vastes sites Natura 2000 sur le sud du territoire et au-delà, qui visent notamment à la fois à préserver la biodiversité et le rôle de mise en valeur des espaces naturels joué par l'agriculture, spécifique à ces espaces.

Pour ce qui est des coteaux du territoire nayais, une double dynamique peut donc être à l'œuvre :

- L'avancée de l'agriculture de plaine, qui se traduit par une perte d'espaces boisés et donc de biodiversité (comme le montre le schéma illustrant cette évolution entre 1953 et 2005)
- Le maintien des prairies et du pastoralisme qui entretiennent l'alternance de milieux ouverts et fermés, favorable à la biodiversité.

Comme le montre les images satellites ci-dessous, sur la plaine agricole du Gave et du Lagoin, la place de l'arbre jusqu'aux années 2000, se limitait bien souvent à la présence de haies, alignements et bosquets, qui jouaient alors un rôle local dans le fonctionnement des écosystèmes (zone refuge, corridor biologique, reproduction). Ces haies et boisements épars ont quasi totalement disparu de la plaine, et régressent sur quelques secteurs de coteaux.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

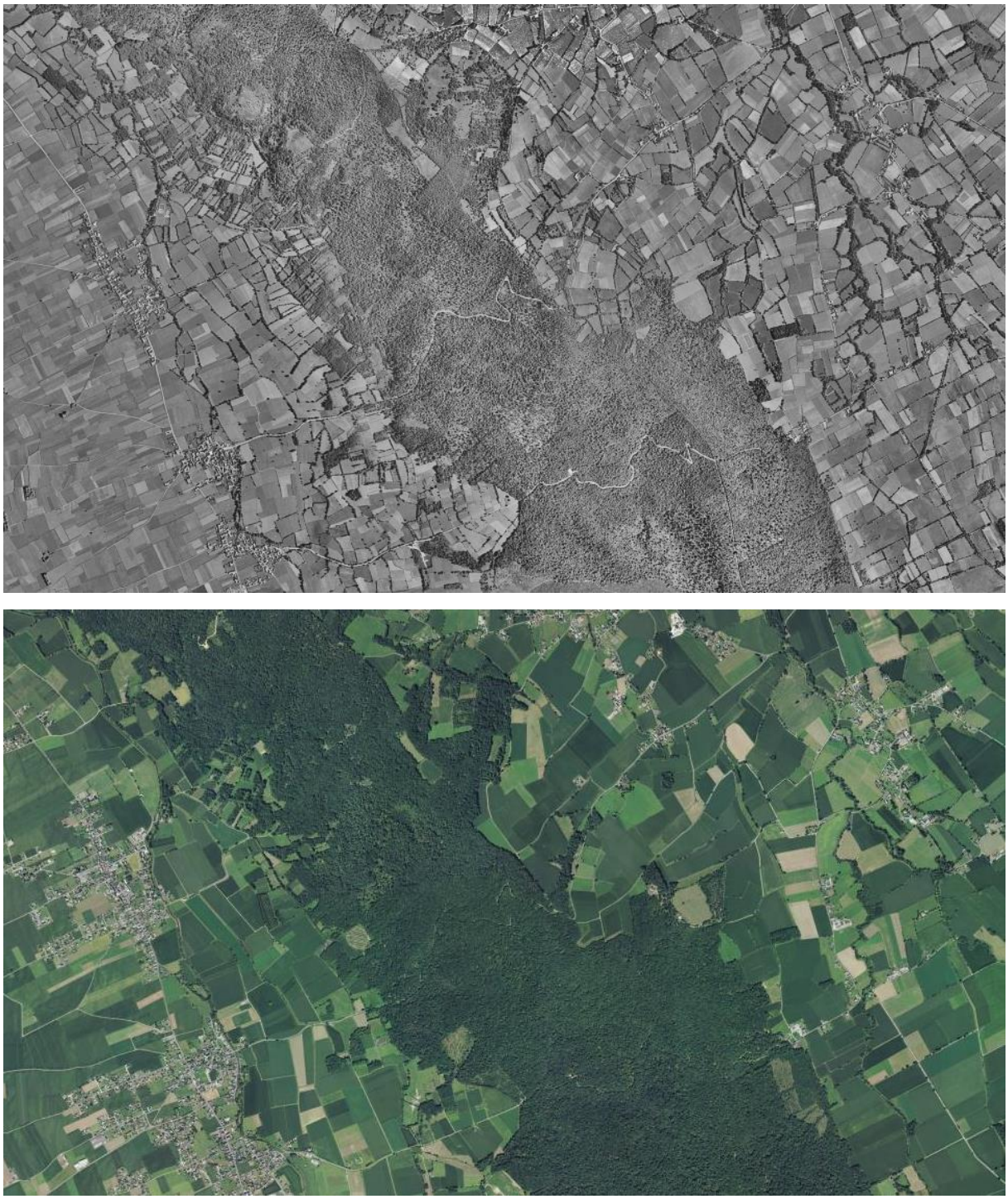


Figure 26 : disparition progressive du bocage dans la plaine agricole du Lagoin et étalement urbain entre 1950 (en haut) et aujourd'hui (en bas)
(Source : géoportail, 2019)

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) a été mis en place dans le cadre de la démarche concertée du Grenelle de l'environnement, dont un des objectifs est d'élaborer un outil d'aménagement du territoire en faveur de la biodiversité : la Trame Verte et Bleue (TVB). La TVB est codifiée dans le code de l'urbanisme (articles L. 110 et suivants et L. 121 et suivants) et dans le Code de l'Environnement (articles L. 371 et suivants et articles R.371-16 et suivants).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

L'application territoriale de l'objectif de stopper la perte de biodiversité passe par la création d'un réseau de milieux naturels, réseau écologique assurant une connectivité appropriée entre les écosystèmes permettant la circulation des espèces et ainsi leurs conditions d'adaptation et d'évolution : il s'agit de constituer la TVB du territoire.

En cohérence avec l'ancien SRCE de l'Aquitaine et le SRCE de Midi-Pyrénées, le SCoT identifie six enjeux spatialisés pour une TVB sur le Pays de Nay, sur lesquels il devra agir par des orientations spécifiques. Ceux-ci visent à la fois la réduction des obstacles à la biodiversité, le rétablissement de continuités rompues ou menacées et le développement durable du territoire :

- Enjeu « corridors bleus » ;
- Enjeu « plaine du Gave et du Lagoin » ;
- Enjeu « nature dans la ville » ;
- Enjeu « estives et forêts de montagne » ;
- Enjeu « corridors écologiques existants à maintenir » ;
- Enjeu « mosaïque bocagère à préserver ».

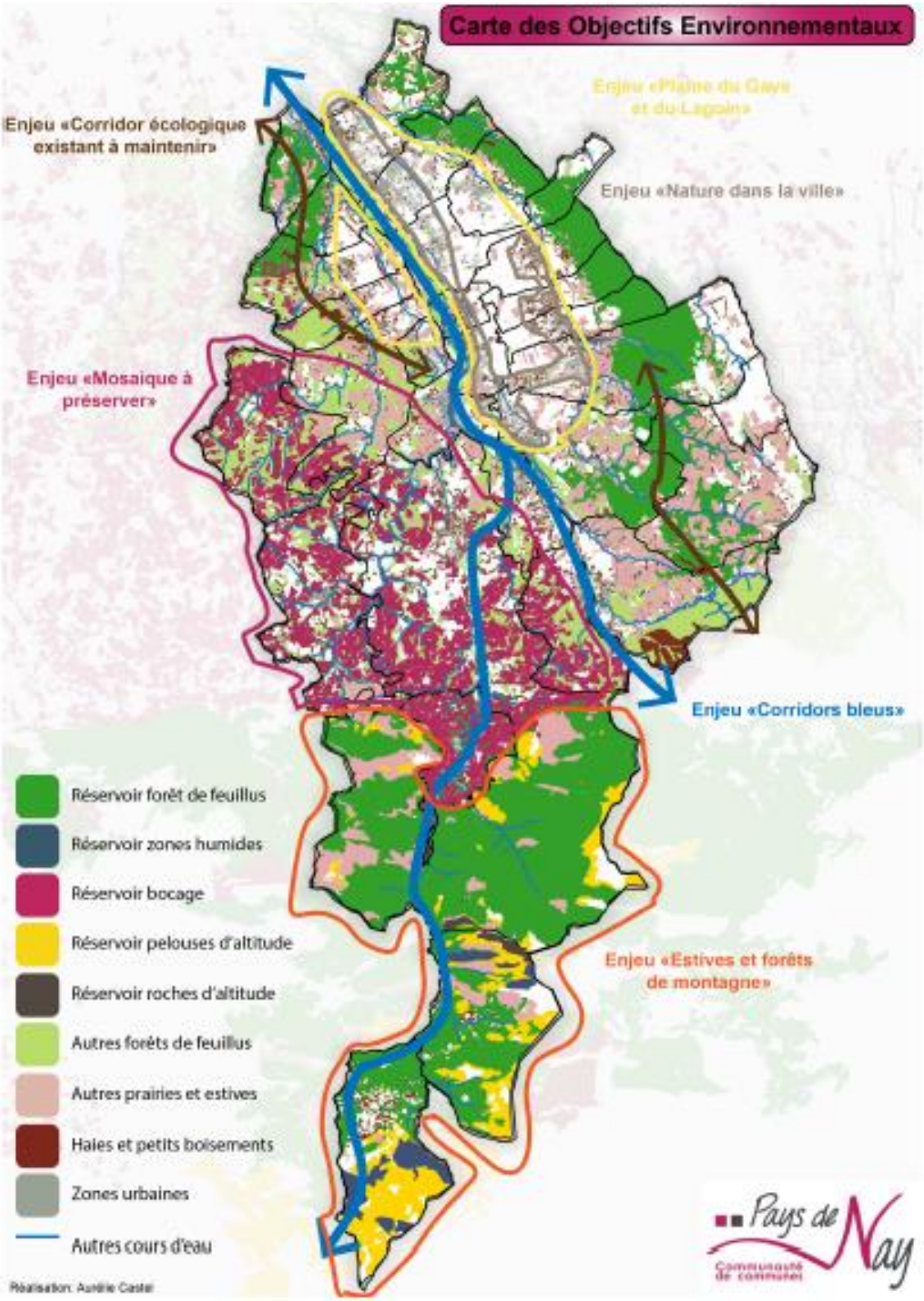


Figure 27 : carte des objectifs environnementaux du SCoT de la CCPN (Source : SCoT du Pays de Nay, 2019)

Le SCoT et son document d'orientations visent à agir sur ces enjeux, à prendre en compte la biodiversité dans l'aménagement futur du territoire et à réduire et/ou compenser les éléments fragmentant des continuités écologiques (l'urbanisation, les axes routiers, les voies ferrées et les obstacles à l'écoulement des eaux). Le PCAET devra, comme le SCoT, intégrer ces enjeux au sein de son plan d'actions.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

3.3.2 Les milieux naturels sensibles et protégés

Les espaces naturels remarquables du Pays de Nay font l'objet de protections, de mesures de gestion concertée ou d'inventaires. Ils représentent une superficie d'environ 11 592 ha, soit 38% du territoire (source SIG de la DREAL Aquitaine). Les espaces naturels de plus grande valeur écologique sont situés d'une part autour du Gave de Pau, de ses affluents et de leurs boisements rivulaires et d'autre part, sur le milieu davantage montagneux du sud, zone d'intérêt notamment pour les populations d'oiseaux.

Les sites inscrits sont réglementés par le Code de l'Environnement, Articles L 341-1 à L 341-22. L'inscription de certains sites constitue des protections pour ceux dont les caractéristiques, notamment paysagères, justifient que leur soit portée une attention particulière, pour qu'ils ne soient pas dégradés, ou qu'ils ne perdent pas leurs atouts. Il peut s'agir d'un site naturel ou bâti.

Le territoire du Pays de Nay compte deux sites inscrits, mais seul celui de la forêt de Mourle l'est du point de vue de la biodiversité : il s'agit de la limite ouest d'un espace forestier relativement vaste qui s'étend sur le département voisin des Hautes-Pyrénées. Le milieu forestier est ici davantage morcelé et ouvert, avec des espaces de prairie et des haies imbriquées. L'inscription, si elle a pour objectif de préserver un paysage, constitue néanmoins une protection pour ce milieu, dans la mesure où la qualité écologique est intrinsèquement liée à la qualité paysagère.

3.3.2.1 Les ZNIEFF et site Natura 2000

Les sites Natura 2000 (Cf. § 1.3) font partie d'un réseau de sites écologiques à l'échelle européenne, dont les objectifs sont de préserver la diversité biologique et de valoriser le patrimoine naturel de nos territoires. Les projets susceptibles d'affecter le site de manière significative doivent faire l'objet d'une évaluation de leur impact. L'Etat ne peut les autoriser que s'il est démontré que ces projets ne porteront pas atteinte au site, ou que ces projets présentent un intérêt public majeur et en l'absence de solution alternative. Les activités pratiquées sur ces sites, quant à elles, doivent s'adapter pour ne pas nuire à la biodiversité.

Il existe **cinq sites Natura 2000 sur le territoire** :

- La **ZSC « Gave de Pau »** (directive « Habitat », arrêté ministériel du 29 décembre 2004), sur la totalité du réseau hydrographique du territoire. L'eau douce couvre l'essentiel de la zone mais le réseau hydrographique possède également un système de saligues[12] encore vivace, qui connaît cependant quelques pressions en premier lieu desquels l'urbanisation, le prélèvement de granulats et la divagation du fleuve. Le Gave de Pau et le Lagoin appartiennent également aux axes prioritaires à grands migrateurs amphihalins du SDAGE.
- La **ZSC « Massif du Moulle de Jaout »** (directive « Habitat », arrêté ministériel du 22 décembre 2003). Ce vaste ensemble montagneux, comprenant à l'ouest des falaises exposées, constitue un milieu d'habitats ouverts, mais également d'habitats forestiers et rupestres pyrénéens typiques, favorisant la présence d'espèces ornithologiques majeures.
- La **ZSC « Granquet-Pibeste et Soum d'Ech »** (directive « Habitat », arrêté ministériel du 27 mai 2009). Il s'agit d'un site peu marqué par les activités anthropiques, qui concerne uniquement la commune de Ferrières pour ce qui est du Pays de Nay, mais appartenant à une vaste surface forestière non exploitée depuis longtemps. Par ailleurs, ce site est limitrophe de la ZPS « Pics de l'Estibet et de Mondragon ». **Une problématique importante de fermeture des milieux est à relever sur le territoire**.
- La **ZSC « Gabizos (et vallée d'Arrens, versants sud-est du Gabizos) »** (directive « Habitat », arrêté ministériel du 4 mai 2007). Celle-ci ne concerne qu'une très petite superficie, sur la commune d'Arbéost, à l'extrémité sud du périmètre de la CCPN. La végétation est ici caractéristique de la haute montagne pyrénéenne sur calcaire, avec de nombreuses espèces

[12] Saligues : zones bordant le fleuve où se développent des boisements de saules

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

endémiques, subendémiques ou en limite d'aire de répartition ou à aire disjointe (124 taxons concernés).

- La **ZPS « Pics de l'Estibet et de Mondragon »** (directive « Oiseaux », arrêté ministériel du 6 avril 2006). Ce site, qui se superpose en partie au précédent, est également une zone de montagne de moyenne à haute altitude, avec une occupation du sol alternant habitats ouverts, rupestres et forestiers. **La principale menace pesant sur cet espace est celui de la fermeture excessive des milieux en cas d'abandon des activités sylvo-pastorales.**

A ce jour, parmi ces cinq sites Natura 2000 :

- Deux disposent d'un Document d'Objectifs (DOCOB « Granquet Pibeste et Soum d'Ech » et « Gabizos », pour les communes de Ferrières et Arbéost)
- Pour le Gave de Pau, le diagnostic écologique préalable au DOCOB a été validé en début d'année 2008. Les cartes ci-après mettent en évidences les différents habitats sur le territoire du Pays de Nay
- Pour les sites du Massif de Moulle de Jaout et celui du Pic de l'Estibet et de Mondragon, les diagnostics préalables du DOCOB sont terminés (inventaires ONF sur Aspe et Ossau). De plus, ces diagnostics apportent des informations sur la faune et flore exceptionnelles, hors Natura 2000.

Tous ces sites soulignent l'ancrage du territoire de la CCPN dans une trame écologique est-ouest supra-communale, autour du massif des Pyrénées, ainsi que l'enjeu d'une vision transfrontalière avec les territoires voisins (voire amont-aval pour ce qui est des cours d'eau).

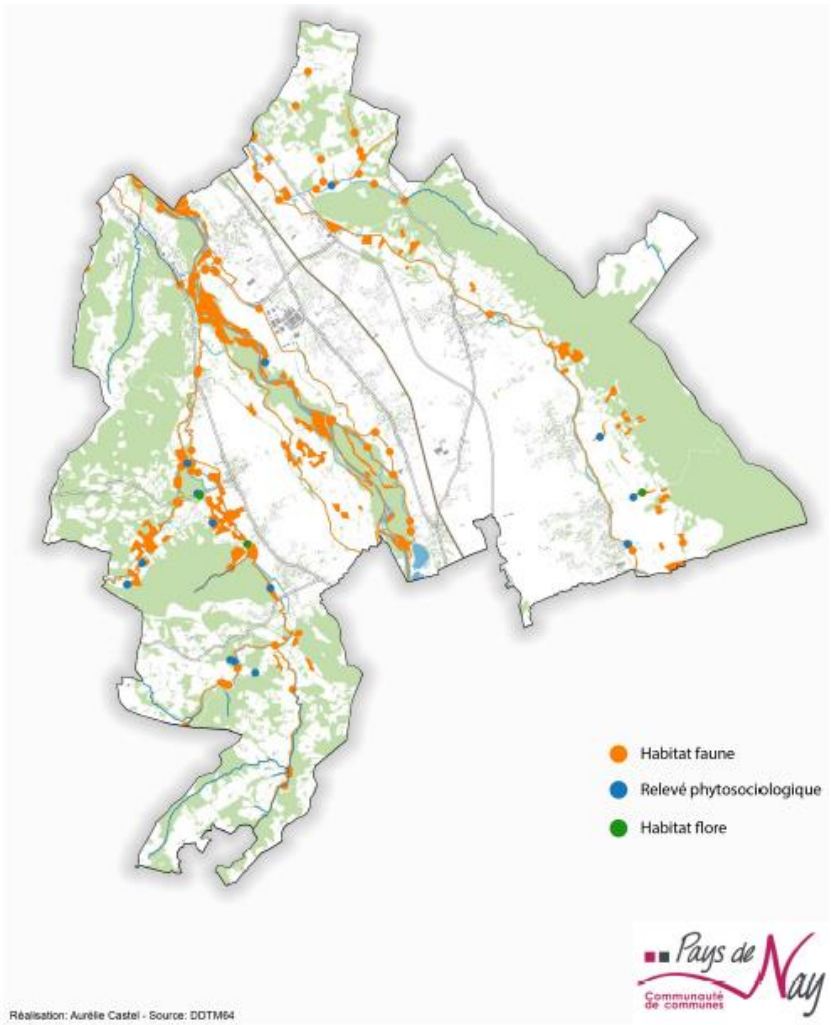


Figure 28 : habitats faune et flore classés Natura 2000 sur le Gave de Pau [partie nord] (Source : SCoT du Pays de Nay, 2019)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

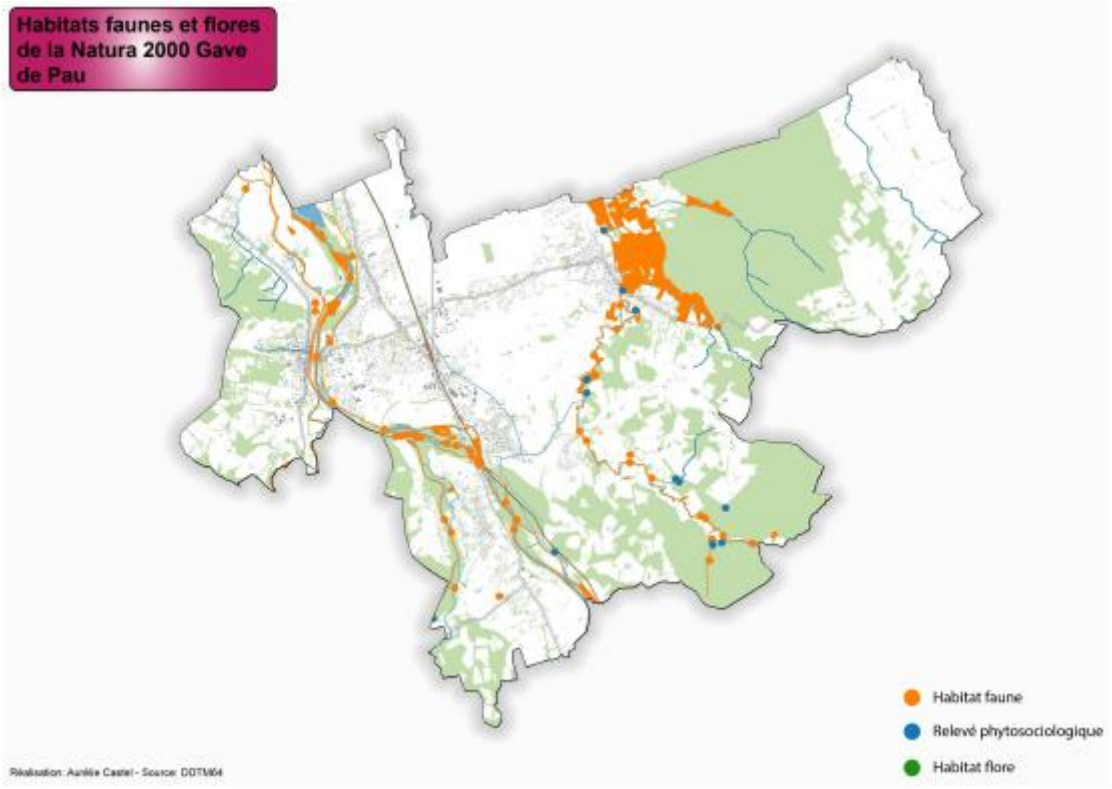


Figure 29 : habitats faune et flore classés Natura 2000 sur le Gave de Pau [partie centre] (Source : SCoT CCPN, 2019)

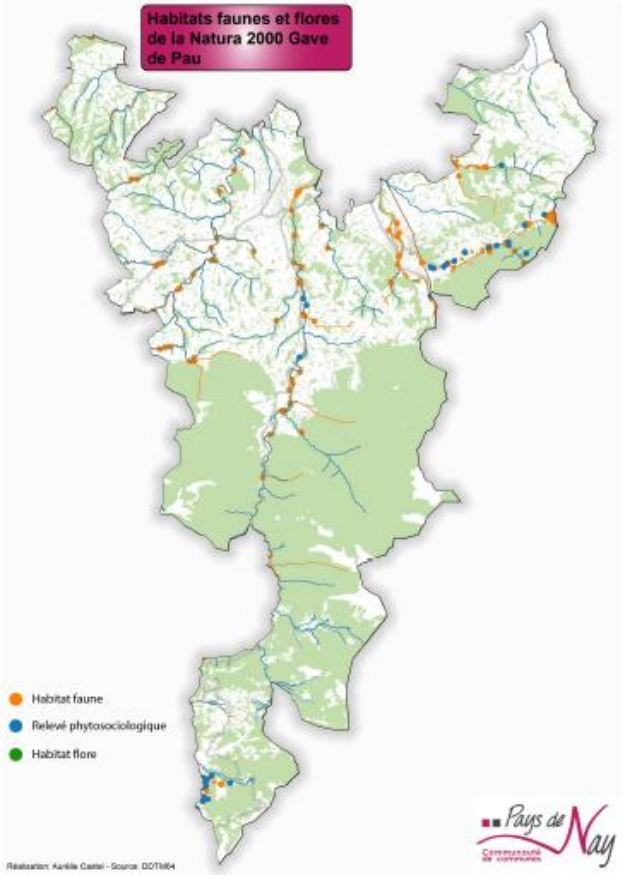


Figure 30 : habitats faune et flore classés Natura 2000 sur le Gave de Pau [partie sud] (Source : SCoT de la CCPN, 2019)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Lancé en 1982, l'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. On distingue deux types de ZNIEFF :

- ZNIEFF de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique ;
- ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

Cet outil de connaissance doit permettre une meilleure prévision des incidences des aménagements et des nécessités de protection de certains espaces fragiles. Elles n'ont aucun statut de protection réglementaire (pas de valeur juridique en soi) ; en revanche, les inventaires doivent être consultés lors de l'élaboration des documents et projets d'urbanisme et d'aménagement (PLU…).

La **Communauté de Communes compte dix ZNIEFF**, 6 ZNIEFF de type I et 4 ZNIEFF de type II :

- ZNIEFF I « Forêt de Très-Crouts, Lourdes, Ségus et Le Béout » ;
- ZNIEFF I « Soulanes et crêtes des massifs du Granquet, Estibette et Pibeste » ;
- ZNIEFF I « Pelouses, landes et boisements du Pic Merdanson et du Pic Mondragon » ;
- ZNIEFF I « Massif montagneux entre Argelès-Gazost et l'Ouzom » ;
- ZNIEFF I « Saligues amont du Gave De Pau » ;
- ZNIEFF I « Versant est du Gabizos » ;
- ZNIEFF II « Bassins versants amont de l'Ouzom (rive gauche) et du Beez » ;
- ZNIEFF II « Réseau hydrographique du gave de pau et ses annexes hydrauliques » ;
- ZNIEFF II « Bois de Bénejacq, Borderes, Boeil et Bordes » ;
- ZNIEFF II « Massifs calcaires de l'Estibète, du Granquet et du Pibeste, forêt de Très Crouts, vallée du Bergons et crêtes ».

➔ **ZOOM sur la ZNIEFF « Réseau hydrographique du cours inférieur du Gave de Pau »**

Elle s'étend sur seize communes de la CCPN et présente un intérêt biologique et écologique. En effet, sur le plan ornithologique, les secteurs de saligues constituent des zones humides abritant 55 espèces nicheuses, dont des Aigrettes gazettes et des Hérons Bihoreaux. 40 espèces hivernent (citons notamment le Balbuzard pêcheur) et 78 espèces stationnent durant les migrations. Sur le plan mammologique, la présence du Vison d'Europe et du Desman des Pyrénées fait du Gave une zone majeure pour les mammifères des zones humides. D'un point de vue écologique, la présence des saligues est un atout, car elles sont peu polluées, riches trophiquement et constituent des refuges pour les mammifères et espèces farouches. Cette ZNIEFF porte des potentialités biologiques, notamment une possible frayère pour le saumon, mais actuellement non accessible à cause de barrages infranchissables.

Ce milieu est sujet à des menaces, dues à l'exploitation des granulats provoquant une érosion régressive du lit du Gave, ainsi que la construction d'épis et de seuils qui contribuent à modifier le régime hydrique du Gave conduisant à terme à la disparition de la saligue et des zones de frayère de saumon. Les boisements humides naturels sont peu à peu remplacés par des plantations de peupliers.

Les ZNIEFF recoupent plus ou moins les sites Natura 2000. Seul le Bois de Bénéjacq, vaste espace boisé non fragmenté, notamment en raison des difficultés d'accessibilité liées au relief, est un espace naturel remarquable ne faisant l'objet que d'un inventaire pour sa qualité écologique. Pourtant il se caractérise notamment par une densité importante de nidification de rapaces forestiers.

Au total, l'inventaire des ZNIEFF concerne environ 10 576 ha sur l'ensemble du territoire, dont environ 5 147 ha en ZNIEFF type I. Cette surface représente un pourcentage assez important de la superficie totale de la communauté de communes, soit plus d'un tiers (34%). La modernisation de l'inventaire en ZNIEFF, que ce soit pour les communes de Nouvelle Aquitaine ou d'Occitanie, n'a pas entraîné de modification significative sur ce territoire, les espaces concernés ont donc été confortés dans leur intérêt écologique.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

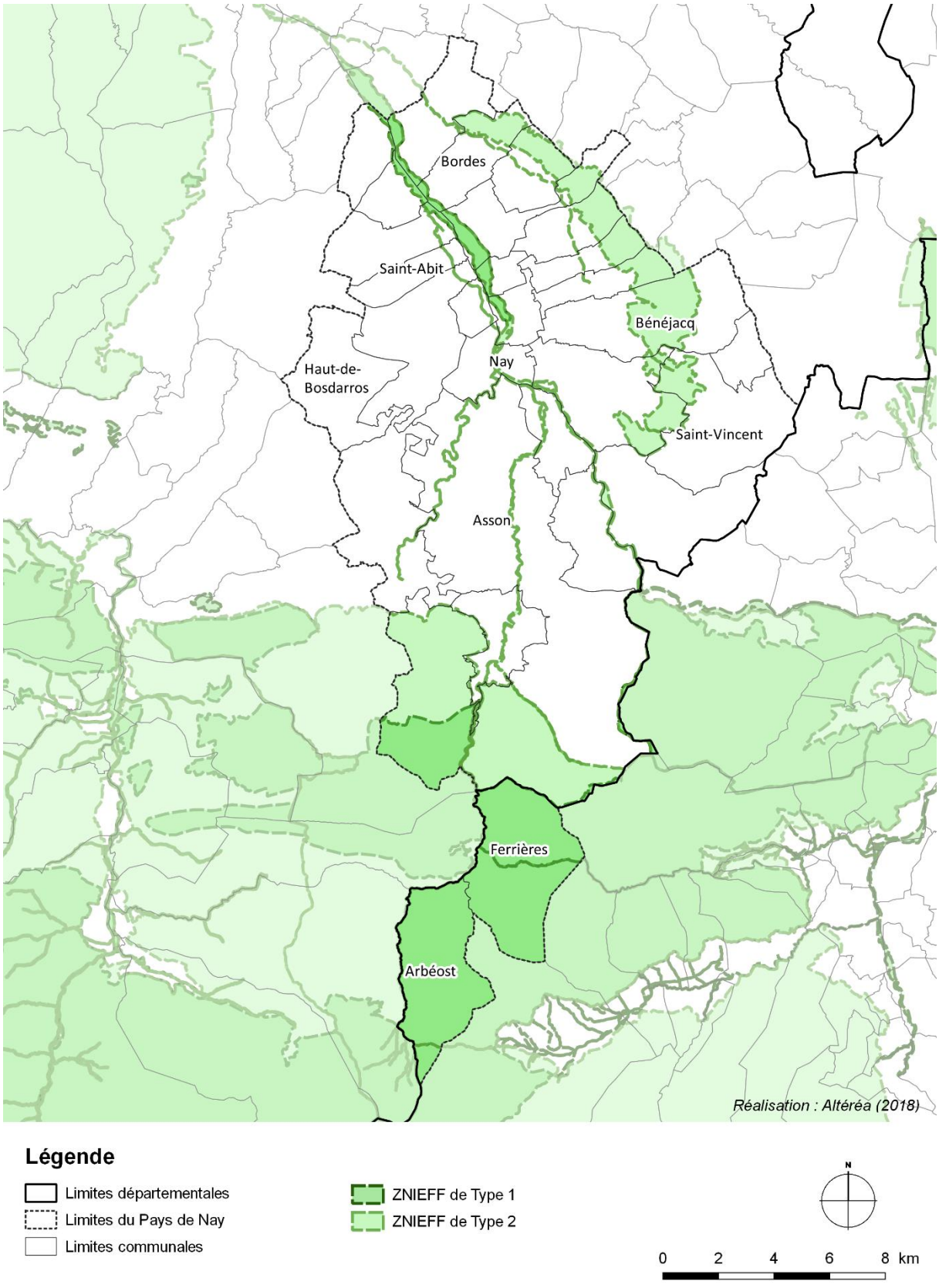


Figure 31 : carte des ZNIEFF sur le territoire de la CCPN (Source : ALTEREA, data.gouv.fr, 2019)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Le Pays de Nay comprend donc des sites naturels d'un grand intérêt écologique, représentatifs de la biodiversité pyrénéenne. Cet intérêt écologique n'est pas fortement protégé (pas d'Arrêté de Protection du Biotope, ni de réserve naturelle, par exemple). Cela peut indiquer que les pressions sur ce territoire sont moins prégnantes que sur d'autres, notamment voisins (un APPB[13] et une Réserve Naturelle Régionale sont à relever en limite est du territoire, côté Hautes-Pyrénées). Au-delà de la protection, c'est donc la mise en œuvre de démarches de développement durable prenant en compte particulièrement la dimension écologique qui est à l'œuvre, mais celle-ci est retardée du fait de l'absence de certains DOCOB.

Ces espaces remarquables permettent de définir ce qu'il convient d'appeler les réservoirs de biodiversité, espaces de plus forte qualité et de plus fort intérêt écologique, l'enjeu consistera donc à les mettre en réseau, à travers un tissu écologique qui maille l'ensemble du territoire et dans la continuité avec les territoires voisins (TVB notamment).

Enfin, notons que les communes de Ferrières et d'Arbéost, les plus au sud du territoire du Pays de Nay, se situent dans l'aire d'adhésion du Parc National des Pyrénées. Les espaces naturels remarquables du Pays de Nay, se prolongent donc par de vastes milieux naturels à proximité, avec lesquels l'enjeu sera ici encore la mise en réseau pour assurer des continuités écologiques. Par ailleurs, **le projet de la CCPN devra prendre en compte la Charte du Parc National**.



Figure 32 : espèces phares du territoire de la CCPN (Source : Inventaire National du Patrimoine Naturel)

3.3.2.2 Les espaces naturels sensibles

Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) ont pour objectif de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels : mais également d'aménager ces espaces pour être ouverts au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel.

Les saligues de Baudreix et de Mirepeix ont à ce jour un statut de préservation par l'existence de zones de préemption au titre des ENS du Département des Pyrénées-Atlantiques, instaurées en 1985 et en 2000.

3.3.2.3 Les continuités écologiques

Les continuités écologiques sont des « bandes, parfois relictuelles, d'un type donné d'habitat, mettant en relation des zones fragmentées (…) ». Elles jouent un rôle fondamental dans la dispersion et dans la connexion des populations et pourraient contribuer à la survie de nombreuses espèces et à l'équilibre de certaines populations isolées.

Ces continuités peuvent être naturelles (rivières, haies, bords de champ, etc.) ou créés par l'homme (routes, fossés, lignes à haute tension, passage à faune, etc.) et s'organisent en réseaux. Elles peuvent se présenter sous différentes formes telles que des écosystèmes forestiers linéaires, des voies de chemin de fer mais aussi des petites parcelles d'habitats qui sont aptes à maintenir des espèces à faible déplacement qui auront besoin de se réfugier, de se nourrir et de se reproduire. Ainsi, contrairement aux idées reçues, une continuité ne se limite pas uniquement à un passage à faune ou à un élément linéaire.

[13] APPB : Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Le bon fonctionnement des territoires à enjeux suppose le maintien de ces liaisons fonctionnelles intra régionales et interrégionales. Le maintien de ces continuités nécessite la définition et la mise en œuvre d'une politique régionale de maîtrise et de réparation du fractionnement des espaces naturels. Du point de vue de la biodiversité, on peut distinguer 5 grandes formes de continuités écologiques sur le territoire du Pays de Nay, avec leurs propres caractéristiques et leur propre intérêt :

- Les forêts de feuillus, qui couvrent une majeure partie des communes de montagne mais qui concernent également les coteaux et le grand bois de Bénéjacq ;
- Les zones humides : l'importance du réseau hydrographique et des espaces naturels associés, dont le Gave de Pau est la colonne vertébrale, a déjà été évoquée. Celui-ci fait l'objet d'un vaste espace Natura 2000. Il en est de même des tourbières de montagne sur Ferrières ;
- Le bocage, secteur agricole globalement accidenté, sur lequel l'élevage et les surfaces en herbe sont dominants et qui sont encore structurés en réseau dense de haies, favorables au maintien d'une biodiversité plus ou moins ordinaire ;
- Les pelouses d'altitude, qui correspondent à des formations herbacées qui dépassent rarement 30 cm de hauteur, essentiellement des graminées, pâturées par les troupeaux domestiques pendant l'estive. Elles accueillent une riche biodiversité, y compris des espèces végétales endémiques, voire rares ;
- Les roches d'altitude : la haute montagne pyrénéenne est marquée par l'élément minéral. Tous les habitats de cet étage (éboulis rocheux, pentes rocheuses calcaires ou siliceuses…) sont concernés par des sites Natura 2000 dans la mesure où ils hébergent une biodiversité singulière, rare avec de nombreuses espèces sub-endémiques, reliques de la dernière glaciation. Le massif pyrénéen possède une très grande responsabilité vis-à-vis des taxons de ces habitats naturels si particuliers.

A noter que le Gave et Pau et le Lagoin sont classés « axes migrateurs » et font l'objet de mesures pour permettre le franchissement des obstacles par les poissons.

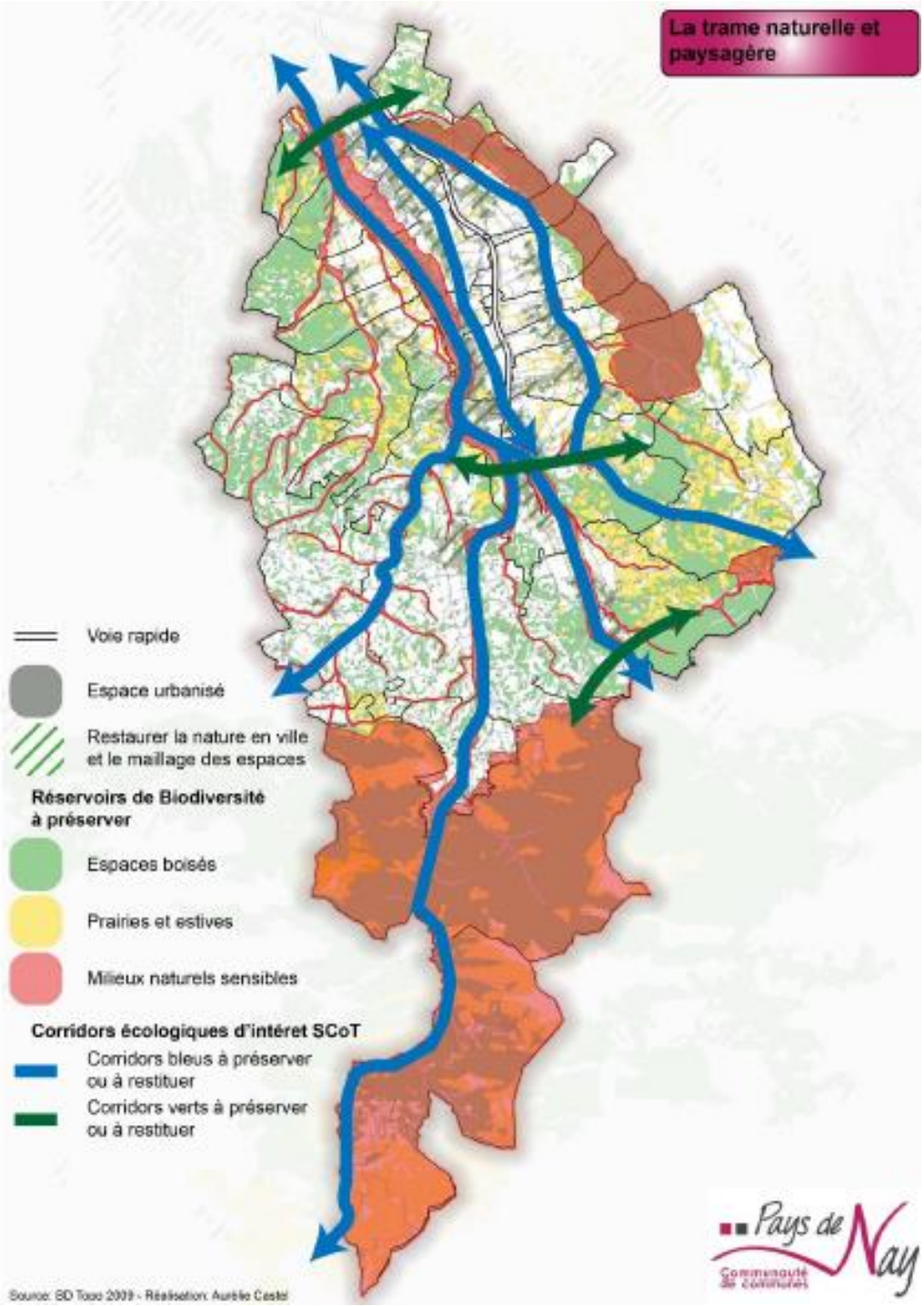


Figure 33 : Illustration des continuités écologiques du territoire de la CCPN (Source : SCoT de la CCPN, 2019)

3.3.2.4 Les espaces forestiers

Les espaces forestiers couvrent 37% du territoire, majoritairement sous la forme de forêts fermées de feuillus. Les espaces les moins fragmentés constituent les espaces naturels remarquables évoqués précédemment. Au-delà, ils forment des paysages en mosaïques imbriqués avec les espaces agricoles, en particulier sur les coteaux. Ces mosaïques, si elles traduisent un morcellement de l'espace forestier, ne sont pas pour autant un frein au maintien d'un certain type de biodiversité sur ce territoire. En effet, il convient de relever le lien très particulier entre agriculture et biodiversité, propre aux Pyrénées.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

La carte des espaces forestiers montre l'importance des boisements, sous leurs diverses formes, en tant qu'infrastructure naturelle du territoire.

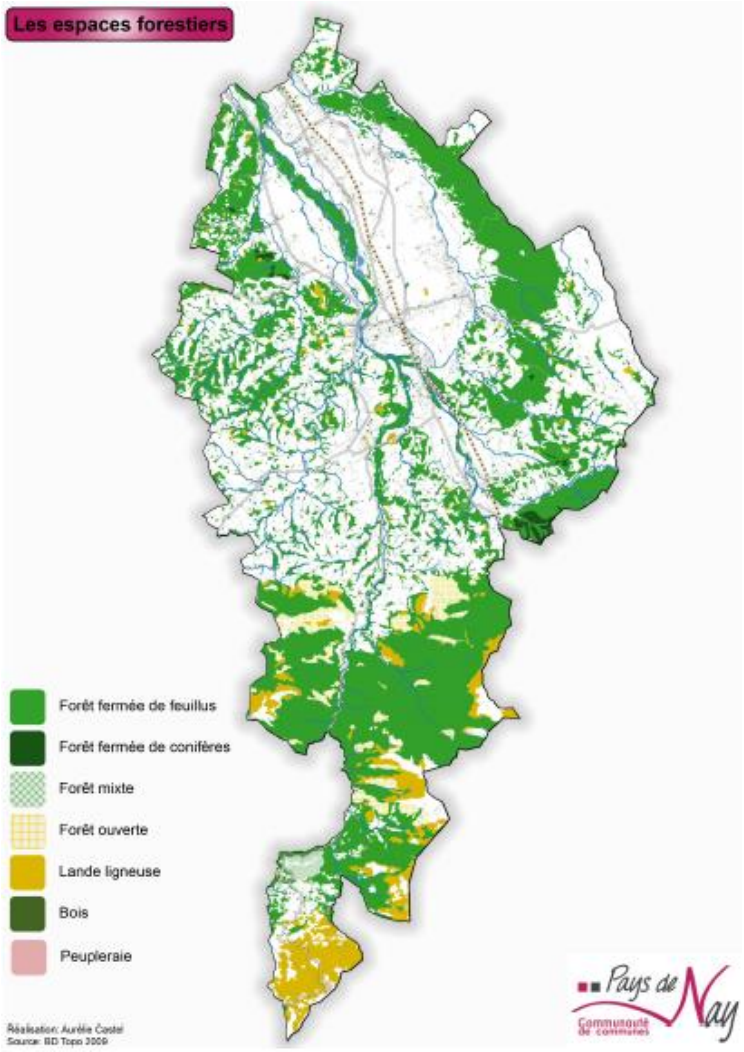


Figure 34 : typologie des ensembles forestiers présents sur la CCPN (Source : SCoT de la CCPN, 2019)

Le milieu urbain présente une biodiversité spécifique et constitue un écosystème complexe, fortement artificialisé et anthropisé, avec des apparitions et des disparitions régulières d'espèces et des évolutions régulières au cours du temps.

La ville n'est pas un désert pour les plantes et les animaux. Les bois, les parcs et jardins sont des lieux privilégiés pour observer la faune et la flore. Bien d'autres espaces contribuent à la biodiversité de la ville :

- Berges des cours d'eau et des canaux, voies de chemins de fer, cimetières, friches, terrains vagues ;
- Toitures et façades d'immeubles, etc.

Des espèces se sont adaptées au milieu urbain. Elles l'utilisent comme lieu de nidification et de repos, s'y adaptent progressivement, s'y maintiennent voire y prolifèrent. Les passereaux et certains rapaces (comme le faucon crécerelle), le renard, le rat surmulot, le pigeon de ville et les blattes ont ainsi fait du milieu urbain un milieu de vie privilégié. Cependant, les impératifs d'entretien des bâtiments, les réfections des façades, les techniques de fertilisation des sols des espaces verts, les pollutions atmosphériques, lumineuses et du sol, sont autant de pressions qui s'exercent sur cette biodiversité.

Ces espaces constituent un enjeu. Ils peuvent attirer une faune sauvage spécialisée, ce d'autant plus qu'ils sont isolés en ville et qu'un mode de gestion adapté aux espèces présentes y est mené.

3.4 Milieu humain

3.4.1 Démographie

La densité de population de la CCPN est assez faible : en 2015, l'INSEE évaluait cette densité à 87,9hab/km². À titre comparatif, la densité du département des Pyrénées-Atlantiques est de 87,6 hab/km² : la densité du territoire est donc identique à celle du département. Cependant, au sein du territoire, des disparités existent :

- Le secteur de la plaine comprend 13 communes, pour une superficie de 81,5 km² et une population de 12 173 habitants en 2015. Il représente 25% de la superficie du territoire de la CCPN et 41% de sa population, avec une densité moyenne de 146 habitants au km² ;
- Le secteur du pôle urbain de la CCPN comprend 6 communes, pour une superficie de 48 km² et une population de 10 669 habitants en 2015. Il représente 15% de la superficie du territoire et 36% de sa population, avec une densité moyenne de 221 habitants au km² ;
- Le secteur des coteaux et de la montagne comprend 10 communes, pour une superficie de 195km² et une population de 6 893 habitants en 2015. Il représente 60% de la superficie du territoire du Pays de Nay et 23% de sa population, avec une densité moyenne de 35 habitants au km².

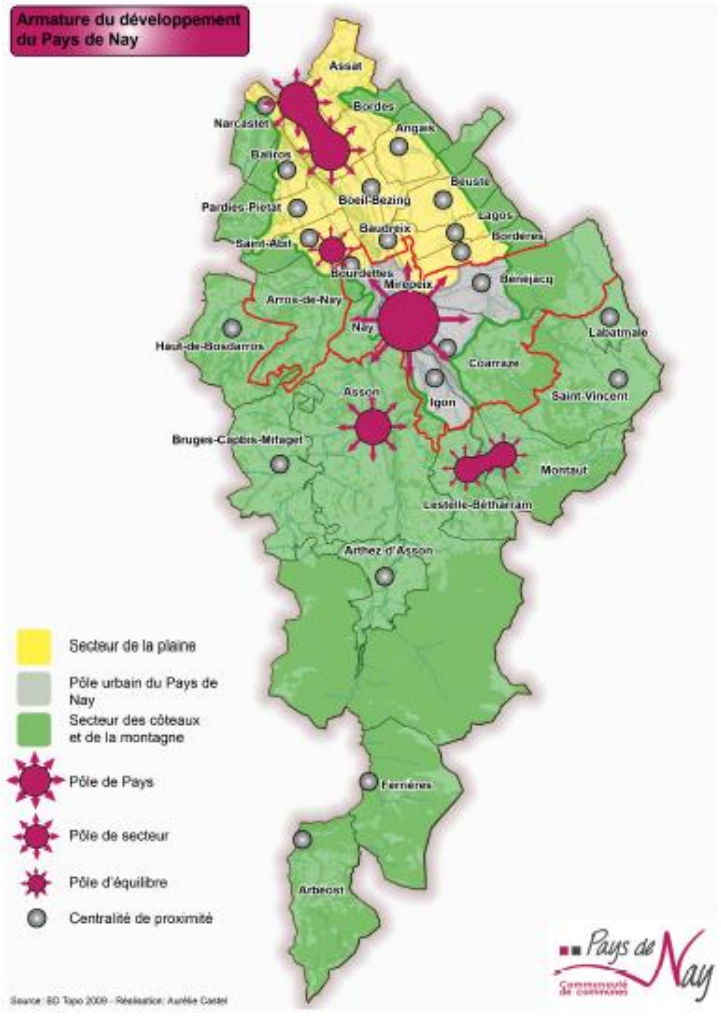


Figure 35 : armature du développement du territoire de la CCPN (Source : SCoT de la CCPN, 2019)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

L'évolution du nombre d'habitants par commune entre 1999 et 2015 est présentée dans la figure ci-dessous. De manière générale, la démographie est croissante au nord du territoire le long de l'axe de la RD 938. Cette croissance démographique est cependant moins soutenue, voire même décroissante dans les communes au sud du territoire. Enfin, la commune de Nay, ville la plus importante en termes de population, peine à maintenir une dynamique démographique importante.

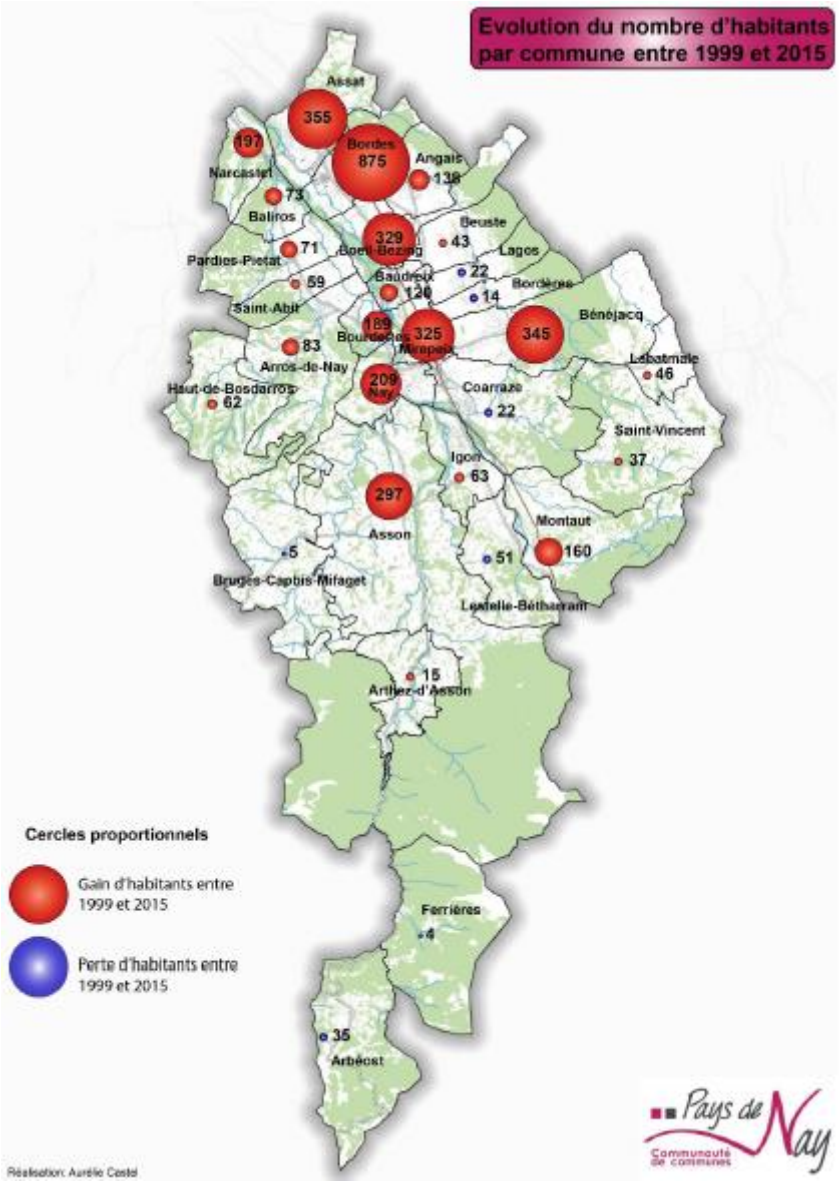


Figure 36 : évolution démographique des communes de la CCPN entre 1999 et 2015 (Source : SCoT de la CCPN, 2019)

Le territoire compte environ 28243 habitants. La majorité des ménages est en couple (64%), suivis des personnes seules (25%), des familles monoparentales (8%) et enfin des autres ménages sans famille (2%).

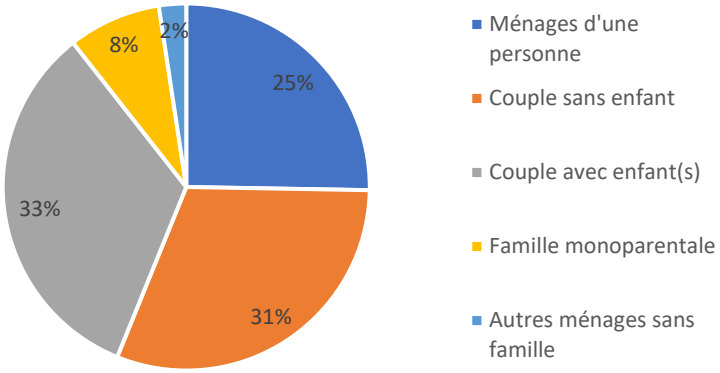


Figure 37 : Composition des ménages de la CCPN (Source : données INSEE, 2015)

Le profil des âges est présenté ci-dessous. La classe d'âge la plus représentée est celle des 45 à 59 ans qui regroupent 22% de la population. Cette répartition est fidèle à celle du département excepté pour les catégories 0 à 14 ans et 15 à 29 ans.

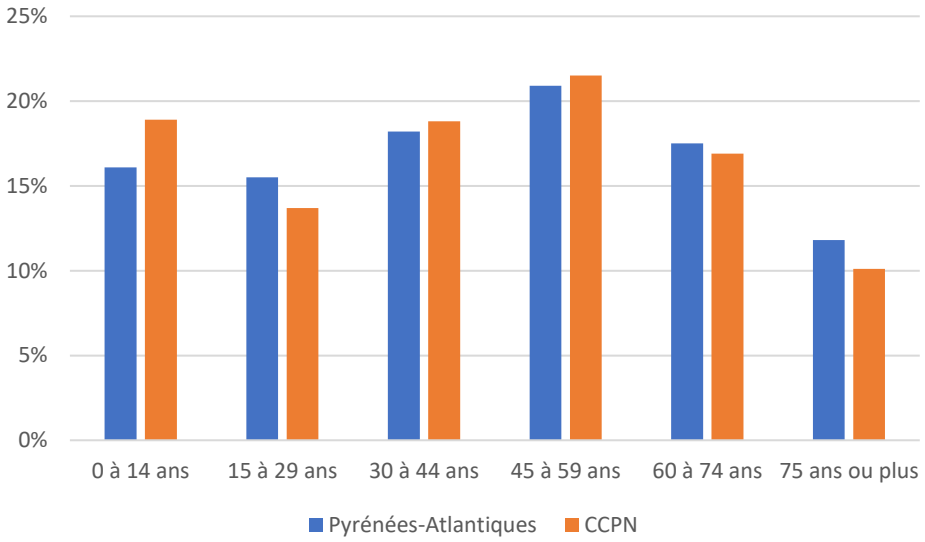


Figure 38 : Répartition de la population de la CCPN et du département par classe d'âge (Source : données INSEE, 2015)

3.4.2 Profil socio-économique

En 2015, le territoire de la CCPN comptait, 13041 actifs, 2300 établissements actifs et 9700 emplois[14]. Géographiquement, ces emplois sont essentiellement concentrés sur deux pôles portés par cinq communes : Bordes/Assat et Nay-Coarraze-Bénéjacq.

[14] Source : INSEE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

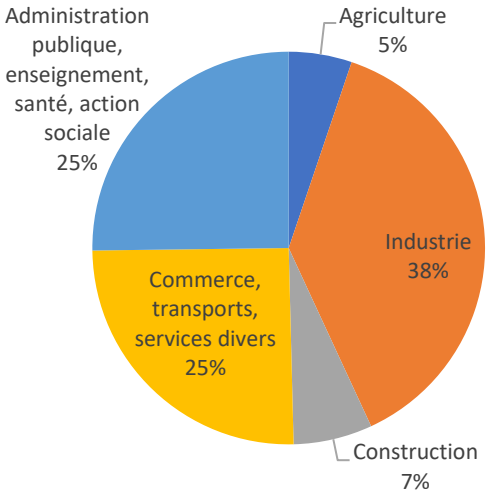


Figure 39 : Emplois selon le secteur d'activité sur le territoire de la CCPN (Source : données INSEE, 2015)

Le secteur dominant sur le territoire est l'industrie (38%). À titre comparatif, cette valeur est de 13% dans le département.

3.4.3 Population active

Les principales catégories socio-professionnelles du territoire sont les professions intermédiaires (25%). Les ouvriers, employés et les cadres et professions intellectuelles supérieures sont eux, présents dans les mêmes proportions (21%). Les agriculteurs exploitants représentent la part la plus faible des emplois (4%). Le graphique ci-dessous permet d'illustrer ces chiffres.

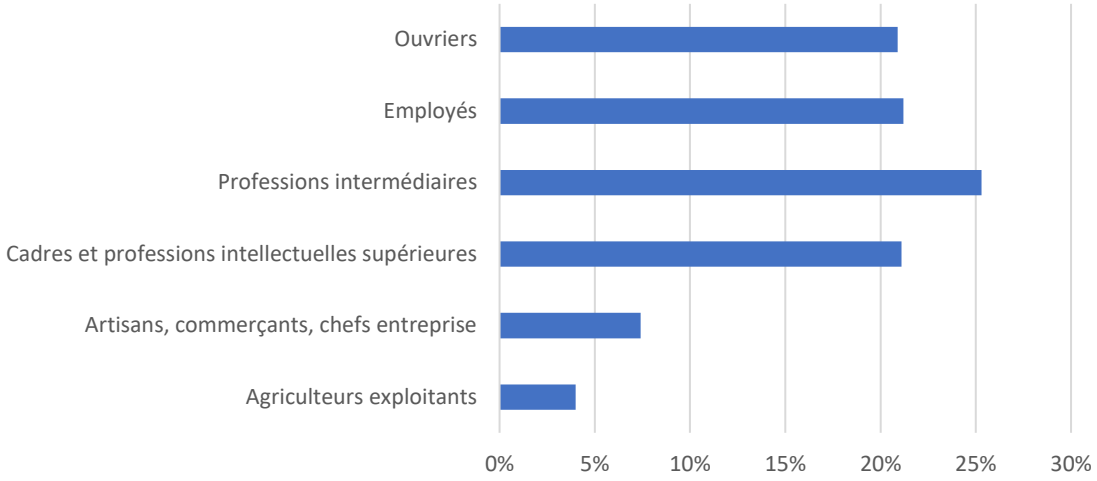


Figure 40 : Répartition des emplois par catégorie socioprofessionnelle (Source : INSEE 2015)

Le taux de chômage du territoire est de 9,7% en 2015 (12,2% dans le département).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

3.4.4 Le parc de logements

3.4.4.1 Composition du parc

Le territoire se compose de **13 158 logements,** dont 11 396 résidences principales, soit un taux de 87% de résidences principales. Les logements vacants représentent 8,2% des logements (contre 5,8% en 2006), leur part a ainsi connu une augmentation notable.

	2015	%
Ensemble	13 158	100
Résidences principales	11 396	86,6
Résidences secondaires et logements occasionnels	684	5,2
Logements vacants	1 078	8,2

Tableau 2: Catégories de logements du territoire de la CCPN (Source : INSEE, 2015)

Parmi les habitants des 11 396 résidences principales :

- 77% en sont propriétaires ;
- 20% en sont locataires ;
- 3% y sont logés gratuitement.

Remarque : le pôle urbain central du Pays de Nay concentre plus de 50% des logements locatifs.

Le parc de résidences principales de la CCPN **se compose essentiellement de maisons individuelles**, puisque seuls 13% des résidences principales sont des appartements, 49% de ces appartements étant situés dans la seule commune de Nay. La répartition des logements est la suivante :

	2015	%
Maisons	11 354	86,3
Appartements	1 726	13,1
Autres	78	0,6

Tableau 3 : Part des logements collectifs et individuels dans le parc de résidences principales (Source : INSEE, 2015)

3.4.4.2 Période de construction

Concernant le secteur résidentiel, l'intercommunalité recense 86,6% résidences principales. Les logements individuels l'emportent significativement sur les logements collectifs avec 86,9% contre 13,1%, tout en sachant que 77,3% des ménages sont propriétaires de leur bien.

Près de 67% des logements ont été construits avant 1990 et 40% avant 1970, soit avant la première réglementation thermique. Cette seconde partie du parc est susceptible d'être particulièrement énergivore car répondant à des normes thermiques faibles. Toutefois, il est important de noter que près de la moitié du parc est récent, comme le montre le graphique ci-dessous, ce qui implique des consommations énergétiques moins élevées.

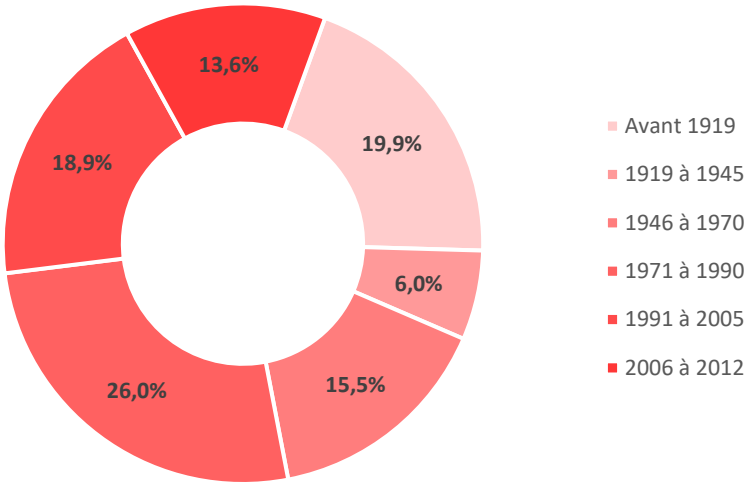


Figure 41 : Logements selon la période de construction en 2013. (Source : INSEE, réalisation ALTEREA)

26% des résidences principales peuvent être qualifiées d'anciennes, puisqu'elles ont été construites avant 1948. En parallèle, on compte environ 59% de résidences principales récentes (construction postérieure à 1971) dont 13,6% très récentes (constructions postérieures à 2006).

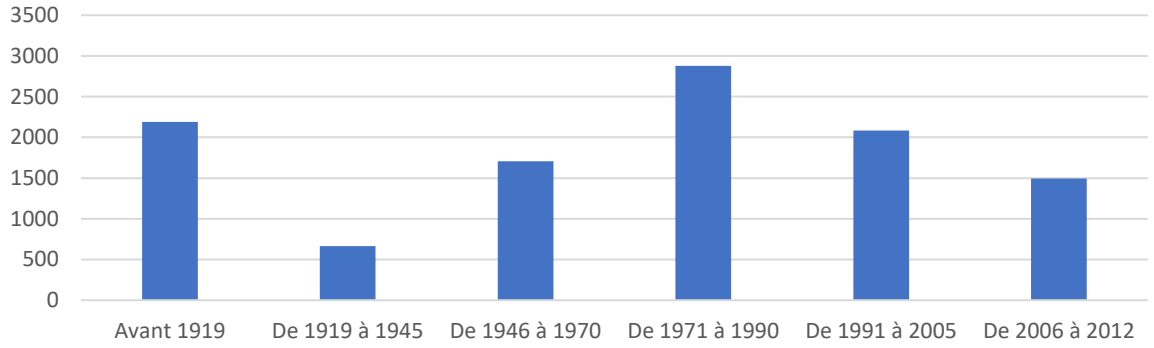


Figure 42 : Période de construction des résidences principales (Source : INSEE, 2015)

3.4.5 Energie

À l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine, les Pyrénées-Atlantiques étaient en 2016, le 2e consommateur d'énergie (9,9%) derrière le département de la Gironde (24%). Leur consommation d'énergie finale atteignait 17 181 GWh. Dans le département, le parc résidentiel constitue le premier secteur le plus consommateur d'énergie (33%), suivi des transports (routiers et non routiers) (30%) et de l'industrie (19%). À l'échelle régionale, l'ordre est quelque peu différent : les transports sont le premier secteur le plus consommateur (35%), suivi du résidentiel (29%) et l'industrie (20%).

Sur le territoire de la CCPN cette fois, les consommations énergétiques globales relevées pour 2014 sont de l'ordre de 652 GWh, soit environ 23,2 MWh par an et par habitant, un niveau de consommation inférieur aux moyennes régionales (29,2 MWh/hab[15]) et nationales (32 MWh/habitant/an).

[15] Source : AREC Nouvelle-Aquitaine

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

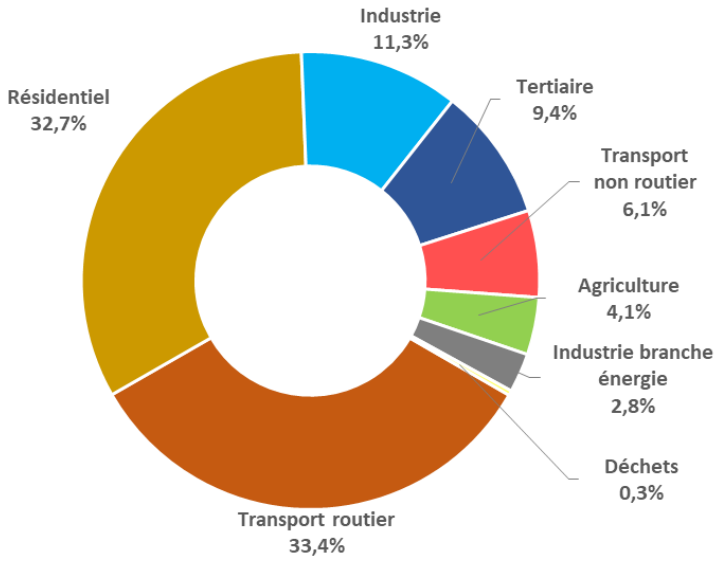


Figure 43 : Consommations d'énergie par secteur (Source : PROSPER, ALTEREA)

3.4.6 Production d'énergies à partir du milieu humain et potentiel de développement

3.4.6.1 Méthanisation

3.4.6.1.1 Définition

La méthanisation est une digestion, ou fermentation méthanique, qui transforme la matière organique en compost, méthane et gaz carbonique par un écosystème microbien complexe fonctionnant en absence d'oxygène (anaérobie). La méthanisation permet d'éliminer la pollution organique tout en consommant peu d'énergie, en produisant peu de boues et en générant une énergie renouvelable : le biogaz. Celui-ci est composé généralement de méthane (60 à 80%) et de dioxyde de carbone (20 à 40%).

3.4.6.1.2 Etat des lieux et potentiel de développement

Il n'existe aucune unité de méthanisation à ce jour sur le territoire de la CCPN malgré un gisement considérable au vu de la ruralité du territoire. À titre d'information, l'AREC dénombrait 4 unités de méthanisation à l'échelle du département, dont deux agricoles, et 10 unités en construction/développement/étude. Des projets sont toutefois à l'étude afin de valoriser les gisements du territoire (filière agricole et filière déchets verts) comme à Asson et Pardies-Piétat.

Le SRADDET de la Région Occitanie souhaite le développement du biogaz par méthanisation à hauteur de 2,9 TWh d'ici 2031 et 8,3 TWh d'ici 2050. Plus globalement, la production de gaz renouvelable estimée en 2050 est de 17,7 TWh incluant : la pyro-gazéification, le méthane de synthèse et l'hydrogène.

L'ADEME a mené une étude pour évaluer le gisement mobilisable pour la méthanisation à l'échelle de toutes les communes françaises. Les ressources prises en compte sont :

- Les ressources agricoles : effluents d'élevage, résidus de cultures, cultures intermédiaires à multi-services environnementaux ;
- Les résidus des industries agro-alimentaires (IAA) ;
- Les biodéchets : ménages, commerces, boue d'épuration, déchets verts, etc. ;
- L'herbe issue de la tonte des bords de route.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Le graphique ci-dessous reprend, par catégorie de substrat, le potentiel énergétique méthanisable à l'échelle de la CCPN :

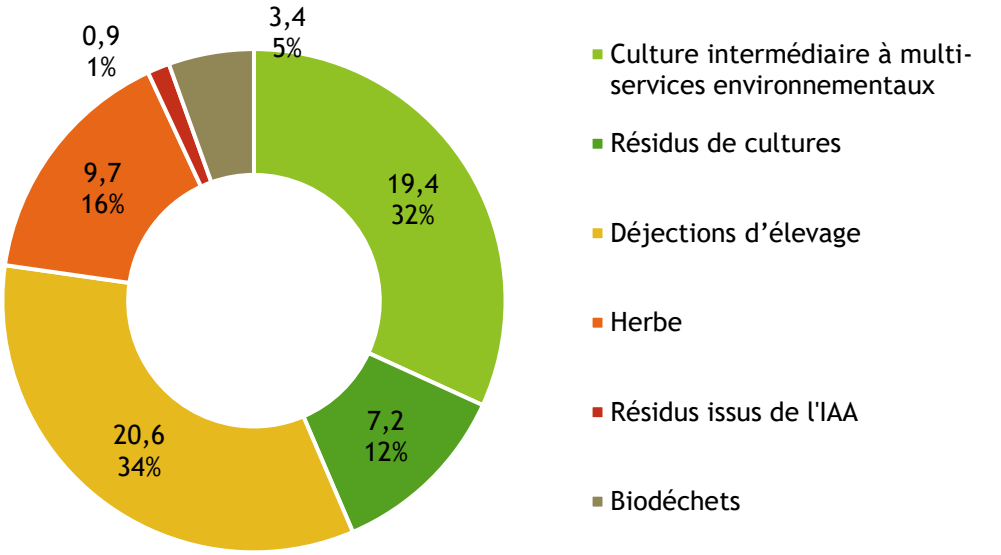


Figure 442 : Potentiel énergétique de méthanisation par type de substrat en GWh (Source : ADEME 2018)

Les substrats méthanisables à l'échelle du territoire présentent ainsi un potentiel énergétique de **61,1GWh**, les substrats issus du secteur agricole étant les plus importants (78%).

Remarque : la méthanisation fait souvent débat du fait de la concurrence qu'elle peut avoir avec les surfaces dédiées à l'alimentation humaine et animale et la préservation de la biodiversité, la ressource en eau et l'épuisement des sols. Dans le cas présent de cette étude, seul le potentiel issu des CIMSE[16] a été considéré. En effet, ces cultures sont implantées entre deux cultures principales et n'entrent ainsi pas en compétition avec les cultures alimentaires. En outre, au-delà de leur intérêt dans le cas présent énergétique, elles présentent de nombreux bienfaits (piège à nitrate, engrais vert, etc.).

3.4.6.2 Chaleur fatale

3.4.6.2.1 Définition

Lors du fonctionnement d'un procédé de production ou de transformation, une énergie thermique peut être produite, cette énergie est appelée « chaleur fatale ». Une partie de la chaleur est inévitablement rejetée. Cette chaleur, au lieu d'être perdue, peut être récupérée et valorisée.

La récupération de la chaleur fatale conduit à deux axes de valorisation thermique complémentaires :

- Une valorisation en interne, pour répondre à des besoins de chaleur propres à l'entreprise ;
- Une valorisation en externe, pour répondre à des besoins de chaleur d'autres entreprises, ou plus largement, d'un territoire, via un réseau de chaleur.

Il est également possible, dans certaines conditions, de produire de l'électricité à partir de la chaleur récupérée.

[16] CIMSE : Culture intermédiaire à multi-services environnementaux

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

3.4.6.2.2 Etat des lieux et potentiel de développement

Réseaux d'assainissement

Les eaux usées circulant dans les égouts sont à une température de 10 à 18 °C en fonction du point du réseau et de la saison. Les eaux usées peuvent ainsi représenter un gisement thermique important, et peuvent être valorisées. Pour pouvoir utiliser cette chaleur, on associe cette récupération d'énergie à une pompe à chaleur, pour élever la température au niveau souhaité, selon l'objectif (chauffage, ECS…).

Le territoire ne dispose pas d'installations de ce type connues.

Data centers

Les Data Centers sont des sites physiques qui hébergent les systèmes nécessaires au fonctionnement d'applications informatiques. Ils permettent de stocker et de traiter des données et sont constitués de composants informatiques (comme les serveurs et les éléments de stockage) et d'éléments non informatiques (comme les systèmes de refroidissement aussi appelés groupes froid). Abritant ainsi une forte densité d'équipements informatiques, leur demande est constituée à la fois d'électricité, mais surtout d'évacuation de la chaleur.

Le territoire ne dispose pas d'installations de ce type connues.

3.4.6.3 Autres

3.4.6.3.1 Etat des lieux et potentiel de développement

Valorisation énergétique des déchets

En 2016, les 78 121 tonnes d'ordures ménagères et assimilées incinérées à l'usine d'incinération de la commune de Lescar (Nord-Ouest de Pau) avaient permis la production de 30 719 MWh (dont 22 387 MWh vendus à EDF, le reste ayant été utilisé en autoconsommation) soit une production énergétique de 2 250 MWh pour les OM issues de la CCPN.

Valorisation des déchets végétaux et compostage

En 2009 et 2015, 1500 composteurs ont été distribués sur l'ensemble du territoire. Les particuliers valorisent ainsi leurs biodéchets en compost pour une utilisation dans leurs jardins, jardinières, etc. Les autres déchets végétaux (tontes, feuilles, …) amenés en déchetterie par les habitants ou dépôts sauvages récupérés par les services de la CCPN, sont broyés puis envoyés en filière de compostage à la ferme sur le site de l'Écopôle de Meillon.

En collaboration avec le Syndicat de traitement des Déchets, Valor Béarn, la CCPN souhaite implanter sur son territoire une plate-forme de broyage de déchets verts (filière de compostage à la ferme). Les études de co-compostage de boues de station d'épuration et de tontes sont en cours.

3.4.7 Les voies de communication et réseaux

3.4.7.1 Trafic routier

Le réseau autoroutier ne dessert pas directement le Pays de Nay. L'autoroute A64, reliant Bayonne à Toulouse (et à Bordeaux depuis le raccordement à l'autoroute A65), est un axe majeur de développement pour le grand Sud-Ouest. Les échangeurs les plus proches se situent à environ 25 minutes du territoire, qu'il s'agisse de l'échangeur n°10 (Pau-centre), ou de l'échangeur n°11 de Soumoulou. Cette situation est une contrainte et plusieurs projets d'amélioration de la desserte du secteur est et sud-est de l'agglomération paloise sont à l'étude, avec notamment le projet de création d'un nouvel échangeur à Morlaàs (objectif de mise-en-service en 2022-2023).

Les infrastructures routières internes au territoire se structurent essentiellement autour de la RD 938, qualifiée de voie rapide pour sa partie reliant le territoire de Pau jusqu'à Nay. Cet axe connaît un trafic qui atteint de 11 000 à 16 000 véhicules par jour en moyenne, avec des problèmes de limite de

capacité sur certaines tranches et carrefours aux heures de pointe qui posent dès à présent la question de son adaptation à une fréquentation en hausse (aménagement de bi-pass ?). Il convient également de noter que cette voie a très fortement contribué à la polarisation des échanges du Pays de Nay avec l'agglomération paloise qu'elle relie. Parmi les autres infrastructures routières, le territoire est relié aux Hautes-Pyrénées via la RD 937 en direction de Saint-Pé de Bigorre puis Lourdes par la RD 936 vers Pontacq puis Tarbes. La RD 35 le relie aux vallées d'Ossau et d'Aspe. Toutefois, ces échanges, s'ils sont bien réels, sont à ce jour moins développés.

Du fait de sa position d'interface entre plusieurs pôles d'emplois majeurs, le territoire du Pays de Nay connaît des déplacements pendulaires importants à la fois en sorties et en entrées. Cela s'explique par la proximité de l'agglomération paloise, qui présente d'importantes fonctions métropolitaines, et par **la présence sur le territoire de l'usine Safran qui est l'un des plus gros employeurs de la Région** (2800 salariés). Ainsi, à l'échelle très locale, ce sont 80% des actifs qui travaillent en dehors de leur commune de résidence. D'une façon plus globale, **52% des actifs du Pays de Nay travaillent en dehors du territoire**, et inversement, **43% des emplois offerts par le Pays de Nay sont occupés par des personnes résidant à l'extérieur**.

3.4.7.2 Transports en commun

3.4.7.2.1 Le réseau ferroviaire

Le territoire est positionné sur le réseau grandes lignes de la SNCF, avec la desserte de la Gare Coarraze-Nay par la ligne Toulouse-Bayonne, et sur le réseau TER par la même gare Coarraze-Nay et les haltes d'Assat et de Montaut-Bétharram. La fréquentation de la gare de Coarraze-Nay est relativement intéressante, avec plus de 102 passagers par jour en moyenne en 2011 (54 en mars 2010), soit un trafic annuel estimé à 35 000 passagers. La desserte se compose de 8 TER et de 3 trains grandes lignes par jour.

Les dessertes TGV de Pau et Lourdes sont également très proches et renforcent le positionnement du territoire sur de plus grandes distances. La gare TGV de Pau connaît en effet un trafic majeur (665 000 passagers) ; cette dernière est très facilement accessible pour les communes du Pays de Nay, et plus particulièrement pour les communes du nord de la plaine (Bordes...).

Enfin, le contrat d'axe du Béarn, approuvé fin 2013, prévoit à l'horizon 2020 le renforcement des dessertes TER et la création de la gare de Bordes-Assat (en remplacement de la halte actuelle d'Assat et à proximité immédiate du siège Safran), ces projets étant destinés à améliorer encore l'accessibilité et le positionnement du Pays de Nay.

3.4.7.2.2 Le réseau de cars urbains

Le réseau régional de cars interurbain dessert 17 des 29 communes du Pays de Nay de manière régulière grâce aux lignes n°804 Pau-Asson et 805 Pau-Lourdes. Il existe ainsi 8 liaisons quotidiennes en semaine sur la ligne Pau-Lourdes, avec 35 minutes pour faire Nay-Pau. Enfin, la desserte via la ligne n°804 vient compléter les possibilités pour rejoindre Pau, surtout pour les habitants du pôle urbain de Nay qui disposent ainsi de 2 dessertes, l'une par la rive droite du Gave, l'autre par la rive gauche.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

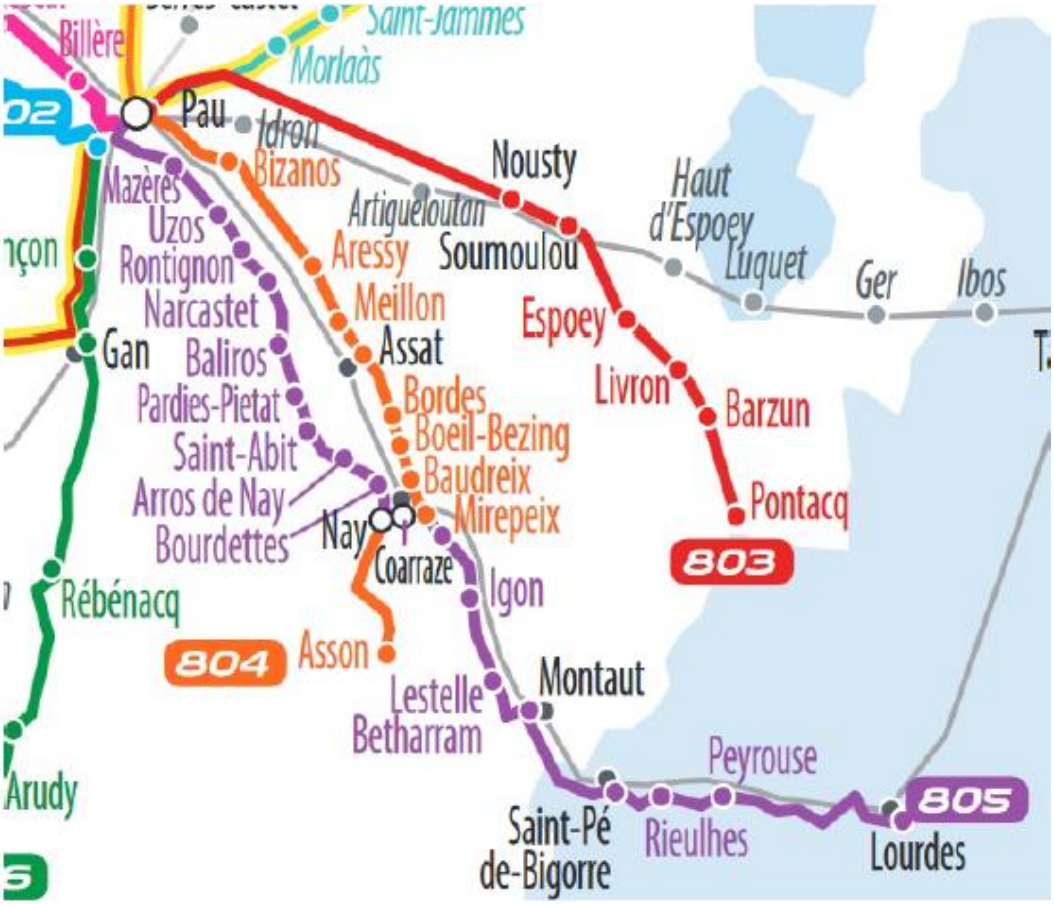


Figure 45 : carte des lignes de cars urbains sur le territoire de la CCPN (Source : SCoT de la CCPN, 2019)

Dans le cadre de la politique territoriale du Conseil Départemental, un service de Transport à la Demande (TAD) a été mis en place début 2013 par la CCPN, afin de constituer une nouvelle offre pour les déplacements internes au Pays de Nay.

Il est assuré par deux minibus de moins de 9 places. Les points de prise en charge sont fixés et signalés dans les 29 communes. Les points de destination desservent les principaux pôles d'intérêt locaux (centres-bourgs, marchés, offre médicale, services administratifs…) avec un rabattement vers les lignes régulières du Conseil Régional (lignes 804 et 805) et la gare SNCF de Coarraze-Nay. Les personnes à mobilité réduite peuvent être prises en charge à leur domicile.

Le TAD offre donc une réelle alternative au réseau interurbain, surtout pour les déplacements internes au Pays de Nay pour lesquels l'offre n'était pas adaptée.

3.4.7.3 Mobilité douce

Sur le territoire du Pays de Nay, le réseau de cheminements doux est très récent. En premier lieu, la Véloroute Pyrénées Gave Adour a été mise en service en 2015. De Lestelle-Bétharram, au cœur du Pays de Nay, jusqu'à Bayonne sur la côte basque, cet itinéraire suit le Gave de Pau, les Gaves Réunis (de Pau et d'Oloron), et pour finir l'Adour, le tout sur un linéaire de 150 km. Cet itinéraire long de 25 km sur la CCPN, permet de découvrir les villages et les espaces naturels locaux. En 2018, cette véloroute atteignait une fréquentation journalière de 201 vélos (au niveau de la borne placée entre Nay et Baudreix).

Plus localement, le Pays de Nay est traversé par une voie cyclable nationale (V81) depuis Lestelle-Bétharram jusqu'à Baliros. Il offre la possibilité de rallier différents sites majeurs du Pays de Nay.

Le Département des Pyrénées-Atlantiques possède un **Schéma Départemental Cyclable** qui comporte deux volets : loisirs et tourisme (cadre dans lequel rentre la véloroute), et déplacements au

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

quotidien en lien avec les compétences du Département. **Le Pays de Nay a été identifié comme secteur à enjeu prioritaire** (comportant des centralités, des flux, un collège/lycée et une topographie favorable). Il faut toutefois que le territoire finalise un schéma d'intention des itinéraires cyclables intercommunal afin de rendre possible l'intervention départementale (travaux routiers, espaces publics, aménagement, intermodalités, etc.).

3.4.7.4 Covoiturage

Il existe à ce jour une aire de covoiturage de 20 places à Boeil-Bezing sur le territoire du Pays de Nay, porté par le Département dans le cadre du Schéma Départemental. Il existe par ailleurs une plateforme internet départementale du co-voiturage, qui possède 2 600 inscrits, et qui recense 62 offres régulières sur le territoire du Pays de Nay.

Le territoire du Pays de Nay est identifié comme étant à enjeu par le Département des Pyrénées-Atlantiques pour le covoiturage. Outre l'aire Boeil-Bezing précédemment citée, des solutions de mutualisation pourraient être recherchées sur les parkings des espaces commerciaux. D'autres projets sont à l'étude dans le cadre de la révision des Plans Locaux d'Urbanisme (Bordes…). En effet, au-delà d'une stricte politique d'aménagement d'aires de covoiturage, l'objectif du Département est de labelliser « covoiturage » des parcs de stationnement existants. Ceux des surfaces commerciales sont particulièrement indiqués compte tenu de leur localisation géographique, aux carrefours des grands axes de communication. Le SCoT prévoit que l'aménagement d'espaces réservés à la pratique du covoiturage soit intégré dans les PLU.

3.4.8 Les risques technologiques

3.4.8.1 Sites et sols pollués

Définition : Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement.

La base BASIAS[17] recense 168 anciens sites industriels et activités de service. Toutes les communes sont concernées sauf Bourdettes et Haut-de-Bosdarros. A titre d'exemple, les anciennes stations-services sont largement représentées parmi ces sites, qui s'avèrent être hétéroclites et très ponctuels dans l'espace.

Globalement, toutes les anciennes activités économiques y sont dénombrées, car il ne s'agit pas véritablement de pollutions avérées, mais plutôt d'un recensement documentaire d'installations ayant existées. Le nombre de sites est peu élevé par rapport à d'autres territoires, qui subissent plus fortement les conséquences de l'activité industrielle.

La CCPN possède trois sites avec sols pollués répertoriés dans la base BASOL[18], dont deux situés à Bordes et un à Bénéjacq :

- Une ancienne décharge ayant été en activité de 1950 à 1998, située dans le quartier du Saligua de Bordes en bordure du Gave de Pau sur une superficie de 3,5 ha. Cette décharge recevait des ordures ménagères brutes jusqu'en 1980, puis seulement les déchets encombrants, déchets verts et boues de stations d'épuration. Cette activité a engendré la pollution des nappes en sous-sol. Actuellement, il n'existe pas de restrictions d'usage ou de mesures d'urbanisme en lien avec ce site. Ce site est en cours de réhabilitation ;
- Le site de SAFRAN, couvrant une superficie de 15ha. L'usine a induit la pollution du sol et de la nappe alluviale par les hydrocarbures et des solvants chlorés au droit du site et potentiellement à l'aval. Depuis 2008, une surveillance semestrielle des eaux souterraines par

[17] BASIAS : Base des Anciens Sites industriels et Activités de Service

[18] Base des sites pollués ou potentiellement pollués qui appellent une action de l'administration

au moins 4 piézomètres a été mise en place. Actuellement, il n'existe aucune restriction d'usage ou de mesures d'urbanisme ;

- L'ancien centre d'enfouissement technique de Bénéjacq, d'une superficie de 5 hectares que la CCPN a réhabilité en 2015.

Les Secteurs d'Information sur les Sols « SIS » prévus par l'article L125-6 du code de l'environnement et introduits dans le cadre de la loi Alur doivent être établis dans chaque département. Le décret 2015-2353 du 26 octobre 2015 définit leur procédure d'élaboration ainsi que leur intégration dans les documents d'urbanisme. Dans le cadre de la procédure d'élaboration, le préfet de Région consultera les collectivités durant six mois puis arrêtera les SIS (article R125-44 du Code de l'Environnement). Une consultation du public est également prévue au titre de l'article L120-1 du Code de l'Environnement.

L'arrêté de création des SIS sera notifié aux maires et aux présidents d'EPCI. Les SIS seront ensuite affichés pendant un mois au siège de la mairie et au siège de chaque EPCI compétent. Ils seront annexés au PLU (article R125-46 du Code de l'Urbanisme) et intégrés via SIG dans les certificats d'urbanisme (article R-410-15-II du Code de l'Urbanisme).

Dans le cadre de l'élaboration des SIS, une étude visant à justifier que l'usage envisagé est compatible avec l'état des milieux deviendra prochainement une obligation réglementaire. Pour les projets de construction prévus dans un SIS, cela implique la réalisation d'une étude de sol et l'obtention d'une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, à l'appui d'une demande de permis de construire ou d'aménager. L'attestation est établie sur le projet de construction au stade de sa conception. Un seul SIS est répertorié sur le territoire, localisé sur la commune d'Asson (ex-établissement Calonge).

L'industrie ne constitue pas pour le territoire un enjeu important au regard de la pollution des sols. Cependant, l'activité industrielle mérite d'être surveillée de près vis-à-vis de la pollution et des risques technologiques qu'elle engendre.

3.4.8.2 ICPE

24 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sont recensées sur le territoire d'études[19]. Parmi celles-ci, 10 sont soumises à autorisation et 10 à enregistrement. Les quatre ICPE restantes sont en cessation d'activité. La plupart de ces installations sont des exploitations agricoles exerçant une activité d'élevage.

3.4.8.3 Friches urbaines

Selon la définition donnée par l'ADEME, « situé en milieu urbain, il s'agit d'un terrain bâti, ou non, qui peut être pollué. Sa fonction initiale ayant cessé, le site de taille extrêmement variable demeure aujourd'hui abandonné, voire délabré ».

Environ 2 500 friches industrielles sont recensées en France. Le réinvestissement de ces espaces délaissés, souvent situés aux cœurs des agglomérations, est un enjeu affirmé par le gouvernement, notamment au travers des évolutions législatives. En effet, réinvestir les friches, c'est œuvrer pour la maîtrise de l'étalement urbain. Mais ces espaces sont également porteurs d'enjeux environnementaux, urbains, économiques et sociaux.

[19] Source : http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Communes	Bâtiment	Commentaires
Mirepeix	Usine Greg Aero	En zone inondable
Coarraze	Usine Tournier	Occupée, en zone inondable
	Caserne des pompiers	En perspective
	Établissement Lacay	En friche
Nay	Gibert	Projet logement AMI
	Souyeux	Projet logement AMI
	Berchon	Projet d'équipement communal
	Caserne des pompiers	Changement de destination
Boeil Bezing	Laiterie	Repris par un particulier, projet logements

Tableau 4 : Liste des friches urbaines du territoire de la CCPN (Source : SSPN, 2018)

Le risque de transport de matières dangereuses, ou risque TMD, est consécutif à un accident se produisant lors du transport de ces matières par voie routière, ferroviaire, voie d'eau ou canalisation.

Le transport de matières dangereuses ne concerne pas que des produits hautement toxiques, explosifs ou polluants. Tous les produits dont nous avons régulièrement besoin, comme les carburants, le gaz ou les engrais, peuvent, en cas d'événement, présenter des risques pour la population ou l'environnement.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

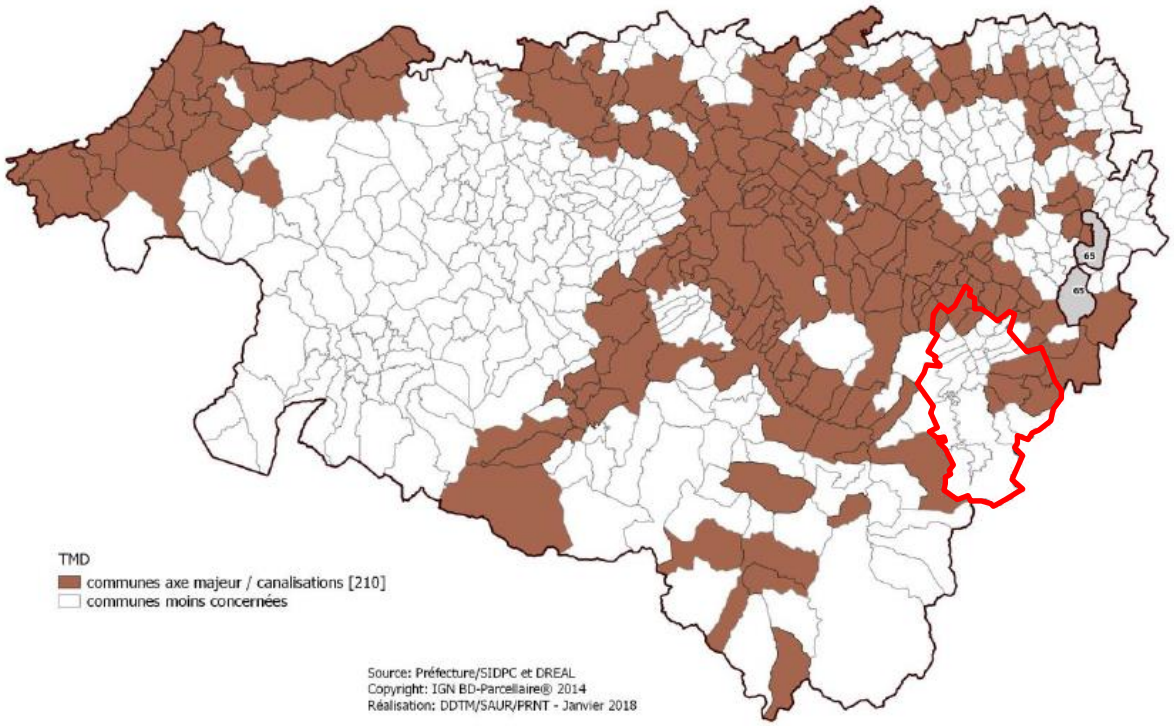


Figure 46 : Cartographie des communes concernées par le risque transport de matières dangereuses (Source : DDRM Pyrénées-Atlantiques)

Les communes concernées sont Assat, Bénéjacq, Bordes, Coarraze, Igon, Labatmale, Narcastet et Saint-Vincent. Les deux villes des Hautes-Pyrénées, absentes sur la carte, ne sont pas concernées par ce risque.

Les réseaux routiers fortement empruntés peuvent générer des nuisances pour les habitants. Il peut s'agir de nuisances olfactives, acoustiques…

3.4.9 Bruit

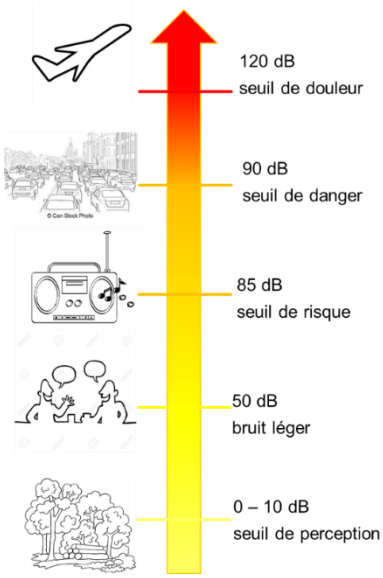
Le bruit est l'ensemble des sons produits par des vibrations plus ou moins irrégulières, perçu par l'oreille. Les sons sont perçus subjectivement par l'oreille humaine, suivant les individus.

A titre indicatif, le schéma ci-contre permet de visualiser les différences d'intensité, selon leur origine.

3.4.9.1 Le bruit routier

S'agissant du classement sonore (application de la loi cadre n° 92-1244 du 21 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, codifiée aux articles L. 571-1 à L. 571-26 du Code de l'Environnement), en application de ce dispositif réglementaire, les infrastructures terrestres sont classées par arrêté préfectoral en 5 catégories selon le niveau de bruit qu'elles engendrent, la catégorie 1 étant la plus bruyante.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE



Un secteur affecté par le bruit est défini de part et d'autre d'une infrastructure classée. Ces secteurs doivent être reportés sur les annexes graphiques des PLU (Secteur 3 : 100 m). Sur le territoire de la CCPN, la route départementale 938 est concernée par ce classement par arrêté préfectoral du 20 décembre 1999. Elle est en effet classée pour la plus grande partie en catégorie 3 (sauf à Coarraze où une petite section est classée en catégorie 4, moins affectée par le bruit), c'est-à-dire que la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure est considérée de 100m (cf. figure ci-dessous).

Les RD937 à Assat et RD37 à Narcastet sont également concernés par un classement en catégorie 4, dont une partie classée 3 à Assat.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

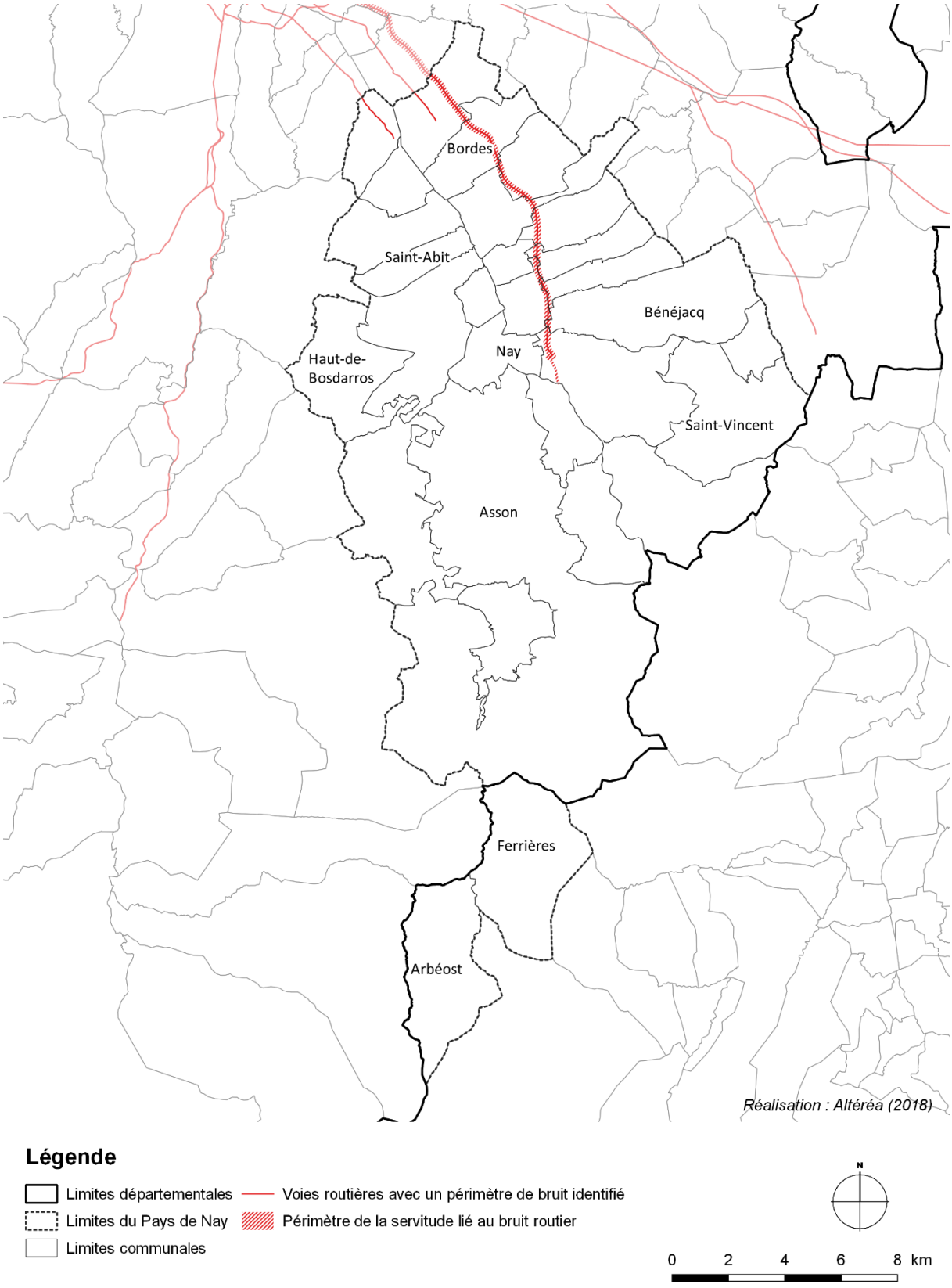


Figure 47 : Zones exposées au bruit routier sur le territoire de la CCPN (Source : CCPN – Alterea)

S'agissant des cartes de bruit stratégique (CBS) et les plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) (L 572-1 et suivant du Code de l'Environnement), la directive européenne 2002/49/CE du 25 juin 2002, transposée en droit français par les articles L. 572-1 à L. 572-11, et R.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

572-3 à R. 572-11 du Code de l'Environnement, prescrit pour les grandes agglomérations et les grandes infrastructures de transports (grands axes routiers et ferroviaires, grands aérodromes) :

- L'obligation de réaliser des cartes de bruit stratégiques (diagnostic de l'exposition sonore des populations sur un territoire étendu),
- L'obligation d'adopter des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE), dont le principal objectif est de réduire les situations d'exposition sonore jugées excessives et de maintenir les zones de quiétude. Pour les agglomérations, la réflexion doit porter à la fois sur les infrastructures et les ICPE.

La notion d'agglomération ne correspond pas à la communauté d'agglomération. La liste des agglomérations et communes concernées est fixée par l'article R 572-3 du Code de l'Environnement. En application de ce texte, 18 communes du territoire de Nay sont concernées par l'obligation d'élaborer des Cartes de Bruit Stratégiques (CBS) et de réaliser un plan de prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE). Il s'agit d'Angaïs – Assat – Arros de Nay - Baliros – Baudreix – Benejacq – Boeil Boezing – Borderes – Bordes – Bourdettes – Coarraze – Igon – Lagos - Mirepeix – Narcastet-Nay – Pardies Piétat – Saint Abit.

Aucune de ces communes n'a engagé la réflexion CBS et PPBE qui devait être menée à l'échéance de mi 2012 pour établir les cartes de bruit stratégiques.

Toutefois, les cartes produites par l'Etat en 2013 et l'analyse faite par le Département des Pyrénées-Atlantiques lors de l'élaboration du PPBE par le Département en rapport avec ses infrastructures routières montrent que la RD 938 ne met pas en évidence de secteurs à enjeux vis-à-vis d'une exposition supérieure à 68 dB de jour (LDEN) et 62 dB de nuit (LN), les secteurs à enjeux étant les secteurs d'habitations et établissements d'enseignement et de soins.

Enfin, le trafic poids-lourds émanant de la carrière d'Asson et de la gravière de Baudreix peuvent localement être des sources de nuisances sonores.

3.4.9.2 Le bruit aérien

Le territoire d'étude n'est pas concerné par le bruit aérien. En effet, le Plan d'Exposition au Bruit (PEB) montre que l'aéroport de Pau n'expose pas de nuisances sonores particulière sur la CCPN. Pour rappel, le PEB est un document d'urbanisme fixant les conditions d'utilisation des sols exposés aux nuisances dues au bruit des aéronefs.

Remarque : il n'existe à cette étape de l'étude aucune donnée relative aux nuisances sonores liées au bruit ferroviaire et industriel. Il n'a donc pas été possible de considérer ce risque.

3.4.10 Déchets

La gestion des déchets ménagers et assimilés sur le territoire s'organise entre la CCPN qui est compétente en matière de collecte et de gestion des déchetteries, et le syndicat de traitement Valor Béarn qui traite les déchets (OMR-collecte sélective-déchets verts). Par ailleurs, quatre déchetteries sont implantées sur le territoire, à Assat, Asson, Coarraze (projet d'extension et de rénovation en cours), et Haut-de-Bosdarros.

Les principaux flux de déchets sur le territoire sont les suivants :

- Les ordures ménagères résiduelles (OMR), collectées en majorité en en porte à porte (5 716 tonnes en 2015) ;
- Les emballages en verre, collectés en apport volontaire pour toute la population depuis 2011 (854 tonnes en 2015) ;
- La collecte sélective des emballages (hors verre) + journaux revues magazines (1341 tonnes) ;
- Les déchets textiles : des bornes de récupération de textiles du Relais 64 sont installées sur plusieurs communes du territoire permettant de les valoriser. En moyenne, 40 % des textiles sont réutilisables : 10 % partent dans les boutiques du Relais, 30% dans les pays en voie de développement. Les 60% restants sont recyclés en chiffon d'essuyage ou sont effilochés pour

en récupérer la matière première. Ils peuvent aussi servir à fabriquer des matériaux d'isolation. 119 tonnes ont été collectées en 2015 ;

- Les déchets de déchetteries (déchets verts-cartons-ferrailles-tout venant-gravats-bois-plâtre) : Coarraze : 3519 tonnes de déchets hors gravats/1190 tonnes de gravats (2015), Asson : 1390 tonnes de déchets hors gravats-620 tonnes de gravats (2015), Haut de Bosdarros : 23 tonnes de tout venant et 4 tonnes de ferrailles (2015) et Assat (données non connues).

Le graphique ci-dessous représente les tonnages des déchets par catégorie pour le territoire.

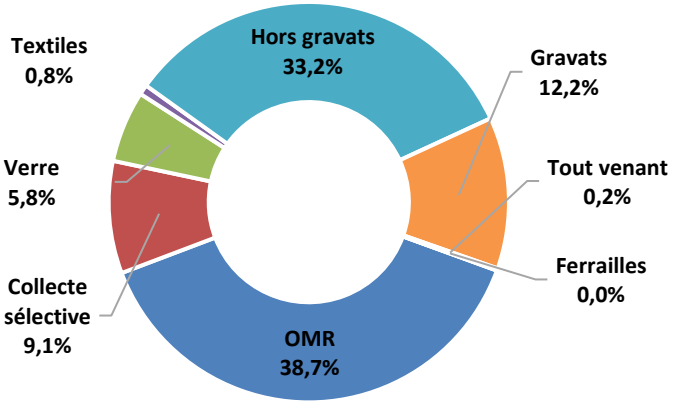


Figure 48 : Tonnage des déchets sur le territoire par catégorie pour l'année 2015
(Source : SCoT CCPN, réalisation ALTEREA)

Le tableau ci-dessous indique les tonnages et les modes de traitement par catégorie de déchets.

Catégories	Tonnage (Tonnes)	Mode de traitement
OMR[20]	5716	Incinération
Collecte sélective	1341	Recyclage
Verre	854	Recyclage
Textiles	119	10 % Relais 30% Pays en voie de développement 60% Chiffons, valorisation matière première et isolant
Hors gravats (déchets verts, cartons, bois, plâtre)	4909	Valorisation matière ou compostage (déchets verts)
Gravats	1810	Réutilisation
Tout venant	23	Tri et valorisation énergétique
Ferrailles	4	Tri et recyclage
Total	**14 776**	**-**

Tableau 5 : Tonnage des déchets et modes de traitement associées
(Source : Valor Béarn, réalisation ALTEREA)

[20] OMR : Ordures Ménagères Résiduelles correspondant à la part des déchets qui restent après les collectes sélectives

Un travail sur la prévention a également été mis en place :

- Une opération de distribution de composteurs individuels avec l'organisation en parallèle de conférences d'information sur le compostage a été organisée. Entre 2009 et 2015, 1500 composteurs ont été distribués à la population.
- Un premier programme de prévention des déchets a été élaboré entre 2009 et 2013 en collaboration avec le syndicat Valor Béarn et ses différents EPCI.
- Un ambassadeur du tri a été recruté sur la Communauté de communes en décembre 2010. Son rôle est d'informer les habitants et de sensibiliser la population (scolaires notamment) à la prévention et à la gestion des déchets.

S'agissant du traitement des déchets, Valor Béarn regroupe actuellement 5 EPCI de collecte dont la CCPN. Il gère différents sites de traitement dont l'UIOM de Lescar, le Centre de tri de Sévignacq, le CET de Précilhon ou les plates- formes de compostage de Soumoulou, Serres-Castet et Lescar.

Les ordures ménagères de la CCPN sont envoyées à l'UIOM de Lescar, la collecte sélective au centre de tri de Sévignacq et les déchets verts sur la plateforme de compostage de Soumoulou.

La Communauté de Communes a mis en place la redevance spéciale auprès des professionnels. En collaboration avec le Syndicat de traitement des Déchets, Valor Béarn, la CCPN souhaite également implanter sur son territoire une plateforme de broyage de déchets verts (filière de compostage à la ferme). La recherche de sites est en cours.

Enfin, la CCPN suit le projet de déchetterie professionnelle/ISDI porté par la société DESPAGNET à Meillon, en dehors du périmètre du SCoT. L'ouverture est prévue pour octobre 2018.

3.4.11 Patrimoine et Paysage

Sur le territoire du Pays de Nay, trois milieux s'imposent comme perceptions du grand paysage :

- La montagne, un panorama que l'on aperçoit presque en tous points du territoire
- L'eau, souvent plus perceptible que visible (surtout en plaine), qui détermine des écosystèmes de grande valeur patrimoniale, comme les saligues du Gave, mais qui porte aussi des enjeux forts d'aménagement pour prévenir les risques liés aux crues
- La forêt et les milieux bocagers constituent également des éléments paysagers très prégnants, à la fois sur les coteaux et dans la montagne.

Le Pays de Nay constitue indiscutablement une entité territoriale : son unité est très ancienne et elle est restée stable malgré des transformations marquées au cours de l'histoire en particulier sur la plaine. La *Vath Vielha*, pour reprendre cette appellation qui témoigne de son ancienneté, fut habitée dès la Préhistoire : on trouve des outils en pierre taillée et de pierre polie du paléolithique et du néolithique dans la région d'Assat. Elle a connu dans l'antiquité une occupation romaine dont il reste quelques vestiges, tel que l'oppidum d'Asson.

La plaine agricole est cultivée depuis environ 200 ans, tandis que les landes étaient peu valorisées. Le paysage agricole a connu 2 grandes mutations : la première, à la fin du XVIème siècle découle d'une spécialisation progressive des productions. Le développement agricole de la plaine de Nay en fait une des régions agricoles les plus riches du Béarn. Des fermes opulentes ont été bâties à cette époque et pour beaucoup d'entre elles, sont bien conservées.

La seconde grande mutation date de la période d'intensification agricole (1950) qui a vu le développement de la culture irriguée du maïs. L'agriculture intensive s'est progressivement étendue jusqu'au pied des coteaux. Le remembrement agricole d'une partie de la plaine de Nay, de part et d'autre de la nouvelle route départementale 938 s'est opéré d'est en ouest entre les deux lignes de villages. L'intensification de l'agriculture a conduit sur certains secteurs à l'agrandissement du parcellaire et à la disparition du bocage, même si de nombreuses zones restent très équilibrées (premières terrasses rive gauche, rive droite entre Lagoin et coteaux, et vallons et secteurs de montagne). C'est dans cette seconde moitié du XX^{ème} que, comme pour la plupart des territoires ruraux, l'habitat pavillonnaire se développe. On sort du village-rue avec des extensions villageoises déconnectées du tissu ancien. Aujourd'hui la plaine s'urbanise fortement.

Le paysage agricole des coteaux s'est moins transformé : il est formé d'une mosaïque de prairies, de cultures et d'élevages ; on assiste toutefois à quelques fermetures du paysage par la forêt qui progresse. De plus, les boisements sont très présents tant sur les coteaux du Lagoin, où s'étend la vaste forêt de Bénéjacq, que sur les coteaux qui s'étagent à l'ouest de la vallée du Gave jusqu'aux contreforts montagneux. Quelques tâches de résineux apparaissent dans la forêt, composée essentiellement de châtaigniers et de chênes. Dans ces écrins bocagers, les prairies souvent entourées de murs constituent un élément paysager spécifique : le pré clos de murets de pierres.

Actuellement, une nouvelle transformation des paysages agricoles de plaine s'opère, encore émergente, avec l'apparition du maraîchage et de serres. Sur les coteaux, les constructions constituent le principal facteur de changement, en mitant le territoire d'une myriade d'habitat diffus.

La partie Sud du territoire est dessinée par la vallée de l'Ouzom qui marque la transition entre la plaine et la vallée pour aboutir sur le cirque du Litor dans la montagne. Elle accueille un paysage agro-pastoral caractérisé par un étagement des surfaces :

- Étage de fond de vallée : habitat groupé entouré de parcelles de fauche ;
- Étage intermédiaire : quartiers de granges, maillage bocager de prairies de fauche et pâturages d'intersaison ;
- Étage d'estives (principalement sur les communes de Ferrières et Arbéost) : paysage ouvert de pelouses et landes ponctué de cabanes de bergers.

La préservation de l'élevage constitue un enjeu à part entière pour la préservation des espaces ouverts face au phénomène d'enfrichement. L'attrait paysager de la montagne présente également un fort enjeu du fait de l'attrait touristique de cette partie du territoire (randonnée, VTT, cyclisme, ski de fond, canoë-kayak, observation ornithologique, etc.).

Le Pays de Nay reste un territoire à dominante rurale. Mais certaines des tendances observées sont encore à l'œuvre, comme par exemple la régression du bocage et des haies. A cela s'ajoute la pression urbaine toujours plus forte, influencée par la situation du territoire, à proximité des trois pôles urbains précédemment cités : Pau, au nord-ouest, Tarbes, au nord-est, et Lourdes, au sud-est.

Remarque : l'habitat qui se développe est principalement pavillonnaire, situé à l'extérieur des villages, par lotissements successifs. Si le mitage du territoire reste modéré, des espaces agricoles, eux, se retrouvent enclavés, ce qui constitue une menace pour leur fonctionnalité. En effet, se pose la question de leur accessibilité avec des engins agricoles et des conflits d'usage entre agriculteurs et riverains. Se pose alors pour l'avenir, la question du maintien ou de la mutation de ces espaces.

3.4.11.1 Les grandes unités paysagères

Le territoire du Pays de Nay présente une incontestable unité géographique, historique et physique. Cette unité se compose d'une série de paysages variés et étagés de la plaine jusqu'à un milieu montagneux, en passant par une zone de piémont. La qualité et la diversité de ses paysages constitue un élément important qui contribue à la qualité de la vie sur ce territoire et un atout pour son attractivité touristique et résidentielle.

Le Pays de Nay s'est saisi de la problématique paysagère et a engagé des études, accompagné par le CAUE 64, afin d'établir une Charte architecturale et paysagère et mettre en place un Plan Paysages (la CCPN est lauréate de l'appel à projet national). La démarche a permis de définir les sept grandes entités paysagères qui décrivent le territoire, comme le montre la figure ci-dessous :

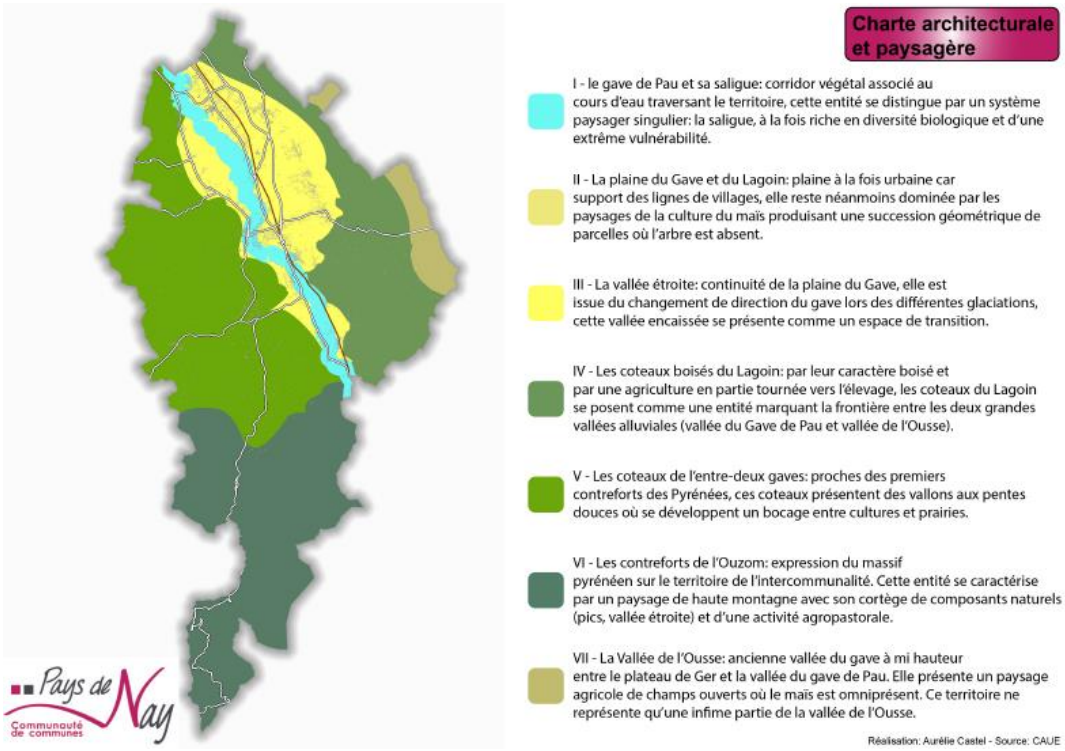


Figure 49 : Carte des grandes unités paysagères du territoire de la CCPN (Source : SCoT de la CCPN, 2019)

Le paysage dominant est celui des coteaux, avec une présence bocagère et forestière affirmée. L'essentiel des activités humaines sont concentrées sur le paysage de la plaine du Gave et du Lagoin, où se situe Nay, commune centre du territoire.

3.4.11.2 Patrimoine historique

Le patrimoine religieux est très présent sur le territoire, qu'il soit monumental ou vernaculaire. En effet, le territoire d'étude dénombre 26 églises communales, des couvents et congrégations, comme à Lestelle-Betharram, Igon et Nay et deux sanctuaires relais de Lourdes à Pardies-Pietat et Lestelle-Betharram. Enfin, s'ajoutent à ces monuments pas moins de 140 calvaires et vierges.

Remarque : sur le territoire, le site du Mourle à Montaut et la Chapelle de Piétat et ses abords sont inscrits au titre du Code de l'Environnement en raison de leur intérêt paysager.

Le territoire du Pays de Nay offre au regard un grand nombre d'éléments de petit patrimoine digne d'intérêt qui se fondent dans les paysages : nombreux équipements hydrauliques (32 lavoirs, 60 moulins et autres fontaines), infrastructures de communication (ponts, gares…), équipements commerciaux, bâtiments d'artisanat, etc. Le territoire est également couvert d'un réseau important de canaux.

Ce patrimoine vernaculaire, comme les autres types de patrimoine, révèle le passé riche du territoire du Pays de Nay. 14 monuments historiques sont d'ailleurs répertoriés sur le territoire de la CCPN (cf. liste des monuments historiques de la CCPN en Annexe). Outre l'intérêt patrimonial, il faut considérer qu'à chaque monument, qu'il soit inscrit ou classé, correspond un périmètre de protection. Ce paramètre sera à prendre en compte dans le potentiel développement des énergies renouvelables (éolien, solaire, etc.).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

3.5 Enjeux environnementaux

L'étude approfondie des milieux physiques, naturels et humains a permis de mettre en avant les différents enjeux environnementaux du territoire auxquels le PCAET devra répondre si un impact est avéré. Ces enjeux sont repris dans le schéma qui suit :

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Thématiques	Enjeux
Milieu physique 	▪ Réduire le risque de ruissellement et d'inondation par la réduction de l'imperméabilisation des sols et par des aménagements dédiés ▪ Maîtriser et adapter l'urbanisation, notamment dans les zones concernées par le risque inondation ▪ Préserver les ressources en eau (quantitative/qualitative) ▪ Valoriser les ressources énergétiques locales pour développer les énergies renouvelables
Climat 	▪ Adapter le territoire et ses activités humaines aux particularités et aux évolutions climatiques, et en particulier : o Aux écarts de précipitations annuelles, pouvant engendrer des épisodes de sécheresse, canicule ou de crues hivernales ; o Aux projections d'évolutions des températures et des précipitations réalisées sur le territoire.
Qualité de l'air 	▪ Réduire les émissions de polluants atmosphériques (émissions liées à la combustion et aux pesticides) ; ▪ Informer et sensibiliser la population sur la qualité de l'air, et plus particulièrement lors de pics de pollution ; ▪ Améliorer l'efficacité énergétique des équipements de chauffage pour réduire les émissions de polluants et de GES.
Enjeux socio-économiques 	▪ Réduire les déchets à la source pour les particuliers et les entreprises (sensibilisation, gestion de proximité (compostage), tri des déchets, recyclage, stop pub…) ; ▪ Préserver la santé des habitants ; ▪ Lutter contre la vulnérabilité énergétique des ménages ; ▪ Améliorer la performance énergétique des bâtiments tertiaires ; ▪ Favoriser une économie locale durable à bas carbone ; ▪ Innover dans les dispositifs de financement des projets du PCAET.
Transports 	▪ Limiter le recours au véhicule particulier et favoriser les modes de déplacements plus sobres en énergie ▪ Limiter les nuisances sonores provenant des transports routiers ▪ Lutter contre la pollution atmosphérique liée aux transports

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Thématiques	Enjeux
Milieu urbain 	▪ Réduire les consommations énergétiques sur l'ensemble du secteur (résidentiel et tertiaire) ▪ Développer la production d'énergies renouvelables (biomasse, solaire thermique, photovoltaïque, …) ▪ Limiter l'artificialisation des sols et l'étalement urbain ▪ Adapter l'aménagement urbain et le bâtiment au changement climatique
Patrimoine naturel 	▪ Améliorer l'intégration de la nature en ville pour préserver et développer les corridors écologiques ▪ Intégrer la TVB dans l'aménagement du territoire ▪ Des milieux naturels sensibles et des paysages remarquables à préserver ▪ Deux communes présentes sur le territoire du Parc National des Pyrénées ▪ Maintenir le sylvo- pastoralisme pour empêcher la fermeture excessive des habitats ouverts
Agriculture 	▪ Réduire les intrants (nitrates, matières phosphorées, pesticides) pour alléger la pression sur le milieu naturel et réduire les émissions de GES indirects ▪ Poursuivre le développement des énergies renouvelables sur le territoire (biomasse, méthanisation, photovoltaïque, etc.) par le secteur agricole ▪ Maintenir ou accroître la séquestration carbone sur le territoire ▪ Phénomène de « mitage » qui enclave une partie des zones agricoles
Patrimoine paysager et culturel 	▪ Maîtriser la régression du bocage et des haies ▪ Intégrer la dimension patrimoniale dans les actions de PCAET
Risques technologiques 	▪ Maitriser l'urbanisme à proximité des sols pollués ▪ Lutter contre les facteurs générant des risques : pollution de l'air, pollution sonore, accidents technologiques

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

4 ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

Le présent document expose les principaux documents de planification nationaux, régionaux et territoriaux avec lesquels le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) devra s'articuler pour lutter contre le changement climatique et pour conduire le territoire vers une transition énergétique et écologique :

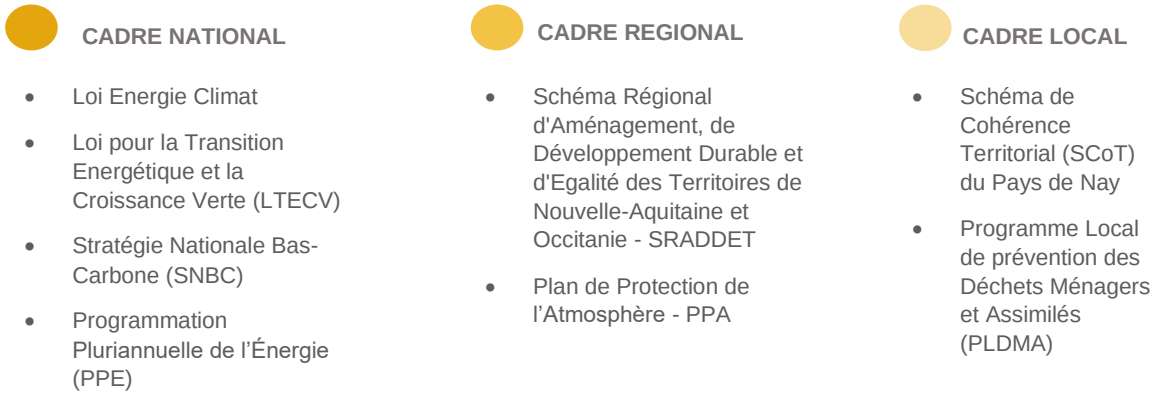


Figure 50 : Documents de planification Climat Air Energie "supra"

Le PCAET de la Communauté de Communes du Pays de Nay doit prendre en compte les orientations définies dans le cadre du Code de l'environnement, de la Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV), de la Loi Energie Climat et de la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC).

Ce PCAET doit être compatible avec les objectifs du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de la région Nouvelle-Aquitaine et celui de la région Occitanie, du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA), les orientations de la première PPE et celles du Schéma de Cohérence Territorial de la Communauté de Communes du Pays de Nay.

4.1 L'articulation avec les documents cadres nationaux

4.1.1 Rappel du cadre national

Après la loi de Programmation fixant les Orientations de la Politique Énergétique (POPE) de 2005 et les lois Grenelle de 2009 et 2010, la **Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte** (LTECV) d'août 2015 intègre des objectifs précis à l'horizon 2030 et 2050, par rapport à la référence 2012. Elle définit ainsi les grands objectifs nationaux en termes de consommations énergétiques et d'émissions de GES à ces différentes échéances. Elle institue également la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) et la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE), et impose que les PCAET soient élaborés à l'échelle intercommunale.

Les objectifs fixés par la LTECV ont été modifiés par la promulgation le 10 novembre 2019 de la Loi « **Energie-Climat** ». Cette loi renforce les objectifs en termes de diminution des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) et définit comme objectif complémentaire l'atteinte de la neutralité carbone en 2050 à l'échelle nationale (compensation par la séquestration carbone au moins équivalente aux émissions résiduelles).

La **Stratégie Nationale Bas Carbone** (SNBC) a été instituée par le décret n° 2015-1491 du 18 novembre 2015, faisant suite à la LTECV. Elle est chargée de fixer par période les objectifs sectoriels de réduction des émissions de GES ("Budget Carbone").

La **Programmation Pluriannuelle de l'Énergie** (PPE) est, pour sa part, l'outil de pilotage de la politique énergétique, et exprime les orientations et priorités d'action des pouvoirs publics pour la gestion de l'ensemble des formes d'énergie sur le territoire métropolitain continental, afin d'atteindre les objectifs de la LTECV. La programmation pluriannuelle de l'énergie couvre, en principe, deux périodes successives de cinq ans. Par exception, la première programmation publiée en octobre 2016, couvrait deux périodes successives de respectivement trois et cinq ans, soit 2016-2018 et 2019-2023. La nouvelle PPE, portant sur la période 2023-2028, a été adoptée par le décret n° 2020-456 du 21 avril 2020 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie. Ce décret modifie également de manière substantielle la PPE 2019-2023.

Le **Plan National de Réduction des Polluants Atmosphériques** (PREPA), institué par la LTECV (article 64), en application de la Convention internationale sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance et de son protocole de Göteborg révisé en 2012, et de la directive 21016/2284/UE du 14 décembre 2016. Publié en 2016, pour la période d'application 2017-2021, le PREPA définit ainsi, à l'échelle nationale, les mesures permettant d'atteindre les objectifs de qualité de l'air fixé à l'échéance 2020 et horizon 2030.

Ces documents sont venus compléter le cadre législatif encadrant l'élaboration des PCAET. Les articles L229-26 et R229-51 du Code de l'Environnement ont ainsi évolué pour affiner les objectifs comme la structure des PCAET.

Pour rappel, les objectifs nationaux sont les suivants :

- **- 83% d'émissions de GES en 2050** par rapport à 1990, et atteinte de la « neutralité carbone » ;
- **- 50% de consommation d'énergie finale en 2050** par rapport à 2012 ;
- **- 30% de consommation d'énergies fossiles en 2030** par rapport à 2012 ;
- **33% de couverture par les ENR** de la consommation énergétique final en 2030.

4.1.2 Déclinaison dans le PCAET

La Communauté de Communes du Pays de Nay souhaite au travers de son PCAET limiter sa dépendance énergétique, réduire sa facture énergétique, diminuer sa contribution au changement climatique et anticiper les évolutions climatiques à l'œuvre en favorisant l'adaptation du territoire.

En matière de consommation d'énergie finale, avec une évolution projetée de réduction -43,2% entre 2014 et 2050, soit une réduction estimée à 44,7% entre 2012 et 2050, le PCAET du Pays de Nay présente un objectif légèrement inférieur aux attentes nationales.

Quant aux émissions de GES, le PCAET prévoit une diminution de 59,5% de ceux-ci entre 2014 et 2050, soit une réduction estimée à 66,2% entre 1990 et 2050. Au regard de ces éléments, l'objectif fixé au sein de la stratégie du PCAET est bien compatible avec les attentes nationales (fixées à -83% entre 1990 et 2050). L'écart s'explique par les caractéristiques du territoire avec notamment une dimension rurale

En ce qui concerne les énergies renouvelables, une augmentation importante de la production locale d'ENR&R est envisagée afin que celle-ci soit au-moins équivalente à 16,5% de la consommation d'énergie finale à l'horizon 2030 et à 52,5% à l'horizon 2050. Ces données sont cependant estimatives et basées sur des hypothèses issues du diagnostic. Le taux de couverture par les énergies renouvelables fournies par l'observatoire régional est de 26% en 2019. Ainsi il est probable que l'objectif national pour 2030 soit atteint plus tôt qu'attendu.

Selon une approche secteur par secteur, les objectifs sont nuancés sur le territoire, mais la plupart des objectifs du PCAET ne répondent pas aux objectifs nationaux (Transport, Résidentiel, Industrie et Tertiaire). Le secteur Agriculture est le seul secteur présentant un objectif plus ambitieux que l'objectif national.

Un tableau détaillé, résumant les orientations fixées et leurs déclinaisons dans le PCAET de la Communauté de Communes, est également figuré en annexe 1 du présent document.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

4.2 L'articulation avec les documents cadres régionaux

4.2.1 Rappel du cadre régional

Le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Nay est concerné par deux Schémas Régionaux d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) : le SRADDET Nouvelle Aquitaine et le SRADDET Occitanie.

Le SRADDET remplace le SRCAE et élargit son champ d'actions, en incluant par exemple la question de l'intermodalité ou des déchets. Il s'agit d'un document de planification régional intégrant plusieurs documents de planification existants :

- Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPDG) ;
- Le Schéma Régional Climat, Air et Energie (SRCAE) ;
- Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) ;
- Le Schéma Régional des Infrastructures et des Transports (SRIT) ;
- Le Schéma Régional de l'Intermodalité (SRI) ;
- Le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT).

À ce titre, il décline une partie du contenu de la législation européenne et nationale sur le climat et l'énergie.

Le **SRADDET de la région Nouvelle Aquitaine** a été approuvé le 27 mars 2020. Il définit 80 objectifs dans le but de répondre à quatre priorités déclinées en trois grandes orientations pour une Nouvelle-Aquitaine, qui dessinent entre autres pour le territoire régional une trajectoire à suivre en matière de réduction des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre, d'amélioration de la qualité de l'air, de développement des énergies renouvelables et d'adaptation aux effets du changement climatique. Plus précisément, la trajectoire à suivre sur ces thématiques est :

- De diminuer de 14 % la consommation d'énergie en 2021 et de 50% d'ici 2050 par rapport à 2010 ;
- De réduire les émissions de GES de 45% en 2030 et de 75% en 2050 (par rapport à 2010) ;
- D'atteindre 45% de couverture par les ENR&R en 2030 et 100% à l'horizon 2050.

Les quatre priorités stratégiques structurant la politique régionale d'aménagement du territoire sont de bien vivre dans les territoires (se former, travailler, se loger et se soigner), de lutter contre la déprise et de gagner en mobilité (se déplacer facilement et accéder aux services), de consommer autrement (assurer à tous une alimentation saine et durable et produire moins de déchets) et de protéger l'environnement naturel et la santé (réussir la transition écologique et énergétique). Concernant les trois enjeux du SRADDET de Nouvelle-Aquitaine, ils se déclinent de la manière suivante :

- 1er enjeu : Dynamique – Être un territoire attractif, créateur d'activités et d'emplois ;
- 2ème enjeu : Audacieuse – Être un territoire innovant face aux défis démographiques et environnementaux ;
- 3ème enjeu : Solidaire – S'unir pour le bien-vivre de tous.

De manière non-exhaustive, citons par exemple les objectifs suivants parmi les 80 définis par le SRADDET : « Mettre en œuvre un panel de solutions de mobilité sur l'ensemble du territoire régional et en particulier sur les territoires fragiles mal desservis », « L'intégration des équipements d'énergie renouvelable solaires dans la construction est facilitée et encouragée » ou encore « Les acteurs mettent en œuvre prioritairement des actions visant à la prévention des déchets avant toute opération de valorisation puis d'élimination ». Pour les atteindre, l'ensemble des acteurs du territoire doit être mobilisé et particulièrement les collectivités, qui coordonnent la transition énergétique.

Concernant le **SRADDET de la région Occitanie**, il a été arrêté en Assemblée plénière le 19 décembre 2019 et adopté le 30 juin 2022. Il s'articule autour de trois défis majeurs :

- Le défi de l'attractivité, pour accueillir bien et durablement ;
- Le défi des coopérations, pour renforcer les solidarités territoriales ;
- Le défi du rayonnement, pour un développement vertueux de tous les territoires.

Ces trois défis sont ensuite déclinés en 9 objectifs généraux puis 27 objectifs thématiques. Le SRADDET de la région Occitanie place l'adaptation du territoire et l'atténuation des effets du changement climatique au cœur de sa stratégie régionale. Dans ce cadre, un de ces objectifs généraux est de devenir une région à énergie positive. Plus précisément, le SRADDET fixe différents objectifs :

- De réduire de 16% la consommation d'énergie finale de la région entre 2015 et 2030 et de 39% entre 2015 et 2050 ;
- De réduire les émissions de GES de 29% entre 2015 et 2030 et de 76% entre 2015 et 2050 ;
- De multiplier par 4 la production d'électricité renouvelable nette entre 2015 et 2050 ;
- De multiplier par 3 la production thermique renouvelable entre 2015 et 2050.

Le **Plan de Protection de l'Atmosphère** (PPA) vise à assurer le respect des normes de qualité de l'air mentionnées à l'article L. 221-1 du code de l'environnement, dans les zones où ces normes ne sont pas respectées ou risquent de ne pas l'être. Les régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie ont conduit différentes études préfigurant des éventuels PPA. Il en a résulté la nécessité d'élaboration d'un document pour les agglomérations de Bayonne, Bordeaux, Dax et Pau (Nouvelle-Aquitaine) et Montpellier, Nîmes et Toulouse (Occitanie) ; la CCPN n'est cependant pas concernée par ce document à ce jour.

En juin 2018, le Comité de bassin Adour-Garonne dans lequel le territoire de l'EPCI s'intègre a adopté son **Plan d'Adaptation au Changement Climatique** (PACC) et élaboré un plan d'actions avec les régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie après avoir identifié les enjeux qui suivent :

- Faire face à une baisse et à une plus grande variabilité de l'hydrologie naturelle et limiter l'effet des sécheresses ;
- Préserver la qualité de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;
- Accompagner la mutation des écosystèmes aquatiques ;
- Réduire la vulnérabilité face aux évènements extrêmes.

Ce plan d'adaptation propose des solutions qui s'adressent aux acteurs publics ayant en charge la politique de l'eau mais également les politiques de climat, d'énergie, d'agriculture et les questions d'aménagement des territoires. La CCPN constitue ainsi un acteur clé de ce plan. Il encourage également tous les secteurs socio-professionnels et les citoyens à anticiper, à agir à la source par des pratiques économes en eau, moins polluantes, plus respectueuses de l'environnement et de la biodiversité.

Le PACC se décline en quatre grands objectifs :

- Trouver un nouvel équilibre entre usages et ressources dans le temps et dans l'espace ;
- Réduire les pollutions à la source et mieux les traiter ;
- Renforcer la résilience des milieux naturels, aquatiques et humides ;
- Se prémunir contre les risques naturels.

Une charte d'engagement a d'ailleurs été réalisée à destination des acteurs du territoire afin de mobiliser toutes les parties prenantes.

4.2.2 Déclinaison dans le PCAET

Les objectifs des SRADDET des régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie sont fixés à l'horizon 2050 tout comme le PCAET. Par conséquent, il est possible de conclure sur la compatibilité à cet horizon.

Après une analyse comparative entre les SRADDET et le PCAET proposé par le Pays de Nay, il en ressort que le PCAET est globalement compatible avec les orientations régionales.

En effet, il engage le territoire sur une trajectoire de réduction des consommations d'énergie de 43,2% entre 2014 et 2050 et pour les émissions de GES un objectif de réduction de 59,5% entre 2014 et 2050. Ces objectifs sont en adéquation avec les chiffres établis dans le SRADDET de la région Nouvelle Aquitaine qui, pour rappel, fixe une réduction de la consommation d'énergie de 50% d'ici 2050 et de 75% entre 2010 et 2050 pour les émissions de GES. Le PCAET s'aligne également avec

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

le SRADDET de la région Occitanie qui vise une réduction de la consommation d'énergie de 39% entre 2015 et 2050 et une diminution des émissions de GES de l'ordre de 76% entre 2015 et 2050.

Par ailleurs, le PCAET prévoit une couverture des besoins énergétiques du territoire à hauteur de 16,5% en 2030 et de 52,5% en 2050 par une augmentation de la production d'énergies renouvelables locales, passant de 45,7 GWh en 2014 à 188,4 GWh en 2050. A noter que le taux de couverture par les énergies renouvelables mesuré par l'observatoire régional est de 26% en 2019. Ainsi l'objectif de production d'énergies renouvelables est compatible avec les schémas régionaux de Nouvelle-Aquitaine et d'Occitanie.

Les objectifs sont modulés selon les secteurs. La réduction de la consommation énergétique et des émissions de GES du secteur des transports et du résidentiel n'atteignent pas la baisse escomptée. A l'inverse, de bonnes performances sont attendues pour les secteurs agricole et tertiaire en termes de réduction des émissions de GES et de consommation d'énergie à l'horizon 2050. Néanmoins, le secteur le plus ambitieux reste le secteur industriel pour lequel les objectifs sont plus élevés que ceux de la Région.

Les objectifs en matière de réduction du rythme de la consommation foncière sont non chiffrés par la Stratégie mais bien présents qualitativement. Une orientation concernant la priorisation de l'enveloppe urbaine des agglomérations avant de penser à leur extension est envisagée. De plus, la préservation des espaces naturels (massifs forestiers, zones humides…), la mise en place de corridors écologiques et le développement de la végétalisation urbaine et de la trame verte et bleue dans les centre-bourgs sont présentés.

Le PCAET prévoit enfin dans sa stratégie de mettre en place plusieurs leviers d'actions pour permettre au secteur des déchets de réduire ses émissions de GES. Pour y parvenir, le territoire s'engage à réduire le volume d'encombrants grâce à l'ouverture de ressourceries, à améliorer l'application des consignes de tri, à développer des modes de valorisation locaux des biodéchets, de déchets de chantiers ainsi que d'anciens sites d'enfouissement.

Un tableau détaillé, résumant les orientations fixées et leurs déclinaisons dans le PCAET de la Communauté de Communes, est également figuré en annexe 1 du présent document.

4.3 L'articulation avec les documents cadres locaux

Le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Pays de Nay a été approuvé en Conseil Communautaire du 24 juin 2019. Au travers de son Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO), il définit trois grandes orientations pour le territoire :

- Répondre à l'urgence de la desserte géographique et numérique du Pays de Nay ;
- Donner la priorité aux projets économiques, aux entreprises et à l'emploi ;
- De la plaine à la montagne offrir un cadre de vie rural de qualité.

Ces axes sont ensuite déclinés en 174 prescriptions et recommandations qu'il convient de prendre en compte pour l'élaboration du PCAET. Si une partie de celles-ci ne concernent que de manière indirecte le PCAET, un chapitre vise à réduire les émissions de GES et encourager l'utilisation des énergies renouvelables. Plusieurs mesures en faveur de la biodiversité peuvent entraîner également des conséquences sur la mise en œuvre d'actions. Ces éléments sont toutefois dépourvus d'objectifs chiffrés et laissés à l'appréciation des communes lors de l'élaboration de leurs documents de planification.

Le Programme Local de prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) précise les objectifs de réduction des quantités de déchets ménagers assimilés ainsi que les actions pour les atteindre. Il est établi pour 6 ans et fait l'objet d'un suivi annuel, il a été approuvé en Commission en mars 2022. Le programme se structure autour de 5 axes principaux :

- Prévenir la production des déchets organiques
- Lutter contre le gaspillage alimentaire
- Consommation responsable

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

- Allonger la durée de vie des produits
- Réduire les déchets ménagers assimilés des acteurs économiques

4.4 Les documents de rang inférieur qui doivent prendre en compte le PCAET

Un certain nombre de documents doivent, à leur tour, être compatibles avec le PCAET, et à ce titre respecter les orientations que celui-ci fixe. Le plus emblématique est le Plan Local d'Urbanisme (éventuellement intercommunal), lequel agit directement sur les droits à construire (localisations et normes des constructions).

4.5 Les autres documents de planification et leurs liens avec le PCAET

D'autres documents participent à la planification des politiques publiques, à l'échelle régionale, intercommunale ou communale. Ils peuvent utilement appuyer le PCAET dans sa déclinaison et rejoindre une partie de son plan d'actions.

4.5.1 Environnement / Biodiversité

Le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux** (**SDAGE) Adour-Garonne 2016-2021** a déjà été abordé dans la partie 3.2.4 de ce rapport. L'enjeu du changement climatique est clairement identifié dans le SDAGE et les orientations définies vont dans le sens de l'adaptation au changement climatique : réduction de la demande, réduction des pollutions à la source, efficience de l'utilisation de l'eau, maintien des zones tampons (pièges à CO_2). À ce titre, un certain nombre d'objectifs identifiés par le SDAGE rejoignent le PCAET.

Le territoire est partiellement couvert par plusieurs **Plans de Prévention des Risques d'inondation** (PPRI), ces derniers ont également été abordés dans ce rapport, au sein de la partie 3.2.9. Les PPRI visant à limiter voire à diminuer l'exposition au risque « inondation » au travers d'une cartographie précise, il contribue dans une certaine mesure à atteindre les objectifs du PCAET en termes de risques naturels.

4.5.2 Santé

Le **Plan Régional Santé Environnement** (PRSE3) 2017-2021 de la région Nouvelle-Aquitaine a été approuvé le 11 juillet 2017. Il s'inscrit dans la continuité des 2 précédents plans régionaux et des orientations du 3ème Plan national santé environnement. Il se décline en 5 objectifs qui reposent ensuite sur 21 actions contenant 55 mesures concrètes :

- Agir sur les pesticides et les risques émergents ou qui progressent ;
- Promouvoir un environnement favorable à la santé et adapté aux caractéristiques du territoire ;
- Améliorer la qualité de l'eau potable et l'accès à une alimentation saine et durable ;
- Protéger la santé des femmes enceintes, des jeunes enfants et des jeunes ;
- Permettre à chacun d'être acteur de sa santé.

Le PRSE3 de la région Occitanie a pour sa part été signé le 13 décembre 2018 et s'articule en 4 axes, 14 actions et 37 mesures :

- Renforcer l'appropriation de la santé environnementale pour les citoyens ;
- Promouvoir un urbanisme, un aménagement du territoire et des mobilités favorables à la santé ;
- Prévenir ou limiter les risques sanitaires en milieux extérieurs ;
- Prévenir ou limiter les risques sanitaires dans les espaces clos.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Du fait de thématiques proches et des actions visant également une réduction de la pollution et de la vulnérabilité des populations et du territoire, ce Plan Régional vient appuyer et compléter le champ d'action du PCAET.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

5 EVALUATION DES EFFETS DU PCAET SUR L'ENVIRONNEMENT

5.1 Analyse des incidences environnementales de la stratégie

La Stratégie du PCAET de la Communauté de Communes du Pays de Nay s'est attachée dans un premier temps à prendre conscience des enjeux environnementaux, énergétiques et sociétaux, l'évolution des modes de consommation ou encore le développement des énergies vertes, constituant un véritable défi, mais aussi une opportunité pour le territoire.

Afin d'assurer la bonne mise en œuvre de la transition sur le territoire, la Communauté de Communes du Pays de Nay, au travers de son PCAET, a cherché à définir une stratégie territoriale basée sur l'identification de priorités et d'objectifs adaptés au territoire intercommunal. Cette volonté s'est traduite par la définition d'objectifs quantifiés pour chaque secteur réglementaire, permettant de répondre aux engagements nationaux et régionaux en matière de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), de réduction de la consommation d'énergie, d'amélioration de la qualité de l'air, de développement des énergies renouvelables locales et d'adaptation aux effets du changement climatique.

La construction de la Stratégie s'est faite au travers de différentes démarches qui ont nourri la réflexion globale, permettant d'aboutir au scénario retenu par la collectivité :

- **L'élaboration de deux scénarios prospectifs de travail**, projetant des évolutions possibles des trajectoires de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre à horizon 2050. Le premier scénario a poursuivi les tendances actuelles (simulation « au fil de l'eau »), tandis que le deuxième a actionné autant de leviers que possible sur le volet « atténuation du changement climatique » indépendamment de leur faisabilité. Une première ébauche de stratégie a été définie pour donner suite à la présentation de ces scénarios, laquelle a été remaniée pour donner suite aux arbitrages en COTECH et COPIL ;
- **L'analyse des incidences environnementales de ces deux scénarios**, dans le cadre de l'Evaluation Environnementale Stratégique (EES). Celle-ci a permis de mettre en évidence les impacts environnementaux (dans son acception la plus large) positifs ou négatifs ainsi que des points de vigilance liés à la mise en œuvre des scénarios et donc d'orienter la stratégie vers une voie la plus vertueuse possible ;
- **Plusieurs réunions de définition des objectifs stratégiques**, portant sur différentes thématiques du PCAET (Résidentiel et Tertiaire, Agriculture, Transports, etc.). Elles ont permis de lister les divers leviers disponibles et de mettre au débat la possibilité de les appliquer sur le territoire, selon les moyens nécessaires et ceux disponibles, l'acceptabilité, etc.

In fine, la Stratégie repose sur une démarche transversale déclinant les leviers de la sobriété et de l'efficacité énergétique, ainsi qu'un développement volontaire et conséquent du potentiel des énergies renouvelables et de récupérations locales (ENR&R).

La Stratégie retenue cherche à réunir à la fois les objectifs de l'atténuation et de l'adaptation : les solutions retenues pour l'atteinte d'un de ces deux objectifs ne doivent pas nuire à l'atteinte de l'autre.

La démarche d'un PCAET vise à adapter les territoires au changement climatique, en réduisant les besoins énergétiques et en développant les énergies renouvelables et de récupération, pour partie produites localement.

5.1.1 Présentation des deux scénarios

Les deux scénarios ont été construits à l'aide de l'outil Stratégie développé en interne par ALTEREA qui permet une analyse de la consommation d'énergie, des émissions de GES, des polluants et du développement des énergies renouvelables. Il n'intervient pas sur la

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

séquestration carbone et l'adaptation au changement climatique. L'analyse des incidences environnementales de ces deux scénarios est donc un outil complémentaire qui participe à la construction du scénario final en suggérant des modifications ou l'ajout de nouvelles orientations.

5.1.1.1 Scénario tendanciel

Le scénario tendanciel se définit comme l'absence de mesures supplémentaires et de projets de développement des ENR à celles déjà envisagées par le territoire d'ici à 2050.

À titre d'exemple, des rénovations sont engagées chaque année sur le territoire et permettent d'abaisser la consommation moyenne des logements du territoire. Ainsi, la rénovation projetée dans ce scénario est peu soutenue, de l'ordre de 2% par an, avec un gain moyen de 10% sur les consommations d'énergies liées au chauffage. Est également intégrée l'évolution du nombre de déplacements, proportionnelle à l'évolution démographique pour le secteur des transports routiers. Enfin, dans ce scénario il n'y a pas de nouvelles implantations d'énergies renouvelables jusqu'en 2050 mais un « verdissement » des réseaux nationaux.

Ce scénario a servi de base de comparaison pour les débats liés aux différentes hypothèses ; il permet en effet de comparer les impacts de chaque orientation retenue par la collectivité avec le tendanciel. Les résultats du scénario sont les suivants :

- *Consommation d'énergie :* Une diminution de 2,5% d'ici 2050 est projetée, liée en partie à la diminution de la consommation d'énergie du transport routier (-20,9% entre 2014 et 2050). Ce scénario est loin des objectifs fixés aux échelles nationale et régionale.
- *Emissions de GES :* Elles diminueraient de 5,4% à l'horizon 2050, soit un chiffre nettement inférieur aux objectifs fixés par les documents cadres (-83% entre 1990 et 2050 pour la SNBC).
- *Production locale d'ENR&R* : De la même manière, avec le maintien de la production d'énergies renouvelables à l'horizon 2050, le scénario tendanciel ne permet pas de produire suffisamment d'énergies renouvelables sur le territoire pour atteindre les objectifs supérieurs.
- *Séquestration carbone* : La capacité de séquestration du carbone est maintenue, représentant environ 34% des émissions résiduelles de gaz à effet de serre du territoire.

Actualisation des données (2023)

Depuis l'article de la Loi n°2018-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM), le volet « air » est renforcé dans le PCAET. Les objectifs de réduction des émissions de polluants atmosphériques sont définis à l'échelle nationale par le Plan national de Réduction des Polluants Atmosphériques (PREPA).

	2020-2024	2025-2029	A partir de 2030
SO_2	-55%	-66%	-77%
NOx	-50%	-60%	-69%
COVNM	-43%	-47%	-52%
NH_3	-4%	-8%	-13%
$PM_{2,5}$	-27%	-42%	-57%

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

5.1.1.2 Scénario « conformité règlementaire »

Le scénario de conformité règlementaire se définit comme l'application au niveau local des mesures et objectifs approuvés au niveau régional et/ou national, via les SRADDET des régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie ou la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) d'ici à 2050.

Pour rappel, les objectifs pris au niveau national sont les suivants :

- Réduction de 83% des émissions de GES en 2050 par rapport à 1990, et atteinte de la « neutralité carbone » ;
- Réduction de 50% des consommations d'énergie finale en 2050 par rapport à 2012 ;
- Réduction de 30% des consommations d'énergies fossiles en 2030 par rapport à 2012 ;
- Porter la part des énergies renouvelables à 33% de la consommation énergétique finale en 2030.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Au niveau régional, les objectifs sectoriels fixés dans les SRADDET de la Nouvelle Aquitaine et de l'Occitanie sont les suivants :

SECTEUR	Objectifs sectoriels de réduction des consommations d'énergie	Objectifs sectoriels de réduction des émissions de gaz à effet de serre
	2050	2050
Résidentiel	-54%	-90%
Tertiaire	-54%	-90%
Industrie	-31%	-71%
Agriculture	-33%	-37%
Transport	-61%	- 94%

Tableau 6 : Objectifs de réduction des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre du SRADDET de la Nouvelle Aquitaine par rapport à 2010
(Source : SRADDET de Nouvelle Aquitaine)

SECTEUR	Objectifs sectoriels de réduction des consommations d'énergie	Objectif global de réduction des émissions de gaz à effet de serre
	2050	2050
Résidentiel	-25%	-76%
Tertiaire	-28%	
Industrie	-24%	
Agriculture	-36%	
Transport	-61%	

Tableau 7 : Objectifs de réduction des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre du SRADDET d'Occitanie par rapport à 2015
(Source : SRADDET Occitanie)

Ce scénario inclut donc la mise en place d'actions systématiques sur l'ensemble des secteurs et leviers disponibles sur le territoire de la Communauté de Communes ainsi qu'un développement important de la production d'énergies renouvelables. Dans ce scénario, la plupart des leviers mobilisables ont été étudiés et intégrés.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Le tableau ci-dessous indique les principales actions mises en place dans ce scénario, pour plusieurs secteurs réglementaires :

Secteurs	Actions	Gains
 **Résidentiel**	▪ Rénovation énergétique de l'ensemble du parc de logements à un niveau BBC équivalent, ▪ Sensibilisation à la sobriété énergétique, ▪ Substitution de 100% des équipements de chauffage au fioul.	▪ -53,2% de la consommation en énergie finale ▪ -95,3% des émissions de GES
 **Tertiaire**	▪ Rénovation énergétique de l'ensemble du parc tertiaire à un niveau BBC équivalent, ▪ Sensibilisation à la sobriété énergétique, ▪ Optimisation et rénovation de l'ensemble de l'éclairage public, ▪ Etc.	▪ -50,8% de la consommation en énergie finale ▪ -78% des émissions de GES
 **Agriculture**	▪ Substitution de 100% des équipements au fioul, ▪ Développement de la part de légumineuses dans les prairies, ▪ Réduction des apports en engrais minéraux de 19,7 kg d'azote par hectare sur 9 000 hectares, ▪ Substitution des engrais minéraux par des produits organiques sur 3 000 hectares, ▪ Etc.	▪ -15,6% de la consommation en énergie finale ▪ -64,4% des émissions de GES
 **Transport (de personnes et marchandises)**	▪ Mise en place d'une station d'avitaillement au GNV pour Poids-Lourds, ▪ Création de 300 km de pistes cyclables, ▪ Développement d'un service de covoiturage à destination des habitants et des entreprises, ▪ Mise en place de 50 bornes de recharges électriques, ▪ Substitution de la flotte de véhicules de transports en commun par des motorisations électriques ou BioGNV, ▪ Etc.	▪ -70,1% de la consommation en énergie finale pour le transport de personnes et -6,3% pour les marchandises ▪ -79,5% des émissions de GES pour le transport de personnes et +0,5% pour les marchandises
 **Déchets**	▪ Mise en place de la tarification incitative sur l'ensemble du territoire.	▪ -87,8% des émissions de GES
 **Industrie**	▪ Substitution de 100% des équipements au fioul, ▪ Amélioration des pratiques et des procédés industriels.	▪ -49,2% de la consommation en énergie finale ▪ -49% des émissions de GES
 **Séquestration carbone**	-	▪ Maintien de la capacité de séquestration carbone représentant 107% des émissions résiduelles en 2050

Tableau 8 : Synthèse des actions et gains liés au scénario maximaliste, par secteur (Source : ALTEREA)

Les résultats du scénario sont les suivants :

- *Consommation d'énergie* : Une baisse importante de -53,7% entre 2010 et 2050 est projetée, liée en partie à la diminution de la consommation du secteur routier, à la rénovation énergétique, la mise en place d'écogestes (sobriété) et l'amélioration des procédés et process (efficacité). Ce scénario permet d'être compatible avec les objectifs nationaux (-50% entre 2012 et 2050).
- *Emissions de GES* : Elles réduisent de 70,1% entre 2010 et 2050. Ce scénario permet de tendre vers les objectifs fixés à l'échelle nationale (-83% entre 1990 et 2050).
- *Production locale d'ENR&R* : La production d'énergies renouvelables est maximale, c'est-à-dire que le territoire utilise 100% du potentiel identifié. Ainsi, cette production locale d'énergie permet d'assurer en partie la substitution des énergies fossiles, et de réduire les émissions de GES du territoire.
- *Séquestration carbone* : La capacité de séquestration du carbone se maintient, représentant 117% des émissions de gaz à effet de serre résiduelles du territoire en 2050.

5.1.2 Méthodologie de l'analyse des incidences environnementales

L'analyse des incidences environnementales consiste en un tableau à double entrée, où sont croisés les scénarios de travail via les secteurs réglementaires du PCAET (lignes du tableau), et les différentes thématiques environnementales propres au territoire (colonnes). Ces thématiques environnementales ont été définies au regard des thématiques réglementaires de l'Evaluation Environnementale, et complétée par les enjeux issus de l'Etat Initial de l'Environnement. Ces enjeux, qui représentent les points d'attention particuliers utilisés pour analyser chaque ligne au regard de la thématique environnementale, sont ceux listés à la suite de l'Etat Initial de l'Environnement (partie « Enjeux environnementaux »).

La grille d'analyse permet de caractériser les effets significatifs, qu'ils soient positifs, neutres ou négatifs au regard des enjeux environnementaux. Des points de vigilance peuvent également être soulevés. L'analyse étant territoriale, elle peut inclure des évolutions qui ne sont pas liées à la mise en œuvre directe du PCAET, mais à l'ensemble des politiques de planification du territoire. Les mesures d'évitement, de réduction et de compensation seront donc définies uniquement à la suite de l'analyse des incidences du Plan d'Actions.

EVALUATION
Fortement positif
Faiblement positif
Neutre
Vigilance faible
Vigilance forte
Faiblement négatif
Fortement négatif

Pour chaque croisement entre une thématique environnementale et un secteur ou une thématique réglementaire du PCAET, sont présentés :

- Les incidences environnementales supplémentaires estimées par la mise en œuvre à horizon 2050 du scénario tendanciel et du scénario de conformité règlementaire ;
- Les recommandations formulées pour atténuer les incidences négatives ou limiter les points de vigilance liées à la mise en œuvre du scénario de travail ;
- Les incidences environnementales supplémentaires estimées par la mise en œuvre à horizon 2050 du scénario « CCPN 2050. »

5.1.3 Tableau d'analyse

Le tableau est présenté par enjeu aux pages suivantes.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

	Milieu physique				Climat			
Enjeux associés	-Réduire le risque de ruissellement et d'inondation par la réduction de l'imperméabilisation des sols et par des aménagements dédiés -Maîtriser et adapter l'urbanisation, notamment dans les zones concernées par le risque inondation -Préserver les ressources en eau (quantitative/qualitative) -Valoriser les ressources énergétiques locales pour développer les énergies renouvelables				Adapter le territoire et ses activités humaines aux particularités et aux évolutions climatiques, et en particulier : -Aux écarts de précipitations annuelles, pouvant engendrer des épisodes de sécheresse, canicule ou de crues hivernales ; -Aux projections d'évolutions des températures et des précipitations réalisées sur le territoire.			
Thématiques	**Scénario "tendanciel"**	**Scénario "conformité réglementaire"**	**Recommandations**	**CCPN 2050**	**Scénario "tendanciel"**	**Scénario "conformité réglementaire"**	**Recommandations**	**CCPN 2050**
Résidentiel	Développement de l'urbanisation en lien avec la croissance de population et donc du besoin en logements, qui favorise l'imperméabilisation des sols entrainant une difficulté d'infiltration de l'eau (et une augmentation potentielle du risque inondation). Hausse des prélèvements pour la consommation d'eau potable et les usages domestiques.	Développement de l'urbanisation en lien avec la croissance de population et donc du besoin en logements, qui favorise l'imperméabilisation des sols entrainant une difficulté d'infiltration de l'eau (et une augmentation potentielle du risque inondation). Hausse des prélèvements pour la consommation d'eau potable et les usages domestiques.	Fixer des objectifs ambitieux en matière d'imperméabilisation des sols et de consommation foncière. Encadrer le développement des secteurs d'extension urbaine selon les risques connus ou anticipés.	La Stratégie de la CCPN présente un volet adaptation du secteur Résidentiel, notamment afin d'intégrer le confort d'été lors de travaux de rénovations et de constructions. Elle prévoit également de favoriser la désimperméabilisation, notamment de l'espace urbain, la végétalisation des espaces. Par ailleurs, elle envisage une gestion du risque, à l'échelle la plus adaptée, et une « culture du risque ». La Stratégie compte faire évoluer les modes de consommation de l'eau et améliorer sa gestion ainsi que le suivi de sa disponibilité. Par ailleurs, la Stratégie envisage de poursuivre le travail de rénovation des réseau de distribution d'eau potable afin de limiter les déperditions.	Secteur dont les émissions de GES baissent légèrement en 2050 (rénovations d'une partie du parc de logements, amélioration de l'efficacité énergétique des appareils électriques, etc.). Vigilance sur l'étalement urbain et la densification, en lien avec la croissance de population et donc du besoin en logements, qui favorisent l'apparition d'îlots de chaleur et l'imperméabilisation des sols entrainant une difficulté d'infiltration de l'eau (et une augmentation potentielle du risque inondation).	Mise en place d'actions ambitieuses (écogestes, rénovation énergétique, substitution des énergies fossiles) entrainant une forte baisse des émissions de GES et favorisant l'adaptation des logements au changement climatique. Vigilance sur l'étalement urbain et la densification, en lien avec la croissance de population et donc du besoin en logements, qui favorisent l'apparition d'îlots de chaleur et l'imperméabilisation des sols entrainant une difficulté d'infiltration de l'eau (et une augmentation potentielle du risque inondation).	Adapter les matériaux des rénovations et constructions aux futures conditions climatiques : matériaux biosourcés, constructions visant des certifications environnementales. Fixer des objectifs ambitieux en matière d'imperméabilisation des sols et de consommation foncière. Encadrer le développement des secteurs d'extension urbaine selon les risques connus ou anticipés.	La Stratégie de la CCPN présente un volet adaptation du secteur Résidentiel, notamment afin d'intégrer le confort d'été lors de travaux de rénovations et de constructions. Ainsi, elle souhaite favoriser l'utilisation du bois et d'autres matériaux biosourcés. Elle prévoit également de favoriser la désimperméabilisation, notamment de l'espace urbain, la végétalisation des espaces. Par ailleurs, elle envisage une gestion du risque, à l'échelle la plus adaptée, et une « culture du risque ». La Stratégie compte faire évoluer les modes de consommation de l'eau et améliorer sa gestion ainsi que le suivi de sa disponibilité. Par ailleurs, elle envisage de poursuivre le travail de rénovation des réseaux de distribution d'eau potable afin de limiter les déperditions. Vigilance sur l'étalement urbain et la densification.
Tertiaire	Développement de l'urbanisation qui favorise l'imperméabilisation des sols, entrainant une difficulté d'infiltration de l'eau (et une augmentation potentielle du risque inondation). Hausse des prélèvements pour la consommation d'eau potable et les usages domestiques.	Développement de l'urbanisation qui favorise l'imperméabilisation des sols, entrainant une difficulté d'infiltration de l'eau (et une augmentation potentielle du risque inondation). Hausse des prélèvements pour la consommation d'eau potable et les usages domestiques.	Fixer des objectifs ambitieux en matière d'imperméabilisation des sols et de consommation foncière. Encadrer le développement des secteurs d'extension urbaine selon les risques connus ou anticipés.	La Stratégie de la CCPN présente un volet adaptation du secteur Tertiaire, notamment afin d'intégrer le confort d'été. Elle prévoit également de favoriser la désimperméabilisation, notamment de l'espace urbain, la végétalisation des espaces. Par ailleurs, elle envisage une gestion du risque, à l'échelle la plus adaptée et une « culture du risque ». La Stratégie compte faire évoluer les modes de consommation de l'eau et améliorer sa gestion ainsi que le suivi de sa disponibilité. Par ailleurs, la Stratégie envisage de poursuivre le travail de rénovation des réseaux de distribution d'eau potable afin de limiter les déperditions.	Secteur dont les émissions de GES sont en hausse en 2050, en lien avec l'augmentation des surfaces tertiaires. Vigilance sur l'étalement urbain et la densification, qui favorisent l'apparition d'îlots de chaleur et l'imperméabilisation des sols entrainant une difficulté d'infiltration de l'eau (et une augmentation potentielle du risque inondation).	Mise en place d'actions ambitieuses (rénovation énergétique, substitution des énergies fossiles, écogestes, etc.) entrainant une forte baisse des émissions de GES et favorisant l'adaptation du parc tertiaire au changement climatique. Vigilance sur l'étalement urbain et la densification, qui favorisent l'apparition d'îlots de chaleur et l'imperméabilisation des sols entrainant une difficulté d'infiltration de l'eau (et une augmentation potentielle du risque inondation).	Adapter les matériaux des rénovations et constructions aux futures conditions climatiques : matériaux biosourcés, constructions visant des certifications environnementales. Fixer des objectifs ambitieux en matière d'imperméabilisation des sols et de consommation foncière. Encadrer le développement des secteurs d'extension urbaine selon les risques connus ou anticipés.	La Stratégie de la CCPN présente un volet adaptation du secteur Tertiaire, notamment afin d'intégrer le confort d'été lors de travaux de rénovations et de constructions. Elle prévoit également de favoriser la désimperméabilisation, notamment de l'espace urbain, la végétalisation des espaces. Par ailleurs, elle envisage une gestion du risque, à l'échelle la plus adaptée et une « culture du risque ». La Stratégie compte faire évoluer les modes de consommation de l'eau et améliorer sa gestion ainsi que le suivi de sa disponibilité. Par ailleurs, la Stratégie envisage de poursuivre le travail de rénovation des réseau de distribution d'eau potable afin de limiter les déperditions.
Transports routiers	Intensification des transports routiers liée à la croissance démographique, induisant une augmentation du risque de pollutions de la ressource en eau. Possibles créations de nouvelles infrastructures de transports, entrainant des difficultés supplémentaires pour la gestion de l'eau sur les surfaces imperméabilisées.	Mise en place d'actions ambitieuses permettant de limiter les émissions de polluants, diminuant ainsi le risque de pollutions de la ressource en eau. Possibles créations de nouvelles infrastructures de transports, entrainant des difficultés supplémentaires pour la gestion de l'eau sur les surfaces imperméabilisées.	Fixer des objectifs ambitieux en matière d'imperméabilisation des sols et de consommation foncière. Encadrer le développement des transports routiers selon les risques connus ou anticipés.	La Stratégie de la CCPN prévoit de favoriser la désimperméabilisation, notamment de l'espace urbain et la végétalisation des espaces. Elle souhaite par ailleurs végétaliser les axes cyclables à développer. De plus, la Stratégie encourage le report modal des trajets initialement effectués en voiture vers des modes actifs ou vers les transports en commun, la baisse des distances parcourues, le développement du covoiturage et le remplacement des véhicules thermiques (transports en communes, DSP et véhicules personnels) contribuant largement à diminuer le risque de pollutions de la ressource en eau.	Hausse des distances parcourues liées à la croissance démographique compensée par une augmentation du taux d'agrocarburant dans le diesel et l'essence, la hausse du taux de remplissage des voitures, etc., entrainant une diminution des émissions de GES.	Hausse des distances parcourues liées à la croissance démographique mais mise en place d'actions ambitieuses (développement d'un service de covoiturage à destination des habitants et des entreprises, création de pistes cyclables, mise en plae de stations d'avitaillement au GNV et de bornes de recharges électriques, etc.) entrainant une forte baisse des émissions de GES.	Compléter les orientations liées à l'atténuation, en étudiant les possibles apports du secteur à l'adaptation (désimperméabilisation de la voirie, gestion de l'éclairage associé, etc.).	La Stratégie de la CCPN prévoit de favoriser la désimperméabilisation, notamment de l'espace urbain et la végétalisation des espaces. Elle souhaite par ailleurs végétaliser les axes cyclables à développer. De plus, la Stratégie encourage le report modal des trajets initialement effectués en voiture vers des modes actifs ou vers les transports en commun, la baisse des distances parcourues, le développement du covoiturage et le remplacement des véhicules thermiques (transports en communes, DSP et véhicules personnels) contribuant largement à diminuer les émissions de GES.
Transports non routiers	Absence de développement majeur envisagé.	Absence de développement majeur envisagé.	-	La Stratégie encourage le report modal des trajets initialement effectués en voiture vers des modes actifs ou vers les transports en commun, la baisse des distances parcourues, le développement du covoiturage, la végétalisation des axes cyclables à développer et le remplacement des véhicules thermiques (transports en communes, DSP et véhicules personnels) contribuant largement à diminuer le risque de pollutions de la ressource en eau.	Faible poids des émissions de GES.	Faible poids des émissions de GES.	Favoriser le développement des mobilités actives (vélo, marche, etc.), qui sont moins émettrices de GES et participent donc à limiter le changement climatique.	La Stratégie encourage le report modal des trajets initialement effectués en voiture vers des modes actifs ou vers les transports en commun, la baisse des distances parcourues, le développement du covoiturage, la végétalisation des axes cyclables à développer et le remplacement des véhicules thermiques (transports en communes, DSP et véhicules personnels) contribuant à diminuer les émissions de GES.
Déchets	Augmentation du tonnage global de déchets liée à l'accroissement démographique et des activités économiques, augmentant le risque de pollution de la ressource en eau par la production, le transport et le traitement des déchets supplémentaires.	Augmentation du tonnage global de déchets liée à l'accroissement démographique et des activités économiques compensée grâce à la mise en place de la tarification incitative, diminuant le risque de pollution de la ressource en eau par la production, le transport et le traitement des déchets supplémentaires.	Accentuer l'accompagnement et la sensibilisation des usagers du territoire sur l'évolution des pratiques afin de limiter le volume de déchets produit.	La priorité est donnée à l'amélioration de l'application des consignes de tri, à la valorisation des biodéchets et des anciens sites d'enfouissement, au développement des ressourceries, à la gestion des déchets de chantier et à la substitution totale du fioul. Ainsi, la limitation des déchets devrait jouer favorablement sur le milieu physique en raison de la réduction des pollutions diffuses. Vigilance toutefois sur la hausse des émissions des chaufferies bois et de la méthanisation. Accentuer l'accompagnement et la sensibilisation des usagers du territoire sur l'évolution des pratiques.	Faible poids des émissions de GES.	Participation à l'atténuation des impacts globaux par la baisse des tonnages collectés, en lien avec la mise en place de la tarification incitative, permettant la réduction des émissions de GES du secteur.	Accentuer l'accompagnement et la sensibilisation des usagers du territoire sur la réduction du volume de déchets produit et le tri sélectif, afin de limiter les émissions de GES du secteur.	La priorité est donnée à l'amélioration de l'application des consignes de tri, à la valorisation des biodéchets et des anciens sites d'enfouissement, au développement des ressourceries, à la gestion des déchets de chantier et à la substitution totale du fioul. Ainsi, la limitation des déchets devrait réduire les faibles émissions de GES du secteur. Vigilance toutefois sur la hausse des émissions des chaufferies bois et de la méthanisation. Accentuer l'accompagnement et la sensibilisation des usagers du territoire sur l'évolution des pratiques.
Industrie (hors branche énergie)	Développement de l'urbanisation en lien avec la hausse de l'activité économique, qui favorise l'imperméabilisation des sols, entrainant une difficulté d'infiltration de l'eau (et une augmentation potentielle du risque inondation). Hausse de l'activité induisant des besoins supplémentaires en eau, qui accentuent les effets de la sécheresse.	Développement de l'urbanisation en lien avec la hausse de l'activité économique, qui favorise l'imperméabilisation des sols, entrainant une difficulté d'infiltration de l'eau (et une augmentation potentielle du risque inondation). Hausse de l'activité induisant des besoins supplémentaires en eau, qui accentuent les effets de la sécheresse.	Fixer des objectifs ambitieux en matière d'imperméabilisation des sols et de consommation foncière. Encadrer le développement des secteurs d'extension urbaine selon les risques connus ou anticipés. Encourager la mutualisation des espaces entre entreprises (parkings, restaurants, espaces de coworking, etc.) pour limiter l'imperméabilisation des sols. Promouvoir l'utilisation des eaux de pluie et/ou eaux grises, agir pour réduire les besoins en eau des entreprises industrielles.	La Stratégie prévoit de favoriser la désimperméabilisation et la végétalisation des espaces. Par ailleurs, elle envisage une gestion du risque, à l'échelle la plus adaptée et une « culture du risque ». La Stratégie compte faire évoluer les modes de consommation de l'eau et améliorer sa gestion ainsi que le suivi de sa disponibilité. De plus, la Stratégie prévoit de sensibiliser les employeurs et employés, de substituer les énergies fossiles (fioul et gaz) et d'améliorer l'efficacité énergétique du secteur, ce qui joue favorablement sur le milieu physique.	Hausse globale des besoins en énergie mais qui est compensée par le verdissement du mix énergétique national, entrainant une légère baisse des émissions de GES. Vigilance aux potentiels besoins supplémentaires en eau liés à la hausse de l'activité et qui accentuent les effets de la sécheresse.	Atténuation des impacts globaux engendrés par les actions telles que la baisse des consommation énergétiques liée à l'amélioration des process industriels et la substitution des énergies fossiles. Vigilance aux potentiels besoins supplémentaires en eau liés à la hausse de l'activité et qui accentuent les effets de la sécheresse.	Adapter les matériaux des rénovations et constructions aux futures conditions climatiques : matériaux biosourcés, constructions visant des certifications environnementales. Encadrer le développement des secteurs d'extension urbaine selon les risques connus ou anticipés. Promouvoir l'utilisation des eaux de pluie et/ou eaux grises, agir pour réduire les besoins en eau des entreprises industrielles.	La Stratégie de la CCPN envisage d'intégrer le confort d'été lors de travaux de rénovations et de constructions en favorisant l'utilisation du bois et d'autres matériaux biosourcés. Elle prévoit également de favoriser la désimperméabilisation, la végétalisation des espaces, envisage une gestion du risque et une « culture du risque » et elle compte faire évoluer les modes de consommation de l'eau et améliorer sa gestion. De plus, la Stratégie souhaite sensibiliser les employeurs et employés, substituer les énergies fossiles (fioul et gaz) et améliorer l'efficacité énergétique du secteur, ce qui joue favorablement sur le milieu physique.
Agriculture	Pratiques qui entrainent la disparition de haies bocagères induisant une augmentation de l'exposition du territoire au risque d'inondation. Sécheresses plus fréquentes et plus longues dont les impacts sont aggravés par les prélèvements tandis que les pollutions se retrouvent concentrées.	Systèmes plus adaptés au changement climatique et qui contribuent à l'adaptation du territoire. Réduction de l'usage d'engrais minéraux contribuant à limiter les impacts sur la qualité de l'eau.	Favoriser l'adaptation du secteur agricole aux évolutions climatiques : espèces ayant besoin de peu d'eau, résistantes aux élévations de température, etc. Sensibiliser et accompagner les agriculteurs sur la préservation et le renforcement des haies bocagères et sur l'agroforesterie. Diminuer l'utilisation de produits phytosanitaires et engrais minéraux.	La Stratégie présente un volet adaptation du secteur agricole, passant par l'accompagnement d'initiatives agricoles sur l'expérimentation de nouvelles cultures ou d'adaptation des pratiques ainsi que par la convertion d'espaces agricoles en agroforesterie et la plantation de haies. De plus, elle prévoit la limitation de l'usage des engrais minéraux, la substitution des énergies fossiles, la conversion de surfaces agricoles en Agriculture Biologique et en label HVE, une meilleure gestion des effluents d'élevage (méthanisation) et d'aligner l'évolution du nombre de tête à hauteur du tendanciel national divisé par 2.	Hausse globale des besoins en énergie mais qui est compensée par le verdissement du mix énergétique national, entrainant une très légère baisse des émissions de GES. Vigilance aux potentiels besoins supplémentaires en eau liés à la hausse de l'activité et qui accentuent les effets de la sécheresse. Inadaptation des cultures aux évolutions climatiques (baisse des ressources en eau, hausse des températures, etc.).	Diminution importante des émissions de GES du secteur en lien avec une évolution des pratiques agricoles et la substitution totale des équipements au fioul). Vigilance aux potentiels besoins supplémentaires en eau liés à la hausse de l'activité et qui accentuent les effets de la sécheresse.	Favoriser l'adaptation du secteur agricole aux évolutions climatiques : espèces ayant besoin de peu d'eau, résistantes aux élévations de température, etc.	La Stratégie présente un volet adaptation du secteur agricole, passant par l'accompagnement d'initiatives agricoles sur l'expérimentation de nouvelles cultures ou d'adaptation des pratiques ainsi que par la convertion d'espaces agricoles en agroforesterie et la plantation de haies. De plus, elle prévoit la limitation de l'usage des engrais minéraux, la substitution des énergies fossiles, la conversion de surfaces agricoles en Agriculture Biologique et en label HVE, une meilleure gestion des effluents d'élevage (méthanisation) et d'aligner l'évolution du nombre de tête à hauteur du tendanciel national divisé par 2.
Industrie branche énergie	Faible impact, pas de nouvelle implantation envisagée	Hausse importante de la production d'énergies renouvelables sur le territoire, fortement dominée par le développement de la méthanisation, permettant de valoriser les ressources énergétiques locales. Vigilance sur la localisation et la performance des installations de méthanisation, pouvant générer des pollutions diffuses.	Prendre en compte les risques naturels dans la localisation et les modalités d'implantation des projets de développement des énergies renouvelables. Prendre en compte le risque de pollution par la méthanisation en préconisant notamment des implantations éloignées des zones de captage ou de traitement de l'eau.	La Stratégie de la CCPN prévoit d'expérimenter de nouvelles techniques de production l'hydroélectricité, de développer l'énergie solaire (toitures équipées, ombrières de parking), la méthanisation notamment grâce à un fort potentiel d'effluents d'élevage, la filière bois et la chaleur fatale. De plus, elle prévoit d'améliorer l'efficacité énergétique de plusieurs secteurs, de sensibiliser les usagers et employés et de substituer les énergies fossiles (fioul et gaz). Considérer les risques naturels et de pollution dans la localisation et les modalités d'implantation des projets de développement des énergies renouvelables.	Faible impact, pas de nouvelle implantation envisagée	Hausse importante de la production d'énergies renouvelables sur le territoire permettant de substituer des énergies très émettrices de GES et de sécuriser l'approvisionnement énergétique local.	Favoriser une consommation locale des énergies renouvelables produites sur le territoire.	La Stratégie de la CCPN prévoit d'expérimenter l'hydroélectricité, de développer l'énergie solaire (toitures équipées, ombrières de parking), la méthanisation notamment grâce à un fort potentiel d'effluents d'élevage, la filière bois et la chaleur fatale. De plus, elle prévoit d'améliorer l'efficacité énergétique de plusieurs secteurs, de sensibiliser les usagers et employés et de substituer les énergies fossiles (fioul et gaz). Il est souhaitable de favoriser une consommation locale des énergies renouvelables produites sur le territoire.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

	Qualité de l'air				Enjeux socio-économiques			
Enjeux associés	- Réduire les émissions de polluants atmosphériques (émissions liées à la combustion et aux pesticides) ; - Informer et sensibiliser la population sur la qualité de l'air, et plus particulièrement lors de pics de pollution ; - Améliorer l'efficacité énergétique des équipements de chauffage pour réduire les émissions de polluants et de GES.				- Réduire les déchets à la source pour les particuliers et les entreprises (sensibilisation, gestion de proximité (compostage), tri des déchets, recyclage, stop pub…) - Favoriser une économie locale durable à bas carbone - Préserver la santé des habitants - Lutter contre la vulnérabilité énergétique des ménages - Innover les dispositifs de financement des projets du PCAET - Améliorer la performance énergétique des bâtiments tertiaires			
Thématiques	**Scénario "tendanciel"**	**Scénario "conformité réglementaire"**	**Recommandations**	**CCPN 2050**	**Scénario "tendanciel"**	**Scénario "conformité réglementaire"**	**Recommandations**	**CCPN 2050**
Résidentiel	Secteur résidentiel fortement émetteur de polluants atmosphériques, en partie liés au chauffage, mais également liés aux matériaux. Hausse du nombre de logements liée à l'accroissement démographique qui engendre une augmentation du phénomène d'îlots de chaleur pouvant impacter la santé des habitants, notamment des personnes les plus fragiles.	Diminution importante des émissions liées à l'usage des énergies fossiles par leur substitution énergétique. Vigilance toutefois sur les émissions de particules fines liées au développement de la méthanisation ou du chauffage au bois. Vigilance également sur les matériaux utilisés lors de la rénovation du parc résidentiel.	Préconiser des systèmes de chauffage au bois performants (flamme verte 7 étoiles) et l'utilisation de matériaux les plus respectueux de l'environnement possible tels que les matériaux biosourcés.	La Stratégie prévoit une rénovation énergétique soutenue, la substitution d'énergies fossiles (fioul et gaz fosile) ainsi que l'utilisation du bois et de matériaux biosourcés contribuant à l'amélioration de la qualité de l'air. Néanmoins, il aurait été souhaitable d'aller plus loin sur la rénovation au niveau de performance BBC.	Augmentation de la facture énergétique.	Mise en place d'écogestes et création d'emplois en lien avec la rénovation du parc de logements, meilleure performance énergétique des bâtiments entrainant une baisse de la facture énergétique pour les ménages et une diminution de la précarité énergétique.	Solliciter au maximum des entreprises et artisans locaux lors des projets de rénovation de construction sur le territoire.	La Stratégie prévoit une sensiblisation totale auprès des habitants (écogestes) et d'étudier la réalisation de potagers collectifs ou jardins ouvriers. Elle envisage également une meilleure performance énergétique des bâtiments entrainant une baisse de la facture énergétique pour les ménages et une diminution de la précarité énergétique.
Tertiaire	Secteur tertiaire émetteur de polluants atmosphériques, notamment de SO2, en partie liés au chauffage, mais également liés aux matériaux. Hausse du nombre de bâtiments qui engendre une augmentation du phénomène d'îlots de chaleur pouvant impacter la santé des habitants, notamment des personnes les plus fragiles. Pas de soutien à la substitution des énergies fossiles ne permettant donc pas de diminuer l'émission de polluants par le secteur tertiaire.	Diminution importante des émissions liées à l'usage des énergies fossiles par leur substitution énergétique. Vigilance toutefois sur les émissions de particules fines liées au développement de la méthanisation ou du chauffage au bois. Vigilance également sur les matériaux utilisés lors de la rénovation du parc tertiaire.	Préconiser des systèmes de chauffage au bois performants (flamme verte 7 étoiles) et l'utilisation de matériaux les plus respectueux de l'environnement possible tels que les matériaux biosourcés.	La Stratégie prévoit une rénovation énergétique importante, la substitution d'énergies fossiles (fioul et gaz fosile) ainsi que l'utilisation du bois et de matériaux biosourcés contribuant à l'amélioration de la qualité de l'air.	Augmentation de la facture énergétique.	Mise en place d'écogestes et création d'emplois en lien avec la rénovation du parc tertiaire, meilleure performance énergétique des bâtiments tertiaires entrainant une baisse de la facture énergétique.	Solliciter au maximum des entreprises et artisans locaux lors des projets de rénovation de construction sur le territoire.	La Stratégie prévoit une sensiblisation totale auprès des usagers et employés (écogestes). Elle envisage également une meilleure performance énergétique des bâtiments entrainant une baisse de la facture énergétique et une diminution de la précarité énergétique.
Transports routiers	Secteur très fortement émetteur de NOx et dans une moindre mesure de particules fines, de COVNM, de dioxyde de soufre et d'ammoniac. Augmentation du nombre de véhicules utilisant des énergies fossiles, du fait de l'augmentation démographique implique une augmentation de ces émissions.	Baisse des émissions de polluants grâce à l'essor des motorisations hybrides ou alternatives (GNV, électriques) et la baisse de la consommation d'énergie. Développement de service de covoiturage à destination des habitants et des entreprises et mise à disposition de véhicules en autopartage permettant la hausse du taux de remplissage des voitures. Développement de nouvelles voies de transports en communs et remplacement de la flotte par des motorisations électriques ou BioGNV.	Encourager la diversification des motorisations du territoire (électriques, GNV, etc.). Encourager le recours au télétravail, aux tiers-lieux ou encore à la visioconférence afin de réduire davantage les déplacements et donc l'impact du transport routier sur la qualité de l'air.	La Stratégie encourage le report modal des trajets initialement effectués en voiture vers des modes actifs ou vers les transports en commun, la baisse des distances parcourues, le développement du covoiturage et le remplacement des véhicules thermiques (transports en communes, DSP et véhicules personnels). Elle souhaite par ailleurs végétaliser les axes cyclables à développer. Toutes ces actions contribuent à améliorer la qualité de l'air.	Précarité énergétique du fait du poids important de la mobilité dans le budget des ménages.	Mise en place de mesures permettant de développer une évolution de la part des motorisations alternatives des véhicules particuliers et de diminuer les distances parcourues en voiture par le report modal sur les transports en commun et les modes actifs. Diminution du coût des déplacements et donc de la précarité énergétique.	Encourager les solutions de mobilité "solidaire" (autopartage, covoiturage, etc.) permettant de limiter les frais des ménages liés à la mobilité.	La Stratégie encourage le report modal des trajets initialement effectués en voiture vers des modes actifs ou vers les transports en commun, la baisse des distances parcourues, le développement du covoiturage et le remplacement des véhicules thermiques (transports en communes, DSP et véhicules personnels). Elle souhaite par ailleurs végétaliser les axes cyclables à développer. Toutes ces actions contribuent à diminuer le coût de déplacement et donc la précarité énergétique.
Transports non routiers	Secteur faiblement émetteur de polluants atmosphériques.	Secteur faiblement émetteur de polluants atmosphériques. Création de 300 km de pistes cyclables et mise à disposition de 500 vélos en libre service.	Favoriser le développement des mobilités actives (vélo, marche, etc.), permettant de limiter les émissions de polluants atmosphériques.	La Stratégie encourage le report modal des trajets initialement effectués en voiture vers des modes actifs ou vers les transports en commun, la baisse des distances parcourues, le développement du covoiturage, la végétalisation des axes cyclables à développer et le remplacement des véhicules thermiques (transports en communes, DSP et véhicules personnels) contribuant à améliorer la qualité de l'air.	Tansports non routiers représentent une alternative aux véhicules individuels, mais sont largement minoritaires par rapport au transport routier.	Tansports non routiers représentent une alternative aux véhicules individuels, mais sont largement minoritaires par rapport au transport routier.	Inclure dans tous les projets de développements des transports non routiers la notion de coûts pour l'usager.	La Stratégie encourage le report modal des trajets initialement effectués en voiture vers des modes actifs ou vers les transports en commun, la baisse des distances parcourues, le développement du covoiturage, la végétalisation des axes cyclables à développer et le remplacement des véhicules thermiques (transports en communes, DSP et véhicules personnels), ce qui contribue à diminuer les coûts pour l'usager.
Déchets	Impact ponctuel sur la qualité de l'air lié à l'incinération des déchets ou à leur enfouissement (remontées de gaz).	Impact ponctuel sur la qualité de l'air lié à l'incinération et à l'enfouissement des déchets mais baisse des tonnages de déchets collectés.	Accentuer l'accompagnement et la sensibilisation des usagers du territoire sur la réduction du volume de déchets produit et le tri sélectif, afin de limiter les risque de pollutions.	La priorité est donnée à l'amélioration de l'application des consignes de tri, à la valorisation des biodéchets et des anciens sites d'enfouissement, au développement des ressourceries, à la gestion des déchets de chantier et à la substitution totale du fioul. Ainsi, la limitation des déchets devrait améliorer la qualité de l'air. Vigilance toutefois sur la hausse des émissions des chaufferies bois et de la méthanisation. Accentuer l'accompagnement et la sensibilisation des usagers du territoire sur l'évolution des pratiques.	Coût élevé du service pour la collectivité. Augmentation du tonnage de déchets en lien avec l'augmentation de population et de l'activité économique.	Évolution des modes de consommation, notamment par la mise en place de la tarification incitative sur l'ensemble du territoire, qui permet de réduire la quantité des déchets produits et donc le coût du service pour la collectivité.	Accentuer l'accompagnement et la sensibilisation des usagers du territoire sur la réduction du volume de déchets produit et le tri sélectif afin de limiter l'impact des déchets. Développer de nouvelles solutions permettant de limiter les tonnages de déchets collectés (élevage d'animaux, compostage collectif, etc.) ; celles-ci peuvent également permettre de recréer du lien social.	La priorité est donnée à l'amélioration de l'application des consignes de tri, à la valorisation des biodéchets et des anciens sites d'enfouissement, au développement des ressourceries, à la gestion des déchets de chantier et à la substitution totale du fioul, contribuant à créer du lien social et de l'activité locale. Vigilance toutefois à l'acceptation sociale locale (méthanisation). Accentuer l'accompagnement et la sensibilisation des usagers du territoire sur l'évolution des pratiques.
Industrie (hors branche énergie)	Secteur émetteur de COVNM et de particules fines. Hausse de l'activité pouvant engendrer une hausse des émissions de polluants atmosphériques.	Évolution du mix énergétique du secteur permettant de diminuer les émissions de polluants associés. Néanmoins, certaines émissions inhérentes à l'activité industrielle persistent.	Préconiser des systèmes de combustion pourvus de filtres performants et l'usage des matériaux les plus respectueux de l'environnement possible tels que les matériaux biosourcés.	La Stratégie de la CCPN envisage de favoriser l'utilisation du bois et d'autres matériaux biosourcés, la désimperméabilisation et la végétalisation des espaces. Elle prévoit également une gestion du risque et une « culture du risque ». De plus, la Stratégie souhaite sensibiliser les employeurs et employés et améliorer l'efficacité énergétique du secteur. L'évolution du mix énergétique du secteur permet de diminuer les émissions de polluants associés (substitution totale du fioul et gaz).	Augmentation des besoins et par conséquent des activités industrielles : possibilité de développer des emplois locaux. Vigilance quant à la concurrence de "l'industrie délocalisée" pouvant impacter les emplois locaux sur le territoire.	Politique de mise en place d'actions visant à réduire les consommations énergétiques et les émissions de GES, par l'amélioration des process. Vigilance quant à la concurrence de "l'industrie délocalisée" pouvant impacter les emplois locaux sur le territoire.	Valoriser les emplois locaux et adapter le secteur industriel aux besoins futurs.	La Stratégie de CCPN vise à réduire les consommations énergétiques et émissions de GES du secteur industriel, notamment par l'amélioration des process, une substitution totale des énergies fossiles et une sensibilisation des usagers et employés. Il serait souhaitable de valoriser les emplois locaux et adapter le secteur industriel aux besoins futurs.
Agriculture	Secteur responsable de la plus grande part de polluants atmosphériques. Fortement émetteur de NH3, COVNM, PM10 et PM2,5, et Nox.	Réduction des émissions de polluants atmosphériques du secteur en lien avec la substitution des énergies fossiles, la diminution de l'utilisation des engrais minéraux, l'amélioration de la gestion des effluents d'élevage, etc.	Sensibiliser et accompagner les agriculteurs sur de nouvelles pratiques agricoles et le renforcement des haies et prairies permanentes, permettant une réduction des émissions de polluants. Diminuer l'utilisation de produits phytosanitaires et engrais minéraux.	La Stratégie présente un volet adaptation du secteur agricole, passant par l'accompagnement d'initiatives agricoles sur l'expérimentation de nouvelles cultures ou d'adaptation des pratiques ainsi que par la convertion d'espaces agricoles en agroforesterie et la plantation de haies. De plus, elle prévoit la réduction des émissions de polluants atmosphériques du secteur en lien avec la substitution des énergies fossiles, la diminution de l'utilisation des engrais minéraux, l'amélioration de la gestion des effluents d'élevage et la conversion de surfaces agricoles en Agriculture Biologique et en label HVE. Vigilance sur la hausse des émissions de la méthanisation (particules fines notamment).	Productions agricoles conventionnelles peu favorables aux circuits courts et locaux.	Prise en compte faible des enjeux socio-économiques malgré l'évolution des pratiques agricoles.	Favoriser le développement des circuits-courts et par conséquent les emplois locaux. Améliorer la connaissance du patrimoine agricole par les habitants.	La Stratégie prévoit un accompagnement d'initiatives agricoles sur l'expérimentation de nouvelles cultures ou d'adaptation des pratiques ainsi que la convertion d'espaces agricoles en agroforesterie et la plantation de haies. De plus, elle prévoit la limitation de l'usage des engrais minéraux, la substitution des énergies fossiles, la conversion de surfaces agricoles en Agriculture Biologique et en label HVE, une meilleure gestion des effluents d'élevage (méthanisation) et d'aligner l'évolution du nombre de tête à hauteur du tendanciel national divisé par 2. Favoriser le développement des circuits-courts et par conséquent les emplois locaux.
Industrie branche énergie		Hausse importante de la production d'énergies renouvelables sur le territoire, fortement dominée par le développement de la méthanisation. Vigilance sur la hausse des émissions liées à la méthanisation (particules fines notamment), mais diminution des émissions liées aux usages de produits pétroliers.	Prendre en compte la problématique de qualité de l'air liée à la combustion du bois avec la préconisation d'installations performantes (flamme verte 7 étoiles).	La Stratégie de la CCPN prévoit d'expérimenter l'hydroélectricité, de développer l'énergie solaire (toitures équipées, ombrières de parking), la méthanisation notamment grâce à un fort potentiel d'effluents d'élevage, la filière bois et la chaleur fatale. De plus, elle prévoit d'améliorer l'efficacité énergétique de plusieurs secteurs, de sensibiliser les usagers et employés et de substituer les énergies fossiles (fioul et gaz). Vigilance toutefois sur la hausse des émissions des chaufferies bois et de la méthanisation, pouvant générer des pollutions atmosphériques (particules fines).	Forte dépendance aux imports du fait de la très faible production d'énergie sur le territoire.	Hausse importante de la production d'énergies renouvelables sur le territoire, fortement dominée par le développement de la méthanisation, permettant de réduire la dépendance énergétique. Diversification des types d'énergies consommées.	Favoriser une consommation locale des énergies renouvelables produites sur le territoire.	La Stratégie de la CCPN prévoit d'expérimenter l'hydroélectricité, de développer l'énergie solaire (toitures équipées, ombrières de parking), la méthanisation notamment grâce à un fort potentiel d'effluents d'élevage, la filière bois et la chaleur fatale. De plus, elle prévoit d'améliorer l'efficacité énergétique de plusieurs secteurs, de sensibiliser les usagers et employés et de substituer les énergies fossiles (fioul et gaz) par les énergies renouvelables. Il est souhaitable de favoriser une consommation locale des énergies renouvelables produites sur le territoire.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

	Transports				Milieu urbain			
Enjeux associés	- Limiter le recours au véhicule particulier et favoriser les modes de déplacements plus sobres en énergie - Limiter les nuisances sonores provenant des transports routiers - Lutter contre la pollution atmosphérique liée aux transports				- Réduire les consommations énergétiques sur l'ensemble du secteur (résidentiel et tertiaire) - Développer la production d'énergies renouvelables (biomasse, solaire thermique, photovoltaïque, déchets, ...) - Limiter l'artificialisation des sols et l'étalement urbain - Adapter l'aménagement urbain et le bâtiment au changement climatique			
Thématiques	**Scénario "tendanciel"**	**Scénario "conformité réglementaire"**	**Recommandations**	**CCPN 2050**	**Scénario "tendanciel"**	**Scénario "conformité réglementaire"**	**Recommandations**	**CCPN 2050**
Résidentiel	Vigilance sur la poursuite de l'étalement urbain induisant une augmentation des déplacements.	Vigilance sur la poursuite de l'étalement urbain induisant une augmentation des déplacements.	Prendre en compte l'offre de mobilité locale dans le choix de l'implantation des futures constructions afin de favoriser l'usage des transports en commun et des modes actifs du territoire.	La Stratégie prévoit de baisser les distances parcourues par les marchandises et les personnes, de développer l'éco-conduite et de substituer une grande partie des véhicules thermiques pour les transports en communs, DSP et véhicules personnels. Il serait souhaitable de davantage prendre en compte l'offre de mobilité locale dans le choix de l'implantation des futures constructions.	Aménagements non adaptés à l'environnement et aux évolutions climatiques. Poursuite de l'étalement urbain et de l'imperméabilisation des sols.	Rénovation énergétique de l'ensemble du parc existant contribuant à adapter les constructions au changement climatique.	Fixer des objectifs ambitieux en matière d'imperméabilisation des sols et de consommation foncière. Adapter les matériaux des rénovations et constructions aux futures conditions climatiques : matériaux biosourcés, constructions visant des certifications environnementales.	La Stratégie de la CCPN présente un volet adaptation du secteur Résidentiel, notamment afin d'intégrer le confort d'été lors de travaux de rénovations et de constructions. Ainsi, elle souhaite favoriser l'utilisation du bois et d'autres matériaux biosourcés. Elle prévoit également de favoriser la désimperméabilisation, notamment de l'espace urbain, la végétalisation des espaces. Enfin, la Stratégie veut généraliser des ombrières solaires pour les parkings.
Tertiaire	Vigilance sur la poursuite de l'étalement urbain induisant une augmentation des déplacements.	Vigilance sur la poursuite de l'étalement urbain induisant une augmentation des déplacements.	Prendre en compte l'offre de mobilité locale dans le choix de l'implantation des futures constructions afin de favoriser l'usage des transports en commun et des modes actifs du territoire.	La Stratégie prévoit de baisser les distances parcourues par les marchandiseset les personnes, de développer l'éco-conduite et de substituer une grande partie des véhicules thermiques pour les transports en communs, DSP et véhicules personnels. Il serait souhaitable de davantage prendre en compte l'offre de mobilité locale dans le choix de l'implantation des futures constructions.	Aménagements non adaptés à l'environnement et aux évolutions climatiques. Poursuite de l'étalement urbain et de l'imperméabilisation des sols.	Rénovation énergétique de l'ensemble du parc existant contribuant à adapter les constructions au changement climatique.	Fixer des objectifs ambitieux en matière d'imperméabilisation des sols et de consommation foncière. Adapter les matériaux des rénovations et constructions aux futures conditions climatiques : matériaux biosourcés, constructions visant des certifications environnementales.	La Stratégie de la CCPN présente un volet adaptation du secteur Tertiaire, notamment afin d'intégrer le confort d'été lors de travaux de rénovations et de constructions. Ainsi, elle souhaite favoriser l'utilisation du bois et d'autres matériaux biosourcés. Elle prévoit également de favoriser la désimperméabilisation, notamment de l'espace urbain, la végétalisation des espaces. Enfin, la Stratégie veut généraliser des ombrières solaires pour les parkings.
Transports routiers	Peu d'alternatives à la voiture individuelle développées.	Mise en place de mesures permettant de développer une évolution de la part des motorisations alternatives des véhicules particuliers et de diminuer les distances parcourues en voiture par le report modal sur les transports en commun et les modes actifs.	Poursuivre le maillage du territoire par toutes les solutions d'avitaillement adaptées aux différentes motorisations. Développer un travail partenarial avec les collectivités limitrophes.	La Stratégie encourage le report modal des trajets initialement effectués en voiture vers des modes actifs ou vers les transports en commun, la baisse des distances parcourues, le développement du covoiturage, le remplacement des véhicules thermiques (transports en communes, DSP et véhicules personnels) et végétaliser les axes cyclables à développer, contribuant largement à lutter contre la pollution atmosphérique, à limiter le recours au véhicule particulier et plus globalement, à diminuer efficacement les émissions de GES du secteur du transport. Il aurait été souhaitable d'augmenter la substitution des véhicules thermiques et d'améliorer la logistique du dernier kilomètre.	Intensification des transports routiers liée à la croissance démographique pouvant induire le développement de nouvelles infrastructures routières, très consommatrices d'espaces et fortement imperméabilisées.	Intensification des transports routiers liée à la croissance démographique pouvant induire le développement de nouvelles infrastructures routières, très consommatrices d'espaces et fortement imperméabilisées.	Favoriser les aménagements les moins impactant possibles (réduction de l'imperméabilisation des sols, utilisation des espaces déjà artificialisés, etc.).	La priorité est donnée aux évolutions de motorisations, au covoiturage, à l'optimisation du transport de marchandises, aux baisses des distances parcourues, à la substitution des véhicules thermiques et au report modal. Ainsi, des vigilances subsistent du fait des nouveaux axes qui pourraient voir le jour, selon leur localisation, malgré le moindre besoin en nouvelles infrastructures routières et qui pourraient être consommateurs d'espaces.
Transports non routiers	Tansports non routiers représentent une alternative aux véhicules individuels, mais sont largement minoritaires par rapport au transport routier.	Tansports non routiers représentent une alternative aux véhicules individuels, mais sont largement minoritaires par rapport au transport routier.	Développer davantage les solutions de transport non-routier sur le territoire.	La Stratégie encourage le report modal des trajets initialement effectués en voiture vers des modes actifs ou vers les transports en commun, la baisse des distances parcourues, le développement du covoiturage, la végétalisation des axes cyclables à développer et le remplacement des véhicules thermiques (transports en communes, DSP et véhicules personnels), contribuant largement à lutter contre la pollution atmosphérique et plus globalement, à diminuer efficacement les émissions de GES du secteur du transport non routier, même si elles sont minoritaires par rapport au transport routier. Développer davantage les solutions de transport non-routier sur le territoire.	Absence de développement majeur envisagé.	Création de 300 km de pistes cyclables.	Favoriser les aménagements les moins impactant possibles (réduction de l'imperméabilisation des sols, utilisation des espaces déjà artificialisés, etc.).	La priorité est donnée aux évolutions de motorisations, au covoiturage, à l'optimisation du transport de marchandises, aux baisses des distances parcourues, à la substitution des véhicules thermiques et au report modal. Ainsi, des vigilances subsistent du fait des nouveaux axes qui pourraient voir le jour, selon leur localisation, malgré le moindre besoin en nouvelles infrastructures routières et qui pourraient être consommateurs d'espaces.
Déchets	Faible impact.	Réduction des distances parcourues par le service de collecte grâce à la réduction du tonnage de déchets dû à la tarification incitative.	Accentuer l'accompagnement et la sensibilisation des usagers du territoire sur la réduction du volume de déchets produit et le tri sélectif afin de réduire les distances parcourues par le service de collecte.	La priorité est donnée à l'amélioration de l'application des consignes de tri, à la valorisation des biodéchets et des anciens sites d'enfouissement, au développement des ressourceries, à la gestion des déchets de chantier et à la substitution totale du fioul. Ces orientations contribuent à réduire les distances parcourues par le service de collecte, à limiter les nuisances sonores et à lutter contre la pollution atmosphérique grâce à la réduction du tonnage de déchets.	Faible impact.	Faible impact.	Accentuer l'accompagnement et la sensibilisation des usagers du territoire sur la réduction du volume de déchets produit et le tri sélectif afin de limiter l'impact des déchets.	La priorité est donnée à l'amélioration de l'application des consignes de tri, à la valorisation des biodéchets et des anciens sites d'enfouissement, au développement des ressourceries, à la gestion des déchets de chantier et à la substitution totale du fioul. Ces orientations contribuent à limiter l'impact des déchets, à réduire les consommations énergétiques sur le secteur et à développer la méthanisation et la valorisation énergétique.
Industrie (hors branche énergie)	Vigilance sur la poursuite de l'étalement urbain induisant une augmentation des déplacements.	Vigilance sur la poursuite de l'étalement urbain induisant une augmentation des déplacements.	Prendre en compte l'offre de mobilité locale dans le choix de l'implantation des futures constructions afin de favoriser l'usage des transports en commun et des modes actifs du territoire.	La Stratégie prévoit de baisser les distances parcourues par les marchandises et les personnes, de développer l'éco-conduite et de substituer une grande partie des véhicules thermiques pour les transports en communs, DSP et véhicules personnels. Il serait souhaitable de davantage prendre en compte l'offre de mobilité locale dans le choix de l'implantation des futures constructions.	Aménagements non adaptés à l'environnement et aux évolutions climatiques. Poursuite de l'étalement urbain et de l'imperméabilisation des sols.	Aménagements non adaptés à l'environnement et aux évolutions climatiques. Poursuite de l'étalement urbain et de l'imperméabilisation des sols.	Favoriser les aménagements les moins impactant possibles (réduction de l'imperméabilisation des sols, utilisation des espaces déjà artificialisés, etc.). Privilégier la coopération entre acteurs (synergies industrielles) permettant de réduire la consommation de foncier, la production de déchets et les consommations énergétiques.	La priorité est donnée à la sensibilisation des usagers et employés, à l'amélioration des process et à une subsitution totale des énergies fossiles permettant de réduire la consommation de foncier, la production de déchets et les consommations énergétiques. Il est souhaitable de favoriser les aménagements les moins impactants possibles et d'accentuer la coopération entre acteurs (synergies industrielles).
Agriculture	Faible impact, pas de nouvelle implantation envisagée	Production de bioGNV par le secteur agricole permettant d'alimenter une partie des véhicules propres.	Favoriser le développement des circuits-courts afin de réduire les distances parcourues par les denrées alimentaires.	Il est souhaitable de favoriser le développement des circuits-courts afin de réduire les distances parcourues par les denrées alimentaires. Une meilleure gestion des effluents d'élevage passe par un transport des déjections optimisé.	Contribution à l'infiltration des eaux pluviales. Vigilance sur le risque de diminution des surfaces agricoles par l'étalement urbain.	Contribution à l'infiltration des eaux pluviales. Vigilance sur le risque de diminution des surfaces agricoles par l'étalement urbain.	Fixer des objectifs ambitieux en matière d'imperméabilisation des sols et de consommation foncière par le milieu urbain, notamment sur les espaces agricoles.	La Stratégie prévoit de favoriser la désimperméabilisation et la végétalisation des espaces. Vigilance sur le risque de diminution des surfaces agricoles par l'étalement urbain.
Industrie branche énergie	Faible impact, pas de nouvelle implantation envisagée	Production locale d'énergie renouvelable permettant la réduction des émissions liées au transport d'énergie (pertes en lignes, déplacements, etc.). Source potentielle de carburant pour des motorisation "propres" (biogaz).	-	La Stratégie de la CCPN prévoit d'expérimenter l'hydroélectricité, de développer l'énergie solaire (toitures équipées, ombrières de parking), la méthanisation notamment grâce à un fort potentiel d'effluents d'élevage, la filière bois et la chaleur fatale. De plus, elle prévoit d'améliorer l'efficacité énergétique de plusieurs secteurs, de sensibiliser les usagers et employés et de substituer les énergies fossiles (fioul et gaz) par les énergies renouvelables. Vigilance sur le développement de certaines énergies (méthanisation) pouvant accentuer le trafic routier et générer de la pollution atmosphérique.	Faible impact, pas de nouvelle implantation envisagée	Vigilance sur la localisation des sites de production, pouvant être consommateurs d'espaces.	Réaliser des études d'impacts en amont de l'implantation de systèmes de production d'énergies renouvelables afin d'en limiter les incidences environnementales. Privilégier l'implantation des structures de production sur des surfaces déjà artificialisées.	La Stratégie de la CCPN prévoit d'expérimenter l'hydroélectricité, de développer l'énergie solaire (toitures équipées, ombrières de parking), la méthanisation notamment grâce à un fort potentiel d'effluents d'élevage, la filière bois et la chaleur fatale. De plus, elle prévoit d'améliorer l'efficacité énergétique de plusieurs secteurs, de sensibiliser les usagers et employés et de substituer les énergies fossiles (fioul et gaz) par les énergies renouvelables. Vigilance sur la localisation des sites de production, pouvant être consommateurs d'espaces.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

	Patrimoine naturel				Patrimoine paysager et culturel			
Enjeux associés	- Améliorer l'intégration de la nature en ville pour préserver et développer les corridors écologiques - Intégrer la TVB dans l'aménagement du territoire - Des milieux naturels sensibles et des paysages remarquables à préserver - Deux communes présentes sur le territoire du Parc National des Pyrénées - Maintenir le sylvo- pastoralisme pour empêcher la fermeture excessive des habitats ouverts				- Intégrer la dimension patrimoniale dans les actions de PCAET - Maîtriser la régression du bocage et des haies			
Thématiques	**Scénario "tendanciel"**	**Scénario "conformité réglementaire"**	**Recommandations**	**CCPN 2050**	**Scénario "tendanciel"**	**Scénario "conformité réglementaire"**	**Recommandations**	**CCPN 2050**
Résidentiel	Amplification de l'effet d'ilots de chaleur urbain et de l'imperméabilisation des sols par le développement des espaces urbains résidentiels, par l'étalement ou la densification, impactant ainsi le patrimoine naturel. Vigilance en particulier sur les sites recensés par des inventaires de biodiversité (ZNIEFF type I et II, Natura 2000, etc.).	Amplification de l'effet d'ilots de chaleur urbain et de l'imperméabilisation des sols par le développement des espaces urbains résidentiels, par l'étalement ou la densification, impactant ainsi le patrimoine naturel. Vigilance en particulier sur les sites recensés par des inventaires de biodiversité (ZNIEFF type I et II, Natura 2000, etc.).	Fixer des objectifs ambitieux en matière d'imperméabilisation des sols et de consommation foncière. Atténuer les impacts négatifs possibles liés aux nouvelles constructions (amplification de l'effet ICU, impact sur le patrimoine naturel, etc.) par les choix des aménagements et l'opportunité de recréer des continuités écologiques (nature en ville).	La Stratégie de la CCPN présente un volet adaptation du secteur Résidentiel, notamment afin d'intégrer le confort d'été lors de travaux de rénovations et de constructions. Elle prévoit également de favoriser la désimperméabilisation, notamment de l'espace urbain, et la végétalisation des espaces. Il serait souhaitable de fixer des objectifs en matière d'imperméabilisation des sols et de consommation foncière.	Aménagements non adaptés à l'environnement et aux évolutions climatiques, poursuite de l'étalement urbain et de l'imperméabilisation des sols et impacts sur le paysage.	Vigilance concernant les potentiels impacts paysagers et architecturaux supplémentaires (à ceux liés aux nouvelles constructions) pouvant être générés par les projets de rénovation énergétique du parc résidentiel existant. Vigilance liée à l'intégration paysagère et architecturale des dispositifs d'énergies renouvelables pouvant être implantés sur les bâtiments résidentiels (panneaux solaires par exemple).	Limiter les incidences des constructions neuves sur le patrimoine paysager et culturel. Intégrer les services compétents pour les projets de rénovation énergétique ou d'implantation de dispositifs d'énergies renouvelables pour allier transition énergétique et intégration paysagère.	La Stratégie prévoit la désimperméabilisation, notamment de l'espace urbain, et la végétalisation des espaces d'ici 2050 contribuant à maintenir le patrimoine naturel et paysager du territoire. Toutefois, des vigilances subsistent quant à l'intégration paysagère et architecturale des projets de rénovation énergétique et des dispositifs d'énergies renouvelables pouvant être implantés sur les bâtiments résidentiels.
Tertiaire	Amplification de l'effet d'ilots de chaleur urbain et de l'imperméabilisation des sols par le développement des espaces urbains tertiaire, par l'étalement ou la densification, impactant ainsi le patrimoine naturel. Vigilance en particulier sur les sites recensés par des inventaires de biodiversité (ZNIEFF type I et II, Natura 2000, etc.).	Amplification de l'effet d'ilots de chaleur urbain et de l'imperméabilisation des sols par le développement des espaces urbains tertiaire, par l'étalement ou la densification, impactant ainsi le patrimoine naturel. Vigilance en particulier sur les sites recensés par des inventaires de biodiversité (ZNIEFF type I et II, Natura 2000, etc.).	Fixer des objectifs ambitieux en matière d'imperméabilisation des sols et de consommation foncière. Atténuer les impacts négatifs possibles liés aux nouvelles constructions (amplification de l'effet ICU, impact sur le patrimoine naturel, etc.) par les choix des aménagements et l'opportunité de recréer des continuités écologiques (nature en ville).	La Stratégie de la CCPN présente un volet adaptation du secteur Tertiaire, notamment afin d'intégrer le confort d'été lors de travaux de rénovations et de constructions. Elle prévoit également de favoriser la désimperméabilisation, notamment de l'espace urbain, et la végétalisation des espaces. Il serait souhaitable de fixer des objectifs en matière d'imperméabilisation des sols et de consommation foncière.	Aménagements non adaptés à l'environnement et aux évolutions climatiques, poursuite de l'étalement urbain et de l'imperméabilisation des sols et impacts sur le paysage.	Vigilance concernant les potentiels impacts paysagers et architecturaux supplémentaires (à ceux liés aux nouvelles constructions) pouvant être générés par les projets de rénovation énergétique du parc tertiaire existant. Vigilance liée à l'intégration paysagère et architecturale des dispositifs d'énergies renouvelables pouvant être implantés sur les bâtiments tertiaires (panneaux solaires par exemple).	Intégrer les services compétents pour les projets de rénovation énergétique ou d'implantation de dispositifs d'énergies renouvelables pour allier transition énergétique et intégration paysagère.	La Stratégie prévoit la la désimperméabilisation, notamment de l'espace urbain, et la végétalisation des espaces d'ici 2050 contribuant à maintenir le patrimoine naturel et paysager du territoire. Toutefois, des vigilances subsistent quant à l'intégration paysagère et architecturale des projets de rénovation énergétique et des dispositifs d'énergies renouvelables pouvant être implantés sur les bâtiments tertiaires
Transports routiers	Vigilance sur le risque d'impact sur le patrimoine naturel et l'accroissement des effet de coupure généré lié à de nouvelles infrastructures de transports routiers. Vigilance en particulier sur les sites recensés par des inventaires de biodiversité (ZNIEFF type I et II, Natura 2000, etc.).	Vigilance sur le risque d'impact sur le patrimoine naturel et l'accroissement des effet de coupure généré lié à de nouvelles infrastructures de transports routiers. Vigilance en particulier sur les sites recensés par des inventaires de biodiversité (ZNIEFF type I et II, Natura 2000, etc.).	Favoriser les aménagements les moins impactant possibles sur les espaces naturels et la biodiversité (utilisation des espaces déjà artificialisés, etc.).	La priorité est donnée aux évolutions de motorisations, au covoiturage, à l'optimisation du transport de marchandises, aux baisses des distances parcourues, à la substitution des véhicules thermiques et au report modal. Ainsi, des vigilances subsistent du fait des nouveaux axes qui pourraient voir le jour, selon leur localisation, malgré le moindre besoin en nouvelles infrastructures routières et qui pourraient être consommeurs d'espaces naturels.	Vigilance sur la possible dégradation du paysage liée à de nouvelles infrastructures de transports.	Vigilance sur la possible dégradation du paysage liée à de nouvelles infrastructures de transports.	Favoriser les aménagements les moins impactant possibles sur le patrimoine paysager et culturel (utilisation des espaces déjà artificialisés, etc.).	La priorité est donnée aux évolutions de motorisations, au covoiturage, à l'optimisation du transport de marchandises, aux baisses des distances parcourues, à la substitution des véhicules thermiques et au report modal. Ainsi, des vigilances subsistent du fait des nouveaux axes qui pourraient voir le jour, selon leur localisation, malgré le moindre besoin en nouvelles infrastructures routières et qui pourraient être consommateurs d'espaces et de fait impacter le patrimoine paysager et culturel.
Transports non routiers	Absence de développement majeur envisagé.	Création de 300 km de pistes cyclables	Favoriser les aménagements les moins impactants possibles (réduction de l'imperméabilisation des sols, utilisation des espaces déjà artificialisés, etc.).	La Stratégie envisage de baisser les distances parcourues par les marchandises et d'optimiser leur transport, de développer l'éco-conduite et de substituer une grande partie des véhicules thermiques. Ainsi, des vigilances subsistent du fait des nouveaux axes qui pourraient voir le jour, selon leur localisation, malgré le moindre besoin en nouvelles infrastructures routières et qui pourraient être consommateurs d'espaces naturels.	Absence de développement majeur envisagé.	Absence de développement majeur envisagé.	-	La priorité est donnée aux évolutions de motorisations, au covoiturage, à l'optimisation du transport de marchandises, aux baisses des distances parcourues, à la substitution des véhicules thermiques et au report modal. Ainsi, des vigilances subsistent du fait des nouveaux axes qui pourraient voir le jour, selon leur localisation, malgré le moindre besoin en nouvelles infrastructures routières et qui pourraient être consommateurs d'espaces et de fait impacter le patrimoine paysager et culturel.
Déchets	Augmentation du tonnage global de déchets liée à l'accroissement démographique, entraînant un risque de pollution diffuse pouvant impacter le patrimoine naturel par la production, le transport et le traitement des déchets.	Réduction des tonnages de déchets collectés impliquant une réduction du risque de pollution des espaces naturels.	Accentuer l'accompagnement et la sensibilisation des usagers du territoire sur la réduction du volume de déchets produit et le tri sélectif, afin de limiter les risque de pollutions diffuses.	La priorité est donnée à l'amélioration de l'application des consignes de tri, à la valorisation des biodéchets et des anciens sites d'enfouissement, au développement des ressourceries, à la gestion des déchets de chantier et à la substitution totale du fioul. Ces orientations contribuent à limiter les risques de pollution des espaces naturels. Vigilance sur la localisation des sites de production d'énergies renouvelables, notamment pour la méthanisation, pouvant impacter les habitats naturels abritant la biodiversité.	Augmentation du tonnage global de déchets liée à l'accroissement démographique, entraînant une possible augmentation du risque de pollution diffuse pouvant impacter le patrimoine paysager et culturel.	Réduction du tonnage des déchets impliquant une réduction du risque de pollution diffuse pouvant impacter le patrimoine paysager et culturel.	Accentuer l'accompagnement et la sensibilisation des usagers du territoire sur la réduction du volume de déchets produit et le tri sélectif, afin de limiter les risque de pollutions diffuses.	La priorité est donnée à l'amélioration de l'application des consignes de tri, à la valorisation des biodéchets et des anciens sites d'enfouissement, au développement des ressourceries, à la gestion des déchets de chantier et à la substitution totale du fioul. Ces orientations contribuent à limiter les risques de pollution du patrimoine paysager et culturel. Vigilance sur la localisation des sites de production d'énergies renouvelables, notamment pour la méthanisation, pouvant impacter le patrimoine paysager et culturel.
Industrie (hors branche énergie)	Vigilance à avoir sur les possibles extensions de bâtiments ou de zones industriel(le)s liées à la hausse de l'activité, pouvant impacter le patrimoine naturel.	Vigilance à avoir sur les possibles extensions de bâtiments ou de zones industriel(le)s liées à la hausse de l'activité, pouvant impacter le patrimoine naturel.	Fixer des objectifs ambitieux en matière d'imperméabilisation des sols et de consommation foncière. Favoriser, sur les sites industriels existants et en projet, des mesures de renforcement et/ou de protection de la biodiversité (toitures végétalisées, parkings végétalisés, espaces verts, etc.).	La Stratégie prévoit de favoriser la désimperméabilisation et la végétalisation des espaces. Par ailleurs, la priorité est donnée à la sensibilisation des usagers et employés, à l'amélioration des process et à une subsitution totale des énergies fossiles permettant de réduire la consommation de foncier. Il est souhaitable de favoriser, sur les sites industriels existants et en projet, des mesures de renforcement et/ou de protection de la biodiversité.	Aménagements non adaptés à l'environnement et aux évolutions climatiques, poursuite de l'étalement urbain et de l'imperméabilisation des sols et impacts sur le paysage.	Aménagements non adaptés à l'environnement et aux évolutions climatiques, poursuite de l'étalement urbain et de l'imperméabilisation des sols et impacts sur le paysage.	Favoriser une insertion qualitative des nouvelles constructions pour limiter les incidences sur le patrimoine paysager et culturel (implantation des constructions, aspect extérieur, etc.). Encourager la renaturation des espaces dédiés aux activités industrielles.	La Stratégie prévoit de favoriser la désimperméabilisation et la végétalisation des espaces. Par ailleurs, la priorité est donnée à la sensibilisation des usagers et employés, à l'amélioration des process et à une subsitution totale des énergies fossiles permettant de maintenir le patrimoine paysager et culturel du territoire. Il est souhaitable de favoriser une insertion qualitative des nouvelles constructions et d'encourager la renaturation des espaces dédiés aux activités industrielles.
Agriculture	Pratiques qui entrainent la disparition de haies bocagères, des bosquets, etc. induisant une dégradation du patrimoine naturel.	Systèmes plus adaptés au changement climatique et qui contribuent à l'adaptation du territoire. Réduction de l'usage d'engrais minéraux contribuant à limiter les impacts sur le patrimoine naturel.	Favoriser la généralisation des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement, permettant ainsi de limiter l'impact des pratiques agricoles sur le patrimoine naturel (réduction des produits phytosanitaires, etc.). Sensibiliser et accompagner les agriculteurs sur la préservation et le renforcement des haies bocagères et sur l'agroforesterie.	La Stratégie prévoit un accompagnement d'initiatives agricoles sur l'expérimentation de nouvelles cultures ou d'adaptation des pratiques ainsi que la convertion d'espaces agricoles en agroforesterie et la plantation de haies. De plus, elle prévoit la limitation de l'usage des engrais minéraux, la substitution des énergies fossiles, la conversion de surfaces agricoles en Agriculture Biologique et en label HVE, etc. permettant de limiter les impacts sur le patrimoine naturel.	Pratiques qui entrainent la disparition de haies bocagères, des bosquets, etc. induisant une dégradation du patrimoine paysager.	Réduction de l'usage d'engrais minéraux et préservation des prairies permettant le maintien du patrimoine paysager. Préservation du bocage et des haies.	Favoriser la généralisation des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement. Sensibiliser et accompagner les agriculteurs sur la préservation et la restauration des éléments naturels et boisés (haies bocagères, bosquets, etc.).	La Stratégie prévoit un accompagnement d'initiatives agricoles sur l'expérimentation de nouvelles cultures ou d'adaptation des pratiques ainsi que la convertion d'espaces agricoles en agroforesterie et la plantation de haies. De plus, elle prévoit la limitation de l'usage des engrais minéraux, la substitution des énergies fossiles, la conversion de surfaces agricoles en Agriculture Biologique et en label HVE, etc. permettant de limiter les impacts sur le patrimoine paysager. Vigilance sur la localisation des sites de production d'énergies renouvelables, notamment pour la méthanisation, pouvant impacter le patrimoine paysager et culturel.
Industrie branche énergie	Faible impact, pas de nouvelle implantation envisagée	Hausse importante de la production d'énergies renouvelables sur le territoire. Vigilance sur la localisation des sites de production d'énergies renouvelables, notamment pour la méthanisation, pouvant impacter le patrimoine naturel.	Réaliser des études d'impacts en amont des projets d'implantations de système de production d'énergies renouvelables, dans le but de préserver le patrimoine naturel.	La Stratégie de la CCPN prévoit d'expérimenter l'hydroélectricité, de développer l'énergie solaire (toitures équipées, ombrières de parking), la méthanisation notamment grâce à un fort potentiel d'effluents d'élevage, la filière bois et la chaleur fatale. De plus, elle prévoit d'améliorer l'efficacité énergétique de plusieurs secteurs, de sensibiliser les usagers et employés et de substituer les énergies fossiles (fioul et gaz) par les énergies renouvelables. Vigilance sur la localisation des sites de production, pouvant impacter le patrimoine naturel.	Faible impact, pas de nouvelle implantation envisagée	Hausse importante de la production d'énergies renouvelables sur le territoire. Vigilance sur la localisation des sites de production d'énergies renouvelables, pouvant avoir des incidences sur le patrimoine paysager et culturel.	Réaliser des études d'impacts en amont des projets d'implantations de système de production d'énergies renouvelables.	La Stratégie de la CCPN prévoit d'expérimenter l'hydroélectricité, de développer l'énergie solaire (toitures équipées, ombrières de parking), la méthanisation notamment grâce à un fort potentiel d'effluents d'élevage, la filière bois et la chaleur fatale. De plus, elle prévoit d'améliorer l'efficacité énergétique de plusieurs secteurs, de sensibiliser les usagers et employés et de substituer les énergies fossiles (fioul et gaz) par les énergies renouvelables. Vigilance sur la localisation des sites de production, pouvant impacter le patrimoine paysager.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

	Agriculture				Risques technologiques			
Enjeux associés	- Réduire les intrants (nitrates, matières phosphorées, pesticides) pour alléger la pression sur le milieu naturel et réduire les émissions de GES indirects - Poursuivre le développement des énergies renouvelables sur le territoire (biomasse, méthanisation, photovoltaïque, etc.) par le secteur agricole - Maintenir ou accroître la séquestration carbone sur le territoire - Phénomène de « mitage » qui enclave une partie des zones agricoles				- Maitriser l'urbanisme à proximité des sols pollués - Lutter contre les facteurs générant des risques : pollution de l'air, pollution sonore, accidents technologiques			
Thématiques	**Scénario "tendanciel"**	**Scénario "conformité réglementaire"**	**Recommandations**	**CCPN 2050**	**Scénario "tendanciel"**	**Scénario "conformité réglementaire"**	**Recommandations**	**CCPN 2050**
Résidentiel	Vigilance sur la poursuite de l'étalement urbain lié à la croissance de la population, pouvant contribuer au mitage et/ou à la réduction des surfaces agricoles.	Vigilance sur la poursuite de l'étalement urbain lié à la croissance de la population, pouvant contribuer au mitage et/ou à la réduction des surfaces agricoles.	Limiter l'étalement urbain en extension sur les zones agricoles.	La Stratégie prévoit la la désimperméabilisation, notamment de l'espace urbain, et la végétalisation des espaces d'ici 2050 contribuant à maintenir les espaces agricoles. Vigilance toutefois à limiter l'étalement urbain en extension sur les zones agricoles.	Vigilance sur la poursuite de l'étalement urbain pouvant conduire à augmenter le nombre de logements et de personnes exposés à des risques technologiques.	Vigilance sur la poursuite de l'étalement urbain pouvant conduire à augmenter le nombre de logements et de personnes exposés à des risques technologiques.	Prendre en compte les risques technologiques lors des projets de constructions et de rénovations du parc résidentiel : adaptation des matériaux afin de réduire la vulnérabilité des habitations.	La Stratégie de la CCPN présente un volet adaptation du secteur Résidentiel, notamment afin d'intégrer le confort d'été lors de travaux de rénovations et de constructions. Elle prévoit également de favoriser la désimperméabilisation, notamment de l'espace urbain, la végétalisation des espaces. Par ailleurs, elle envisage une gestion du risque, à l'échelle la plus adaptée, et une « culture du risque », ce qui peut permettre de lutter efficacement contre la pollution de l'air et la pollution sonore.
Tertiaire	Vigilance sur la poursuite de l'étalement urbain, pouvant contribuer au mitage et/ou à la réduction des surfaces agricoles.	Vigilance sur la poursuite de l'étalement urbain, pouvant contribuer au mitage et/ou à la réduction des surfaces agricoles.	Limiter l'étalement urbain en extension sur les zones agricoles.	La Stratégie prévoit la la désimperméabilisation, notamment de l'espace urbain, et la végétalisation des espaces d'ici 2050 contribuant à maintenir les espaces agricoles. Vigilance toutefois à limiter l'étalement urbain en extension sur les zones agricoles.	Vigilance sur la poursuite de l'étalement urbain pouvant conduire à augmenter le nombre de bâtiments et de personnes exposés à des risques technologiques.	Vigilance sur la poursuite de l'étalement urbain pouvant conduire à augmenter le nombre de bâtiments et de personnes exposés à des risques technologiques.	Prendre en compte les risques technologiques lors des projets de constructions et de rénovations du parc tertiaire : adaptation des matériaux afin de réduire la vulnérabilité des bâtiments.	La Stratégie de la CCPN présente un volet adaptation du secteur Tertiaire, notamment afin d'intégrer le confort d'été lors de travaux de rénovations et de constructions. Elle prévoit également de favoriser la désimperméabilisation, notamment de l'espace urbain, la végétalisation des espaces. Par ailleurs, elle envisage une gestion du risque, à l'échelle la plus adaptée, et une « culture du risque », ce qui peut permettre de lutter efficacement contre la pollution de l'air et la pollution sonore.
Transports routiers	Vigilance sur le risque de mitage des terres agricoles par le développement de nouvelles infrastructures de transports.	Vigilance sur le risque de mitage des terres agricoles par le développement de nouvelles infrastructures de transports.	Limiter lors du développement de nouvelles infrastructures le mitage des terres agricoles.	La priorité est donnée aux évolutions de motorisations, au covoiturage, à l'optimisation du transport de marchandises, aux baisses des distances parcourues, à la substitution des véhicules thermiques et au report modal. Ainsi, des vigilances subsistent du fait des nouveaux axes qui pourraient voir le jour, selon leur localisation, malgré le moindre besoin en nouvelles infrastructures routières et qui pourraient être consommateurs d'espaces agricoles.	Vigilance sur le risque lié à la création de nouveaux aménagements routiers pouvant, selon la nature de ceux-ci, augmenter le risque lié au transport de matières dangereuses (TMD).	Vigilance sur le risque lié à la création de nouveaux aménagements routiers pouvant, selon la nature de ceux-ci, augmenter le risque lié au transport de matières dangereuses (TMD).	Limiter le développement d'infrastructures routières lourdes. Encadrer les usages des nouvelles infrastructures.	La priorité est donnée aux évolutions de motorisations, au covoiturage, à l'optimisation du transport de marchandises, aux baisses des distances parcourues, à la substitution des véhicules thermiques et au report modal. Ainsi, des vigilances subsistent du fait des nouveaux axes qui pourraient voir le jour, selon leur localisation, malgré le moindre besoin en nouvelles infrastructures routières et qui pourraient générer divers risques (pollution de l'air, pollution sonore et accidents technologiques).
Transports non routiers	Absence de développement majeur envisagé.	Création de 300km de pistes cyclable.	Limiter lors du développement de nouvelles infrastructures le mitage des terres agricoles.	La priorité est donnée aux évolutions de motorisations, au covoiturage, à l'optimisation du transport de marchandises, aux baisses des distances parcourues, à la substitution des véhicules thermiques et au report modal. Ainsi, des vigilances subsistent du fait des nouveaux axes qui pourraient voir le jour, selon leur localisation, malgré le moindre besoin en nouvelles infrastructures routières et qui pourraient être consommateurs d'espaces agricoles.	Absence de développement majeur envisagé.	Absence de développement majeur envisagé.	Prendre en compte les risques technologiques lors des projets de constructions et de rénovations des infrastructures non routières : adaptation des matériaux afin de réduire la vulnérabilité des infrastructures.	La priorité est donnée aux évolutions de motorisations, au covoiturage, à l'optimisation du transport de marchandises, aux baisses des distances parcourues, à la substitution des véhicules thermiques et au report modal. Ainsi, des vigilances subsistent du fait des nouveaux axes qui pourraient voir le jour, selon leur localisation, malgré le moindre besoin en nouvelles infrastructures routières et qui pourraient générer divers risques (pollution de l'air, pollution sonore et accidents technologiques).
Déchets	Augmentation du tonnage global de déchets liée à l'accroissement démographique, entraînant une possible augmentation du risque de pollution diffuse pouvant impacter les espaces agricoles.	Réduction des tonnages de déchets collectés impliquant une réduction du risque de pollution diffuse pouvant impacter les espaces agricoles.	Accentuer l'accompagnement et la sensibilisation des usagers du territoire sur la réduction du volume de déchets produit et le tri sélectif, afin de limiter les risque de pollutions diffuses.	La priorité est donnée à l'amélioration de l'application des consignes de tri, à la valorisation des biodéchets et des anciens sites d'enfouissement, au développement des ressourceries, à la gestion des déchets de chantier et à la substitution totale du fioul. Ces orientations contribuent à limiter les émissions de GES de l'agriculture en poursuivant le développement des énergies renouvelables (méthanisation, etc.) par le secteur agricole. Vigilance sur la localisation des sites de production d'énergies renouvelables, notamment pour la méthanisation, pouvant impacter les espaces agricoles.	Vigilance sur l'augmentation des tonnages collectés pouvant entrainer des besoins supplémentaires de stockage et/ou de traitement et donc nécessiter des extensions ou des créations de nouveaux sites dédiés, pouvant être sources de risques supplémentaires.	Faible impact.	Accentuer l'accompagnement et la sensibilisation des usagers du territoire sur la réduction du volume de déchets produit et le tri sélectif.	La priorité est donnée à l'amélioration de l'application des consignes de tri, à la valorisation des biodéchets et des anciens sites d'enfouissement, au développement des ressourceries, à la gestion des déchets de chantier et à la substitution totale du fioul. Ces orientations contribuent à limiter des extensions ou des créations de nouveaux sites dédiés, pouvant être sources de risques supplémentaires.
Industrie (hors branche énergie)	Vigilance à avoir sur les possibles extensions de bâtiments ou de zones industriel(le)s liées à la hausse de l'activité, pouvant contribuer au mitage et/ou à la réduction des surfaces agricoles.	Vigilance à avoir sur les possibles extensions de bâtiments ou de zones industriel(le)s liées à la hausse de l'activité, pouvant contribuer au mitage et/ou à la réduction des surfaces agricoles.	Limiter les constructions neuves en extension de l'urbanisation, sur des espaces agricoles.	La Stratégie prévoit de favoriser la désimperméabilisation et la végétalisation des espaces. Par ailleurs, la priorité est donnée à la sensibilisation des usagers et employés, à l'amélioration des process et à une subsitution totale des énergies fossiles permettant de maintenir les espaces agricoles. Il est souhaitable de limiter les constructions neuves en extension de l'urbanisation, sur des espaces agricoles.	Vigilance sur l'accroissement de l'activité industrielle pouvant renforcer le nombre d'ICPE.	Vigilance sur l'accroissement de l'activité industrielle pouvant renforcer le nombre d'ICPE.	Prendre en compte les risques technologiques lors des projets de constructions et de rénovations du parc industriel (choix de localisation, etc.).	La Stratégie prévoit de favoriser la désimperméabilisation et la végétalisation des espaces. Par ailleurs, la priorité est donnée à la sensibilisation des usagers et employés, à l'amélioration des process et à une subsitution totale des énergies fossiles permettant de maintenir les espaces agricoles. Il est souhaitable de prendre en compte les risques technologiques lors des projets de constructions et de rénovations du parc industriel (choix de localisation, etc.).
Agriculture	Augmentation de l'usage des produits phytosanitaires afin d'améliorer les rendements et de garantir une production face aux conséquences du changement climatique. Hausse globale des besoins en énergie.	Substitution totale du fioul et réduction des apports en engrais minéraux du secteur. Baisse de la dépendance alimentaire des exploitations d'élevage (en lien avec le développement de la part de légumineuses dans les prairies).	Favoriser la généralisation des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement. Sensibiliser et accompagner les agriculteurs sur la préservation et la restauration des éléments naturels et boisés (haies bocagères, bosquets, etc.).	La Stratégie présente un volet adaptation du secteur agricole, passant par l'accompagnement d'initiatives agricoles sur l'expérimentation de nouvelles cultures ou d'adaptation des pratiques ainsi que par la conversion d'espaces agricoles en agroforesterie et la plantation de haies. De plus, elle prévoit la limitation de l'usage des engrais minéraux, la substitution des énergies fossiles, la conversion de surfaces agricoles en Agriculture Biologique et en label HVE, une meilleure gestion des effluents d'élevage (méthanisation) et d'aligner l'évolution du nombre de tête à hauteur du tendanciel national divisé par 2.	Vigilance sur l'augmentation de la taille des exploitations pouvant renforcer le nombre d'ICPE.	Vigilance sur la possible création de nouvelles ICPE agricoles liées aux productions énergétiques en particulier.	Privilégier le développement des exploitations "à taille humaine" moins susceptibles d'être génératrices de risque. Accompagner les exploitants dans leurs projets de développements de nouvelles productions (notamment énergétiques) afin de développer la connaissance des risques.	La Stratégie prévoit un accompagnement d'initiatives agricoles sur l'expérimentation de nouvelles cultures ou d'adaptation des pratiques ainsi que la convertion d'espaces agricoles en agroforesterie et la plantation de haies. De plus, elle prévoit la limitation de l'usage des engrais minéraux, la substitution des énergies fossiles, la conversion de surfaces agricoles en Agriculture Biologique et en label HVE, etc. permettant de limiter les impacts sur le patrimoine paysager. Vigilance sur la localisation des sites de production d'énergies renouvelables, notamment pour la méthanisation.
Industrie branche énergie	Faible impact, pas de nouvelle implantation envisagée	Hausse importante de la production d'énergies renouvelables sur le territoire, notamment liée à la méthanisation, pouvant générer une source de revenus complémentaires pour les exploitants agricoles. Vigilance sur la localisation des sites de production d'énergies renouvelables, pouvant impacter les espaces agricoles.	Réaliser des études d'impacts en amont des projets d'implantations de système de production d'énergies renouvelables.	La Stratégie de la CCPN prévoit d'expérimenter l'hydroélectricité, de développer l'énergie solaire (toitures équipées, ombrières de parking), la méthanisation notamment grâce à un fort potentiel d'effluents d'élevage, la filière bois et la chaleur fatale. De plus, elle prévoit d'améliorer l'efficacité énergétique de plusieurs secteurs, de sensibiliser les usagers et employés et de substituer les énergies fossiles (fioul et gaz) par les énergies renouvelables. Vigilance sur la localisation des sites de production, pouvant impacter les espaces agricoles.	Faible impact, pas de nouvelle implantation envisagée	Vigilance selon le lieu d'implantation des projets et les technologies utilisées.	Accompagner les porteurs de projets dans leurs démarche afin de définir la localisation la plus adaptée des dispositifs de production d'énergies renouvelables et d'élaborer, si nécessaire, des protocoles de protection et d'information.	La Stratégie de la CCPN prévoit d'expérimenter l'hydroélectricité, de développer l'énergie solaire (toitures équipées, ombrières de parking), la méthanisation notamment grâce à un fort potentiel d'effluents d'élevage, la filière bois et la chaleur fatale. De plus, elle prévoit d'améliorer l'efficacité énergétique de plusieurs secteurs, de sensibiliser les usagers et employés et de substituer les énergies fossiles (fioul et gaz) par les énergies renouvelables. Vigilance sur la localisation des sites de production d'énergies renouvelables, notamment pour la méthanisation et la géothermie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

5.1.4 Analyse des incidences des scénarios et recommandations

La lecture croisée des impacts des deux scénarios permet de faire émerger des attentes fortes d'un point de vue environnemental pour l'élaboration de la Stratégie finale du PCAET.

Le scénario tendanciel présente des impacts forts notamment liés à l'absence de mesures sur l'ensemble des secteurs étudiés, la hausse des consommations énergétiques liés à l'augmentation de la population implique une hausse des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) et des émissions de polluants atmosphériques. Le scénario de conformité règlementaire, malgré le fait qu'il permet d'agir sur la réduction des émissions de polluants et de GES et améliore la séquestration carbone du territoire, n'intègre que partiellement les enjeux de l'adaptation au changement climatique, la gestion du risque ou des ressources (eau, matières premières, etc.).

Si ces deux scénarios servent d'aide à la décision en termes d'impacts climatiques et énergétiques, ils restent donc éloignés d'une approche globale qui intègre les impacts environnementaux des orientations.

Afin de mieux prendre en compte les incidences environnementales de la stratégie du PCAET, des recommandations ont donc été formulées. Ci-après sont présentés pour chacune des thématiques environnementales un rappel des incidences des deux premiers scénarios, les recommandations pour limiter ces impacts, et les évolutions intégrées au scénario final « Communauté de Communes du Pays de Nay 2050 » ou « CCPN 2050 » le cas échéant.

- ***Milieu physique***

Les deux premiers scénarios : Les scénarios tendanciel et réglementaire sont similaires concernant leur impact sur le milieu physique. En effet, la croissance de la population est similaire dans les deux cas impliquant une augmentation des prélèvements en eau potable accentuant les effets de la sécheresse et des besoins en logements induisant l'imperméabilisation des sols (diminuant l'infiltration de l'eau et donc accentuant les risques d'inondation). La croissance démographique entraine par ailleurs une intensification des transports routiers, plus présente dans le scénario tendanciel que réglementaire ainsi que la possible créations de nouvelles infrastructures de transports.

Cependant, le scénario réglementaire a un bilan plus positif grâce à la diminution de la quantité de déchets, une évolution des systèmes agricoles plus adaptés au changement climatique et moins impactant sur la qualité de l'eau et une hausse de la production d'énergie renouvelable sur le territoire.

Les recommandations : Les recommandations portent principalement sur la limitation de l'extension urbaine et la mise en place d'objectifs contre l'imperméabilisation des sols pour les secteurs résidentiel, tertiaire et industriel. Il est également recommandé de promouvoir mutualisation des espaces entre entreprises et l'utilisation d'eaux de pluie ou d'eaux grises afin de limiter les besoins en eaux des industries. Une des recommandations formulées au secteur agricole est la mise en place d'une sensibilisation des agriculteurs concernant l'évolution de leur système avec des espèces plus adaptées aux évolutions climatiques, une diminution des intrants et la préservation des haies. Enfin, des points de vigilance sont soulignés concernant la localisation et les modalités d'implantation des projets de développement des énergies renouvelables. Il est par exemple recommandé d'éloigner les implantations de méthanisation des zones de captage ou de traitement de l'eau.

Les évolutions dans le scénario final « CCPN 2050 » : La collectivité s'engage à végétaliser davantage les espaces, à intégrer le confort d'été lors des travaux de rénovations et de constructions ainsi qu'à favoriser la désimperméabilisation. Par ailleurs, la Communauté de Communes du Pays de Nay compte faire évoluer les modes de consommation de l'eau et améliorer sa gestion tout en poursuivant le travail de rénovation des réseaux de distribution d'eau potable. Au travers de la stratégie, il est envisagé une gestion et « culture » du risque. Le territoire met en avant sa volonté d'encourager le report modal des trajets effectués en voiture vers des modes plus vertueux, la baisse des distances parcourues, le développement du covoiturage et le remplacement des véhicules

thermiques. En outre, la collectivité s'engage à limiter les déchets sur le territoire et prévoit d'accompagner l'évolution des cultures et pratiques agricoles et de limiter l'usage des intrants.

- ***Climat***

Les deux premiers scénarios : Sur cette thématique, les scénarios se distinguent fortement. En effet, le scénario tendanciel, montre une augmentation des consommations et des émissions de GES dans pratiquement tous les secteurs. De plus, il donne des points de vigilances sur une possible hausse des besoins en eau, et de l'imperméabilisation des sols entrainant des îlots de chaleurs et une difficulté d'infiltration (augmentation du risque d'inondation).

Au contraire, le scénario réglementaire prévoit une forte baisse des consommations et des émissions de GES dans tous les secteurs grâce à la mise en place d'actions ambitieuses (substitution des énergies fossiles, rénovation du bâti, création de pistes cyclables, développement du covoiturage, etc.)

Les recommandations : Il est recommandé à la collectivité d'encourager l'utilisation de matériaux de construction adaptés aux futures conditions climatiques, d'encadrer le développement des secteurs d'extension et de privilégier le report modal vers des mobilités actives. Il est également recommandé de fixer des objectifs ambitieux en matière d'imperméabilisation des sols et de consommation foncière. Il est nécessaire de favoriser l'adaptation du secteur agricole aux évolutions climatiques ainsi que la consommation locale des énergies renouvelables produites sur le territoire.

Les évolutions dans le scénario final « CCPN 2050 » : Le scénario final de la Communauté de Communes du Pays de Nay définit des orientations claires en faveur de la rénovation thermique des bâtiments, sobriété énergétique et substitution des énergies fossiles. Par ailleurs, un fort engagement est pris sur les motorisations des véhicules et sur la volonté de développer les modes actifs et les transports en commun entrainant une forte baisse des émissions de gaz à effet de serre. En outre, la stratégie de la collectivité dispose également d'un volet adaptation qui prend en compte l'intégration du confort d'été et des normes de résistance aux risques naturels lors de travaux de rénovations et de constructions, l'adaptation des pratiques agricoles, l'utilisation des matériaux biosourcés pour les constructions neuves et les rénovations, etc.

- ***Qualité de l'air***

Les deux premiers scénarios : Sur cette thématique, les deux scénarios sont très différenciés. Le scénario tendanciel engendre globalement une hausse des émissions de polluants, conséquence de la croissance démographique, du nombre d'emplois et des déplacements sur le territoire.

A l'inverse, le scénario de conformité règlementaire permet, via la rénovation des bâtiments du territoire, la sobriété énergétique, ainsi que la substitution énergétique, une réduction importante des émissions de polluants atmosphériques (substitution des énergies fossiles par des énergies renouvelables moins émettrices en GES et polluants atmosphériques, dont le fioul à 100%). Toutefois, des points de vigilance sont identifiés, concernant notamment l'usage de la ressource bois et le développement de la méthanisation émetteurs de particules fines ou encore le choix des matériaux utilisés lors des projets de rénovation. Ce scénario est également remarquable sur les émissions liées à la mobilité, par le développement des modes de transports alternatifs à la voiture individuelle et l'évolution massive du parc motorisé vers des technologies peu ou pas émettrices (électriques, GNV).

Les recommandations : En conséquence, plusieurs recommandations sont faites pour limiter ces impacts. Il est recommandé d'être vigilant sur le choix des énergies et des matériaux utilisés lors des projets de rénovation mais également pour les nouveaux projets : choix des équipements bois performants (flamme verte 7 étoiles), usage de matériaux biosourcés ou plus respectueux de l'environnement afin de réduire les émissions de polluants. Cette recommandation s'applique aussi bien au secteur résidentiel qu'aux secteurs tertiaire et industriel. Il est également recommandé de favoriser le développement des mobilités propres (notamment le train), et les mobilités actives (vélo, marche, etc.), permettant de limiter les émissions de polluants atmosphériques ainsi d'encourager le recours au télétravail et le développement de tiers-lieux dans l'optique de réduire les déplacements. Enfin, le développement de la sensibilisation des usagers du territoire sur la réduction du volume de déchets produit et le tri est nécessaire pour faire évoluer les pratiques dans un territoire urbain.

Les évolutions dans le scénario final « CCPN 2050 » : Au travers de sa stratégie finale, le Pays de Nay définit des orientations claires en faveur de la substitution des énergies fossiles, notamment le fioul et le gaz, ainsi qu'en faveur de l'utilisation du bois et de matériaux biosourcés contribuant à l'amélioration de la qualité de l'air. Par ailleurs, un fort engagement est pris sur les motorisations des véhicules et sur la volonté de développer les modes actifs et les transports en commun, et même de réduire globalement les distances parcourues.

- ***Enjeux socio-économiques***

Les deux premiers scénarios : La croissance démographique et la hausse du nombre d'emplois sur le territoire auront pour conséquence probable la poursuite de l'étalement urbain associée à la hausse des déplacements et à l'augmentation du nombre de logements et/ou de personnes exposés à des risques technologiques ou des nuisances. Dans le cas du scénario de conformité règlementaire, le risque d'étalement urbain lié au secteur résidentiel et tertiaire reste équivalent mais des actions sont entreprises pour favoriser le covoiturage, les transports en communs ou les modes actifs.

Le scénario réglementaire se distingue par une baisse de la facture énergétique grâce à la mise en place d'écogestes, l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et le report modal permettant la diminution des coûts des déplacements.

Les recommandations : Il est recommandé à la collectivité de solliciter au maximum les entreprises locales des projets de construction ou de rénovation afin de faire au mieux fonctionner l'économie du territoire. Les recommandations portent aussi la valorisation des solutions de mobilité dites solidaire tel que le covoiturage ou l'autopartage afin de limiter les frais pour les usagers. De plus, encourager le développement des circuits-courts permettrait de valoriser les emplois locaux et améliorer les connaissances des habitants sur leur alimentation. Enfin, il est conseillé d'accentuer l'accompagnement et la sensibilisation des usagers et habitants quant à la réduction des déchets ainsi que de favoriser la consommation locale des ENR produites sur le territoire.

Les évolutions dans le scénario final « CCPN 2050 » : Le scénario final permet de mettre en place la sobriété énergétique. En outre, la meilleure performance énergétique des bâtiments entraine une baisse de la facture énergétique pour les ménages et les entreprises et une diminution de la précarité énergétique. La Stratégie retenue permet également une évolution importante de la part des motorisations alternatives, la diminution des distances parcourues et le report modal vers les transports en commun et les modes actifs. Le covoiturage et l'autopartage sont aussi encouragés, induisant une diminution du coût des déplacements et donc de la précarité énergétique. Le scénario final concourt également à réduire le tonnage de déchets collectés au travers de diverses actions (amélioration de l'application des consignes de tri, valorisation des biodéchets, etc.). Par ailleurs, la Stratégie prévoit un accompagnement des initiatives agricoles sur l'expérimentation et l'adaptation des pratiques au changement climatique (agroforesterie, plantation de haies, etc.).

Enfin, la Stratégie du Pays de Nay prévoit également de développer la production d'énergies renouvelables locales, entrainant une diminution importante de la dépendance énergétique.

- ***Transports***

Les deux premiers scénarios : La croissance démographique et la hausse du nombre d'emplois sur le territoire auront pour conséquence probable une hausse du trafic routier, sans action majeure sur les autres modes de transport. Par ailleurs, le probable besoin en nouvelles infrastructures participera à l'artificialisation des terres et à la perte de biodiversité.

Dans le cas du scénario de conformité règlementaire, le risque d'étalement urbain lié au secteur résidentiel et tertiaire reste équivalent mais des actions sont entreprises pour favoriser le covoiturage, les transports en communs ou les modes actifs.

Les recommandations : Il conviendrait dans les futurs aménagements (résidentiel, tertiaire ou industriel) de prendre en compte la problématique des transports, notamment en développant une offre de qualité à proximité, afin de limiter les déplacements et ainsi réduire les consommations d'énergie et les émissions de GES. Il est également recommandé de favoriser le développement des circuits-courts afin de réduire les distances parcourues par les denrées alimentaires. Par ailleurs,

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

l'évolution des motorisations implique la modification des besoins, à laquelle la Communauté de Communes doit répondre (bornes de recharge par exemple).

Les évolutions dans le scénario final « CCPN 2050 » : Le scénario final permet de prendre en compte les nouveaux usages avec un soutien aux véhicules décarbonés, ainsi que le développement des modes actifs. Par ailleurs, la collectivité prévoit de développer les transports en commun et le covoiturage afin de réduire l'autosolisme. Enfin, la Stratégie de Pays de Nay prévoit également de végétaliser les axes cyclables à développer.

- ***Milieu urbain***

Les deux premiers scénarios : Le scénario tendanciel envisage une hausse de l'activité et de la population, sans action particulière de rénovation énergétique et la poursuite de l'étalement urbain.

Le scénario de conformité règlementaire envisage lui une forte baisse des consommations d'énergie et des émissions de GES grâce à la rénovation énergétique dans le secteur du bâtiment. Cependant, les secteurs du transport et de l'industrie poursuivent une logique d'étalement urbain et d'imperméabilisation des sols.

Les recommandations : Les recommandations portent sur la nécessité de fixer des objectifs en matière d'imperméabilisation des sols et de consommation du foncier grâce par exemple à la coopération entre acteurs (synergie industrielle). Il est également recommandé d'adapter les matériaux des rénovations et constructions aux futures conditions climatiques (matériaux biosourcés, constructions visant des certifications environnementales, etc.) et de favoriser les aménagements les moins impactant possibles (réduction de l'imperméabilisation des sols, utilisation des espaces déjà artificialisés, etc.). Enfin, il est conseillé de réaliser des études d'impacts lors de l'implantation de nouveaux systèmes de production d'énergies renouvelables et de privilégier des surfaces déjà artificialisées.

Les évolutions dans le scénario final « CCPN 2050 » : Au travers de sa Stratégie finale, la Communauté de Communes du Pays de Nay définit des orientations claires en faveur de la substitution des énergies fossiles, de la rénovation énergétique des bâtiments et de l'utilisation du bois et d'autres matériaux biosourcés. En outre, la stratégie favorise la désimperméabilisation, notamment de l'espace urbain, la végétalisation des espaces et la généralisation des ombrières solaires pour les parkings. Elle fixe par ailleurs des objectifs en termes d'adaptation des différents secteurs au changement climatique (confort d'été, etc.).

- ***Patrimoine naturel***

Les deux premiers scénarios : Ces scénarios n'intègrent pas d'orientations majeures pour préserver le patrimoine naturel. En particulier, l'augmentation de la population et des activités fait peser un risque par la construction et l'aménagement sur l'artificialisation des sols ce qui amplifie par exemple l'effet d'îlots de chaleur et l'imperméabilisation des sols.

Le scénario de conformité règlementaire permet en partie de préserver le patrimoine naturel. Cela se remarque par la réduction des tonnages de déchets collectés impliquant une réduction du risque de pollution des espaces naturels. La volonté de favoriser des systèmes plus adaptés au changement climatique et la réduction de l'usage d'engrais minéraux contribuera à l'amélioration de la qualité du patrimoine naturel.

Les recommandations : Il est recommandé à la collectivité fixer des objectifs ambitieux en matière d'imperméabilisation des sols et de consommation foncière. Il est conseillé au Pays de Nay d'atténuer au maximum les impacts négatifs possibles liés aux nouvelles constructions et de privilégier les zones déjà urbanisées pour accueillir logements et activités (notamment industrielles). Par ailleurs, il est recommandé de réaliser des études d'impacts en amont des projets d'implantations de système de production d'énergies renouvelables, dans le but de préserver le patrimoine naturel.

Les évolutions dans le scénario final « CCPN 2050 » : La stratégie de la collectivité prévoit le soutien et le renforcement des cultures et pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, le renforcement du linéaire de haies, la limitation de l'usage des intrants, la conversion vers de

l'agroforesterie, etc. permettant de limiter les impacts sur le patrimoine naturel. Par ailleurs, la stratégie prévoit de favoriser la désimperméabilisation, notamment de l'espace urbain, et la végétalisation des espaces.

- ***Patrimoine paysager et culturel***

Les deux premiers scénarios : Les deux scénarios impliquent diverses constructions ou aménagements, ceux-ci peuvent avoir des impacts sur le patrimoine paysager et culturel.

Le scénario de conformité règlementaire, incluant un nombre élevé de rénovations de bâtiments et d'implantations de systèmes de productions d'énergies renouvelables, est d'autant plus susceptible d'affecter le patrimoine urbain et paysager. Par ailleurs, dans le cas du scénario tendanciel, la hausse prévisible des émissions de polluants contribuera à la dégradation accélérée du patrimoine bâti.

Il convient toutefois de relever également quelques incidences positives du scénario de conformité règlementaire. Ainsi, la réduction des tonnages des déchets et l'amélioration de la collecte ont un effet positif sur le paysage, tout comme l'augmentation du linéaire de haies pour recréer du bocage. Par ailleurs, la baisse des émissions de polluants contribuera à une meilleure préservation du patrimoine bâti.

Les recommandations : Les recommandations formulées portent sur l'intégration de la question paysagère et patrimoniale lors de toutes opérations sur le bâti (neuf ou ancien) ou sur des sites d'intérêt patrimonial. Plus globalement, il est recommandé d'adapter, lorsque c'est possible, le type d'installation ou les aménagements qui jouxtent des sites d'intérêt patrimonial pour favoriser l'insertion dans l'environnement paysager et patrimonial (choix des matériaux utilisés, etc.). La lutte contre l'étalement urbain et l'artificialisation des sols est également nécessaire pour préserver les terres agricoles et les paysages entourant les villes.

Les évolutions dans le scénario final « CCPN 2050 » : La stratégie de la Communauté de Communes du Pays de Nay prévoit la désimperméabilisation, notamment de l'espace urbain, et la végétalisation des espaces d'ici 2050, contribuant à maintenir le patrimoine paysager du territoire. Des vigilances subsistent encore quant à l'intégration paysagère et architecturale des projets de rénovation énergétique et des dispositifs d'énergies renouvelables pouvant être implantés sur les bâtiments, ou encore l'impact de nouvelles infrastructures routières.

- ***Agriculture***

Les deux premiers scénarios : Le scénario tendanciel ne modifie que peu les pratiques agricoles, avec une hausse des consommations énergétiques et une stabilisation des émissions, portées principalement par le verdissement des réseaux nationaux.

Le scénario de conformité règlementaire affiche lui une forte baisse à la fois des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre et de polluants. En effet, il s'appuie sur un changement des pratiques agricoles, avec une baisse conséquente des quantités d'intrants et des produits phytosanitaires ainsi que sur la substitution du fioul. Par ailleurs, le développement de petites unités de méthanisation participe à la baisse des émissions et contribue à la production de chaleur renouvelable (biogaz).

Les recommandations : Parmi les recommandations formulées figure une vigilance sur les lieux d'implantation des nouveaux équipements et logements qui pourraient amputer ou miter les terres agricoles de grandes superficies. Il convient également de favoriser la généralisation des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement et de sensibiliser et accompagner les agriculteurs sur la préservation et la restauration des éléments naturels et boisés (haies bocagères, bosquets, etc.).

Les évolutions dans le scénario final « CCPN 2050 » : Un large volet dédié à l'agriculture permet d'envisager une forte modification du secteur, avec un objectif de réduction des énergies fossiles utilisées pour les engins et les bâtiments agricoles, une utilisation moins intensive d'intrants, la modification des pratiques agricoles vers des pratiques plus vertueuses, la conversion d'espaces agricoles en agroforesterie et en Agriculture Biologique, la plantation de haies, etc.

En outre, la Stratégie s'attache réduire fortement la consommation d'espaces d'ici 2050 de manière à maintenir les terres agricoles du territoire.

- ***Risques technologiques***

Les deux premiers scénarios : Concernant les risques technologiques les scénarios tendanciel et réglementaire ont les mêmes points de vigilances quant à l'étalement urbain qui peut conduire à une augmentation de la part de la population exposée aux risques technologiques. Ils sont également soumis au même risque d'augmentation du nombre d'ICPE agricole.

Cependant, le scénario réglementaire apporte une vigilance supplémentaire quant à l'implantation de dispositif de production d'énergie renouvelable.

Les recommandations : Parmi les recommandations formulées figure la prise en compte des risques technologiques lors des projets de construction ou de rénovation du bâti. Il est également recommandé d'encadrer le développement et l'usage d'infrastructures routières face au transport de matières dangereuses et d'accompagner les porteurs de projet de production d'énergie renouvelable dans le choix de la localisation la plus adaptée.

Les évolutions dans le scénario final « CCPN 2050 » : La Stratégie du territoire prévoit de limiter l'étalement urbain et la consommation foncière, permettant de limiter ce dernier à proximité des sites et sols pollués. Elle prévoit également d'augmenter le taux d'espaces végétalisés au sein des enveloppes urbaines. Enfin, elle envisage une gestion du risque, à l'échelle la plus adaptée, et une « culture du risque », ce qui peut permettre de lutter efficacement contre la pollution de l'air et la pollution sonore.

5.2 Analyse des incidences environnementales du plan d'actions

5.2.1 Méthodologie

Les 21 actions initiales (23 dans la version finale) du Plan d'actions ont été évaluées au regard des différents enjeux du PCAET selon une méthodologie similaire à celle proposée pour l'analyse de la Stratégie : elle consiste à nouveau en un tableau à double entrée, où sont croisées les actions constituant le plan d'actions défini par la communauté d'agglomération (lignes) et les différentes thématiques environnementales propres au territoire (colonnes). Ces thématiques environnementales ont été définies au regard des thématiques réglementaires de l'Evaluation Environnementale, et complétée par les enjeux issus de l'Etat Initial de l'Environnement.

EVALUATION
Fortement positif
Faiblement positif
Neutre
Vigilance faible
Vigilance forte
Faiblement négatif
Fortement négatif

Cette grille d'analyse permet de caractériser les effets significatifs, qu'ils soient positifs, neutres ou négatifs au regard des enjeux environnementaux. Des points de vigilance peuvent également être soulevés. Dans le cas où le Plan d'Actions est maintenu en dépit d'impacts négatifs ou de points de vigilance soulevés, des mesures d'évitement, de réduction de l'impact ou de compensation seront à prévoir.

Du fait de l'évolution de la structure du Plan d'Actions (nombre d'axes et d'actions), deux tableaux distincts ont été réalisé : un premier présentant les incidences environnementales du Plan d'Actions dans sa forme « initiale » et les recommandations formulées ; un second présentant les incidences environnementales du Plan d'Actions définitif.

5.2.2 Tableaux d'analyse

Les tableaux de synthèse des incidences environnementales du Plan d'Actions sont présentés aux pages suivantes.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

- *Tableau 1 : Plan d'action initial et recommandations*

	Adaptation au changement climatique		Biodiversité		Qualité de l'air		Agriculture	
Action	**Plan d'Actions initial**	**Recommandations**	**Plan d'Actions initial**	**Recommandations**	**Plan d'Actions initial**	**Recommandations**	**Plan d'Actions initial**	**Recommandations**
Action 1.1 : Structurer et faire évoluer les pratiques agricoles	Accompagnement à la transition agricole et à l'adaptation (réduction des consommation en eau grâce à l'ACS)	Vigilance sur l'expansion des espaces agricoles sur les espaces naturels	Accompagnement à la transition agricole, séquestration carbone.		Séquestration carbone, réduction des polluants.	Vigilance sur les moyens d'acheminer les denrées et travailler à une logistique basse émission	Accompagnement à la transition agricole, séquestration carbone, adaptation au changement climatique, etc.	
Action 1.2 : Substituer le recours aux énergies fossiles	Soutien aux projets de plantation énergétiques (miscanthus), renforçant l'autonomie énergétique territoriale et valorisant les ressources locales.		Projet d'EnR biomasse, vigilance sur la surexploitation des haies pour des fins énergétiques.	Il est recommandé d'intégrer les périodes de reproduction lors des coupes des haies (perturbation) et d'être vigilant sur une exploitation trop importante des haies (type industrielle).	Réduction des émissions de polluants.		Structuration d'une filière locale bois-énergie en lien avec les agriculteurs, source de revenus complémentaires. Vigilance sur la concurrence entre production alimentaire et énergétique.	Il est recommandé de privilégier les systèmes performants en filtration (biomasse et méthanisation).
Action 1.3 : Assurer la gestion et la préservation de la ressource en eau	Amélioration de la connaissance de l'impact du changement climatique et de la demande sur la ressource en eau, études sur les solutions possibles.		Détermination des besoins en eau		Aucun impact.		Analyse des besoins en eau du secteur agricole et des solutions possibles.	
Action 1.4 : Développer l'agroforesterie	Accompagnement à la transition agricole et à l'adaptation. Séquestration de carbone dans la biomasse forestière.		Accompagnement à la transition agricole, séquestration carbone.	Il est recommandé d'intégrer les périodes de reproduction lors des coupes des haies (perturbation) et d'être vigilant sur une exploitation trop importante des haies (type industrielle).	Séquestration carbone, réduction des polluants.		Accompagnement à la transition agricole, séquestration carbone, adaptation au changement climatique, etc.	Il est recommandé de privilégier les systèmes performants en filtration (biomasse et méthanisation).
Action 1.5 : Valoriser les effluents	Soutien aux projets d'énergies renouvelables, renforçant l'autonomie énergétique territoriale et valorisant les ressources locales.		Développement de nouvelles capacités de production en lien avec le milieu agricole (méthanisation), réduisant les impacts négatifs d'un épandage trop important (eutrophisation des sols).		Réduction des consommations d'énergies fossiles et des émissions de polluants.		Développement de nouvelles capacités de production en lien avec le milieu agricole (méthanisation, biomasse), source de revenus complémentaires. Vigilance sur la concurrence entre production alimentaire et énergétique.	Il est recommandé de privilégier les systèmes performants en filtration (biomasse et méthanisation).
Action 2.1 : Sensibiliser les citoyens à la consommation énergétique de leurs habitations	Reduction des émissions de GES liées à la combustion d'énergies fossiles		Aucun impact		Réduction des émissions de pollutants par la substitution du fioul et la réduction des consommations.		Aucun impact	
Action 2.2 : Renforcer la rénovation énergétique	Reduction des émissions de GES liées à la combustion d'énergies fossiles	Il est recommandé d'utiliser des matériaux biosourcés.	Accompagnement dans la rénovation énergétique (non artificialisation indirecte).		Réduction des émissions de pollutants par la substitution du fioul et la réduction des consommations.		Aucun impact	
Action 2.3 : Présenter l'exemplarité des élus	Reduction des émissions de GES liées à la combustion d'énergies fossiles		Végétalisation, désimperméabilisation des sols.		Réduction des émissions de pollutants par la substitution du fioul et la réduction des consommations.		Aucun impact	
Action 2.4 : Intégrer les ENR à la démarche de construction / rénovation	Aucun impact		Substitution des énergies fossiles au profit des EnR, réduction des émissions de polluants mais possible impact sur les sols naturels.		Réduction des émissions de pollutants par la substitution du fioul.		Aucun impact	

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

	Mobilités et infrastructures de transport		Activités industrielles et tertiaires		Services publics et parapublics		Patrimoine et paysages	
Action	**Plan d'Actions initial**	**Recommandations**	**Plan d'Actions initial**	**Recommandations**	**Plan d'Actions initial**	**Recommandations**	**Plan d'Actions initial**	**Recommandations**
Action 1.1 : Structurer et faire évoluer les pratiques agricoles	Pas d'actions spécifiques.		Aucun impact.		Aucun impact.	Il est recommandé d'inscrire un pourcentage d'aliments locaux dans la restauration gérée par le service public pour concrétiser le soutien aux circuits-courts	Accompagnement à la transition agricole, séquestration carbone et adaptation au changement climatique renforçant le patrimoine naturel.	Il est recommandé de se saisir des changements agricoles pour favoriser la valorisation des paysages
Action 1.2 : Substituer le recours aux énergies fossiles	Aucun impact.	Il est recommandé de s'assurer de la non concurrence entre production alimentaire et énergétique.	Possibilité d'utilisation d'un réseau de chaleur, permettant des coûts moindres.		Possibilité d'utilisation d'un réseau de chaleur, permettant des coûts moindres.		Vigilance sur le lieu et les modalités d'implantation des systèmes de production d'énergies renouvelables	
Action 1.3 : Assurer la gestion et la préservation de la ressource en eau	Pas d'actions spécifiques.		Analyse des besoins en eau du secteur industriel et tertiaire ainsi que des solutions possibles.		Etudes et analyse des besoins en eau tous secteurs, préconisations des solutions possibles, anticipation des changements climatiques.		Aucun impact.	
Action 1.4 : Développer l'agroforesterie	Pas d'actions spécifiques.		Aucun impact.		Aucun impact.		Accompagnement à la transition agricole, séquestration carbone et adaptation au changement climatique renforçant le patrimoine naturel.	
Action 1.5 : Valoriser les effluents	Vigilance sur la création de trafics supplémentaires lié à la méthanisation.	Il est recommandé de s'assurer de la non concurrence entre production alimentaire et énergétique.	Aucun impact.		Aucun impact.		Vigilance sur le lieu et les modalités d'implantation des systèmes de production d'énergies renouvelables	Il est recommandé de favoriser les nouvelles infrastructures sur des zones déjà artificialisées ou avec de faibles enjeux environnementaux.
Action 2.1 : Sensibiliser les citoyens à la consommation énergétique de leurs habitations	Aucun impact		Aucun impact		Accompagnement des foyers les plus fragiles dans leur droit à un logement décent (lutte contre la précarité énergétique notamment);		Aucun impact	
Action 2.2 : Renforcer la rénovation énergétique	Aucun impact		Aucun impact		Accompagnement des foyers les plus fragiles dans leur droit à un logement décent (lutte contre la précarité énergétique notamment);		Vigilance sur le respect du patrimoine lors des opérations de rénovation.	Il est recommandé d'associer dès la phase de pré-projet les services compétents en matière de conservation et de valorisation du patrimoine bâti, paysager et culturel
Action 2.3 : Présenter l'exemplarité des élus	Aucun impact		Aucun impact		Exemplarité des élus sur cette thématique		Aucun impact	
Action 2.4 : Intégrer les ENR à la démarche de construction / rénovation	Aucun impact		Aucun impact		Substitution des énergies fossiles au profit des EnR (dont chaufferie industrielle), réduction des coûts de l'énergie pour la collectivité.		Vigilance sur le respect du patrimoine lors des opérations de rénovation.	Il est recommandé d'associer dès la phase de pré-projet les services compétents en matière de conservation et de valorisation du patrimoine bâti, paysager et culturel

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

	Adaptation au changement climatique		Biodiversité		Qualité de l'air		Agriculture	
Action	Plan d'Actions initial	Recommandations	Plan d'Actions initial	Recommandations	Plan d'Actions initial	Recommandations	Plan d'Actions initial	Recommandations
Action 3.1 : Sensibiliser sur le changement climatique	Amélioration de la connaissance de l'impact du changement climatique.		Aucun impact.		Aucun impact.		Aucun impact.	
Action 3.2 : Végétaliser le territoire	Intégration du confort d'été dans les constructions, végétalisation, désimperméabilisation, prise en compte de nouvelles normes, révision des PPRI, amélioration de la connaissance.	Il est recommandé de chiffrer les objectifs (nombre d'arbres plantés, m² débitumés, etc.).	Végétalisation, désimperméabilisation des sols.	Il est recommandé de chiffrer les objectifs et de réduire les surfaces artificialisables.	Meilleure qualité de l'air par une plus grande végétalisation.	Il est recommandé de chiffrer les objectifs de végétalisation.	Sensibilisation des professionnels au changement climatique (dont agriculteurs)	Il est recommandé de chiffrer les objectifs et établir une politique d'adaptation spécifique au secteur agricole (types de cultures possibles, moyens, etc.).
Action 3.3 : Améliorer la gestion de l'eau	Amélioration de la connaissance de l'impact du changement climatique et de la demande sur la ressource en eau, études sur les solutions possibles.		Détermination des besoins en eau		Aucun impact.		Analyse des besoins en eau du secteur agricole et des solutions possibles.	
Action 4.1 : Améliorer l'offre des transports en commun	Réduction des consommations énergétiques (et notamment liées aux énergies fossiles) Vigilance sur la consommation foncière générée par l'aménagement de nouvelles infrastructures dédiées à la mobilité, comme des aires de covoiturage et des parcs relais, par exemple		Réduction des émissions de polluants atmosphériques, permettant d'améliorer la qualité de l'air (et donc une baisse possible de la mortalité)		Réduction des émissions de polluants atmosphériques, permettant d'améliorer la qualité de l'air (et donc une baisse possible de la mortalité)		Réduction des émissions de polluants Vigilance sur la localisation et les modalités de développement potentiel de nouvelles infrastructures dédiées à la mobilité, comme des aires de covoiturage et des parcs relais, par exemple	
Action 4.2 : Accompagner le déploiement des motorisation alternatives	Réduction de l'utilisation des énergies fossiles		Réduction des émissions de polluants et du risque de pollution diffuse		Réduction des émissions de polluants atmosphériques, permettant d'améliorer la qualité de l'air (et donc une baisse possible de la mortalité)		Réduction des émissions de polluants et du risque de pollution diffuse	
Action 4.3 : Inciter le report modal vers les mobilités douces	Réduction des consommations énergétiques (et notamment liées aux énergies fossiles) Vigilance sur la consommation foncière générée par l'aménagement de nouvelles infrastructures dédiées à la mobilité.	Il est recommander de lier les infrastructures douces à un renforcement du végétal pour contrer les vagues de chaleur.	Réduction des émissions de polluants et du risque de pollution diffuse Vigilance sur la localisation et les modalités de développement potentiel de nouvelles infrastructures dédiées.	Il est recommandé d'être vigilant sur l'implantation des nouvelles infrastructures (voies vélo).	Réduction des émissions de polluants atmosphériques, permettant d'améliorer la qualité de l'air (et donc une baisse possible de la mortalité).		Vigilance sur la consommation foncière générée par l'aménagement de nouvelles infrastructures dédiées à la mobilité	
Action 4.4 : Lancer des approches collaboratives	Aucun impact.		Réduction du trafic routier et des émissions qui y sont liées		Réduction du trafic routier et des polluants qui y sont liés.		Aucun impact.	
Action 4.5 : Favoriser le télétravail	Aucun impact.		Réduction du trafic routier et des émissions qui y sont liées		Réduction du trafic routier et des polluants qui y sont liés.		Aucun impact.	
Action 5.1 : Inciter les entreprises à réduire leurs déchets	Pas d'actions spécifiques.	Il est recommandé d'intégrer des actions ou accompagnement au changement climatique.	Réduction des déchets et des polluants.	Il est recommandé d'intégrer des actions spécifiques pour la biodiversité.	Réduction des consommations et émissions de polluants (éco-défis).		Aucun impact.	
Action 5.2 : Initier des approches collectives et de l'économie circulaire	Pas d'actions spécifiques.	Il est recommandé d'intégrer des actions ou accompagnement au changement climatique.	Réduction des déchets et des polluants.	Il est recommandé d'intégrer des actions spécifiques pour la biodiversité.	Réduction des consommations et émissions de polluants (éco-défis).		Aucun impact.	
Action 6.1 : Développer le photovoltaïque sur le territoire	Soutien aux projets d'énergies renouvelables, renforçant l'autonomie énergétique territoriale et valorisant les ressources locales.		Vigilance sur le lieu et les modalités d'implantation des systèmes de production d'énergies renouvelables	Il est recommandé de favoriser les nouvelles infrastructures sur des zones déjà artificialisées ou avec de faibles enjeux environnementaux.	Réduction des énergies fossiles et des émissions de polluants.	Il est recommandé de privilégier les systèmes performants en filtration (biomasse).	Vigilance sur le lieu et les modalités d'implantation des systèmes de production d'énergies renouvelables	Il est recommandé de favoriser les nouvelles infrastructures sur des zones déjà artificialisées ou avec de faibles enjeux environnementaux.
Action 6.2 : Expérimenter la production de différentes sources d'énergies renouvelables	Soutien aux projets d'énergies renouvelables, renforçant l'autonomie énergétique territoriale et valorisant les ressources locales.		Vigilance sur le lieu et les modalités d'implantation des systèmes de production d'énergies renouvelables	Il est recommandé de favoriser les nouvelles infrastructures sur des zones déjà artificialisées ou avec de faibles enjeux environnementaux.	Réduction des énergies fossiles et des émissions de polluants.	Il est recommandé de privilégier les systèmes performants en filtration (biomasse).	Vigilance sur le lieu et les modalités d'implantation des systèmes de production d'énergies renouvelables	Il est recommandé de favoriser les nouvelles infrastructures sur des zones déjà artificialisées ou avec de faibles enjeux environnementaux.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

	Mobilités et infrastructures de transport		Activités industrielles et tertiaires		Services publics et parapublics		Patrimoine et paysages	
Action	**Plan d'Actions initial**	**Recommandations**	**Plan d'Actions initial**	**Recommandations**	**Plan d'Actions initial**	**Recommandations**	**Plan d'Actions initial**	**Recommandations**
Action 3.1 : Sensibiliser sur le changement climatique	Aucun impact.		Aucun impact.		Améliorer la gestion et l'information sur les risques avec les plans communaux de sauvegarde		Aucun impact.	
Action 3.2 : Végétaliser le territoire	Etude des risques naturels.	Il est recommandé d'établir finement les enjeux, notamment sur les infrastructures de transports (routes affectées, ponts menacés,...).	Intégration du confort d'été dans les constructions (tertiaire), désimperméabilisation des sols.	Il est recommandé de chiffrer les surfaces imperméables à déminéraliser sur les emprises industrielles (mutualisation des parkings).	Intégration du confort d'été dans les constructions, végétalisation, désimperméabilisation, prise en compte de nouvelles normes, révision des PPRI, amélioration de la connaissance.	Il est recommandé de chiffrer les objectifs.	Intégration du confort d'été dans les constructions, végétalisation, désimperméabilisation, prise en compte de nouvelles normes.	Il est recommandé de prendre en compte les modifications du climat attendues lors des reforestations ou plantations de végétaux.
Action 3.3 : Améliorer la gestion de l'eau	Pas d'actions spécifiques.		Analyse des besoins en eau du secteur industriel et tertiaire ainsi que des solutions possibles.		Etudes et analyse des besoins en eau tous secteurs, préconisations des solutions possibles, anticipation des changements climatiques (biseau salé).		Aucun impact.	
Action 4.1 : Améliorer l'offre des transports en commun	Vigilance sur la localisation et les modalités de développement potentiel de nouvelles infrastructures dédiées à la mobilité, comme des aires de covoiturage et des parcs relais, par exemple		Aucun impact.		Amélioration de la santé des habitants par la baisse des émissions de polluants atmosphériques, augmentation des liens sociaux entre les habitants et baisse des coûts liés aux déplacements		Réduction du trafic routier et des émissions de polluants, sources de dégradation du patrimoine bâti et naturel	
Action 4.2 : Accompagner le déploiement des motorisation alternatives	Aucun impact.		Aucun impact.		Amélioration de la santé des habitants par la baisse des émissions de polluants atmosphériques et la diminution des nuisances sonores		Réduction du trafic routier et des émissions de polluants, sources de dégradation du patrimoine bâti et naturel	
Action 4.3 : Inciter le report modal vers les mobilités douces	Réduction de l'autosolisme, soutien aux modes doux.	Il est recommandé d'étudier finement les besoins de la population selon le type de transport et le type d'activités, pour avoir le plus d'impact possible.	Réduction de l'autosolisme, soutien aux modes doux.	Il est recommandé de lier le secteur tertiaire et industriel au plan transport prévu via leurs plans de déplacements (synergie).	Réduction de l'autosolisme, soutien aux modes doux.		Réduction du trafic routier et des émissions de polluants, sources de dégradation du patrimoine bâti et naturel	Il est recommandé d'être vigilant sur l'implantation des nouvelles infrastructures (voies de bus et vélo).
Action 4.4 : Lancer des approches collaboratives	Aucun impact.		Aucun impact.		Organiser les services de transports scolaires par pédibus		Aucun impact.	
Action 4.5 : Favoriser le télétravail	Réduction du trafic routier, et donc fluidification du trafic.		Vigilance sur la mise en application du télétravail par les entreprises. Penser à réduire la taille des locaux en conséquence, ou à minima réduire le chauffage et l'utilisation de certaines zones.		Aucun impact.		Aucun impact.	
Action 5.1 : Inciter les entreprises à réduire leurs déchets	Aucun impact.		Réduction des consommations et émissions, sensibilisation.		Aucun impact.		Aucun impact.	
Action 5.2 : Initier des approches collectives et de l'économie circulaire	Aucun impact.		Réduction des consommations et émissions, sensibilisation.		Aucun impact.		Aucun impact.	
Action 6.1 : Développer le photovoltaïque sur le territoire	Aucun impact.		Aucun impact.		Aucun impact.		Vigilance sur le lieu et les modalités d'implantation des systèmes de production d'énergies renouvelables	Il est recommandé de favoriser les nouvelles infrastructures sur des zones déjà artificialisées ou avec de faibles enjeux environnementaux.
Action 6.2 : Expérimenter la production de différentes sources d'énergies renouvelables	Aucun impact.		Aucun impact.		Aucun impact.		Vigilance sur le lieu et les modalités d'implantation des systèmes de production d'énergies renouvelables	Il est recommandé de favoriser les nouvelles infrastructures sur des zones déjà artificialisées ou avec de faibles enjeux environnementaux.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

- *Tableau 2 : Plan d'actions final et recommandations*

		Adaptation au changement climatique		Biodiversité		Qualité de l'air		Agriculture	
	Action	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**
AXE 1 : Inscrire nos collectivités locales dans une démarche d'exemplarité dans nos pratiques quotidiennes et l'orientation de nos compétences	Action 1.1 : Piloter une politique publique de transition	Réduction des consommations énergétiques (et notamment liées aux énergies fossiles) et des émissions de GES.		Réduction des tonnages de déchets collectés permettant de limiter les pollutions diffuses.		Réduction des émissions de polluants atmosphériques, permettant d'améliorer la qualité de l'air.		Pas d'impact	
	Action 1.2 : Vers un fonctionnement communautaire plus sobre en déplacements	Incitation aux mobilités douces (limitation de la chaleur en ville).		Réduction de la mortalité de la faune et flore par une politique transports axée sur la sobriété, le renouvellement de la flotte (basses émissions) et les transports doux.	Il est recommandé de déterminer des objectifs chiffrés pour chaque type de transports (véhicules électriques, VAE en location, etc.).	Amélioration par une politique transports axée sur la sobriété, le renouvellement de la flotte (basses émissions) et les transports doux.	Il est recommandé de déterminer des objectifs chiffrés pour chaque type de transports (véhicules électriques, VAE en location, etc.).	Pas d'impact	
	Action 1.3 : Réduire l'empreinte écologique dans les bâtiments et espaces publics	Réduction des consommations énergétiques (et notamment liées aux énergies fossiles) et des émissions de GES.		Pas d'impact		Réduction des émissions de polluants atmosphériques, permettant d'améliorer la qualité de l'air.		Pas d'impact	
	Action 1.4 : Poursuivre la mise en œuvre de pratiques durables au sein de l'ensemble des services de la collectivité	Réduction des consommations énergétiques (et notamment liées aux énergies fossiles) et des émissions de GES.		Réduction des tonnages de déchets collectés permettant de limiter les pollutions diffuses.		Réduction des émissions de polluants atmosphériques, permettant d'améliorer la qualité de l'air notamment par le travail réalisé sur l'alimentation locale.		Pas d'impact	
	Action 1.5 : Anticiper l'évolution de la ressource en eau potable en quantité et en qualité	Amélioration de la connaissance de l'impact du changement climatique et de la demande sur la ressource en eau, études sur les solutions possibles.	Rationaliser, prioriser et chiffrer les actions dans le cadre du PCAET.	Détermination des besoins et étiage minimums.	Il est recommander d'expliciter le besoin d'eau dans les espaces naturels pour préserver la biodiversité.	Aucun impact.	-	Analyse des besoins en eau du secteur agricole et des solutions possibles.	Il est recommandé d'identifier les mesures pouvant faire l'objet d'un soutien de la part de la collectivité (soutien à la micro-irrigation, au changement de cultures, etc.).

		Mobilités et infrastructures de transport		Activités industrielles et tertiaires		Services publics et parapublics		Patrimoine et paysages	
	Action	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**
AXE 1 : Inscrire nos collectivités locales dans une démarche d'exemplarité dans nos pratiques quotidiennes et l'orientation de nos compétences	Action 1.1 : Piloter une politique publique de transition	Réduction des consommations énergétiques (et notamment liées aux énergies fossiles) et des émissions de GES de la Communauté de Communes par l'éco-exemplarité en matière de mobilité.	Il est recommandé de préciser les achats "durables", de renouveler la flotte de véhicules uniquement par des basses émissions et encourager aux modes actifs via un Plan de Déplacements des Administrations (PDA).	Pas d'impact		Réduction des consommations énergétiques (et notamment liées aux énergies fossiles) et des émissions de GES de la collectivité.		Renforcement de l'accès à la connaissance. Réduction des déchets et tri sélectif généralisé, permettant de limiter l'impact sur le paysage.	
	Action 1.2 : Vers un fonctionnement communautaire plus sobre en déplacements	Politique transports axée sur la sobriété (réduire les distances et le nombre de déplacements), le renouvellement de la flotte (basses émissions) et les transports doux.	Il est recommandé de chiffrer les objectifs (bruit en moins, nombre de places de coworking, nombre de véhicules électriques,...) et d'anticiper les besoins en infrastructures adaptées (bornes de recharges).	Pas d'impact		Politique transports axée sur la sobriété, le renouvellement de la flotte (basses émissions) et les transports doux avec une exemplarité du service public.	Il est recommandé de déterminer des objectifs chiffrés précis (nombre de places de coworking, nombre de véhicules électriques,...) et d'anticiper les besoins en infrastructures adaptées (bornes de recharges).	Amélioration du patrimoine (moindres émissions et pollution des façades) et du paysages (diminution des besoins en nouvelles infrastructures routières).	Il est recommandé de prendre en compte l'impact paysager des infrastructures de bus et cyclables et privilégier les zones déjà urbanisées.
	Action 1.3 : Réduire l'empreinte écologique dans les bâtiments et espaces publics	Pas d'impact		Pas d'impact		Adhésion au Conseil en énergie partagée, soutien financier à la transition énergétique (rénovation, ENR).	Il est recommandé de mettre des objectifs chiffrés en termes de nombre de rénovations et de classe énergétique visée, tout comme la production attendue des ENR sur emprise publique.	Vigilance quant à l'intégration des caractéristiques patrimoniales pour les opérations de rénovation ou écoconstructions menées au sein de secteur ou sur des bâtiments à forte valeur patrimoniale	Il est recommandé d'associer dès la phase de pré-projet les services compétents en matière de conservation et de valorisation du patrimoine bâti, paysager et culturel
	Action 1.4 : Poursuivre la mise en œuvre de pratiques durables au sein de l'ensemble des services de la collectivité	Pas d'impact		Pas d'impact		Intégration de la sobriété dans les pratiques numériques et réduction de l'impact environnemental de ses achats.		Pas d'impact	
	Action 1.5 : Anticiper l'évolution de la ressource en eau potable en quantité et en qualité	Pas d'impact	Il est recommandé d'inscrire une obligation de recyclage des eaux pour les stations de lavage des véhicules, d'étudier la possibilité d'utiliser l'eau de pluie pour l'entretien de la voirie (nettoyage urbain) et de réduire les besoins.	Analyse des besoins en eau du secteur industriel et tertiaire ainsi que des solutions possibles.	Il est recommandé d'identifier les mesures pouvant faire l'objet d'un soutien et/ou d'obligation de la part de la collectivité (récupération d'eau en toiture).	Etudes et analyse des besoins en eau tous secteurs, préconisations des solutions possibles, anticipation des changements climatiques (biseau salé).	-	Aucun impact.	-

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

		Adaptation au changement climatique		Biodiversité		Qualité de l'air		Agriculture	
	Action	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**
AXE 2 : Adapter nos comportement afin de préserver nos ressources	Action 2.1 : Rapprocher les habitants de l'emploi et des services	Réduction des consommations énergétiques (et notamment liées aux énergies fossiles) Vigilance sur la consommation foncière générée par l'aménagement de nouveaux bâtiments.	Il est recommandé de favoriser les nouvelles constructions sur des zones déjà artificialisées	Réduction des consommations énergétiques (et notamment liées aux énergies fossiles) Vigilance sur la consommation foncière générée par l'aménagement de nouveaux bâtiments.	Il est recommandé de favoriser les nouvelles constructions sur des zones déjà artificialisées	Réduction des émissions de polluants atmosphériques, permettant d'améliorer la qualité de l'air (et donc une baisse possible de la mortalité).	-	Aucun impact.	-
	Action 2.2 : Augmenter la fréquentation des transports en commun	Réduction de l'autosolisme, soutien aux transports en commun (réduction de la chaleur en ville).		Réduction du trafic routier et des émissions, permettant une baisse de la mortalité de la faune locale.	Il est recommandé d'être vigilant sur l'implantation des nouvelles infrastructures (voies de bus).	Réduction du trafic routier et des émissions de polluants.	Il est recommandé d'être vigilant sur la localisation des implantations de nouvelles infrastructures (voies de bus).	Aucun impact.	-
	Action 2.3 : Réduire la part de l'autosolisme en développant les mobilités douces	Réduction de l'autosolisme, soutien aux modes doux (réduction de la chaleur en ville).	Il est recommander de lier les infrastructures douces à un renforcement du végétal pour contrer les vagues de chaleur.	Réduction du trafic routier et des émissions, permettant une baisse de la mortalité de la faune locale.	Il est recommandé d'être vigilant sur l'implantation des nouvelles infrastructures (voies vélo).	Réduction du trafic routier et des émissions de polluants.	Il est recommandé d'être vigilant sur la localisation des implantations de nouvelles infrastructures (voies vélo).	Aucun impact.	-
	Action 2.4 : Aménager les conditions d'une mobilité partagée	Réduction des consommations énergétiques (et notamment liées aux énergies fossiles) Vigilance sur la consommation foncière générée par l'aménagement de nouvelles infrastructures dédiées à la mobilité, comme des aires de covoiturage par exemple	Il est recommandé de favoriser les nouvelles infrastructures sur des zones déjà artificialisées	Réduction des émissions de polluants atmosphériques, permettant d'améliorer la qualité de l'air (et donc une baisse possible de la mortalité)	-	Réduction des émissions de polluants Vigilance sur la localisation et les modalités de développement potentiel de nouvelles infrastructures dédiées à la mobilité, comme des aires de covoiturage par exemple	Il est recommandé de favoriser les nouvelles infrastructures sur des zones déjà artificialisées	Réduction des émissions de polluants Vigilance sur la localisation et les modalités de développement potentiel de nouvelles infrastructures dédiées à la mobilité, comme des aires de covoiturage par exemple	Il est recommandé de favoriser les nouvelles infrastructures sur des zones déjà artificialisées
	Action 2.5 : Réduire la consommation énergétique dans les bâtiments	Limitation de façon indirecte de l'artificialisation des sols en valorisant le patrimoine existant	Il est recommandé d'inscrire spécifiquelement l'adaptation du bâti dans les critères des rénovation aidées	Limitation de façon indirecte de l'artificialisation des sols en valorisant le patrimoine existant	Il est recommandé d'intégrer la biodiversité dans les rénovations (toitures ou murs végétalisés par exemple)	Réduction des émissions de pollutants par la substitution du fioul et la réduction des consommations.	Il est recommandé d'inscrire dans les critères de rénovation le choix d'un système performant de production de chaleur et d'eau chaude sanitaire	Aucun impact.	-
	Action 2.6 : Accompagner les citoyens et les acteurs économiques du territoire dans une démarche de réduction des déchets	Pas d'actions spécifiques.	Il est recommandé d'intégrer des actions ou accompagnement au changement climatique.	Réduction des tonnages de déchets collectés permettant de limiter les pollutions diffuses.	Il est recommandé d'intégrer des actions spécifiques pour la biodiversité.	Réduction des émissions de polluants atmosphériques liées à l'optimisation des ressources et la réduction des quantités de déchets à traiter (éco-défis)		Aucun impact.	
	Action 2.7 : Anticiper l'évolution de la ressource en eau en quantité et en qualité en agissant sur les usages pour réduire le besoin	Amélioration de la connaissance de l'impact du changement climatique et de la demande sur la ressource en eau, études sur les solutions possibles.	Rationaliser, prioriser et chiffrer les actions dans le cadre du PCAET.	Détermination des besoins et étiage minimums.	Il est recommander d'expliciter le besoin d'eau dans les espaces naturels pour préserver la biodiversité.	Aucun impact.	-	Analyse des besoins en eau du secteur agricole et des solutions possibles.	Il est recommandé d'identifier les mesures pouvant faire l'objet d'un soutien de la part de la collectivité (soutien à la micro-irrigation, au changement de cultures, etc.).
	Action 2.8 : Sensibiliser les citoyens et les acteurs économiques pour des comportements plus sobres	Réduction des consommations énergétiques (et notamment liées aux énergies fossiles) et des émissions de GES.		Réduction des tonnages de déchets collectés permettant de limiter les pollutions diffuses.		Réduction des émissions de polluants atmosphériques, permettant d'améliorer la qualité de l'air.		Pas d'impact	

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

		Mobilités et infrastructures de transport		Activités industrielles et tertiaires		Services publics et parapublics		Patrimoine et paysages	
	Action	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**
AXE 2 : Adapter nos comportement afin de préserver nos ressources	Action 2.1 : Rapprocher les habitants de l'emploi et des services	Vigilance sur la mise en application du télétravail par les entreprises. Penser à réduire la taille des locaux en conséquence, où à minima réduire le chauffage et l'utilisation de certaines zones.		Opportunité de densification des bâtiments d'activités économiques et de diminution de l'impact environnemental des nouveaux bâtiments.		Pas d'impact		Réduction du trafic routier et des émissions de polluants, source de dégradation du patrimoine bâti et naturel.	Il est recommandé d'être vigilant sur l'implantation des nouveaux bâtiments. Il est également possible d'exploiter les friches industrielles.
	Action 2.2 : Augmenter la fréquentation des transports en commun	Réduction de l'autosolisme, soutien aux transports en commun.	Il est recommandé d'étudier finement les besoins de la population selon le type de transport et le type d'activités, pour avoir le plus d'impact possible.	Réduction de l'autosolisme, soutien aux transports en commun.	Il est recommandé de lier le secteur tertiaire et industriel au plan transport prévu via leurs plans de déplacements (synergie).	Réduction de l'autosolisme, soutien aux modes doux et transports en commun.		Réduction du trafic routier et des émissions de polluants, source de dégradation du patrimoine bâti et naturel.	Il est recommandé d'être vigilant sur l'implantation des nouvelles infrastructures (voies de bus).
	Action 2.3 : Réduire la part de l'autosolisme en développant les mobilités douces	Réduction de l'autosolisme, soutien aux modes doux.	Il est recommandé d'étudier finement les besoins de la population selon le type de transport et le type d'activités, pour avoir le plus d'impact possible.	Réduction de l'autosolisme, soutien aux modes doux et transports en commun.	Il est recommandé de lier le secteur tertiaire et industriel au plan transport prévu via leurs plans de déplacements (synergie).	Réduction de l'autosolisme, soutien aux modes doux et transports en commun, vélos en location.	Il est recommandé de mieux faire le lien avec la mobilité de la collectivité (action 1.7) .	Réduction du trafic routier et des émissions de polluants, source de dégradation du patrimoine bâti et naturel.	Il est recommandé d'être vigilant sur l'implantation des nouvelles infrastructures (voies de bus et vélo).
	Action 2.4 : Aménager les conditions d'une mobilité partagée	Réduction de l'autosolisme.	-	Réduction de l'autosolisme, organisation du covoiturage à l'échelle des ZAE.	Il est recommandé d'encourager les entreprises du territoire à réaliser leur Plan de Mobilité Entreprise.	Amélioration de la santé des habitants par la baisse des émissions de polluants atmosphériques, augmentation des liens sociaux entre les habitants et baisse des coûts liés aux déplacements	-	Réduction du trafic routier et des émissions de polluants, sources de dégradation du patrimoine bâti et naturel	Il est recommandé d'être vigilant concernant l'implantation de nouvelles infrastructures
	Action 2.5 : Réduire la consommation énergétique dans les bâtiments	Aucun impact.	-	Aucun impact.	-	Accompagnement des foyers les plus fragiles dans leur droit à un logement décent (lutte contre la précarité énergétique notamment);		Vigilance sur le respect du patrimoine lors des opérations de rénovation.	Il est recommandé d'associer dès la phase de pré-projet les services compétents en matière de conservation et de valorisation du patrimoine bâti, paysager et culturel
	Action 2.6 : Accompagner les citoyens et les acteurs économiques du territoire dans une démarche de réduction des déchets	Aucun impact.		Réduction des consommations et émissions, sensibilisation.		Réduction du volume de déchets généré et des coûts associés pour la collectivité.	-	Aucun impact.	
	Action 2.7 : Anticiper l'évolution de la ressource en eau en quantité et en qualité en agissant sur les usages pour réduire le besoin	Pas d'impact	Il est recommandé d'inscrire une obligation de recyclage des eaux pour les stations de lavage des véhicules, d'étudier la possibilité d'utiliser l'eau de pluie pour l'entretien de la voirie (nettoyage urbain) et de réduire les besoins.	Analyse des besoins en eau du secteur industriel et tertiaire ainsi que des solutions possibles.	Il est recommandé d'identifier les mesures pouvant faire l'objet d'un soutien et/ou d'obligation de la part de la collectivité (récupération d'eau en toiture).	Etudes et analyse des besoins en eau tous secteurs, préconisations des solutions possibles, anticipation des changements climatiques (biseau salé).	-	Aucun impact.	-
	Action 2.8 : Sensibiliser les citoyens et les acteurs économiques pour des comportements plus sobres	Pas d'impact		Réduction des consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre grâce aux différents dispositifs de diagnostic existants.		Coordination de l'action publique entre les différents niveaux : communautraies, intercommunalité et supra-communautaires.	Instaurer des temps dédiés au partage grâce au groupe de travail mis en place pour la mutualisation des actions environnementales.	Pas d'impact	

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

		Adaptation au changement climatique		Biodiversité		Qualité de l'air		Agriculture	
	Action	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**
AXE 3 : Faire de notre transition un atout pour notre économie locale	Action 3.1 : Relocaliser l'offre commerciale	Réduction des consommations énergétiques (et notamment liées aux énergies fossiles) et des émissions de GES.		Réduction du trafic routier et des émissions, permettant une baisse de la mortalité de la faune locale.	Il est recommandé d'être vigilant sur l'implantation des nouvelles infrastructures (voies vélo).	Réduction des émissions de polluants atmosphériques, permettant d'améliorer la qualité de l'air.		Pas d'impact	
	Action 3.2 : Restructurer la zone de chalandise alimentaire	Amélioration l'autonomie alimentaire du "grand" territoire par le renforcement des projets d'agriculture urbaine respectueuse de l'environnement, réflexion sur l'adaptation des cultures	-	Augmentation de la séquestration carbone par le développement de terres agricoles sur le territoire	-	Réduction des émissions liées aux transports de marchandises	Il est recommandé de réfléchir aux moyens d'acheminement des denrées et de travailler à une logistique basse émission	Amélioration de l'autonomie alimentaire du territoire par le renforcement des projets d'agriculture urbaine respectueuse de l'environnement, réflexion sur l'adaptation des cultures, soutien aux circuits-courts	-
	Action 3.3 : Pratiquer un tourisme durable	Développement d'un tourisme durable, en lien avec les espaces naturels et leur adaptation au changement climatique.	Il est recommander de mieux prendre en compte l'adaptation au changement climatique dans les offres touristiques.	Réduction de la pression sur la biodiversité (tourisme vert).	Il est recommandé de sensibiliser à la biodiversité lors du tourisme (guides dédiés par exemple)	Promotion d'un tourisme sans voiture permettant de réduire les émissions de polluants.	Il est recommander de chiffrer les objectifs de nouveaux types de tourisme.	Pas d'actions spécifiques.	Il est suggéré d'intégrer les exploitations agricoles dans les circuits du tourisme vert.
	Action 4.4 : Préserver les sols et les milieux favorables au bon déroulement du cycle de l'eau	Amélioration de la connaissance de l'impact du changement climatique et de la demande sur la ressource en eau, études sur les solutions possibles.	Rationaliser, prioriser et chiffrer les actions dans le cadre du PCAET.	Détermination des besoins et étiage minimums.	Il est recommander d'expliciter le besoin d'eau dans les espaces naturels pour préserver la biodiversité.	Aucun impact.	-	Analyse des besoins en eau du secteur agricole et des solutions possibles.	Il est recommandé d'identifier les mesures pouvant faire l'objet d'un soutien de la part de la collectivité (soutien à la micro-irrigation, au changement de cultures, etc.).
	Action 4.5 : L'agriculture et la forêt comme supports de la production de la production d'énergies renouvelables (EnR)	Soutien aux projets d'énergies renouvelables, renforçant l'autonomie énergétique territoriale et valorisant les ressources locales.	-	Développement de nouvelles capacités de production en lien avec le milieu agricole (méthanisation, biomasse), réduisant les impacts négatifs d'un épandage trop important (eutrophisation des sols). Projet d'EnR biomasse, vigilance sur la surexploitation des haies pour des fins énergétiques.	Il est recommandé d'intégrer les périodes de reproduction lors des coupes des haies (perturbation) et d'être vigilant sur une exploitation trop importante des haies (type industrielle).	Réduction des consommations d'énergies fossiles et des émissions de polluants.	Il est recommandé de privilégier les systèmes performants en filtration (biomasse et méthanisation).	Développement de nouvelles capacités de production en lien avec le milieu agricole (méthanisation, biomasse), source de revenus complémentaires. Vigilance sur la concurrence entre production alimentaire et énergétique. Structuration d'une filière locale bois-énergie en lien avec les agriculteurs, source de revenus complémentaires.	Il est recommandé de s'assurer de la non concurrence entre production alimentaire et énergétique et d'intégrer dans la conception les risques de fuites et de pollution des eaux par surcharge du méthaniseur.
	Action 4.6 : Contribuer à la pérennisation de l'agriculture en structurant l'évolution des pratiques et en valorisant les services environnementaux rendus	Atténuation du changement climatique par la réduction des émissions de GES liées à l'élevage, à l'usage d'intrants chimiques et à l'utilisation d'énergies fossiles pour les engins agricoles.	-	Diminution du risque de pollution diffuse dans les sols et de la ressource en eau lié à l'utilisation de produits chimiques et à l'agriculture intensive.	-	Réduction des émissions de polluants atmosphériques liées à l'optimisation des ressources et la réduction des quantités de déchets à traiter	-	Amélioration de la qualité des sols par la réduction des intrants chimiques.	-
	Action 4.7 : Favoriser la production et la consommation d'une offre énergétique locale renouvelable et variée	Réduction de la dépendance énergétique par le développement d'énergies renouvelables locales Vigilance sur la consommation foncière générée par l'implantation de systèmes de production d'énergies renouvelables	Il est recommandé de favoriser les nouvelles infrastructures sur des zones déjà artificialisées ou avec de faibles enjeux environnementaux	Vigilance sur la consommation foncière générée par l'implantation de systèmes de production d'énergies renouvelables	Il est recommandé de favoriser les nouvelles infrastructures sur des zones déjà artificialisées ou avec de faibles enjeux environnementaux	Amélioration de la qualité de l'air par la réduction de la consommation d'énergies fossiles	Il est recommandé, dans le cas du développement de la méthanisation de ne pas avoir recours à des récoltes alimentaires pour assurer la production de biogaz.	Vigilance sur la consommation foncière générée par l'implantation de systèmes de production d'énergies renouvelables	Il est recommandé de favoriser les nouvelles infrastructures sur des zones déjà artificialisées ou avec de faibles enjeux environnementaux

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

		Mobilités et infrastructures de transport		Activités industrielles et tertiaires		Services publics et parapublics		Patrimoine et paysages	
	Action	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**	**Plan d'Actions final**	**Recommandations**
AXE 3 : Faire de notre transition un atout pour notre économie locale	Action 3.1 : Relocaliser l'offre commerciale	Pas d'impact		Pas d'impact		Revitalisation des centre-bourgs et émergence de commerces pour répondre aux besoins de la population;		Vigilance sur le respect du patrimoine lors des opérations de rénovation.	Il est recommandé d'associer dès la phase de pré-projet les services compétents en matière de conservation et de valorisation du patrimoine bâti, paysager et culturel
	Action 3.2 : Restructurer la zone de chalandise alimentaire	Pas d'impact		Pas d'impact		Valorisation d'une économie locale et durable, soutien aux circuits-courts permettant une alimentation de proximité, création de jardins partagés favorisant le lien social	Il est recommandé d'inscrire un pourcentage d'aliments locaux dans la restauration gérée par le service public pour concrétiser le soutien aux circuits-courts	Renforcement des projets d'agriculture urbaine respectueuse de l'environnement	Il est recommandé de se saisir des changements agricoles pour favoriser la valorisation des paysages
	Action 3.3 : Pratiquer un tourisme durable	Promotion d'un tourisme sans voiture.	Il est recommander de chiffrer les objectifs de nouveaux types de tourisme.	Aucun impact.	-	Aucun impact.	-	Développement d'un tourisme durable valorisant le patrimoine et le paysage bâti et naturel.	-
	Action 4.4 : Préserver les sols et les milieux favorables au bon déroulement du cycle de l'eau	Pas d'impact	Il est recommandé d'inscrire une obligation de recyclage des eaux pour les stations de lavage des véhicules, d'étudier la possibilité d'utiliser l'eau de pluie pour l'entretien de la voirie (nettoyage urbain) et de réduire les besoins.	Analyse des besoins en eau du secteur industriel et tertiaire ainsi que des solutions possibles.	Il est recommandé d'identifier les mesures pouvant faire l'objet d'un soutien et/ou d'obligation de la part de la collectivité (récupération d'eau en toiture).	Etudes et analyse des besoins en eau tous secteurs, préconisations des solutions possibles, anticipation des changements climatiques (biseau salé).	-	Aucun impact.	-
	Action 4.5 : L'agriculture et la forêt comme supports de la production de la production d'énergies renouvelables (EnR)	Vigilance sur la création de trafics supplémentaires lié à la méthanisation.		Possibilité d'utilisation d'un réseau de chaleur, permettant des coûts moindres.		Possibilité d'utilisation d'un réseau de chaleur, permettant des coûts moindres.		Vigilance sur le lieu et les modalités d'implantation des systèmes de production d'énergies renouvelables	Il est recommandé de favoriser les nouvelles infrastructures sur des zones déjà artificialisées ou avec de faibles enjeux environnementaux.
	Action 4.6 : Contribuer à la pérennisation de l'agriculture en structurant l'évolution des pratiques et en valorisant les services environnementaux rendus	Pas d'impact	-	Pas d'impact	-	Pas d'impact	-	Pas d'impact	-
	Action 4.7 : Favoriser la production et la consommation d'une offre énergétique locale renouvelable et variée	Pas d'impact	-	Pas d'impact	-	Réduction importante de la dépendance énergétique	-	Pas d'impact	-

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

		Adaptation au changement climatique		Biodiversité		Qualité de l'air		Agriculture	
	Action	Plan d'Actions final	Recommandations	Plan d'Actions final	Recommandations	Plan d'Actions final	Recommandations	Plan d'Actions final	Recommandations
AXE 4 : Anticiper les effets du changement climatique et rendre notre territoire plus fort	Action 4.1 : Améliorer la gestion des milieux aquatiques, la préservation et la réaction du territoire face au risque inondation	L'action permet de mieux connaître l'impact du changement climatique et l'exposition aux risques.	Il est recommandé de chiffrer le maximum d'objectifs tels que les longueurs de rives protégées ou étudiées, etc.	Mise en place de plans communaux et intercommunaux de sauvegarde.		L'action permet de limiter l'imperméabilisation des sols à travers les documents d'urbanisme.		L'action permet de réduire le lessivage des sols agricoles.	
	Action 4.2 : Le patrimoine naturel : un socle pour anticiper les effets du changement climatique	L'action permet de mieux connaître l'impact du changement climatique et l'exposition aux risques.		Travail sur le Patrimoine Naturel dans le prolonger des Trames Verte et Bleue. Phase pilote de la Trame Noire sur certaines communes de la collectivité. Réalisation d'atlas de biodiversité communaux.		L'action permet de limiter l'imperméabilisation des sols à travers les documents d'urbanisme.		Développement de l'agroforesterie.	
	Action 4.3 : Augmenter le potentiel de séquestration carbone en favorisant l'usage des matériaux biosourcés dans la construction	La Plan d'Approvisionnement Territorial Bois permet de connaître le potentiel du territoire et ainsi de limiter la dépendance aux énergies fossiles pour les matériaux de construction "lourds" utilisés habituellement.		Vigilance de l'impact sur la faune locale des exploitations de forêts communales et privées.	S'appuyer sur les partenaires identifiés pour s'assurer de la cohérence des exploitations en lien avec la biodiversité.	La Plan d'Approvisionnement Territorial Bois permet de maximiser l'utilisation de ressources locales et d'éviter les émissions de GES liés aux transport de matériaux "lourds".		Pas d'impact	

		Mobilités et infrastructures de transport		Activités industrielles et tertiaires		Services publics et parapublics		Patrimoine et paysages	
	Action	Plan d'Actions final	Recommandations	Plan d'Actions final	Recommandations	Plan d'Actions final	Recommandations	Plan d'Actions final	Recommandations
AXE 4 : Anticiper les effets du changement climatique et rendre notre territoire plus fort	Action 4.1 : Améliorer la gestion des milieux aquatiques, la préservation et la réaction du territoire face au risque inondation	Pas d'impact	-	Pas d'impact	-	Construction d'ouvrages de protection contre les inondations sur les secteurs sensibles.		Préservation du patrimoine et du paysage face au risque inondation.	
	Action 4.2 : Le patrimoine naturel : un socle pour anticiper les effets du changement climatique	Pas d'impact	-	Pas d'impact	-	Désimperméabilisation d'espaces publics.		Reconstitution du maillage bocager.	
	Action 4.3 : Augmenter le potentiel de séquestration carbone en favorisant l'usage des matériaux biosourcés dans la construction	Pas d'impact		Montée en compétences des artisans locaux sur l'utilisation des matériaux biosourcés dans la construction et la rénovation des bâtiments.		Pas d'impact	-	L'exploitation raisonnée des parcelles n'a pas d'impact sur le paysage forestier. L'éco-construction permet aux bâtiments de mieux s'intégrer à l'environnement local.	

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

5.2.3 Synthèse par thématiques du PCAET

Les paragraphes suivants synthétisent les incidences de la première version du plan d'action du PCAET du Pays de Nay selon les grandes thématiques, formulent des recommandations et établissent les évolutions actées dans le plan d'action final de la collectivité.

- *Adaptation au changement climatique*

Les incidences initiales : Les actions prévues au sein du plan d'action prennent globalement en compte l'adaptation au changement climatique. Ce sujet est en particulier pris en compte dans l'aménagement du territoire (désimperméabilisation et végétalisation des espaces) ou dans les bâtiments (utilisation de matériaux biosourcés, végétalisation) et constitue par ailleurs le cœur de certaines actions, notamment à travers les axes 2 et 4 du plan d'action.

Les recommandations : Il est recommandé de faire de l'adaptation au changement climatique un fil directeur pour tous les secteurs, et de bien faire le lien entre sensibilisation et actions. Il s'agit ainsi d'adapter tout le territoire aux risques climatiques.

- *Biodiversité*

Les incidences initiales : Une majorité des actions ont un impact positif sur la biodiversité et la ressource en eau, comme l'élaboration d'une Stratégie Biodiversité, le travail débuté sur la Trame Noire, le renforcement des projets d'agriculture urbaine respectueuse de l'environnement, la promotion des modes doux et la réduction des distances à parcourir (entrainant moins de trafic routier et donc moins de risque de pollution diffuse), l'amélioration de la qualité de l'air, etc. La biodiversité et l'eau sont également au cœur de plusieurs actions du plan d'action.

Les recommandations : Certaines actions appellent à une vigilance, notamment sur le lieu et les modalités d'implantation des nouvelles capacités de productions d'énergies renouvelables ou des nouvelles infrastructures de transport. Par ailleurs, l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs est essentielle, ce qui inclue le secteur industriel et tertiaire.

- *Qualité de l'air*

Les incidences initiales : Le plan d'action affiche un impact positif en ce qui concerne la qualité de l'air. Les mesures de substitution des moyens de chauffage, de modification des habitudes de déplacements (motorisation, report modal, etc.) permettent de limiter les émissions de polluants atmosphériques. Les actions de développement d'espaces de biodiversité et de nature en ville permettent également d'assainir l'air et donc d'impacter positivement ce thème.

Les recommandations : Il est proposé de surveiller les émissions de particules fines liées au développement de l'usage du bois comme source d'énergie et d'être vigilant sur le choix de matériels performants.

- *Agriculture*

Les incidences initiales : Plusieurs actions proposées au sein du plan d'action ont un impact largement positif sur cette thématique. En effet, la collectivité entend accompagner le développement de l'agroforesterie, soutenir l'agriculture de conservation des sols ou encore de participer à l'amélioration de l'autonomie alimentaire du territoire par le renforcement de projets d'agriculture urbaine respectueuse de l'environnement. Par ailleurs, le projet d'alimentation territorial fera la part belle aux circuits courts, renforçant le secteur avec des cobénéfices (biodiversité, paysages).

Les recommandations : Un point de vigilance est porté sur le lieu et les modalités d'implantation des nouvelles capacités de production d'énergies renouvelables pouvant venir artificialiser de nouveaux espaces agricoles ou naturels. Il en va de même pour les potentielles nouvelles infrastructures de transport (vélo, bus).

- ***Enjeux socio-économiques***

Les incidences initiales : Le plan d'action dispose d'un impact globalement très positif concernant les enjeux socio-économiques du territoire. La rénovation importante du parc bâti, la modification des

habitudes de déplacements (transports en commun, modes doux, covoiturage, etc.) ou encore la réduction des consommations énergétiques par les changements de comportement (écogestes, etc.) permettent de réduire la précarité énergétique. En outre, le cadre de vie se voit améliorer par le renforcement de la végétalisation des espaces et bâtiments, la valorisation d'une économie locale durable grâce au soutien des circuits courts, etc.

Les recommandations : Un point de vigilance porte sur la gestion des nouveaux déchets liés à l'évolution des motorisations des véhicules (batteries de véhicules électriques en particulier).

- *Patrimoine et paysages*

Les incidences initiales : Les impacts sur le patrimoine et les paysages sont majoritairement positifs, en particulier par le changement des mobilités (moindre pollution pour le patrimoine, meilleure préservation du paysage) et par la rénovation énergétique du bâti. Par ailleurs, la végétalisation des villes et le recours aux matériaux biosourcés pour les constructions laissent présager d'un impact positif pour les paysages.

Les recommandations : Une vigilance particulière est notée sur le lieu et les modalités d'implantation des futurs systèmes de production d'énergies renouvelables. Enfin, les rénovations prévues doivent se faire dans le respect du patrimoine.

5.2.4 Synthèse globale du plan d'actions du PCAET

Le plan d'actions présenté par la Communauté de Communes du Pays de Nay est globalement très positif pour l'ensemble des composantes environnementales. Il propose notamment une rénovation énergétique forte du bâti, avec un accent sur l'exemplarité du secteur public. Par ailleurs, la mobilité est appelée à fortement évoluer, avec le soutien aux modes doux, aux transports en commun ou encore au covoiturage avec pour objectif de diminuer l'autosolisme. Enfin le parti pris de limiter l'artificialisation des sols, et de végétaliser en ville laissent supposer une augmentation des capacités de séquestration carbone du territoire et une baisse des émissions de polluants.

5.3 Impacts sur les espaces Natura 2000

L'évaluation environnementale stratégique prévoit, en présence de zone Natura 2000 sur le territoire concerné, une analyse spécifique des incidences environnementales des actions du PCAET. En effet, au regard des forts enjeux que ces espaces présentent, le projet devra justifier que ses actions soient « *compatibles avec les objectifs de conservation des habitats et des espèces qui ont justifié la désignation des sites*. »

Il existe **cinq sites Natura 2000 sur le territoire** :

- La **ZSC « Gave de Pau » ;**
- La **ZSC « Massif du Moulle de Jaout »** ;
- La **ZSC « Granquet-Pibeste et Soum d'Ech »** ;
- La **ZSC « Gabizos (et vallée d'Arrens, versants sud-est du Gabizos) »** ;
- La **ZPS « Pics de l'Estibet et de Mondragon ».**

L'analyse des incidences du Plan d'Actions met en évidence une absence d'incidences négatives sur l'ensemble des thématiques ; seuls des « points de vigilance » liés aux modalités de mise en œuvre des actions sont recensés (les éventuelles incidences négatives pouvant être évitées).

L'ensemble des « points de vigilance » listés sont « territoriaux » (approche paysagère principalement) : il n'y a pas d'incidences majeures recensées en matière de dégradation de la biodiversité, de la qualité de l'air, de l'eau ou des sols, des corridors et réservoirs écologiques sur le territoire.

Malgré l'absence d'incidence majeure, il pourra être prévu au cours de la mise en œuvre du PCAET, de détailler les mesures d'évitement possibles lorsque les actions seront plus précises et concrètes,

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

notamment en termes d'emplacement géographique. Ce travail pourra être mené sur les espaces Natura 2000 comme pour les sites dépourvus de Docob.

Il peut donc être conclu que la mise en œuvre du PCAET n'aura également pas d'incidences négatives sur les espaces Natura 2000 du territoire de la Communauté de communes du Pays de Nay.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

6 MESURES POUR EVITER, REDUIRE ET/OU COMPENSER LES IMPACTS NEGATIFS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCAET

6.1 Principe de définition des mesures

Les mesures proposées doivent être réalistes car elles représentent un engagement de la part de la collectivité. Elles sont adaptées aux impacts attendus et proportionnelles aux enjeux identifiés. Certains effets sont **évitables**, c'est-à-dire que par le choix des modalités de mise en œuvre, l'action peut ne générer aucun impact négatif. D'autres effets sont **réductibles**, c'est-à-dire que des dispositions appropriées les limiteront dans le temps ou dans l'espace. D'autres ne peuvent être réduits et des mesures **compensatoires** sont à prévoir.

Plusieurs points de vigilances ont été explicités via l'analyse des incidences environnementales, lors de l'analyse du plan d'action initial comme final. Les mesures présentées ci-après sont adaptées pour l'ensemble des points de vigilance identifiés au cours de l'analyse (y compris pour ceux ayant été « corrigés » dans le plan d'actions final). Les mesures sont présentées selon les types d'impacts possibles.

6.2 Impacts identifiés et mesures associées

6.2.1 Dégradation de la qualité paysagère ou patrimoniale

Des travaux liés au développement d'unités de production d'énergies renouvelables, à la construction de nouvelles infrastructures ou encore liés à la rénovation de bâtiments auront des impacts de différents ordres sur le patrimoine et le paysage selon plusieurs paramètres (localisation, matériaux utilisés, etc.). En l'absence de mesures d'évitement ou de réduction, ils pourraient dégrader la qualité paysagère ou patrimoniale du territoire. Les mesures préconisées pour ce type d'impact sont :

- **Éviter** : S'appuyer sur les documents existants et les recensements patrimoniaux pour définir les caractéristiques des projets et garantir leur intégration dans l'espace
- **Réduction** : Dans le cadre du développement du solaire photovoltaïque et thermique sur les toitures, accompagner le remplacement des toitures en fibrociment

Les actions concernées sont les suivantes :

- Action 1.3 : Réduire l'empreinte écologique dans les bâtiments et les espaces publics
- Action 2.1 : Rapprocher les habitants de l'emploi et des services
- Action 2.2 : Augmenter la fréquentation des transports en commun
- Action 2.3 : Réduire la part de l'autosolisme en développant les mobilités douces
- Action 2.4 : Aménager les conditions d'une mobilité partagée
- Action 2.5 : Réduire la consommation énergétique dans les bâtiments
- Action 3.1 : Relocaliser l'offre commerciale
- Action 3.2 : Restructurer la zone de chalandise alimentaire
- Action 3.3 : Pratiquer un tourisme durable
- Action 3.5 : L'agriculture et la forêt comme supports de la production d'énergies renouvelables
- Action 3.7 : Favoriser la production et la consommation d'une offre énergétique locale, renouvelable et variée
- Action 4.3 : Augmenter le potentiel de séquestration carbone en favorisant l'usage des matériaux biosourcés dans la construction

6.2.2 Dégradation de la qualité de l'air par le développement du bois-énergie

Le développement de projets d'énergies renouvelables intégrant la combustion d'un combustible (chaudières individuelles et réseaux de chaleur au bois-énergie) est susceptible de contribuer à la dégradation de la qualité de l'air du fait des émissions de particules fines ($PM_{2,5}$ et PM_{10}), de

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) et d'autres polluants (dont les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques - HAP) qu'il induit.

En l'absence de mesures d'évitement ou de réduction, le développement des projets d'énergies renouvelables avec source de combustion pourrait dégrader la qualité de l'air. Les mesures préconisées pour ce type d'impact sont :

- **Eviter :**
  - Privilégier l'usage de sources d'énergies renouvelables sans combustion, permettant ainsi de limiter la contribution aux émissions de polluants atmosphériques
- **Réduire :**
  - Pour le remplacement des installations de chauffage par des installations au bois-énergie, privilégier le remplacement par des équipements performants (par exemple les installations labellisées Flamme Verte par l'ADEME), et privilégier également l'utilisation d'un combustible sec
  - Conditionner les aides au remplacement des installations de chauffage à la réalisation de travaux de rénovation énergétique si les diagnostics de performance énergétique des logements concernés sont inférieurs à B ou C par exemple
  - Veiller à ce que le financement d'un nouveau système de chauffage s'inscrive dans un travail de planification et de densification des besoins favorisant le développement des chaudières bois collectives permettant un meilleur contrôle des émissions atmosphériques

Les actions concernées sont les suivantes :

- Action 3.5 : L'agriculture et la forêt comme supports de la production d'énergies renouvelables
- Action 3.7 : Favoriser la production et la consommation d'une offre énergétique locale, renouvelable et variée

6.2.3 Production de déchets supplémentaires

Les différentes actions qui visent à accroître la quantité de biomasse sur le territoire peuvent induire une surproduction de déchets verts. D'autres actions, fortement programmatrices de travaux peuvent générer des productions supplémentaires de déchets de chantiers. Les mesures préconisées pour ce type d'impact sont :

- **Eviter :**
  - Privilégier la réutilisation des matériaux existants lorsque l'usage du bâtiment le permet, comme la structure d'un bâtiment
- **Réduire** :
  - Etudier toutes les solutions de réutilisation/revalorisation des déchets verts (paillage, valorisation énergétique, etc.). Recycler les matériaux usagés présents pour un autre usage (exemple : tuiles usagées en matériaux de cheminement paysager)

Les actions concernées sont les suivantes :

- Action 1.3 : Réduire l'empreinte écologique dans les bâtiments et les espaces publics
- Action 2.1 : Rapprocher les habitants de l'emploi et des services
- Action 2.2 : Augmenter la fréquentation des transports en commun
- Action 2.3 : Réduire la part de l'autosolisme en développant les mobilités douces
- Action 2.4 : Aménager les conditions d'une mobilité partagée
- Action 2.5 : Réduire la consommation énergétique dans les bâtiments
- Action 3.1 : Relocaliser l'offre commerciale
- Action 3.2 : Restructurer la zone de chalandise alimentaire
- Action 3.3 : Pratiquer un tourisme durable
- Action 3.5 : L'agriculture et la forêt comme supports de la production d'énergies renouvelables
- Action 3.7 : Favoriser la production et la consommation d'une offre énergétique locale, renouvelable et variée

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

- Action 4.3 : Augmenter le potentiel de séquestration carbone en favorisant l'usage des matériaux biosourcés dans la construction

Il convient par ailleurs de noter qu'une action a pour objet de précisément réduire les tonnages de déchets collectés ; il s'agit de l'action 2.6 « Accompagner les citoyens et les acteurs économiques du territoire dans une démarche de réduction des déchets ».

6.2.4 Dégradation de la qualité de l'air par le développement de la méthanisation

Les projets de méthanisation sont susceptibles de conduire à des nuisances olfactives liées à la gestion du digestat (stockage, épandage, etc.) et des matières organiques stockées avant méthanisation. Ces projets sont également susceptibles de contribuer aux émissions de polluants atmosphériques issus du transport routier en cas d'acheminement des matières organiques sur site et pour la gestion du digestat.

En l'absence de mesures de réduction, le développement des projets de méthanisation pourrait dégrader la qualité de l'air. Les mesures préconisées pour ce type d'impact sont :

- **Réduire :**
  - Réaliser des états initiaux olfactifs afin d'évaluer et de limiter les nuisances olfactives potentielles des projets ;
  - Anticiper les voies de valorisation possible du digestat issu des microméthaniseurs et sensibiliser les acteurs de la filière aux bonnes pratiques pour limiter la volatilisation ammoniacale ;
  - Veiller à évaluer dès la phase de conception des projets, l'impact lié à l'acheminement des matières organiques sur site (émissions de polluants atmosphériques liées au transport routier)

Les actions concernées sont les suivantes :

- Action 3.5 : L'agriculture et la forêt comme supports de la production d'énergies renouvelables

6.2.5 Dégradation de la qualité de l'air par l'implantation de végétation en ville

Les projets portant sur l'intégration de la nature en ville contribuent généralement à assainir l'air. Toutefois, en l'absence de mesures d'évitement, ces projets sont susceptibles de contribuer à l'augmentation des risques allergènes, de contribuer aux émissions de polluants atmosphériques comme les Composés Organiques Volatils (COV) d'origine biogénique tel que les terpènes et enfin selon la typologie des projets à accroitre la stagnation des polluants dans les rues de type « canyon ».

Les mesures préconisées pour ce type d'impact sont :

- **Réduire** :
  - Implanter des espèces végétales ne présentant pas de risques allergènes et non émettrices de Composés Organiques Volatils (COV) biogéniques
  - Veiller à la bonne intégration de la végétation dans le paysage urbain (par exemple, la présence d'arbres dans les rues en canyon peut freiner la dispersion des polluants)

Les actions concernées sont les suivantes :

- Action 4.1 : Améliorer la gestion des milieux aquatiques, la préservation et la réaction du territoire face au risque inondation
- Action 4.2 : Le patrimoine naturel : un socle pour anticiper les effets du changement climatique
- Action 3.4 : Préserver les sols et les milieux favorables au bon déroulement du cycle de l'eau

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

6.2.6 Artificialisation d'espaces pour la réalisation d'installations d'ENR et/ou infrastructures

Des travaux liés à la réalisation d'installations d'unités de production d'énergies renouvelables et/ou d'infrastructures auront des impacts de différents ordres selon plusieurs paramètres (localisation, matériaux utilisés, etc.). En l'absence de mesures compensatoires, ils ont des impacts directs sur l'artificialisation et l'imperméabilisation des sols. Cela peut notamment générer des coupures de continuités écologiques et dégrader le paysage environnant. Les mesures préconisées pour ce type d'impact sont :

- **Eviter** : S'appuyer sur les politiques d'aménagement et les documents qui en découlent pour empêcher toute artificialisation. Étudier toutes les solutions d'implantation sur les terres déjà artificialisées ; le cas échéant, justifier des besoins de consommation d'espace supplémentaire
- **Réduire** : Dans le cas de consommation d'espaces supplémentaires : choix de formes des constructions les moins consommatrices d'espaces, en continuité avec le tissu existant ; étude d'impact sur l'environnement (faune, flore, ressource en eau) et mesures d'atténuation favorisant la libre circulation des espèces (création de passages à faunes, etc.) ; gestion sur site des eaux pluviales afin de ne pas augmenter les quantités à réceptionner par les réseaux existants ; privilégier l'usage de revêtements perméables et/ou végétalisés permettant l'infiltration des eaux pluviales ; utilisation de systèmes constructifs ne nécessitant pas l'imperméabilisation de toute la surface des bâtiments (par exemple : micropieux au lieu d'une dalle béton).
- **Compenser** : En cas d'impact sur la biodiversité locale, compensation par la recréation d'espaces similaires, connectés au réseau écologique local (pas de coupure de biodiversité).

L'objectif national actuel en ce qui concerne les zones humides est le zéro artificialisation. Ainsi il est nécessaire de préciser que pour les milieux humides, seules les mesures d'évitement sont applicables.

Les actions concernées sont les suivantes :

- Action 1.3 : Réduire l'empreinte écologique dans les bâtiments et les espaces publics
- Action 2.1 : Rapprocher les habitants de l'emploi et des services
- Action 2.2 : Augmenter la fréquentation des transports en commun
- Action 2.3 : Réduire la part de l'autosolisme en développant les mobilités douces
- Action 2.4 : Aménager les conditions d'une mobilité partagée
- Action 2.5 : Réduire la consommation énergétique dans les bâtiments
- Action 3.1 : Relocaliser l'offre commerciale
- Action 3.2 : Restructurer la zone de chalandise alimentaire
- Action 3.3 : Pratiquer un tourisme durable
- Action 3.5 : L'agriculture et la forêt comme supports de la production d'énergies renouvelables
- Action 3.7 : Favoriser la production et la consommation d'une offre énergétique locale, renouvelable et variée

6.2.7 Concurrence entre production alimentaire et développement des énergies renouvelables

L'essor de la méthanisation sur le territoire pourrait entraîner le retournement de prairies permanentes afin de produire des cultures dites « énergétiques ». Ces cultures viseraient à alimenter les unités de méthanisation. Les mesures préconisées pour ce type d'impact sont :

- **Eviter** : Interdire le retournement des prairies permanentes ;
- **Réduire** : instaurer une charte encadrant la production énergétique par les exploitants agricoles ;

Les actions concernées sont les suivantes :

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

- Action 3.5 : L'agriculture et la forêt comme supports de la production d'énergies renouvelables

6.2.8 Création de nouvelles zones soumises à des risques technologiques

Le développement de certaines filières de production d'énergies renouvelables peut être à l'origine de l'implantation de structures potentiellement sources de risques industriels (unités de méthanisation en particulier). Les mesures préconisées pour ce type d'impact sont :

- **Éviter** : Favoriser le développement en priorité des filières non génératrices de risque ;
- **Réduire** : Favoriser l'implantation des unités sur des secteurs éloignés de tout enjeux environnementaux et humains

Les actions concernées sont les suivantes :

- Action 3.5 : L'agriculture et la forêt comme supports de la production d'énergies renouvelables

6.2.9 Recyclage des équipements électriques et électroniques

Certaines actions font appel au déploiement de nouvelles technologies impliquant des équipements électriques et électroniques. C'est le cas par exemple, des véhicules électriques qui sont dotés de batteries électriques, ou encore des panneaux photovoltaïques ou solaire thermique qui permettent la production d'énergie électrique ou thermique. En l'absence de mesures de réduction, leur fin de vie peut avoir un impact environnemental important. Les mesures préconisées pour ce type d'impact sont :

- **Eviter :**
  - Privilégier l'usage de modes doux comme la marche et le vélo pour les trajets ne nécessitant pas l'usage d'un véhicule motorisé (sobriété)
- **Réduire** :
  - Se rapprocher des constructeurs et/ou vendeurs pour privilégier le choix de batteries aux durées de vie longues et qui favorisent le recyclage le plus important. Donner une seconde vie aux batteries afin de prolonger leur utilisation et retarder leur recyclage.
  - Anticiper une filière de recyclage des panneaux photovoltaïques et solaires en fin de vie

Les actions concernées sont les suivantes :

- Action 2.3 : Réduire la part de l'autosolisme en développant les mobilités douces
- Action 2.4 : Aménager les conditions d'une mobilité partagée
- Action 3.3 : Pratiquer un tourisme durable
- Action 3.5 : L'agriculture et la forêt comme supports de la production d'énergies renouvelables
- Action 3.7 : Favoriser la production et la consommation d'une offre énergétique locale, renouvelable et variée

6.2.10 Dégradation des milieux naturels et des continuités écologiques

Les projets de constructions, rénovations et/ou nouveaux aménagements sont susceptibles de porter atteinte aux espèces faunistiques et floristiques existantes : les travaux de rénovation énergétique sur le bâti ancien peuvent avoir une incidence négative sur les espèces nichant et habitant dans les combles et anfractuosités des bâtiments anciens (oiseaux, chiroptères, etc.).

Par ailleurs, les projets visant le développement des énergies renouvelables sont également susceptibles d'avoir une incidence négative sur les milieux naturels via l'épandage du digestat, sous-produit de la méthanisation susceptible d'avoir une incidence sur la qualité de sols et de l'eau. En cas de pollution, les milieux naturels ainsi que la trame verte et bleue peuvent être dégradé.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

En l'absence de mesures d'évitement, de réduction ou de compensation, ces projets peuvent conduire à la dégradation des habitats et accroire la fragmentation des milieux. Les mesures préconisées pour ce type d'impact sont :

- **Eviter :**
  - Prendre en compte les nouveaux classements et les évolutions réglementaires (zonage, etc.) dans la rédaction des chartes et schéma de planification du développement des énergies renouvelables
- **Réduire :**
  - Dans le cadre de projets de rénovations thermiques sur le bâti ancien, faire le lien avec les associations spécialisées telles que la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) qui peut intervenir pour reloger les espèces.
  - Dans le cadre de projets de méthanisation, anticiper les risques de pollutions diffuses des sols et des eaux et adapter le choix de la localisation du projet en fonction des enjeux écologiques existants
  - Dans le cadre de projets d'aménagements et/ou d'unités de production d'énergies renouvelables : mettre en place des mesures d'atténuation favorisant la libre circulation des espèces (création de passages à faunes, etc.), privilégier l'usage de revêtements perméables et/ou végétalisés permettant l'infiltration des eaux pluviales et favorisant la biodiversité

Les actions concernées sont les suivantes :

- Action 1.3 : Réduire l'empreinte écologique dans les bâtiments et les espaces publics
- Action 2.1 : Rapprocher les habitants de l'emploi et des services
- Action 2.2 : Augmenter la fréquentation des transports en commun
- Action 2.3 : Réduire la part de l'autosolisme en développant les mobilités douces
- Action 2.4 : Aménager les conditions d'une mobilité partagée
- Action 2.5 : Réduire la consommation énergétique dans les bâtiments
- Action 3.1 : Relocaliser l'offre commerciale
- Action 3.2 : Restructurer la zone de chalandise alimentaire
- Action 3.3 : Pratiquer un tourisme durable
- Action 3.5 : L'agriculture et la forêt comme supports de la production d'énergies renouvelables
- Action 3.7 : Favoriser la production et la consommation d'une offre énergétique locale, renouvelable et variée

6.2.11 Dégradation de la qualité de l'eau

Les projets de méthanisation sont susceptibles de provoquer des pollutions diffuses des sols puis de la ressource en eau, notamment en lien avec le stockage et l'épandage du digestat, sous-produit de la méthanisation.

En l'absence de mesures d'évitement, ces projets peuvent conduire à la dégradation de la qualité de l'eau. Les mesures préconisées pour ce type d'impact sont :

- **Réduire :**
  - Anticiper les risques de pollutions diffuses des sols et des eaux en adaptant le choix de la localisation du projet en fonction des enjeux existants (aire d'alimentation des captages destinés à l'AEP, état chimique et biologique des ressources en eau à proximité, etc.) ; prévoir des mesures techniques pour éviter la pollution des sols (pourtour du méthaniseur comme réceptacle des fuites potentielles de digestat)

Les actions concernées sont les suivantes :

- Action 3.5 : L'agriculture et la forêt comme supports de la production d'énergies renouvelables

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

7 INDICATEURS DE SUIVI

Le dispositif de suivi environnemental a pour objectif de surveiller l'évolution des impacts (positifs et/ou négatifs) du PCAET. Le dispositif de suivi environnemental consiste en l'ensemble des moyens d'analyse et des mesures nécessaires au contrôle de la mise en œuvre de l'action. Il permet de vérifier le respect des engagements pris dans le domaine de l'environnement, par une confrontation d'un bilan aux engagements initiaux. Il s'appuie ainsi sur des indicateurs environnementaux, qui permettent d'évaluer les effets du PCAET sur les différents enjeux environnementaux identifiés lors de l'analyse de l'état initial de l'environnement. La présente partie permet d'identifier la gouvernance et les indicateurs environnementaux mis en place pour assurer le suivi des effets du PCAET.

Dans le cadre de la rédaction des fiches-actions, le PCAET identifie d'ores-et-déjà des indicateurs de suivi, en lien avec les objectifs stratégiques du document. Certains de ces indicateurs peuvent également servir au suivi environnemental des actions, et permettre lors de l'évaluation à mi-parcours puis à 6 ans, de dresser un bilan des impacts environnementaux de la mise en œuvre du PCAET. C'est particulièrement le cas pour les actions en lien avec la vulnérabilité du territoire.

D'autres indicateurs peuvent être proposés pour compléter ce suivi « stratégique », afin d'alimenter le futur bilan environnemental du PCAET. Ces indicateurs s'appuient, autant que possible, sur des données déjà existantes au moment de l'approbation du PCAET, afin de disposer d'un état initial de référence.

L'ensemble des indicateurs de suivi (« stratégiques » comme « environnementaux ») sont présentés ci-après ; l'état initial, lorsqu'il est disponible, est également figuré. Les indicateurs sont également reportés sur les fiches-actions.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Axes d'action		Actions	Référent CCPN	Indicateur de suivi	Source	Récurrence de la mise à jour	Objectif d'ici à 2029
AXE 1	1.1	**Piloter une politique publique de transition**		Nombre de personnes touchées par les campagnes de sensibilisation "Climat Air Energie"	CCPN	Tous les ans	Augmentation
				Volume consommables en fournitures administratives (k€)	CCPN	Tous les ans	Diminution
	1.2	**Vers un fonctionnement communautaire plus sobre en déplacements**		Distance parcourue par les véhicules de la flotte (km)	CCPN	Tous les ans	Diminution
				Part des véhicules à motorisation alternative au sein de la fotte (%)	CCPN	Tous les ans	Augmentation
	1.3	**Réduire l'empreinte écologique dans les bâtiments et espaces publics**	service Moyens Généraux	Consommations d'énergies des bâtiments publics (MWh)	CCPN	Tous les ans	Diminution
			Service Aménagement de l'Espace	Surfaces de parking perméables (%)	CCPN	Tous les ans	Augmentation
	1.4	**Poursuivre la mise en œuvre de pratiques durables au sein de l'ensemble des services de la collectivité**	Services Généraux	Poids des déchets ménagers de la collectivité (tonnes)	CCPN	Tous les ans	
				Part des produits issus de circuits courts ou locaux dans la restauration collective (%)	CCPN	Tous les ans	
	1.5	**Anticiper l'évolution de la ressource en eau potable en quantité et en qualité**	Service Eau et Assainissement	Qualité de l'eau potable distribuée	CCPN	Tous les ans	Stabilisation
AXE 2	2.1	**Rapprocher les habitants de l'emploi et des services**		Nombre d'agents territoriaux en télétravail	CCPN	Tous les ans	Augmentation
				Nombre d'entreprises proposant du télétravail	CCPN	Tous les ans	Augmentation
				Nombre de tiers-lieux créés	CCPN	Tous les ans	Augmentation
	2.2	**Augmenter la fréquentation des transports en commun**	Service Mobilités	Nombre d'utilisateurs des lignes ferroviaires	SNCF	Tous les ans	
			Service Mobilités	Nombre d'utilisateurs des lignes de car	Transporteur	Tous les ans	
			Service Mobilités	Nombre de demande de transport à la demande (TAD)	CCPN	Tous les ans	Augmentation
	2.3	**Réduire la part de l'autosolisme en développant les mobilités douces**	Service Mobilités	Nombre de communes ayant adopté le Carapatte et le Vélobus	CCPN	Tous les ans	
			Service Mobilités	Nombre de passage vélos sur les points stratégiques	CCPN (écocompteurs)	Tous les ans	
			Service Tourisme	Nombre d'établissements touristiques labellisés "Accueil Vélo"	CCPN	Tous les ans	
			Service Mobilités	Linéaire de cheminements cyclables sécurisés (km)	CCPN	Tous les ans	
	2.4	**Aménager les conditions d'une mobilité partagée**	Service Mobilités	Nombre d'aires de covoiturage créées ou matérialisées	CCPN	Tous les 2 ans	
			Service Mobilités	Registre de preuve de covoiturage	CCPN	Tous les ans	
			Service Mobilités	Nombre de véhicules stationnés sur les principales aires de covoiturage	CCPN	Tous les ans	
	2.5	**Réduire la consommation énergétique dans les bâtiments**	Service Aménagement de l'Espace	Nombre d'habitations rénovées	CCPN	Tous les ans	
			Service Aménagement de l'Espace	Nombre de bâtiments publics rénovés	CCPN	Tous les ans	
	2.6	**Accompagner les citoyens et les acteurs économiques du territoire dans une démarche de réduction des déchets**		cf PLPDMA			
	2.7	**Anticiper l'évolution de la ressource en eau potable en quantité et en qualité en agissant sur les usages pour réduire les besoins**	Service Eau et Assainissement	Nombre de ménages réutilisant l'eau de pluie	CCPN	Tous les ans	
			Service Eau et Assainissement	Nombre de visites d'installations organisées	CCPN	Tous les ans	
			Service Eau et Assainissement	Volume d'eau potable distribué (m3)	CCPN	Tous les ans	
	2.8	**Sensibiliser les citoyens et les acteurs économiques pour des comportements plus sobres**		Nombre de campagnes de sensibilisation effectuées	CCPN	Tous les ans	

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Axes d'action		Actions	Référent CCPN	Indicateur de suivi	Source	Récurrence de la mise à jour	Objectif d'ici à 2029
AXE 3	3.1	**Relocaliser l'offre commerciale**	Service Développement Economique	Taux de vacance commerciale dans les centre-bourgs (%)	CCPN	Tous les ans	
	3.2	**Restructurer la zone de chalandise alimentaire**		Nombre de marchés locaux	CCPN	Tous les ans	
				Nombre de jardins partagés dans les communes	CCPN	Tous les ans	
				Nombre d'agriculteurs sur le registre de circuit-court	CCPN	Tous les ans	
	3.3	**Pratiquer un tourisme durable**	Service Tourisme	Nombre d'hébergements touristiques rénovés	CCPN	Tous les ans	
			Service Tourisme	Nombre d'établissements labellisés	CCPN	Tous les ans	
	3.4	**Préserver les sols et les milieux favorables au bon déroulement du cycle de l'eau**	Service Aménagement de l'Espace	Surfaces replantées ou renaturées (ha)	CCPN	Tous les ans	
			Service Aménagement de l'Espace	Nombre d'ouvrages d'infiltration créés	CCPN	Tous les ans	
			Service Aménagement de l'Espace	Surfaces actives déconnectées du réseau pour infiltration (ha)	CCPN	Tous les ans	
	3.5	**L'agriculture et la forêt comme supports de la production d'énergies renouvelables**	Service Aménagement de l'Espace	Quantité d'énergie produite par les méthaniseurs	CCPN	Tous les ans	
			Service Aménagement de l'Espace	Nombre de chaudières polycombustibles	CCPN	Tous les 3 ans	
			Service Aménagement de l'Espace	Nombre de stations de distribution de biométhane	CCPN	Tous les 2 ans	
	3.6	**Contribuer à la pérennisation de l'agriculture en structurant l'évolution des pratiques et en valorisant les services environnementaux rendus**	Service Aménagement de l'Espace	Linéaire de haies plantées (kml)	CCPN	Tous les ans	
				Surface cultivée en couvert permanent (ha)	Chambre d'Agriculture ou Ecoréseau	Tous les ans	
			Service Aménagement de l'Espace	Nombre d'agriculteurs possédant un label	Chambre d'Agriculture	Tous les ans	
	3.7	**Favoriser la production et la consommation d'une offre énergétique locale, renouvelable et variée**	Service Aménagement de l'Espace	Production d'énergie renouvelable (GWh)	Territory	Tous les 2 ans	
			Service Aménagement de l'Espace	Nombre de centrales photovoltaïques	CCPN	Tous les ans	
			Service Mobilités	Nombre de bornes de recharge de véhicules électriques	CCPN	Tous les ans	
AXE 4	4.1	**Améliorer la gestion des milieux aquatiques, la préservation et la réaction du territoire face au risque innondation**		Nombre d'ouvrages de protection construits	CCPN	Tous les ans	
				PPG validés	CCPN	Tous les ans	
				Surfaces replantées dans le cadre des PPG (ha)	CCPN	Tous les ans	
				PCS validés	CCPN	Tous les ans	
	4.2	**Le patrimoine naturel : un socle pour anticiper les effets du changement climatique**	Service Aménagement de l'Espace	Surfaces replantées (ha)	CCPN	Tous les ans	
			Service Aménagement de l'Espace	Nombre de seuils réhabilités pour la continuité écologique sur la gave de Pau et ses affluents	CCPN	Tous les ans	
			Service Aménagement de l'Espace	Surfaces désimperméabilisées (ha)	CCPN	Tous les ans	
	4.3	**Augmenter le potentiel de séquestration carbone en favorisant l'usage des matéiraux biosourcés dans la construction**	Service Aménagement de l'Espace	Part des matériaux biosourcés utilisés pour la construction (%)	Aménageurs, porteurs de projets	Tous les ans	

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

8 JUSTIFICATION DES RAISONS DU CHOIX DU PCAET (AU REGARD DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SANITAIRES)

Dans le cadre de l'élaboration de son Plan Climat, la Communauté de Communes du Pays de Nay s'est attachée à ce que sa construction soit partagée. L'EPCI a souhaité que les communes du territoire, les acteurs économiques, la société civile soient parties prenantes de cette démarche. À ce titre, la collectivité a invité les acteurs du territoire (entreprises, institutions, associations, habitants, salariés, usagers, etc.), aux différents stades de son élaboration.

Ces contributions ont permis de définir plus précisément les attentes en termes d'objectifs du PCAET, mais également de préciser et de prendre en compte les principaux enjeux sociaux, économiques et environnementaux associés dans le cadre de la définition du Plan d'Actions. Cette démarche de co-construction s'est appuyée sur différents outils : questionnaire grand public, ateliers de co-construction, etc.

Le schéma qui suit reprend les grandes étapes d'élaboration du PCAET et de l'Évaluation Environnementale Stratégique de la CCPC ainsi que les processus d'interaction qui les relient :

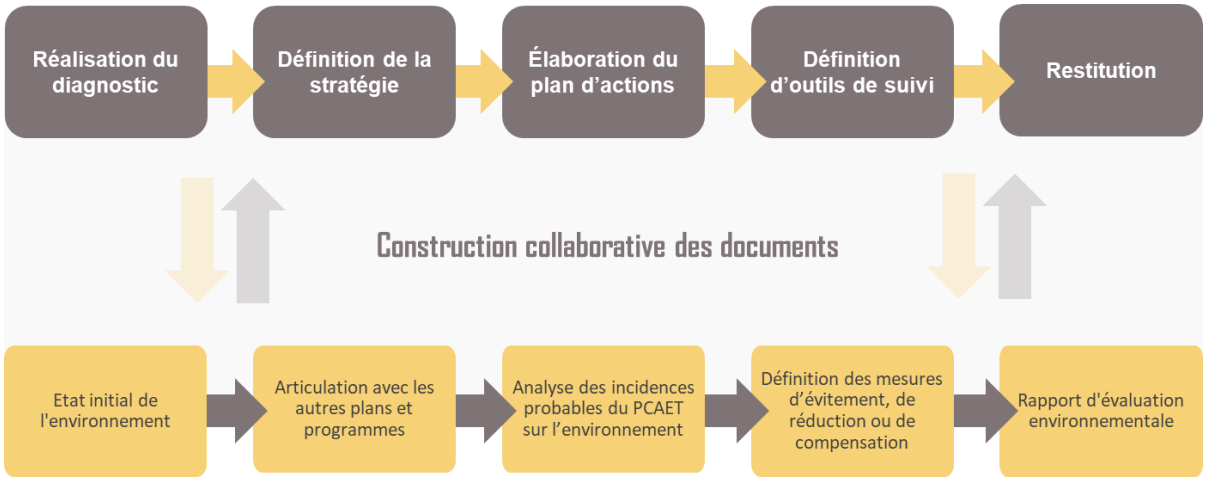


Figure 51 : Étapes de construction du PCAET et de l'EES (Source : ALTEREA)

Les parties qui suivent reprennent les différentes étapes qui ont permis d'aboutir à la stratégie et au Plan d'Actions du PCAET de la Communauté de Communes du Pays de Nay.

8.1 Concertation

8.1.1 Définitions de scénarios

La définition de scénarios prospectifs et l'analyse de leurs impacts en matière de consommation d'énergie, de production d'énergies renouvelables, de facture énergétique, d'émissions de gaz à effet de serre mais aussi de leurs incidences environnementales a aussi contribué à la définition des choix stratégiques de la collectivité.

Les modalités de l'élaboration des scénarios et la prise en considération de ceux-ci dans la construction stratégique du PCAET est présentée dans la partie « Analyse des incidences environnementales de la Stratégie » du présent document.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

8.1.2 Ateliers « stratégie »

8.1.2.1 Les modalités

En 2021, plusieurs réunions de travail portant sur la Stratégie du PCAET de la Communauté de Communes du Pays de Nay ont été réalisées. Une première réunion en format « de travail » avait pour objectif de présenter les résultats de la modélisation des deux premiers scénarios de travail (scénario « tendanciel » et « conformité règlementaire ») et d'échanger sur la construction de la Stratégie de la Communauté de Communes pour l'horizon 2050.

Par la suite, d'autres réunions de travail ont été organisées sur la stratégie. Au cours de celles-ci, les participants ont été invités à définir les orientations pouvant être mise en œuvre sur le territoire d'ici à 2050 afin de remplir les objectifs locaux. Pour ce faire, les discussions ont été orientées autour de grandes thématiques dont les enjeux sont prépondérants sur le territoire : l'adaptation au changement climatique, les bâtiments, l'agriculture, les énergies renouvelables ou encore la mobilité.

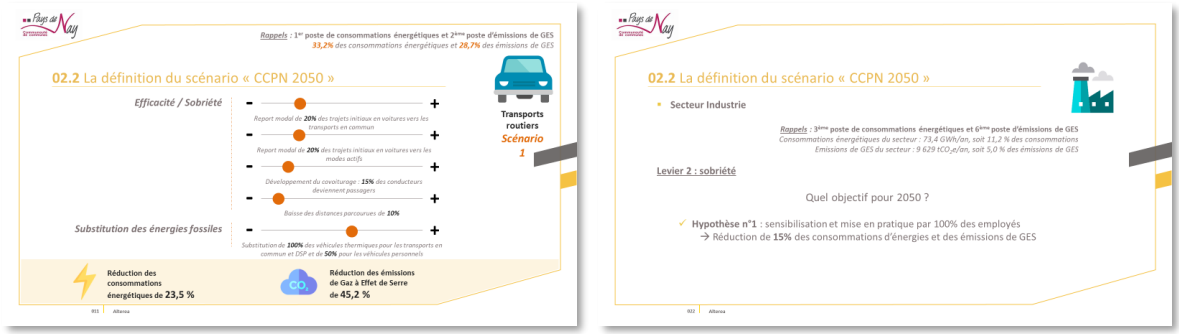


Figure 52 : Exemple de supports utilisés pour les réunions de définition des objectifs stratégiques (Source Alterea)

8.1.2.2 Apports des réunions « Stratégie » au projet de PCAET

Une première ébauche de stratégie a été définie pour donner suite à la présentation de ces scénarios, laquelle a été remaniée à plusieurs reprises pour donner suite aux échanges lors des différentes réunions. Ainsi, la stratégie du territoire à l'horizon 2050 s'est construite en plusieurs temps :

- Des ateliers Stratégie (avril et juin 2021) ;
- Un séminaire des élus (mars 2021) ;

Les différentes réunions ont fait ressortir les enjeux prioritaires liés à la maitrise de l'énergie (sobriété et efficacité énergétique), à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et au développement des énergies renouvelables et de récupération (ENR&R) afin de substituer les énergies fossiles. Le scénario de la Communauté de Communes a également fixé, au-delà du volet atténuation, des objectifs qualitatifs d'adaptation du territoire au changement climatique.

8.1.3 Ateliers « Plan d'actions »

8.1.3.1 Les modalités

Sept grands axes de travail thématiques ont été défini par la CCPN en amont de la phase « plan d'actions ».

Le 15 mars 2022, un atelier agriculture a été organisé dans le cadre de la conférence agricole regroupant plusieurs thématiques dont l'impact environnemental du secteur agricole. Le lendemain, 16 mars, 6 ateliers ont été organisés sur les thématiques suivantes « Mobilité », « Industrie et déchets », « Séquestration carbone », « Bâtiment » et « Energies renouvelables ». Les participants se sont mobilisés de 10 à 15 personnes en moyenne, réparties entre les techniciens de la collectivité et les acteurs locaux (partenaires institutionnels, associations, entreprises, etc.). L'objectif de ces ateliers est de nourrir la version initiale du plan d'actions à partir des contributions des acteurs du territoire.

Cela a permis de bénéficier de références à des travaux en cours sur le territoire, des freins rencontrés sur le terrain ou bien encore des opportunités.

8.1.3.2 Apports des ateliers « Plan d'action » au projet PCAET

Un travail supplémentaire a été mené par les élus et les services de la Communauté de Communes afin de structurer le plan d'actions pour mieux s'approprier le PCAET au cours de différents temps forts :

- Deux ateliers eau/transition
- Une rencontre des principaux professionnels du territoire
- Deux groupes de travail d'élus
- Un deuxième atelier agriculture
- Un groupe de travail exécutif de la CCPN/Chefs de service sur l'éco exemplarité

Une concertation auprès du public a été mise en place par la CCPN au travers de deux moments d'échanges :

- Deux conférences Acclimaterra en octobre 2019 (70 habitants et 150 lycéens)
- Une réunion publique en octobre 2022 (25 habitants)

Certaines fiches actions sont créées, d'autres fusionnées et certaines supprimées. Finalement, ce sont 23 fiches actions qui composent le plan d'action définitif.

8.2 Comité technique (COTECH) et Comité de pilotage (COPIL)

8.2.1 Les modalités

Les comités techniques ont pour but de réunir les services techniques et les élus référents du PCAET afin de suivre l'avancée du projet. Ainsi, ils permettent de préparer les passages en COPIL qui eux valident les orientations prises. Les COTECH ont, à cet égard, pleinement contribué à l'élaboration de la stratégie et du plan d'actions du PCAET.

Le comité de pilotage a pour but de réunir les élus référents PCAET afin de débattre et de valider les orientations prises dans le cadre du PCAET.

Plusieurs COTECH et COPIL se sont tenus au fil de la démarche d'élaboration.

8.2.2 Remarques et Apports des COTECH et COPIL à la construction du PCAET

Les COTECH et COPIL réalisés ont permis de caler les temps de réunion et la concertation du PCAET, mais aussi de débattre des scénarios de travail, des propositions issues des ateliers et des moyens alloués au PCAET.

L'ensemble des évolutions entre les documents de travail et les versions finalisées des différentes pièces du PCAET (Diagnostic, Stratégie, Plan d'Actions) résultent ainsi des échanges réalisés dans le cadre de ces réunions.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

9 SYNTHESE

Les calculs des consommations d'énergie, des émissions de gaz à effet de serre, et de la production d'énergies renouvelables sont réalisés à partir des objectifs stratégiques fixés par la CCPN. L'estimation de la production d'énergie renouvelable semble faible au vu des données issues de l'observatoire en 2019.

Le Plan Climat n'est pas conforme aux attentes réglementaires, cependant comme précisé à plusieurs reprises au cours du projet, il est compatible avec ceux-ci. Les objectifs stratégiques fixés sont adaptés vis-à-vis de la configuration du territoire et des efforts pouvant être engagés par la collectivité.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

10 **ANNEXES**

10.1 Tableau de comparaison du PCAET avec les documents nationaux

Thématiques	Document de référence	Cadre et objectifs nationaux	Déclinaison dans le PCAET
Séquestration carbone	Code de l'Environnement	Renforcement de la capacité de stockage du carbone (végétation, sols et bâtiments)	Renforcement de la capacité de stockage de carbone par la création ou le renforcement de linéaire de haies bocagères et des espaces végétalisés au sein des espaces urbanisés.
Qualité de l'air	Code de l'Environnement	Réduction des émissions de polluants atmosphériques et de leur concentration (pour chaque secteur d'activités)	Réduction des émissions de polluants par le changement de motorisation des transports routiers, la substitution du fioul et le changement de pratiques agricoles notamment.
Émissions de gaz à effet de serre	LTECV / LEC	Réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % entre 1990 et 2030, atteindre la neutralité carbone et diviser par 6 les émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050	Réduction de 57,5% des émissions de GES entre 2023 et 2050.
Consommations d'énergie	LTECV / LEC	Réduire la consommation énergétique finale de 50% en 2050 par rapport à la référence 2012, en visant un objectif intermédiaire de 20% en 2030 Réduire la consommation énergétique primaire des énergies fossiles de 30% en 2030 par rapport à la référence 2012, en modulant cet objectif par énergie fossile en fonction du facteur d'émissions de gaz à effet de serre de chacune	Réduction de la consommation énergétique finale (tous secteurs confondus) de 43,2% entre 2023 et 2050. Réduction importante du fioul et du gaz au sein des secteurs relatifs aux bâtiments et substitution forte des véhicules fonctionnant aux produits pétroliers.
Energies renouvelables	LTECV / LEC	Augmenter la part des énergies renouvelables à 23% de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 33% de cette consommation en 2030	52,5% de couverture par les énergies renouvelables de la consommation énergétique totale en 2050
Transport	SNBC	Diminuer de 28% les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030 par rapport à 2015 et atteindre une « décarbonation complète de l'énergie consommée » d'ici 2050	Réduction de 74,6% des émissions de gaz à effet de serre du secteur transport routier - transport de personnes - entre 2023 et 2050. Réduction de 60,4% des émissions de gaz à effet de serre du secteur transport routier - transport de marchandises - entre 2023 et 2050. Substitution de 80% des véhicules personnels thermiques et de

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Thématiques	Document de référence	Cadre et objectifs nationaux	Déclinaison dans le PCAET
			100% des véhicules pour les transports en commun et DSP à l'horizon 2050.
Bâtiment	SNBC	Diminuer de 49% les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030 par rapport à 2015 et atteindre une « décarbonation complète de l'énergie consommée » d'ici 2050	Réduction de 77,0% des émissions de gaz à effet de serre du secteur résidentiel entre 2023 et 2050. Réduction de 81,0% des émissions de gaz à effet de serre du secteur tertiaire entre 2023 et 2050. Substitution de 100% du fioul et de 100% du gaz fossile pour le secteur résidentiel et de 100% du fioul et de 100% du gaz fossile pour le secteur tertiaire à l'horizon 2050.
Industrie	SNBC	Diminuer de 35% les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030 par rapport à 2015 et de 81% d'ici 2050	Réduction de 71,4% des émissions de gaz à effet de serre du secteur industrie (hors branche énergie) entre 2023 et 2050. Substitution de 100% du fioul et de 100% du gaz fossile à l'horizon 2050.
Agriculture	SNBC	Diminuer de 46% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 et atteindre la « décarbonation complète de l'énergie consommée » d'ici 2050	Réduction de 42,8% des émissions de gaz à effet de serre du secteur agriculture entre 2023 et 2050. Substitution de 80% des énergies fossiles consommées par les engins agricoles et les bâtiments.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

10.2 Tableau de comparaison du PCAET avec les documents régionaux

10.2.1 Région Nouvelle-Aquitaine

Thématiques	Document de référence	Cadre et objectifs régionaux	Déclinaison dans le PCAET
Émissions de gaz à effet de serre	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Réduction de 75% des émissions de gaz à effet de serre entre 2010 et 2050	Réduction de 57,5% des émissions de GES entre 2023 et 2050.
Consommations d'énergie	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Réduction de 50% des consommations d'énergie finale entre 2010 et 2050	Réduction de la consommation énergétique finale (tous secteurs confondus) de 43,2% entre 2023 et 2050.
Energies renouvelables	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Multiplication par 4 de la production d'énergies renouvelables sur le territoire entre 2015 et 2050	Augmentation très importante de la production d'énergies renouvelables (de 45,7 GWh à 188,4 GWh en 2050) pour atteindre une couverture par les énergies renouvelables locales de 52,5% de la consommation énergétique totale en 2050
Transport	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Réduction des émissions de gaz à effet de serre des transports de 45% en 2030 et 94% en 2050 (par rapport à 2010) Réduction des consommations d'énergie de 34% en 2030 et 61% en 2050 (par rapport à 2010)	Réduction de 55,0% des consommations énergétiques et de 74,6% des émissions de gaz à effet de serre du secteur transport routier - transport de personnes - entre 2023 et 2050. Réduction de 31,2% des consommations énergétiques et de 60,4% des émissions de gaz à effet de serre du secteur transport routier - transport de marchandises - entre 2023 et 2050.
Bâtiment	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur résidentiel et tertiaire de 67% en 2030 et 90% en 2050 (par rapport à 2010)	Réduction de 43,6% des consommations énergétiques et de 77,0% des émissions de gaz à effet de serre du secteur résidentiel entre 2023 et 2050.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Thématiques	Document de référence	Cadre et objectifs régionaux	Déclinaison dans le PCAET
		Réduction des consommations d'énergie du secteur résidentiel et tertiaire de 36% en 2030 et 54% en 2050 (par rapport à 2010)	Réduction de 59,1% des consommations énergétiques et de 60,4% des émissions de gaz à effet de serre du secteur tertiaire entre 2023 et 2050.
Agriculture, Forêt et pêche	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole de 24% en 2030 et 37% en 2050 (par rapport à 2010) Réduction des consommations d'énergie du secteur agricole de 26% en 2030 et 33% en 2050 (par rapport à 2010)	Réduction de 42,8% des émissions de gaz à effet de serre du secteur agriculture entre 2023 et 2050. Substitution de 80% des énergies fossiles consommées par les engins agricoles et les bâtiments.
Industrie	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur de l'industrie de 44 % en 2030 et 71 % en 2050 (par rapport 2010) Réduction des consommations d'énergie du secteur de l'industrie de 11 % en 2030 et 31% en 2050 (par rapport à 2010)	Réduction de 57,0% des consommations énergétiques et de 71,4% des émissions de gaz à effet de serre du secteur industrie (hors branche énergie) entre 2023 et 2050.
Déchet	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Réduire les déchets d'activités économiques de 1,2 million de tonnes à horizon 2031 Réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur des déchets de 52 % en 2030 et 83% en 2050 (par rapport à 2010)	Secteur minoritaire par rapport aux autres, et territoire très engagé dans ce domaine. Ainsi, la poursuite et l'amélioration de la politique globale concernant la gestion des déchets sera mise en place par la Communauté de Communes. Celle-ci devrait notamment permettre de poursuivre la réduction engagée des tonnages de déchets collectés par an. Ainsi, non seulement les émissions liées directement au tonnage de déchet vont diminuer mais également toutes celles relatives à leur collecte et leur traitement.
Environnement	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Réduction de 50% le rythme de la consommation foncière sur le territoire régional à l'horizon 2030	Priorisation de l'enveloppe urbaine des bourgs avant de penser à leur extension, en fonction des capacités réelles de densification des communes. Préservation des espaces naturels (massifs forestiers, zones humides, etc.). Développement de la végétalisation urbaine et de la trame verte et bleue dans les centre-bourgs pour le bien-être des habitants.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Thématiques	Document de référence	Cadre et objectifs régionaux	Déclinaison dans le PCAET
Qualité de l'air	SRADDET Nouvelle Aquitaine	Réduction des émissions de SO_2 de 77% ; de NO_x de 69% ; de COVNM de 52% ; de NH_3 de 13% et de particules fines de 57% d'ici 2030 par rapport à 2005	Réduction importante de l'ensemble des polluants atmosphériques grâce à la réduction des consommations pour chaque secteur.

10.2.2 Région Occitanie

Thématiques	Document de référence	Cadre et objectifs régionaux	Déclinaison dans le PCAET
Émissions de gaz à effet de serre	SRADDET Occitanie	Réduction de 76% des émissions de gaz à effet de serre entre 2015 et 2050	Réduction de 57,5% des émissions de GES entre 2021 et 2050.
Consommations d'énergie	SRADDET Occitanie	Réduction de 39% des consommations d'énergie finale entre 2015 et 2050	Réduction de la consommation énergétique finale (tous secteurs confondus) de 43,2% entre 2021 et 2050.
Energies renouvelables	SRADDET Occitanie	Multiplication par 4 de la production d'électricité renouvelable et par 3 de la production thermique sur le territoire entre 2015 et 2050	Augmentation très importante de la production d'énergies renouvelables (de 45,7 GWh à 188,4 GWh en 2050) pour atteindre une couverture par les énergies renouvelables locales de 52,5% de la consommation énergétique totale en 2050
Transport	SRADDET Occitanie	Objectif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre sectoriel pas encore inclus dans la version juin 2022 du SRADDET	Réduction de 55,0% des consommations énergétiques et de 74,6% des émissions de gaz à effet de serre du secteur transport routier - transport de personnes - entre 2021 et 2050. Réduction de 31,2% des consommations énergétiques et de 60,4% des émissions de gaz à effet de serre du secteur transport routier - transport de marchandises - entre 2021 et 2050.
		Réduction des consommations d'énergie de 32% en 2031 et 64% en 2050 (par rapport à 2015)	

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Thématiques	Document de référence	Cadre et objectifs régionaux	Déclinaison dans le PCAET
Bâtiment	SRADDET Occitanie	Objectif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre sectoriel pas encore inclus dans la version juin 2022 du SRADDET	Réduction de 43,6% des consommations énergétiques et de 77,0% des émissions de gaz à effet de serre du secteur résidentiel entre 2021 et 2050. Réduction de 59,1% des consommations énergétiques et de 60,4% des émissions de gaz à effet de serre du secteur tertiaire entre 2021 et 2050.
		Réduction des consommations d'énergie du secteur résidentiel de 8% en 2031 et 24% en 2050 (par rapport à 2015) Réduction des consommations d'énergie du secteur tertiaire de 16% en 2031 et 31% en 2050 (par rapport à 2015)	
Agriculture, Forêt et pêche	SRADDET Occitanie	Objectif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre sectoriel pas encore inclus dans la version juin 2022 du SRADDET	Réduction de 42,8% des émissions de gaz à effet de serre du secteur agriculture entre 2021 et 2050. Substitution de 80% des énergies fossiles consommées par les engins agricoles et les bâtiments.
		Réduction des consommations d'énergie du secteur agricole de 44% en 2031 et 44% en 2050 (par rapport à 2015)	
Industrie	SRADDET Occitanie	Objectif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre sectoriel pas encore inclus dans la version juin 2022 du SRADDET	Réduction de 57,0% des consommations énergétiques et de 71,4% des émissions de gaz à effet de serre du secteur industrie (hors branche énergie) entre 2021 et 2050.
		Réduction des consommations d'énergie du secteur de l'industrie de 27 % en 2030 et 4% en 2050 (par rapport à 2015)	
Déchet	SRADDET Occitanie	Objectif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre sectoriel pas encore inclus dans la version juin 2022 du SRADDET	Secteur minoritaire par rapport aux autres, et territoire très engagé dans ce domaine. Ainsi, la poursuite et l'amélioration de la politique globale concernant la gestion des déchets sera mise en place par la Communauté de Communes. Celle-ci devrait notamment permettre de poursuivre la réduction engagée des tonnages de déchets collectés par an. Ainsi, non seulement les émissions liées directement au tonnage de déchet vont diminuer mais également toutes celles relatives à leur collecte et leur traitement.
		Réduire de 31% la quantité de déchets ménagers et assimilés résiduels à traiter entre 2015 et 2031	
Environnement	SRADDET Occitanie	Être compatible avec l'objectif de réussir le Zéro Artificialisation Nette à l'horizon 2040	Priorisation de l'enveloppe urbaine des bourgs avant de penser à leur extension, en fonction des capacités réelles de densification des communes. Préservation des espaces naturels (massifs forestiers, zones humides, etc.).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Thématiques	Document de référence	Cadre et objectifs régionaux	Déclinaison dans le PCAET
			Développement de la végétalisation urbaine et de la trame verte et bleue dans les centre-bourgs pour le bien-être des habitants.
Qualité de l'air	SRADDET Occitanie	Réduction des émissions de SO_2 de 36% ; de NO_x de 50% ; de COVNM de 11% ; de NH_3 de 16% et de particules fines de 35% d'ici 2030 par rapport à 2014	Réduction importante de l'ensemble des polluants atmosphériques grâce à la réduction des consommations pour chaque secteur.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NAY

250 RUE MONPLAISIR, 64800 BENEJACQ

PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL

V4 - Date de diffusion 05/12/2023

Mémoire en réponse aux avis

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

MAÎTRISE D'OUVRAGE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NAY
PAE Monplaisir,
64800 Benejacq

Agnès VIGNAU
Responsable du Service Urbanisme
T 05 59 61 11 82
@ a.vignau@paysdenay.fr

ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE

ALTEREA
26, Boulevard Vincent Gâche
CS 17502
44275 NANTES CEDEX 2
T 02 40 74 24 81

Pierre-Louis GARCIA
Coordinateur d'études
Conseiller Territoire Engagé
Climat Air Energie
T 07 57 09 55 57
@ plgarcia@alterea.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Table des matières

PRÉAMBULE 4

RÉPONSE AUX AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES 4
RÉPONSE AUX AVIS DU PUBLIC 4
RÉPONSE AUX AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE 4

TABLEAU DE REPONSES POUR LES AVIS DE L'ETAT 5

TABLEAU DE REPONSES POUR LES AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE 7

TABLEAU DE REPONSES POUR LES AVIS DU PUBLIC 10

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

PRÉAMBULE

Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) est défini à l'article L. 222-26 du Code de l'Environnement et précisé aux articles R. 229-51 à R.221-56.

Ce document-cadre de la politique énergétique et climatique de la collectivité est un projet territorial de développement durable dont la finalité est la lutte contre le changement climatique et l'adaptation du territoire. Il doit être révisé tous les 6 ans.

À la suite de l'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 et au décret n°2016-1110 du 11 août 2016, le PCAET est soumis à évaluation environnementale des projets, plans et programmes. Cette évaluation environnementale est une démarche continue et itérative tout au long de l'élaboration du projet de PCAET. Elle consiste, à partir d'un état initial de l'environnement et des enjeux territoriaux identifiés, en une analyse des effets sur l'environnement du projet de PCAET avec pour objectif de prévenir les conséquences dommageables sur l'environnement.

RÉPONSE AUX AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES

En application de la réglementation, le projet de PCAET a été transmis pour avis à l'Autorité Environnementale ainsi qu'au préfet de la Région Nouvelle-Aquitaine et au Président du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine. Le présent mémoire correspond à l'analyse de ces avis, et à la présentation des modifications éventuelles qui y sont associées.

L'Autorité Environnementale et le préfet de la Région Nouvelle-Aquitaine ont formulé un avis. En l'absence de retour du Président du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine, son avis est réputé favorable.

L'analyse des recommandations formulées par les personnes publiques associées (PPA) est présentée sous la forme d'un tableau aux pages suivantes. Chaque ligne correspond à une recommandation : les deux premières colonnes rappellent l'organisme ayant formulé l'avis ainsi que la recommandation qui a été formulée. Les colonnes suivantes précisent comment est prise en compte la recommandation dans le PCAET du Pays de Nay.

RÉPONSE AUX AVIS DU PUBLIC

L'analyse des recommandations formulées par le public est présentée sous la forme d'un tableau aux pages suivantes.

Pour le traitement des données du public, les remarques ont été regroupées selon les thématiques qu'elles abordaient ; elles sont néanmoins consultables dans leur intégralité en partie 3 du présent document. Les numéros des avis servent uniquement au suivi via le tableau d'analyse, et ne sont nullement utilisés pour hiérarchiser les avis. Chaque ligne du tableau correspond à une thématique abordée par un ou plusieurs avis, présenté(s) en première colonne. Les colonnes suivantes précisent les numéros de référence des avis concernés (et listés en partie 3 du présent document), la réponse de la collectivité ainsi que les modifications éventuelles apportées au projet de PCAET.

RÉPONSE AUX AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

L'autorité environnementale a également formulé un avis sur le projet de PCAET du Pays de Nay. La MRAE souligne le volontarisme de la collectivité dans la démarche, ainsi que la pertinence des mesures du programme d'actions. Le développement conséquent des énergies d'origine renouvelable est également mis en avant. Cependant, la MRAE formule plusieurs points d'amélioration, notamment l'ancienneté des données utilisées pour le diagnostic, la transcription des mesures du PCAET dans les documents d'urbanisme, le dispositif de suivi ainsi que l'opérationnalité des actions à mettre en place.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

TABLEAU DE REPONSES POUR LES AVIS DE L'ETAT

Organisme ayant formulé l'avis	Extrait de l'avis des Personnes Publiques Associées	Réponse apportée par la Communauté de Communes du Pays de Nay	Pièce du PCAET modifiée
Diagnostic territorial			
Préfet de la région Nouvelle – Aquitaine	Le diagnostic réalisé couvre globalement l'ensemble des domaines prévus par la réglementation.	/	Pas de modification
La stratégie territoriale au regard des objectifs nationaux			
Préfet de la région Nouvelle – Aquitaine	En toute transparence, il est indiqué dans le PCAET du Pays de Nay que celui-ci ne permettra pas d'atteindre certains des objectifs nationaux. Celui-ci demeure cependant compatible avec les documents nationaux en tendant vers les valeurs cibles au regard des potentiels offerts par le territoire. La déclinaison des objectifs stratégiques chiffrés en objectifs opérationnels et territorialisés méritera cependant d'être précisée avant le bilan à mi-parcours du PCAET.	La Communauté de Communes du Pays de Nay s'engage d'ici l'évaluation à mi-parcours à compléter les différentes parties à renforcer dans la déclinaison des objectifs stratégiques chiffrés de manière opérationnelle.	Pas de modification immédiate. Programme d'actions à modifier en interne CCPN avant évaluation à mi-parcours.
Le programme d'action et sa mise en œuvre opérationnelle			
Préfet de la région Nouvelle – Aquitaine	Les fiches couvrent l'ensemble des enjeux du territoire et permettent de structurer la démarche de transition écologique. Elles pourront être précisées avant la mise en œuvre.	La Communauté de Communes du Pays de Nay précise lorsque cela est possible les fiches actions avant la mise en œuvre du PCAET. Il est à noter que le document est évolutif au cours des 6 années et sera ainsi complété et renforcé progressivement.	Pas de modification
Dispositif de suivi, d'évaluation et d'animation			
Préfet de la région Nouvelle – Aquitaine	Une évaluation du plan à mi-parcours sera à prévoir en 2026 (voir chapitre 7). Ce rapport sera mis à la disposition du public. Ce bilan sera l'occasion de s'interroger sur les moyens humains et financiers à déployer face à certains objectifs à conforter. Afin d'anticiper cette étape, il conviendra de préciser les données chiffrées de ces indicateurs.	Il sera effectivement prioritaire de définir les indicateurs dans l'élaboration du programme d'actions, avant le bilan à mi-parcours.	Pas de modification immédiate. Programme d'actions à modifier en interne CCPN avant évaluation à mi-parcours.
Les observations thématiques			
Préfet de la région Nouvelle – Aquitaine	Adaptation aux impacts du changement climatique La stratégie d'adaptation aux impacts du changement climatique est bien présentée dans le PCAET. Une meilleure intégration des risques pourrait être envisagée notamment en ce qui concerne la forêt, face aux risques incendies croissants, en présentant les enjeux environnementaux, touristiques et sociaux. L'atténuation des effets induits par le changement climatique et la préservation de la biodiversité, qui devraient être un fil conducteur des ambitions portées par le PCAET, ne sont que partiellement traitées.	Le diagnostic rappelle les communes exposées aux risques majeurs (inondations, mouvements de terrain, feux de forêt). Les feux de forêt concernent 7 communes du territoire. Il est également rappelé que les risques de feux de forêts pourraient s'intensifier dû à l'augmentation de la durée des sécheresses. Un complément est apporté pour détailler le contexte national et régional des feux de forêts et du risque associé. Dans le rapport stratégique, il est indiqué que la Communauté de Communes s'est saisie de l'enjeu de l'adaptation au changement climatique à travers plusieurs axes : - Information et prévention ; - Aménagement des bâtiments ; - Développement de boucles énergétiques locales et d'autoconsommation ; - Recherche du « zéro artificialisation nette » ; - Intégration des espaces naturels et l'adaptation de l'agriculture ;	Rapport de diagnostic : partie 10.3.1 liée aux risques naturels

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

		- Préservation des ressources en eau. Le programme d'actions comporte plusieurs fiches en lien direct avec l'atténuation des effets du changement climatique (l'axe 4 y est d'ailleurs dédié) et la préservation de la biodiversité : - Action 4.1 « Améliorer la gestion des milieux aquatiques, la préservation et la réaction du territoire face au risque inondation » : la fiche propose un travail sur les Solutions Fondées sur la Nature pour permettre au territoire de faire face au risque inondation. - Action 4.2 « Le patrimoine naturel, un socle pour anticiper les effets du changement climatique » : la fiche recense de nombreuses actions en faveur de la biodiversité avec la restauration, à la désimpermébilisation d'espaces et des travaux complémentaires au projet de trame verte et bleue actuel (inventaire des zones humides trame noire. L'engagement de la CCPN dans le programme porté par l'Agence Régionale de la Biodiversité témoigne de son engagement fort pour faire avancer cette thématique. Au-delà de la biodiversité, ces actions ont pour but également de limiter les risques multiples liés au changement climatique.	
Préfet de la région Nouvelle – Aquitaine	**Stockage carbone** L'objectif de neutralité carbone est traduit dans le PCAET, sans oublier les aspects séquestration du carbone dans les sols et les matériaux biosourcés.	/	Pas de modification
Préfet de la région Nouvelle – Aquitaine	**Aménagement durable** Le lien entre le PCAET et sa déclinaison dans les documents d'urbanisme est insuffisamment pris en compte. Les services de l'Etat seront particulièrement vigilants à l'intégration des enjeux de transition écologique, énergétique et environnementaux dans les documents d'urbanisme.	Comme rappelé dans l'action 1.1 du programme d'actions, **« l'**élaboration et le suivi de la mise en œuvre du PCAET sont portés par la commission Aménagement de l'Espace – PCAET qui traite par ailleurs les sujets du foncier, des paysages, de la biodiversité, et de l'urbanisme ». La commission prévoit de travailler à l'ajout de clauses au SCoT dans les prochains mois. Pour rappel, plusieurs actions détaillent déjà les modalités d'intégration des enjeux du PCAET au sein des documents d'urbanisme : - le besoin d'instaurer des règles dans les documents d'urbanisme est bien souligné pour limiter l'imperméabilisation des sols dans l'action 4.1. - Le travail d'inventaire des zones humides précisé dans l'action 4.2 donnera lieu à des compléments dans les documents d'urbanisme afin de préserver le patrimoine naturel du territoire. De la même manière les résultats des trames vertes et bleues avec l'élaboration du PLU. La transcription des actions opérationnelles visées par le PCAET dans les PLU est complétée via une annexe au Plan d'Actions, notamment pour ce qui concerne la compacité des zones urbaines, la recherche de l'émergence d'îlots de fraicheur, les cheminements doux, les zones de production d'EnR, etc.	Programme d'actions : ajout d'une annexe sur la réalisation d'un « Porter à Connaissance » pour la mise en compatibilité des documents d'urbanisme communaux avec le PCAET.
Préfet de la région Nouvelle – Aquitaine	**Développement des énergies renouvelables et de récupération** La réalisation d'études pour les filières photovoltaïque, méthanisation et biomasse sera utile pour connaitre les gisements mobilisables et les possibilités de valorisation locales. Ces études doivent être lancées rapidement pour conforter les choix proposés et concrétiser la transition énergétique du territoire.	La Communauté de Communes du Pays de Nay fera de ces études une priorité pour définir les orientations les plus justes.	Pas de modification

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

TABLEAU DE REPONSES POUR LES AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

Organisme ayant formulé l'avis	Extrait de l'avis des Personnes Publiques Associées	Réponse apportée par la Communauté de Communes du Pays de Nay	Pièce du PCAET modifiée
Contexte, présentation du PCAET et enjeux environnementaux			
Autorité environnementale	L'Ae recommande de mettre à jour et les données et références du PCAET et de les harmoniser entre les différents documents.	Le diagnostic du PCAET est modifié afin que les données soient à jour.	Rapport de diagnostic partie 4.1 objectifs
Autorité environnementale	L'Ae recommande d'actualiser l'estimation du potentiel d'EnR à l'horizon 2030 en prenant en compte des données de 2019 fiabilisées ou plus récentes.	Le temps à consacrer à l'actualisation du potentiel EnR est trop considérable pour pouvoir l'intégrer au PCAET. Le diagnostic a été établi en 2018 et les données méritent d'être actualisées, ainsi la CCPN se chargera si elle le souhaite d'actualiser le potentiel au cours de la mise en œuvre du PCAET.	Pas de modification
Autorité environnementale	L'Ae recommande d'actualiser les objectifs quantitatifs de la stratégie en vérifiant et en prenant en compte les données de consommation énergétique, d'émissions et de captation de gaz à effet de serre et de production d'EnR les plus récentes possibles et cohérentes entre elles.	Le temps à consacrer à l'actualisation des données de la stratégie est trop considérable pour pouvoir l'intégrer au PCAET. La stratégie a été établie en 2021 et les données méritent d'être actualisées, ainsi la mise à jour aura lieu au prochain PCAET. Par ailleurs, hormis la consommation énergétique qui est directement accessible, les valeurs des émissions de GES et des productions ENR sont le résultat d'un calcul conséquent respectivement de bilan carbone territorial et d'estimation de potentiel.	Pas de modification
Analyse de l'évaluation environnementale			
Autorité environnementale	L'Ae recommande de préciser l'analyse de cohérence entre les objectifs du PCAET et ceux des orientations nationales, notamment de la SNBC, du plan national de réduction des émissions de polluants, et ceux issus des Sraddet et des plans régionaux santé environnement.	Les erreurs concernant le SRADDET de la Nouvelle Aquitaine ont été modifiées afin que les données soient à jour. Comme détailler dans le document, le PCAET n'atteint pas les objectifs fixés par les orientations nationales, cependant le territoire y contribue à hauteur de son potentiel et des ambitions politiques traduites par les mesures prises dans la stratégie 2050.	Rapport stratégique : 2.4 Les grands enjeux du territoire Rapport Evaluation Environnementale et Stratégique : 4.2.1 Rappel du cadre régional
Autorité environnementale	L'Ae recommande d'actualiser le dossier en prenant en compte les éléments issus du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 Adour-Garonne, notamment pour ce qui concerne les objectifs de bon état des masses d'eau, le classement des cours d'eau, et les perspectives d'évolution de la ressource en eau. Elle recommande également de compléter le dossier par une présentation détaillée du plan d'adaptation au changement climatique (PACC) du comité de bassin Adour-Garonne et par une analyse précise de la cohérence entre le PACC et le PCAET.	Certaines données ont été mises à jour pour afin de prendre en compte le SDAGE 2022-2027 Adour-Garonne	Rapport Evaluation Environnementale et Stratégique 3.2.4 Eau

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Autorité environnementale	L'Ae recommande de préciser l'articulation entre le PCAET et les schémas régionaux biomasse et les plans régionaux forêt et bois.	Le rapport d'Evaluation Environnementale et Stratégique est modifié pour intégrer le lien entre le PCAET, les schémas régionaux biomasse et les plan régionaux forêt et bois.	Rapport Evaluation Environnementale et Stratégique : 3.2.7 Production d'énergies à partir du milieu physique et potentiel de développement
Autorité environnementale	L'Ae recommande de compléter le scénario tendanciel par l'analyse des résultats concernant les rejets de polluants atmosphériques et la qualité de l'air.	Depuis l'article de la Loi n°2018-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM), la volet « air » est renforcé dans le PCAET. Les objectifs de réduction des émissions de polluants atmosphériques sont définis à l'échelle nationale par le Plan national de Réduction des Polluants Atmosphériques (PREPA). Le rapport d'évaluation environnementale a été complété pour intégrer le Plan National de Réduction des Polluants Atmosphériques	Rapport Evaluation Environnementale et Stratégique : 4.1 Articulation avec les documents nationaux
Autorité environnementale	L'Ae recommande de compléter le dossier par un exposé développant les arguments et précisant les motifs pris en compte par la CCPN pour déterminer le contenu de son PCAET et en établir les objectifs.	La CCPN a déjà communiqué en interne et auprès de ses partenaires les modalités de définition des objectifs et les motivations associées à travers les CR des COTECH et COPIL concernés.	Pas de modification
Autorité environnementale	L'Ae recommande d'individualiser l'analyse des incidences environnementales de la stratégie retenue dans le PCAET dans un chapitre dédié du rapport d'évaluation environnementale.	La lecture des incidences environnementales de la stratégie CCPN 2050 reste suffisamment claire et ne nécessite pas une restructuration de cette partie du document.	Pas de modification
Autorité environnementale	L'Ae recommande de compléter l'évaluation des incidences Natura 2000 par des mesures d'évitement qui devraient être prises en compte par les projets à venir devant contribuer à la mise en œuvre du PCAET.	Sans préciser la nature des mesures d'évitement, un complément est apporté au paragraphe relatif aux zones Natura 2000. Il est rappelé que plusieurs mesures d'évitement sont précisées dans la partie 6 pour les 11 impacts négatifs identifiés.	Rapport Evaluation Environnementale et Stratégique : 5.3 Impacts sur les espaces Natura 2000
Autorité environnementale	L'Ae recommande de réexaminer le dispositif de suivi du PCAET et de ses actions, par une meilleure priorisation des indicateurs, en veillant à ce qu'ils soient facilement calculables et en fixant pour chacun d'entre eux des valeurs initiales et des valeurs cibles à mi-parcours ainsi qu'à l'échéance du plan. Il devrait notamment comporter la mise en place d'un dispositif minimal de suivi des émissions et des concentrations de polluants atmosphériques.	La faisabilité de l'accès à la donnée et du calcul sera réévaluée pour réajuster le nombre d'indicateurs effectifs à suivre afin de garantir un meilleur pilotage du programme d'actions. Un indicateur dédié au suivi des émissions de polluants atmosphérique pourra être intégré à l'une des actions de l'axe 2. Il sera effectivement prioritaire de définir les valeurs initiales et cibles des indicateurs dans l'élaboration du programme d'actions, avant le bilan à mi-parcours.	Pas de modification immédiate
Prise en compte de l'environnement par le PCAET			
Autorité environnementale	L'Ae recommande que le recrutement d'un chargé de mission transition climatique soit concrétisé comme prévu par l'arrivée d'un agent dès l'année 2023.	Le recrutement est en cours de validation au sein de la Communauté de Communes. Il devrait être acté pour le dernier trimestre de 2023.	Pas de modification
Autorité environnementale	L'Ae recommande de compléter les fiches actions par des mesures à intégrer dans les documents d'urbanisme, afin de contribuer à l'atteinte des objectifs du PCAET et à l'absence d'artificialisation nette d'ici 2050. Elle recommande également d'engager une révision du Scot et des PLU des communes du Pays de Nay, afin d'intégrer dans ces documents les objectifs du PCAET.	Comme rappelé dans l'action 1.1 du programme d'actions, **« l'**élaboration et le suivi de la mise en œuvre du PCAET sont portés par la commission Aménagement de l'Espace – PCAET qui traite par ailleurs les sujets du foncier, des paysages, de la biodiversité, et de l'urbanisme ». La commission prévoit de travailler à l'ajout de clauses au SCoT dans les prochains mois. Pour rappel, plusieurs actions détaillent déjà les modalités d'intégration des enjeux du PCAET au sein des documents d'urbanisme :	Programme d'actions : ajout d'une annexe sur la réalisation d'un « Porter à Connaissance » pour la mise en compatibilité des documents d'urbanisme communaux avec le PCAET.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

		- le besoin d'instaurer des règles dans les documents d'urbanisme est bien souligné pour limiter l'imperméabilisation des sols dans l'action 4.1. - Le travail d'inventaire des zones humides précisé dans l'action 4.2 donnera lieu à des compléments dans les documents d'urbanisme afin de préserver le patrimoine naturel du territoire. De la même manière les résultats des trames vertes et bleues avec l'élaboration du PLU. La transcription des actions opérationnelles visées par le PCAET dans les PLU est complétée via une annexe au Plan d'Actions, notamment pour ce qui concerne la compacité des zones urbaines, la recherche de l'émergence d'îlots de fraicheur, les cheminements doux, les zones de production d'EnR, etc.	
Autorité environnementale	L'Ae recommande de revoir à la hausse les objectifs du PCAET en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de proposer une stratégie permettant d'atteindre effectivement l'objectif de neutralité carbone en 2050.	Il est rappelé que les objectifs nationaux n'ont pas vocation à être appliqués stricto sensu de manière uniforme sur l'ensemble du territoire français. Selon la capacité de chaque territoire, il est attendu de moduler ses objectifs et de contribuer, autant que possible, à l'atteinte des objectifs nationaux. C'est, entre autres, à cette fin que les régions doivent élaborer leurs Schémas Régionaux d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET). Ces documents cadres viennent préciser les objectifs à l'échelle de chaque région. Il est attendu des PCAET la même démarche, à l'échelle intercommunale.	Pas de modification
Autorité environnementale	L'Ae recommande de mieux quantifier, pour chaque secteur et chaque action, les potentiels de réduction des consommations d'énergie et d'émissions de GES, en précisant les leviers, les responsables et les engagements qu'ils sont prêts à prendre. Elle recommande également de fixer des objectifs de réduction de GES plus ambitieux, de compléter les mesures prévues pour le secteur agricole, et de fournir dans la fiche dédiée à cette thématique une analyse des actions prévues sur les émissions de GES.	Le calcul de réduction des émissions de GES est réalisé pour chaque secteur lors de la phase stratégie, en se basant sur des critères chiffrés qui rendent l'estimation plus fiable. Les fiches actions ne présentent pas d'estimation de réduction des émissions car elles contribuent toutes aux objectifs de la stratégie CCPN 2050. En effet, certaines fiches actions sont en lien avec plusieurs secteurs et ne présentent pas de données d'entrées chiffrées suffisamment fiables et stabilisées pour permettre ce calcul.	Pas de modification
Autorité environnementale	L'Ae recommande de préciser, pour chaque type d'EnR, les gisements, les projets connus et les projections de puissance et production en résultant. Elle recommande notamment de compléter le dossier par une analyse de faisabilité d'atteinte simultanée des objectifs d'accroissement des EnR pour le bois-énergie, la méthanisation et le photovoltaïque, en précisant quels seraient les effets environnementaux. Elle recommande également de prendre en compte les effets du changement climatique dans l'évaluation du potentiel hydro-électrique.	L'analyse de faisabilité ne sera pas effectuée dans le cadre du PCAET, les gisements calculé pour le diagnostic sont suffisants pour établir les objectifs stratégiques. La quantification de l'effet du réchauffement climatique sur le potentiel d'énergie hydro-électrique n'est pas réalisée mais le point de vigilance est rappelé dans le diagnostic.	Rapport diagnostic : 5.4 L'hydroélectricité
Autorité environnementale	L'Ae recommande de s'assurer de la compatibilité entre le niveau de séquestration projeté et celui de l'exploitation de la biomasse forestière envisagée par ailleurs, et de documenter le caractère suffisant de ces objectifs pour parvenir à une neutralité carbone nette à l'horizon 2050.	L'exploitation de la biomasse forestière est compatible avec l'objectif de séquestration dans la mesure où la ressource provient d'espaces gérés durablement avec des plantations systématiques consécutivement aux découpes.	Pas de modification
Autorité environnementale	L'Ae recommande d'approfondir la recherche de mesures permettant de réduire de façon ciblée les émissions de polluants qui auront été constatées pour parvenir à respecter les objectifs de qualité de l'Organisation mondiale de la santé.	Les objectifs de qualité présentés par l'OMS ne sont pas étudiés au sein du PCAET. Le document rappelle cependant les objectifs du PREPA.	Pas de modification

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

TABLEAU DE REPONSES POUR LES AVIS DU PUBLIC

Synthèse des avis exprimés	Réponse apportée par la Communauté de Communes du Pays de Nay	Pièce du PCAET modifiée
Rapport de stratégie		
Il est demandé de préciser le développement des zones de libre évolution.	Les projets en cours sont précisés ainsi que le lien avec les documents d'urbanisme pour les modalités de protections de ces zones.	**Rapport stratégique, partie 3.2**
Il est souligné le paradoxe entre production d'énergies renouvelables locales et la fourniture de panneaux photovoltaïques par le marché asiatique.	Il y a des panneaux français, notamment des panneaux qui produisent à la fois chaleur et électricité. La collectivité ne pourra cependant pas mettre de clauses « locales » dans ses marchés, c'est contraire aux principes des marchés publics. Enfin, il est important de rappeler l'enjeu de développement d'une filière du réemploi / recyclage des panneaux (en cours de mise en place, via l'éco-organisme « Soren » qui a été créé il y a presque 10 ans maintenant). Pour compléter, la commune de Lagos a équipé le préau de son école de panneaux organiques innovants et développés localement (Université de Pau et des Pays de l'Adour). Ils ont vocation à être produits en France.	**Pas de modifications**
Il est demandé de détailler la mise en œuvre du développement des mobilités actives et plus particulièrement des vélos sur le territoire.	Il y a bien un objectif via le Schéma Cyclable du Pays de Nay (50 km) présenté dans la fiche action 2.3, et la hiérarchisation est bien prévue. En complément il est précisé que des actions de communication et de sensibilisation seront à développer, même si les modalités précises ne sont pas encore arrêtées. Par ailleurs, des ateliers de réparation de vélos sont déjà organisés dans le cadre de l'Espace de Vie Sociale.	**Pas de modifications**
L'objectif de 3% des espaces agricoles en agroforesterie en 2050 semble faible. Les études de l'INRAE montrent que cette pratique accroit globalement les rendements (en comptant toutes les ressources).	L'objectif des espaces agricoles en agroforesterie est de 3 % au minimum. Selon les rythmes observés au fil des années, il pourra être revu et amplifié. Par ailleurs, la stratégie en matière de biodiversité est en cours de précision.	**Pas de modifications**
Le rapport manque de précisions sur les stratégies d'implémentation (diffusion à la population, accompagnement des familles modestes dans une optique de justice sociale, prise en compte du tissu industriel local, formation des acteurs (en particulier les élus !), etc.).	Le rapport de Stratégie d'un PCAET est là pour préciser les objectifs sectoriels de baisse des consommations d'énergie et des émissions de GES, la hausse de la production d'ENR et la stratégie d'adaptation au changement climatique. Au-delà des aspects « quantitatifs », il y a cependant dans le PCAET du Pays de Nay un certain nombre de volets qualitatifs complémentaires, notamment sur l'accompagnement au changement (on parle régulièrement de sobriété par exemple). Le travail plus fin d'accompagnement des « perdants » doit se faire via le Plan d'Actions.	**Pas de modifications**
Les contreparties et les acteurs concernés ne sont pas suffisamment identifiés (ex : baisser les GES du routier implique une baisse la consommation d'essence. Si les grands surfaces vont s'en remettre, quid des petites stations et des garages auto ?) et donc les solutions d'accompagnement proposées en conséquence.	En l'occurrence, concernant l'exemple des stations-services : l'objectif commun est de réduire voire stopper la consommation de produits pétroliers. Il y aura donc nécessairement une évolution des emplois associés à l'avitaillement en diesel / essence des véhicules. L'objectif sera d'accompagner l'évolution de ces emplois, pour qu'ils puissent eux aussi contribuer à la transition (par exemple en installant des bornes de recharges électriques, des systèmes de recharge d'hydrogène, de biogaz, etc. au sein des stations, qui pourraient devenir « multi-énergies » plutôt que de créer d'autres stations ailleurs). Enfin, il est essentiel de rappeler que l'enjeu de la transition et de l'accompagnement ne peut pas être porté que par la CC et qu'il faut travailler sur cette thématique à tous les échelons : des communes, interlocutrices du quotidien, à l'Etat, planificateur sur le long terme.	**Pas de modifications**
Programme d'actions		

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Le programme d'actions mentionne la "sensibilisation des élus". Il serait préférable d'envisager de la "formation", et non de la "sensibilisation". Le Shift Project préconise 2% du budget à la formation des élus et de tous les agents. Il faut bien comprendre que pour des questions aussi complexes que les questions environnementales, s'appuyer uniquement sur son "vécu" ne permet de prendre que des décisions au doigt mouillé, donc très probablement mauvaises (sauf gros coup de chance). Le risque d'un manque de formation est d'amener à la prise de décision de mal adaptation.	Il est déjà fait référence à des formations, mais pour les techniciens. Cela pourrait être étendu aux élus, d'ailleurs il est prévu à l'action 1.1 d'intégrer les élus aux formations écogestes pour une meilleure diffusion au sein des communes. Sur le contenu des formations, cela reste à arbitrer aussi en fonction des agendas et des moyens disponibles. En cas de nécessité, la CC fera appel à des experts pour s'assurer que la décision soit prise de manière « éclairée » et consciente.	**Pas de modifications**
Il est question de développer la pratique du vélo "dès lors que le territoire disposera d'un réseau cyclable sécurisé". Quelle est la temporalité de cette action ? Aucune échéance, ni calendrier, ni plan ne sont présentés.	Cf. fiche action 2.3, qui précise les moyens et le calendrier. Les travaux de mise en œuvre du schéma cyclable démarreront début 2024. Par ailleurs, en octobre 2023, la CCPN a démarré une expérimentation de mise à disposition de ses agents de vélos à assistance électrique pour leurs déplacements professionnels (3 sites équipés, 3 à venir en 2024).	**Programme d'actions, fiche action 1.2**
Il est question de "minimiser l'impact environnemental des achats". Pourquoi ne pas intégrer dans les règles de l'appel d'offre des contraintes de localité, de bio sourçage, de respect des travailleurs, etc., tout en respectant la loi sur les règles des appels d'offre ?	Les clauses « locales » sont illégales en matière de marchés publics mais il est tout à fait possible de mettre des clauses ou des critères à caractères sociales et/ou environnementales. Quasiment tous les marchés actuels de la CC comportent au moins un critère à caractère environnemental. Exemple d'un critère environnemental sur un marché de transport : « Sous-critère 1 : Performance environnementale du parc de véhicules, pour 10 points » ; critère sur un marché de travaux : « La qualité des mesures d'hygiène et de sécurité, de la gestion des déchets et des mesures mises en œuvre pour réduire les nuisances de chantier, pour 10 points » La fiche action est modifiée pour intégrer l'objectif d'au minimum un critère environnementale par marché public	**Programme d'actions, fiche action 1.4**
Est-ce que la question du tarif progressif pour la consommation d'eau a été envisagé ? Exemple : premiers m3 gratuits puis un tarif de plus en plus cher.	La commission eau et assainissement du jeudi 9 novembre 2023 a travaillé sur la mise en place du tarif progressif. Cela nécessite l'appui d'un bureau d'études pour définir tous les profils de consommation et travailler sur les différents scénarios pour mettre en place à terme cette tarification pour 2025 soit une validation pour novembre 2024 (6 mois de travail puis validation politique).	**Programme d'actions, fiche action 1.5**
Le manque de chiffrage sur le linéaire de piste cyclable sécurisée est pointé du doigt.	Le descriptif de l'action précise bien 50 km en plus des véloroutes et des axes aménagés par les communes directement.	**Pas de modifications**
Un outil numérique pour faciliter le covoiturage est à priori une bonne idée. Vigilance sur que le coût en ressources d'une telle technologie.	L'objectif est justement de ne pas ajouter un énième outil, mais de réfléchir à leur coordination, pour aussi rassembler tous les usagers potentiels. L'outil devra être pensé pour pouvoir être utilisable sans que les usagers aient à changer leur matériel numérique (peut-être à préciser dans la fiche action ?). Selon les dernières informations, une réflexion est en cours pour le déploiement d'un outil unique à l'échelle régionale	**Pas de modifications**
Il est question de sensibiliser le public. Il faut aller plus loin et "former" le public. En l'absence de budget, des associations proposent des conférences/débats gratuitement, comme le groupe local The Shifters Pau, à destination des particuliers et des entreprises.	La CC prévoit de relayer l'information.	**Pas de modifications**
Dans les objectifs qualitatifs de l'action 2.5, vous pouvez ajouter "adaptation au changement climatique". Je pense que vous le sous-entendez dans "améliorer les logements", mais l'amélioration reste trop vague.	L'action est modifiée pour intégrer l'ajout suggéré.	**Programme d'actions, fiche action 2.5**

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

Peut-être faut-il anticiper une baisse du tourisme, ou du moins des gens venant de moins loin. Ainsi, les activités devront peut-être aussi s'adapter en conséquence.	Les pratiques touristiques « à développer » qui sont visées via la fiche-action sont en lien avec le tourisme local et le « slow-tourisme » (tourisme à vélo, à pied, etc.). L'objectif est effectivement de favoriser un tourisme moins impactant car avec moins de déplacements ou de moins loin. L'objectif global n'est pas nécessairement une hausse de la fréquentation, mais une hausse de la part du tourisme qui soit « responsable ». La précision est apportée à la fiche action. La phrase de contexte est reprise également.	Programme d'actions, fiche action 3.3
Le numérique est censé conduire au "zéro papier". L'arrivée du numérique a eu un impact limité sur la consommation de papier. Le numérique est très gourmand en ressources et fortement émetteur de GES. L'écart d'impact entre les deux solutions reste discutable.	Le point de vigilance est ajouté à la fiche action.	Programme d'actions, fiche action 3.3
Vous parlez de mieux adapter le type de cultures. Comment ? L'INRAE produit déjà beaucoup d'études scientifiques sur ces sujets. La connaissance est déjà là. Cette remarque est aussi valable sur tout un tas d'autres questions sur lesquels il est écrit "engager une réflexion" alors que la science a déjà les connaissances. Pour beaucoup de passage, j'ai l'impression que les rédacteurs n'ont pas lu les rapports (IPCC, IPBES, AIE, Acclimaterra, CNRS, INRAE, INSERM, etc.).	Au-delà de la littérature, le but est de pouvoir tester sur le territoire et adapter aux milieux de la CC. En matière d'adaptation de l'agriculture, il y a toujours un besoin d'ajustement selon les sols, les conditions météo particulières au territoire, etc. La fiche action est complétée afin de préciser des exemples de solutions à tester avec les partenaires et moyens techniques associés.	Programme d'actions, fiche action 3.4
La baisse des engrais minéraux se base exclusivement sur les digestas azotés, or les engrais minéraux sont principalement composés de phosphore	C'est plutôt lié à l'adaptation générale de l'agriculture et l'accompagnement des acteurs, et donc en complément avec la fiche-action 3.6. La fiche action est complétée pour préciser les leviers sur les engrais minéraux.	Programme d'actions, fiche action 3.6
Il est mentionné la concurrence entre production alimentaire et ENR, l'artificialisation. Comment s'assurer que les objectifs sont atteignables et cohérents les uns envers les autres ?	Le potentiel ENR a été défini hors concurrence avec la production agricole (donc pas de transformation d'espaces agricoles vers production d'ENR ; mais possibilité par exemple que les bâtiments agricoles existants accueillent du PV, de développer la méthanisation à partir des effluents existants, etc.). En complément, la loi sur l'accélération des EnR engage les communes à définir des zones d'accélération des EnR en privilégiant notamment les terrains en friches et déjà anthropisés. La loi renvoi la question d'utilisation de terres agricoles pour produire de l'énergie photovoltaïque à un document-cadre à arrêter par le préfet sur proposition de la Chambre d'agriculture (attente décret). Pour l'artificialisation, il est à noter que la fiche-action 1.1 engage le territoire vers le 0 artificialisation. Par ailleurs, l'EES a bien mis en évidence le risque d'artificialisation des sols, qui est le plus prégnant.	Pas de modifications
Faute de frappe dans la fiche action 4.1 c'est la loi MAPTAM (et non MATPAM).	La fiche action est corrigée.	Programme d'actions, fiche action 4.1

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_01-DE

AVIS DU PUBLIC

Un seul avis a été émis par Pierre BOURUMEAU, par mail, le lundi 16 octobre.

Sur le plan stratégique :
p.22, pour stocker du carbone, il est question de développer les zones de libre évolution. Quelle surface du territoire ? Quelle modalité pour protéger ces zones ?

p.26, 1/3 des toitures équipées de panneaux solaires, en particulier en ombrières. C'est un bel objectif mais l'hypothèse sous-entendue est une mondialisation qui le permette (car la France n'en produit aucun). A voir donc sur la durée.

p.27, vous parlez de développer les mobilités actives, mais d'objectif affiché. Un plan de développement des pistes cyclables est-il prévu ? Et tout ce qui va avec : accompagnement achat VAE pour revenus modestes, ateliers de réparation, éducation à la conduite, etc.

p.32, l'objectif de 3% des espaces agricoles en agroforesterie en 2050, c'est bien trop peu. Les études de l'INRAE montrent que cette pratique accroit globalement les rendements (en comptant toutes les ressources)

Les objectifs me paraissent réalistes, et pourraient même être plus ambitieux dans certains cas. Néanmoins, dans une vision stratégique, je regrette de ne pas lire plus de précisions sur les stratégies d'implémentation (diffusion à la population, accompagnement des familles modestes dans une optique de justice sociale, prise en compte du tissu industriel local, formation des acteurs (en particulier les élus !), etc.).
En outre, je trouve étonnant que les "perdants" ne soient pas identifiés/pris en compte (ex : baisser les GES du routier implique une baisse la consommation d'essence. Si les grands surfaces vont s'en remettre, quid des petites stations ? des garages auto ?) et que des solutions d'accompagnement ne leur soient, de fait, pas proposées/pensées.

Sur le plan d'actions :
p.8-9, il est question de "sensibilisation des élus". Si on veut être un peu sérieux sur ces questions, il faut de la "formation", et non de la "sensibilisation". Le Shift Project préconise 2% du budget à la formation des élus et de tous les agents. Pour la CCPN, la formation des élus doit comporter au moins :
* 10h sur le concept d'Energie,
* 10h sur la biodiversité et
* 10h sur le changement climatique.
* 10h sur les limites planétaires seraient aussi les bienvenues.

Ce volume est ce qui est recommandé dans le supérieur à tous les étudiants de tous les cursus pour "avoir les bases". Il faut bien comprendre que pour des questions aussi complexes que les questions environnementales, s'appuyer uniquement sur son "vécu" ne permet de prendre que des décisions au doigt mouillé, donc très probablement mauvaises (sauf gros coup de chance). Le risque d'un manque de formation est d'amener à la prise de décision de maladaptation.
(Et on rate en plus les questions de pollution, d'eau, de stratégie sociale, etc.)

p.11, il est question de développer la pratique du vélo "dès lors que le territoire disposera d'un réseau cyclable sécurisée".
La question est quand ? Aucune échéance, ni calendrier, ni plan ne sont présentés.

p.16, Il est question de "minimiser l'impact environnemental des achats". Pourquoi ne pas intégrer dans les règles de l'appel d'offre des contraintes de localité, de biosourçage, de respect des travailleurs, etc., tout en respectant la loi sur les règles des appels d'offre ?

p.19, sur la ressource en eau. Pourquoi ne pas utiliser un tarif progressif : premiers m3 gratuits (oui, oui, genre 1m3/personne/mois, à quantifier précisément) puis un tarif de plus en plus cher (genre le 5e à 10€ et le 10e m3 à 50€, à quantifier, la valeur est ici donnée sans calcul pour illustrer l'idée).

p.31 On retrouve le manque de chiffrage sur le linéaire de piste cyclable sécurisée (i.e. coupée physiquement des voies voitures).

p.32 Un outil numérique pour faciliter le covoiturage est à priori une bonne idée. Reste à vérifier le coût en ressources d'une telle technologie est bien rentable (coût financier, mais impact de création/maintenance car métaux rares, critiques, consommation électrique, etc.). Je comprends que la région qui est l'AOM devrait avoir la charge de ça plus que la CCPN.

p.36, il est question de sensibiliser le public. Il faut aller plus loin et "former" le public.
En l'absence de budget, des associations proposent des conférences/débats gratuitement, comme le groupe local The Shifters Pau, à destination des particuliers et des entreprises.

p.37, dans les objectifs qualitatifs de l'action 2.5, vous pouvez ajouter "adaptation au changement climatique". Je pense que vous le sous-entendez dans "améliorer les logements", mais l'amélioration reste trop vague.

p.42, ma proposition pour la page 19 (tarif progressif du m3) est valable à nouveau ici. C'est un levier assez classique de la justice sociale.

p.54, peut-être faut-il anticiper une baisse du tourisme, ou du moins des gens venant de moins loin. Ainsi, les acticités devront peut-être aussi s'adapter en conséquence.

p.55, le numérique est censé conduire au "zéro papier". D'une part, historiquement, l'arrivée du numérique n'a eu aucun impact sur la consommation de papier. Pourquoi cela serait-il le cas dans le futur ? Le numérique est très gourmand en ressources et fortement émetteur de GES. A vérifier quel bilan est le plus intéressant...

p.57, vous parlez de mieux adapter le type de cultures. Comment ? L'INRAE produit déjà beaucoup d'études scientifiques sur ces sujets. La connaissance est déjà là.
Cette remarque est aussi valable sur tout un tas d'autres questions sur lesquels il est écrit "engager une réflexion" alors que la science a déjà les connaissances. Pour beaucoup de passage, j'ai l'impression que les rédacteurs n'ont pas lu les rapports (IPCC, IPBES, AIE, Acclimaterra, CNRS, INRAE, INSERM, etc.).

p.60, vous comptez sur une baisse des engrais minéraux via les digestas azotés. Les engrais minéraux sont principalement ceux au phosphore.

p.62, dans les vigilances, vous parlez de la concurrence entre production alimentaire et ENR, l'artificialisation. C'est là un point que j'ai aussi peu lu, le concept de "bouclage". Comment savez-vous si vos objectifs bouclent ? Je n'ai rien lu sur cet aspect méthodologique dans les 3 projets.

p.71, coquille, c'est la loi MAPTAM (et non MATPAM).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_02-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_02-DE

VALIDATION DES CAHIERS DE RECOMMANDATIONS ARCHITECTURALES ET PAYSAGERES POUR LES TOITURES ET LES FAÇADES

Délibération n° D_2023_7_02

(Rapporteur : Jean-Pierre FAUX)

La Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN) s'est dotée en 2010 d'une compétence d'élaboration d'une charte architecturale et paysagère, dans le cadre de sa compétence Aménagement de l'Espace (cf. délibération du 20 décembre 2010 – arrêté préfectoral du 12 mai 2011).

Une première phase de diagnostic, menée en partenariat avec le Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement (CAUE64) sur les années 2011-2013, a permis de favoriser l'émergence, au niveau de la CCPN, d'une culture partagée quant aux enjeux de l'évolution des paysages du Pays de Nay. Les travaux du SCoT ont également mis en relief l'importance et le potentiel de la protection et de la valorisation des paysages dans les politiques publiques locales d'urbanisme et de développement. La CCPN a par ailleurs été lauréate d'un appel à projets national Plan de Paysages en 2013.

À l'issue de ces travaux, un engagement pour une stratégie paysagère du Pays de Nay a été approuvée par délibération du conseil communautaire du 16 décembre 2013. Le programme du Plan de Paysages s'est poursuivi par des actions d'animation locale et, en appui du document de la charte, la mise en place d'outils complémentaires de type cahiers de recommandations réalisés par le CAUE64 sur les clôtures et les haies champêtres.

Par décision du Président du 12 juin 2020 (DP_2020_29), il a été décidé d'élaborer deux cahiers de recommandations supplémentaires sur la question des toitures et des façades dans l'esprit des deux cahiers déjà existants. Ces cahiers répondent au besoin des communes en charge de l'élaboration de leur document d'urbanisme et ont une visée pédagogique à destination des particuliers, intégrant en particulier des préconisations en matière d'adaptation du bâti au changement climatique et de performance énergétique.

Les deux projets de cahiers de recommandations sont joints à la présente délibération.

Vu la délibération n°2013-8-03 du 16 décembre 2013 approuvant la Charte architecturale et paysagère du Pays de Nay ;
Considérant qu'il convient d'actualiser et de compléter ce document de cahiers de recommandation sur les Toitures et les Façades ;

Après avis favorable de la Commission Aménagement de l'Espace - PCAET du 8 novembre 2023,
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

APPROUVE **les cahiers de recommandations sur les Toitures et les Façades tel qu'annexés.**

AUTORISE **le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.**

Adopté à l'unanimité

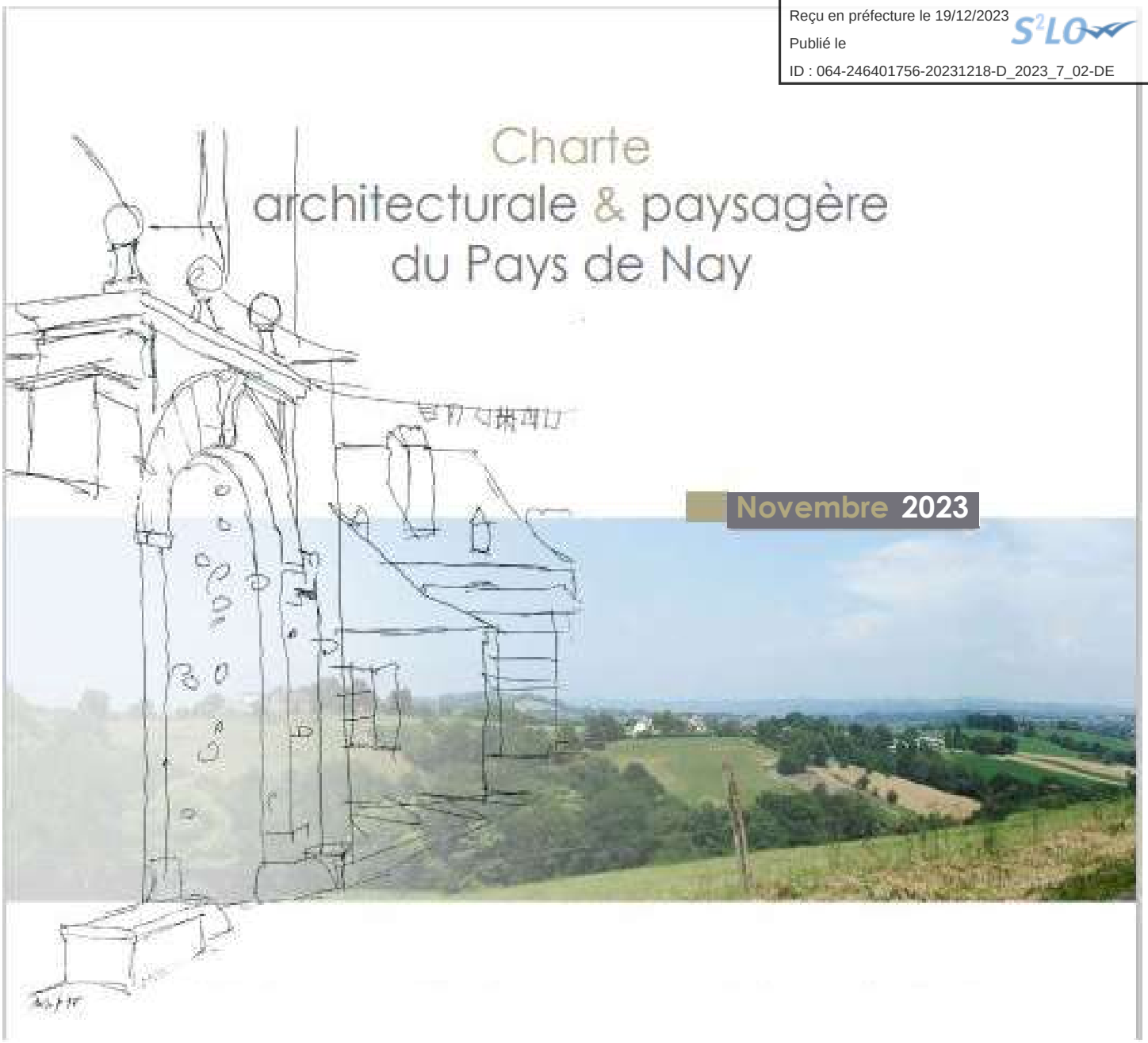
Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,

Signé par : Christian PETCHOT-BACQUE CCPN
Date : 19/12/2023
Qualité : CCPN - Président de la Communauté de Communes du Pays de Nay

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_02-DE

Charte architecturale & paysagère du Pays de Nay



Novembre 2023

- Les façades -

Pays de Nay Communauté de communes

ATELIER ARCHITECTURE ET PAYSAGE
Béatrice GRESLOT
Architecte D.P.L.G.

76 ter B rue d'Etigny 64000 PAU
Tél / Fax 05 59 62 18 74
Portables: 0676306871 & 0642872140
atelierap@orange.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_02-DE

AVANT-PROPOS

Le choix de l'implantation de toute construction dans le site reste prépondérant dans la composition d'un ensemble bâti. **Observer le site, s'implanter, construire et qualifier la construction** sont les principes de base à tout acte de construire (Cf Fiche 1.6 de la charte). Le présent cahier sur les façades a été élaboré pour vous aider à mieux appréhender les caractéristiques des toitures et des façades, à comprendre la volonté de la communauté de réglementer et d'accompagner les projets.

Chacune des fiches thématiques correspond à un point architectural ou paysager particulier**.** Il est important de **réfléchir sur la qualité de ce que l'on donne à voir depuis, l'espace public**.

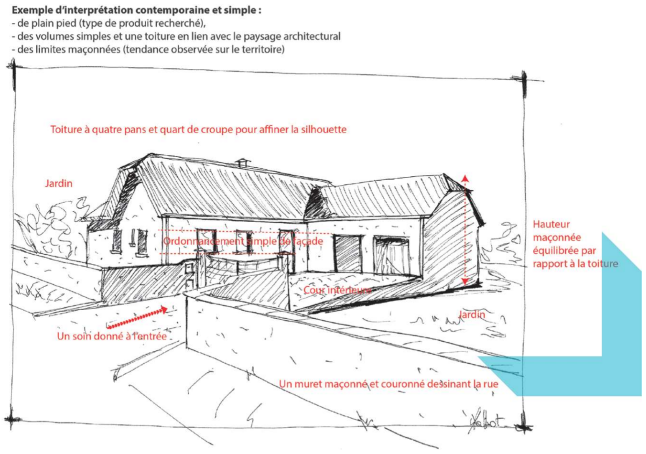
LES FACADES
Ouvertures et Fermetures

OUVERTURES ET FERMETURES

PRINCIPE

Le rythme, le jeu de proportions, la composition des ouvertures sur la façade affirment le caractère d'une construction et son appartenance à une famille d'architecture. Les ouvertures ne doivent pas seulement résulter de l'organisation en plan de la construction mais être dessinées, proportionnées en fonction de la façade et de l'aspect que l'on donne à voir principalement depuis l'espace public.

LES OUVERTURES, PAR LEUR LOCALISATION, LEURS PROPORTIONS OU LEUR RÉGULARITÉ, PARTICIPENT À L'ANIMATION DES FAÇADES ET À L'HARMONIE DES CONSTRUCTIONS.
ELLES LEUR DONNENT UN RYTHME, ORIENTENT LA COMPOSITION ET CARACTÉRISENT LEUR PHYSIONOMIE.



RECOMMANDATIONS

- « ce qu'on **recommande** »,
  - Composer la façade avec un soin particulier pour la façade principale qui est la première image que l'on donne à voir de la construction , depuis l'espace public, quelque soit l'orientation de la maison.
  - Harmoniser les ouvertures : type, hauteur… en favorisant les ouvertures plus hautes que large.
  - Favoriser les alignements par travée et la symétrie.
  - **Favoriser le bois** pour ses qualités environnementales. Pour les bois exotiques, il est préférable de les choisir avec le label issu de « forêts gérées durablement » et le label «Bois des Pyrénées».
  - **Eviter l'emploi des portes d'entrées industrialisées.** Elles banalisent votre construction au lieu de la personnaliser (trop souvent le même modèle se répète dans les lotissements). D'autre part, elles participent aussi de la composition de la façade, et même en être le point essentiel, d'où l'importance de son positionnement.
  - Les volets battants, voire coulissants, permettent d'animer les façades et de leur donner du relief.

« ce qu'on **ne souhaite plus voir** »

- **Les façades principales quasi aveugles sur rue.**
- **Les façades non composées,** avec des fenêtres différentes ne reflétant que le plan intérieur de la maison.
- **Les volets roulants** avec caisson non intégrés à la maçonnerie.
- L'emploi de matériaux comme le PVC surtout pour les menuiseries (fenêtres, portes…) et les fermetures. Outre la banalisation qu'il provoque et la couleur systématiquement blanche qui appauvrit les façades, la quantité d'énergie nécessaire à sa production. L'utilisation de chlore le range dans les matériaux à éviter dans le cadre du développement durable et provoquent des émanations toxiques en cas d'incendie.







Certaines menuiseries PVC bas de gamme ont une plus faible longévité (problèmes d'ovalisation, gauchissement, voire affaissement, d'aspect terne et mat) et, contrairement au bois, elles ne sont pas réparables. L'emploi du PVC est plus grave dans le cas des volets et des portes d'entrées que dans le cas des huisseries notamment en raison de leur fragilité en cas de grêle.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_02-DE

ENDUITS ET PAREMENTS

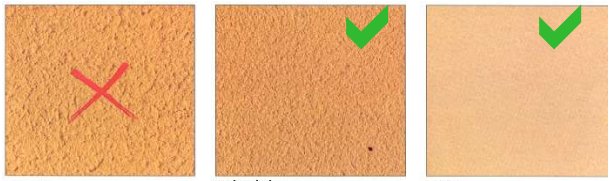
PRINCIPE

PROMOUVOIR UNE AUTHENTICITÉ DES MATÉRIAUX.

Le parement choisi devra être adapté au contexte naturel ou urbain, au type d'architecture et mettre en valeur les volumes.

RECOMMANDATIONS

- « ce qu'on **recommande** »,
  - Les enduits constituent une peau naturelle qui doit laisser respirer la maçonnerie. A ce titre, les enduits minéraux à la chaux sont préférables, en évitant les enduits à forte teneur en résine qui favorise l'humidité des parois.
  - Concernant l'aspect des enduits, la finition grattée et les enduits dits « tyroliens » sont à éviter. De part leurs aspérités importantes, ils accrochent les pollutions atmosphériques, les noircissures, les salissures et les mousses et ont, de fait, une mauvaise tenue dans le temps. La finition lissée nécessite un support parfait.



« ce qui peut être **exceptionnellement admis** »,

- Une maison bois ou métal d'architecture innovante basée sur une argumentation et un travail d'intégration approfondi, démontrant des qualités urbaines et environnementales.
- Le bois peut être utilisé sous formes de bardages horizontaux ou verticaux, de clins brise-soleil. La diversité de mise en œuvre et ses multiples utilisations en font un matériau contemporain même s'il était déjà utilisé dans l'architecture traditionnelle.
- La mixité des parements (bois et enduits notamment) permet de mettre en valeur les volumes sur une même construction.

Une maison à ossature bois peut être entièrement enduite.



« ce qu'on **ne souhaite plus voir** »

- L'imitation de matériaux (fausses briques, fausses pierres, faux pans de bois, faux marbre…). Non biosourcés, ces matériaux consomment beaucoup d'énergie lors de leur production.
- Les matières plastiques et stratifiées souvent de qualité médiocre,
- Les fausses corniches, moulures et bandeaux empruntés à l'architecture classique et qui s'intègrent mal dans nos régions.
- En cas de rénovation, la suppression des volets au profit des volets roulants qui appauvrisse les façades

Attention, en rénovation, les Isolations Thermiques par l'Extérieur (ITE) ne sont pas forcément adaptées à la modénature de certains bâtiments anciens. Elles font disparaitre les encadrements, amenuisent les débords de toits …. Il faut alors les recréer ce qui engendre des surcoûts. Il est préférable de favoriser les correcteurs thermiques biosourcés tels que le chanvre et la chaux, le liège ; les fibres de bois... ;



Façade appauvrie - perte de rythme avec la suppression des volets

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_02-DE

CLIMATISATION- POMPE A CHALEUR EN FAÇADE

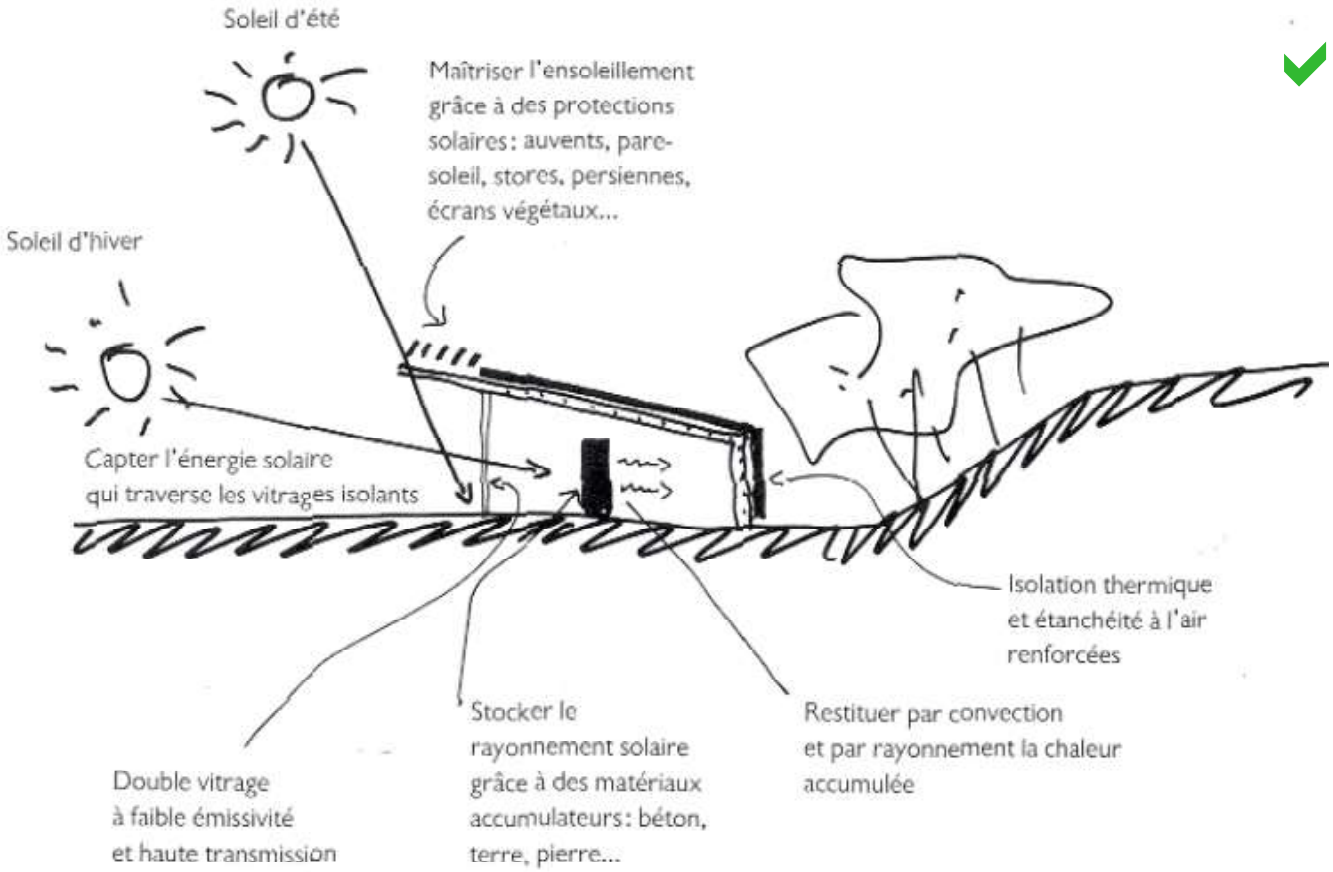
PRINCIPE

La climatisation doit être, autant que possible, évitée. Des solutions d'isolations renforcées, d'ombres portées sur les grandes façades vitrées, de ventilation naturelle, d'architecture bioclimatique peuvent permettre un non recours à cette technique coûteuse et non environnementale.

Dans le cas où l'accédant persiste dans la mise en œuvre d'une climatisation artificielle et dans le cas d'une pompe à chaleur eau/ air ou air /air, les éléments techniques doivent soit n'être pas vus depuis l'espace public soit s'intégrer en façade. Attention à son implantation, ce type d'installation génère du bruit.

RECOMMANDATIONS

- « ce qu'on **recommande** »



- **éviter l'emploi de la climatisation.** Une bonne isolation, des brises soleils en façade sud, un arbre à feuilles caducs, des espaces tampons, des larges débords de toits .... peuvent atténuer les échauffements solaires d'été.

- De mettre en façade la moins visible, les éléments techniques de climatisation ou de pompe à chaleur
- Les systèmes de climatisation ou de pompe à chaleur habillés, voire intégrés dans la façade.

« ce qui peut être **exceptionnellement admis** »,
Les systèmes de climatisations ou de pompe à chaleur habillés voire intégrés dans la façade.

« ce qu'on **ne souhaite plus voir** »
Les systèmes de climatisation ou de pompe à chaleur en appliques sur les façades principales et vus depuis l'espace public.



Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_02-DE

COULEURS

QUELQUES NOTIONS COLORISTIQUES

Apprenons à distinguer les tons chauds où domine le jaune orangé et les tons froids où domine le bleu violet.
Les tons chauds sont les plus fréquemment utilisés en Béarn : ils réchauffent les façades peu ou pas ensoleillées.
Les couleurs sont utilisées « ton sur ton » ou « en contraste » ; entre façade et menuiserie.
Avant de se lancer dans le choix d'une couleur ou d'un matériau, il est important de connaître :

- L'orientation du bâti à la lumière : la même couleur apparaîtra plus claire sur une façade orientée sud.
- Le gabarit de la construction, la couleur renforce ou atténue les effets d'échelle. Les couleurs claires et lumineuses agrandissent l'espace ; les couleurs sombres les referment.
- La surface et texture du revêtement à colorer : une surface lisse réfléchira la lumière et aura tendance à éclaircir la couleur tandis qu'une surface structurée aura tendance à la foncer.

PRINCIPE HARMONIE ET CONTRASTE - COMPLEMENTARITE ET NON UNIFORMITE

Le bâti traditionnel tire ses matériaux du sol et du sous-sol environnant la construction. Ces matériaux de provenance locale composent le bâti et lui donnent ses couleurs : pierres, galets, bois, briques, enduits des murs (tuf, argile, sable) et ardoises ou tuiles plates de couverture. Cet assemblage des matériaux restitue les couleurs du terroir. La gamme chromatique des façades, menuiseries et des toitures est ainsi en parfaite cohérence avec l'environnement naturel du bâti, lui permettant de **SE FONDRE HARMONIEUSEMENT DANS LE PAYSAGE**. D'autre part, les couleurs des façades, des menuiseries et de la couverture doivent être **EN HARMONIE ENTRE ELLES.**
LA COLORATION DES OUVRAGES SERA ADAPTÉE À LA NATURE DES MATÉRIAUX ET AU CARACTÈRE GÉNÉRAL DES CONSTRUCTIONS.

Tout en restant dans les couleurs du terroir, le choix de nuances à utiliser reste très varié. Une palette chromatique proposant des tonalités de couleurs et voire des associations de couleurs entre elles, a été élaborée pour guider les habitants et les faire participer à l'harmonie entre le bâti et les paysages.

RECOMMANDATIONS

« ce qu'on **recommande** »,

- Tout élément de quincaillerie (paumelles, ferrures…) sera de même couleur que la partie sur laquelle elle s'applique.
- Le nombre de couleurs employées par bâtiment, limité à trois, permet une meilleure cohérence et harmonie.
- Utiliser les peintures mates ou satinées.
- Peindre les ferronneries de la même couleur que le bois.
- Se référer à la palette chromatique proposée.
- Faire réaliser des échantillons de peinture avant de valider les couleurs choisies.



« ce qu'on **ne souhaite plus voir** »

- Les couleurs vives telles que jaune pur, bleu marine ou outremer, rose et orange.
- La couleur blanche pour les menuiseries.





manque d'harmonie avec la toiture - choc du bleu en rase campagne







Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_02-DE

PALETTE CHROMATIQUE POUR L'ANCIEN

Gamme colorée pour enduit

Façade de type XVI°

NCS S 2010-G90Y
NCS S 1020-Y20R
NCS S 1040-Y20R
NCS S 2030-Y40R
NCS S 1515-Y60R
NCS S 2020-Y50R

Façade de type XVII°

NCS S 1505-Y30R
NCS S 1020-Y20R
NCS S 1510-Y20R
NCS S 1515-Y30R
NCS S 2040-Y20R
NCS S 1510-Y30R
NCS S 2020-Y30R

Façade de type XVIII°

NCS S 1005-Y20R
NCS S 0515-Y20R
NCS S 1010-Y40R
NCS S 1010-Y30R
NCS S 0530-Y10R
NCS S 2030-Y
NCS S 1510-Y40R
NCS S 1010-Y50R

Façade de type XIX°

NCS S 1505-Y30R
NCS S 1502-Y50R
NCS S 1005-Y30R
NCS S 2010-Y20R
NCS S 2005-Y20R
NCS S 1515-Y40R
NCS S 2010-Y10R
NCS S 1020-Y20R
NCS S 2020-Y40R

Soubassements

NCS S 2005-Y30R
NCS S 3502-Y
NCS S 3005-Y20R

Façade de type 1930-1950

NCS S 1515-Y20R
NCS S 2010-G90Y
NCS S 1015-Y10R
NCS S 2040-Y20R
NCS S 1020-Y10R
NCS S 1020-Y20R
NCS S 3030-Y50R
NCS S 1505-Y30R
NCS S 2502-Y

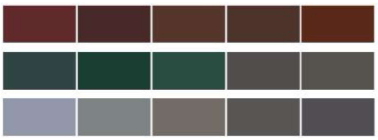
Gamme colorée pour modénature



Gamme colorée pour ferronneries



Gamme colorée pour menuiseries de portes



Gamme colorée pour menuiseries de fenêtres et volets



Nota :

Les teintes indiquées ci-dessus sont des orientations de coloration.

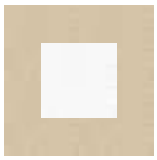
La peinture choisie pourra être échantillonnée suivant ces références ou des teintes voisines obtenues sur le site NCS Navigator :

46.16.232.131/freenium.html

NUANCIER

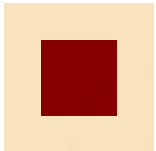
Etude des façades de NAY
Atelier LAVIGNE—Septembre 2018

QUELQUES HARMONIES POSSIBLES

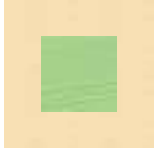


Terre feutrée et gris clair

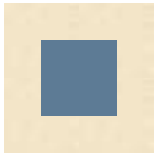
Blanc lumière et vert blanc



Sable clair et rouge rubis

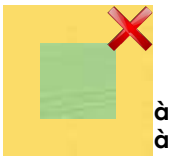


Opale et vert chaud



Pierre et bleu pigeon

Jaune pollen et blanc gris



Jaune pollen et vert chaud

à éviter association de couleur à connotation provençale

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_02-DE

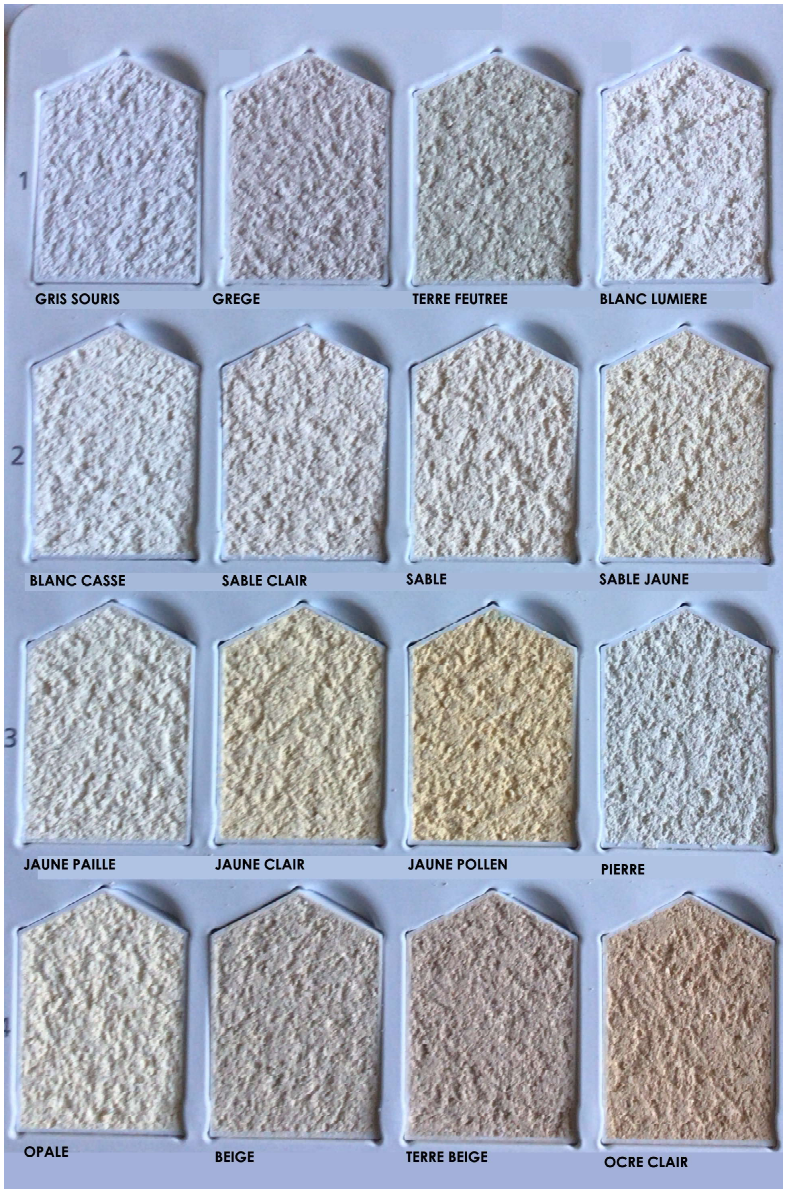
PALETTE CHROMATIQUE POUR LE NEUF

ADOPTER LES COULEURS LOCALES

POUR LES FAÇADES

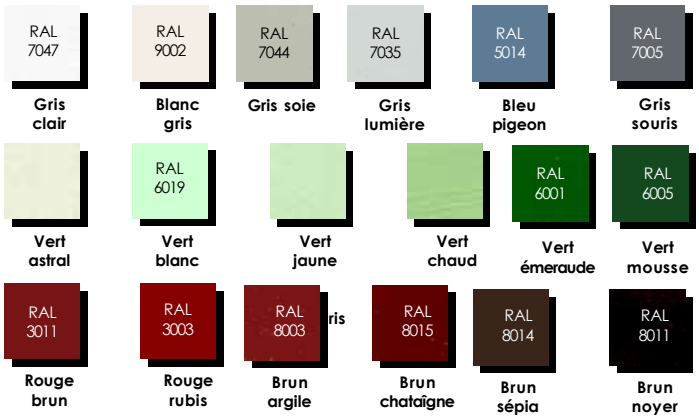
Pour les enduits Nuancier PAREX LANKO
Pour les peinture Nuancier CHROMATIC 2018

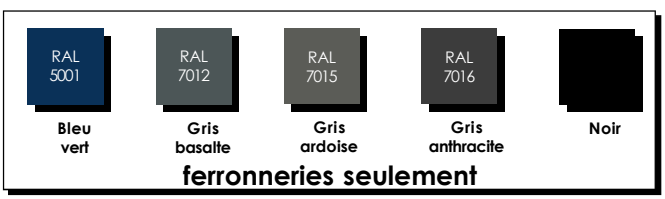
pour les couleurs exactes se referer à la colorithèque





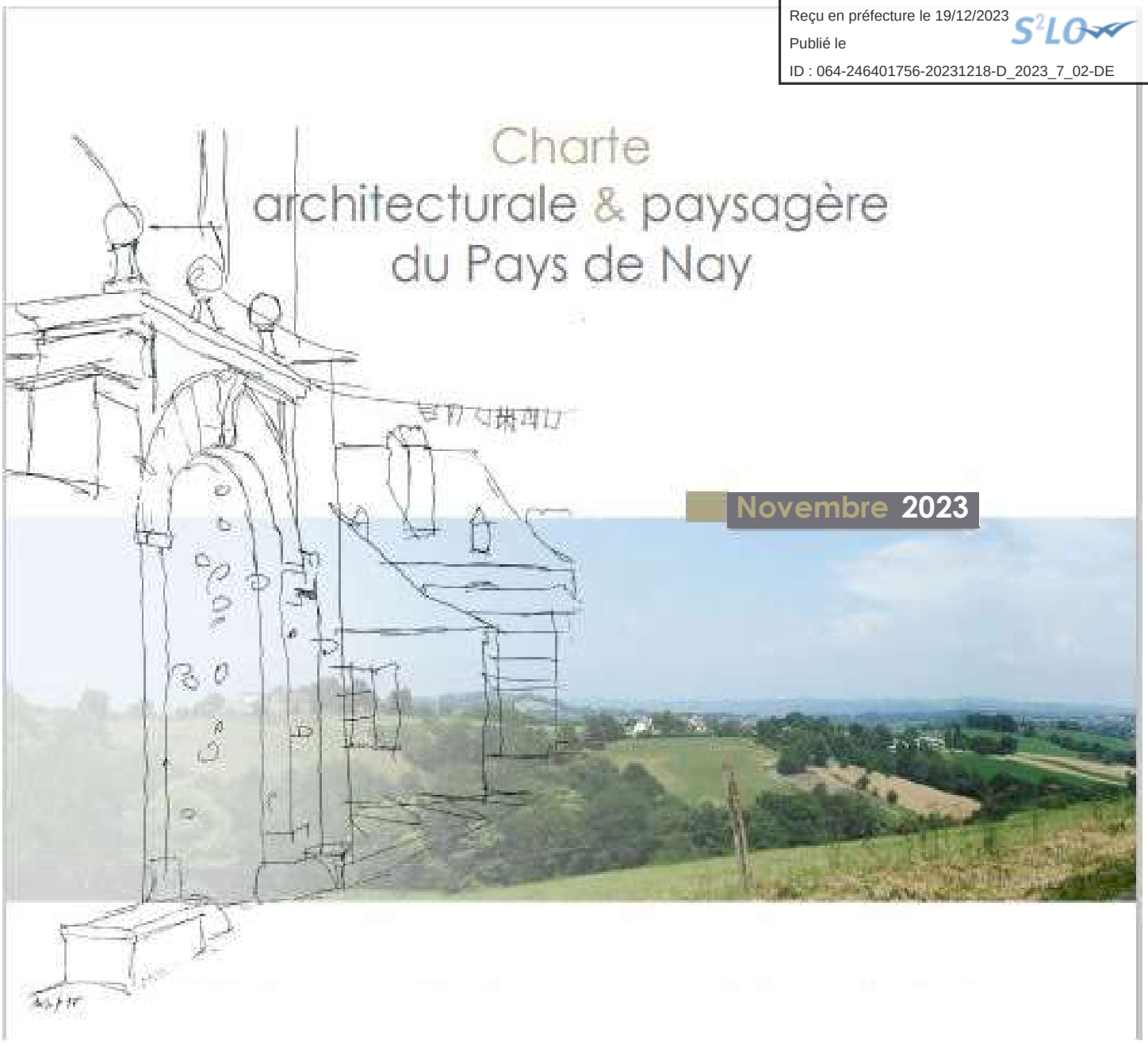
POUR LES MENUISERIES ET FERRONNERIES





Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_02-DE

Charte architecturale & paysagère du Pays de Nay



Novembre 2023

- Les toitures -

Pays de Nay
Communauté de communes

ATELIER ARCHITECTURE
ET PAYSAGE
Béatrice GRESLOT
Architecte D.P.L.G.

76 ter B rue d'Etigny 64000 PAU
Tél / Fax 05 59 62 18 74
Portables: 0676306871 & 0642872140
atelierap@orange.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_02-DE

AVANT-PROPOS

Le choix de l'implantation de toute construction dans le site reste prépondérant dans la composition d'un ensemble bâti. **Observer le site, s'implanter, construire et qualifier la construction** sont les principes de base à tout acte de construire (Cf Fiche 1.6 de la charte). Le présent cahier sur les toitures a été élaboré pour vous aider à mieux appréhender les caractéristiques des toitures et des façades, à comprendre la volonté de la communauté de réglementer et d'accompagner les projets.

Chacune des fiches thématiques correspond à un point architectural ou paysager particulier**.** Il est important de **réfléchir sur la qualité de ce que l'on donne à voir depuis, l'espace public**.

LES TOITURES
Volumes des toitures
Pentes des toitures
Ouvrages en toiture
Ouvertures en toiture
Intégration nouvelles énergies
Matériaux et couleurs de couverture



GENERALITES

Les toitures constituent les éléments bâtis parmi les plus visibles dans un site un peu dégagé, dans les lotissements et surtout si le volume est de plain-pied. Leur forme et leur couleur, selon les matériaux utilisés, ont un impact important dans le paysage. Elles caractérisent un territoire et marquent son identité.
Sur le territoire du pays de Nay, quatre grands types de toitures prédominent, liés aux facteurs climatiques, culturels et à la production locale des matériaux de couverture : la toiture en ardoises, celle en tuiles plates à petit moule dite « Picon », la tuile mécanique toutes les trois supplantées dans la construction récente par la tuile à grand moule noire, rouge et brune.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_02-DE

VOLUME DES TOITURES

PRINCIPE

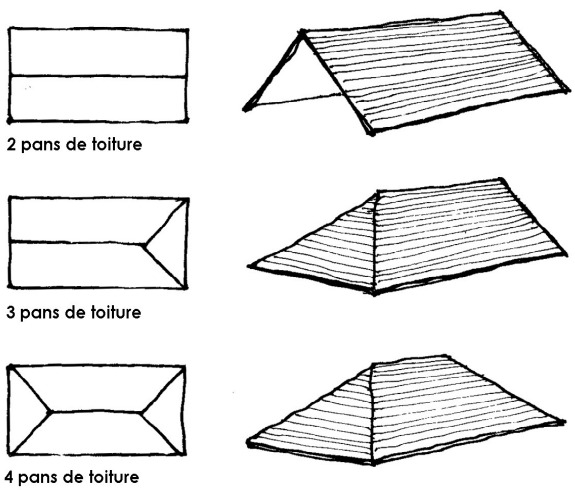
La tendance actuelle est aux plans complexes systématisant les décrochements de toitures, les pans coupés, les éléments en saillie. Pour une cohérence avec le tissu traditionnel et éviter des surcoûts, il est souhaitable de :

PRIVILÉGIER LES FORMES SIMPLES ET AMÉLIORER L'IMPACT DE LA TOITURE DANS LE PAYSAGE.

Une maison compacte sur deux niveaux permet une meilleure gestion des déperditions thermiques, d'économiser l'espace foncier et est moins couteuse. Comme la toiture représente le 2° poste le plus important après le gros-œuvre, la surface de toiture étant réduite, le coût de la construction au m² diminue.

RECOMMANDATIONS

- « ce qu'on **recommande** »





▪ Les toitures à deux ou 4 pans maximum.

« ce qui peut être **exceptionnellement admis** »

- Les toitures à une pente sur les locaux annexes
- Les toitures courbes peuvent être admises en cas de construction d'architecture innovante de par son dessin et sa conception, respectueuse de l'environnement, basée sur une argumentation et un travail approfondi d'intégration dans son paysage immédiat



« ce qu'on **ne souhaite plus voir** »

- Les toitures complexes à pans multiples.



- Les toitures au volume important écrasant les façades en jouant sur la hauteur à l'égout et / ou la portée de la toiture.



Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_02-DE

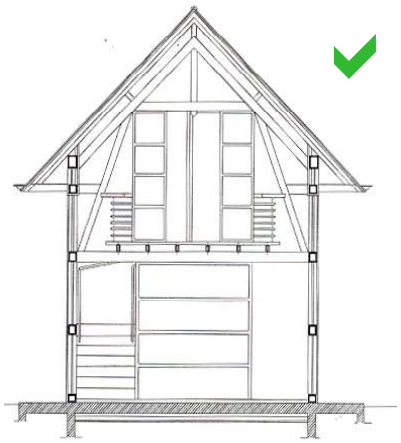
PENTES DES TOITURES

PRINCIPE

CONSERVER DE FORTES PENTES DE TOITURES CONFORMES AU BÂTI TRADITIONNEL POUR AFFIRMER L'IDENTITÉ DU PAYS DE NAY.

Mais d'autres pentes peuvent être acceptées si elles se justifient par une architecture innovante, démontrant des qualités urbaines et environnementales ou le respect de la proportion entre la façade et le volume de toiture. Les recommandations seront plus strictes sur le volume principal de l'habitation que sur les annexes. On entend par annexes les ateliers, garages, appentis, extensions… qui sont accolés au volume principal ou détachés.

RECOMMANDATIONS



- « ce qu'on **recommande** »,
  - Les pentes de toitures entre 60% et 100%.
  - Pour les extensions ou les annexes représentant moins d'1/3 de l'ensemble, des pentes minimales de 50 % pourront être admises.

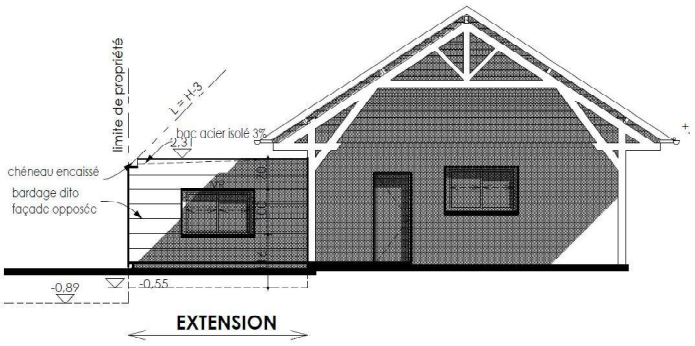


« ce qui peut être **exceptionnellement admis** »,

- Les toitures terrasses sur une partie de la construction, peuvent être acceptées, dans certains contextes : toiture végétalisées, terrain à forte déclivité, sur les bâtiments secondaires, respect de cônes de vision…



- Les toitures à faible pente sur une partie de la construction, peuvent être acceptées, dans certains contextes, surtout si elles sont masquées par un acrotère pour effet de toiture terrasse.



« ce qu'on **ne souhaite plus voir** »

- Les toitures terrasses sur la totalité de la construction. Elles ont une faible pérennité dans notre région en raison de l'alternance de périodes chaudes et de périodes à forte pluviométrie.



Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_02-DE

OUVRAGES EN TOITURE

PRINCIPE

EVITER LA BANALISATION DES OUVRAGES DE TOITURES ET LES COMPOSER DANS LA FAÇADE. La qualité des ouvrages de toitures, dans leurs détails, sont importants pour avoir une véritable cohérence avec la façade et personnalisent la toiture.

RECOMMANDATIONS

- « ce qu'on **recommande** »,

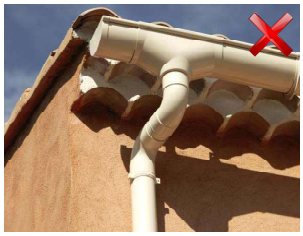
  - Des débords de toitures qui apportent une ombre sur la façade, allègent la toiture et prtègent la maçonnerie et les enduits,



  - Les antennes et les paraboles sur les versants les moins visibles.

« ce qu'on **ne souhaite plus voir** »

- Des bandes de rives, gouttières et descentes en PVC moins résistantes que le zinc ou l'aluminium et dont la couleur blanche ou claire vient souligner et mettre en valeur ces éléments qui ne le méritent pas.
- Des fausses génoises en éléments préfabriqués.





OUVERTURES EN TOITURE

PRINCIPE

Il existe plusieurs solutions pour éclairer les combles : les ouvertures en pignon, les lucarnes ou les châssis de toit... Dans tous les cas, **LES OUVERTURES EN TOITURES DOIVENT FAIRE AUSSI PARTIE DE LA COMPOSITION DE LA FAÇADE :** alignées sur l'axe des fenêtres.

RECOMMANDATIONS

- « ce qu'on **recommande** »
  - Les lucarnes qui amènent en comble un surcroit de surface habitable et évitent les surchauffes des châssis de toit.
  - Des formes simples et ordonnancées.
  - Au lieu de multiplier le nombre de châssis de toit, les verrières et les bandeaux éclairants peuvent mieux s'intégrer dans le paysage.





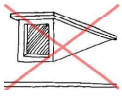
« ce qui peut être **exceptionnellement admis** »,

  - Les châssis de toit s'ils sont intégrés à la toiture, si leur nombre n'est pas important et s'ils sont implantés sur des versants peu vus depuis l'espace public.

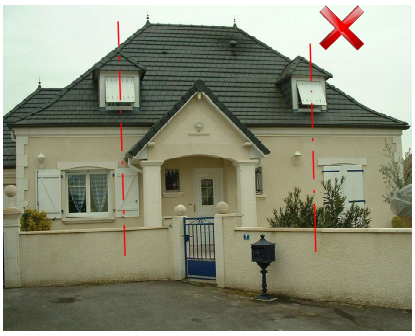
- « ce qu'on **ne souhaite plus voir** »
  - Les chiens-assis ou lucarnes rampantes isolés.
  - Les châssis de toit en saillie sur la toiture.
  - Les ouvertures de toits non ordonnancées.



Lucarne rampante



Chien assis





  - Les ouvertures de toits surdimensionnées par rapport à la composition de la façade...

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_02-DE

INTÉGRATION DES NOUVELLES ÉNERGIES

PRINCIPE

Dans le cadre du développement durable, des solutions solaires pour la production d'eau chaude, la production d'électricité et voire un complément pour le chauffage sont de plus en plus fréquentes. D'autres énergies renouvelables peuvent aussi être envisagées (pompe à chaleur par géothermie, par air / air, par air /eau...). Il faut, dans tous les cas, que ces solutions alternatives soient

INTÉGRÉES DÈS LA CONCEPTION DU BÂTIMENT ET DANS LA COMPOSITION DES FACADES

DES SOLUTIONS MULTIPLES

Les solutions proposées pour récupérer les apports solaires sont de formes multiples.

Il existe notamment :







Des panneaux solaires modulaires notamment les panneaux organiques qui laissent passer la lumière
Des tuiles photovoltaïques Des toitures solaires intégrales Des panneaux de toiture en zinc à accumulateurs Des verrières photovoltaïques…

RECOMMANDATIONS



- « ce qu'on **recommande** »
  - L'exposition sud étant la plus favorable à un bon rendement des panneaux solaires, l'implantation du bâti dans la parcelle doit être raisonnée pour éviter de placer les systèmes solaires dans les versants les plus vus depuis l'espace public, surtout s'ils sont modulaires.
  - **Les panneaux solaires devront aussi participer de la composition de la façade et être intégrés dans la pente** en limitant la surimposition.
  - Les cadres des panneaux de couleurs identiques à la toiture.
  - Placés sur des bâtiments annexes notamment en pan intégral et non sur le volume principal, ils s'intégreront mieux. Mais, attention, quand les bâtiments ne sont pas accolés aux volumes principaux, le rendement sera médiocre, les pertes étant liées à la distance,



  - l'utilisation en toiture des panneaux solaires n'est pas la seule possibilité. Dans le cas d'une architecture contemporaine, ils peuvent aussi s'envisager , en allège.. en brise soleil...en façade façon verrière… au sol dans le jardin côté privé... Dans le cas de capteurs horizontaux enterrés, il faut faire attention à son positionnement : planter cette zone qui peut être très conséquente, devient impossible a posteriori, à cause des effets de masque.
  - En ce qui concerne les pompes à chaleur air / air et air / eau, les recommandations sont développées avec la climatisation dans l'ensemble relatif aux façades.

- « ce qu'on **ne souhaite plus voir** »
  - la dissémination anarchique des panneaux
  - Les volets roulants photovoltaïques, les caissons devant être visibles et non intégrés dans la maçonnerie.





Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_02-DE

MATÉRIAUX ET COULEURS DE COUVERTURE

PRINCIPES

VALORISER LES MATÉRIAUX TRADITIONNELS pour une meilleure durabilité et authenticité.
De plus, **LES MATÉRIAUX DE TOITURE DOIVENT ÊTRE EN HARMONIE** avec la couleur des façades, des menuiseries mais aussi avec les couleurs des toitures avoisinantes.

RECOMMANDATIONS

- « ce qu'on **recommande** »





- L'ardoise et la tuile plate à petit module 17x27, dite aussi « Picon », qui s'harmonisent avec les toitures traditionnelles sont bien adaptées à nos paysages.
- Les tuiles plates étant perçues comme des petits moules et restituent le même nombre de tuile au m² que les ardoises soit 50,

« ce qui peut être **exceptionnellement admis** »,



- Les toitures métalliques (zinc, cuivre, bacs aciers, bacs aciers imitant le zinc…) qui en faible pente peuvent se justifier par une architecture contemporaine. Toutefois, l'emploi du bac acier est inconfortable pour les pièces d'habitation par le bruit qu'il génère. De plus , il a une faible résistance en cas d'incendie. Attention aux évolutions, les pièces annexes sont souvent ensuite réaménagées en pièces de vie.
- Les toitures végétalisées à condition qu'elles soient justifiées par une architecture innovante. Elles sont intéressantes dans le cadre du développement durable pour la lutte contre l'imperméabilisation des sols.

« ce qu'on **ne souhaite plus voir** »






- L'emploi de tuiles à grand moule 30 x40 et supérieur. Elles alourdissent les toitures notamment avec des accessoires (tuiles de rives, arêtiers…) très massifs et ont une durée de vie plus courte que les tuiles « picon » et les ardoises.
- Les toitures en bacs aciers sur des fortes pentes sauf en cas d'urgence pour la sauvegarde d'un patrimoine ancien et seulement en couleur ardoise, à l'exception des granges créant un linéaire dans le bourg ou susceptible d'évoluer en habitation,
- La tuile canal et les différentes tuiles à emboîtement fortement ou faiblement galbées. Elles donnent un style néo-provençal à la construction et s'intègrent mal dans nos paysages. De plus, leur emploi, dans nos régions à forte pluviométrie et sur des pentes inadaptées, doit s'accompagner d'écran de sous-toiture ; la tuile n'assurant pas sa fonction d'étanchéité dans ces conditions météorologiques.
- Les couleurs panachées pour les éléments de toiture.

« ce qu'on **ne souhaiterait pas voir** »






- Les tuiles plastiques (en résines polymères) et les tuiles vernissées qui, par leur brillance et leur clinquant auraient du mal à s'intégrer dans nos paysages.
- Les plaques PVC, acier ou bitumineuse imitant les tuiles,
- La peinture de toiture. Certes en blanc, elle permet d'améliorer la thermique d'été mais n'est pas efficace en hiver et ne correspond pas à la volonté d'authenticité et de durabilité.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_03-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_03-DE

AEROPOLIS : ASSOCIATION DE GOUVERNANCE ET D'ANIMATION DU POLE

Délibération n° D_2023_7_03

(Rapporteur : Christian PETCHOT-BACQUÉ)

Sur la zone Aeropolis, la Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN) a pour ambition de :

- Engager une démarche collaborative pro-active d'animation, de promotion, de prospection et d'attractivité du pôle Aéropolis ;
- Construire un équipement d'accueil des acteurs (entreprises, partenaires institutionnels, employés etc.) fédérateur et stimulant l'innovation et le développement économique ;
- Développer un outil mutualisé, utile aux acteurs industriels du territoire, et catalyseur de projets de R&D et d'innovation ;

Dans le cadre des discussions engagées notamment avec la société SAFRAN il est proposé de structurer l'animation de la zone d'activités Aeropolis en partenariat avec les entreprises présentes sur le site et les acteurs majeurs de la filière.

Il existe, depuis le 15 novembre 2007, une association syndicale libre (ASL) dont l'objet social est de gérer le bâtiment servant de Restaurant Inter-entreprises. L'analyse juridique consistant en un possible élargissement de l'objet social de l'ASL du Pôle Aéronautique multi entreprises Bordes Assat et permettant la réalisation du projet collectif a montré une impossibilité réglementaire.

Le choix s'est donc porté sur la création d'une nouvelle association encadrée par les dispositions de la loi de 1901 et ayant pour objet :

« … la maîtrise, le pilotage, la coordination, la réalisation et l'animation du projet de Technocentre au sein du pôle Aeropolis dédié à la recherche, à l'innovation et à la formation dans les domaines, notamment, de l'industrie (aéronautique, ferroviaire, agro-industrie, services à l'industrie...), de la construction et de l'artisanat de second œuvre et de thématiques transversales telles que la transition énergétique, l'économie circulaire. »

Dans ce cadre, la CCPN pourra œuvrer afin de développer, en partenariat avec la société SAFRAN et tous les acteurs partageant l'objet social, une politique de services à destination des entreprises et des salariés des entreprises de la zone via cette nouvelle association.

L'Association sera administrée par un Conseil d'administration composé de huit membres dont :
- quatre membres titulaires pour la Communauté de communes du Pays de Nay : trois élus issus du conseil communautaire et le Directeur du service développement économique
- trois membres titulaires pour la société SAFRAN HE SAS
- un membre titulaire pour l'Agence de développement et d'innovation Nouvelle-Aquitaine

Il est proposé de désigner les représentants de la communauté de communes au sein de l'assemblée générale et au sein de l'organe de décision de l'association.

Vu les articles L 2121-33 et L 2122-25 du code général des collectivités territoriales,
Vu le projet de statuts de l'association Aeropolis,

Considérant l'intérêt général qui repose sur le développement économique et la mise en valeur de l'attractivité de la zone Aeropolis,

Après avis favorable de la Commission Développement Economique du 7 décembre 2023,

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_03-DE

Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

APPROUVE **le projet de statuts de l'association Aeropolis ci-annexé,**

DESIGNE **en qualité de représentants de la Communauté de communes du Pays de Nay au sein du Conseil d'administration de l'association Aeropolis :**

- **Monsieur PETCHOT-BACQUE, Président,**
- **Monsieur Serge CASTAIGNAU, Vice-Président délégué au Développement économique,**
- **Monsieur Bruno BOURDAA, Vice-Président délégué aux Finances,**
- **Monsieur François GONNET, Directeur du service développement économique.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_04-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45
Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_04-DE

AEROPOLIS : PROGRAMME IMMOBILIER (FAB LAB, MODULAIRES, CONCIERGERIE ETC.)

Délibération n° D_2023_7_04

(Rapporteur : Christian PETCHOT-BACQUÉ)

Le projet de technocentre d'Aeropolis est un lieu d'impulsion, de mutualisation de moyens techniques et d'initiative des projets d'innovation et de R&D.
L'objectif est de mettre à la disposition des entreprises et des porteurs de projets, un ensemble de services mixte et cohérent, qui comportera :

- un centre technique partagé pour concevoir, prototyper, expérimenter et développer de nouveaux produits en s'appuyant sur des moyens d'essais partagés et les nouvelles technologies.

- une offre de formation dédiée aux métiers industriels, à destination des étudiants, des salariés et dirigeants et s'appuyant sur les établissements de formation (CFAI, CESI, Cami Aero...)

- une offre d'accueil des entreprises, à travers un Tiers Lieu Industriel composé :
  - d'une pépinière : celle-ci permettra aux entreprises, de bénéficier d'une solution d'hébergement à un loyer réduit, et de profiter d'un écosystème porteur et dynamique.
  - d'une offre de coworking, qui offrira la possibilité pour un porteur de projet ou un salarié de réserver des espaces sans pour autant avoir la nécessité de louer un bureau de façon plus pérenne.

- des services mutualisés (accès internet, accueil, boîte aux lettres, salles de réunion, salles de conférence, domiciliation...), qui permettra de faciliter le quotidien des entreprises et qui s'appuiera sur l'offre de de services existante au sein de la zone Aéropolis (RIE, crèche, conciergerie…).

- une offre de services d'animation à travers la mise en place d'un programme qui favorisera les rencontres, les échanges et le travail partenarial tout au long de l'année (rencontres B to B, formation sur le la transition énergétique, le bilan carbone...) et d'accompagnement adapté et personnalisé pour les entreprises et les porteurs de projets depuis la création, au développement pour favoriser la croissance des entreprises et leur mise en réseaux avec les acteurs de l'écosystème local d'innovation.

Dans le cadre de sa compétence développement économique (CGCT, art. L.1511-3) la CCPN doit porter le volet immobilier soit :

- construire un équipement d'accueil des acteurs (entreprises, partenaires institutionnels, employés etc.) fédérateur et stimulant l'innovation et le développement économique ;
- développer un outil mutualisé, utile aux acteurs industriels du territoire, et catalyseur de projets de R&D et d'innovation ;

il est proposé de mener ce projet immobilier par étape :

1. **Projet d'aménagement d'un « Fab-Lab »**, atelier-laboratoire et hangar (300 m²) localisé au pôle développement économique selon le programme suivant :

- ateliers partagés par la mise à disposition de machines et plan de travail type « établis » pour les activités de mécanique, d'assemblage, de découpe et de pliage tout matériaux et respectant les règles de sécurité sur 150 m².
- division en volume de l'espace laboratoire pour permettre le stockage de matériels et la mise à disposition d'ateliers de productions privés sur 150 m².
- Investissement en mobiliers et machines de production

Budget estimé à 45 000 € HT de travaux et 20 000 € HT de machines.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_04-DE

2. **Projet d'installation d'un bâtiment modulaire de 350 m²** sur la parcelle ZH 137 composé d'un espace d'accueil et de conciergerie, de vestiaires extérieurs et de bureaux destinés à la location d'entreprises. Le pôle développement économique ne pouvant plus recevoir de locataires.

   Budget estimé à 15 000 € HT d'aménagement en voirie et réseaux et de 80 000 € HT de loyer annuel sur une période de 5 ans minimum.

Après avis favorable de la Commission Développement Economique du 7 décembre 2023,
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

APPROUVE **le projet immobilier présenté ci-dessus,**

AUTORISE **le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

TERRITOIRE D'INDUSTRIE : CONTRAT D'INDUSTRIE 2023/2027

Délibération n° D_2023_7_05

(Rapporteur : Christian PETCHOT-BACQUÉ)

Le 15 juillet 2019, le Pays de Béarn a signé aux côtés de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, de la Communauté de Communes du Pays de Nay et de la Communauté de communes Haute-Bigorre, le Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes pour une durée de 3 ans.

Du fait du caractère interrégional de la démarche et à l'origine, le portage et l'animation étaient assurés en fonction de la gouvernance hybride définie au contrat, soit par François Bayrou, Président du Pays de Béarn pour la partie de territoire située en Nouvelle-Aquitaine, par Gérard Trémège, Président de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées pour la partie de territoire située en Occitanie, et par Dominique Mockly et Marc Mesplarau en tant que référents industriels. De fait, sans qu'aucun accord n'ait été demandé ni discuté ni accordé, la Communauté de Communes a été tenue hors de toute organisation, voire de toute information.

Le contrat d'industrie Lacq-Pau-Tarbes aurait pu prendre fin le 15 juillet 2022 mais des actions étaient encore en vigueur et non achevées à cette date. En outre, l'Etat annonçait alors une poursuite du dispositif, sans en avoir encore défini les contours. Aussi, l'ensemble des signataires, après approbation en comité technique partenarial en juin 2022, ont convenu de proroger le Contrat sine die, dans l'attente que la réflexion menée à l'échelle nationale pour la reconduction du dispositif aboutisse. Le Pays de Nay souhaitait également connaitre quelle serait la position de la Région dans une éventuelle suite.

Le Pays de Béarn lors de sa séance du 3 mars 2023, la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, le 31 mars 2023 et la Communauté de communes de la Haute-Bigorre, le 4 avril 2023, ont désigné le GIP Chemparc comme outil support du portage administratif, technique et financier du dispositif Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes rétroactivement à compter du 1er mars 2023.

Le 11 mai 2023, le Président de la République a réuni au Palais de l'Élysée, les acteurs de l'industrie française, dirigeants d'entreprises, élus, représentants de collectivités et associations à l'occasion de l'événement « accélérer notre réindustrialisation ». Lors de cet évènement, il a annoncé l'acte 2 du programme Territoire d'industrie sur la période 2023/2027.
Le comité local territorial, réuni le 17 juillet 2023 sous la présidence des deux Préfets de département, a approuvé l'extension du périmètre à la CCPN, la feuille de route industrielle territoriale et le dépôt par le GIP Chemparc d'une candidature commune.

Le 9 novembre 2023, le territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes a été labellisé par l'Etat pour la période 2023 / 2027 et se déploie désormais sur 11 intercommunalités (545 000 hab.) dont 8 en Nouvelle-Aquitaine (375 000 hab.) qui compose le Pays de Béarn et 3 en Occitanie (170 000 hab.).

A ce titre, il est aujourd'hui proposé d'approuver le contenu de l'acte 2 du contrat d'industrie Lacq-Pau-Tarbes et de reconnaître le GIP Chemparc comme porteur administratif et financier de la démarche collective. Cet accord nous permettrait, cette fois, d'être en contact direct avec Chemparc pour mener des actions sur notre territoire et de permettre à notre vice-président et notre Développeur Economie de mieux gérer ce contrat.

Il est précisé que la communauté de communes du Pays de Nay sera amenée à conventionner annuellement avec le GIP Chemparc et ce, à compter de 2024. Cette convention financière annuelle aura pour objet de régler les conditions et les modalités de la participation financière en fonction des actions menées.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

Après avis favorable de la Commission Développement Economique du 7 décembre 2023,
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

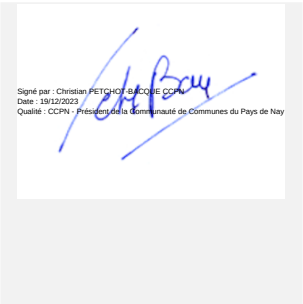
APPROUVE **le contenu de l'acte 2 du contrat d'industrie Lacq-Pau-Tarbes,**

APPROUVE **la désignation du GIP Chemparc comme porteur administratif, technique et financier du territoire d'industrie Lac-Pau-Tarbes,**

CHARGE **le Président à signer le contrat d'industrie sur sa période 2023/2027.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

CONTRAT D'INDUSTRIE LACQ-PAU-TARBES

2023/2027

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

ENTRE

« Territoire d'industrie » représenté par :

ci-après, les **« Régions » ;**

- Le Conseil régional Nouvelle-Aquitaine représenté par son Président, Alain ROUSSET
- Le Conseil régional Occitanie représenté par sa Présidente, Carole DELGA

d'une part,

ET

ci-après, les **« Etablissements publics de coopération intercommunale»** ;

- Le Pôle Métropolitain du Pays de Béarn, représenté par son Président, François BAYROU agissant pour le compte de sept intercommunalités : communauté d'agglomération de Pau Béarn Pyrénées, communauté de communes du Béarn des Gaves, communauté de communes du Haut Béarn, communauté de communes de Lacq-Orthez, communauté de communes des Luys en Béarn, communauté de communes de Nord Est Béarn, communauté de communes de la Vallée d'Ossau,
- La communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées représentée par son Président Gérard TREMEGE ;
- La communauté de communes Adour Madiran représentée par son Président, Frédéric RE,
- La communauté de communes de la Haute-Bigorre représentée par son Président, Jacques BRUNE,
- La communauté de communes du Pays de Nay représentée par son Président, Christian PETCHOT-BACQUE,

d'une part,
ci-après, désignés comme les « **intercommunalités »**.

ET

ci-après, les **« industriels » représentés par** ;

- Marc MESPLARAU, Président de l'Union des Industries et métiers de la métallurgie Occitanie Adour Pyrénées en Occitanie ;
- Dominique MOCLKY, PDG de Teréga en Nouvelle-Aquitaine ;

d'une part
ci-après, désignés comme les **« industriels ».**

ET

d'une part,

- L'État représenté par :
  - le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Julien CHARLES,
  - le Préfet des Hautes-Pyrénées, Jean SALOMON,
- La Banque des territoires, groupe Caisse des Dépôts et Consignations représentée :
  - par le directeur régional Nouvelle-Aquitaine, Patrick MARTINEZ,
  - par la directrice régionale d'Occitanie, Annabelle VIOLLET,
- La Banque publique d'investissement (BPI France) représentée par :
  - par le directeur régional Nouvelle Aquitaine, Albert BADIA,
  - par le directeur régional d'Occitanie, Anne-Cécile BRIGOT-ABADIE,
- Pôle emploi représenté par :
  - par le directeur régional Nouvelle-Aquitaine, Alain MAUNY,
  - par le directeur régional d'Occitanie, Thierry LEMERLE,
- Business France représenté par le directeur inter-régional, Gérald PETIT.
- ADEME, représentée :
  - par le directeur régional Nouvelle-Aquitaine, Mathieu ANGLADE,
  - par la directrice régionale d'Occitanie, Céline VACHEY,

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

ci-après, les « **partenaires publics** » ;

AINSI QUE

- Le GIP Chemparc représenté par Pierre NERGUARARIAN, son Président

EN COLLABORATION AVEC :

- L'Union des Industries et métiers de la métallurgie Occitanie Adour Pyrénées, représentée par Marc MESPLARAU, son Président,
- L'Union des Industries et métiers de la métallurgie Adour Atlantique, représentée par Evrard WILLEMAERS, son Président,
- France Chimie Nouvelle-Aquitaine, représentée par Christophe MARSAN, son Président
- Les réseaux consulaires représentés par :
  - Didier LAPORTE, Président de la CCI de Pau Béarn
  - François-Xavier BRUNET, Président de la CCI Tarbes et Hautes-Pyrénées

ci-après, les **« partenaires économiques et industriels » ;**

L'ensemble des Etablissements publics de coopération intercommunale, Partenaires publics, Partenaires économiques et industriels seront dénommés ci-après les « signataires »

Vu la délibération n° XXXX du Pole Métropolitain du Pays du Béarn en date du XX XX 2024 autorisant le président à signer ;

Vu la délibération n°37 du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées en date du 30 mars 2023 autorisant le président à signer ;

Vu la délibération n°2023-28 du conseil communautaire de la communauté de communes de Haute-Bigorre en date du 4 avril 2023 autorisant le président à signer ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Adour Madiran en date du 29 juin 2023 autorisant le président à signer ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays de Nay en date du 18 décembre 2023 autorisant le président à signer ;

Vu le relevé de décision du comité local territorial du 17 juillet 2023 ;

Il est convenu ce qui suit.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

Sommaire

Préambule 7
1. Le Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes inter-régional et divers 8
2. Une identité industrielle forte reposant sur des filières historiques et des atouts économiques certains 8
2.1 Les énergies et géosciences 9
2.2 Les nouveaux systèmes énergétiques 9
2.3 L'aéronautique (avion et hélicoptère), le spatial 10
2.4 La défense 10
2.5 La chimie fine et les matériaux 10
2.6 Le ferroviaire 11
2.7 L'agroalimentaire 12
3. Bilan 2019-2022 : un contrat mené dans contexte singulier 12
3.1 Rappel des enjeux du contrat 2019 / 2022 12
3.2 Bilan synthétique du contrat 2019 / 2022 13
4. Les enjeux du nouveau contrat : anticiper et accompagner les mutations et les défis à venir notamment la décarbonation 13
4.1. Enjeu 1 : renforcer l'attractivité particulièrement en lien avec l'employabilité, l'accessibilité et la logistique industrielle/énergétique 14
4.2. Enjeu 2 : encourager l'innovation 15
4.3. Enjeu 3 : consolider le capital humain – attirer, former, recruter 15
4.4. Enjeu 4 : décarboner les industries et les infrastructures afin d'assurer la résilience territoriale 16
5. Ambitions et priorités des parties prenantes 16
6. Actions déjà engagées 17
6.1. Actions thématiques 17
6.1.1. Accroitre l'attractivité et encourager les partenariats 17
6.1.2. Encourager l'innovation 18
6.1.3. Consolider le capital humain – attirer, former, recruter 18
6.1.4. Engager la décarbonation des infrastructures 19
6.1.5. Déployer l'industrie du futur sur le territoire 19
6.1.6. Développer la résilience industrielle territoriale en explorant le champ de la logistique industrielle 20
6.2. Actions sectorielles 20
6.2.1. Les énergies et géosciences 20
6.2.2. Les nouveaux systèmes énergétiques 21
6.2.3. Les carburants du futur : bio-carburant et électro-carburant (e-carburant) 22
6.2.4. L'aéronautique 22
6.2.5. La chimie fine et les matériaux 23
6.2.6. Le ferroviaire 23
6.2.7. L'agroalimentaire 23
ARTICLE 1 : Objet du contrat 24
ARTICLE 2 : Engagement général des parties 24
ARTICLE 3 : Modalités de gouvernance et de pilotage local du projet envisagées 25
ARTICLE 4 : Plan d'actions 26
ARTICLE 5 : Durée, évolution et fonctionnement général du contrat 27
ARTICLE 6. Suivi et évaluation 27
ARTICLE 7. Traitement des litiges 27
Annexe 1 : Portefeuille de fiches-action 30
Annexe 2 : Membres du comité local territorial 31

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

Annexe 3 : Membres du bureau prospectif 33
Annexe 4 : Membres de l'équipe projet 34

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

Abréviations

BDT : Banque des territoires

BPI : Banque Publique d'Investissement

CAPBP : Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées

CATLP : Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées

CCAM : Communauté de Communes Adour Madiran

CCBG : Communauté de Communes du Béarn des Gaves

CCHB 64 : Communauté de Communes du Haut Béarn

CCHB 65 : Communauté de Communes de la Haute-Bigorre

CCLO : Communauté de Communes de Lacq-Orthez

CCLB : Communauté de Communes des Luys en Béarn

CCNEB : Communauté de Communes de Nord Est Béarn

CCPN : Communauté de Communes du Pays de Nay

CCVO : Communauté de Communes de la Vallée d'Ossau

CFAI : Centre de Formation des Apprentis de l'Industrie

ENIT : Ecole Nationale des Ingénieurs de Tarbes

UTTOP : Université de technologie de Tarbes Occitanie Pyrénées

ENR & R : Energies Renouvelables et de Récupération

GIP : Groupement d'Intérêt Public

GRL : Groupe de Recherche de Lacq

PCAET : Plan Climat Air-Energie Territorial

PIA : Programme d'Investissements d'Avenir

PME : Petites et Moyennes Entreprises

R&D : Recherche et Développement

TPE : Très Petites Entreprises

UIMM : Union des Industries et Métiers de la Métallurgie

UPPA : Université de Pau et des Pays de l'Adour

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

Préambule

L'initiative « Territoires d'industrie » s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de reconquête industrielle et de développement des territoires. Elle vise à mobiliser de manière coordonnée les leviers d'intervention qu'ils relèvent de l'Etat et de ses opérateurs, des collectivités territoriales ou de ses établissements publics ou des entreprises, au service de l'industrie et de leur territoire.

Cette nouvelle approche repose sur plusieurs principes :

- un **principe de ciblage** visant plus spécifiquement à soutenir les entreprises sur chacun des territoires à forts enjeux industriels identifiés dans le cadre de cette initiative ;
- un **principe de gestion décentralisée**, qui s'inscrit dans le cadre des compétences économiques des régions et des intercommunalités. Les projets devront d'abord être proposés, construits et animés par les acteurs locaux : industriels, maires, présidents d'intercommunalités au service d'une approche **« du bas vers le haut ».**

Le territoire inter-régional Lacq-Pau-Tarbes a été identifié « Territoires d'industrie » lors du Conseil national de l'industrie du 22 novembre 2018. L'ensemble des partenaires de la démarche du territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes ont signé le 15 juillet 2019, un contrat d'industrie pour une période de trois ans.

Le contrat acte 2 de Territoire d'industrie a été élaboré en concertation et en partenariat avec l'ensemble de l'écosystème, élus, têtes de réseaux et acteurs industriels.

Il vise à partager le bilan 2019-2022, un diagnostic, énoncer des ambitions et de priorités, formaliser l'engagement des partenaires publics comme privés à travailler ensemble à la réalisation de l'acte 2 et surtout définir les actions concrètes les soutenant.

Le comité local territorial du 17 juillet 2023 a entériné le renouvellement de la gouvernance.

Ainsi, le « Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes », pour sa période 2023/2027 est représenté par :

- Monsieur François BAYROU, Président du Pays de Béarn en Nouvelle Aquitaine,
- Monsieur Gérard TREMEGE, Président de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées en Occitanie
- Deux référents industriels, Marc MESPLARAU (Président de l'UIMM Occitanie Adour Pyrénées) et Dominique MOCKLY (PDG Teréga).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

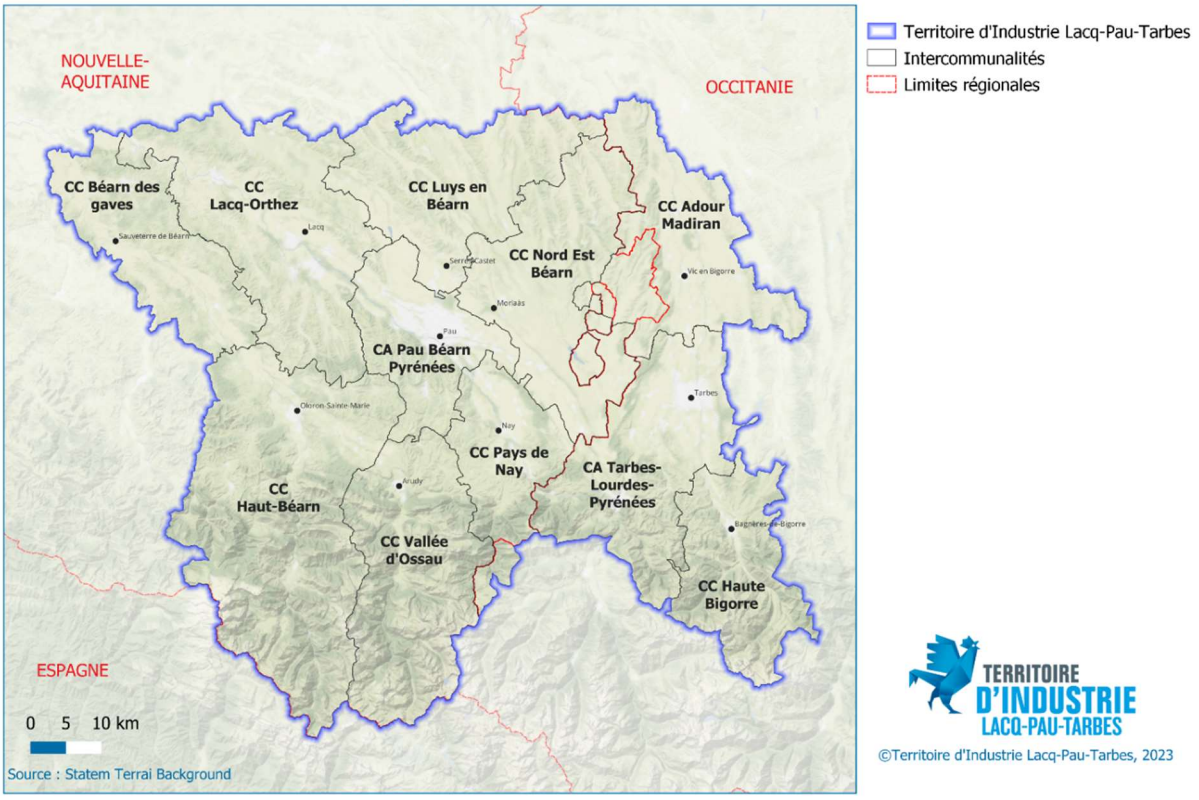
1. Le Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes inter-régional et divers

Le Territoire d'Industrie inter-régional Lacq-Pau-Tarbes (ci-après « Le Territoire ») regroupe au-delà de l'Etat et des deux conseils régionaux :

- pour la région Nouvelle-Aquitaine ;
  - 7 intercommunalités (CAPBP, CCLO, CCLB, CCVO, CCHB 64, CCNEB, CCBG) regroupées au sein du Pays de Béarn,
  - la communauté de communes du Pays de Nay (CCPN),
- pour la région Occitanie ;
  - la communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CA TLP),
  - la communauté de communes de la Haute-Bigorre (CCHB 65)
  - la communauté de communes Adour Madiran (CCAM).

Le Territoire d'Industrie Lacq-Pau-Tarbes repose actuellement sur un bassin économique et industriel cohérent, existant depuis de nombreuses décennies et transcendant les frontières administratives. Ce Territoire compte actuellement près de 545 000 habitants. Il est le cœur de la communauté économique et industrielle des Pays de l'Adour (3ème pôle d'emploi du grand Sud-ouest).

Périmètre du contrat d'industrie Lacq-Pau-Tarbes Acte 2 - 2023-2026



2. Une identité industrielle forte reposant sur des filières historiques et des atouts économiques certains

Forte d'une histoire industrielle et économique riche, le Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes a développé un modèle industriel fondé sur l'activité de filières de référence soutenues par la présence d'entreprises leaders sur leurs marchés et d'un réseau de sous-traitants spécialisés. Cet écosystème encourage et exploite les divers atouts du Territoire : des infrastructures

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

industrielles de haut niveau, un pôle de formation supérieure et de recherche reconnu, une main d'œuvre qualifiée, etc. Ce cercle vertueux constitué d'un environnement économique favorable et d'acteurs industriels importants a ainsi permis de construire et maintenir l'identité et la compétitivité industrielle du Territoire.
Sur le territoire Lacq-Pau-Tarbes, l'industrie représente près de 3 946 d'établissements industriels au 31/12/2020 et 27 000 salariés, soit 15% des emplois tous secteurs confondus. A noter qu'un emploi industriel induit trois emplois dans le tissu économique. Aujourd'hui, le secteur de la métallurgie représente 53% des emplois industriels.

2.1 Les énergies et géosciences

L'identité industrielle du Territoire Lacq-Pau-Tarbes s'est d'abord développée grâce à l'exploitation pendant plus de 50 ans du gisement de gaz de Lacq, plus grand gisement de gaz naturel en France. La production d'hydrocarbure et l'ensemble des activités de géosciences en découlant furent ainsi un moteur pour le développement industriel de la région et particulièrement en Béarn. Avec la fin des activités d'extraction du gaz, le Territoire se tourne désormais vers de nouvelles activités (chimie fine et transition énergétique) en capitalisant sur ses capacités en Recherche et Développement (R&D) de qualité, reconnues en France et à l'étranger.

Aujourd'hui, l'activité géosciences se concentre principalement autour du bassin de Lacq et du centre de recherche international de Jean-Féger de TotalEnergies, d'antennes régionales de grandes entreprises et du tissu de sous-traitants spécialisés (notamment des Petites et Moyennes Entreprises (PME) équipementier). Les principaux acteurs de la filière géoscience et génie pétrolier sont ainsi réunis dans le pôle de compétitivité Avenia, installé à la Technopôle Hélioparc. Enfin l'entreprise TEREGA, dont le siège est à Pau, développe l'activité de stockage et de transport multi-gaz.

2.2 Les nouveaux systèmes énergétiques

Soutenue par les initiatives des Plans Climat Air-Energie Territoriaux (PCAET), la filière des énergies renouvelables est également très active sur le Territoire. La fin programmée des activités d'extraction de gaz et l'implantation de BIOENERGIE du Sud-Ouest (ex ABENGOA) et la production de bioéthanol, lui a permis de s'engager activement dans la filière énergies nouvelles. La mise en production d'une centrale électrique biomasse par BIOLACQ Energies a également marqué une nouvelle étape, complétée rapidement par le choix d'Hydro-Québec de créer sur ce territoire sa filiale SCE France dans le domaine du stockage et de la conversion de l'énergie. Ainsi, sur le bassin de Lacq, 272,5 MW sont actuellement produits en énergie renouvelable, soit l'équivalent de 70 % de la consommation de ce territoire.

La production hydro-électrique est également un marqueur fort du Territoire. La géographie des vallées, parfois perçue comme un obstacle au développement de certaines activités, se trouve être un atout en matière de production d'énergie verte. En effet, les atouts naturels des vallées d'Ossau, d'Aspe et de la Haute-Bigorre ont conduit à la construction, début du XXème siècle, de barrages permettant la valorisation de la ressource en eau. Ces barrages sont aujourd'hui exploités par la SHEM (Société Hydro Electrique du Midi) et EDF Hydro. Il s'agit là d'un véritable atout économique pour le territoire facteur d'emplois.

Enfin, d'autres actions plus transverses sont menées à l'échelle du Territoire d'Industrie. Par exemple, le pôle de recherche pour l'intégration de puissance, le management de l'énergie et ses composants de stockage (Primes) travaille actuellement sur des technologies innovantes pour le transport. De même, le Pôle de compétitivité DERBI réunit en région Occitanie, les entreprises, laboratoires, universités, centres de formation, fédérations professionnelles, organismes financiers et collectivités territoriales impliqués dans le développement de la filière des nouvelles énergies.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

2.3 L'aéronautique (avion et hélicoptère), le spatial

La filière aéronautique et spatiale, très présente sur le Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes, est une grande spécificité territoriale. Son ancrage est historique : le Territoire avait l'avantage d'être éloigné des frontières de l'Est, avec de grands espaces dégagés et la proximité de l'océan. La création à Pau par les frères Wright en 1909 de la première école de pilotage au monde a suscité l'engouement. Des entreprises, aujourd'hui mondialement connues, se sont ainsi installées dans la région, contribuant à asseoir la vocation aéronautique du bassin de l'Adour. Cela est notamment le cas de Safran Helicopter Engines et Safran Landing Systems, anciennement connues sous le nom de Turbomeca et Messier-Dowty ou encore de Daher, anciennement SOCATA. Dans le sillage de ces leaders, s'est constitué peu à peu un important pôle de sous-traitance (MECANIQUE AERONAUTIQUE PYRENEES, Nexteam (ex-Ventana), PCC, SEGNERE, ADB, TARMAC-AEROSAVE, AAA, STI France, AD Industrie etc.), faisant du bassin de l'Adour, un acteur majeur d'Aerospace Valley, à proximité immédiate des pôles de référence mondiale de Bordeaux et Toulouse.

La filière aéronautique locale constitue aujourd'hui la première filière du territoire en termes d'emplois (21 000 emplois sur le bassin de l'Adour dont 60% dans le domaine aéronautique). Celle-ci se concentre autour des fonctions de conception-études, de production, d'intégration, d'essais et de contrôle, de maintenance et de réparation, portée par la hausse des commandes des grands constructeurs notamment dans le secteur de l'aviation civile (doublement de la flotte à l'horizon de 2035). La mécanique de précision, la chaudronnerie, le traitement de surface, les travaux sur matériaux composites constituent autant de spécialités pour lesquelles de très nombreux techniciens qualifiés sont mobilisés. Le dynamisme de ce secteur repose également sur un écosystème local particulièrement diversifié regroupant aussi bien des donneurs d'ordres, des groupes que des TPE et PME qui bénéficient d'un positionnement géographique stratégique.

Dans le contexte de crises successives, la filière aéronautique est de nouveau en pleine mutation respectant un objectif de décarbonation en lien notamment avec le développement de l'avion vert.

2.4 La défense

Le secteur de la défense est particulièrement bien implanté sur le territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes notamment au regard de la présence de proximité de donneurs d'ordre tels que NEXTER, DASSAULT, SAFRAN HE et de son tissu dense de sous-traitants. Mais aussi de bases militaires, comme le 5e régiment d'hélicoptères de combat (5e RHC) installé depuis le 21 septembre 1984 à Pau. Régiment du Béarn, héritier de la tradition séculaire du Béarn en matière d'aéronautique militaire, le 5e RHC soutient plus de 60 appareils et forme ainsi avec le 4e RHFS la plus grande base d'hélicoptères en Europe (hélicoptères de dernière génération).

Par ailleurs, il convient d'indiquer qu'un tissu industriel de sous-traitants importants du groupe DASSAULT (Biarritz) est particulièrement présent sur le territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes.

2.5 La chimie fine et les matériaux

Les matériaux composites et la chimie

Dans le domaine de la chimie, le bassin industriel de Lacq a su anticiper la fin des activités d'extraction du gaz et développer des activités autour de la chimie fine, des bioénergies et des matériaux composites. Ces efforts ont permis d'accueillir de nouvelles activités comme la fabrication de fibres de carbone et la production de polyacrylonitrile par TORAY CFE. De grands groupes tels que Arkema ou Air Liquide sont également présents et participent ainsi au développement et à la structuration de la filière. Ces entreprises bénéficient de plus de des capacités R&D public et privé importantes notamment sur les sites SEVESO II d'un

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

environnement scientifique dynamique et porteur ce qui leur permet de mutualiser les ressources, de se positionner sur des segments innovants tels que les biocarburants, électro-carburants, biomatériaux) afin d'accroitre leur compétitivité.

A noter, l'installation et le développement de nombreuses entreprises autour de la chimie verte ; citons par exemple M2i ou Alpha Chitin (lauréats du plan de relance et de France 2030).

Ainsi, pour attirer des entreprises innovantes et héberger des équipes de recherche, les partenaires du Groupement d'Intérêt Public (GIP) CHEMPARC, avec le soutien de la Région Nouvelle-Aquitaine et sous maîtrise d'ouvrage de la communauté de communes de Lacq-Orthez, ont investi depuis 2011 dans la construction et le développement d'une plateforme technologique adossée au Groupement de Recherche de Lacq (GRL), composé des deux centres de recherche ARKEMA et PERL/TotalEnergies. CHEMSTART'UP a ainsi permis le développement ou l'éclosion de nombreux projets collaboratifs et privés (laboratoires communs).

La céramique technique
Le pôle de céramiques techniques de Tarbes est issu de l'ancien groupe Ceraver, qui a employé jusqu'à 2 400 salariés à Bazet et à Bordères dans la fabrication d'isolateurs électriques de trains et de tubes de filtration gazeuse pour l'enrichissement de l'uranium, avant d'être démantelé en 1980. Le pôle céramique tarbais – Bazet –, composé de huit entreprises issues de Ceraver (Céramique et Verre), est intégré dans le pôle de compétitivité de la céramique implantée à Limoges. Il emploie actuellement près de 600 salariés et développe de nombreuses applications dans des secteurs très divers : aéronautique, spatial, automobile, défense, systèmes embarqués, mécanique, électronique, nucléaire, optique, médical… La concentration d'industriels spécialisés fait de ce pôle, le premier centre industriel français pour les céramiques techniques.

Carrière et extraction des Pierres des Pyrénées
L'histoire industrielle de la Vallée d'Ossau est liée aux exploitations de carrières de pierre et de marbre. Le bassin marbrier s'étend sur quatre communes et on compte aujourd'hui quatre entreprises génératrices d'emplois et dont l'activité se fonde exclusivement sur l'exploitation de ces sites. Par ailleurs, cette activité a engendré le développement d'une économie liée au travail de la pierre (tailleurs de pierres, revendeurs grossistes …).

Le marbre et l'ardoise font parties des activités « emblématiques » de la Haute-Bigorre (CCHB 65). La Région Occitanie a mené une étude filière pour évaluer leur potentiel mais aussi rechercher de nouveaux usages et de nouvelles innovations. La CCHB 65 héberge, quant à elle, une des dernières ardoisières en exploitation de France qui en phase de développement suite aux accompagnements obtenus dans le cadre de la relance (post COVID).

2.6 Le ferroviaire

La filière ferroviaire est particulièrement bien représentée sur le territoire :

A Tarbes, le groupe Alstom emploie près 750 salariés dont 38 % d'ingénieurs et cadres qui travaillent autour des équipements embarqués sur le matériel roulant. Un développement sur l'intégration de l'hydrogène sur les nouvelles productions ferroviaires vise à répondre aux enjeux de la transition énergétique de demain.

CAF France, située à Bagnères de Bigorre, emploie près de 250 salariés spécialisés dans la construction de matériel neuf et de rénovations lourdes. La construction de matériel ferroviaire est devenue la principale activité de CAF et constitue le premier employeur industriel privé bagnérais. Une entreprise présente sur le marché régional, national et international et dont le carnet de commandes est rempli à hauteur de 60 millions d'euros depuis trois ans. Le site industriel de Bagnères-de-Bigorre sera dédié au développement du marché des tramways et des trains légers.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

Le pôle ferroviaire Tarbes / Bagnères-de-Bigorre est le 1er bassin régional du ferroviaire en Occitanie avec plus de 1 000 emplois directs.

2.7 L'agroalimentaire

La filière agroalimentaire contribue pleinement au modèle économique du territoire. A l'échelle du Béarn, il s'agit de la deuxième industrie en nombre d'établissements (plus de 1200) et troisième en nombre d'emplois. Au centre du pôle de compétitivité Agri Sud-Ouest Innovation, la filière est tirée par des entreprises à dimensions nationales à internationales telles qu'Euralis, Candia, Lindt & Sprungli, Michaud, la Fromagerie des Chaumes et SEMO Groupe (eaux d'Ogeu, Quézac…). La filière du Jambon de Bayonne (Indication Géographique Protégée), dont le siège du consortium se situe sur le Territoire et à travers ses salaisons (Salaisons de l'Adour et Salaisons pyrénéennes, établissements Michel Dupuy), ainsi que la filière canard gras sont également très présentes sur l'ensemble du Territoire. Enfin, au sein de la filière viticole, il existe également des fabricants d'équipements agricoles et viticoles dont certains ont déjà des démarches R&D à leur échelle.

Le Territoire a désormais pour ambition d'accompagner la structuration des éleveurs via des outils de transformation collectifs qui permettront d'aller plus loin en termes de création de valeur ajoutée via le déploiement des deux projets alimentaires territoriaux (PAT) du Béarn et des Hautes-Pyrénées.

3. Bilan 2019-2022 : un contrat mené dans contexte singulier

3.1 Rappel des enjeux du contrat 2019 / 2022

A partir de ce tissu industriel divers, un premier contrat d'industrie a été signé le 15 juillet 2019 avec les différentes parties-prenantes identifiant une feuille de route axé sur 4 enjeux principaux :

- Accroître l'attractivité, encourager les partenariats, et développer de nouveaux marchés, exigeaient **de promouvoir des actions de marketing territorial** afin de mettre en lumière les atouts du territoire. Lacq-Pau-Tarbes a souhaité également **encourager et faciliter la mobilité (verte) des personnes et des marchandises**. Enfin, l'attractivité du Territoire repose également sur sa capacité à mobiliser du foncier adapté aux activités industrielles, sur la mise en œuvre de solutions de portage immobilier innovantes, ainsi **la revalorisation des friches industrielles**, et la requalification de certaines zones industrielles étaient au cœur du contrat.

- Concernant l'innovation, un des axes de développement encouragé par le Territoire concernait ainsi les activités liées à **la transition énergétique** (hydrogène, traitement des déchets, photovoltaïques organique, exploitation de la chaleur fatale de l'eau issue de puits de pétrole etc.) qui permettent d'œuvrer en faveur des PCAET tout en offrant un vaste éventail d'activités pour la R&D. **La création d'outils de transfert technologique et de mise en synergie** permettrait de sensibiliser les acteurs économiques et de diffuser l'innovation à travers l'ensemble du tissu industriel local.

- **Améliorer la gestion territoriale des emplois et des compétences** devait pouvoir permettre d'apporter une réponse plus pertinente et plus rapide au décalage récurrent entre l'offre et la demande sur le marché local du travail. Cette gestion des compétences doit également être complétée **par un renforcement des liens entre les pôles universitaires et le monde industriel**.

- L'ancrage sur le territoire de nouveaux acteurs industriels passe également par la mise en œuvre de **dispositifs d'accompagnement accessibles, simples, flexibles et efficaces**, permettant d'apporter une réponse efficace et rapide aux difficultés d'obtention d'autorisations administratives (ex : faciliter et accélérer les délais d'instruction de permis de

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

construire, de dossiers ICPE…). Le rôle de facilitateur des collectivités locales et des structures parapubliques qui composent ce Territoire d'industrie devaient pouvoir être davantage mis en exergue auprès des industriels.

3.2 Bilan synthétique du contrat 2019 / 2022

Le territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes s'est rendu opérationnel dans un contexte macro-économique particulier. L'enchaînement des crises depuis mars 2020 (sanitaire, d'approvisionnement, de recrutements, géopolitique et énergétique) et le déploiement de programmes financiers uniques (France Relance) ont agité la vie du contrat d'industrie Lacq-Pau-Tarbes initialement signé.

Néanmoins, après 3 ans d'opérationnalité, les partenaires peuvent indiquer que le Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes est désormais une démarche reconnue par les industriels, les acteurs et les partenaires : installation d'un comité de suivi des industriels, 3 000 abonnés sur les réseaux sociaux notamment LinkedIn) et tous se sont accordés sur la nécessaire poursuite de la démarche et de son accélération.

Car :

- Le collectif d'industriels a trouvé son instance d'échanges dans un objectif d'inter-filière et ont été accompagnés dans le cadre de leurs projets de développement (Plan de relance et aujourd'hui France 2030) ;
- Les partenaires soulignent également le développement de l'interconnaissance des multiples acteurs / prospective sur des enjeux macro ;
- La démarche a su être résiliente et agile face aux crises ;
- La démarche a su porter des démarches collectives et prospectives éclairantes pour tous : Gestion prévisionnelle des Emplois et des compétences territoriale (GPECT), étude sur la maturité Industrie du futur et DATA du territoire, animation de la filière Hydrogène, Attractivité, etc. (soutenues fortement par l'Etat, la Banque des Territoires et les deux Régions).

En 3 ans, le Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes est donc devenu un catalyseur au service de l'écosystème industriel.

Les partenaires du contrat souhaitent désormais engager l'acte 2 du contrat d'industrie et ont émis plusieurs souhaits :

- poursuivre l'animation comme un booster de l'attractivité du bassin industriel inter-régional ;
- repenser la gouvernance en permettant de donner plus de place aux industriels ;
- permettre de baisser les durées d'instruction pour les autorisations règlementaires ;
- solliciter la territorialisation d'une partie des fonds France 2030 en infra-régional en répondant notamment à l'AMI Rebond industriel ;

4. Les enjeux du nouveau contrat : anticiper et accompagner les mutations et les défis à venir notamment la décarbonation

Malgré le développement de secteurs clés, la prospection de nouvelles filières (hydrogène, e-fuels et bio-carburants, captation, valorisation du CO2 biogénique, vélo) engagée par le Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes et un ensemble d'atouts économiques reconnus, le modèle industriel territorial montre néanmoins encore des signes de fléchissement, amplifiés par des fragilités conjoncturelles (crise énergétique et d'approvisionnement) du bassin industriel Lacq-Pau-Tarbes.

En effet, le dynamisme économique du Territoire repose principalement sur l'activité de grandes entreprises dont la majeure partie possède leur siège social et centres de décision hors du territoire. Le tissu de PME / TPE sous-traitants, actuellement peu structuré est donc

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

directement dépendant de ses donneurs d'ordre. Bien que la présence de grands comptes soit intrinsèquement un avantage comparatif pour le développement économique local, cette dépendance constitue également un élément de vulnérabilité économique et social non négligeable.

Par ailleurs, les démarches collectives et prospectives initiées par le Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes (Emploi et compétences, DATA et Industrie du futur, hydrogène) ont mis en exergue que le tissu de PME/TPE était peu enclin à anticiper les mutations économiques. Désormais, après les études, l'acte 2 (2023/2026) doit permettre de déployer opérationnellement des actions de sensibilisation avec les soutiens attendus de l'Etat et des Régions mais aussi des branches professionnelles et des consulaires.

Ainsi, accompagner le développement et les mutations du tissu PME / TPE, encourager la diversification des activités, décarboner, assurer la pérennité des entreprises en explorant de nouveaux marchés demeure l'enjeu principal de la reconquête industrielle du Territoire Lacq-Pau Tarbes. Afin d'atteindre cet objectif structurel, quatre défis doivent être relevés :

4.1. Enjeu 1 : renforcer l'attractivité particulièrement en lien avec l'employabilité, l'accessibilité et la logistique industrielle/énergétique

Les processus de métropolisation induisent pour les espaces qualifiés d'intermédiaires dans la hiérarchie territoriale française des difficultés à attirer de nouveaux flux d'investissements et de population. Ces nouveaux flux sont d'autant plus nécessaires au développement économique local que le Territoire Lacq-Pau-Tarbes connait une croissance démographique modérée, un vieillissement de sa population, ainsi qu'une forte baisse de la population de certaines villes.

Concernant plus spécifiquement l'emploi, le Territoire connaît depuis 2021 **une extrême forte tension de recrutement** (162 offres industrielles pour 100 demandeurs d'emplois) avec des difficultés chroniques à faire venir des profils qualifiés, attirés par les conditions de vie et d'emplois des métropoles ce qui freine, par conséquent, la croissance économique du tissu économique local. L'identité industrielle de Lacq-Pau-Tarbes, son importante diversité, et son potentiel de croissance restent encore trop méconnus à l'exogène et ce, malgré des actions opérationnelles (GPECT) et communicationnelles (site Internet, réseaux sociaux) mais qui n'ont débuté que fin 2021.

L'attractivité repose également sur les possibilités de **mobilité des personnes et des marchandises**. Or, le Territoire fait face à des problématiques de mobilité internes et externes accentuées par les frontières administratives. Ces difficultés logistiques limitent la possibilité de se tourner vers de nouveaux marchés et de s'engager dans des coopérations que cela soit entre acteurs publics et privés entre entreprises, au sein du Territoire et avec les territoires voisins. La logistique des marchandises, matière première et énergétique sera un axe fort du futur contrat du territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes.

Par ailleurs, et plus récemment, plusieurs élus, industriels, consulaires, etc. se sont mobilisés pour soutenir le projet de développement d'un **RER pyrénéen** qui pourrait ainsi assurer un transport de passagers efficace entre Bayonne, Dax, Orthez, Pau, Lourdes et Tarbes. D'autant plus si d'autres arrêts sont aménagés sur le parcours, notamment à Lacq pour desservir ce bassin avec ses 8.000 emplois industriels mais aussi à Assat (au plus proche du site de Safran HE). Nul doute qu'un tel RER serait un atout majeur pour les salariés des entreprises qui pourraient ainsi à la fois élargir leur périmètre pour se loger, mais aussi se déplacer avec un transport plus propre et moins coûteux. A noter également que dans le cadre de la démarche de coopération initiée par le Pays de Béarn, les huit intercommunalités béarnaises ont souhaité bâtir un projet de mobilité pour le Béarn. En effet, sans ignorer les flux d'échanges avec les territoires voisins (Bigorre, Landes, Pays basque, Aragon), l'analyse des déplacements domicile-travail montre clairement la pertinence de l'échelle Béarn dans les pratiques quotidiennes et

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

donc dans la recherche de solutions de mobilité. Ce projet de mobilité interne pourra être partagé avec les autres territoires étant une première base de réflexion commune.

4.2. Enjeu 2 : encourager l'innovation

Un des leviers de la croissance économique repose sur la capacité des acteurs publics et privés à innover. Or, malgré la présence d'un pôle de formation (290 cursus de formation recensés dans l'industrie et ses services) et de recherche important (avec l'UPPA notamment), tourné vers l'innovation, le Territoire Lacq-Pau-Tarbes affiche encore aujourd'hui un faible taux de création d'entreprises malgré plus de 599 créations dans le secteur industriel relevées en 2021 (+8,7% à l'échelle du territoire contre +7% en France).

Ces éléments ne facilitent pas la diffusion de l'innovation au sein de l'écosystème industriel local. De plus il n'existe pas actuellement de dynamique territoriale collective encourageant les PME-PMI à investir dans des procédés et solutions innovantes – relevé notamment au sein du diagnostic Industrie du futur / DATA - qui leur permettrait pourtant d'accroître leur indépendance vis-à-vis des grands comptes. L'enjeu est donc de créer un environnement propice à l'innovation et de sensibiliser et accompagner les entreprises souvent réfractaires à la révolution numérique en cours. Un programme d'actions a d'ores et déjà était acté, il conviendra de le mener à bien pendant la durée du contrat.

A ce titre, des réflexions sont d'ores et déjà engagées pour répondre en janvier 2023 à l'AAP permettant de créer un pôle universitaire d'innovation (PUI), candidature qui sera portée par l'UPPA et ses partenaires dont le Pôle métropolitain du Pays de Béarn au titre de l'animation du SLESRI approuvé en octobre 2022.

4.3. Enjeu 3 : consolider le capital humain – attirer, former, recruter

La formation et le recrutement aux emplois industriels est un défi reconnu par l'ensemble des acteurs du Territoire. Les entreprises peinent aujourd'hui à attirer des salariés non seulement à cause de la baisse d'attractivité des emplois industriels mais également à cause du manque de profils adaptés à leurs besoins.

En 2019, le Territoire avait identifié que l'émergence de l'industrie 4.0 et le renforcement de l'activité industrielle, un système de formation adapté aux besoins de demain et favorisant les compétences transversales attendues était ainsi devenu nécessaire. De plus, en raison de l'évolution rapide des pratiques professionnelles et le risque d'obsolescence des connaissances, un apprentissage continu et permanent devait également être proposé. Enfin le lien entre l'université et les industriels devait être renforcé afin d'adapter les formations proposées et les thèmes de recherche aux défis industriels de demain.

Une démarche de GPECT a été lancée début 2021 à la demande des branches professionnelles et des industriels du territoire. Ainsi, a été réalisé un diagnostic prospectif puis un programme d'actions début 2022 pour une période de deux ans. Ce programme est soutenu financièrement par l'Etat, les deux régions et le Pays de Béarn et les intercommunalités. A la fin de l'année 2023, le territoire sera doté d'un observatoire « emploi », de boites à outils, aura su, développer de nombreux évènements et des actions fortes de communications, accompagner les industriels dans la recherche de profils rares et mis en synergie l'ensemble des acteurs (EPCI, prescripteurs, industriels, associations, branches professionnelles, etc.).

Par ailleurs, grâce à la démarche de GPECT, les établissements de formations, publics comme privés, ont pu se mobiliser et ainsi déposer des projets de développement dans le cadre du programme « France Relance ». Ainsi, en 3 ans, le Territoire a pu faire émerger les projets structurants suivants : **Ecole de production Chaudronnerie, Soudure et Traitement des matériaux** à Lanne (65), acquisition d'équipements pour développer de nouvelles formations

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

autour du contrôle 4.0 (CETIM Sud-Ouest) à Pau et de la maintenance 4.0 (Pôle formation UIMM Adour) à Assat (64) et à Lanne (65).

Il s'agit de poursuivre cette démarche coopérative et proactive pour l'acte 2 du contrat d'industrie et accompagner l'émergence de France Travail.

4.4. Enjeu 4 : décarboner les industries et les infrastructures afin d'assurer la résilience territoriale

Alors que les pays européens traversent une envolée des prix de l'énergie due à la crise ukrainienne, le Fonds monétaire international a révisé à la baisse sa prévision pour la croissance mondiale pour 2022 (-0,8 point de pourcentage) et pour 2023 (-0,2 point).

Face à cette situation de crise énergétique, la seule solution pour garantir la survie à long terme de nos industries est d'accélérer dès aujourd'hui leurs transitions, énergétiques et organisationnelles. Ces transformations passent par l'adoption de pratiques plus économes en énergie, plus respectueuses de l'environnement, par la mise en place d'organisations et de process plus efficaces, par le développement de relations saines et solides avec ses partenaires et fournisseurs…dans un objectif de résilience.

Aussi, le territoire d'industrie dans son acte II se devra d'accompagner les industriels individuellement mais aussi collectivement notamment en travaillant sur la décarbonation des industriels (TPE/PME, émetteurs de CO2) mais aussi des principales infrastructures : zones d'activité économique, plateforme industrielle, aéroports, etc. Il conviendra également de faciliter et de soutenir le développement des productions d'énergies renouvelables sur l'ensemble du territoire : méthanisation, photovoltaïque, hydroélectricité, géothermie de surface et de favoriser l'émergence de communautés d'énergies.

5. Ambitions et priorités des parties prenantes

Afin de répondre à ces quatre défis, faire émerger de nouvelles filières et renforcer et diversifier celles déjà implantées sur le Territoire, plusieurs grands axes de développement ont été identifiés. Certains d'entre eux sont présentés ci-dessous.

Accroître l'attractivité, encourager les partenariats, et développer de nouveaux marchés, exigent **de promouvoir des actions de marketing territorial** afin de mettre en lumière les atouts du territoire. Le territoire d'industrie s'appuiera sur les partenaires et les acteurs identifiés territorialement (Pays de Béarn, Ambition Pyrénées, Région Occitanie, Pyrénia, branches et consulaires AD'OCC, ADI, EPCI, GIP Chemparc, Hélioparc, BIC Crescendo, French Tech, etc.).

Lacq-Pau-Tarbes souhaite également **encourager et faciliter la mobilité (verte) des personnes, des matières premières et des marchandises** avec une réflexion spécifique sur la logistique.

Enfin, l'attractivité du Territoire repose également sur sa capacité à mobiliser du foncier adapté aux activités industrielles, sur la mise en œuvre de solutions de portage immobilier innovantes, sur **la revalorisation des friches industrielles**, et la requalification/décarbonation de certaines zones industrielles.

Concernant l'innovation, un des axes de développement encouragé par le Territoire concerne ainsi les activités liées à **la transition énergétique** (hydrogène, traitement des déchets, photovoltaïques organique, carburant durable (e-fuels), exploitation de la chaleur fatale de l'eau issue de puits de pétrole mais aussi des industries, etc.) qui permettent d'œuvrer en faveur des PCAET tout en offrant un vaste éventail d'activités pour la R&D. **La création et le développement d'outils de transfert technologique et de mise en synergie** permettrait de

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

sensibiliser les acteurs économiques et de diffuser l'innovation à travers l'ensemble du tissu industriel local.

Poursuivre la gestion territoriale des emplois et des compétences doit pouvoir permettre d'apporter une réponse plus pertinente et plus rapide au décalage récurrent entre l'offre et la demande sur le marché local du travail. Cette gestion des compétences doit également être complétée **par un renforcement des liens entre les pôles universitaires et le monde industriel** (un des enjeux forts du SLESRI du Pays de Béarn et en lien avec le développement d'une université technologique à Tarbes).

L'ancrage sur le territoire de nouveaux acteurs industriels passe également par la mise en œuvre de **dispositifs d'accompagnement accessibles, simples, flexibles et efficaces**, permettant d'apporter une réponse efficace et rapide aux difficultés d'obtention d'autorisations administratives (ex : faciliter et accélérer les délais d'instruction de permis de construire, de dossiers ICPE…). Le rôle de facilitateur des collectivités locales et des structures parapubliques qui composent ce Territoire d'industrie doit pouvoir être davantage mis en exergue auprès des industriels.

Le territoire devra également identifier plus finement le **tissu des TPE/PME** souvent éloigné des grandes orientations industrielles. Ainsi, un travail devra être mené avec chaque intercommunalité pour permettre de révéler ce panel industriel et les accompagner sur les nouvelles transitions.

6. Actions déjà engagées

Afin de concrétiser les ambitions et priorités énoncées ci-dessus, le Territoire Lacq-Pau-Tarbes a déjà initié plusieurs projets et actions dont certains sont présentés ci-dessous.

6.1. Actions thématiques

6.1.1. Accroitre l'attractivité et encourager les partenariats

Afin de définir une stratégie territoriale, les partenaires du Béarn ont élaboré une étude de positionnement et de marketing économique en 2017. Cette étude comprend : (i) une analyse de l'économie et de l'attractivité du Béarn, (ii) l'identification des enjeux économiques et mise en perspective par rapport à des territoires similaires, (iii) la définition d'orientations stratégiques, d'actions et de projets qui incarneront la stratégie à l'échelle du Béarn. Cette dernière a été complétée en 2021, d'une étude de notoriété menée par le pôle métropolitain à l'échelle du Béarn et d'une étude de marketing territorial réalisée à l'échelle de la CATLP et de la CCHB65

Par ailleurs, sur sa partie Haute-Pyrénéenne, un travail est actuellement mené par la Communauté d'agglomération de Tarbes-Lourdes-Pyrénées en partenariat avec la Région Occitanie, AD'OCC, Ambition Pyrénées, chambres consulaires, etc. pour travailler au développement d'actions concrètes pour favoriser l'emploi du conjoint.

Néanmoins, si les actions de marketing territorial respectent les frontières administratives avec des acteurs identifiés, des actions pourront être menées à l'échelle du territoire d'industrie à la demande de l'ensemble des intercommunalités, comme cela a été réalisé pour la filière Hydrogène : participation à des salons / congrès, organisation d'évènements nationaux sur le territoire, etc.

Par ailleurs, avec 5 sites labellisés « Site industriel Clés en main » (Aéropolis, Pyrénia, Lonstechnord, Induslacq/Chempôle et Garlin), les intercommunalités gestionnaires de zones économiques ont su témoigner de leur intérêt d'accueillir des nouvelles activités industrielles.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

Dans l'acte 2, les partenaires du territoire solliciteront Business France et les agences régionales pour bénéficier d'une orientation des nouveaux projets d'implantation vers le territoire. Une démarche de labellisation « France 2030 » sera menée afin que la ZAE Morlaàs Berlanne et/ou Soumoulou puissent être reconnues comme site industriel clé en main.

6.1.2. Encourager l'innovation

La plateforme technologique R&D et application industrielle Chemstart'up, avec l'appui du Centre Technologique régional CANOE, a l'ambition d'être une plateforme d'essai et de démonstration dans le domaine de la transition énergétique et être le support de projets collaboratifs. Ainsi, l'objectif est de renforcer l'identification du bassin de Lacq et de la **plateforme Chemstart'up** comme site d'innovation et de transfert technologique, pour poursuivre la diversification du territoire dans le domaine de la transition énergétique et des matériaux.

L'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA), labellisée I-SITE porte le projet de création de **Pôle universitaire d'innovation (PUI)** afin d'accélérer les dynamiques territoriales d'innovation en structurant, co-construisant une stratégie d'innovation et déployant une feuille de route territoriale permettant de renforcer l'impact socio-économique des sites de recherche et de répondre à l'ambition nationale de création de start-up et de génération d'innovations de rupture.

Par ailleurs, **l'université technologique de Tarbes Occitanie Pyrénées (UTTOP)**, fruit du rapprochement entre l'École nationale d'ingénieur de Tarbes (ENIT) et l'IUT, démarrera officiellement en janvier 2024. Il s'agit donc d'améliorer l'excellence des filières et de proposer de nouvelles formations adaptées aux besoins de l'économie locale. Dans une période où les entreprises ont du mal à recruter des personnes qualifiées, cette approche est particulièrement pertinente. Avec des domaines en plein développement comme le ferroviaire, cette nouvelle université peut contribuer à construire une part de l'avenir du territoire.

Les partenaires du territoire d'industrie s'engagent à soutenir fortement ces projets qui accompagneront et diffuseront l'innovation sur le territoire.

6.1.3. Consolider le capital humain – attirer, former, recruter

La formation aux emplois industriels étant l'un des défis majeurs du Territoire Lacq-Pau-Tarbes, de nombreuses actions ont été menées entre 2019 et 2022 notamment en bâtissant une GPECT dont le programme opérationnel est en cours jusqu'au 31 décembre 2023.

Par ailleurs, pour assurer la montée en compétences des jeunes mais aussi des salariés aux nouveaux enjeux, plusieurs actions ont été développées par les partenaires de la formation professionnelle et initiale :

- le pôle formation UIMM Adour a fortement investi notamment en intégrant un axe « maintenance 4.0 » et a ouvert de nouvelles formations : BAC Maintenance aéronautique, etc. ;
- le CETIM Sud-Ouest développe une offre sur le « contrôle 4.0 » ;
- la création d'une université technologique à Tarbes (ouverture prévue en janvier 2024) ;
- le développement d'une plateforme technique et pédagogique « Mosahyc » retenue dans le cadre de l'appel à projet « Compétences et métiers d'avenir » de France 2030 ;
- une association d'industriels a créé à Lanne (65) une école de production chaudronnerie, soudure, traitement de surface dont l'ouverture a été effective en septembre 2023.

Dans le cadre du diagnostic de la GPECT, 281 offres de formations industrielles ont été recensées sur le territoire d'industrie. Si le nombre est très important, la méconnaissance de cette offre est réelle, aussi **l'enjeu du « faire connaître »** est essentiel mais aussi il demeure

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

essentiel de poursuivre le développement des parcours de formation adaptés au plus près aux besoins des industriels. Ainsi, le pôle formation avec le soutien de l'UIMM Occitanie Adour Pyrénées renforcera son **offre de formation notamment sur la filière ferroviaire**.
L'UPPA en lien avec France Chimie, les industriels du bassin de Lacq, la CCLO et la cité scolaire de Mourenx portera un **projet de campus des métiers et des qualifications « Chimie verte et décarbonation »** sur le bassin de Lacq pour répondre aux futurs besoins des industriels dont le développement d'activités est très fort.
Un projet « Campus Aéro Adour » est en cours de déploiement par un consortium d'industriels (Safran HE, DAHER, TARMAC Aérosave) en lien avec la sphère universitaire locale (CESI, UTTOP).

L'enjeu pour le Territoire d'industrie sera de finaliser, en 2023, le programme d'actions « Pyrénées Indus'Compétences » issu de la GPECT qui a obtenu les financements de l'Etat et des deux Régions et de construire une coordination inter-régionale à long terme en lien avec le déploiement du programme « France Travail » dont le Département des Pyrénées-Atlantiques est expérimentateur sur le bassin d'emplois de Pau en 2023.

6.1.4. Engager la décarbonation des infrastructures

Mobilité (routes, autoroutes, voies ferrées, métros, ponts, aéroports), transport de l'énergie (conduites de gaz ou d'électricité) ou de fluides (conduites d'eau), numérique (fibre optique, antennes) etc. Les infrastructures font parties intégrantes de notre vie quotidienne, mais sont également responsables de plus de la moitié des émissions françaises de CO2. Elles représentent donc un enjeu capital dans la course à la décarbonation de notre territoire et de nos industries.

Car, si la décarbonation de la construction des infrastructures est incontournable, c'est la décarbonation des usages, grâce à des infrastructures adaptées, qui représente le levier décisif. Les flux – mobilités, transports de personnes, de biens, de fluides, d'énergie ou de données – représentent en effet à eux seuls la moitié des émissions de CO2 de notre pays, et donc 50 % du programme de décarbonation de la France. Il s'agit d'investir dans des infrastructures « vertes » pour soutenir et accélérer la généralisation d'usages plus écologiques.

Pour s'adapter à l'intermittence et à la géographie inégale de la production d'énergies renouvelables (solaire, éolien), ainsi qu'aux nouveaux usages électriques, Réseau de transport d'électricité (RTE), par exemple, est amené à revoir ses infrastructures de stockage et de transport de l'électricité. Des postes électriques à haute et très haute tension de nouvelle génération permettent par exemple d'intégrer jusqu'à 30 % d'électricité supplémentaire issue de sources renouvelables - un enjeu fort pour l'attractivité du territoire d'industrie.

Les partenaires du territoire s'engagent à mener une réflexion collective, large et stratégique pour répondre à cet enjeu majeur pour le territoire. A noter que certaines réflexions ont été d'ores et déjà initiées :

- Décarbonation des plateformes industrielles de Lacq dans le cadre de l'AAP ZIBAC ;
- Utilisation de la chaleur fatale issue des industries sur la zone Céram'Innov de Bazet ;
- Création d'une communauté d'énergies (Big Energie) à Bagnères de Bigorre autour de la zone industrielle Soulé ;
- Productions d'ENR sur les deux aéroports ;
- Réouverture de lignes ET développement de haltes ferroviaires à proximité des principaux pôles industriels ;
- Etc.

6.1.5. Déployer l'industrie du futur sur le territoire

Les révolutions industrielles bouleversent les sociétés sur les plans économique, social et politique, et font naître de nombreux enjeux auxquels répondent les dirigeants d'entreprises et d'Etats selon les priorités de l'époque. L'industrie 4.0 ne fera pas figure d'exception.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

L'industrie 4.0, ou « Industrie du futur », représente donc la quatrième grande révolution industrielle, après les innovations qu'ont constituées successivement la vapeur, l'électricité et l'informatique.

Ce nouveau palier repose sur la synergie entre les moyens de production et les outils numériques modernes que constituent, entre autres, la cobotique (robots collaboratifs), l'intelligence artificielle ou encore la réalité augmentée.

Conscient de ses enjeux, le Territoire a engagé, en 2022, une réflexion autour de l'enjeu de **l'industrie du futur et de la DATA** permettant de mesurer le niveau de maturité du tissu industriel local sur cette thématique. Cette étude a permis de dégager des pistes d'interventions :

- Faire la preuve par les usages et sensibiliser les entreprises les moins matures (auto-diagnostic, cartographie, etc.),
- Favoriser l'émergence d'un écosystème local de la donnée,
- Faciliter les projets des industriels les plus matures.

Le Territoire d'industrie engagera le programme d'actions validé par l'ensemble des partenaires à compter de 2024.

6.1.6. Développer la résilience industrielle territoriale en explorant le champ de la logistique industrielle

Tension sur les matières premières, fermeture des frontières, confinement et limitation de la production, pour de nombreuses entreprises, le contexte de la pandémie couplé à la crise des approvisionnements était tout simplement inimaginable. Celles-ci ont cependant rapidement pris conscience de ces défis et ont été nombreuses à réorganiser intégralement leurs chaînes d'approvisionnement. Une dynamique qui repose sur cinq critères : créer de la transparence, améliorer les liens avec les fournisseurs, optimiser la chaîne d'approvisionnement, diversifier les fournisseurs pour gagner en agilité, et suivre en permanence les risques éventuels.

Aussi, la crise sanitaire a révélé une importante fragilité du territoire (problème d'approvisionnements) et particulièrement les entreprises sous-traitantes du secteur de l'aéronautique (recours important au PGE, prêt de main d'œuvre, fermeture de sites industriels (ex : Eaton), baisse du chiffre d'affaires, etc.). Si l'Etat n'avait pas soutenu fortement ce secteur dans le cadre du plan de Relance, notre écosystème territorial aurait subi une grave crise.

Dans ce cadre, un travail sur la diversification de TPE/PME sous-traitantes et sur la logistique doit d'être mené par le territoire d'industrie permettant de développer également des passerelles inter-filières intégrant l'objectif de décarbonation. Ainsi, les partenaires feront acte de candidature à l'AMI Rebond industriel en juin 2023.

6.2. Actions sectorielles

6.2.1. Les énergies et géosciences

Dans le domaine des géosciences et des énergies, les projets structurants initiés sont les suivants :

- le développement du Pôle de Compétitivité Avenia, pôle dans le domaine des géosciences et des filières énergétiques du sous-sol (labellisation en 2010) qui contribue au projet PYCASSO et souhaite se positionner désormais sur les filières géothermie de surface mais aussi sur l'hydrogène natif ;
- le développement, au sein de la Technopôle Hélioparc, d'un incubateur (Géostart) dédié aux géosciences et au génie pétrolier, en partenariat avec le Pôle Avenia, ainsi qu'un incubateur / accélérateur dédié à la transition énergétique ;

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

- le développement du centre scientifique et technique Jean Feger (TotalEnergies), qui compte parmi les tous premiers centres intégrés de recherche pétrolière au monde (augmentation des effectifs, implantation d'un supercalculateur) ;
- le développement de l'institut Carnot (Isifor), qui fédère la recherche académique dédiée aux enjeux énergétiques et environnementaux du sous-sol ;
- la confirmation en 2022 de l'obtention du label I-SITE (PIA) par l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, pour son projet E2S (Solutions pour l'Energie et l'Environnement), reconnaissant l'UPPA comme établissement d'excellence et à fort potentiel ;
- le développement de la plateforme Chemstart'up avec l'appui du Centre Technologique régional CANOE, ambitionne d'être une plateforme d'essai et de démonstration dans le domaine de la transition énergétique et de la chimie verte.

6.2.2. Les nouveaux systèmes énergétiques

Forte des atouts de son territoire, le Territoire d'Industrie Lacq-Pau-Tarbes envisage la transition énergétique comme un levier pour stimuler l'économie, favoriser la création de nouveaux emplois, et comme une opportunité d'innovation et d'expérimentations de nouvelles solutions technologiques.

Le Territoire s'est donc engagé dans la création de plusieurs réseaux de chaleur urbain (en concession) utilisant le plus possible les énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) locales, desservant le plus de consommateurs possibles, et garantissant un prix compétitif et pérenne aux usagers et surtout aux industriels.

Hydrogène : Dans ce secteur, d'autres actions structurantes sont déployées sur le Territoire : (i) le développement du train à hydrogène par le Groupe Alstom, (ii) la création d'une station hydrogène dans le cadre du projet Hyport, (iii) la rédaction d'un livre blanc sur l'hydrogène « Pyrénées Hydrogène », (iv) le soutien aux projets industriels répondant au développement de la chaîne de valeur. Il conviendra de poursuivre le travail engagé collectivement notamment par le soutien au projet d'infrastructure d'hydrogène dans le sud-ouest : HySOw.

Méthanisation : L'unité de méthanisation, appelée BioBéarn de TotalEnergies, a été construite sur une parcelle de la friche industrielle Rio Tinto. Son activité a démarré en 2021. Ce nouvel industriel « vert » va produire 102 000 MWh de gaz par an ; ce qui permettra de couvrir l'équivalent de 60 % des besoins de la population du territoire. De plus, il traitera 100 000 tonnes de déchets issus de l'industrie agroalimentaire et permettra aux agriculteurs de renoncer à l'utilisation de 2 500 tonnes d'engrais chimiques par an. L'activité de BioBéarn sera génératrice d'une baisse de 25 000 tonnes d'émission de CO2 dans l'atmosphère. A noter également la mise en service en juin 2021 de l'unité de méthanisation BioMéthadour à Momères sur la CATLP.

D'ici fin 2023, une unité de méthanisation sera installée sur le site Cap Ecologia de Lescar. Une unité pionnière et innovante voulue par la CAPBP associée à un groupement d'acteurs, dont le groupe Suez, qui doit permettre la production d'une dizaine d'énergies et de ressources produites à partir des eaux usées et du CO2 issus des boues d'épuration d'une vingtaine de communes environnantes. Désignée comme une "biofactory", le site Cap Ecologia, sur lequel se trouve la station d'épuration, un incinérateur d'ordures ménagères et bientôt un parc de 12.000 m2 de panneaux solaires, deviendra un centre de production de pas moins de dix énergies et ressources locales, dont du biométhane, de l'énergie solaire et de l'hydrogène. A terme, le consortium prévoit d'injecter 13.000 MWh/an dans le réseau de la communauté d'agglomération, soit l'énergie équivalente au chauffage de 1.200 foyers.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

6.2.3. Les carburants du futur : bio-carburant et électro-carburant (e-fuels)

Les biocarburants sont des carburants issus de matières organiques végétales renouvelables : betterave, colza, tournesol, céréales, déchets agricoles, résidus forestiers, etc. Ces carburants alternatifs ont de nombreux atouts :

- en réduisant la dépendance des transports au pétrole, leur utilisation renforce l'indépendance énergétique,
- ils permettent de diminuer les émissions de gaz à effet de serre liées au transport,
- ils favorisent la création ou le maintien d'une activité agricole ou forestière,
- ils favorisent la création ou le maintien d'activité industrielle,
- ils peuvent être mélangés directement à l'essence ou au gazole, sans adaptation du réseau de distribution ni des véhicules.

Les e-carburants, quant à eux, sont une classe de carburants de remplacement qui sont fabriqués en utilisant de l'électricité issue de sources non fossiles, ce qui revient à stocker cette énergie dans les liaisons chimiques des carburants liquides ou gazeux. Les principales cibles sont le butanol, le biodiesel et l'hydrogène, mais aussi d'autres alcools ou hydrocarbures de synthèse comme le méthane, le butane et le méthanol.

Les e-carburants peuvent représenter une solution neutre s'ils s'avèrent moins chers que les carburants à base de pétrole, et les matières premières chimiques produites par électrosynthèse moins chères que celles raffinées à partir du pétrole brut. Ils pourraient également permettre de pallier l'intermittence des énergies renouvelables, en stockant sous forme de combustible liquide ou gazeux leur production excédentaire.

Le bassin de Lacq a fait récemment l'objet de nombreuses annonces d'implantation d'industrielles : Elyse Energy via son projet eM-Lacq va investir 650 millions d'euros pour fabriquer de l'électro-méthanol décarboné à Lacq. Le site devrait être opérationnel début 2027.

A noter que le groupe DAHER à Tarbes s'est doté en 2022 d'un réservoir e-fuel sur son site.

6.2.4. L'aéronautique

Dans le domaine de l'aéronautique, les projets structurants développés sur le territoire récemment, regroupent notamment :

- le développement du Pôle Aéropolis, « site industriel Clés en main » à Bordes comprenant :
  - la création d'une zone d'activité de 40 hectares aménagés autour de l'usine Szydlowski de Safran Helicopter Engines,
  - le développement d'un centre de formation des apprentis autour des métiers de l'Industrie (Centre de Formation des Apprentis de l'Industrie, CFAI de Bordes), géré par le pôle formation UIMM Adour,
- la commercialisation de la zone d'activité Aérosite de 15 hectares avec accès direct aux pistes de l'aéroport Pau-Pyrénées,
- la création d'un hub industriel sur la zone Pyrène Aéro-pôle / Pyrénia – labellisée « Site industriel Clés en main » :
  - le développement et l'industrialisation de l'entreprise de déconstruction et de maintenance de Tarmac Aérosave,
  - la commercialisation de près de 60 hectares avec accès direct sur le taxiway de l'aéroport Tarbes-Lourdes-Pyrénées sur quatre zones d'activités économiques.

De nombreux projets sont en cours et seront traduits opérationnellement sur la nouvelle période contractuelle (2023 / 2027) :

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

- le déploiement du centre d'innovation du groupe DAHER – FLY'IN,
- de nombreux investissements productifs portés par des industriels (TORAY, AD Industrie, MAP, etc.),
- un technocentre porté et animé par un consortium d'acteurs via une association sur la zone d'Aéropolis (CC du Pays de Nay).

6.2.5. La chimie fine et les matériaux

Enfin, dans le domaine de la chimie et des matériaux, le projet réussi de reconversion du Bassin de Lacq dans les filières de chimie fine et verte est engagé depuis plusieurs années. Les développements portés par Arkema, l'assise prise par le groupe UPL via le développement de Cerexagri et le rachat d'Arysta, notamment, concernant la chimie, l'implantation de Toray Carbon Fibers Europe (en cours de développement) et les développements successifs de CANOE concernant les matériaux le démontrent.

Récemment, la société Carester, spécialiste des terres rares, fait le choix du bassin de Lacq pour y implanter son projet Caremag de recyclage d'aimants permanents, qui représente un investissement de 42 M€ pour une soixantaine d'emplois directs. La transition énergétique en Europe renforce les besoins en aimants aux terres rares utilisés notamment dans les moteurs des véhicules électriques et les turbines des éoliennes. Caremag met en œuvre son savoir-faire scientifique et industriel pour lancer son démonstrateur industriel, nouveau maillon d'une chaîne de recyclage plus vertueuse.

Le développement de la chimie verte est également un axe fort de reconversion du bassin de Lacq : développement de M2i, implantation d'Alpha-Chitin récemment lauréat de l'AAP « Première usine », etc.

Sur le pôle des céramiques techniques de Bazet (nord de Tarbes), un projet important de R&D de la société SCT a été développé en 2018. La CA TLP a lancé en parallèle la requalification de la zone d'activité dénommée Céram'Innov Pyrénées. En 2022, le centenaire de la zone a été fêté et a permis de faire (re)connaître l'innovation développée par les 5 industriels. Il conviendra de poursuivre le soutien financier au développement des innovations de ces industries.

6.2.6. Le ferroviaire

ALSTOM est un acteur clé de la mobilité en France et un partenaire majeur des agglomérations, des régions françaises et des opérateurs tels que SNCF et RATP. Sur le ferroviaire, la CA TLP en partenariat étroit avec le groupe ALSTOM a permis la requalification du site industriel situé sur la commune de Séméac. Un restaurant d'entreprise a également été réalisé par la collectivité.

Alstom est également un acteur majeur de la décarbonation des transports par le développement de train à hydrogène (récemment lauréat européen PCEII). Par ailleurs, CAF France implantée à Bagnères de Bigorre a engagé en 2021, une évolution de son site industriel lié à l'obtention de nombreux marchés en France. Une spécialisation sur les tramways est désormais envisagée.

L'acte 2 devra accompagner le développement des donneurs d'ordre, de son tissu de TPE/PME, et nécessitera la réhabilitation de la ligne ferroviaire entre Tarbes et Bagnères de Bigorre.

6.2.7. L'agroalimentaire

Dans le domaine de l'agro-alimentaire, le Territoire a notamment participé au développement de la filière Jambon de Bayonne. Cette filière est désormais organisée autour d'un consortium fédérant producteurs, transformateurs, fabricants d'aliments, abattoirs etc. L'agroalimentaire

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

est une filière clé du territoire, l'acte 2 devra permettre de travailler avec les acteurs de cette filière.

Par ailleurs, la ZAE de Garlin labellisée « site industriel clés en main » est reconnue par l'ensemble des partenaires signataires comme le lieu de prédilection pour l'implantation de nouvelles entreprises industrielles de la filière agro-alimentaire.

ARTICLE 1 : Objet du contrat

Les signataires s'accordent sur des interventions coordonnées pour conforter efficacement et durablement les ambitions de reconquête industrielle et de développement du territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes. Le présent contrat a pour objet de décrire l'intention des parties de s'inscrire dans cette démarche et précise leurs engagements respectifs. Il définit les modalités de mise en œuvre de leurs interventions, le plan d'action concerté pour la mise en œuvre du projet de territoire, ainsi que des modalités de pilotage et de suivi de la démarche.

ARTICLE 2 : Engagement général des parties

Afin de répondre aux enjeux industriels identifiés ci-dessus, de poursuivre les différentes actions initiées, et d'accélérer la stratégie de reconquête industrielle, les parties s'engage collectivement pour la réussite du contrat :

- Les **Conseils régionaux de Nouvelle-Aquitaine et d'Occitanie** sont chargés du pilotage de l'initiative Territoires d'industrie à l'échelle régionale. Ils assurent le déploiement de leurs politiques régionales en matière de développement économique, de formation professionnelle initiale et continue, de mobilités ou encore de transition écologique et énergétique en faveur du Territoire d'industrie avec lesquelles les engagements de l'Etat, des opérateurs et des autres acteurs feront levier. Elles animent la démarche sur leurs périmètres régionaux respectifs.
    - Pour la Région Nouvelle-Aquitaine, (SRDEII, feuille de route Neo terra)
    - Pour la Région Occitanie, (SRDEII, feuilles de route)

- L'**État** s'engage à cibler et à apporter une réponse coordonnée et adaptée de son action et celle de ses opérateurs en faveur du Territoire d'industrie, à assurer la mise en œuvre territoriale des 17 engagements nationaux annoncés par le Premier ministre et des engagements complémentaires ultérieurs, à désigner au sein de ses services un référent chargé d'assurer le suivi de la démarche, la mobilisation des services et des opérateurs de l'État sollicités sur les projets de territoires en cohérence avec les politiques de développement industriel nationale et territoriale ;

- Les **intercommunalités et le Pays de Béarn** définissent les enjeux du territoire, les ambitions et priorités ; mobilisent les moyens nécessaires pour co-construire un projet de Territoire d'industrie et assurer un pilotage local réactif ; s'engagent à soutenir les actions issues des orientations stratégiques du contrat. Elles désignent l'organisme : GIP Chemparc, chargé d'animer la démarche de contractualisation et de suivi des actions contractualisées ;

- Le **GIP Chemparc** assure le portage de l'animation de proximité en lien avec les industriels et la stratégie définie annuellement par l'Etat, les deux régions, le Pays de Béarn et les onze intercommunalités.

- Les **industriels** s'engagent à participer à la mise en œuvre des actions co-décidées ; à renforcer la coopération inter-entreprises. Deux représentants ont été désignés, volontaires et reconnus par ses pairs par son action sur le territoire, chargé conjointement avec les élus référents d'animer la démarche de contractualisation et de suivi des actions contractualisées.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

- Les **opérateurs publics et autres partenaires signataires** s'engagent à instruire dans les meilleurs délais les propositions de projets et d'actions qui seront soumises ; à étudier, en tant que de besoin, l'adaptation de leurs modes d'intervention, dans le respect des principes en vigueur, pour accompagner au mieux les actions identifiées dans le projet du Territoire d'industrie ; à mobiliser leurs ressources humaines et financières pour permettre la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention et qu'ils auraient préalablement approuvées.

ARTICLE 3 : Modalités de gouvernance et de pilotage local du projet envisagées

Une **gouvernance claire et transparente** sera mise en place pour gérer et animer le dispositif territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes :

- Une structure de gouvernance participative sera mise en place pour assurer une communication et une coordination efficaces entre les différents acteurs du projet.
- Une stratégie d'intégration des parties prenantes sera mise en place pour promouvoir la participation des parties prenantes et garantir une bonne prise en compte de leurs intérêts.
- Une charte de bonnes pratiques sera élaborée courant 2023 pour établir des règles et des procédures à suivre par l'ensemble des parties prenantes en lien avec les comités régionaux.
- Un rapport annuel d'activités sera établi et partagé à l'ensemble des signataires.
- Une procédure de gestion des conflits sera mise en place pour résoudre les conflits entre les différentes parties prenantes et garantir la bonne marche du dispositif.
- Des mécanismes de contrôle et de surveillance seront mis en place pour veiller à l'application des budgets (budget annexe), des règles et procédures établies.

Pour assurer le pilotage efficace du projet, les partenaires du territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes s'engagent à mettre en œuvre une **organisation locale coordonnée et hybride associant les acteurs publics et privés** s'appuyant sur :

- un **comité local territorial** chargé du pilotage et du suivi de la démarche (cf.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

- Annexe 2 : Membres du). Il se réunira à minima une fois par an en juillet et sera présidé par les deux Préfets, le **double binôme, chacun constitué d'un élu du territoire et d'un acteur industriel**, chargé de porter la démarche ;
    - pour la région Nouvelle Aquitaine – François BAYROU (ou son représentant désigné) et Dominique MOCKLY,
    - pour la région Occitanie – Gérard TREMEGE (ou son représentant désigné) et Marc MESPLARAU.

- un **bureau prospectif public / privé** chargé de l'orientation de la feuille de route qui se réunira au minimum 3 fois par an. Il alternera également entre l'évocation des problématiques court terme et d'amélioration de l'efficacité collective mais aussi de mener une réflexion aux projets structurants de fond (cf. Annexe 3 : Membres du bureau prospectif)

- une **équipe projet** qui est composée des référents techniques, des 11 intercommunalités, du Pays de Béarn, du GIP Chemparc, des représentants de deux référents industriels et en tant que de besoins des autres partenaires (cf. Annexe 4 : Membres de l'équipe projet).

- Un comité de suivi des industriels présidé par les deux référents industriels. Il se réunira tous les deux mois.
- Des **groupes thématiques et/ou comités de pilotage** se réuniront en fonction des thématiques souhaitant être abordées collectivement.

Le territoire étant large et complexe, la **Directrice de projet** sera chargée de coordonner et d'appuyer les partenaires pour l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre de la démarche : elle sera rattachée administrativement au GIP Chemparc. En effet, il est convenu par l'ensemble des parties-prenantes signataires que l'animation, l'ingénierie technique et financière de l'acte 2 du contrat d'industrie Lacq-Pau-Tarbes seront confiées au GIP Chemparc et ce, à compter du 1er mars 2023. Ainsi, des conventions d'objectifs annualisées seront établies avec les 3 intercommunalités des Hautes-Pyrénées, la communauté de commune du Pays de Nay et le Pays de Béarn (représentant 7 intercommunalités) pour les actions collectives nécessitant un financement complémentaire potentiel et en lien avec les industriels partis prenants.

ARTICLE 4 : Plan d'actions

Le plan d'actions est décliné autour des axes structurants pour le territoire d'industrie.

Chacune des actions fait l'objet d'une fiche annexée. Elles feront l'objet d'une instruction par l'ensemble des opérateurs publics signataires du présent contrat. Chaque action devra faire l'objet d'une instruction de financement propre à chaque partenaire et opérateur qui interviendra sous réserve de l'accord de ses instances délibératives et disponibilités d'enveloppe.

De nouvelles fiches actions pourront être ajoutées pendant la durée du contrat après validation par le comité local de projets et le comité de pilotage régional.

Afin de refléter au mieux les défis industriels du Territoire et de capitaliser sur les actions déjà engagées, Lacq-Pau-Tarbes a élaboré un plan d'actions organisé autour des quatre grands axes du programme (Recruter, Attirer, Innover et Simplifier) et des spécificités locales territoriales. Grâce au caractère itératif du contrat, ce plan d'actions pourra être modifié par la suite afin de prendre en compte de nouvelles actions et/ou de préciser celles déjà mentionnées.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

ARTICLE 5 : Durée, évolution et fonctionnement général du contrat

Le présent contrat est établi pour une durée de 4 ans (2023 / 2027).

Hormis l'expression des enjeux et des ambitions, il est conçu sur la base d'actions concrètes qui en sont les éléments constitutifs essentiels. Il peut ainsi évoluer de manière itérative ou progressive permettant d'initier la contractualisation par les actions les plus mâtures puis de l'enrichir par amendements, avenants ou annexes avec de nouvelles actions pour qu'il couvre l'entièreté du Territoire d'industrie concerné et des priorités identifiées.

Toute évolution de l'économie générale du contrat sera soumise à approbation préalable des signataires. De même une telle évolution ou l'évolution d'une action structurante ou qui a des conséquences sur d'autres actions pourra nécessiter une validation du comité de pilotage régional. Autant que de besoin, les signataires se rapprocheront en vue de la contractualisation de nouvelles actions concernant une ou plusieurs intercommunalités.

Les signataires peuvent proposer l'ajout ou la modification d'une action. Après analyse de la proposition, au regard de sa cohérence et de sa contribution à la mise en œuvre du projet, les signataires concernés par l'action s'engageront réciproquement par la signature d'une fiche action nouvelle ou modifiée, annexée au contrat.

La suppression d'une action peut aussi être proposée et validée dans les mêmes conditions.
La durée du contrat pourra être prorogée par accord des parties.

ARTICLE 6. Suivi et évaluation

Un état d'avancement déclaratif simple est soumis trimestriellement et transmis au comité de pilotage régional. Il met en évidence l'avancement global du projet et de chacune des actions.

Lors de la finalisation d'une action, un rapport détaillant les modalités de sa mise en œuvre, les résultats atteints et les modalités de pérennisation des résultats envisagées, est présenté et transmis au comité de pilotage régional.

Le comité de pilotage régional pourra solliciter à mi- contrat un rapport d'avancement et le cas échéant une évaluation intermédiaire en complément du rapport annuel d'activités.

Cette évaluation intermédiaire et finale s'inscrira dans le cadre d'une grille d'analyse et d'indicateurs qui sera mise à disposition par les partenaires nationaux.

ARTICLE 7. Traitement des litiges

Les éventuels litiges survenant dans l'application du présent contrat seront portés devant le tribunal administratif de Pau.

Le XX février 2024, en 6 exemplaires

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

Francois BAYROU Président du Pays de Béarn	Gérard TREMEGE Président de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées
Alain ROUSSET Président de la Région Nouvelle-Aquitaine	Carole DELGA Présidente de la Région Occitanie
Julien CHARLES Préfet des Pyrénées-Atlantiques	Jean SALOMON Préfet des Hautes-Pyrénées
Dominique MOCKLY PDG de Teréga	Marc MESPLARAU Président de l'UIMM Occitanie Adour Pyrénées
Jacques BRUNE Président de la communauté de communes de la Haute-Bigorre	Frédéric RE Président de la communauté de communes Adour Madiran
Christian PETCHOT-BACQUE Président de la communauté de communes du Pays de Nay	Pierre NERGUARARIAN Président du GIP Chemparc
Patrick MARTINEZ Directeur régional Nouvelle-Aquitaine de la Banque des territoires	Annabelle VIOLLET Directrice régionale d'Occitanie, de la Banque des territoires

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

Le directeur régional Nouvelle Aquitaine de la Banque publique d'investissement Albert BADIA	La directrice régionale d'Occitanie de la Banque publique d'investissement Anne-Cécile BRIGOT-ABADIE
Le directeur régional Nouvelle-Aquitaine de Pôle emploi, Alain MAUNY	Le directeur régional d'Occitanie de Pôle emploi Thierry LEMERLE
Le directeur régional Nouvelle-Aquitaine de l'ADEME Mathieu ANGLADE	La directrice régionale d'Occitanie de l'ADEME Céline VACHEY
Le directeur inter-régional de Business France Gérald PETIT	

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

Annexe 1 : Portefeuille de fiches-action

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

Annexe 2 : Membres du comité local territorial

Cette liste est non exhaustive et pourra être modifiée par la suite. Les porteurs de projet et maitres d'ouvrage d'éventuelles actions non identifiées à ce jour pourront également être invités à participer au comité local de pilotage.

Entités représentées
Représentants de l'Etat
Le Préfet des Hautes-Pyrénées
Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
Régions et Intercommunalités
Région Nouvelle Aquitaine
Région Occitanie
Pole Métropolitain du Pays de Béarn (référent élu)
Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées
Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (référent élu)
Communauté de Communes Adour Madiran
Communauté de Communes Béarn des Gaves
Communauté de Communes de la Haute-Bigorre
Communauté de Communes du Haut Béarn
Communauté de Communes de Lacq-Orthez
Communauté de Communes de Luys en Béarn
Communauté de Communes Nord-Est Béarn
Communauté de Communes du Pays de Nay
Communauté de Communes de la Vallée d'Ossau
Opérateurs de l'Etat
Banque des Territoires
BPI France
Business France
Pôle Emploi
Autres acteurs
Chambres d'agriculture
CCI Pau Béarn
CCI Tarbes et Hautes-Pyrénées
GIP ChemParc
Aerospace Valley
Pôle de compétitivité Avénia
Pôle de compétitivité Derbi
Pôle européen de la céramique
Pôle de compétitivité Agri SO innovation
France Chimie Nouvelle Aquitaine
UIMM Adour Atlantique
UIMM Occitanie Adour Pyrénées – référent industriel
ENIT / IUT Tarbes > Université technologique de Tarbes
UPPA
Acteurs industriels
AD INDUSTRIES (PME)
ALPHA CHITIN (SI)
ALSTOM (GG)
ARKEMA (GG)
ASG (TPE)
AXYAL (PME)
CAF France (PME)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

Entités représentées
CETIM Sud-Ouest
DAHER (GG)
DLF Industrie (PME)
Elyse Energy (SI)
EURALIS (GG)
IRIAN Technologies (PME)
LINDT (GG)
MAP (PME)
MERSEN BOOSTEC (GG)
OGEU (ETI)
SAFRAN HE (GG)
SCT (PME)
SEGNERE (PME)
Teréga (ETI) – référent industriel
TotalEnergies (GG)
TORAY (GG)
Etc.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

Annexe 3 : Membres du bureau prospectif

Cette liste est non exhaustive et pourra être modifiée par la suite. Les porteurs de projet et maitres d'ouvrage d'éventuelles actions non identifiées à ce jour pourront également être invités à participer aux réunions de l'équipe projet.

Entités représentées
Représentants de l'Etat
Régions et Intercommunalités
Région Nouvelle-Aquitaine et/ou ADI
Région Occitanie et/ou AD'OCC
Pole Métropolitain du Pays de Béarn (référent élu)
Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées
Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (référent élu)
Communauté de Communes Adour Madiran
Communauté de Communes Béarn des Gaves
Communauté de Communes de la Haute-Bigorre
Communauté de Communes du Haut Béarn
Communauté de Communes de Lacq-Orthez
Communauté de Communes de Luys en Béarn
Communauté de Communes Nord-Est Béarn
Communauté de Communes du Pays de Nay
Communauté de Communes de la Vallée d'Ossau
Autres acteurs
CCI Pau Béarn
CCI Tarbes et Hautes-Pyrénées
GIP ChemParc
France chimie Nouvelle Aquitaine
UIMM Adour Atlantique
UIMM Occitanie Adour Pyrénées
Référents industriels et autres représentants d'industriels
Opérateurs d'Etat

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_05-DE

Annexe 4 : Membres de l'équipe projet

Cette liste est non exhaustive et pourra être modifiée par la suite. Les porteurs de projet et maitres d'ouvrage d'éventuelles actions non identifiées à ce jour pourront également être invités à participer aux réunions de l'équipe projet.

Entités représentées
Régions et Intercommunalités
Région Nouvelle-Aquitaine et/ou ADI
Région Occitanie et/ou AD'OCC
Pole Métropolitain du Pays de Béarn
Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées
Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées
Communauté de Communes Adour Madiran
Communauté de Communes Béarn des Gaves
Communauté de Communes de la Haute-Bigorre
Communauté de Communes du Haut Béarn
Communauté de Communes de Lacq-Orthez
Communauté de Communes de Luys en Béarn
Communauté de Communes Nord-Est Béarn
Communauté de Communes du Pays de Nay
Communauté de Communes de la Vallée d'Ossau

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_06-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45
Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_06-DE

TERRITOIRE INDUSTRIE : CONVENTION FINANCIERE ENTRE CHEMPARC ET CCPN ANNEE 2024

Délibération n° D_2023_7_06

(Rapporteur : Christian PETCHOT-BACQUÉ)

La Première ministre Elisabeth Borne a annoncé lors du Conseil national de l'industrie le lancement de la nouvelle phase de Territoires d'industrie. Ce programme vise à soutenir les territoires dans leur stratégie de reconquête industrielle. Parmi les annonces, l'ouverture d'une plateforme de labellisation des territoires industriels sur la période 2023-2027 et un renforcement de l'accompagnement des projets. La réindustrialisation est un enjeu de souveraineté. Le lancement de cette seconde phase du programme Territoires d'industrie vise à accélérer la politique de réindustrialisation en associant à l'État, les Régions, les Intercommunalités et France industrie.

La Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN), dans le cadre de la démarche du Pays de Béarn lors de sa séance du 3 mars 2023, la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, le 31 mars 2023 et la Communauté de communes de la Haute-Bigorre le 4 avril 2023, a approuvé que le GIP Chemparc devienne l'outil support du portage administratif, technique et financier du dispositif Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes à compter du 1er mars 2023.

Par ailleurs, depuis mars 2023, la Communauté de communes du Pays de Nay s'est mobilisée pour bâtir le contenu de l'acte 2 du contrat d'industrie pour la période 2023 / 2027. Aujourd'hui, le contrat d'industrie Lacq-Pau-Tarbes et son portefeuille d'actions afférent est désormais abouti par l'écosystème local. En effet, le 17 juillet dernier, le comité local du Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes co-présidé par les deux préfets, a approuvé la feuille de route industrielle et territoriale.

Ainsi, le territoire d'industrie a été de nouveau labellisé pour la période 2023 / 2027. Le projet de convention financière annuelle a pour objet de régler les conditions et les modalités de la participation financière d'un montant global s'élevant à 2 370,35€ pour la communauté de communes du Pays de Nay et de son versement au GIP Chemparc pour la réalisation des actions suivantes :

- L'animation du contrat d'industrie Lacq-Pau-Tarbes,
- Les actions inscrites au sein du programme d'actions du projet « Pyrénées Indus'Compétences » (GPECT) et notamment Cami Aero portée par Safran Helicopter Engines ;
- Le soutien à l'émergence du projet de technocentre sur Aeropolis ayant pour objectifs :
  - D'engager une démarche collaborative pro-active d'animation et d'attractivité des entreprises industrielles locales ;
  - De construire un équipement d'accueil des acteurs (entreprises, partenaires institutionnels, employés etc.) fédérateur et stimulant l'innovation et le développement économique ;
  - De développer un outil mutualisé, utile aux acteurs industriels du territoire, et catalyseur de projets de R&D et d'innovation ;

Après avis favorable de la Commission Développement Economique du 7 décembre 2023,
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

APPROUVE **la désignation du GIP Chemparc comme porteur administratif, technique et financier du territoire d'industrie Lacq Pau Tarbes sur la période 2023/2027.**

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_06-DE

APPROUVE **la convention financière au titre de l'année 2024.**

CHARGE **le Président à signer la convention financière annuelle pour l'année 2024 ci-annexée pour mise en œuvre des actions en vigueur avec le GIP Chemparc.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_06-DE

CONVENTION D'OBJECTIFS 2024 ENTRE LE GIP CHEMPARC ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN POUR L'ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIERE AU TITRE DU TERRITOIRE D'INDUSTRIE LACQ-PAU-TARBES

ENTRE :

La Communauté de communes Adour-Madiran, représentée par Monsieur Christian PETCHOT-BACQUE, Président, dûment habilité par délibération en date du XX XX 2024,
D'une part,

ET

Le GIP Chemparc représentée par Monsieur Pierre Nerguararian dûment habilité par délibération en date du XX février 2024,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

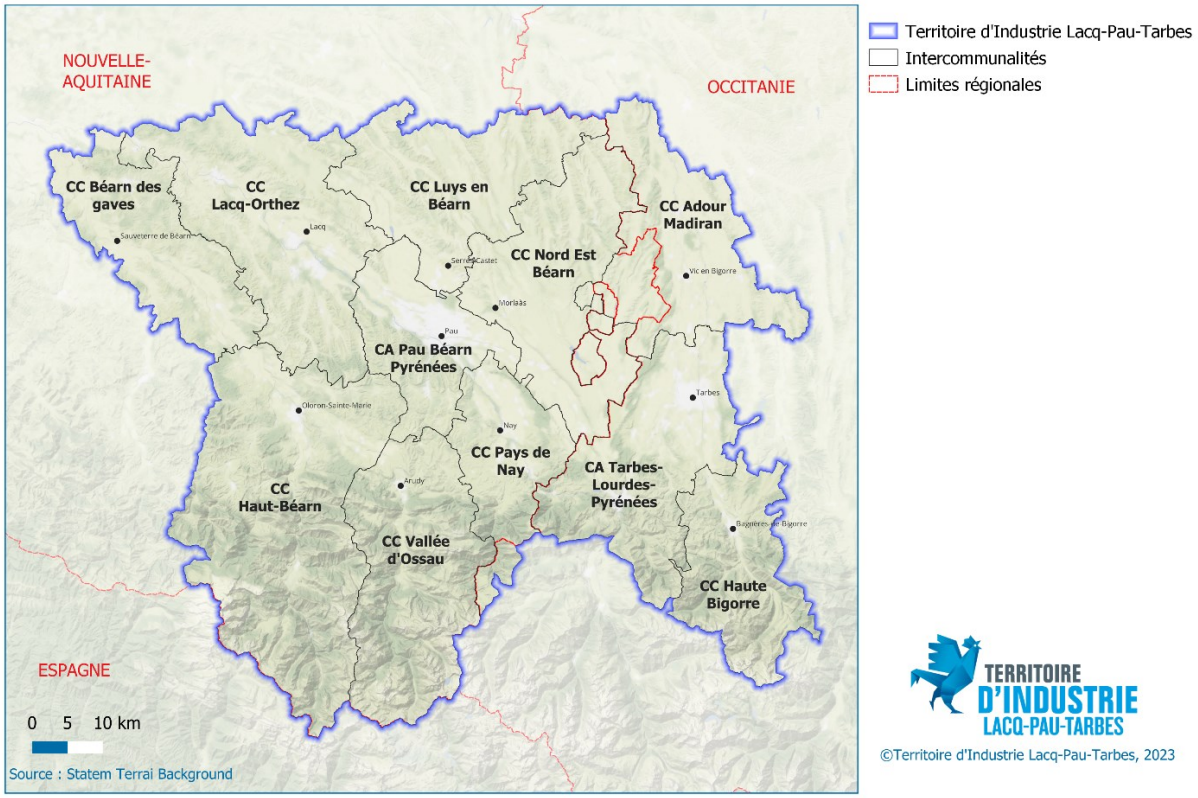
Depuis le 22 novembre 2018, 148 territoires d'industrie bénéficient d'un accompagnement spécifique et renforcé, piloté par les régions en lien avec les intercommunalités, afin de redynamiser l'industrie française. L'initiative Territoires d'industrie a pour ambition de réduire la fracture territoriale et de créer des emplois. Il vise également vise à soutenir les territoires dans leur stratégie de reconquête industrielle. Car, la réindustrialisation est un enjeu de souveraineté.

Le programme national a été renouvelé sur la période 2023 / 2027.

Le 9 novembre 2023, le territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes a été labellisé et se déploie désormais sur 11 intercommunalités (545 000hab.) dont 8 en Nouvelle-Aquitaine (375 000 hab.) qui compose le Pays de Béarn et 3 en Occitanie (170 000hab.).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_06-DE

Périmètre du contrat d'industrie Lacq-Pau-Tarbes Acte 2 - 2023-2027



Du fait du caractère interrégional de la démarche et à l'origine, la gouvernance est assurée en fonction de la gouvernance hybride définie au Contrat, soit par François Bayrou, Président du Pays de Béarn pour la partie de territoire située en Nouvelle-Aquitaine, par Gérard Trémège Président de la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées pour la partie de territoire située en Occitanie, et par Dominique Mockly et Marc Mesplarau en tant que référent industriel

La Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN), dans le cadre de la démarche Pays de Béarn lors de sa séance du 3 mars 2023, la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, le 31 mars 2023 et la Communauté de communes de la Haute-Bigorre le 4 avril 2023 a approuvé que le GIP Chemparc devienne l'outil support du portage administratif, technique et financier du dispositif Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes à compter du 1er mars 2023.

A ce titre, il est aujourd'hui proposé, dans le cadre de l'acte 2 de la démarche Territoire d'industrie, d'établir, au titre de 2024, la convention financière annuelle entre désormais le GIP Chemparc et la Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN).

Article 1 : Les missions assurées par le GIP Chemparc dans le cadre de la démarche Territoire d'industrie Lacq Pau Tarbes

a) Animation de la démarche Territoire d'Industrie

En septembre 2020, une directrice de projet a été recrutée portant :

- l'animation, la coordination et le suivi du dispositif Territoires d'Industrie sur l'ensemble du périmètre du Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes,

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_06-DE

- la collaboration en transversalité avec les directions / référents « développement économique » de chacune des EPCI : les Communautés d'agglomération de Pau Béarn Pyrénées, Tarbes-Lourdes-Pyrénées, les Communautés de communes de Lacq-Orthez, du Haut Béarn, de la Haute-Bigorre, des Luys-en-Béarn, du Nord Est Béarn, du Pays de Nay, de la Vallée d'Ossau, d'Adour-Madiran et du Béarn des Gaves.
- la mise en place d'une politique d'industrialisation et de détection des projets industriels,
- l'accompagnement des projets complexes hybrides publics / privés et la facilitation pour les porteurs de projets vis-à-vis du réseau d'acteurs régional et national,
- l'accompagnement des entreprises pour les réponses aux dispositifs du plan de relance et France 2030,
- la veille des différents dispositifs et AAP/AMI au profit des différents maîtres d'ouvrage,
- la coordination et le suivi de l'AMI Rebond industriel,
- le pilotage des actions transversales du contrat d'industrie
- la communication de Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes.

Ce poste est appelé à être co-financé par l'Etat et les intercommunalités.

b) Démarches menées à l'échelle du territoire Lacq Pau Tarbes

Pour favoriser la mise en synergie de l'écosystème territorial industriel, plusieurs actions dites transversales ont été inscrites au sein du contrat d'industrie. Il est attendu que ces démarches soient désormais portées par le GIP Chemparc pour le compte de l'ensemble du territoire. Ainsi, il convient de citer pour exemples : la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territorialisés (GPECT), la sensibilisation à l'industrie du futur, la démarche d'attractivité en lien avec Business France et les agences régionales, etc.

Article 2 : Programme d'actions 2024

a) Actions 2024 à l'échelle du Territoire d'industrie

En complément des actions détaillées dans l'article 1, il a été convenu de mener les actions suivantes au titre de 2024 :

- Le programme opérationnel de la GPECT qui prendra fin le 30 juin 2024 (a),
- La sensibilisation des élus à une démarche d'attractivité en partenariat avec Business France (b),
- Le lancement du programme d'actions sur l'industrie du futur (c),
- Le lancement du schéma stratégique de la logistique (d),

b) Actions spécifiques avec la Communauté de communes Pays de Nay

- Projet Cami Aero portée par Safran Helicopter Engines portant sur la formation des apprentis ;
- Le soutien à l'émergence du projet de technocentre sur Aeropolis ayant pour objectifs :
    - D'engager une démarche collaborative pro-active d'animation et d'attractivité des entreprises industrielles locales ;

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_06-DE

- De construire un équipement d'accueil des acteurs (entreprises, partenaires institutionnels, employés etc.) fédérateur et stimulant l'innovation et le développement économique ;
- De développer un outil mutualisé, utile aux acteurs industriels du territoire, et catalyseur de projets de R&D et d'innovation ;

Article 3 : Dispositions financiers

Le montant accordé par la Communauté de communes Pays de Nay, calculé au prorata de la population soit 5,3%, pour la réalisation de ce programme d'actions est de 2 370,35€ décomposé de la manière suivante :

Actions collectives	Montant de participation de la CCHB65 (3% du montant en enlevant les subventions obtenus)	Observations
Animation / ingénierie	2 370,35€	Pour la période 01/01/2024 au 31/12/2024
GPECT	-€	Plan de financement abouti – sans objet
Schéma stratégique	-€	Subventions recherchées auprès de l'ANCT. Le reste a charge sera financé par l'excédent des JH2T 2023
Programme de sensibilisation sur l'industrie du futur	-€	Coût : 30 000€ qui sera financé par l'excédent des JH2T 2023
TOTAL	**2 370,35€**	

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention prend effet rétroactivement pour un an à compter du 1er janvier 2024.

Article 5 : Obligations

Le GIP Chemparc s'engage à assurer les actions citées à l'article 1 et informer la communauté de communes Pays de Nay de leur évolution.

La Communauté de communes Pays de Nay s'engage à participer aux réunions de travail de la démarche et à fournir les éléments nécessaires à l'avancée des actions précitées.

Article 6 : Modalités de paiement et justificatifs

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_06-DE

Le paiement interviendra en une fois à réception d'un titre émis par le GIP Chemparc sur présentation d'un bilan.

Article 7 : Evaluation et contrôle

La communauté de communes du Pays de Nay procède, conjointement avec le GIP Chemparc, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions à laquelle il a apporté son concours et à la bonne exécution des dépenses publiques allouées.

Pour ce faire, le GIP Chemparc s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile. Un budget annexe sera ainsi créé.

Article 8 : Reversement, résiliation, dénonciation

Le reversement partiel ou total des sommes versées sera exigé en cas de de non-respect des clauses de la présente convention en particulier :
- de non-exécution partielle ou totale de l'opération,
- de changement dans l'objet de la subvention ou de l'affectation sans autorisation préalable expresse donnée dans les mêmes formes que la décision attributive,

Pour tout litige pouvant survenir dans l'interprétation ou l'application des clauses de la présente convention, les parties s'engagent à régler leur différend à l'amiable, avant tout recours à la juridiction compétente, le Tribunal Administratif de PAU (64).

Fait à Bénéjacq, le

Le Président Communauté de communes de Pays de Nay	Le Président GIP Chemparc
Christian PETCHOT-BACQUE	Pierre NERGUARARIAN

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_06-DE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_07-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_07-DE

AEROPOLIS : CESSION PARCELLE SCP CAVALIER JOVE

Délibération n° D_2023_7_07

(Rapporteur : Christian PETCHOT-BACQUÉ)

La SCP Cavalier Jove est une société d'huissiers de justice spécialisée dans la vente aux enchères localisée à Pau. Elle souhaite développer son activité dans des locaux adaptés.
Elle se porte acquéreuse des parcelles ZE 430, 431, 432, 433 d'une surface totale de 2313 m².

L'estimation réalisée le 3 mars 2023 par méthode de comparaison par le Service des Domaines fixe le prix à 40.00 € HT/m².

Compte-tenu de l'effort financier consenti par la collectivité en vue d'assurer le développement économique du territoire et favoriser la création d'emplois, il est proposé d'insérer dans l'acte authentique de vente des clauses anti spéculatives.

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- Décider la cession d'une parcelle de 2313 m² à la SCP Cavalier Jove ou toute autre société s'y substituant, au prix de 40.00 € HT/m², soit la somme globale de 92 520.00 € HT ;
- Décider d'insérer dans l'acte authentique, une clause résolutoire de la vente liée au démarrage des travaux de construction dans un délai de 3 ans ;
- Décider d'insérer dans l'acte authentique, une clause résolutoire de vente liée aux coûts de raccordements aux réseaux ;
- Décider de constituer sur cet immeuble un pacte de préférence au bénéfice de la CCPN, pour une période de 10 ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente ;
- D'autoriser le Président à signer tous documents nécessaires à cette cession.

Après avis favorable de la Commission Développement Economique du 7 décembre 2023,
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

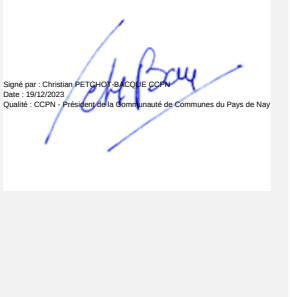
DECIDE **de céder à la SCP Cavalier Jove, ou toute autre société s'y substituant les parcelles ZE 430-431-432-433 sur le pôle Aeropolis, au prix de 40 € HT/m² conformément à l'avis du Service des Domaines.**

AUTORISE **le Président à signer toutes les pièces nécessaires à cette cession,**

PRECISE **que les recettes consécutives à cette vente seront affectées au budget annexe 60013 Aeropolis.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_07-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction départementale des Finances Publiques des Pyrénées-Atlantiques

Pôle d'évaluation domaniale de PAU

8 place d'Espagne
64 000 PAU

Courriel : ddfip64.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Nathalie Lamouroux
Courriel : nathalie.lamouroux1@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 05-59-82-24-23
Portable : 06-21-78-17-61
Réf DS:11548309
Réf OSE : 2022 – 64067-13834

Le 03/03/2023

Le Directeur départemental des Finances publiques des Pyrénées-Atlantiques

à

Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pays de Nay

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr

Nature du bien :	Terrain à bâtir
Adresse du bien :	64510 ASSAT
Valeur :	100 360 € (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)



Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_07-DE

1 - CONSULTANT

Communauté de Communes du Pays de Nay

Affaire suivie par : François Gonnet

2 - DATES

de consultation :	20/02/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	néant
du dossier complet :	20/02/2023

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☒
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire

3.3. Projet et prix envisagé

Cession de deux parcelles en nature de terrain à bâtir afin d'accueillir des entreprises.

Le prix de cession mentionné est de 40€ HT/m² soit pour 2 509m² un prix de cession de 100 360€HT.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Le terrain à bâtir est composé de deux parcelles attenantes rue Georges Guynemer à Assat.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_07-DE

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie

Le terrain composé de deux parcelles est vendu viabilisé.

Accès routier.

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
ASSAT	ZE 295	Rue Georges Guynemer	2 313	TAB
ASSAT	ZE 299	Rue Georges Guynemer	196	TAB
		TOTAL	2 509	

4.4. Descriptif

Ce terrain à bâtir constitué des parcelles ZE 295 et ZE 299 a une superficie totale de 2 509m².

De forme relativement régulière, il jouxte la route sur deux côtés.



5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble : Communauté de Communes du Pays de Nay

6 - URBANISME

6.1.Règles actuelles

Zonage Up

6.2.Date de référence et règles applicables

Selon le PLUi en vigueur :

La zone Up correspond au pôle aéronautique d'Assat. Elle est destinée à recevoir des activités industrielles et des activités ayant un lien direct avec celle-ci dont l'implantation à proximité immédiate de l'usine est nécessaire.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_07-DE

Elle correspond à des secteurs déjà urbanisés et à des secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter, ou sont programmables à court terme.

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

Méthode comparative

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

Recherche de transactions récentes de terrains proches de la parcelle.

Ref. Cadastrales	Commune	Adresse	Date mutation	Surface terrain (m²)	Prix total	Prix/m²	Groupe
67//ZA/206//	ASSAT	LOT DUFAU	17/01/2022	1136	65 000	57,22	Parcelle de terre constructible habitat
67//AC/463// 67//AC/461// 67//AC/459// 67//AC/457//	ASSAT	9440 LOT MASSEILLOU	11/10/2021	1399	55 000	39,31	Parcelle de terrain à bâtir habitat
67//ZE/352//	ASSAT	VIGNAU RUCHELLE	04/04/2019	2000	80 000	40	TAB lotissement pôle aéronautique
67//ZE/391//	ASSAT	VIGNAU RUCHELLE	01/06/2021	864	30 000	34,72	TAB lotissement pôle aéronautique
67//ZE/393// 67//ZE/396//	ASSAT	VIGNAU RUCHELLE	02/09/2021	2000	80 000	40	TAB lotissement pôle aéronautique

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Les terrains à bâtir au sein du lotissement Nord dans le cadre de l'aménagement du pôle Aéronautique (termes 3 à 5) ont un tarif médian de 40€ HT/m², valeur retenue pour l'estimation.

La valeur vénale estimée de ce terrain à bâtir est de 2 509m² x 40€ HT = 100 360€ HT.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_07-DE

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **100 360 €.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_07-DE

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,



Nathalie Lamouroux

L'Inspectrice des Finances Publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_08-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_08-DE

AEROPOLIS : CESSION TERRAIN RAMBO CONSTRUCTION

Délibération n° D_2023_7_08

(Rapporteur : Christian PETCHOT-BACQUÉ)

L'entreprise Rambo Construction, spécialisée dans l'activité charpente couverture à Saint-Abit, souhaite acquérir la parcelle ZE 435 de 1040 m² sur le Pôle Aeropolis. L'entreprise souhaite créer un local de stockage, un espace bureau un espace dédié de 150 m² dédié à un artisan.
Le service des Domaines, par avis du 7 juillet 2023, a fixé le prix de vente à 40 € HT/m². L'actualisation est en cours.

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- Décider la cession de la parcelle ZE 43 de 1040 m² à M. Emmanuel Ramboer, gérant de l'entreprise Rambo construction ou toute autre société s'y substituant au prix de 40 € HT/m², soit la somme globale 41 600 € HT ;
- Décider d'insérer dans l'acte authentique, une clause résolutoire de la vente liée au démarrage des travaux de construction dans un délai de 3 ans ;
- Décider d'insérer dans l'acte l'interdiction d'y affecter une fonction de logement même accessoire ou de gardiennage ;
- Décider d'insérer dans l'acte authentique, une clause résolutoire de vente liée aux coûts de raccordements aux réseaux ;
- Décider de constituer sur cet immeuble un pacte de préférence au bénéfice de la CCPN, pour une période de 10 ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente ;
- D'autoriser le Président à signer tous documents nécessaires à cette cession.

Les recettes consécutives à cette vente seront affectées au budget annexe AEROPOLIS.

Après avis favorable de la Commission Développement Economique du 7 décembre 2023,
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

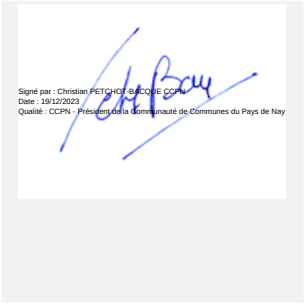
DÉCIDE **de céder à Monsieur Emmanuel Ramboer, ou toute autre société s'y substituant la parcelle ZE 435 sur le pôle Aeropolis, au prix de 40 € HT/m² conformément à l'avis du Service des Domaines.**

AUTORISE **le Président à signer toutes les pièces nécessaires à cette cession.**

PRECISE **que les recettes consécutives à cette vente seront affectées au budget annexe 60013 Aeropolis.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_08-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction départementale des Finances Publiques des Pyrénées-Atlantiques

Pôle d'évaluation domaniale de PAU

8 place d'Espagne
64 000 PAU

Courriel : ddfip64.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Nathalie Lamouroux
Courriel : nathalie.lamouroux1@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 05-59-82-24-23
Portable : 06-21-78-17-61
Réf DS:12604243
Réf OSE : 2023 – 64067-40350

Le 07/07/2023

Le Directeur départemental des Finances publiques des Pyrénées-Atlantiques

à

Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pays de Nay

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr

Nature du bien :	Terrain à bâtir
Adresse du bien :	64510 ASSAT
Valeur :	40 000€ (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)



Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_08-DE

1 - CONSULTANT

Communauté de Communes du Pays de Nay

Affaire suivie par : François Gonnet

2 - DATES

de consultation :	19/05/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	néant
du dossier complet :	28/06/2023

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☒
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire

3.3. Projet et prix envisagé

Cession d'une emprise de parcelle en nature de terrain à bâtir pour un projet de construction d'un bâtiment.

Pas de prix de cession mentionné.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Le terrain à bâtir est situé Lieu-dit Vignau Ruchelle à Assat dans les Pyrénées-Atlantiques.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_08-DE

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie

Le terrain est vendu viabilisé.

Accès routier.

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
ASSAT	ZE 389p	Lieu-dit Vignau Ruchelle	1 000	TAB
		TOTAL	1 000	

4.4. Descriptif

Ce terrain à bâtir est constitué d'une emprise de 1 000m² sur la parcelle ZE 389 d'une surface totale de 2 040m².

De forme régulière, il jouxte la route.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble : Communauté de Communes du Pays de Nay

6 - URBANISME

6.1.Règles actuelles

Zonage Up

6.2.Date de référence et règles applicables

Selon le PLUi en vigueur :

La zone Up correspond au pôle aéronautique d'Assat. Elle est destinée à recevoir des activités industrielles et des activités ayant un lien direct avec celle-ci dont l'implantation à proximité immédiate de l'usine est nécessaire.

Elle correspond à des secteurs déjà urbanisés et à des secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter, ou sont programmables à court terme.

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

Méthode comparative

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_08-DE

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

Recherche de transactions récentes de terrains proches de la parcelle.

Ref. Cadastrales	Commune	Adresse	Date mutation	Surface terrain (m²)	Prix total	Prix/m²	Groupe
67//ZA/206//	ASSAT	LOT DUFAU	17/01/2022	1136	65 000	57,22	Parcelle de terre constructible habitat
67//AC/463// 67//AC/461// 67//AC/459// 67//AC/457//	ASSAT	9440 LOT MASSEILLOU	11/10/2021	1399	55 000	39,31	Parcelle de terrain à bâtir habitat
67//ZE/352//	ASSAT	VIGNAU RUCHELLE	04/04/2019	2000	80 000	40	TAB lotissement pôle aéronautique
67//ZE/391//	ASSAT	VIGNAU RUCHELLE	01/06/2021	864	30 000	34,72	TAB lotissement pôle aéronautique
67//ZE/393// 67//ZE/396//	ASSAT	VIGNAU RUCHELLE	02/09/2021	2000	80 000	40	TAB lotissement pôle aéronautique

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Les terrains à bâtir au sein du lotissement Nord dans le cadre de l'aménagement du pôle Aéronautique (termes 3 à 5) ont un tarif médian de 40€ HT/m², valeur retenue pour l'estimation.

La valeur vénale estimée de ce terrain à bâtir est de 1 000m² x 40€ HT = 40 000€ HT.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_08-DE

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **40 000 €.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_08-DE

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,



Nathalie Lamouroux

L'Inspectrice des Finances Publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_09-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_09-DE

ZA IGON : CESSION TERRAIN SARL LARROUSSE

Délibération n° D_2023_7_09

(Rapporteur : Christian PETCHOT-BACQUÉ)

L'entreprise SARL Larrousse, spécialisée dans l'activité de plomberie à Igon, souhaite acquérir le lot 2 sur la zone d'activité las Quindas à Igon. L'entreprise souhaite créer un local de stockage, un espace showroom et les bureaux de l'entreprise.

La CCPN a fixé le prix de vente à 30 € HT/m². Ce prix de vente est cohérent avec ceux pratiqués sur le territoire et permet avec l'obtention des subventions d'assurer l'équilibre de l'opération de lotissement.

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- Décider la cession du lot 2 de 1186 m² à M. Didier Larrousse, gérant de l'entreprise Larrousse Plomberie ou toute autre société s'y substituant au prix de 30 € HT/m², soit la somme globale 35 580 € HT ;
- Décider d'insérer dans l'acte authentique, une clause résolutoire de la vente liée au démarrage des travaux de construction dans un délai de 3 ans ;
- Décider d'insérer dans l'acte authentique, une clause résolutoire de vente liée aux coûts de raccordements aux réseaux ;
- Décider de constituer sur cet immeuble un pacte de préférence au bénéfice de la CCPN, pour une période de 10 ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente ;
- D'autoriser M. le Président à signer tous documents nécessaires à cette cession.

Les recettes consécutives à cette vente seront affectées au budget annexe ZA ASSON.

Après avis favorable de la Commission Développement Economique du 7 décembre 2023,
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

DÉCIDE **de céder à Monsieur Didier Larrousse, ou toute autre société s'y substituant le lot 2 sur la ZA d'Igon las Quindas, au prix de 30 € HT/m².**

AUTORISE **le Président à signer toutes les pièces nécessaires à cette cession.**

PRECISE **que les recettes consécutives à cette vente seront affectées au budget annexe 60014 ZAE d'Asson.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,

Signé par : Christian PETCHOT-BACQUE CCPN
Date : 19/12/2023
Qualité : CCPN - Président de la Communauté de Communes du Pays de Nay

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_10-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_10-DE

ZA IGON : CESSION BEARN MEDICALE SERVICE

Délibération n° D_2023_7_10

(Rapporteur : Christian PETCHOT-BACQUÉ)

L'entreprise Béarn Médicale Service, spécialisée dans la vente et la location de matériels médicales à Coarraze, souhaite acquérir le lot 1 de 1429 m² sur la zone d'activité las Quindas à Igon. L'entreprise souhaite créer un local de stockage, de désinfection et des bureaux.

Le prix de vente est fixé à 30 € HT/m². La confirmation par le service des domaines est en cours.

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- Décider la cession de le lot1 à Monsieur Armand Coustarot, gérant de l'entreprise Béarn Médicale Service ou toute autre société s'y substituant au prix de 30 € HT/m², soit la somme globale 42 870 € HT ;
- Décider d'insérer dans l'acte authentique, une clause résolutoire de la vente liée au démarrage des travaux de construction dans un délai de 3 ans ;
- Décider d'insérer dans l'acte authentique, une clause résolutoire de vente liée aux coûts de raccordements aux réseaux ;
- Décider de constituer sur cet immeuble un pacte de préférence au bénéfice de la CCPN, pour une période de 10 ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente ;
- D'autoriser le Président à signer tous documents nécessaires à cette cession.

Les recettes consécutives à cette vente seront affectées au budget annexe ZA ASSON.

Après avis favorable de la Commission Développement Economique du 7 décembre 2023,
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

DÉCIDE **de céder à Monsieur et Madame, Armand et Josette Coustarot ou toute autre société s'y substituant la parcelle le lot 1 sur la zone d'activité las Quindas à Igon, au prix de 30 € HT/m².**

AUTORISE **le Président à signer toutes les pièces nécessaires à cette cession.**

PRECISE **que les recettes consécutives à cette vente seront affectées au budget annexe 60014 ZAE d'Asson.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,

Signé par : Christian PETCHOT-BACQUE CCPN
Date : 19/12/2023
Qualité : CCPN - Président de la Communauté de Communes du Pays de Nay

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_11-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_11-DE

ZA IGON : CESSION TERRAIN PRO&CIE ENTREPRISE LAFOND

Délibération n° D_2023_7_11

(Rapporteur : Christian PETCHOT-BACQUÉ)

L'entreprise Pro&Cie, spécialisée dans la vente d'électroménager sur Nay, souhaite acquérir le lot 3 sur la zone d'activité las Quindas à Igon. L'entreprise souhaite créer un local de stockage ne pouvant être réalisé sur le point de vente à Nay.

La CCPN a fixé le prix de vente à 30 € HT/m². Ce prix de vente est cohérent avec ceux pratiqués sur le territoire et permet avec l'obtention des subventions d'assurer l'équilibre de l'opération de lotissement.

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- Décider la cession du lot 3 de 1565 m² à M. Lafont, gérant de l'entreprise Pro&Cie ou toute autre société s'y substituant au prix de 30 € HT/m², soit la somme globale 46 950 € HT ;
- Décider d'insérer dans l'acte authentique, une clause résolutoire de la vente liée au démarrage des travaux de construction dans un délai de 3 ans ;
- Décider d'insérer dans l'acte authentique, une clause résolutoire de vente liée aux coûts de raccordements aux réseaux ;
- Décider de constituer sur cet immeuble un pacte de préférence au bénéfice de la CCPN, pour une période de 10 ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente ;
- D'autoriser le Président à signer tous documents nécessaires à cette cession.

Les recettes consécutives à cette vente seront affectées au budget annexe ZA ASSON.

Après avis favorable de la Commission Développement Economique du 7 décembre 2023,
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

DÉCIDE **de céder à Monsieur Lafont, ou toute autre société s'y substituant le lot 3 sur la ZA d'Igon las Quindas, au prix de 30 € HT/m².**

AUTORISE **le Président à signer toutes les pièces nécessaires à cette cession.**

PRECISE **que les recettes consécutives à cette vente seront affectées au budget annexe 60014 ZAE d'Asson.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,

Signé par : Christian PETCHOT-BACQUE CCPN
Date : 19/12/2023
Qualité : CCPN - Président de la Communauté de Communes du Pays de Nay

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_12-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_12-DE

PAE MONPLAISIR : CESSION LOT 9 BALAS ET FILS

Délibération n° D_2023_7_12

(Rapporteur : Christian PETCHOT-BACQUÉ)

L'entreprise Balas et fils, spécialisée dans l'activité de plomberie zinguerie sur Bénéjacq, souhaite acquérir la parcelle AB 53 de 1000 m² sur le PAE Monplaisir sud. L'entreprise souhaite créer un local de stockage et un bureau d'accueil de la clientèle. Cette même parcelle avait fait l'objet d'une réservation par l'entreprise le Marbrier de la Plaine. Or cette dernière n'a pas donné suite. Il convient donc d'annuler la délibération n°D_2023_4_21 relative à cette cession.

Le service des Domaines, par avis du 12 juillet 2023, a fixé le prix de vente à 30 € HT/m².

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- Décider la cession de la parcelle AB 53 de 1000 m² à M. Gauthier Balas, gérant de l'entreprise Balas et fils ou toute autre société s'y substituant au prix de 30 € HT/m², soit la somme globale 30 000 € HT ;
- Décider d'insérer dans l'acte authentique, une clause résolutoire de la vente liée au démarrage des travaux de construction dans un délai de 3 ans ;
- Décider d'insérer dans l'acte authentique, une clause résolutoire de vente liée aux coûts de raccordements aux réseaux ;
- Décider de constituer sur cet immeuble un pacte de préférence au bénéfice de la CCPN, pour une période de 10 ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente ;
- D'autoriser le Président à signer tous documents nécessaires à cette cession.

Les recettes consécutives à cette vente seront affectées au budget annexe EXTENSION PAE MONPLAISIR.

Après avis favorable de la Commission Développement Economique du 7 décembre 2023,
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

DÉCIDE	**d'annuler la délibération n°2023-4-21 autorisant la cession la parcelle AB53 à la société le Marbrier de la Plaine,**
DÉCIDE	**de céder à Monsieur Gauthier Balas, ou toute autre société s'y substituant la parcelle AB 53 sur le PAE Monplaisir, au prix de 30 € HT/m² conformément à l'avis du Service des Domaines.**
AUTORISE	**le Président à signer toutes les pièces nécessaires à cette cession.**
PRECISE	**que les recettes consécutives à cette vente seront affectées au budget annexe 60005 Extension PAE Monplaisir.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_13-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_13-DE

PAE MONPLAISIR : CESSION LOT PAYSAGISTE CONCEPT NATURE

Délibération n° D_2023_7_13

(Rapporteur : Christian PETCHOT-BACQUÉ)

L'entreprise Concept Nature, spécialisée dans l'activité de jardinerie paysagiste et localisée à Coarraze, souhaite acquérir le lot 6 de 1000 m² sur le PAE Monplaisir est. L'entreprise souhaite créer un local de stockage et un espace showroom.

Le Service des Domaines, par avis du 30 septembre 2019, a fixé le prix de vente à 35 € HT/m². L'actualisation est en cours.

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- Décider la cession du lot 6 de 1000 m² à M. Benoît Baudis, gérant de l'entreprise Concept Nature ou toute autre société s'y substituant au prix de 35 € HT/m², soit la somme globale 35 000 € HT ;
- Décider d'insérer dans l'acte authentique, une clause résolutoire de la vente liée au démarrage des travaux de construction dans un délai de 3 ans ;
- Décider d'insérer dans l'acte authentique, une clause résolutoire de vente liée aux coûts de raccordements aux réseaux ;
- Décider de constituer sur cet immeuble un pacte de préférence au bénéfice de la CCPN, pour une période de 10 ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente ;
- D'autoriser le Président à signer tous documents nécessaires à cette cession.

Les recettes consécutives à cette vente seront affectées au budget annexe EXTENSION PAE MONPLAISIR.

Après avis favorable de la Commission Développement Economique du 18 octobre 2023,
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

DÉCIDE **de céder à Monsieur Benoit Baudis, ou toute autre société s'y substituant le lot 6 sur le PAE Monplaisir Est, au prix de 35 € HT/m² conformément à l'avis du Service des Domaines.**

AUTORISE **le Président à signer toutes les pièces nécessaires à cette cession.**

PRECISE **que les recettes consécutives à cette vente seront affectées au budget annexe 60005 Extension PAE Monplaisir.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,

Signé par : Christian PETCHOT-BACQUE CCPN
Date : 19/12/2023
Qualité : CCPN - Président de la Communauté de Communes du Pays de Nay

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_14-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_14-DE

ACQUISITION BATIMENT SA HOURAT

Délibération n° D_2023_7_14

(Rapporteur : Christian PETCHOT-BACQUÉ)

La SA Hourat est spécialisée dans la mécanique de précision avec une spécialité dans l'électroérosion (1 des 3 entreprises françaises certifiées Nadcap). Elle dispose d'un effectif de 28 personnes et profite d'une relance post covid encourageante.

La SA Hourat, localisée sur la zone Clément Ader à Bordes a proposé à la CCPN de lui céder le bâtiment dans lequel se trouve l'activité de la société Outils-Meca et cela dans le cadre de sa stratégie de relance de l'entreprise. Ce bâtiment est implanté sur une parcelle mitoyenne de 1800 m² et de 610 m².
Il a fait l'objet de travaux de rénovation en 2021.

L'activité d'Outils Meca (usinage d'outillage) serait maintenue dans ce bâtiment et un bail commercial serait établi selon les conditions suivantes :

- Prix d'acquisition 380 000 €
- Loyer annuel 26 600 € HT annuel
- Maintien de l'effectif et des emplois à Bordes

Dans le cadre du règlement d'aide aux entreprises de la CCPN, la société Hourat ayant préalablement reçue de la part de la CCPN une avance remboursable de 60 000 €, se propose de rembourser avec anticipation 20 000 € au moment de la cession.

Il est proposé donc aux membres du Conseil communautaire d'autoriser le Président à conclure le compromis de vente soumis à votre information et, le cas échéant, de réitérer l'acte de vente en la forme administrative.

Vu l'avis du service des Domaines du 21 novembre 2023,

Après avis favorable de la Commission développement économique du 18 octobre 2023,
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

DECIDE **dans le cadre de sa stratégie de relance de l'entreprise, de se porter acquéreur du bâtiment propriété de SA Hourat, zone Clément Ader à Bordes, au prix de 380 000 €.**

AUTORISE **le Président à signer un compromis de vente avec la SA Hourat et à réitérer l'acte de vente si les conditions suspensives sont réunies.**

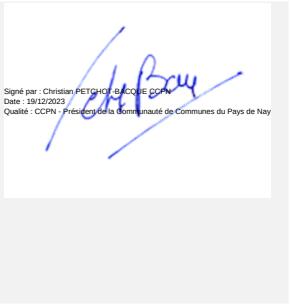
AUTORISE **le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision, notamment le contrat d'occupation qu'il conviendra de mettre en place.**

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_14-DE

PRECISE **d'une part, que les crédits nécessaires à l'acquisition sont inscrits au budget principal 60000, opération 79.**
d'autre part, que les loyers seront affectés au budget annexe 60015 CCPN immobilier locatif.

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_14-DE
7302 - SD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction départementale des Finances Publiques des Pyrénées-Atlantiques

Pôle d'évaluation domaniale de PAU

8 place d'Espagne
64 000 PAU

Courriel : ddfip64.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Nathalie Lamouroux
Courriel : nathalie.lamouroux1@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 05-59-82-24-23
Portable : 06-21-78-17-61
Réf DS:14038049
Réf OSE : 2023 – 64138-70387

Le 21/11/2023

Le Directeur départemental des Finances publiques des Pyrénées-Atlantiques

à

Monsieur le Président de la Communauté de Communes du pays de Nay

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr

Nature du bien :	Local d'activité
Adresse du bien :	3 rue Rosemonde Gérard - 64510 BORDES
Valeur :	351 000€ assortie d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)



Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_14-DE

1 - CONSULTANT

Communauté de Communes du Pays de Nay

Affaire suivie par : François GONNET

2 - DATES

de consultation :	11/09/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	02/11/2023
du dossier complet :	02/11/2023

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☐
Acquisition :	amiable ☒ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire

3.3. Projet et prix envisagé

La Communauté de Communes souhaite acquérir un local d'activité à la Société Hourat pour ensuite le mettre en location.

Le prix d'acquisition envisagé mentionné est entre 300 000 et 400 000€ HT.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Local d'activité situé au sein d'un parc d'activités à Bordes dans les Pyrénées-Atlantiques.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Ce bâtiment fait face à l'autre local d'activité de la même Société.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_14-DE

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
BORDES	ZH 176	3 rue Rosemonde Gérard	1 800	Emprise du bâti
		TOTAL	1 800m²	

4.4. Descriptif

Il s'agit d'un bâtiment en activité à usage d'atelier d'usinage au sein d'une zone d'activités « Parc d'activités Clément Ader », il dispose d'un parking empierré avec accès routier direct et rocade proche.

Il totalise 610m² selon les informations du Consultant, sa construction date de 1996 et une rénovation s'est opérée en 2021.

Ce bâti dispose de ses propres compteurs, pas de séparation physique avec l'autre entreprise.

Les travaux récents : bardage isolant 10cm, descente de gouttière, porte sectionnelle neuve, escaliers métalliques intérieurs refaits, chauffage réversible, éclairage led..

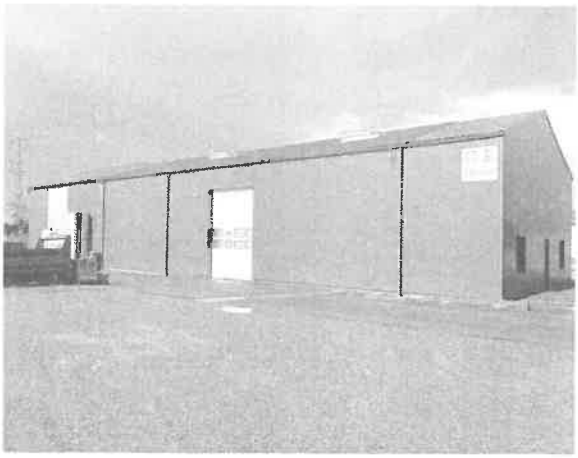
Double vitrage d'origine ainsi que le toit.

Plus d'amiante sur le toit selon le Consultant.

Des contrôles périodiques de l'Apave sont effectués.









Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_14-DE





5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble : SARL Hourat.

Ce bien a été acquis en 2014 avec la parcelle à bâtir ZH 177.

6 - URBANISME

6.1.Règles actuelles :

Zonages Uyi

6.2.Date de référence et règles applicables

Selon le PLU en vigueur :

Zone Uyi : la zone Uy est destinée à recevoir des activités industrielles, artisanales, commerciales et de services, dont l'implantation à l'intérieur des secteurs d'habitation n'est pas souhaitable.

Le secteur Uyi est exposé au risque inondation.

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

Méthode comparative

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

Recherche de transactions récentes de locaux d'activités dans la Commune de Bordes et les communes avoisinantes.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_14-DE

Ref. enregistrement	Ref. Cadastrales	Commune	Adresse	Date mutation	Surf. utile totale	Prix total	Parcelle	Prix/m² (surf. utile)	Nature
6404P01 2022P12455	159//ZB/128// A	ARTIGUELOUTAN	4 ROUTE D ANDOINS	03/08/2022	820	235 000	1 059	286 59	local professionnel
6404P01 2023P10667	67//ZD/465//Uy 67//ZD/467//	ASSAT	16 CHEMIN D ANGAIS	30/06/2023	2316	420 001	9 102	181,35	local professionnel
6404P02 2020P01709	138//ZH/306// Uy1	BORDES	1 ZA CLEMENT ADER II	29/06/2020	800	400 000	8 356	500 00	local professionnel
6404P01 2020P03055	67//ZD/320// Uy	ASSAT	5 RUE ANDREE CHEDID	02/03/2020	200	189 000	504	945,00	local professionnel
6404P01 2023P09119	67//ZE/331 391//Uy	ASSAT	VIGNAU RUCHELLE	01/06/2023	180	320 000	2 173	1777	local professionnel

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Le terme 3 à usage industriel et commercial, proche du bien à estimer, a également une grande surface.

Le terme 1 est plus éloigné géographiquement et à usage de bureaux.

Les termes 4 et 5 ont des surfaces plus petites.

Le terme 3 le plus pertinent est également la valeur médiane, ce tarif de 500€ HT sera donc retenu.

Compte-tenu des travaux récents en 2021, cf photos, ce tarif de 500€ sera majoré de 15 % soit 575€ HT.

La valeur vénale estimée du local d'activité terrain intégré est estimé à 610m² x 575€ = 350 750 € HT arrondis à 351 000€ HT.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **351 000€.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière à 386 100€.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_14-DE

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_14-DE

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,



Nathalie Lamouroux

L'inspectrice des Finances Publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_14-DE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_15-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_15-DE

SUBVENTION AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT (ADIL 64)

Délibération n° D_2023_7_15

(Rapporteur : Michel LUCANTE)

L'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL 64), association loi 1901, a pour mission d'offrir aux usagers un conseil juridique, financier et fiscal complet et totalement gratuit en matière de logement (construction, achat, location, vente, travaux…).

Cet organisme assure des permanences sur le territoire de la Communauté de communes du Pays de Nay depuis 2010.

Ces permanences se tiennent les 2e et 4e mardis du mois, de 9h30 à 12h, au sein de l'Espace France Services, à Nay.

En 2022, 188 consultations ont été réalisées pour les habitants du territoire, visites et appels téléphoniques (266 en 2020, 204 en 2021).

Le montant de la subvention de la CCPN sollicitée pour l'année 2023 serait de 6055 € (5 881 € en 2021, 5940€ en 2022).

Il est proposé de verser 80% de la subvention annuelle 2023 et le solde en 2024, sur présentation du bilan de l'année par l'ADIL 64.

Il est également proposé de procéder au versement du solde de la subvention 2022, soit 1188 €.

Après avis favorable de la Commission Services aux personnes-Habitat du 7 décembre 2023,
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

DECIDE **de verser le solde de la subvention 2022 à l'ADIL 64, soit 1188 €.**

DECIDE **d'attribuer à l'ADIL 64 une subvention de 6055 € pour l'exercice 2023, avec paiement de 80% de la subvention et versement du solde courant 2024.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,

Signé par : Christian PETCHOT-BACQUE CCPN
Date : 19/12/2023
Qualité : CCPN - Président de la Communauté de Communes du Pays de Nay

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_16-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_16-DE

SUBVENTION HABITAT – COMMUNE D'ASSON

Délibération n° D_2023_7_16

(Rapporteur : Michel LUCANTE)

Par délibération n° D_2021_7_20 du 21 novembre 2021, le Conseil communautaire a approuvé l'attribution à la Commune d'Asson d'une aide de 15 000 € au titre de la rénovation de la Maison Pétrique avec création de 5 logements locatifs sociaux communaux.

Par délibération n° D_2023_4_06 du 26 juin 2023, le Conseil communautaire a approuvé une actualisation du règlement communautaire d'intervention pour l'Habitat.

Il est proposé, dans le cadre de ce règlement actualisé, d'ajuster le montant de l'aide de la CCPN.

La commission Habitat s'est en effet prononcée en faveur d'une application des nouvelles dispositions du règlement Habitat aux projets de logements en cours de réalisation.

Le reste-à-charge de la commune s'élève à 323 270 €. En conséquence, il est proposé de porter l'aide communautaire à 30 000 €, soit une participation de 30% d'un reste à charge plafonné plafonnée à 100 000 €, à laquelle, selon l'éligibilité de l'opération, pourrait également être ajoutée la bonification Energie C, soit 2 500 € par logement.

Les crédits complémentaires correspondants seront inscrits au budget principal 2024 de la CCPN.

Après avis favorable de la Commission Services aux personnes-Habitat des 8 juin et 7 décembre 2023
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

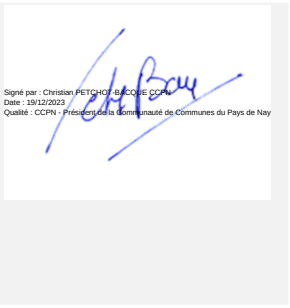
DECIDE **d'attribuer à la commune d'Asson une subvention de 30 000 € au titre de la réalisation de 5 logements locatifs sociaux communaux Maison Pétrique, ainsi qu'une aide possible cumulée de 12 500 € selon l'éligibilité des logements au dispositif de bonification Energie C.**

PRECISE **que les crédits complémentaires seront inscrits au budget principal 2024.**

AUTORISE **le Président à signer tous les documents afférents à ce dossier d'aide.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_17-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_17-DE

SUBVENTION HABITAT – COMMUNE DE BAUDREIX

Délibération n° D_2023_7_17

(Rapporteur : Michel LUCANTE)

La commune de Baudreix rénove un immeuble communal sis 5, rue de l'Estibette, en plein cœur de village comprenant 3 logements locatifs sociaux communaux. Le programme de travaux permettra notamment une meilleure isolation thermique et phonique.

Il est proposé, dans le cadre du règlement d'aide de la CCPN pour l'habitat, d'apporter un soutien financier à cette opération.

L'aide communautaire serait de 30% du reste à charge de la commune qui s'élève à 45 429 €, soit une subvention de 13 630 €, à laquelle, selon l'éligibilité des logements, pourrait également être ajoutée la bonification Energie C, soit 2 500 € par logement.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget principal 2024 de la CCPN.

Après avis favorable de la Commission Services aux personnes-Habitat du 7 décembre 2023
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

DECIDE **d'attribuer à la commune de Baudreix une subvention de 13 630 € au titre de la réalisation de 3 logements locatifs sociaux communaux 5 rue de l'Estibette, ainsi qu'une aide possible cumulée de 7500 € selon l'éligibilité des logements au dispositif de bonification Energie C.**

PRECISE **que les crédits complémentaires seront inscrits au budget principal 2024.**

AUTORISE **le Président à signer tous les documents afférents à ce dossier d'aide.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,

Signé par : Christian PETGHOFF-BACQUE CCPN
Date : 19/12/2023
Qualité : CCPN - Président de la Communauté de Communes du Pays de Nay

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_18-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_18-DE

SUBVENTION HABITAT – COMMUNE DE LESTELLE-BETHARRAM

Délibération n° D_2023_7_18

(Rapporteur : Michel LUCANTE)

La commune de Lestelle-Bétharram réalise une rénovation globale d'un logement social situé dans un immeuble communal, 4 rue du Parc des Sports.

Il est proposé, dans le cadre du règlement d'aide de la CCPN pour l'habitat, d'apporter un soutien financier à cette opération.

L'aide communautaire serait de 30% du reste à charge de la commune qui s'élève à 15 311 €, soit une subvention de 4 593 €, à laquelle, selon l'éligibilité, pourrait également être ajoutée la bonification Energie C, soit 2 500 €.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal 2023 de la CCPN.

Après avis favorable de la Commission Services aux personnes-Habitat du 7 décembre 2023
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

DECIDE **d'attribuer à la commune de Lestelle-Bétharram une subvention de 4 593 € au titre de la rénovation globale d'un logement social communal, sis 4 rue du Parc des Sports, ainsi qu'une aide possible de 2500 € selon l'éligibilité à la bonification Energie C.**

AUTORISE **le Président à signer tous les documents afférents à ce dossier d'aide.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_19-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_19-DE

TARIF 2024 : EAU POTABLE

Délibération n° D_2023_7_19

(Rapporteur : Alain CAPERET)

Pour l'année 2024, il est proposé d'augmenter les tarifs du service eau potable de +0.02 € HT/m3 compte tenu des conclusions du schéma directeur d'eau potable avec Plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau et des besoins de financement pour les 10 prochaines années. Pour rappel, le tarif voté en 2022 a évolué avec une augmentation significative de la part variable de 1.05 à 1.25 € HT/m3. Ce tarif est resté constant en 2023 et il convient à présent de prendre en considération l'augmentation sensible du coût des travaux d'investissement et ainsi de préserver l'auto-financement.

Il est précisé que les tarifs seront harmonisés sur l'ensemble du territoire de la CCPN dont les communes sont gérées directement par la régie de l'eau après 5 ans de lissage.

Il appartient également au Conseil communautaire de fixer, sur la base de la délibération du Conseil d'administration de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne en date du 19 septembre 2018, le montant de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau en lien avec le service public de l'eau potable.

Considérant que le service eau assainissement de la CCPN procède aux achats d'eau via le SMNEP et son délégataire SAUR qui facture au service eau assainissement la redevance préservation des ressources en eau pour les m^3 le concernant,

Considérant que le montant reversé à l'Agence de l'Eau Adour-Garonne pour cette redevance est lié au montant recouvré sur les factures des abonnés,

Considérant que le volume prélevé à la source d'eau brute diffère du volume facturé du fait de divers facteurs dont le rendement des équipements,

Considérant que le montant de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau délibéré par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne sur la base de mètres cubes d'eau prélevés est donc converti sur la base de mètres cubes d'eau potable facturés,

Pour l'année 2024, il est donc proposé de maintenir les parts fixes suivantes par diamètre de compteur et pour le secteur CCPN dans sa totalité :

Diamètre compteur	Part fixe Annuelle € HT
15 mm	**70**
20 mm	**110**
30 mm	**140**
40 mm	**180**
50/60/65 mm	**350**
80 mm	**480**
100 mm	**650**
150 mm	**1350**

Conformément à l'article L.2224-12-1 du CGCT, à compter du 01/01/2008, toute fourniture d'eau potable, quel qu'en soit le bénéficiaire, doit faire l'objet d'une facturation de la redevance pour pollution domestique. Elle s'applique aux abonnés du service d'eau potable, propriétaires ou occupants d'immeuble à usage d'habitation principale et syndics d'immeuble collectif, ainsi qu'aux abonnés du

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_19-DE

service de l'eau potable « assimilés domestiques » dont les activités impliquent des utilisations de l'eau assimilable aux utilisations à des fins domestiques. **Pour l'année 2024, elle s'élèvera à 0,33€/m³ HT.**

Après avis favorable de la Commission Eau Assainissement du 9 novembre 2023,
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

FIXE les tarifs ci-dessous :

- **part fixe diamètre 15mm *:* 70.00 € HT et selon le tableau ci-dessus en fonction du diamètre des compteurs. Cette part fixe sera versée en 2 fois pour moitié, soit 35 € à la facture estimative pour la période du 1er janvier au 30 juin 2024, et de 35 € à la facture de solde pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2024.**

- **part variable : 1.27 € HT/m³.**

FIXE les tarifs ci-dessous pour les communes de LESTELLE-BETHARRAM, FERRIERES et ARBEOST

Commune de LESTELLE-BETHARRAM

- **part fixe diamètre 15mm : 70.00 € HT et selon le tableau ci-dessus en fonction du diamètre des compteurs. Cette part fixe sera versé en 2 fois pour moitié soit 35.00€ HT à la facture estimative pour la période du 1er Janvier au 30 Juin 2024 et de 35.00€ HT à la facture de solde pour la période du 1er Juillet au 31 Décembre 2024.**

- **part variable : 1.27 € HT/m³**

Commune de FERRIERES

- **part fixe : 70.00 € HT. Cette part fixe sera versé en 2 fois pour moitié soit 35.00€ HT à la facture estimative pour la période du 1er Janvier au 30 Juin 2024 et de 35.00€ HT à la facture de solde pour la période du 1er Juillet au 31 Décembre 2024.**

- **part variable : 1.27 € HT/m³**

Commune d'ARBEOST

- ***part fixe : 70.00 € HT.* Cette part fixe sera versé en 2 fois pour moitié soit 35.00€ HT à la facture estimative pour la période du 1er Janvier au 30 Juin 2024 et de 35.00€ HT à la facture de solde pour la période du 1er Juillet au 31 Décembre 2024.**

- **part variable habitation : 1.27 € HT/m³**

- **part variable fromagerie et étable : 1.27 € HT/m³**

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_19-DE

DECIDE **d'appliquer ces tarifs pour les consommations d'eau potable.**

CONSERVE **le tarif de 0,10 € HT/m³ pour le prélèvement de la ressource en eau applicable à tous les abonnés.**

PRECISE **que cette redevance figurera dans la rubrique Distribution de l'eau potable sous la dénomination sous rubrique « Préservation des ressources en eau ».**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_20-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_20-DE

TARIF 2024 : ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Délibération n° D_2023_7_20

(Rapporteur : Alain CAPERET)

Pour l'année 2024, il est proposé d'augmenter de +0.02 € HT/m3 les tarifs du service d'assainissement collectif, compte tenu des conclusions du schéma directeur d'assainissement et des besoins de financement pour les 10 prochaines années.

En effet, le schéma directeur de la CCPN serait réalisé selon 7 orientations d'aménagement :

- création de réseau à Bordères de 2022 à 2024 : 3 M € HT
- station d'épuration et amélioration réseau ASSON : 1.7 M € HT
- mise en séparatif, réhabilitations et optimisations : 4.5 M € HT
- création du réseau à ASSAT : 3 M € HT
- ouvrages postes de relevage et stations de Lestelle et Baliros : 2 M € HT
- pérenniser le réseau (gestion patrimoniale)
- pérenniser les ouvrages.

Pour conduire cette politique de l'assainissement, il convient de réaliser les investissements financiers suivants : 14.5 M € HT (hors gestion patrimoniale) sur la période 2023 à 2032 (10 ans).

Pour la gestion patrimoniale préventive, il a été retenu le scénario suivant (commission 29/06/2021) : taux de renouvellement en fonction de la capacité d'autofinancement (0.7% en 2032, puis 1% en 2035 pour finir à 2% en 2040) une fois le programme de travaux réalisé pour la gestion curative (période 2023 à 2032 pour 14.5 M€ HT).

Pour les autres secteurs de la CCPN que sont les communes de Narcastet et de Lestelle, une augmentation progressive annuelle sur 5 ans a été appliquée et elle aboutit en 2023 par l'application d'un tarif unique sur tout le territoire de la CCPN.

Conformément à l'article L.2224-12-1 du CGCT, à compter du 01/01/2008, toute fourniture d'eau potable, quel qu'en soit le bénéficiaire, doit faire l'objet d'une facturation de la redevance pour Modernisation des Réseaux de Collecte Domestique. Elle s'applique aux personnes qui sont soumises à la redevance d'assainissement collectif sur la totalité du volume donnant lieu à la facturation de l'assainissement. Pour l'année 2024, elle s'élèvera à 0.25€/m^3.

La part fixe et la part variable s'appliquent donc pour tous les abonnés, y compris les exploitations agricoles qui devront comptabiliser séparément les eaux domestiques (maison d'habitation) et les eaux pour usages agricoles conformément à la Loi sur l'eau du 30 décembre 2006. Dans l'attente de la séparation effective des compteurs, un forfait sera appliqué en sus de la part fixe pour 160m^3.
En ce qui concerne les industriels, des conventions spécifiques déjà existantes ou futures intègrent déjà ou devront intégrer l'usage réel de l'eau (coefficient pondérateur) et l'éventuelle pollution supplémentaire générée par l'activité en mettant en œuvre une surtaxe pollution non domestique (tarif au m^3spécifique en fonction des charges réelles comptabilisées).

Pour les usagers utilisant de l'eau provenant d'un point privé (forage ou puits) et non du réseau public d'eau potable, il est possible d'instaurer une redevance d'assainissement collectif sur la base de critères permettant d'évaluer le volume d'eau prélevé en prenant en compte notamment la surface de l'habitation, le nombre d'habitants et la consommation moyenne INSEE. Il est important également de rappeler que l'ensemble des forages doivent obligatoirement être déclarés en mairie et doivent tous posséder un compteur dans le but de connaître exactement les volumes prélevés dans le milieu naturel.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_20-DE

Ainsi, il sera appliqué un forfait de 60 m^3 par an et par habitation équipée d'un puits si le service assainissement de la CCPN est dans l'impossibilité immédiate d'évaluer les volumes réels. Si présence d'un compteur, un coefficient pondérateur de 0,5 sera appliqué.

Pour les assimilés non domestiques (industriels, commerces, collectivités, etc..) utilisant de l'eau provenant d'un point privé (forage ou puits) et non du réseau public d'eau potable, un forfait de 1000 m^3 de redevance d'assainissement collectif sera appliqué, sauf s'il existe un compteur permettant de comptabiliser précisément les volumes réellement prélevés dans le milieu naturel et rejetés effectivement dans le réseau public d'assainissement.

Après avis favorable de la Commission Eau Assainissement du 9 novembre 2023,
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

FIXE les tarifs ci-dessous :

- **Part fixe : 50 € HT. Cette part fixe sera versé en 2 fois pour moitié soit 25 € à la facture estimative pour la période du 1er Janvier au 30 Juin 2024 et 25 € à la facture de solde pour la période du 1er Juillet au 31 Décembre 2024,**

- **Part variable : 1,80 € HT/m^3**

FIXE les tarifs ci-dessous pour les communes de LESTELLE-BETHARRAM et NARCASTET

Commune de LESTELLE-BETHARRAM

- **Part fixe : 50 € HT. Cette part fixe sera versé en 2 fois pour moitié soit 25 € HT à la facture estimative pour la période du 1er Janvier au 30 Juin 2024 et 25 € HT à la facture de solde pour la période du 1er Juillet au 31 Décembre 2024.**

- **Part variable : 1.80 € HT/m^3**

Commune de NARCASTET

- **Part fixe : 50 € HT. Cette part fixe sera versé en 2 fois pour moitié soit 25 € HT à la facture estimative pour la période du 1er Janvier au 30 Juin 2024 et 25 € HT à la facture de solde pour la période du 1er Juillet au 31 Décembre 2024,**

- **Part variable : 1.80 € HT/m^3**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,

Signé par : Christian PETCHOT-BACQUE CCPN
Date : 19/12/2023
Qualité : CCPN - Président de la Communauté de Communes du Pays de Nay

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_21-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_21-DE

TARIFS 2024 : MODIFICATION DES TARIFS DE CONTROLES DE VENTE EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON-COLLECTIF

Délibération n° D_2023_7_21

(Rapporteur : Alain CAPERET)

Vu l'article L.271-4 du Code de la construction et de l'habitation qui précise qu'il est indispensable de vérifier le raccordement effectif d'un immeuble au réseau d'assainissement collectif, la présence d'un réseau dans la rue de desserte n'étant pas un gage suffisant de raccordement effectif ou de bon raccordement ;

Vu l'article L.1331-4 du Code de la santé publique, selon lequel il appartient à la collectivité gestionnaire d'assurer le contrôle de la conformité des branchements afin de vérifier le respect des dispositions règlementaires, notamment la destination des eaux usées et pluviales ;

Vu la délibération n°2014/8/9 et le règlement de service de l'assainissement collectif, notamment l'article 7.4 ;

Il est proposé de modifier les tarifs de contrôle de vente comme suit :

Une redevance d'un montant de 136.36 € HT, soit 150 € TTC, sera due par le vendeur. Le demandeur devra procéder au règlement lors du dépôt de la demande de contrôle.

Lors de tout contrôle assainissement pour vente immobilière située sur le territoire de la Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN), les actuels propriétaires devront transmettre au Service Eau et Assainissement le formulaire « demande de vérification des installations d'assainissement lors de la vente d'un bien immobilier » dûment complété.

Ce document, téléchargeable sur le site internet de la CCPN, permettra de faciliter le traitement des demandes des propriétaires vendeurs et ainsi d'y répondre dans les meilleurs délais.

Il est rappelé que seuls les documents issus des contrôles réalisés par le service eau et Assainissement du Pays de Nay sont valables. Tout autre document établi par quel qu'organisme que ce soit n'a pas de valeur dans le cadre d'une transaction immobilière.

La présente délibération sera portée à la connaissance des notaires et des professionnels de vente de biens immobiliers.

Après avis favorable de la Commission eau et assainissement du 09 novembre 2023
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

DECIDE **qu'à compter du 1er janvier 2024, en cas de vente immobilière d'un bien à usage d'habitation situé sur le territoire de la CCPN, il sera procédé à un état des lieux du dispositif d'assainissement collectif lié à la propriété si celui-ci n'a jamais été réalisé au préalable, présente une non-conformité, une réserve sur l'intégrité de l'installation, ou si la date du rapport de diagnostic dépasse les 10 ans au moment de la signature de l'acte authentique de vente.**

DECIDE **qu'à compter du 1er janvier 2024, en cas de vente immobilière d'un bien à usage d'habitation situé sur le territoire de la CCPN, il sera procédé à un état des lieux du dispositif d'assainissement non-collectif lié à la propriété si celui-ci n'a jamais été réalisé au préalable, ou daté de moins de 3 ans.**

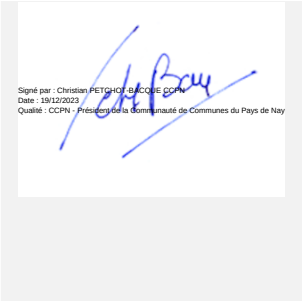
Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_21-DE

DECIDE **de fixer le tarif de la redevance due par le vendeur pour tout contrôle de vente à 136.36 € HT, soit 150 € TTC, exigible lors du dépôt de la demande.**

PRECISE **que le rapport de diagnostic de l'installation d'assainissement collectif ou non-collectif sera envoyé au vendeur et le cas échéant au notaire en charge de la vente, pour information de l'acquéreur et mention sur l'acte de vente.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_22-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_22-DE

CONVENTION TRIENNALE DE PARTENARIAT ECOCENE - DEFI FAMILLE EAU « BAISSE TA CONS'EAU »

Délibération n° D_2023_7_22

(Rapporteur : Alain CAPERET)

La sensibilisation de la population à l'environnement et à l'adoption de comportements plus responsables est une priorité.

Dans le cadre de son Plan Climat-Air-Énergie Territorial, la Communauté de Communes DU Pays de Nay (CCPN) s'engage à anticiper l'évolution de la ressource en eau en quantité et en qualité en agissant sur les usages pour les réduire. Le Plan Climat prévoit notamment d'agir sur les comportements des citoyens pour favoriser la prise de conscience des enjeux liés à l'eau dans un contexte de changement climatique.

La CCPN se lance ainsi dans le déploiement d'une stratégie de sobriété en faveur de la ressource qui inclut la mobilisation des habitants du territoire, et la sensibilisation de tous les publics, notamment les scolaires.

Par ailleurs, l'association d'éducation à l'environnement « Ecocène » agit depuis plus de 20 ans pour décrypter les enjeux environnementaux aussi bien auprès de la jeunesse, des citoyens que des entreprises et collectivités. Ecocène conçoit, organise, anime des modules de médiation pour expliquer ces enjeux environnementaux à l'échelle locale ou replacer les initiatives citoyennes et actions collectives menées dans le contexte de changement climatique. L'association développe et anime des programmes d'éducation en milieu scolaire depuis 20 ans grâce au soutien entre autres de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne. A titre d'exemple, sur les 5 dernières années, Ecocène a réalisé plus de 1000 interventions sur l'eau auprès de 12500 personnes.

En lien avec la médiation des plans climat, Ecocène propose depuis plusieurs années des actions de sensibilisation des habitants type rencontres débat « Le climat t'en dit quoi ? », des sorties terrain, visites d'équipements ou défi familles pour faciliter le passage à l'action et susciter concrètement des changements de comportements chez les administrés.
Au regard de l'expérience acquise sur d'autres territoires, la CCPN souhaite donc recourir à Ecocène pour mener un défi famille eau « Baisse ta cons'eau » entre autres actions ponctuelles de sensibilisation.

Il est donc proposé d'instaurer d'un partenariat entre la CCPN et Ecocène sur une durée de 7 mois ferme dans le but de concevoir et de mettre en œuvre :

- Un nouveau programme d'ingénierie pédagogique de sensibilisation et d'accompagnement à la réduction des consommations en eau : un défi familles « Baisse ta cons'eau » (25 familles ambassadrices sur une session de 4 mois de mars à juin 2024) ;
- Des animations ponctuelles de découverte de sites, ateliers d'expérimentations ou temps d'échanges en salle pour les familles et habitants du territoire.

Cette action permettra de stimuler les habitants et faciliter le passage à l'action dans une démarche citoyenne de sobriété.

Une participation de la CCPN sera versée pour un montant de 12000 €. Ce montant sera appelé selon l'échéancier suivant :

- 50% de la somme totale après signature de la convention,
- 50% de la somme totale à la remise du bilan.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_22-DE

Il convient également de préciser le plan de financement de l'ensemble de ce défi famille « Baisse ta cons'eau » selon les répartitions suivantes :

- 6 000 € de subventions de l'Agence de l'eau Adour-Garonne (50 %) ;
- 6 000 € autofinancement par le budget Eau (60010)

Après avis favorable de la Commission eau et assainissement du 09 novembre 2023
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

APPROUVE **la mise en place d'un partenariat entre la CCPN et l'association Ecocène pour la conception et la mise en œuvre d'actions de sensibilisation des habitants à l'eau.**

AUTORISE **le Président à signer la convention de partenariat ci-annexée.**

SOLICITE **les aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Adour Garonne.**

PRECISE **que la totalité des dépenses est inscrite au BP 2023 du budget 60010.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,

Signé par : Christian PETGHOFF-BACQUE CCPN
Date : 19/12/2023
Qualité : CCPN - Président de la Communauté de Communes du Pays de Nay

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_22-DE

Pour accompagner notre société dans sa transition vers un monde durable

Communauté de communes Pays de Nay

Convention annuelle de partenariat pour la conception et la mise en œuvre d'actions de sensibilisation des habitants à l'eau Janvier 2024 à Août 2024

Entre

Communauté de Communes du Pays de Nay, ayant son siège social au 250 rue Monplaisir 64 800 Bénéjacq, représentée par Monsieur Christian PETCHOT-BACQUÉ, Président dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Communautaire du 27 novembre 2023.
La structure sera désignée ci-dessous « la Communauté de Communes » et/ou « la CCPN »

Et

L'association Ecocène, dont le siège social est situé à la Maison de la Nature et de l'Environnement, Villa du domaine de Sers, 64000 PAU et les bureaux au 11bis Avenue de Verdun, 64140 BILLERE, représentée par Madame Gaëlle Deletraz, autorisé en sa qualité de co-présidente aux fins des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 8 juin 2023.
La structure sera désignée ci-dessous « Ecocène » et/ou « le partenaire »

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

La sensibilisation à l'environnement apparaît comme une priorité pour entraîner la population dans des comportements plus responsables.

Dans le cadre de son Plan Climat-Air-Énergie Territorial en cours de finalisation, la Communauté de Communes s'engage à anticiper l'évolution de la ressource en eau en quantité et en qualité en agissant sur les usages pour les réduire. Le Plan Climat prévoit notamment d'agir sur les comportements des citoyens pour favoriser la prise de conscience des enjeux liés à l'eau dans un contexte de changement climatique.

La Communauté de Communes du Pays de Nay se lance ainsi dans le déploiement d'une stratégie de sobriété en faveur de la ressource qui inclut la mobilisation des habitants du territoire, et la sensibilisation de tous les publics.

Par ailleurs, l'association d'éducation à l'environnement Ecocène agit depuis plus de 20 ans pour décrypter les enjeux environnementaux aussi bien auprès de la jeunesse, des citoyens que des entreprises et collectivités. Ecocène conçoit, organise, anime des modules de médiation pour expliquer ces enjeux environnementaux à l'échelle locale ou replacer les initiatives citoyennes et actions collectives menées dans le contexte de changement climatique. C'est ainsi que l'association développe et anime des programmes d'éducation en milieu scolaire depuis 20 ans grâce au soutien entre autre de l'Agence de

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_22-DE

l'Eau Adour-Garonne. A titre d'exemple, sur les 5 dernières années, Ecocène a réalisé plus de 1000 interventions sur l'eau auprès de 12500 personnes.
Par ailleurs, en lien avec la médiation de plans climat, Ecocène propose depuis plusieurs années des actions de sensibilisation des habitants type rencontres débat « le climat t'en dis quoi ? », sorties terrain, visites d'équipements ou défi familles pour faciliter le passage à l'action et susciter concrètement des changements de comportements en conscience chez les administrés.
Au regard de l'expérience acquise sur d'autres territoires, la CCPN fait confiance à Ecocène pour mener un défi familles eau « Baisse ta cons'eau » entre autres actions ponctuelles de sensibilisation.

Article 1 :

La présente convention a pour objet de définir le partenariat entre la Communauté de Communes et l'association Ecocène pour la conception et la mise en œuvre d'une offre de sensibilisation à l'environnement et au développement durable à destination des habitants.
Cette offre est composée de :

- Un nouveau programme d'ingénierie pédagogique de sensibilisation et d'accompagnement à la réduction des consommations en eau : un défi familles « Baisse ta cons'eau » (25 familles ambassadrices sur une session de 4 mois de mars à juin 2024)
- Des animations ponctuelles de découverte de sites, ateliers d'expérimentations ou temps d'échanges en salle pour les familles et habitants du territoire

Article 2 – Objectifs :

Par cette offre d'éducation à l'environnement et au développement durable, la CCPN souhaite promouvoir une pédagogie d'investigation permettant de stimuler les habitants et faciliter le passage à l'action. Il s'agit de les engager dans une démarche citoyenne en les responsabilisant.
Ainsi, les objectifs des programmes qui seront proposés sont de :

- informer, sensibiliser les habitants à une meilleure prise de conscience des enjeux locaux liés à l'eau et aux milieux ;
- accompagner chacun à adopter des comportements responsables et citoyens à la maison et ailleurs par la conscience du rôle que chacun peut jouer dans la réduction des consommations et la limitation des polluants dans l'eau domestique
- s'approprier concrètement les enjeux de la ressource en eau à travers des changements de pratiques des citoyens par des actions locales favorables au maintien du bon état des milieux

Article 3 – Engagements de l'association Ecocène

L'association est garante de la bonne mise en œuvre des projets. Pour ce faire, elle s'engage à :

- organiser le défi familles : création des outils, communication, coordination des acteurs locaux, mise en démarche, animation d'ateliers et visites, suivi des consommations et de la dynamisation des familles avec les services de la CCPN ;
- assurer des animations ponctuelles et des visites de site pour des groupes d'habitants ;
- organiser l'évaluation des projets en recueillant l'appréciation des bénéficiaires et partenaires concernés ;
- tenir régulièrement informée la CCPN de l'avancée des projets.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_22-DE

Article 4 – Engagements de la Communauté de Communes du Pays de Nay

Pour mettre en œuvre ce programme spécifique défi famille « baisse ta cons'eau », la CCPN s'engage à :

- informer toutes les Mairies de son territoire de l'existence de ces nouvelles actions destinées aux habitants ;
- faciliter l'accès aux équipements publics pouvant constituer un support de visite dans la mise en œuvre du défi familles et des actions ponctuelles ;
- faciliter l'accès aux bases de données de consommation des familles ;
- allouer une subvention d'un montant annuel maximum de 12 000 € pour le défi familles eau
- prévoir un budget de 250€ par action ponctuelle autre, rémunérée sous forme de prestation de service avec un devis puis bon de commande.

Article 5 – Engagements financiers

5.1- Participation financière de la Communauté de Communes du Pays de Nay

Sur la base du devis 2304-519 du 24 avril 2023, le budget annuel est le suivant :

- 1) Défi familles Baisse ta cons'eau : ingénierie d'une nouvelle thématique de défi familles "eau"

Lancement démarche juillet-décembre 2023 : création des outils, communication, coordination acteurs locaux
Accompagnement janvier-juin 2024 : mise en démarche, ateliers et visites, suivi des cons'eau session 1 avec 25 familles
Forfait temps de travail ingénierie + dynamisation 4 mois : 12 000 € TTC

- 2) Ateliers découverte (1/2 journée)

Visites grand public axés adultes ou associations / Ateliers d'expérimentation en salle
Groupe de maximum 15-20 personnes
Tarif 250€ TTC / demi-journée avec frais de coordination, matériels et déplacements
A facturer au nombre d'ateliers mis en œuvre

L'association Ecocène s'engage à entreprendre toutes les démarches nécessaires auprès des partenaires pressentis en vue de respecter le budget tel que défini ci-dessus.
Le coût unitaire pourra être révisé annuellement de façon raisonnable.

5.2. Montant et modalités de versement de la subvention

Pour soutenir son action, la Communauté de Communes du Pays de Nay octroie à l'association Ecocène une subvention d'un montant annuel total de **12 000 €** pour le défi familles.

Cette dotation financière sera versée sur le compte de l'Association Ecocène :

Code Banque : 42559
Code Guichet : 10000
Numéro de Compte : 08003899325

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_22-DE

Clé R.I.B. : 52
IBAN : FR76 4255 9100 0008 0038 9932 552
Raison Sociale et adresse de la banque : Agence Crédit Coopératif rue Ronsard 64 000 PAU

Le versement de la participation financière s'effectuera selon l'échéancier suivant :

- 50% de la somme totale après accomplissement des formalités administratives
- 50% de la somme totale à la remise du bilan

5.3 Utilisation de la subvention et contrôle financier

Pièces à fournir :

L'association Ecocène devra communiquer à la Communauté de Communes, au plus tard dans les 6 mois de la date de clôture du dernier exercice comptable, son bilan, son compte de résultat (ou compte de dépenses et recettes) certifiés par le Président et le Trésorier.

L'association Ecocène s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la collectivité de l'utilisation des subventions reçues et tiendront leur comptabilité et leurs factures à sa disposition à cet effet.

Contrôle de la bonne utilisation de la subvention :

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies ou le non-respect des clauses de la présente convention pourra entraîner une remise en cause du partenariat et de l'aide accordée dont le remboursement devra être opéré sans délai à la première demande de la Communauté de Communes du Pays de Nay.

Abandon du projet :

En cas d'abandon ou d'arrêt du projet, pour quelque cause que ce soit et notamment en cas de retrait d'un des partenaires financiers, la partie de la subvention correspondant à des dépenses non encore engagées sera restituée à la Communauté de Communes.

L'association Ecocène justifiera des dépenses engagées à la date d'abandon ou d'arrêt du projet. Toute somme non justifiée devra être restituée à la CCPN.

Article 6 – Suivi du projet

Dans le cadre de la présente convention, l'association s'engage à :

- tenir immédiatement informée la Communauté de Communes de tout dysfonctionnement affectant la mise en œuvre de ses interventions ;
- fournir un bilan de son action à l'expiration de la convention.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_22-DE

Un Comité de pilotage sera constitué pour suivre l'évolution du projet au moins une fois par an. Il rassemblera les représentants de l'association conventionnée, des élus, des techniciens des services de la Communauté de Communes concernés.

D'un point de vue technique, le service Cycle de l'Eau sera le service interlocuteur pour la mise en œuvre de cette convention.

Article 7 – Communication

Dans leur volonté commune de sensibilisation des publics au développement durable, Ecocène et la Communauté de Communes du Pays de Nay s'engagent à coopérer et à valoriser le partenariat initié dans la couverture médiatique des actions réalisées.
Les parties s'engagent à mentionner leur partenariat lors de toute communication publique ou médiatique relative aux missions faisant l'objet de la convention.
Les signataires s'autorisent à réaliser ou faire réaliser des documents sur le projet qui pourront servir à leur communication respective, sans porter atteinte à l'une ou l'autre des parties, et avec la validation de chacune d'elle.

En terme de communication, compte tenu du soutien défini ci-avant, les partenaires s'engagent également à :

- faire référence au soutien de la Communauté de Communes lors des différentes actions de communication, notamment à l'égard de la presse ;
- apposer les logos des partenaires sur tous les supports destinés à la promotion des actions auxquelles ils sont associés.
- respecter l'image de la Communauté de Communes et sa politique de communication et d'information. Dans ce cadre, lors des actions mises en œuvre par l'association Ecocène, accepter la présence, sur site, de supports en nombre limité, et dont l'emplacement sera conjointement défini, afin de ne pas occulter ceux prévus par l'organisateur ;
- transmettre à la Communauté de Communes pour les besoins du Service Communication des visuels (photos ou vidéo), libres de droit, pour tout usage, sur une durée indéterminée dans le temps. La Communauté de Communes s'engage à ce que ces photos ne soient pas utilisées à des fins opposées à l'engagement et l'éthique des partenaires.

Article 8 – Durée

La convention prendra effet à compter de sa date de signature par les deux parties et pour 7 mois. Elle est conclue pour la période de janvier 2024 à août 2024.
Elle n'est pas reconduite tacitement. Partant, toute reconduction éventuelle de la Convention devra être formalisée par un avenant écrit et signé par les parties.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_22-DE

Article 9 – Modifications de la convention – Avenant

En cas d'évolution des modes de financement de l'action et notamment de la désaffection d'un partenaire financier, ou compte tenu des résultats intermédiaires obtenus ou de toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, cette convention fera l'objet d'un avenant qui précisera les éléments modifiés de la convention.

Article 10 – Rupture

Chacune des parties s'engage à respecter ses engagements. Le non-respect des engagements prévus dans le cadre de la présente convention peut entraîner l'annulation de la convention. Une concertation sera entreprise sans délai entre les parties, à l'initiative du partenaire qui s'estime lésé, afin de résoudre à l'amiable toute difficulté dans la mise en place du partenariat.
En cas de dénonciation de la convention, le signataire concerné devra motiver et notifier sa démarche par écrit en respectant un préavis de quatre semaines.

Article 11 : Règlement des litiges

Pour tout différent concernant l'application de la présente convention, conformément aux lois en vigueur, le Tribunal Administratif sera saisi.

Fait à Bénéjacq, le

Gaëlle Deletraz
Co-Présidente de l'association Ecocène

Christian PETCHOT-BACQUÉ
Président de la Communauté de Communes du Pays de Nay

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_23-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_23-DE

AJUSTEMENT DES CREDITS RELATIFS AUX CHARGES DE PERSONNEL – DECISIONS MODIFICATIVES

Délibération n° D_2023_7_23

(Rapporteur : Bruno BOURDAA)

Vu les budgets votés en date du 03 avril 2023 ;

Considérant la hausse de la valeur du point d'indice et la refonte de certaines grilles de la Fonction publique territoriale ;

Considérant qu'il convient de prendre une délibération modificative pour le **budget annexe Piscine Office de Tourisme 60001** pour prévoir des crédits supplémentaires pour les charges de personnel.

DEPENSES		RECETTES	
Section FONCTIONNEMENT			
64111 (012) rémunération principale	12 000,00	74751 (74) GPF de rattachement	30 000,00
64131 (012) rémunération	10 000,00		
6451 (012) cotisations URSSAF	4 000,00		
6453 (012) cotisations caisses de retraites	4 000,00		

Considérant qu'il convient de prendre une délibération modificative pour le **budget annexe Piscine Nayeo 60003** pour prévoir des crédits supplémentaires pour les charges de personnel.

DEPENSES		RECETTES	
Section FONCTIONNEMENT			
64111 (012) rémunération principale	6 000,00	74751 (74) GPF de rattachement	15 000,00
64131 (012) rémunération	5 000,00		
6451 (012) cotisations URSSAF	2 000,00		
6453 (012) cotisations caisses de retraites	2 000,00		

Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

APPROUVE les décisions modificatives ci-dessus.

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,

Signé par : Christian PETCHOT-BACQUE CCPN
Date : 19/12/2023
Qualité : CCPN - Président de la Communauté de Communes du Pays de Nay

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_24-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_24-DE

MISE A JOUR DU REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DU PORTAGE DE REPAS LIVRE À DOMICILE

Délibération n° D_2023_7_24

(Rapporteur : Michel LUCANTE)

Vu la délibération n°D_2023_5_17 du 25 septembre 2023 relative à la modification du tarif du portage de repas,

Le prix de repas est fixé à 10,30 euros à compter du 1er novembre 2023.

Il est donc nécessaire de mettre à jour le règlement de fonctionnement du service de portage de repas en ce sens (article 7).

Après avis favorable la Commission Services aux Personnes – Habitat du 7 décembre 2023,
Après avis favorable Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

APPROUVE **les modifications apportées au règlement intérieur du service de portage de repas à domicile tel que ci-annexé.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_24-DE

SERVICE DE PORTAGE DE REPAS A DOMICILE EN LIAISON FROIDE

Règlement de fonctionnement

Article 1 : PUBLIC BENEFICIAIRE

Le service de portage de repas à domicile de la Communauté de communes du Pays de Nay, s'adresse aux personnes qui résident sur le territoire de la Communauté de communes.

- personnes âgées de 60 ans et plus
- personnes invalides, handicapées et convalescentes sans limitation d'âge, sous réserve qu'elles fournissent un certificat médical attestant de leur incapacité à préparer les repas
- pour les cas particuliers, sur demande expresse des CCAS.

Ce service a pour vocation d'améliorer la vie quotidienne de ces catégories de personnes en leur proposant des repas équilibrés et variés, compte tenu des besoins nutritionnels de chacun.

Article 2 : INSCRIPTION

La gestion du service est assurée par la Communauté de communes du Pays de Nay.
La préparation des repas, le conditionnement pour la livraison en liaison froide et la livraison sont assurés par des prestataires.

Les communes et les CCAS sont chargés de la prise d'inscription et de la transmission de l'inscription à la Communauté de communes du Pays de Nay.

Cependant, en cas d'urgence ou de fermeture de la mairie, il est possible de contacter la Communauté de communes directement.

Article 3 : COMMANDE DES REPAS

Les fiches-menus seront distribuées aux bénéficiaires toutes les trois semaines. Le coupon mentionnant le « choix des menus » doit être renvoyé à la Communauté de communes ou transmis au livreur des repas.
Les services de la Communauté de communes du Pays de Nay transmettent les commandes au prestataire chargé de la confection des repas, chaque mercredi avant 12h pour la semaine suivante.

Toute modification de commande devra parvenir à la Communauté de communes au moins 48 h avant le jour prévu de livraison.
Toutefois, en cas d'urgence, les commandes exceptionnelles pourront être prises en compte en fonction des possibilités du prestataire chargé de la confection des repas.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_24-DE

Article 4 : **COMPOSITION ET CONDITIONNEMENT DES REPAS**

Les repas sont élaborés et conditionnés par l'Association Saint-Joseph de Nay selon le principe de la liaison froide et nécessitent l'observation de règles d'hygiène strictes (continuité de la chaîne du froid entre autre).

Il est proposé deux menus au choix. Les menus sont adaptés aux régimes des personnes suivant un régime sans sel et au régime des personnes diabétiques, constaté par une prescription médicale.

Les repas, dont chaque composante du menu est livrée en portion individuelle, dans des barquettes jetables comprennent :

- un potage
- une entrée chaude ou froide : crudités, légumes cuits, charcuterie…
- un plat du jour : viande blanche ou rouge, poisson
- un accompagnement composé de légumes et/ou féculents
- un fromage ou un laitage
- un dessert : fruit frais entier ou en salade, fruit cuit, pâtisserie…

Chaque barquette sera individuellement marquée avec une étiquette portant :

- le nom du plat
- la date de fabrication, la date limite de consommation
- le numéro d'agrément du fabricant
- le mode opératoire pour la conservation et la remise en température.

Le pain et le vin ne sont pas compris.

Article 5 : **EQUIPEMENTS NECESSAIRES**

Le bénéficiaire s'engage à avoir un réfrigérateur en bon état de fonctionnement, correctement nettoyé et à bonne température (entre 0° et 3°). La date limite de consommation est indiquée sur la barquette, le repas ne doit pas être consommé au-delà de cette date.
Pour réchauffer les barquettes en liaison froide, il est nécessaire de disposer soit d'un four micro-onde, soit d'un four ou tout autre moyen traditionnel (table de cuisson électrique, induction ou gaz), à condition que la nourriture soit ôtée de la barquette.

Article 6 : **LIVRAISON DES REPAS**

Les repas sont livrés par la société AMS Caralliance de Lagos.
Ils sont acheminés au moyen d'un véhicule équipé d'une enceinte de transport réfrigérée dont la température doit être obligatoirement maintenue entre 0° et 3°.
Les livraisons s'effectuent toute l'année, du lundi au vendredi, en matinée. Les repas du samedi et du dimanche sont livrés le samedi matin et les repas des jours fériés sont livrés la veille.

Les usagers s'engagent à recevoir la personne chargée de livrer les repas dans des conditions lui permettant d'assurer correctement son travail et, notamment, à surveiller les animaux de compagnie.
L'usager s'engage à être présent au moment de la livraison ou :

- à laisser la clé à l'agent du portage, dans ce cas une autorisation de remise des clefs ou du code d'entrée sera alors co-signée.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_24-DE

- à demander à l'agent le dépôt du repas, de manière exceptionnelle chez un voisin, en présence de ce dernier.

En tout état de cause, l'agent chargée de livrer les repas dépose les barquettes dans le réfrigérateur de l'usager ou s'assure que cela soit fait immédiatement.
Tous les moyens humains et matériels sont mis en œuvre pour livrer les repas dans les conditions optimales de respect de la chaîne du froid.
A ce titre, la Communauté de communes et le prestataire chargé de la livraison des repas se dégagent de toute responsabilité à compter de la livraison effective.
L'usager doit veiller à consommer ses repas, sans rupture de la chaîne du froid, dans la limite des dates de consommation précisées sur les barquettes et les produits.

Article 7 : **PRIX DU REPAS ET FACTURATION**

Le prix du repas est fixé à **10,30 euros TTC** à compter du 1er novembre 2023.
Ce prix sera révisé au moins une fois par an.
L'avis des sommes à payer sera adressé mensuellement aux usagers par la Trésorerie de Nay.
Le règlement doit être effectué, par chèque bancaire, à l'ordre du « Trésor public », 15 jours à réception de la facture, et transmis à cet établissement ou par prélèvement automatique.
En aucun cas, la personne chargée de la livraison des repas ne prendra le règlement des repas.
Tout repas commandé est facturé. Si l'agent chargé de la livraison se trouve dans l'impossibilité de remettre le repas du fait de l'usager, celui-ci sera facturé (absence, refus d'ouvrir.).

Article 8 : **OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES**

En cas d'annulation des commandes, l'usager est tenu d'en informer la Communauté de communes en respectant un délai de 48 heures.
En cas de non-respect de cette condition, une facturation du ou des repas faisant l'objet de la commande initiale lui sera transmise.
La Communauté de communes du Pays de Nay se réserve le droit de suspendre temporairement ou d'exclure définitivement tout bénéficiaire pour manquement grave ou répété au règlement de fonctionnement, notamment en cas de non-paiement.
Des poursuites judiciaires pourront, également, être engagées pour ces mêmes motifs, à l'encontre de l'usager.

Article 9 : **LITIGE**

En cas de litige, sur la délivrance de la prestation, les usagers doivent en informer les services de la Communauté de communes qui s'efforceront de régler le litige au plus vite.

Article 11 : **MODIFICATION REGLEMENT**

La Communauté de communes du Pays de Nay se réserve le droit d'apporter toute modification utile ou impérative à ce règlement de fonctionnement.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

AGREMENT REP DECHETS ELEMENTS AMEUBLEMENT (DEA) PERIODE 2024-2029

Délibération n° D_2023_7_25

(Rapporteur : Stéphane VIRTO)

La procédure d'agrément des éco-organismes candidats à la REP Ameublement est en cours Après la diffusion, le 18 octobre 2023, du cahier des charges d'agrément, trois éco-organismes candidats à l'agrément (Ecomaison, Valdelia et Valobat) ont déposé leurs dossiers individuels de demande d'agrément. Une demande d'agrément pour un Organisme Coordonnateur Agréé (OCA) pour la filière ameublement, chargé de gérer la coordination et les questions d'équilibrage en cas d'agrément d'au moins deux éco-organismes, a été déposée.

Chaque dossier d'agrément (pour les candidats et pour l'OCA) doit être examiné et passé en Commission Inter-filières REP (CIFREP) pour avis consultatif, avant une décision des Pouvoirs Publics. En cas de réponse favorable, un arrêté d'agrément est ensuite publié pour chaque candidat (OCA compris). Les dates d'examen de demandes d'agrément en CIFREP et la date de délivrance des agréments seront définies par les pouvoirs publics, et la publication des arrêtés d'agrément interviendra probablement à la fin du mois de décembre.

Un des changements majeurs induit par l'évolution de la structure du cahier des charges d'agrément et par la candidature de plusieurs éco-organismes est une obligation pour chacun de déployer des solutions de collecte, en proportion de sa part de marché de tonnes mises en marché, dans tous les canaux de collecte existants (Collectivités, Distributeurs, ESS, Détenteurs pro…).
C'est pourquoi, pour le Service Public de Gestion des Déchets, une répartition territoriale des contrats conclus avec les Collectivités pour la collecte du mobilier usagé sera mise en œuvre à partir du 1er janvier 2024 entre les éco-organismes agréés.
Pour préparer au mieux cette transition, l'OCA a établi une liste de contrats représentant environ 10% des collectivités, dont la gestion de la collecte des DEA sera transférée d'Ecomaison à l'un des deux autres éco-organismes candidats (sous réserve d'agrément). Les critères de répartition ont été présentés au Comité de Concertation des Collectivités locales composé de l'AMF, d'AMORCE et du CNR.

L'OCA proposera un contrat-type unique pour la prise en charge des DEA, qui sera co-signé par les trois éco-organismes agréés (sous réserve d'agrément par les Pouvoirs Publics).

Comme le contrat actuel conclu avec Ecomaison arrive à son terme au 31/12/2023**,** les collectivités sont invitées à prendre dès que possible une délibération de principe pour permettre la signature du nouveau contrat dès la délivrance de l'agrément par les pouvoirs publics,

Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

APPROUVE **le projet de contrat type unique qui sera soumis à la validation des pouvoirs publics, ci-annexé.**

AUTORISE **le Président à signer le futur contrat DEA 2024 -2029 avec tous les éco-organismes qui seront agréées.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,

Signé par : Christian PETGHOT-BACQUE CCPN
Date : 19/12/2023
Qualité : CCPN - Président de la Communauté de Communes du Pays de Nay

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

Version non signable

Projet de contrat sous réserve d'agrément par les Pouvoirs Publics

Contrat relatif à la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets

CONDITIONS PARTICULIÈRES

ARTICLE 1 |IDENTIFICATION DE LA COLLECTIVITÉ

Intitulé complet :
Adresse du Siège administratif :
Siren :
Représentée par:

- Nom – Prénom :
- Fonction/Qualité :
- Habilitation :
  - Dûment habilité(e) à l'effet de conclure le présent contrat du fait de ses statuts

  OU
  - Titulaire d'une délégation de pouvoir / de signature à cet effet (à joindre).

ARTICLE 2 | IDENTIFICATION DES AUTRES COLLECTIVITES MEMBRES DE LA COLLECTIVITÉ SIGNATAIRE DU CONTRAT

Si nécessaire, les stipulations figurent en Annexe 1 aux Conditions particulières.

ARTICLE 3 | IDENTIFICATION DES DÉCHETERIES ET DES ZONES DE REEMPLOI OU REUTILISATION

Si nécessaire, les stipulations figurent en Annexe 1 aux Conditions particulières.

ARTICLE 4 | ÉCO-ORGANISME DÉSIGNÉ

Les stipulations figurent en Annexe 1 aux Conditions particulières.

Fait à _____, le _____

Pour la Collectivité

Prénom Nom _____
Qualité_____
« Lu et approuvé » et signature

Pour ECOMAISON

Prénom Nom_____
Qualité_____
« Lu et approuvé » et signature

Pour VALDELIA

Prénom Nom _____
Qualité_____
« Lu et approuvé » et signature

Pour VALOBAT

Prénom Nom_____
Qualité_____
« Lu et approuvé » et signature

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

CONDITIONS GENERALES

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L541-10, L541-10-1 (10°), et R543-240 et suivants du code de l'environnement,

Vu l'arrêté du 12 octobre 2023 portant Cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière de responsabilité élargie du producteur des Eléments d'ameublement.

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Ecomaison, société par actions simplifiée au capital de 200 000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 538 495 870 RCS Paris, ayant son siège social 50 avenue Daumesnil, 75012 PARIS, représentée par Madame Dominique MIGNON, agissant en qualité de Présidente et dûment habilité à signer les présentes (ci-après « **Ecomaison** »), est un éco-organisme agréé pour la mise en place de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, par arrêté du ---------- portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement (EA).

Valdélia, société par actions simplifiée au capital de 154.000 euros, dont le siège social est sis ZAC de l'Hers, rue du Lac (31670) Labège, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 537 406 373 R.C.S. Toulouse, représentée par Monsieur Arnaud Humbert-Droz, agissant en qualité de Président et dûment habilité à signer les présentes (ci-après « **Valdelia »**), est un éco-organisme agréé pour la mise en place de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, par arrêté du ---------- portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement (EA).

Valobat, société par actions simplifiée au capital de 1.000.000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 902 722 172 RCS Nanterre, ayant son siège social à La Tour Opus 12, 77 Esplanade du Général de Gaulle 92800 PUTEAUX, représentée par Monsieur Hervé de Maistre, agissant en qualité de Président et dûment habilité à signer les présentes (ci-après « **Valobat** »), est un éco-organisme agréé pour la mise en place de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, par arrêté du ---------- portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement (EA).

L'OCA est l'organisme coordonnateur, agréé par arrêté du ---------- au titre de la filière à responsabilité élargie des producteurs pour répondre aux exigences fixées par le Cahier des charges annexé à l'arrêté du 12 octobre 2023 précité.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 12 octobre 2023 portant Cahier des charges des éco-organismes et des systèmes individuels de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, Ecomaison, Valdélia et Valobat, ont conjointement arrêté les termes du présent contrat relatif à la prise en charge des DEA mentionnés à l'article R543-240 du Code de l'environnement par les collectivités territoriales dans le cadre du service public de gestion des déchets, sous l'égide de l'OCA.

La Collectivité a mis en place, dans le cadre du service public de la gestion des déchets, une Collecte des DEA et des EA usagés, et souhaite contracter avec un éco-organisme agréé afin de bénéficier des financements et des services qu'il propose pour la gestion de ceux-ci.

A la date du signature du présent Contrat, en application des dispositions des articles L541-10 II et R. 541-108 du Code de l'environnement et de l'annexe III de l'arrêté du 12 octobre 2023 portant Cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des Eléments d'ameublement, il appartient à un éco-organisme désigné aux Conditions particulières en sa qualité d'éco-organisme agréé (« l'Eco-organisme désigné») d'assurer auprès de la Collectivité la prise en charge de la Collecte des DEA qui lui incombe.

C'est dans ces conditions que les Parties se sont réunies aux fins des présentes.

Ceci expose, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

ARTICLE PRELIMINAIRE : DEFINITIONS

Font partie intégrante du Contrat, l'ensemble des procédures disponibles dans le Système d'information et les annexes.

Chaque fois qu'ils sont utilisés, les termes suivants, employés avec une majuscule, au singulier ou au pluriel, auront le sens défini ci-après :

- Acteurs du réemploi ou de la réutilisation : désigne les Opérateurs du Réemploi ou de la Réutilisation ayant accès, à une Zone dédiée au réemploi ou à la réutilisation des Eléments d'ameublement, dans les conditions prévues par une convention établie avec un ou plusieurs de ces Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation. Les Acteurs du réemploi ou de la réutilisation sont au moins ou prioritairement des entreprises relevant des articles 1 et 2 de la loi N° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,

- Autres collectivités : désigne les Collectivités membres ou adhérentes de la Collectivité signataire.

- **Benne** : désigne les Contenants en bas de quai pour la collecte des EA

- **Bordereau de transport** : désigne la lettre de voiture visée à l'article L 132-9 du code de commerce.

- Cahier des charges : désigne l'annexe I à l'arrêté ministériel du 12 octobre 2023 portant cahier des charges d'agrément des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à Responsabilité élargie du producteur des Eléments d'ameublement désignés à l'article R.543-240 du Code de l'environnement, en application des articles L.541-10, L.541-10-1 (10°) et R.543-240 et suivants du Code de l'environnement,

- **Collecte non séparée** : la collecte des flux de DEA avec d'autres types de déchets issus de produits ne relevant des obligations de responsabilité élargie des producteurs, ou de déchets issus de produits relevant de ces obligations pour lesquels l'éco-organisme n'est pas agréé, et respectant les conditions de l'article D. 543-281.

- **Collecte séparée** : la collecte des flux de DEA qui sont séparés des autres flux de déchets, ou qui sont collectés conjointement avec d'autres flux de déchets issus de produits relevant des obligations de responsabilité élargie des producteurs, pour lesquels l'éco-organisme est agréé, et respectant les dispositions de l'article D. 543-281 du code de l'environnement ;

- Collectivité : désigne la collectivité ou le groupement de collectivités territoriales titulaire de la compétence collecte et/ou traitement dans le cadre du SPGD sur la totalité du Périmètre du Contrat.

- **Comité de concertation** : désigne le comité de conciliation associant des Représentants de collectivités territoriales chargées du SPGD.

- **Contenant** : désigne les Bennes ou autres équipements de stockage et de transport destinés à la gestion des DEA ou d'EA usagés mis à la disposition de la Collectivité par l'Eco-organisme désigné.

- Contrat : désigne le présent Contrat multipartite, incluant les conditions générales et les conditions particulières, et leurs annexes, et leurs éventuels avenants.

- **DEA** : désigne les déchets d'Eléments d'ameublement.

- **Déchèterie :** désigne une installation publique de gestion des déchets ménagers et assimilés constituée d'un espace aménagé et protégé où les usagers peuvent déposer leurs déchets qui ne peuvent être collectés avec les ordures ménagères en raison de leur volume, de leur poids ou de leur nature (toxique). La Déchèterie publique au sens du Contrat s'inscrit dans le Périmètre défini aux Conditions particulières.

- Détenteur : au sens de l'article L541-1-1 du Code de l'environnement, le Détenteur est entendu comme tout producteur des déchets et/ou toute autre personne qui se trouve en possession des déchets. Dans le cadre du Contrat, la détention est définie par le fait, pour une personne physique ou morale, de se trouver en possession de déchets. Concerne uniquement le Détenteur au sens de l'article L541-1-1 C. Env qui apporte lui-même les DEA ou les EA en Déchèterie.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

- Détenteur professionnel : désigne le professionnel se trouvant en possession de DEA ou d'AE usagés qu'il apporte en Déchèterie. Concerne uniquement le Détenteur professionnel disposant d'une carte pro)

- Eco-organisme désigné : désigne l'Eco-organisme désigné par l'OCA pour gérer les DEA de la Collectivité. L'éco-organisme désigné peut changer en cours de Contrat, sans que cela n'ait d'incidence sur la continuité du SPGD. L'Eco-organisme désigné figure aux Conditions particulières du Contrat.

- **Eco-organismes signataires** : désigne les sociétés titulaires d'un Agrément signataires du Contrat.

- **Eléments d'ameublement ou EA** : désigne les éléments d'ameublement couverts par les dispositions des articles L. 541-10, L. 541-10-1 (10°) et R. 543-240 suivants du C. Env.

- Enlèvement : désigne l'opération lors de laquelle un Opérateur de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec un Eco-organisme désigné, procède, à la suite d'une demande de la Déchèterie, à la collecte gratuite des DEA et les achemine vers un centre de tri ou de traitement.

- Enlèvement et traitement par l'Eco-organisme désigné : désigne la prise en charge par l'Eco-organisme désigné de l'ensemble des opérations de gestion des DEA, à compter de leur Enlèvement par un Opérateur de gestion des déchets missionné par l'Eco-organisme désigné. Dans cette hypothèse, l'Eco-organisme désigné apporte un soutien opérationnel à la Collectivité.

- Interface administrative unique : désigne l'interface mise à disposition de la Collectivité. Elle a notamment pour objet de centraliser les données administratives de la Collectivité, de proposer le Contrat aux Collectivités et de les mettre en relation avec le Système d'information de l'Eco-organisme désigné. En 2024 au minimum, le portail TERRITEO assurera le rôle d'Interface administrative unique pour les données administratives générales, ce qui concerne le portail TERRITEO.

- Liquider/liquidation : désigne la détermination par l'Eco-organisme désigné du montant des soutiens financiers porté sur la facture pro forma des soutiens téléchargeables dans le Système d'information.

- OCA : désigne l'éco-organisme coordonnateur agréé de la filière de REP EA.

- **Opérateur de gestion des déchets :** désigne le prestataire de l'Eco-organisme désigné, chargé de l'Enlèvement des DEA ou d'autres opérations de gestion des déchets.

- Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation : désigne la personne morale réalisant des opérations de réemploi et de réutilisation au sens de l'article L541-1-1 du Code de l'environnement, et favorisant la prévention des déchets.

- Périmètre : désigne le territoire de la Collectivité couvert par le Contrat, tels que définis aux articles 2, 3 et 4 des Conditions particulières.

- Prélèvement : désigne l'action de prélever tous les EA qui peuvent faire l'objet d'un réemploi ou d'une réutilisation.

- **Règlement de collecte** : règlement de collecte adopté par la Déchèterie

- Règlementation : désigne toute disposition juridique normative en vigueur s'imposant aux Parties dans le cadre du Contrat.

- REP EA : désigne la filière de responsabilité élargie du producteur des éléments d'ameublement.

- Représentants : désigne les représentants des collectivités territoriales, à savoir notamment l'AMF, Régions de France, le CNR, AMORCE et Intercommunalités de France.

- SPGD : désigne le service public de gestion des déchets.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

- Système d'information : désigne le portail internet mis à disposition de la Collectivité par l'Eco-organisme désigné. Il permet notamment d'assurer la gestion financière et opérationnelle du Contrat.

- **TERRITEO** : désigne le portail administratif commun aux éco-organismes permettant la centralisation des informations administratives relatives aux collectivités.

- **Zone de réemploi ou réutilisation** : désigne la zone au stockage temporaire d'EA usagés susceptibles de faire l'objet d'un réemploi ou d'une réutilisation, fermée, sécurisée.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

Le Contrat a pour objet de régir les relations entre les Eco-organismes signataires et la Collectivité qui assure la reprise des DEA et des EA usagés dans le cadre du service public de gestion des déchets, dans le cadre des articles R541-102, R541-104 et R541-105 du code de l'environnement et de l'arrêté. Il intervient dans le cadre des obligations qui pèsent sur les metteurs en marché des EA à l'égard de la Collectivité.

Les Parties reconnaissent expressément que le Contrat constitue l'unique document contractuel pour la gestion des DEA et de EA pour toute la période 2024-2029 à l'égard de la Collectivité.

Le Contrat est constitué des documents suivants, par ordre d'importance :

- Les présentes Conditions générales
- Les Conditions particulières
- Les annexes suivantes :

  Annexe 1 - Périmètre du Contrat
  Annexe 2 - Schéma de collecte
  Annexe 3 - Conditions techniques et niveaux de services
  Annexe 3A - Conditions d'enlèvements et mesures d'accompagnement au remplissage des Contenants
  Annexe 3B - Barème de soutiens
  Annexe 4 - Communication
  Annexe 5 - Caractérisations, Bilans matières et justificatifs
  Annexe 6 - RGPD

Les documents du Contrat sont disponibles dans le système d'information de l'Eco-organisme désigné. La Collectivité déclare expressément avoir pris connaissance de l'ensemble de ces documents préalablement à la conclusion du Contrat.

En complément du Contrat, l'ensemble des procédures est disponible dans les Systèmes d'information de l'Eco-organisme désigné.

Article 2 : CHAMP D'APPLICATION DU CONTRAT

Le Contrat s'applique sur l'ensemble du territoire de compétence de la Collectivité en charge du SPGD. Tous les DEA collectés et/ou traités par la Collectivité seront pris en charge financièrement ou opérationnellement, par l'Eco-organisme désigné.

L'Eco-organisme désigné est identifié aux Conditions particulières.

Le territoire de la Collectivité est déterminé par référence aux données reportées par la Collectivité sur TERRITEO au moment de la contractualisation, figurant aux Conditions particulières. En cas de modification du Périmètre, l'Eco-organisme désigné en est informé dans les conditions prévues à l'article 12 des Conditions générales.

Le Contrat est applicable sur le territoire métropolitain et sur le territoire des départements-régions d'outre-mer (DROM) et des collectivités d'outre-mer (COM) sur lesquels la règlementation relative à la filière de REP EA s'applique.

Article 3 : DATE DE PRISE D'EFFET ET DUREE DU CONTRAT

Le Contrat entre en vigueur le premier jour du mois suivant la date de signature par la Collectivité et prend fin au plus tard le 31 décembre 2029.

Par exception pour 2024, lorsque la Collectivité signe le Contrat en 2023, le Contrat entre en vigueur au plus tôt le 1er janvier 2024. Si la Collectivité était en Contrat lors du précédent agrément, le Contrat entre en vigueur au 1er janvier 2024.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

Par exception, en cas de renouvellement de l'agrément d'au moins un des Eco-organismes signataires du Contrat après le 31 décembre 2029, le Contrat continuera de produire ses effets jusqu'à la signature du nouveau contrat prévu par le renouvellement des agréments et au plus tard jusqu'à 31 mars 2030.

Il peut prendre fin de manière anticipée dans les conditions précisées à l'article 13 des Conditions générales.

Aucune stipulation du Contrat ne peut s'interpréter comme obligeant l'Eco-organisme désigné à demander le renouvellement de son agrément, ni comme pouvant tenir l'Eco-organisme désigné responsable des conséquences directes ou indirectes d'un refus de renouvellement de son agrément.

Article 4 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

4.1 : ENGAGEMENTS DE L'ECO-ORGANISME DÉSIGNÉ VIS-À-VIS DE LA COLLECTIVITÉ

4.1.1 : Collecte Séparée dans les Déchèteries

L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre en place la Collecte Séparée dans les Déchèteries selon les modalités décrites en annexe 2 des Conditions Générales.

L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre en œuvre les soutiens relatifs aux Bennes prévus au Cahier des charges concernant les EA usagés et les DEA faisant l'objet d'une Collecte séparée sur les Déchèteries entrant dans le Périmètre du Contrat, conformément aux Annexes 1 et 2 des Conditions générales. Les informations concernant les Déchèteries sont transmises par la Collectivité à l'Eco-organisme désigné via TERRITEO.

Selon les dispositions du Contrat, l'Eco-organisme désigné s'engage à :

- équiper les Déchèteries pouvant être équipées pour la Collecte séparée en mettant gratuitement à disposition de la Collectivité volontaire les Contenants de collecte et de pré-collecte destinés au dépôt des DEA faisant l'objet de la Collecte séparée,
- organiser l'Enlèvement et le traitement des DEA collectés séparément,
- liquider et verser les soutiens financiers conformément aux annexes 1, 2 et 3 (3, 3A et 3B) des Conditions générales,
- accompagner et soutenir financièrement les opérations de communication de la Collectivité conformément aux annexes 3 (3, 3A et 3B) et 4.
- fournir à la Collectivité les données statistiques de collecte et de valorisation compatible avec le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public.

Pour les Déchèteries qui, à la date de signature du présent contrat, ne sont pas équipées de deux Contenants, un plan d'évolution vers le schéma cible est défini en commun.

L'Eco-organisme désigné propose à la Collectivité un accompagnement technique pour la mise en place de la Collecte séparée lorsque celle-ci n'a jamais été mise en œuvre précédemment.

4.1.2 : Collectes non séparées en Déchèterie et la Collecte des encombrants en porte à porte

Principes
L'Eco-organisme désigné s'engage à soutenir financièrement, conformément aux Annexes 1, 2 et 3 (3, 3A et 3B), les DEA collectés et valorisés par les Collectivités, provenant des Collectes non séparées.

Les DEA soutenus financièrement sont exclusivement issus de dispositifs de Collectes non séparées suivants :

- Dispositifs de collecte d'encombrants en porte à porte du Périmètre valorisant des DEA, visés à article 1.3 de l'annexe 1 aux Conditions générales (collecte régulière en porte à porte ou sur appel) sous réserve que cette Collecte d'encombrants en porte à porte concoure à la réutilisation ou au recyclage de ces Déchets.
- Collecte en mélange des EA inertes et ferrailles avec d'autres types de déchets, dont le traitement est assuré par la Collectivité, dont les conditions de soutien sont définies en annexe 3B.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

Collecte en mélange des EA hors inertes et hors ferrailles avec d'autres types de déchets, dont le traitement est assuré par la Collectivité, dont les conditions de soutien sont définies en annexe 3B.

Evaluation des quantités de DEA collectés non séparément

Pour les DEA collectés non séparément, il est déterminé une estimation conventionnelle des quantités de DEA contenus dans une Collecte non séparée de déchets, désignée comme le « tonnage équivalent DEA ». Le « tonnage équivalent DEA » est calculé comme le produit des quantités de déchets collectés non séparément et contenant des DEA par un taux de présence moyen conventionnel de DEA, fonction des modalités de collecte non séparée (notamment déchèterie accueillant uniquement des ménages, déchèterie accueillant des ménages et des professionnels, collecte en porte-à-porte). Les taux de présence moyen conventionnel de DEA sont déterminés suivant un protocole établi en concertation avec les Représentants et présenté dans l'annexe 5 aux Conditions générales, dans le respect du principe de proportionnalité entre coûts de caractérisation, précisions des résultats et délais de réalisation. Le protocole n'est pas individualisé pour la Collectivité.

Chaque taux de présence moyen conventionnel de DEA est actualisé au plus une fois par an, à partir des résultats d'une campagne complète de caractérisations de déchets collectés non séparément et contenant des DEA diligentée par l'OCA conformément aux dispositions de l'annexe 5 aux Conditions générales.

Les taux de présence moyens conventionnels de DEA applicables pour le calcul des soutiens financiers dus au titre de la collecte de l'année N sont les taux déterminés selon les dispositions susvisées, issus de la campagne de caractérisation de l'année N-1. Ils sont validés par l'OCA.

Après chaque campagne, les résultats détaillés et les taux de présence moyens conventionnels en résultant sont transmis par mail par l'Eco-organisme désigné à la Collectivité. Ces taux s'appliquent sur la période de collecte débutant l'année suivante, avec un délai de prévenance minimal d'un mois avant le début de l'année concernée.

Lorsque la Collectivité participe à une campagne de caractérisations en Collecte non séparée diligentée par l'Eco-organisme désigné ou par l'OCA, la Collectivité facilite, à l'Eco-organisme désigné ou à toute personne mandatée par L'Eco-organisme désigné, l'accès à ses sites et à ceux de ses prestataires.

4.2.2 : Collecte par les services de Propreté Urbaine de la Collectivité

L'Eco-organisme désigné s'engage à prendre en charge opérationnellement le traitement des EA préalablement triés, collectés par les services de la Propreté urbaine (déchets abandonnés sur la voie publique en dehors de la collecte périodique ou en dehors de la collecte sur appel des encombrants), en donnant accès à ses centres de tri pour un dépôt des EA.

Si les tonnages d'EA collectés par les services de la Propreté Urbaine le justifient, l'Eco-organisme désigné s'engage également à prendre en charge opérationnellement l'Enlèvement et le traitement des EA préalablement triés, collectés par les services de la Propreté urbaine (déchets abandonnés sur la voie publique en dehors de la collecte périodique ou en dehors de la collecte sur appel des encombrants), en mettant à disposition deux Contenants pour les « EA bois » et les « EA multi-matériaux » sur un site de type Centre Technique Municipal, désigné par la Collectivité, sous réserve de la conformité règlementaire de ce site. Le tri devra être effectué par les services de la Collectivité conformément aux consignes transmises par l'Eco-organisme désigné. Des expérimentations seront menées en 2024 afin de proposer les modalités de mise en œuvre de cette collecte.

Si le règlement de collecte de la Déchèterie l'autorise et que les tonnages d'EA collectés par les services de la Propreté Urbaine ne dégradent pas la performance de collecte, ceux-ci pourront être déposés dans les Contenants. Afin d'assurer la traçabilité de ce flux, la Collectivité devra prévenir préalablement l'Eco-organisme désigné et lui transmettre les éléments justificatifs.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

4.2 : ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITÉ VIS-À-VIS DE L'ECO-ORGANISME DÉSIGNÉ

4.2.1 : Dispositions générales

Le Cahier des charges fixe des prescriptions respectées par l'Eco-organisme désigné dans le cadre de son agrément au titre de l'article R 543-240 et suivants du Code de l'environnement, à charge pour l'Eco-organisme désigné de mettre en œuvre ces prescriptions via le présent contrat-type pour la filière[1].

En application des dispositions de l'Arrêté prévoyant des conditions de contractualisation uniques entre les Eco-organismes signataires et les collectivités territoriales, la Collectivité s'engage d'une part à contribuer aux objectifs règlementaires de recyclage et de valorisation des DEA dans le cadre de ses relations contractuelles, et d'autre part à mettre en œuvre ses obligations contractuelles le tout conformément aux dispositions qui suivent, de manière à permettre à l'Eco-organisme désigné de respecter ses obligations au titre de son agrément.

4.2.2 : Collecte séparée dans les Déchèteries

Mise en place de la Collecte séparée
La Collectivité s'engage à étudier les moyens à mettre en place pour la Collecte séparée au titre du Contrat, et à préparer la liste des Déchèteries pouvant être équipées pour la Collecte séparée de deux Contenants.

Gestion de la Collecte séparée
Dès lors que la Collecte séparée est mise en place, la Collectivité s'engage à collecter les DEA et à utiliser les Contenants mis à sa disposition par l'Eco-organisme désigné selon les consignes de collecte, et à remettre les DEA ainsi collectés exclusivement à l'Eco-organisme désigné ou à son Opérateur de gestion des déchets.

En tant que dépositaire des Contenants, la Collectivité en a la garde et doit les restituer dans l'état dans lequel ils lui ont été confiés, sauf usure normale, et en faire un usage normal, conforme à leur destination. Elle met en place la signalétique et la communication nécessaire, conformément aux recommandations de l'Eco-organisme désigné, afin de sensibiliser les usagers à la prévention, au réemploi et de l'informer du devenir des meubles jetés dans le Contenant dédié. Elle s'assure que les agents aient une connaissance exacte des consignes de tri. Pour ce faire elle peut notamment utiliser des supports mis à disposition par l'Eco-organisme désigné.

La Collectivité s'engage à conserver les DEA dans leur état au moment de leur collecte. La Collectivité interdit tout prélèvement de DEA sur les Déchèteries, sauf Prélèvements en vue d'un réemploi ou d'une réutilisation, effectués conformément à l'article 8 des Conditions générales. La Collectivité fournit à l'Eco-organisme désigné les indications nécessaires à la gestion opérationnelle des Enlèvements et s'engage à respecter les conditions de mise à disposition et d'Enlèvement, conformément à l'Annexe 2 aux Conditions générales.

Le Contrat ne peut en aucune manière s'interpréter comme conférant à l'Eco-organisme désigné le titre d'exploitant ou de chef d'établissement des Déchèteries, ni d'employeur du personnel employé sur les Déchèteries, ni de donneur d'ordre des prestataires de la Collectivité, de telle manière que la Collectivité conserve seule les obligations relatives à la conformité à la Règlementation des déchèteries et à la sécurité des personnes (agents, usagers, prestataires notamment).

La Collectivité décide et met en œuvre les moyens adaptés afin de prévenir les vols, dans la limite des contraintes économiques et techniques. En cas d'incidents graves et répétés, la Collectivité informe l'Eco-organisme désigné et entame les procédures nécessaires.

La Collectivité et l'Eco-organisme désigné s'informent réciproquement des dysfonctionnements, des incidents et des sanctions administratives ou pénales dont ils ont connaissance, impactant la collecte, la mise à disposition des Contenants et l'Enlèvement des DEA collectés séparément (fermeture de la Déchèterie lors de l'Enlèvement, retard de l'Opérateur de gestion des déchets, incident ou accident lors des manœuvres du véhicule, non livraison des Contenants par exemple). Le cas échéant, les Parties examinent ensemble les mesures nécessaires pour remédier à ces incidents, à l'initiative de la Partie la plus diligente.

PROJET DE CONTRAT – NON SIGNABLE

[1] "*Les activités du titulaire sont menées dans un souci de cohérence générale de la filière des déchets susvisés. Elles impliquent pleinement le détenteur, et sont conduites dans le cadre d'une démarche partenariale qui associe l'ensemble des acteurs de la filière REP des DEA […]*".

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

Dans le cadre du déploiement de points de collecte complémentaires de proximité par L'Eco-organisme désigné, visé au 1.4 de l'annexe 1 aux Conditions générales, la Collectivité s'engage à participer à la démarche de développement et de communication sur la mise en œuvre de ces points de Collecte et à accompagner l'Eco-organisme désigné dans leur mise en place, selon ses moyens.

La Collectivité autorise l'Eco-organisme désigné à prendre des images (photographies et films) des points de collecte permanents et temporaires de Collecte séparée, et autorise L'Eco-organisme désigné, ou toute personne mandatée par l'Eco-organisme désigné, à accéder à ces points de collecte aux fins de prendre ces images, dans le respect des règles de sécurité. L'Eco-organisme désigné s'engage à informer la Collectivité préalablement. L'Eco-organisme désigné s'engage à respecter le droit à l'image de toute personne présente sur le point de Collecte.

Ces images peuvent notamment être enregistrées dans une base de données propriété de l'Eco-organisme désigné et peuvent être exploitées par L'Eco-organisme désigné ou toute personne mandatée à cette fin, uniquement dans le cadre de ses activités soumises à agrément et après information de la Collectivité, sans paiement autre que les soutiens financiers versés par L'Eco-organisme désigné à la Collectivité.

4.2.3 : Collecte non séparée

Organisation de la collecte et du traitement
La Collectivité organise la Collecte non séparée des DEA, puis leur traitement. La Collectivité s'engage à recycler et valoriser les flux comprenant les DEA faisant l'objet d'une Collecte non séparée afin que cette Collecte non séparée concoure soit au moins aux objectifs de réutilisation ou de recyclage des DEA.

Le soutien à la Collecte non séparée est du par l'Eco-organisme conformément aux dispositions annexe 3A des conditions générales

Traçabilité des DEA faisant l'objet d'une Collecte non séparée
La Collectivité s'engage à assurer la traçabilité du recyclage et de la valorisation des DEA collectés non séparément et des déchets qui sont issus de ce recyclage et de cette valorisation, depuis leur collecte jusqu'à leur exutoire final, que les DEA soient gérés en régie ou par des tiers. Elle identifie, pour chaque modalité de collecte, les installations de traitement final et transmet à l'Eco-organisme désigné, dès la signature du Contrat, la liste des prestataires de collecte et de traitement, ainsi que la description des modalités opérationnelles de collecte et de traitement. La Collectivité actualise périodiquement ces informations via le Système d'information, au plus tard lors des déclarations semestrielles dans les conditions de l'article 6.1.2 en cas de changement d'exutoires et a minima une fois par an.

Collecte des DEA des détenteurs professionnels
Dans le respect du règlement intérieur de la Déchèterie, la Collectivité, dès lors qu'elle donne accès à ses déchèteries aux détenteurs professionnels DEA, s'engage à accepter les dépôts de DEA par les professionnels sans frais pour ces détenteurs dès lors qu'ils présentent leur carte d'accès nominative en cours de validité, délivrée par l'Eco-organisme désigné et qu'ils respectent et les conditions techniques d'accès définies par la Collectivité. Si l'apport d'un professionnel perturbe le fonctionnement de la Déchèterie, la Collectivité informe le l'Eco-organisme désigné.

4.2.4 : Non-respect des engagements de la Collectivité
Lorsque la Collectivité ne respecte pas l'une des obligations définies au Contrat, l'Eco-organisme désigné peut mettre en demeure la Collectivité de respecter ses obligations, même à bref délai. La mise en demeure explicite les dispositions du Contrat qui n'ont pas été respectées, et mentionne le délai dans lequel la Collectivité pourra faire valoir ses observations par écrit. A l'issu de ce délai et sans accord entre les parties, à défaut de satisfaire à ses obligations, et sans préjudice du droit l'Eco-organisme désigné à réparation de son préjudice, la Collectivité s'expose à l'arrêt des versements des soutiens, en fonction de la gravité de ses manquements. A la levée de la mise en demeure, le versement de soutiens est rétabli par l'Eco-organisme désigné pour l'intégralité des tonnages conformes enlevés par l'éco-organisme désigné

4.2.5 : Actualisation des informations administratives de la Collectivité
Sans préjudice des dispositions de l'article 14, la Collectivité s'engage, dans les meilleurs délais et exclusivement via TERRITEO, à informer l'Eco-organisme désigné de toute modification administrative nécessaire à l'exécution du Contrat, notamment de son périmètre.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

La Collectivité s'oblige à identifier les contacts opérationnels permanents de l'Eco-organisme désigné par leurs fonctions au sein de la Collectivité, et à les mettre à jour dans les meilleurs délais pour la bonne exécution du Contrat.

Article 5 : COMMUNICATION

L'Eco-organisme désigné accompagne la Collectivité dans les opérations de communication de proximité relatives aux Eléments d'ameublement. Les actions éligibles aux soutiens figurent dans l'annexe n°4 aux Conditions générales.

Les supports et outils de communication à destination des citoyens et des personnels des Déchèteries (kits de formation) sont mis à disposition gratuitement via le site internet de l'Eco-organisme désigné ou du Système d'information.

L'Eco-organisme désigné favorise l'échange de bonnes pratiques de communication et le retour d'expériences entre collectivités. Dans cet objectif, la Collectivité peut être associée, si elle le souhaite, à des réunions de travail et de restitution, proposées par l'Eco-organisme désigné.

Article 6 : DÉCLARATIONS ET LIQUIDATION DES SOUTIENS FINANCIERS ET RAPPORTS ANNUELS

6.1 : SOUTIENS FINANCIERS

6.1.1 : Cas général

L'Eco-organisme désigné s'engage à Liquider et verser semestriellement les soutiens financiers relatifs à la Collecte séparée, à la Collecte non séparée et au traitement des déchets issus de la Collecte non séparée et à la Communication, conformément aux Annexes 1, 2 et 3 (3, 3A et 3B) et aux dispositions du présent article.

6.1.2 : Déclaration Collecte non séparée et données de collecte séparée

La Collectivité doit procéder à une déclaration, selon le « *mode d'emploi déclaration* », disponible dans le Système d'information, qui précise le contenu et le format de la déclaration et les justificatifs à joindre à la déclaration. La Collectivité dispose pour ce faire d'une période de déclaration de 60 jours au terme de chaque semestre civil.

Les déclarations et ses justificatifs doivent permettre d'assurer la traçabilité des DEA depuis leur collecte et par mode de collecte (le cas échéant, avec l'indication de la Déchèterie) jusqu'au traitement final, en indiquant les modalités de traitement.

Elles doivent être établies à fréquence semestrielle, précisant les quantités totales de déchets contenant des DEA et leurs exutoires finaux, par mode de collecte (pour chaque Déchèterie en Collecte non séparée et pour la collecte en porte-à-porte) ainsi que les quantités par mode de traitement (réutilisation, recyclage, valorisation ou élimination), avec les justificatifs de cette déclaration. La déclaration comprend notamment :

- l'identification précise du/des sites de traitement intermédiaires et finaux et l'identité du/de leurs exploitants, pour chaque prestataire de la Collectivité,
- le détail des tonnages collectés par site et par mois,
- le bilan matière détaillé du traitement réalisé pour le compte de la Collectivité, suivant les modalités de calcul de l'Annexe 5 et que le ou les sites désignés par cette dernière,
- les arrêtés d'exploitation des sites de traitement final par combustion (chaudières), en cas d'évolution de ces derniers,
- la performance énergétique –(PE) des UVE utilisées par la Collectivité.

Les justificatifs à joindre à la déclaration sont précisés dans l'Annexe 5 aux Conditions générales.

Au terme de chaque semestre civil, l'Eco-organisme désigné dispose de 45 jours après validation par la Collectivité pour Liquider les soutiens variables relatifs à la Collecte séparée (A.1.2 de l'annexe 3B).

A compter de la soumission de la déclaration par la Collectivité, l'Eco-organisme désigné dispose de 45 jours, soit pour Liquider les autres soutiens après contrôle et validation de la déclaration, soit pour procéder à des demandes

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

d'informations ou de justificatifs complémentaires, soit encore pour informer la Collectivité des motifs pour lesquels les autres soutiens ne peuvent être liquidés. Les autres soutiens ne peuvent pas être liquidés, et donc payés, tant que la déclaration (en cela compris ses justificatifs) n'est pas complète et conforme aux exigences de déclaration.

Les soutiens financiers qui peuvent être Liquidés et versés par l'Eco-organisme désigné le sont par période semestrielle échue.

6.1.2 : Paiement des soutiens

La Collectivité peut émettre un titre de recette dès la Liquidation d'un soutien par l'Eco-organisme désigné. Les soutiens Liquidés sont versés par l'Eco-organisme désigné dans un délai de 30 jours à réception du titre de recettes émis par la Collectivité conformément à l'état communiqué par l'Eco-organisme désigné.

Lorsque subsiste un désaccord notamment sur la déclaration de la Collectivité ou sur les justificatifs fournis, ou en l'absence des justificatifs correspondants, les soutiens ne peuvent être liquidés et payés, et les Parties procèdent selon les modalités de règlement amiable des litiges de l'article 21.

Le paiement des soutiens par l'Eco-organisme désigné est effectué sans préjudice de réclamation des trop-perçus dont l'Eco-organisme désigné pourrait avoir connaissance ultérieurement, notamment du fait de contrôles. Les trop-perçus par la Collectivité sont liquidés par imputation sur les versements de soutiens non échus ou ultérieurs.

Les Parties se conforment à la législation applicable en matière de TVA au moment de son fait générateur, étant précisé à titre informatif qu'en l'état de la législation, les soutiens ne sont pas assujettis à la TVA conformément à l'instruction 3 A-05-06 n° 50 du 20 mars 2006 de la Direction générale des impôts.

6.2 : RAPPORT D'ACTIVITES

Pour la Collecte séparée, l'Eco-organisme désigné met à disposition de la Collectivité au travers du Système d'information les données relatives aux Enlèvements réalisés et aux tonnages collectés séparément et enlevés par l'Eco-organisme désigné.

L'Eco-organisme désigné dresse semestriellement un état récapitulatif des tonnages collectés séparément et enlevés par l'Eco-organisme désigné et met à disposition chaque année un rapport d'activités, via e Système d'information, des tonnages soutenus, des soutiens versés, des résultats atteints dans un format et un délai compatible avec la réalisation du rapport annuel sur le prix et la qualité du Service Public de Gestion des Déchets ménagers et assimilés.

6.3 : DEMATERIALISATION

Les déclarations et les transmissions de justificatifs sont dématérialisées via le Système d'information.

La Collectivité a accès en permanence au décompte des tonnages collectés opérationnellement dans le Système d'information.

Article 7 : RECOURS À DES TIERS

Chaque Partie peut, de plein droit, missionner tout tiers de droit privé pour réaliser toute ou partie des tâches nécessaires à l'exécution du Contrat.

Chaque Partie demeure responsable vis-à-vis de l'autre Partie de toute inexécution ou exécution fautive du Contrat, du fait et des fautes des tiers qu'il a missionnés et de ses préposés, sauf cas de force majeure.

La Collectivité s'engage à ce que l'Eco-organisme désigné puisse procéder, le cas échéant, aux contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales auprès des tiers missionnés par la Collectivité et par les Autres Collectivités pour la Collecte et le cas échéant les Enlèvements et le traitement des DEA.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

Article 8 : RECOURS AUX ACTEURS DU RÉEMPLOI ET DE LA RÉUTILISATION

Le Cahier des charges prévoit de favoriser l'accès au gisement de DEA aux Acteurs du réemploi ou de la réutilisation dans le cas où la demande d'EA usagés excède l'offre.

Dans cet objectif, si la Collectivité a un partenariat avec un Acteur du réemploi et de la réutilisation, elle s'engage à travailler à la mise en place des dispositions nécessaires afin de préserver l'intégrité et de permettre le prélèvement, avant mise en benne dans les Déchèteries, des EA usagés en bon état fonctionnel et sanitaire, en vue d'activités de réemploi et de réutilisation effectuées par cet Acteur du réemploi et de la réutilisation ou la Collectivité elle-même.

La Collectivité fournit à l'Eco-organisme désigné la liste des Déchèteries sur lesquelles elle organise un tel prélèvement, ainsi que la liste des Acteurs du réemploi et de la réutilisation concernés par ce prélèvement.

Les dons des particuliers, faits directement aux Acteurs du réemploi et de la réutilisation hors des Déchèteries, ainsi que les marchés de collecte en porte à porte ou sur appel entre la Collectivité et les Acteurs du réemploi et de la réutilisation, ne rentrent pas dans le cadre de cet article.

Article 9 : RESPONSABILITÉS, TRANSFERT DES RISQUES ET DE LA PROPRIÉTÉ DES DÉCHETS

9.1 : Collecte séparée

En tant que détentrice des DEA au sens de l'article L541-1-1 du Code de l'environnement jusqu'à leur Enlèvement, la Collectivité assure la garde des DEA jusqu'à leur Enlèvement par l'Eco-organisme désigné, le transfert de la propriété ayant lieu à l'issue du chargement du Contenant dédié aux DEA sur le véhicule effectuant l'Enlèvement des DEA sur le point de collecte.

La Collectivité s'engage à céder gratuitement la propriété des DEA collectés séparément à l'Eco-organisme désigné ou tout Opérateur de gestion des déchets qu'il se substitue, la cession des DEA par la Collectivité à l'Eco-organisme désigné ayant lieu avec le transfert du risque.

Toutefois, il n'y a jamais transfert de la garde et cession pour des DEA qui seraient contaminés au sens de la règlementation en vigueur de telle sorte que les caractéristiques de danger des DEA soient modifiées par cette contamination, ou qui seraient radioactifs, ou pour des déchets autres que des DEA et en mélange avec les DEA. Toute non-conformité visant la cession de DEA contaminés ou radioactifs fera l'objet de l'émission d'un dysfonctionnement le cas échéant au travers du Système d'information de l'Eco-organisme désigné et d'une procédure d'isolement au plus tard lors de la première rupture de charge sur le site de l'Opérateur de gestion des déchets intervenant pour l'Eco-organisme désigné. Dans le cas ci-dessus, la Collectivité prend en charge le contenu du Contenant s'il est contaminé ou radioactif.

Les Opérateurs de gestion des déchets conservent seuls la possession des Contenants mis à disposition de la Collectivité pour la Collecte séparée. La Collectivité en assure seule la garde sur le point de collecte jusqu'à leur chargement lors de l'Enlèvement, et est responsable de ce fait de tout dommage du fait des Contenants ou aux contenants, sauf à prouver que le dommage a pour cause une défaillance du Contenant ou de l'Opérateur de gestion des déchets ou en cas de force majeure. Cette disposition ne s'applique pas à l'usure normale du Contenant.

La Collectivité s'engage pendant toute la durée d'exécution du Contrat, à :

- Utiliser les Contenants mis à sa disposition conformément aux consignes d'utilisation figurant dans le Système d'information de l'Eco-organisme désigné, et informer ce dernier des éventuelles difficultés rencontrées dans leur utilisation ;
- Prendre soin desdits Contenants, ceux-ci étant la propriété de l'Opérateur de gestion des Déchets, et à garantir leur intégrité.

9.2 : Collecte non séparée

La Collectivité est seule gardienne propriétaire et détentrice des DEA collectés non séparément, jusqu'à leur élimination ou valorisation finale par ses soins ou toute entité qu'elle se sera substitué.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

9.3 : Disposition commune à la collecte séparée et à la collecte non séparée

Sans préjudice des articles 9.1 et 9.2, la désactivation d'une Déchèterie, conformément au point 1.2.2 de l'Annexe 1 aux Conditions générales, ne peut donner lieu à aucune réparation du préjudice pendant la période de désactivation, financièrement ou en nature, par l'une des Parties en faveur de l'autre Partie.

Sans préjudice des articles 9.1 et 9.2, lorsque les Parties conviennent d'un commun accord de maintenir active une Déchèterie ne respectant pas les obligations de ladite annexe 1 dans le dispositif de collecte : la Collectivité demeure seule responsable des conséquences d'un éventuel manquement à la Réglementation vis-à-vis de l'administration.

Article 10 : OBLIGATIONS GÉNÉRALES D'INFORMATION DU PUBLIC

La Collectivité et l'Eco-organisme désigné prennent les mesures nécessaires afin de remplir les obligations qui leur incombent au titre de l'article R. 543–248 du Code de l'environnement. Ils informent également sur les filières mises en place pour développer le réemploi des EA usagés, ainsi que la réutilisation, le recyclage et la valorisation des DEA.

Article 11 : CONTRÔLES

La Collectivité s'engage à mettre en œuvre tout dispositif de contrôle propre à assurer la validité des données qui servent au calcul des soutiens, à prendre toutes dispositions correctives et à aviser l'Eco-organisme désigné de tout fait ayant une incidence sur l'exécution du Contrat.

L'Eco-organisme désigné peut mandater des tiers pour effectuer les contrôles sur pièces ou/et sur place (visites et entretiens), sur ses sites ou le cas échéant ceux des prestataires de collecte et de traitement de la Collectivité, ou repreneurs opérant pour le compte de celle-ci, ainsi qu'auprès des Opérateurs de gestion des déchets en charge des Enlèvements et du traitement des DEA de la Collectivité, et de ceux des Autres Collectivités. Les contrôles doivent permettre de vérifier la véracité des déclarations et des justificatifs fournis par la Collectivité ou par des prestataires ou repreneurs opérant pour le compte de la Collectivité et des Autres Collectivités, y compris par rapprochement avec les justificatifs de repreneurs. A cette fin, la Collectivité s'engage à aménager dans ses contrats avec ses prestataires et repreneurs un droit de contrôle de l'Eco-organisme désigné conforme aux exigences de contrôle du Contrat, et à faire aménager un droit identique dans les contrats susvisés des Autres Collectivités.

La Collectivité, si elle fait partie d'une campagne d'audit, est informée par l'Eco-organisme désigné, le mois qui précède le contrôle.

Le tiers diligenté par l'Eco-organisme désigné procède à ces contrôles selon les méthodes habituelles d'audit.

A l'occasion de ces contrôles, la Collectivité s'engage à fournir tout document justificatif original (bordereaux de suivi, contrats, factures…) lié à l'ensemble des opérations concernées par le Contrat, à l'Eco-organisme désigné ou au tiers mandaté par l'Eco-organisme désigné à cet effet. L'Eco-organisme désigné informera la Collectivité et/ou les Autres Collectivités et/ou les prestataires visés au présent article de ses demandes, au moins 48 heures à l'avance, de façon à ne pas gêner l'exploitation. Lorsque les documents justificatifs existent uniquement sur un support dématérialisé, le tiers mandaté peut procéder aux vérifications nécessaires permettant de s'assurer de la véracité des documents dématérialisés.

Suite à ces contrôles, l'Eco-organisme désigné s'engage à transmettre un bilan des contrôles effectués, à charge pour la Collectivité de répondre aux divergences constatées dans ce bilan. La Collectivité peut demander à être entendue par l'Eco-organisme désigné, assistée du conseil de son choix.

Lorsque la Collectivité accepte les résultats du contrôle, elle prend les mesures correctives le cas échéant. Le bilan des tonnages déclarés par la Collectivité et soumis pour validation à l'Eco-organisme désigné en vue du calcul du soutien, tient compte du résultat de cet audit. En cas de trop-perçus de soutiens par la Collectivité, la régularisation pourra intervenir lors de la déclaration semestrielle suivante, sauf si le Contrat prend fin à l'expiration du semestre en cours ou si les trop-perçus excèdent le montant prévisionnel des soutiens pour le semestre suivant, la régularisation deviendra immédiatement exigible.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

A défaut de transmission du plan d'actions correctif ou de mise en œuvre des actions correctives prévues par ce plan, l'Eco-organisme peut suspendre le versement des soutiens sur les Flux concernés jusqu'à ce que ledit plan soit remis et exécuté, y compris les Enlèvements, ou résilier le Contrat dans les conditions prévues à l'article 15 des Conditions générales. Préalablement à la résiliation, l'Eco-organisme désigné saisit le Comité de concertation.

Article 12 : MODIFICATION DU CONTRAT

12.1 : Modification des conditions générales et de leurs annexes

Les Conditions générales et leurs annexes peuvent être modifiées.
Ces modifications font l'objet d'une concertation entre les Eco-organismes signataires et les représentants des collectivités dans le cadre du Comité de concertation.

Les Eco-organismes signataires notifient par tout moyen à la Collectivité toute modification des conditions générales ou de leurs annexes, avec la date de la prise d'effet de cette modification, au plus tard un (1) mois calendaire avant sa prise d'effet sous réserve des dispositions qui suivent.

En cas de refus de cette modification, la Collectivité résilie son Contrat avec l'Eco-organisme désigné, dans le mois précédant la prise d'effet, de façon à ce que le Contrat prenne fin la veille de la prise d'effet de la modification. A défaut de résiliation dans le délai prévu au présent article, la modification des conditions générales ou de leurs annexes prend effet, sans nécessité d'un avenant, et sans que l'absence d'une nouvelle délibération de la Collectivité soit opposable à l'Eco-organisme désigné.

Par exception aux alinéas précédents, les annexes liées aux modalités d'exécution du Contrat et qui ne modifient pas son économie générale, telles que les procédures de demandes de Contenants, d'Enlèvement, de déclaration ou d'utilisation du Système d'information, peuvent être modifiées par l'Eco-organisme désigné avec un préavis de 15 jours et après concertation et avis des Représentants.

12.2 : Modification des conditions particulières du Contrat

La Collectivité communique via TERRITEO toute modification de son Périmètre (fonctionnelles et territoriales) au plus tard un (1) mois calendaire avant sa prise d'effet. La Collectivité tient à disposition les justificatifs de l'évolution du Périmètre. L'Eco-organisme désigné prend connaissance et met à jour le Système d'information à partir de ces données. Dans ce délai, l'Eco-organisme désigné et l'OCA se tiennent mutuellement informés de l'évolution du Périmètre afin de s'assurer des impacts sur les règles d'équilibrage.

En dérogation au délai d'un (1) mois mentionné ci-avant, il est entendu que l'ajout comme la suppression d'un Déchèterie, prendra effet à une date fixée par l'Eco-organisme désigné concerné par ladite modification, notamment en fonction des contraintes liées à la disponibilité ou la libération des Contenants.

A compétences constantes, les modifications des dispositifs de collecte (Déchèteries ou collecte d'encombrants en porte à porte) ou des modes de collecte ne sont pas considérées comme des modifications du Contrat, et relèvent des dispositions contractuelles relatives à l'exécution de la collecte.

Les informations figurant aux Conditions particulières ou en annexe 1 à celles-ci, spécifiques à la Collectivité, peuvent être modifiées unilatéralement par la Collectivité sur le portail TERRITEO, et le cas échéant sur les Système d'information de l'Eco-organisme désigné, chaque fois que l'information est signalée comme modifiable dans ceux-ci, dans le respect du délai d'un (1) mois prévu ci-avant. Dans ce délai, l'Eco-organisme désigné et l'OCA se tiennent mutuellement informés de l'évolution du Périmètre afin de s'assurer des impacts sur les règles d'équilibrage.

12.3 : Autres modifications du Contrat

Toute autre modification, y compris des compléments au Contrat, par exemple pour des expérimentations, nécessite la conclusion par les Parties d'un échange préalable et écrit spécifique.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

Article 13 – CONTRACTUALISATION

13.1 : Conditions administratives relatives à la contractualisation

13.1.1 Fourniture des données administratives par le portail TERRITEO

La Collectivité renseigne ses données administratives générales sur le portail TERRITEO, conformément à l'article 13.2 ci-après.

Elle y fait sa demande de mise en relation contractuelle avec les éco-organismes agréés pour la filière de REP EA, le portail TERRITEO ayant le rôle de Guichet unique qui centralise l'ensemble des demandes des Collectivités.

13.1.2 Procédure d'élaboration du Contrat avec l'OCA

Lorsque la Collectivité effectue une demande de mise en relation contractuelle pour la filière de REP EA sur le portail TERRITEO, elle accepte expressément que les données administratives relatives à cette demande soient transférées à l'Eco-organisme désigné.

Dans ce système d'information de l'Eco-organisme désigné, la Collectivité suit le procédé administratif de signature qui est mis en place par l'Eco-organisme désigné.

Elle assure la conformité des données administratives déclarées sur le portail TERRITEO, renseigne ses données administratives particulières prévues au Contrat, et fournit les justificatifs nécessaires à la préparation du Contrat.

13.1.3 Procédure de signature du Contrat

La Collectivité signe le Contrat avec tous les Eco-organismes agréés sur la filière de REP EA.

Un guide produit par les Eco-organismes agréés présente les différentes étapes de la procédure de contractualisation qui doivent être suivies par la Collectivité à partir de la saisine effectuée dans le cadre du Guichet unique, jusqu'à la mise en service opérationnelle du Contrat.

Il est expressément précisé que le Système d'information de l'Eco-organisme désigné, est un moyen de communication d'informations et de documents. La demande de Contrat puis sa conclusion emporte l'obligation pour la Collectivité de respecter les conditions d'utilisation du Système d'information de l'Eco-organisme désigné et du portail TERRITEO (www.territeo.com), consultables sur ces systèmes d'information, ainsi que les notices et modes d'emploi disponibles en ligne sur les sites internet concernés.

Pour tout nouveau Contrat, à réception du dossier de demande complété par la Collectivité et après vérification des rubriques du Système d'information de l'Eco-organisme désigné dûment remplies, avec l'ensemble des justificatifs, l'Eco-organisme désigné vérifie que la demande est complète dans les meilleurs délais, ou informe la Collectivité que son dossier est incomplet, toute erreur étant assimilée à un dossier incomplet.

13.1.4 Modalités de signature du Contrat

La conclusion du Contrat est formalisée par une signature électronique ou, à titre exceptionnel, par la signature originale d'une version imprimée du Contrat qui fera l'objet d'une numérisation.

De convention expresse valant convention sur la preuve et conformément aux dispositions des articles 1174, 1366 et 1367 du Code civil, les Parties conviennent qu'en cas de signature électronique du Contrat par le biais d'une interface spécifique, chacune s'accorde pour reconnaître à cette signature électronique la même valeur que sa signature manuscrite et pour conférer date certaine à celle attribuée à la signature du Contrat par le service d'une interface. Les Parties se dispensent donc de la signature d'un quelconque exemplaire original.

13.2 : Informations administratives de la Collectivité

Les informations administratives suivantes sont renseignées par la Collectivité sur le portail TERRITEO.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

- Données générales de la Collectivité : Statut, nom légal, numéro SIREN, milieu ADEME, Président, adresse du siège, …
- Périmètre contractuel de la Collectivité identifié aux conditions particulières du Contrat : identification des communes et le cas échéant des EPCI de Collecte dans le périmètre du contrat
- Liste des Déchèteries identifiées aux Conditions particulières du Contrat : dénomination, numéro SINOE, adresse, horaires, existence d'une Zone de réemploi ou réutilisation, existence d'un accès aux détenteurs professionnels.
- Les Contacts de la collectivité pour la mise en œuvre du Contrat, et a minima le signataire du Contrat, le référent administratif et le référent technique du compte de la Collectivité.

La Collectivité complète les informations nécessaires sur le Système d'information de l'Eco-organisme désigné en vue de signer son Contrat, pour chacune des Déchèteries identifiées aux Conditions particulières du Contrat, notamment :

- les choix de gestion des DEA compris dans le Périmètre du Contrat, parmi la liste des choix possibles précisés à l'annexe 2 aux Conditions générales,
- les modalités d'organisation et de gestion de la Zone de réemploi ou réutilisation acceptant les EA usagés dans les conditions prévues au Contrat, ainsi que la désignation des Acteurs du réemploi et de la réutilisation en contrat avec la Collectivité (dénomination, SIRET, adresse)
- l'acceptation ou non des Détenteurs professionnels,

La Collectivité s'engage à effectuer, lorsqu'elles surviennent, toutes les mises à jour nécessaires, concernant notamment l'évolution du Périmètre, sur TERRITEO, sur le portail de contractualisation de l'OCA, et sur le Système d'information de l'Eco-organisme désigné pour toute autre information y figurant, dans le respect des dispositions décrites aux Conditions générales en matière de modification du Contrat.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Article 14 : FIN DU CONTRAT

Le Contrat prend fin à l'arrivée de son terme ou du fait de sa fin anticipée dans les conditions qui suivent.

14.1 : Principe général

Le Contrat continue de produire ses effets dès lors que la Collectivité et un éco-organisme au moins demeurent Parties au Contrat.

Dans cette hypothèse, le Contrat cesse de produire ses effets dès lors qu'il est résilié totalement par la Collectivité.

14.2 : Suspension, retrait ou non renouvellement d'un agrément

14.2.1. Dans le cas où un Eco-organisme signataire du Contrat se voit suspendre son Agrément, le Contrat cesse de produire ses effets, pour ce seul Eco-organisme signataire, durant toute la durée de ladite suspension.

Le Contrat reste en vigueur et continue à produire ses effets pour les autres Eco-organismes signataires, Parties au Contrat.

Si l'Eco-organisme signataire dont l'Agrément a été suspendu est l'Eco-organisme désigné, l'OCA désigne dans les plus brefs délais les/l'Eco-organisme(s) signataire(s) devant se substituer au premier pour la part d'obligations restant à accomplir par celui-ci.

14.2.2. Dans le cas où l'Agrément d'un Eco-organisme signataire du Contrat est retiré ou n'est pas renouvelé, le Contrat cesse de produire ses effets, pour ce seul Eco-organisme signataire. Le Contrat reste en vigueur et continue à produire ses effets pour les autres Parties au Contrat.

Si l'Eco-organisme signataire dont l'Agrément a été retiré ou n'a pas été renouvelé est l'Eco-organisme désigné, l'OCA désigne dans les plus brefs délais les/l'Eco-organisme(s) signataire(s) devant se substituer au premier pour la part d'obligations restant à accomplir par celui-ci.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

14.2.3. Le Contrat est résilié de plein droit si l'Agrément de tous les Eco-organismes signataires du Contrat est retiré ou non renouvelé.

14.3 : Force majeure

Le Contrat pourra être suspendu ou résilié de plein droit par la Collectivité en cas de survenance d'un évènement de force majeure (i) dont la durée excèderait trois (3) mois à compter de sa notification par celle-ci aux autres Parties, et (ii) empêchant de façon temporaire ou définitive l'exécution du Contrat. Chaque Eco-organisme signataire pourra suspendre ou se retirer du Contrat dans les mêmes conditions.

14.4 : Résiliation du contrat par la Collectivité

La Collectivité peut à tout moment résilier unilatéralement le Contrat, avec un préavis minimum de trois (3) mois, sans qu'aucune indemnité ne lui soit réclamée. La résiliation prend effet au 31 décembre de l'année en cours et est prononcée sans indemnité de quelque nature que ce soit.

14.5 : Manquement grave des Parties

14.5.1. De convention expresse, les manquements graves ne peuvent porter que sur les engagements dont l'inexécution rend impossible ou dangereuse pour les Parties ou les tiers l'exécution du Contrat. De tels manquement peuvent justifier la résiliation du Contrat totale ou partielle, après mise en demeure restée infructueuse au terme d'un délai de quinze (15) jours.

14.5.2. En cas de manquement grave par l'Eco-organisme désigné ou par la Collectivité, à l'une quelconque de leurs obligations aux termes du Contrat, le Comité de concertation sera saisi de manière à organiser une réunion de conciliation dans les conditions de l'article 21 des Conditions générales.

En cas d'urgence, la Collectivité informe l'OCA des manquements de l'Eco-organisme désigné en matière d'enlèvement afin de traiter le manquement et désigner un autre Eco-organisme Désigné.

14.5.3. A défaut d'accord résultant de la saisine du Comité de concertation, dans l'hypothèse où le manquement constaté est imputé à un Eco-organisme désigné, la Collectivité a la faculté d'imposer le retrait dudit Eco-organisme désigné qui a manqué à ses obligations, sans qu'aucune action judiciaire ne soit requise, trente (30) jours après l'envoi' d'une mise en demeure d'exécuter restée sans effet, signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La Collectivité pourra, en outre, demander auprès des juridictions compétentes, la réparation de l'intégralité de son préjudice.

Il est convenu que la Collectivité ne peut solliciter le retrait ou la réparation de son préjudice auprès du ou des Eco-organismes signataires qui n'ont pas commis de manquement. Les Parties conviennent que les Eco-organismes signataires ne sont responsables qu'au titre des obligations qui leur incombent respectivement.

14.5.4. A défaut d'accord résultant de la saisine du Comité de concertation, que le manquement constaté soit imputé à un Eco-organisme désigné ou à la Collectivité, l'Eco-organisme désigné aura la faculté de se retirer.

14.5.5 Si le retrait est confirmé, le retrait est acté sans qu'aucune action judiciaire ne soit requise, trente (30) jours après l'envoi d'une mise en demeure d'exécuter restée sans effet, signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et accompagné d'un courriel.

Dans cette hypothèse, l'OCA désigne dans un délai de dix (10) jours ouvrés suivant le délai précité, les/l'Eco-organisme(s) signataire(s) devant se substituer au premier pour la part d'obligations restant à accomplir par celui-ci.

Toute Partie lésée pourra, en outre, demander auprès des juridictions compétentes, la réparation de l'intégralité de son préjudice. Le règlement des litiges s'opère dans les conditions prévues à l'article 21 des Conditions générales.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

Article 15 : EQUILIBRAGE DE LA FILIERE ET ENGAGEMENT DE L'ECO-ORGANISME DESIGNE

15.1. – La Collectivité est informée que la Règlementation prévoit que des mesures d'équilibrage peuvent être entreprises, entrainant des modifications au Contrat, telles qu'une nouvelle répartition géographique. Dans la mesure du possible, dans le cas où les déséquilibres demeurent faibles, l'OCA privilégiera un équilibrage financier afin de limiter les changements d'éco-organisme en cours d'année.

La Collectivité est également informée qu'une règle d'équilibrage peut conduire à ce qu'un autre Eco-organisme signataire du Contrat devienne un Eco-organisme désigné.

Les Eco-organismes signataires s'engagent à ce que la prise en charge des DEA se fasse suivant le même schéma, financier ou opérationnel, qu'auparavant et à ce que le changement d'Eco-organisme désigné soit sans incidence sur la continuité du SPGD.

La proposition de répartition des zones géographiques du territoire national est élaborée par l'OCA en concertation avec un comité de concertation associant des représentants de collectivités territoriales chargés du service public de gestion des déchets. La substitution d'un Eco-organisme désigné par un autre Eco-organisme signataire du Contrat est formalisée sous la forme d'un avenant au Contrat.

15.2 La Collectivité est informée par tout moyen qu'un équilibrage est entrepris au moins un (1) mois à l'avance, avec la date de prise d'effet en début du semestre suivant des modifications au Contrat. Les nouvelles modalités techniques et opérationnelles dans la prise en charge des DEA collectés sur son territoire sont portées à sa connaissance dans le même délai. La Collectivité est notamment informée dans les meilleurs délais des changements de Contenants à intervenir, des changements d'Opérateurs de gestion des déchets ou d'un changement de Système d'information.

La Collectivité donne expressément son accord, par la présente, à tout changement d'un Eco-organisme désigné à la demande de l'OCA.

La substitution d'Eco-organismes désigné, dans les conditions qui précèdent, ne peut intervenir que dans le cadre d'une mesure d'équilibrage. En particulier, aucune substitution ne saurait intervenir en cas de défaillance d'un autre éco-organisme. En toute hypothèse, le nouvel Eco-organisme désigné ne saurait être tenu responsable des éventuels manquements commis par son prédécesseur. Chaque éco-organisme fera ses meilleurs efforts afin que la transition permette d'assurer le respect du principe de continuité du SPGD.

15.3 Le Comité de concertation est également informé des règles d'équilibrage mises en place.

ARTICLE 16 : RGPD

Les dispositions en matière de SPGD sont jointes en annexe 6 des Conditions Générales.

ARTICLE 17 : ACCES AU SITE INTERNET ET AU SYSTEME D'INFORMATION

L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre le Système d'information à la disposition de la Collectivité, et de toute personne disposant de ses codes d'accès, dans les conditions ci-après.

Les codes d'accès qui sont choisis par la Collectivité lors de la création de son compte pour lui permettre de s'identifier et de se connecter lui sont personnels et confidentiels. En conséquence, la Collectivité est entièrement responsable de l'utilisation des codes d'accès. Toute connexion au Système d'information et toute transmission, effectuées au moyen des codes d'accès de la Collectivité seront par conséquent réputées avoir été effectuées par la Collectivité, et avec son autorisation.

La Collectivité s'engage à communiquer à L'Eco-organisme désigné des informations complètes et exactes notamment celles figurant aux Conditions particulières. Ainsi, la Collectivité s'engage à signaler et à renseigner sous sa responsabilité sans délai dans le Système d'information, tout changement concernant les caractéristiques de son entité, qu'elles constituent des comparutions ou des informations administratives. Cette mise à jour est réalisée par les personnes

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

dûment habilitées engageant la Collectivité. La Collectivité reconnaît être responsable de la mise à jour, dans son compte sur le Système d'information, des informations relatives à ses contacts, telles que les coordonnées et adresses électroniques et notamment de l'adresse électronique du destinataire de la facturation émise par L'Eco-organisme désigné. La Collectivité s'engage à effectuer les éventuelles mises à jour nécessaires lorsqu'elles surviennent.

L'Eco-organisme désigné s'engage à faire ses meilleurs efforts pour sécuriser l'accès, la consultation et l'utilisation du Système d'information et du site Internet conformément aux règles d'usages de l'Internet, notamment concernant la protection contre les virus. L'Eco-organisme désigné fera ses meilleurs efforts pour que le Système d'information soit accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, sauf en cas de force majeure ou de survenance d'un événement hors du contrôle de L'Eco-organisme désigné et sous réserve des éventuelles pannes affectant le site Internet et des opérations de maintenance nécessaires à son bon fonctionnement. Les interventions de maintenance pourront être effectuées sans que la Collectivité en soit préalablement avertie.

La Collectivité déclare accepter les caractéristiques et les limites de l'Internet, et en particulier reconnaître que :

- il lui appartient de prendre toutes mesures nécessaires pour s'assurer que les caractéristiques techniques de son équipement lui permettent la consultation du Système d'information et du site Internet et le téléchargement des données ;
- elle a connaissance de la nature de l'Internet, en particulier de ses performances techniques et des temps de réponse nécessaires pour consulter, interroger ou transférer des informations ;
- il lui appartient de prendre toutes les mesures nécessaires à la protection de ses propres données et/ou logiciels contre la contamination par tout virus circulant éventuellement à travers le Système d'information et le Site Internet ;
- son utilisation du Système d'information et du Site Internet se fait sous sa seule responsabilité ; le Système d'information et le Site Internet lui sont accessibles "en l'état" et en fonction de leur disponibilité ;
- elle est seule responsable de ses téléchargements et des éventuels dommages subis par son ordinateur et/ou de toute perte de données consécutifs à ses téléchargements ou, de façon plus générale, à la consultation du Système d'information et du Site Internet ;
- la communication de ses codes d'accès ou d'une manière générale de toute information jugée confidentielle est faite sous sa propre responsabilité.

ARTICLE 18 : DISPOSITIONS GENERALES

Les Parties s'obligent à respecter la Réglementation en vigueur, notamment relative au droit de l'Environnement, au droit du travail, à la protection de la santé et à la sécurité.

La Collectivité, pour le personnel en régie et, le cas échéant, le prestataire de service exploitant la Déchèterie, assure la direction et la formation du personnel des Déchèteries. La Collectivité met à disposition du personnel de la Déchetterie les consignes et supports communiqués par l'Eco-organisme désigné.

Aucun fait de tolérance de l'Eco-organisme désigné, même répété, ne saurait constituer une renonciation de celui-ci à l'une des stipulations ci-dessus définies.

En cas de nullité de l'une quelconque des dispositions des présentes, les Parties chercheront de bonne foi des dispositions équivalentes valables. En tout état de cause, les autres stipulations demeureront en vigueur.

ARTICLE 19 : FORCE MAJEURE

La responsabilité des Parties ne pourra être recherchée si l'exécution du Contrat est suspendue, retardée ou empêchée en raison d'un cas de force majeure, au sens qui lui est donné à l'article 1218 du Code civil et par les juridictions françaises de l'ordre judiciaire, du fait de l'autre Partie ou d'un tiers.

La Partie qui entend faire état d'un tel cas de force majeure, doit sans délai et par tout moyen en informer les autres Parties en confirmant cette information par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les quinze (15) jours. La notification de l'information précise les faits invoqués, les conséquences de l'évènement en cause et la durée

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

prévisibles de ses conséquences. La Partie qui invoque la survenance d'un cas de force majeure prendra toutes les mesures qui s'imposent pour en limiter les impacts.

Si, par suite d'un cas de force majeure, l'une des Parties était conduite à suspendre l'exécution du Contrat, cette interruption ne pourrait être supérieure à trois (3) mois, sous peine d'autoriser l'autre Partie à résilier le Contrat en application des dispositions de l'article 10.3 ci-avant.

ARTICLE 20 : INTÉGRALITÉ

Le Contrat exprime l'intégralité de la volonté des Parties.

Tous contrats ou accords antérieurs portant sur les mêmes objets sont révoqués et remplacés en toutes leurs stipulations par le Contrat.

ARTICLE 21 : RÈGLEMENT DES LITIGES ET NOTIFICATIONS

Les Parties s'engagent à résoudre à l'amiable tout différend susceptible d'intervenir entre elles, relatif à la conclusion, l'interprétation ou l'exécution du Contrat, et examiner de bonne foi les conséquences de tout changement de circonstance imprévisible lors de la conclusion du Contrat. La Partie la plus diligente pourra notamment demander l'intervention d'un tiers conciliateur pour tenter un règlement amiable du litige. En cas de différend, la conciliation sera portée devant le Comité de concertation avec les Représentants.

Les litiges qui n'auront pas pu recevoir de solution amiable sont déférés devant le tribunal compétent du lieu du siège social de l'Eco-organisme désigné.

Toute notification prévue par le Contrat est effectuée par courrier recommandée avec accusé de réception.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

ANNEXE 1 AUX CONDITIONS PARTICULIERES : PERIMETRE DU CONTRAT

IDENTIFICATION DES AUTRES COLLECTIVITES MEMBRES DE LA COLLECTIVITÉ SIGNATAIRE DU CONTRAT

Pour les groupements de collectivités territoriales, identification des membres de la Collectivité signataire du Contrat :

N°INSEE ou SIREN	Intitulé complet de la collectivité membre de la Collectivité signataire du Contrat :

IDENTIFICATION DES DÉCHETERIES ET DES ZONES DE RÉEMPLOI OU REUTILISATION

L'adresse des Déchèteries et Zones dédiées au réemploi ou à la réutilisation des EA est celle communiquée au public pour déposer ses EA.

Déchèteries :

Nom de la Déchèterie :	N° INSEE ou SIREN de la collectivité de rattachement :	Adresse de la Déchèterie – code postal - ville :

Zones de réemploi ou réutilisation :

Liste des Déchèteries ayant une Zone réemploi ou réutilisation

ÉCO-ORGANISME DÉSIGNÉ : ……

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

ANNEXE 1 AUX CONDITIONS GENERALES : PERIMETRE DU CONTRAT

1.1 Les collectivités territoriales du Périmètre

Le Contrat s'applique aux DEA collectés sur le territoire sur lequel la Collectivité exerce sa compétence en matière de gestion des déchets, ainsi que, lorsque la Collectivité est une structure de coopération intercommunale, sur les territoires des Autres Collectivités, ci-après le Périmètre du Contrat.

La Collectivité doit renseigner impérativement les informations relatives à son Périmètre dans le portail TERRITEO.

La Collectivité est titulaire du « compte » et crée les « sous-comptes » associés aux Autres Collectivités disposant elles-mêmes d'une compétence en matière de gestion des déchets pour la gestion opérationnelle. L'Eco-organisme désigné mettra à disposition une fiche dans le Système d'information sur l'utilisation opérationnelle.

1.2 Les Déchèteries du Périmètre

1.2.1 Nonobstant les Autres Collectivités entrant dans le Périmètre du Contrat, ne peuvent faire partie du dispositif de collecte du Contrat, et par voie de conséquence, ne peuvent donner lieu à mise en place de Contenants par L'Eco-organisme désigné, d'Enlèvements, de soutiens financiers pour la Collecte séparée, ou de soutiens financiers pour la Collecte non séparée de la part de l'Eco-organisme désigné, que les Déchèteries respectant tant au moment de la conclusion du Contrat que tout au long de son exécution les exigences de la Règlementation en vigueur, et notamment des prescriptions applicables, générales ou spécifiques, en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement pour les rubriques 2710-1 et 2710-2.

1.2.2 Chacune des Parties peut décider, seule, de suspendre la Déchèterie du dispositif de collecte (Déchèterie dite "*désactivée*"), dans un délai fonction de la gravité des manquements, jusqu'à ce que la Collectivité démontre avoir mis fin aux manquements reprochés, sauf délais spécifiques plus longs laissés par la DRIEE ou DREAL pour réaliser la mise en conformité du site.

Lorsque le ou les manquements à l'exigence susvisée n'entraîne pas de mise en demeure visant la suspension de la collecte par l'Inspection des Installations Classées, les Parties peuvent convenir d'un commun accord de maintenir la Déchèterie ne respectant pas les obligations susvisées dans le dispositif de collecte, moyennant :

- le respect des mesures provisoires prescrites à l'exploitant de la Déchèterie, le cas échéant, par l'Inspection des Installations Classées,
- la mise en œuvre des mesures compensatoires et d'un plan d'actions à court terme pour mettre fin aux manquements constatés, convenus entre les Parties.

Chaque Partie conserve à sa charge les coûts des mesures provisoires, compensatoires et les mesures du plan d'actions qui lui reviennent, pour la Collectivité du fait de sa qualité d'exploitant ou de propriétaire de la Déchèterie, pour l'Eco-organisme désigné les mesures ayant trait, le cas échéant, à la fourniture de Contenants ou aux Enlèvements de DEA dans le cadre de la Collecte séparée.

1.2.3 Les informations à communiquer par la Collectivité pour chacune des Déchèteries du dispositif de collecte sont notamment :
- la dénomination et l'adresse de la Déchèterie,
- les modalités de prélèvement pour réutilisation, lorsque celui-ci est permis par la Collectivité,
- l'acceptation ou non des professionnels, pour permettre l'accès aux détenteurs de Carte PRO, conformément au Contrat, et utiliser les taux de présence moyens conventionnels de DEA adéquats, conformément à l'article 4.1.2 des Conditions générales du Contrat,
- les modalités d'Enlèvement : contact, jours et horaires d'accès à la Déchèterie pour les Enlèvements.
- les modalités d'accès pour les usagers : jours et horaires d'ouverture.

1.3 Les Collectes non séparées en porte à porte du Périmètre

Nonobstant les collectivités du Périmètre, ne peuvent faire partie du dispositif de collecte du Contrat, et par voie de conséquence, ne peuvent donner lieu aux soutiens financiers de la part de l'Eco-organisme désigné, que les Collectes non séparées régulières d'encombrants en porte à porte sur tournée ou sur appel.

PROJET DE CONTRAT – NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

1.4 Autres points de collecte

Des collectes complémentaires auprès d'autres apporteurs peuvent être mises en place en accord entre la Collectivité et l'Eco-organisme désigné.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

ANNEXE 2 : SCHEMAS DE COLLECTE

2.1 Principes généraux

Durant la période couverte par le Contrat, le schéma de collecte cible passera d'une collecte par filière (benne DEA) à une collecte par matériaux (benne bois, collecte séparée des métaux par exemple).

Pour faciliter les opérations de tri et améliorer les performances de recyclage des EA, l'Eco-organisme désigné propose une évolution cible dans l'organisation de la prise en charge des EA, par rapport au contrat 2018-2023. Cette évolution est proposée en cohérence avec les modalités de collecte proposées pour d'autres filières REP telles que la filière des Produits et Matériaux de Construction pour le Bâtiment, mais aussi de la filières des articles de bricolage et de jardin (hors produits du peintre et articles thermiques) et jouets.

A la signature du Contrat, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné établissent conjointement un plan d'évolution du schéma actuel vers le schéma cible ou vers un schéma adapté à la situation et aux possibilités de chaque Déchèterie. Ce plan d'évolution est élaboré par Déchèterie ou par groupe de déchèteries.

Le schéma de collecte cible de collecte par matériaux a pour objectifs :

- de revenir à une consigne de tri par matériau, plus lisible par les usagers,
- de maintenir les dispositifs de traitement efficaces pré-existants, gérés par la Collectivité,
- de mettre en place une Collecte séparée pour les EA composés de matériaux soumis à des objectifs croissant de recyclage et de valorisation pendant la durée de l'agrément.

Il est proposé de mixer la prise en charge de certains EA en Collecte non séparée (collecte et traitement par la Collectivité) et d'autres en Collectes séparées, conformément aux dispositions du cahier des charges.

2.2. L'organisation cible pour les 4 filières PMCB-DEA-JOUETS-ABJ

L'organisation cible vise à trier par matériau majoritaire les déchets sous REP PMCB, DEA, ABJ et JOUETS, soit dans des contenants gérés par la Collectivités et soutenus financièrement au prorata des déchets sous REP contenus dans ces bennes, soit dans des contenants gérés opérationnellement par un Eco-organisme désigné, qui dispose le cas échéant d'un mandat d'un autre Eco-organisme pour collecter des déchets soumis à REP dans cette benne.

Les matériaux majoritaires concernés sont : les Métaux, le Bois, les Plastiques (si les déchèteries sont équipées de contenant pour ces flux).

Ainsi, on aurait les flux suivants, avec les modalités de prise en charge suivantes :

FLUX	MODALITES DE PRISE EN CHARGE	PRODUITS SOUS REP ACCEPTES	PRODUITS HORS REP ACCEPTES
Inertes	Financier	PMCB - ABJ	Terres et déblais (au choix de la Collectivité)
Métaux	Financier	PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Oui
Bois	Financier Ou	PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Oui (palettes, souches…)
	Opérationnel	MULTI-REP : PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Non
Plastiques	Financier ou	PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Oui (bidons, cagettes…)
	Opérationnel	MULTI-REP : PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Non
Mobilier/Literie/ABJ/Jouets	Opérationnel	DEA – ABJ – JOUETS non pris en charge dans les autres flux	Non
Menuiseries vitrées	Opérationnel	PMCB	Non
Plâtre	Opérationnel	PMCB	Non

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

Petits Jouets / Articles de Bricolage Jardin	Opérationnel (en caisse palettes)	ABJ - JOUETS	Non
Couettes, Oreillers, tapis, rideaux	Pré-collecte avant mise en benne Mobilier/Literie/ABJ/Jouets	DEA	Non

Impact pour le schéma de collecte actuel des DEA sur la période d'agrément 2024-2029

Concrètement, il est proposé que les DEA ne soient plus collectés en mélange quel que soit leur matériau, mais qu'ils soient triés selon leur matériau majoritaire, et soient collectés/gérés par l'Eco-organisme (collecte séparée – opérationnelle), dans des contenants mono- et/ou multi-matériaux qui devront être triés ultérieurement, gérés par l'Eco-organisme (collecte séparée – opérationnelle). Par ailleurs, dans certains cas spécifiques (en préfiguration du nouveau schéma de collecte cible, une partie des DEA pourra être collectée et traité par la Collectivité dans des contenants mono-matériaux gérés par la Collectivité (collecte non séparée – soutenue financièrement).

Pour certains DEA (PRAC et DT), une pré-collecte en sacs sera nécessaire avant mise dans le contenant DEA.

2.3 Modalités de collecte des DEA

2.3.1 Schéma cible avec Collecte séparée

Les modalités proposées sont les suivantes :

- Les EA composés majoritairement de **métaux** seront pris en charge via une **Collecte non séparée opérée par la collectivité** dans les Contenants « Métaux » de la Collectivité. Dans le cas où cette collecte ne serait pas proposée sur une Déchèterie, les EA composés de métaux seront collectés dans le Contenant « multi-matériaux »
- Les autres EA seront pris en charge via une **Collecte séparée** dans **deux Contenants distincts au minimum**.
  Les deux Contenants obligatoires sont :
  - Un Contenant pour les « EA bois » (bois massif, panneau de particules et autres dérivés de bois)
  - Un Contenant pour les autres « EA multi-matériaux ».

  Un Contenant pour les « EA plastiques » et/ou les « EA literie » pourront être mis en place, après étude de faisabilité avec la Collectivité, et sous réserve de la validation technico-économique de l'Eco-organisme désigné.
- Les EA rembourrés d'assise et de couchage, ainsi que les EA de décoration textile, composés de fibres textiles synthétiques ou naturelles, seront pré-collectés et ensachés, puis mis dans le Contenant « EA multi-matériaux ».

Le schéma de collecte cible pourra être mis en place dès l'entrée en vigueur du Contrat, après mise à jour de la signalétique et formation des agents d'accueil en Déchèterie. Les soutiens concernés par ce schéma cible avec Collecte séparée sont ceux définis au 3B2 de l'annexe 3B.

Dans le cas où le schéma cible n'est pas réalisable pour des raisons techniques, telle que **l'absence et l'impossibilité de mettre en place une benne pour le flux Bois**, la Collectivité qui a déjà une benne pour la Collecte séparée des DEA pourra **maintenir ce schéma de collecte en une seule benne**.

Pour les cas où **la Déchèterie dispose d'un flux bois, le schéma cible est considéré comme réalisable**, dès lors que la contractualisation de la Collectivité aura été effective sur la filière PMCB et que la Déchèterie aura été activée pour une prise opérationnelle du flux Bois. Durant cette période transitoire, deux schémas de collecte sont proposés en triant à la source les « EA bois » et en maintenant leur prise en charge par l'Eco-organisme désigné.

Ces schémas de collecte seront proposés de manière ciblée selon le potentiel d'optimisations et les délais prévisionnels de la période transitoire.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

2.3.2 Schémas de collecte

Pour assurer une transition entre le schéma de collecte en place à la fin de la période d'agrément précédente et le schéma cible pour chaque Déchèterie, les Collectivités pourront demander, dans le cadre de ce Contrat, la mise en place d'un schéma transitoire, pour une durée maximale **jusqu'à la date d'activation du contrat PMCB pour la Déchèterie concernée**, après étude technico-économique menée avec l'éco-organisme désigné.

Deux schémas transitoires sont proposés :

2.3.2.1 Schéma transitoires alternatif n°1 :

- Les EA composés majoritairement de **métaux** sont pris en charge via une **Collecte non séparée opérée par la collectivité**, dans les Contenants « Métaux » de la Collectivité
  Dans le cas où cette collecte ne serait pas proposée sur une déchèterie, les EA composés de métaux seront collectés dans le Contenant « multi-matériaux »
- Les EA composés majoritairement de bois sont pris en charge via une **Collecte non séparée,** dans le(s) **Contenant(s) Bois de la Collectivité (dans le cadre d'une préfiguration du schéma cible)**
  L'éco-organisme désigné soutient financièrement cette collecte, selon les modalités prévues au contrat, dans l'Annexe 3.
- Les EA multi-matériaux (hors EA bois) sont pris en charge via une **Collecte séparée opéré par l'éco-organisme désigné,** dans un Contenant mis à disposition par l'éco-organisme.
  Les EA rembourrés d'assise et de couchage, ainsi que les EA de décoration textile, composés de textile synthétiques et naturels, sont pré-collectés et ensachés, puis mis dans le Contenant « EA multi-matériaux ».

Les soutiens concernés par ce schéma alternatif n°1 sont le soutien forfaitaire définis au 3B2 de l'annexe 3B, les soutiens des variables définis au 3B2 et 3B3.

Dans le cas de la mise en place du schéma transitoire alternatif n°1, la Collectivité s'engage à mettre en place la signalétique et à transmettre les consignes à ses agents d'accueil en Déchèterie, afin de faire appliquer les consignes de tri pour le Contenant géré en Collecte séparée. La présence d'EA bois dans le Contenant « multi-matériaux » sera considérée comme une erreur de tri, et pourra donner lieu au signalement de dysfonctionnements visés à l'article 3.1.2.2 de l'annexe 3 de la Convention. En cas de manquement réitéré, il sera fait application des dispositions de l'article 1.2.1 de l'annexe 1 du Contrat.

2.3.2.2 Schéma de collecte à la fin du précédent agrément modifié :

- Les EA composés majoritairement de **métaux** sont pris en charge via une **Collecte non séparée opérée par la collectivité**, dans les Contenants « Métaux » de la Collectivité
  Dans le cas où cette collecte ne serait pas proposée sur une déchèterie, les EA composés de métaux sont collectés dans le Contenant « multi-matériaux ».
- Les EA hors métaux (bois, matelas, rembourrés, plastiques…) sont pris en charge via une **Collecte séparée opéré par l'éco-organisme désigné,** dans un Contenant mis à disposition par l'éco-organisme.
- Les EA rembourrés d'assise et de couchage, ainsi que les EA de décoration textile, composés de textiles synthétiques et naturels, sont pré-collectés et ensachés, puis mis dans le Contenant « EA multi-matériaux ».

Les soutiens concernés par ce schéma alternatif n°2 sont les soutiens forfaitaire et variable définis au 3B2 de l'annexe 3B.

2.3.3 Schéma sans collecte séparée (collecte et traitement par la Collectivité)

La Collectivité a également la possibilité de ne pas mettre en place de Collecte Séparée et de choisir d'être en intégralité en Collecte Non Séparée des EA.

Les soutiens concernés par ce schéma sans Collecte séparée sont les soutiens forfaitaire et variable définis au 3B3 de l'annexe 3B.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

2.3.4 Cohérence du schéma avec les autres filières REP pour lesquelles l'Eco-organisme désigné est agréé

Dans le cadre d'expérimentations menées avec des déchets de même nature relevant d'autres filières REP, comme prévu dans le cahier des charges, l'Eco-organisme désigné met en place des Contenants mono-matériaux accueillant à la fois des DEA et des déchets relevant d'autres filières REP, et prend en charge opérationnellement les déchets déposés au sein de ce Contenant, sous réserve qu'ils relèvent bien des filières concernées par l'expérimentation et les consignes de tri qui ont été transmises. Dans le cadre de l'expérimentation, l'Eco-organisme désigné peut donner mandat à l'Eco-organisme agréé sur la filière REP PMCB pour prendre en charge de manière opérationnelle le flux EA bois.

Les dispositions en matière de Caractérisation décrites dans l'annexe 5 des Conditions générales s'appliquent, ainsi que l'ensemble des dispositions des conditions générales en matière d'audits et de contrôle.

2.3.5 Processus de décision pour le passage d'une collecte par filière (benne DEA) à une collecte par matériaux

- **Étape 1** : La Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent au moment de la signature du Contrat pour chaque Déchèterie, celles qui peuvent mettre en place le schéma de collecte cible, celles qui mettent en place le schéma alternatif 1 au regard des contraintes opérationnelles de la Déchèterie, celles qui demeurent dans le schéma de collecte de fin d'agrément modifié au regard de l'impossibilité d'opter pour le schéma cible ou le schéma transitoire alternatif 1 et celles qui demeurent en Collecte non séparée au regard des contraintes techniques et de l'impossibilité d'opter pour l'un des autres schéma. La Collectivité et l'Eco-organisme désigné peuvent faire évoluer les Déchèteries de Collecte non séparée vers de la Collecte séparée au fur et à mesure de la mise en place des nouvelles filières sous réserve du respect des délais de mise en œuvre du schéma cible. Le plan d'évolution pourra être révisé entre les Parties à la demande de l'une ou l'autre des Parties.
- **Étape 2** : Pour les Collectivités qui souhaitent passer certaines Déchèteries en deux flux pour la filière EA sans signer les autres filières ou qui ont demandé le contrat sur la filière PMCB, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent les modalités de mise en place du schéma cible pour chaque Déchèterie concernée ;
- **Étape 3** : Pour les Collectivités ayant demandé le contrat sur la filière PMCB, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent pour chaque Déchèterie ayant opté pour le schéma alternatif n°1 le plan d'évolution du schéma précédent modifié vers le schéma cible au regard des contraintes techniques de la Collectivité et de la mise en place de la filière PMCB ;
- **Étape 4** : Pour les Collectivités ayant demandé le contrat sur la filière PMCB, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent pour chaque Déchèterie ayant opté pour rester sur le schéma précédent modifié le plan d'évolution de ce schéma actuel vers le schéma cible au regard des contraintes techniques de la Collectivité et de la mise en place de la filière PMCB ;

  Dans le cas où la Déchèterie ne respecterait pas le plan d'évolution décidé d'un commun accord, l'Eco-organisme désigné, après échange avec la Collectivité, pourra basculer la Déchèterie en schéma alternatif 1, sauf retard dans le plan d'évolution non imputable à la Collectivité.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

ANNEXE 3 AUX CONDITIONS GENERALES : CONDITIONS TECHNIQUES ET NIVEAUX DE SERVICE RENDUS

3.1 Conditions de la Collecte séparée en Déchèterie

3.1.1 Déchèteries équipées pour la Collecte séparée

La Collectivité et l'Eco-organisme désigné définissent conjointement, parmi les Déchèteries, la liste des Déchèteries pouvant être équipées d'au moins deux Contenants dédié à la Collecte séparée, dans le cadre du plan de déploiement de l'article 4.1.1 des Conditions générales du Contrat.

3.1.2 Engagements de la Collectivité

3.1.2.1 La Collectivité s'engage à maintenir les moyens et modalités de collecte suivants pour les Déchèteries équipées pour la Collecte séparée :

Dispositif d'entreposage de ces déchets :

i) Présence d'une signalétique visible, spécifique et dédiée pour la Collecte séparée et rappel des consignes de Collecte séparée à la source dans un support de formation pour les agents de Déchèteries
ii) Si la Déchèterie est équipée d'un quai, positionnement des Contenant au quai sauf accord explicite et justifié des Parties pour un autre positionnement
iii) Si la Déchèterie est dotée par L'Eco-organisme désigné d'un Contenant spécifique pour les Articles de literie, ce Contenant est positionné en haut de quai

Equipements de prévention et de protection contre les pollutions et les risques tels que prévus à l'ICPE 2710 dont notamment :

iv) Présence d'un dispositif antichute adapté
v) Existence d'un dispositif de protection contre les incendies
vi) Existence d'une clôture sur le périmètre de la Déchèterie

Ouverture et fermeture des Contenants :

vii) Les Contenants dédiés fournies par l'Eco-organisme désigné lorsqu'ils sont équipés d'un dispositif de couverture doivent être ouverts et fermés chaque jour par les agents de la Déchèterie de façon à préserver les EA des intempéries.

La Collectivité déclare semestriellement la conformité de chaque Déchèterie à ces conditions. La vérification de ces éléments peut faire l'objet des contrôles prévus à l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

3.1.2.2 La Collectivité s'engage à réaliser les demandes d'Enlèvement au travers du Système d'information conformément aux critères d'Enlèvement suivant :

i) Les Contenants doivent être remplis de façon à réduire les impacts environnementaux, conformément au cahier des charges.
ii) Le contenu du Contenant ne doit pas faire l'objet d'opération de compaction (notamment les opérations de type packmatage ou rollpackage) sans l'accord préalable de l'éco-organisme désigné. Toutefois, l'Eco-organisme désigné autorise un régalage du Contenant (action d'égaliser le contenu du Contenant).
iii) Le contenu du Contenant ne doit comporter que des DEA conforment aux consignes de tri disponibles sur le Système d'information.

Dans le cas des collectes conjointes prévues à l'article 3.9 du Cahier des charges, les DEA seront collectés avec les déchets couverts par la ou les autres filières REP pour lesquelles l'EO est titulaire d'un agrément, conformément aux collectes de tri des différentes filières concernées.

iv) La Collectivité ou son représentant atteste de l'Enlèvement du Contenant par l'Opérateur de gestion des déchets, en indiquant sur le Bordereau de transport, qu'elle signe, la date et l'heure effective de l'Enlèvement, les défauts de matériel s'ils sont constatés en plus des dysfonctionnements signalés dans le Système d'information.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

Le respect des critères indiqués au ii) et iii) est attesté par l'absence de dysfonctionnement émis par l'Opérateur de gestion des déchets sur le Système d'information lors de la livraison du Contenant sur son site et validé par L'Eco-organisme désigné. Le remplissage du Contenant indiqué au i) est mesuré par la pesée réalisée par l'Opérateur de gestion des déchets à la livraison sur le site de tri, de préparation ou de traitement, et saisie dans le Système d'information. Le respect du critère iv) est attesté par L'Eco-organisme désigné lors des opérations de contrôle des opérations réalisées par les Opérateurs de gestion des déchets.

Le non-respect des critères d'Enlèvement ii) et iii) constaté à la livraison du Contenant sur le site par l'Opérateur de gestion des déchets, entraine l'absence de versement du soutien variable tel que prévu au A.1.2 du 3B.2 de l'annexe 3B aux Conditions générales.

En cas de non-respect du critère iv), les éventuels dysfonctionnements relatifs aux Enlèvements, émis conformément au 3.4 de la présente annexe ne pourront pas être validés par l'Eco-organisme désigné.

3.1.2.3 En l'absence de quai, lorsqu'une alvéole est dédiée à la Collecte séparée par la Collectivité, celle-ci s'engage à réaliser, à ses frais, le chargement du Contenant mis à disposition par L'Eco-organisme désigné avant l'Enlèvement des DEA. La Collectivité s'engage également à préserver l'intégrité du gisement lors de ces opérations de chargement.

3.1.2.4 Sur demande de l'Eco-organisme désigné et avec l'accord de la Collectivité, les Déchèteries peuvent être équipées d'un Contenant dédié aux articles de literie et articles de décoration textile soumis à la filière de REP des EA. La Collectivité s'engage à positionner le Contenant en haut de quai et à respecter les consignes d'utilisation préconisées par L'Eco-organisme désigné. Le Contenant mis à disposition sert au pré-stockage des articles de literie et articles de décoration textile précités avant leur collecte via le Contenant DEA ou via une collecte spécifique.

3.1.3 Engagements de l'Eco-organisme désigné

3.1.3.1 Suivant le plan de déploiement découlant de l'article 4.1.1 des Conditions générales du Contrat, L'Eco-organisme désigné s'engage à équiper de Contenants de 30 m3 minimum pouvant être munis d'un dispositif de couverture, installé en zone dédiée aux Contenants, chaque Déchèterie retenue pour être équipée pour la Collecte séparée. A la demande d'L'Eco-organisme désigné et avec l'accord de la Collectivité, les Déchèteries en Collecte séparée peuvent être équipées d'un Contenant dédié aux Articles de literie et articles de décoration textile en haut-de-quai. L'Eco-organisme désigné transmettra les préconisations d'utilisation en même temps que l'installation du Contenant dédié aux Articles de literie et articles de décoration textile.

En préalable à l'équipement de la Déchèterie, puis à la fréquence décidée conjointement par les Parties, une visite de la Déchèterie peut être organisée par la Collectivité avec L'Eco-organisme désigné (ou le tiers diligenté par elle) afin de pouvoir définir l'emplacement des Contenants, les règles d'accessibilité, les interlocuteurs, et réaliser toutes les diligences relatives à la prévention des risques de co-activité avec l'Opérateur de gestion des déchets pour procéder aux dotations en Contenants et aux Enlèvements.

3.1.3.2 L'Eco-organisme désigné s'engage à réaliser les Enlèvements dans les conditions définies dans l'annexe 3.A aux Conditions générales.

3.1.3.3 L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre à disposition de la Collectivité à fréquence mensuelle les données relatives à ses Enlèvements et notamment concernant les tonnages par Contenant à l'Enlèvement.

3.1.3.4 L'Eco-organisme désigné s'engage à réaliser un suivi des seuils de remplissage des Contenants à l'Enlèvement et des conditions d'Enlèvement de l'ensemble des collectivités au minimum deux fois par an dans le cadre du Comité de concertation avec les Représentants.

3.1.4 Engagements communs

En cas de récurrence d'Enlèvements ne répondant pas aux critères figurant à l'article 3.1.2.2 ci-avant, les Parties peuvent réaliser un diagnostic, conjointement avec l'Opérateur de gestion des déchets. A l'issue du diagnostic, les Parties élaborent un plan d'actions en vue d'améliorer le remplissage des Contenants.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

3.2- Conditions de collecte et de traitement des DEA collectés non séparément

3.2.1 Déchèteries en Collecte non séparée

Les Déchèteries ne pouvant pas être équipées de Contenants dédiés à la Collecte séparée en deux flux distincts des DEA par l'Eco-organisme désigné ou dans l'attente de l'équipement d'un Contenant dédié à la Collecte séparée par l'Eco-organisme désigné dans le cadre du Plan de déploiement découlant de l'article 4.1.1 des Conditions générales du Contrat du Contrat, ainsi que les déchets encombrants collectés en porte à porte visés à l'article 1.3 de l'annexe 1 aux Conditions générales et le flux métal font partie du dispositif de Collecte non séparée.

3.2.2 Engagements de la Collectivité

3.2.2.1 La Collectivité s'engage à maintenir les moyens et modalités de collecte suivants pour les Déchèteries équipées pour la Collecte non séparée :

Equipements de prévention et de protection contre les pollutions et les risques tels que prévus à l'ICPE 2710 dont notamment :

i) Présence d'un dispositif antichute adapté
ii) Existence d'un dispositif de protection contre les incendies
iii) Existence d'une clôture sur le périmètre de la Déchèterie

La Collectivité déclare semestriellement la conformité de chaque Déchèterie à ces conditions. La vérification de ces éléments peut faire l'objet des contrôles prévus à l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

3.2.2.2 La Collectivité s'engage à réaliser des opérations de recyclage ou de valorisation sur le flux métaux, tout venant et/ou sur le flux Bois de chaque Déchèterie réalisant la Collecte non séparée afin de contribuer aux objectifs de la filière. L'existence d'opération de recyclage ou de valorisation est appréciée sur la base des déclarations semestrielles soumises par la Collectivité sur le Système d'information et validées par l'Eco-organisme désigné et peut faire l'objet des contrôles indiqués à l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

3.3 Informations et suivi opérationnel

Lorsque la Collectivité rencontre un dysfonctionnement lors d'une opération relative à la Collecte séparée (opération de dotation ou opération de ramassage), elle procède au signalement dans le Système d'information en indiquant le motif du dysfonctionnement et joint le cas échéant des pièces justificatives. Tous les dysfonctionnements relatifs aux délais de ramassage sont traités par l'Eco-organisme désigné dans un délais de dix (10) jours ouvrés maximum. Après analyse contradictoire, l'Eco-organisme désigné valide ou abandonne le dysfonctionnement. Lors de l'analyse contradictoire, les Bordereaux de transport renseignés avec les dates et horaires effectifs sont communiqués par la Collectivité à l'Eco-organisme désigné à sa demande.

La Collectivité et l'Opérateur de gestion des déchets, si ce dernier est concerné, reçoivent par courriel une copie du dysfonctionnement émis ainsi que la suite qui y est donnée par l'Eco-organisme désigné (validation ou rejet).

Pour les opérations de ramassage, lorsque la Collectivité émet un dysfonctionnement mettant en cause l'Opérateur de gestion des déchets en charge de l'Enlèvement, que le motif du dysfonctionnement est de nature à impacter la capacité de la Collectivité à atteinte les seuils de remplissage du Contenant et que la réalité et le dysfonctionnement est validé par l'Eco-organisme désigné, l'obligation du i) du 3.1.2.2 ci-avant n'est pas applicable.

3.4. : Zones de réemploi ou réutilisation

Dispositions générales

En application du 3.5.3 du Cahier des charges, lorsque la Collectivité dispose sur la Déchèterie d'une zone dédiée à la collecte des EA usagés susceptibles de faire l'objet d'un réemploi ou d'une réutilisation, au sens de l'article L.541-1-1 du Code de l'environnement, et lorsque cette zone garantit la conservation de l'intégrité et des performances techniques des EA ainsi collectés et stockés, notamment en cas d'intempéries, un soutien financier est proposé en accompagnement de la Collectivité pour couvrir la mobilisation d'une partie des Zones de réemploi ou réutilisation en Déchèterie et les coûts de gestion y afférents.

Le barème de soutien à la mise en œuvre d'une Zone de réemploi ou réutilisation, ainsi que les modalités de versement des soutiens financiers figurent en annexe 3B des Conditions générales. L'ensemble des soutiens financiers à la Zone de réemploi ou réutilisation des EA est versé annuellement après acquittement par la Collectivité de sa déclaration annuelle

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

validée par l'Eco-organisme désigné, et suivant la procédure et les délais précisés à l'article 5.2. des Conditions générales, ainsi qu'à l'annexe 3 aux Conditions générales.

Les EA usagés susceptibles d'être réemployés ou les DEA réutilisés qui sont déposés dans cette zone sont mis à la disposition des Opérateurs du réemploi et de la réutilisation qui en font la demande, et au moins des entreprises relevant de l'article 1er de la loi n°2014- 856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

La Zone de réemploi ou réutilisation doit être accessible aux Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation.

Les dispositions du présent article s'adressent exclusivement aux Déchèteries équipées d'une Zone de réemploi ou réutilisation sur laquelle les DEA et des EA usagés sont acceptés.

Déclaration de la Zone de réemploi ou réutilisation

La Collectivité fournit à l'Eco-organisme désigné, à la signature du Contrat, puis chaque année à l'occasion d'une mise à jour en fin d'année civile, la liste des Déchèteries disposant d'une zone de réemploi ou réutilisation au sein de leur installation ou sur un site contigu à celle-ci, sur laquelle les EA usagés doivent être déposés et stockés de manière temporaire en vue de leur réemploi ou réutilisation, et si possible le détail des EA concernés.

La Collectivité précise dans le Système d'information de l'Eco-organisme désigné ou le cas échéant dans le portail de déclaration de l'OCA, les caractéristiques de la Zone de réemploi ou réutilisation pour chaque Déchèterie équipée d'une telle Zone de réemploi ou réutilisation, afin de bénéficier des soutiens correspondants. Dans le cas où la Zone de réemploi ou réutilisation est installée sur un site contigu, la Collectivité précise notamment les horaires d'ouverture, le nom et les coordonnées du gestionnaire.

Les dépôts de DEA réalisés par les Détenteurs conformément aux dispositions du Règlement de collecte de la Déchèterie, directement auprès d'un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation, hors d'une Zone de Réemploi ou réutilisation des Déchèteries ou sur appel entre la Collectivité et un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation, ne rentrent pas dans le cadre de cette disposition.

Sous réserve de la production par la Collectivité sur demande des/de l'Eco-organisme(s) désigné(s) des justificatifs permettant d'étayer le respect des conditions qui précèdent, les modalités de versement des soutiens figurent en annexe 3B aux Conditions générales.

Prélèvement des EA/DEA sur la Zone de réemploi ou réutilisation

Tout contrat conclu avec un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation pour la mise à disposition des EA usagés sur la Zone de réemploi ou réutilisation, oblige la Collectivité à s'engager à prendre les mesures nécessaires afin de préserver l'intégrité des EA concernés, et de permettre le prélèvement, des EA en bon état fonctionnel et sanitaire, en vue d'activités de réemploi et de réutilisation effectuées par ledit Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation.

La Collectivité s'engage également à mettre les EA concernés à disposition des Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation qui en font la demande, sans frais et dans des conditions transparentes, équitables, non discriminatoires et respectueuses du principe de proximité, en privilégiant les acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Modalités de contractualisation avec les Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation

Dès lors qu'une Zone de réemploi ou réutilisation est mise en œuvre pour la collecte des EA en Déchèterie, et que la Collectivité est en contrat, ou souhaite signer un contrat, avec un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation pour la gestion des EA déposés sur ladite Zone de réemploi ou réutilisation, la Collectivité doit préalablement s'assurer que l'Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation en question dispose d'un contrat avec au moins un éco-organisme agréé de la filière REP EA pour bénéficier du soutien défini à l'annexe 3B aux Conditions générales. L'Eco-organisme désigné s'engage à tenir informé la Collectivité de la liste des Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation titulaires d'un contrat conclu avec un Eco-organisme.

Conformément à l'article 5.6 du Cahier des charges, la Collectivité s'engage à contracter avec chacun des Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation précités, auquel elle donne accès à la Zone de réemploi ou réutilisation situées au sein de ses installations ou sur un site contigu à celles-ci.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

Dans le cas où la demande excède l'offre, les critères de choix par la Collectivité des Opérateurs de Réemploi et de la Réutilisation ayant accès à la Zone de réemploi ou réutilisation, sont déterminés suivant les conditions minimales suivantes :

- Critères de choix entre les Opérateurs du Réemploi ou de la Réutilisation en privilégiant les acteurs de l'économie sociale et solidaire (entendus comme les acteurs relevant de l'article 1er de la loi n°2014- 856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire), classés par ordre d'importance décroissante :

  - Appartenance de l'acteur au secteur de l'économie sociale et solidaire
  - Proximité
  - organisation, moyens, compétences
  - Méthodologie proposée pour atteindre les performances fixées de réemploi et réutilisation
  - Méthodologie proposée permettant d'assurer la traçabilité des flux prélevés à des fins de réemploi ou de réutilisation.

- Performances attendues concernant les opérations de réemploi et de préparation en vue de la réutilisation des EA usagés avec un taux minimum de 60% de réemploi ou réutilisation. Cet objectif est défini comme étant la quantité (en masse) de EA usagés qui ont fait l'objet d'une opération de réemploi ou d'une opération de préparation en vue de la réutilisation durant l'année considérée rapportée au gisement défini comme la quantité (en masse) de DEA prélevée.

- Engagement de déclaration et de traçabilité des Flux prélevés à des fins de réemploi ou de réutilisation et qui ont effectivement fait l'objet d'une opération de réemploi ou d'une opération de préparation en vue de la réutilisation et production aux Eco-organisme désignés des justificatifs correspondants.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

ANNEXE 3A – CONDITIONS D'ENLEVEMENT

Les dispositions qui suivent définissent les conditions d'Enlèvement des Contenants de Collecte séparée et les mesures mises en place par l'Eco-organisme désigné en faveur de l'amélioration du remplissage des Contenants à l'Enlèvement.

3A.1 Modalités de révision de l'annexe

Les « conditions d'Enlèvement » fixées dans la présente annexe peuvent être ajustées chaque année après information du Comité de concertation avec les Représentants.

Après information du Comité de concertation avec les Représentants la présente annexe peut être le cas échéant modifiée dans les conditions définies par l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

Les conditions d'Enlèvement fixées dans la première version de la présente annexe sont compatibles avec les clauses des contrats en cours entre l'Eco-organisme désigné et les Opérateurs de gestion des déchets. Le Comité de concertation avec les Représentants sera informé par l'Eco-organisme désigné de l'élaboration des clauses relatives aux Enlèvements en Déchèteries avant chaque renouvellement par appel d'offres des contrats opérateurs de gestion des déchets. L'Eco-organisme désigné, lors du changement de la dotation initiale du Contenant, s'engage à mettre à la disposition de la Collectivité un contenant présentant les meilleures conditions de remplissage.

Les « mesures d'accompagnement au remplissage des bennes » fixées dans la présente annexe, notamment le tonnage minimal conditionnant la dotation d'une seconde benne sur une Déchèterie peuvent être ajustées chaque année dans le cadre du Comité de concertation avec les Représentants.

3A.2 Fixation des conditions d'Enlèvement

La Collectivité s'engage à réaliser les demandes d'Enlèvement conformément aux modalités décrites dans le Système d'information de l'Eco-organismes désigné, sous réserve d'observer les dispositions prévues par ailleurs au Contrat.

Les conditions et modalités d'Enlèvement des Contenants par les Opérateurs de gestion des déchets les ayant mis à disposition, doivent respecter les standards de reprise et de tri des DEA, et répondre aux engagements minimums ci-dessous :

Demande d'enlèvement passée sur le SI des Eos		Enlèvement
Journée	Plage	au plus tard
Du lundi au vendredi*	avant midi	Au plus tard le soir de J+1
Du lundi au jeudi*	après-midi	Au plus tard le soir de J+2
le vendredi*	après-midi	Au plus tard le mardi soir (J+4)
le samedi*		Au plus tard le mardi soir (J+3)
le dimanche		Au plus tard le mardi soir (J+2)

*sauf jours fériés

Par ailleurs, la Collectivité doit préciser dans le Système d'information de l'Eco-organisme désigné auprès duquel l'Enlèvement est demandé :

- les horaires et modalités d'accès des Déchèteries pour la réalisation des Enlèvements, précisées dans le protocole de sécurité (plan de prévention) de la Déchèterie,
- les plages horaires préférentielles d'Enlèvement (matin ou après-midi), sous réserve de respecter les conditions précitées, qui seront prises en compte dans mesure du possible par les Opérateurs de gestion des déchets.

Dans tous les cas, l'Enlèvement réalisé selon ces délais maximum devra s'accompagner du Bordereau de transport correspondant dument complété et signé par l'Opérateur de gestion des déchets et la Collectivité. Ce document fait partie des éléments justificatifs de la bonne réalisation des Enlèvements demandés et pourra être communiqué par l'Opérateur de gestion des déchets à l'Eco-organisme désigné, au même titre que les tickets de pesées. Une copie du bordereau de transport est laissée à la Déchèterie par l'Opérateur de gestion des déchets.

PROJET DE CONTRAT – NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

Les dispositions opérationnelles et logistiques seront décrites dans un mode opératoire dans le Système d'information.

Une révision du rythme de collecte, après validation des Parties, est mise en œuvre dans les meilleurs délais possibles, et en tout état de cause dans un délai ne pouvant être inférieur à 15 jours à compter de sa validation par les Parties.

En ce qui concerne les interdictions préfectorales ou les ouvertures de certain point de collecte le dimanche, la Collectivité, l'Opérateur de gestion des déchets et l'Eco-organisme désigné feront leur meilleur effort pour trouver une solution spécifique.

Les Enlèvements ont lieu pendant les heures d'ouverture de la Déchèterie. Sous réserve d'accord de Parties, les Enlèvements peuvent avoir lieu en dehors des heures d'ouverture.

3A.3 Mesures d'accompagnement au remplissage des Contenants et d'évitement des débordements

3A.3.1 Doublement d'un Contenant

Sur demande de la Collectivité et après un examen préalable sur le besoin, la faisabilité technique et la disponibilité foncière pour l'entreposage, l'Eco-organisme désigné peut doter les Déchèteries, d'un doublement de Contenant pour l'une des fractions de DEA (bois ou hors bois). Le fonctionnement sur deux Contenants pour la même fraction permet d'optimiser les remplissages et supprimer les risques de débordement. Les mouvements des Contenants à l'intérieur du périmètre de la Déchèterie sont de la responsabilité de la Collectivité ou de son délégataire, dans le respect des conditions normales de gestion de ce contenant.

. Dans le cas où au bout de 6 mois, le second contenant demeure sous utilisé, le second Contenant pourra être retiré après diagnostic effectué par l'Eco-organisme désigné et en accord la Collectivité.

3.A.3.2 Mise en place de planning d'Enlèvement

Sur demande de la Collectivité, il est possible de prévoir des Enlèvements programmés et réguliers sous la forme d'un « planning »

Cette organisation doit faire l'objet d'un accord entre l'Eco-organisme désigné, l'Opérateur de gestion des déchets et la Collectivité sous la forme d'un planning spécifique à chaque Déchèterie concernée (jour et créneau horaire d'Enlèvement). Le planning est alors formalisé dans le Système d'information afin d'être visible par toutes les parties et de permettre la création automatique des opérations de ramassage.

Le planning peut être différent en fonction de la saison et devra être revu régulièrement au moins une fois par an pour l'adapter aux évolutions des apports sur la Déchèterie.

En plus des demandes planifiées à l'avance, des demandes complémentaires peuvent être réalisées si besoin par la Collectivité.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

ANNEXE 3B AUX CONDITIONS GENERALES : BAREME DE SOUTIENS

3B.1 Dispositions générales

Lorsque les barèmes de la présente annexe fixent, conformément à l'annexe A du cahier des charges, des montants en valeur annuelle[2], ces montants sont appliqués *prorata temporis*, en fonction de la date d'entrée en vigueur ou la date à laquelle le contrat prend fin, ou en fonction de la date à laquelle une déchèterie est activée ou désactivée du dispositif de collecte de l'Eco-organisme désigné.

Pour l'application des montants des barèmes, il convient de se rapporter aux dispositions du Contrat et des annexes « Périmètre » et « Conditions techniques et niveaux de service ».

3B.2 Soutiens financiers pour la Collecte Séparée par l'Eco-organisme désigné

Nom du soutien		Type de soutien	Critère d'éligibilité aux soutiens tels que prévu à l'annexe A du Cahier des charges et aux annexes 3 et 3A des Conditions générales du Contrat	Montant	Justificatifs et mode de calcul
A.1.1.	Forfait déchèterie (Déchèterie fixe ouverte au public)	Soutien à la part fixe des coûts liés à la Collecte séparée par l'Eco-organisme désigné	Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 3	3 050 € par an par Contenant de 30m3 réceptionnant des flux de DEA	Saisie des données dans le Système d'information et téléversement des attestations conformément à l'Annexe 5, pour versement semestriel par moitié. Le montant est proratisé en cas de Contenant multi-rep
A.1.2.	Part variable (Déchèterie fixe ouverte au public)	Soutien à la part variable des coûts liés à la Collecte séparée par l'Eco-organisme désigné des DEA proportionnels aux quantités de DEA dans le Contenant	Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1 et enlèvement conforme aux critères d'enlèvement définis à l'Annexe 3A	24,4 €/t	Prise en compte des données relatives à la collecte saisie par les Opérateurs Calcul du montant du soutien chaque semestre
A.1.3.	Information et communication	Financement d'actions et d'outils d'information en vue d'augmenter la réutilisation et le recyclage	Nature des actions réalisées conforme aux prescriptions de l'Annexe 4	0,01 € par an /par habitant	Transmission des factures de communication après validation des maquettes et des devis conformément à l'Annexe 4

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

[2] Cf. annexe A du Cahier des charges, articles A.1.1, A.2.1.1, A.1.3, A.2.3

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

Enlèvement non conforme signalé par un dysfonctionnement par l'Opérateur et validé par l'Eco-organisme désigné Montant de la part variable visée au A.1.2	0 €/t

3.2.1 CALCUL DU SOUTIEN

Pour chaque semestre civil, le soutien lié au soutien A.1.2 versé par Déchèterie est :
— La somme des soutiens par application du montant unitaire associé (€/tonne) au tonnage constaté pour chaque enlèvement, conformément aux dispositions du tableau ci-avant

3.2.1.1 OUTRE MER

Les soutiens à l'Enlèvement par l'Eco-organisme désigné (part forfaitaire, part variable, et soutien financier à l'information et à la communication locale) sont multipliés par 2,4.

3B.3 Soutiens financiers pour la Collecte non séparée

Nom du soutien		Type de soutien	Critère d'éligibilité aux soutiens tels que prévu à l'annexe A du Cahier des charges et aux annexes 1, 2 et 3 des Conditions générales du Contrat	Montant	Justificatifs et mode de calcul
A.2.1.1	Part forfaitaire	Soutien à la Collecte non séparée	Collecte non séparée pour une déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	1525€ / déchèteries fixes ouvertes au public ayant l'ensemble des flux en Collecte non séparée	Saisie des données dans le Système d'information et téléversement des attestations conformément à l'Annexe 5, pour versement semestriel par moitié.
A.2.2.1.	Part variable relative au recyclage (Déchèterie)	Soutien au recyclage des EA collectés en Collecte non séparée par la Collectivité en Déchèterie	Collecte non séparée pour une déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	79 € par tonne de EA recyclée (tous flux sauf flux ferraille)	Saisie des données dans le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du montant du soutien chaque semestre
A.2.2.1.	Part variable relative au recyclage (porte-à-porte)	Soutien au recyclage des EA Collectés en Collecte non séparée par Collectivité en porte à porte	Collecte non séparée en Porte à Porte conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	140 € par tonne de EA recyclée (tous flux sauf flux ferraille s)	Saisie des données dans Le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du montant du soutien chaque semestre

PROJET DE CONTRAT NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

A.2.2.2.	Part variable relative à la valorisation énergétique R1 (porte-à-porte)	Soutien à la valorisation R1 des EA collectés en Collecte non séparée en porte à porte	Collecte non séparée en porte à porte conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	98 € par tonne de EA valorisée (1)	Saisie des données dans le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du taux de recyclage et du montant du soutien chaque semestre
A.2.2.2.	Part variable relative à la valorisation énergétique R1 (Déchèterie)	Soutien à la valorisation R1 des EA collectés en Collecte non séparée pour une Déchèterie	Collecte non séparée en Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	43 € par tonne de EA valorisée (1)	Saisie des données dans le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du taux de recyclage et du montant du soutien chaque semestre
A.2.3.	Information et communication	Financement d'actions et d'outils d'information en vue d'augmenter la réutilisation et le recyclage	Nature des actions réalisées conforme aux prescriptions de l'Annexe 4	0,01 € par an par habitant	Transmission des factures de communication après validation des maquettes et des devis conformément à l'Annexe 4.

(1) La valorisation R1 des EA comprend les tonnes envoyées vers des unités d'incinération (IPCE 2791) réalisant des opérations de valorisation conformes à l'arrêté du 03/08/2010, la valorisation combustible du Bois en chaudière industrielle et la valorisation sous forme de combustible solide de récupération.
Les quantités de EA collectés non séparément sont calculées en application de l'article 3.2.2 2 de l'annexe 3 aux Conditions générales du Contrat.

- Conditions d'éligibilité

Si les conditions sont remplies, l'ensemble des soutiens sera versé sous réserve de la déclaration semestrielle par la Collectivité des tonnages collectés et validation de cette dernière suivant la procédure et selon les délais précisés dans le Contrat. En particulier, la Collectivité devra assurer la justification que les tonnages réceptionnés et collectés ont bien fait l'objet d'un traitement selon le mode de valorisation déclaré. Tout DEA collecté mais dont l'exutoire de valorisation ne pourra justifier le traitement ne pourra bénéficier de soutiens, ni à la reprise, ni au transport, ni au traitement.

Les soutiens forfaitaires et variables sont dus par l'Eco-organisme désigné sous réserve que la performance des différents modes de valorisation des DEA ainsi collectés en Collecte non séparé est au moins équivalente aux objectifs ci-dessous:

Année concernée (à compter de)	**2024**	**2026**	**2028**
Taux de valorisation	90 %	92%	94%

Année concernée (à compter de)	**2024**	**2026**	**2028**
Taux de recyclage	51%	53%	55%

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

Cette disposition ne s'applique pas lorsque la Déchèterie combine des contenants en Collecte séparé et en Collecte Non séparé.

3B.4 Autres soutiens financiers

3B.4.1 Soutien à la zone de réemploi et de réutilisation

Libellé du soutien	Type de soutien	Conditions d'éligibilité	Montant	Progressivité	Justificatifs / mode calcul
Soutien à la zone de réemploi et de réutilisation	Soutien aux surfaces dédiées à la dépose de EA potentiellement destinés au réemploi ou à la réutilisation en Déchèterie	Ensemble des Déchèteries conformes aux prescriptions du Contrat. Espace réemploi ou réutilisation installé en Déchèterie, sur un site contigu ou de proximité)	200 € /an et par Déchèterie	Soutien versé après la date de prise d'effet du Contrat, à la date d'activation fixée conformément au Contrat pour les Déchèteries concernées,	Soutien annuel versé en proportion du nombre de points de reprise activés disposant d'un espace réemploi et réutilisation.

- Conditions d'éligibilité

Le soutien est accordé sous réserve, d'une part, que l'espace réemploi et réutilisation de la Déchèterie est bien référencé Système d'information de l'Eco-organisme désigné et, d'autre part, qu'il répond aux exigences minimales fixées par le Contrat et détaillées en annexe 1.
Le soutien est versé annuellement en une fois en début d'année N pour l'année N-1 par l'Eco-organisme désigné à cette fin.

- Modalité de calcul / versement

Le montant des soutiens annuels est calculé en fonction du nombre de points de reprise disposant d'un espace réemploi répondant aux conditions d'éligibilité et des montants forfaitaires du barème ci-dessus.

L'ensemble des soutiens à la mise en œuvre d'une zone dédiée au réemploi et à la réutilisation de EA est versé annuellement après renseignement par la Collectivité de sa déclaration annuelle de demande de soutiens et validation de cette dernière suivant la procédure et selon les délais précisés dans le Contrat.

La demande de soutiens est faite par la Collectivité sur le Système d'information et doit être accompagnée pour chaque Déchèterie concernée :

Pour une première demande de soutiens au réemploi et à la réutilisation ou concernant un point de reprise nouvelle doté :

- d'une description documentée des caractéristiques de la zone dédiée justifiant son dimensionnement ainsi que des équipements mis en œuvre sur celle-ci nécessaires à la conservation de l'intégrité et des performances techniques des EA collectés et stockés, notamment en cas d'intempérie ;
- d'une présentation de la méthode mise en œuvre par le Collectivité pour déterminer la ré-employabilité ou le caractère réutilisable des EA éligibles mis à disposition sur la zone ;

Pour toute demande de renouvellement des soutiens au réemploi et à la réutilisation faisant suite à une première demande déjà réalisée et validée au titre du Contrat :

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

- de la déclaration par la Collectivité que les espaces réemploi et réutilisation des Déchèteries préalablement enregistrés dans la déclaration de l'année précédente sont toujours actifs. Cette attestation sera réalisée en ligne sur le portail de la Collectivité.
- d'une description documentée des caractéristiques de la zone dédiée pour toute nouvelle Déchèterie équipée d'un espace réemploi et réutilisation justifiant son dimensionnement ainsi que des équipements mis en œuvre sur celle-ci nécessaires à la conservation de l'intégrité et des performances techniques des EA collectés et stockés, notamment en cas d'intempérie ;

3B.5 Révision des soutiens

3B.5.1 Modalités de calcul et de révision des soutiens

Les soutiens financiers pour la Déchèterie, tels que détaillés au paragraphe I, feront l'objet de révisions pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques de la Collecte et du traitement des Déchets issus de EA sur la durée du Contrat, en considération de l'évolution des indices de référence détaillés au III.2 de la présente annexe, et selon les modalités de calcul détaillées au III.3 ci-dessous au sein du même document. Les révisions de soutiens seront calculées chaque année en prenant en compte les valeurs d'indices de référence publiées à la date de la révision, par rapport à l'indice d'origine de l'année 2024. Elles seront calculées dès la publication des valeurs de l'ensemble des indices correspondants, pour une année N, et appliqués à l'ensemble des soutiens de l'année N après une information préalable à la Collectivité.

3B.5.2 Indice de révision

3B.5.2.1 Pour la révision des soutiens forfaitaires à chaque Déchèterie

Les soutiens forfaitaires aux Points de reprise en Déchèterie correspondant à la part fixe des coûts liés à la gestion des Déchets EA en Déchèterie publique seront révisés en tenant compte de l'indice de référence de la construction suivant :

INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état base 2010 - identifiant 001710986

Indice d'origine : INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état de janvier 2024

3B.5.2.2 Pour la révision des soutiens variables à la réception des Déchets EA en Déchèteries

Les soutiens variables à la réception des déchets EA correspondant à la part variable des coûts liés à l'accueil, la réception des Déchets EA et à la prise en compte des charges courantes en Déchèterie seront révisés en tenant compte des indices de référence de la construction et de la main d'œuvre suivants :

INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état base 2010 - identifiant 001710986

Indice d'origine : INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état de janvier 2024

INSEE ICHT-E : indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges – base 100 en décembre 2008 : identification 0015655187

Indice d'origine : INSEE ICHT-E : indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges de janvier 2024

3B.5.2.3 Pour la révision des soutiens variables au transport et au recyclage de Déchets EA en déchèteries

Les soutiens variables au transport et au recyclage de EA correspondant à la part variable des coûts liés au transport, à la préparation en vue de recyclage seront révisés en tenant compte des indices de référence métiers suivants :

- **Métaux EA : Variation mensuelle E40 des ferrailles broyées (platinage, vieilles tôles) – l'Usine Nouvelle par région.**

Il est défini un indice de suivi national comme suit :

Variation annuelle E40 de l'année N = ∑(r) (variations de cotation mensuelles de l'indice E40 par région (r) entre le 1er janvier de l'année N et le 1er janvier 2024 x tonnages de métaux de EA par région (r) pour l'année N)/ ∑(tonnages de métaux de EA des régions (r) pour l'année N),

avec r définie comme étant la région concernée par la valeur d'indice à prendre en compte :

- régions Nord, Est et IDF,
- régions Centre, Sud-Est, Sud-Méditerranée,
- région Bretagne,
- région Sud-Ouest Atlantique, Midi-Pyrénées.

Indice d'origine : base 100 au 1er janvier 2024.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

- **Bois EA ; Variation mensuelle des coûts de traitement du bois déchets (B) - Recyclage et récupération.**

Il est défini d'un indice de suivi national comme suit :
Variation annuelle de l'indice de coût de traitement bois déchets (B) de l'année N = ∑(r) (variations de cotation mensuelles du coût de traitement bois déchets (B) par région (r) entre le 1er janvier de l'année N et le 1er janvier de l'année N+1 x tonnages de bois de EA par région (r) pour l'année N)/ ∑(tonnages de bois de EA des régions (r) pour l'année N),
avec r définie comme étant la région concernée par la valeur d'indice à prendre en compte :

- régions Nord, Est et IDF,
- régions Centre, Sud-Est, Sud-Méditerranée,
- région Bretagne,
- région Sud-Ouest Atlantique, Midi-Pyrénées.

Indice d'origine : au 1er janvier 2024.

- Compte tenu de l'absence d'indice de référence sur les matériaux inertes, il n'est pas proposé d'indice de révision des soutiens au recyclage pour ce Flux.

3B.5.3 Formules de calcul

3B.5.3.1 Pour la révision des soutiens forfaitaires aux points de reprise

Les soutiens forfaitaires aux points de reprise seront recalculés chaque année selon la formule suivante :
Forfait année N = (60% + 40% x (1+Index BT01 (janvier année N/janvier année 2024)) x Forfait année 2024
Les soutiens forfaitaires révisés seront appliqués pour la liquidation des soutiens de l'année N

3B.5.3.2 Pour la révision des soutiens variables à la réception des Déchets EA

Les soutiens variables à la réception des Déchets EA seront recalculés chaque année selon la formule suivante :
Soutien réception année N = (80% x (1 + Index ICHT-E (janvier année N/janvier année 2024) + 20% x (1 + Index BT01 (janvier année N/janvier année 2024)) x Soutien réception année 2024
Les soutiens variables révisés seront appliqués pour la liquidation des soutiens de l'année N.

3B.5.3.3 Pour la révision des soutiens variables au transport et au recyclage de EA

- Pour les déchets de métaux de EA :

Les soutiens variables au transport et au recyclage des déchets métalliques pourront faire l'objet d'une prise en charge exceptionnelle en cas de forte dégradation des cours de reprise des métaux. Les conditions d'éligibilité, les modalités de calcul, la période de versement du soutien et les conditions de suspension du soutien sont définis au paragraphe 3.2.2.2 de l'annexe 3 aux Conditions générales.
Le déclenchement du soutien exceptionnel est proposé dès lors que :
∑(N) (Variation annuelle E40 de l'année N pour (N = année 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029)) +100 < 0.

- Pour les déchets de bois de EA :

Les soutiens variables au transport et au recyclage des déchets de bois seront recalculés chaque année selon la formule suivante :
Soutien recyclage bois année N = ∑(N) (Variation annuelle coût de traitement bois déchets (B) de l'année N pour (N = année 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029)) x Soutien recyclage bois année 2024.
Les soutiens variables révisés seront appliqués pour la liquidation des soutiens de l'année N.

3B.5.4 Suivi des formules de révision

Dans le cadre de l'application de ces formules de révision il sera proposé un point de suivi annuel de leur mise en œuvre dans le cadre du comité de concertation des Collectivités locales.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

ANNEXE 4 AUX CONDITIONS GENERALES - COMMUNICATION

L'Eco-organisme désigné accompagne la Collectivité dans la sensibilisation et la communication de proximité destinée à présenter le réemploi, la Collecte séparée et le recyclage des DEA en développant des outils et supports de communication clés en main portant notamment sur :

- la mise en place de la signalétique appropriée en Déchèterie,
- l'application des consignes de tri conformément aux standards de la filière de REP DEA,
- l'information et la communication vers les Détenteurs de DEA.
- La formation des personnels des Déchèteries.

L'Eco-organisme désigné propose également à la Collectivité des éléments de contenu clefs en main, qui permettent d'unifier la communication à l'attention des Détenteurs, sur l'ensemble du territoire national,

Parmi ces outils de communication, L'Eco-organisme désigné propose :

i) des infographies pédagogiques permettant de présenter le fonctionnement de la Collecte séparée, du tri, du réemploi, de la réutilisation, du recyclage ou encore de la valorisation des DEA,
ii) des reportages vidéos, sous forme de films courts présentant les techniques de tri, les méthodes ou de préparation à la réutilisation, le recyclage…
iii) des campagnes de communication web ou des animations, pour sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux relatifs au recyclage des DEA.

Ces outils de communication sont conçus et réalisés par L'Eco-organisme désigné et mis à disposition de la Collectivité sous format numérique.

D'autres outils de communication, tels que des supports écrits ou une banque d'images et de pictogrammes seront mis à disposition sur le Système d'information.

Les outils, méthodes et actions destinées à la formation de la Collectivité sont notamment :
- des actions d'accompagnement pour les agents d'accueil en Déchèterie et les techniciens
- des outils de signalétique : panneaux, affiches avec les consignes de tri adaptées
- des outils de formation : consignes de tri, vidéos de formation, affiches mémo pour les locaux…
- des sessions de formation : webinaires et parcours de formation adaptés.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

ANNEXE 5 AUX CONDITIONS GENERALES : CARACTERISATIONS, BILANS MATIERE ET JUSTIFICATIFS

5.1 Caractérisations

Le protocole de caractérisations et de calcul des taux de présence moyens conventionnels présenté ci-après a été établi en concertation avec les Représentants et validé par les pouvoirs publics, dans le respect du principe de proportionnalité entre coûts de caractérisations, précisions des résultats et délais au cours de la période d'agrément 2013-2017.

Le cas échéant, ce protocole peut faire l'objet de modification sur demande des Représentants, sur demande d'L'Eco-organisme désigné ou des ministères signataires de l'agrément. Toute modification du présent protocole est soumise à l'avis des Représentants, est transmise aux ministères signataires de l'agrément et donne lieu à une modification de la présente annexe en application de l'article 12 des Conditions générales du contrat.

Le plan d'échantillonnage a été actualisé de manière à refléter les configurations de collecte et de type d'habitat des collectes non séparées sur la période 2018-2023. Il est accessible sur le Système d'information.

5.2 Bilans matière

En collecte non séparé des DEA, lorsque le flux comprenant les DEA est orienté vers un process de tri le bilan matière appliqué au DEA est calculé et justifié suivant l'une des méthodologies suivantes.

5.2.1. Utilisation des résultats issus d'une campagne de tri dédiée

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié en réalisant à une fréquence au moins semestrielle une campagne de tri dédié (appelée batch) sur un échantillon représentatif avec mesure du bilan matière.

Afin de pouvoir utiliser les résultats d'une campagne dédiée de tri réalisée par un Opérateur de gestion des déchets sur un flux de la Collectivité contenant des DEA en collecte non séparée (flux tout-venant de Déchèterie, flux bois de Déchèterie ; collecte d'encombrant en porte à porte) cette dernière doit respecter les points suivants :

- réalisation au cours du semestre objet de déclaration ;
- réalisation dans les conditions de traitement/préparation habituelles de l'opérateur ;
- Pesée des flux sortants issus de cette campagne (métaux, bois, plastique, non recyclables, déchets valorisables ne contenant pas de mobilier)
- Calcul du bilan matière en excluant du numérateur et du dénominateur les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, …)
- Rédaction et conservation d'enregistrements (compte rendu, photos et tickets de pesées).

Le compte-rendu de la campagne dédiée est joint à la déclaration semestrielle de la Collectivité.

5.2.2 Utilisation des données d'une ligne de traitement dédiée :

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié lorsque la ligne de tri est dédiée à un flux.

Afin de pouvoir utiliser les performances d'une ligne de traitement ou de préparation dédiée au flux (flux tout-venant de Déchèterie ou flux bois de Déchèterie ou collecte d'encombrant en porte à porte) le bilan matière doit être établi selon les prescriptions suivantes :

- enregistrement des données spécifique à la ligne de traitement/préparation (registre des entrées/sorties)
- utilisation des données du semestres objet de la déclaration
- calcul du bilan matière en excluant du numérateur et du dénominateur les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, …)
- conservation des enregistrements (compte rendu du calcul, registre des sorties / tickets de pesées).

Le détail du calcul (données semestrielles par type de flux entrant dans le process, détail des fractions prises en comptes au numérateur et au dénominateur) est joint à la déclaration semestrielle de la Collectivité.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

5.2.3 Utilisation des données du site dans son ensemble :

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié sur la base du bilan matière de l'ensemble du centre de tri. Afin de pouvoir utiliser les performances de l'ensemble du centre de tri, le bilan matière doit être établi selon les prescriptions suivantes :

- enregistrement des données du site (registre des entrées/sorties)
- utilisation des données du semestre objet de la déclaration
- calcul du bilan matière en excluant les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, …)
- conservation d'enregistrements (compte rendu du calcul, registre des sorties / tickets de pesées).

Le détail du calcul (données semestrielles par type de flux entrant dans le process, détail des fractions prises en comptes au numérateur et au dénominateur) pourra être demandé par L'Eco-organisme désigné lors des contrôles.

5.2.4 Règle d'utilisation du bilan matière déclaré pour le calcul de soutiens

Pour chaque flux faisant l'objet d'une étape de tri, La Collectivité déclare dans le Système d'information L'Eco-organisme désigné la méthode de calcul et de justification du bilan matière utilisée ainsi que le process de tri (chaîne de tri, machine de tri automatique, tri à la pelle).

5.3 Justificatifs à produire pour les déclarations et les contrôles

Dans le cas de la collecte non séparée des DEA en Déchèterie et en porte-à-porte, la Collectivité déclare, pour chaque point de collecte, les flux collectés contenant du DEA, le tonnage mensuel collecté, les sites et modes de traitement de ces flux ainsi que les exutoires finaux.

La Collectivité doit également fournir des attestations de collecte et de traitement pour les tonnages non collectés par L'Eco-organisme désigné, établies par ses Opérateurs de gestion des déchets, et conformes à la déclaration.

L'ensemble de ces éléments fait l'objet de vérification systématique par l'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration, ou lors de l'application de l'article 11 des Conditions générales du Contrat.
Les éléments à justifier auprès d'L'Eco-organisme désigné devront permettre de :

- tracer de façon certaine les tonnages des flux collectés ;
- vérifier les bilans matière des centres de tri et/ou de préparation sous contrat avec la collectivité ;
- attester les modalités de traitement des flux.

L'Eco-organisme désigné met à la disposition de la Collectivité des modèles d'attestation, disponibles sur le Système d'information.

Les justificatifs permettant d'attester les tonnages des flux collectés sont de manière non exhaustive :

Pour les vérifications réalisées par L'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration :

- le détail des tonnages collectés sur la période concernée par flux, site et mois,
- le nom et les coordonnées du/des prestataire(s) en contrat avec la collectivité concernant la collecte,

Pour les contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales du Contrat :

- les tickets de pesées
- les factures des prestataires des collectes
- les plannings des collectes (notamment dans le cadre des collectes en porte à porte)
- le schéma opérationnel de la gestion de la collecte sur le territoire

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

Les justificatifs permettant d'attester des bilans matière des centres de tri ou de préparation sous contrat avec la collectivité

Pour les vérifications réalisées par l'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration :

- les noms et les coordonnées des prestataires en contrat avec la Collectivité concernant la préparation et le traitement des flux,
- les adresses des sites de traitement et de préparation,
- les bilans matières détaillés des sites de traitement (part du recyclage, de la valorisation énergétique, de valorisation combustible, de l'élimination…),

Pour les contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales du Contrat :

- les tickets de pesées (entrées et sorties)
- les registres des entrées et sorties
- la méthodologie appliquée et le détail des calculs des bilans matière en application de l'article 5.2 de la présente annexe
- les autorisations administratives des sites de traitement et de préparation

Les justificatifs permettant d'attester les modalités de traitement des flux

Pour les vérifications réalisées par L'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration :

- les coordonnées des sites des exutoires finaux,

Pour les contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales du Contrat :

- les autorisations administratives des sites de traitement et des exutoires.

* * *

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

ANNEXE 6 - RGPD

DISPOSITIONS GENERALES

En application du Règlement Général sur la Protection des Données (« RGPD ») (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et de la loi dite « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, il est expressément entendu entre les Parties que les données à caractère personnel, tel que définies par la législation en vigueur, qui sont recueillies de manière licite, loyale, transparente, adéquate, pertinente et limitée par chacune des Parties, en qualité de responsable du traitement, à l'occasion de la signature du Contrat et de son exécution, sont nécessaires à la mise en place et à l'exécution de celui-ci.

Chacune des Parties qu'elle ait la qualité de responsable du traitement et /ou de sous-traitant dans le cadre du Contrat, fait son affaire des formalités préalables lui incombant au titre de la législation relative à la protection des données à caractère personnel.

Les données à caractère personnel recueillies telles que les noms, prénoms, adresses, téléphones et mail des représentants de chacune des Parties et des interlocuteurs des Parties, le cas échéant leurs identifiants, mots de passe, et dates de connexion à le Système d'information, communiquées en application du Contrat, pourront faire l'objet de traitements informatisés et être utilisées par les services et personnes qui ont à les connaître, pour les finalités suivantes : gestion du Contrat, recouvrement, évaluation et gestion du risque, suivi du respect des obligations environnementales.

Les données à caractère personnel recueillies seront conservées par les Parties pendant le temps nécessaire à l'exécution du Contrat et postérieurement en cas de différend dans le respect des obligations de conservation et de documentation résultant notamment du Code de Commerce, du Code des Impôts ainsi que de la législation bancaire et anti-blanchiment en vigueur.

Le traitement n'est pas susceptible d'impliquer des transferts hors de l'Espace Economique Européen (EEE). Il peut en être autrement sous réserve de l'accord expresse des Parties organisant les conditions du transfert dans le respect et conformément à la législation en vigueur sur la protection des données personnelles.

Ces données à caractère personnel seront couvertes par le secret professionnel. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, les Parties pourront être tenues de communiquer des données à caractère personnel à des autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. En outre, chaque Partie autorise expressément les autres Parties à partager les données à caractère personnel la concernant et leurs mises à jour éventuelles, avec toute entité de son Groupe, à des fins administratives internes.

Chaque Partie peut, à tout moment, accéder aux données à caractère personnel la concernant ou concernant ses préposés, les faire rectifier, supprimer, s'opposer à ou limiter leur traitement, s'opposer à leur communication à des tiers ou à leur utilisation par les autres Parties à des fins commerciales ou obtenir la liste des entités du groupe des autres Parties susceptibles d'être bénéficiaires desdites données à caractère personnel, en écrivant à l'adresse de domiciliation de l'autre Partie, ou bien à l'adresse suivante pour l'Eco-organisme désigné : rgpd@[raison sociale de l'Eco-organisme désigné].fr. Chaque Partie et/ou ses préposés ont en outre la faculté de saisir la CNIL de toute demande concernant les données à caractère personnel la concernant ou celles de ses préposés.

DISPOSITIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ECO-ORGANISME DÉSIGNÉ

L'Eco-organisme désigné est autorisé à traiter les données à caractère personnel (ci-après « les données ») nécessaires à la réalisation des obligations qui lui incombent dans les conditions suivantes :

- traiter ou consulter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du Contrat.

Nature du (des) traitement(s)	Finalité du (des) traitement(s)	Type de Données Personnelles traitées	Catégorie de personnes concernées

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

Contrat conclu	Echanges entre les Parties en application du Contrat	Noms, prénoms, qualités et coordonnées des signataires et personnes à contacter, concernant la Collectivité	Représentant légal et/ou personnels dûment habilités par la Collectivité
Système d'information de l'Eco-organisme désigné	Accès à le Système d'information en vue de permettre à la Collectivité de procéder à la conclusion du Contrat, et aux demandes d'Enlèvement, mais également d'accéder à la documentation mise à disposition par l'Eco-organisme désigné et à toutes informations le concernant en vue le cas échéant de sa mise à jour par ses soins	Noms, prénoms, données personnelles de connexion (dates et heures), adresse mail, adresse IP, identifiant et mot de passe	Personnels dûment habilités par la Collectivité

- Garantir la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du Contrat, en mettant en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées. Les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté concerneront, à titre d'exemple lorsqu'elles sont possibles :

  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
  - la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
  - toute mesure permettant d'empêcher toute utilisation hors des finalités retenues notamment détournée, malveillante ou frauduleuse des Données à Caractère Personnel et des fichiers objet du traitement,
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et à l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique et technique,
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du Traitement.

- Traiter les données conformément aux instructions ci-dessus.

- Veiller ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du Contrat s'engagent à respecter et respectent la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services/prestations informatiques, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

- Ne pas, sans autorisation de la Collectivité, insérer dans les traitements des données à caractère personnel étrangères à celles confiées par la Collectivité, ni réaliser de copie ou de stockage des données confiées par la Collectivité, ni louer ou vendre les données confiées par la Collectivité.

- Faire appel le cas échéant à tout sous-traitant au sens du RGPD pour mener les activités de traitement qui lui incombent. Dans ce cas, il en informe préalablement la Collectivité de manière à recueillir son accord préalable. Il en est de même concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_25-DE

- Notifier les éventuelles violations de données à caractère personnel dans un délai maximal de 72 heures après en avoir pris connaissance. La notification contient au moins :

  - la description de la nature de la violation de Données à Caractère Personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de Données à Caractère Personnel concernés.
  - le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact chez l'Eco-organisme désigné auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues,
  - dans la mesure des informations en sa connaissance, la description des conséquences probables de la violation de Données à Caractère Personnel,
  - dans la mesure des informations en sa connaissance, la description des mesures prises ou que l'Eco-organisme désigné propose de prendre pour remédier à la violation de Données à Caractère Personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

S'il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, l'Eco-organisme désigné s'engage à notifier à la Collectivité toute information complémentaire relative à la violation de manière échelonnée, sans autre retard indu, et à collaborer avec la Collectivité en vue de la résolution de la violation.

Sort des données

Au terme des obligations prévues au Contrat, chaque Partie procède à la destruction de toutes les copies des données à caractère personnel existantes dans ses systèmes d'information, dont la conservation ne serait pas nécessaire pour les finalités exprimées par le présent Contrat, doit justifier par écrit de leur destruction.

La Collectivité convient toutefois que les informations et données le concernant sont nécessaires à la gestion de son compte, à l'exécution du Contrat et aux obligations de l'Eco-organisme désigné à l'égard des pouvoirs publics et qu'elles pourront ainsi être conservées par l'Eco-organisme désigné pendant cinq (5) ans après le terme du Contrat.

Transferts des Données à Caractère Personnel vers un Pays Tiers

Dans tous les cas, aucune Partie ne peut transférer des données confiées par l'autre Partie vers un Pays Tiers ou une Organisation Internationale sans l'accord préalable et écrit de cette dernière.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_26-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_26-DE

RENOUVELLEMENT DES CONTRATS DE REPRISE DES MATERIAUX

Délibération n° D_2023_7_26

(Rapporteur : Stéphane VIRTO)

Dans le cadre de la collecte sélective, différents matériaux sont envoyés et triés au centre de tri de Sévignacq (acier-aluminium-plastiques-cartons PCNC-briques alimentaires PCC-journaux…) ou au centre de tri PAPREC de Montardon pour le verre et les cartons de déchetteries.

Pour chaque matériau (sauf journaux- magazines, revues et gros de magasin dont la négociation se réalise de gré à gré, la Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN) a souscrit un contrat spécifique avec un repreneur.
Ce contrat encadre précisément les conditions techniques et financières pour l'évacuation et le recyclage de ces matériaux.

Les contrats actuels arrivant à échéance au 31/12/2023, une consultation a été lancée en septembre 2023 par VALOR BEARN en collaboration avec ses collectivités adhérentes pour l'ensemble des matériaux.

Après analyse des offres et accords des différentes collectivités, il a été décidé d'attribuer les contrats aux repreneurs ci-dessous :

- Lot 1 (plastiques) : PAPREC, option fédération, contrat d'un an, reconductible 1 an,
- Lot 2 -1 et 2 - 2 (acier CS et de mâchefers) : ARCELOR MITTAL, option filière, contrat de 3 ans minimum,
- Lot 3 -1 et 3 - 2 (alu CS et de mâchefers) : CYCLAMEN, option fédération, contrat d'un an, reconductible 1 an,
- Lot 4 (emr 5.02 et ela 5.03) : PAPREC, option fédération, contrat d'un an reconductible 1 an,
- Lot 6 (cartons de déchetterie en vrac 1.05) : PAPREC, option fédération, contrat d'un an, reconductible 1 an.

La CCPN n'était pas concernée par les lots 5 et 7 de cette consultation.

Le contrat verre n'entrait pas dans cette consultation. La CCPN va prendre directement contact avec le repreneur OI MANUFACTURING pour la signature du nouveau contrat à venir.

Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

AUTORISE **le Président à signer les contrats de reprise de matériaux annexé ou tout document s'y rattachant.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_27-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_27-DE

ITINÉRAIRE CYCLABLE DU CHEMIN LATÉRAL : ACQUISITION DE TERRAINS SUR LA COMMUNE D'ASSAT

Délibération n° D_2023_7_27

(Rapporteur : Francis ESCALÉ)

Vu la délibération n° D_2022_7_03 du 24 octobre 2022 qui approuve le démarrage opérationnel du projet de schéma cyclable du Pays de Nay, sur le chemin latéral, en tant que tronçon prioritaire.

Dans le cadre du projet de Schéma cyclable pour le Pays de Nay, la Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN) prévoit l'aménagement d'un itinéraire cyclable le long du Chemin Latéral, reliant notamment les Communes d'ASSAT, BORDES, BOEIL-BEZING, BAUDREIX, MIREPEIX et COARRAZE.

L'emprise sur les parcelles impactées par le futur tracé de l'itinéraire cyclable a été définie afin de procéder à l'aménagement de cette liaison douce.

Plusieurs réunions ont eu lieu en 2022 et 2023 avec les élus de ces communes et des rencontres individuelles ont été organisées avec les particuliers impactés par ce projet sur la commune d'Assat. Ces derniers ont par ailleurs signé des promesses de vente afin de garantir les droits de la CCPN.

Il convient à présent d'entériner ces accords.

Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

DÉCIDE l'acquisition des parties de parcelles suivantes :

Commune	Parcelles	Superficie approximative	Propriétaire	Prix
ASSAT	ZB 53 (p) / ZB 87 (p)	828 m²	PETRE-BORDENAVE Jean-Pierre PETRE-BORDENAVE Suzane	20 € /m²
ASSAT	ZB 51 (p)	717 m²	COUTURET Myriam COUTURET Jean-François DUCOUSSO Séverine	3 € /m²
ASSAT	ZD 423 (p)	301 m²	DEROT Mathieu	20 € /m²
ASSAT	ZD 332 (p)	152 m²	ASL LOTISSEMENT LE VISCOS	3 € /m²
ASSAT	ZD 145 (p)	721 m²	SNC LE CLOS DU LAOU	3 € /m²
ASSAT	ZD 60 (p)	177 m²	LAHET Mireille	20 € /m²
ASSAT	ZD 111 (p)	832 m²	PEYRE Lucienne PEYRE Alain	3 € /m²
ASSAT	ZD 465 (p)	291 m²	SAS Transition	A l'euro symbolique
ASSAT	ZD 456 (p)	279 m²	EARL DESOUSA	3 € /m²
ASSAT	ZD 168 (p)	411 m²	NOUGUE-CAZENAVE Denis	3 € /m²

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_27-DE

CHARGE **le Président de procéder à toutes les formalités nécessaires à cette opération.**

AUTORISE **le Président à réaliser toutes les démarches et à signer les actes afférents.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_28-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_28-DE

TRAVAUX DE SECURISATION DE LA PRODUCTION SOURCE « LA MOUSCLE »
SOLLICITATION DES AIDES AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE

Délibération n° D_2023_7_28

(Rapporteur : Alain CAPERET)

Conformément aux conclusions du schéma directeur d'eau potable approuvé en juin 2021 et à l'impact du réchauffement climatique, la Communauté de Communes a décidé de s'inscrire dans le contrat de progrès avec l'Agence de l'Eau Adour Garonne l'action n°1 sur la nécessité d'économiser la ressource et de la sécuriser.

La Communauté de Communes du Pays de Nay (CCPN) souhaite sécuriser sa production stratégique « La Mouscle » en renouvelant la conduite existante qui date de 1952 en amiante-ciment qui présente régulièrement des fuites importantes (9 m3/h environ). Le linéaire à renouveler est de 3.5 Km en passant en domaine public, en majeure partie pour se raccorder sur le réservoir Coarraze Bas Service.
Il est important de rappeler que la source « la Mouscle » produit annuellement autour de 400 000 m3 d'eau potable, soit 23% des besoins annuels du territoire (1 800 000 m3).

La CCPN peut être assistée par un bureau d'études pour la réalisation de ces futurs travaux, en modélisant la future conduite pour déterminer le diamètre optimum à mettre en place afin de limiter les pertes de charge et assurer ainsi l'alimentation en gravitaire.
Le bureau d'études sera donc missionné pour arriver au stade « projet », le suivi des travaux sera ensuite réalisé en interne.

Le montant total des travaux y compris mission bureau d'études est estimé à : 750 000 € HT

Planning prévisionnel de cette opération : mai 2024 à décembre 2024

Dans le cadre du 11ème programme de l'Agence de l'Eau Adour Garonne, ces opérations peuvent bénéficier de subventions particulières à hauteur de 50 % du montant total engagé par la CCPN compte tenu des taux actuels.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Financements	Renouvellement transit Mouscle vers Coarraze Bas Service
Subvention Agence de l'Eau (50%)	375 000 € HT
Autofinancement (50%)	375 000 € HT
TOTAL	**750 000 € HT**

Après avis favorable de la Commission Eau Assainissement du 9 novembre 2023,
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

APPROUVE **la réalisation de l'ensemble de l'opération pour un montant total estimatif de 750 000 € HT.**

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_28-DE

APPROUVE **le plan de financement pour la réalisation de l'ensemble de la mission.**

SOLLICITE **les subventions de l'Agence de l'Eau Adour Garonne pour le financement de ces travaux.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_29-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_29-DE

RETROCESSION PAR LE SEABB À LA CCPN - PARCELLE B N°346 COMMUNE DE LABATMALE

Délibération n° D_2023_7_29

(Rapporteur : Alain CAPERET)

Par délibération prise le 19 septembre 2023, le Syndicat d'Eau et d'Assainissement Béarn Bigorre (SEABB) à rétrocédé gratuitement à la Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN) la parcelle B n°346 située sur la commune de Labatmale compte tenu que le réservoir d'eau potable se situe sur ladite parcelle.

Il convient de réaliser les formalités administratives pour récupérer officiellement la parcelle B n°346 d'une surface de 3a65ca.

Après avis favorable de la Commission Eau Assainissement du 9 novembre 2023,
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

DECIDE **d'accepter la rétrocession à titre gratuit de la parcelle B n°346 par le SEABB.**

AUTORISE **le paiement des frais d'actes et de publication liés.**

AUTORISE **le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous documents nécessaires à cette cession.**

PRECISE **que les crédits sont inscrits au BP 2023.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_30-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_30-DE

RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DE SERVICE DU SMNEP - ANNÉE 2022

Délibération n° D_2023_7_30

(Rapporteur : Alain CAPERET)

Le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service établi par le Syndicat Mixte du Nord Est de Pau pour l'année 2022 et approuvé lors du comité syndical du 12 septembre 2023 est communiqué à la CCPN.

Le rendement du réseau est de 95.7% après une période intense de renouvellement de réseau suite à la validation du schéma directeur en 2012. Le linéaire renouvelé est de 0 Km pour l'année 2022 (sur un linéaire total de 167 Km).

En 2022, 8 104 929 m3 ont été vendus représentant une hausse des consommations de + 1.37 % par rapport à 2021 (7 990 826 m3).

Enfin, d'un point de vue qualitatif, l'eau distribuée est conforme à 100% à la réglementation sur les paramètres bactériologiques et physico-chimique.

Le rapport complet est téléchargeable sur le site du SMNEP à l'adresse suivante :
http://smnep.fr/mediatheque/

Après avis favorable de la Commission Eau Assainissement du 9 novembre 2023,
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

PREND ACTE **de la communication du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service établi par le Syndicat Mixte du Nord Est de Pau pour l'année 2022.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_31-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45

Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_31-DE

REPRISE DES RESEAUX DU LOTISSEMENT « LES LANOTS » À BÉNÉJACQ

Délibération n° D_2023_7_31

(Rapporteur : Alain CAPERET)

Le lotissement dénommé « Lotissement Les Lanots », situé sur le territoire de la commune de Bénéjacq, s'est achevé en 2016. La Commune demande l'avis de conformité des réseaux humides (eau potable, eaux usées et eaux pluviales) à la Communauté de communes du Pays de Nay, en vue d'intégrer la voirie dans le domaine public après enquête publique, suivant délibération du Conseil municipal.

Il convient d'incorporer, après contrôle réalisé par un organisme accrédité aux frais du maître de l'ouvrage, ces trois réseaux humides et leurs ouvrages connexes dans le patrimoine de la communauté de communes.

Après avis favorable de la Commission Eau et Assainissement du 9 novembre 2023
Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

DECIDE **d'acquérir à titre gratuit les réseaux d'eau potable et d'assainissement collectif des eaux usées et d'eaux pluviales du lotissement précité.**

<u>Patrimoine eau potable</u> :

- **235 ml de conduite principale en PEHD DN 63 mm**
- **155 ml de conduite de branchement PEHD DN 25 mm**
- **19 branchements individuels (dont 1 est connecté sur la voie publique Cami Bielh) + 1 branchement pour le Poste de relevage EU**
- **Tous les accessoires et organes connexes, correspondants**

<u>Patrimoine assainissement collectif des eaux usées :</u>

- **160 ml de canalisation gravitaire principale PVC CR08 DN 200 mm**
- **195 ml de canalisation de branchement individuel PVC CR16 DN 160 mm**
- **6 regards de visite DN 1000 mm**
- **19 branchements individuels (dont 3 sont connectés sur la voie publique du Cami Bielh)**
- **Tous les accessoires et organes connexes, correspondants**
- **1 poste de relevage et son refoulement associé de 6 ml de PVC pression PN 10 DN63 mm**

<u>Patrimoine assainissement pluvial</u> :

- **110 ml de canalisation gravitaire PVC CR08 DN 200/315 mm**
- **22 puisards et regards associés DN1000**
- **14 grilles avaloirs associées**

Réseaux mis en œuvre à l'époque par : LAPEDAGNE TP (EU et EP) et SAUR (AEP)
Sous contrôle du Maître d'œuvre SCP Michel BOUQUET
Sous les voiries publiques dénommées Rue des Lanots
Sises sur les parcelles cadastrées B 1669-1711-1718-1714-1704-1690-1686-1681-1680-1676-1668
Dont le propriétaire actuel est ASS ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DES LANOTS – M. Christophe MAUDOS – Rue des Lanots – 64800 BENEJACQ.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_31-DE

DECIDE **d'intégrer la valeur comptable des trois réseaux humides (réfections de chaussées en enrobés neufs comprises) dans l'actif de la CCPN, à compter de la prise de la présente délibération :**

- **eau potable : un montant de 45 000 €HT**
- **assainissement collectif : un montant de 162 000 €HT**
- **Pluvial : 60 500 €HT.**

CHARGE **le Président de procéder aux démarches nécessaires à cette opération,**

AUTORISE **le Président à signer les actes administratifs correspondants.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_32-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45
Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_32-DE

TABLEAU DES EFFECTIFS : EMPLOI – SUPPRESSION/CREATION SERVICE DECHETS

Délibération n° D_2023_7_32

(Rapporteur : Christian PETCHOT-BACQUÉ)

Conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Dans le cadre de l'étude régulière des besoins de la collectivité au moment des départs d'agent, le processus de recrutement s'engage. À ce stade, il est proposé d'inscrire au tableau des effectifs une transformation de grade.

Il n'existe pas en tant que telle de procédure de transformation. Il convient donc de créer l'emploi permanent et dans un deuxième temps (après avis du comité Social territorial) l'emploi permanent initial sera supprimé.

Les services concernés par ces actions sont les suivants :

Déchets

Suppression poste d'adjoint animation principal 2ème classe à temps complet pour la création d'un poste à temps complet sur la filière technique (Catégorie C) grade des adjoints techniques territoriaux.
L'agent affecté sera chargé de la fonction suivante : animateur prévention tri des déchets.

La suppression de poste prendra effet lorsque le comité social territorial aura donné son avis.

Vu l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,
Vu le tableau des emplois et des effectifs,

Après avis favorable du Bureau du 11 décembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

DÉCIDE **la création d'un emploi permanent à temps complet sur le grade d'adjoint technique (service environnement déchets) à compter du 01 février 2024.**

PRÉCISE **que les crédits budgétaires seront prévus au BP 60000 2024.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,

Signé par : Christian PETCHOT-BACQUE CCPN
Date : 19/12/2023
Qualité : CCPN - Président de la Communauté de Communes du Pays de Nay

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 20/12/2023
Reçu en préfecture le 20/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_33-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2023

Date de convocation : 12 décembre 2023
Nombre de délégués en exercice : 52
Nombre de délégués présents : 34
Nombre de délégués votants : 45
Publication : le 26 décembre 2023

Le Conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 18 décembre 2023 à 18 heures 30 minutes, au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence M. PETCHOT-BACQUÉ Christian, Président.

Etaient présents :

ANGAIS	VIGNAU Hubert, BARBE-BARRAILH Jean-Laurent
ARBEOST	FRAIZE Cyrille
ARROS DE NAY	d'ARROS Gérard
ARTHEZ D'ASSON	LAFITTE Jean-Jacques
ASSAT	
ASSON	AURIGNAC Michel
BALIROS	DAUGAS Sylvie
BAUDREIX	
BENEJACQ	CAZALA-CROUTZET Marie-Ange, GARROCQ Anne-Marie, COURADET Sébastien
BEUSTE	CALAS Serge
BOEIL-BEZING	DUFAU Marc
BORDERES	MINVIELLE Michel
BORDES	PUYOU Ena, TOUSSAINT Coralie
BOURDETTES	DOMENJOLLE Didier
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	LESCLOUPÉ François, CAUSSE Philippe
COARRAZE	LUCANTE Michel, BASSE-CATHALINAT Jean-Pierre
FERRIERES	
HAUT DE BOSDARROS	
IGON	LABAT Marc, PARGADE Didier
LABATMALE	SANJUAN Isabelle
LAGOS	PETCHOT-BACQUÉ Christian
LESTELLE-BETHARRAM	BERCHON Jean-Marie
MIREPEIX	VIRTO Stéphane
MONTAUT	CAPERET Alain, PRAT Séverine
NARCASTET	FAUX Jean-Pierre
NAY	BOURDAA Bruno, DEQUIDT Alain, CHABROUT Guy
PARDIES-PIETAT	CABANNE Pascal
SAINT-ABIT	
SAINT-VINCENT	DOUSSINE Roger

Etaient absents ou excusés : MIDOT Patrick (ARROS DE NAY), RHAUT Jean-Christophe (ASSAT), MALDONADO Marie (ASSAT), CANTON Marc (ASSON), VANHOOREN Audrey (ASSON), ESCALÉ Francis (BAUDREIX), LORRY Béatrice (BOEIL-BEZING), CASTAIGNAU Serge (BORDES), PUYAL Bernard (BORDES), LACROUX Philippe (BOURDETTES), PUBLIUS Françoise (COARRAZE), BROGNOLI Katty (FERRIERES), MADEC Cédric (HAUT DE BOSDARROS), LACARRÈRE Florent (LABATMALE), GRACIAA Alain (LESTELLE-BETHARRAM), HUROU Nicole (MIREPEIX), SARTHOU Julie (NARCASTET), MULLER Véronique (NAY), DURAND Pascale (NAY), CAZET Michel (SAINT-ABIT).

Avaient donné pouvoir : MIDOT Patrick à d'ARROS Gérard, CANTON Marc à AURIGNAC Michel, VANHOOREN Audrey à BERCHON Jean-Marie, LORRY Béatrice à DUFAU Marc, CASTAIGNAU Serge à CAPERET Alain, PUYAL Bernard à TOUSSAINT Coralie, BROGNOLI Katty à PETCHOT-BACQUE Christian, HUROU Nicole à VIRTO Stéphane, SARTHOU Julie à FAUX Jean-Pierre, MULLER Véronique à BOURDAA Bruno, DURAND Pascale à DEQUIDT Alain.

Était représenté : LACROUX Philippe par DOMENJOLLE Didier, LACARRÈRE Florent par SANJUAN Isabelle.

Secrétaire de séance : BERCHON Jean-Marie.

Envoyé en préfecture le 20/12/2023
Reçu en préfecture le 20/12/2023
Publié le
ID : 064-246401756-20231218-D_2023_7_33-DE

ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITES : PISCINE NAYEO

Délibération n° D_2023_7_33

(Rapporteur : Christian PETCHOT-BACQUÉ)

Il est proposé au conseil communautaire de créer un emploi non permanent d'ETAPS (Éducateur Territorial des Activités Physiques et Sportives) à temps complet pour assurer les missions d'éducateur sportif et la surveillance des bassins.

Cet emploi est justifié par la mise en œuvre du planning régulier des activités d'aquaforme et l'accompagnement pédagogique des publics.

L'emploi serait créé pour la période du 1er Janvier 2024 au 31 Mars 2024. La durée hebdomadaire moyenne de travail serait fixée à 35 heures. Cet emploi appartient à la catégorie hiérarchique B.

Cet emploi serait pourvu par le recrutement d'agents contractuels en application des dispositions L.332-23 1° du Code général de la Fonction publique territoriale qui permet le recrutement d'agent contractuel pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale cumulée de douze mois par période de dix-huit mois consécutifs.

L'emploi pourrait être doté d'un traitement afférent à indice brut 389 Indice majoré 368. En outre, la rémunération pourrait comprendre les primes et indemnités correspondant aux fonctions assurées.

Après avis favorable du Bureau 11 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

DECIDE **la création, pour la période du 1er Janvier 2024 au 31 Mars 2024 d'un emploi non permanent d'ETAPS à temps complet pour assurer les fonctions d'éducateur sportif,**

PRECISE **que cet emploi sera doté de la rémunération afférente à indice brut 389 Indice majoré 368 de la fonction publique, la rémunération pouvant comprendre les primes et indemnités correspondant aux fonctions assurées,**

AUTORISE **le Président à signer le contrat de travail correspondant à cet emploi,**

PRECISE **que les crédits seront inscrits au budget Principal de l'exercice 2024.**

Adopté à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme,

Signé par : Christian PETCHOT-BACQUE CCPN
Date : 20/12/2023
Qualité : CCPN - Président de la Communauté de Communes du Pays de Nay

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de PAU ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr